LIÈGE université Library

https://lib.uliege.be

https://matheo.uliege.be

Travail de fin d'études / Projet de fin d'études : Processus de reconstruction post-catastrophe : Cas d'étude du projet 16/6 en Haïti

Auteur : Papillon, Valentine
Promoteur(s) : Elsen, Catherine; 25541
Faculté : Faculté des Sciences appliquées
Diplôme : Master en ingénieur civil architecte, à finalité spécialisée en ingénierie architecturale et urbaine
Année académique : 2024-2025
URI/URL : http://hdl.handle.net/2268.2/24849

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Université de Liège
Faculté des Sciences Appliquées
Année académique 2024-2025

Processus de reconstruction post-catastrophe :
Cas d'étude du projet 16/6 en Haïti

Travail de fin d'études réalisé en vue de l'obtention
du grade de master « Ingénieur Civil Architecte »

Étudiante : Valentine PAPILLON

Promoteurs : Catherine ELSEN - Gonzalo LIZARRALDE
Membres du jury : Anne-Marie PETTER - Jacques TELLER
Président du jury : Mario COOLS

ABSTRACT

The earthquake of January 12, 2010, in Haiti profoundly shook the country and devastated the capital area of Port-au-Prince, causing more than 220,000 deaths, 300,000 injuries, and leaving 1.5 million people homeless. The damage, both human and material, revealed the vulnerability of the region. More than 15 years later, the marks left by this disaster are still visible. Given the risks to which the population remains exposed, it seems relevant to study the reconstruction process that was undertaken and to understand its challenges.

In response to the scale of the damage, humanitarian effort and numerous projects emerged. Reconstruction initiatives gradually were put in place. Among them, the 16/6 project, led by the government of the time in collaboration with United Nations agencies. This project, because of its scale, its ambitions, and the stated intent to make it a replicable model, represents a particularly rich and interesting case for our study.

This work is part of an effort to understand the reconstruction process, combining a micro-level analysis of interventions at the neighborhood scale with broader dynamics of reconstruction. It aims to grasp the key issues and, in a particularly complex context, highlights the challenges of implementation, the various actors' approaches that influenced the reconstruction, as well as the lessons that can be drawn from it.

To this end, the methodology employed is structured around two main approaches : on the one hand, a document analysis to better understand the context and guiding principles of the project ; and on the other hand, semi-structured interviews conducted with various stakeholders, some directly involved in the project, others external to it, offering a more contextualized and nuanced perspective. The cross-analysis of this data serves to confirm, challenge, or question certain hypotheses, and above all, to contribute to the reflection on the reconstruction process, its strengths, and its limitations.

The analysis supports the idea that projects often designed with a primarily technical approach tend to overlook the human and social dimensions, which are crucial to reconstruction dynamics. This work therefore advocates for a more nuanced, adaptive, and contextual approach. The lessons drawn are not intended to offer a fixed model, but rather to encourage a reflective stance and highlight key areas of attention that could inspire future interventions to be more mindful and better adapted to the local context.

Keywords : reconstruction, project 16/6, Haiti, lessons, post-disaster

RÉSUMÉ

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti a profondément bouleversé le pays et particulièrement dévasté la zone de la capitale, Port-au-Prince, provoquant plus de 220 000 morts, 300 000 blessés et 1,5 millions de personnes sans abri. Les dégâts causés, tant sur le plan humain que sur le plan matériel, ont révélé la vulnérabilité accrue du territoire. Plus de 15 ans plus tard, les traces laissées par cette catastrophe sont toujours visibles. Compte tenu des risques auxquels la population reste exposée, il semble pertinent d'étudier le processus de reconstruction engagé et d'en saisir les enjeux.

Face à l'ampleur des dégâts, une réponse humanitaire forte et de nombreux projets ont vu le jour. Des initiatives de reconstruction se sont progressivement mises en place. Parmi elles, il parait judicieux de s'intéresser au projet 16/6, porté par le gouvernement de l'époque en collaboration avec des agences des Nations Unies. Ce projet, par son ampleur, ses ambitions et la volonté affichée d'en faire un projet réplicable, représente un cas d'analyse particulièrement riche et intéressant pour notre étude.

Ce travail s'inscrit dans une démarche de compréhension du processus de reconstruction, en articulant une micro-analyse des interventions à l'échelle des quartiers avec les dynamiques plus larges de la reconstruction. Il vise à en saisir les enjeux et met en lumière dans un contexte particulièrement complexe, les défis de mise en œuvre, les logiques d'acteurs variés qui ont influencé la reconstruction, ainsi que les enseignements qui peuvent en être tirés.

Pour ce faire, la méthodologie employée s'articule autour de deux axes : d'une part, une analyse documentaire permettant de mieux comprendre le contexte et les lignes directrices du projet et d'autre part, des entretiens semi-directifs réalisés avec différents intervenants, tantôt impliqués dans le projet, tantôt extérieurs à celui-ci, qui offrent une lecture plus contextualisée et nuancée. Le croisement de ces données permet de confirmer, d'infirmer ou de questionner certaines hypothèses, et surtout d'alimenter la réflexion sur le processus de reconstruction, ses atouts et ses limites.

L'analyse défend l'idée que les projets souvent conçus dans une logique principalement technique, tendent à négliger les dimensions humaines et sociales pourtant déterminantes dans les dynamiques de reconstruction. Ce travail plaide ainsi pour une approche plus nuancée, évolutive et contextuelle. Les enseignements tirés ne visent pas à proposer un modèle figé, mais à inviter à une posture réflexive et à souligner des points d'attention susceptibles d'inspirer des interventions futures plus conscientes et mieux adaptées au contexte local.

Mots clés : reconstruction, projet 16/6, Haïti, enseignements, post-catastrophe

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mes promoteurs. Madame Catherine Elsen, pour sa confiance, sa rigueur et son accompagnement. Monsieur Gonzalo Lizarralde, pour m'avoir offert l'opportunité de réaliser un stage de recherche, son expertise et ses écrits.

Je souhaite adresser des remerciements sincères et chaleureux à Madame Anne-Marie Petter, pour sa bienveillance, son temps et la qualité de son encadrement.

Je remercie également Monsieur Jacques Teller pour sa participation à mon jury et le temps accordé à la lecture de mon travail.

Ma gratitude va aussi à toute l'équipe d'Œuvre durable et du GRIF de l'Université de Montréal pour m'avoir accueilli et offert une expérience enrichissante, ainsi qu'une belle ouverture sur le monde de la recherche.

Merci à toutes les personnes qui ont, de près ou de loin, contribué à la réalisation de ce travail. Chaque geste, échange, contact ou entretien a compté.

Enfin, je remercie mes proches et en particulier mes parents pour leur soutien indéfectible tout au long de mes études.

Andy et Félix, ce travail vous est dédié.

Table des matières

ABSTRACT I

RÉSUMÉ II

REMERCIEMENTS III

TABLE DES MATIERES VI

TABLE DES FIGURES VII

LISTE DES TABLEAUX VIII

ABRÉVIATIONS ET SIGLES IX

PRÉAMBULE X

1 INTRODUCTION 1
- 1.1 Contexte . . . 1
- 1.2 Importance et portée de la recherche . . . 1
- 1.3 Structure du travail de fin d'études . . . 2

2 ETAT DE L'ART 3
- 2.1 La question des « catastrophes naturelles » : une notion à revisiter . . . 3
  - 2.1.1 Repenser le concept . . . 3
  - 2.1.2 Définitions, causes et impacts des catastrophes : vers une approche intégrée 4
  - 2.1.3 Le risque de catastrophe . . . 6
- 2.2 Vulnérabilité et résilience . . . 8
  - 2.2.1 Notion de vulnérabilité . . . 8
  - 2.2.2 Caractéristiques de la vulnérabilité . . . 9
  - 2.2.3 Notion de résilience . . . 10
- 2.3 Zones d'habitat non planifié . . . 12
  - 2.3.1 Définition et typologie . . . 12
  - 2.3.2 Causes, enjeux et impacts des zones d'habitats non planifiés . . . 14
- 2.4 La reconstruction post-catastrophe . . . 16
  - 2.4.1 Définition et cadre général . . . 16
  - 2.4.2 Objectifs et priorités de la reconstruction . . . 18
  - 2.4.3 Contraintes, stratégies et critères d'évaluation de la reconstruction . . . 20
  - 2.4.4 La reconstruction et son réseau d'acteurs . . . 24
- 2.5 Synthèse de l'état de l'art . . . 26
  - 2.5.1 Récapitulatif de l'état de l'art . . . 26
  - 2.5.2 Questions de recherche . . . 29

3 CONTEXTE DE LA RECHERCHE 30
- 3.1 Le séisme du 12 janvier 2010 . . . 30
- 3.2 Aperçu des causes profondes de la catastrophe . . . 30
- 3.3 La reconstruction et ses projets . . . 31
  - 3.3.1 Autres projets . . . 32
  - 3.3.2 Le choix du projet 16/6 . . . 33

4 MÉTHODOLOGIE **34**
4.1 Justification du choix méthodologique . . . 34
4.2 Stage de recherche à l'Université de Montréal . . . 36
4.3 Première phase de collecte de données : L'analyse documentaire . . . 37
4.3.1 Objectifs de l'analyse documentaire . . . 37
4.3.2 Méthode de collecte des données . . . 37
4.3.3 Types de données . . . 38
4.3.4 Méthode d'analyse : sélection des thématiques prioritaires . . . 39
4.4 Seconde phase de collecte de données : Les entretiens semi-directifs . . . 40
4.4.1 Choix des participants . . . 40
4.4.2 Type d'entretiens réalisés . . . 42
4.4.3 Création de la grille d'entretien . . . 43
4.4.4 Déroulement des entretiens . . . 46
4.5 Synthèse et schéma récapitulatif de la méthodologie . . . 46

5 TRAITEMENT DES DONNÉES **48**
5.1 Analyse thématique : Entretiens semi-directifs . . . 48
5.1.1 Familiarisation avec les données . . . 49
5.1.2 Génération de codages initiaux . . . 49
5.1.3 Recherche de thèmes . . . 51
5.1.4 Analyse des thèmes . . . 52
5.1.5 Production du rapport . . . 54

6 RÉSULTATS **55**
6.1 Le projet 16/6 . . . 55
6.1.1 Présentation et objectifs du projet . . . 55
6.1.2 Situation des quartiers d'intervention du projet 16/6 . . . 60
6.1.3 Parties prenantes, rôles et responsabilités . . . 63
6.1.4 Du cadre institutionnel aux vécus des entretiens . . . 67
6.2 Une reconstruction post-catastrophe dans un contexte complexe . . . 67
6.2.1 Origine du projet 16/6 et diagnostic initial . . . 67
6.2.2 Contexte post-séisme : une vulnérabilité préexistante et persistante . . . 69
6.2.3 Une intervention en zone d'habitat non planifié . . . 70
6.3 Un projet de reconstruction face à des réalités multiples et interdépendantes . . . 73
6.3.1 Défis opérationnels de l'intervention sur site . . . 73
6.3.2 Défis fonciers et cadre légal incertain . . . 75
6.3.3 Enjeux communautaires et mobilisation des habitants . . . 76
6.4 Une réponse adaptative face aux défis de la reconstruction in situ . . . 77
6.4.1 Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention . . . 77
6.4.2 Entre diversité intra-quartiers et maillage inter-quartiers . . . 79
6.4.3 Outils techniques et innovations méthodologiques . . . 81
6.5 Entre habitat et aménagement : perception de la mise en œuvre . . . 82
6.5.1 Solutions à envisager pour la réparation et la reconstruction . . . 82
6.5.2 Prise en compte des modes de vies locaux dans la conception . . . 83
6.5.3 Choix des matériaux et enjeux d'innovation . . . 86
6.5.4 Aménagements, usages et acceptabilité sociale . . . 91
6.5.5 Des décisions tiraillées entre logique d'action et réalité de terrain . . . 92
6.6 Impact social et regard croisés . . . 93
6.6.1 Appropriation du projet par les communautés . . . 93
6.6.2 Communication, sensibilisation et changement de comportement . . . 94
6.7 Un réseau d'acteurs à articuler autour de la reconstruction . . . 97

6.7.1 Configuration, relations et jeux d'acteurs . . . 97
6.7.2 Entre gouvernance et gestion de projet . . . 98
6.7.3 Capacités institutionnelles et limites structurelles . . . 100
6.7.4 Organisation intra-quartiers et gestion locale . . . 102
6.7.5 Les « autres » rôles pour la reconstruction . . . 103
6.8 Une trajectoire fragile mais porteuse d'enseignements . . . 105
6.8.1 Un projet comme point de départ, pas comme solution . . . 105
6.8.2 Une articulation sensible entre reconstruction, gouvernance et société . . . 110
6.8.3 Recommandations et perspectives d'avenir . . . 114

7 DISCUSSION 117
7.1 Que révèle le projet 16/6 sur les spécificités de mise en œuvre d'un projet de reconstruction en zone d'habitat non planifié ? . . . 117
7.1.1 Représentations sociales et perceptions des quartiers d'intervention . . . 117
7.1.2 Défis techniques, constructifs et architecturaux . . . 118
7.1.3 Défis sociaux d'appropriation et de mobilisation . . . 120
7.1.4 Défis institutionnels, logistiques et de coordination . . . 121
7.1.5 Contraintes budgétaires comme facteur structurant . . . 121
7.2 Comment les configurations d'acteurs et leurs interactions dans le cadre du projet 16/6 ont-elles influencé la trajectoire de la reconstruction post-catastrophe ? . . . 122
7.2.1 Cartographie des parties prenantes et de leurs rôles . . . 122
7.2.2 Les bailleurs et acteurs internationaux : rôle et influence . . . 123
7.2.3 Les acteurs locaux entre mobilisation et marginalisation . . . 124
7.2.4 Acteurs pivots et figures influentes . . . 124
7.2.5 Jeux d'acteurs et effets sur la trajectoire de la reconstruction . . . 125
7.3 Quels sont les enseignements qui peuvent être tirés du projet 16/6 sur le processus de reconstruction à la suite du séisme du 12 janvier 2010 en Haïti ? . . . 126
7.3.1 Stratégies d'intervention : Leçons d'un modèle contextuel . . . 126
7.3.2 Réinterroger les dispositifs de gouvernance post-catastrophe . . . 127
7.3.3 De la participation à la résilience communautaire . . . 128
7.3.4 La reconstruction comme processus intégré . . . 128
7.3.5 Des limites aux apprentissages : capitaliser pour la suite . . . 129
7.3.6 Vers un guide réflexif pour la reconstruction . . . 130

8 CONCLUSION 131
8.1 Résumé . . . 131
8.2 Limites . . . 132
8.3 Perspectives . . . 132

BIBLIOGRAPHIE 134

ANNEXES 141
Annexe 1 - Grille d'entretien : version complète . . . 141
Annexe 2 - Grille d'entretien : version créole . . . 146
Annexe 3 - Formulaire d'informations et de consentement . . . 148
Annexe 4 - Tableau des codages initiaux . . . 151
Annexe 5 - Tableau final d'analyse . . . 203
Annexe 6 - Retranscription des entretiens semi-directifs . . . 264
Annexe 7 - Vers un guide réflexif : compilation des enseignements . . . 527

Table des figures

1 Pressure and Release model (Blaikie et al., 1994, p.23) . . . 7
2 Cycle de catastrophe (Alexander & Davis, 2015, p.66) . . . 17
3 Modèle illustratif des concepts (Lizarralde et al., 2009, p.5) . . . 19
4 Schéma récapitulatif de l'état de l'art (Papillon, 2025) . . . 28
5 Géographie des risques (CIAT, 2010, p.24) . . . 31
6 Illustration des camps (CIAT, 2010, p.8) . . . 32
7 Mindmap des thématiques initiales (Papillon, 2025) . . . 39
8 Extrait des différentes catégories de la grille d'entretien (Papillon, 2025) . . . 43
9 Schéma méthodologique (Papillon, 2025) . . . 47
10 Extrait du tableau des thèmes initiaux (Papillon, 2025) . . . 51
11 Extrait du tableau des thèmes initiaux avec codes (Papillon, 2025) . . . 51
12 Extrait du tableau des codes finaux (Papillon, 2025) . . . 52
13 Extrait du tableau des codes finaux avec catégorie (Papillon, 2025) . . . 54
14 Carte des quartiers initiaux (FRH, 2011, p.24) . . . 56
15 Cadre d'aide au logement (ARUP, 2011, p.20) . . . 58
16 Bâtiments partiellement endommagés (FRH, 2011, p.80) . . . 59
17 Bâtiments sévèrement endommagés ou effondrés (FRH, 2011, p.79) . . . 59
18 Multi-organisation temporaire (MOT) (Papillon, 2025) . . . 66
19 Illustration de la topographie et de la densité des zones étudiées (Petter, 2016) . . . 70
20 Illustration de la topographie et de la densité des zones étudiées (Nadon) . . . 74
21 Modification des choix constructifs par les habitants (Petter, 2016) . . . 87
22 Site pilote du projet 16/6 (Nadon) . . . 89
23 Couleurs et éléments décoratifs des nouvelles habitations (Nadon) . . . 94

Liste des tableaux

1 Approches de la catastrophe, inspiré de Clerveau (2016) 5
2 Critères de définition (ONU-Habitat, 2021, p.6, adaptation personnelle) 12
3 Considérations clés pour la reconstruction (Silva, 2010, traduction libre) 23
4 Liste des participants probables (Lizarralde et al., 2009, p.101, traduction libre) . . 25
5 Tableau récapitulatif de l'état de l'art (Papillon, 2025) 27
6 Documentation obtenue avant les entretiens (Papillon, 2025) 38
7 Documentation obtenue à la suite des entretiens (Papillon, 2025) 38
8 Tableau récapitulatif des participants (Papillon, 2025) 41
9 Tableau récapitulatif des thèmes initiaux (Papillon, 2025) 50
10 Données des quartiers d'intervention (Grimorum et al., 2012, adaptation personnelle) 61
11 Etat des maisons (UNOPS, 2011-12, adaptation personnelle) 62
12 Accès aux services de base et sociaux (UNOPS, 2011-12, adaptation personnelle) . 63
13 Divergences entre logiques d'action et réalités de terrain (Papillon, 2025) 93
14 Recommandations et perspectives pour l'avenir (Papillon, 2025) 116

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

AMP	Aire Métropolitaine de Port-au-Prince
APRAS	Apprendre Pour Reconstruire Ayiti Solide
ASEC	Assemblée de la Section Communale
BBB	*Build Back Better*
BIT	Bureau International de Travail
CASEC	Conseil d'Administration de la Section Communale
CIAT	Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire
CIRH	Comité Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti
CNIGS	Centre national de l'information géo-spatiale
CNP	Comité National de Pilotage
CRED	*Centre for Research on the Epidemiology of Disasters*
DINEPA	Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement
DGI	Direction générale des impôts
EPPLS	Entreprise Publique de Promotion de Logements Sociaux
FRH	Fonds de Reconstruction d'Haïti
GdH	Gourvernement de Haïti
IRP	*International Recovery Platform*
MICT	Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales
MOT	Multi-organisation temporaire
MTPF	*Multi-Partner Trust Fund Office*
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communication
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
PPR	Plan de Prévention de Risques
PRRNU	Plan de réduction des risques naturels en zone urbaine
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UdeM	Université de Montréal
UCLBP	Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics
UEH	Université d'Etat d'Haïti
UNDRR	*United Nations Office for Disaster Risk Reduction*
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets
ZMPAP	Zone Métropolitaine de Port-au-Prince

PRÉAMBULE

« Je m'impatiente de ne pas voir Rolphe rentrer. Je sors de la maison. Il fait beau, le ciel est bleu. Rolphe est dans la rue à deux mètres de moi. Soudain, je perds l'équilibre, il me rattrape. Un bruit soudain nous terrorise. Je lève les yeux et je ne comprends pas. Mon mari lui, est à son sixième tremblement de terre. Il en a déjà vécu deux au Mexique et trois en Haïti, comme si le destin avait voulu le préparer à surmonter un jour cette épreuve. Il me serre contre lui et m'entraîne vers le milieu de la rue. Il garde les yeux vers le ciel et s'assure que rien ne tombe sur nous. Je suis tétanisée, incapable de réagir. Je suis dans ses bras comme pour danser. Cette valse macabre semble durer une éternité. « Résiste, résiste » me crie-t-il. Il tremble de tout son être et malgré la panique que je lis dans son regard, il reste vigilant. Je me sens protégée. Puis, le silence, un silence effrayant, comme si on attendait le coup de grâce ; ensuite, un nuage de poussière nous brûle les yeux. Nous perdons toute visibilité. Je prends peur. Allons-nous rester dans le noir pour toujours ? Une maison du voisinage vient de s'écrouler. A côté de nous, une galerie de béton s'effondre sur notre Jeep. Un peu plus loin, une station de propane explose. Les voisins sont asphyxiés et l'explosion entraîne un incendie qui consume sur place cinq véhicules. Les flammes noirâtres lèchent le ciel. »

Témoignage de Geneviève PIRON & Rolphe PAPILLON, 2010

Le lendemain de mon onzième anniversaire, le 12 janvier 2010, mes parents sont à Port-au-Prince et moi à l'étranger. Chez ma grand-mère, la chaîne d'information CNN diffuse les nouvelles en continu. Soudain, une annonce dans les sous-titres capte mon attention : « *Earthquake in Haiti* ». Au moment où je m'empresse d'aller le dire à ma grand-mère, je suis loin d'imaginer l'impact que cet évènement aura sur toute une nation et sur mes futurs choix de vie. Ce jour-là, mes parents ont été épargnés, mais le tremblement de terre de 2010 a ôté la vie à des centaines de milliers de personnes et en a rendu des millions d'autres sans abris. De la plus petite maison de famille sur les mornes de Port-au-Prince aux plus prestigieux monuments de la capitale, c'est l'écroulement total. Cet épisode tragique de l'histoire du pays est l'élément déclencheur de mon intérêt pour la reconstruction durable et la résilience. Quelques années plus tard, j'entame mes études d'ingénieur civil avec une seule idée en tête : me former pour pouvoir un jour, apporter ma contribution au développement des infrastructures d'Haïti et d'ailleurs.

Quinze ans plus tard, les dégâts causés par le séisme de 2010 laissent toujours des traces, et la reconstruction piétine ; le pays n'est pas mieux préparé à réagir et les populations les plus vulnérables sont toujours aussi exposées (Zobéide & Yacou, 2023). Sans prétendre offrir une solution miracle ni une explication exhaustive, ce travail propose une réflexion sur les facteurs transversaux qui influencent la reconstruction post-catastrophe à partir du cas d'Haïti. Mon objectif est d'apporter un regard éclairé et sensible car, au-delà des chiffres et des bâtiments écroulés, ce sont des vies qui partent en fumée. L'échec de la reconstruction de Port-au-Prince, en tout cas tel que je l'imaginais en entamant mes études, n'est peut-être pas si limpide, et cette fameuse frontière entre le bien et le mal peut-être finalement, bien plus floue et nuancée.

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti a mis le pays dans une situation particulièrement complexe et a mis au jour des fragilités structurelles, institutionnels et sociales majeures (Union Européenne, 2018). Port-au-Prince, la capitale, a particulièrement été touchée, concentrant une part importante des dommages et des pertes humaines. Cet événement marquant de l'histoire du pays a mis en évidence sa forte vulnérabilité, en particulier dans les zones d'habitat non planifié.

Face à l'ampleur des dégâts, de nombreuses initiatives de reconstruction ont vu le jour, portées par des acteurs nationaux et internationaux. Parmi elles, le projet 16/6, mis en œuvre dans plusieurs quartiers de la capitale avec pour ambition de servir de modèle reproductible (Rausch & Baudrand, 2016) constitue le cas d'étude de notre travail.

Plus de 15 ans plus tard, les dégâts causés par ce séisme sont encore visibles. La reconstruction demeure inachevée et les populations les plus vulnérables restent fortement exposées (Zobéide & Yacou, 2023). Ce constat résonne bien au-delà du seul cas haïtien. En effet, le monde actuel est confronté à de nombreux défis dont les risques liés aux aléas naturels aggravés par le changement climatique (Petter et al., 2020). Ces éléments peuvent avoir des impacts conséquents sur l'humain et sur son habitat. Dès lors, la reconstruction post-catastrophe représente un enjeu majeur auquel les intervenants sont appelés à se préparer.

En tant qu'ingénieur civil architecte, l'étude de ces processus revêt une importance particulière, tant pour en dégager des enseignements techniques, que pour appréhender les multiples facteurs transversaux qui les conditionnent.

1.2 Importance et portée de la recherche

Au regard de la vulnérabilité persistante en Haïti et du constat d'une reconstruction quasi stagnante depuis 2010 (Zobéide & Yacou, 2023), il parait pertinent de revenir sur les solutions mises en œuvre à l'époque. L'objectif est d'en analyser les rouages et les limites, et d'en tirer des enseignements susceptibles d'inspirer des interventions futures plus conscientes et mieux adaptées au contexte local.

Au vu de l'abondance de la documentation disponible sur le sujet, l'objectif de ce travail n'est pas de proposer une énième solution, mais d'adopter une posture réflexive face aux initiatives déjà réalisées. Il s'agit de questionner les véritables enjeux de la reconstruction, souvent laissés en arrière-plan, qui conditionnent la portée et la durabilité des projets.

Dans cette perspective, le travail se concentre sur le projet 16/6 en articulant une micro-analyse des interventions dans les quartiers ciblés avec une lecture des dynamiques plus larges de la reconstruction post-catastrophe. Il ne s'agit pas d'évaluer l'efficacité du projet à travers des critères figés, mais d'en comprendre les conditions de mise en œuvre, les logiques d'acteurs impliqués, ainsi que les écarts entre les discours institutionnels et la réalité de terrain.

Ce travail défend l'idée qu'au-delà des dispositifs techniques et des lignes directrices avancées par les institutions, ce sont les logiques d'acteurs, les dimensions sociales et la compréhension fine des contextes locaux qui influencent réellement la trajectoire de la reconstruction. Il invite à interroger les certitudes, analyser les logiques d'intervention et à adopter une posture réflexive. Seule

la mise en lumière des défis réels de la reconstruction peut réellement être porteuse de changement.

Alors que l'idée initiale consistait à dégager des critères stricts susceptibles d'être réimplémentés, l'analyse, et en particulier les entretiens, ont conduit à privilégier une réflexion plus nuancée et riche en enseignements. Dans le contexte étudié, cette approche semble plus pertinente pour orienter, sans imposer, les réflexions futures.

1.3 Structure du travail de fin d'études

Ce travail est structuré selon huit sections principales, brièvement décrites ci-dessous :

1. L'introduction : Cette section introductive a pour objectif de contextualiser le sujet étudié et de souligner les objectifs du travail.

2. L'État de l'art : Cette section aborde des notions transversales essentielles à la compréhension du processus de reconstruction post-catastrophe. Elle débute par une réflexion sur la question des catastrophes, en invitant à penser au-delà de l'événement naturel seul. Ensuite, elle introduit des concepts clés tels que la vulnérabilité, la résilience ou encore les zones d'habitat non planifié. Ces notions permettent non seulement de poser un cadre théorique, mais aussi de mieux saisir les dynamiques illustrées par le cas d'étude. Enfin, elle présente les concepts liés plus précisément à la reconstruction post-catastrophe, aux types d'intervention et aux acteurs, avant de conclure par la formulation des questions de recherche.

3. Le contexte de la recherche : Cette section dresse un tableau général afin de situer le projet de reconstruction étudié dans son environnement. L'objectif est d'offrir au lecteur certains outils de compréhension des dynamiques propres au cas d'Haïti sans pour autant s'attarder sur un contexte déjà largement documenté dans la littérature existante.

4. La méthodologie : La méthodologie adoptée dans le cadre de ce travail est présentée afin de faciliter la compréhension de la démarche et de ses limites. Elle s'articule autour de deux axes : d'une part, une analyse documentaire et d'autre part, la réalisation d'entretiens semi-directifs.

5. Le traitement des données : Cette section expose la manière dont les données des entretiens ont été traitées, en toute transparence. Elle permet de comprendre étape par étape la procédure suivie par l'étudiante.

6. Les résultats : Cette section présente l'analyse des résultats obtenus dans cette recherche. Elle s'articule en deux parties distinctes avec d'une part, l'analyse de la documentation consultée et d'autre part, un récit plus détaillé et ancré basé sur les entretiens, permettant ainsi de répondre aux questions de recherche.

7. La discussion : L'étudiante mène une réflexion approfondie, permettant le croisement entre les différentes données récoltées. Cette section propose une lecture transversale des informations analysées et invite à réfléchir plus en profondeur sur les enseignements tirés des résultats.

8. La conclusion : Le travail se clôture par une conclusion synthétique qui souligne notamment les limites et les perspectives du travail réalisé.

2 ETAT DE L'ART

Dans cette section, nous présenterons les principaux concepts théoriques tirés d'une analyse de la littérature, nécessaires à la bonne compréhension de notre démarche et essentiels pour répondre à nos questions de recherche. Ils permettront notamment de saisir les différentes thématiques abordées ainsi que la philosophie adoptée dans ce travail.

2.1 La question des « catastrophes naturelles » : une notion à revisiter

2.1.1 Repenser le concept

Le monde actuel fait face à de nombreux défis, dont les risques liés aux catastrophes dites « naturelles » : séismes, inondations, tempêtes... Ces phénomènes, de plus en plus fréquents et intenses, ont des impacts considérables sur les populations et leur environnement. Des millions de personnes se retrouvent confrontées à des situations de crise, perdant parfois soudainement leurs maisons, leurs villes, voire leurs vies.

La récurrence et l'augmentation en nombre de ces événements sont généralement admises. Selon le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNDRR) et les données du Centre de Recherche sur l'Épidémiologie des Désastres (CRED), le nombre de catastrophes a fortement augmenté au cours des deux dernières décennies. Si cette hausse peut s'expliquer en partie par l'amélioration des systèmes de collecte de données, elle résulte surtout de l'intensification des aléas naturels, aggravés par des facteurs humains tels que le changement climatique, la déforestation, l'artificialisation des sols ou la dégradation des écosystèmes. Le rapport *GAR2022* prévoit jusqu'à 560 catastrophes annuelles d'ici 2030, soit une hausse de 40 % par rapport à 2015 (UNDRR, 2022).

Les aléas ont des origines diverses. Qu'elles soient naturelles, anthropiques ou socio-naturelles (Assemblée générale des Nations Unies, 2017), le terme « catastrophe » englobe ici des désastres géophysiques (tremblements de terre, tsunamis, volcans), climatiques et météorologiques (ouragans, sécheresses, vagues de chaleur, inondations) ainsi que certains risques biologiques (épidémies), tous liés à des phénomènes naturels. Dans le cadre de notre étude, nous excluons volontairement les catastrophes d'origine technologique ou industrielle, purement anthropiques (Guha-Sapir, Hoyois & Below, 2017), afin de rester en cohérence avec la thématique abordée, centrée sur les aléas naturels tels que les tremblements de terre.

Cependant, l'usage du terme « catastrophes naturelles » pour désigner ces phénomènes mérite d'être questionné. Dans les discours médiatiques et institutionnels, on retrouve volontiers cette appellation pour désigner un phénomène comme un séisme ou une tempête ayant provoqué des pertes importantes. À titre d'exemple, après le séisme du 12 janvier 2010 en Haïti, nombreux sont les articles et les documents en faisant usage : « Plus grande catastrophe naturelle à avoir jamais affecté Haïti » d'après le quotidien haïtien Le Nouvelliste (Le Nouvelliste, 2020), ou même « [...] l'une des plus grandes catastrophes naturelles de l'histoire », d'après le communiqué du secrétaire général des Nations Unies de l'époque (Nations Unies, 2011). Cette appellation, bien que répandue, occulte une part essentielle de la problématique.

Un certain nombre d'auteurs en effet questionnent ce concept de « catastrophe naturelle ». C'est notamment ce que défendent Blaikie et al., dans leur ouvrage *At risk* datant de 1994. Ceux-ci soutiennent que les catastrophes ne sont pas uniquement naturelles, mais résultent de processus sociaux, politiques et économiques qui rendent les populations vulnérables. Ainsi, il est essentiel de distinguer l'aléa, phénomène d'origine naturelle entre autres, de la catastrophe, qui résulte de l'interaction entre cet aléa et la vulnérabilité des sociétés humaines. Comme le souligne l'UNDRR

(2022), l'augmentation des catastrophes n'est pas uniquement liée aux aléas, elle est aussi et surtout aggravée par les facteurs anthropiques. Dire qu'une catastrophe est « naturelle » revient donc à occulter le rôle central des sociétés humaines dans la production du risque.

Ce constat appelle à revoir notre terminologie. Ce que nous appelons « catastrophes naturelles » sont dès lors pour beaucoup sociales, économiques et politiques. Comprendre et analyser leurs causes profondes est essentiel pour identifier les réelles solutions, les réponses adaptées et durables.

2.1.2 Définitions, causes et impacts des catastrophes : vers une approche intégrée

« Nous marchons en constatant à chaque instant l'ampleur des dégâts. Les dalles de béton des immeubles se superposent comme des couches de fromage dans un sandwich. En dessous, des survivants lancent désespérément des appels aux secours aux passants impuissants. »

Témoignage de Geneviève PIRON & Rolphe PAPILLON, 2010

La catastrophe ne pouvant être attribuée uniquement à la simple survenue d'un phénomène naturel, la question de sa définition est complexe et controversée. Comme le montre Clerveau (2016) dans sa thèse sur la gestion des catastrophes et l'évolution des vulnérabilités en Haïti, plusieurs approches coexistent dans la littérature et aucune définition ne fait l'unanimité. Il identifie cinq grandes approches, et met en lumière deux questions centrales qui alimentent la controverse :

- A partir de quel seuil peut-on qualifier un événement de catastrophe ?
- Quel est le rôle de l'homme dans cet événement ?

Clerveau (2016) présente d'abord l'approche statistique, qui définit la catastrophe comme une anomalie, un événement rare et exceptionnel par son ampleur, mesurée sur des seuils chiffrés (nombre de morts, blessés, sinistrés ou montant des dégâts). Cette méthode offre des critères quantifiables, mais elle est critiquée pour son caractère arbitraire, ses seuils variables et son manque de prise en compte des contextes locaux ou des inégalités d'impact. L'approche dynamique, défendue par des climatologues comme Pagney (1994) ou Péguy (1989) cités dans Clerveau (2016), considère que les catastrophes font partie du fonctionnement normal du système naturel : séismes, ouragans ou inondations ne sont pas des anomalies. Cette vision remet en question l'idée de catastrophe comme exception, et souligne la continuité des cycles naturels.

Puis viennent deux approches qui interrogent le rôle de l'homme. L'approche sociologique, pour laquelle Clerveau cite principalement Béthémont, met l'accent sur le rôle déterminant des sociétés humaines. Selon cette approche, c'est l'exploitation de l'espace par l'homme qui crée des vulnérabilités et transforme un aléa en catastrophe. Une tempête en pleine mer ne crée pas une catastrophe par exemple. Sans une intervention humaine inadaptée, il n'y aurait ni risque, ni catastrophe. Enfin, l'approche naturaliste (ou génétique), insiste sur le caractère inévitable des événements naturels. Ici, l'homme joue un rôle secondaire : il subit les aléas naturels. L'environnement est régi par des cycles et des tendances indépendants des activités humaines. Si cette approche souligne la continuité des processus naturels, elle tend à minimiser le rôle des sociétés dans la vulnérabilité et la gravité des catastrophes.

Face à ces divergences, l'auteur plaide pour une approche intégrée, qui combine les différentes perspectives et permet de comprendre la complexité des catastrophes. Il affirme ainsi : « Il faut donc une approche qui intègre tous les éléments permettant de comprendre l'événement. Une approche intégrée qui prenne en compte tous les facteurs anthropiques et naturels a donc toute son importance. » (Clerveau, 2016, p.40).

Approche	Vision de la catastrophe	Rôle de l'homme	Limites
Statistique	Événement rare et exceptionnel, défini par des seuils chiffrés (morts, blessés, coûts...)	Peu pris en compte	Seuils arbitraires et variables
Dynamique	Phénomène normal, intégré dans les cycles naturels même si extrême	Peu pris en compte	Responsabilité humaine négligée
Sociologique	Construction sociale liée à l'aménagement, l'occupation et la vulnérabilité des sociétés	Central	Aléa naturel négligé
Naturaliste	Événement inévitable, échappe au contrôle humain	Secondaire	Responsabilité humaine minimisée
Intégrée	Interaction entre aléa naturel, les vulnérabilités sociales, l'exposition des populations et les capacités de réponse	Pris en compte	Analyse complexe

Table 1 – Approches de la catastrophe, inspiré de Clerveau (2016)

En complément, cette diversité d'approches se reflète dans les définitions officielles proposées par différents organismes internationaux. Selon l'Assemblée générale des Nations Unies (2017), la catastrophe se caractérise par une rupture profonde du fonctionnement d'une communauté ou d'une société, provoquée par un événement dangereux. Ses effets, modulés par les conditions d'exposition, de vulnérabilité et de capacité, engendrent des pertes humaines, matérielles, économiques ou environnementales, qui mettent à l'épreuve ou excèdent la capacité de cette communauté ou société à y faire face en utilisant ses propres ressources, la contraignent ainsi à recourir à une assistance externe. Des termes tels que catastrophe à petite échelle, à grande échelle, fréquentes ou rares, à évolution lente ou soudaine sont définis et servent de seuils pour l'évaluation de la catastrophe.

Cette définition des Nations Unies, utilisée par l'UNDRR, est plutôt explicative alors que le CRED va vers une définition avec un seuil beaucoup plus chiffré. Il définit la catastrophe comme étant « Une situation ou un événement qui dépasse les capacités locales et nécessite une demande d'assistance au niveau national ou international ; un événement imprévu et souvent soudain, qui provoque d'importants dégâts, destructions et souffrances humaines. » (Guah-Sapir et al., 2017, p.13, traduction libre). Pour le CRED, au moins l'un des critères suivants doit être rempli : 10 morts ou plus, 100 personnes ou plus affectées, déclaration d'un état d'urgence, appel à l'aide internationale.

Ces définitions, bien qu'elles s'appuient sur des facteurs variables (l'UNDRR avec ses catégories d'échelles ou le CRED avec ses seuils chiffrés), convergent sur plusieurs points :

- interaction entre un phénomène naturel et des vulnérabilités humaines ;
- notion de dépassement de la capacité locale ;
- gravité des impacts (humains, matériels, économiques, environnementaux).

Face à cette complexité, aucune approche ne semble suffire. C'est pourquoi il est nécessaire d'adopter une vision intégrée, combinant l'analyse des aléas naturels et celle des vulnérabilités, afin de mieux comprendre et gérer ces événements.

Enfin, si l'on s'intéresse tant aux catastrophes et à leurs causes, c'est aussi et surtout en raison de leurs impacts significatifs. Le rapport *Our World at Risk* de l'UNDRR (2022) rappelle que les catastrophes ont des répercussions profondes sur les systèmes sociaux et économiques. Elles peuvent compromettre les progrès en matière de développement, exacerber les inégalités existantes

et entraîner des déplacements massifs de populations. Ces impacts sont à la fois tangibles (destructions d'infrastructures, de logements) et intangibles (traumatismes psychologiques, perte de repères sociaux). Haïti est à nouveau un exemple notoire car après le séisme de 2010, de nombreuses personnes ont dû être relogées dans des camps précaires, en attente de solutions durables. Le rapport de l'UNDRR souligne en outre l'importance d'une approche intégrée de la gestion des risques, prenant en compte non seulement la prévention des aléas, mais aussi le renforcement de la résilience des communautés.

Correa et al. (2011) mettent également en évidence les impacts des catastrophes en termes humains et économiques. Ils avancent que cette analyse des impacts permet de mieux comprendre les tendances du risque et leur distribution spatiale. Les auteurs proposent une analyse chiffrée et détaillée des impacts entre 1979 et 2009. Ils évoquent notamment plusieurs catastrophes particulièrement meurtrières du début des années 2000, telles que le tsunami de l'océan Indien en 2004 (226 408 morts), le cyclone Nargis en Birmanie en 2008 (138 366 morts), le tremblement de terre du Sichuan en Chine en 2008 (87 476 morts), la vague de chaleur en Europe en 2003 (72 210 morts) ainsi que le tremblement de terre de Port-au-Prince en 2010 (230 000 morts). Selon les auteurs, les inondations sont à l'origine de la plus grande part de personnes affectées (51 %) tandis que les tremblements de terre causent le plus grand nombre de décès (36 %). En ce qui concerne les pertes économiques, ce sont les tempêtes (41 %) qui présentent le taux d'impact le plus élevé. Les auteurs soulignent une exposition croissante aux aléas dans les zones urbaines des pays en développement, où la densité de population et les actifs économiques augmentent rapidement. Enfin, ils insistent sur une différence notable dans les impacts des catastrophes qu'ils attribuent au niveau de développement humain influençant la capacité des sociétés à y faire face. Ces disparités nous permettent d'introduire un autre concept crucial, la notion du « risque ».

2.1.3 Le risque de catastrophe

D'après la base de données de EM-DAT (2023) gérée par le CRED, institution basée à l'Université catholique de Louvain, qui fournit une base de données internationale sur les catastrophes en répertoriant notamment les pertes humaines et économiques, il est possible d'étudier et de comparer ces événements dans le temps et à travers le monde. Un exemple manifeste est celui du comparatif entre trois séismes : le premier de magnitude 7.0 survenu en 2010 en Haïti qui aurait causé 222 570 morts et affecté 3,7 millions de personnes, le second de magnitude 7.2 survenu la même année au Mexique causant 2 décès et finalement celui de magnitude 7.1 en 2011 au Japon touchant 132 personnes. Ces écarts attirent l'attention sur les différences en termes d'impact et soulèvent la question du risque. Après avoir interrogé le concept de « catastrophe naturelle » et avoir montré l'importance d'une approche intégrée, il est indispensable de s'arrêter sur la notion du risque, véritable clé de compréhension de l'impact des catastrophes.

Blaikie et al. (1994) définissent le risque de manière assez schématique comme étant la combinaison de l'aléa et de la vulnérabilité. « Les catastrophes résultent de l'interaction des deux ; il n'y a pas de risque s'il existe des aléas mais que la vulnérabilité est nulle, ou si une population vulnérable existe mais qu'aucun aléa ne survient. » (Blaikie et al., 1994, p.21, traduction libre). Les auteurs soutiennent que le risque dépend à la fois de l'aléa naturel et du nombre de personnes vulnérables présentes au moment et à l'endroit où l'évènement se produit tandis que la catastrophe, elle, survient lorsque le risque est dépassé, engendrant des dégâts et réelles perturbations nécessitant une aide externe. Dans cette même perspective, Birkmann et al. (2013) considèrent le risque de catastrophe comme une condition latente et persistante, et les catastrophes, les moments précis où celui-ci devient tangible, entraînant des pertes et des dommages localisés.

Ainsi, Blaikie et al. (1994) introduisent un modèle simplifié que nous jugeons particulièrement

intéressant pour notre analyse, le *Pressure and Release model* (le modèle PAR) tel que représenté à la Figure ci-dessous.

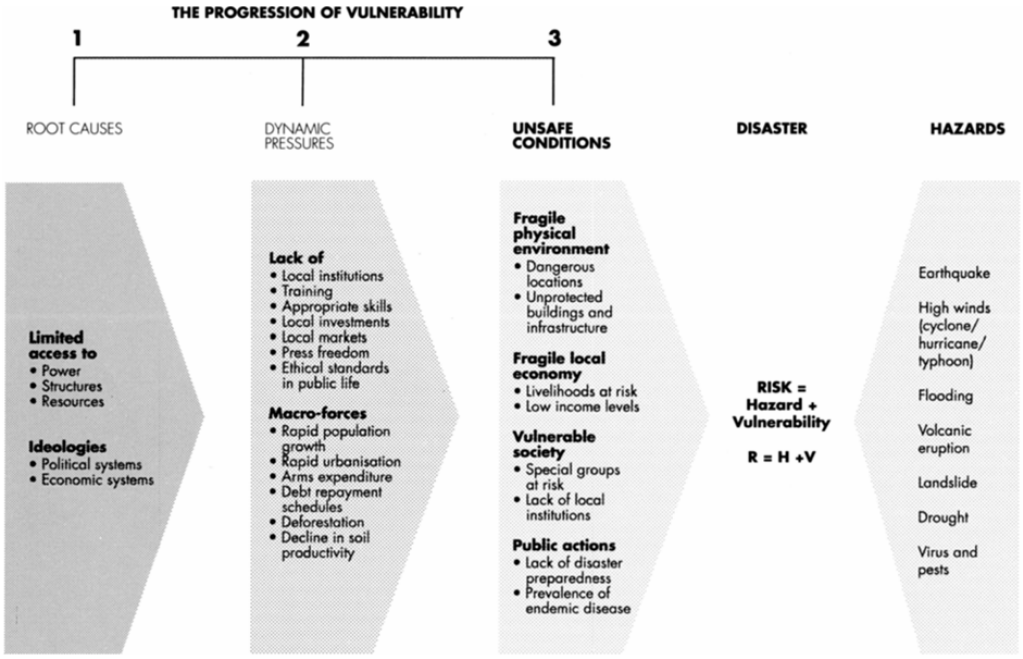


Figure 1 – Pressure and Release model (Blaikie et al., 1994, p.23)

A travers ce modèle, trois niveaux de progression influençant le développement de la vulnérabilité sont identifiés. Premièrement, les causes profondes, issues de processus économiques, démographiques et politiques qui influencent la répartition des ressources et du pouvoir. Ensuite, les pressions dynamiques, qui traduisent les causes profondes en formes concrètes de vulnérabilité liées à des conditions défavorables. Enfin, les conditions dangereuses, résultat final de cette progression, qui s'expriment dans le temps et dans l'espace. A titre d'exemple, les auteurs évoquent la présence de personnes dans des zones à risques (voir sous-section 2.3) résultat du cumul de ces différents niveaux de vulnérabilité. Le modèle se base alors sur le croisement entre deux forces opposées, la vulnérabilité d'une part et l'exposition physique à un aléa de l'autre. Le « relâchement » quant à lui est introduit pour discuter de la réduction des risques. En d'autres mots, la vulnérabilité doit être réduite pour alléger la pression qui mène à la catastrophe.

L'équation est parfois légèrement modifiée. Toujours définie comme la probabilité qu'un aléa affecte une population vulnérable et produise des dommages, certains mettent en avant la composante d'exposition bien qu'également mentionnée comme composante de la vulnérabilité par Blaikie et al. (1994). Selon l'UNDRR (2016), le risque résulte de la combinaison de trois éléments :

- aléa : le phénomène potentiellement dangereux (séisme, ouragan, inondation, etc.) ;
- exposition : la présence de personnes, de biens, d'infrastructures dans des zones potentiellement affectées ;
- vulnérabilité : les fragilités sociales, économiques, politiques et environnementales qui amplifient les conséquences d'un aléa.

Une autre équation le présente ainsi :

$$\text{Risque} = \text{Aléa} * \text{Exposition} * \text{Vulnérabilité}$$

En conclusion, le concept du risque et ses composants sont essentiels pour comprendre pourquoi un même aléa peut avoir des effets très différents d'un endroit à l'autre, comme l'illustre l'exemple comparant Haïti, au Mexique et au Japon.

2.2 Vulnérabilité et résilience

2.2.1 Notion de vulnérabilité

La notion de vulnérabilité occupe une place centrale dans l'analyse des risques et des catastrophes. L'objectif est de comprendre pourquoi les catastrophes se produisent, pourquoi les sociétés ne peuvent pas y faire face avec leurs propres ressources, et pourquoi certains groupes ou territoires sont plus affectés que d'autres par un même aléa. L'analyse de la vulnérabilité, soit l'examen, des différents facteurs physiques, sociaux, économiques et environnementaux qui conduisent une communauté à un état vulnérable, contribue ainsi à identifier les plus menacées et à proposer des mesures de protection (Birkmann et al., 2013). Cette analyse permet ensuite d'orienter les actions de prévention, d'adaptation et de résilience.

Bien que la notion évolue, la vulnérabilité est généralement définie comme le résultat d'un ensemble de facteurs physiques, sociaux, économiques et institutionnels qui rendent un système plus ou moins sensible aux aléas (UNDRR, 2022). « Condition provoquée par des facteurs ou processus physiques, sociaux, économiques et environnementaux qui ont pour effet de rendre les personnes, les communautés, les biens matériels ou les systèmes plus sensibles aux aléas. » (Assemblée générale des Nations Unies, 2017, p.26). Cette définition, comme tant d'autres met en lumière la complexité de la vulnérabilité, laquelle ne se réduit pas à une simple exposition aux risques naturels, mais résulte d'une combinaison de facteurs.

Le concept de vulnérabilité est marqué par l'évolution des approches scientifiques. Dans leur ouvrage *Measuring vulnerability to natural hazards*, Birkmann et al. (2013) retracent les grands courants qui ont contribué à sa construction et à son enrichissement. Ils identifient trois domaines majeurs pour lesquels ils citent des auteurs clés :

- La recherche sur le développement géographique et la pauvreté, initiée notamment par Sen (1981), Chambers (1989) ou encore Watts et Bohle (1993), met en évidence que la pauvreté constitue un facteur majeur de vulnérabilité. Ces travaux insistent également sur le poids des inégalités sociales dans l'exposition et la capacité d'adaptation ;
- La réduction des risques de catastrophes, illustrée notamment par les travaux de Blaikie et al. (1994), Cardona (2003) et Wisner et al. (2004). Cette approche souligne la responsabilité des structures socio-économiques dans la création et l'amplification des risques ;
- Les approches en sciences du climat et adaptation au changement climatique faisant notamment référence aux travaux du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), montrant l'importance de l'adaptation face aux aléas climatiques, tout en intégrant progressivement des dimensions sociales.

Les auteurs soulignent que cette diversité d'approches a enrichi le concept mais a également fait émerger des définitions, des méthodes d'évaluation et des priorités variées de la vulnérabilité, générant parfois des tensions disciplinaires. Malgré ces divergences, ils insistent sur l'apport majeur de ce concept en réponse à la vision initiale du risque, qui, dans les années 1970, était largement centrée sur les seuls aléas physiques, et au discours d'adaptation au changement climatique, dominé dans les années 1990 par une approche essentiellement fondée sur les sciences naturelles.

Ainsi, la vulnérabilité d'après Birkmann et al. (2013) devient alors un point de départ incontournable pour identifier les priorités, notamment en matière de réduction des inégalités sociales, de renforcement des capacités locales, de protection des populations les plus exposées et des systèmes de subsistance, ainsi que dans la prise en compte des facteurs socio-économiques, politiques et institutionnels qui influencent la capacité d'adaptation des communautés.

2.2.2 Caractéristiques de la vulnérabilité

La vulnérabilité ne peut être réduite à une seule dimension. Comme le soulignent Birkmann et al. (2013), elle présente plusieurs caractéristiques fondamentales soit le caractère multidimensionnel, la dépendance à l'échelle d'étude ainsi que le caractère dynamique.

- Caractère multidimensionnel : La vulnérabilité varie selon les communautés et les individus, car elle est influencée par une multitude de facteurs agissant simultanément. Les auteurs illustrent cette approche multidimensionnelle en mettant en lumière les dimensions sociale, économique, environnementale et institutionnelle. Cette diversité de dimensions montre que la vulnérabilité résulte de l'interaction complexe entre des facteurs structurels et des facteurs contextuels.
- Dépendance à l'échelle d'étude : La dépendance d'échelle impose de préciser clairement le niveau d'observation retenu dans l'analyse de la vulnérabilité. En effet, plusieurs échelles sont représentées. L'échelle globale (influencée par des processus mondiaux), l'échelle locale (où la vulnérabilité est exacerbée par des dynamiques spécifiques), ou encore l'échelle individuelle.
- Caractère dynamique : Enfin, la vulnérabilité est un processus en constante évolution. Elle se modifie au fil du temps, en fonction des événements passés, des évolutions socio-économiques, des choix politiques et des capacités d'adaptation mises en place. Elle ne peut être comprise comme un état figé, mais comme un processus dynamique, qui évolue en fonction des contextes et de l'histoire.

Dans une analyse de la vulnérabilité liée aux tremblements de terre, en s'inspirant de Seaman (1984), Blaikie et al. (1994), identifient cinq variables critiques qui relient la vulnérabilité à la présence de structures dangereuses : les caractéristiques sismiques et géologiques de la zone ; la conception et la qualité de construction des bâtiments ; l'emplacement des habitants ; l'âge et le sexe des habitants et des victimes ; les types de blessures, leur gravité et le moment de la prise en charge médicale ; et enfin, le moment précis où le tremblement de terre se produit. Les auteurs insistent sur la nécessité de prendre en considération ces facteurs critiques afin de comprendre les risques et les impacts qu'ils peuvent engendrer.

Perspective complémentaire

Dans le champ des études sur la vulnérabilité, plusieurs autres approches coexistent par ailleurs. Parmi celles qui cherchent à identifier les conséquences d'un aléa naturel, on distingue deux grandes perspectives : l'une envisage l'aléa comme une cause directe de dommages sur la population, tandis que l'autre s'intéresse à la réponse des groupes sociaux, à leur perception des risques et à leurs capacités d'adaptation face aux catastrophes (Buchheit et al., 2016). En d'autres termes, un système sera vulnérable selon les pressions qu'il subit, la façon dont il est affecté par celles-ci, et les ressources dont il dispose pour s'adapter. Ces deux approches sont respectivement qualifiées de vulnérabilité-résultat et de vulnérabilité contextuelle. Ces approches sont décrites et comparées dans les travaux de Eriksen et O'brien (2007). Bien qu'ancrés dans les débats sur les changements climatiques, les auteurs reconnaissent que ces cadres peuvent également s'appliquer à d'autres formes d'aléas, dans la mesure où ils mettent en lumière le rôle des inégalités sociales, des dynamiques politiques et des capacités institutionnelles dans la construction de la vulnérabilité ((Eriksen & O'brien, 2007)).

Au vu des éléments développés jusqu'ici, il apparaît pertinent, dans un premier temps, d'inscrire cette recherche dans le cadre de la vulnérabilité contextuelle, qui met l'accent sur la manière dont les populations perçoivent et réagissent aux catastrophes. Les dommages subis ne sont donc pas une conséquence directe d'un aléa, mais dépendent des comportements, des choix, des connaissances et des capacités d'action des acteurs locaux.

Toutefois, comme le rappellent Buchheit et al. (2016), ce ne sont pas les seules approches de la vulnérabilité. D'autres travaux de recherche parlent de vulnérabilité contextuelle et sociale entre autres, envisagée comme une chaîne de causalité découlant de causes structurelles, héritées du passé et liées à l'économie politique (Ribot, 2010 ; Watts et Bohle, 1993 ; Wisner et al., 2003 cités dans Buchheit et al., 2016). À cet égard, cette approche à laquelle est associée le modèle *Pressure and Release (PAR)*, apparaît particulièrement pertinente dans le cadre de ce travail. Ainsi, en plus des réactions et capacités d'adaptation des acteurs locaux, facteurs clés de notre analyse, il est essentiel de prendre en compte les inégalités structurelles et historiques qui exacerbent la vulnérabilité. Nous proposons donc d'inscrire la vulnérabilité dans une perspective contextuelle, sociale et dynamique. Ces thématiques seront au cœur de notre réflexion sur le projet 16/6 en Haïti.

2.2.3 Notion de résilience

Les notions de vulnérabilité et de risque sont souvent associées à celle de la résilience. Cette dernière est alors envisagée comme une approche plus positive et proactive face aux catastrophes. L'histoire du concept, la diversité de ses approches et son évolution sont largement traitées dans la littérature existante. Citons, à titre d'exemple, Watters (2012), Alexander (2013) ou encore Birkmann et al. (2013). « La quantité de littérature sur la résilience est désormais si copieuse qu'il devient de plus en plus difficile d'en faire un résumé » (Alexander, 2013, p.8, traduction libre). Sans entrer dans les détails controversés sur le sujet, l'objectif ici est de souligner brièvement comment le concept théorique se traduit concrètement dans les pratiques de terrain, en particulier dans les contextes de reconstruction post-catastrophe.

Une définition généralement utilisée est celle proposée par l'UNDRR : « La résilience s'entend de la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société, exposés à des aléas, de résister à leurs effets, de les résorber, de s'y adapter, de se transformer en conséquence et de s'en relever rapidement et efficacement, notamment en préservant et en rétablissant les structures et fonctions essentielles au moyen de la gestion des risques. » (Assemblée générale des Nations Unies, 2017, p.24).

Résilience et vulnérabilité

Alors que la vulnérabilité renvoie à un état de fragilité, dont les origines multiples ont été discutées précédemment, la résilience apparaît comme une capacité de réponse, d'adaptation et de transformation des populations affectées. « Alors qu'on considérait les populations vulnérables comme des victimes passives, les recherches récentes insistent sur leur capacité à anticiper, à s'adapter, et sur le rôle des institutions dans la résilience face aux risques » (Birkmann et al. et al., 2013, p.17). L'objectif est donc de dépasser une lecture réductrice des populations affectées comme étant uniquement démunies et fragiles, et de reconnaître leurs ressources propres, leurs forces et leurs capacités d'action (Lizarralde, 2021).

Une question couramment soulignée est de savoir si une grande vulnérabilité se traduit en une faible capacité de résilience et inversement, si une faible vulnérabilité induit une grande résilience. Ceci met en lumière le flou théorique persistant autour de ces notions. Certains auteurs préfèrent alors les considérer non pas comme opposées, mais comme liées et complémentaires.

Résilience et risque

Watters (2012) retrace l'origine étymologique du mot résilience et le présente d'abord comme un concept « polysémique » et « transdisciplinaire » (ce que soulignent également Bouisset et al., 2018). Dans le domaine des études sur les catastrophes, il met en lumière l'évolution du concept,

passé d'une approche basée sur les résultats (capacité d'action face à un danger imprévu) à une approche davantage axée sur le processus (capacité d'adaptation, d'apprentissage et de transformation). En s'appuyant sur les travaux de Pelling (2003) et de UNISDR (2005), Watters identifie deux dimensions centrales de la résilience : la résistance physique et sociale aux perturbations et le rétablissement (*recovery*). Ce qui traduit un caractère temporel au concept, intégrable en amont et en aval de la catastrophe.

Cette temporalité est également reprise par Bouisset et al. (2018), qui distinguent deux formes principales de résilience à cet égard :

- Résilience préventive : elle se situe en amont de l'événement et renvoie à la capacité d'anticiper, de se préparer et de s'adapter aux changements et aux perturbations. Elle implique une gestion proactive du risque. Certains processus de reconstruction, s'ils intègrent un retour d'expérience, peuvent également renforcer cette résilience préventive en corrigeant les vulnérabilités passées et se préparant aux risques futurs.
- Résilience post-catastrophe : elle concerne la capacité de récupération après une catastrophe. Il s'agit de comprendre les facteurs qui permettent à des individus ou à des territoires de se relever, de reconstruire et de retrouver un fonctionnement satisfaisant. La résilience est alors qualifiée de réactive.

Diverses approches coexistent et se distinguent. Dans une logique préventive, à titre d'exemple, une adaptation « hyper-technique » (cas du Japon, via les normes parasismiques, des plans de prévention, de la sensibilisation) ou une adaptation « hyper-locale » (structures plus modestes mais adaptées aux disponibilités de matériaux, aux ressources et aux besoins des populations). Dans une logique réactive, la vision « hyper-technique » se traduit par une reconstruction rapide, basée sur des technologies avancées et des standards de sécurité élevé. La vision « hyper-locale » tend vers une réutilisation de matériaux disponibles tenant compte des contraintes du contexte et des capacités des acteurs locaux. La reconstruction peut alors être tant un outil de résilience réactive et de résilience préventive lorsqu'elle est pensée à long terme.

Watters (2012) repère deux types de mesures favorisant également la résilience. Les mesures physiques (préparation, mitigation, adaptation ou résistance aux risques) et les mesures sociales (auto-organisation, apprentissage collectif, diversification des ressources). Ainsi, la résilience peut être améliorée par des actions concrètes sur les facteurs physiques, ce qui contribue à réduire la vulnérabilité structurelle (construction plus adaptée, bonne gestion des zones à risque, normes parasismiques par exemple). Elle peut aussi être renforcée par des mesures visant à améliorer les ressources dites « douces » des populations (capacité financières, gouvernance, accès à l'information). Il s'agit d'aborder la vulnérabilité en profondeur et au-delà de l'aspect technique et structurel seul. Il s'agit également de permettre aux populations d'être actrices de leur propre résilience. Les habitants disposant de moyens accrus peuvent eux-mêmes proposer des solutions plus adaptées et plus satisfaisantes comme l'illustre l'exemple de la reconstruction en Inde à la suite du tremblement de terre de 2011 décrit par Lizarralde (2021).

Dans *Unnatural Disasters*, Lizarralde (2021) appelle à une lecture critique de la manière dont le concept de résilience est utilisé actuellement, souvent davantage comme un effet de mode. L'auteur rappelle qu'à l'origine, ce concept visait à mettre en lumière la capacité des simples citoyens à surmonter le risque et la destruction. L'objectif était alors de susciter un changement d'attitude, notamment de la part des gouvernements : passer d'une vision des citoyens comme simples récepteurs d'aide à celle d'acteurs du changement. Il souligne également le flou conceptuel persistant et les tensions qui peuvent désormais émerger entre résilience et durabilité.

2.3 Zones d'habitat non planifié

2.3.1 Définition et typologie

Il semble judicieux à ce stade de discuter des terminologies à employer et de contextualiser l'environnement bâti qui sera étudié dans notre travail. Dans la littérature comme dans le langage courant, des termes nombreux et variés sont utilisés pour désigner ce que nous appelons ici « les zones d'habitat non planifié ».

ONU-Habitat (2021) propose une première distinction entre « établissement informel », « bidonville » et « logement inadéquat » afin d'identifier précisément les populations concernées, de mieux les cibler et d'élaborer des politiques appropriées, notamment en vue de leur garantir l'accès à un logement adéquat. Les définitions proposées sont les suivantes :

- Établissement informel : Dans cette définition, l'attention est surtout portée sur le statut formel. Trois critères principaux sont alors proposés pour les identifier : l'absence de sécurité d'occupation des habitants par rapport au terrain ou au logement occupé, le manque de services de base ou l'isolement géographique des quartiers par rapport aux infrastructures de la ville, et la non-conformité aux normes d'urbanisme et de construction, des logements souvent situés dans des zones à risques. Il est à noter que ces établissements peuvent être habités par des populations aux profils économiques variés.

- Bidonville : Les bidonvilles sont soumis aux mêmes critères que les établissements informels avec en plus, des ménages comprenant une ou plusieurs de ces privations : le manque d'accès à une source d'eau améliorée, à des installations d'assainissement et autres infrastructures de base, à un espace de vie suffisant, de durabilité du logement et de sécurité foncière.

- Logement inadéquat : Un logement adéquat répond à un ensemble de critères spécifiques et doit offrir plus que quatre murs et un toit. Cette catégorie regroupe les logements qui ne remplissent pas ces conditions.

Le tableau ci-dessous reprend des catégories de critères de manière à distinguer les trois concepts mentionés :

Critères	**Établissement informel**	**Bidonville**	**Logement inadéquat**
Manque d'accès à l'eau	x	x	x
Manque d'accès à l'assainissement	x	x	x
Manque d'espace de vie suffisant		x	x
Qualité structurale, durabilité et localisation	x	x	x
Sécurité d'occupation	x	x	x
Coût abordable			x
Accessibilité			x
Adéquation culturelle			x

Table 2 – Critères de définition (ONU-Habitat, 2021, p.6, adaptation personnelle)

Bien que des définitions claires existent dans la littérature, des termes variés sont couramment employés de façon interchangeable. C'est ce que soulignent notamment Dovey et al. (2020) qui évoquent la nécessité de distinguer les « établissements informels » des « bidonvilles ». D'après les auteurs, l'informalité est une « condition paradoxale » tantôt associée à l'illégalité, l'insécurité d'occupation ou à la perception négative des bidonvilles, tantôt à l'auto-organisation, au « droit à la ville » ou encore comme « mode dominant de production urbaine ». Les auteurs insistent : « L'habitat informel est le mode de production dominant de logements et d'infrastructures dans les villes en développement, et selon les chiffres de l'ONU, il est loin d'être équivalent à la production de bidonvilles. » (Dovey et al., 2020, p.3, traduction libre). L'habitat informel est alors décrit comme une morphologie urbaine « irrégulière » ne suivant pas les schémas classiques d'urbanisme entre autres. Ils ajoutent : « Employer cette expression comme euphémisme de « bidonville » permet d'éviter la connotation péjorative, mais au prix de réduire l'informalité urbaine à un seul résultat possible. » (Dovey et al., 2020, p.4, traduction libre). Dans cette perspective, le bidonville est une forme d'informalité mais l'informalité ne résulte pas toujours en un bidonville.

Les apports du secteur informel sont d'ailleurs largement discutés par Lizarralde et al. (2009), qui insistent sur la nécessité de ne pas sous-estimer ce secteur et de reconnaître ses contributions, notamment dans la production de logements. Dans des travaux plus récents, Lizarralde et al. (2024) soulignent que l'informalité ne se limitent pas aux conditions spatiales, elle se manifeste également dans les dynamiques économiques, les processus de projets ainsi que les formes de production. Bien que les auteurs reconnaissent les limites à leur tentative de définition, ils caractérisent les milieux informels comme des configurations sociales et spatiales où les individus développent des réponses adaptatives à des contextes hostiles.

La multitude d'autres termes employés pour désigner les « bidonvilles » est aussi soulignée par Faria et Arimom (2023) : « [...] Ce sont des noms différents pour désigner des quartiers informels tout aussi non planifiés, densément peuplés et surpeuplés, généralement exposés aux inondations et aux glissements de terrain, et socialement stigmatisés. Ils se caractérisent également par une sécurité précaire, des problèmes sociaux et de santé publique, ainsi que par des habitations fragiles et difficilement extensibles. » (Martins & Faria, 2019, p.206, traduction libre, cités dans Faria & Amorium, 2023).

Ce type d'habitat a évolué avec les spécificités locales au même titre que sa définition s'est transformée (Watters, 2012). Ainsi : « [...] ne sont pas seulement des noms différents pour désigner une même configuration. Ils sont profondément enracinés dans les économies politiques locales, ils représentent des configurations particulières, tout comme leurs trajectoires au fil du temps sont uniques. » (Rolnik, 2017, p.141, traduction libre cités dans Faria & Amorium, 2023). Toutes les appellations ont donc des connotations propres qu'il est important de ne pas utiliser de manière abusive mais plutôt de façon réfléchie et appropriée. Petter (2023) souligne cette nécessité au risque d'entretenir des représentations et des discours apocalyptiques à leur égard, d'une faible reconnaissance de leur capacité à influencer leur environnement ou encore de favoriser leur marginalisation et leur exclusion sociale (Davis, 2006 ; Holston, 2009 ; Gilbert, 2007 cités dans Petter, 2023). Dans le contexte haïtien, l'autrice évoque quelques appellations locales : cités, bidonvilles, zones d'habitat précaire ou populaire entre autres.

Ainsi, Watters (2012), la complexité, l'influence du contexte et la rapidité à laquelle ils évoluent ne permettent pas une définition unique. « Toute définition du terme bidonville se doit donc d'être inclusive sur le plan de la diversité de la population pouvant y vivre ; de la diversité économique formelle et informelle s'y côtoyant ; de la diversité d'endroits où ce type d'habitat peut apparaître ; et de la diversité de modes de propriétés qui régissent ces quartiers » (Watters, 2012, p.15). L'auteur nous invite donc à plutôt employer la définition suivante, axée sur le cadre bâti : « Le

bidonville est d'abord un habitat humain prenant la forme d'un regroupement de logements qui se caractérise, en comparaison avec les villes modernes planifiées, par sa précarité, sa pauvreté en infrastructures et en équipements collectifs, son organisation spatiale apparemment anarchique, sa densité élevée de population et fréquemment mais non exclusivement, son implantation dans des secteurs considérés comme impropres à l'habitation : proximité de dépotoirs, zones marécageuses ou inondables, ravins, pentes prononcées, terrains contaminés, etc. » (Goulet, 2006, p.97 cité dans Watters, 2012). Dans le cadre de ce travail, cette définition sera privilégiée, de même que l'usage du terme « zone d'habitat non planifié », afin d'éviter toute connotation indésirable.

2.3.2 Causes, enjeux et impacts des zones d'habitats non planifiés

Ces établissements humains trouvent leur origine dans une croissance urbaine rapide et non maîtrisée, notamment due à la migration des populations rurales attirées par des opportunités d'emploi ou d'accès aux services, que les centres urbains n'ont pas été capables d'accueillir correctement, faute d'infrastructures adaptées (Petter, 2023). L'apparition de ces quartiers a soulevé de nombreux questionnements et/ou plutôt des problèmes : un déséquilibre dans l'ordre urbain, la tendance à attribuer aux habitants la responsabilité des dysfonctionnements de la ville, la stigmatisation liée à l'insalubrité perçue ou au profil socio-économique des habitants, résultant en une institutionnalisation de ces enjeux (Petter, 2023). Pourtant, comme le précise Petter (2023) dans sa thèse sur l'espace public à Canaan (Haïti), « [...] cette forme d'habitat est un phénomène socio-urbain avéré qui, selon certains, pourrait devenir la norme plus que l'exception. » (Petter, 2023, p. 74). En Haïti à titre d'exemple, le nombre de ménages y résidant est estimé à 48,9 % soit un équivalent de 3,4 millions de personnes en 2020 (Ritchie et al., 2024). Il parait donc essentiel d'en comprendre les enjeux et de faire face à la situation plutôt que d'en ignorer l'existence.

Historiquement, les représentations et les discours négatifs à l'égard de ces établissements humains ont conduit dans un premier temps à une politique urbaine visant à éliminer le problème via le rasage, la démolition ou encore la relocalisation (Petter, 2023 ; Lizarralde et al., 2024). Ces politiques d'interventions ont d'ailleurs souvent échoué à réduire les vulnérabilités structurelles (Dovey & King, 2011 cités dans Lizarralde et al., 2024). Cependant, la contribution notable de certains auteurs ont induit une évolution des pratiques notamment de la Banque Mondiale, vers une réhabilitation in situ et les opérations de site et services (Faria & Amorim, 2023 ; Petter, 2023). C'est ce dont témoigne également l'adoption des membres de l'ONU du nouveau programme pour les villes qui appuie notamment la réhabilitation progressive des zones précaires et les initiatives de réhabilitation des bidonvilles (Vilar ; Cartes, 2016 cités dans Faria & Amorim 2023). Les auteurs évoquent notamment deux pensées, bien que critiquées elles aussi, qui ont influencé les politiques de logement : De Soto (2010) estime que, sans titre de propriété officiel, les habitants des quartiers précaires ne peuvent pas obtenir de crédit ni d'autres services financiers, empêchant ainsi le développement de leurs logements ou des leurs activités économiques. Turner qui soutient que les quartiers informels sont souvent bien organisés, qu'ils offrent un sentiment d'appartenance à leurs habitants, et suggère donc de leur laisser la liberté de construire eux-mêmes leurs logements.

Petter (2023) présente différentes typologies ; l'autrice montre à travers plusieurs classifications réalisées dans la littérature au cours du temps, la diversité des quartiers selon leur origine, leur emplacement et la situation sociale et économique des habitants. Elle discute notamment des concepts de bidonvilles d'espoir ou de désespoir, des établissement stagnants ou en consolidation, des concepts « ordinaires » ou de « subalternes » et présente les profils « brigeheaders » et « consolidators » présentés par Turner. L'objectif de son analyse est de montrer que tous les quartiers sont différents, ce qui permet de briser les stéréotypes, de pousser à comprendre les dynamiques internes et d'adapter les politiques d'amélioration en fonction des besoins spécifiques des habitants. L'objectif est donc de peindre une perspective plus positive de ces quartiers afin

de cerner leur potentiel d'amélioration et de répondre aux enjeux présents tout en respectant les populations concernées et leurs besoins.

Bien qu'une approche positive de la question soit effectivement à favoriser, il n'en vaut pas moins qu'une bonne compréhension des contextes et des enjeux spécifiques est nécessaire pour une réponse adaptée et ciblée lors de la reconstruction. En effet, comme le rappellent Lizarralde et al. (2024), les différentes formes d'habitat informels cumulent souvent plusieurs facteurs de vulnérabilité. La vulnérabilité accrue des populations vivant dans les bidonvilles est mise en évidence notamment dans un rapport d'ONU-Habitat (2016) intitulé *Almanac 2015/2016*. De nombreux facteurs de fragilité sont évoqués, parmi lesquels :

- Exposition accrue aux risques naturels : Souvent implantés dans des zones à risques (inondations, glissements de terrain, pentes), ces quartiers sont vulnérables aux impacts possibles des aléas naturels ;
- Insécurité foncière : La majorité des habitants vivent dans une situation d'insécurité d'occupation ou de menace d'expulsion. Ceci empêche notamment l'accès à un potentiel crédit et freine les investissements pour l'amélioration des logements et des quartiers ;
- Manque d'infrastructures et de services de base : Les habitants disposent de peu d'équipements collectifs, notamment d'écoles, de routes ou de moyens de transport, ce qui aggrave l'isolement ;
- Risques sanitaires majeurs : L'accès à l'eau potable et l'assainissement deumeurent également une préoccupation majeure. Le rapport fait notamment mention de la nécessité d'améliorer les canalisations d'eaux usées et des installations sanitaires.

En se référant aux problématiques et aux divers auteurs évoqués jusqu'ici, plusieurs enjeux propres à la reconstruction in situ dans les zones d'habitat non planifié peuvent être identifiés. Ces espaces présentent des défis environnementaux, techniques, politiques ou encore sociaux particulièrement complexes :

- Environnementaux : La pertinence de la reconstruction in situ est parfois remise en question en raison de l'exposition accrue aux catastrophes lié à l'installation dans des zones à risques ;
- Techniques : Les contraintes liées à la densité bâtie, au manque d'espace pour le passage des machines, à l'accès limité à la lumière naturelle ou la ventilation, ainsi qu'à l'absence de planification préalable des réseaux et voiries compliquent fortement les interventions ;
- Juridico-fonciers : Les difficultés liées à la gestion foncière (accès à la propriété) restent des obstacles majeurs comme évoqué précédemment ;
- Organisation collective : Les dynamiques locales, souvent fondée sur des formes de gouvernance communautaire, influencent la faisabilité des projets. Les habitants développent des réseaux propres, des services de proximité et des formes d'auto-organisation pour pallier les défaillances de l'État. Celles-ci doivent être comprises par les porteurs de projet ;
- Socio-politiques : La méfiance envers les autorités, l'absence de participation ou encore l'environnement fragile parfois marqué par la corruption ou la négligeance institutionnelle peuvent engendrer des réticences face aux projets de reconstruction.

Cependant, le choix d'une reconstruction in situ malgré ces enjeux peut également être compris par la réflexion selon laquelle la planification de la reconstruction doit nécessairement tenir compte de l'attachement physique, émotionnel et économique des populations au lieu (Lizarralde et al., 2024). C'est également ce qu'avance Alexander (2021) en évoquant notamment le fait que cela

ne va pas nécessairement mener aux formes de reconstruction les plus efficaces mais va augmenter les chances de succès par rapport à des solutions plus radicales qui tentent d'effacer le passé.

Petter (2023) avance que la distinction, voire la spécification terminologique à titre d'auto-urbanisé, ne cherche pas forcément à nier l'extrême précarité présente mais plutôt à reconnaître qu'il existe diverses formes d'habitat et ouvrir les portes à un imaginaire plus riche et positif à l'égard de celle-ci. C'est ce que concluent également Dovey et al. (2020) en soulignant la nécessité de mieux comprendre le contexte et de développer de nouvelles manières de penser des bidonvilles et des pratiques d'habitat informel.

En définitif, les zones d'habitat non planifié sont alors caractérisées par une organisation spatiale propre, les conditions de vie des habitants, la vulnérabilité ainsi que la résilience sociale qui s'y développe. En conclusion, à travers notre raisonnement, nous souhaitons sensibiliser le lecteur à deux aspects principaux :

- la nécessité d'une bonne définition des termes afin de comprendre les besoins réels sans stigmatisation pour opérer à une reconstruction adaptée et durable dans le contexte post-catastrophe notamment.
- la mise en évidence du fait que les conditions dans ce type d'habitat accentue la vulnérabilité, constituant une condition d'exposition aggravante et soulevant des nouveaux défis pour la reconstruction.

2.4 La reconstruction post-catastrophe

2.4.1 Définition et cadre général

Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), gardien du Cadre Sendai, définit la reconstruction comme « Le rétablissement et la rénovation durable à moyen et long terme des infrastructures essentielles, des services, des logements, des installations et des moyens de subsistance indispensables au bon fonctionnement d'une communauté ou d'une société touchée par une catastrophe, dans le respect des principes de développement durable et en veillant à améliorer leur résilience et à « reconstruire en mieux » afin de prévenir ou de réduire les futurs risques de catastrophe. » (Nations Unies, 2016, p. 24). Cette définition met en évidence que la reconstruction doit être envisagée avec une vision de durabilité. Elle concerne non seulement les bâtiments, mais aussi tous les éléments essentiels au fonctionnement d'une communauté ou d'une société. Elle s'inscrit dans une logique de développement durable et d'anticipation des risques futurs, visant une finalité préventive, et non uniquement réparatrice (Nations Unies, 2016).

La reconstruction, à proprement parler, constitue une réponse à la catastrophe, en particulier dans la phase de rétablissement (Alexander, 2021). Elle est fréquemment intégrée à des modèles conceptuels de gestion des catastrophes, comme le cycle proposé par David Alexander (2002), cité dans Hidayat et Egbu (2010). Ce modèle distingue initialement quatre phases principales : la prévention ou mitigation, la préparation, la réponse et enfin le rétablissement. Il distingue clairement les phases avant et après catastrophe.

Les phases de prévention et de préparation précèdent l'événement. Alors que la prévention va s'appuyer sur des mesures d'atténuation des risques, tant structurelles (solutions d'ingénierie, normes de construction) que non structurelles (notamment l'aménagement du territoire ou la planification des évacuations), la préparation quant à elle regroupe l'ensemble des actions, à court terme ou à long terme, visant à réduire l'impact des risques majeurs et des catastrophes (Hidayat & Egbu, 2010). Telle que décrite par Alexander (2021), elle repose sur la capacité d'anticipation, la bonne organisation des ressources et la mise en place de dispositifs de protection adéquats. Elle

contribue ainsi directement à renforcer la résilience. Les deux phases suivantes sont la réponse et le rétablissement, qui elles, émergent après l'événement. La réponse est souvent associée à une action rapide, de secours et de réponse aux besoins des victimes adressant des problèmes d'alimentation, de soins et d'abris à la suite de l'événement à court terme. La phase de rétablissement, quant à elle, est généralement plus lente, coûteuse, complexe et à moyen-long terme selon Alexander (2002) (cité dans Hidayat & Egbu, 2010).

Ce modèle cyclique est ensuite précisé et légèrement remanié dans l'ouvrage *Recovery from disaster* (Alexander & Davis, 2015). Les auteurs y distinguent cinq phases :

- Réduction des risques (durant les temps calmes)
- Préparation
- Réponse d'urgence
- Rétablissement des services essentiels
- Reconstruction

Cette version propose une distinction plus fine entre le rétablissement immédiat, centré sur le retour aux fonctions essentielles, et la reconstruction, processus de plus longue durée. Cette approche reflète une compréhension plus approfondie des dynamiques complexes propres aux situations de catastrophes (Alexander & Davis, 2015).

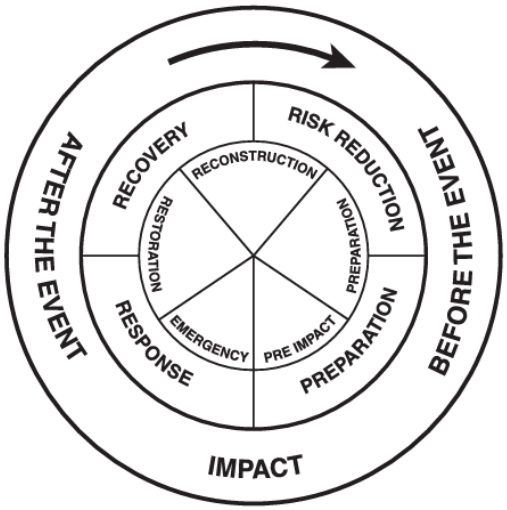


Figure 2 – Cycle de catastrophe (Alexander & Davis, 2015, p.66)

Bien que les auteurs présentent un modèle cyclique structuré de la gestion des catastrophes, ils soulignent qu'une certaine superposition des phases peut avoir lieu. Ces phases ne sont donc pas nécessairement linéaires ni parfaitement successives. Ils prennent notamment l'exemple de la reconstruction, qu'ils décrivent comme une opportunité idéale pour intégrer des mesures de préparation à l'avenir. L'objectif est alors de reconstruire mieux, plutôt que de simplement réparer (Alexander, 2021).

À travers le Cadre Sendai (2015-2030), qui succède au *Cadre Hyogo (2005-2015)*, les Nations Unies formalisent au niveau international le cycle de gestion des risques de catastrophes et définissent quatre priorités d'action :

- Priorité 1 : Comprendre les risques de catastrophe. A travers cette composante, l'objectif est de mesurer les risques de catastrophes, de suivre les progrès en réduction de risques, et d'éclairer les politiques, les investissements et les pratiques.

- Priorité 2 : Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer. Améliorer la coordination et l'efficacité des actions de réduction des risques, grâce à des cadres institutionnels solides, permettant une gestion intégrée et cohérente à tous les niveaux.
- Priorité 3 : Investir dans la réduction des risques de catastrophe pour renforcer la résilience. Contribuer à éviter la création de nouveaux risques, à réduire ceux qui existent déjà, et à renforcer la résilience des personnes, des communautés et des pays.
- Priorité 4 : Renforcer la préparation pour intervenir efficacement et « reconstruire mieux ». Cette priorité vise à assurer une réponse efficace aux catastrophes et à profiter de la phase de relèvement pour reconstruire de façon plus sûre, inclusive et durable.

Un modèle cyclique tel que celui décrit jusqu'ici est apprécié car il organise et simplifie la compréhension des étapes tout en apportant une vision d'ensemble sur la situation. Cependant, il fait l'objet de nombreuses critiques, notamment en raison de son aspect parfois simpliste. Le cadre présenté ici offre une base pertinente pour la compréhension de la reconstruction dans une perspective globale, tout en nécessitant une adaptation constante face à la diversité des contextes et des situations qui pourraient être observées. En cela, la reconstruction ne suit pas toujours une séquence logique de phases, mais constitue plutôt un processus itératif, parfois non coordonné ou conflictuel (Lizarralde et al., 2009). Les auteurs soulignent la réalité complexe et parfois chaotique des reconstructions sur le terrain. Ils remettent en question une vision trop linéaire de la problématique et plaident pour une approche nuancée, en faveur d'une reconstruction contextualisée, participative, flexible et ancrée dans les dynamiques locales (Lizarralde et al., 2009).

2.4.2 Objectifs et priorités de la reconstruction

Après avoir posé certaines fondations conceptuelles de la reconstruction, il est essentiel de s'attarder sur les objectifs réels de ce processus ainsi que sur les enjeux pratiques et sociaux qu'il soulève dans le contexte post-catastrophe.

La vision de la reconstruction comme simple levier pour recoller les morceaux après un événement dévastateur et à rétablir une situation d'antan est souvent jugée insuffisante (Alexander, 2004, Lizarralde et al., 2009). En effet, d'après Cuny cité par Alexander (2004), elle devrait notamment servir de catalyseur pour améliorer la vie des populations et renforcer la sécurité des communautés, ou encore pour améliorer et développer l'accès des populations aux ressources (Lizarralde et al., 2009). La phase de reconstruction joue un rôle central dans notre étude et mérite d'être comprise et définie en regard de nos propres perspectives. Son importance est traduite à la fois par le fait qu'elle offre la possibilité de restaurer les conditions de vies antérieures et de les améliorer, mais également par le rôle qu'elle peut occuper dans la préparation aux catastrophes futures : « La qualité des logements et des infrastructures construits pendant la phase de reconstruction influencera la vulnérabilité à la prochaine catastrophe » (Egbu & Hidayat, 2010, p.3, traduction libre).

D'après Lizarralde et al. (2009), les modèles de vulnérabilité tels qu'étudiés dans la section 2.1, bien qu'utiles pour la définition des causes profondes de la catastrophe, n'adressent pas nécessairement les types d'actions nécessaires pour la surmonter. C'est donc à travers une autre approche présentée dans l'ouvrage *Rebuilding after disasters* de Lizarralde et al. (2009) que nous allons aborder la question de la reconstruction. Pour ce faire, les auteurs avancent que la vulnérabilité est comprise telle qu'un manque d'accès aux ressources (soit matérielles, comme le logement, les routes, etc. soit immatérielles, comme l'éducation, l'information etc.). La vulnérabilité est alors considérée comme un manque d'accès aux ressources et la catastrophe comme un événement qui exacerbe encore ce manque. Après avoir posé ces bases, les auteurs explicitent alors l'objectif du processus de reconstruction comme étant l'amélioration de l'accès des populations aux ressources perdues et le développement d'accès à des ressources de base auxquelles elles n'avaient

probablement pas accès avant la catastrophe. Dès lors, nous nous référons au modèle proposé par les auteurs et reproduit ci-dessous, illustrant la relation entre les concepts de vulnérabilité et de reconstruction post-catastrophe. En ordonnée est représenté le niveau d'accès aux ressources affecté par l'aléa alors qu'en abscisse, c'est une échelle de temporalité qui est illustrée.

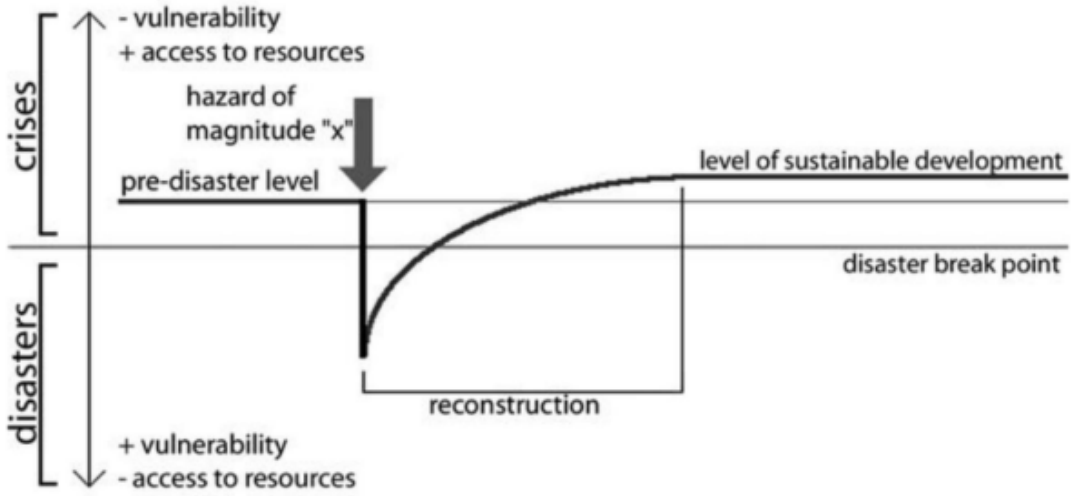


Figure 3 – Modèle illustratif des concepts (Lizarralde et al., 2009, p.5)

Ainsi, les auteurs définissent la reconstruction comme « le processus d'amélioration des conditions d'avant la catastrophe, visant à parvenir à un développement local à long terme et à une réduction des risques de catastrophe grâce à l'association des ressources locales et externes, donnant ainsi aux résidents un accès accru aux ressources « dures » et aux ressources « douces »» (Lizarralde et al., 2009, p.5, traduction libre). Les ressources dures faisant référence à des ressources matérielles (matériaux, logements, infrastructures etc...) et les ressources douces à des ressources immatérielles (compétences, emploi, information).

Moatty et al. (2017) expliquent quant à eux que le concept de reconstruction s'est rattaché à celui du développement au cours du temps. Les auteurs illustrent leur propos à travers l'exemple de l'aide internationale. A l'origine, l'aide destinée à la reconstruction était limitée à une dimension humanitaire et caritative. Cette dernière adopte à présent un couplage entre reconstruction et développement. Ceci serait le résultat des renversements d'approches ayant influencé les politiques de développement et les programmes de gestion des catastrophes (Moatty et al., 2017). Parmi ces politiques, les auteurs font référence à la deuxième conférence mondiale des Nations Unies à Kobe, au Japon en 2005, avec la création de l'International Recovery Platform (IRP) ou encore au concept de Building Back Better (BBB). Concept repris d'ailleurs à la suite du séisme de 2010 en Haïti. La plateforme IRP avait pour objectif d'aider à faire face aux défis rencontrés lors de la reconstruction après la catastrophe en soutien à la mise en œuvre du Cadre de Hyogo (2005-2015) (IRP, 2021). Pour sa part, le terme Building Back Better soit « Reconstruire en mieux », est popularisé par Bill Clinton envoyé spécial des Nations Unies pour le relèvement après le tsunami de l'océan Indien en 2004. Il traduit la volonté, voire la nécessité de reconstruire de manière à empêcher de recréer ou d'aggraver des vulnérabilités existantes. Le concept est repris par l'IRP (International Recovery Platform) et devient la priorité 4 du Cadre Sendai en 2015. Le développement repose sur l'amélioration des conditions de vie d'une société et est donc étroitement lié à l'organisation sociale des individus. Dans ce contexte, la reconstruction post-catastrophe est un enjeu de développement dans le respect des populations locales, en améliorant les ressources (Moatty et al., 2017).

Le concept de reconstruction durable tel que décrit par Cherchelay (2023) peut également être rattaché à notre définition. La reconstruction durable s'est développée comme une stratégie de gestion et un objectif à atteindre pour la reconstruction. Elle constitue une approche intégrée et holistique, dépassant le simple retour aux conditions d'avant la catastrophe. Elle signifie entre autres, adopter des changements profonds, réduire les vulnérabilités, intégrer des considérations sociales, économiques ou encore environnementales et renforcer les capacités des communautés touchées (Cherchelay, 2023). L'autrice explique que cette stratégie, en résonance avec le concept de « Build Back Better », ferait de la phase de reconstruction post-catastrophe une période porteuse d'innovation dans la technique et dans la gouvernance. La reconstruction durable serait alors une manière de repenser la reconstruction comme une opportunité de transformation positive.

En somme, le relèvement après une catastrophe est un problème récurrent, connu et complexe. La reconstruction est elle aussi complexe et porteuse de définitions multiples. Dans leur article intitulé *Le rôle du projet gestion après catastrophe*, Egbu et Hidayat (2010) divisent le processus de reconstruction en deux aspects principaux : la construction de logements et la restauration ou la construction d'infrastructures. Cependant, dans la perspective de la définition proposée, la reconstruction ne peut s'y limiter strictement. La période de reconstruction inclut également la restauration totale de tous les services et la revitalisation de l'économie (Aysan et Davis, 1993 cité dans Moatty et al., 2017). Elle s'adresse également à des problèmes plus profonds tels que la reconstruction des communautés, la garantie de l'équité, ainsi qu'à l'accès aux ressources, l'égalité des chances ou encore la réduction de la vulnérabilité des plus exposés (Alexander, 2004).

2.4.3 Contraintes, stratégies et critères d'évaluation de la reconstruction

Après avoir discuté de la reconstruction et précisé ses objectifs, nous nous intéresserons ici aux problèmes concrets rencontrés lors de sa mise en œuvre. Si la reconstruction post-catastrophe porte des objectifs ambitieux, elle est néanmoins confrontée à un certain nombre d'enjeux spécifiques. Ceux-ci ont une influence directe sur le processus lui-même, pouvant affecter la bonne capacité à atteindre les objectifs finaux.

De nombreux problèmes émergeant au fil du processus de reconstruction post-catastrophe ont ainsi été identifiés par Egbu et Hidayat (2010). À travers une comparaison de douze catastrophes entre 1976 et 2005, ils ont identifié des problèmes récurrents liés à l'abandon de contrats, la communication, la coordination, le coût de la construction, l'environnement politique, ainsi que des limites en terme de financement, des capacités des agences d'aide et des locaux, ou encore des difficultés liées aux installations temporaires, à la main d'œuvre, aux matériaux de construction, à la politique, à la propriété foncière, à la qualité de construction et à la relocalisation. Cette liste, bien que non exhaustive, témoigne de la complexité du contexte et de la nécessité d'en comprendre les enjeux. Des défis spécifiques distinguent la reconstruction post-catastrophe d'un projet classique. Dans le contexte instable de la reconstruction après catastrophe, les approches traditionnelles de projet peuvent donc s'avérer inadaptées, voire impraticables. Tel que décrit par Mensier et al. (2006) cité dans Egbu et Hidayat (2010), ce type de projet nécessite un degré plus élevé de coordination entre la politique et la législation. Il doit également faire face à un contexte d'incertitude avec des ressources limitées, l'intervention simultanée de nombreux organismes, tout comme la nécessité d'une rapidité accrue face à celle du rétablissement et à l'impatience des donateurs, en plus de la prise en compte de l'optique de durabilité (Davidson et al., 2007). À cela s'ajoute l'articulation complexe entre les besoins à court et à long terme, la collaboration difficile entre échelles administratives et politiques ou encore les inégalités spatiales et sociales (Moatty et al., 2017). Les structures existantes et les problématiques antérieures à la catastrophe constituent également un facteur de complexité, tout comme la multiplicité d'acteurs impliqués dans la reconstruction ayant des intérêts parfois divergents ou contradictoires (Cherchelay, 2023).

Face à ces contraintes, plusieurs types de stratégies ont été développés et sont mobilisées pour guider et structurer les efforts de reconstruction. Ces stratégies peuvent notamment répondre aux questionnements du « niveau organisationnel », à savoir le type de processus à suivre, les acteurs ou encore l'ordre des tâches à réaliser (Lizarralde et al., 2009). Les différentes stratégies, approches ou modalités identifiées dans la littérature ne sont pas nécessairement classifiées de manière uniforme. Nous proposons ici, une organisation en trois catégories, à savoir stratégies globales, de gouvernance et opérationnelles afin de structurer notre propos. Cette catégorisation est non exhaustive mais présente les axes les plus pertinents à maîtriser dans le cadre de notre étude.

Stratégies globales

- Build Back Better : Parmi ces stratégies globales figure notamment le concept du BBB abordé précédemment et largement commenté dans la littérature. Le BBB est formalisé et popularisé par Clinton à travers son rapport officiel pour les Nations Unies en 2006. L'objectif exprimé était d'utiliser la reconstruction pour non seulement améliorer les infrastructures, mais aussi de renforcer l'économie, promouvoir une gouvernance plus transparente et favoriser des communautés plus sûres, plus équitables et plus prospères (Clinton, 2006). Bien que repris par le Cadre de Sendai (2015) encore actuel, sa traduction en plans et programmes concrets suscite néanmoins de nombreuses critiques. Shi et al. (2021) soulignent notamment que le BBB demeure davantage un slogan politique, incapable de répondre efficacement aux besoins et aux aspirations des populations affectées. Cette critique est renforcée par Lizarralde (2021), qui illustre par des exemples concrets de la reconstruction en Haïti, l'écart entre une initiative globalement bien intentionnée mais déconnectée des réalités et des besoins locaux. De plus, Bornstein et al. (2013) soulignent que le cadre politique sous-jacent au BBB, comme d'autres d'ailleurs, une fois traduit en plans et programmes, tend à simplifier des dynamiques sociales complexes. Cela facilite certes la mise en place d'une réponse à la catastrophe, mais tend à diluer certaines complexités essentielles (Bornstein et al., 2013). Enfin, comme le relève Checherlay (2023), il n'existe pas de consensus sur ce que signifie précisément « reconstruire mieux », ni sur la manière de définir ce contenu.
- Relocalisation versus reconstruction *in situ* : Comme évoqué précédemment (voir 2.3), la question de savoir s'il faut relocaliser les populations sinistrées ou reconstruire sur place est un enjeu majeur des stratégies de réponse post-catastrophe. Correa et al. (2011), dans leur guide pour la Banque Mondiale, soulignent que la relocalisation est souvent envisagée par les décideurs comme une solution nécessaire face aux risques mais doit être correctement planifiée et mise en œuvre pour éviter de potentiels impacts négatifs. Les travaux de Lizarralde et al. (2009, 2014, 2021) avancent que la relocalisation échoue souvent parce qu'elle repose sur une logique descendante, souvent accompagnée d'une rupture avec les moyens de subsistance, des problèmes d'accessibilité ou encore d'une déconnexion avec les réels besoins des populations concernées. Relocaliser, c'est non seulement déplacer l'environnement bâti mais aussi affecter des réseaux sociaux, économiques et culturels, ce qui fragilise les communautés (Correa et al., 2011, Lizarralde, 2014). « Il n'est donc pas surprenant que la relocalisation soit souvent considérée comme l'une des principales causes d'insatisfaction des habitants dans les projets de reconstruction »(Lizarralde, 2014, p.141, traduction libre). À l'inverse, la reconstruction in situ quant à elle, favorise le maintien de ces réseaux et peut jouir d'une acceptabilité sociale plus élevée mais doit être accompagnée de mesures de réduction de vulnérabilité. En effet, dans le chapitre 8 de *Rebuilding after disasters*, Barenstein (2010) souligne la nécessité d'aborder la reconstruction *in situ* avec de bonnes dispositions via des plans d'aménagement ou une participation réelle des habitants, sans quoi la reconstruction ne mène pas nécessairement à de meilleurs résultats.

Stratégies de gouvernance

- Top-down versus Bottom-up : Nommée également approche descendante, Top-down illustre un mode de gestion ou de prise de décision où les orientations, les décisions et les directives viennent de la hiérarchie supérieure (instances décisionnelles, institutions) et sont imposées au niveau inférieur. Bottom-up, à l'inverse, se réfère à un processus décisionnel ou organisationnel partant de la base (participants, bénéficiaires, communautés locales), où les initiatives sont prises directement par les plus concernés.
- Approche basée sur les agences (Agency-driven) versus approche basée sur le propriétaire (Owner-driven) : L'approche pilotée par l'agence (ONG, gouvernement, etc.) dirige l'ensemble du processus, de la planification à la réalisation, avec une participation limitée des bénéficiaires. Dans l'approche dirigée par les propriétaires (bénéficiaires), ceux-ci prennent eux-mêmes les décisions relatives à la reconstruction de leurs logements, souvent avec du soutien technique, financier ou matériel. Cette dernière est de plus en plus valorisée notamment dû à la meilleure connaissance des risques et des limites de l'approche agency-driven (Barenstein, 2006).
- Participation communautaire : Implication active des membres d'une communauté qui jouent un rôle central dans la planification, la prise de décision et la mise en œuvre du projet. La participation communautaire s'inscrit dans des contextes socio-politiques et économiques spécifiques, qui rendent impossible l'application d'un modèle unique de participation valable partout (Davidson et al., 2007).

Stratégies opérationnelles

- L'amélioration des « bidonvilles » : Désigne un ensemble d'activités visant à améliorer les conditions de vie des habitants en fournissant des infrastructures de base, des services et du logement. Ces programmes peuvent prendre en compte divers facteurs socio-économiques (Faria & Amorim, 2023).
- Abris temporaires vs reconstruction permanente : Structures provisoires fournies après une catastrophe pour répondre aux besoins immédiats en logement des populations déplacées. Elles sont conçues pour être utilisées pendant une période limitée, jusqu'à ce que des solutions permanentes soient mises en œuvre. La reconstruction permanente est destinée à la construction de logements durables répondant aux normes techniques, culturelles et sociales locales (Lizarralde, 2014).
- Modalités de mise en œuvre : Renvoient notamment au « niveau technique » tel que présenté par (Lizarralde et al., 2009), adressant des questions relatives aux matériaux, à la forme architecturale ou à la facilité de maintenance entre autres. Les choix techniques, le recours aux ressources ou à la main d'œuvre locale ou non, la conception architecturale et la prise en compte des contextes locaux, sont autant d'autres facteurs abordés dans la littérature qu'il est nécessaire de maîtriser et d'employer de manière judicieuse dans les projets.

Si certaines stratégies apparaissent plus adaptées que d'autres selon les contextes (Correa et al., 2011 ; Lizarralde, 2014), elles rencontrent fréquemment de nombreuses contraintes d'ordre institutionnel, organisationnel, politique, social ou économique. Elles apparaissent dès lors comme des réponses partielles, voire même parfois inadéquates, et comportent chacune des avantages ou des limites, largement analysées dans la littérature spécialisée. Face à ce constat, il parait pertinent d'aborder la question de l'évaluation des processus de reconstruction et des résultats, afin d'interroger leur pertinence et leur efficacité.

Pour structurer l'évaluation, certains auteurs ont tenté de formaliser des critères précis. A titre d'exemple, Pathranarakul (2006) cité dans Egbu et Hidayat (2010) propose 10 facteurs

critiques de succès qui doivent être pris en compte dans la gestion des projets post-catastrophe. L'auteur identifie notamment : la nécessité d'un dispositif institutionnel efficace, une coordination et une collaboration entre acteurs, des systèmes de gestion de l'information efficace, la consultation effective des parties prenantes et des bénéficiaires ciblés, une communication claire et transparente, ou encore la définition claire des objectifs et l'engagement des principales parties prenantes. Silva (2010), cité également dans Egbu et Hidayat (2010), développe des considérations clés pour la reconstruction après catastrophe :

Planning	Design	Construction
- Contexte - Évaluation - Gouvernance - Financement - Sélection des bénéficiaires - Méthodes d'assistance - Partenariat - Aléas naturels - Plan du programme	- Sélection du site et enquêtes - Régime foncier - Aménagement physique - Qualité - Types de construction - Environnement - Réduction des risques de catastrophe - Conception des maisons - Conception des écoles et centres de santé - Plan du projet	- Méthodes de mise en œuvre - Gestion de la construction - Matériaux et logistique - Savoir-faire - Remise

Table 3 – Considérations clés pour la reconstruction (Silva, 2010, traduction libre)

Pour d'autres, la réussite d'un projet de reconstruction va dépendre du point de vue adopté. De nombreux auteurs soulignent la forte dépendance aux acteurs de la reconstruction :

- Pour les populations, la réussite est liée à la satisfaction de leurs besoins, au retour à leur logement, à leur travail et à leur vie sociale (Lim & Mohamed, 1999 cités dans Egbu & Hidayat, 2010). Cela rejoint les propos de Correa (2011), pour qui la relocalisation ne peut être considérée comme réussie si elle conduit à briser les liens sociaux et économiques des populations déplacées ;

- Pour les autorités ou les institutions, la réussite peut se mesurer à l'atteinte des objectifs de programme, la rapidité de mise en œuvre, la visibilité des résultats, l'impact symbolique, le respect du budget ou encore la conformité aux réglementations en vigueur ;

- Pour les entreprises et entrepreneurs impliqués, elle se mesure à des indicateurs techniques et économiques comme l'atteinte des objectifs prédéfinis, le respect des délais, les coûts, le calendrier, la qualité et la sécurité des ouvrages ;

- Pour les bailleurs de fonds, elle peut dépendre de la rapidité d'une réponse dans un délai imparti, du respect du budget alloué, de la visibilité, du respect des critères des appels d'offres ou encore du volume de bénéficiares ou de constructions.

Enfin, Colin Davidson dans Lizarralde et al. (2009) avance que la réussite passe par une organisation institutionnelle claire et une stratégie d'approvisionnement adaptée. Si l'on s'attarde au premier aspect, on comprend que la création d'une multi organisation temporaire et la définition des rôles et des responsabilités des acteurs deviennent des éléments cruciaux.

La notion de « réussite » est ainsi abordée de manière différente selon les auteurs et leur propre perspective. Certaines analyses insistent sur le fait que bien que des dispositifs d'évaluation existent, ces critères peuvent être déconnectés de la réalité des populations affectées (Barenstein, 2006). Lizarralde et al. (2009) rappellent par exemple que la rapidité d'exécution ne constitue pas nécessairement un critère fiable de succès. Ce sont souvent les procédures juridiques et administratives qui ralentissent le processus plus que la construction en elle-même. Les auteurs mettent par ailleurs en évidence que les maisons seules, sont rarement les premières priorités des populations affectées et que par ailleurs de nombreux logements peuvent rester inoccupés si les projets de reconstruction ne prennent pas en compte certains facteurs transversaux.

Ces constats mettent en évidence qu'aucun consensus n'émerge sur des critères strictes donnant lieu à la réussite d'un projet bien que certaines bonnes pratiques et standards sont à prioriser. La reconstruction est un processus complexe qui doit s'adapter à chaque contexte. La solution miracle semble inexistante. C'est pourquoi, il est essentiel d'interroger les choix posés, de documenter les pratiques et de s'assurer que les projets partent des besoins réels des populations concernées. Ainsi, l'objectif serait de « trouver au moins une solution satisfaisante parmi un certain nombre de possibilités » (Lizarralde et al., 2009, p.90, traduction libre).

2.4.4 La reconstruction et son réseau d'acteurs

Afin de clôturer ce cadre théorique, il est nécessaire d'aborder un dernier point fondamental : les acteurs de la reconstruction. Tout au long de notre analyse de la littérature, nous constatons que, si la reconstruction post catastrophe est abondamment discutée sous l'angle des stratégies, des aspects techniques, des contraintes ou des objectifs, la question des acteurs est souvent laissée au second plan. Elle inclut pourtant la nécessité de faire participer les populations concernées aux processus de reconstruction : « La plus importante contribution des architectes et autres spécialistes ne vient pas nécessairement de là où on le croit communément (conception et construction), mais plutôt d'une bonne compréhension des rôles et des capacités des multiples acteurs impliqués. » (Lizarralde et al., 2009, p.1, traduction libre). Dès lors, il nous semble indispensable de s'intéresser davantage aux réseaux d'acteurs et d'en comprendre l'impact sur la reconstruction.

La littérature permet de réaliser une première grande cartographie des principaux acteurs. Egbu & Hidayat (2010) énumèrent trois rôles principaux dans un projet de reconstruction, à savoir celui du gouvernement, des victimes de la catastrophe ainsi que celui des ONG. Barenstein (2006) distingue des catégories plus détaillées, incluant les agences gouvernementales, les bailleurs de fonds internationaux, les ONG, les organisations communautaires locales, les propriétaires, le secteur privé, ainsi que les experts techniques. Cette liste est encore enrichie par Lizarralde et al. (2009), qui propose des groupes pouvant illustrer les relations formelles entre les multiples participants :

Groupe d'utilisateurs	Groupe de production
Les utilisateurs	Les créateurs
Survivants connus	Architectes et/ou ingénieurs locaux
Survivants inconnus de catégories sociales connues	Architectes et/ou ingénieurs externes
Représentants ou dirigeants de la communauté	Techniciens locaux
Initiateurs du projet	Artisans locaux
Groupes communautaires survivants	Entrepreneurs et sous-traitants en bâtiment
Groupes ou chefs religieux	Entreprises de construction locales
ONG locales	Entreprises de construction « offshore »

Suite à la page suivante

Groupe d'utilisateurs	Groupe de production
ONG externes	Travailleurs autonomes
Artisans locaux	Chef de chantier
Les gouvernements locaux	Fabricants et fournisseurs
Entités politiques	Producteurs locaux et ressources locales
Chefs de projet	Distributeurs locaux
Organismes de contrôle	Producteurs nationaux ou régionaux
Organismes professionnels locaux	Producteurs internationaux
Organismes professionnels internationaux	Entreprises de logistique et de transport
Autorités locales	Agents et courtiers de douane
Organismes locaux de normalisation	et en transport maritime
Organismes internationaux de normalisation	
Sources de financement internationales	

Table 4 – Liste des participants probables (Lizarralde et al., 2009, p.101, traduction libre)

La reconstruction, qui peut s'étaler sur une période allant jusqu'à plusieurs années, nécessite des prises de décisions d'un système d'acteurs complexe en regard des spécificités de la zone sinistrée (Cherchelay, 2023). « L'une des tâches les plus difficiles de la reconstruction post-catastrophe est d'organiser les processus et les procédures nécessaires, notamment en ce qui concerne les participants et leurs rôles : des décisions pratiques doivent être prises, dans un contexte d'intérêts concurrents. » (Lizarralde et al., 2009, p.88, traduction libre). Cette diversité constitue tantôt une force, par la complémentarité des compétences, tantôt une faiblesse, en raison des logiques parfois contradictoires (Barenstein, 2006). Le manque d'intégration entre les différentes échelles d'acteurs est également souligné, notamment en raison de la structure hiérarchique de ces projets, qui tend à éloigner les processus décisionnels des bénéficiaires eux-mêmes (Lizarralde et al., 2009). Les travaux de Lizarralde et al. (2009, chap.5 et 8) mettent en lumière la problématique de la coordination et de la gouvernance entre ces acteurs.

Comme décrit précédemment, les auteurs font référence à deux aspects fondamentaux du succès de la reconstruction : la conception organisationelle (préparation et consolidation des relations entre les parties concernées) et l'approvisionnement (renvoie aux accords définis avec les participants). Comprendre comment ces processus s'organisent est essentiel. Davidson (2009) dans Lizarralde et al. (2009) avance que ce réseau d'acteurs complexe et évolutif peut être étudié à travers la notion de « multi-organisation temporaire » faisant référence à l'équipe de projet de construction composée de multiples acteurs. Cette équipe est caractérisée par son caractère temporaire (elle prend fin avec le projet) et multidisciplinaire (chaque acteur apporte de ses compétences spécifiques) (Lizarralde et al., 2009). L'auteur avance que c'est l'environnement instable, l'urgence, les imprévus, la diversité d'acteurs, l'absence de plan préexistant et les modes de sélection qui expliquent la complexité de la situation et la difficulté à se rattacher à un modèle classique d'organisation. L'organisation doit donc être repensée, de façon souple et adaptative, selon les réalités du terrain. Les études montrent qu'une meilleure compréhension de la conception organisationnelle globale des projets, idéalement prévue avant séisme, est nécessaire. Cette conception doit inclure le rôle des utilisateurs, mais seulement dans leurs interactions avec les autres membres de l'équipe projet (Davidson et al., 2007).

En conclusion, les auteurs suggèrent qu'il est insuffisant de concevoir des stratégies techniques sans un travail d'analyse du réseau des acteurs et des rapports de pouvoir qu'il contient. Dans cette perspective, l'absence d'acteurs clés ou leur marginalisation constitue un facteur de risque majeur pour le processus de reconstruction.

2.5 Synthèse de l'état de l'art

Dans cette dernière partie, nous souhaitons présenter via un tableau récapitulatif, l'ensemble des concepts abordés dans cet état de l'art. Ensuite, à travers un schéma simplifié, nous relierons ces concepts entre eux pour illustrer le fil conducteur de notre réflexion jusqu'ici. Ainsi, nous souhaitons positionner notre contribution à travers la présentation de nos questions de recherche.

2.5.1 Récapitulatif de l'état de l'art

Le tableau ci-dessous constitue une synthèse des thématiques abordées dans l'état de l'art :

Thèmes de l'état de l'art		Les idées importantes
2.1 - La question des « catastrophes naturelles »	Repenser le concept	Précision terminologique visant à éviter les simplifications abusives et à dépasser l'expression « catastrophes naturelles » afin d'intégrer les autres facteurs transversaux à l'origine des catastrophes.
	Définitions, causes et impacts des catastrophes : vers une approche intégrée	Discussion visant à décrire la catastrophe dans sa complexité, souligner l'ampleur des conséquences potentielles et la nécessité d'une approche globale du phénomène pour le comprendre et le gérer efficacement.
	Le risque de catastrophe	Comprendre le rôle du risque, de la vulnérabilité, de l'aléa et de l'exposition dans la catastrophe.
2.2 - Vulnérabilité et résilience	Notion de vulnérabilité	Précisions quant au concept de vulnérabilité, essentielles à l'identification des réels besoins pour la reconstruction.
	Caractéristiques de la vulnérabilité	Présentation brève de certaines caractéristiques afin d'en comprendre la compléxité et les enjeux dans le cadre des catastrophes.
	Notion de résilience	Précision quant à la manière dont les sociétés réagissent, s'adaptent et se réorganisent face aux catastrophes, en intégrant une dimension d'action et de réduction des impacts à long terme.

Suite à la page suivante

Thèmes de l'état de l'art		Les idées importantes
2.3 - Zones d'habitat non planifié	Définition et typologie	Mise en contexte de l'environnement bâti étudié et son caractère aggravant dans la vulnérabilité.
	Causes, enjeux et impacts des habitats non planifiés	Discussion de certaines caractéristiques de ces zones afin de souligner l'attention particulière à apporter et l'influence sur la reconstruction.
2.4 - La reconstruction	Définition et cadre général	Mise en perspective de la reconstruction dans le contexte de la reconstruction post-catastrophe
	Objectifs et priorités de la reconstruction post-catastrophe	Précisions quant aux les priorités de la reconstruction afin de comprendre dans quelle démarche notre étude s'inscrit
	Contraintes, stratégies et critères d'évaluation	Mise en évidence de la complexité de la reconstruction et de certaines stratégies d'intervention, y compris son évaluation
	La reconstruction et son réseau d'acteurs	Souligne l'importance et le rôle des acteurs dans la reconstruction.

Table 5 – Tableau récapitulatif de l'état de l'art (Papillon, 2025)

Le schéma ci-dessous illustre l'articulation des différents concepts mobilisés dans l'état de l'art. Il montre l'interconnexion entre les aléas (aggravés par les facteurs anthropiques) et la vulnérabilité (aggravée par les caractéristiques des zones d'habitat non planifié) dans la production du risque. Lorsqu'il se concrétise, ce dernier donne lieu à une catastrophe, qui devient à son tour révélatrice de dynamiques de résilience. La reconstruction, phase de réponse et de redéfinition du cadre bâti et social, est donc influencée non seulement par les impacts de la catastrophe mais par les vulnérabilités structurelles préexistantes, les formes d'habitats et les acteurs impliqués. Ainsi, le schéma souligne cette interaction complexe en amont et en aval de la catastrophe. Trois types de liens sont représentés dans le schéma :

- Les liens d'influence (tirets gris) traduisent une pression ou une orientation qu'un élément exerce sur un autre. Par exemple, les facteurs anthropiques peuvent intensifier les aléas naturels ou en augmenter la fréquence.
- Les liens de causalité (traits pleins gris) indiquent une relation directe où un élément engendre ou en provoque un autre.
- Les liens de contribution (pointillés vert) mettent en évidence la capacité du processus de reconstruction à améliorer certaines conditions dans les zones d'habitat non planifié, en particulier à renforcer la résilience face aux risques futurs. Cet aspect sera approfondi dans ce travail.

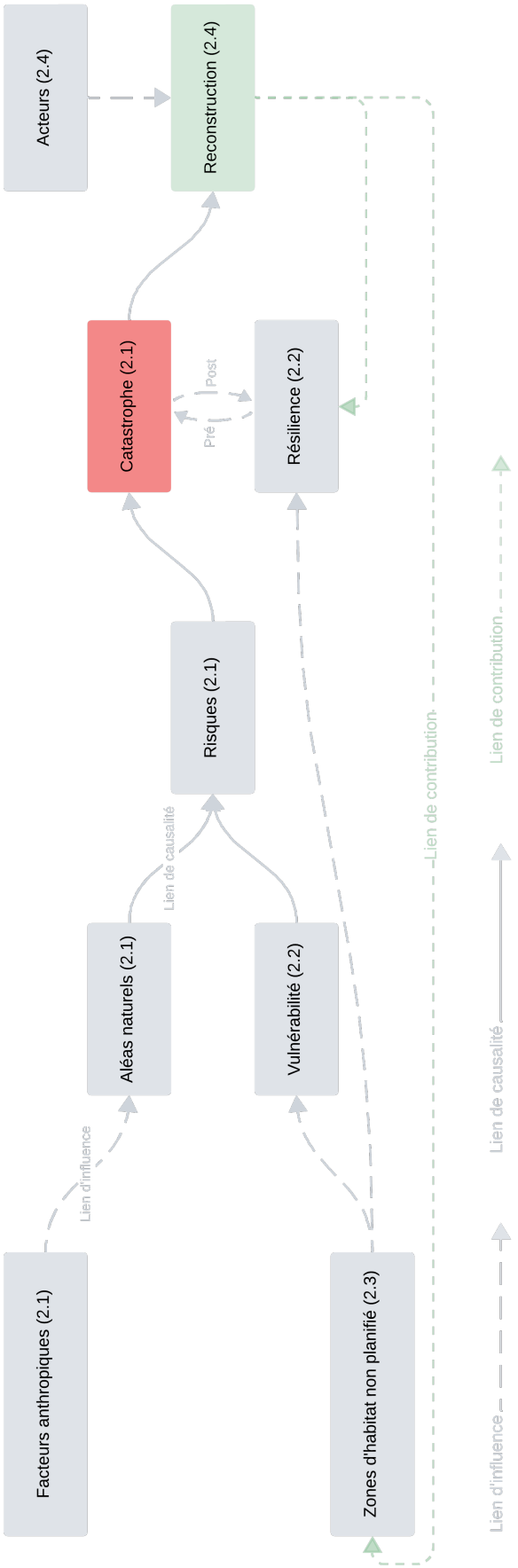


Figure 4 – Schéma récapitulatif de l'état de l'art (Papillon, 2025)

2.5.2 Questions de recherche

L'état de l'art réalisé permet à présent de formuler les questions de recherche qui guideront ce travail. Celles-ci ont pour objectif de confirmer, d'infirmer ou de questionner les notions exposées jusqu'ici. Elles visent ainsi à confronter le cadre théorique présenté aux réalités de terrain, à travers l'analyse du cas du projet 16/6 décrit plus en détail dans les sections à venir.

1. **Que révèle le projet 16/6 sur les spécificités de mise en œuvre d'un projet de reconstruction en zone d'habitat non planifié ?**

   Cette première question vise à mieux comprendre les particularités de la reconstruction en zone d'habitat non planifié, en particulier dans un contexte post-catastrophe. Au regard des constats établis dans l'état de l'art, il parait pertinent d'examiner plus en détail la mise en œuvre concrète du projet sur le terrain. Il s'agit ainsi d'explorer davantage les conditions du contexte local, les caractéristiques physiques et sociales des quartiers, ainsi que leur influence sur la vulnérabilité et sur les modalités d'intervention.

2. **Comment les configurations d'acteurs et leurs interactions dans le cadre du projet 16/6 ont-elles influencé la trajectoire de la reconstruction post-catastrophe ?**

   Au regard des constats de l'état de l'art, cette deuxième question propose de dépasser une lecture strictement technique du projet pour approfondir le rôle des acteurs dans la trajectoire de la reconstruction. Elle invite à dresser un tableau plus complet des différents profils d'acteurs, à clarifier leurs niveaux d'influence, et à réfléchir davantage aux rôles à occuper pour assurer une mise en œuvre efficace des projets de reconstruction.

3. **Quels sont les enseignements qui peuvent être tirés du projet 16/6 sur le processus de reconstruction à la suite du séisme du 12 janvier 2010 en Haïti ?**

   Enfin, cette dernière question engage une réflexion plus transversale sur le processus de reconstruction. Elle propose de prendre du recul sur l'expérience du projet 16/6, afin d'en dégager des enseignements utiles aux interventions futures. L'objectif est d'identifier les éléments qui, dans cette expérience concrète, peuvent nourrir une réflexion critique et constructive sur les choix d'intervention et leurs impacts potentiels.

3 CONTEXTE DE LA RECHERCHE

3.1 Le séisme du 12 janvier 2010

Le 12 janvier 2010, Haïti a été frappé par un tremblement de terre de magnitude 7 à 7,3 qui a profondément bouleversé le pays. Cet événement d'origine naturelle, provoqué par la rupture d'une faille traversant l'aire métropolitaine de Port-au-Prince (AMP), a révélé la forte vulnérabilité du territoire (CIAT, 2010 ; Lombart et al., 2014 ; Union Européenne, 2018). D'après les estimations, l'AMP comptait plus de 2,3 millions d'habitants en 2009 et le séisme aurait causé plus de 220 000 morts, environ 300 000 blessés, 1,5 millions de sans-abris et 660 000 personnes auraient alors fui Port-au-Prince (Lombart et al., 2014 ; EM-DAT, 2023). Près de 50% des maisons de la capitale ont été endommagées, ainsi que des bâtiments d'État, tels que le Palais national, plusieurs ministères, les archives nationales et d'autres monuments du patrimoine, mais aussi des infrastructures essentielles comme les écoles et les hôpitaux (CIAT, 2010 ; Union Européenne, 2018).

L'ampleur de la catastrophe de 2010 ne se limite pas à des causes strictement liées à l'aléa naturel, mais renvoie à des facteurs transversaux qui ont fortement amplifié ses effets. En effet, le tremblement de terre de 2010 est considéré comme l'une des catastrophes les plus dévastatrices de l'histoire (Nations Unies, 2011). Or, il est largement reconnu que des événements de magnitude similaire n'ont pas nécessairement engendré autant de dégâts ailleurs. Si les conséquences de ce séisme sont aussi alarmantes, c'est en raison de la forte vulnérabilité du bâti, mais aussi de l'accumulation de facteurs aggravants d'ordre démographique, structurel, économique, social et institutionnel qui fragilisaient le pays depuis bien avant la catastrophe (CIAT, 2010 ; Lombart et al., 2014 ; MTPTC, 2014 ; Union Européenne, 2018). D'après le rapport de l'Union Européenne (2018), la catastrophe du 12 janvier 2010 est révélatrice d'une véritable « crise généralisée ».

3.2 Aperçu des causes profondes de la catastrophe

De manière générale, la croissance urbaine rapide et non contrôlée de Port-au-Prince apparaît souvent comme l'un des principaux facteurs de sa vulnérabilité. Les services et les infrastructures initialement prévus pour une ville d'environ 250 000 habitants ne sont nullement adaptés pour répondre aux besoins accrus de la population. Celle-ci avait déjà atteint presque trois millions d'habitants avant le séisme et pourrait atteindre cinq millions d'habitants d'ici 2030 (Union Européenne, 2018). Le séisme de 2010 a alors aggravé la fragilité de l'existant, déjà difficilement capable de répondre à la demande de la population. Bien que cette croissance démographique soit en partie liée à l'augmentation naturelle de la population, elle est aussi liée aux effets migratoires internes vers la capitale qui contenait déjà à l'époque près de 80% des activités économiques du pays (Lombart et al., 2014 ; Union Européenne, 2018).

La pression démographique sur Port-au-Prince donne également lieu à une forte demande en logement. En réponse, le cadre bâti s'est majoritairement constitué de constructions informelles, souvent peu conformes, sans normes parasismiques parfois implantés sur des terrains instables, ce qui a grandement contribué à l'ampleur de la catastrophe (CIAT, 2010 ; Lombart et al., 2014 ; MTPTC, 2014 ; Union Européenne, 2018). Selon certains auteurs, la situation économique de la population où près de 80% des Haïtiens vivent avec moins d'un dollar cinquante par jour (Théodat, 2013 cité dans Union Européenne, 2018), favorise les constructions à faible coût, tout en limitant la capacité de réponse et d'anticipation des habitants (CIAT, 2010 ; MTPTC, 2014).

A ces faiblesses matérielles et économiques s'ajoute la fragilité institutionnelle. L'État haïtien, affaibli par une longue histoire d'instabilité politique et de défis structurels (Union Européenne, 2018), n'était nullement en mesure d'assumer pleinement ses responsabilités face à la catastrophe.

Les institutions ont elles aussi subi des pertes humaines et matérielles considérables qui ont accentué la fragilité de l'État. Le tremblement de terre de 2010 a ainsi révélé une faible anticipation des risques pourtant connus ainsi qu'une incapacité à assurer une réponse efficace nécessaire au relèvement (Lombart et al., 2014 ; Union Européenne, 2018).

Haïti, en plus de ses faiblesses structurelles, doit également faire face à de nombreux risques liés aux aléas naturels. En effet, l'île doit se préparer entre autres, aux cyclones, aux inondations, aux glissements de terrain et aux tremblements de terre (CIAT, 2010 ; MTPTC, 2014). Le tremblement de terre de 2010 n'était pas le premier à survenir sur place (Audefroy, 2011) mais fut sans doute le plus révélateur. La carte ci-dessous, tirée du rapport *Haïti Demain* réalisé par le comité interministériel de l'aménagement du territoire (CIAT) en mars 2010, donne un premier aperçu des risques.

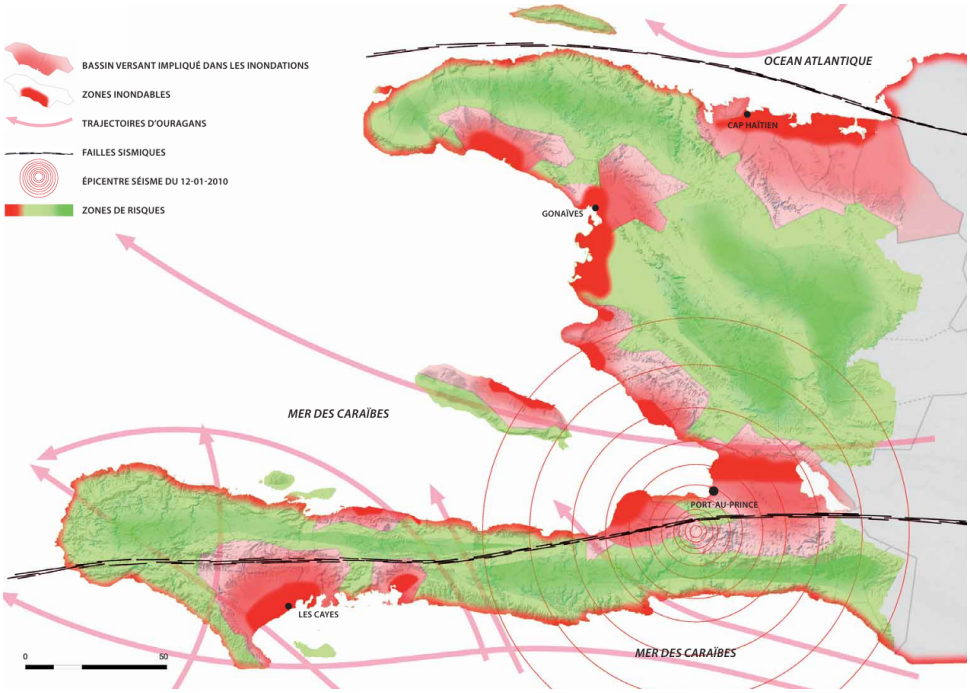


Figure 5 – Géographie des risques (CIAT, 2010, p.24)

D'après Union Européenne (2018), l'habitat dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP) demeure marqué, encore bien après le séisme, par un étalement urbain accentué, un processus accéléré de bidonvilisation des périphéries, une densification et une dégradation rapide des quartiers du centre-ville, une vulnérabilité significative face aux risques environnementaux, et un important déficit quantitatif et qualitatif des logements (Union Européenne, 2018). Ainsi, le séisme de 2010 n'a fait que mettre en lumière le risque souvent sous-estimé et les fragilités structurelles de longue date qui restent particulièrement critiques aujourd'hui encore.

3.3 La reconstruction et ses projets

Suite à la situation de crise provoquée par le séisme, une partie de la population a pu reconstruire, souvent avec les moyens disponibles, des abris ou de nouvelles habitations leur permettant de récupérer un toit. Toutefois, l'urgence humanitaire a aussi entraîné la création de centaines de camps, où plus de 1,5 millions de personnes se sont installées en attente d'une solution durable (IHSI-OIM-UNFPA, 2013 cité dans Union Européenne, 2018).



Figure 6 – Illustration des camps (CIAT, 2010, p.8)

De nombreux auteurs s'accordent quant au fait que le séisme de 2010 a suscité une mobilisation mondiale particulièrement remarquable. Plusieurs milliards ont été promis pour l'aide d'urgence et la reconstruction, ce qui s'est également accompagné d'un afflux d'organisations internationales dans le pays (Lombart et al., 2014). D'après Lombart et al. (2014), la majorité les fonds ont été essentiellement gérés par des agences onusiennes et des grandes ONG internationales, omniprésentes dans la gestion de l'après-catastrophe. De plus, selon certains auteurs, une part importante des fonds promis n'a jamais été décaissée, et au final, peu de fonds n'a réellement été au service de la reconstruction.

Dans ce contexte, la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) a été mise en place pour coordonner l'utilisation des Fonds de reconstruction d'Haïti (FRH) (Union Européenne, 2018). Bien que de nombreux rapports soulignent l'idée de prendre la catastrophe comme une opportunité pour mieux rebâtir, voir améliorer, les défis sont restés importants et la coordination difficile. La dissolution de la CIRH moins de deux ans après sa création illustre son incapacité à assurer une gestion efficace et cohérente des efforts de reconstruction (Lombart et al., 2014). Malgré un ensemble de promesses et de plans, la multitude d'agences aux actions isolées et dispersées sur le territoire a limité les avancées de la reconstruction de 2010 (Lombart et al., 2014 ; Union Européenne, 2018).

3.3.1 Autres projets

Dans un climat marqué par l'urgence et le besoin de rétablissement, un certain nombre de propositions, d'initiatives, de projets ont émergé. Les auteurs du rapport de l'Union Européenne (2018) font notamment référence à la *Housing Expo*, où plusieurs prototypes de logement ont été présentés, mais qui, d'après les auteurs, étaient pour la plupart inadaptés et irréalistes. Dans la même optique, Lizarralde (2021) évoque la *Build Back Better Exposition*, portée par la fondation Clinton, ayant elle aussi résulté en des propositions de solutions inadaptées. Ces exemples traduisent tout un ensemble d'initiatives jugées inadaptées ayant été réalisées dans la précipitation et ayant rarement abouti.

Dans cette perspective, Lizarralde (2021) souligne, dans son ouvrage *Unnatural Disasters*, que les études et les rapports proposant des alternatives nouvelles ou des solutions de la situation depuis 2010 en Haïti sont extrêmement nombreux. Toutefois, selon l'auteur, ces documents n'abordent pas réellement les problématiques de fond ayant entravé la reconstruction qui surtout révèlent un manque d'actions concrètes :

« Il existe en Haïti une abondance de documents de politique publique, de réglementations, de lois et de plans d'urbanisme, mais le véritable problème réside dans le fait que ces lois ne sont pas appliquées, que les politiques ne sont pas mises en œuvre et que les plans ne sont pas réalisés. » (Lizarralde, 2021, p.124, traduction libre)

Dès lors, il parait pertinent de s'intéresser davantage à un projet ayant réellement été mis en place à la suite du séisme et d'en analyser les enjeux et les enseignements, afin de tirer profit de ce qui a effectivement été réalisé. D'après le rapport de l'Union Européenne (2018), le projet 16/6 constitue un des succès les plus notoires en matière d'habitat depuis 2010, ce qui en fait un cas pertinent à examiner.

3.3.2 Le choix du projet 16/6

Parmi les projets mis en place en réponse à la situation de crise provoquée par le tremblement de terre de 2010 figure le projet 16/6. Ce projet, dont le nom fait référence à seize quartiers et six camps où il se proposait d'intervenir, a été lancé par la Présidence de la République d'Haïti en septembre 2011 (Rausch & Baudrand, 2016). Il visait principalement à permettre la fermeture progressive des camps installés dans divers lieux de la capitale, en accompagnant les familles vers leur quartier d'origine tout en améliorant les conditions de vie dans ces quartiers. Décrit comme une initiative pilote de reconstruction intégrée, le projet était porté par le gouvernement haïtien et soutenu par plusieurs agences des Nations Unies, à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau International du Travail (BIT), l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et le Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS) (FRH, 2011 ; ARUP, 2011 ; Grimorum et al., 2012 ; Rausch & Baudrand, 2016).

D'après la documentation consultée, des enquêtes menées dans les six camps prioritaires ont permis d'identifier les quartiers d'origine de leurs occupants. Cela a conduit à la sélection de seize quartiers d'intervention situés dans les communes de Port-au-Prince, Pétion-Ville, Delmas et Tabarre. Le projet s'articulait autour de quatre composantes principales : Le processus de retour (I), la réparation et la reconstruction de logements (II), la réhabilitation des quartiers (III) et le suivi, évaluation et gestion de connaissances (IV). Ainsi, il reposait sur différentes dimensions allant du retour des populations des camps à la création entre autres de logements et d'infrastructures.

Le choix du projet 16/6 comme cas d'étude s'appuie sur plusieurs éléments. Premièrement, son ampleur et ses ambitions en font un exemple significatif de projet de reconstruction post-catastrophe. Ensuite, les choix d'intervention, comme la reconstruction in situ, la diversité des actions entreprises et la volonté affichée d'en faire un projet pilote, en font un cas particulièrement riche à analyser. Avec le recul des années, il semble pertinent d'en examiner les choix, les atouts, les limites, et d'en tirer des enseignements et des réflexions pouvant servir aux futures interventions post-catastrophe.

4 MÉTHODOLOGIE

Cette section présente la méthodologie adoptée pour répondre aux questions de recherches de ce travail. Après avoir défini le cas d'étude, plusieurs étapes ont été mises en place afin de collecter les données nécessaires à l'analyse. Une présentation conceptuelle des méthodes employées est réalisée ainsi qu'une description complète de leur mise en œuvre dans le cadre de ce travail. La démarche employée s'articule selon deux axes principaux : d'une part, une analyse documentaire basée sur les ressources disponibles concernant le projet 16/6, et d'autre part, une phase d'entretiens semi-directifs.

4.1 Justification du choix méthodologique

L'étude de cas comme stratégie de recherche

L'étude de cas a été privilégiée comme stratégie de recherche principale. Comme le souligne Petter (2023) dans sa thèse, plusieurs critères justifient le choix de cette approche. Elle s'appuie sur les travaux reconnus d'un certain nombre d'auteurs pour établir les critères repris ci-dessous :

- La capacité du cas à éclairer un problème de recherche ou à en être représentatif (Creswell, 2014 ; Duminy et al., 2014 ; Roy, 2009b ; Yin, 2014 cités dans Petter, 2023)
- L'accessibilité du cas et la richesse des données disponibles (Lofland et al., 2006 cités dans Petter, 2023)
- Le potentiel d'apprentissage offert par le cas (Stake, 2006 cité dans Petter, 2023)

Yin (1981) définit l'étude de cas comme une stratégie de recherche mobilisant plusieurs sources de données pour étudier un phénomène contextualisé. L'auteur considère que cette méthode est particulièrement pertinente lorsque la recherche porte sur un phénomène complexe dans un contexte réel, et que les questions de recherche relèvent du « comment » et du « pourquoi » (Yin 1981 ; Yin 2014 cité dans Petter 2023). Gauthier (2009), cité dans Petter (2023), ajoute que cette approche est également adaptée aux recherches de nature exploratoire, dans une logique d'établissement de preuves permettant de consolider plus fermement les conclusions. Cette approche suppose une attention particulière au contexte et aux expériences vécues par les acteurs. Enfin, Petter (2023) avance que, généralement, le chercheur choisit son cas selon un raisonnement déductif, pour aller y explorer une question d'intérêt cernée au préalable.

Le choix de centrer la recherche sur le projet 16/6 s'inscrit pleinement dans cette logique. Ce dernier constitue un exemple concret et représentatif de projet de reconstruction post-catastrophe, mené à Port-au-Prince après le séisme de 2010. Il offre une richesse analytique étant donné son envergure, la diversité des actions menées et la multiplicité des acteurs impliqués. Le projet 16/6 apparaît comme un cas pertinent pour comprendre les dynamiques de reconstruction après le tremblement de terre de 2010 en Haïti. Bien qu'un travail de terrain n'ait pu être envisagé en raison du contexte sécuritaire sur place, la disponibilité d'une documentation abondante ainsi que la possibilité de mener des entretiens avec des acteurs clés ont renforcé la pertinence de ce choix. Ces éléments ont permis de mobiliser différentes sources de données renforçant l'analyse.

La documentation dense sur la reconstruction en Haïti a conduit à s'interroger sur la place que ce travail pouvait occuper dans une littérature déjà abondante. Dans cette perspective, le choix d'un cas d'étude spécifique, peu exploré et traité sous un angle nouveau, était d'autant plus pertinent. L'objectif est de proposer une lecture complémentaire, à travers une prise de recul sur un projet terminé il y a un certain nombre d'années afin de comprendre ses impacts réels et les leçons qui peuvent en être tirées.

Enfin, comme l'explique Petter (2023), le chercheur dans une étude de cas ne se limite pas à une posture descriptive. Ce dernier adopte un rôle interprétatif, en croisant les données recueillies pour en dégager du sens. Ainsi, cette étude de cas a permis une analyse rigoureuse à distance, en s'appuyant sur des données primaires et secondaires. Ce croisement méthodologique vise à restituer les expériences vécues et à comprendre en profondeur les dynamiques mises en place.

L'approche qualitative au centre de la recherche

L'approche qualitative a également été privilégiée pour sa capacité à offrir une réflexion en profondeur, sa sensibilité à la subjectivité et sa flexibilité méthodologique. Elle permet, d'une part, d'analyser et d'interroger les intentions, les discours et les logiques d'action traduites dans les documents. D'autre part, elle permet de s'intéresser à la manière dont les différents intervenants ont vécu et interprété le projet 16/6, en recueillant leurs récits et leurs expériences. Elle ouvre ainsi la porte à une analyse interprétative des données recueillies.

Selon Ritchie et Lewis (2003), la recherche qualitative vise à comprendre en profondeur les phénomènes en examinant comment les individus perçoivent, vivent et expliquent leur réalité. Blanchet et Gotman (2007) soulignent qu'il s'agit d'une approche souple, qui favorise la libre expression des participants et s'adapte à la complexité des situations étudiées.

Dans le cadre de ce travail, l'analyse qualitative repose sur deux méthodes principales de collectes de données, permettant de croiser les discours institutionnels avec le vécu des intervenants. En d'autres mots, il s'agit de confronter les intentions traduites dans les documents officiels aux résultats concrets de la pratique sur terrain. Premièrement via une analyse documentaire qui a permis la reconstitution de l'historique du projet, l'identification des principaux enjeux, et le repérage des zones d'ombre. Elle a également orienté la construction de la grille d'entretien, discutée dans la sous-section 4.4.3. Ensuite, via les entretiens semi-directifs qui ont offert un espace ouvert de dialogue et d'échange. Ces entretiens ont permis aux intervenants de revenir sur leur expérience ou connaissances du projet, d'interroger ses impacts, et de proposer des pistes de réflexion et d'amélioration.

Dans cette perspective, nous avons veillé à respecter les principes fondamentaux d'une analyse qualitative tels que formulés par Ritchie et Lewis (2003) :

- Constituer un échantillon restreint mais pertinent, sélectionné sur base de critères directement liés à la recherche.
- Favoriser une interaction authentique entre le chercheur et le participant, permettant un échange riche et spontané.
- S'appuyer sur des données riches et détaillées afin de permettre une interprétation approfondie des enjeux soulevés.
- Laisser place à l'émergence de nouvelles discussions et thématiques non envisagées initialement.
- Placer l'expérience du participant au centre de l'analyse, comprise et interprétée selon le contexte.

L'objectif de notre approche qualitative est de comprendre les expériences, perceptions et logiques d'action des acteurs impliqués, en tenant compte de la complexité du contexte local et des intentions initiales du projet.

4.2 Stage de recherche à l'Université de Montréal

Dans le cadre de ce travail de fin d'études, un stage de recherche de quatre mois a été réalisé à l'Université de Montréal (UdeM) au Canada entre février et juin 2025. Ce stage s'est déroulé au sein de l'équipe de recherche de *l'Observatoire universitaire de la vulnérabilité, de la résilience et de la reconstruction durable* (Œuvre Durable), en collaboration avec le *Groupe de Recherche if (Integrated processes and innovation for built environnement)*.

L'objectif principal de ce stage était de pouvoir bénéficier d'un encadrement méthodologique et scientifique de la part d'une équipe possédant une expertise reconnue dans le domaine de la reconstruction post-catastrophe, en plus d'une connaissance approfondie du contexte haïtien, objet de cette recherche.

Œuvre durable est une équipe de recherche interuniversitaire née d'un partenariat entre la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal (lieu du stage), l'École de planification urbaine de l'Université de McGill et le département de Géographie, urbanisme et environnement de l'Université de Concordia. Elle étudie et analyse les dynamiques de vulnérabilité, de résilience et de reconstruction durable dans des contextes affectés par des perturbations majeures : catastrophes naturelles, changements climatiques, conflits, entre autres.

Les trois objectifs principaux d'après le site officiel d'Œuvre durable sont les suivants (voir http://www.grif.umontreal.ca/observatoire/) :

- Analyser la complexité des interactions entre les facteurs de vulnérabilité urbaine et leurs impacts sur les milieux de vie.
- Étudier les mécanismes de résilience adoptés et/ou élaborés par les communautés et identifier les conditions nécessaires à la mobilisation de telles stratégies.
- Déterminer les actions, existantes ou potentielles, à mettre en place pour réduire la vulnérabilité et accroître la résilience des populations.

Ce stage a ainsi permis un suivi régulier du travail de recherche, tant sur le plan méthodologique que sur le contenu. L'accès aux documents déjà collectés par les membres de l'équipe, ainsi que le résultat de leurs propres travaux, a constitué une source de données précieuse pour la rédaction de ce travail.

L'impossibilité d'accéder au terrain ainsi pu être partiellement compensée par la richesse des échanges au sein de cette équipe, déjà solidement ancrée dans le contexte haïtien, disposant d'une connaissance approfondie des thématiques abordées dans ce travail.

L'un des apports majeurs du stage réside également dans la mise en relation avec des contacts clés, ayant permis d'enrichir les entretiens présentés plus bas. De plus, la participation aux réunions d'équipe régulières a constitué une opportunité d'apprentissage, offrant à la fois des retours critiques sur le travail en cours et une découverte des autres thématiques et méthodes de travail de l'équipe.

Enfin, l'un des objectifs était également de nourrir la réflexion collective à travers l'apport de présentations réalisées durant ces quatre mois et ainsi de contribuer aux travaux de l'unité de recherche. Ce document s'inscrit dans une continuité des recherches déjà menées par l'équipe sur Haïti.

La disponibilité de l'équipe encadrante, la qualité de l'encadrement, ainsi que l'ouverture aux échanges ont grandement contribué à la rigueur et à l'enrichissement de ce travail.

4.3 Première phase de collecte de données : L'analyse documentaire

L'analyse documentaire est une méthode qualitative dont l'objectif principal est d'extraire, d'organiser et d'interpréter des informations issues de documents existants. Dans le cadre de ce travail, elle est combinée à la réalisation d'entretiens semi-directifs afin d'obtenir les outils nécessaires pour répondre aux questions de recherche.

4.3.1 Objectifs de l'analyse documentaire

Une fois le choix du projet défini avec l'équipe de recherche, la première étape du travail a consisté en la réalisation d'une analyse documentaire. Plusieurs raisons ont justifié cette phase :

- Contextualiser le sujet de recherche : Il était essentiel de comprendre en profondeur le contexte dans lequel le projet 16/6 a été mené. Comme évoqué dans l'État de l'art, les processus de reconstruction sont complexes et soumis à de nombreux facteurs d'influence. Comprendre le contexte était donc indispensable pour garantir une analyse rigoureuse et située.
- Approfondir la connaissance du projet : Cette phase a permis de saisir les intentions du projet, ses objectifs, sa mise en œuvre, son organisation, son déroulement ainsi que les acteurs impliqués et les résultats obtenus. En l'absence de possibilité de visite sur le terrain, l'analyse d'un ensemble de documents s'est révélée essentielle pour comprendre le projet dans sa globalité et consolider les connaissances nécessaires à l'analyse.
- Identifier les enjeux clés et les thématiques innovantes : L'analyse documentaire visait également à faire émerger les thématiques les plus pertinentes à explorer par la suite, à repérer les zones d'ombre nécessitant un approfondissement, ainsi qu'à mettre en lumière les aspects innovants du projet.
- Préparer les entretiens : L'identification des thématiques prioritaires à aborder ou à approfondir a permis de construire la grille d'entretien. De plus, l'analyse documentaire a facilité l'identification de certains acteurs clés à mobiliser dans le cadre de ce travail.
- Croiser les sources : Enfin, l'analyse documentaire a permis de croiser les informations des documents officiels et les récits, témoignages et perceptions recueillis auprès des participants.

4.3.2 Méthode de collecte des données

La collecte des données a été réalisée via plusieurs méthodes complémentaires. Tout d'abord, un ensemble de documents a été mis à disposition de l'étudiante par l'équipe de recherche. Une base de données interne contenait déjà un certain nombre de documents, parmi lesquels figuraient des rapports, des articles, des photos prises sur le terrain, ainsi que le témoignage d'un membre de l'équipe.

Ensuite, une seconde partie de la documentation a été collectée par l'étudiante elle-même grâce à une recherche active sur internet au cours de son stage. La majorité des données collectées constitue de la littérature grise accessible via les sites institutionnels. Les mots clés tels que « projet 16/6 » ou « 16 quartiers 6 camps » ont été utilisés afin de faire émerger les documents pertinents. Les sites des différentes organisations mentionnées dans les documents initiaux, ont également été consultés pour enrichir la collecte.

Enfin, une troisième partie de la documentation a été obtenue dans le cadre des entretiens réalisés. Certains participants ont partagé des données complémentaires, qui ont été intégrées à l'analyse ultérieurement.

4.3.3 Types de données

Les données nécessaires à cette recherche ont été collectées selon plusieurs méthodes, comme décrites précédemment. Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique la nature des documents étudiés dans le cadre de ce travail, leur nombre, leur source, ainsi que le type de contenu abordé. La diversité des documents collectés a constitué une richesse, permettant le croisement des sources et des informations diverses. La liste complète est disponible dans une section dédiée de la bibliographie.

Nature	Nombre	Exemples de sources	Type de contenu
Articles	12+	Haïti libre, Nouvelliste	Description, état d'avancement
Fiche d'information	4	FRH, PNUD	Bilan, état d'avancement
Photographie	108	UdeM	Visite de site 2016
Rapport institutionnels	16	ARUP, UCLBP, UNOPS	Programme, objectifs bilan final, règlement
Vidéo/documentaire	12+	OIM, YouTube	Visualisation du site, sensibilisation
Témoignage	1	UdeM	Observations sur site

Table 6 – Documentation obtenue avant les entretiens (Papillon, 2025)

Les phases d'analyse documentaire et d'entretiens sont complémentaires. En effet, l'analyse a permis de préparer les entretiens, tout comme les entretiens ont permis l'obtention de données supplémentaires à analyser. Voici un tableau reprenant les données obtenues grâce aux entretiens. L'ensemble des documents sont regroupés indistinctement dans la bibliographie.

Nature	Nombre	Exemples de sources	Type de contenu
Brochure	1	UNOPS	Bilan, état d'avancement
Cartes	2	UNOPS	Localisation des travaux, état des bâtiments
Diapositives	4	UCLBP, UNOPS	Bilan, état d'avancement
Document technique	3	MTPTC, UNOPS	Plans, guide pratique
Photographie	146	UNOPS	Période de projet
Rapports institutionnels	7	UCLBP, UNOPS PNUD	Programme, objectifs bilan final, règlement

Table 7 – Documentation obtenue à la suite des entretiens (Papillon, 2025)

Ainsi, les différentes données recueillies ont contribué à une bonne compréhension du projet et des enjeux ainsi qu'une meilleure identification des thématiques pertinentes pour la recherche. Bien que de nombreuses informations figurent dans les documents, seules celles permettant de répondre aux questions de recherche ont été conservées. Les informations issues de cette phase documentaire ont été mobilisées tout au long de ce travail, notamment dans les sections consacrées à la présentation du projet et des acteurs impliqués.

4.3.4 Méthode d'analyse : sélection des thématiques prioritaires

Une fois l'ensemble des documents collectés avant la phase d'entretiens, l'objectif a été d'identifier les thématiques les plus pertinentes pour répondre aux questions de recherche. En effet, au vu du nombre d'actions portées par le projet 16/6 et de la diversité des dimensions abordées dans les documents, une sélection préalable s'est avérée nécessaire afin de recentrer l'analyse et de préciser davantage notre axe de recherche.

La première étape a consisté en une lecture active de toute la documentation disponible à ce stade. Les informations importantes ont été surlignées ou annotées manuellement (via Goodnotes), afin de faciliter la relecture et l'exploitation ultérieure. Une cartographie thématique a ensuite été réalisée sous forme de mindmap manuscrite, permettant de regrouper les différents sujets abordés et d'en faire une présentation imagée à l'équipe de recherche. Sur cette base, une discussion a permis de sélectionner les thématiques à approfondir pour la suite du travail. Cette sélection reposait sur plusieurs critères :

1. Leur pertinence vis-à-vis des objectifs de la recherche ;
2. La quantité et qualité des données disponibles pour l'analyse ;
3. Le temps imparti à ce travail de recherche

Parmi une dizaine de thématiques identifiées, quatre axes majeurs ont été retenus : les acteurs du projet, l'architecture et l'urbanisme, les modes d'habiter et les facteurs socio-culturels.



Figure 7 – Mindmap des thématiques initiales (Papillon, 2025)

Certaines thématiques abordées dans la documentation ont volontairement été écartées. Il s'agit notamment des aspects financiers du projet (provenance et répartition des fonds), des questions relatives à la gestion des camps et au relogement. Ces aspects soulèvent des enjeux importants qui mériteraient une étude dédiée dans un autre contexte de recherche. Bien que récurrents dans les documents ou les critiques du projet, ils sortent du cadre de ce travail. Ce travail s'inscrit dans une approche relevant de l'ingénierie architecturale et se concentre sur les axes d'expertise développés par l'étudiante au cours de sa formation.

4.4 Seconde phase de collecte de données : Les entretiens semi-directifs

Une fois l'analyse documentaire réalisée et les thématiques à aborder clairement définies, la seconde phase était relative à la réalisation des entretiens.

4.4.1 Choix des participants

La première étape a consisté à identifier les types d'intervenants susceptibles d'apporter des éléments pertinents et des réponses riches pour alimenter les questions de recherche. Les objectifs des entretiens étaient multiples : comparer les objectifs dégagés de l'analyse documentaire aux récits recueillis, explorer les zones d'ombre persistantes, mieux comprendre la réalité du terrain, soulever les points d'intérêts et les leçons à tirer du projet et enfin, affiner les axes d'analyse.

Dans le cadre de ce travail, deux grandes catégories d'intervenants ont été ciblées. La première regroupe les acteurs impliqués, c'est-à-dire les personnes directement liées au projet 16/6, soit en tant que bénéficiaires, soit comme membres de l'équipe de projet. La seconde catégorie regroupe les experts extérieurs, des professionnels disposant d'une expertise dans les domaines de l'ingénierie, de l'urbanisme, de l'architecture, ou de la reconstruction post-catastrophe. Ces derniers ont été choisis pour leur capacité à apporter un regard éclairé sur le projet 16/6, même sans y avoir directement participé, de par leurs compétences et leur expérience. Leur contribution permettait également d'élargir la discussion à des thématiques transversales en lien avec les problématiques de reconstruction en Haïti.

L'objectif ainsi était de croiser les avis de deux types de profils : ceux qui ont vécu ou mis en œuvre le projet, et ceux qui proposent un regard critique ou plus distancé. Cette diversité permet d'éviter une évaluation unilatérale fondée uniquement sur le point de vue des porteurs de projet, limitant ainsi les biais d'interprétation. Plusieurs critères d'inclusion ont pu guider la sélection des profils à interviewer :

- Avoir participé à la planification ou la mise en œuvre du projet 16/6
- Avoir bénéficié directement du projet 16/6
- Être un acteur déterminant d'une des organisations impliquées dans la mise en œuvre du projet (notamment UNOPS ou UCLBP)
- Être mentionné dans la littérature mobilisée afin d'approfondir certaines thématiques
- Posséder une connaissance approfondie des contextes locaux en matière d'architecture, d'ingénierie, d'urbanisme ou de reconstruction post-catastrophe
- Disposer d'une expertise pertinente pour éclairer la recherche
- Pouvoir apporter des éléments complémentaires à l'analyse documentaire et aux entretiens réalisés précédemment
- Être volontaire et disponible pour participer à la recherche dans la période d'étude

Une fois les profils ciblés, la prise de contact a été effectuée par divers moyens : envoi de courriels ou par communication téléphonique. Certains, suite aux recommandations de personnes interviewées, de l'équipe de recherche ou par prise de contact directe. Chaque participant a été informé des objectifs de la recherche, et un formulaire de consentement a été préalablement envoyé afin d'assurer l'éthique et la bonne conformité du travail (voir annexe 3).

Le tableau ci-dessous reprend les informations principales concernant chaque participant par catégorie. A savoir les identifiants, fonction, date et durée d'entretien.

Acteurs impliqués			
Identifiant	**Profession / Fonction**	**Date**	**Durée**
E1	Ingénieur et coordinateur de projet, UNOPS	26/03/2025	1h10
E3	Co-fondateur et ancien représentant de l'UNOPS	07/04/2025	1h50
E4	Bénéficiaire, habitant de Nerette	07/04/2025	40min
E8	Ingénieur et ancien directeur de l'UCLBP	17/04/2025	1h40
E10	Acteur de projet, UNOPS	30/04/2025	1h20
E11	Ingénieure architecte et ancienne responsable de l'implémentation de la planification urbaine	30/04/2025	1h30
E13A*	Coordonnateur des Plateformes Communales et la Mobilisation Sociale, UCLBP	06/05/2025	1h20
E13J*	Officière de projets de relocalisation, UCLBP	06/05/2025	1h20
E14	Membre plateforme communautaire et boss maçon	13/05/2025	1h10
Experts extérieurs			
Identifiant	**Profession**	**Date**	**Durée**
E2	Docteure en sociologie et ex-directrice du CIAT	30/03/2025	1h
E5	Ingénieur architecte et professeur	08/04/2025	1h10
E6	Ingénieur civil et géologue	11/04/2025	1h
E7A*	Architecte et chercheuse	17/04/2025	1h50
E7G*	Architecte	17/04/2025	1h50
E9	Architecte, urbaniste et professeure	25/04/2025	1h20
E12	Architecte	02/05/2025	1h10

Table 8 – Tableau récapitulatif des participants (Papillon, 2025)

Au total, seize personnes ont été mobilisées et quatorze entretiens ont été réalisés. Douze entretiens ont été menés en individuel et 2 ont été réalisés en binôme [*] : L'un avec E13A et E13J, représentants de l'UCLBP, et l'autre avec E7A et E7G, membres de l'équipe experte. Seul ce dernier a eu lieu en présentiel, les autres se sont déroulés à distance par visio-conférence, selon les disponibilités des participants.

Le nombre d'entretiens a été déterminé selon plusieurs facteurs : les conditions d'accès limitées (notamment pour les bénéficiaires), le principe de saturation des données (notamment pour la catégorie des experts extérieurs) qui a permis de juger qu'un volume suffisant d'informations avait été atteint et enfin, le temps imparti à ce travail.

Bien que cet échantillon ne prétende pas à l'exhaustivité, il a permis de produire des données riches, variées et ciblées. Il est caractérisé par la proximité des participants avec le terrain ou le projet étudié (notamment dans la catégorie des acteurs impliqués), la diversité des profils (fonctions, expertises, rôles dans la reconstruction) et l'obtention d'une quantité suffisante d'informations (Blanchet & Gotman, 2007).

4.4.2 Type d'entretiens réalisés

Les entretiens ont occupé une place centrale dans la collecte de données. Il existe plusieurs types d'entretiens, chacun présentant des caractéristiques spécifiques selon le degré de structure souhaité. Comme le décrivent Blanchet et Gotmann (2010) cités dans Noulin (2021), quatre grands types d'entretiens peuvent être distingués :

- Entretien non directif (ou ouvert) : Il consiste à présenter un thème général de l'entretien sans poser de questions précises. L'objectif est de laisser l'interviewé s'exprimer librement, sans l'orienter, en adoptant une posture d'écoute neutre. Ce format permet une grande liberté de parole mais peut toutefois limiter la possibilité d'une discussion ciblée et approfondie sur un sujet particulier.
- Entretien directif : A l'inverse, il suit une structure rigide proche d'un questionnaire fermé. Il consiste en l'interrogation de participants sur base d'un guide identique, facilitant ainsi une comparaison des données récoltées. Le caractère strict de cette approche réduit cependant la possibilité des participants de s'exprimer librement et de faire émerger des points de vue inattendus.
- Entretien semi-directif (ou semi-structuré) : Format retenu pour ce travail de recherche. Comme son nom l'indique, ce type d'entretien se situe à mi-chemin entre les deux précédents. Il combine souplesse et orientation. Les questions posées sont ouvertes, tout en laissant l'interviewé libre dans ses réponses. Il s'agit de susciter un échange varié tout en veillant à orienter la conversation vers les thèmes centraux de la recherche. L'enquêteur peut ainsi reformuler, relancer ou recentrer les échanges si nécessaire, afin de garantir la richesse et la pertinence des données.
- Entretien biographique (ou narratif) : Repose sur le récit libre d'une expérience de vie. Il s'agit d'un récit libre, potentiellement long, qui permet de mettre en lumière des parcours personnelles. Bien que ce format n'ait pas été formellement retenu, certains entretiens ont ponctuellement laissé place à des récits personnels, notamment à travers le partage de souvenirs et d'expériences vécues.

Les entretiens semi-directifs se distinguent également par leur capacité à approfondir des thématiques à travers des échanges ouverts et guidés. Bien que les questions soient orientées par les objectifs de la recherche, elles restent suffisamment ouvertes pour laisser place à l'expression personnelle et spontanée des participants (Blanchet & Gotman, 2007). Cette méthode permet également d'adapter les questions en fonction du déroulement de l'échange.

Dans ce travail, les entretiens semi-directifs ont notamment été choisi pour leur flexibilité. Bien que les questions aient été préparées à l'avance, les intervenants avaient ainsi la possibilité de s'exprimer librement, d'apporter des exemples concrets pour illustrer leurs propos et d'introduire de nouveaux sujets de discussion. A titre d'exemple, la grille d'entretien réalisée regroupait un

ensemble de questions nécessaires à l'analyse. Selon le profil de l'interviewé, une sélection des sous-parties était réalisée afin de centrer la discussion et d'éviter de la surcharge d'informations. Cependant, selon la tournure que prenait l'entretien, la diversité des thématiques abordées dans la grille permettait de rebondir sur les propos de l'interviewé tout en conservant une base structurée. Ce retour sur le passé a permis de tirer parti de la distance temporelle pour enrichir l'analyse. Enfin, le caractère rétrospectif de ces échanges a été une véritable source de richesse. L'objectif était d'évaluer avec le temps les actions posées à l'époque afin d'identifier les leçons à tirer de la mise en œuvre de ce projet. Cela a permis de s'intéresser en profondeur à la réalité telle qu'elle a été vécue par les différents acteurs.

4.4.3 Création de la grille d'entretien

La grille d'entretien a constitué un élément central de ce travail. Après l'analyse documentaire et l'identification des thématiques clés à aborder, l'étape suivante a consisté à élaborer cette grille afin de guider les entretiens et d'obtenir des compléments d'informations nécessaires à la recherche.

Type et structure de la grille d'entretien

La grille d'entretien complète peut être consultée par le lecteur en annexe 1. Afin de faciliter sa compréhension, une présentation synthétique de sa structure est réalisée ci-dessous :

Travail de fin d'études - Grille d'entretien

Date : --/--/25

Valentine Papillon
Stagiaire de recherche - Université de Montréal
Etudiante master ingénieur civil architecte - Université de Liège
valentine.papillon@student.uliege.be

Nom et prénom
Profession ou rôle
Contact

n°	Description
	Formalités
1.1	Formulaire de consentement
1.2	Début de l'enregistrement
	Introduction et présentation du TFE
2.1	Description brève de l'étude
2.2	Objectifs du TFE
	Présentation de l'intervenant
3.1	Pouvez-vous, en quelques mots, vous présenter, décrire votre parcours professionnel (et éventuellement nous dire si vous avez suivi une formation ou des études particulières) ?
3.2	Quel est votre lien avec le projet 16/6 ?
	Questions - Projet 16/6
	Informations générales
	Acteurs, organisation et gestion du projet
	Mise en oeuvre
	Composante I
	Composante II & III
	Urbanisme
	Architecture
	Composante IV
	Facteurs socioculturels
	Perception et impact sur les communautés locales
	Sensibilisation et appropriation des bonnes pratiques
	Identification des risques
	Sécurité
	Conclusion
	Retour d'expérience
	Suivi post-projet
	Leçons à tirer
	Ressources et documentation
	Clôture
6.1	Demande de contact supplémentaire ou d'un éventuel second entretien
6.2	Remerciements
6.3	Fin de l'enregistrement

Figure 8 – Extrait des différentes catégories de la grille d'entretien (Papillon, 2025)

Les questions posées ont été prédéfinies en amont et regroupées selon plusieurs catégories. Au vu de la diversité des profils interrogés, l'objectif était de concevoir une grille aussi complète que possible, couvrant un ensemble de thématiques jugées importantes pour l'étude. Pour mener à bien l'entretien, une sélection préalable des catégories à aborder était réalisée afin de recentrer la discussion et d'éviter de surcharger le répondant.

Ainsi, à travers la structure présentée ci-dessus, l'étudiante disposait d'une marche à suivre similaire pour chaque entretien. La première case de la grille devait être colorée avant le rendez-vous, afin d'indiquer si la catégorie concernée devait être abordée ou non avec le répondant.

Voici une brève description du contenu de chaque catégorie principale :

1. *Formalités* : L'entretien commence par un rappel concernant le *formulaire d'information et de consentement* et le lancement de l'enregistrement, sous réserve de l'accord des participants.

2. *Introduction et présentation du TFE* : Cette étape consiste en une brève présentation de l'étudiante, de la recherche et des objectifs poursuivis.

3. *Présentation de l'intervenant* : Cette étape offre aux participants l'opportunité de partager leur parcours académique ou professionnel. Ceci permet une mise en lumière de leur domaine d'expertise ou leur contribution potentielle à la recherche.

4. *Questions - Projet 16/6* : Il s'agit de la section principale de l'entretien. Elle regroupe l'ensemble des questions de la grille. Celles-ci sont classées dans un ordre logique (suivant notamment les différentes composantes du projet) et réparties en catégories et sous-catégories.

5. *Ressources et documentation* : Cette partie vise à recueillir d'éventuels documents ou références complémentaires susceptibles d'enrichir l'analyse.

6. *Clôture* : L'entretien se termine par des remerciements adressés aux participants pour leur temps et leur contribution, suivi de l'arrêt de l'enregistrement.

Détails supplémentaires sur la catégorie « Questions - Projet 16/6 »

La section *Questions - Projet 16/6* regroupe toutes les questions pouvant être abordées dans l'entretien. Voici une synthèse de l'objectif de chaque partie ainsi que certains exemples illustrant la démarche :

- Informations générales : Cette partie regroupe des questions permettant d'initier la discussion autour du 16/6 et d'obtenir une meilleure mise en contexte du projet. Exemple : *« Quelles sont les origines du projet ? De manière spécifique, qui en est à l'initiative ? »*

- Acteurs, organisation et gestion du projet : Cette partie est très importante notamment dans la réponse à nos questions de recherche. Elle permet de dresser un tableau plus complet des acteurs et de leurs rôles. Exemple : *« Quels liens existaient-t-ils entre votre organisation et les différents autres acteurs ? »*

- Mise en œuvre : Comprendre la mise en œuvre du projet. En d'autres mots, éclairer sur les réalisations concrètes retrouvées dans la documentation. Exemple : *« Avez-vous participé à la mise en œuvre d'une (ou plusieurs) de ces composantes ? Si oui, quel a été votre rôle ? »*

- Composante I : Données intéressantes pour la compréhension des enjeux mais jugées non pertinentes pour notre recherche.

- Composante II et III : Ces deux composantes ont été centrales pour répondre aux questions de recherche. Elles offrent un regard plus précis sur la mise en œuvre technique des solutions apportées par le 16/6, spécialement en termes d'urbanisme et d'architecture. Exemple : *« Dans quelle mesure pensez-vous que les modules proposés sont reproductibles par les populations locales ? »*

- Composante IV : Données intéressantes pour la compréhension des enjeux mais jugées non pertinentes pour notre recherche.

- Facteurs socioculturels : Au vu de l'état de l'art réalisé, cette section semble intéressante pour l'étude de la reconstruction dans sa globalité et sa complexité. Cette partie a permis de mettre en avant les interactions et les bénéfices de la population locale. Exemple : *« Les chantiers ouverts ont-ils eu un rôle pédagogique notable dans la sensibilisation des habitants ? »*

- Conclusion : Enfin, cette dernière partie visait à tirer des conclusions et à guider les participants vers un bilan du projet en évoquant les perspectives positives et les limites. Exemple : *« Quels enseignements peut-on tirer du projet 16/6 ? »*

Adaptation de la grille d'entretien

La grille d'entretien n'a pas connu de modifications majeures au cours du déroulement des entretiens. Sa souplesse et la diversité des thématiques abordées ont en effet permis de répondre aux objectifs initiaux sans grande modification.

La principale adaptation apportée concerne la grille utilisée pour la réalisation des entretiens menés auprès des bénéficiaires du projet, avec la mise en place d'une version révisée en créole. Cette démarche visait à instaurer un climat d'échange plus fluide et à garantir une compréhension mutuelle sans barrière de langue. Deux entretiens ont ainsi été réalisés en créole, à partir d'une version de la grille simplifiée, ciblée et ainsi spécifiquement adaptée au public visé. Cette seconde grille est également disponible en annexe 2.

Par ailleurs, bien que l'intégralité de la grille ait été conservée tout au long du travail, certaines sections n'ont pas été mobilisées comme éléments centraux pour le traitement des données. Leur fonction était principalement contextuelle. Elles ont permis d'acquérir une compréhension plus globale du projet, en particulier au vu du fait qu'aucune visite de terrain n'était envisageable. C'est notamment le cas des sections relatives aux composantes I et IV du projet, dont l'intérêt était avant tout de fournir une vue d'ensemble des actions menées, en complément des thématiques directement liées aux questions de recherche.

Formulaire d'information et de consentement

Comme évoqué précédemment, les participants ont reçu un document intitulé *Formulaire d'information et de consentement* relatif notamment à la confidentialité. Ce formulaire visait à présenter de manière officielle les objectifs de la recherche, tout en insistant sur le caractère volontaire de leur participation. Il précisait également les modalités d'accord ou de refus concernant l'enregistrement des entretiens. Une section était consacrée à l'anonymat, laissant la possibilité de choisir le degré d'anonymat qu'ils souhaitaient voir appliquer dans ce travail.

Bien que la grande majorité des participants ait donné leur accord pour que leurs noms et les informations utiles à la recherche soient mentionnés, des identifiants ont été conservés dans ce travail afin de faciliter l'analyse tout en préservant l'anonymat de ceux qui le souhaitaient. Toutefois, les informations relatives aux fonctions ont été intégrées afin de mieux cerner le profil des participants et leur domaine d'expertise.

Il est important de préciser que les témoignages recueillis reflètent les avis personnels des intervenants ayant participé au projet à l'époque et ne sauraient être interprétés comme représentant la position officielle des institutions concernées.

4.4.4 Déroulement des entretiens

Bien que les questions aient été formellement établies, l'objectif de ces entretiens qualitatifs était de laisser une large liberté aux participants afin de leur permettre de développer leurs idées et partager leur expérience. Le répondant était libre de s'exprimer aussi longtemps que souhaité sur une thématique donnée. Ainsi, malgré une présélection des questions par profil, l'étudiante adaptait le déroulement de l'entretien selon la dynamique, tout en respectant les catégories définies dans la grille. Son rôle était donc d'animer la discussion, de relancer les échanges ou recentrer le propos sur les thématiques prédéfinies au besoin et d'encourager le participant à s'exprimer dans un climat de confiance.

Au fil des entretiens, certaines thématiques ont émergé plus fortement dans les échanges et ont ainsi été priorisées dans l'analyse. Deux phases ont ainsi contribué à affiner les axes de recherche et les questions : D'une part, un premier tri par sélection des thématiques importantes issues de la documentation et d'autre part, une seconde phase, issue des thématiques qui ont naturellement été privilégiées lors des discussions.

Au vu du caractère multidimensionnel de la reconstruction et de la complexité des processus, tel que discuté dans les sections précédentes (voir 2 et 3), cette méthode est apparue comme étant la plus pertinente. Elle a permis de faire émerger des réflexions et des discussions spontanées, souvent riches et révélatrices, ouvrant de nouvelles perspectives d'analyse et contribuant à la spécificité de ce travail. Bien que ce type de méthode se prête moins bien à une analyse comparative stricte, elle a été privilégiée car elle permettait de mieux répondre à l'objectif exploratoire de la recherche.

4.5 Synthèse et schéma récapitulatif de la méthodologie

La méthodologie adoptée dans le cadre de cette recherche peut être synthétisée de manière schématique (personnage illustratif inspiré du logiciel Canva) en quatre étapes principales.

1. Etape 1 (Analyse documentaire) : Comme décrit précédemment, cette première phase a permis de poser un diagnostic initial du projet à partir des documents collectés. Elle a constitué une base de compréhension essentielle du contexte, des objectifs, des enjeux et des acteurs.

2. Etape 2 (Réalisation des entretiens) : Cette phase a consisté en l'élaboration d'une grille d'entretien, puis à la réalisation de ceux-ci avec les participants identifiés. Ces récits ont permis d'enrichir et de nuancer le diagnostic initial, en y intégrant les perspectives de terrain.

3. Etape 3 (Traitement des données et production des résultats) : Les données des deux premières phases ont été analysées afin de répondre aux questions de recherche. Cette étape a abouti à la production d'une MOT du projet ainsi que d'une synthèse des réflexions menées (guide réflexif provisoire). Cette dernière regroupe, les principales leçons et enseignements issus de l'analyse.

4. Etape 4 (Retour aux acteurs) : Cette dernière étape n'a pas pu être menée en raison du temps imparti au travail. Elle visait à partager les résultats et le guide réflexif provisoire avec les acteurs de projet, afin de recueillir leurs retours, de discuter des enseignements et de consolider le guide proposé.

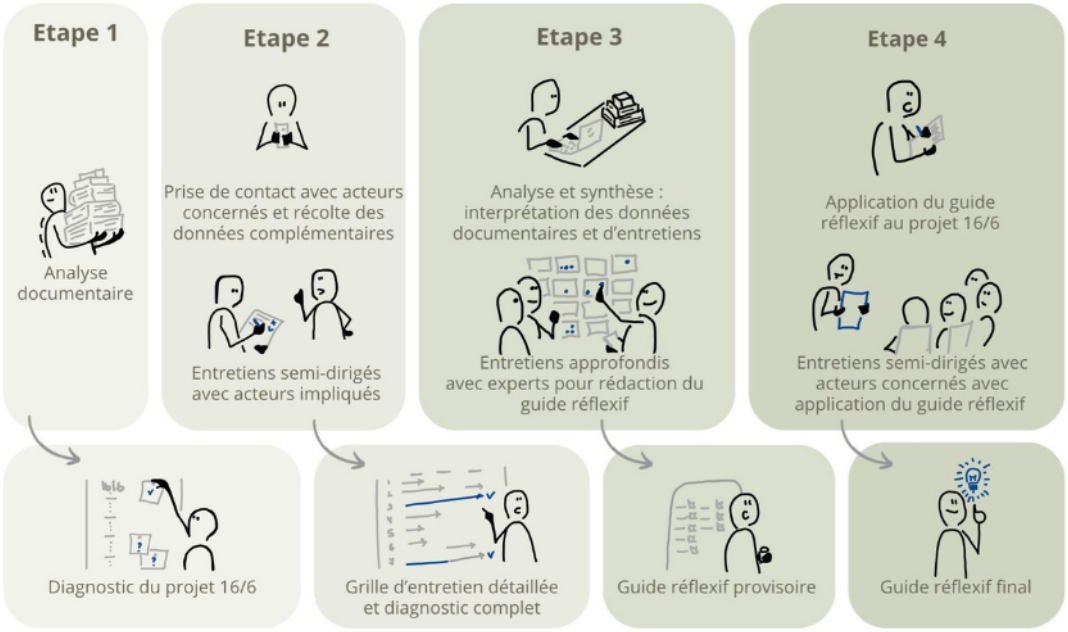


Figure 9 – Schéma méthodologique (Papillon, 2025)

Initialement, un des objectifs de ce travail était de construire une grille d'évaluation permettant de juger, de manière relativement binaire, la pertinence des solutions mises en oeuvre par le projet 16/6. Toutefois, au vu de l'approche qualitative choisie et de l'évolution des réflexions au cours du travail, il a été jugé plus pertinent de proposer des suggestions sous forme de guide réflexif. Ce choix vise à éviter toute catégorisation rigide ou biaisée, et à valoriser les questionnements que tout professionnel doit considérer dans le cadre d'une intervention similaire.

5 TRAITEMENT DES DONNÉES

5.1 Analyse thématique : Entretiens semi-directifs

Cette partie est consacrée à l'analyse des données issues des entretiens semi-directifs. Compte tenu de la quantité d'informations recueillies et de leur nature qualitative, il a été nécessaire de recourir à une méthode d'analyse rigoureuse, garantissant un traitement minutieux, fiable et structuré des données. Pour cette raison, l'approche thématique développée par Braun et Clarke (2006) a été utilisée.

Cette méthode repose sur une démarche claire et progressive, divisée en six phases successives. Elle est adaptée à l'analyse de données qualitatives de par sa souplesse et se distingue par l'importance qu'elle accorde au rôle actif, réflexif et interprétatif du chercheur. En effet, au delà du simple codage des données, l'analyse thématique exige que le chercheur identifie des thèmes pertinents, les interprète, puis en dégage des codes plus précis en lien avec la problématique de recherche.

Ainsi, le choix de cette méthode a donc permis de conduire une analyse à la fois structurée, cohérente et pertinente, tout en préservant la richesse et la complexité des données recueillies. Conformément à la démarche proposée par (Braun & Clarke, 2006, p.35, traduction libre), l'analyse s'est articulée autour des six étapes suivantes :

1. Familiarisation avec les données : Transcription des données, lecture et relecture des données, prise de notes des idées initiales.

2. Génération des codages initiaux : Coder systématiquement les éléments significatifs repérés dans l'ensemble des données, rassembler les données pertinentes pour chaque code.

3. Recherche de thèmes : Rassembler les codes en thèmes potentiels et rassembler toutes les données pertinentes pour chaque thème potentiel.

4. Analyse des thèmes : Vérifier la cohérence des thèmes par rapport aux verbatims extraits (niveau 1) et de l'ensemble des données (niveau 2), générer une carte thématique de l'analyse.

5. Définition et nommage des thèmes : Analyse continue pour affiner les spécificités de chaque thème et l'histoire globale que raconte l'analyse, générer des définitions et des noms claires pour chaque thème.

6. Production du rapport : Dernière opportunité d'analyse. Sélection d'extraits représentatifs, analyse finale des extraits choisis en lien avec la question de recherche et littérature, produisant un rapport scientifique de l'analyse.

Ainsi, dans le cadre de ce travail, la méthode d'analyse thématique de Braun et Clarke (2006) a été privilégiée, tout en l'adaptant aux besoins spécifiques de la recherche. En d'autres termes, une catégorisation supplémentaire des verbatims a été ajoutée au tableau d'analyse selon trois critères : pertinents, pertinents mais déjà illustrés, et non retenus.

Compte tenu de l'ampleur des données recueillies, il a en effet été nécessaire de procéder à un tri complémentaire, destiné à sélectionner les extraits les plus représentatifs pour l'analyse finale. Cette étape de sélection sera détaillée plus bas. Elle vise à garantir la lisibilité et la cohérence des

résultats présentés, sans pour autant nier la richesse des éléments qui n'ont pas été retenus dans les résultats finaux.

5.1.1 Familiarisation avec les données

La première étape de cette analyse thématique a consisté en la retranscription intégrale des 14 entretiens réalisés. Ces retranscriptions, disponibles en annexe 6, représentent un travail conséquent, tant par le temps consacré à leur réalisation que par leur importance méthodologique, puisqu'elles constituent la base des tableaux d'analyse.

Les enregistrements ont été écoutés à plusieurs reprises afin de garantir la fidélité de la retranscription et d'approfondir la compréhension des thématiques abordées par les participants. Chaque entretien comptant en moyenne 15 000 mots, le traitement et l'analyse des données ont représenté un travail particulièrement exigeant. Au fil des écoutes, un premier repérage visuel a été réalisé par le surlignage des verbatims pertinents repris plus tard dans les tableaux d'analyse.

Conformément aux engagements pris auprès des participants, les informations qu'ils ont expressément demandé de ne pas conserver ont été supprimées des retranscriptions, tout comme les passages sans lien direct avec le contenu de la recherche (tels que les hésitations, les échanges relatifs à l'organisation ou au déroulement pratique des entretiens).

Enfin ce travail de retranscription et de familiarisation avec les données a été réalisé progressivement, au fur et à mesure de la réalisation des entretiens.

5.1.2 Génération de codages initiaux

Dans un premier temps, sur base des thèmes préalablement identifiés lors de l'élaboration de la grille d'entretien, une première extraction des données issues des entretiens a été réalisée. Cette première étape a permis de regrouper les extraits selon les thèmes initiaux.

A ce stade, aucune analyse interprétative n'a été réalisée par l'étudiante. L'objectif était de sélectionner les verbatims pertinents correspondant aux thématiques initiales. Il n'y a pas eu, à ce moment de l'analyse, de recherche approfondie sur le sens latent ou les enseignements sous-jacents de ces extraits.

Par ailleurs, la classification des extraits ne suit pas l'ordre chronologique des entretiens, mais repose sur leur correspondance aux thèmes. Vu la flexibilité offerte par un échange ouvert lors des entretiens, le déroulement ne suivait pas forcément le bon ordre de la grille. Le regroupement par thématiques étaient donc nécessaire. Certains passages relativement longs ont été conservés afin de préserver le contexte et la fidélité des propos des participants.

Les verbatims sont classés par répondant en lien avec les thématiques associées. Cette phase visait essentiellement à extraire des retranscriptions les données pertinentes pour répondre aux questions de recherche. Dès lors, certaines informations jugées non pertinentes ont été écartées et ne figurent pas dans les tableaux d'analyse.

Les données des deux groupes interrogés, soit les acteurs impliqués et les experts extérieurs, sont reprises indistinctement dans le tableau. L'objectif étant de permettre l'analyse selon la thématique abordée sans pour autant restreindre l'interprétation à l'appartenance à un groupe, les avis pouvant diverger d'un participant à un autre.

Le tableau ci-dessous présente les thèmes et les sous-thèmes initiaux, déjà évoqués dans la partie méthodologique, avec une description plus précise des types de verbatims qui y sont regroupés une fois le classement réalisé.

Thèmes et sous-thèmes	**Description**
Informations générales	Sert d'introduction et regroupe des informations relatives au contexte global du pays, ainsi qu'aux origines du projet.
Acteurs, organisation et gestion du projet	Catégorie essentielle notamment pour répondre à la deuxième question de recherche. Elle regroupe des éléments liés aux jeux d'acteurs, à leur importance, ainsi qu'à la précision de leurs rôles respectifs. Cette catégorie relativement large, sans sous-thèmes préalables, nécessitera d'être affinée au cours de l'analyse.
Mise en œuvre	Cette catégorie rassemble des informations détaillées sur le déroulement des actions sur le terrain, les différentes phases du projet, les enjeux ou défis rencontrés, ainsi que les aspects logistiques. Elle contribue à répondre aux questions de recherche et permet de dégager des enseignements et des exemples illustratifs pertinents.
Composante I — Généralités — Sélection des bénéficiaires	Comme mentionné précédemment, les informations obtenues au cours des entretiens relatives à cette composante n'ont pas été conservées. Toutefois, certains verbatims jugés intéressants pour d'autres thématiques ont été maintenus dans le tableau initial.
Composante II & III — Généralités — Architecture — Urbanisme	Cette catégorie regroupe les verbatims qui illustrent les dispositions spatiales et techniques mises en œuvre. Elle présente un intérêt certain pour l'analyse, mais seuls seront conservés les verbatims qui dépassent la simple technicité pour offrir des enseignements ou des illustrations significatives pour l'analyse.
Composante IV	Aucune information pertinente n'a été identifiée dans cette catégorie.
Facteurs socioculturels — Perception et impact social — Sensibilisation et appropriation des bonnes pratiques — Sécurité	Cette catégorie permet de mieux comprendre la dimension sociale et son importance dans le processus de reconstruction. Elle regroupe un ensemble d'éléments intéressants utiles à la compréhension du contexte socioculturel ainsi que des apports du projet en termes de soft skills.
Conclusion — Retour d'expériences — Suivi post-projet — Leçons à tirer	Catégorie regroupant les verbatims permettant de faire un bilan, une analyse critique ou une prise de recul de la part des participants. L'objectif est d'en tirer des enseignements transversaux et d'alimenter les questions de recherche.

Table 9 – Tableau récapitulatif des thèmes initiaux (Papillon, 2025)

La figure ci-dessous illustre la manière dont le premier tableau prend forme, reprenant le répondant et les extraits associés selon les thèmes :

Thème : Informations générales	
Répondant	Verbatims selectionnés
E2	La période d'après le tremblement de terre de 2010, ça a été vraiment la course au financement et au contrat. Donc il y en avait de différentes sortes et
E2	Tout de suite après le tremblement de terre, il y a eu deux orientations en concurrence. Donc, au comité interministériel, notre position était qu'il ne falla
E2	Mais en amont de l'analyse du projet 16/6, il faut comprendre ce que c'est l'UCLBP ? Donc, l'UCLBP a été créée après le tremblement de terre essentiel
E2	Écoute, l'aide internationale, d'une façon générale, ça marche comme ça. Ça veut dire c'est qui est proche du président de la République, qui est proch
E3	On a vu qu'une des raisons aussi pour laquelle les gens ne quittaient pas le camp, c'est que dans leur quartier il n'y avait pas de services, il n'y avait pas
E3	Donc l'idée, c'était que nous, on arrivait et on proposait de bâtir rapidement des abris d'urgence. Et en fait, avec d'autres trucs, mais c'était ça l'idée de l
E3	Donc, ces quatre agences-là, on a chacun nommé une personne. Moi, j'ai représenté UNOPS, et on a commencé à travailler pendant... ça, c'était en 20
E3	Non, mais c'est une initiative dans le sens qu'ils l'ont adoptée.
E6	Donc, on a commencé les mesures en 2003. Cinq ans plus tard, en 2009, le premier rapport est sorti, qui a dit que sur la faille de la presqu'île du Sud, la
E6	Oui, tout à fait, parce que nous n'avons pas attendu trop longtemps, puisque le 14 août 2021, soit 5 ans plus tard, il y a eu encore un autre séisme de ma
E6	Il y a trois points qui permettent de juger de la vulnérabilité de la population. Tout d'abord au niveau du bâti. C'est de l'auto-construction. Les bâtiments
E6	Parce qu'on s'est rendu compte qu'en dehors des maisons qui ont été très mal construites, les types de sols ont également joué un rôle de la vulnérabil
E6	Bon, je crois que nous avons tout abordé. Même au niveau de la réponse, il y a des plans de contingence pour plusieurs départements. Et non seulemen
E8	Donc, on a identifié six camps qui répondaient à cette norme-là. Il y avait un camp dans la cour de la primature de la République, il y avait Place St-Pierre
E8	Et ils n'arrivaient pas à faire bouger les camps de déplacés, les personnes déplacées à l'interne. Donc ils ont pensé que je pouvais les aider. C'était un p
E8	Donc le premier exercice, c'était de comprendre, qu'est-ce qui était fait déjà, et pourquoi est-ce que ça n'avait pas marché. Donc je crois que d'une mani
E11	Donc la première étape, parallèlement qu'il y avait un recensement qui se faisait dans les différents camps pour voir comment faciliter le retour des per
E13A	Comme tu sais, après le séisme du 12 janvier 2010, Haïti se trouvait dans une situation difficile où le gouvernement d'alors devait trouver une issue. Sur
E13J	En fait, la genèse du projet 16/6 vient justement, comme l'a expliqué Arnaud tout à l'heure, du fait qu'il y avait une nécessité de fermer ces camps de dép
E14	So objektif nan sete pémét moun ki te delabre yo, kay yo te kraze ou konprann, objektif lan se te rekonstwi pou yo, men rekonstwi pou yo a,

Figure 10 – Extrait du tableau des thèmes initiaux (Papillon, 2025)

5.1.3 Recherche de thèmes

Une fois ce travail de regroupement initial réalisé, la prochaine étape a consisté à effectuer une analyse plus approfondie, permettant l'identification d'étiquettes plus fines, dites codes. Ceux-ci correspondent à des formulations plus précises et mieux définies, permettant un tri plus rigoureux des verbatims. Ils apportent également plus de précisions sur le contenu des extraits.

Ces codes ont donc été établis par une analyse approfondie des verbatims, en cherchant à identifier les éléments pertinents pour répondre aux questions de recherche. Ceux-ci sont plus précis et parfois plus interprétatifs.

La figure ci-dessous illustre la manière dont ces codes ont été attribués aux différents verbatims :

Thème : Informations générales		
Répondant	Verbatims selectionnés	Codes
E2	La période d'après le tremblement de terre de 2010, ça a été vraiment la course au financement et au contrat. Donc il y en avait de différentes sortes et	Stratégies et logique d'intervention
E2	Tout de suite après le tremblement de terre, il y a eu deux orientations en concurrence. Donc, au comité interministériel, notre position était qu'il ne fall	Stratégies et logique d'intervention
E2	Mais en amont de l'analyse du projet 16/6, il faut comprendre ce que c'est l'UCLBP ? Donc, l'UCLBP a été créée après le tremblement de terre essentiel	Enjeux politiques et influence des bailleurs
E2	Écoute, l'aide internationale, d'une façon générale, ça marche comme ça. Ça veut dire c'est qui est proche du président de la République, qui est proch	Interface avec l'Etat Haïtien
E3	On a vu qu'une des raisons aussi pour laquelle les gens ne quittaient pas le camp, c'est que dans leur quartier il n'y avait pas de services, il n'y avait pas	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E3	Donc l'idée, c'était que nous, on arrivait et on proposait de bâtir rapidement des abris d'urgence. Et en fait, avec d'autres trucs, mais c'était ça l'idée de l	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E3	Donc, ces quatre agences-là, on a chacun nommé une personne. Moi, j'ai représenté UNOPS, et on a commencé à travailler pendant... ça, c'était en 20	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E3	Non, mais c'est une initiative dans le sens qu'ils l'ont adoptée.	Interface avec l'Etat Haïtien
E6	Donc, on a commencé les mesures en 2003. Cinq ans plus tard, en 2009, le premier rapport est sorti, qui a dit que sur la faille de la presqu'île du Sud, la	Perception et discours sur les risques
E6	Oui, tout à fait, parce que nous n'avons pas attendu trop longtemps, puisque le 14 août 2021, soit 5 ans plus tard, il y a eu encore un autre séisme de m	Vulnérabilité structurelle et sociale
E6	Il y a trois points qui permettent de juger de la vulnérabilité de la population. Tout d'abord au niveau du bâti. C'est de l'auto-construction. Les bâtiments	Vulnérabilité structurelle et sociale
E6	Parce qu'on s'est rendu compte qu'en dehors des maisons qui ont été très mal construites, les types de sols ont également joué un rôle de la vulnérabil	Vulnérabilité structurelle et sociale
E6	Bon, je crois que nous avons tout abordé. Même au niveau de la réponse, il y a des plans de contingence pour plusieurs départements. Et non seulemen	Outils développés par les autorités locales
E8	Donc, on a identifié six camps qui répondaient à cette norme-là. Il y avait un camp dans la cour de la primature de la République, il y avait Place St-Pierr	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E8	Et ils n'arrivaient pas à faire bouger les camps de déplacés, les personnes déplacées à l'interne. Donc ils ont pensé que je pouvais les aider. C'était un p	Capacités institutionnelles et limites structurelles
E8	Donc le premier exercice, c'était de comprendre, qu'est-ce qui était fait déjà, et pourquoi est-ce que ça n'avait pas marché. Donc je crois que d'une man	Apprentissages du projet
E11	Donc la première étape, parallèlement qu'il y avait un recensement qui se faisait dans les différents camps pour voir comment faciliter le retour des per	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E13A	Comme tu sais, après le séisme du 12 janvier 2010, Haïti se trouvait dans une situation difficile où le gouvernement d'alors devait trouver une issue. Sur	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E13J	En fait, la genèse du projet 16/6 vient justement, comme l'a expliqué Arnaud tout à l'heure, du fait qu'il y avait une nécessité de fermer ces camps de dé	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E14	So objektif nan sete pémét moun ki te delabre yo, kay yo te kraze ou konprann, objektif lan se te rekonstwi pou yo, men rekonstwi pou yo a,	Diagnostic des besoins et lancement du projet

Figure 11 – Extrait du tableau des thèmes initiaux avec codes (Papillon, 2025)

5.1.4 Analyse des thèmes

Une fois cette étape réalisée, les nouveaux codes ont été comparés aux thèmes initiaux de la grille afin d'assurer une cohérence entre les deux. De plus, la nécessité de répondre aux questions de recherche de façon précise a également amené à modifier certains thèmes initiaux. Ci-dessous l'ensemble des modifications sont présentées, permettant d'apporter plus de clarté sur le contenu mais également plus de lien avec les questions de recherche.

Trois types de modifications ont été réalisés pour permettre une meilleure classification des données récoltées :

1. Modification des thèmes initiaux :
   Par exemple, les composantes II et III, bien qu'utiles dans la construction de la grille d'entretien (suivant la logique de définition du projet), ne permettaient pas de faire de lien explicite avec les questions de recherche. Ces thématiques ont donc été réajustées.
2. Émergence de sous-thèmes :
   Certains thèmes tels que « Acteurs, organisation et gestion du projet » était relativement vastes. L'identification de sous-thèmes a permis de mieux structurer l'analyse et d'expliquer ce qui était contenu dans ces thèmes.
3. Attribution de codes plus précis :
   Cette étape a permis de passer d'un regroupement des verbatims par participant à une organisation autour des codes, favorisant ainsi une analyse transversale par thématique.

Thème I : Informations générales		
Sous-thème : Contexte post-séisme		
Code	Répondant	Verbatim selectionné
Perception et discours sur les risques	E6	Donc, on a commencé les mesures en 2003. Cinq ans plus tard, en 2009, le premier rapport est sorti, qui a dit que sur la faille d
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Oui, tout à fait, parce que nous n'avons pas attendu trop longtemps, puisque le 14 août 2021, soit 5 ans plus tard, il y a eu encor
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Il y a trois points qui permettent de juger de la vulnérabilité de la population. Tout d'abord au niveau du bâti. C'est de l'auto-cons
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Parce qu'on s'est rendu compte qu'en dehors des maisons qui ont été très mal construites, les types de sols ont également joué
Vulnérabilité structurelle et sociale	E5	Donc, certaines maisons ne se sont pas effondrées. Ce n'est pas parce qu'elles étaient mieux construites, mais parce qu'elles n
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Elles n'ont pas été affectées, mais maintenant imaginez que l'épicentre se situe au cœur du Port-au-Prince. Peut-être que cette
Sous-thème : Origine du projet et diagnostic initial		
Code	Répondant	Verbatim selectionné
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E3	On a vu qu'une des raisons aussi pour laquelle les gens ne quittaient pas le camp, c'est que dans leur quartier il n'y avait pas de
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E3	Donc l'idée, c'était que nous, on arrivait et on proposait de bâtir rapidement des abris d'urgence. Et en fait, avec d'autres trucs, n
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E3	Donc, ces quatre agences-là, on a chacun nommé une personne. Moi, j'ai représenté UNOPS, et on a commencé à travailler pe
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E8	Donc, on a identifié six camps qui répondaient à cette norme-là. Il y avait un camp dans la cour de la primature de la Républiqu
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E11	Donc la première étape, parallèlement qu'il y avait un recensement qui se faisait dans les différents camps pour voir comment f
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13A	Comme tu sais, après le séisme du 12 janvier 2010, Haïti se trouvait dans une situation difficile où le gouvernement d'alors deva
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13J	En fait, la genèse du projet 16/6 vient justement, comme l'a expliqué Arnaud tout à l'heure, du fait qu'il y avait une nécessité de f
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E14	So objektif nan sete pémét moun ki te delabre yo, kay yo te kraze ou konprann, objektif lan se te rekonstwi pou yo, men rekonstv
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E5	Effectivement, l'objectif principal au départ, c'était de déplacer les gens des camps. Alors, à la fois, il y avait des camps sur des
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E8	Ecoute, ce n'était pas un projet de charité. C'est un pays qui a été victime d'un tremblement de terre, mais les gens doivent se re
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E9	Bon, le projet 16/6, c'est un projet post-séisme et dans le cadre de la reconstruction, des activités qui se sont faites au niveau d
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13J	Maintenant, pour la relocalisation, étant donné qu'on n'avait pas d'expérience au préalable sur le sujet, il a fallu réfléchir à une n
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13J	Non, mais alors, je reviens là-dessus parce qu'on avait eu beaucoup d'insistance sur cette question-là. Sauf que la priorité auss
Stratégies et logique d'intervention	E2	La période d'après le tremblement de terre de 2010, ça a été vraiment la course au financement et au contrat. Donc il y en avait
Stratégies et logique d'intervention	E2	Tout de suite après le tremblement de terre, il y a eu deux orientations en concurrence. Donc, au comité interministériel, notre p
Stratégies et logique d'intervention	E2	Je prends Canaan qui est phénomène tout à fait nouveau qui date du tremblement de terre. Et bon, avant d'aller donner des allo
Stratégies et logique d'intervention	E2	L'idée c'est justement de ne pas laisser les gens s'enfermer dans des communautés. Tu leur ouvres la voie pour aller vers une vi
Stratégies et logique d'intervention	E11	L'idéal aurait été de pouvoir faire les deux. Cependant, on voit que on a eu affaire à une population qui a fait, disons pour la plup

Figure 12 – Extrait du tableau des codes finaux (Papillon, 2025)

La liste ci-dessous reprend des dénominations plus adaptées (thème, sous-thèmes et codes) aux questions de recherche, qui permettent également un rapprochement avec la littérature scientifique mobilisée :

Informations générales

Contexte post-séisme
- Perception et discours sur les risques
- Vulnérabilité structurelle et sociale

Origine du projet et diagnostic initial
- Diagnostic des besoins et lancement
- Stratégies et logique d'intervention

Acteurs, organisation et gestion du projet

Configuration, relations et jeux d'acteurs

- Cartographie et types d'acteurs
- Interface avec l'Etat Haïtien
- Enjeux politiques et influence des bailleurs

Coordination, gouvernance et gestion du projet

- Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs
- Organisation intra-quartiers et gestion locale
- Capacités institutionnelles et limites structurelles

Leadership, figures clés et acteurs de terrain

- Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes
- Rôle absent ou attendu de l'État et des institutions publiques locales
- Rôle inattendu assumé par les professionnels de terrain

Mise en œuvre

Stratégies et modes opératoires

- Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
- Friction entre logique d'action et réalités du contexte

Contraintes techniques, logistiques et sécuritaires

- Défis de logistique, de gestion et de coordination
- Contraintes de sécurité
- Contraintes économiques
- Défis fonciers et complexité juridique
- Influence des contraintes économiques

Innovation, adaptation et outils développés

- Outils développés
- Outils techniques et innovations méthodologiques
- Outils développés par les autorités locales

Intégration multisectorielle et enjeux communautaires

- Approche intégrée de la mise en oeuvre
- Enjeux communautaires et mobilisation des habitants

Urbanisme et planification territoriale

Stratégies interventions et représentations

- Représentations et formalisation des quartiers
- Réhabilitation vs. relocalisation

Organisation spatiale et morphologie urbaine

- Interventions en tissu dense
- Densification dans la reconstruction
- Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
- Interconnexion et maillage

Usages et acceptabilité sociale

- Planification participative
- Gestion des risques, drainage et infrastructures de mitigation
- Usages des espaces publics et des infrastructures
- Mixité et copropriété

Architecture

Conception, adaptation et modularité

- Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement
- Adaptation des choix techniques au contexte local
- Participation des acteurs locaux

Matériaux, techniques et qualité

- Résistance sismique
- Choix des matériaux et enjeux d'innovation
- Défauts, inachèvements et équipements insuffisants

Facteurs socioculturels

Sensibilisation et appropriation des bonnes pratiques

- Communication, sensibilisation et changement de comportement
- Formation technique et évolution des pratiques locales
- Limites et constats critiques des actions de sensibilisation

Perception et impact sur les communautés locales

- Appropriation du projet par les communautés

Conclusion

Retours d'expérience

- Retours d'expérience
- Limites du projet
- Apprentissages et erreurs
- Erreurs dans le processus de reconstruction

Leçons à tirer

- Vision stratégique à long terme
- Renforcement des capacités locales
- Approche intégrée : articuler architecture, gouvernance et appropriation sociale
- Recommandations et perspectives

5.1.5 Production du rapport

La dernière étape de ce travail d'analyse consiste en la rédaction des résultats finaux obtenus. Celle-ci, détaillée dans la partie suivante relative aux résultats, permet de présenter l'analyse réalisée. La catégorisation effectuée jusqu'ici constitue la structure sous-jacente du texte et a servi à la rédaction selon un fil narratif plus continu et cohérent.

Ainsi, dans le cadre de ce travail, les données issues de l'analyse documentaire ont servi de levier, tandis que les résultats reposent principalement sur les entretiens, qui ont été lorsque possible, triangulés avec les données documentaires.

C'est également à ce stade qu'a été attribué une étiquette « pertinent », « déjà illustré » et « secondaire » permettant de déterminer concrètement les verbatims qui seront utilisés dans la rédaction des résultats et de la discussion.

Thème I : Informations générales			
Sous-thème : Contexte post-séisme			
Code	Répondant	Verbatim selectionné	Catégorie
Perception et discours sur les risques	E6	Donc, on a commencé les mesures en 2003. Cinq ans plus tard, en 2009, le premier rapport est sorti, qui a dit (	Pertinent
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Oui, tout à fait, parce que nous n'avons pas attendu trop longtemps, puisque le 14 août 2021, soit 5 ans plus ta	Pertinent
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Il y a trois points qui permettent de juger de la vulnérabilité de la population. Tout d'abord au niveau du bâti. C'e	Pertinent
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Parce qu'on s'est rendu compte qu'en dehors des maisons qui ont été très mal construites, les types de sols o	Secondaire
Vulnérabilité structurelle et sociale	E5	Donc, certaines maisons ne se sont pas effondrées. Ce n'est pas parce qu'elles étaient mieux construites, mai	Déjà illustré
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Elles n'ont pas été affectées, mais maintenant imaginez que l'épicentre se situe au cœur du Port-au-Prince. Pe	Pertinent
Sous-thème : Origine du projet et diagnostic initial			
Code	Répondant	Verbatim selectionné	Catégorie
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E3	On a vu qu'une des raisons aussi pour laquelle les gens ne quittaient pas le camp, c'est que dans leur quartier i	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E3	Donc l'idée, c'était que nous, on arrivait et on proposait de bâtir rapidement des abris d'urgence. Et en fait, avec	Pertinent
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E3	Donc, ces quatre agences-là, on a chacun nommé une personne. Moi, j'ai représenté UNOPS, et on a commen	Pertinent
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E8	Donc, on a identifié six camps qui répondaient à cette norme-là. Il y avait un camp dans la cour de la primature	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E11	Donc la première étape, parallèlement qu'il y avait un recensement qui se faisait dans les différents camps pou	Pertinent
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13A	Comme tu sais, après le séisme du 12 janvier 2010, Haïti se trouvait dans une situation difficile où le gouverner	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13J	En fait, la genèse du projet 16/6 vient justement, comme l'a expliqué Arnaud tout à l'heure, du fait qu'il y avait u	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E14	So objektif nan sete pémét moun ki te delabre yo, kay yo te kraze ou konprann, objektif lan se te rekonstwi pou	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E5	Effectivement, l'objectif principal au départ, c'était de déplacer les gens des camps. Alors, à la fois, il y avait de	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E8	Ecoute, ce n'était pas un projet de charité. C'est un pays qui a été victime d'un tremblement de terre, mais les g	Déjà illustré
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E9	Bon, le projet 16/6, c'est un projet post-séisme et dans le cadre de la reconstruction, des activités qui se sont f	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13J	Maintenant, pour la relocalisation, étant donné qu'on n'avait pas d'expérience au préalable sur le sujet, il a fallu	Pertinent
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13J	Non, mais alors, je reviens là-dessus parce qu'on avait eu beaucoup d'insistance sur cette question-là. Sauf qu	Déjà illustré
Stratégies et logique d'intervention	E2	La période d'après le tremblement de terre de 2010, ça a été vraiment la course au financement et au contrat. I	Pertinent
Stratégies et logique d'intervention	E2	Tout de suite après le tremblement de terre, il y a eu deux orientations en concurrence. Donc, au comité interm	Pertinent
Stratégies et logique d'intervention	E2	Je prends Canaan qui est phénomène tout à fait nouveau qui date du tremblement de terre. Et bon, avant d'alle	Pertinent
Stratégies et logique d'intervention	E2	L'idée c'est justement de ne pas laisser les gens s'enfermer dans des communautés. Tu leur ouvres la voie pou	Pertinent
Stratégies et logique d'intervention	E11	L'idéal aurait été de pouvoir faire les deux. Cependant, on voit que on a eu affaire à une population qui a fait, di	Pertinent

Figure 13 – Extrait du tableau des codes finaux avec catégorie (Papillon, 2025)

6 RÉSULTATS

Cette section a pour objectif de présenter les résultats de cette recherche, en exposant les données recueillies, issues à la fois de l'analyse documentaire et du traitement des entretiens semi-directifs.

Elle débute par une description du projet 16/6, exclusivement basée sur l'analyse documentaire, afin de fournir au lecteur les éléments nécessaires à une meilleure compréhension du contexte. Les données recueillies dans le cadre de cette analyse documentaire présentent parfois des écarts significatifs entre les différentes sources, y compris sur des éléments stables comme le nombre de familles, les nombres de maisons classées etc. Ces différences peuvent s'expliquer en partie par des différences de temporalité et de méthodologie, mais soulignent également une certaine fragilité dans la construction des données de référence. Il est donc recommandé de garder un regard critique sur les chiffres présentés et de se référer aux sources citées pour éventuellement les compléter ou les croiser davantage.

Dans un second temps, conformément à la démarche d'analyse thématique décrite précédemment, les résultats obtenus des entretiens seront exposés. Leur exposition suivra, autant que possible, une logique cohérente avec les questions de recherche, afin d'accompagner progressivement le lecteur vers la discussion. Pour rappel, deux groupes ont été interrogés : d'une part, les acteurs impliqués dans le projet, et d'autre part, des experts extérieurs. L'objectif était d'obtenir un retour concret et rétrospectif des acteurs de terrain, puis de confronter ces éléments (ainsi que ceux issus de l'analyse documentaire) à la réflexion des experts, souvent porteurs d'une analyse plus générale ou théorique sur la reconstruction. Les propos recueillis auprès de ces deux groupes sont présentés de manière indistincte, comme précisé précédemment, tout en veillant à mettre en évidence les convergences, les divergences ainsi que les points de vue susceptibles d'apporter un éclairage différent ou de nourrir la réflexion sur les enseignements à tirer.

6.1 Le projet 16/6

6.1.1 Présentation et objectifs du projet

D'après Rausch et Baudrand (2016), le Présidence de la République d'Haïti a mis en place, le 30 septembre 2011, le *Projet 16 Quartiers 6 Camps (16/6)* en réponse à la situation de crise provoquée par le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Ce projet conçu comme une initiative pilote du gouvernement haïtien, visait à réhabiliter et reconstruire des quartiers endommagés de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince (AMP), favoriser le retour volontaire des familles dans leurs quartiers d'origine, et ainsi, fermer les camps qui s'étaient multipliés dans l'urgence post-catastrophe (FRH, 2011 ; ARUP, 2011 ; Grimorum et al., 2012 ; Rausch & Baudrand, 2016). Dès lors, le projet a été implémenté en collaboration avec quatre agences des Nations Unies à savoir le Bureau International du Travail (BIT), l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ainsi que le Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS).

Six camps prioritaires ont alors été identifiés : Place Saint-Pierre, Place Boyer, Primature, Canapé-Vert, Stade Sylvio Cator et Maïs-Gaté (FRH 2011 ; Rausch & Baudrand, 2016). Ces camps, installés à différents endroits de la capitale, posaient de nombreux problèmes tant en termes de conditions de vie des occupants que d'entrave à la reprise des activités de la ville. D'après FRH (2011), 5 239 familles occupaient ces six camps (5 500 (Rausch & Baudrand, 2016)). Selon FRH (2011), des enquêtes ont été menées dans les camps concernés afin de déterminer les quartiers d'origine des populations et seuls 20% des occupants ont déclaré être propriétaires d'un logement.

D'après les auteurs, c'est sur base de ces résultats que les seize quartiers ont été sélectionnés, correspondant ainsi aux zones d'origine de la majorité des occupants des camps. Le nom du projet reflète ainsi directement ces deux volets d'intervention.

Les quartiers d'intervention identifiés se situent dans les communes de Port-au-Prince, Pétion-Ville et Delmas : *Morne Hercule*, *Morne Lazare*, *Nérette*, *Villa Rosa*, *Bois patate*, *Jean Baptiste*, *Morne Hébeau*, Barbancourt, Bas Canapé Vert, Carrefour Clercine, Delmas 60, Delmas 31-33, Maïs Gaté A, Maïs Gaté B, Bas Panaméricaine et Haut Panaméricaine (FRH, 2011 ; Grimorum et al., 2012). La carte ci-dessous permet de mieux visualiser leur positionnement dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince (AMP). Le projet 16/6 a donc visé à relocaliser les familles de déplacés, fermer les six camps prioritaires et améliorer les conditions de vie des populations dans les quartiers concernés.

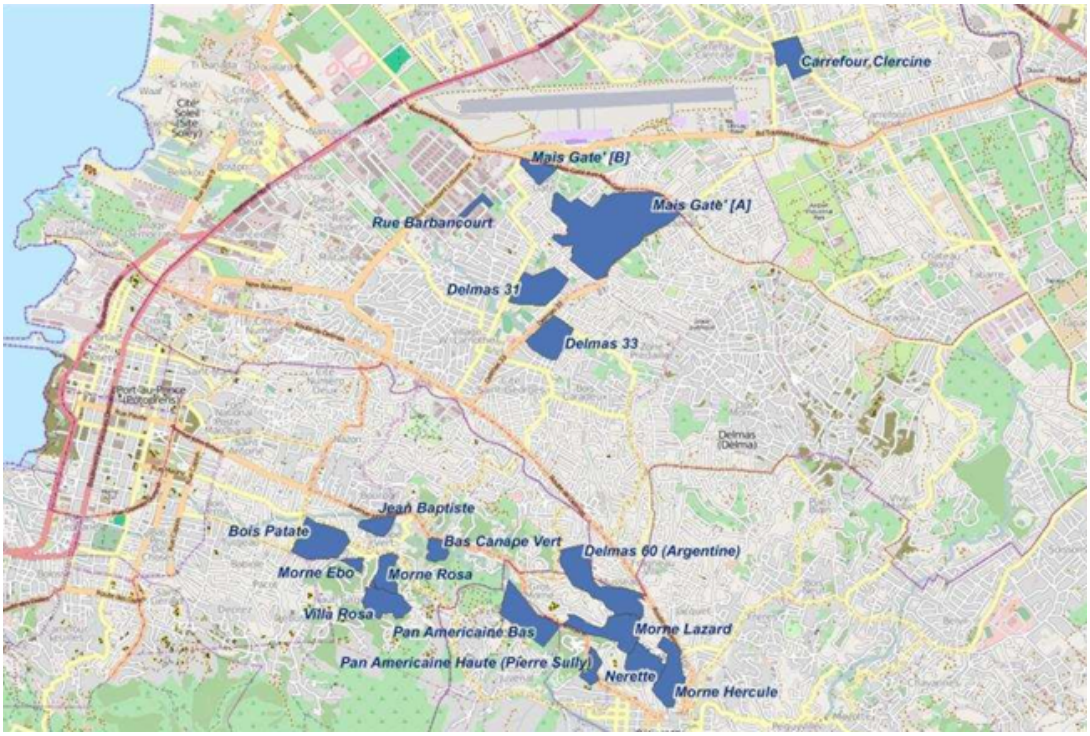


Figure 14 – Carte des quartiers initiaux (FRH, 2011, p.24)

D'après Rausch et Baudrand (2016), le projet a été approuvé par la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) et financé par le Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH). D'après les auteurs, le projet a été conçu sur une période de trois mois par une équipe de 20 personnes issues de différentes agences de la coopération internationale. Le rôle limité des acteurs locaux dans la phase de conception est d'ailleurs un point discuté plus loin dans les entretiens menés dans le cadre de ce travail.

Le financement initialement prévu s'élevait à 78 millions de dollars américains, mais d'après le *rapport final d'évaluation du projet* de Rausch et Baudrand (2016), le projet n'aurait bénéficié que de 30 millions de la part du FRH. Toutefois, en décembre 2011, le gouvernement canadien aurait octroyé un financement additionnel de 20 millions de dollars canadiens pour répliquer les actions dans un autre quartier, Fort National, afin de permettre le retour des personnes déplacées du camp de Champs de Mars. Les auteurs soulignent que de manière générale, ces contraintes budgétaires et de calendrier ont fortement limité les possibilités d'intervention, et parfois conduit à l'absence d'intervention dans certains quartiers.

Selon Rausch et Baudrand (2016), le projet visait environ 11 000 familles, soit près de 44 000 personnes, en tenant compte de Fort National. Initialement prévu sur deux ans, le projet a été prolongé sur quatre années (2011-2015) afin de finaliser la mise en place de certaines composantes ainsi que la création des activités génératrices de revenus (Rausch & Baudrand, 2016). D'après les auteurs, la phase relative au retour des populations du camp de Champs de Mars vers Fort National aurait quant à elle duré trois ans.

Comme décrit précédemment, le projet est structuré autour de quatre composantes principales, définies de façon similaire dans les documents officiels (FRH, 2011 ; ARUP, 2011 ; Rausch & Baudrand, 2016). L'objectif général du projet est souvent décrit comme étant la réhabilitation de seize quartiers et le retour volontaire des familles des six camps associés afin d'améliorer les conditions de vie à travers la participation communautaire. Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Le processus de retour : permettre aux déplacés des six camps ciblés de trouver une solution durable de logement (OIM).
- La réparation et la reconstruction : soutenir le retour vers les 16 quartiers d'origine par la reconstruction de logements de qualité (BIT, PNUD, UNOPS).
- La réhabilitation des quartiers : travailler à la réhabilitation des quartiers sur base des priorités des habitants (BIT, PNUD, UNOPS).
- Le suivi, l'évaluation et la gestion de connaissances : renforcer les capacités locales afin pouvoir assurer la reconstruction en reproduisant le modèle du 16/6 (PNUD avec la collaboration d'autres agences partenaires).

Ainsi, le projet 16/6 est fréquemment présenté comme un modèle pilote de reconstruction intégrée, pouvant inspirer d'autres initiatives. Il s'agit également d'un projet multisectoriel, ne se limitant pas uniquement à la reconstruction de logements, mais intégrant également d'autres aspects, tels que entre autres, la mise en place d'infrastructures de base ou le développement d'activités génératrices de revenus. D'après Rausch et Baudrand (2016), le projet s'inscrit dans une logique d'approche intégrée articulée autour du logement, de la réhabilitation de quartiers, de la prévention de risques et du développement économique selon le principe du « reconstruire en mieux ». Au vu de ces différentes dimensions, il s'est appuyé sur d'autres initiatives comme le programme de formation du BIT ou des projets de déblaiement pour atteindre ses objectifs (Rausch & Baudrand, 2016). Comme précisé dans la méthodologie, seules les composantes 2 et 3 (réparation/reconstruction et réhabilitation des quartiers) seront étudiées dans le cadre ce travail.

Solutions proposées dans le cadre du projet 16/6

Il est important de souligner qu'à la suite du séisme, une catégorisation des maisons endommagées a été réalisée par le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communication (MTPTC). D'après leur évaluation, les maisons ont été classées selon trois catégories : verte, si la maison ne présentait pas de dommage et pouvait être immédiatement réoccupée, jaune, si certaines réparations étaient nécessaires avant le retour des habitants et enfin, rouge, si la maison devait être totalement reconstruite (ARUP, 2011). D'après Rausch & Baudrand (2016), le coût pour la réparation d'une maison est estimé à 1,500 USD tandis que pour la reconstruction d'une unité, il est estimé à 3,500 USD. Les coûts relatifs à la mise en place de services de base (éducation, santé, eau et assainissement) et d'infrastructures de base (voies d'accès, électricité) quant à eux ne pouvaient être chiffrés en raison de l'ampleur des besoins.

Dès lors, dans le cadre du projet, trois types de solutions ont été proposées aux familles vivant dans les camps (FRH, 2011 ; ARUP, 2011 ; Rausch & Baudrand, 2016) :

1. Une subvention pour une année de loyer (500 USD)
2. La réparation d'une maison classée « jaune » (1500 USD)
3. La démolition, le déblaiement et la reconstruction d'une maison classée « rouge » (3500 USD)

Selon la documentation, 97% des familles des camps ont choisi la première solution relative à l'octroi d'un financement pour un an de loyer. Les familles qui recevaient le subside, devaient se reloger dans un logement sécuritaire et quitter les camps. Elles avaient la possibilité également de négocier le prix de leur loyer avec le plafond de 500 USD et de conserver la différence. D'après Rausch & Baudrand (2016), les familles recevaient ainsi 500 USD pour la location du logement, 25 USD pour le déménagement et 125 USD supplémentaires huit semaines après avoir quitté le camp. Les perceptions de cette solution financière sont variées et ses impacts potentiels sont discutés par certains intervenants dans les entretiens réalisés dans le cadre de ce travail. D'après (Rausch & Baudrand (2016) 20% du budget du projet ont été alloués à cette première composante.

Dans le cadre du projet, une évaluation des risques a également été réalisée permettant aussi de classer les zones selon trois cas de figure « rouge », « jaune » ou « verte » selon le degré de risques auquel elles sont exposées. Une cartographie détaillée a donc été réalisée et a permis aux équipes de déterminer les zones d'intervention (ARUP, 2011). D'après la documentation, aucune intervention dans les zones rouges n'aura été menée en raison de leur forte vulnérabilité.



Figure 15 – Cadre d'aide au logement (ARUP, 2011, p.20)

D'après Arup (2011), en se basant sur les données du MTPTC dans les seize quartiers initiaux, 7 039 maisons ont été classées « vertes », 3 944 maisons ont été classées « jaunes » et 3 726 maisons fortement endommagées sont classées « rouges ». Les auteurs soulignent que les familles vivants dans les maisons vertes ou dans des abris créés par leurs propres moyens pour revenir dans les quartiers n'ont bénéficié d'aucune aide. Ainsi, seules les habitations en zones jaunes ou vertes seront rétablies, ce qui offre cinq cas de figure conduisant à des actions allant du déblaiement à la reconstruction. Les cartes ci-dessous, tirées du document de programme (FRH, 2011), permettent de mieux visualiser l'ensemble et mettent en évidence la situation générale des maisons.

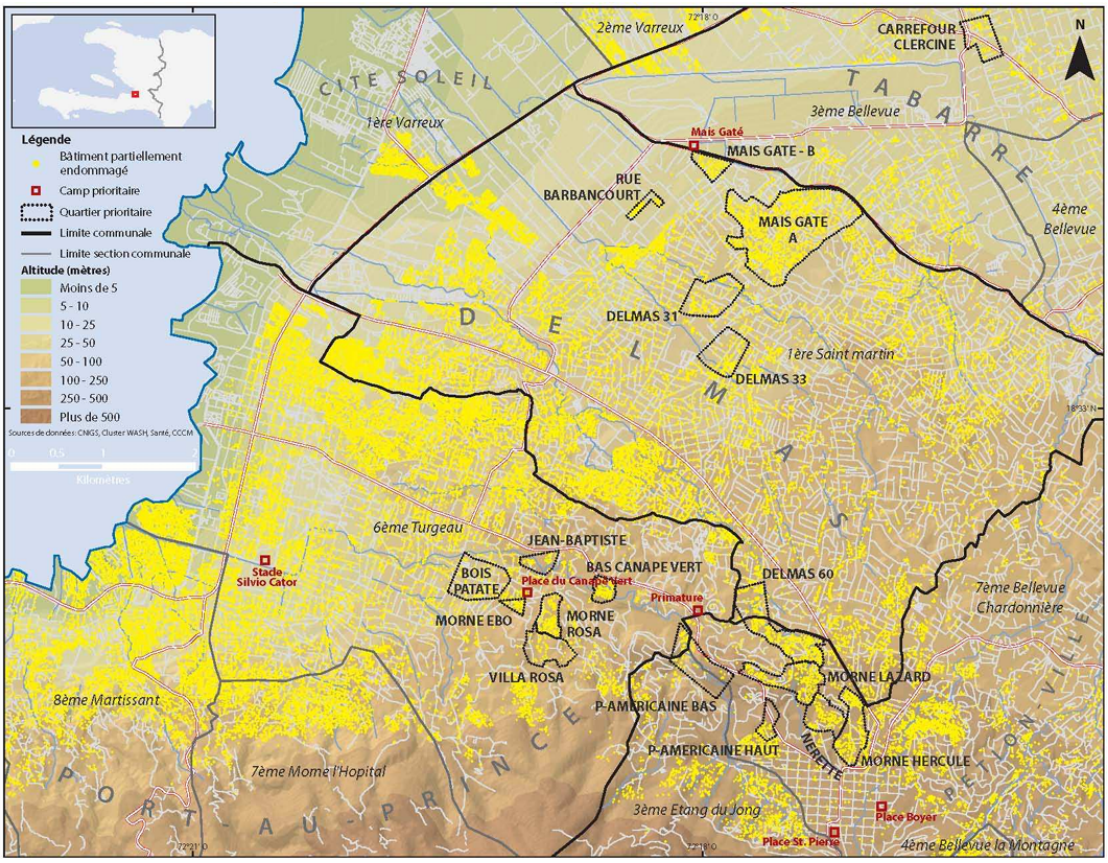


Figure 16 – Bâtiments partiellement endommagés (FRH, 2011, p.80)

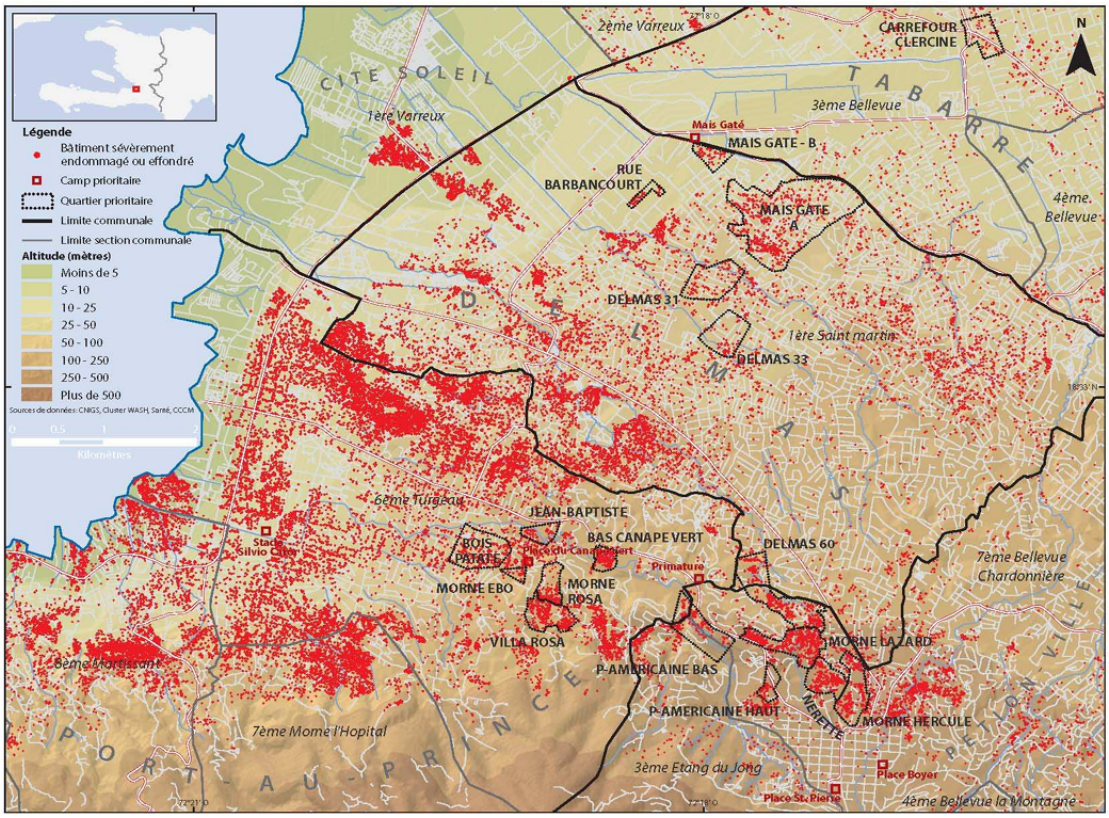


Figure 17 – Bâtiments sévèrement endommagés ou effondrés (FRH, 2011, p.79)

Cette seconde composante, relative à la réparation et la reconstruction des logements, a été principalement mise en œuvre par l'UNOPS, bien que d'autres initiatives de reconstruction soient parfois mentionnées (owner-driven ou auto-construction). Dès lors, l'UNOPS a occupé un rôle central dans la mise en œuvre de cette composante et a utilisé plusieurs modèles de construction (Rausch & Baudrand (2016). D'après les auteurs, la taille des unités est de $21m^2$ avec possibilité d'extension. La réparation a souvent été privilégiée dans le cadre du projet, afin de limiter les coûts liés à la démolition et la reconstruction des maisons classées « rouge ». D'après (Rausch et Baudrand (2016), cette composante représentait 38% du budget total.

La troisième composante relative à la réhabilitation des quartiers a permis quant à elle d'élargir le nombre de bénéficiaires puisque les aménagements réalisés dans les quartiers profitaient aussi aux habitants restés dans ceux-ci. Dès lors, les populations ciblées ont été consultées et invitées à participer à l'identification des besoins ainsi qu'à se mobiliser pour la réalisation du projet. La mise en œuvre, les modalités d'intervention et les défis auxquels ont été confrontés les équipes de projet à l'époque sont détaillés dans la section relative aux entretiens, qui offre un regard plus nuancé et plus concret sur les réalités de terrain que la documentation officielle consultée. Selon (Rausch & Baudrand (2016), 29% du budget était alloué à cette composante. D'après les auteurs, cette réhabilitation s'est faite à travers la création de plateformes communautaires, la planification urbaine, la prévention de risques et la mise en place des services de base et de petites infrastructures. Certaines activités ont également été menées dans le cadre du projet pour encourager la création d'activités génératrices de revenus.

Enfin, la quatrième composante a reçu 7% du budget d'après (Rausch & Baudrand, 2016). Elle visait principalement à assurer le suivi, l'évaluation et la gestion des connaissances en documentant les apprentissages du projet. Toutefois, bien que cette composante soit évoquée au cours de l'analyse documentaire, l'accès aux rapports et outils produits s'est avéré difficile, notamment en raison de leur dispersion ou de leur indisponibilité. Cette problématique est également abordée dans les entretiens.

De nombreuses activités de participation sont décrites dans les documents consultés, attestant d'un effort de mobilisation des communautés concernées. Ces dynamiques de participation, ainsi que les rôles joués par les différents acteurs sont décrits plus loin. Néanmoins, les objectifs de durabilité du projet apparaissent déjà comme difficiles à atteindre, en raison de l'instabilité économique, politique et institutionnelle (Rausch & Baudrand, 2016). La documentation permet une bonne compréhension des objectifs, de la structure et des bilans du projet. Certains documents apportent également des recommandations ou des leçons à prendre en considération. Toutefois, les entretiens quant à eux, offrent une lecture plus nuancée, vivante et ancrée dans la réalité du terrain. Certains constats présents dans les documents, comme la valorisation des initiatives portées par le projet ou l'importance de la participation communautaire, rejoignent les propos recueillis dans les entretiens. Toutefois, ces derniers permettent de mieux saisir les dynamiques de mise en œuvre et font émerger des réflexions plus profondes sur les processus de reconstruction.

6.1.2 Situation des quartiers d'intervention du projet 16/6

Afin de mieux comprendre la situation des quartiers d'intervention, le document *Etude la ligne de base* (Grimorum et al., 2012), réalisé dans le cadre du projet 16/6, est utilisé comme référence principale. D'après les auteurs, le projet comptait initialement 16 quartiers, avant que cet objectif soit étendu à 19. Le projet avait plus d'un an d'exécution au moment de la rédaction du document et les interventions étaient menées dans huit* de ces quartiers à savoir *Morne Lazare*, *Morne Hercule*, *Jean Baptiste*, *Nérette*, *Bois patate*, *Morne Hébeau*, *Villa Rosa* et *Jalousie*. Les tableaux présentés ci-dessous font donc référence uniquement à ces quartiers d'intervention pour

lesquels les données complètes étaient disponibles, à l'exception de Villa Rosa et Jalousie. Ces tableaux permettent déjà d'avoir une idée générale de la situation locale. De plus, il est mentionné à plusieurs reprises que le projet n'est intervenu que dans un nombre limité de quartiers (huit cités plus haut + Fort National) dû aux contraintes budgétaires (Charlito, 2013b ; Rausch & Baudrand, 2016), ce qui peut en partie expliquer le manque d'informations sur les autres zones. Ainsi, selon la documentation recueillie et certains entretiens (E13A), le projet n'aurait pas réellement couvert l'ensemble des quartiers initialement prévu.

Selon Grimorum et al. (2012), pour réaliser le document de la ligne de base, plusieurs ateliers, rencontres, enquêtes et entretiens ont été réalisés avec des acteurs divers et variés. L'objectif était de documenter les conditions initiales des six camps et des quartiers d'intervention, bien que le projet ait déjà été lancé. D'après les auteurs, des enquêtes auprès des habitants ont été réalisées afin de mieux comprendre leur situation socio-économique et de discuter de leurs aspirations pour leur quartier. Les auteurs soulignent avoir notamment mobilisé les huit plateformes communautaires mises en place par le projet 16/6. Les différentes actions menées témoignent d'une certaine implication des communautés ayant permis de récolter davantage d'informations sur leurs besoins, leur situation économique, leur perception du projet ainsi que sur les dynamiques propres à chaque quartier. Le document présente deux types de données, d'une part les données institutionnelles (présentées dans les tableaux), et d'autre part, les données issues des enquêtes menées avec les habitants sur terrain. Les auteurs soulignent des écarts parfois significatifs entre ces deux sources. Sur base de cette étude, une description des quartiers est réalisée afin de mieux percevoir la situation générale, celle-ci sera complétée au fur et à mesure par les données récoltées lors des entretiens.

D'après les données disponibles, 29 079 familles étaient concernées dans les 19 quartiers d'intervention du projet (PNUD & ONU-Habitat et al., 2012, cité dans Grimorum et al., 2012). A noter que les données relatives au quartier de Jalousie sont absentes et non comptabilisées dans ce chiffre. Les tableaux ci-dessous regroupent les informations essentielles qui figurent dans le document de la ligne de base. Bien que certaines données complémentaires existent dans d'autres documents, notamment le document de projet (FRH, 2011) ou ARUP (2011), les écarts entre les chiffres rendent les comparaisons difficiles. Afin de garantir la cohérence des données, seuls les quartiers pour lesquels des informations complètes sont disponibles dans la ligne de base sont repris ici (principalement ceux où des interventions ont eu lieu, à l'exception de Jalousie, Villa Rosa et Fort National). L'objectif est d'offrir au lecteur un aperçu contextualisé sans prétention d'exhaustivité.

Quartier	**N° de familles**	**N° de personnes avant séisme**	**N° de personnes après séisme**	**Aucune réponse**
*Morne Lazare**	1861	72,04%	14,35%	13,59%
*Morne Hercule**	1983	72,95%	20,62%	6,44%
*Jean Baptiste**	338	74,07%	20,99%	4,99%
*Nérette**	1413	70,98%	16,58%	12,43%
*Bois Patate**	1773	71,88%	28,12%	0,00%
*Morne Hébeau**	596	82,20%	15,70%	2,10%

Table 10 – Données des quartiers d'intervention (Grimorum et al., 2012, adaptation personnelle)

Les informations reprises dans le tableau ci-dessus sont particulièrement intéressantes car elles proposent une estimation du nombre de familles initialement concernées par les interventions (PNUD & ONU-Habitat et al., 2012 cité dans Grimorum et al., 2012). Elles sont complétées par les données de UNOPS (2011-12) cité dans Grimorum et al. (2012), qui stipulent qu'en moyenne 74% des personnes ont déclaré vivre dans les zones avant le séisme, et presque 20% s'y sont installées après. Cette dynamique démographique, discutée également par certains intervenants lors des entretiens (E2, E9), laisse penser que la population a augmenté dans les quartiers d'intervention à la suite du séisme.

Les interventions du projet 16/6 visaient notamment à réparer les maisons classées « jaunes » et reconstruire les maison « rouges ». Il parait dès lors pertinent de s'intéresser à la configuration physique des quartiers concernés. La répartition des dommages dans les quartiers est présentée ci-dessous, d'après les données de UNOPS (2011-12) cité dans Grimorum et al. (2012), la catégorie « autres » regroupent les maisons non évaluées ou sans réponse. Les données permettent également de constater que presque 50% des habitations sont dans des zones à risques, ce qui constitue un point d'attention important dans les choix d'intervention in situ, les besoins en infrastructures de mitigation mais également sur les possibilités réelles d'intervention du projet sachant qu'il est clairement établi que les réparations de maisons en zone à risques ne sont pas rénovées. Le document de la ligne de base est utilisé ici comme référence principale mais des différences significatives sont constatées avec le document de projet FRH (2011) par exemple, qui annonce pour Morne Lazare 1861 familles avec 37% de maisons vertes, 31% de maisons jaunes et 32% de maisons rouges ou pour Morne Hercule 1531 familles avec 34% de maisons vertes, 32% de maisons jaunes et 34% de maisons rouges.

Quatier	**Vert**	**Jaune**	**Rouge**	**Autres**	**Zones à risques**
*Morne Lazare**	26,59%	13,68%	12,57%	47,15%	33,22%
*Morne Hercule**	21,07%	18,25%	18,19%	42,48%	45,48%
*Jean Baptiste**	26,00%	29,00%	40,00%	5,00%	39,51%
*Nérette**	16,38%	17,99%	16,98%	48,32%	45,70%
*Bois Patate**	24,00%	25,00%	51,00%	0,00%	68,75%
*Morne Hébeau**	40,00%	21,00%	5,00%	34,00%	55,00%

Table 11 – Etat des maisons (UNOPS, 2011-12, adaptation personnelle)

Le problème foncier est également soulevé et décrit dans le document comme un enjeu national. D'après les données disponibles, dans ces six quartiers, en moyenne 47,43% des habitants se disaient propriétaires tandis que le taux de location variait entre 28% (Morne Hercule et Bois Patate) et 54% (Morne Hébeau) (UNOPS, 2011-12 cité dans Grimorum et al., 2012). Les auteurs soulignent une situation foncière complexe où parmi les propriétaires de nombreux ne possédaient en réalité pas de titre de propriété officiel. La question foncière constitue un enjeu central pour la mise en œuvre du projet et est également discutée dans les sections relatives aux entretiens.

Les infrastructures et les services sont également abordés. Le tableau ci-dessous reprend les données (UNOPS, 2011-12 cité dans Grimorum et al., 2012). Cependant, aucun détail sur le mode d'approvisionnement n'est fourni. Dans les entretiens réalisés dans le cadre de ce travail, la question de l'accès aux services et aux infrastructures apparaît comme un enjeu central auquel le projet doit répondre notamment pour pouvoir assurer le relogement des habitants.

Quatier	Eau	Electricité	Assainissement	Santé
*Morne Lazare**	70%	49,87%	41,8%	21,41%
*Morne Hercule**	68%	50%	71%	28,79%
*Jean Baptiste**	37,03%	56,79%	11,11%	9,88%
*Nérette**	76%	47%	53%	30%
*Bois Patate**	65,62%	46,87%	68,75%	46,87%
*Morne Hébeau**	72,50%	50,90%	22,30%	19,5%

Table 12 – Accès aux services de base et sociaux (UNOPS, 2011-12, adaptation personnelle)

La ligne de base met également en lumière la situation économique précaire à laquelle était confrontée les habitants. Le taux d'emploi permanent est d'environ 20% compensé généralement par des activités commerciales (24,5%). Bien que ces chiffres varient selon les quartiers, ils révèlent une fragilité économique généralisée, aux implications notables pour la construction, comme cela ressortira plus tard dans l'analyse des entretiens.

Les auteurs soulignent toutefois que les données institutionnelles présentées doivent être interprétées avec prudence. Celles-ci sont, d'après leurs observations, souvent contestées ou nuancées par les résultats des enquêtes menées auprès des habitants (bien que dans ce cas-ci, la méthodologie n'est pas la même). Ce constat est généralisable pour de nombreuses informations récoltées dans cette analyse documentaire. En effet, étant donné la variabilité des informations d'une source à l'autre, le lecteur est invité à faire preuve d'esprit critique en tenant compte des sources mentionnées dans cette analyse.

À titre d'exemple, selon les données du tableau, en moyenne 64,85% des habitants auraient accès à l'eau, sans précision quant à la régularité ou aux modalités d'accès. Or, d'après les enquêtes réalisées auprès des habitants, seulement 24% déclarent disposer d'un accès permanent à l'eau. Ainsi, selon Grimorum et al. (2012), la situation s'avère en réalité plus contrastée : 38% des répondants affirment devoir acheter leur eau, 23% la reçoivent à domicile, 27% sont approvisionnés par camion-citerne, 10% par les sources, et 1% recourent à d'autres moyens. Ces données mettent davantage en évidence un besoin crucial en eau et un écart significatif entre les chiffres.

6.1.3 Parties prenantes, rôles et responsabilités

Comme décrit précédemment, le projet 16/6 est porté par le gouvernement haïtien en collaboration avec quatre agences des Nations Unies (BIT, OIM, PNUD et UNOPS). Toutefois, la planification et la mise en œuvre du projet a nécessité l'implication d'un ensemble plus large d'acteurs aux rôles et aux horizons variés. L'objectif ici est de présenter plus en détail les principales parties prenantes du projet, en croisant les données tirées principalement des sources suivantes : FRH (2011), ARUP (2011), Rausch et Baudrand (2016).

Les acteurs institutionnels

- La présidence de la République d'Haïti est l'instance initiatrice du projet.
- Le gouvernement d'Haïti (GoH) supervise et coordonne l'ensemble du projet. Il assure notamment le bon alignement aux politiques nationales et aux priorités de développement.

- L'unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics (UCLBP) est mise en place en décembre 2011 avec pour objectif de coordonner les efforts de reconstruction à l'échelle nationale, c'est la structure principale du gouvernement qui assure la supervision et la coordination du projet.

- Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) est responsable de l'élaboration des normes et des réglementations techniques, de la catégorisation des maisons (vert, jaune, rouge), de la construction et de la réhabilitation d'infrastructures publiques, ainsi que de l'appui technique aux collectivités locales.

- Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) assure la coordination entre le projet et les autorités locales à travers sa direction des collectivités locales. Il prend part également à la gestion des camps et au retour des populations dans les quartiers. Il doit fournir un appui technique et administratif aux mairies par l'intermédiaire des agences techniques locales (ATL).

- Les mairies, notamment les mairies de Port-au-Prince, Pétion-Ville et Delmas ont pour rôle d'appuyer la mise en place du projet localement. .

- Les représentants des collectivités locales (CASEC et ASEC) facilitent la mise en œuvre du projet localement en assurant la participation et l'engagement des communautés.

Les Agences des Nations Unies

- Le Bureau International du Travail (BIT) est l'agence principalement responsable de la formation et de la création d'emploi dans les quartiers.

- L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) est responsable des aspects liés au déplacement des populations et à la fermeture des camps, notamment par la subvention fournies aux familles pour l'aide au loyer.

- Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sert d'appui à la coordination et à la mise en place des plateformes communautaires notamment.

- Le Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS) est le principal acteur technique pour la réparation et la reconstruction des maisons et des infrastructures. Il assure la gestion et la mise en œuvre dans les quartiers.

- Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) joue un rôle dans la planification stratégique du projet. Cette agence apporte une expertise en planification urbaine et en recensement. Elle est souvent citée pour ses appuis techniques ponctuels et bénéficie d'un financement parallèle.

Les structures mises en place dans le cadre du projet 16/6

- Le Comité National de Pilotage (CNP) fournit des orientations stratégiques et une supervision générale du projet. Il réunit le représentant du GoH, le coordonnateur résident du système des nations Unies (SNU) ainsi que d'autres acteurs clés.

- L'Unité de Gestion de Projet (UGP) est chargée de la coordination opérationnelle du projet. Elle est constituée du directeur de projet délégué par le gouvernement et de son équipe

administrative, d'une équipe d'experts (communication, suivi et évaluation, coordonnateur de plateformes) et des représentants des quatre agences des Nations Unies.

- La structure de suivi et d'évaluation garantit le contrôle et la qualité des activités menées.
- Les Plateformes Communautaires constituent des mécanismes de participation locale, pouvant intégrer environ une centaine de membres. Elles favorisent la prise de décision par la communauté et assurent la communication avec les agences.
- Le Comité de gestion des plateformes communautaire est une petite instance comprenant des représentants des plateformes, d'un représentant de la mairie, du CASEC, des groupes de femmes, de jeunes etc.

Les partenaires financiers

- Le Comité Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) est l'instance ayant valider la mise en œuvre du projet.
- Le Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH) est le bénéficiaire des fonds multibailleurs et le principal support financier du projet.
- Le Gouvernement canadien est le partenaire ayant financé l'extension du projet à Fort National.
- Les autres : Certains fonds n'ont pas directement été attribués au projet 16/6 mais ont permis le financement d'initiatives parallèles dont le projet a pu bénéficier.

Les autres partenaires locaux et techniques

- Les bénéficiaires regroupent essentiellement les familles déplacées et les résidents des quartiers ciblés.
- Les acteurs locaux reprennent les comités de quartiers, les élus, les leaders communautaires, les associations de femmes, de jeunes, etc., avec une implication variable selon le quartier.
- Les boss maçons et les professionels techniques recrutés dans les quartiers d'intervention et formés dans le cadre des travaux.
- Miyamoto International : Expertise technique en ingénierie parasismique.
- Degenkolb Engineers : Expertise technique en ingénierie parasismique.
- ONG et sous-traitants : Il s'agit de plusieurs organisations déjà opérationnelles sur les sites dans le cadre d'autres projets qui ont collaboré avec les acteurs de projet. De plus, d'après les documents, certains aspects de la mise en oeuvre ont été confiés à des agences, organisations non gouvernementales ou au secteur privé.

Ainsi, la mise en œuvre du projet 16/6 a nécessité la mobilisation d'une diversité d'acteurs institutionnels, techniques et communautaires significative. Cette multiplicité d'intervenants reflète le caractère multisectoriel du projet, mais soulève également des enjeux de coordination et de clarté des rôles largement discutés dans la section relative aux entretiens.

La Multi-organisation temporaire (MOT) représentée ci-dessous illustre les interactions entre les différents acteurs. Elle met en évidence les principaux intervenants, dont le rôle est particulièrement significatif pour la suite de notre analyse.

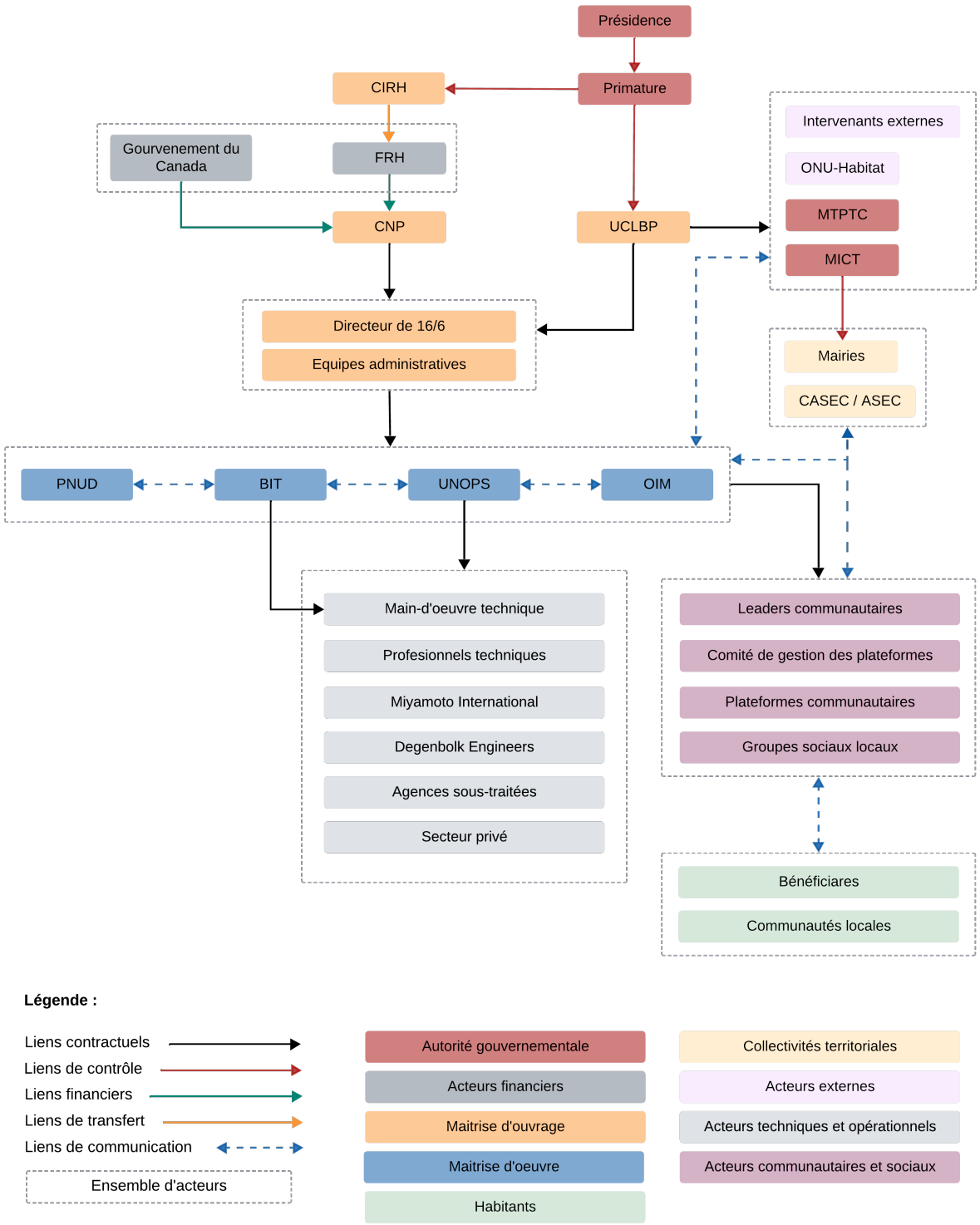


Figure 18 – Multi-organisation temporaire (MOT) (Papillon, 2025)

6.1.4 Du cadre institutionnel aux vécus des entretiens

La documentation disponible permet également de mettre en avant les résultats tangibles du projet 16/6. Selon Rausch & Baudrand (2016), à titre d'exemple, près de 11 000 familles ont quitté les camps, 1 413 familles ont bénéficié d'une maison réparée, 2 400 familles d'une maison reconstruite (300 maisons dans les quartiers initiaux et 180 à Fort National). Les auteurs annoncent également 63 formateurs certifiés, plus de 5 000 maçons formés, environ 5000 emplois créés, et plusieurs infrastructures mises en place, entre autres. Une autre réalisation importante souvent mentionnée dans la documentation concerne la construction de sites collectifs, notamment à Morne Lazare et Morne Hercule, qui seront abordés plus en détail dans la section relative aux entretiens. Au-delà des chiffres de réalisation, la documentation soulève déjà certains enjeux critiques telle que la coordination entre acteurs, les contraintes budgétaires, les difficultés d'intervention en zone à risques, la participation des habitants, ou encore la durabilité des actions. A titre d'exemple, d'après Grimorum et al. (2012) les plateformes communautaires ont été bien accueillies au départ mais elles ont rapidement perdu en légitimité auprès des participants. D'après les auteurs, un manque de clarté sur leur rôle, de communication avec les autorités locales, des retards de mises en œuvre ou encore une impression de décision imposée par les agences ont nourri une forme de méfiance envers celles-ci. Les enquêtes menées dans le cadre de la ligne de base témoignent notamment d'une certaine insatisfaction de la population sur la mise en œuvre du projet.

Ainsi, l'analyse documentaire permet de poser les bases de compréhension du projet, met en lumière une diversité d'acteurs, d'actions menées, d'enjeux et dresse un premier bilan. Cependant, elle ne permet qu'une lecture partielle des dynamiques concrètes mises à l'œuvre sur le terrain. C'est dans cette perspective que s'inscrit la deuxième étape de ce travail, consacrée à l'analyse des entretiens. En effet, ces récits offrent une lecture bien plus ancrée et nuancée du projet, en permettant de mieux comprendre la dynamique de mise en œuvre réelle et de soulever des réflexions transversales sur le processus de reconstruction. Les informations de l'analyse documentaire sont tantôt confirmées, tantôt questionnées par les intervenants et les réflexions menées au cours de cette seconde partie permettent de répondre plus spécifiquement aux questions de recherche.

6.2 Une reconstruction post-catastrophe dans un contexte complexe

Bien que l'analyse documentaire ait permis de poser un cadre et de comprendre les lignes directrices du projet, cette seconde partie, centrée sur les récits des entretiens, apporte une nouvelle perspective à travers le regard des intervenants. Ils reviennent sur les origines du projet, les raisons de sa mise en œuvre ou encore les choix d'intervention menés. Autant d'éléments ont défini le projet de reconstruction et suscité des réactions contrastées auprès des intervenants.

6.2.1 Origine du projet 16/6 et diagnostic initial

Au cours des entretiens réalisés, et souvent en guise d'introduction, les participants se sont exprimés sur leur compréhension des origines du projet. Bien que certaines informations, telles que la description des composantes, aient déjà été présentées précédemment, l'objectif ici est de mettre en lumière les raisons qui, selon les participants, justifiaient la mise en œuvre du projet. Leur témoignage propose une lecture complémentaire du contexte et des enjeux de l'époque.

En accord avec la documentation, plusieurs intervenants ont souligné que le lancement du projet 16/6 répondait en premier lieu au besoin urgent de vider les camps, principalement pour des raisons de conditions de vie, d'image, et d'hygiène. Ces éléments d'explication sont récurrents dans les récits des intervenants, montrant une certaine convergence quant à ce diagnostic initial.

La question des camps et des choix d'intervention spécifique opérés par le projet 16/6 à cet égard (notamment le recours à la solution locative) sort du cadre de ce travail. Toutefois, certains entretiens apportent des éclairages intéressants à ce sujet. E2, docteure en sociologie et ancienne directrice du CIAT (comité interministériel pour l'aménagement du territoire), adopte un regard critique sur la manière dont cette problématique a été abordée, questionnant la pertinence et les effets aggravants de certaines décisions. A l'inverse, E8, ancien directeur de l'UCLBP, et E13J, ancienne officière de projets de relocalisation à l'UCLBP, défendent les moyens mobilisés et la stratégie adoptée en insistant sur l'urgence de la situation et la capacité des populations à se réorganiser après la période de transition.

En parallèle à la gestion des camps, E11, ingénieure architecte et ancienne responsable de l'implémentation de la planification urbaine, souligne l'importance du travail préparatoire réalisé en amont. Au cours de l'entretien, elle met en évidence la diversité des actions menées, le nombre d'acteurs mobilisés dans les différents quartiers et le niveau de coordination requis pour lancer le projet.

E11 : « Donc la première étape, parallèlement qu'il y avait un recensement qui se faisait dans les différents camps pour voir comment faciliter le retour des personnes, il y avait aussi et des organisations qui faisaient ce qu'on a appelait la planification communautaire. [...] »

Enfin, E3, ancien représentant de l'UNOPS, revient sur la genèse du projet. Il explique que son agence a été remarquée à l'époque pour sa contribution aux premières étapes de la reconstruction de Port-au-Prince. Selon lui, les habitants ne retournaient pas dans les quartiers, en grande partie à cause du manque de services, d'infrastructures ou encore la présence massive de gravats. L'agence a donc collaboré avec d'autres structures pour nettoyer les gravats et installer leurs abris provisoires.

E3 : « [...] Donc ça c'est 2010, on est devenu la plus grosse agence, ou l'une des plus grosses agences qui produisait des abris d'urgence pour Port-au-Prince principalement. »

D'après l'intervenant, c'est ainsi que son agence s'est fait connaître et a été repérée par le gouvernement ce qui a ensuite mené à la structuration d'une équipe inter-agences pour concevoir ce qui allait devenir le projet 16/6 en collaboration directe avec l'UCLBP.

E3 : « [...] C'était en 2011. Donc, on a commencé à travailler sur ce qui allait devenir le 16/6, mais c'était donc pendant trois mois, de façon intense, on a développé ce que nous, on considérait tous comme étant le projet par excellence de reconstruction, et c'était avec le gouvernement. [...] »

Bien que les bases d'un diagnostic aient été posées par les porteurs du projet à travers les documents disponibles et les entretiens réalisés, E2 questionne fondamentalement l'essence même du projet et les raisons de sa mise en œuvre. Selon l'intervenante, le projet s'inscrivait dans une dynamique de « course aux financements et aux contrats » dans l'immédiat d'après séisme, parmi de nombreux autres programmes portés par des bailleurs internationaux. Elle affirme que le CIAT ne soutenait pas le 16/6, en raison notamment du choix de la solution locative et de la priorisation des interventions in situ dans des quartiers précaires, au détriment d'un accompagnement des populations vers leur province d'origine et d'un crédit pour la reconstruction.

E2 : « [...] Donc pour nous, il y avait un mouvement de la population qu'il fallait accompagner. En créant les camps, je crois que la communauté internationale a fait ce qu'elle sait faire le mieux ou le plus. [...] Donc le 2e point, c'était que nous, on encourageait au contraire à permettre aux classes moyennes qui avaient été très durement frappées d'avoir un crédit foncier qui leur permettrait de construire chez eux. »

E2 exprime qu'une perspective aurait été de mettre la priorité sur des actions permettant de re-

structurer le centre-ville de Port-au-Prince avant une intervention dans ses quartiers périphériques, afin d'éviter l'isolement des communautés et de recréer des dynamiques urbaines plus équilibrées.

E2 : « [...] En fait, tout était désorganisé, il fallait travailler sur le cœur de la ville [...] Ce que nous vivons là, aujourd'hui en Haïti, c'est en grande partie l'échec de la reconstruction de Port-au-Prince. C'est le fait que Port-au-Prince ne s'est pas reconstruit et qu'on a investi l'argent international dans des fantaisies. »

Ainsi, E2 soulève trois points principaux. D'abord, la création de camps aurait renforcé la concentration urbaine au lieu d'accompagner les retours en province. Ensuite, la solution locative aurait manqué d'encadrement et reposé sur l'illusion d'un parc locatif disponible. Enfin, la priorité aurait dû être, selon elle, la reconstruction du centre-ville plutôt que des quartiers périphériques. Son regard invite à prendre du recul sur les solutions proposées et souligne les divergences dans le choix des stratégies d'intervention.

Bien qu'E11 n'intervienne pas sur la légitimité du projet, elle apporte un complément de réflexion sur la logique d'intervention. Elle souligne l'importance de pouvoir intervenir sur le logement mais aussi et surtout de prioriser les infrastructures collectives dans les interventions mises en place par le gouvernement. Elle insiste également sur l'importance d'une solution de crédit pouvant apporter une amélioration de l'état général des logements.

E11 : « [...] Donc, c'était mieux de donner la priorité à tout ce qui allait être bien commun, parce que c'est ce que qui n'était pas construit. [...] Maintenant, l'état des logements d'une façon générale en Haïti est ce qu'il est pour deux raisons. Un, il n'y a pas suffisamment de crédit au logement [...] »

6.2.2 Contexte post-séisme : une vulnérabilité préexistante et persistante

L'entretien réalisé avec E6, ingénieur géologue et personnage très impliqué dans les recherches relatives aux risques liés aux aléas naturels en Haïti, a permis de mettre en évidence certains facteurs ayant contribué à la forte vulnérabilité du pays face au séisme de 2010. L'intervenant souligne une méconnaissance généralisée du risque à l'époque où aucune mesure n'était prise que ce soit en termes de modalités de construction, d'éducation, ou de prévention.

E6 : « [...] le risque sismique était quelque chose d'inconnu en Haïti. Donc, on ne pouvait pas vraiment faire de la prévention. »

Ce témoignage souligne des facteurs qui, déjà à l'époque, constituaient des sources majeures de fragilité, et contextualise une situation encore très actuelle aujourd'hui. E6, distingue trois niveaux de vulnérabilité : d'abord celle du bâti, marqué par une prédominance de bâtiments auto-construits, non réglementaires et non parasismiques, dans un contexte où l'aménagement du territoire est quasi inexistant et les bidonvilles nombreux. Il discute ensuite de la vulnérabilité liée à la sensibilisation de la population, qui n'avait pas l'attitude ni les réflexes nécessaires face à l'événement. Enfin, il adresse également la capacité de réponse, où il épingle une situation dans laquelle les communautés n'étaient pas préparées à réagir. Cette vulnérabilité à trois dimensions soulignée par E6 est encore d'actualité aujourd'hui.

E6 : « [...] Haïti est extrêmement vulnérable, au niveau du bâti, au niveau de la sensibilisation de la population et au niveau de la réponse. »

L'intervenant rappelle également que la catastrophe de 2010 n'était pas un événement isolé, et insiste sur la récurrence des événements naturels en Haïti qui doit être prise en compte dans les réflexions ou actions en matière de prévention et de reconstruction. Il évoque le séisme d'août

2021 qui a frappé le sud du pays et insiste :

E6 : « [...] c'était une leçon pour dire aux gens que tout n'était pas terminé le 12 janvier [...] Nous sommes toujours vulnérables, et puisque nous n'avons pas pris les mesures qu'il faut, nous n'avons pas tiré la leçon qu'il faut, donc les dégâts seront toujours importants. [...] »

E6, à travers son entretien, met en lumière la responsabilité d'un ensemble de facteurs dans la production de la catastrophe. Il souligne que la vulnérabilité est produite par un système plus complexe, dont les mécanismes sont toujours très présents dans le contexte actuel du pays. Il invite à une réflexion approfondie sur les types d'interventions nécessaires pour y répondre.

6.2.3 Une intervention en zone d'habitat non planifié



Figure 19 – Illustration de la topographie et de la densité des zones étudiées (Petter, 2016)

Les différents points de vue discutés jusqu'ici épinglent déjà l'importance et la diversité des avis quant aux choix d'intervention. Ainsi, cela mène naturellement à la question du choix de la reconstruction in situ posé dans le cadre de projet 16/6 et des représentations qui sont faites des quartiers ciblés. Avant toute discussion, nombre d'intervenants interrogent les termes employés pour désigner les quartiers d'intervention, ainsi que les représentations sociales et politiques qui leur sont associées. Les discussions menées dans le cadre des entretiens invitent à une posture réflexive sur la manière dont ces espaces sont nommés, perçus et légitimés ou non. De nombreux intervenants questionnent les désignations, notamment lorsqu'elles sont porteuses d'une connotation négative implicite.

E7G, architecte haïtien et expert extérieur au projet, soulève dès le début de son intervention la nécessité de réfléchir à l'usage de certains mots tels que « bidonville », en particulier dans les milieux universitaires. Selon lui, les quartiers sont modestes et peu encadrés, mais leur construction en dur (souvent en béton) les distingue de l'image traditionnelle des « shacks ». Il invite également à replacer ces désignations dans le contexte global de Port-au-Prince où l'accès aux infrastructures est une problématique généralisée.

E7G : « Est-ce que c'était vraiment des bidonvilles ? Il faudrait peut-être définir ce que c'est un bidonville. Parce que, si c'est l'absence d'infrastructure, Port-au-Prince, c'est un bidonville. [...] »

Dans cette même optique, E9, architecte et professeure à l'Université d'État d'Haïti, insiste sur la nécessité de comparer et de choisir avec soin les termes employés, comme « quartier précaire » ou « quartier informel ». A partir de son expérience personnelle, elle souligne que la précarité en termes de services (notamment l'accès à l'eau et l'électricité) touche aussi des quartiers perçus comme « corrects ». Elle invite alors à éviter tout abus de langage ou stigmatisation. L'intervenante exprime une préférence pour le mot « informel » jugé plus descriptif et moins stigmatisant, car il renvoie à une réalité d'occupation foncière irrégulière.

Le débat autour des désignations est richement alimenté par les entretiens et la nécessité d'employer des termes avec précision apparaît comme un enjeu central. E7A, architecte et chercheuse, propose l'expression « auto-urbanisé », qu'elle considère comme encore plus nuancée. Ces réflexions invitent à repenser les désignations et leur impact. Toutefois, comme l'explique E8, les frontières entre les quartiers sont de plus en plus floues à Port-au-Prince. Les espaces sont limitrophes et les usages du quotidien soulignent une tout autre dynamique.

E8 : « Les quartiers ne sont pas plus isolés que ça. [...] Les quartiers formels et les informels, ils s'entremêlent entre eux. Des fois, pour les chemins découpés, pour dévier les blocus, le trafic, on passe dans un quartier informel.[...] »

À l'inverse, certains intervenants justifient l'emploi du mot « bidonville » pour décrire certaines réalités de terrain. E2 précise que ce sont des zones dépourvues de voiries et réseaux avec un habitat sommaire et sans équipement sanitaire. L'intervention de E10, membre de l'équipe de projet, souligne notamment la vulnérabilité physique des lieux. Il précise que ce sont des quartiers en bordure de ravines, sur des terres instables où les constructions sont non réglementaires. D'après lui, la ravine est donc un point commun aux quartiers d'intervention et la majorité des gens se trouvant dans les camps en étaient originaires. L'intervenant pointe également la diversité sociale et la forte dimension d'attachement des habitants à ces territoires malgré leur vulnérabilité physique. Il explique que le projet 16/6 lui a permis de mieux comprendre la complexité du tissu social haïtien.

E10 : « Donc je pense que ce qui est intéressant, c'est de voir que le projet 16/6 non seulement cherchait à résoudre des problèmes, mais par exemple dans mon cas m'a permis de comprendre un petit peu la complexité du tissu social haïtien. [...] »

Ayant constitué un enjeu majeur pour la mise en œuvre du projet, la question de la formalisation de ces quartiers a soulevé également de nombreuses réactions. Les membres de l'UCLBP interrogés ont insisté sur le besoin de régularisation foncière de ces zones. Ils défendent ce point de vue de deux manières : d'une part comme une garantie de sécurité pour les occupants et, d'autre part, étant donné la responsabilité envers l'État.

E13A : « C'est-à-dire, quelqu'un est là, on vient, on lui donne une maison toute neuve et puis ça s'arrête là. Mais non, il va devoir payer l'État. Il faut un suivi. »

E5, architecte et professeur à l'université, et E12, également architecte, tous deux membres de l'équipe des experts extérieurs mobilisés, rappellent que malgré l'absence de cadre légal clair, ces quartiers fonctionnent selon leurs propres logiques. L'existence de transactions foncières, de propriétaires non enregistrés ou encore le rôle des spéculateurs, révèlent une forme d'organisation parallèle qui échappe à l'État.

E5 : « Dans la réalité, comme je vous dis, s'ils veulent vendre, ils trouvent un acheteur malgré tout. Donc, en fait, je dirais que c'est un point de vue du camp de la formalisation. Parce que malgré tout, ils achètent, ils vendent, etc. [...] Mais il faudrait qu'à un certain moment, que l'État vienne mettre de l'ordre

dans tout ça. [...] »

> Les représentations sociales et les termes utilisés pour désigner les quartiers ciblés influencent directement les modalités d'intervention, la reconnaissance ou au contraire la stigmatisation des quartiers et des habitants. Une attention particulière doit être portée à ces désignations au risque de renforcer des inégalités déjà installées. La complexité du contexte et la vulnérabilité des territoires exigent une compréhension fine et des réponses adaptées.

Malgré la forte vulnérabilité décrite dans les quartiers ciblés, la majorité des intervenants étaient favorables à la reconstruction in situ opérée par le projet 16/6. Plusieurs arguments sont avancés : le maintien du tissu social, l'attachement des populations au lieu, les échecs précédents de projets de relocalisation, ou encore la proximité aux ressources de la ville.

E1, ingénieur et membre de l'équipe de projet, affirme avoir vu très peu de projets de relocalisation aboutir au cours de sa carrière. Selon lui, déplacer des communautés ayant un tissu social et des modes de vie propres au lieu, relève d'une certaine utopie.

E1 : « [...] Les gens habitent dans ces quartiers-là, ils y sont. Et il est à mon avis un petit peu utopique que de penser enlever le problème et le pousser ailleurs. »

E10 partage ce constat et souligne que de nombreuses personnes étaient déjà retournées dans les quartiers et avaient déjà commencé à reconstruire de manière inadaptée, même avant l'intervention du 16/6. Il insiste également sur les limites concrètes de la relocalisation rappelant qu'elle suppose la mise en place d'emplois, de services, et qu'en situation d'urgence, les habitants recherchent avant tout des solutions rapides et accessibles.

E10 : « [...] À l'extérieur, qu'est-ce qu'ils ont ? Est-ce qu'ils ont de l'emploi ? Est-ce qu'ils ont des services ? [...] Ils ont eux-mêmes commencé à reconstruire, reconstruire de la mauvaise façon. Et nous on arrive, on leur dit : « chef, ce que tu fais là n'est pas bon ». Il me répond : « Je suis d'accord mais où veux-tu que j'aille ? » [...] » (traduction libre)

E5, bien que non impliqué dans le projet 16/6, souligne que cette approche était une occasion pour restructurer les quartiers, souvent difficiles d'accès, en y apportant des aménagements adaptés. Il en souligne d'autant plus l'intérêt vu qu'il rappelle qu'une grande majorité de la population de Port-au-Prince vit dans ces zones.

Certains intervenants nuancent cette posture en rappelant l'importance du contexte physique et social des quartiers concernés. E7G, tout en insistant sur la question des représentations, attire ici l'attention sur les contraintes physiques du lieu, il évoque le « fameux genius loci ». Il invite dès lors, à adapter les choix et les interventions aux spécificités de chaque site. De son côté, E9 attire l'attention sur les déséquilibres que cela peut engendrer si les populations ramenées ne sont pas réellement celles qui étaient originaires des quartiers.

E9 : « [...] Le déséquilibre, il est logique, il est normal puisqu'on doit apprendre à se connaître, on doit apprendre à tisser des liens et à se respecter. Culturellement, on fonctionne de manière différente [...] il se voit à niveau local, à niveau de quartier mais il peut se voir à niveau régional, il peut se voir à niveau d'un pays. [...] »

Enfin, E2, cite une conférence de 2011, rappelant que le président d'ONU-Habitat insistait sur l'importance de reconstruire au centre de la ville, et non à sa périphérie. Elle dénonce une logique

inverse réalisée sur terrain comme dans le cas du projet 16/6.

E2 : « [...] C'était le centre de sa présentation : "On ne reconstruit pas une ville à sa périphérie. On la reconstruit en son centre." Et au moment des questions, moi je lui ai dit : "mais écoutez... Monsieur Clos, ONU-Habitat a fait l'inverse et les bailleurs de fonds ont suivi." [...] Il a reconnu que c'était une erreur grave. »

Les choix entre relocalisation et reconstruction in situ soulèvent des tensions fondamentales entre logiques techniques, exigences sociales et réalités de terrain. D'après les intervenants, ils doivent tenir compte de la faisabilité opérationnelle, du maintien du tissu social et de la proximité aux ressources, mais aussi des contraintes physiques, des équilibres sociaux existants et des besoins en investissement entre autres. Toute décision dans ce domaine exige une lecture fine du contexte local, une réponse aux différents enjeux et une réelle concertation avec les habitants.

6.3 Un projet de reconstruction face à des réalités multiples et interdépendantes

Bien que le choix de la reconstruction in situ ait été globalement soutenu par les intervenants, sa mise en œuvre dans le cadre du projet 16/6 a rapidement été confrontée aux réalités complexes du terrain. La configuration physique des quartiers ciblés, les limites techniques, les lourdeurs institutionnelles, ainsi que les contraintes sociales et économiques ont eu une influence directe sur la trajectoire de la reconstruction.

6.3.1 Défis opérationnels de l'intervention sur site

De nombreux intervenants ont souligné l'importance de doter les quartiers de services, voiries et infrastructures pour permettre le retour des habitants dans de meilleures conditions de vie. Les interventions menées par le 16/6 devaient ainsi non seulement répondre aux dégâts causés par le séisme, mais aussi améliorer la situation préexistante des quartiers. A titre d'exemple, E9 évoque cet enjeu comme un défi central de la réhabilitation et insiste sur la nécessité de créer des accès même piétons pour permettre ensuite la mise en place des services.

E9 : « [...] Là, on est vraiment sur le haut de collines qui n'a pas de route en soi d'accès. La mobilité est difficile, l'accès est difficile. Déjà, pouvoir doter le quartier d'accès, d'accès si non voiturable, mais d'accès piétons corrects, c'est un plus. »

L'intervenante témoigne d'ailleurs d'améliorations observées à Morne Hercule, Morne Lazare et Nérette à la suite du projet 16/6. Toutefois, E11, appuyée par E3, rappelle que la densité du bâti et la trame existante ont fortement limité les possibilités d'intervention.

E11 : « Il y a certains accès qui ont été améliorés de manière à ce qu'une voiture puisse arriver, mais la voiture arrive à un certain point et le reste se fait à pied.[...] Ça a été de la reconstruction mais faut pas oublier que ça n'a pas été de la reconstruction sur un terrain entièrement vide.[...] »

Au-delà des accès, E11 stipule que cette densité impacte la mise en place des réseaux, notamment pour l'eau. Ainsi, l'approvisionnement en eau a été limité à l'implantation de points d'eau collectifs. E11 estime que bien que des solutions partielles soient apportées en ce sens, le véritable blocage concernait le traitement des eaux usées qui est resté un enjeu sans réponse.

E11 : « Au niveau de l'accès à l'eau, il n'y a pas moyen de donner l'accès à l'eau à toutes ces maisons. [...] Un des plus gros problèmes n'était pas forcément l'accès à l'eau, mais c'était plutôt l'eau usée. [...] Aucune ONG non plus ne voulait, ni ne pouvait intervenir par rapport à cette donnée-là. »



Figure 20 – Illustration de la topographie et de la densité des zones étudiées (Nadon)

L'intervention en tissu dense soulève des défis majeurs, notamment les limites quant aux possibilités de réaménagement et la mise en place de réseaux. Ces questions doivent être prises en compte dès le début de la conception pour garantir des conditions de vie saines et une réhabilitation durable.

En plus des contraintes spatiales discutées, plusieurs intervenants ont mis en avant des difficultés logistiques majeures rencontrées lors de la mise en œuvre du projet. E1, ingénieur au sein de l'équipe de projet, explique que la multiplicité des sites, leur dispersion, leur accès difficile et le contexte sécuritaire rendaient la gestion et la coordination particulièrement complexe. Selon lui, coordonner plusieurs équipes sur des terrains risqués nécessitait une organisation rigoureuse, des entreprises qualifiées, et une grande capacité d'adaptation.

Il souligne également la difficulté de mobiliser des entreprises expérimentées souvent réticentes à l'idée d'intervenir dans des quartiers informels jugés trop risqués. E1, insiste sur la fragilité des quartiers, où la forte densité urbaine empêche la mise en place de chantiers sécurisés et clos, exposant les sites à des vols de matériaux. Cette vulnérabilité est aggravée par une instabilité politique, qui peut entraîner le blocage des travaux. Par conséquent, le projet a donc dû collaborer avec des plus petites structures, moins expérimentées, qui elles ont bien voulu prendre le risque et qu'il a fallu accompagner et soutenir de très près.

E1 : « La reconstruction dans les quartiers informels comme ça, l'une des très grosses difficultés, c'est que la coordination et les aspects logistiques [...], ça demande une certaine maturité. Ça demande des entreprises d'un certain calibre. Or les entreprises de ce calibre-là ne souhaitent pas travailler dans ces quartiers-là [...] »

A ces contraintes s'ajoutent des règles institutionnelles parfois inadaptées au contexte des quartiers ciblés. E3, représentant d'agence, explique les difficultés rencontrées pour mobiliser des ressources humaines locales face à un système standardisé et inadapté aux réalités du terrain.

E3 : « Dans le système des Nations Unies [...] on a innové, même dans mon agence, j'ai dû tellement travailler à trouver des moyens pour contourner toutes les règles, pour que je puisse embaucher mon boss maçon qui est dans le bidonville, qui n'a pas de compte de banque, qui n'a rien [...] »

Les contraintes logistiques et institutionnelles rencontrées dans les quartiers ciblés montrent que la reconstruction in situ en tissu dense, exige des modalités d'intervention souples et adaptées. Celles-ci soulignent l'importance de repenser les cadres opérationnels dans les contextes informels.

Enfin, d'une manière générale, les intervenants soulignent que les travaux nécessaires engendrent des coûts considérables, et ce que les choix s'orientent vers une relocalisation ou une reconstruction in situ. Les coûts des travaux sont élevés, les budgets nationaux insuffisants et la dépendance aux financements internationaux, limités dans le temps, compromettent la durabilité des efforts de reconstruction.

E6 : « [...] Certaines maisons vont être consolidées, des écoles vont être consolidées, mais l'ensemble de la population, la plupart des maisons construites ne seront pas vraiment renforcées, donc le problème va demeurer en entier. [...] »

E10 : « Par exemple, si tu vas à Morne Hercule ou un Morne Lazare ou même à Fort National, tu vas voir qu'il y a une typologie de maisons qui ont été développées pour le projet 16/6 avec un système de structure de fondation interconnecté qui permettent justement que, en cas d'un prochain tremblement de terre, tout doit travailler ensemble. Ça coûte beaucoup d'argent. Qui est capable de se payer ça ? »

Les contraintes économiques, sans surprise, limitent fortement les possibilités d'intervention. Cela interroge sur les dispositions à mettre en place pour assurer la continuité des efforts de reconstruction et leur prise en main des locaux.

6.3.2 Défis fonciers et cadre légal incertain

Un des enjeux majeurs abordé de manière quasi systématique dans les entretiens concerne les problématiques foncières, tant par les experts extérieurs que par les acteurs de projet. Ceux-ci soulèvent tantôt un questionnement, tantôt une perspective quant aux obstacles rencontrés, les pratiques mises en œuvre ou les limites.

Les zones d'habitat non planifié en Haïti présentent des caractéristiques foncières particulières. E2, ayant réalisé sa thèse de doctorat sur les structures foncières et le système agraire, identifie trois types de situations récurrentes menant à l'occupation irrégulière : les propriétaires à l'étranger, les conflits d'héritiers et les terres appartenant à l'État ou déclarées d'utilité publique. Elle évoque notamment le cas de Morne Lazare, quartier d'intervention du 16/6, caractérisé par une situation foncière particulièrement complexe. E2 exprime de sérieux doutes quant à la possibilité du projet d'avoir pu régulariser une telle situation foncière.

E2 : « [...] en Haïti, les bidonvilles sont créés sur des espaces bien typés. Soit c'est des propriétaires à l'étranger, dont la propriété est squattée, soit c'est des conflits d'héritiers [...] C'est le cas de Morne Lazare. [...] C'est des terres qui appartiennent à l'État ou des terres déclarées d'utilité publique. »

Comme déjà évoqué précédemment, certains intervenants soulèvent aussi des pratiques informelles courantes. E14, boss maçon et membre de plateforme communautaire, souligne que faute d'autorisation de construire, les habitants se retrouvent sans papiers, ou tentent d'en obtenir par des moyens douteux.

Les anciens opérateurs du projet soulignent la réalité du terrain complexe et expliquent que ce désordre foncier a eu des conséquences directes sur la mise en œuvre du projet. Toutefois,

E1 insiste sur l'irréalisme de l'idée de déplacer les occupants pour des raisons légales, alors qu'ils occupent les terres depuis de nombreuses années.

E1 : « [...] mais pendant la réparation, on allait beaucoup moins regarder dans la propriété réelle de ces terrains-là. [...] ce sont des terrains squattés à la base, [...] dire il faut qu'ils déménagent parce qu'ils n'ont pas le droit d'être là.[...] C'est, humainement et éthiquement, à mon avis, très discutable [...] »

Dès lors, certains habitants ont dû régulariser leur situation pour pouvoir bénéficier du projet. E4, bénéficiaire, l'évoque, tout comme E14. Ce dernier souligne la nécessité de mettre en place des mesures car, dans certains cas, des propriétaires tentaient de récupérer les logements mis à disposition des locataires sinistrés.

E14 : « [...] Des fois, il y a des propriétaires qui ne sont même pas là, la maison s'effondre, le locataire perd toutes ses affaires, et maintenant la compagnie arrive, elle a fini de réparer la maison, elle a aménagé la maison, elle a fait la maison pour la victime, et puis là vous voyez apparaître le propriétaire. Il veut vous mettre à la porte et louer avec quelqu'un d'autre [...] » (traduction libre)

Face à ces nombreux obstacles, certaines initiatives ont été mises en place. E3 évoque que conformément aux principes des Nations Unies, l'équipe de projet devait garantir la sécurité d'occupation des bénéficiaires. Dans le cas du 16/6, certaines stratégies ont été mises en place localement notamment par le développement d'un guide foncier, discuté plus tard.

E3 : « Dans notre cas, on s'est assuré qu'on allait un peu plus loin parce qu'on avait même un juge à Pétion-Ville avec qui on avait développé une relation. On arrivait avec une dizaine de cas, il nous signait. Donc, on était en mesure de faire ça et c'est une protection. [...] »

Cependant, l'entretien avec les membres de l'UCLBP soulignent que ces efforts n'ont pas été suffisants ou ont manqué de suivi dans le temps. E13A évoque notamment l'absence de finalisation de la procédure avec la DGI limitant jusqu'à présent l'accès aux papiers de certains propriétaires.

E13A : « [...] les comités se plaignent qu'on devrait faire des suivis au niveau de la DGI afin que les propriétaires puissent avoir leur papier [...] la démarche n'a pas été aboutie. Il n'y avait pas de suivi [...] Jusqu'à présent, je ne crois pas que ça a été fait. [...] Les gens ont une nouvelle maison, sans papiers. »

Les défis fonciers constituent un enjeu majeur pour la reconstruction. Les situations sont complexes et soulignent des tensions entre occupation irrégulière et attachement des occupants aux lieux. Ces questions doivent faire l'objet d'un suivi car sans sécurisation légale, les interventions restent fragiles.

6.3.3 Enjeux communautaires et mobilisation des habitants

Dans la mise en œuvre du projet, un autre enjeu majeur était la communauté elle-même. Pour répondre aux attentes locales et assurer l'implémentation, les porteurs du projet ont développé des stratégies jugées essentielles par de nombreux intervenants. Celles-ci sont en lien direct avec le rôle des mobilisateurs et des plateformes communautaires, déjà évoqué dans l'analyse documentaire. D'abord, il s'est avéré nécessaire de se faire connaître et d'annoncer l'arrivée du projet, dans un contexte peu favorable à l'intervention d'acteurs externes. Selon plusieurs intervenants, cela exige une communication claire, une présence continue et l'établissement d'un lien de confiance. Trois éléments clés ont facilité le lancement des interventions : l'identification des bons interlocuteurs, l'information à la population quant à la présence des équipes et la cartographie des ressources du quartier pour guider les choix d'intervention. Le lien de communication est souvent perçu comme

crucial pour éviter les tensions sur site et les éventuels blocages pouvant nuire au bon déroulement des travaux. A titre d'exemple, E1 ayant déjà évoqué les risques liés aux interventions dans ces quartiers, souligne les stratégies fréquentes de blocage de la population visant à exiger un dialogue.

E1 : « La Communauté n'est pas contente pour une raison X ou Y et bloque l'accès. [...] parce que ça force l'UNOPS ou l'entrepreneur à venir discuter [...] »

En parallèle, la mise en place de l'interface de dialogue avec la population par le biais des plateformes communautaires, présentant une certaine diversité sociale et générationnelle, s'est avérée essentielle. D'après les intervenants, ces structures jouaient un double rôle à la fois de recueillir les avis des habitants et de transmettre les décisions des intervenants. E11 insiste notamment sur la nécessité d'avoir un groupe représentatif, engagé et disposant d'une certaine notoriété.

E11 : « [...] on ne peut pas parler à cent mille personnes à la fois. [...] capables non seulement de retransmettre les informations au reste de la communauté, mais aussi que ce groupe est représentatif de la communauté. C'étaient également des personnes qui avaient une certaine autorité[...] »

La transparence autour des critères de sélection des bénéficiaires et des interventions a également été perçue comme un facteur de légitimation du processus. D'après E13J, membre de l'UCLBP, cette clarté a permis de réduire les mécontentements.

E13J : « [...] Ils connaissent aussi les critères de sélection des bénéficiaires des travaux qui seront exécutés. [...] la personne elle-même peut voir si elle satisfait aux critères ou pas, et donner la priorité aux plus vulnérables. »

Malgré les tensions inévitables, les intervenants ont globalement exprimé une bonne réceptivité des communautés concernées. E11, ancienne responsable de l'implémentation de la planification communautaire, témoigne d'un accueil favorable et souligne l'implication spontanée des habitants ayant parfois, par leurs propres moyens, contribué à la réalisation du projet.

E11 : « [...] Mais ce qui m'a vraiment frappée, c'est que les personnes d'une manière générale étaient très réceptives [...] Par exemple, on faisait un banc ou un drainage, on retournait une semaine après les personnes avaient peint. »

La qualité du lien avec les communautés apparaît comme un levier central de réussite. L'expérience du projet 16/6 montre l'importance qu'elle soit fondée sur la transparence, la représentativité et l'implication directe des habitants dans le projet. La mise en œuvre du projet est largement facilitée si les populations sont informées, réellement écoutées et intégrées. Tout cela favorise l'appropriation du projet et contribue à sa durabilité.

6.4 Une réponse adaptative face aux défis de la reconstruction in situ

L'ensemble des contraintes présentées jusqu'ici montre à quel point la mise en œuvre d'un projet de reconstruction dans ce contexte relève d'un grand défi. Ainsi, les porteurs du projet 16/6 ont tenté de déployer des stratégies adaptatives au plus près des réalités locales.

6.4.1 Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention

D'après l'analyse documentaire, le projet portait quatre composantes, dont deux directement liées aux interventions dans les quartiers menées par l'UNOPS. Un rappel synthétique de la procé-

dure est présenté ici, appuyé par des entretiens qui confirment certains éléments déjà décrits.

E8, ancien directeur de l'UCLBP, rappelle que le modèle d'intervention reposait d'une part sur le retour des populations sinistrées des camps vers leur quartier d'origine, et d'autre part sur un travail de réhabilitation mené dans les quartiers pour et avec les habitants. Il évoque également un point d'attention en rappelant que de nombreuses familles habitaient encore dans les quartiers ciblés justifiant ainsi la nécessité d'une approche intégrée visant à améliorer les conditions de vie sur place, non seulement pour ceux qui allaient revenir mais aussi pour ceux qui y vivaient encore.

E8 : « [...] Donc c'est la raison pour laquelle, au lieu de l'appeler 6 camps, 16 quartiers, on a appelé le projet 16 quartiers et 6 camps. »

Certains intervenants soulignent que la stratégie mise en place a été ajustée au fur et à mesure. Elle a été alimentée d'expériences antérieures ou même inspirée d'autres contextes. E8 évoque notamment des visites réalisées en Colombie, tandis que E3 stipule que la phase des maisons jaunes a été déterminante pour comprendre la dynamique des quartiers et réfléchir à la mise en œuvre de la suite du projet.

E3 : « Donc les maisons jaunes étaient importantes, parce que ça nous permettait de vraiment comprendre la logistique, comment j'amène mes sacs de ciment dans le bidonville, comment je peux inclure la famille dans la reconstruction. [...] ça a servi à développer ce qu'allait devenir le 16/6. »

Pour compléter, les interventions de E10 et E11 permettent de préciser la suite de la procédure. Ils évoquent notamment des séances de concertation entre les porteurs de projet et les habitants visant à identifier collectivement les besoins et à définir les modalités d'aménagement. Ils éclairent davantage sur la collaboration avec ONU-Habitat moins développée dans les documents analysés. Les intervenants insistent sur l'importance de cette participation ayant favorisé l'appropriation et la durabilité des efforts.

E10 : « Alors, on est partis des besoins définis par les communautés. On a travaillé aussi avec ONU-Habitat et ONU-Habitat nous avait aidé justement à faire des diagnostics urbains. [...] Beaucoup de ces personnes-là c'est la première fois qu'ils voyaient une carte [...] Une fois qu'ils ont identifié, on a développé des scénarios.[...] »

E11 : « Donc il y avait tout un canevas qui avait été préparé avec des directives de ONU-Habitat et de l'UCLBP et que nous devions exécuter. »

Les entretiens, comme l'analyse documentaire, révèlent que les processus de concertation semblent avoir été multiples et organisés par différentes entités (ONU-Habitat, PNUD, ou d'autres initiatives plus ponctuelles).

Ces éléments montrent que la mise en œuvre du projet s'est appuyée sur une stratégie construite sur les expériences passées et la concertation avec les communautés. La planification participative a constitué un levier structurant de l'intervention. L'expérience du projet 16/6 souligne l'importance d'une concertation en amont, non seulement pour légitimer l'action, mais aussi pour mieux ancrer la reconstruction dans les réalités sociales et spatiales.

6.4.2 Entre diversité intra-quartiers et maillage inter-quartiers

Les différences entre les différents quartiers sont également des points d'influence sur la mise en œuvre nécessitant des efforts d'adaptation conséquents. En effet, bien que certaines similarités soient observées, un certain nombre de particularités propres à chaque lieu, à ses ressources et à ses habitants doivent être également pris en considération. Ces facteurs ont également été déterminants dans les choix d'intervention différenciée réalisée entre les quartiers et parfois mal compris ou mal perçus.

E10, appuyé par les propos de E11, rappelle que les quartiers n'avaient pas les mêmes populations, superficies, topographies ou ressources. Dès lors, sur base des consultations réalisées avec les habitants, des choix d'intervention ont été discutés, cartographiés et priorisés. Ainsi, différents scénarios ont été proposés selon les contraintes techniques et budgétaires, puis ont été soumis à la validation de la population.

E10 : « Le quartier A n'avait pas la même population que le quartier B. Le quartier A n'avait pas la même superficie que le quartier B. Le quartier A avait plus d'avantage en eau parce qu'il était près d'un réseau de la DINEPA. [...] c'était basé sur non seulement les besoins, les priorités, mais aussi la disponibilité budgétaire et la capacité technique que nous avions d'intervenir ou pas. »

Toutefois, comme le soulignent certains intervenants une différence dans le degré d'intervention entre les quartiers a été remarquée. L'absence de notes dans les documents d'archives au sujet de certains sites renforce ce constat. E1, membre de l'équipe de projet, évoque spontanément les quartiers qui, selon lui, étaient plus investis.

E1 : « [...] le premier quartier dans lequel on a commencé c'était Morne Hercule. Ensuite, on a été à Nérette [...] Morne Lazare. [...] Ensuite, il y a eu Fort national [...] Et le simple fait que je me souvienne plus du nom des autres est parlant sur le fait que nécessairement ils ont reçu moins d'attention. »

Cette perception est également soulignée par E4, bénéficiaire, qui rapporte une impression d'injustice dans son quartier de Nérette comparé à la qualité des interventions menées à Morne Lazare.

E4 : « Non je ne l'explique pas, parce que je vois que tout s'est fait d'une seule manière. [...] Mais après ça, c'est à Morne Lazare, quand j'ai mené une enquête, cherchant à savoir, ils me disent que c'est eux qui l'ont fait. Ils n'ont rien donné de plus alors, c'est eux qui décident de mettre un niveau supplémentaire. » (traduction libre)

Les porteurs de projet expliquent cette disparité par des critères culturels, techniques ou budgétaires. E10 exprime une dimension culturelle forte. D'après lui, certaines solutions architecturales comme l'utilisation du bambou ont été bien accueillies dans certains quartiers, mais moins bien reçues ailleurs, ce type de matériaux étant associé à la pauvreté ou au vaudou. L'intervenant insiste alors sur les difficultés d'avoir une typologie standardisée et stipule que les habitants « voulaient avoir leur propre identité ». Il évoque aussi une adaptation liée à la mise en œuvre où certaines adaptations ont dû être réalisées au cours du temps. Enfin, E13J évoque la contrainte budgétaire, soulignant que les budgets étaient limités, ce qui a contraint les possibilités d'intervention et limité à neufs quartiers et deux blocs d'habitations collectives.

E13A : « On n'avait pas assez de moyens, vu qu'on avait seulement 30 millions. C'est pourquoi on intervient, dans le cadre du projet 16/6, sur neuf quartiers. Et dans le cadre de reconstruction, on a eu la chance de construire deux blocs de maisons. Les premiers blocs conçus à Morne Hercule, il y avait 25 familles et à Morne Lazare, 29 familles. »

La diversité intra-quartiers impose une adaptation fine des interventions selon des facteurs qui leur sont propres. Cela souligne également l'importance de la transparence, de l'explication continue des choix opérés et une capacité à adapter les réponses selon les réalités du quartier, sans pour autant créer de sentiment d'injustice.

Au-delà des logiques propres à chaque quartier, la question de leur interconnexion spatiale et fonctionnelle a également été déterminée comme un enjeu crucial par les membres des experts extérieurs. En effet, les intervenants soulignent que bien que certains quartiers de la capitale sont limitrophes, leur enclavement et l'absence de continuité induisent des limites.

E5, architecte et professeur à l'université, insiste sur la nécessité de développer davantage d'accès, voiturables ou piétonniers, notamment pour relier des quartiers limitrophes encore trop enclavés. Il évoque que certaines interventions peu coûteuses, comme de simples liaisons, des escaliers ou des ponts, pourraient améliorer la situation et favoriser une vision d'ensemble. Bien qu'il reconnaisse une certaine réticence locale à l'ouverture des quartiers, notamment pour des questions de sécurité, il insiste sur un besoin de sensibilisation pour pouvoir continuer à opérer des changements plus transformateurs.

E5 : « [...] depuis que ces projets-là ont été arrêtés, je n'ai pas l'impression qu'il continue à y avoir des projets dans ces quartiers-là. [...] C'est pourquoi je dis qu'en voyant les problèmes de façon globale, on peut aller au-delà des limites du quartier et voir éventuellement la possibilité d'avoir un maillage [...] »

E9 adopte une perspective complémentaire, insistant sur les potentialités touristiques et sécuritaires des espaces de passage étroits et omniprésents dans les quartiers. Elle souligne leur importance stratégique en termes de circulation piétonne pour les habitants et plaide pour leur valorisation, avec mise en place de services, de sécurité et d'une visibilité plus positive. Elle souligne un changement de regard nécessaire, ce qui fait écho aux représentations des quartiers discutés précédemment, face à la stigmatisation dont ils font l'objet en Haïti.

E9 : « En 2018, il y a eu un "pays-lock". [...] Tout a été bloqué au niveau des rues [...] je suis sortie de Montana à Morne Lazare, je suis arrivée à Delmas. Sans jamais prendre la rue, à travers des ruelles, corridors, escaliers... Et c'est là que j'ai réalisé l'importance que ceci pouvait avoir au niveau sécuritaire, de les connaître, de les cartographier, de les rendre agréables.[...] C'est les accès, les services et la sensibilisation qui vont avec. Donnez la fierté à la population. Vous avez quelque chose d'extraordinaire. »

E9 : « [..] chez nous, c'est mal vu [...] Mais moi, je ferai allusion aux traboules de Lyon, à certains "des corridors à Alger" ou bien en Espagne, il y en a des ruelles qui sont extrêmement étroites et que si j'étais haïtienne et que ce serait en Haïti, je les appellerais corridors. Mais ailleurs, ça a une autre connotation et ça a même une connotation touristique. Donc c'est tagué, c'est ciblé dans une carte touristique, des lieux à visiter. Donc ça a une sécurité, ça a un minimum de services, d'éclairage, de lieux de pause. [...] »

La création d'accès et l'amélioration des services dans les quartiers ont un impact majeur sur la connectivité, le désenclavement et l'accès aux ressources essentielles. Si les espaces étroits, souvent marginalisés, posent des défis techniques et sécuritaires, ils présentent néanmoins un potentiel important, notamment de valorisation à l'échelle locale mais aussi touristique. Leur amélioration, à travers des aménagements adaptés et leur reconnaissance, peut en faire des véritables leviers de transformation urbaine.

6.4.3 Outils techniques et innovations méthodologiques

Face aux nombreux défis rencontrés sur le terrain, plusieurs méthodes et outils ont également été mis en place dans le projet 16/6. E3, porteur de projet, les considère souvent comme des avancées significatives et innovatrices. Il évoque notamment :

- Le système mobile de cartographie des risques : Il a permis de cartographier les dommages de manière précise, d'identifier les zones à risques, et d'ainsi déterminer les lieux d'intervention. *E3 : « On leur a fourni tout le programme informatique qui allait aller dans les téléphones [...] À ce moment-là, c'était une des premières fois dans le monde qu'on utilisait un système comme ça d'aussi sophistiqué [...] »*
- Un modèle de réparation adapté : L'ingénieur Miyamoto a introduit des modèles de réparation adaptés au contexte haïtien en vue d'éviter les démolitions systématiques. Les modèles ont été testés et réadaptés en fonction des expériences du projet. *E3 : « Kit Miyamoto [...] a développé le principe de comment évaluer un bâtiment dans le contexte haïtien [...] un ingénieur normal de structure serait venu, puis il aurait suggéré, ben non ça, il faut mettre ça rouge [...] tandis que lui est arrivé avec des principes innovants de réparation »*
- Un outil juridique pour la régularisation foncière : Un travail a été réalisé pour documenter les différentes situations rencontrées et définir des procédures adaptées pour la régularisation. Ce guide a été construit, en collaboration avec des juristes spécialisés en droit foncier, à partir des expériences du projet, notamment suite aux interventions dans les bidonvilles pour les maisons jaunes. *E3 : « [...] On a pris toute notre expérience dans les bidonvilles [...], on est arrivés avec un espèce de document qui nous disait, si on fait ça, la personne peut avoir un type de propriété légale, et on l'a fait approuver [...] »*
- Un outil de modélisation technique : Un logiciel réalisé par l'agence Degenkolb facilitait la modélisation technique en fonction des contraintes de terrain. L'objectif était de pouvoir adapter à la diversité des lots et d'obtenir rapidement des calculs structurels. *E3 : « Chaque lot, dans ces quartiers-là, était différent. [...] Donc l'idée, c'était que je rentrais les chiffres [...] ça me donnait à la fin une série de calculs [...] 20-30 chantiers à la fois, un peu partout, éparpillés, donc il fallait avoir une façon rapide de créer des dessins techniques pour le Boss Maçon. »*
- Une cellule de gestion des plaintes : Mise en place afin de recueillir les doléances et limiter les tensions.

Une autre initiative a été soulignée par E8. Il s'agit de la réalisation d'un manuel technique APRAS (Apprendre pour reconstruire Ayiti solide) conçu pour aider les boss maçons dans la reconstruction en leur montrant de meilleures pratiques constructives adaptées au contexte local. Cependant, certaines pratiques d'adaptation menées par les ingénieurs sur terrain n'ont pas été formalisées. En effet, E1 explique que la phase de réparation brute était documentée vu qu'il s'agissait des modèles de Miyamoto mais que d'autres adaptations ont pu être réalisées par les ingénieurs de terrain et n'ont pas été documentées. Il évoque également les limites dans l'impossibilité de tout reconstruire, soulignant l'existence d'un outil d'aide pour guider la prise de décision permettant d'évaluer l'impact réel des investissements.

Enfin, plusieurs participants ont mentionné les initiatives mises en place par le MTPTC et d'autres institutions locales après 2010, notamment l'élaboration du Code national du bâtiment (CNBH 2012) ou encore la production d'outils de cartographie des aléas. Bien que ces éléments soient importants pour comprendre l'évolution générale, ils ne concernent pas directement le projet 16/6. Ils ne sont donc pas développés en détail dans cette analyse, mais témoignent d'une volonté des autorités locales de structurer la reconstruction.

Cette section met en évidence les outils nécessaires à la mise en œuvre du projet. D'une part, cela montre un investissement de la part des équipes de projet et souligne un manquement réel car ces outils ou certains d'entre eux devraient être accessibles pour faciliter les interventions. Cela invite à identifier où se trouvent ces outils et à assurer leur réutilisation dans des interventions futures.

6.5 Entre habitat et aménagement : perception de la mise en œuvre

Après avoir discuté des conditions du terrain et des stratégies développées par le projet pour y répondre, cette section explore davantage les résultats concrets du projet 16/6 à travers les choix architecturaux, les formes d'habitat produites, les usages des espaces publics et les perceptions.

6.5.1 Solutions à envisager pour la réparation et la reconstruction

Comme souligné dans l'analyse documentaire, deux types d'intervention ont été réalisés, d'une part, la réparation des maisons jaunes et d'autre part la reconstruction des maisons rouges. D'une manière générale, tous les participants s'accordent sur la fragilité des constructions locales marquées par des pratiques inadéquates. Des constructions en pyramide inversée ou encore les morphologies d'habitations fragmentées aggravent leur vulnérabilité. E1, ingénieur membre de l'équipe de projet, souligne que de nombreuses erreurs étaient récurrentes, ce qui a permis d'identifier certaines typologies. A titre d'exemple, l'intervenant souligne que de nombreuses maisons étaient construites en blocs de ciment avec un simple montage de blocs et une toiture posée sans chaînage ni ferraillage adapté, ce qui accentuait leur fragilité. Selon lui, des interventions de base telles que la mise en place systématique d'un chaînage amélioraient considérablement la résistance sismique.

E1 : « [...] Ce sont des dalles très mal construites, mal chaînées et c'est vraiment le responsable numéro un de l'ampleur de la catastrophe qui avait eu en Haïti. »

L'intervenant souligne que dans la phase de réparation, deux étapes principales étaient réalisées. D'abord, une évaluation de l'habitation pour définir le modèle de réparation adapté, puis la réalisation d'interventions pour réparer les éléments endommagés et renforcer la structure. D'après E3, l'introduction d'outils d'aide numérique, comme évoqué précédemment, a toutefois été un défi. Les modèles générés étaient souvent dépourvus d'ouverture, proposant ainsi des « bunker », ce qui posait la question de leur pertinence et nécessitait des ajustements.

E3 : « Au début, je t'avais parlé de Degenkholb qui nous avait donné une espèce d'outil qui nous permettait d'entrer les données. Souvent, ça revenait avec un bunker. Il n'y a pas de fenêtre [...] »

Au vu de la qualité des constructions sur place, il s'avère que des interventions techniques simples et bien ciblées peuvent considérablement améliorer la résistance sismique des habitations. L'expérience du projet 16/6 montre que certaines actions peuvent être posées sans forcément opérer une reconstruction complète. De plus, les outils développés dans le cadre du projet pourraient être réutilisés, en tenant compte de leurs limites et en les réadaptant au vu des expériences passées.

Dans le contexte d'une reconstruction post-catastrophe marquée par des besoins importants et des contraintes multiples, le projet 16/6 a choisi de mettre en place des modules évolutifs. Ce choix visait à offrir un modèle de logement simple mais évolutif, permettant une extension verticale ou/et horizontale, selon les ressources et les besoins des futurs habitants.

E3 précise que les maisons individuelles ($25m^2$) étaient conçues pour accueillir un étage futur grâce à une structure renforcée et une toiture prévoyant la mise en place d'un escalier. E1 ajoute

que les ferraillages étaient ainsi laissés en attente dans un béton maigre, mais rappelle que la densité des quartiers restait toutefois une contrainte pour l'extension.

E1 : « Donc oui, vraiment, ça c'est pour le coup, c'était réellement modulaire et avec l'optique d'agrandissement [...] Enfin, c'était en fonction de l'espace disponible [...] »

D'après E9, membre de l'équipe experte, l'approche évolutive était intéressante et a effectivement été mise en œuvre par les habitants. L'intervenante souligne que des adaptations, notamment sur Morne Hercule et Nérette, ont été réalisées par les habitants aujourd'hui. E4, bénéficiaire direct, témoigne avoir effectivement agrandi son logement. Il évoque qu'à l'époque de la construction, il n'était pas en mesure de construire son logement mais qu'il a pu par la suite le réadapter et l'agrandir.

E4 : « J'ai agrandi la mienne. [...] J'ai choisi de la prendre parce que je m'étais dit qu'ayant un début, je pourrais la terminer et poursuivre le reste. Et c'est ce que j'ai vraiment fait.[...] » (traduction libre)

E4 a cependant souligné certaines contraintes discutées plus tard dans les limites. Il évoque notamment la question de la taille des unités jugée parfois trop restreinte par les habitants. E5 souligne que c'est une réalité qui est également propre aux constructions des habitants, indépendamment des projets de reconstruction. La taille des unités constitue un débat récurrent et est souvent lié à une contrainte économique. L'intervenant reconnaît que certains projets produisent des unités très petites, mais rappelle que cela est pratique courante localement, et que les habitants développent des stratégies adaptatives où ils agrandissent progressivement les logements selon les moyens disponibles. Il appuie ainsi la solution évolutive qui permettrait de répondre à ces enjeux, en comparaison avec une unité figée.

E5 : « cette contrainte-là est liée au coût de construction [...] Mais dans la réalité aussi [...] moi j'ai vu des cas où les gens vivent dans des espaces assez exigus. [...] une stratégie que les gens se développent, c'est qu'ils font des maisons évolutives.[...] Oui, c'est une meilleure alternative, faire des unités évolutives. »

Comme l'évoque E7A, architecte et chercheuse, l'adaptabilité peut également être réfléchie en dehors de l'enveloppe de l'habitation construite. Elle souligne que certaines dispositions, comme le choix d'un escalier intérieur, ont eu un impact direct sur la manière dont les habitants pouvaient utiliser ou valoriser leur logement.

E7A : « [...] au lieu de mettre un escalier extérieur, ils ont mis un escalier intérieur, comme si c'était un appartement de deux étages, mais la plupart des gens vont occuper un étage puis louer l'autre étage, donc ils ont sorti les escaliers à l'extérieur. [...] »

L'approche évolutive apparaît comme une réponse pertinente pour répondre aux contraintes budgétaires. En anticipant des possibilités d'extension à partir d'une base solide, elle permet une adaptation progressive du logement. Elle doit être envisagée dès la conception du module afin d'intégrer un maximum d'éléments facilitant les transformations selon les ressources et les besoins des occupants.

6.5.2 Prise en compte des modes de vies locaux dans la conception

Pour compléter les questions de résistance et de modularité, il est essentiel d'aborder les adaptations réalisées pour tenir compte des modes de vies, des pratiques culturelles ou d'autres spécificités du contexte haïtien dans les opérations de réhabilitation ou de reconstruction. L'objectif était de

comprendre la manière dont les choix techniques ont été ajustés afin de tenir compte ou non de ces différents aspects.

Les porteurs de projets témoignent d'un processus progressif d'ajustement au niveau de la réparation des maisons. Comme évoqué précédemment, ce sont les modules de réparation proposés par Miyamoto International qui ont été implémentés dans la phase de réparation. E3 décrit un processus itératif où les modules ont été testés et réadaptés en fonction de ce qui était réalisable techniquement et des réticences des populations.

E3 : « [...] Donc, la période de maisons jaunes, c'est la période où l'idée de base de Miyamoto, on le mettait en pratique, on voyait un peu ce qu'on pouvait faire, ce qu'on ne pouvait pas faire. »

E1, ingénieur membre de l'équipe de projet, souligne que les modèles produits pour la reconstruction étaient utilisés pour obtenir des ordres de grandeur au vu de l'impossibilité de faire un calcul de structure pour chaque habitation. Certaines adaptations ont néanmoins été faites en fonction des contraintes rencontrées et des demandes des populations. Toutefois, ces demandes ne devaient ni compromettre la résistance sismique, ni entraîner des surcoûts. Il précise que la question de l'architecture n'était nullement une priorité à ce stade. Les équipes reconstruisaient les maisons aussi proches possibles de leur état initial suivant indirectement les modes de vie existants, mais sans réflexion supplémentaire quant à leur conception. Il évoque que les contraintes spatiales et budgétaires étaient donc prioritaires.

E1 : « Il y avait pas de formalisation de la chose. [...] 1 sur la sismicité de la maison et 2 sur le coût aussi. Si une demande coûte plus cher, on n'est pas là nécessairement pour améliorer la maison.[...] »

E1 : « [...] donc on ne se posait pas vraiment la question de l'architecture. [...] Oui, nécessairement on suivait le mode de vie d'une certaine façon, parce qu'on reconstruisait tel que c'était avant. [...] la densité est telle que la réalité c'est que la construction était dans l'espace disponible [...] »

Les logements collectifs quant à eux, ont été pensés différemment d'après E3. Il insiste que sur ces habitations d'autres aspects de la conception étaient pris en compte, notamment la lumière et la ventilation naturelle. Ceux-ci seront abordés plus en détail plus tard.

Dans la continuité, certains experts externes ont également partagé leur avis quant aux éléments clés à prendre en considération pour la conception dans le contexte haïtien. E9, architecte et professeure à l'université, résume assez bien les différentes remarques faites par les participants en complément de l'aspect évolutif déjà discuté. Elle insiste sur l'importance d'une réponse climatique adaptée aux pénuries énergétiques, avec accès au soleil, à la lumière et à la ventilation. Elle les décrit comme des éléments clés pour la santé et la salubrité en milieu dense. L'intervenante évoque également la nécessité d'une réponse adaptée aux cultures locales, notamment par le prolongement intérieur/extérieur ou encore l'utilisation de la couleur. Enfin, tenant compte du mode de vie en famille élargie, elle suggère $30 - 36m^2$ par module pour assurer un équilibre acceptable entre les conditions de vie et les contraintes de reconstruction par l'État.

E9 : « [...] Particulièrement dans les logements, les réponses climatiques [...] sont des points clés par rapport à tout ce qui est santé [...] l'aspect culturel est très important par rapport au prolongement intérieur et extérieur[...] Je dirais aussi dans l'aspect culturel, tout ce qui est couleur [...] »

E9 : « [...] en termes de reconstruction, en termes d'urgence, et ça fait lourd de construire de grands espaces. [...] on devrait penser à du 30 à 36 mètres carrés. Je sais qu'il y en a qui pensent à 24 mètres carrés [...] c'est aussi faisable mais quand on vit en famille élargie, c'est parfois très lourd. [...] »

L'adaptation des logements aux pratiques locales et aux cultures des habitants est perçue comme un élément central. Toutefois, certains experts extérieurs (E5, E7A, E7G et E9) ont offert un regard nouveau sur les tensions pouvant exister entre des pratiques locales et leur implémentation dans de nouveaux projets de reconstruction. La question des ouvertures, prise à titre d'exemple ici, illustre bien cette problématique.

D'un point de vue culturel, les intervenants ont souligné qu'en Haïti de moins en moins d'ouvertures étaient mises en place dans les habitations. E7A et E9 évoquent les superstitions mystiques, selon lesquelles les populations renferment les habitations de peur de laisser entrer les mauvais esprits. E9 évoque la nécessité d'une sensibilisation accrue afin de faire évoluer certaines pratiques culturelles. Selon elle, la reconstruction opérée dans un projet comme le 16/6 devrait, au-delà d'une simple reproduction des habitudes, s'accompagner d'une amélioration des conditions de vie.

E9 : « Donc, beaucoup de compatriotes n'aiment pas les grandes ouvertures et au contraire, ferment les ouvertures. [...] il faut continuer à sensibiliser. Ce n'est pas parce que culturellement, on n'aime pas les ouvertures, que ce soit correct.[...] il faut apporter une touche qui permette d'améliorer les conditions de vie. »

La question des ouvertures est également adressée par E7G, architecte, qui propose une lecture complémentaire. Selon lui, les problématiques sont plus profondes et traduisent plutôt une perte de savoir local. En effet, l'intervenant stipule que les ouvertures en persiennes faisaient partie de la tradition constructive haïtienne, mais leur conception s'est progressivement perdue au fil du temps. Pour l'intervenant, ces changements sont liés à l'abandon de techniques artisanales adaptées et pas uniquement à des raisons culturelles.

E7G : « [...] Elle était constituée de volets intérieurs en persiennes et de volets extérieurs, de volets complètement fermés.[...] Ce qui fait que si le paysan qui pensait aux esprits, qui venaient la nuit, il fermait ses volets. C'est tout. Alors, est-ce que ce n'est pas peut-être tout simplement ça ? [...] Parce qu'on ne va pas rentrer dans une discussion de savoir s'il y a des mauvais airs ou des mauvais esprits. Par contre, ça prendrait en effet une réflexion sur la façon de faire des portes et des fenêtres. »

L'adaptation des solutions proposées au contexte local apparaît comme étant indispensable. La prise en compte des pratiques locales permet une meilleure appropriation des logements par les habitants mais nécessite une réflexion et un équilibre délicat entre le respect de certains usages et des points techniques qui permettent l'amélioration des conditions de vie. La question est de savoir jusqu'où suivre certaines pratiques locales et à quel moment les bousculer. Cela requiert une bonne connaissance du terrain, des compétences techniques et du discernement.

Afin de cerner les nuances liées au contexte local et d'assurer la bonne appropriation des logements, il est apparu comme essentiel d'aborder la question des professionnels locaux. Si leur place a souvent été jugée comme insuffisante, certaines actions soulignent les rôles qu'ils ont pu jouer dans le projet.

Selon plusieurs acteurs de projet (E3, E8 et E11), une charrette organisée au début du projet 16/6 a été un moment d'échanges et de partage important avec des professionnels locaux. Pendant plusieurs jours, l'événement a réuni des architectes, urbanistes et autres personnalités afin de réfléchir au meilleur type d'habitat pour les populations des quartiers populaires. E3 le décrit comme un moment marquant, riche en échanges et en idées avant l'élaboration d'un modèle par les porteurs de projet. E8 précise pour la production concrète des modèles issus de ces réflexions

a été confiée à architectes juniors.

E3 : « [...] Donc, pendant deux jours, on a invité les plus grands architectes d'Haïti, les urbanistes, des vieux, des gens qui ont vraiment contribué à bâtir, disons, Haïti. Des gens vraiment formidables. [...] »

E8 : « C'est là qu'on a vraiment développé les modèles de logements permanents qui étaient exceptionnels.[...] pour faire des réflexions sur comment construire une maison fonctionnelle pour une famille défavorisée dans un quartier à risque. [...] »

E8 : « [...] mais ce sont des architectes juniors. Ils ont dessiné ça et on a fait des commentaires, on a corrigé. Écoute, on n'est pas en train de construire des palais. »

D'après E3, la charrette a été réalisée au début du projet et a permis de rassembler les idées. Toutefois, d'autres initiatives ont été mises en place pour impliquer les habitants dans la conception lors des planifications participatives. Ceux-ci étaient alors invités à discuter des espaces, et des aménagements possibles.

Toutefois, E11 critique le fait que l'expertise locale et expérimentée n'ait pas été mobilisée de manière systématique. Elle précise que bien que les architectes aient été mobilisés pour proposer un modèle lors de la charrette, la méthodologie et la planification communautaire ont été conçues par des étrangers ce qui aurait engendré des tâtonnements.

E11 : « [...] le concept a été fait et présenté à l'UCLBP. [...] y a peut-être eu des allées-venues et des modifications. Mais ça n'a pas été une présentation faite à partir du vécu Haïtien quoi. Donc pour moi, ça a créé un petit peu les tâtonnements. [...] »

Cette catégorie souligne l'importance d'impliquer les professionnels locaux dans l'élaboration des projets, au-delà d'actions ponctuelles, pour bénéficier de leur expertise du milieu, favoriser une meilleure appropriation des solutions proposées et valoriser les savoirs existants.

6.5.3 Choix des matériaux et enjeux d'innovation

Dans la continuité des réflexions autour des pratiques locales, cette section aborde plus spécifiquement les tentatives (ou résistances) à l'innovation. Comme évoqué précédemment, les constructions sur place sont dominées par l'utilisation du béton et du ciment. Ce constat est confirmé par E1 qui souligne son utilisation massive dans les quartiers d'intervention du projet. Au vu des dégâts causés par certaines de ces structures en dur lors du tremblement de terre, une discussion a été menée sur les possibilités d'intervention avec d'autres types de matériaux.

E3, acteur de projet, reste pessimiste quant à l'introduction de nouveaux matériaux dans les projets de reconstruction. Selon lui, les habitudes constructives et la nécessité de bâtir toute une nouvelle filière autour d'un matériau alternatif rendaient impossible cette option. Le choix a donc été de conserver le bloc de ciment, mais en améliorant la résistance sismique des habitations.

E3 : « [...] Le bloc de ciment, c'est la façon que l'Haïtien a bâti toutes ses maisons. Donc, il ne connaît rien d'autre. [...] Réintroduire autre chose, comme dans la plupart des pays en voie de développement, c'est presque impossible. Mais au moins, qu'ils puissent le faire correctement »

D'après E7G, appuyé par E5, tous deux architectes locaux, l'usage massif du béton est relativement récent et non encadrée mais reste adaptée au contexte. Le problème ne réside pas dans le

matériau lui-même mais dans le manque d'encadrement. E7G souligne que cette transition rapide a transformé les modes de construction, sans réflexion préalable sur ses impacts.

E7G : « [...] Il y a tellement de facteurs qui expliquent cette métamorphose non accompagnée, parce que ce n'était pas une fatalité que ça se passe comme ça. Ça aurait pu mieux se passer. Mais, encore une fois, il n'y a pas eu d'accompagnement.[...] »

D'autres intervenants comme E12, architecte et expert extérieur, soutiennent plus fermement la nécessité d'encourager d'autres alternatives telles que le bambou, en soulignant le potentiel local de ce matériau. Il estime que les pratiques peuvent évoluer en formant les habitants et que les projets comme le 16/6 devraient favoriser des transformations plus profondes.

E12 : « C'est à mettre en place, il faut juste former. Si les gens ils ont appris à poser des blocs de béton avec du mortier... qui culturellement n'est pas Haïtien [...] Ça s'enseigne et il y a déjà des architectes haïtiens qui savent construire avec le bambou [...] Donc tu vois ce genre de projet, je te dirais le 16/6 mais pourquoi ça n'a pas été des expériences comme ça [...] »

Bien que réticent à l'introduction de nouveaux matériaux, E3 évoque une tentative réalisée avec le bambou pour certains éléments des habitations. La mise en place à grande échelle lui paraissait peu réaliste. Donc l'initiative visait essentiellement à démontrer un potentiel. La réticence au changement de matériaux ou à l'utilisation de matériaux biosourcés a été exprimée par E14, boss maçon. Lors de la discussion sur les améliorations possibles du projet, il évoque l'utilisation de matériaux biosourcés comme une problématique en termes de durabilité. Ce constat rejoint celui d'E7A, qui souligne une mauvaise appréciation des habitants lié aux habitudes et aux croyances locales.



Figure 21 – Modification des choix constructifs par les habitants (Petter, 2016)

E14 : « [...] à un certain moment, ils s'abîment, il faudra les changer. Il faut changer ça. Il y a des endroits où il y a des balustrades qu'ils avaient construites [...] mais elles étaient faites en bois. [...] Ces choses-là, je trouve qu'elles méritent d'être changées. Parce qu'au moment où je te parle, il y a des gens qui, une fois qu'ils ont terminé, ont modifié le leur [...] » (traduction libre)

L'expérience du projet 16/6 montre que l'introduction de nouvelles solutions constructives doit intégrer des enjeux liés aux pratiques et préférences locales, aux capacités des filières de production, au coût, à la durabilité, à l'acceptabilité sociale et aux questions environnementales. Les innovations, pour être viables, nécessitent un accompagnement structuré incluant formation, sensibilisation et collaboration.

Au-delà de l'innovation en termes de matériaux, d'autres formes d'innovation adressant notamment les modes d'habitat sont discutées dans les entretiens. La question de la densification dans les quartiers reconstruits, dans un contexte de forte pression foncière, est sujette elle aussi à certaines limites structurelles et sociales.

Plusieurs experts ont souligné le besoin d'intégrer la verticalisation des habitations dans les projets de reconstruction. E9, architecte et professeure à l'université, insiste sur cette nécessité dû au déficit et à la forte demande en logement. Selon elle, les pratiques locales, généralement limitées en hauteur, doivent évoluer pour répondre aux besoins. L'intervenante appuie son propos sur le fait que les haïtiens s'adaptent aisément à la hauteur lorsqu'ils migrent et que le pays voisin prend déjà ces mesures malgré sa vulnérabilité sismique.

E9 : « [...] la demande en logement est forte, le déficit de logement actuellement, il est très fort [...] Moi, je crois qu'il faut qu'on arrête cette peur de construire en hauteur. [...] La république dominicaine le fait, et ils sont aussi sismiques que nous. »

D'autres reconnaissent l'intérêt de la verticalisation tout en pointant les limites dans le contexte ciblé. E10, acteur de projet, souligne que les études sur la capacité portante des sols menées dans le cadre du projet avait révélé qu'il n'était pas possible d'aller au-delà d'un certain nombre de niveaux. E5, architecte et professeur à l'université, évoque quant à lui des contraintes pratiques liées directement aux problèmes énergétiques sur place. Dès lors, il propose de tirer parti de la topographie en pente des sites, pour accéder à différents niveaux sans escaliers excessifs.

Dans cette même optique, des unités de copropriété ont été mises en place dans le cadre du projet. Cette solution a été choisie afin de répondre à différents enjeux : la forte densité urbaine, le manque d'espaces publics et les contraintes d'un foncier fragmenté et inéquitable. D'après les porteurs de projet, ce système de copropriété a suscité beaucoup de réticences au départ et tout un processus de dialogue, de consultation communautaire et de formations a permis une meilleure acceptation de cette proposition. La mise en place du système de copropriété est apparue alors comme une solution majeure et innovante apportée par le projet.

Les porteurs de projet (notamment E3, E8, E13A) soulignent que ce système n'existait pas en Haïti avant son introduction dans le cadre du projet 16/6. Il a permis de répondre à des enjeux comme les disparités foncières entre les habitants et d'éviter des inégalités dans la distribution. Ainsi, des négociations ont été menées avec les habitants afin que ceux qui disposaient de plus grandes parcelles cèdent une partie à ceux qui en avaient moins, afin de garantir à tous des unités de dimension standard ou la mise en place d'espaces publics. E13A souligne que deux blocs ont été réalisés : le premier à Morne Hercule (25 familles) et le second à Morne Lazare (29 familles). Les porteurs de projet soulignent que cela a été un véritable challenge nécessitant de nombreuses réunions et formations pour surmonter les réticences locales.

E8 : « [...] Ça a été vraiment un challenge mais ça a bien fonctionné. [...] Beaucoup de formations. [...] des réunions communautaires avec toute la communauté. Il y a eu des questions, des questions. Ça n'en finissait pas [...] »

E13A : « ça n'était pas facile parce que c'est pour la première fois qu'on allait discuter aux gens cette question de copropriété. [...] Il n'y avait pas d'espace de loisirs, il n'y avait pas de route mais une fois la construction terminée, il y avait un espace réel. La personne vit dans une maison totalement rénovée, totalement neuve [...] c'était vraiment intéressant je pense cette approche [...] »

Ce concept figure parmi les actions les plus appréciées du projet lors des entretiens. Plusieurs intervenants (E1, E7A, E8, E13A), l'ayant visité plusieurs années après, témoignent de l'appropriation et de l'appréciation des lieux par les habitants et du potentiel de réplicabilité.

E1 : « [...] Ça pour moi, c'était un énorme succès parce que là on a vraiment réellement valorisé le territoire, mais on a augmenté pas la valeur juste financière, mais la valeur communautaire. [...] »

E8 : « [...] ce sont des solutions de logement qui ont été applaudies et qui ont été non seulement applaudies par la population, mais qui ont été bien accueillies par les bénéficiaires. Jusqu'à présent, je passe devant tous les jours et les maisons sont bien tenues, [...] les espaces en commun sont propres. [...] »

Le retour de E14, boss maçon ayant travaillé sur le chantier illustre l'adhésion progressive des habitants. Malgré des réticences initiales, il souligne que les habitants se sont progressivement approprié les lieux et reconnaît un niveau de vie supérieur offert par ces unités.

E14 : « Ils ont fini par comprendre, car maintenant, ils vivent dans un meilleur environnement. Sincèrement, je te le dis, je connais des gens qui vivent dans ces espaces. Ils te diront oui, ils sentent qu'ils vivent très bien [...] » (traduction libre)



Figure 22 – Site pilote du projet 16/6 (Nadon)

Toutefois, d'après certains intervenants, l'innovation ne viendrait pas réellement d'un vide mais d'un ajustement à la réalité locale. En effet, comme le soulignent E5 et E9, tous deux membres de l'équipe experte, la loi de copropriété existait déjà en Haïti, mais était mal adaptée aux réalités locales. Les intervenants soulignent que la copropriété est courante dans les quartiers populaires, souvent basée sur des accords familiaux, sans formalité. Certains habitants partagent des habitations ou des terrains entre plusieurs propriétaires, où des niveaux ou des portions de terre

appartiennent à un membre de la famille par exemple. C'est un système qui, d'après les intervenants, fonctionne mais restait en marge du cadre légal.

E5 : « [...] en fait, de façon générale, dans les quartiers populaires, il y a déjà de la copropriété.[...] En fait, la loi est assez ancienne. De ce que j'ai compris, la première loi n'était pas adaptée à notre réalité. [...] Mais dans ces quartiers-là, il y a des gens qui n'utilisent pas ces formalités. C'est une entente entre le propriétaire et l'acheteur. [...] »

E9 : « [...] La mise en place, elle se fait de manière informelle. Et dans l'informel, la copropriété, elle existe. [...] Par exemple une famille, elle se met ensemble et elle construit sur quatre niveaux mais chaque niveau appartient à une personne au sein de la même famille. [...] C'est de la copropriété mais dans l'informel [...] »

Le recours à la copropriété dans le projet 16/6 a permis de relever les défis fonciers tout en proposant un habitat de qualité. Si cette initiative a fait face à des résistances culturelles et des lenteurs juridiques, elle a aussi ouvert la voie à des formes d'habitat collectif formalisées. Elle ouvre de nouvelles perspectives sur comment mettre en place ces modes d'habitat dans le contexte local et de pallier aux manques de la législation existante.

Enfin, certaines interventions mettent en lumière des limites matérielles du projet, notamment en termes d'équipements. Bien que ce point soit développé plus bas dans les limites, il parait pertinent à ce stade de souligner certains manquements. Les témoignages de participants mettent en évidence des différences marquantes entre les unités, tandis que certains modules restaient toutefois très rudimentaires.

E1, acteur de projet, évoque que les installations (plomberie, électricité, etc.) ont volontairement été réduites afin de limiter des problèmes d'inégalité ou de maintenance. Il précise toutefois que les unités constituaient un progrès important par rapport à la situation antérieure des habitants.

E1 : « Après on avait utilisé des technologies vraiment de base [...] Justement pour ne pas venir insérer des problèmes et les risques que la maintenance échoue derrière [...] Donc, c'était ultra basique. Mais ça restait une considérable amélioration de ce par rapport à ce qui était là avant. Donc ça, pour moi, c'était un gros succès. »

A l'inverse, le témoignage de E4, bénéficiaire d'un logement hors site collectif, souligne une grande frustration notamment due au manque de percements et à l'absence d'équipement de base.

E4 : « Ils te donnent une chambre sans fenêtre. Les rares endroits où il y a une fenêtre ont été aménagés avec un grand espace en bambou c'est où–que se trouvent l'évier et la douche. C'est seulement près de l'évier et de la douche qu'il y a cela. » (traduction libre)

E4 : « La douche est manuelle, on utilise un seau pour se laver. Il n'y avait aucune attente. Pour l'évier, oui, ils en ont bien installé un, mais il n'était pas alimenté. On peut dire que c'était vraiment archaïque. Et vu la somme qu'on nous disait que ces maisons coûtaient à l'époque, tu vois bien que c'était du gaspillage. Ce sont des choses que mériteraient d'être corrigées, si jamais un projet comme celui-ci devait revenir en Haïti un jour. » (traduction libre)

Les propos de E4 laissent transparaître l'impression d'installations de façade, où certains dispositifs seraient déposés sans attente, ni connexion, donnant l'impression d'équipements fonctionnels alors qu'ils ne le sont pas.

E4 : « Pour ce qui est des salle de bain, on peut dire que c'est également inachevé. Quand tu regardes comment une personne a conçu la salle de bain, il n'y a pas de robinet installé au-dessus, aucune installation prévue pour que l'eau s'écoule. Ils ont simplement posé la cuvette, rien de plus. Ils ont mis une toilette hygiénique, certes, mais elle n'est reliée à rien. C'est vraiment un travail inachevé. » (traduction libre)

Bien que certaines simplifications techniques aient été justifiées par défis de maintenance, d'équité ou de budget, certains manquements ont laissé les bénéficiaires dans une situation d'inconfort, voire d'insalubrité. Ces limites soulignent l'importance d'intégrer, dès la conception, un niveau minimal d'équipements notamment sur des questions primordiales telles que l'eau et l'assainissement afin de répondre aux besoins élémentaires des occupants.

6.5.4 Aménagements, usages et acceptabilité sociale

Dans un contexte de forte densité et des difficultés d'intervention qui en découlent, il a été jugé intéressant de discuter de la nécessité ou non d'intégrer davantage d'espaces publics dans les projets d'aménagement. Plusieurs intervenants en soulignent l'importance.

E5, expert extérieur, évoque la création de terrains de jeu et d'espaces de rencontre dans le cadre du projet, soulignant leur fréquentation et leur utilité dans un contexte où les habitations offrent peu d'espace intérieur. Dans la même idée, E9 insiste sur leur rôle social, particulièrement lorsque les logements sont exigus. Elle souligne notamment que ceux-ci souvent sacrifiés au profit de nouvelles constructions. Selon l'intervenante, la mise en place de terrains même « non formels » par le projet constitue des poches d'espace public appréciées.

E5 : « Dans ce quartier-là, il y a à la fois une très forte densité et très peu d'espaces ouverts.[...] C'est une très bonne démarche. [...] Il m'arrive d'accompagner des étudiants sur le terrain. On a fait plusieurs visites de ce type de quartier-là. J'ai constaté comment ces espaces-là étaient utilisés. [...] »

E9 : « [...] dans ce désir de densification, on oublie que l'espace public, l'espace de jeu a un objectif de cohésion sociale, de lieu de rencontre fondamental. C'est un espace de vie, tout comme le lieu d'habiter [...] Je sais que dans ce projet 16/6, on a créé beaucoup d'espaces de jeu [...] non formels.[...] »

L'implantation d'espaces publics dans un tissu urbain dense pose certains défis. Pourtant, ces aménagements peuvent jouer un rôle fondamental pour pallier au manque d'espaces privés et favoriser la cohésion communautaire.

Enfin, de nombreux aménagements relatifs à la mitigation des risques doivent également prendre place. Bien que peu d'informations aient été récoltées à ce sujet, E3 souligne que, dans un contexte exposé aux séismes mais aussi aux ouragans et aux cyclones, l'évacuation de l'eau constitue une priorité. D'après l'intervenant, un système de canalisation dissimulé sous un réseau de trottoirs a été installé pour acheminer l'eau vers le fond des ravines, ce qui, selon lui : « a fait toute la différence ».

E12, architecte, évoque également le problème lié aux ravines et propose une vision plus intégrée des solutions à mettre en place, combinant la réduction des risques et les opportunités économiques. L'intervenant imagine d'autres alternatives notamment en transformant les ravines en cascades, créant des bassins de rétention à différentes hauteurs afin de ralentir les crues, tout en construisant des bambouseraies autour des bassins. Selon lui, ce dispositif viserait à limiter les impacts des pluies tout en développant une filière locale pouvant générer une source de revenu et servir à la construction.

E12 : « [...] parce qu'actuellement les ravines à Haïti, quand il pleut c'est vraiment une coulée. [...] Donc c'est une énorme pollution, ça bloque la ville en bas. [...] L'idée, c'était de créer des bassins à différentes hauteurs, et autour des bassins, on crée des bambouseraies. [...] et ça créait une économie locale. [...] »

Le besoin en infrastructures est criant notamment dans les zones à risques. Au-delà des interventions techniques classiques, certaines propositions visent une approche plus intégrée alliant la mitigation des risques et le développement de l'économie locale.

6.5.5 Des décisions tiraillées entre logique d'action et réalité de terrain

Chaque décision prise dans le cadre du projet de reconstruction s'inscrit dans un équilibre entre intentions structurelles et réalités.

Ce qui pour certains répond à une logique d'efficacité, de justice ou de conformité, peut être perçu différemment par d'autres selon les attentes, les besoins et les usages. Certains exemples recueillis illustrent comment une même mesure peut produire des effets contrastés selon le point de vue adopté.

Ces frictions révèlent la complexité des choix d'interventions où chaque action doit combiner objectifs structurels, contraintes, besoins et perceptions multiples.

Friction	Logique d'action vs Réalité de terrain
Intention de compensation VS Perception d'injustice ou de favoritisme	*E1 : « D'une part d'identifier les maisons. C'est très important parce que très rapidement, les gens dans le quartier se rendent compte que la valeur de ce qui va leur être remis est considérablement plus élevée que ce qu'ils avaient avant, parce qu'on va construire quelque chose de considérablement mieux. Il fallait faire très attention de s'assurer qu'on allait construire pour les gens qui réellement étaient là.»*
Egalité VS Equité	*E1 : « Donc je me souviens juste qu'on avait beaucoup de casse-tête à définir la notion de justice. [...] Il y avait une personne qui était plus riche, qui avait une plus grosse maison et pas nécessairement beaucoup de monde et que l'on donne une seule petite unité parce que c'est une seule personne, alors que c'était quand même quelqu'un qui avait plus à la base on avait vraiment des casse-têtes à trouver la façon la plus juste [...] »*
Efficacité opérationnelle VS Consentement	*E3 : « Donc on y allait étape par étape, mais le problème, c'était que les familles devaient accepter, il y avait beaucoup de familles qui ne voulaient pas, ils ne voulaient pas l'aide. [...] Donc c'est pour ça que ça devenait un peu éparpillé. On essayait de les regrouper, parce que pour nous, ça nous simplifiait la vie si on les regroupait tous en même temps. [...] Donc pour moi, ça simplifiait versus une maison par-là, une maison par là. [...] »*
Intention de compensation VS Attentes des bénéficiares	*E4 : « Il y a des gens qui n'ont pas accepté, il y a des gens qui n'ont pas pris à cause de la manière dont elles étaient. [...] Il y a aussi des personnes qui n'ont pas accepté parce que, quand on leur disait que c'était une chambre qu'on leur proposait, elles répondaient qu'elles n'allaient pas accepter. [...] Elles trouvaient que c'était trop petit, vraiment trop exigu, il aurait fallu que ce soit un peu plus grand. » (traduction libre)*

Suite à la page suivante

Friction	Intentions structurelles vs Réalité de terrain
Recrutement local VS Compétence requise	*E1 : « Normalement, on doit donner l'opportunité à n'importe qui. Donc en fait, on va recruter la meilleure personne sans nécessairement pouvoir forcer un recrutement vraiment local du quartier. [...] Mais bon, il arrivait souvent, il arrivait de temps en temps qu'on recrute quelqu'un du quartier. Tout de suite, nécessairement ça aide, parce que cette personne connaît et a déjà des liens existants et c'est acquis. »*
Recrutement local VS Efficacité	*E1 : « Après, quand on bougeait dans les autres quartiers, le problème c'est qu'on avait tendance, sans s'en rendre compte, à recruter des gens qui avaient été formés dans d'autres quartiers. En fait, c'était des boss d'autres quartiers qui venaient faire les travaux, ce qui générait de la tension dans les mêmes quartiers. Mais c'était plus facile pour aller plus vite parce que c'était des gens déjà formés. »*
Neutralité VS Recrutement	*E14 : « La plateforme était là pour assurer la liaison entre l'entreprise et la population. Cependant, les mêmes personnes qui l'avaient créée ont fini par la détruire. [...] Par exemple, tu as une plateforme intégrée au projet, et on te dit que la plateforme est là pour avoir un regard sur tout ce qui se fait. Très bien, pas de problème. C'est aussi à nous d'approuver, d'accepter le projet pour qu'il devienne effectif, pas de problème. Mais ensuite, on te dit que les membres de la plateforme n'ont pas le droit de travailler dans le projet. » (traduction libre)*
Solutions importées VS Usages locaux	*E7A : « Mais tu peux arriver dans des quartiers comme ça, tu penses que tu as une bonne solution, qui est peut-être inspirée de codes nord-américains, etc. Parce que c'est peut-être la référence. Mais une fois que tu arrives là, tu secoues finalement les façons de faire. »*

Table 13 – Divergences entre logiques d'action et réalités de terrain (Papillon, 2025)

6.6 Impact social et regard croisés

6.6.1 Appropriation du projet par les communautés

Après avoir discuté des logements, des aménagements et des infrastructures, cette partie traite de la manière dont les communautés se sont approprié les initiatives du projet.

L'analyse montre que l'appropriation du projet par les communautés a été largement favorisée par la communication et le dialogue. D'après les acteurs de projet, la participation des communautés dans les choix d'intervention, la présence des acteurs de projet dans les quartiers, le travail des mobilisateurs et les plateformes communautaires constituent les facteurs clés. Selon eux, ces éléments primordiaux ont assuré l'écoute des besoins des populations concernées, la construction d'un lien de confiance permettant notamment de dépasser certaines réticences et le partage d'informations sur les interventions menées. Toutefois, certains témoignages et constats de l'analyse documentaire traduisent une certaine ambivalence entre une participation réelle ou une participation de façade. Cette nuance est discutée dans les limites.

Un autre aspect, plus culturel et symbolique, a aussi favorisé l'appropriation du projet. D'après E3 (appuyé par E8 et E10) et les images recueillies sur le projet, la peinture des habitations a été un acte fort dans le projet 16/6. Dans le contexte haïtien (comme évoqué par E9), la couleur reflète l'identité culturelle et locale. E3 raconte avoir fourni aux habitants un choix de peintures vives pour rénover les façades, générant un engouement dans les quartiers. Selon lui, cette initiative aurait inspiré par la suite d'autres opérations similaires, notamment à Jalousie. En complément, des œuvres artistiques ont été intégrées, comme une mosaïque sur les façades des nouvelles habi-

tations, valorisant les talents locaux et ajoutant une dimension esthétique à la construction.

E3 : « [...] c'est devenu un peu un des trucs du 16/6, et Kéké Bélizaire a utilisé ça comme idée pour repeinturer toute Jalousie, le bidonville de Jalousie. Donc ça, ça vient de ce projet-là, donc je suis assez fier. »

E3 : « En plus, à la fin, dans tous ces travaux-là, on a intégré des artistes qui nous ont fait des mosaïques. [...] j'avais un artiste qui me faisait la mosaïque de 6 mètres de hauteur. Un truc super beau. Parce qu'en se disant, c'est un peu l'identité haïtienne. C'est le côté artistique des gens »



Figure 23 – Couleurs et éléments décoratifs des nouvelles habitations (Nadon)

L'appropriation du projet par les communautés passe aussi par la valorisation de certaines dimensions culturelles telles que l'utilisation de la couleur, l'intégration d'œuvres artistiques ou la valorisation de symboles identitaires qui renforcent un sentiment d'appartenance et de fierté.

6.6.2 Communication, sensibilisation et changement de comportement

En plus de la valeur esthétique et culturelle, certains aménagements ont été pensés pour jouer un rôle pédagogique et encourager de meilleures pratiques. A ce stade, il a été clairement établi que la vulnérabilité structurelle des habitations était un enjeu majeur et que les pratiques de construction constituaient une des causes principales de leur fragilité. Dès lors, différentes stratégies ont été mises en place pour sensibiliser la population à cette problématique et à des méthodes de construction plus sûres.

D'après E10, les couleurs appliquées sur les maisons avaient également un rôle d'éducation passive. En effet, la structure était peinte dans une autre couleur pour mettre en évidence les éléments porteurs et sensibiliser davantage aux principes constructifs. L'objectif était que les modèles réalisés par le 16/6 servent de référence dans la zone.

E10 : « [...] la structure même du bâtiment était peinte en blanc, alors que le plein, ce qu'on remplissait, était mis de couleur pour que les gens puissent comprendre le principe de la structure. [...] »

E3 évoque également les actions de sensibilisation menées par l'OIM. A travers des affiches, des spots radios et d'autres supports, tout un système de communication a été mis en place pour promouvoir des changements dans les pratiques constructives. D'autres intervenants soulignent qu'il s'agissait d'une vaste campagne de sensibilisation menée dans le pays après la catastrophe.

Ils en rappellent les bienfaits ainsi que les limites.

E11, ingénieure architecte et ancienne responsable de l'implémentation de la planification urbaine, évoque des efforts de sensibilisation menés notamment par l'UCLBP avec la mise en place de formations, de guides, de codes de construction adaptés, avec des versions simplifiées, notamment en créole, pour faciliter la compréhension. Selon elle, ces actions de sensibilisation ont constitué des leviers pour apporter de réels changements dans les pratiques de construction et les faire perdurer.

E6, ingénieur géologue et membre de l'équipe experte, observe effectivement des changements d'habitude ayant découlé des actions de sensibilisation menées depuis 2010. Il évoque notamment une amélioration des connaissances chez les enfants, les formations qui ont été mises en place pour les ingénieurs entre autres. Il précise toutefois que ce sont des signes de progrès mais que les mauvaises pratiques persistent de nos jours.

E6 : « Personnellement, je peux constater qu'il y a eu des changements [...] Mais on ne peut pas dire que c'est quelque chose qui est vraiment général, on continue à construire de manière irrationnelle. [...] »

Les actions de communication et de sensibilisation peuvent influencer les comportements ainsi que les pratiques constructives. Il convient d'adopter des stratégies variées afin de promouvoir une éducation douce de la population. Cependant, cette approche comprend également des limites et doit s'inscrire dans un processus global de transformation.

Dans la continuité des actions visant à améliorer les pratiques constructives, plusieurs formations ont été réalisées, comme évoqué précédemment. Celles-ci ont constitué un atout majeur et de nombreux intervenants ont souligné leur importance et leur impact. E10, acteur de projet, illustre cette dynamique dans le cadre du projet 16/6 avec des formations réalisées pour les boss maçons et d'autres corps de métiers. Celles-ci ont été réalisées par le BIT, conformément à la documentation, et complétées par des stages encadrés par l'UNOPS. L'intervenant insiste notamment sur la sélection d'habitants du quartier pour la formation afin de valoriser leurs connaissances tout en apportant des améliorations techniques.

E10 : « [...] L'idée, c'était de prendre ces gens au sein même de la communauté [...] il y en a qui avaient effectivement un savoir-faire, mais sans un certificat, sans un diplôme, sans une preuve.[...] Donc, c'est pour ça que je te dis que le projet 16/6, c'est c'était beaucoup plus complexe que juste le volet technique. »

E13A, membre de l'UCLBP, appuie ces propos et souligne également l'importance des chantiers-écoles, autre alternative, favorisant la sensibilisation et la formation de la population.

E13A : « [...] Maintenant, avec le chantier-école, on a pu arriver à former les propriétaires. [...] Maintenant, on a donné des formations aux boss pour normalement avoir une bonne pratique de construction parasismique et anticyclonique. [...] »

E14 ayant bénéficié de ces formations à l'époque témoigne de ces bienfaits, de ce qu'il en a tiré et s'exprime sur un sentiment de valorisation de ces compétences. L'intervenant explique que le projet lui a offert la possibilité de développer davantage ses compétences, d'obtenir une certaine reconnaissance et de mettre en pratique immédiatement les techniques apprises.

E14 : « C'est pendant la mise en place de ce projet que j'ai développé mes compétences en maçonnerie. [...] J'ai suivi la formation et, une fois terminée, à mon retour, ils m'ont confié un chantier à exécuter. » (traduction libre)

E14 : « [...] Par exemple, concernant la maçonnerie chaînée, le système parasismique, qu'est-ce que c'est ? En fait, tu es maçon, mais en même temps tu es aussi charpentier, tu es aussi ferrailleur [...] Parce qu'il y avait des maçons traditionnels qui ne savaient pas, par exemple, comment placer correctement le fer à l'intérieur des blocs. Tu comprends ? Ce sont toutes ces choses que nous sommes venus apprendre. » (traduction libre)

Les formations représentent un volet très apprécié et ont un impact réel. Elles constituent un point stratégique à maintenir et à renforcer de manière à continuellement améliorer les pratiques constructives.

De façon générale, plusieurs intervenants soulignent que les formations réalisées par différentes entités à la suite du tremblement de terre ont eu un impact positif et aidé, dans une certaine mesure, au changement des pratiques constructives. Cependant, les intervenants soulignent également les contraintes réelles du terrain limitant leur portée. Les différents témoignages mettent en évidence que, malgré les acquis techniques, les réalités de terrain limitent l'application durable de ces initiatives.

E6 évoque notamment le « pouvoir économique de la population » comme frein majeur. Selon lui, les besoins primaires de la population (se nourrir, se loger, envoyer les enfants à l'école) limitent la portée des actions de sensibilisation. D'après l'intervenant, il faut, avant toute chose, élever le niveau économique des populations pour espérer de réels changements.

E6 : « [...] Comment dire à des gens qui ont faim, qui n'ont pas d'argent pour envoyer leurs enfants à l'école, de construire parasismique ? Des gens qui cherchent un toit, qui construisent n'importe où dans les lieux ravines, qui trouvent les matériaux, les tôles, du carton pour faire un bâtiment, comment dire à ces gens-là de bien construire ? [...] Il faudrait commencer à élever le niveau économique de la population [...] »

Dans la même optique, E1 souligne que le problème n'est pas seulement technique mais aussi économique et temporel. Selon lui, la multiplication de formations lors de la mise en œuvre du projet ne garantit pas, à elle seule, une amélioration durable. Il souligne que sans un étalement dans le temps et une transmission régulière des contenus, aucun changement durable ne peut s'instaurer. Il insiste à la fois sur la contrainte économique et sur le besoin de continuité, en rappelant que les projets ponctuels ne pourront pas, à eux seuls, assurer un changement pérenne.

E1 : « [...] Si vous ne le diluez pas dans le temps cet aspect sensibilisation ça ne sert à rien d'en faire plus, il est préférable d'essayer de le faire plus régulièrement [...] Si j'étais à la place de ces gens, je prendrais aussi le risque de construire moins bien [...] Si ça permet de manger le soir et aussi d'avoir un toit [...] »

E14, ayant lui-même suivi les formations, s'exprime sur cette problématique. Selon lui, malgré les compétences acquises, la décision finale appartient aux clients, souvent peu disposés à investir davantage dans les matériaux convenables. Cette réalité limite l'impact des formations. Il met également en cause l'État, qu'il juge incapable de réglementer ou de sanctionner les constructions non conformes, laissant ainsi chacun construire à sa guise, au détriment de la sécurité.

E14 : « [...] Tu es obligé de travailler au goût du maître. [...] Cela veut dire que, même si tu as appris certaines techniques et que tu sais les mettre en œuvre, il faut encore que la personne pour laquelle tu travailles, le propriétaire, accepte de les appliquer. » (traduction libre)

E14 : « Où ça ? Où est-ce madame ? C'est l'État, c'est l'État qui devrait poursuivre, mais c'est l'autorité

de l'État qui fait défaut » (traduction libre)

Les actions de sensibilisation et de formation, bien qu'ayant un potentiel réel de changement, font face à des enjeux économiques majeurs dans le contexte étudié. En effet, les conditions économiques de la population ont un impact direct sur la qualité de construction (réduction de quantité et de qualité des matériaux). Des contraintes économiques limites également la continuité des actions limitant l'impact à long terme.

6.7 Un réseau d'acteurs à articuler autour de la reconstruction

Au-delà des dimensions techniques et des multiples contraintes qui ont façonné la mise en œuvre du projet 16/6, un élément central pour en comprendre pleinement la portée réside dans l'examen de ses acteurs et de leurs interactions. Les actions menées jusqu'ici témoignent d'une diversité d'intervenants, aux rôles et aux influences variés, ayant tous contribué, d'une manière ou d'une autre, à orienter la reconstruction. Cette section propose d'analyser l'articulation de ces acteurs, de mettre en lumière les dynamiques de collaboration ou de tension, et d'identifier les enjeux que soulève cette configuration pour les projets de reconstruction.

La description des principaux acteurs ayant déjà été réalisée dans la section relative à l'analyse documentaire, il s'agit ici de compléter le tableau en éclairant certains rôles moins visibles et de mieux appréhender les liens entre eux, contribuant ainsi à consolider la MOT élaborée dans le cadre de ce travail.

6.7.1 Configuration, relations et jeux d'acteurs

L'analyse menée jusqu'ici met en évidence que l'UNOPS a joué un rôle moteur dans la conception et la mise en œuvre du projet 16/6. E3, acteur de projet, décrit l'articulation entre les acteurs principaux (UNOPS, OIM, BIT et PNUD) et permet de mieux comprendre la logique ayant mené à leur mobilisation. D'après l'intervenant, l'UNOPS s'est mobilisé pour couvrir des volets complémentaires à la réalisation du projet 16/6 ; l'OIM, pour son expertise dans la gestion des camps et sa capacité de communication avec la population acquise par son expérience du terrain ; le BIT, pour développer des formations et créer de débouchés économiques pour les habitants ; et le PNUD, pour le montage du projet, la coordination et la vision à plus long terme.

Au fil des entretiens, de plus en plus d'acteurs sont mentionnés par les intervenants. Au-delà de ce noyau principal et de l'UCLBP, d'autres structures spécialisées ont contribué à certaines étapes, comme des bureaux d'ingénierie, d'autres agences ou des petites entreprises locales rarement mentionnées dans les documents officiels consultés. Leur mention par les intervenants met en évidence l'implication d'acteurs dits secondaires, souvent absents dans les sources formelles. Ce constat soulève un point d'attention important : une multitude d'entreprises ont contribué à la mise en œuvre du projet, que ce soit lors de la phase de planification ou au moment de l'implémentation. La MOT a ainsi pour objectif de présenter les acteurs principaux, sans pour autant prétendre à l'exhaustivité, en raison du manque d'informations disponibles sur l'ensemble des structures mobilisées.

Les entretiens permettent également de préciser des éléments peu perceptibles dans les sources récoltées, comme le rôle du PNUD dans la coordination ou les liens entre les bailleurs. A titre d'exemple, E8 ancien directeur de l'UCLBP, rappelle que la CIRH a contribué au financement initial du projet avant sa dissolution, laissant place au FRH.

E8 : « En fait, le CIRH... La dernière réunion qu'ils ont eue, c'est quand ils ont affecté les 20 millions au projet 16/6. Après ça, ça a été dissout. Après, il y a eu le Fonds de Reconstruction d'Haïti, le FRH. [...]

CIRH est devenu le FRH. »

La grande diversité d'acteurs montre que la réalisation du projet 16/6 a largement reposé sur la capacité à articuler des compétences issues d'acteurs multiples, parfois absents des sources officielles, mais déterminants dans la mise en œuvre. Cela pose la question de la coordination nécessaire à l'exécution d'un projet de reconstruction et de la traçabilité de ces contributions.

Dès lors, l'un des enjeux majeurs identifiés, au vu de la multitude d'acteurs impliqués dans la réalisation du projet, réside dans la capacité à assurer une coordination efficace. Certains entretiens permettent de mettre en évidence cet aspect comme un facteur déterminant dans la réussite du projet 16/6.

E13J, membre de l'UCLBP, illustre clairement la complexité de la coordination logistique et institutionnelle du projet post-catastrophe. A titre d'exemple, elle évoque la coordination nécessaire uniquement pour la phase de relocalisation où cette coordination devait intégrer non seulement les agences onusiennes et l'UCLBP, mais aussi un large éventail d'acteurs locaux et institutionnels (mairies, protection civile, comités de site, tribunal de paix, police nationale), chacun ayant un rôle spécifique dans les opérations menées.

Dans la continuité, E3 met en évidence une dynamique de collaboration inter-agences atypique qu'il décrit comme rarement observée au sein du système onusien. Le fonctionnement entre les quatre agences principales des Nations Unies (OIM, UNOPS, BIT et PNUD), renforcé par le rôle de l'UCLBP, est présenté comme un facteur clé de succès. Ce constat est intéressant car il inclut une forme d'auto-critique, soulignant une limite éventuelle de coopération entre agences ainsi que l'implication progressive du gouvernement haïtien.

E3 : « [...] les Nations Unies ont beaucoup de difficultés à travailler avec une autre agence [...] en étant dans le système depuis longtemps, on n'avait pas vu ça beaucoup [...] Lorsqu'on a déménagé dans ces bureaux-là [...] le gouvernement a pris un peu plus de place [....] Mais pendant la définition du projet [...] Ils étaient un petit peu plus absents. »

Au-delà de ces coopérations multi-acteurs et parfois inhabituelles, certains comme E13A, insistent sur la transparence et la clarté dans la répartition des rôles qui apparaissaient aussi comme un autre élément majeur. L'implication de toutes les parties prenantes, la circulation complète de l'information et la définition précise des responsabilités sont considérées comme des conditions essentielles pour garantir l'efficacité et l'adhésion au projet.

E13A : « [...] il y avait normalement une sorte de synergie qui était développée [...] C'est parce qu'il y avait une sorte de transparence. [...] On arrive à réaliser le projet parce que tout le monde joue sa partition. Tout le monde joue leur rôle exact, leur rôle essentiel. »

La transparence et la clarté dans la définition des rôles apparaît comme un facteur déterminant pour la reconstruction.

6.7.2 Entre gouvernance et gestion de projet

Comme décrit précédemment, le projet 16/6 est une initiative portée par le gouvernement haïtien et coordonnée par l'UCLBP. E8, ancien directeur de l'UCLBP, revient sur les raisons de

sa création en soulignant l'absence, à l'époque, d'une institution dédiée à la reconstruction post-catastrophe. Selon lui, l'UCLBP devait répondre à trois missions principales : la reconstruction de bâtiments publics, la réflexion sur le logement, et le relogement des déplacés.

E8 : « Moi, j'étais représentant de l'État [...] Voilà le problème, dans le panorama institutionnel de l'État, il n'y avait pas une institution pour gérer la reconstruction post-séisme. Donc, on a créé une unité qui s'appelle l'UCLBP [...] »

Dans ce contexte, le projet a été mis en œuvre en collaboration avec plusieurs agences internationales. Dans son entretien, E3 illustre les attentes exprimées par les autorités haïtiennes à l'égard de leurs partenaires, en particulier l'UNOPS, quant à la proposition de solutions globales allant au-delà d'interventions ponctuelles. Il mentionne notamment les requêtes formulées à l'époque par le directeur en charge du logement au sein du gouvernement.

E3 : « [...] le lien entre le 16/6 vient de cette époque-là [...] on s'est assis avec ce monsieur-là, Patrick Rouzier [...] il nous a dit [...] On a un problème en Haïti [...] On s'attend à ce que vous, UNOPS, vous arriviez avec des solutions. [...] Je devais lui arriver avec des solutions pour la reconstruction de Port-au-Prince au complet. »

Si l'UCLBP est souvent présentée comme une structure ayant été créée pour combler un manque, plusieurs intervenants évoquent une perception différente de cette institution, en insistant sur les logiques de pouvoir et d'influence. E5, membre de l'équipe experte, évoque qu'elle était souvent considérée à l'époque comme une entité dépendante de la primature, perçue comme proche du Premier ministre, dont l'opérationnalité a diminué suite aux changements de direction et aux difficultés de financement.

E5 : « Ils dépendaient de la primature. À un certain moment, ils étaient perçus comme des protégés du Premier ministre. [...] À un certain moment, c'était pleinement opérationnel [...] »

E2, ancienne directrice du CIAT, décrit quant à elle des dynamiques de contournement institutionnel. Selon elle, l'UCLBP a été créé en dehors des instituions déjà existantes, en raison de son contrôle direct par la présidence. D'après l'intervenante, ce sont ces dynamiques de pouvoir qui ont également permis le rattachement du projet 16/6 à l'UCLBP au détriment des institutions initialement mandatées.

E2 : « Écoute, l'aide internationale, d'une façon générale, ça marche comme ça [...] Donc c'est pour ça que c'est dangereux. Tu vois d'avoir ce type de rapport qui peuvent te laisser penser que tout baigne et mais ils savent très bien que comment ils ont fait pour contourner les institutions existantes pour monter ce truc. »

Ce constat met en évidence le lien étroit entre la mise en place d'un projet de reconstruction et les dynamiques de pouvoir en place. Le rattachement du projet 16/6 à l'UCLBP, illustre comment les choix institutionnels ne sont pas uniquement liés à des considérations techniques, mais s'inscrivent aussi dans des stratégies politiques, avec des effets potentiels sur la gouvernance et la pérennité du projet.

Au-delà de ces enjeux politiques, certains intervenants soulignent des jeux d'acteurs ainsi que l'influence que peuvent exercer les bailleurs de fonds dans les processus de reconstruction. Bien que la question du financement du projet 16/6 ne fasse pas l'objet de ce travail, certains aspects sont discutés ici afin de souligner brièvement l'impact potentiel de cette composante sur les choix

effectués. En effet, le facteur financier est souvent perçu comme structurant, il peut orienter ou contraindre la réalisation des projets de reconstruction.

E7A, architecte et chercheuse, insiste sur le rôle du facteur financier, qu'elle considère comme susceptible d'influencer les décisions prises. Dans son intervention, elle souligne que même lorsque l'approche est pensée pour être proche des besoins réels et de la population, la pression exercée par les bailleurs, les contraintes budgétaires et les échéanciers peuvent limiter la portée des résultats.

E7A : « L'UNOPS, les Nations Unies, l'humanitaire, etc. C'est sûrement une belle approche. [...] Ils n'ont pas nécessairement une philosophie à toute épreuve. Parce qu'ils sont eux-mêmes clients d'autres.[...] Il y a un budget, il y a des échéanciers. »

E12, architecte, évoque quant à lui les blocages politiques susceptibles d'entraver l'accès aux financements, illustrant les tensions possibles dans la mise en place de certains types de projets. Il illustre ces tensions en rappelant que l'absence de volonté politique ou les rivalités institutionnelles peuvent suffire à bloquer les financements pour un projet pourtant pertinent.

E12 : « Oui, mais ça prend une volonté politique. Tous ces projets quand je suis allé voir l'UCLBP. [....] Mais pourquoi ils ne veulent pas. Parce que pour eux c'est plus difficile d'obtenir du financement.[...] c'est très difficile en Haïti de faire en sorte que les gens travaillent ensemble. [...] »

Enfin, E2 propose une lecture plus critique, en remettant en question les objectifs réels de l'UCLBP. Ce témoignage suggère que sa création aurait aussi répondu à des enjeux de gestion de fonds, allant au-delà des seules missions officielles de reconstruction.

E2 : « Mais en amont de l'analyse du projet 16/6, il faut comprendre ce que c'est l'UCLBP ? [...] Ils ont rajouté quelques projets internationaux aux activités de l'UCLBP, mais c'était essentiellement pour couvrir les activités et qui se faisaient avec les fonds PetroCaribe. [...] Cette affaire de camp, les internationaux ont créé les camps et après ils ont fait un projet pour sortir les gens des camps. »

Les entretiens mettent en évidence que les choix opérés sont façonnés autant par les besoins opérationnels que par des considérations politiques et économiques. Cette lecture invite à considérer la reconstruction non seulement comme un processus technique et social, mais aussi comme un espace où se négocient et se masquent les influences, le financement et le contrôle institutionnel.

6.7.3 Capacités institutionnelles et limites structurelles

Après avoir exploré les types d'acteurs et leurs interactions, il parait pertinent d'aborder un élément fondamental, fréquemment relevé dans les entretiens : les capacités institutionnelles et les limites structurelles. Ces facteurs, identifiés à différentes échelles de l'administration, ont fortement influencé le processus de reconstruction.

Comme mentionné précédemment, l'ancien directeur de l'UCLBP évoque un manque significatif dans le tableau des acteurs nécessaires à la reconstruction, justifiant ainsi la création d'une entité dédiée, l'UCLBP. Cependant, il attire l'attention sur l'existence de certaines institutions, théoriquement responsables, mais incapables d'assumer pleinement leurs missions. Ce constat rejoint en partie les observations formulées par E2 concernant la présence effective d'autres institutions.

E8 : « [...] Au niveau gouvernemental en Haïti, il y avait une crise de coordination, il n'y avait pas une institution locale qui était responsable. Ou du moins, il y avait des institutions qui étaient responsables,

mais qui n'avaient pas les moyens de faire face à leurs responsabilités. »

Bien que E3 ne faisait pas référence à l'UCLBP dans ces propos mais plutôt au MTPTC, il souligne un paradoxe dans les logiques d'intervention. Bien que motivée par une volonté d'améliorer l'efficacité, la création de nouvelles structures peut également fragiliser davantage les institutions locales existantes. D'après l'intervenant, c'est le cas des politiques menées par la Banque mondiale qui ont complètement affaibli le MTPTC au lieu de le restructurer.

E3 : « [...] le MTPTC, c'est une coquille vide un peu. [...] Ça, c'est la Banque mondiale. Parce que le MTPTC n'est pas très bon, on va développer une autre entité [...] Ce qui était une idée absolument stupide, parce que tu vides le ministère des Travaux publics de ses effectifs, et tu le rends faible. »

Dans la continuité, au niveau des administrations locales, bien qu'une certaine coordination ait été mentionnée précédemment par certains intervenants (E13A et E13J), l'entretien avec E3 révèle un déficit dans le rôle des mairies qui a impacté la mise en œuvre du projet, notamment dans les actions liées à la reconstruction. D'après l'intervenant, le renforcement des mairies annoncé par les autorités n'a jamais eu lieu, laissant un vide en matière d'accompagnement technique et administratif qui a fortement entravé la mise en place du projet. Les mairies ne disposaient d'aucun moyen, ce qui rendait impossible un soutien effectif au projet de reconstruction.

E3 : « [...] Ça a été, je pense, un des gros défauts du projet, c'est qu'on n'avait personne [...] il y avait l'UCLBP, mais l'UCLBP, c'était un organisme de coordination et non d'accompagnement [...] Donc, les mairies, elles n'avaient rien [...] C'était même triste. [...] Il n'y avait rien, tu rentrais dans la bâtisse, ils n'avaient pas d'archives, pas de documents sur combien de taxes qu'il faut [...] »

Ce témoignage est renforcé par E13J qui décrit la fragilité des mairies dans le contexte post-séisme. L'intervenante, ayant elle-même travaillé dans une mairie à l'époque, témoigne de l'affaiblissement des mairies suite au tremblement de terre en particulier dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Selon elle, les difficultés à trouver un local, la révocation d'employés et l'impossibilité de percevoir des taxes auprès des habitants désormais sinistrés figurent parmi les éléments qui ont fortement limité leurs capacités d'action. Elle insiste sur le manque généralisé de moyens financiers mais aussi matériels, techniques et humains. Elle souligne que les appuis reçus se limitaient souvent à de petites formations ponctuelles, loin de répondre aux besoins réels de renforcement des structures locales.

E13J : « Et quand on dit moyens, on ne parle pas uniquement de moyens financiers, on parle de moyens techniques [...] Il n'y a pas forcément les compétences qu'il faut, il n'y a pas forcément les matériels qu'il faut, mais certaines fois, les partenaires qui décident d'appuyer les autorités locales ne le font qu'à travers de petits séminaires de formation. C'est tout un combat pour essayer de renforcer la structure locale. »

Enfin, E5, architecte et professeur à l'université, propose une piste de réflexion en plaidant pour une décentralisation accrue. Selon lui, la population de l'agglomération de Port-au-Prince répartie en neuf communes est mal gérée car « c'est un maire qui s'occupe de ce million de personnes » dans la commune de Port-au-Prince par exemple, ce qui entrave la gestion du territoire. Selon l'intervenant, une subdivision plus fine du territoire permettrait de se rapprocher des aspirations des citoyens et de renforcer les capacités d'action locale.

E5 : « [...] les gens pensent qu'émietter le pouvoir n'est pas une bonne chose [...] ça a aussi l'avantage de rendre l'autorité plus proche des besoins au quotidien des gens. [...] si on le subdivisait davantage, on donnerait le pouvoir à toutes les personnes. C'est à ce niveau-là que je pense qu'il y a quelque chose à trouver. »

L'intervenant insiste en précisant que le manque de contrôle du territoire limite les possibilités d'action, alors qu'une connaissance fine du terrain est indispensable pour répondre à la diversité des besoins et fournir des services adaptés.

E5 : « [...] je pense que s'il y avait un découpage plus fin, le maire serait plus à même d'avoir, en fait, un meilleur contrôle de son territoire. [...] Et en plus, sur un territoire avec une topographie particulière, il y a le centre historique [...] et puis il y a les quartiers périphériques avec leurs particularités [...] il peut pas avoir la maîtrise de son territoire. Et il y a trop de monde. [...] »

Ce constat rejoint quelque part les propos de E3 qui insistait sur le manque d'échelon entre la direction de l'UCLBP et les opérateurs techniques, engendrant des lenteurs et un ralentissement à différents niveaux du projet de reconstruction.

E3 : « [...] Moi, je devais constamment aller voir Kéké pour lui demander pour avoir l'autorisation. J'attendais de passer des heures et des heures dans son lobby, l'attendre, à le trouver. Donc, ce n'était pas son rôle parce que lui était tellement élevé, mais je n'avais personne d'autre sous lui.[...] »

Les entretiens mettent en évidence les capacités institutionnelles affaiblies, à la fois par un manque de préparation initiale, par les effets du séisme et par certaines politiques d'intervention post-catastrophe. Les projets de reconstruction se heurtent alors à des logiques de pouvoir, des ressources limitées et une faible capacité d'accompagnement des structures locales. Le renforcement de ce cadre institutionnel, par des structures plus solides et davantage ancrées dans les besoins des populations, apparaît comme une condition essentielle pour garantir une meilleure mise en œuvre et un suivi efficace des projets.

6.7.4 Organisation intra-quartiers et gestion locale

Certaines contraintes structurelles et institutionnelles impactent la vie dans les quartiers. De nombreuses initiatives sont alors menées par d'autres formes de gouvernance locale, endossant des responsabilités habituellement attribuées à l'État.

E8 souligne l'intérêt d'une organisation interne au quartier, facilitant la coordination avec les équipes externes souhaitant intervenir. D'après lui, le quartier de Jalousie à titre d'exemple était bien plus organisé que d'autres quartiers. Il disposait déjà de capacités internes qui ont permis de collaborer et d'avancer rapidement avec le projet. Dans d'autres quartiers, des efforts supplémentaires ont été nécessaires pour apprendre aux gens à se réunir, à élire des leaders avant de pouvoir démarrer les travaux.

E8 : « [...] Ils avaient leur organisation de base, déjà depuis avant tremblement. [...] Ils avaient beaucoup de capacités. Donc, avec eux, c'est allé vite. [...] Mais pour les autres quartiers, on a été obligé d'apprendre aux gens à se réunir, à choisir un leader de manière démocratique [...] »

L'organisation ou les stratégies d'adaptation propres aux habitants ont été évoquées par plusieurs intervenants. Ces formes d'initiatives traduisent une forme de résilience communautaire, qui, par ses propres moyens tente d'apporter des réponses aux besoins locaux. A titre d'exemple, E9, architecte et professeure à l'université, souligne alors davantage l'intérêt de développer certaines infrastructures dans les quartiers facilitant la mise en place de services portés par les habitants eux-mêmes, comme le ramassage d'ordures organisé localement dans certains quartiers.

Ce constat est renforcé par E7A, architecte et chercheuse, qui souligne que cette organisation interne n'est pas toujours portée par des structures perçues comme positives. Elle peut également

émaner de logiques de pouvoir informelles, parfois violentes, qu'il est nécessaire de considérer lors d'une intervention dans ces quartiers.

E7A : « [...] on utilise des mots comme anarchie, chaos, parce qu'on voit ça selon nos lunettes d'Occidental, il n'y a pas de gouvernement mais il y a une forme d'ordre qui se met en place, en dessous, de façon obscure [...] Quand tu rentres dans ces quartiers, il faut que tu comprennes ça [...] »

D'autres interventions mettent en lumière la diversité des formes de gestion locale qui émergent dans les quartiers en réponse à l'absence ou la défaillance de l'État : initiatives individuelles, micro-entreprises, structures communautaires ou violentes.

Les dynamiques internes aux quartiers, qu'elles soient perçues comme positives, neutres ou problématiques, structurent le terrain d'intervention et doivent être prises en compte au risque de compromettre l'implantation, l'accès, la sécurité, ou encore l'efficacité du projet.

6.7.5 Les « autres » rôles pour la reconstruction

Pour clôturer cette section, il parait indispensable de souligner le rôle déterminant de certains acteurs ou figures clés. Au-delà des institutions, ce sont des figures spécifiques qui ont contribué de manière décisive à la concrétisation du projet.

E3 et E10, acteurs de projet, insistent particulièrement sur le rôle joué par Clément Bélizaire, dit « Kéké », ancien directeur de l'UCLBP, décrit comme un véritable « chef d'orchestre », capable de coordonner la multiplicité d'acteurs, de pallier les manques institutionnels et de créer des liaisons entre les différentes sphères locales et internationales. D'après les intervenants, son charisme, son ancrage local, son réseau et sa capacité à naviguer entre les codes sociaux et les codes institutionnels divers et variés, sont présentés comme des facteurs essentiels ayant permis d'aboutir à la mise en œuvre du projet 16/6 malgré un contexte contraint et complexe.

E3 : « Kéké, lui, c'était plus qu'un coordonnateur, c'était comme le chef d'orchestre qui devait composer avec un peu ses patrons, les collègues dans les mairies, parce qu'il était tellement charismatique, c'est qu'il a réussi à rassembler tout le monde dans les ministères [...] plein d'autres organismes qui rôdaient autour de tout ça [...] »

E10 : « Crucial, crucial à tous les niveaux [...] on avait besoin de quelqu'un qui était capable justement d'avoir cette touche haïtienne. [...] Donc il rentre dans les quartiers les plus pauvres, les gens l'accueillent. [...] il connaît tout le monde, dans toutes les strates de la société haïtienne, c'est une bonne chose. Le fait d'être musicien, ça joue en sa faveur parce qu'il n'est pas perçu comme une menace [...] Kéké a su imposer la volonté du gouvernement haïtien. [...] il sait comment parler aux gens comme je l'ai dit, autant du côté haïtien que du côté international. Finalement, il a été l'élément canalisateur pour que les différents partis, les différents groupes se mettent ensemble pour réaliser la mise en œuvre de ce projet. »

D'autres figures ont été identifiées dans les entretiens, notamment celles des mobilisateurs communautaires. Comme l'expliquent E1 et E3, ces agents de terrain ont été déterminants pour entrer dans les zones sensibles, gagner la confiance des habitants et entamer le dialogue afin de permettre l'implémentation du projet sur place. Les travailleurs communautaires ont donc occupé un rôle de proximité et de médiation indispensable à la mise en œuvre du projet.

E3 : « [...] on n'avait pas accès. Parce que les gens avaient peur, ils voulaient pas de l'aide, ils avaient eu des mauvaises expériences. Donc il y avait des gangs qui nous bloquaient. [...] et eux se promenaient dans

les bidonvilles avant notre intervention pour faire la promotion, pour dire un peu pourquoi on est là. Et ça, ça a vraiment ouvert les portes. On a été en mesure de travailler dans les pires bidonvilles de Port-au-Prince. »

E1 : « [...] ces personnes-là construisent de la confiance, construisent un tissu relationnel [...] et plus ils passent de temps dans les quartiers, plus ils sont présents et disponibles pour répondre aux demandes, plus cette confiance se construit.[...] »

L'expérience du projet 16/6 souligne que parallèlement aux compétences techniques et institutionnelles, certains rôles sont décisifs dans la réussite du projet. Qu'il s'agisse de figures charismatiques capables de coordonner les acteurs, ou d'équipes de terrain créant un lien avec les habitants, ces contributions sont indispensables à la mise en place du projet.

Les capacités institutionnelles et les limites structurelles, précédemment abordées sous l'angle de la coordination opérationnelle, apparaissent aussi dans les entretiens sous forme d'attentes ou de critiques envers l'État. Les intervenants l'illustrent sous diverses formes, à travers divers exemples, mais le constat est toujours le même : ils dénoncent un manque criant entre technique et politique.

E6, ingénieur géologue, l'illustre en insistant sur le manque d'articulation entre la technique et la politique en Haïti. L'intervenant exprime que de nombreuses études ou recherches de qualité sont réalisées au niveau technique mais leur mise en œuvre reste limitée, voire inexistante. Ce décalage, selon lui, laisse de nombreuses recommandations en suspens et empêche toute véritable transformation. C'est en effet, au niveau politique que se prennent les décisions qui peuvent assurer leur exécution.

E6 : « Il y a un maillon qui manque. C'est que d'un côté, vous avez la technique qui est très bien faite [...] Et de l'autre côté [...] les politiciens qui sont là [...] pour prendre des actions concrètes [...] Parce que cette réduction de la vulnérabilité n'est pas faite par les techniciens, par la technique, c'est la politique. »

E6 : « [...] Par exemple, au niveau du micro-zonage sismique, il y a beaucoup de recommandations, mais ces recommandations sont restées lettres mortes. Parce que c'est la politique qui devrait intervenir. [...] Donc, il y a un gap vide entre la technique et la politique »

Ce blocage est aussi problématique dans des domaines comme l'urbanisme, où toute tentative d'intervention sur le collectif est intrinsèquement liée à la gouvernance. En effet, dans la discussion, E7G, architecte, souligne la difficulté de mener des actions collectives sans cadre politique solide ou appui institutionnel clair.

E7G : « Ecoute, l'urbanisme, c'est la politique. Donc, si tu veux intervenir d'une manière ou d'une autre à ce niveau-là, tu dois absolument toucher la politique. [...] Il faut absolument qu'il y ait un organisme qui coiffe et un organisme qui ne peut-être autre que public. »

Plusieurs intervenants évoquent les conséquences directes de ce manque, de cette faiblesse institutionnelle et de son impact. Elles se traduisent par un ensemble d'actions isolées, un manque de cohésion et une influence sur le niveau d'implication de chacun ou sur la capacité de réponse. E13J, membre de l'UCLBP, souligne également que cela entretient un cycle où les interventions de l'État sont toujours en réponse à une situation de catastrophe sans possibilité de planification.

E13J : « [...] dans la plupart des cas, l'État intervient toujours en dernier. Jusqu'à présent, on n'a pas encore vraiment eu l'occasion de planifier quoi que ce soit. On vient toujours en réponse à une catastrophe et ça justifie jusqu'à présent l'existence de l'UCLBP.[...] »

Les entretiens montrent que la reconstruction est entravée par une articulation insuffisante entre la technique et la politique. L'absence d'un cadre institutionnel solide, capable de coordonner et d'anticiper, conduit à des interventions fragmentées et sans continuité, ce qui limite les possibilités de transformation durable.

Enfin, le dernier rôle soulevé concerne les professionnels de terrain. En effet, confrontés à des situations complexes, ils sont fréquemment amenés à gérer des dimensions sociales, politiques ou encore relationnelles qui dépassent leurs compétences techniques. Bien que décisives pour la réussite du projet, ces responsabilités supplémentaires ne sont pas toujours vues ni reconnues et encore moins formalisées. Cela soulève parfois une nécessité de clarification des rôles de chacun, des équipes pluridisciplinaires, ou encore de la valorisation d'un travail parallèle.

Plusieurs exemples dans les entretiens illustrent cet aspect. E1 l'exprime à travers les prises de risques réalisées par les entreprises pour la mise en œuvre du projet en expliquant la difficulté de placer les responsabilités sur des facteurs qui ne dépendent pas des dimensions techniques. De même que E7G, dans une autre perspective, précise qu'un architecte, même sensible à la participation dans le projet, n'a pas nécessairement les compétences pour s'en occuper et que cela nécessite une équipe pluridisciplinaire.

E7G : « Tu vois architecte, même si tu as la sensibilité. Tu vas faire un projet. Tu veux une participation, mais personnellement, tu ne peux pas être capable d'organiser des réunions, de causer à la population. Ça te prend une équipe. Ça te prend des sociologues. Des sociologues qui partagent cette philosophie. Des gens qui font des enquêtes. [...] Ça prend une équipe pluridisciplinaire. »

Ces constats rejoignent l'idée que la reconstruction doit être la plus holistique possible. Pour ce faire, il doit nécessairement y avoir des équipes de compétences diverses et complémentaires pour répondre aux différents enjeux. D'après cet intervenant, et comme déduit de la plupart des entretiens, le défi de la reconstruction n'est pas uniquement technique. Il est social, organisationnel et gouvernemental. Il est global.

E3 : « Bien, la leçon première, c'est qu'un projet comme ça, il faut qu'il soit le plus holistique possible. Il faut vraiment toucher à tous les angles. La reconstruction n'est pas technique. Ce n'est pas un défi technique. [...] Le défi, c'est le côté social, le côté gouvernance, le développement. »

La présence ou l'absence de certains rôles clés a un impact direct sur la trajectoire de la reconstruction. Les équipes doivent être pluridisciplinaires afin de comprendre et d'aborder correctement tous les aspects de la reconstruction.

6.8 Une trajectoire fragile mais porteuse d'enseignements

Ce dernier thème porte sur des éléments de bilan formulés par les intervenants. Il comprend des retours d'expérience, des limites, des réussites, des recommandations, ou encore des perspectives. A travers ces récits, il s'agit d'identifier les enseignements majeurs qui, au-delà du cas étudié, éclairent plus largement sur le processus de reconstruction.

6.8.1 Un projet comme point de départ, pas comme solution

Les étapes retracées jusqu'ici permettent de comprendre finement le contexte, les enjeux, les modalités d'intervention et les blocages du projet 16/6. Si certaines réalisations sont indéniables, le projet, d'après certains intervenants, n'a toutefois pas apporté la réponse globale espérée. Les

témoignages de E4, bénéficiaire, et E14, boss maçon et membre de plateforme communautaire, soulignent la frustration de nombreux habitants face à l'écart entre les besoins exprimés et les solutions retenues.

E14 évoque plusieurs exemples concernant la mise en place des infrastructures dans les quartiers. Il illustre ses propos avec l'exemple de l'installation de kiosques d'eau, jugée inefficace et contraire à la proposition initiale des habitants, d'un raccordement direct au réseau de la DINEPA. Bien que discuté précédemment avec les acteurs de projet comme une contrainte majeure liée à la densité du bâti et aux coûts estimés, E14 (appuyé par E4) souligne que, non seulement les points d'eau collectifs ne peuvent pas répondre aux besoins d'eau de la population mais qu'en plus, ils n'ont pas été finalisés. L'intervenant témoigne que depuis leur mise en place, aucun suivi n'a été réalisé pour permettre aux habitants de réellement bénéficier de cette solution partielle. Il déplore la dégradation d'installations qui n'ont jamais été fonctionnelles.

E14 : « [...] On a dit qu'on n'avait pas besoin de kiosque. Nous, on voulait que l'eau arrive dans le quartier pour que tout le monde puisse avoir l'eau. Eux, ils ont dit non qu'ils feraient des kiosques. ça veut bien dire que la population ne peut pas décider. C'est eux qui font ce qu'ils veulent. Et ils ont fait des kiosques sans eau. Certains n'ont même pas été achevés. L'eau n'a jamais coulé même un jour [...] » (traduction libre)

E4 : « Quant aux kiosques. C'est vrai qu'ils en ont fait. Il y en a 4 à Nerette. Il y aurait dû en avoir 4 à Nerette mais ils n'ont jamais été connecté au réseau d'eau. Bon, un policier s'est approprié un des kiosques. Il l'a détruit et il a construit sa maison à la place [...] Vous savez en Haïti, ça ne s'arrête jamais. [...] » (traduction libre)

E14 décrit un sentiment d'impuissance malgré les blocages des habitants, les décisions étant parfois prises sans véritablement tenir compte des propositions locales. Pour lui, les plateformes communautaires étaient censées porter la voix des habitants, mais cette interface n'a pas toujours rempli ce rôle. A travers son entretien, et comme évoqué dans l'analyse documentaire, les plateformes communautaires ont été perçues comme un élément de projet avec parfois peu de prise en considération réelle des choix des habitants dans les actions menées.

De plus, il précise que leur mise en œuvre a été fragilisée par l'absence de structure pérenne et adaptée. D'après lui, les porteurs de projet avaient surtout un mandat de gestion ponctuelle de fonds, ce qui a conduit à leur disparition une fois les ressources épuisées. Selon lui, les plateformes se sont effondrées faute de volonté des acteurs de projet et d'ancrage durable. Il précise toutefois que ces structures réapparaissent parfois de façon opportuniste dès qu'une nouvelle source de financement se présente.

E14 : « C'est censé être une bonne méthode. Mais ceux qui ont fait les plateformes, ne les ont pas faites pour ça vraiment. Ils voulaient gérer l'argent. [...] et une fois qu'ils ont fait un peu d'argent, ils ont fini avec tout ça. Parce que s'ils l'avaient créée, s'ils avaient mis de la structure, même s'ils l'avaient voulu, elle serait toujours là. [...] C'était une coque vide. [...] Mais dès que vous voyez qu'il y a de l'argent en vue, ils arrivent et ils vous disent que la plateforme existe.[...] » (traduction libre)

Pourtant, malgré ses critiques envers le fonctionnement des plateformes communautaires, E14 exprime une véritable reconnaissance envers le projet. Il souligne notamment l'apport des formations reçues qui lui ont permis de développer des compétences diverses et utiles au vu de la difficulté de trouver un emploi en Haïti. Il insiste sur l'aspect de formation, lui permettant de rebondir face aux aléas de la vie, ainsi que sur la qualité de construction des logements du projet, jugée nettement supérieure aux autres habitations du quartier.

E14 : « [..] Personnellement j'étais très satisfait quant aux formations reçues. J'ai pu suivre un tas de formations dans différents domaines. Parce qu'en Haïti, c'est ainsi : Si tu sais faire une seule chose, tu ne pourras pas vivre décemment. Si tu as des compétences dans plusieurs domaines, au moins tu peux résister. [...] Ensuite, lorsque vous passez dans les quartiers, vous pouvez constater la différence entre les maisons faites par le projet et celles qui étaient déjà là. Il y a une grosse différence [...] »(traduction libre)

Ce discours mêlant critiques et reconnaissance est aussi partagé par E4. Ce dernier, tout en reconnaissant que son nouveau logement ait constitué une base pour se reconstruire, regrette l'inachèvement des équipements. Selon lui, la majorité des habitants n'étaient pas satisfaits des changements apportés par le projet, notant un effort de reconstruction solide au départ, mais jugé non abouti.

E4 : « A refaire ! Disons 70% à refaire, 30% acceptable. [...] 30% acceptable et 70% à corriger. Parce que la majorité des gens n'étaient pas satisfaits. [...] On a l'impression que la maison qu'on va construire est solide. Ils ont bien commencé avec la base ... Mais le peu qu'ils ont donné est misérable. » (traduction libre)

Ces témoignages laissent transparaître un écart entre les attentes des locaux et les limites du mandat ou des capacités des intervenants. S'ajoute à cela une absence de suivi sur le long terme, qui fragilise les effets du projet et qui questionne les raisons de ces inachèvements.

Toutefois, les membres de l'UCLBP rappellent l'ampleur des résultats obtenus, malgré un contexte complexe et des ressources limitées. Selon E13A, le projet a permis de relocaliser plus de 11 000 familles, de former plus de 2 000 personnes, de créer plus de 5 000 emplois, de créer des activités génératrices de revenus pour 500 entreprises locales et de soutenir la mise en place de 9 plateformes communautaires entre autres. Selon lui, ces résultats témoignent d'avancées significatives au regard des contraintes rencontrées.

Dans un contexte post-catastrophe marqué par des contraintes fortes et des attentes multiples, les choix opérés soulèvent une réflexion sur le type de solutions à privilégier. La tension perçue entre une reconnaissance individuelle et une déception sur le collectif souligne l'importance d'identifier les formes d'intervention capables d'avoir un impact durable sur les communautés. Une attention particulière doit être portée à la consultation communautaire afin de garantir une participation réelle des habitants, en évitant qu'elle se limite à une démarche symbolique. La mise en place d'un véritable espace de concertation entre les intervenants et les habitants apparaît ainsi comme un enjeu central pour la réussite des projets.

Au-delà du retour des habitants, d'autres limites sont soulignées par les porteurs de projet ou par les experts extérieurs. Plusieurs entretiens (E1, E2, E4) évoquent notamment la composante I relative à la fermeture des camps, qui constituait un des objectifs initiaux du projet 16/6. Toutefois, ces propos dépassent le périmètre de ce travail et ne sont pas abordés dans le détail. L'extrait suivant illustre rapidement les critiques soulevées :

E1 : « J'ai toujours été relativement sceptique de l'idée de base du projet. De fournir un logement pour permettre de vider les camps [...]. Donc la logique même qui est une logique jolie et très politique. [...] Les gens qui étaient dans ces camps, ils ont dû partir ailleurs, ils ont dû créer d'autres camps ailleurs [...] Donc, on a donné l'impression qu'on règle un problème, mais [...] on l'a juste dilué [...] »

D'autres participants mettent l'accent sur la quantité limitée de réalisations, souvent jugées inachevées ou trop expérimentales (E2, E4, E5, E14), comme déjà évoqué. Ainsi, E5, architecte

et professeur à l'université, invite à considérer le projet comme un prototype compte tenu de la quantité de réalisations comparée aux besoins réels sur place.

E5 : « La réalité, c'est qu'il y a effectivement eu des quartiers entiers qui se sont effondrés et les gens ne pouvaient pas revenir [...] Maintenant, le problème, c'est que ça a un coût énorme. Dans la réalité, ce qui a été fait, c'est qu'on a essayé des prototypes. Puisque quand on prend le volume de logements réalisés par rapport aux besoins, c'était faire des prototypes. »

Selon E10, acteur du projet, l'impossibilité de répondre aux besoins s'explique autant par les contraintes matérielles largement discutées jusqu'ici (manque de moyens, délais, zones à risques etc.) que par l'arrêt de l'appui international et l'incapacité de l'État à en assumer la continuité.

E10 : « [...] donc je pense que c'est un projet qui avait tout pour réussir. Sauf peut-être une capacité de l'International à continuer à appuyer le projet, une incapacité au niveau du gouvernement haïtien peut-être de financer des projets. »

Dans un contexte post-catastrophe marqué par des contraintes fortes et des attentes multiples, les choix opérés soulèvent une réflexion sur le type de solutions à privilégier. Se pose ainsi la question de l'équilibre entre une réponse partielle à l'ensemble des besoins et la concertation des efforts sur quelques priorités pleinement réalisables. La nécessité d'assurer la continuité des actions dans le temps apparaît également comme un enjeu majeur pour garantir l'efficacité des interventions.

Au-delà des contraintes matérielles et opérationnelles, certaines erreurs de conception et de gouvernance ont marqué le processus. Avec le recul des années, plusieurs intervenants identifient des erreurs majeures de la reconstruction post-catastrophe de 2010. L'une des plus fréquentes concerne le manque d'implication des professionnels techniques haïtiens (architectes, ingénieurs, urbanistes) à distinguer des ouvriers ou artisans locaux, plus souvent mobilisés.

E11, ingénieure architecte et responsable de la planification participative, revient d'abord sur les retards pris dans le projet 16/6 en partie liés à la nécessité d'adapter les méthodes et les équipes au contexte haïtien. Selon elle, de nombreux professionnels ont dû apprendre « sur le tas », ce qui a entraîné des pertes de temps et d'efficacité.

E11 : « [...] la plupart des personnes qui ont travaillé, que ce soit les spécialistes ou les non-spécialistes, ils ont appris sur le tas. [...] beaucoup d'entre eux étaient très novices. Il y a eu une méthodologie qui a été développée par ONU-Habitat [...] il a fallu faire des adaptations par rapport au contexte haïtien. [...] Donc tout ce tâtonnement-là a fait qu'il y a eu quand même une perte de temps. »

Elle généralise ensuite cette problématique et souligne ainsi un défaut structurel plus profond : le manque d'intégration de plus de professionnels locaux dans le processus de reconstruction. Selon elle, de multiples organisations étrangères, comme dans le cas du projet 16/6, venues avec leurs propres standards, ont recruté des personnes peu expérimentées et peu imbues du contexte haïtien. Elle dénonce un manque flagrant de participation des professionnels locaux résultant d'un manque de coopération entre trois parties prenantes de la reconstruction qui devraient être l'État, l'international et le secteur privé.

E11 : « Il y a pas eu suffisamment d'implication des experts locaux. Ce n'est peut-être que très tard, quelques années après qu'il y a eu de plus en plus d'interactions. [...] Pendant les 5 premières années, il n'y avait que des étrangers. »

E11 : « [...] Alors que normalement ça aurait dû être une collaboration des trois parties. L'Etat, l'international et le secteur privé. [...] »

Ces constats sont appuyés par E7A, architecte et chercheuse qui, ayant visité le site des habitations créées dans le cadre du projet 16/6, évoque certains manquements auxquels davantage d'implication de professionnels locaux aurait, selon elle, pu y remédier. Elle généralise cette approche évoquant que dans le cas d'Haïti, les locaux ont souvent été écartés des projets de reconstruction. Elle dénonce par la même occasion une logique où les fonds, au lieu de renforcer les compétences et les structures locales finissent entre les mains d'acteurs extérieurs, parfois eux-aussi corrompus.

E7A : « [...] Si tu n'as pas les consultants internes, il faut que tu engages des architectes locaux. C'est ça, c'est élémentaire. Puis ça, c'est une erreur, une grosse erreur, tu pourras juste la répéter, dans la reconstruction, qu'ils ont contourné les architectes locaux dans la plupart des projets. C'est un exemple. »

E7A : « [...] C'est ça le problème. C'est que « building back better », ça aurait dû être vraiment très local. [...] En tout cas, même si on pensait que le gouvernement allait prendre de l'argent et « whatever », ça a été la même chose. C'est les importés qui ont pris l'argent et qui l'ont mis dans leurs propres poches. »

L'implication des professionnels techniques locaux (architectes, ingénieurs, urbanistes, etc.) apparaît comme un levier essentiel, tant pour favoriser l'intégration contextuelle des projets, renforcer leur efficacité opérationnelle, que pour assurer des retombées économiques au sein même des communautés. Pourtant ces acteurs sont souvent marginalisés, que ce soit en raison de dynamiques internationales privilégiant des expertises extérieures ou d'un manque d'engagement initial dû à leur distance avec le processus décisionnel. Cette faible participation peut aussi résulter à la fois de limites réelles en termes de compétences et de logiques structurelles, voire sous-jacentes, qui conditionnent leur place dans les projets. Il devient ainsi nécessaire de concevoir des dispositifs de reconstruction intégrant ces professionnels dès les premières étapes, afin de renforcer la pertinence et la durabilité des interventions.

De nombreux apprentissages émanent également des entretiens. E8 souligne l'importance de ne pas repartir de zéro, mais de s'appuyer sur les actions précédentes, en identifiant leurs échecs comme levier d'adaptation. Il évoque notamment la phase de relocalisation, où les équipes avaient uniquement identifié et adressé les points faibles. Cela invite à être davantage attentif aux erreurs des projets de reconstruction et à être soucieux de faire mieux à l'avenir.

E8 : « Donc le premier exercice, c'était de comprendre, qu'est-ce qui était fait déjà, et pourquoi est-ce que ça n'avait pas marché. [...] On n'a pas fait l'erreur d'effacer le tableau. On a bien pris le soin et le temps de comprendre les méthodes logiques qu'ils essayaient d'employer, et pourquoi ils ne réussissaient pas [...] »

La question des choix des interventions à réaliser en priorité reste une thématique complexe abordée de multiples fois dans les entretiens. Ces décisions dépendent des contextes mais nécessitent une vision d'ensemble. E8 parle d'un chemin critique à trouver entre les différents besoins qui, dans le contexte haïtien, semblent tous être des priorités.

E8 : « Il y a une certaine chronologie. Il y a un chemin critique à trouver pour arriver à faire plusieurs choses en même temps et arriver à un idéal. »

Dans cette optique, et au vu des contraintes déjà évoquées, certains intervenants insistent sur la nécessité d'un changement de posture. L'idée est de ne pas simplement apporter des réponses techniques souvent limitées ou contraintes mais de transmettre une capacité d'action collective. E10, acteur de projet, souligne alors l'importance de la transmission des savoirs et des méthodes

à la communauté comme élément favorisant la pérennité.

E10 : « [...] c'est pour ça que je suis d'avis que l'idée du projet 16/6 n'était pas de trouver des solutions, mais d'apprendre aux gens à comment bien faire, à comment construire convenablement, à comment penser de façon communautaire. »

Ce point rejoint la position de E12, convaincu que les projets de reconstruction devraient être transformateurs et favoriser l'autonomie des populations. Selon lui, les interventions du projet 16/6 ont clairement manqué en ce sens, restant sur des actions ponctuelles qui, bien que nécessaires, ne suffisent pas à rendre les communautés autonomes et autosuffisantes. D'après l'intervenant, cela alimente les cycles de dépendance et empêche de véritables changements.

E12 : « [...] Sauf que moi ce que je déplore, c'est qu'on n'a pas cherché à mettre en place une politique d'autodétermination [...] le pays est à reconstruire. Comme je t'expliquais, il faut pas juste reconstruire physiquement. Les communautés sont à reconstruire, pour leur permettre de se développer »

Parmi les facteurs identifiés comme structurants, les intervenants rappellent souvent les éléments susceptibles de perdurer. Les formations, les méthodologies mises en place et le développement des capacités des communautés sont autant d'acquis immatériels perçus comme de véritables atouts durables, bien au-delà des seules réalisations physiques. Dans cette optique, la composante sociale apparaît comme la plus complexe et la plus porteuse de transformation. E8 rappelle qu'entrer dans les communautés, bousculer l'ordre établi, mobiliser les habitants et maintenir leur engagement sont autant de défis qui conditionnent la réussite du projet.

E8 : « L'ingénierie sociale dans un projet du genre, c'est la composante la plus compliquée. »

Au-delà de la réalisation matérielle et des chiffres, certaines initiatives percutantes ou outils innovants ont permis au projet 16/6 d'aboutir à des résultats. Les entretiens montrent que les ressources immatérielles sont tout aussi importantes dans la conception du projet. La réussite ne tient pas uniquement à la quantité d'infrastructures livrées, mais aux outils de réalisation pouvant guider des processus futurs. Il est ainsi essentiel de valoriser et de capitaliser sur les apprentissages concrets issus du projet 16/6.

6.8.2 Une articulation sensible entre reconstruction, gouvernance et société

Les limites identifiées par les intervenants rappellent qu'aucun projet isolé ne peut répondre à l'ensemble des besoins de la reconstruction. Elles invitent à envisager la reconstruction comme un processus global, coordonné et ancré dans la réalité du contexte.

Les différents points abordés jusqu'ici témoignent de la diversité des besoins des quartiers et de la nécessité d'actions multiples, coordonnées et simultanées. Comme l'évoque E10, le projet devait adresser les besoins en termes d'eau, d'électricité, d'assainissement, de logement, et de gestion de déchets, entre autres. Pour y répondre, des équipes pluridisciplinaires devaient être mobilisées, ce qui souligne le besoin d'une approche globale et les défis de coordination. E3 insiste sur le fait qu'à l'époque du projet 16/6, les équipes de projet travaillaient à des niveaux multiples et que la reconstruction devait être pensée dans sa globalité.

E3 : « [...] tout ça pour dire qu'il fallait vraiment réfléchir 360 degrés pour arriver à faire ça. C'est-à-dire que ce n'était pas juste du logement. Non, c'était des millions d'affaires. »

Au-delà des travaux et des infrastructures, plusieurs intervenants rappellent l'importance de la dimension sociale, jugée bien plus complexe et difficile à traiter que les aspects techniques. Comme discuté précédemment, les dynamiques entre les populations mais aussi entre les acteurs de la reconstruction sont déterminantes pour la réalisation du projet. Ce constat est clair et appuyé par de nombreux intervenants.

E8 : « Écoute, la partie ingénierie sociale était beaucoup plus complexe que la partie génie civil. Pour ce qui est génie civil, on sait faire ça. [...] »

E3 : « [...] souvent, on voit la reconstruction comme un truc technique, et souvent, le technique, c'est la partie la plus facile, c'est tout le côté social, communautaire ou gouvernemental, etc., ça c'est le côté hyper compliqué. »

E3 : « [...] La reconstruction n'est pas technique.[...] Ça, c'est 20% du problème. »

Les entretiens révèlent que les dimensions techniques et sociales sont aussi indissociables de la politique, particulièrement dans le contexte étudié. Les intervenants soulignent à de nombreuses reprises les conséquences aggravantes d'un cadre institutionnel fragile et dépendant. A titre d'exemple E5, architecte et professeur à l'université, dénonce le traitement fragmenté des interventions dans le cadre de la reconstruction de 2010, sans vision d'ensemble.

E5 : « [...] le problème c'est que ces quartiers-là n'étaient pas pris en compte de façon globale, si vous voulez. Et en fait, ils sont pris comme des éléments isolés alors qu'ils sont intégrés dans un élément plus important. Là encore, je reviens à ce que je disais avant, c'est un problème de gouvernance. [...] »

E7G, architecte, complète cette lecture en évoquant le manque d'infrastructures publiques portant les populations à se débrouiller seules avec des solutions parfois individuelles. Cette forme de résilience développée par les populations est réelle mais limitée. Selon lui, dans une logique de reconstruction, les efforts doivent dépasser cette échelle individuelle et l'interaction avec le politique devient alors inévitable.

E7G : « Voilà, automatiquement, on va à la politique. Parce que là, automatiquement, tu dois dépasser l'échelle du quartier, tu dois parler de la ville et du territoire. Et de la gestion de ce territoire. Absolument. Comment peux-tu envisager un quartier ou des... qui n'ont pas accès à l'eau, l'électricité, etc.[...] »

Face aux besoins de la population, E6, ingénieur géologue, plaide pour une politique en matière d'habitat et de réduction de vulnérabilité. Il insiste sur la nécessité d'un rôle structurant de l'État, notamment pour traduire les études techniques en actions concrètes.

E6 : « Mais à quoi ça sert si on a de très belles études techniques, si on émet des bulletins sismiques mensuels, on connaît toutes les failles, et si la population est toujours vulnérable ? [...] c'est beau, mais réduire la vulnérabilité, c'est encore beaucoup plus important. »

Plusieurs intervenants soulignent que l'approche intégrée à mettre en place ne peut être complète sans une véritable implication des communautés locales, une compréhension fine du contexte et une posture éthique, voire philosophique, basée sur l'apport de solutions adaptées et centrées sur les besoins de la population. Ces solutions ne doivent pas seulement répondre à des besoins imminents mais rester dans une vision de développement et d'autonomisation des populations.

E12 : « Tout à fait, parce que les gens qui sont autour de la ravine là, c'est avec eux qu'on va créer la communauté. [...] Mais ils leur ont donné de l'argent en bout de ligne au lieu de leur donner un moyen de

se prendre en main et puis de devenir autonome, suffisant, financièrement et autre. »

E7G : « Mais ce qui fait que, en fait, ça nous amène à la question de l'approche. [...] Mais il faut déjà que l'organisme qui coiffe l'intervention doit avoir une approche philosophique par rapport au lieu, à la société, aux populations destinataires. Ce n'est pas évident. »

E7G insiste sur le fait que si le commanditaire n'a pas la bonne vision, il est illusoire d'espérer un projet adapté ou réussi. Selon l'intervenant, dans un monde idéal, on aurait à la tête des organisations des responsables capables de penser autrement, entourés d'ingénieurs et de professionnels qui savent sortir du cadre. En effet, selon lui, un projet destiné au collectif nécessite des équipes, des institutions mais surtout une philosophie positive partagée par tous les acteurs, y compris les bailleurs. Or, la réalité est souvent bien différente.

En guise de synthèse, E8 rappelle que dans ce type de contexte contraint et fortement limité ce sont des solutions à « mi-parcours de la pérennité » qui doivent être envisagées.

E8 : « L'idée, c'est de faire de façon à ce que le travail fonctionne puisqu'on n'a pas des moyens indéfinis. Donc, on doit venir avec des solutions, pas temporaires, non, mais des solutions à mi-parcours de la pérennité. »

Un projet de reconstruction doit adopter une approche véritablement holistique, capable de répondre à un ensemble de besoins interdépendants. La réflexion ne peut se limiter à la résolution de problèmes techniques, elle doit s'inscrire dans une compréhension fine du territoire, de ses institutions et des dynamiques sociales. Cela implique une articulation étroite entre les acteurs de la reconstruction, les instances politiques et les populations sinistrées. Sans cela, les actions risquent de rester fragmentées et de perdre leur portée. Les enseignements du projet 16/6 mettent ainsi en évidence la nécessité de renforcer l'articulation entre ces trois parties prenantes, tout en intégrant une réforme structurelle des dispositifs existants. Plus largement, une approche éthique et philosophique centrée sur la population apparaît comme un fondement indispensable pour garantir la pertinence et la durabilité des projets.

Ainsi, si le projet a été perçu par plusieurs intervenants comme ambitieux et structurant à court terme, beaucoup soulignent l'absence de mécanisme de suivi, d'institutionnalisation et de pérennité. Ces idées, abordées tout au long du travail d'analyse, sont présentées ici de manière concise, tout en conservant leur apport spécifique à la réflexion stratégique.

E10 : « Je crois que le plus gros problème qu'on a, c'est qu'on n'est pas capables de se projeter dans l'avenir. S'il y a quelque chose que moi, j'aimerais que les gens retiennent, justement de ce projet 16/6. C'est qu'il faut une vision à long terme. »

E10, souligne que le court terme était maîtrisé, mais que c'est la pérennité des efforts qui reste problématique. Il précise que le projet était multidimensionnel et bien pensé mais que sur le long terme, les changements politiques et de leadership freinent la continuité des actions.

E10 : « [...] enlève la politique, enlève tout ce qui est derrière en arrière-scène, le volet constructif du projet 16/6, le résultat du projet 16/6 à court terme est atteignable. C'est la pérennité de ces efforts-là qui est toujours un problème [...] aujourd'hui encore, près de 10 ans après, il y a certaines choses qui ont été mises en place qui sont encore là. Mais c'est le physique, c'est le palpable, c'est le visible [...] mais où sont les fonds ? [...] Où est la capacité justement de la population haïtienne de continuer dans cet effort ? »

Ce manque de suivi est également relevé par les membres de l'UCLBP. E13J et E13A, tout en

reconnaissant une bonne dynamique de collaboration et d'investissement durant la phase d'implémentation, dénoncent une rupture drastique dès la fin du projet. Les intervenants soulignent une dissipation des équipes sans mise en place de mécanismes permettant de poursuivre le travail.

E13J : « Moi, je dirais tout de suite que ce serait par rapport au suivi, après la durée du projet, parce que je trouve que le projet, franchement, a été une réussite pendant sa durée d'exécution. [...] Mais par la suite, ça a été plus difficile de garder le contact, de garder un suivi sur ce qui devait être fait pour assurer la pérennisation. »

E13A : « Tout le monde s'en va. [...] Je ne sais pas. Ça devrait être un protocole qui est signé, disons, telle institution qui fait le suivi après le projet. Mais ça n'a pas été fait. »

E13A reconnaît que ce manque de suivi a des impacts considérables sur la portée des efforts dans le cadre du projet 16/6. Il confirme les plaintes de E4 et E14 pour les infrastructures en eau par exemple, ou encore le manque de suivi concernant les titres de propriété déjà évoqué.

E13A : « [...] Il y avait des projets qui n'étaient pas réellement terminés. Ça c'est quelque chose, si je devais reprendre ce projet aujourd'hui, on devrait normalement travailler dessus. [...] Ça ce n'est pas une bonne chose pour le projet. [...] l'aspect primordial, c'est le suivi.[...] »

Une lecture plus large du cycle de la reconstruction est proposée par E8 qui remet en cause la logique humanitaire dominante au détriment des actions de développement. D'après l'intervenant, la réponse humanitaire a été trop forte à l'époque au détriment d'investissements envers les actions concrètes pouvant mener au développement.

E8 : « [...] Tout l'argent a été, tous les dons ont été consommés par les abris temporaires sur des solutions, et il y a eu une réponse humanitaire trop forte. La réponse aurait dû être une réponse de développement, et malheureusement, les gens qui travaillent dans l'humanitaire, ils ne comprennent pas le développement. »

Enfin, E10 insiste également sur la nécessité d'une planification anticipée et indépendante des changements politiques. Selon lui, il faut passer d'actions ponctuelles à l'adoption d'une vision d'ensemble sur plusieurs décennies. Il aspire à passer de la réaction aux situations de crise à la planification en amont.

La réflexion sur le long terme se prolonge avec une vision élargie de la reconstruction proposée par E12 qui invite à une reconstruction orientée vers les communautés. Selon lui, il s'agit davantage de reconstruire des communautés, des liens sociaux et des capacités collectives.

E12 : « [...] L'idée, c'est de faire en sorte qu'on reconstruit le pays, mais on reconstruit des communautés.[...] Parce que c'est la communauté qui va faire que les gens vont guérir leurs plaies, ils vont se soigner du séisme, ils vont se soigner des drames qu'ils ont vécu, ils vont se soigner des difficultés psychologiques, ils vont se soigner des problèmes économiques qu'ils vivent. [...] Oui, on fait de l'habitation mais on reconstruit des relations, on reconstruit des liens, on reconstruit une communauté. »

Les intervenants soulignent l'importance d'avoir une vision à long terme pour donner du sens, de la profondeur et de la durabilité aux efforts de reconstruction. Les intervenants invitent à dépasser les logiques de projet ponctuel pour inscrire les actions dans une perspective de continuité. Le développement local des capacités apparaît ainsi comme un enjeu majeur pour assurer la pérennisation des efforts de reconstruction et éviter les schémas cycliques habituels, trop souvent dictés par les agendas des bailleurs et par des interventions provisoires.

6.8.3 Recommandations et perspectives d'avenir

Les intervenants ont tenu des propos particulièrement riches et variés, formulant des recommandations et des perspectives pour l'avenir. Pour faciliter la lecture, le tableau ci-dessous résume ces apports par des phrases clés. Chacune d'entre elles correspond à une idée forte, exprimée de manière plus synthétique et illustrée par un verbatim représentatif conservé à titre d'exemple. Des verbatims complémentaires, plus détaillés et nuancés, sont consultables dans le tableau général des extraits disponible en Annexe. Ce regroupement vise à éviter la redondance, à ne pas dupliquer les catégorisations déjà présentées en annexe et à faire émerger l'idée dominante.

Idée principale	Exemple de verbatim
Renforcer les capacités et accompagner les populations locales	*E4 : « L'Haïtien n'a pas besoin que vous fassiez 100% pour lui. L'Haïtien a juste besoin que vous l'acceptiez et que vous participiez avec lui. Le reste, il le fera lui-même. » (traduction libre)*
Investir dans la formation des professionnels locaux pour renforcer la résilience	*E7A : « Moi, je pense, encore plus stratégiquement, qu'en Haïti, il faut former les architectes, les ingénieurs, les professionnels qui vont intervenir dans des quartiers comme ça. Au lieu de nier les quartiers, il faut former les jeunes à intervenir. »*
Assurer une continuité locale à travers des outils développés et transmis	*E8 : « [...] Maintenant, ils disent ok. Voilà, on avait fait une planification urbaine. On avait fait la liste des projets qu'on voulait réaliser parmi la liste les projets qui ont été réalisés. Donc, on aurait aimé continuer. [...] »*
Réfléchir en profondeur au modèle d'intervention pour optimiser l'impact	*E2 : « Lorsque tu leur facilites l'accès à un crédit pour construire leur propre maison et que tu mets l'argent sur les infrastructures collectives. C'est un autre exercice. Tu vas pouvoir générer beaucoup plus de maisons [...] Le même fond pourrait être investi pour faire beaucoup plus que ça. »*
Intégrer une exigence de dignité et d'éthique minimale dans les standards d'intervention	*E3 : « Moi, j'avais des débats avec des gens, des chefs des Nations Unies, qui disaient non, non, cet abri-là [...] c'est correct [...] je vivrais pas là-dedans, alors pourquoi forcer quelqu'un à y vivre ? [...] Rien de très sophistiqué, mais des trucs de base qui est souvent oublié, parce que la façon que le développement est fait, le financement est fait, chacun a ses objectifs. »*
Apprendre des expériences passées en documentant à la fois les réussites et les erreurs	*E5 : « Il faut déjà prendre les leçons de ce qui s'est, de ce qui a été fait, à la fois les aspects positifs, les aspects négatifs. C'est pourquoi documenter tout ça est important. »*

Suite à la page suivante

Idée principale	Exemple de verbatim
Mobiliser les ressources existantes pour guider les interventions futures	*E10 : « Alors Haïti, c'est un pays où il y a tellement d'études, il y a tout type d'études qui existent sur ce pays. Mais ces études sont où ? Dans des tiroirs. Où est la base de données ? Où est cette base d'information ? [...] pourquoi on n'a pas réfléchi en partant de ces études ? Dans tout, dans tout en Haïti, il y a une étude, des plans, des projets, tout. »*
Assurer un suivi dans le temps pour comprendre l'évolution, l'appropriation et l'impact réel des projets	*E9 : « [...] Pour moi, il faut toujours enquêter le devenir de ces projets. Qu'est-ce qu'ils deviennent aujourd'hui ? [...] nous sommes presque quinze ans après, est-ce que c'est la même population ? Où est-ce qu'il y a eu complètement changement ? [...] Donc pour moi, c'est le continuum dans cette enquête, du devenir d'un projet qui a été un investissement majeur [...] pour continuer à valoriser le projet.[...] »*
Utiliser le projet 16/6 comme modèle pour de futures interventions	*E13J : « Je voulais ajouter avec la situation actuelle qu'on connaît en Haïti. Une fois qu'on aurait une certaine stabilité du point de vue sécuritaire, je pense qu'on pourrait beaucoup tabler sur les expériences de 16/6 pour essayer de réhabiliter les quartiers qui sont actuellement dévastés avec les conflits que nous connaissons. »*
S'inspirer des réponses d'ailleurs pour enrichir les réponses locales	*E5 : « Moi je suis pour qu'on regarde ce qui se passe ailleurs, à Saint-Domingue, à la Jamaïque, et d'autres pays qui ont des structures similaires, ils voient comment les solutions ont été apportées. »*
Adapter les normes internationales au contexte local et éviter des transpositions déconnectées	*E7G : « [...] Tu parles d'un contexte où la rampe n'existe pas, aucune exigence de rampe puis maintenant tu verses dans l'extrême contraire [...] Sous prétexte [...] que la personne puisse déplacer sa chaise roulante par lui-même. [...] En Haïti, premièrement, sur 10 handicapés, tu vas en avoir un qui a une chaise roulante, et sur 10 chaises roulantes, tu vas avoir 9 qui ont un accompagnateur qui lui pousse sa chaise. Donc entre l'escalier où la personne n'a aucun moyen d'accès et la rampe de 2 kilomètres, je pense qu'il y a des intermédiaires, raisonnables, faisables, adaptés, etc. On copie tout simplement les règlements qui sont faits ailleurs. »*
Assurer la continuité des efforts consentis	*E6 : « La réduction de la vulnérabilité, ce n'est pas quelque chose qui se fait toujours naturellement. C'est un travail de très longue haleine. Donc, il ne faut jamais se décourager. [...] »*
Adapter les solutions aux spécificités locales pour en garantir la pérennité	*E7A : « [...] Je ne pense pas qu'il y a des solutions "one size fits all" dans chaque quartier. Je pense que chaque quartier a son ordre, son désordre d'ordre, son génie du lieu. [...] poser des questions et vraiment comprendre où on intervient pour proposer des solutions qui sont vraiment à l'écoute des besoins [...] qui vont avoir une acceptabilité sociale et que ça va être approprié par les populations et non déserté [...] »*
Identifier et combler les défaillances systémiques	*E12 : « Il y a un gap énorme, le gap énorme, c'est la corruption. Le gap énorme, c'est la mauvaise construction. Le gap énorme, c'est la mauvaise préparation des projets. Le gap énorme, c'est des projets construits dans des zones où tu ne devais pas construire, puis ça a coûté 10 fois le prix. »*

Suite à la page suivante

Idée principale	Exemple de verbatim
Adresser la complexité de la reconstruction, sans simplification abusive	*E2 : « Il faut qu'on arrête les bisounours sur cette affaire de tremblement de terre et qu'on commence à regarder ce qui s'est vraiment passé. Et pourquoi ? Et avec qui ? »*
Adopter une posture humble et réellement collaborative avec les populations locales	*E11 : « [...] Un des plus gros problèmes, je pense, c'est l'ego des personnes qui peut être un obstacle. [...] Quand ils retournent dans un pays comme Haïti, une grande majorité des personnes pensent qu'ils sont automatiquement au-dessus de la population, et en fait ils ne travaillent pas suffisamment pour le bien commun ou pour permettre à d'autres personnes de profiter. Donc, pour moi c'est une grave erreur que beaucoup de professionnels universitaires font et que je souhaite que tu ne fasses pas. »*
Poser les bonnes questions	*E7G : « [...] il faut savoir poser les bonnes questions et non pas trouver les bonnes solutions. Donc peut-être qu'on n'arrivera jamais à, ou tu n'arriveras jamais à proposer une solution en soi. Mais poser les bonnes questions, c'est peut-être déjà une bonne partie de la solution. Parce que proposer des solutions, ça peut être un peu prétentieux à ce niveau-là, je dirais. »*

Table 14 – Recommandations et perspectives pour l'avenir (Papillon, 2025)

Cette synthèse met en lumière des conditions clés pour une reconstruction plus juste, efficace et durable. Ces enseignements, issus d'expériences de terrain, n'offrent pas « une recette toute faite », mais dessinent des lignes directrices pour reconstruire autrement. Ils appellent à une approche réflexive, contextualisée et centrée sur les populations. Les autres leçons complémentaires et tout aussi pertinentes abordées dans les sections précédentes méritent également d'être valorisées.

7 DISCUSSION

Cette section présente une analyse plus critique réalisée en croisant les données obtenues des résultats et l'état de l'art. L'objectif est de répondre aux questions de recherche par une analyse transversale des données collectées. Ainsi, cette section se détache de la structure définie jusqu'ici par des thèmes, sous-thèmes et codes pour s'articuler davantage autour des questions de recherche formulées en amont et reprises ci-dessous :

1. Que révèle le projet 16/6 sur les spécificités de mise en œuvre d'un projet de reconstruction en zone d'habitat non planifié ?

2. Comment les configurations d'acteurs et leurs interactions dans le cadre du projet 16/6 ont-elles influencé la trajectoire de la reconstruction post-catastrophe ?

3. Quels sont les enseignements qui peuvent être tirés du projet 16/6 sur le processus de reconstruction à la suite du séisme du 12 janvier 2010 en Haïti ?

7.1 Que révèle le projet 16/6 sur les spécificités de mise en œuvre d'un projet de reconstruction en zone d'habitat non planifié ?

7.1.1 Représentations sociales et perceptions des quartiers d'intervention

Les tensions autour des terminologies employées pour décrire et discuter des quartiers d'intervention du projet constituent un point de départ incontournable dans toute analyse à leur égard. Comme déjà souligné par Dovey et al. (2020), Faria et Arimorium (2023) ou encore Petter (2023) dans l'état de l'art, cette question s'est révélée sensible et centrale dans les échanges réalisés avec les intervenants. Plusieurs d'entre eux insistent sur le poids et les enjeux liés au choix terminologique, exigeant précision et mettant en garde contre les étiquettes réductrices. Comme l'illustrent les propos de E7G et E9, si l'on se basait uniquement sur le manque d'infrastructures et de services par exemple, toute la capitale pourrait être qualifiée de « bidonville » soulignant ainsi certaines nuances à considérer. Ce flou terminologique découle en grande partie de la difficulté à faire entrer des réalités complexes dans des catégories figées, incapables de refléter la diversité des populations, des activités, des conditions économiques. Ce constat rejoint Watters (2012) qui invitait à privilégier une définition centrée sur le cadre bâti afin d'éviter tout simplification abusive.

Les terminologies utilisées ne relèvent pas seulement d'un enjeu de choix lexical, elles influencent directement la manière dont ces espaces sont perçus, catégorisés et abordés dans le cadre des projets de reconstruction. Comme indiqué dans l'état de l'art, les politiques urbaines, pour la plupart, ont évolué d'une logique de suppression de ces quartiers vers des approches davantage orientées vers leur réhabilitation. Force est de constater que lors des entretiens, lorsqu'une cotation moins stigmatisante est attribuée aux quartiers, les intervenants ont également tendance à favoriser la logique de la réhabilitation in situ, ce qui tend à confirmer les propos de Petter (2023). Certaines interventions, comme celle de E9, vont même jusqu'à souligner l'intérêt d'une revalorisation des quartiers en évoquant un potentiel touristique, moyennant certaines interventions préalables. Les arguments avancés en faveur de cette stratégie incluent notamment le maintien du tissu social, l'attachement des habitants au lieu, les échecs passés de projets de relocalisation ou encore la proximité aux ressources de la ville comme annoncé par Alexander (2021) ou encore Lizarralde et al. (2024). Un certain enthousiasme est perçu à l'idée d'une reconstruction de quartiers plus sains, mieux équipés et sécurisés. Toutefois, cela est également accompagné de nombreux défis qui influencent la reconstruction. Si certains d'entre eux ont déjà été évoqués dans l'état de l'art, l'expérience du projet 16/6 offre une lecture plus complète et contextuelle, mettant en lumière un

ensemble d'enjeux et de contraintes à considérer.

Cette réflexion sur les terminologies rejoint également la question de l'informalité. Dans la littérature, l'informalité ne se limite pas à une absence de planification urbaine, elle englobe également des dimensions foncières, économiques, organisationnelles et constructives. Lizarralde et al. (2024) font allusion à des configurations sociales et spatiales où les individus développent des réponses à des contextes hostiles. Les entretiens réalisés soulignent un contexte particulier où les règles formelles rares, voire inexistantes, sont souvent substituées par des arrangements locaux à de nombreux niveaux : construction, gouvernance, services, entre autres. Dans le contexte haïtien, et plus particulièrement dans les zones d'intervention, cette informalité se traduit également par une superposition de pratiques de construction non réglementées, de statuts fonciers incertains, et d'occupation de zones à risques, en réponse au besoin accru en logements sur la capitale, combiné à des contraintes structurelles fortes. Les pratiques constructives qui en résultent représentent une réponse pragmatique des habitants, mais accentuent leur vulnérabilité face aux aléas naturels. Comme l'exprime E6, les populations sont encore actuellement soumises à une triple vulnérabilité liée à la fois à la condition du bâti, à l'éducation et à la faible capacité de réponse. Tout au long de l'analyse des entretiens, le caractère multidimensionnel de la vulnérabilité, tel que présenté dans l'état de l'art, notamment par Birkmann et al. (2013), se trouve pleinement confirmé dans le contexte étudié. Comprendre ces dimensions et l'écosystème des quartiers d'intervention est essentiel pour concevoir une reconstruction adaptée aux réalités locales. Bien que les simplifications abusives ou stigmatisantes à leur égard doivent être évitées, il n'en demeure pas moins que les conditions de vie et la vulnérabilité de ces quartiers doivent être prises en compte et constituent des défis pour la reconstruction. L'expérience du projet 16/6 met en lumière bon nombre de situations concrètes et d'enjeux à considérer pour les interventions futures, ce qui consolide les constats de l'état de l'art réalisé.

7.1.2 Défis techniques, constructifs et architecturaux

La mise en œuvre du projet 16/6 dans un contexte d'habitat non planifié a révélé une combinaison d'enjeux techniques, constructifs et architecturaux qui dépassent la simple application de normes constructives. Ces contraintes, souvent imbriquées, relèvent à la fois de la configuration physique des quartiers, des pratiques constructives locales et des réalités économiques et culturelles du contexte. Bien que certains facteurs aient déjà été évoqués dans l'état de l'art, notamment par ONU-Habitat (2016), l'analyse réalisée à travers le projet 16/6 apporte des informations pertinentes sur les spécificités locales et met en lumière un certain nombre d'éléments qui limitent les possibilités de transformation.

La densité extrême du bâti, majoritairement constitué d'habitations en béton ou en ciment, crée un tissu urbain dense, en dur et difficilement accessible. Les accès étroits et accidentés ou encore l'absence de voirie carrossable limitent l'acheminement des matériaux et des équipements. Bien que les participants aient souligné un besoin accru d'accessibilité, de services et de logements sécuritaires dans la réhabilitation, les espaces restreints ou résiduels constituent des contraintes réelles pour les interventions. Dans certains cas, des stratégies de négociation avec les habitants ont permis de réaménager des espaces afin d'offrir à des voisins moins bien lotis la possibilité d'agrandir leur logement ou d'intégrer des équipements collectifs. La création d'unités de logement collectif a également constitué une réponse significative du projet 16/6 à la densité accrue et à la fragmentation inégale des terrains. Malgré ces efforts, l'amélioration de l'accessibilité et des connexions internes aux quartiers reste limitée. D'après les entretiens, des enjeux majeurs tels que l'approvisionnement en eau, l'assainissement, l'accès à des surfaces habitables suffisantes ou encore des voies d'évacuation en cas d'urgence demeurent et sont difficiles à résoudre au vu de la situation des quartiers. Selon les critères de ONU-Habitat (2021), ces dimensions devraient pourtant être

intégrées pour garantir un logement adéquat aux populations. De plus, chaque quartier présente des besoins et des contraintes spécifiques, tant sur le plan physique que socio-économique, exigeant une compréhension fine des différentes réalités et une adaptation continuelle des stratégies d'intervention. Comme l'ont rappelé certains experts, la réflexion doit se déployer à une échelle plus large, en articulant les interventions locales avec une vision macro et en favorisant une approche intégrée alliant des infrastructures de mitigation des risques avec des stratégies de développement.

Ces contraintes spatiales se combinent avec des défis liés à la conception architecturale. D'une manière générale, il est établi que la conception d'un logement doit tenir compte du contexte et favoriser le respect des pratiques locales, des cultures, des usages et des besoins des populations concernées. A titre d'exemple, la lumière naturelle et la ventilation ont été identifiés comme des besoins essentiels lors de la charrette réalisée dans le cadre du projet et par les experts extérieurs. Cependant, certaines pratiques locales, comme la tendance à réduire les ouvertures pour des raisons culturelles, économiques ou de proximité, peuvent compromettre ces objectifs avec des effets négatifs sur la santé et la salubrité. La prise en compte des pratiques locales ne peut donc se limiter à la reproduction de schémas inadaptés, mais devrait viser un équilibre sensible entre respect des usages et amélioration des conditions de vie. Pour ce faire, la participation active des professionnels locaux a été soulignée comme un atout indispensable pour allier pertinence culturelle, éthique et qualité technique. Le choix des matériaux constitue un autre point sensible pour la conception. Le béton et le ciment largement utilisés ont été retenus pour des raisons d'acceptabilité et de faisabilité. Au-delà de l'absence de filière locale suffisante, les tentatives d'introduction de matériaux alternatifs comme le bambou ont rencontré de fortes réticences. Ce constat illustre la difficulté de concilier l'innovation technique et l'adhésion communautaire.

La résistance sismique a constitué une exigence incontournable. Au vu des pratiques constructives aggravant la vulnérabilité physique des habitations, des techniques adaptées, comme la maçonnerie chaînée, ont été systématiquement intégrées. Les résultats révèlent que certaines interventions mineures peuvent considérablement augmenter la résistance sismique de ces quartiers et devraient également être réalisées sur les habitations dites vertes qui restent fragiles et sujettes à d'autres catastrophes. Les études réalisées ont également permis d'identifier des zones à risques accrus sur lesquelles il faudrait intervenir pour protéger les occupants. Face à ces contraintes multiples (culturelles, économiques, techniques), la construction modulaire apparaît comme particulièrement adaptée. Celle-ci permet de fournir une base parasismique solide et extensible selon les ressources et les besoins des occupants. Le témoignage de E4 mentionne qu'il a effectivement agrandi son logement par la suite et confirme le potentiel réel de cette solution. Toutefois, l'efficacité de cette approche dépend des pratiques constructives qui s'y greffent. En effet, le non-respect des normes de sécurité de ces extensions peut compromettre les bénéfices de la construction parasismique initiale.

Pour répondre à ces défis, le projet 16/6 semble avoir développé plusieurs stratégies et outils largement discutés dans les résultats, tels que la cartographie des risques, la conception d'habitations groupées, l'utilisation de couleurs sur la structure, l'amélioration de certains accès ou encore la mise en place d'infrastructures de mitigation. Dans un contexte où les besoins sont immenses, le projet ne peut résoudre l'ensemble des problèmes, mais il apporte des enseignements précieux sur les conditions et les leviers d'une reconstruction adaptée aux réalités. Comme souligné par les acteurs du projet, il doit plutôt être considéré comme un projet pilote. L'expérience du 16/6 montre que la reconstruction dans des zones d'habitat non planifié nécessite une approche multi-échelle et multi-sectorielle. Si les solutions mises en place ont permis de répondre à de nombreuses contraintes techniques, elles soulèvent également le besoin d'une continuité à long terme pour atteindre plus de résultats et assurer la continuité des efforts. Comme le soulignent Lizarralde et al., (2009), la reconstruction doit intégrer une perspective de développement local à long terme. Il paraît donc essentiel de réfléchir à la continuité du projet afin de renforcer l'impact des actions

menées.

7.1.3 Défis sociaux d'appropriation et de mobilisation

Comme cela a été fréquemment évoqué dans les résultats, la dimension technique bien qu'essentielle est loin d'être la seule à considérer dans un projet de reconstruction. La dimension sociale, souvent perçue comme une composante plus difficile à maîtriser, s'impose comme un enjeu majeur. Alors qu'un ensemble de contraintes avait déjà été souligné par Davidson et al. (2007), Egbu et Hidayat (2010) ou encore Cherchelay (2023), l'analyse menée apporte un éclairage complémentaire sur les aspects sociaux et culturels influençant la reconstruction. L'expérience du projet 16/6 souligne un processus d'appropriation long et complexe, allant de l'acceptation initiale du projet à son intégration réelle sur le long terme. Dans ces quartiers marqués par une relation fragile aux institutions, l'adhésion des habitants apparaît comme une condition indispensable à la mise en œuvre du projet, à la mobilisation des populations et à la pérennisation des interventions.

Pour ce faire, plusieurs dispositions ont été prises. Le rôle des mobilisateurs communautaires a été déterminant pour initier un dialogue avec les communautés, lever les réticences initiales, faire connaître les objectifs du projet et créer des conditions favorables à son acceptation. Leur présence, ainsi que celle des opérateurs de projet, a permis de maintenir un lien constant avec les habitants et faciliter leur mobilisation dans les activités de reconstruction. De plus, des structures comme les plateformes communautaires ont servi d'interface entre les porteurs de projet et les habitants, permettant à ceux-ci d'exprimer leurs besoins, leurs attentes et leurs priorités. L'écoute et la présence régulière des équipes ont nourri un climat de confiance précieux dans un contexte où la méfiance des habitants est fréquente face à des projets perçus comme extérieurs à leur réalité ou parfois causée par des expériences passées négatives. Le dialogue continu est donc un atout majeur notamment pour diminuer les tensions sécuritaires dans des zones parfois hostiles où les mécontentements peuvent se traduire par des blocages de chantiers. L'appropriation et la mobilisation communautaire s'est également appuyée sur des démarches de formation, largement saluées dans les entretiens mais également considérées comme insuffisantes à elles seules. Celles-ci ont permis le développement de compétences techniques dans les communautés tout en favorisant une implication directe des habitants dans les processus de reconstruction. A cela s'ajoutent des actions de sensibilisation passives via la peinture des structures, les campagnes médiatiques, les chantiers écoles, visant l'adoption de pratiques constructives plus sûres. Cette appropriation passe aussi par des dimensions culturelles en favorisant d'autres aspects tels que l'utilisation de la couleur ou d'œuvres artistiques permettant aux communautés de se rattacher à des symboles valorisant leur identité culturelle.

Toutefois, ces dynamiques d'appropriation et de sensibilisation demeurent confrontées à plusieurs limites. Le témoignage de E14 souligne, tout comme l'analyse documentaire, les dysfonctionnements de certaines plateformes communautaires, notamment en évoquant le fait qu'elles n'ont pas toujours débouché sur une véritable prise en compte des demandes exprimées. Ce décalage met en lumière des stratégies de gouvernance parfois perçues comme descendantes malgré les efforts de collaboration décrits par les acteurs de projet. Cela interroge la nature participative du processus. Par ailleurs, si la sensibilisation menée dans le cadre du projet a permis une meilleure compréhension des risques ou de certaines pratiques constructives à mettre en place, elle ne garantit pas une prise en compte effective dans la durée au vu des contraintes économiques, des habitudes constructives de longue date ou encore l'absence de suivi. Dans des contextes post-catastrophe où les projets de reconstruction sont souvent de courte durée, un décalage persiste entre le temps du projet et le temps nécessaire à la pérennité des transformations espérées. Ce constat met en lumière la nécessité d'un accompagnement continu sur le long terme, avec un ancrage institutionnel solide et une prise de relais locale durable.

Ainsi, le changement effectif des comportements nécessite un travail patient, progressif et adapté aux réalités culturelles, économiques et sociales des quartiers concernés. Dans ce contexte, l'appropriation ne peut être réduite à une action ponctuelle mais doit s'envisager comme un processus évolutif favorisant la résilience communautaire.

7.1.4 Défis institutionnels, logistiques et de coordination

La mise en œuvre du projet 16/6 a été confrontée à des défis de logistique et de coordination particulièrement importants, notamment liés à la configuration des zones d'habitat non planifié. L'intervention simultanée sur de nombreux sites a complexifié l'organisation du travail. Comme soulignée par plusieurs acteurs (notamment E1 et E3), la dispersion des équipes sur des sites soumis à des contraintes fortes liées à l'accessibilité, à la gestion des stocks ou à la sécurisation de sites ouverts ont constitué des défis majeurs. Ainsi, la densité extrême du bâti, la configuration informelle et le manque d'espace disponible pour le stockage de matériaux ont requis une adaptation logistique constante. De plus, la dispersion géographique a accentué les besoins de coordination entre les équipes. Si les acteurs du projet décrivent des solutions constructives sans complexité technique majeure, les exigences en logistique et en coordination ont été jugées particulièrement élevées par les intervenants. Ils évoquent notamment la difficulté de trouver des entreprises capables de gérer la complexité des interventions tout en encaissant les risques liés aux tensions sécuritaires propres à certains quartiers.

Ces défis logistiques s'inscrivent aussi dans un contexte institutionnel fragile. L'absence de structure étatique solide dans les quartiers oblige les projets à compenser ces manquements. Un écosystème informel régule l'organisation locale, rendant essentielle une bonne compréhension des dynamiques sociales pour éviter les blocages. Le projet 16/6 a ainsi dû intégrer des stratégies de communication, sensibilisation et mobilisation communautaire pour garantir l'acceptabilité et le déploiement du projet. Il ne s'agissait pas simplement d'intervenir, mais d'obtenir l'approbation des acteurs locaux en position de force. Cette réalité souligne la nécessité d'une compréhension fine du contexte local et de l'identification des acteurs facilitant le bon déroulement des projets. Le projet 16/6 montre ainsi que la réussite logistique ne dépend pas uniquement de l'optimisation technique, mais aussi de la capacité à travailler dans un environnement social et institutionnel fragmenté. Ainsi, en complément de l'état de l'art, l'expérience du projet 16/6 met en évidence diverses initiatives visant à répondre aux défis de la reconstruction.

7.1.5 Contraintes budgétaires comme facteur structurant

Les contraintes budgétaires constituent un facteur structurant majeur, tant sur les conditions de vie des habitants que sur la mise en œuvre du projet 16/6. Bien qu'il s'agisse d'un projet ambitieux, sa portée a largement été conditionnée par la disponibilité des financements, leur temporalité et les exigences des bailleurs de fonds. L'analyse réalisée révèle la manière dont ces contraintes influencent les choix techniques, les logiques d'intervention, mais surtout la continuité des actions menées dans le temps.

D'une part, les limites budgétaires ont réduit les possibilités d'intervention. Les acteurs de projet ont souligné, à plusieurs reprises, le manque de ressources pour répondre à l'ampleur des besoins. Les choix ont été contraints à la priorisation de certains scénarios d'aménagement au détriment d'autres, comme la réduction des équipements ou de surfaces de logement permettant souvent de répondre à un plus grand nombre au détriment de la complétude des solutions apportées. Pourtant, la reconstruction dans ce contexte exige des investissements conséquents à la hauteur des défis posés. Des infrastructures essentielles telles que l'eau, l'assainissement ou les

accès, bien que reconnues comme prioritaires dans les résultats, n'ont pas toujours pu être mises en œuvre de manière satisfaisante.

D'autre part, les contraintes économiques de la population elle-même ont conditionné les pratiques dans le cadre du projet. La recherche de solutions à faible coût a généré des constructions fragiles et vulnérables. Si ces pratiques peuvent être en partie liées à un manque de connaissance technique ou à la reproduction d'habitudes préexistantes, elles traduisent avant tout une réalité économique contraignante. Comme le souligne E6, les priorités des ménages sont centrées vers des besoins de première nécessité, rendant difficile l'investissement dans des constructions plus sûres. Même lorsqu'une sensibilisation est menée, comme cela a été le cas avec le 16/6, les habitants n'ont pas toujours les ressources nécessaires pour appliquer les recommandations. La qualité et la quantité des matériaux sont souvent revues à la baisse, compromettant ainsi les efforts de sensibilisation et de formation. L'efficacité des actions, bien que saluée, reste donc dépendante d'une contrainte économique forte. Toutefois, comme l'évoque E11, certaines stratégies comme l'emploi de travailleurs du quartier ont favorisé une circulation interne de fonds, permettant des initiatives de la population comme la peinture des bancs installés par le projet. Ces dynamiques montrent que des choix bien orientés peuvent aussi produire des effets notables localement.

Enfin, cette contrainte budgétaire est présente également à l'échelle institutionnelle. Les projets de reconstruction, y compris le 16/6, sont inscrits dans des logiques de financement à court terme, souvent liés à des calendriers politiques ou humanitaires. Une fois les financements clos, les actions s'interrompent, rendant difficile le suivi à long terme, la pérennisation des acquis et le renforcement des capacités locales. Cela souligne le besoin de concevoir des stratégies d'intervention articulées autour du développement à long terme plutôt que de l'urgence.

7.2 Comment les configurations d'acteurs et leurs interactions dans le cadre du projet 16/6 ont-elles influencé la trajectoire de la reconstruction post-catastrophe ?

7.2.1 Cartographie des parties prenantes et de leurs rôles

Le projet 16/6 s'inscrit dans un écosystème d'acteurs complexe, caractérisé par une pluralité d'échelles, de rôles et de niveaux d'influence. D'une échelle macro, où se trouvent les bailleurs de fonds et les instances gouvernementales, à une échelle micro, où interviennent les boss maçons locaux et les habitants, chaque acteur occupe une place spécifique dans la dynamique de la reconstruction. Lizarralde et al. (2009) soulignent que la valeur ajoutée des architectes et autres professionnels réside avant tout dans leur capacité à comprendre les rôles et les compétences des différents acteurs impliqués. Ainsi, cette configuration multi-acteurs constitue un élément structurant du projet et exige à la fois une articulation fine entre les différents niveaux d'intervention et une compréhension claire des interactions afin de garantir sa bonne exécution.

L'analyse révèle une organisation en cinq catégories principales : les bailleurs de fonds et les institutions d'orientation stratégique (gouvernements, institutions multilatérales), les planificateurs et les gestionnaires de projet (ONG, agences de mise en œuvre, coordinateurs locaux), les exécutants techniques (entreprises, boss maçons, ingénieurs), les acteurs communautaires (mobilisateurs, plateformes, communication) et les habitants eux-mêmes. Chaque groupe remplit des fonctions spécifiques et leur interdépendance conditionne la réussite du projet. La diversité d'acteurs identifiée dans l'analyse du projet 16/6 vient compléter les éléments présentés dans l'état de l'art, notamment par Barenstein (2006), Lizarralde et al. (2009) ou encore Egbu & Hidayat (2010), en mettant particulièrement en lumière l'importance des rôles de communication et des figures clés.

Toutefois, cette diversité d'acteurs nécessite une coordination bien articulée et des mécanismes

de collaboration solides. L'analyse du projet 16/6 met en lumière les défis d'une telle organisation notamment dans un contexte marqué par une faiblesse institutionnelle. Ces défaillances ont amplifié le rôle d'autres parties prenantes, obligeant certains opérateurs à endosser des rôles qui ne relevaient pas nécessairement de leur champ d'action initial. Cette réalité a parfois ralenti les processus de reconstruction, généré des tensions dans la répartition des responsabilités et souligné l'importance de combler ces manquements. La reconstruction ne se limite donc pas à l'exécution de tâches techniques mais dépend fortement du rôle des acteurs. Loin d'être secondaire, la qualité des interactions entre acteurs, ou leur absence, a profondément influencé la trajectoire du projet. Elle révèle la nécessité d'une organisation multi-acteurs et multi-sectorielle solide pour assurer une reconstruction efficace, en particulier dans les zones d'habitat non planifié où les cadres d'intervention sont parfois plus fragiles.

7.2.2 Les bailleurs et acteurs internationaux : rôle et influence

Dans le cadre du projet 16/6, les bailleurs de fonds et les agences internationales ont occupé une place centrale, tant dans la définition des grandes orientations que dans le financement et la temporalité du projet. Leur influence s'est matérialisée dans la définition des lignes directrices ou des choix stratégiques comme par exemple la sélection de Fort National en tant que quartier d'intervention supplémentaire. Leur impact se ressent également dans leur effet direct sur la trajectoire du projet, notamment à travers son interruption nette lorsque les financements sont arrivés à échéance, sans relais ni mécanisme pour assurer la continuité des efforts.

Si leur apport a été essentiel pour lancer le projet dans un contexte marqué par une forte incapacité de l'État à intervenir seul, il a également limité la marge de manœuvre des équipes locales. De nombreux acteurs de projet évoquent des contraintes rigides, un manque de moyens pour la réalisation des interventions ou encore une durée d'exécution trop limitée pour pouvoir réellement répondre à l'ampleur des besoins. La reconstruction est alors soumise à un calendrier administratif rigide peu propice à la relance des dynamiques locales pouvant permettre une continuité des efforts.

Plusieurs intervenants ont pointé certains effets négatifs de leur poids dans les processus décisionnels. En effet, des politiques comme celle de la Banque mondiale sont mêmes perçues comme ayant fragilisé davantage certaines institutions nationales en redirigeant les ressources déjà limitées vers de nouvelles institutions, au détriment du renforcement de celles déjà existantes. D'autre part, une faible implication des acteurs locaux comme pointée dans la définition des stratégies semble favoriser une approche *top-down*. Ces dynamiques génèrent une certaine dépendance structurelle où les institutions publiques au lieu de se consolider semblent devenir des bras opérationnels de projets dictés par les bailleurs. Cela se traduit par des institutions dépendantes et sans moyens pour assurer la pérennité des efforts.

Le recours à des agences internationales au détriment des autorités locales souvent jugées trop faibles, renforce leur fragilité et éloigne les ressources des lieux et des communautés concernées. Les bailleurs et les agences internationales jouent un rôle délicat à la fois indispensable au vu de la fragilité institutionnelle, mais parfois contre-productif dans la restructuration à long terme d'une institution locale solide. Toutefois, il convient de nuancer ce constat. Certains acteurs internationaux ont également permis l'introduction de pratiques novatrices qui ont enrichi la mise en œuvre du projet. Des initiatives telles que les formations ou la production de guides et d'outils ont contribué au renforcement des compétences locales mais n'ont pas d'impact majeur sur les institutions en soi. Par ailleurs, dans un contexte où les institutions locales demeurent fragiles, leur capacité à conduire seules des projets de telle envergure peut légitimement être interrogée. Comme le précisent certains intervenants, il s'agirait alors de mettre l'aide au profit de leur renforcement et de leur autonomie.

7.2.3 Les acteurs locaux entre mobilisation et marginalisation

Alors que l'analyse documentaire définit des rôles clairs et souligne l'implication prévue de certains acteurs locaux, les entretiens révèlent une réalité plus complexe. Les institutions, les professionnels techniques et les communautés elles-mêmes apparaissent comme tantôt mobilisés, tantôt marginalisés, selon les phases du projet et les perspectives des intervenants.

La mobilisation communautaire semble avoir constitué une composante essentielle du projet comme évoqué dans l'analyse, ce qui est confirmée par certains entretiens. La mise en place des plateformes communautaires, les actions des mobilisateurs de terrain, l'emploi des habitants dans la construction ou encore les divers processus participatifs ont facilité l'appropriation du projet. Toutefois, E14 pointe les limites de cette mobilisation parfois perçue comme strictement consultative ou formelle sans un réel pouvoir décisif. Cette critique rejoint une crainte évoquée par E7A qui souligne la nécessité d'espaces d'échanges réels, non limités à une participation superficielle qui apparaît comme une consultation instrumentalisée. Les processus décisionnels doivent ainsi réellement prendre en compte la voix des acteurs locaux et assurer une mise en œuvre au plus près de leurs besoins.

Les professionnels haïtiens du secteur de la construction occupent, eux aussi, une place ambivalente. Bien que peu d'informations à leur sujet figurent dans l'analyse documentaire réalisée, les entretiens apportent un éclairage sur leur intervention. Certains d'entre eux ont été sollicités, notamment à travers les initiatives comme la charrette réalisée en début de projet ou encore pour des consultations ponctuelles. Le témoignage de E11 suggère qu'ils ont été davantage sollicités dans la phase exécutive avec une implication limitée dans la planification stratégique. Ce déséquilibre renforce chez certains intervenants un sentiment de sous-utilisation des ressources locales disponibles et leur substitution par des intervenants extérieurs, voire novices, moins familiers au contexte local. Les professionnels locaux sont bien présents en tant que main d'œuvre (ouvriers, boss maçon) mais leur rôle reste marginal.

Enfin, les institutions locales, bien qu'identifiées comme partenaires dans les documents officiels, sont souvent décrites par les intervenants comme affaiblies, peu capables ou contournées. Comme déjà évoquée dans l'analyse des résultats, leur faible capacité structurelle limite leur participation effective, créant un déséquilibre dans les rapports de pouvoir entre acteurs nationaux et internationaux. Le projet 16/6 illustre ainsi les tensions persistantes entre l'intention de mobiliser les acteurs locaux et les réalités d'un système où les ressources, les rôles stratégiques et les pouvoirs de décision restent largement concentrés ailleurs.

7.2.4 Acteurs pivots et figures influentes

L'analyse du projet 16/6 met en lumière le rôle central joué par certains profils qui ont exercé une influence déterminante dans la mise en œuvre du projet. Ces acteurs pivots, qu'il s'agisse de figures institutionnelles, de membres d'équipes ou de relais communautaires, ont su occuper des fonctions transversales essentielles, en comblant souvent les manques institutionnels. Ces rôles structurants pour la reconstruction viennent ainsi compléter ceux déjà identifiés dans l'état de l'art.

Les entretiens menés dans le cadre de ce travail soulignent l'importance de certains profils qui ont fait preuve d'une capacité remarquable à naviguer entre les différentes sphères d'intervention (politique, institutionnelle, technique, communautaire). Leur légitimité, leur ancrage local et leur compréhension fine des dynamiques des quartiers leur ont permis de concilier des logiques entre bailleurs, équipes techniques et communautés. Ces figures ont su porter la vision du projet auprès de chaque partie prenante, et faire avancer les décisions dans un contexte institutionnel fragmenté.

D'autres membres de l'équipe de projet ont fait preuve d'un engagement remarquable, prenant en charge l'élaboration d'outils, de stratégies ou de documents techniques indispensables pour pallier l'absence de cadres préexistants. Leur investissement témoigne à la fois d'une conviction dans le projet et d'une volonté d'atteindre des objectifs nobles, mais aussi du vide structurel nécessitant d'être comblé pour les futures interventions. Sans ces initiatives individuelles et ce dévouement, plusieurs avancées du projet n'auraient pas pu voir le jour.

Les mobilisateurs communautaires, quant à eux, à une échelle de proximité avec la population, ont joué un rôle de liaison entre les acteurs de projet et les habitants. Leur connaissance fine du tissu local, leur capacité à créer un lien de confiance, et leur rôle d'intermédiaire ont été décisifs pour garantir l'adhésion, la participation et l'appropriation du projet par les communautés.

Au-delà des structures, ce sont des individus, par leur posture, leur expertise et leur engagement qui ont porté la dynamique de la reconstruction. Leur action souligne la nécessité de miser davantage sur des profils capables d'articuler des savoirs multiples et de construire des liens entre les différents niveaux d'intervention. Ces profils multiples (stratégique, opérationnel ou encore communautaire) remplissent des fonctions essentielles, souvent non anticipées, qui vont bien au-delà de compétences techniques. Leur contribution soulève un double enjeu : d'une part, la nécessité de mieux les valoriser, les reconnaitre et les intégrer et d'autre part, le besoin urgent de renforcer les structures intermédiaires pour éviter que tout repose sur quelques individus-clés.

7.2.5 Jeux d'acteurs et effets sur la trajectoire de la reconstruction

Le projet 16/6 s'est déployé dans un contexte post-catastrophe marqué par une diversité d'acteurs aux intérêts, aux logiques d'action et aux niveaux d'influence variés. Cela a donné lieu à certaines tensions, à des lenteurs et des malentendus, comme évoqué précédemment. Pourtant, l'analyse des entretiens et des documents révèle aussi une dynamique de coopération, parfois difficile, mais réelle, qui a permis au projet d'aboutir à des résultats concrets.

D'une part, l'articulation entre les agendas des bailleurs, les contraintes techniques, les attentes communautaires et les capacités institutionnelles locales ont engendré des ralentissements, des tâtonnements ou même des blocages. Lors de la phase de mise en œuvre, ces jeux d'acteurs ont souvent ralenti le processus et nécessité des ajustements. Peu de marges de manœuvre ont été constatées quant aux contraintes liées aux fonds, mais le manque de relais intermédiaire ou de coordination institutionnelle a souvent été compensé, comme souligné précédemment, par l'investissement de figures pivots ou d'équipes techniques spécialisées. La création de l'UCLBP, bien que questionnée par certains, a également permis de combler le manque institutionnel. L'investissement témoigné par certains de ses membres a favorisé une meilleure collaboration et joué un rôle de liaison important entre les parties prenantes.

D'autre part, ces jeux d'acteurs ont également permis l'émergence de formes de coopérations efficaces. L'entretien de E3 souligne par exemple une coalition peu courante entre agences onusiennes qui ont réussi à travailler ensemble apportant chacune leur expertise au profit du projet. Les efforts déployés pour instaurer une collaboration inclusive avec les habitants, bien que décrite comme imparfaite par certains, témoignent d'une réelle volonté de concertation avec la population. La mobilisation communautaire, les ajustements des stratégies d'intervention, ou encore l'adaptation aux contraintes multiples du terrain montrent une volonté de collaboration et de prise en compte des dynamiques locales. Les négociations menées avec les habitants mettent en évidence des formes de concessions résultant d'échanges favorisant l'ajustement des pratiques et la mise en œuvre du projet.

Enfin, la multiplicité des acteurs et des secteurs dont ils proviennent témoignent d'une cartographie complexe et multi-disciplinaire nécessaire au processus de reconstruction. Il ne s'agit donc pas seulement de repérer des acteurs techniques mais des types de profils variés permettant d'une manière ou d'une autre de répondre à la bonne exécution du projet de reconstruction.

En conclusion, si les jeux d'acteurs ont parfois constitué des freins, ils ont également généré des mécanismes d'adaptation, de négociation et de résilience collective qui ont contribué positivement à la trajectoire du projet. La présence ou l'absence d'acteurs clés de la reconstruction exerce ainsi un impact direct sur son fonctionnement. Ce constat souligne que, dans un contexte post-catastrophe et en zone d'habitat non planifié, la coordination entre acteurs joue un rôle structurant pour la réussite du projet. Le renforcement des dynamiques de collaboration multi-sectorielle apparaît dès lors comme un enjeu primordial dans les projets de reconstruction.

7.3 Quels sont les enseignements qui peuvent être tirés du projet 16/6 sur le processus de reconstruction à la suite du séisme du 12 janvier 2010 en Haïti ?

7.3.1 Stratégies d'intervention : Leçons d'un modèle contextuel

L'analyse documentaire du projet 16/6 décrit des démarches et des objectifs bien cadrés et linéaires, notamment en ce qui concerne les stratégies d'intervention et les modèles mis en œuvre. La lecture croisée de ceux-ci avec les entretiens met en lumière une réalité bien plus complexe et nuancée. Elle propose une lecture des stratégies d'intervention en contexte post-catastrophe (en particulier dans des zones d'habitat non planifié) révélatrice de défis et d'enjeux utiles à comprendre et à aborder. Loin d'un modèle figé, le projet révèle une mise en œuvre adaptative, conditionnée par des contraintes de terrain fortes, des limites institutionnelles et une dimension sociale conséquente. L'analyse souligne que dans un contexte urbain dense, informel et vulnérable, les modèles classiques d'intervention doivent être réajustés. Ce constat rejoint les propos de Lizarralde et al., (2009), qui mettent en évidence la difficulté d'appliquer un modèle organisationnel standard à la reconstruction.

Premièrement, le projet se caractérise par les choix d'une reconstruction in situ. Comme souligné dans l'état de l'art et à travers les entretiens, cette stratégie est de plus en plus souvent priorisée. Dans le cadre du 16/6, elle fait face à des enjeux comme le besoin d'une réadaptation à la morphologie des quartiers, à leurs contraintes d'accessibilité et de densité, et aux réalités socio-économiques. Ce choix a nécessité un travail de négociation, d'implantations dispersées, d'interventions contraintes par le cadre bâti, et d'adaptations permanentes. Un premier enseignement peut en être tiré : la reconstruction en milieu urbain informel ne peut reposer sur des logiques descendantes et complètement standardisées, mais exige des dispositifs modulables et sensibles au contexte. De plus, les entretiens ont révélé l'importance d'une adaptabilité technique et culturelle des solutions mises en œuvre. Les modules de logement par exemple, ont été pensés pour être modulables, évolutifs et appropriables par les habitants, tout en répondant à certaines contraintes climatiques, économiques et sociales. La nécessité du respect des usages culturels a souvent été soulignée dans les entretiens. Ainsi, certaines adaptations des modules ou du type d'infrastructures ont été ajustés pour mieux correspondre aux pratiques ou aux besoins locaux, bien que certaines limites aient été clairement soulignées par les participants. Le projet 16/6 a également permis de souligner une certaine ambiguïté entre la solution technique et la culture qu'il est intéressant de comprendre et prendre en compte lors des projets à venir.

La mise en œuvre a combiné des outils techniques nouveaux (cartographies, guides, logiciels, etc.) avec des dispositifs sociaux et participatifs (mobilisateurs, plateformes communautaires) illustrant une articulation fine entre ingénierie technique et sociale. Elle met en lumière l'ingénierie sociale qui constitue un aspect tout aussi important dans le processus de reconstruction. De plus,

elle souligne une approche intégrée où les outils ne sont pas simplement des supports techniques, mais aussi des dispositifs de dialogue, de sensibilisation et d'appropriation.

Ensuite, l'intervention a mis en avant la nécessité d'une équipe multi-acteurs et multisectorielle ce qui confirme les bases posées dans l'état de l'art. La mise en œuvre repose également sur la présence d'acteurs pivots, la créativité et le dévouement d'équipes techniques, et leur capacité à instaurer un dialogue avec les populations locales. Elle repose donc sur la capacité des acteurs à s'organiser et collaborer dans un cadre institutionnel fragile.

Enfin, bien que le projet n'ait pas permis de répondre à l'ensemble des besoins, il constitue un exemple de projet pilote à grande valeur démonstrative. Il souligne que même avec des moyens limités, une approche contextualisée, progressive et participative peut générer des changements et des impacts significatifs. La reconstruction doit alors être considérée comme un processus continu et évolutif, et non une action ponctuelle.

7.3.2 Réinterroger les dispositifs de gouvernance post-catastrophe

Le projet 16/6 met également en lumière de nombreux défis liés à la gouvernance du processus de reconstruction. Comme souligné dans les entretiens, la gouvernance locale est marquée par un manque de ressources humaines et financières, ainsi qu'un rôle souvent passif des autorités nationales. Ce manque de structuration pousse les acteurs de projet à occuper des fonctions supplémentaires, illustrant ainsi un certain déséquilibre. Il souligne un modèle reposant largement sur une aide internationale et des individus multifonctions. Le contexte informel conduit également à trouver des solutions pour assurer une collaboration avec les cadres existants et la réalisation du projet.

Le rôle des bailleurs de fonds, largement discuté dans les entretiens, soulève également certaines tensions. La dépendance à des financements externes souvent limités en nombre et dans le temps, rend difficile la construction d'une vision à long terme. Certains intervenants mettent l'accent sur la nécessité du renforcement des capacités locales afin d'assurer une certaine autonomie et une continuité des efforts par les locaux.

Certains dispositifs mis en place dans le cadre du projet, comme les mécanismes de concertation entre agences (UCLBP et UNOPS etc.) ou la sollicitation des experts locaux lors de la charrette montrent que certaines considérations ont été faites. Ces expériences suggèrent un modèle de gouvernance qui valorise les expertises locales, s'appuie sur des figures pivots et privilégie une collaboration réelle entre différents profils d'acteurs. Ce modèle devrait également impliquer davantage les institutions existantes qui gagneraient à être renforcées plutôt que contournées.

Ainsi, l'expérience du 16/6 illustre le besoin urgent d'une gouvernance plus intégrée, mieux distribuée, mais aussi plus capacitaire, afin de répondre aux enjeux de la reconstruction. Cela suppose une clarification des rôles qui favorise un investissement durable et ancré dans les territoires.

Pour pallier les rôles manquants, plusieurs propositions ont été avancées, telles que la redistribution des fonctions et le renforcement des capacités. Certains soulignent en outre que l'aide internationale devrait accompagner plutôt que remplacer les institutions locales. Sans quoi, comme l'a montré le cas du 16/6, l'interruption de cette aide compromet la continuité et provoque l'arrêt brutal des dynamiques engagées.

7.3.3 De la participation à la résilience communautaire

L'un des enseignements majeurs tirés de l'analyse du projet 16/6 concerne le rôle structurant des communautés locales dans le processus de reconstruction. L'expérience du 16/6 montre son importance capitale à la fois pour la légitimité, la mise en œuvre et la pérennité des actions.

Dans le contexte de zone d'habitat non planifié, les résultats montrent que la mobilisation communautaire a permis d'instaurer une relation de confiance avec les habitants, souvent méfiants ou hostiles à l'égard des interventions externes. Ces initiatives ont facilité l'acceptation du projet, mais également encouragé une forme d'appropriation et une participation active aux activités menées. E11 souligne que d'une manière générale les populations étaient réceptives et accueillantes envers le projet et que les dispositifs de participation ont consolidé ce lien. Ainsi, comme l'avait souligné Barenstein (2010), la reconstruction in situ doit s'appuyer sur une véritable participation des habitants, entre autres, sans quoi les résultats des projets risquent d'être fortement compromis.

En parallèle, les négociations et discussions avec les habitants ont favorisé des logiques d'entraide, notamment par la cession de terrain d'un habitant au profit d'un autre pour assurer un espace de vie plus agréable.

L'emploi des habitants, ainsi que les actions de formation et de sensibilisation menées, ont également contribué à renforcer la résilience des communautés. Elles leur ont apporté des ressources immatérielles ayant un impact réel sur les comportements, les pratiques constructives et la perception du risque.

Cependant, certaines limites ont été relevées. D'une part, l'inclusion de ces partenaires de terrain a parfois été jugée réduite à un rôle consultatif ou exécutif. D'autre part, la capacité des habitants à maintenir les acquis du projet dans le temps a été remise en question, en raison notamment des contraintes économiques, de l'absence de suivi institutionnel et du manque d'accompagnement post-projet.

Ainsi, la durabilité des effets du projet 16/6 ne peut être envisagée sans une stratégie de renforcement des capacités à long terme. La résilience des quartiers d'intervention ne repose pas seulement sur des infrastructures plus solides, mais sur une transmission et une amélioration réelle des capacités locales. Le projet met donc en évidence que la participation ne constitue pas seulement un choix éthique mais un levier essentiel de durabilité et de pertinence pour les projets de reconstruction.

7.3.4 La reconstruction comme processus intégré

L'un des apports majeurs du projet 16/6 réside dans sa tentative d'aborder la reconstruction comme un processus intégré, ancré dans les réalités locales et tenant compte de la complexité des quartiers d'habitat non planifié.

Les résultats montrent que la reconstruction opérée englobe des dimensions techniques mais également sociales, économiques, institutionnelles et culturelles, qui interagissent en permanence. L'intégration de toutes ces dimensions a largement été encouragée par les différents auteurs dans l'état de l'art réalisé. Le projet 16/6 a opté pour une approche multisectorielle et a tenté de répondre à un ensemble d'enjeux transversaux à travers des ressources « dures » telles que l'aménagement d'espaces, la mitigation de risques, la réhabilitation ou la reconstruction de maisons, la construction de routes ; ainsi qu'à travers des ressources « douces » telles que la formation, la sensibilisation, la création de modes d'habitat en copropriété, la sécurisation foncière, les activités génératrices de revenus. Cette approche s'inscrit dans la perspective définie par Lizarralde et al.

(2009), qui considèrent la reconstruction comme un processus visant à améliorer les conditions d'avant la catastrophe, à favoriser le développement local à long terme et à réduire les risques, notamment en renforçant l'accès des populations aux ressources. Ainsi, malgré certaines limites ou critiques quant à son ampleur, l'ensemble du projet respire la volonté d'aller au-delà de la simple construction de maisons et mérite à ce titre une attention particulière.

Le projet a également permis d'expérimenter et de développer des ressources intéressantes à réitérer dans des interventions futures ; notamment, les chantier-écoles, les outils créés, les cartographies ou les modèles de logements. Il a intégré des réflexions tenant compte de certaines contraintes économiques, des usages locaux et des standards de sécurité. Si les remarques formulées par certains intervenants appellent des ajustements, le projet constitue une base de travail solide à exploiter. Enfin, cette approche intégrée souligne également la nécessité d'une bonne articulation entre différentes disciplines (urbanisme, architecture, ingénierie, travail social, planification, mobilisation etc.).

Néanmoins, les limites identifiées mettent en évidence qu'un tel processus exige une continuité sur le long terme pour garantir une reconstruction durable. Le modèle conceptuel présenté dans l'état de l'art par Lizarralde et al. (2009) illustre une progression allant de la phase de reconstruction vers le développement. Toutefois, pour de nombreux intervenants, certaines étapes restent encore à franchir avant de pouvoir parler d'autonomie et de continuité dans le cas du projet 16/6. Il est donc essentiel de maintenir les efforts entrepris afin de ne pas interrompre cette dynamique et de permettre au processus d'aboutir pleinement.

7.3.5 Des limites aux apprentissages : capitaliser pour la suite

Les limites du projet 16/6 ayant été discutées tout au long de l'analyse et déjà en grande partie dans les deux questions précédentes, l'objectif ici est de faire ressortir un enseignement majeur de ces constats. L'enjeu principal, comme exprimé par de nombreux intervenants, concerne le devenir de ces efforts. Une fois les financements clôturés, les équipes dissoutes, et les dynamiques de reconstruction diluées, que reste-il du 16/6 ? Il ne s'agit pas d'insister davantage sur les erreurs de mise en œuvre, mais plutôt de questionner la capacité d'appropriation à long terme des acquis du projet.

L'analyse met en évidence un manque de mécanismes concrets pour consolider les avancées, assurer un suivi, ou ancrer durablement les pratiques développées. Cette faiblesse structurelle, soulignée dans la totalité des entretiens, laisse craindre que les apprentissages tirés et les outils élaborés ne soient pas pleinement valorisés ou mobilisés. Les actions, bien que parfois questionnables ou nécessitant encore des ajustements, risquent de rester isolées et sans relais.

Ce constat est d'autant plus problématique dans un contexte d'habitat non planifié où les besoins sont immenses et les interventions rares. L'absence d'une stratégie de transmission, d'autonomisation ou d'institutionnalisation limite les possibilités de transformation profonde. De plus, cette situation alimente un climat de méfiance.

En ce sens, les limites du projet 16/6 ne doivent pas seulement être perçues comme des points faibles, mais comme des leviers d'apprentissage. Elles révèlent l'urgence de penser la reconstruction non pas comme une série d'interventions ponctuelles et dispersées, mais comme un processus inscrit dans le temps, appuyé sur des structures solides de mémoire et de suivi. La capitalisation des expériences réalisées par le projet 16/6 constitue donc un enjeu central pour renforcer l'impact à long terme de ce type d'intervention.

7.3.6 Vers un guide réflexif pour la reconstruction

A la suite de l'analyse des entretiens, il a été possible de réaliser une compilation de réflexions disponible en annexe 7. L'objectif dans le cadre de ce travail n'est pas de fournir une grille binaire, ni de prétendre comprendre tous les enjeux de la reconstruction. Toutefois, les constats réalisés au cours de l'analyse des différentes thématiques abordées ont permis de faire ressortir un ensemble de réflexions et de questionnements qui met en lumière certaines problématiques à prendre en compte lorsqu'on parle de reconstruction.

L'analyse du projet 16/6 ne se limite pas à une évaluation des résultats obtenus. Elle constitue une base riche pour formuler des enseignements destinés à orienter les futures interventions, notamment dans le contexte étudié. Loin de proposer une solution unique et universelle, elle invite à penser des cadres adaptables, sensibles aux réalités locales et attentifs à la complexité des terrains d'intervention.

Les réflexions recueillies ne prétendent pas universaliser une méthode, mais invitent à se poser les bonnes questions : pour qui on reconstruit, avec qui, comment, et pour combien de temps. Elles invitent à penser la reconstruction comme un processus d'apprentissage collectif, contextualisé et porteur de changement.

8 CONCLUSION

8.1 Résumé

Ce travail s'est construit autour d'une volonté de mieux comprendre les dynamiques de la reconstruction qui ont suivi le séisme de 2010 en Haïti. Pour ce faire, le projet 16/6 a été choisi comme cas d'étude et analysé à travers une analyse documentaire et des entretiens semi-directifs. L'objectif initial était d'identifier des leçons pouvant éclairer la reconstruction dans des contextes similaires. Cependant, au fil de la recherche, et notamment grâce aux entretiens, la réflexion a fortement évolué. Ce travail a progressivement révélé qu'aucune solution unique ne peut véritablement s'imposer : les réalités locales, les logiques d'acteurs et les contraintes de terrain façonnent la reconstruction et imposent une approche plus nuancée, sensible et évolutive.

L'analyse documentaire a permis de cerner les objectifs du projet, de mieux comprendre le contexte général et de mettre en lumière à la fois les lignes directrices et les zones d'ombre. Elle a également servi à construire une grille d'entretien riche et cohérente. Les entretiens quant à eux, ont ensuite enrichi cette base en apportant une lecture contextualisée du projet, reflétant les interprétations propres aux personnes directement impliquées dans sa réalisation et aux experts de terrain extérieurs au projet. L'articulation entre une micro-analyse des quartiers concernés et les dynamiques macro de la reconstruction a permis de saisir les multiples échelles présentes dans le processus de reconstruction. De plus, le croisement des récits entre les acteurs de projet et les experts extérieurs a permis une lecture plus complète et révélatrice de tensions, d'ajustements et d'apprentissages selon différentes perspectives. L'analyse a permis de montrer que certaines recommandations pour la reconstruction issues des expertises externes ont été intégrées au projet, tandis que d'autres, confrontées aux limites budgétaires, techniques ou institutionnelles, n'ont pas pu être mises en œuvre.

Un point central qui ressort des résultats est l'importance des acteurs dans le processus de reconstruction. Les projets, souvent pensés dans une logique technique, peuvent négliger les dimensions humaines et sociales qui sont pourtant cruciales. Ce travail montre que ce sont des figures clés, des équipes pluridisciplinaires, des personnes engagées à différentes échelles qui permettent à la reconstruction d'avancer dans un contexte institutionnel fragile. Comme souvent décrit dans les entretiens, une organisation informelle des quartiers émerge pour pallier l'absence de l'État. Ainsi, les porteurs de projet sont souvent amenés à compenser, à anticiper et à s'adapter face à une réalité complexe. Il s'agit là d'un enjeu stratégique qui mérite une attention accrue dans les futures interventions post-catastrophes.

Ce travail met en évidence la nécessité de conjuguer les expertises techniques, les savoirs locaux et la mémoire des interventions. Il souligne l'importance d'écouter les populations, de s'immerger dans les contextes, et d'accepter que toute vérité n'est que perçue et partielle. Ce n'est qu'à travers une posture d'humilité et de collaboration que des réponses adaptées pourront émerger.

Enfin, les données recueillies à partir de la littérature, de l'analyse documentaire et des entretiens permettent de réinscrire les cadres théoriques dans une réalité dynamique et ancrée. Les enseignements tirés des réflexions des intervenants ne proposent pas un modèle figé, il dévoile certains points d'attention pour la reconstruction.

En guise de clôture, la citation formulée par l'un des intervenants, reflète parfaitement la philosophie de ce travail : « Donc peut-être qu'on arrivera jamais à, ou tu n'arriveras jamais à proposer une solution en soi, mais poser les bonnes questions, c'est peut-être déjà une bonne partie de la solution » (E7G)

8.2 Limites

Ce travail comporte un certain nombre de limites qu'il est important de reconnaître afin d'en situer la portée réelle.

La première, sans doute la plus déterminante, réside dans l'impossibilité de se rendre sur le terrain étant donné la situation sécuritaire actuelle du pays. L'absence de présence physique dans les quartiers concernés a limité la capacité à constater les impacts réels du projet 16/6, à établir un contact avec les occupants actuels des habitations, et à valider ou à nuancer certains éléments issus des données recueillies. Le travail repose donc sur une interprétation des données disponibles, construite a posteriori par le croisement de l'analyse documentaire et des entretiens réalisés.

Sur le plan méthodologique, l'accès direct à un plus grand nombre d'habitants aurait permis de renforcer l'ancrage local du travail et de mieux capter les ressentis de chacun. Toutefois, cette limite a en partie été compensée par la diversité des acteurs rencontrés, notamment par le croisement entre personnes impliquées et experts extérieurs. Ce choix a conduit à une analyse sur des représentations par type de profil et a alimenté une variété analytique.

Une autre contrainte significative a été celle du temps. Le cadre temporel restreint dans lequel ce travail a été mené a donné lieu à certains choix. Certains axes d'analyse ont volontairement été moins développés bien que justifiés, et une quatrième étape prévue initialement (rediscuter les enseignements avec les intervenants) n'a pas pu être réalisée. Cette absence de boucle rétroactive de discussion a limité le processus de validation quant aux différentes pistes de réflexion élaborées.

La synthèse des réflexions menées, bien qu'elle constitue un outil pertinent issu des entretiens, aurait gagné à être davantage cadré pour renforcer sa portée opérationnelle. La richesse des données traitées présente à la fois une force et une limite. Bien qu'un travail de sélection et d'organisation ait été réalisé, la nature réflexive de l'analyse en a complexifié la démarche.

Plus généralement, ce travail a confirmé que la reconstruction est un processus profondément complexe, multidimensionnel et imbriqué à des dynamiques sociales, politiques, économiques et institutionnelles. Prétendre en saisir la totalité des nuances serait illusoire. Il parait donc essentiel de poursuivre l'étude à travers des recherches complémentaires, mobilisant des échelles d'analyse variées, des temporalités plus importantes.

8.3 Perspectives

Au-delà des limites perçues, ce travail ouvre plusieurs pistes de réflexion et d'approfondissement.

Premièrement, la réalisation d'une étude in situ constituerait un prolongement logique de l'étude réalisée. Une immersion sur le terrain permettrait d'enrichir les analyses produites ici, d'observer directement les effets du projet et de nuancer certains enseignements formulés. Elle offrirait également la possibilité de recueillir les perceptions actuelles des habitants et ainsi de comprendre les effets à moyen et long terme du projet.

Ensuite, certains axes d'analyse initialement écartés pour des raisons méthodologiques mériteraient d'être explorés dans une nouvelle recherche. Les camps, les risques, la sécurité ou les financements sont en autres des thématiques qui pourraient apporter un éclairage complémentaire sur le projet et répondre à des questions soulevées mais non approfondies dans le cadre de ce travail.

De plus, des recherches comparatives avec d'autres projets similaires permettraient d'identifier

d'éventuels points communs, des logiques récurrentes ou au contraire souligner les singularités liées au projet et au contexte local. Cette approche pourrait contribuer à tester la validité de certains constats formulés dans le cadre de ce travail, notamment ceux liés aux acteurs et aux enjeux de gouvernance. Les enseignements tirés de ce travail pourraient alors être ajustés, enrichis et testés en vue d'obtenir un outil d'analyse encore plus spécifique et transversal. La formalisation d'un guide réflexif pourrait faire l'objet d'un travail ultérieur, il pourrait devenir un véritable outil d'aide à la décision ou d'accompagnement critique.

Cette recherche a également fait face à la difficulté d'accéder à des données. Les documents sont dispersés, non publics, ce qui limite les possibilités d'en tirer des enseignements. Il serait pertinent dans ce cas-ci comme dans d'autres, de mieux organiser et regrouper les travaux réalisés afin de faciliter leur consultation ultérieure et leur valorisation. Cela permettrait d'éviter la répétition d'actions isolées et de renforcer la continuité des apprentissages.

Enfin, bien que le projet 16/6 offre un recul intéressant et un récit rétrospectif riche, il pourrait être utile de conduire des analyses similaires sur des projets plus récents ou en cours. Cela permettrait d'obtenir un retour plus immédiat sur les pratiques, et potentiellement, de nourrir en temps réel les ajustements nécessaires. Ce type de démarche renforcerait l'articulation entre l'analyse critique et l'impact opérationnel.

Ces perspectives soulignent l'importance d'une recherche continue, flexible et collaborative. Les recherches sur la reconstruction devraient se faire sur un temps relativement long, en croisant les disciplines, les échelles et les profils. Ce travail se veut une étape parmi d'autres, qui appelle à être prolongée, nuancée et enrichie.

BIBLIOGRAPHIE

Audefroy, J. F. (2011). Haiti : post-earthquake lessons learned from traditional construction. Environment And Urbanization, 23(2), 447-462. [Lien]

Alexander, D. (2004). Planning for post-disaster reconstruction. [Lien]

Alexander, D. (2013). Resilience and disaster risk reduction : An etymological journey. Natural Hazards and Earth System Sciences, 13(11), 2707–2716. [Lien]

Alexander, D. E. (2013). Resilience and disaster risk reduction : an etymological journey. Natural Hazards And Earth System Sciences, 13(11), 2707-2716. https ://doi.org/10.5194/nhess-13-2707-2013 Alexander, D. (2021). A survey of the field of disaster risk reduction. Disaster Prevention and Management, 30(3), 287–304. [Lien]

Alexander, D. (2021). Disaster and Crisis Preparedness. UCL Press. [Lien]

Alexander, D., & Davis, I. (2015). Recovery from disaster. Routledge. [Lien]

Assemblée générale des Nations Unies. (2017). Rapport du groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé des indicateurs et de la terminologie relatifs à la réduction des risques de catastrophe (A/71/644). Nations Unies. [Lien]

Barenstein, J. D. (2006). Housing reconstruction in post-earthquake Gujarat : A comparative analysis. Humanitarian Practice Network Paper No.54. ODI. [Lien]

Birkmann, J. (2013). Measuring vulnerability to natural hazards : Towards disaster resilient societies (2 éd.). United Nations University Press. [Lien]

Blanchet, A., &; Gotman, A. (2007). Série « L'enquête et ses méthodes » : L'entretien (2e éd. refondue). [Lien]

Blaikie, P., Cannon, T., Davis, I., & Wisner, B. (1994). At risk : Natural hazards, people's vulnerability, and disasters (1 éd.). Routledge.

Bouisset, C., Clarimont, S., & Rebotier, J. (2018). Résilience et prévention des désastres. VertigO, Hors-série 30. [Lien]

Bornstein, L., Lizarralde, G., Gould, K. A., & Davidson, C. (2013). Framing responses to post-earthquake Haiti. International Journal Of Disaster Resilience In The Built Environment, 4(1), 43-57. [Lien]

Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. Qualitative Research In Psychology, 3(2), 77-101. [Lien]

Buchheit, P., D'Aquino, P., & Ducourtieux, O. (2016). Cadres théoriques mobilisant les concepts de résilience et de vulnérabilité. VertigO, Volume 16 Numéro 1. [Lien]

Cadre de Sendai. (2015). Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030. UNDRR. [Lien]

CIAT. (2010). Haïti demain : Objectifs et stratégies territoriales pour la reconstruction. [Lien]

Cherchelay, M. (2022). La reconstruction post-catastrophe comme opportunité ? Les enjeux d'une reconstruction durable à Saint-Martin (Antilles françaises). Annales de Géographie, N° 745(3), 93-111. [Lien]

Clerveau, M. (2016). Gestion de catastrophes et évolution des vulnérabilités : Retour sur les catastrophes des années 2000 en Haïti [Thèse de doctorat, Université de Poitiers]. [Lien]

Clinton, W. J. (2006). Key propositions for building back better. OSE/UN. [Lien]

Correa, E., Ramírez, F., & Sanahuja, H. (2011). Populations at risk of disaster : A resettlement guide. World Bank. [Lien]

Davidson, C. H., Johnson, C., Lizarralde, G., Dikmen, N., & Sliwinski, A. (2007). Truths and myths about community participation in post-disaster housing projects. Habitat International, 31(1), 100–115. [Lien]

Dovey, K., Shafique, T., Van Oostrum, M., & Chatterjee, I. (2020). Informal settlement is not a euphemism for 'slum' : what's at stake beyond the language ? International Development Planning Review, 43(2), 139-150. [Lien]

EM-DAT documentation. (2023). Consulté le 21/05/25 à 19h sur [Lien]

Eriksen, S. H., & O'brien, K. (2007). Vulnerability, poverty and the need for sustainable adaptation measures. Climate Policy, 7(4), 337-352. [Lien]

Faria, J. R., & Amorim, R. (2023). Conceptualization of Slum Upgrading : A Framework for Analysis. [Lien]

Guha-Sapir, D., Hoyois, P., & Below, R. (2017). Annual disaster statistical review 2016 : The numbers and trends. CRED. [Lien]

Hidayat, B. & Egbu, C. (2010). A literature review of the role of project management in post-disaster reconstruction [Lien]

International Recovery Platform. (2021). [Rapport].

Le Nouvelliste. (2020, 12 janvier). La décennie perdue. Le Nouvelliste. [Lien]

Lizarralde, G. (2014). The invisible houses : Rethinking and designing low-cost housing in developing countries. Routledge. [Lien]

Lizarralde, G., Herazo, B., Smith, D., Bornstein, L., Gould, K., Monsalve, E., Ordoñez, N., López, A., López, O., Burdiles, R., Araneda, C., & Olivera, A. (2024). Artefacts of disaster risk reduction : conceptualizing bottom-up initiatives of climate action in informal settlements. Disaster Prevention And Management An International Journal, 33(5), 455-479. Artefacts de la réduction des risques de catastrophe : conceptualisation des initiatives ascendantes d'action climatique dans les établissements informels [Lien]

Lizarralde, G., Johnson, C., & Davidson, C. (2009). Rebuilding after disasters : From Emergency to Sustainability. Routledge. [Lien]

Lizarralde, G. (2021). Unnatural disasters : Why Most Responses to Risk and Climate Change Fail but Some Succeed. Columbia University Press.[Lien]

Lombart, M., Pierrat, K., & Redon, M. (2014). Port-au-Prince : un « projectorat » haïtien ou l'urbanisme de projets humanitaires en question. Cahiers des Amériques Latines, 2014/1(75), 97-124. [Lien]

Moatty, A., Gaillard, J., & Vinet, F. (2017). Du désastre au développement : les enjeux de la reconstruction post-catastrophe. Annales de Géographie, N° 714(2), 169-194. [Lien]

MTPTC. (2014). Microzonage sismique de Port-au-Prince.

Nations Unies. (2011, 11 janvier). Il est urgent d'investir davantage dans la prévention des catastrophes, déclare le Secrétaire général à l'ouverture de la Session de haut niveau de la Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe [Communiqué de presse SG/SM/13342-IK/622]. Consulté le 12/06/25 à 19h sur [Lien]

Nations Unies. (2016). Rapport du groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé des indicateurs et de la terminologie relatifs à la réduction des risques de catastrophe (A/71/644). Assemblée générale. [Lien]

Noulin, J. (2021). How to adapt and design houses to flood risks ? Case studies from UK and Belgium. (Mémoire de maîtrise). Université de Liège.

ONU-Habitat. (2016). Slum Almanac 2015/2016. [Lien]

ONU-Habitat. (2021). SDG indicator metadata. UN-Habitat. [Lien]

Petter, A.-M. (2023). L'espace public comme instrument : le cas de Canaan, territoire autourbanisé d'Haïti. (Thèse de doctorat) Université de Montréal.

Petter, A., Labbé, D., Lizarralde, G., & Goulet, J. S. (2020). City profile : Canaan, Haiti - A new post disaster city. Cities, 104, 102805. [Lien]

Ritchie, J., & Lewis, J. (2003). Qualitative Research Practice : A Guide for Social Science Students and Researchers. SAGE Publications.

Shi, M., Cao, Q., Ran, B., & Wei, L. (2021). P. (2021). A Conceptual Framework Integrating "Building Back Better" and Post-Earthquake Needs for Recovery and Reconstruction. [Lien]

UNDRR. (2022). Our world at risk : Transforming governance for a resilient future. Global assessment report on disaster risk reduction 2022. United Nations Office for Disaster Risk Reduction. [Lien]

UNDRR. (2015). Cadre Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2023. [Lien]

Union Européenne. (2018). Programme de recherche dans le champ de l'urbain FED/2015/360-478. [Lien]

Watters, J. (2012). Résilience des quartiers précaires de Port-au-Prince : une étude comparative. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal.

Yin, R. K. (1981). The case study Crisis : Some answers. Administrative Science Quarterly, 26(1), 58. [Lien]

Zobéide, S., & Yacou, Y. (2023, 13 janvier). 13 ans après un séisme destructeur, Haïti continue de panser ses plaies - Guadeloupe la 1ère. Guadeloupe la 1ère. Consulté le 26/06/25 à 19h30 sur [Lien]

Documents consultés lors de l'analyse documentaire du projet 16/6

ARUP. (2011, novembre). 16/6 – Réhabilitation de 16 quartiers et retour volontaire des familles de 6 camps associés : Inception report [Rapport]. UNOPS Haïti Operations Centre. [Lien]

Caushaj, A. D. (2013, 31 octobre). Guide pour les entretiens dans le cadre de l'évaluation de la contribution du projet 16/6 à l'amélioration des conditions des familles après le séisme du 12 janvier 2010 [Rapport]. PNUD Haïti. [Lien]

Condor, J., Juhn, C., & Rana, R. (2013). External evaluation of the rental support cash grant approach applied to return and relocation programs in Haiti [Rapport]. Organisation internationale pour les migrations.

Fonds de reconstruction d'Haïti. (2011). Document de programme. [Rapport]. Haiti Reconstruction Fund.[Lien]

Fonds de Reconstruction d'Haïti. (2011a). Résumé du projet [Fiche d'information]. Haiti Reconstruction Fund. [Lien]

Fonds de reconstruction d'Haïti. (2013). Réhabilitation de 16 quartiers et retour volontaire des familles de 6 camps. [Rapport]. Haiti Reconstruction Fund.

Grimorum, Spora, & RAF Ayiti. (2012). Etude de la ligne de Base : Project "16/6" - Haïti. [Rapport]. [Lien]

Juris Excel Cabinet d'Avocats & UNOPS. (2013). Plan stratégique de l'UNOPS : Projet 16/6. [Rapport].

République d'Haïti. (1984). Loi organisant le régime de la copropriété [Rapport].

MTPF Office. (2012). Rapport descriptif annuel sur l'état d'avancement du programme : Période du rapport : 1 janvier - 31 décembre 2012. [Rapport].

MTPF Office. (2014). Rapport descriptif annuel sur l'état d'avancement du programme : Période du rapport : 1 janvier - 31 décembre 2013. [Rapport].

MTPF Office. (2015). Rapport descriptif annuel sur l'état d'avancement du programme : Période du rapport : 1 janvier - 31 décembre 2014. [Rapport].

MTPF Office. (2016). Rapport descriptif annuel sur l'état d'avancement du programme : Période du rapport : Septembre 2011 - décembre 2015. [Rapport].

MTPTC. (2010). Guide pratique de réparation de petits bâtiments en Haïti. [Rapport].

Nazaire, J. (2014). Guide pratique pour les interventions foncières : Quartiers informels, zone métropolitaine de Port-au-Prince [Rapport].

Projet 16 Quartiers 6 Camps. (2013, décembre). Info rapide - Projet 16/6 [Fiche d'information].[Lien]

Projet 16 Quartiers 6 Camps (16/6). (2013, juin). Tableau de bord mensuel - Projet 16 quartiers 6 camps [Fiche d'information]. PNUD Haïti. [Lien]

Projet 16 Quartiers 6 Camps (16/6). (2013, août). [Fiche d'information]. [Lien]

Projet 16 quartiers 6 camps : Termes de référence. (2015). [Rapport]. [Lien]

Rausch, A. E., & Baudrand, R. C. (2016, février). Contribution du projet 16/6 à l'amélioration des conditions de vie des familles après le séisme du 12 janvier 2010 dans Haïti : Rapport initial pour l'évaluation finale. [Rapport]. Evaluation Resource Centre. [Lien]

Rausch, A. E., & Baudrand, R. C. (2016, mai). Contribution du projet 16/6 à l'amélioration des conditions de vie des familles suite au séisme du 12 janvier 2010 en Haïti : Rapport final d'évaluation du projet. [Rapport]. Evaluation Resource Centre. [Lien]

Réhabilitation de 16 quartiers et la fermeture de 6 camps (16/6) : Draft - Construction de logements en copropriete à Morne Lazare. (s.d.). [Rapport].

UCLBP. (s.d.). Résumé Projet 16/6.

UCLBP. (2013, mars). Seize quartiers / six camps [Diapositives].

UCLBP. (2013, décembre). 3e Comité de pilotage du projet seize quartiers six camps [Diapositives].

UNOPS. (s. d.). 3D Pilot Fort National [Diapositives].

UNOPS. (s.d.). Guide pratique sur le foncier. [Rapport]

UNOPS. (s.d.). Haiti Transitional shelter design [Diapositives].

UNOPS. (s.d.). Plus qu'un produit : un processus intégral. [Rapport]

UNOPS. (s. d.). Rehabilitation de 16 quartiers et fermeture de 6 camps (16/6) [Brochure].

UNOPS. (s.d.). Transitional shelter design [Diapositives].

UNOPS. (2013, septembre). Activités dans les quartiers du programme 16/6 [Diapositives].

Articles consultés lors de l'analyse documentaire du projet 16/6

Haïti Libre. (2011, septembre). 78 millions pour le projet 16 quartiers / 6 camps. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Haïti Libre. (2013, juillet). Amélioration de la circulation dans les quartiers 16/6. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Haïti Libre. (2015, septembre). Bilan positif du projet pilote 16/6. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Haïti Libre. (2013, juin). Comités de quartiers pour gérer les investissements. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Haïti Libre. (2013, décembre). Deux centres communautaires prêts pour le projet 16/6. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Haïti Libre. (2012, août). Formation de 1 000 ouvriers spécialisés. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Haïti Libre. (2015, avril). Logements à Morne Lazare et Place du Canapé-Vert. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Haïti Libre. (2012, septembre). Plus de 3 500 personnes relogées. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Haïti Libre. (2014, juillet). Pose de première pierre d'un complexe communautaire à Canapé-Vert. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Haïti Libre. (2012, septembre). Projet 16/6 : Un an de succès. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Haïti Libre. (2015, avril). Remise des clés de logements sociaux à Morne Lazare. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Haïti Libre. (2014, mars). Visite des quartiers Nérette et Morne Hercule réhabilités par le projet 16/6. Haïti Libre. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Forget, D. (2015, janvier). Haïti : Plus solide qu'avant. L'actualité. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Le Nouvelliste. (2013, juillet). Les chantiers-écoles, un axe important du projet 16/6. Le Nouvelliste. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Le Nouvelliste. (2015, mai). Morne-Lazare : La copropriété est possible en Haïti. Le Nouvelliste. Consulté le 18/03/25. [Lien]

Documentaires ou vidéos consultées lors de l'analyse documentaire du projet 16/6

Documentaireshaiti1809. (s.d.). Vidéos [Chaîne YouTube]. YouTube. [Lien]

Documentaires Haïti. (2014). De retour chez nous – Documentaire [Vidéo]. YouTube. [Lien]

IOMHaiti. (2012). Keke Belizaire about the 16/6 Project [Vidéo]. YouTube. [Lien]

Documentaires Haiti. (2014). OIM – Appui au projet 16/6 [Vidéo]. YouTube. [Lien]

Documentaires Haïti. (2014). UNOPS – Appui au projet 16/6 [Vidéo]. YouTube. [Lien]

IOMHaiti. (2012). Going back home (Tounen lakay) [Vidéo]. YouTube. [Lien]

Projet 16/6. (2013). Projet 16/6 [Vidéo]. YouTube. [Lien]

ANNEXES

Les documents sont présentés dans l'ordre suivant :

- Annexe 1 - Grille d'entretien : version complète
- Annexe 2 - Grille d'entretien : version créole
- Annexe 3 - Formulaire d'informations et de consentement
- Annexe 4 - Tableau des codages initiaux
- Annexe 5 - Tableau final d'analyse
- Annexe 6 - Retranscription des entretiens semi-directifs
- Annexe 7 - Vers un guide réflexif : Compilation des enseignements

Annnexe 1

Travail de fin d'études - Grille d'entretien

Date : --/--/25

Valentine Papillon
Stagiaire de recherche - Université de Montréal
Etudiante master ingénieur civil architecte - Université de Liège
valentine.papillon@student.uliege.be

Nom et prénom
Profession ou rôle
Contact

n°	Description
	Formalités
1.1	Formulaire de consentement
1.2	Début de l'enregistrement
	Introduction et présentation du TFE
2.1	Description brève de l'étude
2.2	Objectifs du TFE
	Présentation de l'intervenant
3.1	Pouvez-vous, en quelques mots, vous présenter, décrire votre parcours professionnel (et éventuellement nous dire si vous avez suivi une formation ou des études particulières) ?
3.2	Quel est votre lien avec le projet 16/6 ?
	Questions - Projet 16/6
	Informations générales
1	Pouvez-vous nous expliquer, avec vos mots, en quoi consiste le projet 16/6 ?
2	*Quels étaient les objectifs principaux et spécifiques du projet ?*
3	*Quels étaient les enjeux, ou encore quels problèmes cherchait-il à résoudre ?*
4	Quelles sont les origines du projet ?
5	*De manière spécifique, qui en est à l'initiative ?*
6	Le projet 16/6 s'est-il inspiré d'autres projets existants en Haïti ou ailleurs ? Si oui, quelles sont les références ?
7	Comment s'est déroulée la phase de planification ?
8	Y a-t-il eu des défis particuliers lors du lancement ?
	Acteurs, organisation et gestion du projet
9	Quels sont les principaux acteurs impliqués dans le projet (organisations, institutions, communautés locales, personnalités etc.) ?
10	Quels liens existaient-t-ils entre votre organisation et les différents autres acteurs (liens financiers, contractuels, communication ou de contrôle) ?
11	Quels acteurs avaient le plus d'influence sur le processus décisionnel, d'après vous ?
12	Etant une initiative gouvernementale, quel a été le rôle de l'Etat dans le processus, d'après vous ?
13	Comment la coordination entre les différents acteurs a-t-elle été organisée ? Y a-t-il eu une structure ou un mécanisme spécifique pour gérer les interactions ?
14	*L'interdépendance entre les parties prenantes a-t-elle été un frein ou, au contraire, une source d'enrichissement pour le projet ?*
15	*Y-a-t-il eu des obstacles à la cohésion, ou au contraire des catalyseurs, entre les différents acteurs impliqués dans le projet ? Si oui, lesquels ?*
16	*Quels enseignements tirer de la collaboration entre acteurs locaux et internationaux dans le cadre de ce projet, d'après vous ?*
17	Dans quelle mesure les acteurs locaux (autorités municipales, associations de quartier, etc.) ont-ils été impliqués dans les prises de décisions ?
18	Quelles ont été les stratégies utilisées pour mobiliser les acteurs et maintenir leur engagement tout au long du projet ?
	Mise en oeuvre
19	D'après vous, les quatre composantes initiales du projet (*processus de retour, logement, réhabilitation des quartiers, suivi, évaluation & gestion de connaissances) o* nt-elles pu être mises en place comme prévu ?
20	Avez-vous participé à la mise en oeuvre d'une (ou plusieurs) de ces composantes ? Si oui, quel a été votre rôle ?
21	Quels ont été les principaux défis liés au contexte local rencontrés lors de la mise en oeuvre ?
22	Quelles adaptations majeures ont été réalisées entre les prévisions initiales et les réalisations concrètes ?
23	*Y a-t-il eu des variations d'un quartier à l'autre ?*
	Composante I
24	L'OIM avait été chargée de la composante I, le *processus de retour* . Savez-vous quelle stratégie a été mise en place pour la libération des camps ?
25	Les camps de déplacés ont-ils été sélectionnés selon des critères spécifiques ? Si oui, lesquels ?
26	Initialement, le projet devait concerner 6 camps, mais certains rapports mentionnent que 50 camps ont finalement été libérés. Comment cette expansion a-t-elle été possible ?
27	Quelles solutions de logement ont été envisagées pour les habitants durant la période entre la libération des camps et la réception de leur nouveau logement ?
28	*Quels types d'accompagnement s'il y en a eu (financier, social, psychologique) ont été proposés aux habitants pour faciliter la transition entre les camps et leur nouveau logement ?*
29	Le fait de reloger les familles déplacées dans leur quartier d'origine a-t-il été un atout pour leur réintégration et leur stabilité ?
30	Selon vous, cette composante du projet (processus de retour) a-t-elle été une force et un élément marquant du projet 16/6 ou au contraire pas du tout ? Pourquoi ?
	Composante II & III
31	Le projet visait à intervenir dans 16 quartiers et 6 camps. A-t-il été déployé sur l'ensemble de ces zones ?

32 Certains quartiers, tels que morne Hercule ou morne Lazarre, sont plus souvent mentionnés dans la littérature. Les autres, ont-ils pu bénéficier d'une intervention équivalente ?
33 Parmi les trois solutions proposées par le projet 16/6 (location, réhabilitation ou reconstruction), laquelle semblait être et laquelle s'est avérée être la plus adaptée au contexte local sur le long terme ? Pourquoi ?
34 *Quelles leçons à tirer de la proposition de location ?*
35 Lors des rencontres de plateformes communautaires, quelles étaient les priorités exprimées par les habitants ?

Urbanisme

36 Comment qualifieriez-vous les quartiers d'intervention du projet 16/6 ? Bidonville, quartiers précaires, auto-construits, informels ?
37 *Est-ce que vous êtes favorable à la décision de reconstruire dans ce type d'environnement ? Oui, non, pourquoi ?*
38 Le projet 16/6 a-t-il pris en compte la planification à long terme des quartiers réhabilités, notamment en termes de croissance urbaine, d'extension des infrastructures, de densification et d'évolution démographique ?
39 Le projet a-t-il intégré des principes de développement durable (énergie renouvelable, matériaux écologiques, gestion des risques environnementaux) dans l'aménagement urbain des zones ciblées ?
40 Que pensez-vous de l'approche "microchirurgicale" adoptée par le projet 16/6 pour la réparation/reconstruction des maisons et l'aménagement des quartiers ?
41 Pensez-vous que l'implication des communautés locales est essentielle pour la gestion des quartiers à long terme ? Si oui, quelles stratégies ont été mises en place pour la favoriser ?

Sécurité et accessibilité

42 Comment le projet gère-t-il les enjeux liés à l'urbanisation informelle, notamment l'accès aux services publics (eau, électricité, assainissement) ?
43 Comment l'accessibilité aux services de base (écoles, hôpitaux, commerces, etc.) a-t-elle été intégrée ?
44 Comment ont été prises en compte les questions d'accessibilité pour les pompiers, les services de secours, les ambulances et les personnes à mobilité réduite (PMR) ?
45 Quelles mesures ont été (devraient être) envisagées pour assurer l'évacuation des habitants en cas de séisme ou d'autres catastrophes ?

Infrastructures publiques

46 D'un point de vue social, quel rôle jouent les espaces publics dans les quartiers "informels" ?
47 Comment l'intégration des espaces publics et communautaires dans l'aménagement urbain a-t-elle été pensée dans le projet ?
48 *Quels défis spécifiques pose l'intégration des espaces publics dans un contexte informel comme celui des quartiers concernés ?*
49 *Faut-il privilégier une augmentation du nombre d'espaces publics dans ce type d'environnement ?*
50 Le projet a-t-il intégré des espaces verts ? (qualité de vie des habitants, ensoleillement, infiltration de l'eau)
51 La priorisation des investissements dans les espaces communs et publics est-elle une stratégie à privilégier ?
52 Des stratégies spécifiques ont-elles été mises en place pour assurer une gestion durable des infrastructures (e.g. l'eau, l'électricité, la gestion des déchets) dans les quartiers réhabilités ?

Aspects fonciers et légaux

53 Quelle était la situation foncière des quartiers concernés avant le projet 16/6 ? (présence de titres, occupation informelle...)
54 Le projet 16/6 a-t-il cherché à formaliser ces quartiers ? Si oui, quelles stratégies ont été mise en place ?
55 Quels ont été les principaux obstacles rencontrés lors de la régularisation foncière des quartiers concernés ?
56 Dans quelle mesure les autorités locales et l'Etat haïtien ont-ils été impliqués dans cette régularisation ?
57 Une procédure a-t-elle été mise en place pour permettre aux habitants d'obtenir des titres de propriété ? Si oui, comment ?
58 Quels ont été les impacts concrets des régularisations foncières sur les habitants ? (stabilité, augmentation de la valeur des terrains) ?
59 Quels bénéfices ou au contraire quels désavantages les habitants ont-ils extrait des nouvelles régularisations foncières ?
60 Cette initiative est-elle reproductible dans d'autres quartiers "informels" haïtiens, selon vous ?
61 Quelles conditions seraient nécéssaires pour sa reproduction à grande échelle ?

Architecture

62 Qui est l'architecte qui a travaillé sur le projet 16/6 ?
63 Sur le plan architectural, y a-t-il des projets de référence qui ont inspiré les modèles proposés pour le projet 16/6 ?
64 Des professionnels locaux ou des habitants ont-ils été impliqués dans la conception ? Si oui, de quelle manière ?
65 *Comment les professionnels haïtiens (fournisseurs de matériaux, main-d'œuvre, ingénieurs) ont-ils été impliqués dans le projet ?*

Conception et adaptation des logements

66 Comment le gabarit des maisons a-t-il été déterminé (nombres de personnes, hauteur) ?
67 *Dans un contexte où la densification est un enjeu majeur, qu'est-ce qui motive la volonté de limiter le gabarit des habitations ?*
68 Comment les modes de vie locaux ont-ils été pris en compte dans la conception des logements pour répondre aux besoins des habitants ?
69 *Y a-t-il eu des conflits entre la conception architecturale et les habitudes culturelles des résidents ?*
70 *Quelles modifications ont été réalisées pour adapter les logements aux spécificités locales ?*
71 *Il y a t-il eu des différences significatives entre les différents quartiers en terme de type de logement ?*
72 *Sur quels aspects architecturaux les habitants des logements n'ont pas voulu faire de compromis ?*
73 Dans quelles mesures les conditions climatiques et les risques sismiques ont-ils été pris en compte dans la conception des logements ?

Modularité et évolutivité des logements

74 Dans quelles mesures les modules proposés étaient conçus pour être évolutifs ?
75 *Pourquoi la possibilité d'expansion semble-t-elle avoir été éliminée ? Le site paraît figé.*
76 Dans quelle mesure pensez-vous que les modules proposés sont reproductibles par les populations locales ?

Plans

77 On remarque une différence sur le type de logement construit entre Morne Hercule et Morne Lazarre. Pourquoi cette différence ?
78 Pourquoi avoir opté pour des toitures en pente ? Était-ce un choix lié à des contraintes techniques, esthétiques, financières ou de sécurité ?
79 Pourquoi observe-t-on une variation entre l'utilisation de la tôle et du béton dans les constructions ?
80 Beaucoup de maisons traditionnelles comportent des galeries, pourquoi ne pas en avoir intégré ?
81 Y avait-il une proportion de logements accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR) ?

82	Dans un contexte post-séisme où les besoins en accessibilité sont accrus, pourquoi les plans des logements ne semblent-ils pas adaptés aux normes PMR ?
	Matériaux et techniques de construction
83	Le choix des matériaux a-t-il été influencé par des critères tels que la disponibilité, le prix ou la qualité ?
84	Y a-t-il eu des réserves de la population quant au choix des matériaux, notamment en raison d'un éventuel traumatisme lié au béton après le séisme ?
	Normes et réglementation
85	Quelle norme du MTPTC a été suivie pour la réparation des maisons classées "jaune" ?
86	Comment la mise en conformité réglementaire des maisons réparées a-t-elle été assurée ?
87	Pensez-vous qu'il soit envisageable de transformer des maisons auto-construites en maisons sécuritaires ?
	Modes d'habiter
88	Les habitants ont-ils eu l'opportunité de personnaliser ou d'adapter les espaces (à l'intérieur ou à l'extérieur des maisons) pour mieux correspondre à leur mode de vie ?
89	*Dans quelle mesure les habitants ont-ils été impliqués dans la prise de décisions concernant la conception de leur logement ?*
90	Comment les habitants se sont-ils appropriés les nouveaux logements après leur livraison ? Avez-vous observé des changements dans l'usage des espaces ?
91	*Y a-t-il des adaptations que vous avez réalisées dans les constructions suivantes à cause de cela ?*
92	Au vu des images post-projets, certaines adaptations ont été réalisées par les habitants, telles que la mise en place de fer forgé, le fait de ressortir les escaliers. En connaissez-vous d'autres ?
93	*Comment percevez-vous les modifications apportées par les habitants après les travaux ?*
94	*Pensez-vous qu'il faudrait intégrer cela au projet à l'avenir ?*
95	Quelles sont les innovations du projet 16/6 en matière d'habitat ?
96	*Un système de copropriété a été mis en place dans le projet, comment a-t-il été accueilli par les habitants et quelles difficultés ont émergé ?*
97	*Quels sont les enjeux et défis liés à ce mode de fonctionnement en copropriété ?*
98	*Pouvez-vous donner plus d'explications sur la notion de co-propriété et la façon dont elle a été perçue sur place ? Mise en place et implication légale, le titre ?*
99	*Dans quelle mesure et par quels mécanismes, certains propriétaires ont-ils accepté de céder une partie de leurs terres à d'autres habitants pour permettre une répartition équitable des lots sur le site ?*
100	*La cession de terres est-elle accompagnée d'une compensation ? Est-ce un acte ponctuel ou une approche qui pourrait être reproductible ?*
101	Le projet a-t-il eu un impact positif sur la santé mentale et le bien-être des habitants ? Si oui, comment les aménagements ont-ils contribué à cela ?
102	*Quel a été l'impact de la peinture et de l'esthétique des logements sur le moral des habitants ?*
	Composante IV
103	Apparemment, peu d'informations semblent disponibles dans la littérature ou sur le web concernant la composante 4. Qu'en est-il réellement ?
	Facteurs socioculturels
	Perception et impact sur les communautés locales
104	Qu'est-ce qui a favorisé la mobilisation des habitants dans la mise en œuvre du projet (ex. participation communautaire) ?
105	Est-ce que le travail communautaire a été envisagé dans le cadre du projet 16/6 ? Quels ont été les freins et les leviers pour favoriser cette approche ?
106	Quels facteurs ont facilité l'appropriation et l'acceptation du projet par la population locale ?
	Sensibilisation et appropriation des bonnes pratiques
107	Comment les habitants du projet 16/6 perçoivent-ils aujourd'hui la notion de sécurité dans la construction ?
108	Comment la population du projet 16/6 a-t-elle été sensibilisée durablement aux risques sismiques et aux bonnes pratiques de construction ?
109	Les chantiers ouverts ont-ils eu un rôle pédagogique notable dans la sensibilisation des habitants ?
110	Des outils de vulgarisation des mesures de sécurité ont-ils été développés ? (Guides, formations, supports pédagogiques, etc.) Ces outils sont-ils encore utilisés aujourd'hui ?
111	Comment le volet formation des locaux ou sensibilisation à la construction parasismique aurait-il pu être renforcé ?
112	Comment impliquer davantage la communauté locale dans le processus de reconstruction afin de renforcer l'adhésion et la pérennité des interventions ?
	Identification des risques
113	Quels types de risques ont été spécifiquement abordés par le projet 16/6 ? (au-delà des risques physiques des sites, mixité sociale, insécurité, etc.)
114	Comment le projet 16/6 a-t-il permis de réduire la vulnérabilité des quartiers et des habitants face à ces risques ?
	Sécurité
115	Quelles habitudes de construction ou de précaution ont perduré depuis 2010 ?
116	Comment pensez-vous que les habitants peuvent être accompagnés dans l'auto-construction pour rendre les quartiers plus sûrs ?
117	Qu'en est-il des habitations voisines lorsqu'une maison est sécurisée mais que les autres restent vulnérables ?
118	Les maisons classées "vertes" n'étaient pas endommagées après le séisme, mais cela signifie-t-il qu'elles résisteront aux futurs chocs ? Si non, quid ?
119	Des zones de refuge ont-elles été intégrées au projet pour protéger les habitants en cas de catastrophe ?
120	Lorsqu'une équipe arrive sur un terrain où la maison a déjà été réparée sans application des normes antisismiques, quelle décision est prise ?
	Conclusion
	Retour d'expérience
121	Existe-t-il des rapports d'évaluation externe portant sur le projet ?
122	Existe-t-il des retours d'habitants vivant dans ces logements ? Si oui, quels sont les niveaux de satisfaction par rapport à ce qui a été mis en place ?
123	Que reste-t-il aujourd'hui du projet 16/6 ? Quels sont les héritages concrets ?
	Suivi post-projet
124	Quelle est la situation actuelle des comités et plateformes communautaires mis en place dans le cadre du projet ? Sont-ils encore actifs ?
125	Avez-vous la possibilité de mettre en contact des habitants qui vivent encore dans les zones concernées ?
	Leçons à tirer
126	Quels enseignements peut-on tirer du projet 16/6 ?
127	*15 ans après, avec le recul, y a-t-il des regrets ou des fiertés par rapport à ce qui a été mis en place ?*
128	*Pensez-vous que certaines choses auraient dû être faites différemment ?*

	129	Pensez-vous que le projet a été mis en œuvre à son plein potentiel ? Pourquoi ?
	130	Quels facteurs peuvent faciliter ou, au contraire, limiter la possibilité de reproduire le modèle 16/6 ailleurs ?
		Ressources et documentation
	5.1	Le plan de prévention des risques utilisé pour la conception du projet est-il accessible ?
	5.2	Disposez-vous de cartes concernant les aléas et les failles ?
	5.4	Des documents détaillant la classification des bâtiments (rouge, jaune, vert) sont-ils disponibles ?
	5.5	Disposez-vous d'images illustrant la transformation de maisons dans le cadre du projet (vertes, jaunes ou rouges) ?
	5.6	Disposez-vous de cartes précisant les zones spécifiques d'intervention du projet ainsi que leur emprise au sol ?
	5.8	Existe-t-il des documents d'enquête, des comptes rendus de focus groups ou des rapports de plateformes communautaires accessibles ?
	5.9	Est-il possible d'accéder aux données collectées pour la planification communautaire ?
	5.10	Avez-vous des documents ou des données montrant les propositions des habitants et leur influence sur les décisions prises dans le cadre du projet ?
		Clôture
	6.1	Demande de contact supplémentaire ou d'un éventuel second entretien
	6.2	Remerciements
	6.3	Fin de l'enregistrement

Annexe 2

Travail de fin d'études - Grille d'entretien adaptée - version créole

Date : --/--/25

Valentine Papillon
Stagiaire de recherche - Université de Montréal
Etudiante master ingénieur civil architecte - Université de Liège
valentine.papillon@student.uliege.be

Nom et prénom
Profession ou rôle
Contact

Questions - Projet 16/6
1 Premye bagay pou nou komanse. Eske w kapab prezante w ? « Pour commencer, pouvez-vous vous présenter ? » (traduction libre)
2 Nan ki zon ou abite ? Depi konbyen tan ou la ? « Dans quel quartier habitez-vous ? Depuis combien de temps ? » (traduction libre)
3 Apre 2010, nan ki eta kay ou te ye ? Eske w te rete nan katye a toujou oubyen eske w te ale nan kan ? « Après 2010, dans quel état était votre maison ? Etiez-vous resté dans votre quartier ou étiez-vous aller vivre dans un camp ? » (traduction libre)
4 Nan ki moman ou te rive tande pale de pwojè 16/6 ? « A quel moment avez-vous entendu parler du projet 16/6 ? » (traduction libre)
5 Pou ki rezon yon te chwazi w alepok ? Kijan w te fè pou w rive benefisye yon kay ? « Pour quelle raison avez-vous été sélectionné ? Comment avez-vous fait pour bénéficier d'une maison ? » (traduction libre)
6 Konbyen kay konsa ki te bati nan zon nan ? « Combien de maisons ont été construites dans votre quartier ? » (traduction libre)
7 Kijan sa te ye nan peryod kan lè w potko resevwa kay lan ? « Comment s'est déroulé votre période de vie dans le camp avant de recevoir la maison ? » (traduction libre)
8 Eske yo te bay plizyè chwa ? Poukisa se kay lan ou chwazi ? « Vous a-t-on donné plusieurs choix ? Pourquoi avez-vous choisi la maison ? » (traduction libre)
9 Eske w te prezan sou chantye an ? « Avez-vous participé au chantier ? » (traduction libre)
10 Eske w te gen dwa bay avi w oubyen pwopoze kèk bagay ou te vle genyen an kay lan ? « Avez-vous eu la possibilité de donner votre avis ou de faire des suggestions sur la conception de la maison ? » (traduction libre)
11 Ki kalite kay ou te bezwen ? Kisa ou vreman pat renmen nan fason yo te bati yo ? « De quel type de maison aviez-vous besoin ? Qu'est-ce que vous n'aimiez pas dans la construction ? » (traduction libre)
12 Ki chanjman ou fè nan kay pa w la konpare ak sa yo te ba w ? Eske l te kapab agrandi ? « Quel changement avez-vous réalisé dans votre maison depuis ? Y avait-il une possibilité de l'agrandir ? » (traduction libre)
13 Ki avantaj ak ki pwoblèm ki te genyen nan kay ou tap viv lan ? « Quels avantages et quels inconvénients y avait-il dans votre maison ? » (traduction libre)
14 Eske yo te esplike nou kèk prensip sou kijan pou n bati. « Vous a-t-on expliqué quelques principes de construction ? » (traduction libre)
15 Si yo tap refe kay la alepok, kisa w te vle yo te ajoute ? « S'ils pouvaient la refaire, que souhaiteriez-vous qu'ils ajoutent ? » (traduction libre)
16 Eske gen espas piblik ki te bati nan zon pa w lan ? Eske w panse se yon bagay ki enpotan tou ? « Un espace public a-t-il été construit dans votre quartier ? Pensez-vous que ça aussi, c'était important ? » (traduction libre)
17 Eske w fè pati de moun ki gen yon pati nan imeb lan ?

« Avez-vous bénéficié d'un logement dans un immeuble ? » (traduction libre)
18 Eske w te resevwa papye kay lan ou tè an ? « Avez-vous obtenu les titres de propriété pour la maison ou pour la terre ? » (traduction libre)
19 Eske w te tande pale de platfom kominotè ? Eska sa te mache ? « Avez-vous entendu parler de la plateforme communautaire ? Est-ce qu'elle fonctionnait bien ? » (traduction libre)
20 Eske dapre w, platfom yo te vreman enpotan pou pwojè an te ka mache ? « D'après vous, est-ce que les plateformes communautaires ont joué un rôle important dans la réussite du projet ? » (traduction libre)
21 Kiès ki te ka patisipe nan platfom yo ? Kijan yo te fonksyone ? « Qui étaient les membres des plateformes communautaires ? Comment fonctionnaient-elles ? » (traduction libre)
22 Kisa ki te plis motive nou patisipe ? Eske moun yo te kontiniye patisipe nan platfom yo ? « Qu'est-ce qui vous a le plus motivé à participer ? Est-ce que les plateformes ont continué à fonctionner ? » (traduction libre)
23 Kisa ki te priorite moun yo ? Kay oubyen infrastrikti ? « Quels étaient les priorités du projet ? Les maisons ou les infrastructures ? » (traduction libre)
24 Eske kay lan gen dlo, kouran ak sanitè ? « Est-ce que votre maison a de l'eau, du courant et des sanitaires ? » (traduction libre)
25 Kijan koze fomasyon an te ye ? Eske w itilize sa w aprann yo apre ? « Avez-vous bénéficié de formations ? Avez-vous utilisé vos nouvelles connaissances par la suite ? » (traduction libre)
26 Kisa dapre w ki te dwe pi byen fèt nan pwojè an ? « Quels sont les points du projet qui auraient dû être améliorés ? » (traduction libre)
27 Kijan moun yo te resevwa pwoje an ? Eske dapre ou sa te bon ke yo vinn rebati katye yo ? « Comment la population a-t-elle accueilli le projet ? D'après vous, était-elle enthousiaste à l'idée qu'on vienne reconstruire leur quartier ? » (traduction libre)
28 Eske popilasyon an te satisfè ? « La population était-elle satisfaite ? » (traduction libre)
29 Eske yo fè ankèt oswa yo resevwa avi popilasyon an sou bagay ki te vinn ap fèt yo ? « Il y a-t-il eu une enquête ? La population, a-t-elle été consultée sur ce qui se faisait ? » (traduction libre)
30 Eske w gen yon bagay ou te vle ajoute men ke w potko gen chans di ? « Il y a-t-il un point qui n'a pas encore été relevé ? Voulez-vous ajouter quelquechose ? » (traduction libre)

UNIVERSITÉ DE LIÈGE - MASTER INGÉNIEUR CIVIL ARCHITECTE

FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT
POUR L'UTILISATION DE DONNÉES DANS LE CADRE D'UN TRAVAIL DE FIN D'ÉTUDES
Entretiens semi-dirigés

Intervieweuse :	Valentine Papillon, étudiante Faculté des sciences appliquées, Université de Liège Stagiaire de recherche à l'Université de Montréal
Promotrice de recherche :	Catherine Elsen, professeure Faculté des sciences appliquées, Université de Liège
Co-promoteur de recherche :	Gonzalo Lizarralde, professeur Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

Cette étude n'est pas financée. Il s'agit du travail de fin d'études de master de l'étudiante.

Vous êtes invité à participer à un projet de recherche. Avant d'accepter, veuillez prendre le temps de lire ce document présentant les conditions de participation au projet. N'hésitez pas à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document.

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

Cette étude s'intéresse aux stratégies de reconstruction mises en place après le tremblement de terre de 2010 en Haïti. Elle se concentre particulièrement sur le projet 16/6, en analysant les méthodes utilisées et les éventuels impacts sur l'urbanisme, les modes de vie, les pratiques de logement, la sécurisation des zones à risque, entre autres. Avec le recul des années passées, il semble important d'examiner les atouts mais aussi les limites de ce projet et d'en tirer des enseignements afin d'améliorer les futures interventions après une catastrophe. Pour ce faire, il est prévu de recueillir les avis d'habitants, de représentants du gouvernement, d'organisations, ainsi que de toute personne ayant participé, de près ou de loin, à la mise en œuvre de ce projet. Il est également envisagé de rencontrer des professionnels ou experts dans des domaines pertinents, afin d'obtenir une réflexion complète et enrichie sur la thématique.

2. Participation à la recherche

Votre participation consiste à accorder une entrevue d'environ une (1) heure à Valentine Papillon, étudiante en master ingénieur civil architecte à l'Université de Liège, ainsi que stagiaire de recherche à l'Université de Montréal, qui vous invitera à développer librement vos connaissances sur divers sujets liés à la reconstruction post-catastrophe, notamment en lien avec le projet 16/6 en Haïti.

Seulement si vous y consentez, cet entretien sera enregistré en audio pour servir la recherche.

3. **Avantages et bénéfices**
Il n'y a aucun avantage particulier à participer à ce projet. La contribution de chaque participant vise avant tout à partager ses connaissances sur les thématiques abordées, dans le but ultime d'améliorer la planification et l'adéquation des programmes de reconstruction post-catastrophe.

4. **Confidentialité**
Les renseignements recueillis lors de l'entrevue seront conservés de manière confidentielle.

Par le biais de ce formulaire, vous consentez à ce que vos données soient utilisées dans le cadre de la recherche en cours. Toutefois, vous avez le droit de demander que votre intervention reste anonyme. Dans ce cas, aucune information permettant de vous identifier de quelque manière que ce soit ne sera publiée.

Les résultats généraux de ce projet pourront être utilisés dans le travail de fin d'études, des publications ou des communications, mais toujours de manière anonyme, sans jamais nommer ni identifier les participants ayant demandé l'anonymat.

5. **Compensation**
Vous ne recevrez aucune rémunération pour votre participation.

6. **Diffusion des résultats de recherche**
Dans le cadre de ce travail de fin d'études, je pourrais être invitée à présenter ma recherche et ses résultats. Je m'engage à vous transmettre toute publication écrite ou powerpoint de présentation orale découlant de la présente recherche si vous le souhaitez.

Aucune des données collectées ne sera utilisée à des fins commerciales.

7. **Droit de retrait**
Votre participation à ce projet est entièrement volontaire et vous pouvez à tout moment vous retirer de la recherche, sans devoir justifier votre décision, sans conséquence pour vous. Si vous décidez de vous retirer de la recherche une fois l'entrevue terminée, veuillez communiquer avec la chercheure à l'adresse mail indiquée ci-dessous.

À votre demande, tous les renseignements qui vous concernent pourront aussi être détruits. Cependant, après le déclenchement du processus de publication, il sera impossible de détruire les analyses et les résultats portant sur vos données.

B) CONSENTEMENT

Déclaration du participant

- Je comprends que je peux prendre mon temps pour réfléchir avant de donner mon accord ou non à participer à la recherche.
- Je peux poser des questions à l'étudiante et exiger des réponses qui me satisfont.
- Je comprends qu'en participant à ce projet de recherche, je ne renonce à aucun de mes droits ni ne dégage l'étudiante de ses responsabilités.
- J'ai le droit de ne pas répondre à une question ou d'interrompre l'entretien pour quelque motif que ce soit.
- J'ai pris connaissance du présent formulaire d'information et de consentement et j'accepte de participer au projet de recherche.

Je consens à ce que les données recueillies dans le cadre du présent projet de recherche soient utilisées à des fins de recherche dans le futur. Oui ☐ Non ☐

Je consens à ce que cet entretien soit enregistré en mode audio. Oui ☐ Non ☐

Je souhaite obtenir copie des publications et powerpoint de présentations orales issues de cette recherche Oui ☐ Non ☐

Je donne la permission pour que les informations suivantes soient reprises dans le travail de fin d'études.

☐ Mon nom
☐ Des citations directes issues de l'entretien, associées à mon nom
☐ Des citations directes issues de l'entretien, mais sans association à ma personne

Je soussigné(e) _____, déclare avoir bien pris connaissance et avoir compris les informations reprises ci-dessus. J'ai obtenu des réponses claires et satisfaisantes aux éventuelles questions que j'avais à ce sujet. Je marque mon accord pour participer à cette étude. J'ai reçu une copie de ce formulaire.

Signature du participant : _____ Date : _____

Adresse courriel à laquelle vous aimeriez que les résultats de recherche vous soient transmis :
_____

Engagement de l'étudiante

J'ai expliqué au participant les conditions de participation au projet de recherche. J'ai répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées et je me suis assurée de la compréhension du participant. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au présent formulaire d'information et de consentement.

Signature de l'étudiante : _____ Date : _____

Pour toute question relative à l'étude, ou pour vous retirer de la recherche, veuillez communiquer avec Valentine Papillon à l'adresse courriel valentine.papillon@student.uliege.be

Annexe 4

Thème : Informations générales		
ID	Verbatims selectionnés	Codes
E2	La période d'après le tremblement de terre de 2010, ça a été vraiment la course aux financements et aux contrats. Donc il y en avait de différentes sortes et le projet 16/6, s'est fait avec le PNUD et le projet est, comment te dire, il y avait pleins d'autres projets financés à partir des fonds PetroCaribe et d'autres fonds internationaux, notamment la CIRH via la Banque mondiale. Donc le projet 16/6, on en a entendu parler, on a fait partie des discussions autour de ce projet-là. Bon, ça fait vraiment, définitivement partie des projets que nous n'approuvions pas.	Stratégies et logique d'intervention
E2	Tout de suite après le tremblement de terre, il y a eu deux orientations en concurrence. Donc, au comité interministériel, notre position était qu'il ne fallait surtout pas faire les camps et qu'il fallait au contraire accompagner le mouvement des gens qui partaient dans leur province d'origine, puisque le gros de la population de Port-au-Prince, c'était une population allogène. Donc, qui n'était pas née à Port-au-Prince, qui était à peine arrivée à Port-au-Prince et qui avait encore gardé des racines provinciales assez fortes. Je prends la commune de Camp-perrin sur laquelle on a enquêté avec la protection civile. La commune a reçu en quelques semaines 30% de population de plus. Il n'y a pas eu une tente dans la commune de Camp-perrin. Ça veut dire que les gens sont soit retournés chez eux, chez leurs parents, chez des amis. Donc pour nous, il y avait un mouvement de la population qu'il fallait accompagner. En créant les camps, je crois que la communauté internationale a fait ce qu'elle sait faire le mieux ou le plus. Et, on a négligé donc d'accompagner cette population rurale qui va revenir, cette population déplacée qui va revenir à Port-au-Prince quand elles verront que les aides se donnent à Port-au-Prince. Aujourd'hui, elles sont en train de repartir à nouveau à cause de l'insécurité. Tous ces camps qui se sont multipliés... il n'y a pas d'études sur ça... Mais il y a des faits empiriques qui montrent bien que dans la plupart des cas, c'étaient des gens qui n'avaient pas été touchés par le tremblement de terre... Notamment des gens qui sont arrivés de province pour profiter de la manne qui se donnait à Port-au-Prince. Et ça, c'était le premier point. Donc le 2e point, c'était que nous, on encourageait au contraire à permettre aux classes moyennes qui avaient été très durement frappées d'avoir un crédit foncier qui leur permettrait de construire chez eux. Résultat des courses, on a distribué... Donc le projet 16/6, c'était essentiellement, donner de l'argent aux gens pour quitter les camps. En se foutant éperdument d'où ils allaient se mettre par la suite et la suite on la verra si ça se présente dans la suite de la discussion.	Stratégies et logique d'intervention
E2	Mais en amont de l'analyse du projet 16/6, il faut comprendre ce que c'est l'UCLBP ? Donc, l'UCLBP a été créée après le tremblement de terre essentiellement pour l'utilisation des fonds PetroCaribe. D'accord, donc l'UCLBP, c'est ça qu'il a géré principalement pendant toutes ces années. Maintenant, ils ont rajouté quelques projets avec les Nations Unies ou avec comment... Ils ont rajouté quelques projets internationaux aux activités de l'UCLBP, mais c'était essentiellement pour couvrir les activités et qui se faisaient avec les fonds PetroCaribe. Donc écoute, je suis arrivée et à un âge et à un niveau d'exaspération où je peux dire très exactement ce qui s'est passé à ce moment-là. Donc tous ces projets avec les Nations Unies ont été faits pour cacher ce que l'on faisait avec les fonds PetroCaribe. Cette affaire de camp, les internationaux ont créé les camps et après ils ont fait un projet pour sortir les gens des camps.	Enjeux politiques et influence des bailleurs
E2	Écoute, l'aide internationale, d'une façon générale, ça marche comme ça. Ça veut dire c'est, c'est qui est proche du président de la République, qui est proche du Premier ministre et qui peut... En ce qui concerne le projet 16/6, c'est un conseiller du président Martelly dont je ne dirai pas le nom. [...] Il a réussi à le reprendre pour le mettre à l'UCLBP parce que l'UCLBP était contrôlé directement par la présidence. Donc on a passé par-dessus les institutions existantes dont c'était le mandat pour pouvoir créer le projet 16/6. [...] Donc c'est pour ça que c'est dangereux. Tu vois d'avoir ce type de rapport qui peuvent te laisser penser que tout baigne et mais ils savent très bien que comment ils ont fait pour contourner les institutions existantes pour monter ce truc.	Interface avec l'Etat Haïtien
E3	On a vu qu'une des raisons aussi pour laquelle les gens ne quittaient pas le camp, c'est que dans leur quartier il n'y avait pas de services, il n'y avait pas d'eau, les routes étaient remplies de gravas et tout ça. Donc, on s'est dit qu'avec eux, ils avaient un début de programme pour nettoyer les sites de maison, et que s'ils nettoyaient, nous on arrivait avec un shelter, avec un abri. Donc ça faisait que les familles pouvaient retourner. Ca a été le début de vider les camps. Donc ça, on est fier parce que ça a été comme un truc un peu... une des premières fois que deux agences travaillaient ensemble, et ça a été le début du « rubble removal ». [...] Donc, l'idée c'était que si ta maison était tombée, il y avait plein plein de débris, JPHRO venait nettoyer, et nous on arrivait tout de suite après avec l'abri d'urgence.	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E3	Donc l'idée, c'était que nous, on arrivait et on proposait de bâtir rapidement des abris d'urgence. Et en fait, avec d'autres trucs, mais c'était ça l'idée de base, et on a obtenu des financements, et très rapidement, on a monté une grosse équipe. Et donc, on était parmi la plus grande, donc ça c'est 2010, on est devenu la plus grosse agence, ou l'une des plus grosses agences qui produisait des abris d'urgence pour Port-au-Prince principalement. [...] C'était une structure en bois, avec un toit en tôle, et nous on innovait en faisant la structure mieux bâtie, c'est un détail un peu technique peut-être, des poutres de 4 pouces par 4 pouces, versus ce que la majorité faisait, c'était du 2 par 4. Donc la structure, la raison qu'on faisait une structure plus solide, c'était par notre expérience passée, que les gens, une fois qu'ils commençaient à rebâtir leur maison, ils pouvaient prendre le matériel et l'intégrer dans leur maison.	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E3	Donc, ces quatre agences-là, on a chacun nommé une personne. Moi, j'en étais... moi, j'ai représenté UNOPS, et on a commencé à travailler pendant... ça, c'était en 2011. Donc, on a commencé à travailler sur ce qui allait devenir le 16/6, mais c'était donc pendant trois mois, de façon intense, on a développé ce que nous, on considérait tous comme étant le projet par excellence de reconstruction, et c'était avec le gouvernement. Donc, c'était avec l'UCLBP, et le représentant de l'UCLBP avec qui on faisait affaire, c'était Kéké Bélizaire.	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E3	Non, mais c'est une initiative dans le sens qu'ils l'ont adoptée.	Interface avec l'Etat Haïtien

E6	On a commencé les mesures en 2003. Et cinq ans plus tard, en 2009, le premier rapport est sorti, qui a dit que sur la faille de la presqu'île du Sud, la grande faille qui traverse le sud d'Haïti, il y a une vitesse de déplacement de l'ordre de 7 à 8 millimètres par an. Et compte tenu du dernier séisme enregistré dans la région, ce serait l'équivalent d'un tremblement de terre de magnitude 7 sur cette faille. Et il y a une autre faille également du côté du Nord. Et cette faille, elle est beaucoup plus longue. Et les mesures ont révélé que la vitesse est beaucoup plus rapide. Et que si cette faille venait à se rompre, cela pourrait donner un séisme de magnitude 8. C'était en 2009. Et depuis lors, je me suis dit, attention, voilà un séisme de magnitude 7 qui peut arriver à n'importe quel moment dans le Sud et 8 dans le Nord. La population est très vulnérable. Les maisons sont très mal bâties. Donc, nous devons prendre les mesures qu'il faut. Et personne ne m'a écouté. On n'y croyait pas. Malheureusement, le 12 janvier 2010 est arrivé. Nous avons eu un malheur considérable. Malheureusement, à l'époque, les gens ne s'intéressaient pas au risque sismique. Il n'y avait pas d'appareil, pas de station sismique pour faire des mesures de surveillance sismique. L'éducation de la population n'était pas faite. On appliquait plus ou moins les codes de construction conventionnels. Mais la construction parasismique n'était pas du tout à l'honneur. Il n'y avait pas de formation en Haïti. Donc, finalement, le risque sismique était quelque chose d'inconnu en Haïti. Donc, on ne pouvait pas vraiment faire de la prévention.	Perception et discours sur les risques
E6	Oui, tout à fait, parce que nous n'avons pas attendu trop longtemps, puisque le 14 août 2021, soit 5 ans plus tard, il y a eu encore un autre séisme de magnitude 7, mais cette fois-ci dans les Nippes. Et bon, naturellement, l'environnement n'était pas le même, les dégâts n'étaient pas aussi catastrophiques, mais quand même, c'était une leçon pour dire aux gens que tout n'était pas terminé le 12 janvier, et que le risque sismique, c'est quelque chose de récurrent. Nous sommes toujours vulnérables, et puisque nous n'avons pas pris les mesures qu'il faut, nous n'avons pas tiré les leçons qu'il faut, donc les dégâts seront toujours importants. Nous devons avoir à l'esprit que Haïti est un pays à risque sismique, et nous devons tout faire pour pouvoir diminuer la vulnérabilité de la population. Si on n'agit pas concrètement sur le terrain, on sera toujours vulnérables. Il faut agir.	Vulnérabilité structurelle et sociale
E6	Il y a trois points qui permettent de juger de la vulnérabilité de la population. Tout d'abord au niveau du bâti. C'est de l'auto-construction. Les bâtiments n'ont pas été faits aux normes conventionnelles, encore moins aux normes parasismiques. Il n'y a pas d'aménagement du territoire. Il y a beaucoup de bidonvilles. Ensuite, nous vivons dans un pays où il y a 80% de pentes et 20% de plaines. Les constructions se situent surtout en montagne. Nous construisons en dur, sans normes conventionnelles. Le bâti est très vulnérable. Voilà pourquoi, quand il y a un fort séisme, les maisons s'effondrent et les gens qui se trouvent sous les maisons se retrouvent sous les décombres. On dit que nous sommes très vulnérables du point de vue de la population, du point de vue des infrastructures. [...] Ce ne sont pas les zones sismiques qui tuent les gens. Ce sont les bâtiments qui tombent sur les gens. Ces bâtiments sont très mal construits, donc il y a beaucoup de dégâts. Nous sommes très vulnérables à cause de ça. Le deuxième point, c'est que les gens qui sont à l'intérieur de ces bâtiments, même si les bâtiments sont construits de manière parasismique, il faut avoir une attitude. Il faut développer un réflexe par rapport à ceci. [...] Nous sommes vulnérables du point de vue de l'éducation. Enfin, puisque les communautés ne peuvent pas faire face directement après un séisme, on n'est pas préparé pour apporter une réponse immédiate. Donc là encore, nous avons des problèmes. Donc, je pense que c'est à trois points là rendent Haïti est extrêmement vulnérable, au niveau du bâti, au niveau de la sensibilisation de la population et au niveau de la réponse	Vulnérabilité structurelle et sociale
E6	Parce qu'on s'est rendu compte qu'en dehors des maisons qui ont été très mal construites, les types de sols ont également joué un rôle de la vulnérabilité du bâtiment.	Vulnérabilité structurelle et sociale
E6	Bon, je crois que nous avons tout abordé. Même au niveau de la réponse, il y a des plans de contingence pour plusieurs départements. Et non seulement, on a abordé le problème des risques sismiques, mais nous avons étendu les études... Nous avons même été au-delà du risque sismique. Nous avons surtout abordé les aléas naturels, de manière générale parce que Haïti ? est un pays à risque cyclonique, à risque d'inondation. Nous avons 1 500 kilomètres de côtes, donc les failles sont sous la mer, il y a un problème de tsunami. Il y a un problème de mouvement de terrain ? avec 80% de pentes, donc il y a des risques de glissement de terrain. Nous avons des problèmes de sécheresse, nous avons des problèmes d'érosion, etc. Donc, il y a un programme qui a été établi pour faire l'inventaire des aléas naturels en Haïti ? après le 12 janvier. Effectivement, il y a un atlas qui existe, dans lequel tous les aléas majeurs ont été étudiés, ont été identifiés. Et pour les 10 départements géographiques, il y a un tableau qui montre quels sont les aléas les plus fréquents pour chaque département. C'est un outil qui devrait être utilisé par les délégations, par les mairies pour pouvoir aborder maintenant les aléas au niveau départemental.	Outils développés par les autorités locales
E8	Donc, on a identifié six camps qui répondaient à cette norme-là. Il y avait un camp dans la cour de la primature de la République, il y avait Place St-Pierre à Pétionville, Place Boyer, il y avait un camp à l'aéroport, il y avait un camp, il y avait canapé vert, etc. Mais vraiment, il y avait des zones clés, ok, et qui vraiment entravaient le trafic et entravaient toute chose. Et maintenant, quand on a commencé à analyser les dossiers, donc on s'était dit qu'on va fermer ces six camps et si ça fonctionne bien, on va prendre le modèle de ces six pour faire un modèle d'intervention pour fermer tous les camps. Et dans les registres des personnes déplacées, on a remarqué, donc on a choisi ces six camps-là, et on a remarqué que les personnes qui venaient de ces camps-là, qui venaient de ces camps-là, venaient de 16 quartiers. Maintenant, avec tout ce qui s'est passé, il faut savoir comment fonctionne la mentalité, la psychologie des populations dans une zone.	Diagnostic des besoins et lancement du projet

E8	Et ils n'arrivaient pas à faire bouger les camps de déplacés, les personnes déplacées à l'interne. Donc ils ont pensé que je pouvais les aider. C'était un problème vraiment qui était prioritaire, parce qu'on était, comme je le dis, à la veille des deux ans du tremblement de terre et les camps déplacés ne baissaient pas ni en quantité ni en taille. Donc il fallait venir avec des solutions. Ils ont pensé que... Ils sont venus à moi, on a beaucoup parlé, etc. [...] Donc, on a identifié six camps qui répondaient à cette norme-là. Il y avait un camp dans la cour de la primature de la République, il y avait Place St-Pierre à Pétionville, Place Boyer. Il y avait un camp à l'aéroport, il y avait un camp, il y avait canapé vert, etc. Mais vraiment, il y avait des zones clés, ok, et qui vraiment entravaient le trafic et entravaient toute chose. Et maintenant, quand on a commencé à analyser les dossiers, donc on s'était dit qu'on va fermer ces six camps et si ça fonctionne bien, on va prendre le modèle de ces six pour faire un modèle d'intervention pour fermer tous les camps. Et dans les registres des personnes déplacées, on a remarqué, donc on a choisi ces six camps-là, et on a remarqué que les personnes qui venaient de ces camps-là, qui venaient de ces camps-là, venaient de 16 quartiers. Maintenant, avec tout ce qui s'est passé, il faut savoir comment fonctionne la mentalité, la psychologie des populations dans une zone. [...] Et vraiment, il y avait une crise de coordination au niveau gouvernemental. Au niveau gouvernemental en Haïti, il y avait une crise de coordination, il n'y avait pas une institution locale qui était responsable. Ou du moins, il y avait des institutions qui étaient responsables, mais qui n'avaient pas les moyens de faire face à leurs responsabilités.	Capacités institutionnelles et limites structurelles
E8	Donc le premier exercice, c'était de comprendre, qu'est-ce qui était fait déjà, et pourquoi est-ce que ça n'avait pas marché. Donc je crois que d'une manière très intelligente et très sage, on n'est pas venu, on n'a pas effacé le tableau. On n'a pas fait l'erreur d'effacer le tableau. On a bien pris le soin et le temps de comprendre les méthodes logiques qu'ils essayaient d'employer, et pourquoi ils ne réussissaient pas. On est rentré dedans, on a corrigé uniquement ce qui ne fonctionnait pas.	Apprentissages du projet
E11	Donc la première étape, parallèlement au recensement qui se faisait dans les différents camps pour voir comment faciliter le retour des personnes, il y avait aussi des organisations qui faisaient ce qu'on a appelé la planification communautaire. Donc, la plupart des organisations avaient reçu un financement de ONU-Habitat. L'organisation avec laquelle je travaillais était concentrée surtout au niveau du Canapé Vert. Donc on travaillait dans différents quartiers du Canapé Vert et également à Haut Turgeau. Donc, on a fait la planification communautaire dans ces quartiers, et il y avait différentes organisations qui faisaient le même exercice de planification communautaire dans les autres quartiers.	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E13A	Comme tu sais, après le séisme du 12 janvier 2010, Haïti se trouvait dans une situation difficile où le gouvernement d'alors devait trouver une issue. Surtout comme tu le sais bien, c'était une situation très difficile. Le gouvernement d'alors devait trouver des appuis internationaux afin de pouvoir remettre en question surtout deux volets. Premièrement, c'était surtout la relocalisation des gens, des familles qui étaient déplacées dans les camps et la reconstruction de Port-au-Prince. [...] Je pense que moi je devais intervenir surtout dans l'aspect des mises en œuvre, la construction, les infrastructures, etc. Surtout tout ce qu'on voit par rapport à la réhabilitation des quartiers. Donc je laisse à Joëlle d'intervenir surtout sur l'aspect retour et comme ça moi je pourrais m'enchaîner sur l'aspect des reconstructions.	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E13J	En fait, la genèse du projet 16/6 vient justement, comme l'a expliqué E13A tout à l'heure, du fait qu'il y avait une nécessité de fermer ces camps de déplacés, de faciliter un retour à une vie normale à ces familles qui habitaient ces camps. Une enquête sur les 16 quartiers que le projet a choisi de considérer nous a montré que ces familles étaient logées dans 6 camps en particulier. Donc il s'agissait de reloger ces personnes et de leur permettre aussi de retourner dans leurs quartiers d'origine.	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E14	So objektif nan sete pémét moun ki te delabre yo, kay yo te kraze ou konprann, objektif lan se te rekonstwi pou yo, men rekonstwi pou yo a, se pa nenpòt kel fason. Se rekonstwi pou yo e fè de batiman konfotab e avèk bon konfo ki pou reponn a tout deziderata par egzanp de system parasismik. Système parasismik pou pèmèt si gen yon tranbleman de tè ki pase ankò, pou moun sa yo pa viktim paske majorite moun ki viktim yo kisa ki touye yo, se gren blòk ki nan kay yo ki tonbe sou yo, ki kraze, ki al frape sou yo ki touye yo paske kay yo, yo pat fèt vremen avèk yon standa.	Diagnostic des besoins et lancement du projet
Thème : Acteurs, organisation et gestion du projet		
ID	Verbatims selectionnés	Codes
E1	[...] le succès des travaux de l'entrepreneur est directement dépendant de la qualité de la mobilisation communautaire, en l'occurrence de l'UNOPS. Et ça, c'est très difficile à mettre dans un contrat. Qui est responsable de quoi ?	Rôle inattendu assumé par les professionnels de terrain
E1	On savait qu'il y avait quelque chose qui allait arriver, mais ça, ça n'était pas approuvé et on voulait suivre les recommandations du Ministère des Travaux Publics. Donc on a laissé tomber. On a fait notre nos propres modèles de réparation parce que ça prenait trop de temps. Je n'ai jamais compris pourquoi ça a pris, tant de temps, parce qu'on avait vu ces modèles, on savait qu'ils existaient. Il n'était pas formellement approuvé. Je sais ça, je n'ai jamais trop compris pourquoi ça a pris tant de temps. Du coup, on a quand même commencé à les mettre en œuvre même s'ils n'étaient pas approuvés.	Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales
E3	La première année, le gouvernement était complètement absent. Toute la période « shelter », le gouvernement était... Donc, on a dû vraiment... On allait vers le gouvernement, le gouvernement n'avait pas d'idée, il était un peu en sous-choc, comme ça arrive souvent, le gouvernement était vraiment sous-choc, ils avaient perdu la moitié des fonctionnaires, donc ils n'avaient pas de réponse, et c'est seulement quand, lorsque Patrick Rouzier, qui était le conseiller, qui a nommé Kéké, que là, ça a pris un peu une dynamique.	Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales
E3	En fait, la raison que je l'explique, parce que c'était l'idée de départ quand je commençais à parler, c'était que pour Patrick Rouzier, il fallait que j'y arrive avec des solutions. Je ne pouvais pas juste arriver avec une maison. C'est bon pour tout le monde. Je devais lui arriver avec des solutions pour la reconstruction de Port-au-Prince au complet.	Interface avec l'Etat Haïtien
E3	Et c'est nous, l'UNOPS qui avons embauché Miyamoto pour obtenir cette expertise-là.	Cartographie et types d'acteurs
E3	Donc on peut revenir à plus tôt, si tu veux, mais le lien entre le 16/6 vient de cette époque-là. Et parce qu'à ce moment-là, on s'est assis avec ce monsieur-là, Patrick Rouzier, qui était le directeur de Martelly de tout ce qui est logement et de reconstruction. Et lui, il nous a dit « Écoutez, moi j'ai un problème. On a un problème en Haïti ou à Port-au-Prince, on ne crée pas, même avant le séisme, on ne crée pas assez de logements. On a une problématique de logements. Les gens, il n'y a pas de secteur privé qui bâtit des logements, et tout ça, et on a besoin de solutions. On s'attend à ce que vous, UNOPS, vous arrivez avec des solutions. »	Interface avec l'Etat Haïtien

E3	[...] il y a eu la création de l'UCLBP, qui est l'unité de reconstruction, je ne sais plus le sigle, mais c'est assez important parce qu'ils sont restés pendant les six ans, je ne sais même pas si ça existe encore, mais c'est eux qui géraient toute la reconstruction. Donc, ils avaient un volet de nouveaux logements, un volet plus bidonville, réparation, reconstruction, plus un truc, je pense que c'était l'urbanisme. Et donc, c'était tout de suite eux, il y avait comme trois départements et ils répondaient directement au directeur, au président.	Cartographie et types d'acteurs
E3	on s'est dit ok, on va commencer à travailler sur un projet de reconstruction dans les quartiers populaires, mais vu que nous, on focalise surtout sur tout ce qui est, disons, infrastructures et services communautaires, on va aller chercher d'autres collègues ou d'autres agences pour monter une petite coalition. Et donc, on est allés chercher l'OIM, parce qu'ils étaient très forts dans les camps, ils comprenaient mieux que quiconque ce qui se passait dans les camps, donc on pensait que c'était important de comprendre ce qui se passe dans les camps pour faire éventuellement le lien avec les quartiers populaires, les quartiers de retour. Ça, c'est un. Deux, ils avaient une très grande force au niveau de la communication populaire. Ils avaient établi des postes de radio, ils faisaient des théâtres populaires, en tout cas, toutes sortes de trucs pour aller disséminer l'information dans tous les quartiers populaires et dans les camps. Ah non, à ce moment-là, pas dans les quartiers populaires, mais ils étaient très bons dans les camps. Donc, ils passaient de l'information aux gens affectés. Donc, on s'est mis ensemble. Ensuite, on est allés chercher le BIT, le Bureau international du travail, en se disant qu'il va falloir créer dans ces communautés-là des emplois. Ils reviennent dans leur communauté, il n'y a pas de services, il n'y a rien à faire, tout est démoli. Donc, on se disait qu'avec le BIT, ils pourraient nous aider à faire de la formation et développer des filières de travail, des trucs comme ça. Et ensuite, avec le PNUD, le Programme des Nations Unies du développement, en fait, ils se sont un peu imposés, mais eux, ils étaient intéressés par le développement économique, le développement à long terme, plus au niveau de comment aller vers le futur.	Cartographie et types d'acteurs
E3	Par la suite, dans le 16/6, on a embauché une autre compagnie d'ingénierie sismique, qui s'appelle Dagenkolb, eux sont de Chicago, et eux, on les a embauchés pour développer un outil qui allait nous permettre de simplifier les plans pour des maisons qu'on allait rebâtir.	Cartographie et types d'acteurs
E3	Kéké, il est génial. Donc, lui, il était, si on veut, notre patron, notre chef, un homme hyper charismatique, qui nous a permis d'ouvrir toutes les portes, et aussi de... bref.	Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes
E3	Mais Kéké, lui, c'était plus un coordonnateur, c'était comme le chef d'orchestre qui devait composer avec un peu ses patrons, les collègues dans les mairies, parce qu'il était tellement charismatique, c'est qu'il a réussi à rassembler tout le monde dans les ministères, le ministère des Travaux publics, qui allait devenir un ministère important, les mairies, plein d'autres organismes qui rôdaient autour de tout ça, mais le développement du projet a été fait par les quatre agences.	Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes
E3	Donc, les quatre agences, on se rencontrait tous les matins et c'est là que Kéké, à partir de ce moment-là, Kéké et nous quatre, on allait travailler ensemble comme une équipe. Et c'était assez unicité parce que normalement, les Nations Unies ont beaucoup de difficultés à travailler avec une autre agence parce que chaque agence pense qu'elle est meilleure et que les autres, c'est des moins que rien. Donc, pourquoi on va travailler avec eux. Donc là, c'était un modèle un peu de grande coopération qui était fantastique parce que même moi, en étant dans le système depuis longtemps, on n'avait pas vu ça beaucoup. Et donc, dans ces premières années-là, ça a très bien marché et c'était un peu la raison du succès, je pense, de ce projet-là au début. Après ça, c'était plus du tout, mais au début, c'était comme ça. Et avec Kéké qui jouait son rôle de coordonnateur et tout ça, qui nous ouvrait les portes. Et c'est à partir de ce moment-là que c'est un projet du gouvernement. Lorsqu'on a déménagé dans ces bureaux-là, c'est-à-dire que le projet est financé, on commence à travailler. C'est là que Kéké, le gouvernement a pris un peu plus de place et Kéké a commencé à donner plus de directives, à dire, Ok, voilà, le gouvernement, oui, faisons ci, faisons ça, etc. Donc, dans ce sens-là. Mais pendant la définition du projet, plus ou moins, disons. Ils étaient un petit peu plus absent.	Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs
E3	Ils sont arrivés en disant, il existe des fonds du passé pour l'appui au niveau des mairies, et je me souviens qu'on a modifié notre projet en fonction de ça, à se dire, ok, on n'est pas obligé, parce que nous on se disait, pour que tout ça fonctionne, on doit avoir des mairies qui ont les capacités pour nous appuyer et pour aussi prendre leur relais éventuellement lorsque nous, ok. Donc, par exemple, pour le permis de construction, pour le plan d'urbanisme, etc. Pour plein de raisons, la mairie devait jouer un rôle important, et on nous avait dit, non, écoutez, il y a de l'argent pour ça, dans un ancien projet, et ça va, au moment que vous allez être prêts à bâtir et tout ça, les mairies vont être assez solides, chaque mairie aura un urbaniste, un ingénieur en chef, etc. Ça n'est jamais arrivé, malheureusement. Ça a été, je pense, un des gros défauts du projet, c'est qu'on n'avait personne, finalement, pour acquis, il y avait l'UCLBP, mais l'UCLBP, c'était un organisme de coordination et non d'accompagnement, c'est d'eux, en théorie, l'UCLBP allait disparaître à la fin de la reconstruction, en théorie. Donc, le but, c'était d'appuyer les mairies, et c'est ce qui n'est jamais arrivé. Donc, les mairies, elles n'avaient rien, elles n'avaient aucun... C'était même triste. Je suis arrivé à la mairie de je ne me souviens plus laquelle, je pense Port-au-Prince, elles n'avaient aucun document. Il n'y avait rien, tu rentrais dans la bâtisse, ils n'avaient pas d'archives, pas de documents sur combien de taxes qu'il faut. Donc, nous, éventuellement, c'est important, parce qu'éventuellement, lorsqu'on a voulu développer des programmes d'hypothèques et tout ça, on avait zéro information. Donc, c'était un autre défi, mais bref, c'est plus tard. Donc, ça, c'est un peu le début du projet. Et donc, voilà.	Capacités institutionnelles et limites structurelles
E3	Le MTPTC, c'est un peu compliqué, mais le MTPTC, c'est une coquille vide un peu. Ils avaient développé une autre branche du MTPTC qui était... Ça, c'est la Banque mondiale. Parce que le MTPTC n'est pas très bon, on va développer une autre entité, on va payer les gens mieux, puis on va embaucher les meilleurs ingénieurs, puis ça va être eux qui vont gérer nos projets. Ce qui était une idée absolument stupide, parce que tu vides le ministère des Travaux publics de ses effectifs, et tu le rends un peu... C'est faible.	Capacités institutionnelles et limites structurelles
E3	On les a fournis tout le programme informatique qui allait aller dans les téléphones, qui était probablement l'élément le plus important, parce que c'était très complexe, il y avait toute une série de questions. Si tu répondais à telle affaire, tu allais à l'autre question, tout ça. À ce moment-là, c'était une des premières fois dans le monde qu'on utilisait un système comme ça d'aussi sophistiqué, et ce qui allait donner des cartes, des cartes très précises à haute résolution, de où est le dommage, et ainsi de suite. Et ça, ça permettait à toutes les autres agences de voir où est-ce qu'ils veulent travailler, et ainsi de suite.	Outils techniques et innovations méthodologiques

E3	le Kit Miyamoto qui est un top ingénieur, lui est d'origine japonaise mais qui a grandi en Californie et qui a accompagné le gouvernement à tous les niveaux et entre autres à développer le principe de comment évaluer un bâtiment dans le contexte haïtien, c'est-à-dire avec la façon qu'on construit en Haïti, qu'est-ce qu'on peut réparer, qu'est-ce qu'on ne peut pas réparer. Donc, son rôle est important parce qu'en temps normal, un ingénieur normal de structure serait venu, puis il aurait suggéré, ben non ça, il faut mettre ça rouge, il ne faut pas lire, tandis que lui est arrivé avec des principes innovants de réparation, ce qui était assez déterminant pour la reconstruction. Aussi par la suite et c'est devenu un peu la norme du gouvernement de construction pour l'avenir.	Outils techniques et innovations méthodologiques
E5	Alors, c'est un projet qui a été exécuté, en fait, en partie par l'UNOPS et par l'UCLBP, une structure publique qu'on avait mis en place au niveau de l'État haïtien.	Cartographie et types d'acteurs
E5	Bon, vous avez pris l'exemple de la Turquie. C'est un pays relativement riche. Ils ont des moyens. Le problème d'Haïti, c'est un manque évident de moyens. Et puis bon, il y a aussi le problème, je dirais, de gouvernance. Par exemple, la ville, en fait, on est peut-être l'un des rares pays sur cette planète où il n'y a pas un ministère en charge de la ville. Vous voyez ce que je veux dire ? Donc on a un ministère en charge des travaux publics. Pendant longtemps, les travaux publics, c'était le drainage urbain ou bien les routes, les routes nationales. Donc tout ce qui est... Justement, tout ce qu'on posait comme problème, les accès dans les quartiers et même la disponibilité d'eau ou bien l'évacuation des ordures, eh bien tout ça, ça s'arrête aux limites de ces quartiers-là. Donc bon, il y a eu quand même des kiosques. On fait des kiosques dans ces quartiers-là, mais il n'y a pas de prise domiciliaire. Et donc voilà. Donc je dirais qu'il y a des problèmes de gouvernance à régler aussi. Et malheureusement, les gens, ils ne s'y mettent pas.	Capacités institutionnelles et limites structurelles
E5	les gens se plaignent moins de l'absence de services de la compagnie électrique parce qu'ils se débrouillent sans, si vous voulez. Alors je reviens à un problème qu'on n'avait pas dit. Ça a à voir avec la gouvernance. Justement, tous les projets qui se sont faits après le séisme, le problème c'est qu'il n'y avait pas d'interface au niveau de l'État [...] Donc les ONG, quand ils sont arrivés, il n'y avait pas d'interlocuteur. Vous voyez, il y a quand même, par exemple, vous avez probablement lu qu'il y a un secrétariat technique, le CIAT, pour l'aménagement du territoire. Et c'est deux personnes alors. [...] Encore une fois, le principal problème, c'est un problème de gouvernance au niveau de l'État. Et il y a un élément qui manque dans la structure. Une structure qui est en charge de la ville.	Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales
E5	Oui, mais ça, en fait, c'était des personnes recrutées d'horizons divers. Il dépendait de la primature. À un certain moment, ils étaient perçus comme des protégés du Premier ministre. [...] À un certain moment, c'était pleinement opérationnel. Et malheureusement, comme je vous dis, à la fois des problèmes de financement et de remplacement de dirigeants ont fait qu'ils ont été de moins en moins opérationnels.	Interface avec l'Etat Haïtien
E5	Oui, oui. Bon, en fait, la gouvernance au niveau de l'administration centrale, mais au niveau des collectivités également. En fait, Port-au-Prince, si on se réfère au chiffre, c'est 3,5 millions de personnes, mais c'est une grosse agglomération. Et comme je vous disais, ça s'étend sur neuf communes. Dans le cas spécifiquement de Port-au-Prince, de la commune de Port-au-Prince, d'après les chiffres, on est autour d'un million et 100 000 personnes. Et c'est un maire qui s'occupe de ce million de personnes. Donc, moi, je pense que ça ne fait pas de sens. Et alors, les gens pensent qu'émietter le pouvoir n'est pas une bonne chose, mais subdiviser ce territoire-là, ça a aussi l'avantage de rendre l'autorité plus proche des besoins au quotidien des gens. Et c'est ce que l'État ne veut pas faire, parce que, comme je vous dis, l'État central ne veut pas donner des pouvoirs aux collectivités. Il y a déjà un certain nombre de collectivités. Et selon moi, c'est que si on subdivise le territoire, par exemple, la commune de Port-au-Prince qui a déjà un million de personnes, mais qui est subdivisée en trois sections communales, si on le subdivisait davantage, on donnerait le pouvoir à toutes les personnes. C'est à ce niveau-là que je pense qu'il y a quelque chose à trouver.	Capacités institutionnelles et limites structurelles
E5	Moi, mon point de vue, c'est qu'il faut les subdiviser. Encore une fois, pour Port-au-Prince, un million de personnes subdivisées en trois sections, c'est insuffisant. Il faut les subdiviser et les moyens viendraient aussi, parce que le fait que la mairie n'ait pas un contrôle effectif, il ne peut pas taxer de façon, je dirais, rationnelle, parce qu'il y a quand même des taxes communales, comme l'impôt sur le bâti et d'autres impôts, et qui ne sont pas perçues parce que l'État n'a pas la capacité de contrôler l'ensemble de son… En fait, quand il est pas l'État, la mairie n'a pas le contrôle effectif de son territoire. Et moi, je pense que s'il y avait un découpage plus fin, le maire serait plus à même d'avoir, en fait, un meilleur contrôle de son territoire. [...] Et en plus, sur un territoire avec une topographie particulière, il y a le centre historique, le centre-ville historique, et puis il y a les quartiers périphériques avec leurs particularités. Mais le maire, il peut pas tout contrôler, il peut pas avoir la maîtrise de son territoire. Et il y a trop de monde. [...] Oui, mais je pense, à la fois, pour être proche des gens, c'est pour pouvoir leur apporter des services et aussi avoir une bonne compréhension de leurs problèmes	Capacités institutionnelles et limites structurelles
E6	il y a un maillon qui manque. C'est que d'un côté, vous avez la technique qui est très bien faite, avec des experts, des gens qui connaissent bien leur métier. Et de l'autre côté, en bas, vous avez les mairies, les politiciens qui sont là pour utiliser maintenant, pour prendre des actions concrètes, pour pouvoir réduire la vulnérabilité. Parce que cette réduction de la vulnérabilité n'est pas faite par les techniciens, par la technique, c'est la politique. [...] S'il faut faire des exercices de simulation, ça coûte de l'argent, il faut un budget. Maintenant, entre ce qui est technique, ce qui a été fait en amont, et ceux qui doivent concrétiser, tout cela, il y a quelque chose qui manque. Il n'y a pas eu une traduction opérationnelle des documents techniques en documents opératoires permettant aux politiciens de prendre connaissance de ce qu'il faut faire. [...] Donc, il n'y a pas vraiment un dialogue entre la technique et la politique. Donc, moi, j'essaie de combler le vide. J'essaie de traduire parce que moi aussi, je fais partie de la technique. Je comprends un peu ce qui se fait. Je suis aussi directeur général du bureau des mines, donc, je rencontre un petit peu les autorités. Donc, j'essaie d'expliquer aux gens « Voilà comment il faut faire. » J'essaie de mettre sur une table et la technique et la politique pour qu'on puisse maintenant prendre des décisions au profit de la population.	Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales
E6	Oui, oui. Parce que ce sont les autorités qui exécutent ce qui est dit dans les rapports. Par exemple, au niveau du micro-zonage sismique, il y a beaucoup de recommandations, mais ces recommandations sont restées lettres mortes. Parce que c'est la politique qui devrait intervenir. Il faut des lois. Et pour les lois, ça se fait par le Parlement. Ensuite, les projets sont exécutés par des agences, par des institutions nationales qui dépendent encore du gouvernement. Donc, il y a un gap, un vide entre la technique et la politique.	Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales

E6	Donc plusieurs institutions sont intéressées. Malheureusement, la feuille de route a été vulgarisée. Et maintenant, qu'est-ce qui devrait coordonner ces actions ? C'était bien sûr le ministère de l'intérieur. C'était le chef d'orchestre. Il fallait mettre sur une même table toutes les institutions qui étaient concernées pour dire que voilà chacun ce que vous allez réaliser. Le chef d'orchestre fait l'évaluation, cherche les budgets, fait l'évaluation pour dire que bon, nous sommes maintenant à 10%, 20%. La vulnérabilité a été réduite pour pouvoir exécuter ce programme. Malheureusement, la feuille de route a été vulgarisée, mais le ministère de l'intérieur n'a jamais joué ce rôle de chef d'orchestre. Maintenant, il revenait à chaque institution concernée de réaliser sa part, de faire sa contribution. Donc il y a eu des réalisations ponctuelles, mais effectuées par chaque institution, mais de manière séparée, sans une coordination par le ministère de l'intérieur.	Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales
E7A	L'UNOPS, les Nations Unies, il y a l'humanitaire, etc. C'est sûrement une belle approche. Mais non, ils ont un client. Ils n'ont pas nécessairement une philosophie à toute épreuve. Parce qu'ils sont eux-mêmes clients d'autres.[...] Il y a un budget, il y a des échéanciers.	Enjeux politiques et influence des bailleurs
E7G	Ecoute, l'urbanisme, c'est la politique. Donc, si tu veux intervenir d'une manière ou d'une autre à ce niveau-là, tu dois absolument toucher la politique. [...] N'était-ce l'UCLBP, tu n'aurais pas pu faire ce genre d'intervention. Il faut absolument qu'il y ait un organisme qui coiffe et un organisme qui n'est peut être autre que public.	Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales
E7G	Donc, c'était déjà ça que l'État ait pris l'initiative et avec l'UCLBP a joué un rôle de coordonnateur. C'est absolument important.	Interface avec l'Etat Haïtien
E8	Premièrement, il y a les autorités étatiques, les gouvernements locaux, les municipalités, d'une part, les mairies, et d'autre part, il y avait plusieurs organisations sous le leadership des Nations Unies, et que ce soient des agences des Nations Unies sous les différents… le PNUD, et tout ce qui est intervention, c'est UNOPS. Et dans ce cas-ci en particulier, c'était l'OIM pour les problèmes migratoires. Il n'y avait vraiment pas... Il y a le ministère de la planification et de la coopération externe mais il n'y avait pas vraiment une coordination bien ciblée, bien identifiée avec autorité. Avec l'autorité de dire non, oui, et de valider les propositions justement de ces organisations internationales, parce qu'ils travaillaient eux-mêmes sans des responsables au niveau locaux parmi eux. Et c'est justement ce qu'ils ont changé, ils sont venus vers moi et automatiquement je suis arrivé... Donc avec le budget de travail, on a monté une équipe. Premièrement, je devais coordonner. Les Nations Unies ont fait le choix de quatre agences pour mettre en œuvre le projet. C'était le PNUD, qui était l'agence lead, il y avait UNOPS, il y avait le Bureau international du travail, BIT, et OIM. UNOPS c'est pour tout ce qui est construction, tout ce qui est intervention. BIT c'est justement pour venir, pour les travaux de renforcement de capacité des populations affectées. OIM c'était justement pour les questions migratoires, parce qu'ils avaient enregistré toutes les familles, et toutes les personnes qui vivaient dans les camps. Donc ils maîtrisaient, c'est eux qui avaient cette data base là. Et maintenant, moi en tant qu'agent final, le projet avait quatre composantes, et justement il y avait un directeur de composante pour chaque agence, et moi je coordonnais ces quatre directeurs. Et parallèlement, sur le côté haïtien, on travaillait avec les mairies. Maintenant ces six camps, étaient répartis sur trois municipalités. Il y avait Tabarre, il y avait la deuxième circonscription de Port-au-Prince, et il y avait Pétion-Ville.	Cartographie et types d'acteurs
E8	En fait, le CIRH… La dernière réunion qu'ils ont eue, c'est quand ils ont affecté les 20 millions au projet 16/6. Après ça, ça a été dissout. Après, il y a eu le fond de Reconstruction d'Haïti, le FRH. [...] CIRH est devenu le FRH.	Cartographie et types d'acteurs
E8	Jalousie était bien organisée. Jalousie était très, très bien organisée. Ils avaient des capacités supérieures aux autres. Donc, ça a été facile avec eux, c'est allé vite. [...] Ils avaient leur organisation de base, déjà depuis avant tremblement. Parce qu'il y a beaucoup de travaux de mitigation du risque qui ont été faits à l'intérieur. Qu'on ne voit pas quand on regarde le morne. On ne voit pas. Donc, ils avaient déjà leur organisation, ils savaient faire leur présentation en PowerPoint. Ils avaient beaucoup de capacités. Donc, avec eux, c'est allé vite. [...] Mais pour les autres quartiers, on a été obligés, d'apprendre aux gens à se réunir, à choisir un leader de manière démocratique. On a pratiquement fait des élections dans tous les quartiers.	Organisation intra-quartiers et gestion locale
E8	Moi, j'étais représentant de l'État et il y a une institution qui en a découlé qui s'appelle... Voilà le problème, dans le panorama institutionnel de l'État, il n'y avait pas une institution pour gérer la reconstruction post-séisme. Donc, on a créé une unité qui s'appelle l'UCLBP, l'unité de construction de logements et de bâtiments publics qui avait trois missions principales : Reconstruire les bâtiments publics. Il y avait 44 bâtiments publics et administratifs qui étaient tombés pendant le tremblement de terre. Il fallait aussi réfléchir sur le cadre du logement. Réfléchir sur le logement. Il y avait une crise déjà du logement de la capitale avant le tremblement qui s'est accentuée encore après le tremblement. Et il y avait aussi à s'occuper du relogement des déplacés. C'est ce qu'il y avait. Après toutes ces démarches-là, le projet 16/6 a duré deux ou trois ans. Et après, c'est devenu une institution qui s'appelle l'UCLBP.	Interface avec l'Etat Haïtien
E9	C'est pour ça que je dis, il faut des services. Il faut les services, je n'ai pas limité. J''ai parlé d'accès effectivement, mais il faut les services. Il faut tout type de services. Moi, j'ai eu l'expérience de voir à Morne Lazarre, à Morne Hercule, le ramassage d'ordures avec ces motos trois roues, les espèces de motos trois roues qui ont un back à l'arrière. Et, c'est organisé par, c'est une création de micro-entreprise de ramassage d'ordures par la population elle-même qui va la mettre dans un lieu de desserte provisoire, là où la mairie passe et ramasse. Donc, le fait qu'on ait créé l'accès, il y a plein de couloirs, il y a plein qui sont de 1,10 minimum jusqu'à 1,50 par fois. Donc, ces petites motos-là, elles passent et elles ramassent les ordures et elles vont les acheminer sur Bourdon. Donc, c'est correct. C'est une forme de doter des services dans des zones "plus difficile d'accès".	Organisation intra-quartiers et gestion locale

E10	Donc le PNUD finalement, c'est tout ce qui est montage de projet, coordination, structure. Une vision qui fait plus d'ensemble selon moi. L'UNOPS qui est le côté plus technique, mise en œuvre de passation de marché, comme moi je nous appelais à l'époque les "MacGyver" du terrain. Donc on était vraiment l'Agence qui rentrait là où personne ne voulait aller et on devait … Il fallait qu'on fasse notre travail quoi. Donc nous, on avait autant de restrictions que certaines agences, mais on prenait peut-être plus de risques et plus de liberté, en entrant dans des quartiers qui se voulaient être chauds. Mais l'avantage c'est que on ne travaillait pas tout seul. Donc, on avait quand même l'Organisation internationale de la migration qui avait déjà fait son travail, l'OIM qui était de faire le recrutement, le sondage, le profil des utilisateurs. Un montage de base de données si tu veux. Ils développaient avec nous, les méthodologies par rapport au retour dans les quartiers d'origine, tu vois. Donc il y avait ce côté-là et le Bureau international du travail, le BIT, qui aussi permettait de travailler avec nos types qui étaient complémentaires à la fermeture des camps et le retour dans les quartiers. Le BIT permettait de donner une formation aux gens qui devaient retourner dans leur quartier et leur donner une raison. Si tu veux d'avoir encore de l'espoir.	Cartographie et types d'acteurs
E10	Donc, on ne se contentait pas de simplement venir et imposer, mais on avait tout un travail de réflexion, de discussion, de formation. Pour qu'il y ait la mise en place non seulement de produits, de résultats et de solutions, mais qui il ait une vision si tu veux plus à long terme dans ce qui pouvait être fait, comment les choses devraient être gérées et donc je pense que c'est un projet qui avait tout pour réussir. Sauf peut-être. J'ai un peu de difficulté à dire une volonté de l'international, une capacité de l'International à continuer à appuyer le projet, une incapacité au niveau du gouvernement haïtien peut-être de financer des projets.	Limites du projet
E10	Il y avait Clément Bélizaire. Il est mieux connu comme étant Kéké est un ingénieur de formation et qui a fait plein de choses dans le pays et c'était le quelqu'un que… Moi je t'encourage à contacter. Il est très occupé, mais s'il y a quelqu'un qui peut te donner, si tu veux, la meilleure lecture de ce projet, c'est Clément Bélizaire. [...] C'est un académicien. C'est un homme extraordinaire. Voilà. Je veux juste laisser l'académicien en lui. Mais c'est un type extraordinaire qui adore étudier, partager, informer. Vraiment, si tu as quelqu'un avec qui tu dois en parler, c'est Kéké.	Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes
E10	Crucial. Crucial à tous les niveaux, à tous les niveaux. Parce que tu sais, bon, tu es d'origine haïtienne. Dans la culture haïtienne, on a beaucoup de complexes chez nous. Tout type de complexes, complexes sociaux, complexes de langue, complexes de religion, complexes de couleurs, et je pense qu'on avait besoin de quelqu'un qui était capable justement d'avoir cette touche haïtienne. Personne de mieux que Kéké Bélizaire, c'est la personne avec qui tu rentres dans les quartiers et qui connait toujours quelqu'un. C'est un humain, c'est un humaniste qui a n'a pas de complexe, n'a pas de… Tu as l'impression que c'est quelqu'un qui n'a pas une once de méchanceté en lui. Donc il rentre dans les quartiers les plus pauvres, les gens l'accueillent. Ceux qui le connaissent, ceux qui ne le ne connaissent pas, il a une approche de grand frère. [...] C'est quelqu'un qui a un réseau de contacts, donc il connaît tout le monde, dans toutes les strates de la société haïtienne, c'est une bonne chose. Le fait d'être musicien, ça joue en sa faveur parce qu'il n'est pas perçu comme une menace. Et troisièmement, le fait d'avoir étudié aux États-Unis, le fait d'avoir voyagé et de travailler avec des institutions internationales. Kéké a su imposer la volonté du gouvernement haïtien. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet. Donc il sait comment parler aux gens comme je l'ai dit, autant du côté haïtien que du côté international. Finalement, il a été l'élément canalisateur pour que les différents partis, les différents groupes se mettent ensemble pour réaliser la mise en œuvre de ce projet.	Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes
E10	Je ne pense pas qu'on soit préparé. C'est pour ça que pour moi Kéké était la bonne personne parce que c'était le chef d'orchestre. C'était celui qui rassemblait tout le monde	Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes
E11	D'une manière générale, le projet était piloté par une entité gouvernementale qu'on appelait UCLBP. Donc, c'est un petit peu L'UCLBP qui chapeautait et qui donnait les directives à faire. Chaque quartier au niveau de la planification communautaire identifiait un certain nombre de projets d'infrastructure qui seraient importants de pouvoir mettre sur pied pour pouvoir faciliter le retour des personnes qui vivaient dans les camps. Il y avait également différents financements pour construire des logements ou pour améliorer des logements.	Cartographie et types d'acteurs
E11	C'est bien ça. L'UCLBP n'était pas directement bailleur. Donc, l'UCLBP était l'entité gouvernementale qui avait été mise sur pied pour pouvoir faire le projet. Donc c'est eux qui ont, on peut dire, monter le projet avec l'expertise de ONU-Habitat. ONU-Habitat, c'est une agence des Nations unies qui avait reçu un financement et qui a réparti son financement après appel d'offres avec différentes ONG ou autres organisations. UCLBP aussi avait reçu des financements. Ils ont des financements d'ONU-Habitat, de l'USAID, de différentes organisations afin de pouvoir mettre sur pied. Maintenant, l'UCLB non seulement donnait les directives, mais elle avait aussi un certain nombre de projets qu'elle implémentait particulièrement avec l'organisme des Nations Unies qui s'occupait surtout des camps. C'était l'office de migration interne OMI, AOM en anglais qui on peut dire qui avait le maximum de financements et il travaillait également en collaboration avec l'UCLBP.	Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs
E11	Quand il y a un problème de cette envergure, il y a toujours beaucoup d'organisations qui sont impliquées. Dépendamment des moments ou des organisations d'une façon générale, c'était fluide. Cependant, il arrive que tout le monde ne comprenait pas les directives de la même manière. Il y a d'autres personnes qui avaient envie de mettre leur grain de sel ou qui voulaient interpréter différemment. Donc des fois, ça allait très bien, mais d'autres fois ça donnait disons du retard. Parce que ce qui s'est passé aussi c'est que pour que ça soit fait bien, il fallait que tout le monde marche au même rythme.	Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs
E12	Oui, mais ça prend une volonté politique. Tous ces projets quand je suis allé voir l'UCLBP. Ça prenait juste la volonté de la direction de l'UCLBP, c'est tout. Mais pourquoi ils ne veulent pas ? Parce que pour eux, c'est plus difficile d'obtenir du financement. Jean-Yves Jason, le maire là, on avait un projet pour lui, il voulait se financer avec la banque internationale de développement. Mais il a été empêché dans son projet par le premier ministre, tu comprends. C'est très difficile quand je te disais au début de notre discussion, c'est très difficile en Haïti de de faire en sorte que les gens travaillent ensemble. C'est la grande problématique. Donc, si on veut travailler à la reconstruction d'Haïti, il va falloir au départ régler ça. Trouver un homme fort qui fait en sorte que oui on se prend en main, puis on fait ce genre de projet là.	Enjeux politiques et influence des bailleurs

E12	Ça n'a pas été très positif, parce qu'encore-là, ces gens-là de l'UCLBP, ils focussaient beaucoup sur l'arrivée de fonds étrangers et non pas essayer de développer une forme d'autonomie. Donc, il n'y avait pas des gens justement qui prenaient en considération cette façon-là de se prendre en main comme Haïtiens, mais de toujours rester dépendant des fonds étrangers. En fait, c'est ça ma grande critique, moi, de ma période Haïti.	Enjeux politiques et influence des bailleurs
E13J	L'OIM était l'organisme en charge de non seulement la collecte de données sur les camps pour savoir le nombre de personnes qui y vivaient et ils faisaient des enquêtes régulières pour avoir des données à jour, etc. Ça c'était une responsabilité qui leur avait été donnée par le gouvernement à l'époque. Donc officiellement, c'est l'OIM qui met la base de données des personnes déplacées. Aussi l'OIM intervenait directement pour la relocalisation de certains camps, parmi lesquels les camps fermés par le projet 16/6. Mais tous les camps fermés après 2010 n'ont pas été fermés par l'OIM uniquement. On a eu plusieurs partenaires qui sont entrés dans la même rubrique, qui ont participé à la fermeture des camps, mais toujours par la même méthode de la relocalisation.	Cartographie et types d'acteurs
E13J	Donc c'est nous qui nous assurions que tout soit fait selon un standard, que tout le monde garde la même ligne. La coordination était faite par l'UCLBP, qui s'assurait aussi d'impliquer toutes les mairies concernées. On avait des formations régulières avec les agents des mairies qui devaient intervenir, particulièrement les agents de la protection civile. On leur apprenait cette méthode et on s'assurait que sur le terrain, ils effectuaient leur travail comme il le faut.	Interface avec l'Etat Haïtien
E13A	Par rapport aux partenaires, on faisait des réunions d'informations, il y avait des clusters. Tous les partenaires venaient partager toutes les informations, afin que tout le monde soit sur la même longueur d'ondes.	Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs
E13J	Pour donner une idée plus ou moins de ce que ça devait donner en termes de coordination. Rien que pour les activités de relocalisation par exemple, on devait impliquer les autorités locales, comme je dis, la mairie, mais aussi spécifiquement le niveau communal de la protection civile. On avait les membres des comités de ces sites qui devaient aussi être impliqués, on avait le tribunal de paix, parce qu'il nous fallait un juge de paix quand il fallait fermer le site une fois que toutes les familles étaient relocalisées, on avait la PNH qui nous accompagnait pour sécuriser les équipes qui travaillaient sur le terrain. Donc, il fallait vraiment cette bonne coordination avec l'UCLBP, l'OIM, il fallait une bonne coordination vraiment pour arriver à mener ce genre d'opération du début à la fin, que ce soit à l'étape de l'enregistrement des familles pour arriver jusqu'à la fermeture concrète de l'espace.	Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs
E13J	Dès le départ, nous nous assurions de rencontrer tout le monde. Donc on avait des rencontres régulières, que ce soit dans le cadre du cluster, que ce soit dans d'autres situations, mais on s'assurait de rencontrer au préalable.	Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs
E13A	Dans tous les quartiers où qu'on a intervenu, il y avait une plateforme communautaire qui a leur bureau et qui travaille jusqu'à présent dans leur communauté. Il y avait des lois qui régissent cette plateforme-là. Tous les deux ans, on change de comité, on fait l'élection. Dans tous les quartiers où qu'on a intervenu, il y avait une plateforme communautaire qui a leur bureau et qui travaille jusqu'à présent dans leur communauté. Il y avait des lois qui régissent cette plateforme-là. Tous les deux ans, on change de comité, on fait l'élection. Dans un premier temps, c'était l'UCLBP qui était en charge, mais après les projets, on a rencontré les maires pour les expliquer. Maintenant, puisque la plateforme communautaire, c'est quelque chose qui est pérenne sur le long terme, donc la mairie doit accompagner les plateformes communautaires. Normalement, c'est ce qui n'est pas fait réellement. C'est ce qui n'est pas fait réellement. Il y a certaines fois des plateformes qui sont venues se plaindre pour expliquer que la mairie n'a pas fait ... etc. Ça dépend. Parce que les plateformes communautaires sont une structure communautaire apolitique, tandis que la mairie fait de la politique. Tandis que selon les lois, la plateforme communautaire ne doit pas interférer dans les choses politiques dans le quartier.	Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales
E13A	La première chose que je peux dire, dans le cas du projet 16/6, moi-même, je peux constater une chose certaine, qu'il y avait normalement une sorte de synergie qui était développée, soit au niveau des agences des Nations Unies, au niveau des autorités centrales, locales ou communautaires. C'est parce qu'il y avait une sorte de transparence. On explique à tout le monde, dans le cadre du projet, qu'est-ce qui va se passer. Il faut être clair sur tout ce qu'on a à faire, on implique les gens, ils ont toutes les informations, et c'est comme ça qu'on arrive à réaliser le projet. On arrive à réaliser le projet parce que tout le monde joue sa partition. Tout le monde joue leur rôle exact, leur rôle essentiel.	Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs
E13J	Oui, sur la même lancée, je peux dire effectivement comme on l'a déjà dit, l'un des principaux points forts de ce projet, c'était justement qu'il y avait cette bonne collaboration entre toutes les parties prenantes, que ce soit au niveau des autorités étatiques, que ce soit au niveau des membres influents de la communauté, des mairies, des autorités locales. À tous les niveaux, à tous les échelons, il y a eu une bonne participation et chacun connaissait exactement son rôle et chaque acteur s'assurait d'exécuter sa partition. Donc c'était ça, une très bonne collaboration, une bonne coordination.	Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs

E13J	Ce que je n'ai pas dit au début, c'est qu'avant d'intégrer le l'UCLBP en 2013, en 2010 lors du tremblement de terre, je travaillais pour la mairie de Port-au-Prince. Ce qui fait que je sais exactement comment les mairies ont été fragilisées par ce tremblement de terre, en particulier les mairies de la région métropolitaine. Donc, ça a été vraiment un coup dur rien que pour trouver un espace de travail. On a dû mettre à pied beaucoup d'employés parce qu'il n'y avait plus les moyens, vu qu'on sait que les mairies vivent des taxes collectées des citoyens. Donc, sur Port-au-Prince en particulier, où on avait beaucoup de quartiers détruits totalement, c'était difficile sur le coup d'aller demander aux gens de payer des taxes à la mairie. Donc, il fallait trouver un moyen pour fonctionner avec un petit noyau qu'on avait gardé pour maintenir la mairie en vie et grâce aux subventions de certains partenaires qui nous avaient prêté un local pour fonctionner. Donc, ce n'était pas évident du tout, mais au travers des comités communaux de protection civile, on a pu garder une bonne coordination en maintenant une présence dans les rencontres de coordination avec les différents partenaires humanitaires qui étaient arrivés sur le terrain tout de suite après. Donc, effectivement, ça a été difficile, mais alors une fois que j'ai été allée à l'UCLBP, j'ai maintenu le contact avec ces mairies parce que plus ou moins je connaissais la situation des mairies. Donc, c'est pour ça qu'on a eu beaucoup de séances de formation avec les agents et les équipes de protection civile, puisque les équipes de protection civile communaux sont à la charge de la mairie de la ville. Donc, c'est le maire qui est le coordonnateur du comité communal de protection civile. Donc, à travers les comités de protection civile, on garde des coordinations et puisque c'était eux directement qui agissaient sur le terrain, donc ça a été plus facile. Mais sinon, ça n'a pas été une situation facile non plus pour les mairies. Ce n'est pas que de la mauvaise foi, certaines fois, c'est aussi des manques de moyens. Et jusqu'à présent, il y a ces manques de moyens pour le fonctionnement de la mairie au niveau local, du pouvoir local, c'est toujours comme ça.	Capacités institutionnelles et limites structurelles
E13A	Depuis lors, on avait toujours discuté cette question d'appui ou renforcement des structures communautaires, etc. Mais c'est une question de moyens. La mairie n'a pas réellement assez de moyens pour pouvoir atteindre tous les objectifs.	Capacités institutionnelles et limites structurelles
E13J	Et quand on dit moyens, on ne parle pas uniquement de moyens financiers, on parle de moyens techniques, de techniciens disponibles. Il n'y a pas forcément les compétences qu'il faut, il n'y a pas forcément les matériels qu'il faut, mais certaines fois, les partenaires qui décident d'appuyer les autorités locales ne le font qu'à travers de petits séminaires de formation. C'est tout un combat pour essayer de renforcer la structure locale.	Capacités institutionnelles et limites structurelles
E13J	Pendant la durée du projet, les différents partenaires étatiques ont montré une collaboration. Mais après, pour le suivi, c'était difficile.	Vision stratégique à long terme
E13A	Tout le monde s'en va. [...] Je ne sais pas. Ça devrait être un protocole qui est signé, disons, telle institution qui fait le suivi après le projet. Mais ça n'a pas été fait.	Vision stratégique à long terme
E13J	De toute façon, un projet de cette envergure-là doit être récupéré par le gouvernement. [...] Dans ce cas, c'est à l'UCLBP de faire le suivi avec la DGI à ce niveau. Mais pour avoir fait d'autres expériences sur d'autres sites qu'on voulait formaliser soit à Cité soleil, soit à Tabarre, soit à Canaan. La DGI, c'est très difficile d'avoir une bonne collaboration avec la direction générale des impôts. Vous connaissez le problème de cadastre en Haïti. Dès qu'il s'agit de terres en Haïti, c'est compliqué. C'est vraiment compliqué.	Vision stratégique à long terme
E13J	Oui, l'UCLBP a été mis sur pied dans des circonstances bien particulières pour aider à la reconstruction après le tremblement de terre. Mais malheureusement, heureusement. Malheureusement c'est toujours dans des contextes difficiles avec des contextes post-catastrophes. Mais ce que je trouve dommage, c'est que, comme je l'ai dit tout à l'heure, dans la plupart des cas, l'État intervient toujours en dernier. Jusqu'à présent, on n'a pas encore vraiment eu l'occasion de planifier quoi que ce soit. On vient toujours en réponse à une catastrophe et ça justifie jusqu'à présent l'existence de l'UCLBP. Parce qu'après le tremblement de terre de 2010, on a eu le cyclone Matthew en 2016 comme l'une des plus grande catastrophe qu'on a connue. Ensuite, on a eu le tremblement de terre de 2021. Maintenant, on a cette situation de déplacement qui ne s'arrête pas, donc tu vois. C'est pour ça que je dis heureusement, malheureusement.	Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales
E14	Platfòm kominotè lan se des notables nan zòn lan, de moun lan zòn lan ke yo fè kredi, ke yo fè konfyans, epi yo fòme yon platfom, yon organizasyon lan tout zòn lan e ki pou reprezante zòn lan nan pwojè a.	Cartographie et types d'acteurs
E14	JP se youn nan konpani ki te fè... paske se yon blòk li ye. Se pliziè antrepriz, pliziè konpani chak ap fè yon bagay diferan. Li te fè yon feso epi kounya la ki vin fòme yon konpani, yon antrepriz ki rele 16/6 la. So andan 16/6 la wap jwenn gen pliziè konpani.	Cartographie et types d'acteurs
Thème : Mise oeuvre		
ID	Verbatims selectionnés	Codes
E1	Après, quand on bougeait dans les autres quartiers, le problème c'est qu'on avait tendance, sans s'en rendre compte, à recruter des gens qui avaient été formés dans d'autres quartiers. En fait, c'était des boss d'autres quartiers qui venaient faire les travaux, ce qui générait de la tension dans les mêmes quartiers. Mais c'était plus facile pour aller plus vite parce que c'était des gens déjà formés.	Friction entre logique d'action et réalités du contexte
E1	De ces 4 composantes, UNOPS ne travaillait que sur 2, l'infrastructure communautaire et le logement. Et moi je suis tombé dans le logement. Il y avait l'aspect réparation et l'aspect construction neuve, donc ce sont 2 sous-catégories. Donc moi j'ai travaillé uniquement dans la partie logement. Je suis proche de Théodore Achille qui était le chef de projet pour les infrastructures communautaires (...) C'était quand même relativement bien coordonné parce qu'on parle de travaux, mais ça restait des composantes séparées, les infrastructures communautaires et l'aspect de logement.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention

E1	En fait, au début, je gérais les équipes qui faisaient la réparation et le renforcement de maison. Après un an, je suis devenu Project Coordinator. Le projet 16/6 a commencé plus avec l'approche réparation. Ça a pris beaucoup de temps pour arriver à la phase de construction de maison neuve et quand la phase de construction de maison neuve est arrivée là, je suis devenu Project Coordinator. Donc y avait plusieurs composantes et l'une des composantes qui était la construction de maisons, c'était moi qui m'en occupais.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E1	La reconstruction dans les quartiers informels comme ça, l'une des très grosses difficultés, c'est que la coordination et les aspects logistiques, il faut, il faut gérer de multiples équipes. Si on est une entreprise privée, en fait, il faut gérer de grandes équipes parce qu'on doit travailler sur beaucoup de petits sites en parallèle, donc on a quand même une large équipe gérer. En soit, la complexité de la construction, n'est pas très élevée mais la logistique qui est nécessaire à la gestion de beaucoup, beaucoup de sites avec un accès très difficile. La gestion des stocks, etc, etc, ça demande mine de rien une certaine maturité. Ça demande des entreprises d'un certain calibre. Or les entreprises de ce calibre-là ne souhaite pas travailler dans ces quartiers-là, c'est trop dangereux, les risques sont trop élevés et donc généralement les entreprises, si on va sur des appels d'offres, qui bidant sont des plus petites entreprises qui ont moins peur d'aller dans les quartiers, qui sont prêts à prendre plus de risques, mais qui du coup, ont aussi moins de maturité et de compétences pour gérer la complexité de ces projets-là. Et voilà, c'est comme ça que le marché répond.	Défis de logistique, de gestion et de coordination
E1	Quand on travaillait avec des entrepreneurs, ben nos appels d'offres étaient fructueux. On avait des entreprises qui soumissionnaient mais avec des capacités très faibles et donc il faut les supporter. Faut vraiment les appuyer. Faut vraiment être patient. Faut vraiment absorber ces risques là parce que certaines de ces entreprises vont échouer. Donc il faut vraiment créer plusieurs lots entre recruter beaucoup. Et ça veut dire nécessairement plus de travail de coordination du côté de l'UNOPS, on peut pas avoir un contrat avec un entrepreneur qui va tout gérer derrière. On va avoir beaucoup d'équipes donc il faut beaucoup d'ingénieurs. Il faut beaucoup de supervision. Il faut vraiment garder un œil très, très proche sur, sur l'aspect supervision des travaux. Au début, quand on faisait la réparation des maisons on faisait de l'implémentation directe. Donc là on, on recrutait nous-mêmes et on achetait les matériaux nous-mêmes. En fait, on faisait tout nous-mêmes, l'UNOPS, on achetait les matériaux en grande quantité que l'on faisait livrer dans des grands entrepôts. Ensuite, on créait des petits entrepôts sur place et on, on gérait toute la chaîne logistique nous-mêmes. On recrutait les boss maçons nous-mêmes. On travaillait avec ILO, le Bureau international du travail, le BIT en français, mais c'est ILO en anglais International Labor Organization qui s'occupait de faire la formation des boss maçons. On a essayé de recruter des gens avec certaines compétences, mais qui étaient formés en plus par ILO sur la construction sismique de maisons. Et là on faisait tout. Voilà, on recrutait nous-mêmes les gens. On avait un contrôle direct, donc on n'avait pas un entrepreneur entre les deux à gérer. Ça nous donne beaucoup plus de contrôle, mais ça veut dire que tout le risque est sur l'UNOPS. On gère tous les risques nous-même et ça veut dire aussi de très grosses équipes. [...] Ah donc ça c'est l'un des premiers challenges, très, très problématique en fait.	Défis de logistique, de gestion et de coordination
E1	D'une part, la stabilité politique dans les quartiers est plus faible, donc c'est que ce sont des zones qui vont être bloquées très, très vite dès qu'il y a de l'instabilité, ce n'était pas nécessairement le cas. Il n'y avait pas de grande instabilité, ça n'a rien à voir avec 2018 et, et jusqu'à maintenant, donc on pouvait travailler. Mais y a quand même quand on rentre dans les quartiers informels, les accès sont beaucoup plus contrôlés donc il y a toujours un risque d'instabilité qui fait qu'on peut perdre accès au chantier. Deux, juste la gestion des stocks, la gestion des vols de... d'acier, de granulats etc., est très complexe. Nous, on a nos méthodes. Mais bon, ça implique de faire face à du vol et il faut savoir le gérer ces choses-là. Les grandes entreprises ont l'habitude de prendre possession d'un grand site barricadé et tout... Toute la gestion se fait en vase clos et c'est relativement facile. Même sur des petits sites hors de quartier informel, c'est facile d'assurer. La densité est telle quand on va dans les quartiers de Morne Hercule etc. qu'en fait, on n'a pas de ces grands espaces comme ça disponibles. Donc il y a tout un tas d'enjeux, de risques liés à la logistique.	Contraintes de sécurité
E1	La mobilisation communautaire d'une part, pour s'assurer qu'on, qu'on, qu'on recrute de la main-d'œuvre locale. Mais même quand on quand on arrive dans ces quartiers-là, il faut se faire connaître. Il faut expliquer à la population ce qui va se passer. Il faut mobiliser les gens pour récupérer les titres de propriété, organiser les travaux. Tout ça demande de créer toute une interface de relation avec la communauté et nécessairement, il faut des leaders communautaires. On ne peut pas parler à tout le monde non plus. Donc il y a toute une structure de mobilisation communautaire à mettre en place.	Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes
E1	La Communauté n'est pas contente pour une raison X ou Y et bloque l'accès. Tout de suite la réaction c'est on bloque l'accès parce que ça force UNOPS ou l'entrepreneur à venir discuter, à venir s'asseoir autour de la table. C'est parfaitement normal et c'est très intelligent en fait de tout de suite bloquer, c'est très facile. Parce que comme on travaille dans des petites rues, on peut facilement, la communauté peut facilement bloquer le l'avancée des travaux. Donc qui est responsable ? C'est toujours compliqué.	Enjeux communautaires et mobilisation des habitants
E1	Avoir tout ça dans un contrat, c'est prendre un risque, c'est admettre que l'UNOPS va faire ça et de partir du principe que l'UNOPS va faire du bon travail. Si l'UNOPS échoue, l'entrepreneur va perdre de l'argent et se retrouve en risque de perte financière qu'il ne maîtrise pas réellement. Ça, c'est un autre exemple de risque auquel il faut faire face. L'une des raisons principales, pour laquelle les entrepreneurs ne viennent pas nécessairement travailler dans les quartiers informels.	Défis de logistique, de gestion et de coordination
E1	On essayait d'avoir de la diversité dans les élections. Essayait de s'assurer qu'il y ait donc en fait 50% de représentation des femmes par exemple, essayer de s'assurer qu'il y a des personnes plus âgées, mais aussi des plus jeunes. Donc créer une structure communautaire qui est aussi représentatif que possible. Mais c'est très difficile. Je me souviens plus exactement... même les élections et la façon dont on faisait ces élections, c'était très difficile.	Enjeux communautaires et mobilisation des habitants
E1	L'un des problèmes qui a été un des casse-têtes dans ces quartiers, c'est qu'on n'avait pas l'argent pour tout réparer. Ça, ce n'était pas possible. Tout réparer, ça veut dire tout reconstruire et donc il fallait faire des choix. Et on a des petites maisons qui ne coûtent pas cher. Le problème, c'est que peu de gens qui habitent dedans. On a des grosses maisons, ça va coûter peut-être plus cher, mais on a aussi beaucoup de familles qui y habitent. Donc en fait, on avait une sorte de calcul qui nous disait, qui donnait l'impact réel de l'investissement.	Contraintes économiques

E1	Donc je me souviens juste qu'on avait beaucoup de casse-tête à définir la notion de justice. Parce que si sur une grande étendue. Il y avait une personne qui était plus riche, qui avait une plus grosse maison et pas nécessairement beaucoup de monde et que l'on donne une seule petite unité parce que c'est une seule personne, alors que c'était quand même quelqu'un qui avait plus à la base on avait vraiment des casse-têtes à trouver la façon la plus juste donc énormément de négociations avec les familles.	Friction entre logique d'action et réalités du contexte
E3	Donc l'idée, c'était que nous, on arrivait et on proposait de bâtir rapidement des abris d'urgence. Et en fait, avec d'autres trucs, mais c'était ça l'idée de base, et on a obtenu des financements, et très rapidement, on a monté une grosse équipe. Et donc, on était parmi la plus grande, donc ça c'est 2010, on est devenu la plus grosse agence, ou l'une des plus grosses agences qui produisait des abris d'urgence pour Port-au-Prince principalement. [...] C'était une structure en bois, avec un toit en tôle, et nous on innovait en faisant la structure mieux bâtie, c'est un détail un peu technique peut-être, des poutres de 4 pouces par 4 pouces, versus ce que la majorité faisait, c'était du 2 par 4. Donc la structure, la raison qu'on faisait une structure plus solide, c'était par notre expérience passée, que les gens, une fois qu'ils commençaient à rebâtir leur maison, ils pouvaient prendre le matériel et l'intégrer dans leur maison.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E3	Donc voilà, les maisons jaunes, c'est un grand projet, on a été les premiers à le faire, on a utilisé les techniques de Miyamoto, on a fait du crépissage, on a commencé à expliquer aux gens comment le crépit amenait une solidité accrue sur les maisons, donc il y avait une espèce d'éducation populaire qui se faisait tranquillement.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E3	Donc je le mentionne parce que souvent, on voit la reconstruction comme un truc technique, et souvent, la technique, c'est la partie la plus facile, c'est tout le côté social, communautaire, etc., ou gouvernemental, etc., ça c'est le côté hyper compliqué	Approche intégrée dans la mise en oeuvre
E3	Chaque lot, dans ces quartiers-là, était différent. Il y avait des maisons de toute grandeur, et les maisons sont tellement collées l'une sur l'autre. Des fois, j'avais ici deux mètres, trois mètres, je n'avais jamais un beau carré, il y avait toujours des espèces de formes bizarres, des besoins différents, des angles, etc. Donc l'idée, c'était que je rentrais les chiffres, les données du terrain, et un peu le nombre d'étages, etc., et ça me donnait à la fin une série de calculs, combien de colonnes, la distance des colonnes, etc. C'était un truc vraiment pour simplifier, parce qu'on bâtissait, je ne sais pas moi, on avait des chantiers, peut-être 20-30 chantiers à la fois, un peu partout, éparpillés, donc il fallait avoir une façon rapide de créer des dessins techniques pour le Boss Maçon.	Outils techniques et innovations méthodologiques
E3	J'explique ça pour dire que lorsqu'on arrivait dans un bidonville, on avait des équipes qui travaillaient à tous les niveaux. On avait la Maison Jaune, l'eau, les trottoirs, les lampadaires solaires, et ainsi de suite. Donc, en plus de ça, c'est qu'on cartographiait maison par maison le quartier populaire.	Approche intégrée dans la mise en oeuvre
E3	Juste une autre parenthèse, c'est que nous dans le système des Nations Unies, pour donner des contrats à qui que ce soit, il faut que ce soit un système de compétitif. Les gens doivent soumettre un pro-format, une soumission, et après ça on choisit la soumission la plus basse, mais ça prend 3 mois, c'est impossible dans un quartier par là. Donc on a réussi, même à l'intérieur, on a innové, même dans mon agence, j'ai dû tellement travailler à trouver des moyens pour contourner toutes les règles, pour que je puisse embaucher mon boss maçon qui est dans le bidonville, qui n'a pas de compte de banque, qui n'a rien, qui n'a pas d'historique, qui n'a pas de CV, quoi que ce soit, mais comment je fais pour lui transférer de l'argent.	Défis de logistique, de gestion et de coordination
E3	En tout cas, c'est parallèle. Mais c'est tout ça pour dire qu'il fallait vraiment réfléchir 360 degrés pour arriver à faire ça. C'est-à-dire que ce n'était pas juste du logement. Non, c'était des millions d'affaires	Approche intégrée dans la mise en oeuvre
E3	Fort National, c'était Morne Hercule, Morne Lazarre, fois 20. C'était tout le quartier au complet. On a rebâti la route principale. On a amené de l'eau dans Fort National pour la première fois en 40 ans. Il n'y avait pas d'eau, zéro. Tout était démoli. On a tout refait, la rue principale, au niveau des logements sur la rue principale, avec des lieux de commerce, une bibliothèque, des parcs. On a planté des palmiers partout, etc. Et en plus, on a fait des immenses sites collectifs, même chose, même principe	Gestion des risques, drainage et infrastructures
E4	Epi ehh, lot bagay m te konsevwa, m te we neg yo gen kontwol yo pat genyen, gen kontwol ki pat genyen lan materyo ki tap bay yo. Tankou siman kap met sou chantye, blok sab. Gen lot neg ki lan konstwiksyon yo ki retire siman depi lan wout. Se apre wap tande siman pa kont, epi res siman vini anko.	Défis de logistique, de gestion et de coordination
E4	Kyos yo, yo fè kyos yo se vre. Anba Nerette ou gen 4, te supoze gen 4 kyos. Men yo pa janm vin alimante yo ak dlo. Bon gen youn lan kyos yo gen on polisye ki pranl. Li kwazel li fe kay li ladann. [...] Prepare, prepare epi yo fe afe pa yo. Ou konen anyen Ayiti pa janm fini. Wi, 4 kyos anlè Nerette gen youn. Sel sa anle Nerete la ki alimante. Sa li menm gonw neg ki pran li, li fe bagay pa li avel. Denyeman la nou tap fe reyinyon chache moun yo, chache rekiperel. Men amba isit, anba Nerette lan la, yo youn pa alimante. Tout se menm suite pwoje kay sa.	Retour d'expérience
E4	Si kob depanse, ann di 16/6 sonw proje an commun accord avek leta ayisyen. Pa gen anyen ki dwe di anko. Manman tiyo yo pase, tiyo 4 pous. Anba tout bagay ou we la yo. Sa ka rive kounyaa tiyo yo kwaze oubyen si yo kite yo, yo pat mete kap ladan yo te desann ladan ta merite netoye, men si map sonje tout koneksyon yo fet avek kyos yo. Se selman anle a apre otel la ki pou te ret fe koneksyon. (...) rive anle a se sa selman. Pwoje inacheve.	Limites du projet

E6	C'est une bonne chose, mais il y a aussi un aspect qu'il ne faut pas oublier. C'est le pouvoir économique de la population. Parce que parler de réduction du risque sismique, construire en parasismique, faire l'éducation de la population, actuellement, la population a un besoin primaire, il s'agit de manger, de boire, de dormir, de trouver un toit. C'est ça, c'est ce qui est le plus important. Comment dire à des gens qui ont faim, qui n'ont pas d'argent pour envoyer leurs enfants à l'école, de construire parasismique ? Des gens qui cherchent un toit, qui construisent n'importe où dans les ravines, qui trouvent les matériaux, les tôles, du carton pour faire un bâtiment, comment dire à ces gens-là de bien construire ? Il y a une épée de Damoclès sur leur tête. Il faut vraiment diminuer le risque sismique. C'est très difficile à avaler. Lorsqu'on vit dans un pays où la pauvreté est trop importante, lorsque le pouvoir économique est très faible, les gens cherchent à manger, comment maintenant dire aux gens, attention, il faut mieux construire ? Nous avons chaque année une saison cyclonique, et dire aux gens, attention, il ne faut pas construire près des rivières, près des ravines, mais qu'est-ce qu'il faut faire ? Où est-ce qu'ils doivent aller ? Il faudrait commencer à élever le niveau économique de la population, permettre aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école, leur donner l'éducation qu'il faut, pour pouvoir comprendre tout cela. Et après, lorsqu'on aurait le primum libere, le minimum, à ce moment-là, on pourrait parler de bien vivre, avoir une bonne construction, l'attitude qu'il faut face à un séisme. Mais pour le moment, ça va passer difficilement, parce que le niveau de la population est trop faible.	Limites et constats critiques des actions de sensibilisation
E6	Maintenant, comment déloger les gens si vous prenez la région de Jalousie, par exemple, la région de Canaan, et dans certaines villes de provinces qui ont toujours des bidonvilles, comment maintenant déplacer ces gens ? Ça va coûter beaucoup, beaucoup, beaucoup. Très cher. Maintenant, il faudrait trouver un espace différent. Il faut reconstruire les logements et permettre à ces gens-là de se reloger ailleurs. Dans cette difficulté-là, demander à une population bidonvillisée de laisser la région, sans pouvoir leur offrir des alternatives, ça va être extrêmement difficile [...] Après le 12 janvier, par exemple, le projet 16/6 a essayé justement cela. Il y a des bidonvilles, des maisons qui sont très mal construites. On essaie de consolider ce qui peut être consolidé, mais on n'a pas suffisamment de moyens pour couvrir toute la région. Certaines maisons vont être consolidées, des écoles vont être consolidées, mais l'ensemble de la population, la plupart des maisons construites ne seront pas vraiment renforcées, donc le problème va demeurer en entier. Je pense qu'il faut avoir beaucoup de moyens, à la fois pour déloger les gens, trouver un autre endroit pour construire, et si possible, conserver un petit peu l'allure de ces quartiers en conservant les maisons qui ont été bien construites et détruire les autres. Mais là encore, il faut avoir les moyens qu'il faut pour le faire. Parce qu'en Haïti, nous avons des budgets très faibles. Ce sont des projets qui coûtent très cher, et c'est surtout la communauté internationale qui finance ces projets. Ces projets sont là pour 4 ans, 5 ans, donc c'est l'agence qui décide, on a un budget donné. Avec ce budget, on fait ce qu'on peut. Une fois que l'argent est terminé, et l'argent passe plus souvent pour payer les experts et non pas vraiment pour construire. Donc une fois que ce budget est terminé, le problème reste pratiquement en entier.	Contraintes économiques
E7A	Moi, j'aimerais répondre à ça peut-être après aussi, parce que, encore une fois, c'est par rapport à mon expérience de Canaan. C'est qu'il faut des mécanismes de consultation réels, de bonne foi. Pas comme j'ai vu des comités de gestion et on fait des comités ... Est-ce que ça a été de bonne foi, ou c'était une mascarade ? Parce que, comme à Canaan, si on parle des espaces publics, ils ont fait aussi des communautés de gens qui vont se prononcer sur l'architecture. Mais, dans le fond, c'était une mascarade, on savait que les décisions allaient être prises de façon top-down. C'était juste pour pas faire semblant mais pour dire qu'on a consulté la population. [...] Donc, si tu ne comprends pas ça, tu n'as pas... Tu imposes des mécanismes factices d'une certaine façon, qui sont un peu un lustre, et tu n'as pas compris comment, socialement et politiquement, ça fonctionne dans les quartiers ; tu peux vraiment te tromper.	Limites et constats critiques des actions de sensibilisation
E8	Écoute, la partie ingénierie sociale était beaucoup plus complexe que la partie génie civil. Pour ce qui est génie civil, on sait faire ça. Par exemple, il y a un pont qui a été fait à Nerette. Il y a eu beaucoup de travaux, des parcelles. Par exemple, le quartier de Nerette et le quartier de Morne Lazarre sont contigus, mais séparés par une ravine. Une petite parcelle métallique, ça fait toute une différence. Là, on a fait tout ça.	Approche intégrée dans la mise en oeuvre
E8	Par exemple, l'unité de base, l'empreinte au sol est de 30 mètres carrés. Il y a des personnes qui ont 10 mètres carrés. Donc, maintenant, on fait deux fois 30 mètres carrés. 30 mètres carrés, l'empreinte de base. Donc, une personne qui a deux unités pour faire une seule unité, à peu près 50 mètres carrés. La personne qui a 10 mètres carrés, il n'y a pas d'espace, on les met à l'étage. Etant donné que le terrain est en pente, leur entrée est en haut de l'autre côté. Ils ne comprennent pas ça. « Oui, mais ma propriété était là. Maintenant, tu me dis que je suis là ». Ok. On a pu résoudre ça maintenant, vivre en copropriété, il y a des personnes qui vivent en bas, des personnes qui vivent à l'étage. Les gens qui vivent en bas, c'est l'endroit où ils vivent. « Moun sa se lougawou yo ye ». Ça a été vraiment un challenge mais ça a bien fonctionné. [...] Beaucoup de formations. Beaucoup de formations. Justement, on a commencé par les plateformes et on a pris les plateformes, on les a amenées, on a fait des réunions communautaires avec toute la communauté. Il y a eu des questions, des questions. Ça n'en finissait pas. Mais finalement, maintenant, il y a des personnes qui n'ont pas participé qui ont regretté.	Mixité et copropriété
E8	Le modèle d'intervention est le suivant : Prendre les quartiers, prendre les personnes des camps, les reloger dans leurs quartiers d'origine et de travailler avec les populations des quartiers. Non seulement les populations qui retournent dans leurs quartiers, mais la grande majorité des familles dans les quartiers étaient restées. Soit leur maison n'était pas détruite, soit ils ont fait un petit quelque chose dans le quartier. Et de faire des infrastructures communautaires pour rendre la vie meilleure, non seulement pour les habitants du quartier qui étaient restés, mais pour ceux qui allaient revenir. Donc c'est la raison pour laquelle, au lieu de l'appeler 6 camps, 16 quartiers, on a appelé le projet 16/6, 16 quartiers et 6 camps. Donc bien entendu, on pourra parler de ça plus tard, comment est-ce qu'on arrive pour déterminer quels sont les investissements qu'on va faire dans les quartiers.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E9	Pour moi, un des enjeux majeurs, c'est, par exemple, de pouvoir doter le quartier justement de services et, à partir de ces services, octroyer, d'augmenter sensiblement la qualité de vie des habitants du quartier et qu'ils le ressentent eux-mêmes. [...] Enfin, tu es originaire d'Haïti, là, on est vraiment sur le haut de collines qui n'a pas de route en soi d'accès. La mobilité est difficile, l'accès est difficile. Déjà, pouvoir doter le quartier d'accès, d'accès si non voiturable, mais d'accès piétons correct, c'est un plus. Maintenant, une fois qu'on arrive à créer les accès, on peut créer un minimum ou organiser les services. Je l'ai vu justement à Morne Hercule, dans ces quartiers, et Morne Hercule, Morne Lazarre et Nérette.	Intervention en tissu dense

E9	Alors, j'insiste beaucoup sur ces trois micro-quartiers parce que je n'ai pas participé au projet, mais avec un groupe d'étudiants à un moment donné, nous avons fait des parcours au sein de ces quartiers. C'était un projet simplement de découvrir un quartier à partir de ces parcours qui ont été créés à un moment donné. Donc, j'ai réalisé à quel point on peut sortir du Morne Hercule et arriver à Delmas sans mettre les pieds dans l'eau. Donc, je marche à sec, je sillonne à travers rue, à travers maison, à travers corridor, mais toujours avec une certaine connotation correcte, c'est correct. Ça veut dire, si je le fais, les exemples, chez nous, c'est mal vu et tu es d'origine haïtienne, tu dois comprendre que chez nous, si je parle de corridor, c'est mal vu. Mais moi, je ferai allusion aux traboules de Lyon, à certains des « corridors » à Alger ou bien en Espagne ; il y en a des ruelles qui sont extrêmement étroites et que si j'étais haïtienne et que ce serait en Haïti, je les appellerais corridors. Mais ailleurs, ça a une autre connotation et ça a même une connotation touristique. Donc c'est tagué, c'est ciblé dans une carte touristique, des lieux à visiter. Donc ça a une sécurité, ça a un minimum de services, d'éclairage, de lieux de pause.	Interconnexion et maillage
E9	Et j'insiste... Moi, j'ai eu une expérience très particulière, je fais un « coq à l'âne ». En 2018, il y a eu un « pays lock ». Le premier « pays lock » qu'on a eu en 2018, suite au match de Brésil et la défaite du Brésil, un match de Brésil et l'augmentation de gazoline, on a eu un « pays lock » extraordinaire. Tout a été bloqué au niveau des rues, en fait des voies voiturables. Comme tout le monde, j'ai été bloquée quelque part. Et j'ai été bloquée à l'hôtel Montana. Je me rappelle, il y avait plein de gens. Tout le monde, il y avait des anecdotes : « Tu dors ici ? Tu prends une chambre ? », Je me rappelle, j'ai dit à un groupe : « Moi, je vais rentrer chez moi. » Alors il faut que je dise, j'habite Delmas. Et donc, j'ai dit ; « Je rentre chez moi », et les gens me disaient : « Tu es folle, comment est-ce que tu vas rentrer, tout est bloqué ». J'ai dit : « Moi, j'attends un petit peu la tombée de la nuit, et puis je vais appeler des contacts », puisque je travaille beaucoup avec des quartiers, entre guillemets, comme tu as dit « précaires », des quartiers de non-droit ou des quartiers informels, « Je vais appeler des contacts, des facilitateurs, des têtes de pont que je connais, et ils vont venir me chercher, je vais aller à pied ». Les gens me regardaient avec des yeux. Ce jour-là, j'ai dormi chez moi. Je n'ai jamais été dans la rue. Je suis sortie de Montana, à Morne Lazarre; je suis arrivée à Delmas sans jamais prendre la rue, à travers des ruelles, corridors, escaliers… Et c'est là que j'ai réalisé l'importance que ceci pouvait avoir à niveau sécuritaire, de les connaître, de les cartographier, de les rendre agréables. C'est là que j'ai réalisé qu'il y avait déjà certains qui étaient agréables. Je passais, c'est vrai, dans un corridor de 1,10 mètre de largeur, parce que je regardais, je mesurais, je suis architecte. A certains moments, il y avait une surlargeur, mais là où il y avait une surlargeur, il y avait un négoce qui était installé, il y avait un artisan qui était installé. Ça aurait pu être une vente de maillots, ça peut être aménagé, ça existe. C'est simplement que nous, on le voit avec le côté, les yeux péjoratifs haïtiens, mais... J'étais en Colombie, j'ai vu des quartiers entièrement occupés par les cartels de drogue et, pourtant, qui étaient réaménagés. Les corridors étaient réaménagés ; il y avait toute sorte de vente et c'était touristique. C'est devenu touristique aujourd'hui. Donc, quelque part, c'est doter d'un minimum de services. Pour moi, c'est ça les enjeux : doter d'un minimum de services et un enjeu majeur, sensibiliser la population que ceci est correct et ça peut être bien vu. Il faut pas le voir avec les yeux péjoratifs locaux. Il faut le voir avec les yeux agrandis et essayer de montrer, que je sois à Alger, que je sois en France, à Lyon ou dans d'autres pays, ceci existe aussi. Ceci existe, mais c'est la sécurité qui est donnée, c'est éclairé. Une fois que les services sont là, je vais dire : « Ça ne va pas puer ». Et même là, je prends en Belgique, puisque tu as fait des études en Belgique. Moi, j'ai déambulé dans certaines rues à Mons, dans lesquelles l'odeur de pisse, ça existe, parce qu'il y a plein de cafés qui vendent la bière, mais il n'y a pas suffisamment de toilettes, et tous les bons hommes, ils sortent et ils pissent à l'extérieur ; et pourtant je suis en Belgique. Donc, c'est simplement sensibiliser. Pour moi, ça, ce sont les enjeux : ce sont les accès, les services et la sensibilisation qui vont avec. Donnez la fierté à la population. Vous avez quelque chose d'extraordinaire.	Interconnexion et maillage
E10	Donc, ça nous a permis aussi de faire appel à des bureaux d'études internationales qui ont développé pour nous un système de structures. Par exemple, si tu vas à Morne Hercule ou à Morne Lazarre ou même à Fort national, tu vas voir qu'il y a une typologie de maisons qui ont été développés pour le projet 16/6 avec un système de structures, de fondations interconnectées qui permettent justement que, en cas d'un prochain tremblement de terre, tout doit travailler ensemble, tu vois ? Ça coûte beaucoup d'argent. Qui est capable de se payer ça ? Comment est-ce que le projet 16/6 est capable aussi de prendre des terrains et venir travailler sur la loi de la… non seulement de la propriété pour que les gens maintenant deviennent propriétaires dans un délai de combien de temps ? Et comment travailler sur la loi de la copropriété ? Vivre ensemble les uns par-dessus les autres avec, si tu veux des règlements de copropriétés, que ce soit la gestion de l'eau, la gestion des déchets, la gestion de l'électricité, etc.	Contraintes économiques
E10	Si je montre des photos de bidonvilles encore à Port-au-Prince. Tu as celui qui est sur un terrain de 100 m² qui ne lui appartient pas, mais il a construit sur 100 m² et plus bas t'as une autre personne, une autre famille qui a le même nombre d'enfants, le même nombre de personnes, mais qui au lieu d'être sur du 100 m² est sur du 10 m². [...] Quand tu lui dis "mais comment tu peux vivre sur du 10m carré" ? Il dit : "mais c'est chez moi". "Oui, mais est-ce que tu as les titres de propriété ? Non, tu n'as pas les titres de propriété. Ok, mais alors comment tu peux dire que c'est chez toi ?" "Ah, mais de toute façon, je suis là de passage". C'est ce qui moi m'avait choqué, c'est qu'ils étaient tous là de passage. C'était une transition qu'ils faisaient. Tu vois, c'étaient très souvent des gens qui sortaient de l'extérieur de la capitale, qui venaient dans la capitale, qui cherchaient de l'emploi. C'est pour ça que tous les bidonvilles se sont construits finalement autour des pôles d'emploi.	Défis fonciers et complexité juridique
E10	[...] il fallait adresser la question de l'eau, il fallait adresser la question de l'assainissement, il fallait adresser la question des accès, il fallait adresser la question des logements, il fallait adresser la question de mise en place d'un comité de quartier.	Approche intégrée dans la mise en oeuvre
E10	Alors, on avait toujours de l'eau, de l'électricité, des logements, l'accessibilité et la gestion des déchets. C'étaient les 5 thématiques. Il y a une thématique qui revenait toujours, c'était le logement. On travaillait sur le logement dans chacun des quartiers, il fallait que les gens aient un exemple. Donc dans certains quartiers, on a fait 30, 40 maisons, dans d'autres on en a fait une dizaine. Y en a, on a fait une trentaine comme je disais le nombre de logements qui étaient construits était en fonction du nombre de terrains disponibles. Est-ce qu'on est sur des zones vertes ou oranges ou rouges. Dans les zones rouges, on ne pouvait pas intervenir, dans les zones oranges, ça coûtait beaucoup plus d'argent dans les zones vertes, on pouvait reconstruire. Tu vois ? Donc c'étaient plusieurs facteurs dont il fallait tenir compte.	Approche intégrée dans la mise en oeuvre

E10	Alors, on est parti des besoins définis par les communautés. On a travaillé aussi avec UN-Habitat et UN-Habitat nous avait aidé justement à faire des diagnostics urbains. Donc, dans l'exercice de diagnostic urbain, ça nous a permis de montrer aux gens. Tu serais étonné jusqu'à quel point on a été. Beaucoup de ces personnes-là, c'est la première fois qu'ils voyaient une carte, donc mettre une carte sur la table qui leur explique où ils sont dans l'espace. Une fois qu'ils comprennent où ils sont dans l'espace. “Ah c'est ma maison”, “Ah c’est tel quartier”. Là de voir pour la première fois sur un plan avoir une image de leur quartier. Ben là, les plateformes communautaires qui étaient des représentants des communautés qui avaient été élus par les communautés, sont venus faire l'identification des besoins. Donc là, ils ont identifié. Une fois qu'ils ont identifié, on a développé des scénarios. Des scénarios en fonction du budget que nous avions parce que le budget n'était pas, tous les quartiers n’avaient le même budget. Parce qu'en fait, le problème c'est que lorsque le projet est défini, on avait un budget en main. Tu vois ? pour faire certaines choses mais la répartition n'était pas encore définie.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E10	Le quartier A n'avait pas la même population que le quartier B. Le quartier A n'avait pas la même superficie que le quartier B. Le quartier A avait plus d'avantage en eau parce qu'il était près d'un réseau de la DINEPA. Alors que le quartier B n’avait pas de réseau de la DINEPA, tu vois ? Donc, en fonction de toute cette collecte d'informations. Par rapport à tous ces choix qui avaient été faits par les communautés, on leur a dit vos choix, c'est comme une liste de priorités. On va partir de cette liste de priorité et ils nous ont dit ok, la priorité numéro un, c'est ça. Donc, dans les scénarios, la priorité numéro 1 sera toujours là dans le scénario 1, 2, 3, 4. Il y aura la priorité 1. Ensuite, on donne un scénario où tu as l’élément 3, 4, 5. Le scénario 2, tu vois, il y avait toujours un facteur qui revenait tout le temps et c'était basé sur non seulement les besoins, les priorités, mais aussi la disponibilité budgétaire et la capacité technique que nous avions d'intervenir ou pas.	Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
E10	Pendant très longtemps, moi qui ai grandi à l'extérieur, c'est comme si les professionnels Haïtiens n'existaient pas. Tu as des ingénieurs, tu as des médecins, des gens capables, très bien formés, tu sais. Ils représentent un faible pourcentage de la population et donc on ne voit que la majorité et on s'imagine que l'on peut entrer en Haïti et faire n'importe quoi. Non ce n’est pas vrai. Moi qui l'ai vécu, tu ne peux pas rentrer en Haïti et faire n'importe quoi. Et même les gens qui n'ont pas la capacité, les connaissances, ils ne te laisseront pas venir dans leur quartier qui est justement comme je le dis les quartiers passagers.	Participation des acteurs locaux dans la conception
E10	Alors, dans un quartier, les gens accueillent le bambou. Dans d'autres quartiers, on te dit “Ah non, sa se bagay vodou”. Dans d'autres quartiers, on te dit “Sa se bagay moun pov”. Tu ne peux pas avoir un modèle. Je dois adapter aux besoins de chacun de ces quartiers, de chacun de ces choix et comme je le dis, il ne faut pas oublier que beaucoup des choix au niveau des espaces qui ont été créés, venaient d'une grille luxuriante qui a été développée pour chacun des quartiers. On a fait des études de sol, donc les fondations n'étaient pas nécessairement les mêmes. Tu vois d'un quartier à l'autre. Dans certains quartiers, on avait des semelles filantes, dans d'autres on n'avait pas de semelles filantes, tu vois ? Et donc, on a été obligé d'adapter en fonction de ça, le côté technique et aussi le travail de réflexion qui a été fait avec des gens dans les quartiers. Ils n'étaient pas tous d'accord avec une typologie. Non, les gens voulaient avoir leur identité. Et je vais te dire, en faisant les premiers logements, on a appris certaines choses sur la mise en œuvre, sur l'exécution, sur… y avait des choses qui devaient être améliorées, donc ça a été aussi amélioré. Il y a des choses qu'on faisait qu'on a plus fait. Tu vois ? Il y a des choses qu’on n’avait pas fait qu’on a pu faire.	Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
E11	Moi, j'étais responsable du projet. Donc, il y a eu d’abord, avant l'implémentation, une première partie qui était des consultations communautaires et des planifications. Donc, on avait comme un canevas : nous allons former les comités de quartiers, nous allons faire ça... Il y avait tout un canevas qui avait été préparé avec des directives de ONU-Habitat et de l’UCLBP et que nous devions exécuter.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E11	Donc, moi, j'avais les équipes qui allaient sur le terrain. J'allais également sur le terrain discuter avec les communautés. Donc, il fallait d'abord comprendre la manière dont elles fonctionnaient, le processus, savoir ce qu'il y avait comme ressources, on peut dire, à l'intérieur du quartier. Voir ce qui était le plus important. Par exemple, nous on a beaucoup travaillé dans certains quartiers du Canapé Vert, Turgeau. La plupart de ces zones-là, on peut améliorer la route d'accès principale, mais tout l'intérieur, ça ne peut être que des voies piétonnes parce qu'il n'y a pas moyen d’entièrement tout écraser pour reconstruire alors qu'il y a d'autres endroits où c'est possible de faire un peu plus de voies. Comme je dis au niveau de Morne Lazarre, on a pris des financements pour faire des voies principales qui n’étaient pas uniquement des voies piétonnes.	Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
E11	Oui, c'est ça. Après les consultations communautaires, l'identification des besoins ou de ce qu'il fallait faire, il y a eu une cartographie et une priorisation de projets et des études de projet. Donc ceux qui avaient été priorisés dans beaucoup de ces quartiers-là, c'était… en dehors de l'habit même, c'étaient des allées piétonnes, l'accès à l'eau et les espaces de socialisation. Ça pouvait être des terrains de sport, des espaces où des personnes pouvaient jouer. Ensuite dans certains quartiers, on a peut-être construit certains marchés ou amélioré au niveau de cet aspect-là, mais c'était principalement en dehors de l'habitat... Des drainages, des murs de soutènements.	Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
E11	Tout dépendait. Je peux dire un petit peu de la réceptivité, de l'accueil de la communauté. C'est ça qui est un enjeu extraordinaire quant au travail au niveau de planification communautaire avec des communautés dans un contexte où quand même l'Etat est absent, parce que si ça a pu se créer comme ça, c'est que l'Etat était absent. Mais ce qui m'a vraiment frappé, c'est que les personnes d'une manière générale étaient très réceptives, et quelle que soit l'amélioration qu'ils avaient, automatiquement eux-mêmes, ils ajoutaient. Par exemple, on faisait un banc ou un drainage, on retournait une semaine après, les personnes avaient peint. [...] Maintenant, est-ce parce qu’il y avait toujours quelque chose qui se faisait dans le quartier et que ça permettait…? Il y avait toujours de l'argent qui était dépensé parce que la population du quartier était payée pour pouvoir faire le travail. Quand on est passé à la phase d'implémentation, la grande majorité des travailleurs étaient des travailleurs du quartier. Maintenant, chaque groupe a implémenté d'une façon générale. Par exemple, l’UCLBP a beaucoup utilisé l’UNOPS. L’UNOPS est l'entité des Nations unies qui travaille au niveau des infrastructures. Donc, au premier niveau de main-d'œuvre, ils ont utilisé les habitants du quartier, mais ils sont aussi venus avec beaucoup de personnes du dehors. D'une manière générale, pendant qu'il y avait des travaux d'infrastructure qui se faisaient, il y avait davantage d'argent qui circulait au niveau de la communauté. Donc ils pouvaient eux-mêmes s'attacher davantage à embellir leur zone, leur maison.	Enjeux communautaires et mobilisation des habitants

E11	Maintenant, le deuxième défi quand on travaille avec les communautés, on ne peut pas parler à cent mille personnes à la fois. Donc, il faut parler à un groupe mais il faut s'assurer que ce groupe-là est capable non seulement de retransmettre les informations au reste de la communauté, mais qu'aussi ce groupe est représentatif de la communauté. C'étaient également des personnes qui avaient une certaine autorité, qui étaient capables de dire aux personnes "Ok, voilà nous allons faire ça comme ça, à cause de ça" et qu'ils puissent être écoutés parce que leur opinion a de la valeur.	Enjeux communautaires et mobilisation des habitants
E11	Quand on veut intervenir, d'abord, c'est identifier les bons interlocuteurs. Donc pour cela, il faut faire plusieurs visites, parler à différentes personnes et avoir des bons interlocuteurs. S'assurer qu'on choisit des hommes et des femmes. S'assurer également qu'on choisit des personnes qui ont différents parcours. Par exemple, on ne va pas prendre que des personnes qui travaillent au niveau de l'éducation. Donc pour moi, ce sont les points qui sont importants. Toujours, du moins c'est ce qu'on faisait, on avertissait toujours quand on venait. Ils ne savaient pas forcément à quelle heure, ils ne savaient pas qui, mais ils savaient qu'on venait et quand on avait pris l'habitude par exemple de passer chaque jour dans le quartier. C'est important parce qu'il y a les organisations qui vont, ils vont dans le lieu de rencontre, ils parlent aux personnes et ils s'en vont. C'est important de pouvoir rentrer dans le quartier et de voir par soi-même, comme ça on a une idée vraiment de ce qui marche. Après ça, il faut faire une cartographie. Une cartographie des ressources qui existent, une cartographie des écoles, cartographie des églises ainsi de suite et également des services. Alors, comment procédait-on après ? On procédait surtout au niveau de groupes de discussion et on pouvait faire un au niveau des services. Quels sont les services qui existent dans le quartier, quels sont les problèmes des services, etc. ? Un autre sur quelles sont les ressources du quartier ?	Enjeux communautaires et mobilisation des habitants
E12	Haïti, c'est un gros problème avec les ravines. Quand il pleut tous les déchets qui partent d'en haut de la montagne là descendent à travers les ravines. Ça se ramasse vraiment dans la partie basse de Port-au-Prince, ça bloque la route nationale. Donc moi l'idée, c'était de dire les ravines, on s'organise pour que ça devienne comme des cascades. Donc, quand il y a des gros coups d'eau, on ralentit l'eau. En créant des ondes de bassin parce qu'actuellement les ravines à Haïti, quand il pleut, c'est vraiment une coulée. Fait que ça s'en va direct en bas. Donc, c'est une énorme pollution, ça bloque la ville en bas. [...] L'idée, c'était de créer des bassins à différentes hauteurs, et autour des bassins, on crée des bambouseraies. Donc on créait une bambouseraie, et ça créait une économie locale. Pourquoi une bambouseraie parce que Haïti, il y a quelques bambouseraies, et l'idée c'était en plus avec les bambous de construire de l'habitation.	Gestion des risques, drainage et infrastructures
E13A	Normalement, l'aspect reconstruction dans les quartiers d'origine 16/6 n'était pas seulement construire des maisons. Mais il y avait aussi une étude qui a été faite par les MTPTC. Là, on voit qu'il y avait des maisons qui étaient étiquetées jaunes et d'autres en rouge. Les maisons rouges devraient être complètement détruites et les maisons jaunes, on pouvait les réparer. C'est pourquoi dans le cadre du projet, on avait un fonds alloué aux rubriques réparation des maisons. Il y avait une quantité de maisons qui étaient réparées. Maintenant, pour les maisons en rouge, on devrait tout détruire. Par rapport à ça, on n'avait pas réellement assez d'argent pour reconstruire tous les quartiers, mais on avait cette idée-là de venir avec cette idée de copropriété.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E13A	Bon, si je peux enchainer, dans le cadre des constructions des maisons ou bien la réhabilitation des quartiers, une première chose a été réalisée, il y avait le plan de prévention des risques. Le plan de prévention des risques, c'est des partenaires qui intervenaient à ce niveau-là pour faire des études. Des études normalement pour réaliser à quel niveau on peut intervenir dans ce quartier. Même dans l'espace où on avait construit les maisons, les blocs de maisons, des études ont été faites. Normalement les résultats ont été donnés pour voir à quel niveau on peut intervenir. Certainement, il y a des zones où on ne pouvait pas intervenir si on n'arrivait pas vraiment à faire une sorte de mitigation par rapport aux risques potentiels dans cette communauté-là.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E13A	Une fois avoir les résultats des études, maintenant on passe à autre chose. Par rapport aux blocs de maisons, ça n'était pas facile parce que c'est pour la première fois qu'on allait discuter aux gens cette question de copropriété. Disant à la personne que tu vas perdre cette portion de terre, tu n'as pas cette construction en bas, maintenant tu peux avoir ta maison en hauteur. C'était très difficile. Ils faillaient beaucoup de réunions, beaucoup de partages, beaucoup de formations afin de convaincre les gens à accepter cette méthode. Il faut dire qu'il y a un décret qui était promulgué, je crois que c'était en 2012 mais je n'ai pas ça en main, sur cette question de copropriété. Je crois qu'en Haïti il y avait normalement un document qui était sorti qui expliquait normalement cette question de copropriété. On peut toujours chercher, on peut trouver, mais je n'ai pas ce document maintenant. Une fois arrivé à expliquer aux gens comment ça va se faire, il y avait beaucoup de réticences. Beaucoup de réticences. Parce que la personne dit, celui qui habite en bas, normalement le toit de la maison est à lui. Maintenant, on y est arrivé quand même dans le premier bloc qu'on a construit à Morne Lazarre, c'était 25 blocs de maisons pour les 25 familles. Il n'y avait pas d'espace de loisirs, il n'y avait pas de route mais une fois la construction terminée, il y avait un espace réel. La personne vit dans une maison totalement rénovée, totalement neuve. Et puis, il y avait espace de loisirs, on peut jouer, on peut faire des fêtes en commun. Pour ça, c'était vraiment intéressant et je pense cette approche, on l'a répliquée à Morne Lazarre. On a répliqué cette approche à Morne Lazarre où on a construit 29 blocs de maisons.	Mixité et copropriété
E13A	Maintenant, une fois que les gens arrivent, on a distribué les clés, la personne a les clés, on a formé ce qu'on appelle un comité de propriétaires. Le comité est formé pourquoi ? C'est justement pour pouvoir bien gérer les maisons. Il y a un comité qui surveille à ce qu'on ne jette pas les déchets par terre. Le comité est là pour contrôler, pour gérer les maisons, à ce que les maisons soient bien entretenues, tout ça. Et s'il y avait quelque chose, il peut toujours y avoir des gens qui pourraient faire autre chose, qui pourraient avoir d'autres idées. Par exemple, on ne pouvait pas louer les maisons. On ne pouvait pas les louer ni les vendre. Certaines personnes pouvaient normalement vendre ou bien à l'intention de faire une location de leur maison. Non, ils ne pouvaient pas. Il y avait un accord qui était signé au préalable que la personne ne pouvait pas vendre ni louer la maison.	Cartographie et types d'acteurs

E13A	Par rapport à ça, on n'avait pas réellement assez d'argent pour reconstruire tous les quartiers, mais on avait cette idée-là de venir avec cette idée de copropriété. Par exemple, à Morne Lazarre, il y avait un espace où toutes les maisons étaient détruites. Et là, on devrait rencontrer les gens, les propriétaires, et on les met ensemble afin de pouvoir construire des blocs de maisons.	Mixité et copropriété
E13A	L'État devrait continuer à répliquer cette approche à peu près partout. Malheureusement, je ne sais pas si on arrive à le faire, mais c'était vraiment intéressant.	Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales
Thème : Composante I		
ID	Verbatims selectionnés	Codes
E1	L'idée du projet, c'était quand même de fournir de nouveaux logements dans les quartiers pour que les camps soient libérés. Ce lien-là ? Je suis pas du tout sûre que quiconque soit capable de le démontrer. Il y a en effet, eu la fermeture des camps. Il y a eu en effet la création de logement. Est-ce que réellement la masse de population qui était dans les camps a été relocalisée dans les logements qui avaient été créés ? Déjà d'une part, c'est impossible parce qu'il y avait un gros, il y avait une grosse, fin la quantité de logements qui a été réhabilitée et recrée. Ça colle pas avec le nombre de gens qui étaient dans les camps, ça je, j'en suis convaincu. Voilà, ça, c'est ce que je peux dire là-dessus.	Limites du projet
E2	Maintenant, quand ils te disent qu'ils prennent les gens des quartiers qui sont dans les camps, c'est faux. Il y a eu aucune étude vraiment sérieuse sur qui était dans les camps.	Limites du projet
E5	Effectivement, l'objectif principal au départ, c'était de déplacer les gens des camps. Alors, à la fois, il y avait des camps sur des espaces publics comme sur les parcs, au Champ de Mars en particulier, et ça posait des problèmes. Et aussi, il y avait des camps sur des terrains privés. Donc les terrains privés, dans certains cas, c'étaient des espaces de jeux ou même des terrains où il était prévu de faire des projets d'usines, par exemple. En fait, c'était une priorité, parce qu'au-delà de ça, il y avait aussi un problème d'images et même d'assainissement aussi. [...] Donc, être dans un camp, c'était l'occasion de bénéficier d'une aide quelconque pour un nouveau logement ou bien de recevoir au quotidien régulièrement des fonds ou des biens, etc. Donc ça, c'était une stratégie que les gens savaient. Il y avait la nécessité de déplacer les gens pour mille raisons.	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E5	La réalité, c'est qu'il y a effectivement eu des quartiers entiers qui se sont effondrés et les gens ne pouvaient pas revenir ou bien, si on devait reconstruire, il fallait avoir des structures adaptées à ces sites-là. Maintenant, le problème, c'est que ça a un coût énorme. Dans la réalité, ce qui a été fait, c'est qu'on a essayé des prototypes. Puisque quand on prend le volume de logements réalisés par rapport aux besoins, c'était faire des prototypes.	Limites du projet
E8	Ecoute, ce n'était pas un projet de charité. C'est un pays qui a été victime d'un tremblement de terre, mais les gens doivent se relever un jour. Là, on est deux ans après. Et les gens qui habitent dans les camps, ils ont leur livelihood, etc. Donc ils ont peut-être besoin d'un coup de pouce là pour retourner dans... Et ils vivaient originalement dans le loyer. [...] La réalité c'est que les familles qui étaient moins vulnérables avaient déjà le temps de reloger, de trouver une solution. Parce que nous, on est à la veille des deux ans du tremblement. Donc les familles qui avaient plus ou moins de moyens, ils ont laissé les camps, ils sont restés dans les camps un mois, deux mois, trois mois, et ils sont partis. Mais les familles qui sont restées tout ce temps, c'était vraiment la couche la plus vulnérable de la société. Donc en réalité, ce sont des personnes qui vivent dans le loyer, mais dans un loyer vraiment minimal. En termes d'espace, en termes de commodité, etc.	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E9	*Bon, le projet 16/6, c'est un projet post-séisme et dans le cadre de la reconstruction, des activités qui se sont faites au niveau de la reconstruction pratiquement à niveau résidentiel, logement. Fourniture de logements et amélioration des conditions de vie des habitants d'un quartier. Alors 16/6, si je ne me trompe pas, c'est 16 quartiers et 6 camps de réfugiés. Donc, il faut savoir que tout de suite après le séisme, tous les quartiers, les micro-quartiers résidentiels se sont vus occuper dans tout leur espace public par des déplacés à la recherche d'espaces sûrs. Ça pouvait être des rues, des petites places, des parcs. Et quand je dis rue, la rue, donc on bloquait la rue, c'était une partie de la rue qui était occupée par des tentes. Donc le projet s'est fait dans un quartier principalement, enfin, la partie que je connais plus de ce projet, c'est ce qui s'est fait à Morne Hercule, à Nérette. Les quartiers de Morne Hercule, Nérette et Morne Lazarre. Au fait, géographiquement, ce sont des quartiers qui sont un à côté de l'autre, ils sont limitrophes, l'un avec l'autre, et même là, parfois, les limites ne sont pas bien connues par les habitants eux-mêmes.*	Diagnostic des besoins et lancement du projet

E13J	Maintenant, pour la relocalisation, étant donné qu'on n'avait pas d'expérience au préalable sur le sujet, il a fallu réfléchir à une méthode et je dois donner le crédit à la mairesse de Pétion-Ville de l'époque. C'est elle qui était venue avec l'idée de donner une subvention à ces familles, une subvention pour leur relogement, avec un montant correspondant au montant d'un loyer d'une pièce. Pas d'une maison luxueuse, mais d'une pièce où ces familles pouvaient habiter pendant un an. Et à l'époque, cette enquête nous a montré que le montant qu'il fallait en moyenne pour la région métropolitaine pour se trouver une pièce pour habiter, c'était 500 dollars américains. Ces 500 dollars équivalaient à 20 000 gourdes à l'époque avec le taux du dollar. Donc à partir de ce montant-là, on a approché les familles qui habitaient dans ces camps, on leur a proposé ce montant de se trouver eux-mêmes une maison qu'on allait visiter pour nous assurer que ces maisons répondaient à tous les critères, qu'il n'y avait pas de problème de sécurité dans le bâtiment lui-même, qu'il était assez solide, qu'il n'allait pas causer de danger pour les occupants, qu'il y avait de l'eau potable à proximité, qu'il y avait une toilette disponible, qu'il y avait des services sociaux plus ou moins à proximité dans le quartier. On avait listé tout un tas de critères qu'il fallait que la maison respecte avant que la maison choisie par la famille puisse être acceptée par le programme et on payait directement au propriétaire le montant correspondant au loyer. Et la famille pouvait donc tranquillement laisser le camp où elle habitait pour aller se reloger dans cette maison pendant un an. En fait, il y avait eu beaucoup de questions justement à l'époque sur cette formalité de payer un loyer pour un an. Les gens disaient « et après ? ». Mais en fait, le gouvernement ne voulait pas garder les gens dans un assistanat. On les aidait en sachant que ces familles avaient déjà un mois de subsistance avant le tremblement de terre. On aidait ces familles à se reloger pendant un an. Cette année-là devait leur servir de sursis aussi pour pouvoir se reprendre et réintégrer la vie normale. C'est pour ça aussi que beaucoup de partenaires avaient accompagné.	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E13J	Non, mais alors, je reviens là-dessus parce qu'on avait eu beaucoup d'insistance sur cette question-là. Sauf que la priorité aussi, sur le coup, c'était de pouvoir fermer ces camps parce que je ne sais pas si vous étiez en Haïti en 2010, mais en 2010, la région métropolitaine offrait un tableau vraiment terrible avec ces camps sur les places publiques, des camps sur les terrains privés, et ces gens étaient menacés d'éviction par les propriétaires de ces terrains. Donc, il fallait absolument trouver une solution immédiate pour permettre de reloger, je ne vais pas dire très confortablement, mais de manière plus confortable quand même que la situation que les gens connaissaient dans les camps, de pouvoir trouver une solution intermédiaire, disons, pour ces familles. Donc, la relocalisation était une solution intermédiaire et c'est pour ça aussi qu'on s'assurait qu'il y avait des partenaires qui accompagnaient ces mêmes familles avec des activités de formation, des activités génératrices de revenus qui pouvaient leur permettre de recommencer à se prendre en charge. Parce que sinon, de toute façon, même si on décidait de payer pour deux ans, on allait nous dire quand même, après deux ans, qu'est-ce qu'on fait ? Donc, il ne s'agissait pas de garder les gens dans l'assistanat, donc c'était un soutien pour leur permettre de rebondir, c'était ça.	Diagnostic des besoins et lancement du projet
E13J	Je voulais dire qu'on avait toute une équipe des mairies, déjà des agents de la protection civile, qui s'assurait de mener des visites de supervision avant qu'on accorde le montant. D'ailleurs, le montant n'était pas accordé directement à la famille. Elle ne recevait pas l'argent en cash. La famille choisissait une maison, nous donnait l'adresse, on allait visiter la maison pour s'assurer qu'elle répondait à certains critères. Et à ce moment-là, si la maison était acceptée, c'est au nom du propriétaire de la maison qu'on avait un contrat de bail qui était signé avec le propriétaire, et c'est le propriétaire même qui recouvrait l'argent. Maintenant, si le montant du loyer qui a été négocié était inférieur aux 20 000 gourdes qu'on accordait, la différence, bien sûr, était accordée à la famille bénéficiaire. Si aussi le montant du loyer était supérieur, la famille aussi savait que c'était elle qui devait ajouter le montant qui manquait. [...] Je sais qu'on a eu certaines personnes qui ont essayé de négocier avec le propriétaire pour récupérer de l'argent par la suite. Mais je ne pense pas non plus qu'on puisse prendre ça comme une généralité. Puisqu'en fait, on avait eu environ 1,5 million de personnes dans les camps et la majorité des camps étaient fermés par la méthode de la subvention au loyer. Donc, je me demande dans quel état on serait actuellement si toutes ces personnes étaient vraiment allées construire dans les zones informelles.	Représentations et formalisation des quartiers
Thème : Composante II & III		
ID	Verbatims selectionnés	Codes
E1	[...] le premier quartier dans lequel on a commencé c'était morne Hercule. Ensuite on a été à morne ..., Nerette je crois, et ensuite à morne Lazare. Ça, c'est vraiment les 3 quartiers qui ont eu le plus d'attention. Ensuite, il y a eu Fort national plus bas qui a eu aussi plus d'attention. Et le simple fait que je me souvienne plus du nom des autres et parlant sur le fait que nécessairement ils, ils ont reçu moins d'attention.	Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
E2	Maintenant, la 2e composante, le seul truc qu'ils ont eu à montrer et à inaugurer vraiment... C'est moins d'une dizaine de maisons qui ont été faites dans un quartier qui s'appelle Morne Lazarre et bon comme infrastructure, ils ont fait un énorme mur de soutènement. Donc il y a eu une dizaine de maisons comme ça, avec peut-être un ou 2 étages, donc qui pouvaient avoir des propriétaires différents à chaque étage. Mais bon, à ma connaissance, c'est la seule chose concrète qu'on peut voir sur le terrain encore aujourd'hui de ce qui reste de 16/6.	Limites du projet
E2	Enfin, la vitrine de 16/6, c'est Morne Lazarre.	Limites du projet

E3	Ça, c'est une affaire de Kéké qui est brillante. Au tout début du 16/6, il a fait une charrette. Tu sais ce qu'est une charrette en architecture ? C'est comme un brainstorming de plein de gens. Puis tu fais pendant quelques heures, tu arrives avec un concept. Donc, pendant deux jours, on a invité les plus grands architectes d'Haïti, les urbanistes, des vieux, des gens qui ont vraiment contribué à bâtir, disons, Haïti. Des gens vraiment formidables. [...] Pendant deux jours, la question était quel est le meilleur habitat pour quelqu'un qui habite dans un quartier populaire. Donc, tu avais des gens, des philosophes, tu avais vraiment du monde. C'était formidable. C'était excitant. Et toutes sortes d'idées sont venues. Il y avait un bonhomme, je ne me souviens plus de son nom. Lui, il connaissait vraiment... C'était quasiment un érudit. Un petit génie. Vieux, vieux. Il dit plusieurs trucs, mais une chose que je me souviens, c'était qu'il fallait gérer la chaleur. Il fait trop chaud dans ces quartiers populaires. C'est du béton, mur à mur. Il fait trop chaud. Vous devez gérer ça. L'autre affaire, c'était un peu le côté de l'eau.	Participation des acteurs locaux dans la conception
E4	Mwen te lan kan, yo te bay on afe de 20 mil goud pou moun kite kan kotow ye a pou retournen lan espas ou te ye a siw pral fe amenajman. Mwen menm li te banm 20 mil goud la, m te vin jwen on moun ki te vin dim men tel kote poum ale map jwen on shelter. Yo te vinn banm on shelter, mwen mete shelter a lan espas kote yo te fel pou mwen an apre se yon afè de pwosesis. M vinn al pase lan on lot pwosesis kote moun ki tap vann mwen tè a li aksepte al lan 16/6 li al siyen pou mwen. Poul di wi yo met konstwi pou mwen san pwoblem. Epi vreman vre yo vinn komanse avek konstwiksyon an pou mwen.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E4	Hm non mpa gen explikasyon paskem we tout fet on sel fason. Gon eksepsyon ki te genyen se kotow we anbaa (...). Menm ap poze tet mwen kesyon, eske se pa moun ki te fe yon antant avek yo tou. Men apre sa tout Nérette la ret la net. Pou mwen sete yon bagay konsa. On sel la. Men apre sa se Mon Laza, leum mennen anket mwen, m chache konen yo dim se yok fel yo pa bay anyen, se yo ki deside mete nivo a sou li .	Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
E8	C'est là qu'on a vraiment développé les modèles de logements permanents qui étaient exceptionnels. Et pour faire ça, pour y arriver, pour y arriver, on avait fait une charrette pendant trois jours avec à peu près 30 architectes haïtiens pour faire des réflexions sur comment construire une maison fonctionnelle pour une famille défavorisée dans un quartier à risque. Dans un quartier où les risques et les catastrophes naturelles sont élevés.	Participation des acteurs locaux dans la conception
E8	Ces quartiers-là n'avaient pas la même taille. Il n'y avait pas la même quantité de déplacés. Ces quartiers-là ne recevaient pas le même niveau d'investissement.	Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
E10	Oui, dépendamment du quartier, dépendamment de la topographie, dépendamment de la communauté, d'une communauté à l'autre, les besoins n'étaient pas les mêmes.[...] Donc, tu vois, on a toujours, on a été très transparent avec eux. On a fait des scénarios et dans chacun des quartiers où on est intervenu. Il y avait 3 ou 4 scénarios qui avaient été offerts et ils ont dû voter quel scénario ils voulaient.	Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
E10	Oui, parce que même dans le développement des typologies, il y a eu la participation des communautés. L'idée ce n'était pas de venir leur imposer une typologie, c'était d'être capable de les adapter à leur goût, aux besoins et à la réalité.	Appropriation du projet par les communautés
E11	Maintenant, ce qui s'est passé, c'est que tous les quartiers n'ont pas eu le même montant alloué. Ils n'avaient pas tous les mêmes besoins que ça soit en infrastructure ou pas. Bon, moi je trouve qu'il y a un quartier qui a beaucoup bénéficié pas uniquement pour la zone informelle. Puisque les personnes qui habitaient dans les camps venaient surtout des quartiers informels. Ça a été le quartier de Morne Hercule.	Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
E13A	Il faut dire que le budget, dans le cadre du projet 16/6, c'était de 78 millions. Mais dans le cadre du fonds FRH, on avait seulement 30 millions. C'est-à-dire qu'on n'avait pas eu assez de budget pour intervenir dans tous les quartiers. C'est pourquoi on avait dit qu'on devait intervenir sur 16 quartiers, parce que ces 16 quartiers-là devraient recevoir les gens qui étaient déplacés dans les 6 camps prioritaires. Mais on n'avait pas assez de moyens, vu qu'on avait seulement 30 millions. C'est pourquoi on intervient, dans le cadre du projet 16/6, sur neuf quartiers. Et dans le cadre de reconstruction, on a eu la chance de construire deux blocs de maisons. Les premiers blocs conçus à Morne Hercule, il y avait 25 familles et à Morne Lazarre, 29 familles.	Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
E13A	Par exemple, qu'est-ce qu'on a fait ? Là où on n'arrive pas à construire des maisons, on fait la réparation. On fait la réparation des maisons jaunes. Une fois qu'on n'a pas vraiment l'opportunité, on discute avec les gens, on les explique. On a parlé, moi, et c'est suffisant. Et voilà, qu'est-ce qu'on fait ? On partage les informations avec eux. C'est vrai qu'il peut y avoir des tensions, des blocs, etc., mais on les donne toutes les informations. On est clair avec eux, on discute, on parle. Assez d'argent, voici ce qu'on peut faire.	Enjeux communautaires et mobilisation des habitants
E13J	Ce que je voudrais ajouter, c'est que, comme E13A l'a dit tout à l'heure, c'était bien aussi le rôle des plateformes, puisque c'est un processus vraiment participatif où la population est informée de tout ce qui se fait dès le début. Ils connaissent aussi les critères de sélection des bénéficiaires des travaux qui seront exécutés. Donc, selon les critères, la personne elle-même peut voir si elle satisfait aux critères ou pas, et donner la priorité aux plus vulnérables.	Enjeux communautaires et mobilisation des habitants
	Sous-thème : Urbanisme	
E1	Alors là, le terme qu'on utilisait tout le temps, c'était quartier informel. Ça, c'est le terme. Honnêtement, je ne connais pas la distinction entre tous les différents termes que vous avez-vous avez ça me dépasse.	Représentations et formalisation des quartiers
E1	Incontestablement. L'idée de délocaliser ... Au cours de toute ma carrière, j'ai vu très, très peu de projets de délocalisation, de relocalisation fonctionner d'une part. Donc j'ai un biais personnel négatif sur déjà les chances de réussir à relocaliser toute une population qui a un tissu social existant, qui a des modes de fonctionnement et de modes de vie qui fonctionnent, et espérer relocaliser ça comme ça, c'est extrêmement difficile. Et d'autre part, une autre des façons dont je vois les choses, c'est que les gens habitent dans ces quartiers-là, ils y sont, et il est à mon avis un petit peu utopique que de penser. Enlever le problème et le pousser ailleurs.	Réhabilitation vs relocalisation

E1	Donc y avait toute la thématique, toute la problématique des titres de propriété. Et alors là, il faut vraiment, parce que ça, c'était un vrai casse-tête, en particulier sur la construction neuve. [...] Je me souviens même plus exactement comment on faisait ce droit de jouissance pour la construction, pour la construction neuve, mais pendant la réparation, on allait beaucoup moins regarder dans la propriété réelle de ces terrains-là. Alors une mesure radicale pourrait être que ce sont des terrains, squattés à la base, je suis même pas sûr de la légalité au droit au titre du droit haïtien et de dire qu'on va dire à ces gens, il faut qu'ils déménagent parce qu'ils n'ont pas le droit d'être là. Ça c'est complètement irréaliste. C'est, humainement et éthiquement à mon avis très discutable aussi parce que ce sont des gens qui habitent là et qui avaient des maisons là depuis des années. Donc oui, allez intervenir dans ces quartiers là pour moi. C'est un, c'est une bonne idée parce que si on y va et qu'on essaie de résoudre et qu'on essaie d'améliorer, on essaye de faire du renforcement, pas juste de la reconstruction par exemple, pas juste de la réparation, mais de s'assurer que les maisons que l'on prépare en cas de, de prochaines, de prochain tremblement de terre ne vont pas s'effondrer.	Défis fonciers et complexité juridique
E2	C'est numéro un, il n'y a pas de voie et réseaux. Donc il n'y a pas de rue, il n'y a pas d'eau, il n'y a pas d'électricité. Les maisons elles-mêmes sont sans sanitaires et c'est de l'habitat précaire. Ça veut dire que c'est des maisons qui sont vraiment extrêmement sommaires sans toilettes, sans même un fini je dirais de maison ordinaire.	Représentations et formalisation des quartiers
E2	Je prends Canaan qui est phénomène tout à fait nouveau qui date du tremblement de terre. Et bon, avant d'aller donner des allocations d'affermage, il fallait tracer des chemins. Il fallait laisser la place pour les voies et réseaux. Donc, il y avait moyen de faire des investissements collectifs qui auraient pu permettre des lotissements donc de superficie et clarifier la situation foncière des gens et leur permettent... De ne pas leur donner de l'argent, de donner accès à un crédit, même bonifier pour pouvoir s'installer, mais ne pas juste leur donner l'argent en leur disant, vous vous démerdez, vous trouvez un coin ou vous installez. En présupposant qui avait un parc locatif dans cette ville qui venait d'être détruit par un tremblement de terre et qu'il suffisait d'avoir l'argent de l'affermage pour affermer une maison. Les maisons n'existaient pas. On le savait bien.	Stratégies et logique d'intervention
E2	Fort national c'est un quartier pauvre, mais ce n'est pas un bidonville. Donc, et, où les gens étaient capables de donner un apport, de contribuer à la réhabilitation du quartier. Il y a une structure sociale à Fort National. [...] Fort national déjà, c'est la partie historique de Port-au-Prince. Donc c'est une communauté qui s'est créée depuis le 19e siècle. C'est comme ce qui se passe là maintenant, au Canapé vert. Tu vois ? Le Canapé vert ... C'est un quartier qui est très anciennement colonisé, même si très anciennement c'est... pas à l'échelle européenne mais les gens sont là depuis plus de 50 ans, donc ce sont des familles qui sont là déjà à la 3e, 4e génération, tu vois ? Ce n'est pas par hasard que Canapé vert que tu peux considérer comme étant en partie un bidonville, en grande partie un bidonville, mais qui s'est constitué sur plus de 50 ans et sur pratiquement 3 générations sinon 4. Mon chauffeur est originaire de Canapé vert, mais c'est son père qui s'est installé là et il est déjà grand-père mon chauffeur. On est déjà sur un horizon de temps différent. Et maintenant autour de lui... Il a fait venir des... Son père a fait venir des cousins, etc. Donc on est vraiment dans une communauté d'implantation de plus de 50 ans, tandis que tu prends un truc comme Solino. C'est vraiment des populations complètement halogènes, donc il y a de la vie sociale mais ça n'a pas du tout la dimension... Il y a une vraie communauté au Canapé vert, il n'y en a pas à Solino. Ils réagissent complètement différemment par rapport à la pénétration des gangs.	Représentations et formalisation des quartiers
E2	Le CIAT a invité, c'était en 2011, je pense, quelque part en 2011. Le Président d'ONU-Habitat qui a été très impliqué dans beaucoup de choses et... dans la reconstruction. Le président d'ONU-Habitat c'était l'ancien Maire de Barcelone. Et comment dire, donc, on l'a fait venir. On a fait un tour de Port-au-Prince avec lui. On a fait deux transects. Un transect nord-sud, un transect Est-Ouest, pour qu'il puisse voir depuis la mer jusqu'au contrefort de Pétionville. Et... on avait organisé pour lui une grande conférence à Fokal. Donc on avait vraiment un amphithéâtre qui était plein. Il y avait plein d'architectes, toutes sortes de gens impliqués dans la reconstruction. Le CIAT a publié cette conférence. Et donc lui, il dit, c'était le centre de sa présentation : "On ne reconstruit pas une ville à sa périphérie. On l'a reconstruit en son centre." Et au moment des questions, moi je lui ai dit : "Mais écoutez Monsieur Clos, ONU-Habitat a fait l'inverse et les bailleurs de fonds ont suivi." Ça veut dire que c'est complètement idéologique... Ça veut dire que les autres ce sont des bourgeois. Ils ont du fric qui vont se débrouiller tout seul. Nous, on va travailler dans les bidonvilles où sont les malheureux qui ont été impactés par le tremblement de terre. Il a reconnu que c'était une erreur grave.	Représentations et formalisation des quartiers
E2	L'idée c'est justement de ne pas laisser les gens s'enfermer dans des communautés. Tu leur ouvres la voie pour aller vers une ville et cette ville là... Enfin vers le cœur de la ville je dirais, puisqu'ils se déplacent, ils vont travailler, ils vont au marché, ils font toutes sortes de trucs comme ça. Donc il n'y avait rien dans Port-au-Prince comme service après le tremblement de terre. Tout le monde, les marchandes étaient dans la rue. En fait, tout était désorganisé, il fallait travailler sur le cœur de la ville et maintenant tu mets dans un second temps les interventions dans ces quartiers précaires pour recréer de la mobilité à l'intérieur de ces quartiers mais surtout empêcher qu'il soit isolé. Et je pense que, ce que nous vivons là, aujourd'hui en Haïti, c'est en grande partie l'échec de la reconstruction de Port-au-Prince. C'est le fait que Port-au-Prince, ne s'est pas reconstruit et qu'on a investi l'argent international dans des fantaisies.	Stratégies et logique d'intervention
E2	Ce n'est pas une stratégie, ce n'est pas une stratégie d'investir d'abord dans les bidonvilles. Déjà tu renforces un esprit très, très local. Tu vois ? Où les gens ne se sentent pas comme faisant partie de la ville. Puisque pour aller en ville, tu passes dans des sentiers, dans des trucs. Moi, je ne sais pas comment les gens font la nuit pour rentrer chez eux quand ils sont sortis pour aller travailler ou je ne sais pas quoi. C'est complètement casse gueule, un type qui se casse une jambe, à Jalousie. Je ne sais pas comment on fait pour l'évacuer pour l'amener à l'hôpital. Donc tu crées des communautés isolées, pauvres, qui ne sont pas intégrées à une vie urbaine.	Réhabilitation vs relocalisation
E2	Les gens se rencontrent, ils se rencontrent dans le lieu où on fait la lessive, ils se rencontrent au marché, ils se rencontrent... le grand lieu de socialisation en Haïti, c'est les églises. Donc, ils n'ont pas attendu le projet 16/6 pour socialiser. C'est donc, on transpose la configuration et le genre de vie occidental sur nos pays à nous. Mais les gens ne vivent pas en appartement. Les gens vivent dans des maisons, même dans les quartiers les plus pauvres, tu as un petit bout de cour et la vie quotidienne se passe dans la cour. Elle ne se passe pas dans les maisons. Donc c'est des transpositions abusives [...]	Usages des espaces publics et des infrastructures

E2	Moi ça m'étonnerait beaucoup parce que d'une façon générale, en Haïti, les bidonvilles sont créés sur des espaces bien typés. Soit c'est des propriétaires à l'étranger, donc la propriété est squattée, soit c'est des conflits d'héritiers donc il n'y a pas de décision si tu veux collégial sur le bien puisque les héritiers sont en conflit, sinon en procès. C'est le cas de Morne Lazarre. Donc il y a peut-être un héritier qui ou 2 héritiers qui vendent chacun de leur côté ou qui afferme chacun de leur côté. En général, tu n'arrives pas à résoudre ces problèmes fonciers sans que le procès soit... C'est la famille, ça commence par un Z. C'est une famille paysanne donc qui était propriétaire de ces terres-là. Et il y a un énorme procès qui est sans fin depuis 30 ans. Le 3e type d'espace c'est des terres qui appartiennent à l'État ou des terres déclarés d'utilité publique.	Défis fonciers et complexité juridique
E2	Morne Lazarre, moi j'ai travaillé sur Morne Lazarre quand j'étais étudiante à la faculté d'Ethnologie. [...] Donc, il y avait un problème interne entre les héritiers et il y avait un problème entre les héritiers et la propriétaire de l'hôtel Villa Créole qui est juste de l'autre côté de la ravine. Donc, ça m'étonnerait qu'ils aient réussit à trouver une solution foncière et avec un minimum de légalité dans ce bouillon de culture.	Défis fonciers et complexité juridique
E3	Donc on y allait étape par étape, mais le problème, c'était que les familles devaient accepter, il y avait beaucoup de familles qui ne voulaient pas, ils ne voulaient pas l'aide. Donc trouver des familles qui allaient accepter, qui voulaient participer au projet, c'était un truc. Donc c'est pour ça que ça devenait un peu éparpillé. On essayait de les regrouper, parce que pour nous, ça nous simplifiait la vie si on les regroupait tous en même temps. C'est pour ça que ce qu'on allait faire, on parlait comme des sites collectifs, de ce que je parlais plus tôt, Morne Hercule, on les privilégiait parce que moi j'avais juste un endroit à domper du ciment, envoyer mes équipes, et je bâtissais disons 30 maisons. Donc pour moi, ça simplifiait versus une maison par-là, une maison par là. Mais souvent on n'avait juste pas le choix, mais on faisait tout le quartier complet pour s'assurer qu'on n'oublie personne et que ce ne sont pas les gens qui sont plus proches de la route qui sont privilégiés, et celui qui est en bas dans la ravine ne l'est pas.	Friction entre logique d'action et réalités du contexte
E3	Entre temps, une autre parenthèse, c'est que le PNUD a fait une analyse des risques, donc une carte des risques, et il y avait des zones rouges, zones vertes, les mêmes choses. Donc les zones rouges qui étaient principalement dans le fond des ravines, ça on n'y allait pas. C'était un des principes que le gouvernement ne voulait pas qu'on fasse. Et dans les trucs jaunes, si on suivait un peu les recommandations, c'était un groupe français qui était venu faire ça, c'était un très bon travail. Je pense même au Québec, on n'a même pas ça. Donc c'était un très bon travail qui avait été fait, et on faisait principalement les zones jaunes. On privilégiait les zones vertes, mais si c'était dans une zone jaune et ce n'était pas trop dispendieux, mais on le faisait aussi.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E3	Mais dans la plupart des bidonvilles ou quartiers populaires, ils existent déjà depuis toujours. Donc, on peut pas refaire la trame. Par contre, on avait des urbanistes avec nous et on a essayé différents trucs pour voir comment on peut améliorer.	Intervention en tissu dense
E3	Un problème principal dans tous ces quartiers-là, c'est le drainage. C'est vraiment s'assurer que l'eau ne vienne pas... Il y a des séismes, mais il y a aussi beaucoup d'ouragans, des cyclones. Donc, l'eau, l'évacuation de l'eau était majeure. Aussi important que tout le reste, je te dirais que tout un système de canalisation pour apporter l'eau dans le fond des ravines a été mis en place. En faisant ça, c'est là qu'on créait des chemins pas asphaltés, mais cimentés pour faire des véritables chemins … Avant, c'était horrible. Nos équipes descendaient. Tu dois connaître, c'étaient des sentiers en boue, en terre, en roche, descendre avec les brouettes. Mais à partir du moment qu'on s'est dit qu'on allait faire tout un système de canalisation pour l'évacuation de l'eau, on va le cacher sous des trottoirs. Donc, on faisait tout un système de trottoirs principaux à secondaire jusqu'au fond de la ravine. Et ça, ça a fait toute la différence. Je pense que ça allait éliminer juste en faisant ça, ça fait en sorte que tout le monde est capable de sortir s'il y a de quoi.	Gestion des risques, drainage et infrastructures
E3	On a commencé à innover avec ça. On se disait qu'il y a des endroits tellement serrés, tellement denses qu'on a besoin d'un peu d'espace public. Donc, il y a des maisons. Si vous nous donnez un petit bout de terrain, on va vous bâtir un deuxième étage. On va vous bâtir plus grand. On va vous faire vraiment un truc de réparation. Au lieu de faire un truc de réparation très simple, on va vous le faire de façon très, très bien. Et le petit bout de terrain devenait un espace public. Donc, on mettait un banc. On faisait un espace un peu plus beau. Et la première fois qu'on a fait ça de façon plus... Donc, ça, c'était des exemples. Et ça, ça nous a donné un peu les idées pour faire des sites collectifs.	Intervention en tissu dense
E3	Fait qu'on a fait vraiment, on a pris toute notre expérience dans les bidonvilles, avec Maison Jaune, avec le truc, à savoir toutes les différentes situations qu'on peut retrouver, comment quelqu'un peut se retrouver, il n'y a pas de papier, il y a des papiers, mais ça date de 10 ans ou ça date de 5 ans, tous les scénarios, on les a tous mis ensemble dans un gros cahier, on l'a travaillé avec plusieurs personnes, avec une femme d'ONU Habitat qui était spécialisée en droits fonciers dans les quartiers populaires, et après ça, on a travaillé avec le bureau d'avocat, et bref, on est arrivé avec un espèce de document qui nous disait, si on fait ça, la personne peut avoir un type de propriété légale, et on l'a fait approuver par je ne sais pas qui, ça c'est Kéké qui l'a...	Outils développés
E3	Dans notre cas, on s'est assuré qu'on allait un peu plus loin parce qu'on avait même un juge à Pétion-Ville avec qui on avait développé une relation. On arrivait avec une dizaine de cas, il nous signait. Donc, on était en mesure de faire ça et c'est une protection. Encore une fois, ça c'était la première étape. On voulait aller un peu plus loin. Notre document d'origine qui nous servait à régler ce dossier-là pour les maisons individuelles nous a servi pour éventuellement ce qui allait devenir une histoire du condominium.	Défis fonciers et complexité juridique
E3	En tant que Nations Unies, même quand on donne un abri d'urgence, on s'assure qu'ils ne pourront jamais se faire mettre dehors par un propriétaire qui décide d'un jour de retrouver son terrain qui ne s'en est pas occupé depuis longtemps. Mais ça, c'est une pratique normale que dans tous les autres pays, on fait toujours. On s'assure que notre bénéficiaire ne pourra jamais se faire mettre à la porte quitte à aller chercher un document à la ville. Est-ce que tu te garantis ? C'est un gros débat entre des chefs des Nations Unies et un ministre. On veut donner une protection aux gens qui sont déplacés. Pouvez-vous nous aider ? Blablabla. Ça c'est un discours qui est normal, qui fait partie de l'aide humanitaire en général.	Défis fonciers et complexité juridique
E4	Ehh. Pwoje kotem te ye se achte m te achte tè a. Mwen te lan on lot katye avwazinant, pa two lwen. Se just on janbe selman m te vinn achte tè a poum k pase la. Kotem te ye lot bo a te kwaze e nou pat deside ret lotbo anko, nou pat deside rekonstwi anko.	Réhabilitation vs relocalisation
E4	Gen moun ki pat pran, gen moun ki pat pran pa rapo a janl te ye a. [...] Gen moun ki pat aksepte paske lè yo di sonw chanm kay yap bay, yo di non yo pap aksepte. [...] Yo wel two piti, yo te twouve se two piti, fok o moin li ta plis.	Friction entre logique d'action et réalités du contexte

E4	Ann di. Si map konte sou dwet eske gen 50 pwoje 16/6 ? M pa kwe. M pa kwe gen 50 non ! Sou Nerette la. Lan zone Nerette la. Pa bliye gen ampil moun genyen se kay ki fisire moun yo reparel pouko yo ou konprann, genyen janm di la moun ki pat aksepte pwoje sa, men monche si map konte m pa kwe map jwen 50 non. M pa kwe gen 50 non. Tout le moun yo ale yo kite moun yo amba tant wi. Tout le pwoje a kanpe gen moun anba tant. [...] Lè yo fin bati kay. Lè yo fin dedomaje moun. Ou tande yo retire tout moun lan se pa vre.	Limites du projet
E4	Ok. Ou di yo nou viv tou lè 3. Yo te fe on teren, yo fe on teren anlè a yo jwe basket sou li, yo jwe football sou li. Bo kotem ye la egzakteman, gen youn ki te vreman gran, si yo pat kite moun te pranl yo te konstwi, yo fe kay, yo te achte. Bon yo met di se met teren an ki te vann li men paskel te vle. Sonw teren football yo pat ka kitel fel, men anlè Nerrette pi ba Villa Therese la. Gen yon ti terin football yo fe avek beton, yo jwe football tikan sou li, yo jwe basket sou li. Pwoje dlo a, kanalizasyon an komanse fet li kanpe. Yo fe rezevwa pou te vin alimante sitenn yo sa pa janm fet. Twotwa yo, ann di 60-75 % fini gen dekote twotwa sonw sel bo ki genyen. Yo fel avek adoken.	Limites du projet
E5	Bon, je pense que de ce que j'ai observé, il y a un certain parti pris qui n'est pas propre à ce projet. Parce qu'une bonne partie des interventions ont été faites dans le périmètre de la commune de Pétion-Ville. Alors, je vous rappelle que Port-au-Prince, c'est une aire métropolitaine qui s'est développée sur… En fait ça dépend mais moi, je considère que ça s'est développé sur neuf communes. Pétion-Ville, c'est la deuxième commune en importance. Pas démographiquement, mais en termes, je dirais, socio-culturels à l'échelle de l'agglomération. Port-au-Prince, en fait, la ville, la capitale, si vous voulez, c'est là qu'on trouve la ville coloniale. Pétion-Ville, c'est la deuxième ville en termes d'importance socio-culturelle. Et on peut voir qu'il y a une bonne partie des projets qui ont été réalisés dans cette commune-là.	Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins
E5	En fait, c'était aussi l'occasion de structurer ces quartiers parce que les accès n'étaient pas... les accès étaient mauvais et il n'y avait pas de route ou bien c'était des petits chemins assez dangereux. Donc ça a donné l'occasion de faire des opérations. Parce que dans la réalité, ce qu'il faut avoir en tête, c'est que Port-au-Prince, c'est un bon deux tiers de la population qui vit dans ces quartiers-là. Même quand en termes de superficie, c'est pas deux tiers, mais c'est quand même la grosse majorité qui habite ces quartiers. Comme je vous dis, ça a permis d'améliorer le quotidien des gens en termes d'accès, à la fois d'accès, mais aussi pour l'eau potable et les espaces publics, etc.	Réhabilitation vs relocalisation
E5	Bon, il faudrait continuer à faire des accès, des routes. Ce n'est pas toujours évident d'avoir des routes carrossables ou bien des routes qui soient voiturables. Mais des chemins aménagés, des escaliers, il faudrait continuer à en faire parce que depuis que ces projets-là ont été arrêtés, je n'ai pas l'impression qu'il continue à y avoir des projets dans ces quartiers-là. Et l'autre idée, c'est d'avoir une vision. Il faut aller au-delà du quartier parce que les quartiers sont des fois enclavés. Il peut y avoir deux quartiers limitrophes et puis il n'y a pas d'accès. Donc des fois, ce n'est pas des choses très coûteuses à faire. C'est des liaisons. C'est un petit pont à jeter sur une ravine et ça facilite la communication. [...] C'est pourquoi je dis qu'en voyant les problèmes de façon globale, on peut aller au-delà des limites du quartier et voir éventuellement la possibilité d'avoir un maillage, de chemin ou de route.	Interconnexion et maillage
E5	Voilà ! Tout à fait. Alors, il faut que je vous dise que certains, à l'intérieur de ces quartiers aussi, pensent que quand on ouvre les accès, ça ouvre le quartier aux « étrangers » et éventuellement à des bandits ou des voleurs. Ils préfèrent avoir une route d'accès. Dans leur tête, c'est plus facile à contrôler que d'ouvrir le quartier et de faciliter l'interconnexion. [...] Il y a des avantages et des inconvénients. Enfin, je reviens au quartier que j'habite, il y a des liaisons piétons, mais il y a un seul accès voiturable. S'il y avait d'autres accès voiturables, ça nous éviterait de perdre du temps dans des embouteillages parce qu'il y a toujours un goulot d'étranglement à l'entrée. Enfin, certains jours, ou par exemple en fin de semaine. Mais les gens, ils restent convaincus pour mieux contrôler les accès, il faut avoir une entrée et une sortie. Il y a la grosse majorité qui a cette façon de voir [...] C'est la communication, le dialogue qui devrait permettre de mettre en évidence les aspects positifs	Interconnexion et maillage
E5	*Dans ce quartier-là, il y a à la fois une très forte densité et très peu d'espace ouvert. En consolidant des berges de ravines ou en récupérant des espaces résiduels, ils ont réussi à faire des espaces publics qui sont profitables à tout le monde. Il y a à la fois des terrains de jeu ou des espaces aménagés pour les rencontres entre jeunes, etc. C'est une très bonne démarche. [...] Non, du tout pas. J'en ai vu dans différents quartiers. Alors, ce que j'ai oublié de vous dire c'est que je suis aussi professeur à l'université. Il m'arrive d'accompagner des étudiants sur le terrain. On a fait plusieurs visites de ce type de quartier-là. J'ai constaté comment ces espaces-là étaient utilisés [...] Ce qui fait qu'il n'y a presque pas d'espace dans ces maisons-là, ou des activités qui ne sont pas primordiales. Le fait qu'il y ait des aménagements à l'extérieur, ça permet aux garçons, aux jeunes, d'aller, de pouvoir y jouer ou se rencontrer. C'est globalement positif.*	Usages des espaces publics et des infrastructures
E5	Bon, il y a des études qui ont été faites qui montrent que le fait que ça ne soit pas formel fait que les gens, ils ont un actif qu'ils ne peuvent pas, entre guillemets, formellement, échanger. Mais dans la réalité, comme je vous dis, s'ils veulent vendre, ils trouvent un acheteur malgré tout. Donc, en fait, je dirais que c'est un point de vue, je dirais, du camp formel, du camp de la formalisation. Parce que malgré tout, ils achètent, ils vendent, etc. [...] Mais il faudrait qu'à un certain moment, que l'État vienne mettre de l'ordre dans tout ça. Moi, je pense que ça parait être un travail titanesque mais avec les nouvelles technologies, on pourrait y arriver en moins de temps qu'on le ferait avec des... [...] Le problème, c'est que bon, il y a tellement d'urgence dans ce pays-là, ceux qui doivent décider, ils se disent probablement que ce n'est pas une priorité. Mais tout est prioritaire dans la réalité.	Représentations et formalisation des quartiers
E7G	Alors, je ne sais pas si on n'est pas revenu sur la définition des bidonvilles. Est-ce que c'étaient vraiment des bidonvilles ? Est-ce qu'on peut toujours... Il faudrait peut-être définir ce que c'est un bidonville. Parce que, si c'est l'absence d'infrastructure, Port-au-Prince, c'est un bidonville. Bon, il y en a si peu en termes d'infrastructure que... Donc, pour moi, ce sont des quartiers modestes, très peu gérés, pour ne pas dire pas gérés du tout mais est-ce que ce sont vraiment des bidonvilles ? Souvent, ce sont des constructions solides, en béton, avec même des toits en béton et tout ça. Donc, ce n'est pas l'époque des shacks avec des murs en tôle. Ça existe aussi, mais ce n'est pas tous les quartiers qui sont comme ça	Représentations et formalisation des quartiers

E7A	Ce que tu soulignes est très important. Une grande partie de ma thèse était de remettre en question les représentations qu'on a par rapport aux cités, bidonvilles en Haïti et ailleurs, dans le fond. Moi, j'ai appelé ça des quartiers « auto-urbanisés ». C'est auto, ce sont auto. Ce n'est pas nécessairement illégal ni informel parce qu'encore une fois, formel, informel, il y a tellement de nuances de gris. Ce n'est pas nécessairement partout des Cité Soleil, où les gens marchent dans des égouts. Il y a des quartiers qui sont auto-urbanisés, qui sont aussi bien que Delmas, disons. Moi, j'étais incapable de faire la différence, comme étrangère, ou des trucs comme ça. Donc, il va falloir effectivement que tu définisses ce que tu veux dire par ces quartiers-là. Même si on appelle ça, en Haïti, ils ont toutes sortes de noms : bidonvilles..	Représentations et formalisation des quartiers
E7G	Oui, oui, dans le langage courant, les gens disent les bidonvilles comme ça. Je pense qu'à notre niveau, au niveau universitaire, il faut peut-être poser le problème.	Représentations et formalisation des quartiers
E7G	Écoute... Moi, ce n'est pas un sujet sur lequel j'ai trop réfléchi, mais ma tendance serait de dire « oui ». La table rase, définitivement « non ». . Donc, ce qui m'amène à dire que, oui, pourquoi pas être... Donc, je ne sais pas, ce n'est pas quelque chose à laquelle j'ai réfléchi, réfléchir à d'autres alternatives, est-ce qu'il y a d'autres alternatives. Mais... [...] Oui, mais ça dépend des quartiers. D'après moi, ça dépend des conditions. Et tout à l'heure, on parlait... Tu as mentionné Cité Soleil, par exemple. Je crois que, justement, le contexte physique compte énormément, il compte pour beaucoup. Cité Soleil, en fait, c'est une plantation, c'est carrément dans un marais. Donc, les conditions de Cité Soleil sont pratiquement dictées par le lieu, le fameux « genius loci ». Un autre projet sera dicté par la topographie. Tu as des quartiers qui sont dans des pentes assez importantes, ce qui fait que, par exemple, ce sont des quartiers qui sont complètement piétonniers. Les voitures n'y accèdent pas. Il se pose le problème de l'incendie. Encore une fois, quel quartier de Port-au-Prince peut encore bénéficier du service d'incendie ? Très peu	Réhabilitation vs relocalisation
E7G	Voilà... Automatiquement, on va à la politique. Parce que là, automatiquement, tu dois dépasser l'échelle du quartier, tu dois parler de la ville et du territoire et de la gestion de ce territoire. Absolument. Comment peux-tu envisager un quartier ou des... qui n'ont pas accès à l'eau, l'électricité, etc. Pour l'instant, tout le monde se débrouille, et ceci à tous les niveaux. Ceux qui ont de l'argent, ils achètent delco, inverter, batterie pour fabriquer leur propre électricité. Ils achètent des camions d'eau qu'ils accumulent dans des réservoirs d'eau. Voilà. Donc en fait, tout est privé. Il n'y a aucune infrastructure publique. Le peu qui existait dans ce Port-au-Prince d'il y a 50 ans, je ne sais pas, plus même, n'est plus fonctionnel.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société
E7A	Quand on parle, par exemple, de solutions individuelles... Disons Canaan qui est une solution collective au final parce qu'il y a une agrégation dans le fond. C'est une solution individuelle, d'une certaine façon. Un État donné, entre guillemets, laisser-aller, en sachant ou en ne sachant pas, on ne sait pas encore. Mais une terre, ça ouvre la porte à aller individuellement prendre votre terre et auto-construire votre affaire. Mais au final, la nature a finalement horreur du vide. Les gens ont fini par créer du collectif. Parce que tu ne peux pas vivre de façon individuelle, sans ton voisin, sans penser à urbaniser d'une certaine façon, parce que tu as besoin de drainage, tu as besoin d'un minimum de collectif pour vivre comme il faut. Donc, dans le fond, individuel est peut-être une utopie, parce que naturellement, ça va se transformer en quelque chose de collectif. Ça va se transformer en quelque chose de collectif.	Représentations et formalisation des quartiers
E7A	C'est ça. Moi, ce que j'ai constaté aussi, ce que j'ai écrit dans mes conclusions de thèse aussi, c'est que, quand on parle, on utilise des mots comme anarchie, chaos, parce qu'on voit ça selon nos lunettes d'occidentale, il n'y a pas de gouvernement, il n'y a pas… Mais il y a une forme d'ordre qui se met en place, en-dessous, de façon obscure, qu'on n'est pas capable de comprendre nécessairement, parce que ce n'est pas nos codes. Puis c'est sale, ce n'est pas beau. Le gars qui vole des terres avec un gun, ce n'est pas beau, mais c'est une forme d'ordre. Il va prendre la terre, il va développer, etc. C'est des pirates, etc. C'est mal, ce n'est pas bon. Ici, les gens iront en prison. Mais c'est une forme d'ordre. Quand tu rentres dans ces quartiers, il faut que tu comprennes ça et que c'est comme ça que ça marche.	Organisation intra-quartiers et gestion locale
E7A	Mais tu peux arriver dans des quartiers comme ça, tu penses que tu as une bonne solution, qui est peut-être inspirée de codes nord-américains, etc. Parce que c'est peut-être la référence. Mais une fois que tu arrives là, tu secoues finalement les façons de faire.	Friction entre logique d'action et réalités du contexte
E7A	Ce qui est intéressant aussi, puis peut-être que ta recherche ne va peut-être pas trouver ça ni rien mais, si on revient à l'idée que ce sont des quartiers auto-construits. Donc, les terres probablement n'appartiennent pas officiellement aux propriétaires. Ils ont pris les terres. [...] Exactement. Ils ont pris la terre à qui ? À l'État ? Ils ont pris les terres à... Il y a toutes sortes de modalités. Des fois, ce sont des terres d'anciens présidents en exil, d'anciens morts ou des terres de gens privés. On sait qu'ils volent des terres. Donc, une fois que l'État intervient dans ces quartiers-là, c'est comme qu'ils légalisent d'une certaine façon.	Représentations et formalisation des quartiers
E7A	Hernando de Soto, il est très critiqué maintenant, mais il a fait un bestseller à l'époque. C'était « Rang du capitole ». Sa philosophie, c'est que si tout est informel, tout n'est pas comme le capital que les gens, les investissements, leur habitat, etc., que s'il n'est pas dans l'économie formelle, c'est du capital mort. On ne peut pas s'en servir comme équité pour aller chercher un prêt. Donc, de légaliser, etc., c'est une façon de sortir le capital mort, de l'amener dans l'économie formelle.	Représentations et formalisation des quartiers
E7G	D'ailleurs, il y a des gens qui ont aussi mentionné l'autre côté de la médaille qu'on ne voit pas, ce sont les spéculateurs. Tu as des spéculateurs dans ces quartiers, des gens extrêmement riches mais qui n'existent pas dans le système. Ils ne payent pas de taxes, ils n'existent pas. Pourtant, ils sont propriétaires. Parce que souvent, les gens ne sont pas... Ils sont très souvent locataires dans ces quartiers bidonvilles, ou autrement. Ce sont des locataires. Donc, tu as des grands propriétaires, en réalité dans ces quartiers-là qui possèdent plusieurs maisons, et qui font beaucoup d'argent. Donc, c'est un aspect important.	Représentations et formalisation des quartiers

E7A	Ce qui aurait été intéressant de savoir, ça aussi, il va y avoir des limites, mais quand on parle justement de régularisation des titres, ce qui a été, en théorie, ce qui a été démontré parfois dans les quartiers très pauvres, par exemple, c'est que ce n'est pas nécessairement bénéfique parce que les gens justement très pauvres vont avoir tendance à vendre. Ils vont vendre parce que... [...] Oui, de la jalousie. Puis ça se gentrifie, ça devient des quartiers qui sont plus cossus, moins pauvres, alors que des quartiers pauvres, il y a un besoin. On se demande pourquoi, justement, il y a des endroits où les gens vont vivre dans la misère, dans les égouts, mais parce qu'hélas, il y a ce besoin. Ça répond à un besoin, soit transitoire, ou le fait que les gens sont plus proches de la ville pour avoir un emploi, ou carrément... Je t'avais parlé du prix Nobel, je ne t'ai pas envoyé le livre... mais en tout cas, la logique des pauvres, les pauvres n'ont pas tous la même logique que tout le monde, c'est-à-dire que tu leur donnes, par exemple, des moustiquaires. Pour eux, c'est plus important de marier leur fille, qu'ils s'en servent comme voile, que de se protéger contre la malaria. Donc, ils ont des logiques où ils vont investir de l'argent dans l'éducation de leurs enfants plutôt que dans leur logement, ils font des choix.	Représentations et formalisation des quartiers
E7G	Ce qui n'est pas vrai parce que de toute façon, il faut payer des taxes, justement. C'est justement ça. Justement, tu as des gens qui veulent rester dans l'informel, parce que justement, ils ne veulent pas payer de taxes. Ou bien, ils auraient préféré ne pas payer de taxes. Mais ce que je veux dire, c'est que dans un État fonctionnel, tu rentres dans la formalité, tu paies les taxes, etc. Mais je trouve que sa question est assez épineuse, parce que tu pourrais même envisager que, en fait, le bénéfice c'est peut-être pour celui qui regarde. Le bénéfice, c'est peut-être pour la société formelle de dire : « Bon, il n'y a plus de pauvres chez moi. » Ça me donne du... Comment dit-on ça ? Je suis plus à l'aise avec moi-même, en tant que société, de dire, voilà comment je traite ma population. [...] C'est peut-être bien pour le confort moral de la société. Est-ce que c'est un bénéfice pour... Je n'oserais pas répondre, je ne sais pas.	Représentations et formalisation des quartiers
E7G	Mais, si je reviens à comment tu as posé la question... Haïti fonctionne, comme tu l'as dit tout à l'heure, de façon complètement privée; chacun fait ce qu'il a à faire, se débrouille d'une façon ou d'une autre. Si tu mets un système économique en place, et que les gens ont accès à l'argent, à de l'argent, ils vont faire ce qu'il faut. Ce sera peut-être dans un chaos extraordinaire, mais encore une fois, est-ce que ce n'est pas nous qui appelons ça un chaos ? Est-ce que ce n'est pas une vision du monde ? Et c'est pourquoi je dirais que je n'ose pas répondre à la question que tu as posée tout à l'heure. [...] Nous ne pouvons pas nous empêcher d'avoir une vision, allons dire, carrément occidentale. Nous avons une vision occidentale. Nous sommes formés par l'Occident, on est formatés pour ça. Je ne sais pas si toi, tu as vécu des choses, même plus que moi en Haïti. C'est-à-dire, si les gens avaient les moyens, ils se seraient organisés d'une façon ou d'une autre. À Canaan, ils ont tracé des routes, ils ont fait des trucs. Donc, ils ont même prétendu avoir touché à l'aspect collectif. Ils n'ont pas construit que leurs maisons. [...] Donc, c'est pourquoi, encore une fois, pour moi, on revient toujours à la politique. Parce que je crois qu'en fait, comme dans tout, l'économie, c'est le nerf de la guerre. Donc, rien ne se fait sans argent. Donc, s'il y avait vraiment de l'argent, non seulement les gens feraient ce qu'il faut, mais là encore, la politique viendrait pour gérer cet argent. Parce que tu n'aurais pas pu ne pas le faire non plus. Donc, je ne saurais être en faveur d'une reconstruction par les individus. Non, dans ma tête, ce n'est pas envisageable. Mais la réalité, c'est que c'est ça. La réalité, c'est ce qui se fait au jour le jour, tous les jours, 2010-20..., ça fait 15 ans.	Représentations et formalisation des quartiers
E8	Le problème, c'est que, quand on parle de familles défavorisées, on aurait pu faire de la copropriété, des villages, des communautés à partir de zéro. Mais, pour les personnes vulnérables dans cet état-là, c'est très difficile de les enlever de la zone où ils ont leur livelihood et de les emmener quelque part d'autre. C'est vraiment, vraiment, vraiment difficile à réaliser. Donc, c'est la raison pour laquelle il fallait les retourner dans leur quartier d'origine et venir avec des montants pour investir dans le quartier et les garder dans leur quartier.	Réhabilitation vs relocalisation
E8	Les quartiers ne sont pas plus isolés que ça. Ces quartiers sont parmi nous. [...] Oui, parce que tout ça, ça fait un tout, hein. C'est pas comme le pays développé où il y a vraiment une claire démarcation entre les quartiers formels et les quartiers informels. Les quartiers formels et les informels, ils s'entremêlent entre eux. Des fois, pour les chemins découpés, pour dévier les blocus, le trafic, on passe dans un quartier informel, où on avait fait la route etc., on passe en plein milieu. Donc, c'est comme ça. [...] Port-au-Prince, c'est une ville qui est bien urbanisée, mais pour une population qui ne dépasse pas les 200, 300 000 personnes. Là, à Port-au-Prince, facilement, on a 4 millions de personnes à Port-au-Prince.	Représentations et formalisation des quartiers
E9	Bon, je vais répondre d'abord sur un fait. Des quartiers précaires, oui, ce sont des quartiers précaires, mais je pose la question à savoir que pratiquement la majorité des quartiers en Haïti sont précaires, qu'ils soient occupés par des personnes à plus forts moyens économiques ou à moins forts moyens économiques. Pourquoi je dis ça ? C'est que vous pouvez prendre un quartier en haut de Thomassin, ou haut de Turgeau, ou haut de Pacot, etc. Là où il y a une population aisée qui construit sur de grandes surfaces, le quartier peut être considéré précaire en termes de service. Ça veut dire qu'il faudrait bien situer le mot précaire, parce que cette précarité au niveau des services, elle est quelque part partout sur Port-au-Prince : précarité au niveau des services énergétiques, au niveau des services en eau, des services en ramassage d'ordures, etc. Donc cette précarité, il faut cibler avant de dire tout simplement un quartier précaire. Un quartier informel, je préfère un peu plus, parce qu'effectivement, il y a une certaine forme d'informalité au niveau de l'occupation. Pas de tracé, pas de bâti, et parfois un bâti sans architecte, sans respect des normes de construction, etc. Donc je dirais beaucoup plus quartier informel qu'uniquement quartier précaire, ou situer le mot précaire.	Représentations et formalisation des quartiers

E9	Maintenant, par rapport au concept de reprendre les gens et de les replacer dans les quartiers, je pense que, comme tu as dit, il s'agissait de plusieurs quartiers. Effectivement, j'ai visité Villarosa, j'ai visité Fort National... Il y a eu différents quartiers dans lesquels on a eu ce genre d'approche, parce que les déplacés étaient partout. Je pense que c'était la meilleure formule si, moyennant que les personnes qui étaient déplacées et qui occupaient les espaces publics, venaient de ce même quartier. J'insiste là-dessus ! C'est que, par exemple, le quartier de Canaan, il a été créé justement comme quartier post-séisme, proposition de reconstruction, mais avec des gens qui occupaient, qui n'habitaient pas la zone. C'étaient des personnes qui occupaient les terrains de golf, du pub américain, des gens qui occupaient les terrains de Accra, des déplacés sur d'autres sites, qui ont été pris et qui ont été amenés à Canaan, moyennant qu'ils étaient d'accord. Donc, ce sont des personnes de toute part que l'on regroupe sur un même lieu, et personnes qui n'ont pas forcément de connaissance. Il n'y a pas de liens sociaux entre les gens, et on recrée un vaste quartier avec des personnes qui ne se connaissent pas du tout, et qui n'ont aucun lien. Et donc le tissu, il est complètement déchiré, et donc le tissu social, et donc il faut retisser des liens, réapprendre à vivre avec des personnes que l'on ne connaissait pas, donc ce n'est pas toujours évident. Donc, je pense que, quand on a cette réponse, il faut bien cibler la population, et essayer de voir si la population qui est recasée, je prends le cas de Morne Hercule, ou de Nérette, et ce sont des personnes de cette zone, ceux qui étaient le Bas Canapé vert, Villa Rosa, etc., et est-ce qu'ils sont de la zone, et ainsi de suite. Donc c'est ça mon point par rapport à cette question. [...] Imagine que je te mets dans un village, imagine que je mets dans ce même village 60 % de personnes déplacées versus 40 % qui sont dans la zone et 60 % qui ne se connaissent pas du tout mais qui arrivent. Et donc quelque part, le déséquilibre il est logique, il est normal puisqu'on doit apprendre à se connaître, on doit apprendre à tisser des liens et à se respecter. Culturellement, on fonctionne de manière différente. Donc ça crée un déséquilibre et ce déséquilibre, il se voit à niveau local, à niveau de quartier mais il peut se voir à niveau régional, il peut se voir à niveau d'un pays. [...] C'est par rapport au pourcentage, c'est par rapport au pourcentage de personnes déplacées dans un quartier, c'est ça que je vois. Si le pourcentage il est plus élevé que la population résidente, ça crée automatiquement un déséquilibre.	Réhabilitation vs relocalisation
E9	Ça me paraît tout à fait correct et moyennant, ça me paraît tout à fait correct surtout que moi, j'ai visité particulièrement les quartiers de Morne Lazarre et de Nerette, là où je pense qu'il y a eu un résultat en termes d'amélioration des conditions de qualité de vie. Je pense et je crois que c'est quelque part une forme de réussite, oui.	Réhabilitation vs relocalisation
E9	C'est pour ça que je dis « j'aime pas » quand on me dit « précaire ». Oui, ils sont précaires, mais j'aime donner la comparaison qu'un quartier précaire... Mais écoute, moi, j'habite Delmas et la DINEPA ne me donne pas de l'eau. Donc, je suis précaire en termes d'eau. Excuse-moi, je sais passer une semaine ou deux semaines sans électricité même si je suis connectée au réseau de ville. Donc, il y a une certaine précarité. Le camion d'ordures ne passe pas devant chez moi. J'ai un ramassage d'ordures qui est privé. Donc il y a une forme de précarité. Oui, c'est un quartier qui est correct, parce que j'ai une rue qui fait 5 mètres de large, et toutes les maisons sont du même standing, mais à l'arrière de chez moi, c'est déjà "le bidonville", comme on l'appelle. Donc, c'est quoi ? Il faut savoir gérer, il faut savoir mettre un peu de fierté là où elle n'existe pas, c'est ça pour moi.	Représentations et formalisation des quartiers
E9	Je ne vais pas dire qu'elle est mauvaise, mais je ne vais pas dire non plus qu'elle est bonne. [...] Mais sur des quartiers très denses, et je pense que c'est une approche, une réponse qui est valable, parce que si on se met à démolir tout, ce n'est pas très évident. Ce n'est pas très évident. Donc, je pense que c'est pour ça que je dis oui et non, c'est valable.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E9	C'est pour ça que je dis : « Il faut des services. » « Il faut les services », je n'ai pas limité. J'ai parlé d'accès effectivement, mais il faut les services. Il faut tout type de services. Moi, j'ai eu l'expérience de voir à Morne Lazarre, à Morne Hercule, le ramassage d'ordures avec ces motos trois roues, les espèces de motos trois roues qui ont un bac à l'arrière. Et, c'est organisé par, c'est une création de micro-entreprise de ramassage d'ordures par la population elle-même qui va la mettre dans un lieu de desserte provisoire, là où la mairie passe et ramasse. Donc, le fait qu'on ait créé l'accès, il y a plein de couloirs, il y a plein qui sont de 1,10 minimum jusqu'à 1,50 parfois. Donc, ces petites motos-là, elles passent et elles ramassent les ordures et elles vont les acheminer sur Bourdon. Donc, c'est correct. C'est une forme de doter des services dans des zones « plus difficiles d'accès ».	Gestion des risques, drainage et infrastructures
E9	Je pense que c'est très bien. Parce que justement, dans ce désir de densification, on oublie que l'espace public, l'espace de jeu, l'espace qui a un objectif de cohésion sociale, de lieu de rencontre est fondamental. C'est un espace de vie, tout comme le « lieu d'habiter », et particulièrement important quand on sait que l'espace lieu d'habiter est extrêmement exigu et n'offre pas suffisamment d'espace de réunions familiales. Ça veut dire que l'espace de réunion de la famille est minuscule. Donc ça permet quand il y a des espaces publics, des petits espaces publics, dans chaque micro-quartier, une multitude d'espaces publics, ça crée des espaces de vie, des espaces, des lieux de rencontre des populations avoisinantes. Je sais que dans ce projet 16/6, on a créé beaucoup d'espaces de jeux, que ce soient des mini-terrains de basket non formels. Ça veut dire qu'ils ne respectent pas les normes, mais c'est un lieu où il y a un seul panier et un espace où les jeunes de la zone peuvent jouer, peuvent se récréer. C'est fondamental, je pense que c'est bien.	Usages des espaces publics et des infrastructures

E9	Ça, c'est intéressant comme point, mais je vais peut-être monter à très loin. Les premiers plans de ville que nous ont légués les Français, effectivement, il y avait la rue, mais il y avait toujours la place. Toutes les villes, elles ont toujours eu une petite place, ou une grande place, dépendant de la ville en soi. Maintenant, elles n'ont peut-être pas eu une multitude de places. C'est la place, c'est le lieu de rencontre. Là où il y a un minimum de vert, un kiosque, et là où on peut avoir de la musique, en général, c'est toujours voué à ça, ou avoir des activités politiques au niveau de ce kiosque, mais ça nous a été légué par les Français et ça existe depuis avant 1804. Donc, les villes qui ont été faites après par les Haïtiens ont toujours suivi ce même schéma. Il y a toujours les rues, et il y a au moins une place. Maintenant, les petits villages, c'est vrai, les petits bourgs n'ont peut-être pas de grandes places et, ont, les rues et l'habitat sur rue. Donc, la population, elle a toujours dit ça, que la rue c'est plas piblik pèp la. C'est pour le peuple effectivement, c'est son lieu de rencontre. Et dans les quartiers les plus démunis en général, démunis de tout, c'est dans la rue que les gens ont la continuité de leur habitat, de leur logement directement. Ça veut dire l'habitat d'une manière générale, il inclut la rue, et le logement, il s'intègre à la rue. Donc, c'est pour ça que dans notre mode de vie, enfin, et même à l'étranger, aux États-Unis, à Little Haïti par exemple, je sais que l'Haïtien vit beaucoup dans la rue. Il sort, il va dans la rue, ils se mettent par petits groupes dans la rue, ils parlent fort, etc. parce que ça fait partie de nos modes de vie. Cependant, la place peut être intégrée. A Canaan, qui est un lieu quand même qui a été créé spontanément par les habitants eux-mêmes, et tous les gens qui sont arrivés, ils ont laissé des espaces pour des places publiques. Placées par eux. Donc, ça veut dire qu'il y a un embryon dans l'esprit que l'on peut avoir à la place publique. Le besoin, la demande de logement est tellement forte dans certains quartiers que l'on se rassemble un sur l'autre, on densifie, on densifie, on densifie et on oublie l'espace public. Et on sacrifie l'espace public « place » pour avoir des logements. Ce serait la réponse, mais je ne pense pas que ce soit une importation négative. Si, j'accepte que c'est une importation puisque quelque part les premières places nous ont été léguées par la France.	Usages des espaces publics et des infrastructures
E10	Finalement, ils venaient, de ce qu'on appelle des bidonvilles, tu sais. C'est quoi un bidonville ? Très souvent en Haïti, c'est la ravine et aux abords de la ravine, c'est là où les gens se sont installés. C'est là où il y a eu le plus de dégâts dans la capitale. Et quand tu parles aux gens, tu réalises que même au niveau du bidonville, il y a des strates. Les plus pauvres sont près de la ravine et plus tu montes vers la rue, c'est différentes capacités financières, c'est différents niveaux d'éducation, c'est pas les mêmes couches sociales. Là on n'est même pas 60 mètres de dénivellation, tu vois, mais celui qui est près de la rue, il regarde celui du bas avec ses préjugés. Tu sais. Donc je pense que ce qui est intéressant, c'est de voir que le projet 16/6 non seulement cherchait à résoudre des problèmes, mais par exemple dans mon cas m'a permis de comprendre un petit peu la complexité du tissu social haïtien. Parce que comme je te dis, tu avais des artistes. Il y a des quartiers où on est rentré à Jalousie, par exemple. Moi j'ai été dans des quartiers ce qu'on appelait des bidonvilles où 90% de mes amis Haïtiens n'auraient jamais été parce qu'ils ne voyaient que l'aspect négatif alors que les bidonvilles sont à la limite de chez eux, ils ne sont jamais entrés dans un bidonville. Et quand tu rentres dans un endroit comme Jalousie que tu connais probablement, c'est un bidonville qui est aux abords de Pétion-Ville. Quand tu rentres. Bon, c'était le grand bidonville. Aujourd'hui, c'est même le plus grand bidonville de Port-au-Prince. Mais quand tu rentrais à Jalousie tu tombais sur des artistes, des gens qui étaient connus, tu tombais sur des ingénieurs, des professeurs, des agents de sécurité, tu avais tout. Tu avais tout le monde avec une structure qui fonctionnait, donc c'était un organisme vivant, tu vois ? Bidonville, ce qui est intéressent comme je t'ai dit c'est la représentation de la société qu'on est (...)	Représentations et formalisation des quartiers
E10	Le problème, c'est que c'est construit sur des terres qui ne sont pas des terres stables et en plus d'une construction qui n'est pas de qualité. [...] Une fois que c'est construit avec les moyens du bord, en plus de ça, on fait un trou. [...] Si tu as une latrine là sur un terrain qui n'est pas stable sans fondation. Quand ça secoue, qu'est-ce que tu penses qui va arriver ? Ça se casse la gueule, ça s'effondre. Ah Ben voilà, c'est aussi simple que ça et c'est ce qui est arrivé. C'est que la majorité des gens qui se sont retrouvés dans les camps venaient de ces endroits-là. Donc, quand on commence à travailler, avec Morne Lazarre, Morne Hercule, Nérette ou Bois patate, tous ces quartiers, l'élément commun, c'est la ravine. Ils sont tous en train d'habiter le long des ravines. Donc le projet 16/ 6, lorsqu'il commence, cherche à identifier ces gens, les ramener dans leur quartier d'origine et la majorité d'entre eux reviennent dans les mêmes quartiers d'où ils venaient.	Représentations et formalisation des quartiers
E10	Mais maintenant quand tu viens, quand tu interviens pour les ramener, tu dois les ramener en leur donnant des conditions de vie meilleure. Mais quand tu penses au nombre de personnes qui devaient revenir, on ne pouvait pas tout refaire. Ils n'avaient pas le droit de terrain, ils n'avaient pas la capacité de construire, ils n'avaient pas appris l'habitude, ils ne savaient pas comment construire. Donc il fallait éduquer les gens, il fallait que les gens apprennent à comprendre ce qu'était qu'un bon bloc. C'était quoi de faire ce qu'on appelle le chaînage ?	Réhabilitation vs relocalisation
E10	On a fait intervenir une compagnie internationale et on a fait des études de sol pour que justement soient identifiés les endroits où nous pouvions ramener les gens. C'est pour ça qu'on n'a pas pu reloger tout le monde. Il n'y avait pas les moyens, il n'y avait pas le temps, on n'avait pas les titres de propriété, je dirais plus de la moitié des endroits d'où venaient les gens n'étaient même pas utilisables.	Limites du projet
E10	Moi, ce qui m'a fait rire, ce que je disais tout à l'heure, mon anecdote. C'est que j'entre dans des quartiers et puis les gens me disaient : "Non, non. Oui, c'est mon quartier mais moi je suis là de passage". Ah ouais ? Puis je lui dis, mais "depi kilè ou la ?" et puis il se tourne, il dit à sa femme : "Depi ki ane nou la ?" puis la femme qui lui dit : "Ki laj ti tonton sa ? Ah misye gen 10 an. Ok ! Ah sa fè 10 an nou la sou tè a". T'es de passage ça fait 10 ans ! Tes enfants sont nés là, tu sais ! Donc, c'est comme je dis, le volet psychologique là-dedans qui était terrible. Une prise de conscience autant chez les habitants du quartier que chez nous, tu sais. [...] Oui, oui parce que beaucoup de gens qui sont dans la région métropolitaine, sont en général, des gens qui viennent de Hinche, qui viennent de Port-de-Paix, etc... Qui en général... Beaucoup d'entre eux viennent dans la région métropolitaine parce qu'ils sont venus chercher un acte de naissance aux archives nationales. Où sont les archives nationales ? À Port-Au-Prince. Il est venu parce que tu vois les besoins en service étaient tellement centralisés que beaucoup de personnes venaient sur Port-au-Prince à la recherche de ces services, à la recherche d'emploi et finalement ils sont restés dans la capitale. C'est beaucoup ! La majorité des gens dans les bidonvilles, dans les quartiers défavorisés ne viennent pas de Port-au-Prince.	Représentations et formalisation des quartiers

E10	Donc, c'est facile de dire de prendre les gens, de les amener à l'extérieur. À l'extérieur, qu'est-ce qu'ils ont ? Est-ce qu'ils ont de l'emploi ? Est ce qu'ils ont des services ? Est-ce qu'ils ont le temps ? parce que le temps aussi est un facteur. Les gens n'ont pas le temps d'attendre. Je suis en train de dire aux gars, je te jure. Il y a des endroits où les gens sont retournés avant même que le projet de 16/6 arrive. Il y a des gens qui sont retournés dans leur quartier. Ils ont eux-mêmes commencé à reconstruire. Reconstruire de la mauvaise façon et nous on arrive, on leur dit : "Chef saw ap fè an la li pa bon". Misye dim dirèk "M dako men kote poum ale ? Nap fenmen kan mwen mpa gen kote lot poum ale, bon sam pral fè a pitit mwen yo ?".	Réhabilitation vs relocalisation
E10	Donc maintenant, moi les gens qui critiquent le projet 16/6 qui dit oui, on aurait dû profiter pour amener les gens à l'extérieur. Ben, tu sais quoi ? On y a pensé à ça. Il y a eu d'autres projets qui ont été mis sur pied pour ça parce qu'il fallait faire les choses parallèlement. Mais quand tu prends quelqu'un, tu l'emmènes à Montrouis parce qu'il y a des terrains à Montrouis. Il faut les amener sur des terrains qui appartiennent à l'État. Mais une fois que je les amène à Montrouis, il faut mettre un hôpital à Montrouis, il faut mettre une église à Montrouis, il faut mettre un supermarché à Montrouis, il faut leur apporter de l'eau à Montrouis. Pourtant, on est le long de la mer, oui mais il y a de l'eau mais c'est de l'eau saline, de l'eau saline n'est pas… tu comprends ? C'est très complexe, la critique est facile.	Réhabilitation vs relocalisation
E11	Au départ la première réaction avant que je n'aie à visiter les quartiers, j'aurais pu dire : "On ne peut pas investir là, on devrait aller faire ailleurs". Il y a eu plusieurs projets où on a fait des constructions ailleurs justement avec l'argent de la construction. Il y a Zoranje, il y a plusieurs qui ont été faits sur la route qui mène à Malpasse. Beaucoup de ces endroits-là sont restés pratiquement inhabités. Je prends que ça soit Morne Lazarre, Morne Hercule, Turgeau, Canapé vert etc., ce sont des poches informelles qui se sont construites au fur et à mesure et développées par elles-mêmes, sans aucune aide du gouvernement. Maintenant, il y a une des choses qu'assez souvent moi je dis, tout le monde n'aura forcément la même opinion que moi, mais à part le centre-ville de Port-au-Prince... ou je prends au niveau de la Grand'Anse, le centre-ville de Jérémie jusqu'à peut-être Bordes, ça a été des quartiers non planifiés. Après tout, ce sont des bidonvilles, ce sont des quartiers informels, même si les propriétés sont très grandes et les maisons sont très grandes, parce qu'il n'y a pas eu d'infrastructures comme dans tous les pays où on amène l'infrastructure et après on construit. Donc si on prend que ça soit dans le quartier où il y a des personnes défavorisées qui habitent ou là où il y a des personnes qui ont davantage de moyens financiers, c'est la même réalité ; il n'y a eu aucune planification et les personnes se sont installées. Quand on regarde pour eux, le plus facile, c'était ça. L'accès au travail est très facile, l'accès aux écoles est très facile. Donc maintenant, il n'y a pas d'autres espaces dans la ville. Est-ce qu'il ne vaut pas mieux améliorer ça que d'aller dire : "Ok, on prend l'argent pour construire ailleurs ?" Maintenant, il ne faut pas oublier que tout de suite après le tremblement de terre, il y eu Canaan qui a été construit. Qu'est-ce qui s'est passé ? Beaucoup de personnes qui ont perdu leur logement, vu que c'était difficile pour eux de trouver un autre logement, et vu qu'il y avait eu un décret du président Préval, je crois, déclarant ça d'utilité publique, les personnes se sont dit : "Ah, on peut avoir un terrain gratuitement, donc allons-y." Donc, beaucoup de personnes au départ sont partis à Canaan vu qu'ils pouvaient avoir un terrain gratuitement. Ils se sont installés et puis, au fur et à mesure, eux-mêmes, ils ont décidé de comment ils allaient construire. Ce n'est que peut-être cinq ans après qu'ils aient commencé à construire que le gouvernement s'est intéressé à la zone et qu'il a eu un projet pour mettre un peu plus d'infrastructures. Donc, moi je dis que le problème est complexe, il n'y a pas une solution ou une autre. Mais ce que je réalise, c'est que d'une façon générale, il y a beaucoup de personnes au niveau de Turgeau, au niveau du Canapé Vert, au niveau de ces quartiers informels, qui ont perdu la maison qu'ils habitaient. La maison qu'ils habitaient était le plus souvent une pièce ou deux pièces qu'ils louaient à quelqu'un. Le peu d'efforts de reconstruction qui a été fait, ça leur a permis de pouvoir continuer à rester, de pouvoir avoir leurs enfants qui vont dans une école qui est relativement près et continuer à vivre et à fonctionner. Maintenant avec la situation actuelle qui se passe en Haïti, les données peuvent avoir changé, mais je pense que ça a été le meilleur choix d'avoir investi dans ces quartiers pour leur permettre d'avoir un peu plus d'infrastructures.	Réhabilitation vs relocalisation
E11	Il y a eu après ça plusieurs cas et actuellement avec la sécurité, c'est encore un autre problème. Les personnes ont tendance quand elles vont par exemple, après le tremblement de terre en 2021 dans la Grand'Anse ou après Matthew, les personnes qui sont allées dans des shelter ou dans des refuges, ça n'a pas été facile pour qu'ils s'en aillent. Donc, il y a cet aspect-là. [...] Exactement. Donc au niveau des quartiers il y a eu certaines choses par exemple, certains des immeubles dont je parlais qui pouvaient servir de salle de réunion etc. Mais ce sont pas des choses qui auraient la capacité d'accueillir toute cette toute la population. Je crois que c'est ça c'est un problème. Donc ce serait au niveau de toutes les écoles que d'une façon en général, s'il y avait quelque chose que la population peut aller se réfugier.	Gestion des risques, drainage et infrastructures
E11	Pour moi, il y a eu aussi des exemples qui ont été, je peux dire, des exemples très marquants qui sont importants, comme l'effort de faire une planification avec un certain nombre de familles. De façon à réajuster la manière dont les personnes avaient eux-mêmes établis leurs parcelles de maison, construire des unités pour eux, mais tout en ménageant... Parce que à ce moment-là, ils ont fait à étages de manière à ce qu'il y ait des espaces libres, qu'il puisse avoir des toilettes, qu'il puisse avoir des espaces communs pour les familles. Donc, il y a vraiment un aménagement de quartier et qui s'est fait d'une manière durable. [...] Ils ont conservé l'espace tel quel, l'effort qui avait été fait de faire une planification avec eux d'abord pour voir... "Ok, nous devons faire ça de telle façon parce que voici comment nous allons gérer l'espace qui serait notre espace commun". Donc, tout ce travail-là qui a été fait a profité parce que les personnes ont gardé ça.	Planification participative
E11	D'une façon générale, dans la plupart des quartiers, il y avait toujours un espace public vide qui servait ou comme terrain de football ou comme endroit pour jouer. Pratiquement tous les quartiers avaient un espace. Maintenant, il y a eu une discussion avec la communauté pour savoir... "Ok, il y a plusieurs espaces, maintenant qu'est-ce qu'on va faire ? On va faire ça là ou bien on va faire ça là ?"	Planification participative
E11	Ok, allons dire que beaucoup des planifications de ce qu'il fallait faire tenaient compte plus de l'espace qu'il y avait de disponible ou du fait qu'elles allaient pouvoir desservir telle quantité de personnes ou pas telle quantité de personnes. [...] Par exemple, il y avait un terrain utilisé comme terrain de football. Donc il fallait utiliser le terrain qui était libre, voir quelle l'utilisation d'une manière générale que la population donnait à cet espace-là. Et puis, à partir de là, voir ; "Ok, qu'est-ce qu'on peut ajouter et voir, qu'est-ce que la population souhaite ?" Mais beaucoup d'entre eux, d'une manière générale, voulaient un terrain de football.	Planification participative

E11	Au niveau de l'accès à l'eau, il n'y a pas moyen de donner l'accès à l'eau à toutes ces maisons. Donc, on planifie à avoir des points d'eau et les personnes doivent aller chercher de l'eau. Par contre, au niveau de toutes les maisons, il y a moyen de récolter l'eau de pluie, donc l'eau de pluie qui ne va pas servir pour la boisson mais qui va servir pour la lessive, pour nettoyage. [...] Disons que, pour l'accès à l'eau, il y a deux aspects. Un, faire passer des tuyaux, ça va coûter énormément parce qu'il faut écraser tout ce qui est là et refaire. Maintenant, il ne faut pas oublier que les maisons sont très proches l'une de l'autre. Donc, la quantité de connexion maintenant qu'il va falloir faire. Donc, déjà faire cet aspect-là est très compliqué, compliqué et difficile. Un des plus gros problèmes n'était pas forcément l'accès à l'eau, mais c'était plutôt l'eau usée. Beaucoup de maisons n'avaient pas de latrine ou de toilettes. Maintenant, quoi faire des matières fécales ? Ça c'était un grave problème, surtout qu'il y a eu le choléra tout de suite après.	Intervention en tissu dense
E11	Au niveau de la latrinisation ou construire des toilettes, il y a eu beaucoup de soucis et beaucoup de problèmes parce que directement la DINEPA, qui est l'organisme de l'Etat responsable de ça, n'a pas voulu qu'on construise des toilettes parce qu'ils disaient que pour eux une toilette est une partie intégrante d'une maison, une organisation ne peut pas venir pour construire uniquement des toilettes. Donc pendant longtemps, personne ne savait quoi faire par rapport à ça. Aucune ONG non plus ne voulait, ni ne pouvait intervenir par rapport à cette donnée-là. Au niveau par contre des écoles, il y a eu beaucoup de constructions de toilettes, de points d'eau. Mais au niveau directement des maisons, d'une manière générale, il n'y avait pas moyen de faire une toilette.	Intervention en tissu dense
E11	Voilà, disons qu'il y a certains accès qui ont été améliorés de manière à ce qu'une voiture puisse arriver, mais la voiture arrive à un certain point et le reste se fait à pied. Donc on peut dire que c'était un petit peu ça au niveau de la planification. De voir sur une carte... Voici ce qu'il y a, voici le bâti qui existe, à partir du bâti qui existe voici ce que nous allons faire, voici comment nous allons le transformer, il faut prévoir un accès, maintenant… Ça a été de la reconstruction mais il ne faut pas oublier que ça n'a pas été de la reconstruction sur un terrain entièrement vide. Donc, il y a des structures qu'on ne pouvait pas enlever entièrement, donc il a fallu faire plus ou moins avec. Il y avait un terrain où les enfants se réunissaient pour jouer au football. Donc, on a amélioré le terrain de manière à ce que ça puisse se faire. Le terrain était plutôt bas, donc tous les accès étaient du haut vers le bas. Donc améliorer pour que, même quand il pleut, l'eau ne stagne pas là, travailler au niveau du drainage etc. C'était à cinq minutes de marche d'une route voiturable ou 10 minutes de marche d'une route voiturable. Donc, ce n'était pas nécessaire d'avoir obligatoirement un accès voiture sur le terrain.	Intervention en tissu dense
E11	Bon, les quartiers auxquels j'étais vraiment très habituée étaient des quartiers où les gens portaient attention à l'espace vert d'une manière générale. Donc oui, c'est resté.	Usages des espaces publics et des infrastructures
E11	L'idéal aurait été de pouvoir faire les deux. Cependant, on voit qu'on a eu affaire à une population qui a fait, disons pour la plupart d'entre eux, ils avaient investi et ils avaient fait. Donc, c'était mieux de donner la priorité à tout ce qui allait être bien commun, parce que c'est ce que qui n'était pas construit. D'une manière générale, dans tous les pays au monde, le gouvernement investi sur l'infrastructure, les routes, les écoles, l'accès à l'eau, l'accès à l'électricité. Il y a un développement qui va être fait pour faire du logement, qu'est-ce qu'on fait ? Il y a les routes, il y a ça, il y a l'eau et puis les personnes viennent et investissent. Maintenant, l'état des logements d'une façon générale en Haïti est ce qu'il est pour deux raisons. Un, il n'y a pas de crédit au logement, il n'y a pas suffisamment de crédit au logement et deux, on peut habiter une maison sans qu'elle ne soit achevée. Donc, ça fait que les personnes font un petit peu n'importe quoi, et puis au fur et à mesure en se disant qu'on va améliorer au fur et à mesure. C'est construit graduellement, que la personne qui ait des moyens ou que la personne n'ait pas moyen. La quantité de personnes qui attendent que leur maison soit entièrement terminée pour y prendre logement en Haïti est très minime.	Stratégies et logique d'intervention
E12	Puis, on a fait un projet pour le maire de Port-au-Prince. Lui ce qu'il voulait, c'est de développer une politique d'habitation sociale à Port-au-Prince pour essayer de contrecarrer les bidonvilles (qui était une opération mafieuse en fait). La plupart du temps, les gens haut placés récupèrent des terrains qui appartiennent à l'État, et puis créent un bidonville. Donc, c'était vraiment une opération spéculative. Le maire de l'époque lui, voulait développer dans sa ville, justement une politique d'habitations sociales. Il s'est basé beaucoup sur le modèle des coopératives qu'on a aussi au Québec.	Représentations et formalisation des quartiers
E12	C'est de la même manière qu'on a réussi à sortir les gens, les fameux campements. Tu sais, quand il y a eu le tremblement de terre, les gens sont partis dans les parcs pour créer des campements. Donc pour les sortir des campements, il y a eu toute une approche de développer là tu sais... Les gens ont été rémunérés pour ça, ils ont été... Ça faisait partie du programme 16/6 d'ailleurs. Donc c'est la même approche. S'il y a une ravine, on doit déplacer des gens. Mais il faut faire comprendre aux gens, leur expliquer le projet, et puis leur dire non, on fait juste déplacer pour te ramener dans le secteur, ramener dans le projet mais aussi te donner un job, te permettre d'être autosuffisant. Tout ça se développe et on a juste à s'inspirer du programme 16/6, ils l'ont réussi ça a été un succès. Ça a été vraiment un succès là, les campements comment ils ont réussi à démanteler les campements pour ramener les gens chez eux, sans créer de guerre civile. Ça a été réussi, ça a pris du temps aussi, ça a pris 2,3 ans. Donc, il y a une approche pour faire ça et ça aussi se fait en parallèle. Pour tout projet, ces choses-là doivent se faire de cette manière-là. Tu sais, respecter les gens et puis leur dire non, on vient ici pour t'aider, on ne te laissera pas tomber. Donc c'est dès le départ. C'est ça qu'il faut faire comprendre aux gens, on ne vous laisse pas tomber, on a un projet pour vous pour vous créer une communauté, pour que vous deviez autosuffisants. C'est qu'en bout de ligne, vous allez être capable d'avoir de l'argent pour envoyer vos enfants à l'école.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société

E12	Tout à fait. Tout à fait, parce que les gens qui sont autour de la ravine là, c'est avec eux qu'on va créer la communauté. Donc si on les déloge, on les envoie ailleurs, ça ne marche pas la communauté. Non, il faut travailler avec eux. On les déloge temporairement mais, sauf qu'ils travaillent à rebâtir leur communauté. Donc les gens-là où on déplace leur maison, ils sont encore là parce qu'on a besoin d'eux pour reconstruire le secteur, reconstruire la communauté. On les fait juste les déplacer pour qu'on puisse... C'est comme quand tu peintures ta cuisine chez toi. Tu sais, tu vas manger au restaurant pour une semaine et puis tu reviens quand c'est fini, mais t'as pas délogé de chez toi. Donc c'est la même approche, mais quand ils ont déplacé les camps, c'est cette approche-là qu'ils ont pris. Mais ils leur ont donné de l'argent en bout de ligne au lieu de leur donner un moyen de se prendre en main et puis de devenir autonome, suffisant, financièrement et autre. C'est ça qu'ils ont oublié. Ils leur ont donné un chèque pour qu'ils puissent sortir. Mais l'approche est la même, sauf que dans ce que je propose c'est plus. Tu leur donnes plus parce que tu leur donnes de l'autonomie et de l'autosuffisance.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société
E13J	A moins qu'on aurait de nouveaux plans de développement pour les régions concernées. Je pense que réhabiliter les quartiers avant de faire revenir les gens qui habitaient, c'est une bonne chose. Parce que les gens ont déjà développé des habitudes de vie. Dans la plupart de ces quartiers que les gens ont abandonnés. Ce sont des gens qui habitaient depuis plus de 30 ans dans certains cas. Donc la question c'est que dans la majorité des quartiers en Haïti, l'État intervient toujours après le développement de la zone. C'est la population elle-même qui décide de s'installer à un endroit sans planification urbaine, etc. Donc il y a toujours de gros travaux à faire. Donc avant de pouvoir faciliter le retour de ces personnes, ce serait vraiment de refaire le schéma de ces zones-là, d'avoir des voies d'accès plus larges, d'avoir tous les services, assainissement etc., installé avant de pouvoir... peut-être pas tout le monde, ça va dépendre de la façon dont on décidera de reconstruire. Si c'est des bâtiments en hauteur qui peuvent prendre le même nombre de personnes, très bien. Mais sinon ce n'est pas une mauvaise idée de permettre aux gens de revenir. Parce que comme je l'ai dit, même s'il y a beaucoup de familles à Port-au-Prince actuellement qui viennent des provinces. Mais il y en a qui sont là depuis plus de 30 ans, qui n'ont jamais connu d'autres endroits et c'est toute une culture, c'est toute une habitude de vie. Par exemple moi je suis de Carrefour feuille, j'habite à Pétion-Ville depuis 2010 après le tremblement terre mais dans ma tête je suis toujours le carrefour feuille. Quand je parle de carrefour feuille c'est chez moi, tu comprends. Donc les gens de Carrefour feuille se retrouvent entre eux, ils ont une même habitude de vie. Ils ont des références particulières pour leur zone donc ce n'est pas une mauvaise chose.	Réhabilitation vs relocalisation
E13A	Maintenant, tout allait bien, j'ai rencontré le comité qui m'a dit que tout allait bien. Tout simplement, les comités se plaignent qu'on devrait faire des suivis au niveau de la DGI afin que les propriétaires puissent avoir leur papier, c'est-à-dire leur titre de propriété. Ce qui n'a pas été fait jusqu'à présent. Ce suivi n'a pas été fait. Au niveau de la DGI, lors de la construction, on a rencontré la section domaine de la DGI pour discuter, pour prendre les informations, les exigences de la DGI, tout ça. Mais une fois la maison est construite, les gens sont là, il n'y a pas vraiment de suivi qui a été fait pour donner aux gens leur titre de propriété. Et c'est là un problème. Les gens n'ont pas de papiers. S'ils veulent normalement faire un prêt ou bien montrer qu'il a sa maison, ils ne peuvent pas. [...] Non, même la démarche n'a pas été aboutie. Il n'y avait pas de suivi qui a été fait vraiment. Le projet est terminé. Normalement, je ne sais pas, on devrait faire des suivis au niveau de la DGI. [...] Mais malheureusement, le suivi n'a pas été fait. Jusqu'à présent, je ne crois pas que ça a été fait. Je ne crois pas. Les gens ont une nouvelle maison, sans papiers.	Défis fonciers et complexité juridique
E13J	Je dirais que c'est une sécurité sur la durée. Parce que la famille qui vit là pour l'instant, après quelques années, les petits-enfants voudront avoir un document légal. Ils ne sauront pas forcément comment ça s'était déroulé à l'époque, etc. Ils doivent être enregistrés quelque part. Puis aussi, il faut qu'on apprenne aux citoyens haïtiens ses devoirs envers l'État. Il faut qu'ils puissent payer aussi à la DGI. Il ne s'agit pas seulement de recevoir de l'État, mais il faut aussi accomplir ses devoirs envers l'État. [...] Non, ça ne serait pas de leur dire qu'ils vont devoir payer des taxes, mais que ça leur garantit une sécurité. Parce qu'à chaque fois que vous payez, vous avez un reçu de la DGI aussi, qui garantit que vous êtes bien l'occupant officiel de cette parcelle de terrain. À l'autre bout, c'est la garantie que vous avez. Il y en a aussi sur d'autres espaces qui savent tellement bien que ça peut les aider, qu'ils s'arrangent, même si c'est en contrebande de payer à la mairie une taxe quelconque, de façon à avoir un reçu d'une autorité quelconque. Parce qu'ils savent que ça pourrait les aider à se défendre en cas de litige. Ils connaissent l'importance de ce genre de papiers.	Représentations et formalisation des quartiers
E13A	Exactement. C'est-à-dire, quelqu'un est là, on vient, on lui donne une maison toute neuve et puis ça s'arrête là. Mais non, il va devoir payer l'État. Il faut un suivi pour ça. Il devrait y avoir un suivi, tout un suivi pour ça. Puis, on ne peut pas tourner, marcher avec la maison dans la poche. Les papiers, normalement les titres, c'est quelque chose d'important pour la famille, pour les propriétaires.	Représentations et formalisation des quartiers
E14	Sèl sam panse mwè ki te yon ti jan… paske mwen te genyen lan zòn kote m ye a, mwen te genyen yon biwo kominotè. Lè yo te pale, nou di yo, fòk yo ta fè biwo a pou nou. Efektivman yo fè biwo a 2 etaj, epi yo fè yon sal de konferans, epi aprè sa yo te mete biwo, materyel andan pou nou, ou konprann. So jiskisi biwo sa, nou gen yon organizasyon ki rele ASCMH ki jere biwo sa. Aprè sa yo te mete yon afè, sak rele limyè ak pano solè yo. Yo te mete lan kelke pwen, ki te komanse byen bèl, byen pwòp. Men aprè sa, le fèt ke pa gen jesyon, platfòm vinn kadik. Li vin kwaze, yo pat kenben yon system pou yo te kenbe platfòm lan.	Gestion des risques, drainage et infrastructures
E14	Ou te gen dwa lan on kay la, ou pa pwopryete kay la, kay la kwaze pandan ou ladann lan. Konpani a vini li refe kay la nomalman, li refe kay la pou ou men e pa pou ou li ye vrè e pou mèt li li ye, paske e lokate ou ye, men ou gen on nonm de tan konpani an mande pou fè lan kay la paske ou te anfeme kay la kwaze men se pou ou privilèj ke yo voye w fè kay la. Men ou gwo nonm de tan pou w fè lan kay la. [...] De fwa gen mèt kay yo ki pa menm la menm, kay la kwaze moun lan pedi tout afè l, li pat menm la non, epi kounya la kon konpani an vini li fin fè kay la, li amenaje kay la, li fè kay la pou moun lan, epiw wè l parèt. Li metel deyò, epi w wè afème l ak yon lòt moun. Lè fini tou, yo pap operasyonel lan espas. Pa egzanp, si te a kote kay la kwaze a li pa yon tè ki gen papye oubyen ki legal, yo pap operasyonel ladann ou konprann ?	Défis fonciers et complexité juridique

E14	Non, se pa yo kay bay moun yo papye sa yo, non. Se moun yo, yo menm ki pwale lameri, se moun yo ki pwale lameri. Egalman pwojè a son pwojè ki… daye m kwè yo tou peye lameri, yo gon kòb, yo tou peye lameri pou otorizasyon. Paske de kew ap konstwi, fòk meri an ba ou sak rele, droit d'alignement, autorisation de construire. Qui veut dire, de concert ak meri an, se yon pwojè leta, yo gon kòb yon envestisman, yon kòb yo envesti yo bay pou otorizasyon, ou konprann ? Pou yo operasyonel lan zòn yo. Qui veut dire, kay sa yo aprè sa, se pwopryetè kay yo, mèt yo ki pwale lan lameri, mwen rete lan tèl espas, tèl kote, m gen 3 chanm a kouche, m gen twalèt, m gen salon, sal a manje, m vin pou m peye, yo soti on fichye pou ou, epi kounya la pou w peye. Men se pa konpani an ki bay papye. [...] Konsa tou genyen ki pa janm fè sa, ki pa janm gen papye.	Défis fonciers et complexité juridique
E14	Paske, m pwal di w yon bagay. Meri a answa, gon pakèt kay, meri a pap ba yo otorizasyon, li pap ba yo papye. Pa ekzanp, yon kay ki bati bo yon ravinn, meri a pap ba yo papye, men moun yo kom lan yon peyi tout bagay yo fèt a lanvè. Gen moun yo ki fè papye yo san meri a menm konn kote kay la ye.	Défis fonciers et complexité juridique
	Sous-thème : Architecture	
E1	Là, on travaillait avec des modèles parce que les modèles nous permettent de ne pas avoir à nécessairement faire les calculs. On ne pouvait pas faire de calcul des résistances de toutes ces maisons. Ce serait un travail complètement inimaginable. Donc on travaille avec des modèles qui nous donnent des ordres de grandeur, mais il y a toujours un moment où l'ingénieur va essayer de faire coller un modèle à une situation qui n'est pas parfaite. Donc il y avait de la prise de décision d'ingénieur sur le terrain d'une part, juste à la vue des plans, à la vue de la situation d'une part, mais en plus c'est sur des plans et après y avait des demandes de la population.	Adaptation des choix techniques au contexte local
E1	D'une part d'identifier les maisons, c'est très important parce que très rapidement, les gens dans le quartier se rendent compte que la valeur de ce qui va leur être remis est considérablement plus élevée que ce qu'ils avaient avant, parce qu'on va construire quelque chose de considérablement mieux. Donc quand ça, ça a vite été compris, il fallait... Il fallait faire très attention de s'assurer qu'on allait construire pour les gens qui réellement était là.	Friction entre logique d'action et réalités du contexte
E1	Après on avait utilisé des technologies vraiment de base même pour la plomberie, etc. donc, et les installations électriques étaient ultra minimes dans toutes les constructions que l'on faisait. Justement pour ne pas venir insérer des problèmes et les risques que la maintenance échoue derrière avec des problèmes de plomberie, etc. Donc c'était ultra basique. Mais ça restait une considérable amélioration de ce par rapport à ce qui était là avant. Donc ça, pour moi, c'était un gros succès.	Défauts, inachèvements et équipements insuffisants
E1	Souvent, les habitants étaient là et donnaient un coup de main. C'était... pour la construction neuve, c'était obligatoire, comme on parle de la réparation des maisons. La présence des habitants des maisons était... je sais pas si on peut dire souvent, je sais pas à quel pourcentage de chantier sur lesquels on avait au moins un représentant de la famille qui habitait dans la maison en question. Mais si on part sur une estimation on va dire dans la moitié du temps. Il y avait quelqu'un qui était à temps plein en fait, pendant les travaux.	Participation des acteurs locaux dans la conception
E1	Il y avait pas de formalisation de la chose. Mais si un habitant demandait de déplacer un mur, dans certains cas, il y a tellement de cas particulier... Dans certains cas, on essayait toujours de revenir à des formes plus parallélépipédiques, parce qu'elles sont plus résistantes. Ça veut dire que dans certains cas on pouvait avoir une dalle qui avait une forme un peu bizarre et là, on allait mettre un mur droit d'une certaine façon, on allait faire une séparation qui allait être sismiquement plus solide, et l'habitant pouvait, la personne qui habitait là pouvait demander : Ben non, je préférerais que le mur soit ici, que le mur soit là. Ça devenait vraiment une discussion sur le chantier et une décision de l'ingénieur. Sur quel va être l'impact finalement ? 1 sur la sismicité de la maison et 2 bah sur le coût aussi. Si une demande coûte plus cher, on n'est pas là nécessairement pour améliorer la maison. S'il va y avoir un coût c'est pas dans la l'optique du projet non plus. Mais il n'y a pas... je n'ai pas une réponse franche à donner.	Adaptation des choix techniques au contexte local
E1	Pour la réparation. En fait, on reconstruisait aussi proche possible de la façon dont c'était précédemment, donc on ne se posait pas vraiment la question de l'architecture. Donc voilà, j'ai pas de réponse finalement. Oui, nécessairement on suivait le mode de vie d'une certaine façon, parce qu'on reconstruisait tel que c'était avant. Est-ce que c'était représentatif des modes de vie ? C'est vraiment un sujet de la densité est telle que la réalité c'est que la construction était dans l'espace disponible et donc les gens se s'arrangeaient pour faire tenir.	Adaptation des choix techniques au contexte local
E1	On avait les attentes, les ferraillages qui étaient mis en attente, pliés, écoulés dans un béton maigre, pour que plus tard, il soit facile de venir sortir ses ferraillages, et il les reprendre pour continuer les chaînages dans les directions, dans les différentes directions. Donc oui, vraiment, ça c'est pour le coup, c'était réellement modulaire et avec l'optique d'agrandissement. Evidemment, on allait pas mettre des agrandissements... Enfin, c'était en fonction de l'espace disponible. L'agrandissement de base, c'était un étage au plus parce que c'était finalement relativement rare, qui a un espace disponible à côté pour une future extension et s'il y a une maison à côté ou... S'il y avait une maison à côté, on allait pas permettre une extension.	Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement
E1	Dans ma mémoire et j'ai passé des jours à crapahuter dans les quartiers. Ça reste, enfin... Même si la qualité est très mauvaise, c'est du bloc, du bloc et de la toiture en tôle ou du bloc et de la toiture et de la dalle mais de la dalle béton genre plancher hourdis avec des blocs. Dans les quartiers y avait je pense et honnêtement je suis à peu près convaincu que de la construction ultra précaire, euh légère, il y en avait finalement assez peu.	Choix des matériaux et enjeux d'innovation
E1	D'autre part, c'étaient des quartiers anciens, c'était pas ça, ça n'a rien à voir avec si on visite un quartier comme camp Corail, qui sont des quartiers très récents, où là il y a... Le quartier n'a pas eu le temps de se formaliser et de se durcifier. Je sais pas si c'est un mot qui veut dire quelque chose ? Ah donc ces camps-là sont très différents. Les quartiers, comme morne Hercule, morne Lazarre etc. existaient depuis longtemps, et la, l'habitat était quand même en bloc solide, et donc les dégâts étaient. Évident, mais on reconstruisait beaucoup de choses. En bloc	Représentations et formalisation des quartiers

E1	Donc il y avait tout un cadre, alors ça y avait purement d'un point de vue structure, il y avait des sortes de principes, de grands principes d'ingénierie structurelle qui avait été pré-établis avec des modèles de réparation et ça, c'était strictement pour la réparation. D'une part, réparer les éléments qui sont endommagés sans affaiblir la structure existante. Et après ? Là-dessus, on ajoutait des éléments de renforcement, de renforcement structurel. Alors il y avait vraiment toujours 2 étapes. La première étape, c'était l'évaluation en fait, et cette évaluation se faisait vraiment une évaluation des dégâts et en fait une sorte de petite modélisation des, des maisons. [...] On avait des sortes de modèles, quand on faisait des visites d'évaluation, à quel modèle de maison il s'agit. De quel modèle de maison il s'agissait ? Ensuite, on faisait une somme d'interventions nécessaires pour réparer les ornements endommagés et quels étaient les éléments manquants pour vraiment augmenter la capacité de résistance de la maison.	Résistance sismique
E1	pyramide inversée [...] Beaucoup de ces maisons sont construites avec juste des colonnes qui étaient construites. Ensuite, on venait remplir avec des blocs et on posait une toiture. Problème, c'est que cette structure-là s'ouvre très facilement. Venir faire ce chainage en haut vient considérablement augmenter le renforcement, enfin la capacité de d'absorption de choc sismique. Donc ça c'était systématique dès qu'on fait une intervention, qu'il y ait eu chainage ou pas avant on venait ajouter un chaînage. Et ça, ce sont des interventions de base. Qui viennent assurer le renforcement parasismique de la maison.	Résistance sismique
E1	En fait, c'était assez rare qu'on reconstruise des dalles en béton, on faisait une charpente en bois, une charpente légère, ce qui réduit le centre de gravité et en fait voilà aussi augmente considérablement la résistance de la maison en cas de secousse sismique et en plus diminue les risques d'accident et de perte de vie. Si la structure échoue, c'est une structure en bois qui tombe. C'est pas une dalle de béton, ce sont les dalles de béton qui ont tué des centaines de milliers de personnes. Ce sont des dalles très mal construites, mal chaînées et c'est vraiment le responsable numéro un de l'ampleur de la catastrophe qui avait eu en Haïti.	Résistance sismique
E1	Alors je me souviens plus comment on les appelait, mais les unités de d'habitation, en copropriété que l'on a créée. Ça pour moi, c'était un énorme succès parce que là on venait de... On a vraiment réellement valorisé le territoire, mais on a, on a augmenté pas valeur juste financière, mais la valeur communautaire. Donc c'est, ce sont des éléments de grands succès de réussir à améliorer la qualité de vie autour de ces blocs-là.	Mixité et copropriété
E1	Je sais qu'ayant parlé beaucoup avec Claude-André Nadon, lui était extrêmement fier aussi de l'aspect du travail qui a été, qui avait été fait sur l'aspect légal de donner un titre de propriété reconnu aux gens qui habitaient là, en particulier dans ces unités-là, un droit de jouissance qui pour la première fois, on sortait de l'informel et donnait une forme de formalité aux droits des gens qui habitaient là. C'est plus difficile pour moi d'en parler parce que je suivais pas. J'étais plus dans la partie très bon sur infrastructure brute et pas dans l'aspect légalité de la chose, mais ça peut valoir le coup de d'essayer de regarder parce que je pense qu'il y avait des innovations là-dessus.	Défis fonciers et complexité juridique
E1	*Ah ça a marché ! Et c'est, c'est reproductible ça. C'est l'un des gros succès à mon avis. Et je me souviens alors je n'ai pas été depuis mais j'y étais retourné en 2017, ça avait été construit en 2000..., j'y étais retourné 4 ou 5 ans après et ça fonctionnait, ça fonctionnait toujours.*	Mixité et copropriété
E3	Donc on a commencé à peindre nos maisons de couleurs, nos maisons réparées. On offrait aux familles, choisissez une couleur. Puis en plus, moi je me disais, Haïti, les maisons traditionnelles sont pleines de couleurs. Tu vas en campagne, c'est plein de couleurs, c'est beau. Tu vas à Jacmel, tout est coloré. Donc, je me disais, c'est typiquement ici, on va faire des belles couleurs. Donc, les gens pouvaient choisir des couleurs super vives. On avait du rose, du jaune, du bleu pâle, tout ça. Et donc, toutes nos maisons qui se faisaient réparer, à la fin, on finissait ça super beau, avec un super crépi, et ainsi de suite, et on peinturait les maisons et tout ça. Donc ça, encore une fois, ça a servi, j'en parle, parce qu'éventuellement, c'est devenu un peu un des trucs du 16/6, et Kéké Bélizaire a utilisé ça comme idée pour repeindre toute Jalousie, le bidonville de Jalousie. Donc ça, ça vient de ce projet-là, donc je suis assez fier.	Appropriation du projet par les communautés
E3	Donc les maisons jaunes étaient importantes, parce que ça nous permettait de vraiment comprendre la logistique, comment j'amène mes sacs de ciment dans le bidonville, comment je peux inclure la famille dans la reconstruction. S'ils participent, ils ne sont pas obligés de participer financièrement, parce qu'on ne voulait pas que ça soit juste un don qui reste à la maison, et que tout le monde fait tout. Donc si tu ne pouvais pas aider, tu devais payer deux ou trois sacs de ciment, un truc un peu symbolique, mais c'était ça un peu l'idée. Et ça, tous ces éléments-là qu'on a pris dans les maisons jaunes, avant dans les abris d'urgence, maisons jaunes, ça a servi à développer ce qu'allait devenir le 16/6.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E3	Dans les réparations, on apprenait, étant donné qu'on était les premiers à le faire, donc avec Miyamoto, on s'assoyait régulièrement, encore une fois, c'était plus toutes les équipes d'ingénieurs, nos équipes d'ingénieurs et leurs équipes, et on disait, voici ce qui marche, ce qui ne marche pas, voici que ça n'a pas de sens, on ne peut pas faire ça à grande échelle, ou les réticences des gens. Donc, la période de maisons jaunes, c'est la période où l'idée de base de Miyamoto, on le mettait en pratique, on voyait un peu ce qu'on pouvait faire, ce qu'on ne pouvait pas faire.	Adaptation des choix techniques au contexte local
E3	Donc, le premier site collectif qu'on a fait, c'était Morne Hercule. Et c'est important. Pourquoi ? Parce que si tu regardes les cartes que je parlais avant, il y avait des gens qui avaient, je sais pas moi, un terrain de 10 mètres carrés sur papier. Et l'autre avait, disons, 50 m2. Donc, nous, faire une maison de 50 m2, ça coûtait beaucoup d'argent et ce n'était pas très juste en termes de... Lui, j'allais donner 10 000 $ de matériel, et l'autre seulement 1 000. Ce n'était pas tellement juste. Donc, nous, on a fait beaucoup, beaucoup, beaucoup de sessions avec les communautés. Avec Morne Hercule, on se disait, écoutez, on veut créer un environnement vivable pour tout le monde, un truc vraiment génial. Toi, qui as 50 m2, est-ce que tu es prêt à donner 10 m2 ou 15 m2 pour un lieu public ? Ou pour que ton voisin, qui a 10 m2, puisse augmenter sa maison de 20 m2, tu vois, de 10 m2 pour faire 20 m2. Donc, un peu une espèce de marchandage comme ça, pour arriver avec un plan de reconstruction pour tout ce site-là.	Mixité et copropriété
E3	Le reste du design, dans ces maisons jumelées, ce qui est très différent des autres maisons, mais les maisons jumelées, on voulait deux affaires, de la lumière et de la fraîcheur.	Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement
E3	Ensuite, au niveau des ouvertures et tout ça, c'était le grand débat avec nos ingénieurs en structure. Au début, je t'avais parlé de Degenkolb, qui nous avait donné une espèce d'outil qui nous permettait d'entrer les données. Souvent, ça revenait avec un bunker. Il n'y a pas de fenêtre parce que c'est seulement des fenêtres.	Résistance sismique

E3	La charrette, c'était au début du 16/6. Ça nous a permis de se dire qu'on avait fait un résumé de toutes les bonnes idées. On a essayé de suivre leurs idées. Ça, c'était un. Ensuite, dans les maisons jaunes, les maisons rouges, la petite maison individuelle, on a fait beaucoup de sessions comme je parlais de la planification participative. C'est là avec la corde qu'on disait. Toutes ces affaires-là, la cuisine, à quoi elle ressemble, ton poêle, tu le mets où. Dans la conception, on le faisait. À un moment donné, on est arrivé et on a dit « Ok, voici, ça c'est notre modèle. »	Participation des acteurs locaux dans la conception
E3	On s'est assis, on l'a montré aux familles. Les familles disent, oui, je ne suis pas sûr, je ne comprends pas. Donc, on faisait beaucoup de, tu sais, par exemple, avec une corde, on leur montrait, c'était quoi 20 m2. Avec une corde, on faisait comme un rectangle, on disait, ça, c'est 20 m2. Ou, si vous voulez, votre cuisine, elle serait où, votre cuisine ? Idéalement, ma cuisine, je la voudrais là. Ta chambre à coucher, tu la voudrais où ? Donc, on faisait beaucoup de jeux comme ça avec les familles pour essayer de comprendre l'intérieur de la maison, à quoi ça allait ressembler.	Participation des acteurs locaux dans la conception
E3	Dans certains endroits, les maisons finies, ils avaient deux étages plus la toiture. La toiture, on l'a faite comme ça pour forcer les gens à jamais bâtir un troisième étage. Donc après, c'était impossible. En plus, on a créé un système de ventilation passive en ayant l'espèce d'ouverture en haut. Ça permettait d'avoir une fraîcheur, parce que la circulation se faisait naturellement.	Adaptation des choix techniques au contexte local
E3	On la bâtissait de façon à ce qu'elle puisse avoir un deuxième étage un jour. Donc, les colonnes étaient plus solides, la toiture était faite en sorte qu'éventuellement, il y ait une section d'escalier qui pourrait être faite. Donc, dans 5 ans, si la personne de la famille avait plus d'argent, elle pourrait augmenter son truc. Donc, toutes nos maisons individuelles, c'était des 25m2 extensibles vers le haut, mais aussi extensibles horizontalement. C'est-à-dire qu'il y a des endroits qu'on leur expliquait en disant que ce mur-là, tu pourrais le briser et faire une extension de 10 m vers là. Tous les fers sont prêts à être repris et tu peux repartir. Donc, la maison était faite vraiment pour avoir de l'expansion.	Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement
E3	Je suis allé en Érythrée et j'ai vu des planchers de terrazzo que les Italiens avaient faits en 1920 qui étaient impeccables. Il fallait juste les cirer un peu. Je veux que la place pour la douche ou l'espèce de drain pour l'eau où les gens peuvent se laver, je veux que ça fasse un truc en terrazzo avec un rebord pour que l'eau ne vienne pas dans la salle de bain. Je veux que le comptoir de la cuisine au complet soit en terrazzo pour que dans 5 ans, 10 ans, 15 ans, c'est encore super beau, solide. J'avais une personne qui faisait encore du terrazzo. Dans les vieilles maisons haïtiennes à Port-au-Prince, tu trouves encore du terrazzo plancher. J'ai trouvé un gars qui faisait ça. Il me faisait des super comptoirs hyper solides. Mon idée pour tout ce détail-là c'était que je voulais que ça soit indestructible.	Choix des matériaux et enjeux d'innovation
E3	On a fait par exemple les balcons. On utilisait du bambou. Du bambou traité. On a trouvé du bambou traité localement parce qu'une de mes architectes était colombienne et elle disait qu'en Colombie, ils utilisent beaucoup de bambou. Vu qu'il n'y a pas beaucoup de bois en Haïti, on s'est dit que ce serait une bonne idée de développer la filière bambou. Comment on développe la filière bambou ? C'est en intégrant et en montrant aux gens à quoi peut ressembler du bambou dans des structures. Toutes les gardes de corps sur les balcons sont en bambou. C'est un peu ça. On a trouvé un gars en Haïti qui était un artiste mais qui faisait aussi du séchage de bambou. On l'a embauché lui. Lui, il nous a fait le travail de balcon	Choix des matériaux et enjeux d'innovation
E3	En plus, à la fin, dans tous ces travaux-là, on a intégré des artistes qui nous ont fait des mosaïques. Je ne sais pas si tu as vu celle de Morne Hercule. C'est une super belle mosaïque. Pendant que tous ces gars-là travaillaient, j'avais un artiste qui me faisait la mosaïque de 6 mètres de hauteur. Un truc super beau. Parce qu'en se disant, c'est un peu l'identité haïtienne. C'est le côté artistique des gens.	Appropriation du projet par les communautés
E3	Les maisons sont en blocs de ciment. Le bloc de ciment, c'est la façon que l'Haïtien a bâti toutes ses maisons. Donc, il ne connaît rien d'autre. Donc, le bloc de ciment, il y a beaucoup de désavantages au bloc de ciment, mais réintroduire quelque chose, c'était impossible parce que ça demanderait toute une nouvelle économie. Par contre, le choix a été fait par le gouvernement, par des spécialistes de dire qu'on ne va pas utiliser le bloc de ciment, mais on va le rendre antisismique avec ce qu'on appelle la maçonnerie chaînée, [...] Donc, les matériaux, c'était un peu standard avec ce que les gens connaissaient. Réintroduire autre chose, comme dans la plupart des pays en voie de développement, c'est presque impossible. Mais au moins, qu'ils puissent le faire correctement	Choix des matériaux et enjeux d'innovation
E3	Non, non. Notre plan était de le développer comme une ressource pour que les autres... [...] L'idée du bambou, c'était d'ouvrir un peu l'esprit du gouvernement, mais aussi des autres acteurs de la construction, qui n'étaient pas obligés de faire toujours des galeries en fer ou en je ne sais pas quoi. Le bambou peut être structurel, c'était trop innovateur pour Haïti à ce moment-là. Donc on faisait au moins en termes d'autres trucs. Le problème, c'est qu'il n'y avait pas assez de producteurs de bambou en Haïti. Ça aurait pris tout un autre cinq ans de financement pour ça. Mais l'idée, c'était au moins de démontrer qu'il y a un potentiel.	Choix des matériaux et enjeux d'innovation
E3	Donc, le concept de condo, de condominium, où tu as un titre de propriété en habitant au deuxième ou plus, ça n'existait pas jusqu'à ce moment-là. Donc, on jouait avec tous ces concepts-là et on a créé un master plan pour Morne Hercule. Et ce qu'il allait devenir, on a fait des deux, trois étages, beaucoup jumelés. Tu avais des deux étages où le deuxième étage pouvait être loué à quelqu'un. Donc, toi, tu avais ta maison d'origine. Parfait. Mais maintenant, on te donnait une maison où le deuxième étage que tu loues à quelqu'un, tu as enfin un revenu.	Mixité et copropriété
E3	Dans Morne Hercule, on a recréé le même truc. Un super beau site qui est hyper solide. En plus, les gens même, des années après, étaient bien entretenus. Ils nettoyaient tous les jours. Même Morne Hercule, je suis allé il y a des années après. Les gens avaient mis des fleurs partout. C'était beau, c'était beau, c'était beau. C'était vraiment extraordinaire comment c'était beau.	Retour d'expérience
E3	C'est-à-dire que la façon que ça fonctionnait, c'est qu'encore une fois, la famille avait 100 mètres. Il dit, 100 mètres, ce n'est juste pas possible. Personne ne va jamais te donner de l'argent pour que tu rebâtisses. Elle dit, ok. Par contre, si tu me donnes 50 mètres, je te rebâtis un super beau deux étages, mais le troisième étage, tu vas le vendre à quelqu'un. Donc, c'est un peu comme ça, la réorganisation qu'on a faite. Donc, le 50 mètres que j'ai obtenus, j'ai pu donner plus de maisons à des gens qui avaient des maisons, des terrains vraiment petits, mais j'ai fait des sites, des endroits publics, un endroit public pour mettre la tour d'eau qu'on parlait d'avant, pour mettre des bains, pour mettre des plantes.	Intervention en tissu dense
E4	Douch se manyel, lan bokit pouw benyen. Pat gen oken atant. Evye a, wi yo met evye a se vre menl yo pa alimante. A nou di se te vreman akayik. E kantite kob yo ta di nou ke kay sa koute a lepok la, ou we se se gagot. Heu, ou we sete gagot. Sa yo se bagay ki ta merite korije, si ta gen yon proje ki ta merite vinn Ayiti konsa anko.	Défauts, inachèvements et équipements insuffisants

E4	Men pou twalet yo, nou k a di inacheve tou, wap gade kibo on moun ap fe twalet la, li pa mete tiyo anle, li pa mete atant pou dlo ta desann. Se selman yo depoze twalet la pou yo selman. Men yo mete on twalet yjenik ki pa konekte a anyen ki pa gen dlo ki desann lan rezevwa, ki pa gen anyen. Men se vreman sonw travay inacheve…	Défauts, inachèvements et équipements insuffisants
E4	M te la . M te la, au jour le jour. Sa bo kote pam m pat bay menm on bokit sab. Selman mte la mte konn bay neg yo konsey. Neg yo te gen dwa ret la, soley lan te cho lan ko yo, mte gen moyen machte on coca, machte on toro bayo ou konprann ? Anyen ki pat deranje mwen. Menm te tou pre a, mte toujou la avek yo chak jou, sof lem pa la. Leum pa la, mte gen moun kite rete ki te toujou avek yo.	Participation des acteurs locaux dans la conception
E4	Sam te mande yo fe pou mwen, se kite res pwent beton an san yo pa fenmenl, jus pou mwen menm te ka kontinye. M pat bezwen al lan kwaze, paske beton an te vreman konpak, vreman du. Leuw pran gade ou pral peye on moun anko pou koupe pou chache atant fè yo kite pou ou a. Li te vreman, li te on ti jan deranjan. Ou konn peye neg la pou fe sa pou ou, wap gade neg la kap bese a kout mato nan ti monnen wap bali a, li te on ti jan deranjan. Eke m te mande neg yo just kite atant lan pou mwen, ou pa bezwen fini finisyon. Bon yo dim fok yo fe foto, fe video pou montre kay la fini.	Retour d'expérience
E4	M agrandi pam lan. [...] Mwen te chwazi pranl se paske mwen di ma gen on komansman epi res la ma kontinyel. E se sam fe vre. Annou di laa janm diw la pam lan kole a pa zanmi an lan mitan a goch a dwat devan se mwen ki pete pwent beton an ki kontinye.	Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement
E4	Se egzakteman saw di a, lan moman m pat gen moyen. Pandan ya fel la m te gen dwa tou kontinye ave yo wi. M te gen dwa fe on atant ak bos yo, yo tap kontinyel pou mwen. Sim te fe on antant ave yo m te di yo ann kontinye, ann fe sa yo tap fel. Men m pat gen moyen leu a m te just kite yo fel epi mwen kontinye res la. Gen moun ki te pete diskisyon ave yo, lan pwent beton yo te vle finn fe finisyon an gen moun ki pat dako ave yo. Gen moun ki te fe yo kite sa. Men mwen puiskem te aksepte (...). M aksepte norm lan janl ap fet la.	Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement
E5	Au lieu d'avoir le maximum d'unités et éventuellement de diminuer sur le fini, sur plein de choses. Parce que comme je vous l'ai dit, les gens ont la capacité. Moi j'ai vu des projets qui sont assez anciens mais les gens les ont modifiés	Adaptation des choix techniques au contexte local
E5	Ça, c'est effectivement une contrainte. Mais cette contrainte-là est liée au coût de construction. Et c'est une contrainte, effectivement. On peut toujours faire baisser le coût du mètre carré. Ça demande un certain travail. Éviter d'avoir des chutes. Il y a plein de façons de faire. Dans la réalité, ce que font les gens, c'est que les maisons ne sont pas terminées d'un coup si vous voulez. Les murs ne sont pas enduits. Ils prennent logement. Ou bien ils mettent une toiture autour. Il n'y a pas de faux plafond. C'est contraignant. Dans deux ou trois ans, ils arrivent à finir ça. Ou bien s'il y a deux sanitaires dans la maison, il n'y a qu'un seul qui est équipé. [...] Il y a plein de façons. Mais effectivement, au niveau des projets, c'est lié au budget qu'ils avaient au départ. Et certaines unités paraissaient très petites. Mais dans la réalité aussi, il ne faut pas se mentir, les gens vivent, moi j'ai vu des cas où les gens vivent dans des espaces assez exigus. Moi j'ai vu des situations où le soir les gens sont obligés de pousser les meubles pour dégager de la place. Il y a des situations à la limite caricaturales, on met un matelas sous une table par exemple. Comme je vous dis en fait, une stratégie que les gens se développent c'est qu'ils font des maisons évolutives. Même s'ils ont un projet d'avoir 4 pièces, ils ne font jamais les 4 pièces d'un coup. Une pièce, deux pièces et puis la maison s'agrandit. [...] Oui, c'est une meilleure alternative, faire des unités évolutives.	Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement
E5	*Certains projets, en fait, au 16/6, ils ont fait du trois niveaux. Alors, rez-de-chaussée, deux étages. Dans (...) aussi, ils ont fait du trois niveaux. Alors, le problème, c'est qu'au-delà du trois niveaux, c'est un petit peu exténuant d'avoir à monter les escaliers, mais il y a quand même certains avantages quand ces projets-là sont faits et sur des terrains accidentés. Ça permet, au lieu de rentrer par le bas, on rentre à mi-hauteur. Donc, ça permet d'avoir accès. On pourrait aller à quatre niveaux. En fait, si on rentre à mi-hauteur de la construction, et je pense que dans certains cas, ils n'ont pas été à quatre niveaux, ils ont fait du trois niveaux, mais ça permet effectivement d'éviter de l'étalement. [...] Voilà. Les escaliers, moi, quand je regarde les standards nord-américains, quand on va dans un petit condominium aux USA, les escaliers ne sont pas généreux. A la fois en termes de largeur et hauteur de marche, chez nous, on a tendance à aller au-delà d'un mètre. Alors qu'on pourrait descendre à 90, ça ferait aussi gagner des mètres carrés et du matériau.*	Contraintes spatiales et densification
E5	Mais je vous assure, le parpaing de ciment, je trouve que c'est bon. Ça paraît, en fait, que je regarde des documents qui datent depuis une soixantaine d'années. Ça semble n'avoir pas trop évolué chez nous. Mais c'est une technologie qui est relativement bien adaptée à notre réalité	Choix des matériaux et enjeux d'innovation
E5	Bon, pas sur le projet 16/6, mais je sais que, en fait, de façon générale, dans les quartiers populaires, les unités, en fait, il y a déjà de la copropriété. Parce que les gens, c'est à la fois de la copropriété du sol ou du bâti. Et, à mon avis, pas que ça ne respecte pas. Les gens le font. Ils l'ont fait bien avant que la loi soit actualisée. Parce que je sais que la loi a été actualisée, une façon de tenir compte des problèmes qui pourraient exister. Mais les gens ils font déjà. Ils faisaient de la copropriété bien avant. En fait, la loi est assez ancienne. De ce que j'ai compris, la première loi n'était pas adaptée à notre réalité. [...] Oui, oui, oui. En fait, il y avait déjà une loi. Et je pense qu'après le séisme, elle a été actualisée. Et comme je vous dis, bien avant ça, les gens, dans ces quartiers-là, faisaient de la copropriété. Parce qu'on pouvait acheter un bout d'un immeuble. Il faut que je vous dise que... en fait, il y a les mécanismes formels. En fait, toute la procédure formelle pour acheter un terrain, on va acheter un notaire, etc. Mais dans ces quartiers-là, il y a des gens qui n'utilisent pas ces formalités. C'est une entente entre le propriétaire et l'acheteur. Alors des fois, il faut qu'on fasse signer le papier par une autorité locale, mais c'est tout. Il n'y a pas de... la transaction ne va pas, ne suit pas le coût formel, n'est pas au service des domaines, etc.	Mixité et copropriété
E7G	Mais ce qui fait que, en fait, ça nous amène à la question de l'approche. Mais l'approche, quand tu vas intervenir, même au niveau, allons dire, architecte, mettons qu'on travaille en pratique privée, et puis on se fait engager pour étudier un petit projet là. Mais il faut déjà que l'organisme qui coiffe l'intervention doit avoir une approche philosophique par rapport au lieu, à la société, aux populations destinataires. Ce n'est pas évident.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société

E7G	Je pourrais te montrer des photos qui illustreraient mieux que mes propos, mais ça revient en fait à une approche philosophique. C'est justement de, au moins, prendre le temps de faire une réflexion en profondeur sur la connaissance d'un milieu, d'un milieu physique, naturel, contexte, topographique, climatique, et surtout aussi socio-économique. La sociologie, comment est-ce que l'habitant, le paysan, comment est-ce qu'il vit ? C'est quoi son environnement ? [...] Donc tout ça pour moi ce sont les éléments qui amènent à des réflexions, et qui te permettent même aussi de prétendre aborder le sujet économique, parce que tu as des moyens extrêmement limités pour construire quoi que ce soit, donc tu dis, une maison, est-ce que dans ces conditions-là, est-ce que ça te prend quatre murs par exemple pour réaliser tel type d'activité ? Peut-être que non, peut-être qu'on n'a pas besoin de murs, et qu'on a besoin d'un toit par exemple, et ainsi de suite, c'est un peu dans ce mode de réflexion que j'ai fait cette petite maison.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société
E7A	On sait que, par exemple, ils vont construire en hauteur. Contrairement au quartier plus formel, c'est-à-dire, ils vont construire une pièce à la fois. Soit en agrandissant par le côté, ou en agrandissant, donc il faut que, disons que tu as un budget de, je ne sais pas, il faut penser à un phasage éventuel. Tu as un budget de temps, c'est peut-être une pièce ou deux pièces pièces que tu mets côte à côte, mais tu sais que la structure est capable d'en prendre trois autres étages. Après, le gars, il peut aller, dans un an, deux ans, quand il a l'argent, construire. C'est pour ça que la typologie un peu étrange d'un toit en pente, c'est beau, puis on comprend qu'il y a une certaine ventilation, mais on comprend en même temps que ce n'est plus possible, à moins d'arracher le toit puis de recommencer. Est-ce que la maison est capable de supporter ça? Le fait aussi, comme par exemple, une erreur qu'ils ont faite dans Morne Lazarre, ou peut-être que c'est Morne Hercule, et ils me l'ont dit, deux erreurs, dont une importante, au lieu de mettre un escalier extérieur, ils ont mis d'escalier intérieur, comme si c'était un appartement de deux étages, mais la plupart des gens vont s'occuper d'un étage puis louer l'étage, donc ils ont sorti les escaliers à l'extérieur. [...] Ils ont sorti l'escalier. Donc ça, ça aurait dû être pensé d'une certaine façon, c'est-à-dire... Dire ok, tu pourrais utiliser les deux étages...	Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement
E7A	Mais moi, j'avais aussi appris que, comme il y a certaines personnes qui ont peur des fenêtres, ils pensent qu'il y a des esprits qui vont rentrer. Donc ils ferment, ils n'ont pas de fenêtres. Dans certains quartiers, c'est des gens qui sont... [...]C'est un truc qui se répète un peu, je trouve, superficiellement. Et moi, ça me fait penser à autre chose. C'est qu'à un moment donné, dans l'histoire de l'architecture, il y a eu un tournant. Il y a quelque chose qui fait que, à un moment donné, ça a basculé. Il y avait des typologies. Il y avait des habitudes, des façons de faire. À un moment donné, ces façons de faire ont disparu. Je pense que ça doit être dans les années 50, 60 peut-être, je ne sais pas. Et ce qui fait que tu as des éléments d'architecture qui, par exemple, ont disparu. La fenêtre, traditionnellement, typiquement, et ce, quel que soit le niveau social et économique, était constituée de quoi ? Elle était constituée de volets intérieurs en persienne et de volets extérieurs, de volets complètement fermés. Le grand bourgeois avait sa fenêtre comme ça et le plus modeste des paysans avait sa fenêtre comme ça. Celle-ci était peut-être plus grande, mieux faite, etc. Mais c'est comme ça qu'on faisait les portes et les fenêtres, les ouvertures. Ce qui fait que si le paysan qui pensait aux esprits, qui venaient la nuit, il fermait ses volets. C'est tout. Alors, est-ce que ce n'est pas peut-être tout simplement ça ? Est-ce que ce n'est pas peut-être plutôt ça ? Parce qu'on a remplacé sa fenêtre. Le bourgeois, lui, l'a remplacée par des baies vitrées, comme ça. Mais celui qui ne peut pas payer ces baies vitrées là, qui sont importées, etc. Donc, ils ont fait des clostras, des trucs de ce genre. Et ce que tu dis là, en effet, ça va jusqu'à boucher les trous des clostras avec soit des vieux vêtements ou des trucs pour les mauvais esprits, pour les mauvais airs, qu'ils disent. [...] Parce qu'on ne va pas rentrer dans une discussion de savoir s'il y a des mauvais airs ou des mauvais esprits. Par contre, ça prendrait en effet une réflexion sur la façon de faire des portes et des fenêtres.	Adaptation des choix techniques au contexte local
E7G	*Parce que si tu me pousses à réfléchir sur ce qu'on a vu là, qu'est-ce qu'on a vu là, en fait, on voit aussi des modules qui doivent faire quoi ? Quatre et demi, cinq sur deux niveaux. Ils sont côte à côte, dont l'un sur un trottoir. Je ne sais pas ce qu'il y a en arrière, peut-être une petite cour d'un ou deux mètres. Donc à l'intérieur, comment ça fonctionne, j'ai peut-être des doutes. Parce qu'encore une fois, les gens à Haïti vivent à l'extérieur. On vit sous des galeries, il n'y a aucune galerie là. Aucune de ces maisons, on ne voit pas de galerie. La galerie, c'est comme une véranda. Terrasse couverte, où on peut se tenir à l'extérieur, mais à l'ombre, où on peut jouir de la brise, etc. Je ne vois rien de ce genre-là. Même dans les belles petites maisons.* *Il y en a une ou deux qui ont un balcon à l'étage. Ce n'est pas la même chose, un balcon c'est... d'ailleurs, le balcon, si tu veux, à ce niveau-là, n'est pas pratiqué. On veut une galerie pour recevoir les gens, on ne va pas recevoir les gens sur un balcon, en passant dans une chambre à coucher éventuellement. C'est déjà un peu ce genre de réflexion que je propose, d'avoir vraiment une connaissance approfondie des manières de vivre. Parce que tu fais ça, tu prends les gens, tu les plies comme des sardines, et tu les mets là-dedans, même si ça fait joli avec des belles couleurs et un minimum d'infrastructure qui fait propre.*	Adaptation des choix techniques au contexte local
E7G	*On parle de problèmes de logements et tout ça, et puis on va aller chercher des terres, mais à l'intérieur même du Port-au-Prince, tu devrais pouvoir au moins multiplier par deux ou trois la capacité de logement à l'intérieur. Tu prends ces quartiers, et je pense à des quartiers précis, comme près du cimetière, en montant vers l'est, tu as des quartiers comme ça qui pourraient être améliorés comme ça. En fait, je n'ai pas répondu à la question, mais pour moi, c'est une évidence. La structure, numéro un. Il faut que ce soit une structure correctement pensée, qu'elle soit dans un matériau ou un autre. La question structurelle est primordiale. Tu as parlé de la question de possibilité d'agrandissement, ou même de sous-location. La multiplicité d'usages qu'on peut faire. Et puis j'ai parlé justement de l'étude des modes de vie.*	Contraintes spatiales et densification
E7G	Il n'y en a pas, tout simplement. Il n'y en a pas. Le béton a été introduit dans les années 50-60, je veux dire en masse. Et a eu le succès qu'on connaît, puisque justement, même la petite maison paysanne, maintenant, elle est en béton. Il y a tellement de facteurs qui expliquent cette métamorphose non accompagnée, parce que ce n'était pas une fatalité que ça se passe comme ça. Ça aurait pu mieux se passer. Mais, encore une fois, il n'y a pas eu d'accompagnement. Personne n'a pensé à réfléchir aux impacts d'un matériau sur les façons de faire, les façons de voir, les façons de vivre, etc.	Choix des matériaux et enjeux d'innovation

E8	L'idée, c'est de faire de façon à ce que le travail fonctionne puisqu'on n'a pas des moyens indéfinis. Donc, on doit venir avec des solutions, pas temporaires, non, mais des solutions à mi-parcours de la pérennité.	Approche intégrée dans la mise en oeuvre
E8	On en a fait un peu partout et vraiment ce sont des solutions de logement qui ont été applaudies et qui ont été non seulement applaudies par la population, mais qui ont été bien accueillies par les bénéficiaires. Jusqu'à présent, je passe devant tous les jours et les maisons sont bien tenues, sont tenues propres, en ordre et la peinture et les espaces en commun sont propres. Vraiment, vraiment, ce sont des travaux intéressants...	Mixité et copropriété
E8	On avait fait des visites, on avait visité la Colombie, on avait visité plusieurs pays qui faisaient ce genre de développement. C'est de là que nous nous sommes inspirés et vraiment, on a pu réussir.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E8	On a fait des charrettes pour faire des thèmes de réflexion, mais ce sont des architectes juniors. Ils ont dessiné ça et on a fait des commentaires, on a corrigé. Écoute, on n'est pas en train de construire des... Ce ne sont pas des palais.	Participation des acteurs locaux dans la conception
E8	Justement. C'est sur le projet de Morne Lazarre qu'on a fait ça. Parce que, c'est quoi ? Chaque famille possède un petit lopin. Donc, maintenant, quand il fallait justement faire un modèle comme ce que je t'ai montré tout à l'heure, les logements regroupés, les logements collectifs. Donc, c'est faire passer les familles de la logique de j'ai un petit lopin de 100 mètres carrés, à consolider tous ces lopins-là pour pouvoir travailler en hauteur et maintenant, la famille possède un pourcentage de l'ensemble. Ça a été vraiment un apprentissage compliqué, mais ça a fonctionné.	Mixité et copropriété
E8	Non. Quand c'était comme ça, c'était un propriétaire qui avait... Non, c'était des grands propriétaires qui avaient des maisons d'instruction et qui louaient aux autres. Ce n'était pas quelque chose qui entraînait la propriété des bénéficiaires.	Mixité et copropriété
E9	Il faut construire davantage en hauteur. Certes, ceci a un coût, parce qu'il faut respecter automatiquement tout ce qui est normes sismiques, et ça s'acquiert avec un coût supplémentaire. Mais je pense que la demande d'un logement est forte, le déficit de logement actuellement, il est très fort et il faut arriver à combler ceci. Moi, je crois qu'il faut qu'on arrête cette peur de construire en hauteur. Il y a toujours la réponse « l'Haïtien ne sait pas vivre en hauteur », « l'Haïtien a besoin de sa cuisine à charbon. » Quand l'Haïtien se déplace et qu'il migre, que ce soit en Europe, aux États-Unis ou au Canada, je vois qu'il s'adapte très bien quand il loge au 4e niveau et qu'il a une cuisinière à gaz, et qu'il arrive à apprendre à la cuisiner. Ceci n'empêche pas que, s'ils ont un petit balcon, ils fassent leur barbecue sur le charbon en pensant à leur vie, leur mode de vie en Haïti. Mais je pense qu'il faut donner des réponses sur plus d'étages. La République dominicaine le fait, et ils sont aussi sismiques que nous.	Contraintes spatiales et densification
E9	Pour moi, prendre en compte tout ce qui est réponse climatique. Particulièrement dans les logements, réponse climatique. Surtout quand on sait qu'on a énormément de problèmes énergétiques. Donc, il faut que les logements soient bien ventilés. Bien ventilés, bien éclairés. Accès à la lumière naturelle. Alors ça me fait penser à Le Corbusier et à toutes les prémices qu'il mettait : accès à la lumière, au soleil et accès à la ventilation qui sont des points clés par rapport à tout ce qui est santé à l'intérieur du logement. Parce que sinon, il y a tellement de densification, qu'il y a tellement de promiscuité qu'on finit par tomber dans des logements malsains. Donc, pour moi, la réponse climatique doit être prise en compte. Également l''aspect culturel est très important par rapport au prolongement intérieur et extérieur. Je pense qu'il est très important que tous les logements aient accès un temps soit peu à minimum d'espace extérieur. Même si c'est en hauteur, un balcon, une coursive qui permet de prendre de l'air et d'avoir un petit peu cet aspect de rue. Et espace public rue, je ne sais pas moi, l'aspect culturel. Je dirais aussi dans l'aspect culturel, tout ce qui est couleur. C'est peut-être très superficiel mais la couleur chez nous est parfois importante. Elle est aussi bien en milieu rural que parfois en milieu urbain dans certains quartiers. C'est vrai que plus on va vers des quartiers huppés et moins de couleurs il y a. Mais ceci n'empêche pas l'autre, et la couleur. Ce sont pour moi des points : c'est l'aspect climatique, l'aspect culturel devraient pour moi être toujours pris en compte.	Adaptation des choix techniques au contexte local
E9	Bon, c'est vrai qu'au niveau culturel, on vit en termes de famille élargie, comme on dit chez nous. On a toujours un tonton, une grand-mère, un neveu à domicile, mais... Moi, je ne prioriserai pas ceci, parce qu'en termes de reconstruction, en termes d'urgence, et ça fait lourd de construire de grands espaces. Pour moi, vraiment, le plus petit et vraiment le plus petit espace en termes de reconstruction, on devrait penser à du 30 à 36 mètres carrés. Je sais qu'il y en a qui pensent à 24 mètres carrés. Et 24 mètres carrés, c'est aussi faisable mais, quand on vit en famille élargie, c'est parfois très lourd. Mais je dis, moi, 36 mètres carrés minimum; l'idéal aurait été des 60, 70 mètres carrés mais c'est déjà très lourd. C'est déjà très lourd, et ce n'est pas pour moi en termes d'immeuble de reconstruction qui est faite par l'État. Je n'irai jamais dans des gabarits de ce type.	Adaptation des choix techniques au contexte local
E9	Quand j'ai parlé de l'aspect culturel, j'ai oublié de lui dire quelque chose. Dans ces quartiers, chez nous, peut-être que tu le sais, il y a quelque chose qu'on appelle le « mauvais air ». C'est le côté mystique. Donc, beaucoup de compatriotes n'aiment pas les grandes ouvertures et au contraire, ferment les ouvertures. Et ça veut dire, même s'ils ont des claustras, ils mettent des trucs en intérieur de manière à ce que la nuit, le « mauvais air » ne passe pas. Donc, qu'il n'y ait pas d'entrée d'aucune poudre, ni d'aucun truc maléfique. Donc, ça, c'est important aussi à mettre un contexte. Moi, je pense qu'il faut continuer à sensibiliser. Ce n'est pas parce que culturellement, on n'aime pas les ouvertures, que ce soit correct. Et au point de vue sanitaire, il faut un minimum d'aération, surtout quand on vit en promiscuité. Je parle, chez toi ou peut-être chez moi, on va vivre, on sera deux dans une chambre, on sera trois dans une chambre, on aura chacun notre vie. Là, on parle de personnes qui vont vivre à quatre, cinq, six même dans une chambre. Il faut sensibiliser sur ce qui est santé. Et donc, c'est oui, j'ai fait à l'identique, mais il faut apporter une touche qui permette d'améliorer les conditions de vie.	Adaptation des choix techniques au contexte local
E9	L'aspect évolutif est tout à fait correct et je crois que dans le projet 16/6, ça a été pris en compte. Aujourd'hui, toutes ces constructions qui ont été faites particulièrement sur Morne Hercule et Nérette, elles ont déjà été agrandies. Elles ont toutes un espace supplémentaire. Ça veut dire, les terrasses ont été fermées. Ce que je trouve malheureux, parce que la prolongation intérieure extérieure est perdue automatiquement. Mais elles ont été... Il y a eu des accommodations au niveau des propriétaires, des occupants. Je pense que c'est effectivement une bonne approche, l'approche évolutive.	Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement

E9	Oui, le système de copropriété, les lois ont été votées et existent. Mais, il y a des points qui restent encore à définir. Je sais que les lois, elles existent déjà mais il y a des difficultés en termes de mise en place légale. La mise en place, elle se fait de manière informelle et dans l'informel, la copropriété, elle existe. Par exemple, la copropriété dans l'informel. Il y a énormément de réponses dans les quartiers extrêmement denses. Il y a des réponses sur plusieurs niveaux. Parfois la réponse est unifamiliale. En termes de c'est une même famille mais c'est différents investissements. Par exemple une famille, elle se met ensemble et elle construit sur quatre niveaux mais chaque niveau appartient à une personne au sein de la même famille. Ce sont les frères qui se partagent, mais même au niveau des frères, parfois, il y a des mésententes. Un aurait pu vouloir vendre. C'est pour ça que je parle d'informalité. Ils se mettent ensemble, ils savent que nivo saa se pou mwen, l'autre niveau, c'est pour l'autre. Anlè a se pam. Anlè a gen aksè sou wout sa, anba gen aksè sou wout ki pase anba. [...] Donc, ils construisent sur quatre niveaux. Certes, tout ça... Parfois les papiers, même de base, ils n'existent pas. Mais l'investissement n'est pas fait par une personne. Il est fait par plusieurs personnes. C'est de la copropriété mais dans l'informel entièrement. Dans le formel et les lois existent, mais il y a des détails à mettre au point.	Mixité et copropriété
E9	Ça existe dans la formalité. Je ne me rappelle pas maintenant la loi, les lois. Mais je peux faire une petite recherche, j'ai des notes et elles existent, et au niveau du code légal, ça existe. Ça existe, la loi sur la copropriété. Peut-être que le projet 16/6, il y a peut-être travaillé de concert, je ne sais pas, je n'ai aucune idée, ou peut-être qu'il y a travaillé au niveau des quartiers « précaires ».	Mixité et copropriété
E9	Parce que comme je le dis, au niveau de ces quartiers, ça existe. Alors par exemple, au niveau du projet 16/6, une question aurait pu être pour moi : la reconstruction, elle s'est faite, mais est-ce qu'elle s'est faite sur des bases légales ? Est-ce que, comme ils ont détruit, ils ont fini de démolir des constructions qui étaient taguées rouges, ils ont récupéré les espaces, ils ont fait un recensement, et des gens qui habitaient sur cet espace, très bien, mais est-ce que ces gens avaient réellement des papiers ? Est-ce qu'ils ont formalisé ceci ? Parce qu'on sait très bien comment est l'occupation du sol foncier en Haïti. Dans ces quartiers, c'est ça la partie, la partie la plus lourde. C'est l'aspect foncier. Et il n'y a pas de papiers. Donc est-ce qu'ils ont reconstruit et formalisé eux-mêmes jusqu'à une certaine forme ou est-ce que ceci a été fait de manière aléatoire ? Ils ont fait le recensement, ils ont fait les listes des occupants sans papiers, occupants propriétaires avec papiers. Parce qu'il y a ceux qui sont en loyer en location, ceux qui sont soi-disant des propriétaires qui n'ont pas de papiers, ceux qui sont propriétaires qui ont des papiers. Comment est-ce qu'ils ont formalisé tout ceci ?	Défis fonciers et complexité juridique
E10	*Mais il y avait des limites de hauteur parce que comme je te dis l'étude de... On avait fait des études d'impact environnemental, mais une étude d'impact de risque. Je ne sais pas quoi... qui nous avait indiqué justement la capacité portante du terrain. Il y avait une hauteur qu'on ne pouvait pas. Il y avait une densité qu'on ne pouvait pas augmenter etc. Donc, tout ça avait été calculé. Ce n'est pas venu comme ça. On veut faire du un étage, deux étages, trois étages, non. On aurait peut-être voulu, même monter à 3 étages. Dans certains cas, on a du 3 dans d'autres cas, on a du 2 et c'est un tenant compte de tous ces éléments-là, oui.*	Contraintes spatiales et densification
E10	Euh écoute, ça vraiment je me rappelle plus pourquoi. Il y a des endroits où on n'avait pas, il y avait une question. Il y a une question aussi de sécurité parce que l'un donnait sur la rue. Alors les gens disaient que non, ils ne voulaient pas qu'on soit capable de passer à travers la tôle. On leur a expliqué que ce n'était pas le cas. Du côté gauche. Alors du côté tu vois là, n'oublie pas que la tôle est au-dessus de l'espace extérieur terrasse, ce ne sont pas des espaces habités. Alors que de l'autre côté droit, c'est surtout ça. Du côté rue, c'étaient des espaces habités et de ce côté-là qui étaient beaucoup plus hauts. La tôle était par-dessus des balcons tu vois. Donc ce n'était pas la même fonction.	Choix des matériaux et enjeux d'innovation
E10	On nous avait critiqué parce qu'on voulait faire des routes en béton, mais on dirait l'asphalte, est-ce que c'est bon pour l'environnement ? Non. Est-ce que le béton est bon pour l'environnement ? Non. Donc, non et non. Le problème est-ce qu'on produit de l'asphalte en Haïti ? Non, on doit l'amener de l'étranger. Le béton est là. Ok. Qu'est-ce qui est plus durable, le béton ou l'asphalte ? Le béton. Sachant en plus qu'on est un pays où y a tout le temps des manifestations. Lorsqu'on brûle, lorsqu'on allume un feu sur l'asphalte, on fait un trou, sur le béton, tu ne peux pas faire de trou. Tu fais un feu, il s'éteint mais tu ne mets pas le feu, tu comprends ? Donc il y a tout ça à prendre en considération.	Choix des matériaux et enjeux d'innovation
E11	Par contre, j'avais oublié de mentionner au niveau du 16/6, mais c'était quand même deux ans après le tremblement de terre, l'UCLBP avait fait appel aux architectes haïtiens pour proposer un modèle. Donc, à ce moment-là, on peut dire que la collaboration avec la connaissance locale s'est faite au niveau des modèles de maisons qui ont été proposés pour le 16/6. Mais toute la partie de méthodologie, la planification communautaire a été faite par des étrangers. En fait, toute la méthodologie, toute cette partie-là a été faite au niveau des étrangers, le concept a été fait et présenté à l'UCLBP. [...] Qu'ils ont présenté à l'UCLBP, y a peut-être eu des aller-venus et des modifications. Mais ça n'a pas été une présentation faite à partir du vécu haïtien quoi. Donc pour moi, ça a créé un petit peu des tâtonnements. Maintenant, quand on devrait passer aux constructions de maisons, il y a une implication de la connaissance haïtienne, des ingénieurs architectes haïtiens, etc. Il y a des échanges par rapport à ça.	Participation des acteurs locaux dans la conception
E11	En fait, ce qui était relativement bien, c'est qu'ils avaient essayé de tenir compte d'avoir une maison qui comporte tous les éléments parce que, d'une façon générale, les personnes avaient tendance d'avoir uniquement une pièce. Puis au fur et à mesure, elles ajoutaient... On cuisinait entièrement à l'extérieur et puis ça s'arrêtait là avec une galerie. Donc, ils avaient la conception d'avoir une partie qui serait privée qui serait les chambres, une autre partie qui serait un peu plus commune, et puis un espace cuisine et un espace toilette. Donc, c'était relativement bien conçu, en tenant compte également d'une certaine ventilation, etc.	Adaptation des choix techniques au contexte local
E12	C'est à mettre en place, il faut juste former. Si les gens, ils ont appris à poser des blocs de béton avec du mortier... qui culturellement n'est pas Haïtien. Je veux dire, ils ont appris ça... tu comprends. Donc, tout ça se met en place. Donc, dans la formation que je te disais des 21 architectes et ingénieurs, ça s'enseigne et déjà, il y a des architectes haïtiens qui savent construire avec du bambou. C'est un Haïtien qui me l'a appris. Donc tu vois, ce genre de projet, je te dirais le 16/6. Mais pourquoi ça n'a pas été des expériences comme ça, pourquoi le projet de Simbi n'a pas été une expérience justement autosuffisante pour permettre aux haïtiens de se prendre en main. Mais parce que les Haïtiens, les politiciens haïtiens sont trop dépendants de l'aide internationale.	Choix des matériaux et enjeux d'innovation

E13A	*Ah oui, ça peut arriver. Mais il y a des comités qui sont sur place, qui gèrent tout ça. Dans le temps, moi, je fais toujours des visites sur le site pour rencontrer les comités, pour savoir exactement s'il y a des difficultés, qu'est-ce qu'ils ont trouvé comme problème, etc.* *Par exemple, je me rappelle à Morne Lazarre, il y a quelqu'un qui devait modifier la maison pour créer une boutique. Lorsqu'on m'a appris, j'ai été sur place parce que le comité a dit non, mais la personne a voulu faire quand même. Donc je devais me déplacer pour aller donner un peu d'appui au membre du comité, puisqu'on a signé à travers l'accord qu'on ne devait pas modifier, faire aucune modification des maisons.*	Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement
E14	*Wi, m te fè plizyè. M pa diw moun yo pa satisfè non. Moun yo, yo satisfè alo gen kote moun yo se pat volonte pa yo kite aji. Ou konprann ? Se pa paske yo pat renmen sak fèt la non, men de fwa, gen moun lan ki lè l vini lan espas pal la, li pat vle pou kay li te kole ak kay yon lòt vwazinaj. Pa egzanp, la si kay sa yo te tou pre, yo te ansanm, yo kraze, sa konpani an vini li fè, li vini, li di bon ok nou menm nap antann nou nap kraze espas lan nèt, fè on sèl espas epi nap fè yon apatman ladann. Apatman sa, apatman sa chak moun ap gen de chanm a kouche, yon salon, yon salle à manger. E se konsa yo te fè yo, c'est un endroit ki trè trè sofistike. Pou batiman yo se bagay ki byen fèt ki byen konfeksyone. [...] Banm diw. Pa egzanp, ou genyen yon lakou. Lakou a, son lakou ki genyen 2 frè, yon kouzen, yon kouzinn oubyen yon matant ki ret ladann. Oubyen tou, ou ka genyen yon lakou la on zòn la gen 2 kay ki kole ansanm, 2 kay sa yo te gen yon ti koulwa ki separe yo. Kounya lè konpani an vini, li kraze tout kay yo, yon sèl kou, epi l di konsa nap fè yon apatman laa. Lan tè a se yon apatman nap fè. Sa vle di apatman sa kap fèt la, li vinn pou tou de moun sa yo oubyen twa moun sa yo, li vin pou tou lè twa. Ki vle di, yo di bon nap fè yon apatman la : "ou menm ou te gen konbyen chanm ou te gen konbyen pyès" sa di m te gen yon pyès oubyen m te gen 2 pyès. Yo di bon, ok pa gen pwoblèm nap fè yon apatman la, apatman an nap divizel an 3, epi chak moun ap gen 2 chanm a kouche, chak famille ap gen 2 chanm a kouche. Gen moun lan tou ki pata vle dakò ke kay li kole a lòt kay ki te sou kote l la. [...] Wi, li te pito pou yo fon ti kay pou li epi pou yo tal fè lòt pa, lòt ti kay vwazinaj la. Men moun yo menm di non yap fè yon apatman, epi apatman an lap pou nou 3 moun, epi chak moun ap gen 2 chanm a kouche, salon epi salle a manje. Li gen dwa fèt en 2 etaj oubyen 3 etaj. Epi se lan sans sa m diw gen moun ki pat satisfè paske yo te bezwen pou yo fè afè yo poukont yo. Men siw ap swiv, siw ap gade sa yo fè a, li trè, trè, trè konfontab ki vle di son system etranje kote ke apatman an son apatman. Li gen plizyè moun kap viv lan espas la, ou konprann, orizon divè. Yo gen dwa frè, yo pa sè, yo pa bagay men yo pataje on yon apatman ansanm. Chak moun gen apatman pa yo.*	Mixité et copropriété
E14	*Wi, wi. Yo vinn konprann li paske kounya la, yo vinn viv lan yon anvironman senseman map di w sa e mwen m gen moun kap vin lan espas yo la, yo diw wi yo santi yap viv trè byen, yo santi yo byen yo viv trè byen. Ou konprann ? Paske non selman yo an konfyans paske kay lan li gon standa ki bokou plis respekte, e ki mete yo an konfyans. Answit tou gen kote yo fè yo epi kounya la, yo antre, yo tou fè tout bagay antre, kouran pou moun yo. O mwen ba yo on lot standa yon bagay yo pat konn abitye viv. Ou konprann ?*	Mixité et copropriété
E14	*Chanjman mwè ki pou ta fèt lan kay sa yo, se ke gen yon seri de kote, yon seri de twati, yon seri de bagay yo te fè yo an bwa oubyen yo fè, yon seri de desen yo fè avèk bagay kokoye. Ou konnen depi bagay la fèt an bwa li pap dirab. Yon tan lap rive, li abime, fòk li chanje. Fòk li chanje. Gen de kote, gen de balistrad yo te konn fè yo, men yo te fè yo, men se an bwa yo te fè yo. [...] A banbou, genyen se a bwa 2x4. Bagay sa yo, m wè ki ta merite pou chanje. Paske pandan map di w sa tou, gen moun lè yo fini ki modifye pa yo a wi. [...] Gen moun ki retire bagay kokoye yo epi kounya la, ki fè afè pa yo. Paske lòt jou m tap pase, m te wè yon moun ki tap retire bagay kokoye yo. Answit yo gen tiyo, li tap pase tiyo pou bay dlo. Li retire tout bagay kokoye yo epil chanje yo.*	Choix des matériaux et enjeux d'innovation
Thème : Facteurs socioculturels		
ID	Verbatims selectionnés	Codes
Sous-thème : Perception et impact social		
E1	la présence dans les quartiers de personnels de l'UNOPS. Il y a un élément de confiance brute et y a un élément de confiance qui se construit que par la présence, donc avoir des équipes présentes, disponibles et qui rencontrent les gens, ça, c'était un élément extrêmement important	Appropriation du projet par les communautés
E1	Nous, nous avions des équipes de mobilisation communautaire. Et évidemment, ces personnes-là construisent de la confiance, construisent un tissu relationnel avec et construisent une structure avec qui il parle et plus il passe de temps dans les quartiers, plus ils sont présents et disponibles pour répondre aux demandes, plus cette confiance se construit. Au début, c'était nécessairement plus dur.	Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes
E1	Normalement, on doit donner l'opportunité à n'importe qui. Donc en fait, on va recruter la meilleure personne sans nécessairement pouvoir forcer un recrutement vraiment local du quartier. On peut le faire pour des boss maçons, etc., mais pour des positions un peu plus élevées de mobilisateurs communautaires, on n'a pas nécessaire. Mais bon, il arrivait souvent, il arrivait de temps en temps qu'on recrute quelqu'un du quartier. Tout de suite, nécessairement ça aide, parce que cette personne connaît et a déjà des liens existants et c'est acquis.	Friction entre logique d'action et réalités du contexte

E3	En fait non, ça c'est un plan du PNUD qui était très bien, c'était qu'il s'assoyait avec chaque communauté, et il faisait une espèce de planification du, comment on appelle ça, voyons, une planification participative, pour obtenir leur idée de comment ils veulent que leur communauté se développe. Donc on avait, eux, il y avait, le PNUD est allé très loin avec dire ben ils veulent de l'eau, ça c'est le PNUD qui faisait ça de leur côté, mais nous, on est une agence beaucoup plus pratique. Donc nous souvent, on avait des besoins plus rapides, donc par exemple, on voulait installer des lampadaires solaires. Donc on s'est assis avec les groupes de femmes, et avec les groupes de femmes on a développé, on a, on a mis où eux ils se sentaient qu'ils étaient le plus vulnérables dans la communauté, les endroits où, je sais pas, ils passent à tous les soirs après le marché, ou quoi que ce soit, donc et c'est là qu'on installait des lampadaires solaires. Et à partir du moment qu'on a fait ça, qu'on a fait les sentiers, qu'on était présents, la violence de Morne Hercule a comme baissé. Au début, il y avait des gens qui mettaient des fusils dans leur visage et tout ça, et même, c'est bizarre, même si c'était à côté de Pétion-Ville. C'était … Moi quand je suis arrivé, il y avait vraiment beaucoup de tensions. Il y avait de la violence et tout ça, et donc ces petites interventions qui étaient en parallèle avec le logement, qui étaient plus les travaux communautaires, les sentiers. Au même moment on s'assoyait avec la communauté pour développer les, je ne sais pas si je pourrais en parler pendant des heures, mais tout le système d'eau, ces bidonvilles-là n'ont pas accès à l'eau. Donc nous, on voulait développer des, comment on les appelait, des groupes communautaires, il y a un nom pour ça, viens, ça fait longtemps, des groupes communautaires qui allaient gérer l'eau.	Planification participative
E3	Et un élément important qu'on a innové, c'est qu'on avait une immense équipe de travailleurs communautaires. Parce que beaucoup de ces abris, c'était dans des bidonvilles, et dans beaucoup de bidonvilles, on n'avait pas accès. Parce que les gens avaient peur, ils voulaient pas de l'aide, ils avaient eu des mauvaises expériences. Donc il y avait des gangs qui nous bloquaient. On devait les payer ou des trucs comme ça. Donc rapidement, on a monté une équipe de mobilisateurs communautaires. C'était des jeunes, des jeunes d'université, en histoire, sociologie, politique, n'importe quoi. Et on a monté une équipe, et eux se promenaient dans les bidonvilles avant notre intervention pour faire la promotion, pour dire un peu pourquoi on est là. Et ça, ça a vraiment ouvert les portes. On a été en mesure de travailler dans les pires bidonvilles de Port-au-Prince.	Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes
E3	Un, de vraiment bien comprendre ce qui se passe dans les bidonvilles, comprendre un peu la dynamique dans les différentes parties de Port-au-Prince, comprendre les besoins, et un peu préparer le terrain pour la suite. Donc pour nous, ça a été immensément important. Les travailleurs communautaires venaient, créaient des rapports, et ça nous permettait vraiment d'avoir une perspective que personne d'autre n'avait. Souvent, les ONG ou les autres agences des Nations Unies focalisaient sur un bidonville ou une petite région, souvent la moins difficile, tandis que nous, on sentait qu'on avait la responsabilité d'aller où personne ne voulait aller, dans les coins dangereux. Et c'est ce qu'on a fait.	Représentations et formalisation des quartiers
E3	Donc, si tu veux, je te prête un groupe de mes travailleurs communautaires. Et avant que tes ingénieurs ou ensemble, ils pourront expliquer, poser et répondre à toutes les questions. Non, ta maison, ça va prendre six mois, il y a de l'aide du gouvernement, tu sais, il y a tout expliqué. Parce que l'ingénieur, lui, il y allait de façon brusque. Puis, le travailleur communautaire, il y avait plus d'empathie. Et donc, cette mentalité constante de pouvoir parler à un mobilisateur communautaire faisait en sorte que l'angoisse diminuait.	Appropriation du projet par les communautés
E3	[...] on avait une équipe de trois personnes qui maniaient le téléphone. Donc, on avait des grandes banderoles partout pour un stand de plaintes ou de questions. Fait que si vous avez des plaintes, appelez ça. Fait que moi, j'avais des gens qui appelaient tous les jours. On avait des centaines d'appels.	Outils développés
E4	Ayisien pa bezwen ou fe 100% pou li. Ayisien jus bezwen ou akseptel ou patisipe avel li menm res la lap fel.	Recommandations et perspectives
E8	Qui sommes-nous pour déterminer de quoi un quartier a besoin ? Qui sommes-nous ? [...] Ça leur a permis de s'approprier d'eux-mêmes aussi. Parce que ces quartiers n'avaient pas la coutume du travail ensemble dans le passé. Donc, ça leur a permis de s'approprier d'eux-mêmes et vraiment, les résultats étaient corrects.	Appropriation du projet par les communautés
E8	Oui, elles existent encore. Quand il y a d'autres organisations, surtout les politiques qui viennent dans les quartiers. Surtout avec les politiques qui viennent et disent qu'ils veulent faire ça. Donc, ils ont les moyens de les recevoir. Maintenant, ils disent ok. Voilà, on avait fait une planification urbaine. On avait fait la liste des projets qu'on voulait réaliser parmi la liste les projets qui ont été réalisés. Donc, on aurait aimé continuer. Et puisqu'ils continuent à travailler, ils ont identifié d'autres interventions qui méritent d'être faites.	Recommandations et perspectives
E11	Bon... Un, c'est de prendre leurs opinions. Maintenant, ils peuvent avoir une opinion qui n'est pas normale. À ce moment-là, il y a une manière de pouvoir discuter avec eux, dialoguer avec eux pour leur faire voir ce qui serait mieux pour eux de faire. Donc, ils se sont sentis un petit peu… revalorisés. Leurs idées passaient et c'était une bonne chose.	Communication, sensibilisation et changement de comportement
E13A	Si on continue dans le cadre des implications et participations de la population. Pour arriver à tout ça, on a créé dans chaque zone d'intervention une plateforme communautaire. Cette plateforme communautaire, qui réunit les différentes couches de la population, devrait servir d'interface ou bien d'interlocuteur, des partenaires, des autorités dans le quartier. Cette plateforme communautaire devait s'impliquer directement dans toutes les activités qu'on avait à faire dans le quartier. Maintenant, il y a, toute une série de suivis qui ont été faits dans le cadre des renforcements des capacités de ces gens-là. Quel que soit le projet qu'on arrive à faire, il faut mettre d'abord la plateforme communautaire en avant. Il faut mettre en avant la plateforme. C'est-à-dire qu'on s'assoit, on discute tout ce qu'on fait dans la communauté. Même dans le cadre des autres activités qu'on avait réalisées, pas seulement la construction des maisons, mais dans ces neuf quartiers-là, on avait surtout la réhabilitation des routes, on a fait la réhabilitation des corridors, des impasses, des ruelles, etc. On avait eu la chance de mettre en place des projets d'électricité, de construction des kiosques d'eau.	Appropriation du projet par les communautés

E13A	Normalement, l'idée de créer les plateformes, c'est justement pour pouvoir bien informer la population. Parce que les membres des plateformes, une fois avec eux, on discute, ils doivent retourner voir les gens de la population pour informer ce qu'on va faire. Qu'est-ce qu'on va faire ? Justement, tout le monde, normalement, est en mesure d'avoir toutes les informations de tout ce qu'on fait. On n'est pas venu imposer nous-mêmes. On discute. A travers la plateforme communautaire, ils ont choisi ce qui est priorité en termes d'exécution dans la communauté. Et c'est pourquoi, le fait qu'on n'avait pas assez d'argent, on est venu avec une sorte de lot de projets. Cette question de lot de projets, par exemple, on peut venir dans le quartier, on dit qu'on n'a pas assez d'argent pour faire toutes les choses. Maintenant, on discute sur la priorité. Et ça a été passé par vote. La population est venue, on explique, et ils ont voté eux-mêmes ce qui est priorité pour eux. Par exemple, on peut dire si c'est l'électricité qui est priorité, si c'est la reconstruction des corridors, ou bien si c'est l'eau, etc. Il y avait aussi la gestion des déchets. Ça, c'est quelque chose qui était pris en compte. Parce que pour certains quartiers ont choisi la gestion des déchets, ou bien les projets. Si on n'avait pas eu ça, on peut intervenir. Il y avait quatre priorités, on n'avait pas eu la chance d'avoir tout cet argent. On dit qu'on va choisir deux parmi les quatre. On va choisir trois parmi les quatre. C'est comme ça que la communauté, elle-même, a choisi les priorités. Maintenant, la plateforme communautaire, on leur donne des formations pour pouvoir bien partager toutes les informations. On fait des formations en gestion des conflits, de leadership, gestion des projets, etc. C'est justement pour avoir une structure autonome dans le quartier qui peut normalement représenter à tout moment ce quartier-là. On donne des formations, on a enregistré au niveau des affaires sociales, et puis on a ouvert des comptes en banque pour eux. Ils sont devenus des partenaires autonomes dans le quartier. Jusqu'à présent, d'autres institutions comme le PNUD utilisent les plateformes communautaires pour faire des projets dans la communauté. C'est un vrai interlocuteur.	Appropriation du projet par les communautés
E14	Men pwoblèm ki vinn pase andan pwojè a, egzekitan yo, moun konpani kap egzekite pwojè a, li efektivman lap egzekite pwojè a, men nan sans yap egzekite pwojè an, li pat satisfezan pou zòn yo, pou benefisyè yo. Paske si w vin fè yon bagay pou mwen, ou vinn fè yon bagay lakay mwen oubyen nan katyem, se mwen ki pou di w koman pou w fèl, se pa vre ? Se mwen ki pou di w komanm vlel. Pa gen pwoblèm, ou vini ou te jwenn moun sa te gen yon kay, kay la kwaze li ka te gen de chanm bagay. Ou vini, ou di, ok laa nou ka fè yon chanm a kouche pou ou e nap fè yon lòt chanm pou timoun. Ok, pa gen pwoblèm, ou fè li konsa epi ou fè lòt ti bagay. Men moun lan vini, li di w konsa la, lap fè yon chanm a kouche, yon salon ak tout sal a manje. Mwen di l non, fo w ta fè yon chanm. Ou mèt fè salon an sal a manje, fè yon sèl men fo w fè yon chanm la pou timoun yo. Yo di m non, sa pap ka fèt. Se ou kap fè l, ou fè l jan w vle. M pat renmen jan de konpòtman sa yo, paske si w ap travay pou mwen, mwen mgen lechwa, se mwen ki pou di w kisa m vle, ou pa enpoze m anyen. Lan sans sa gen de bagay enpoze yo te oblije enpoze yo.	Appropriation du projet par les communautés
E14	Platfòm nan te la pou l fè liyèzon ant konpani an e popilasyon. Pa kont, platfòm nan tou, menm moun ki te fòme platfòm nan, pandan yo finn fòme platfòm nan, yo kraze l ankò. Banm di w koman yo kraze l ankò. Lè pa egzanp, ou gen yon platfòm ki anndan pwojè a, ou vini, ou di platfòm nan, li la pou l gen zye sou tout sa kap fèt yo. Ok, pa gen pwoblèm. Se nou menm tou, ki pou siye, ki pou aksepte pwojè a, pou pwojè a efektif, pa gen pwoblèm. Kounya ou di ke manm platfòm lan pa gen dwa travay lan pwojè a. Manm platfòm nan, pa gen dwa travay nan pwojè a. Pandan ou di li pa gen dwa travay lan pwojè a, lap la wi, lap swiv tout sak ap fèt, men l paka travay pou l touche lan pwojè a. Ou menm ou pa di manm platfòm lan kisa ki vini pou li ke li dwa … chak mwa, men bagay… ki vle di platfòm lan se yon bagay volontè ki la, ki gen zye pou l gade bagay. Se konsa yo te fè l. Men nou menm, nou te di ke nou paka la, nou gen yon pwojè epi nou pa gen okenn defans, okenn rantre. Si nou pa gen antre kelkeswa moun lan lap travay selon kapasite l lan yon pwojè. Ou paka di l li pap travay, li pap ni gen yon apwentman, bagay. Nou te di ke epi kounya la se rezon ki fè mwen menm mwen di w mal travay kòm yon manèv lan yon chantye pou m kapab gen on rantre. [...] Non, non. Non, non, nou te chita, nou diskite avè yo, kounya yo vinn din ok, ok men koman sa ap fèt, men koman sa ap fèt.	Friction entre logique d'action et réalités du contexte

E14	Pa egzanp, mwen sonje, genyen wout Morne Hercule, pa Delmas 64, ou soti sou wout Delmas. Wout sa, son ti wout kwense, yon machinn moute, yon machinn desan li ye. Men gon koten te rive, nou kanpe, nou di non sa pap ka fèt konsa non. Si se konsa lap fèt, preferel pa fèt ditou. Kounya la nou blokel. Nou bloke platfòm, nou kanpe, nou blokel. Nou di, fòk wout la ouvè. Paske konpani an kap egzekite pwojè a, li vin egzekite yon bagay, li vin fè yon bagay, kèlkè swa jan l fè l, depil fè l li menm, yo fè pousantaj pa yo a. Il sifi ke yo fè l, nenpòt jan yo fè l depi yo finn fè l e yo fè kob pa yo a, zafè k gade popilasyon an, yo pa bezwen konnen. Kounya nou bloke l, te gen yon majistra a lepòk ki te rele Claire Lydie Parent. Kounia nou rele majistra a, nou di majistra gen yon mi, wout la ap fèt li trè restren, ou konprann, gen yon mi la ki merite kwaze. Fòk li ta vini kwaze l pou nou, paske pwoprietè mèt tè a di wi, nou mèt kwaze mi an pou nou ouvè wout la. Konpani an pa vle, konpani an di non, li pap kwaze l li menm. Nou di ou pap kwaze l ? Wout la ap kanpe jiskaske nou menm nou fè pwosesis pou nou kwaze l. Paske se pou sa nou la, se pou sa platfòm lan la. Nou rele majistra, majistra efektivman, li vini. Li voye 2,3 moun make “à démolir” sou mi an. Lè yo vinn make “à démolir”, m konnen par le fait menm lap voye, pa egzanp lap voye yon loader, bagay materyel pou vinn kwaze mi an. Majistra pa janm kwaze mi an, li wete lap tann, saw konnen lap tann ? Lap tann ke yo voye on chèk ba li. Tan kel pa jwen yon chèk, li pap vinn kwaze l. Enben w konnen ? Wout la fèt jan l te ye a wi, restrein, restrein. Koub la, 2 machin paka pase landann non, ou konprann ? Ki vle di, son bagay se lan ayisyen an li ye menm. Ayisyen an fè yon bagay, li pa fè l pou demen poul itil sosyete, popilasyon men li fon w bagay pou enterè pèsonèl li, pou l fè de gouden, epi aprè sa li pa bezwen konnen men sa kap fèt. [...] Non men nou menm platfòm lan ki repwezante zòn lan, se pousa nou te la. Ki vle di lè gen yon kote bagay yo paka ale, se nou menm ki pou jwenn solisyon yo. Nou menm nou te la m di w nou bloke wout la poul pa fèt konsa paske mi an pwopwietè mi an di nou wi nou mèt kwaze l. Konpani an di non li menm, li pap vinn kwaze l. Si pou l kwaze l, se majistra ki pou vinn kwaze l, nou rele majistra a. Majistra voye vinn make “à démolir” ladann, kounya lè l finn make l, li wete, lap tann yon kòb. Tout tan yo pa bal on kòb li pap vinn kwaze l. Pou jiskaske nèg yo wè ke majistra pap vin kwaze l, yo di yap fè l konsa. Wi, se konsa nou te vle fè l, nap fè l konsa. Pa gen pwoblèm e konsa nou te vle fè l. Men si nou te vle agrandi l, nou tap kwaze paske nou gen fe vè a deja, nou gen fe vè a.	Retour d'expérience
E14	Te gen on lòt kontrent ankò wi, pa egzanp lan kesyon dlo lan popilasyon an. Yo te vini ak yon pwojè kyòs. Yap fè yon 10 kyòs andann katye yo. Kounya la nou menm an tan ke platfòm nou te di yo se pat kyòs lan ki te enpòtan pou nou menm, se antre lan system DINEPA epi kounya la, antre manman tiyo yo andan katye yo. Antre manman tiyo andann katye yo, kounya la wap fasilite, chak moun ap gen pwòp tiyo ki antre lakay ou epi dlo a ap distwibiye. Yo kanpe, yo opoze paske lan sa nou pwopoze yo la, yo pap fè kòb pou yo fè a. Kounya la yo pa vle, tout sann fè nou bloke l nou non se tiyo se dlo ki pou antre andan an avèk kyòs, fè fontèn pou moun al goumen, sa li pa lojik. [...] Of course, ou antre manman tiyo a andan katye a, epi kounya lè w fin antre manman tiyo a, epi chak kay yo gen tiyo ki antre lakay yo ki alimante yo, pou tout moun gen pwòp tiyo l, pwòp dlo lakay li. Kounya lap konnen chak mwa li pwal peye DINEPA epi l fini. Men yo menm si se konsa l fèt, yo pap fè kòb, yo pap jere kòb pou yo jere a, se kyòs yo ki pou fèt. Kounya la yo chita yo fè yon pakèt kyòs antre, yon pakèt manman tiyo al lan kyòs yo. Epi fini yo finn fèl, depi lè yo fin fèl la, bagay sa pa janm gen yon galon dlo ki koule ladann. Pou jiskaske nan menm popilasyon an, de moun yo plase kyòs la bò lakay yo oubyen sou teritwa yo bagay, yo koupe tiyo yo, yo pran tiyo yo. Aktyelman lan kyòs sa yo, m kwè son patikilye ki pwan l. Kounya la li met dlo ladann li menm, li mete kamyon dlo, li mete dlo ladann, kounya la lap fè biznis li. Ki vle di popilasyon an pa konnen anyen, sa pa sevi popilasyon an anyen.	Retour d'expérience
E14	Ki pa respekte, ki pa respekte vreman. Ki pa respekte vreman paske siw vini lan zòn lan, ou diw pral fè kyòs pou nou. Nou diw non se pa kyòs lan ki enpòtan pou nou ou konprann ? Se fasilite nou pou nou gen dlo a ki antre lan zòn lan pou tout moun jwen dlo. Ou menm ou di non se kyòs wap fè. Ki vle di la kounya la, se pa popilasyon an la ki deside, se ou ki fè afè w jan w vle. E Kiyòs yo fè yo, pa janm gen, yo nèk fin fè yo, genyen ki pa menm fini menm, pa janm gen dlo ki koule lan youn on jou, pou jiskaske vagabon rekoupe tiyo yo, pran yo yale ave yo.	Retour d'expérience
E14	Wi, yo te gen le chwa pou yo te eksprime yo, men konpani a, sal vinn fè a, lè l parèt lan espas la li detemine yon bagay, li di men sa l pral fè la, men sa l pral fè la. Vle di ou menm ou te ka di men saw vle, yo diw non men sa yap fè la yo menm, men sa yap fè.	Retour d'expérience
	Sous-thème : Sensibilisation et appropriation des bonnes pratiques	
E1	Alors la phase réparation brute, sans nécessairement renforcement, elle est documentée parce que c'était un modèle qui avait été créé par Miyamoto international. À la demande du... Enfin, ils avaient un contrat avec le Ministère des Travaux Publics et normalement, c'est de la documentation qui se trouve tous les types de réparation qui étaient donnés après. Comme on faisait de plus du CUSTOM ? Je pense pas que ce soit de la documentation, je pense que c'est. Je sais pas quelle est la notion de propriété sur tous les designs individuels de chaque maison, les types d'intervention. En fait, on entraînait les ingénieurs à reconnaître des types de typologie, des typologies de dégâts, des typologies de solutions à apporter mais ça n'a pas été documenté. Il n'y a pas un manuel qui a été construit.	Outils techniques et innovations méthodologiques
E1	C'étaient des formations faites à des ingénieurs. C'était beaucoup de travail sur le terrain. J'ai formé des gens qui ont eux-mêmes formé des gens et on avait aussi des experts pour recruter des experts de (...) et de Miyamoto international, donc des entreprises, enfin des ingénieurs internationaux qui venaient donner des formations. [...] C'est ça. Le reste, l'UNOPS n’a pas créé un manuel de typologie de réparation et renforcement.	Formation technique et évolution des pratiques locales

E1	Là je suis plus sceptique, peut-être un peu cynique à je, je pense que le temps, quelle que soit la quantité d'informations et de même si on fait du bourrage de crâne et qu'on a les moyens de le faire. On a fait passer, on a essayé de former autant qu'on pouvait, tous les habitants qui recevaient. On a fait énormément de formation. Je pense qu'on aurait pu en faire plus. La réalité, c'est que le temps passe et l'argent devient... Reviendra toujours l'élément marquant et je pense qu'il y a nécessairement une perte de qualité de construction avec une recherche d'économie et vous pouvez faire autant de formations que vous voulez, un point à un moment T. Si vous ne le diluez pas dans le temps cet aspect sensibilisation ça ne sert à rien d'en faire plus en fait il, il est préférable de le de d'essayer de le faire plus régulièrement et ça. Ça ne marche pas, ce sont des financements qui sont, ce sont des projets, donc à la fin du projet ce financement s'arrête donc je n'ai pas de solution là-dessus, mais je ne pense pas qu'en faire plus à l'époque aurait... Ferait que les gens construisent mieux maintenant, je suis convaincu que et les boss ont toujours l'expertise. Mais le client reste le client et c'est le client qui détermine au final la qualité de construction parce que la quantité d'acier et la quantité de ciment et... Et je suis sûr que. Même s'il ne le faisait pas juste après. Maintenant, si on y retournerait un boss, s'il a un job et qu'on lui demande de construire quelque chose mal mais que mais qu'il n'a pas le choix, c'est tout ce qu'on lui propose, c'est la quantité d'argent qu'on propose de le payer. Il construira. Ça, c'est juste une réalité humaine d'un besoin au logement qui fait que... Probablement. Si j'étais à la place de ces gens, je prendrais aussi le risque de construire moins bien, en tout cas de faire des économies. Si ça permet de manger le soir et aussi d'avoir un toit, ça c'est très très difficile. Là, on est vraiment dans de la philosophie. [...] On peut pas oublier le fait qu'on travaille dans les quartiers les plus pauvres, donc nécessairement l'argent devient un problème fondamental parce qu'on est plus dans la survie, le pouvoir d'achat des gens qui habitent dans ces quartiers-là, il est nécessairement extrêmement bas.	Limites et constats critiques des actions de sensibilisation
E1	[...]. Je ne vais peut-être pas pouvoir retrouver le plan, mais je vais pouvoir retrouver des cartes en particulier les cartes qu'on utilisait, c'était vraiment des cartes... Qui identifiait les, la stabilité des massifs rocheux, qui qui a regardé les, les risques de... Donc en gros, on avait des cartes qui nous disaient dans le bas des ravines. Ben non, parce que là il y a un risque de lié aux inondations en fonction des pentes et des types, ils avaient fait des études géotechniques pour voir les types de... J'ai plus les mots qui me viennent, plus ils viennent pas du tout en français et même en anglais ils me viennent plus du tout, mais en en en gros la stabilité des zones où les maisons étaient construites. Et donc on avait ce qu'on appelle des zones rouges, ce qui avait été démoli, on y touchait pas, voilà. Enfin on intervienne, on ne pouvait pas intervenir dans des zones dont on savait qu'elles sont exposées à des risques trop élevés. Et que on va pas reconstruire une maison si c'est pour qu'elle soit emportée par une inondation, s'il y a une grosse pluie ou que la stabilité de, de, de tout le massif risque de décrocher. Et on donc on avait ça, ça identifiait clairement des zones où on pouvait travailler.	Outils techniques et innovations méthodologiques
E3	Les ONG faisaient de la formation. Il y a des ONG qui faisaient juste de la formation avec cet outil-là qui avait été créé par UNOPS, Miyamoto et le MTPTC à l'époque. Et après ça, ça a été distribué partout, partout.	Outils techniques et innovations méthodologiques
E3	Miyamoto qui nous a donné un peu les outils. On a formé nos équipes de terrain, donc nous on embauchait des maçons, ce qu'on appelle des boss maçons dans chaque quartier et on leur donnait une formation et après ça, ils les allaient réparer. Donc, on a réparé des milliers et des milliers de maisons comme ça.	Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention
E3	Ah oui, un autre élément, tous les gens qui travaillaient sur nos maisons de reconstruction, nos boss maçons, étant donné qu'ils étaient avec nous pendant un long moment, le BIT a travaillé avec le ministère de l'Éducation à développer des outils formels de maçons, de tous les travailleurs de construction. Donc, ils ont développé un curriculum standard international qu'ils ont adapté pour Haïti. Donc, à partir de 16/6, le BIT a créé tout un système que si tu veux travailler en construction, tu fais une formation formelle chez le ministère de l'Éducation et c'est la meilleure formation qu'on ne peut pas trouver...	Outils développés
E3	Donc, tout ça, ça a été bombardé dans les messages et c'est là que le OIM venait dans le portrait parce qu'eux, ils ont fait une partie de leur communication, c'était tout le côté comment bâtir mieux. Donc, c'est un système avec des bandes dessinées, avec des postes, des affiches, avec des radios communautaires, tout un gros système pour faire une grande révolution au niveau de la construction en Haïti.	Communication, sensibilisation et changement de comportement
E3	Juste pour venir au Maison Jaune, la façon qu'on faisait notre crépissage, on s'assurait que la colonne ait un crépissage distinctif qui monte la largeur normale de la colonne et que le mur avait son autre crépissage, son autre texture. Et en plus, on le peinturait de couleurs différentes pour que visuellement, de loin, tu saches, tu sais qu'il y a une colonne et une poutre. La moitié des maisons qu'on voyait, elles n'avaient pas de colonne. C'était que des blocs ensemble. Et ensuite, le deuxième plus grand et le troisième plus grand. Mais aucune colonne qui tenait la maison. Donc l'idée, c'était un peu une forme d'éducation parce qu'à chaque famille, on recevait une éducation	Communication, sensibilisation et changement de comportement
E3	En fait, nos travailleurs communautaires allaient de maison à maison faire une éducation technique. Donc, ils allaient avec un ingénieur plus un modélisateur communautaire et ils s'assoyaient avec la famille et ils leur expliquaient des affaires de base que quelqu'un de, tu sais, normal peut comprendre, qui n'est pas ingénieur.	Communication, sensibilisation et changement de comportement
E4	Wi te gen sa, avan pwoje a te komanse, yo te fe seminè pou boss kap vin fe travay lan kay yo. Men se te bon. Ou we gen amlyorasyon pou moun ki boss mason kap konstwi a.	Formation technique et évolution des pratiques locales
E5	Ah, c'est les programmes de formation qu'il y a eu. Il y a eu à la fois la formation, il y a eu la diffusion de petits... de pamphlets.	Communication, sensibilisation et changement de comportement
E6	Tout d'abord, une copie de la feuille de route qui a été préparée au départ avec les grands axes, les objectifs. Et deuxièmement, il y a un article que j'ai rédigé pour GRAN, je ne sais pas si vous connaissez GRAN. Le groupe de réflexion, c'est Samuel Pierre qui est responsable de ce groupe, qui a une revue. Donc, j'ai rédigé un article pour cette revue. Un article qui fait le bilan quelques années après. Pour dire que tout ce qui a été réalisé, et avant et après.	Outils développés par les autorités locales

E6	Il n'y a pas un programme de sensibilisation nationale au niveau des écoles. Bien sûr, bien sûr. Lorsqu'on apprend aux enfants ce que c'est qu'un tremblement de terre, on leur dit, voilà ce qu'il faut faire. Au cas où vous sentez un tremblement de terre, voilà la réaction qu'il faut avoir. Il faudra sortir, ou se mettre... Quelles sont les consignes à respecter ? Après le tremblement de terre, il faut se réunir à quelque part. Il y a des plans d'évacuation. On met des écriteaux à l'école pour montrer l'itinéraire, etc. Donc, avec cette sensibilisation, je pense qu'on devrait arriver à réduire la vulnérabilité dans les écoles.	Communication, sensibilisation et changement de comportement
E6	Personnellement, je peux constater qu'il y a eu des changements. Même au niveau des écoles, on vous pose des questions qui n'étaient pas vraiment possibles à poser avant le séisme. Donc, les enfants sont mieux informés. Et au niveau des constructions, il y a eu beaucoup de formations. Beaucoup d'ingénieurs qui ont fait des études à l'extérieur et qui savent maintenant comment construire parasismique. Beaucoup de maisons ont été mieux construites maintenant. Beaucoup de gens ont consulté les études de micro-zonages à partir desquelles ils ont construit. Mais on ne peut pas dire que c'est quelque chose qui est vraiment général. Donc, on continue à construire de manière irrationnelle. Beaucoup de gens ont pris conscience qu'il faut mieux construire. Et ils ont consulté les documents existants. C'est un progrès.	Communication, sensibilisation et changement de comportement
E8	On a même sorti un manuel, un guide de construction qui s'appelle APRAS, “Appran rebeti Ayiti Solid” parce que, comme tu sais, les maisons d'Haïti sont des petites maisons. Rez de chaussée +1.	Outils développés
E8	Pour les normes de construction, il y a une culture de construction en Haïti. Les gens se réfèrent au boss maçon du quartier. C'est ce boss maçon du quartier qui va construire pour eux. D'où est-ce qu'il a pris sa formation, ce boss maçon ? Il a pris sa formation d'un boss senior, il n'a pas été à l'école. Maintenant, ce que je remarque, c'est que toutes ces maisons-là que tu vois là étaient construites dans certains quartiers, ont été construites avec la méthode de maçonnerie chainée et ont fait l'objet d'une formation. Ça a été construit par des maçons en formation. Ce n'est pas ceux qui étaient déjà qualifiés, mais avec lesquels nous avons fait une formation de construction en maçonnerie chainée. C'est une transmission d’homme à homme. Et maintenant quand je suis passé dans le quartier, je vois les constructions en cours et je vois qu'ils utilisent des méthodes.	Formation technique et évolution des pratiques locales
E9	Je sais que le Ministère des Travaux publics avait mis en place le guide de maçonnerie chaînée, des petites constructions à maçonnerie chaînée qui a été remanié dernièrement. Je pense, qui a été mis à jour et qui devrait peut-être être davantage diffusé au niveau de ces quartiers. Parce qu'ils restent, pour moi ça reste, c'est intéressant comme document, mais ce sont des documents qui restent pour ceux qui connaissent, ceux qui sont censés avoir un minimum de connaissances au niveau du bâti. Et au fait, ils devraient aller davantage vers ceux qui n'ont pas de connaissance du bâti de manière à les sensibiliser. Donc ça devrait, on devrait avoir presque des campagnes de sensibilisation porte à porte au niveau des quartiers. Enfin moi, ça me vient en tête comme ça, parce que sur un projet de Viva RIO, nous faisons beaucoup de sensibilisation porte à porte pour diffuser un petit peu ce que nous sommes en train de faire sur un site. Donc ce serait une manière de diffuser et de faire passer des brochures avec très peu d'écrits, beaucoup de dessins. Au niveau de chaque maison, passer déposer des brochures, comme font un petit peu les mormons avec les trucs religieux. Ils passent déposer des brochures, passer déposer des brochures au niveau de toutes les maisons et dans ces quartiers, quartiers fraîchement construits, là où on voit qu’il y a un certain dynamisme au niveau du bâti. Faire une campagne de sensibilisation en divulguant des brochures de manière à ce que la personne, les habitants soient sensibilisés. Parce qu'ils ne construisent pas eux-mêmes avec leurs mains, mais ils emploient un boss, un ouvrier. Et l'ouvrier n'est pas forcément le foreman ou le chef d'équipe. Il est simplement parfois un simple ouvrier. Donc, ça permettrait au simple ouvrier de pouvoir suivre les dessins, de voir des trucs. Je pense que ça aurait pu être des systèmes ou de la diffusion à haute intensité, des mégaphones, je ne sais pas moi-même. Mais il faut que ce soit fait dans les quartiers directement. Et puis, au niveau des mairies, sensibiliser les mairies qu'elles ont une tâche, qu'elles ont un rôle à jouer.	Communication, sensibilisation et changement de comportement
E10	Les bâtiments ont été construits pour ou par le projet 16/6, ça a été fait exprès que ce soient des bâtiments avec de la couleur pour que les gens puissent les voir, que ça serve de référence. Ce sont des bâtiments où la structure même du bâtiment était peinte en blanc, alors que le plein, ce qu'on remplissait, était mis de couleur pour que les gens puissent comprendre le principe de la structure. Et ensuite il y a des guides de construction qui ont été mis à la disposition des gens.	Communication, sensibilisation et changement de comportement
E10	On a formé des gens avec le Bureau international du travail du BIT qui sont devenus finalement des maçons, des maçons certifiés, des électriciens, des électriciens certifiés, des plombiers, des plombiers certifiés. L'idée, c'était de prendre ces gens au sein même de la communauté où on les ramenait. En fonction de leurs capacités, il y en a qui avaient effectivement un savoir-faire, mais sans un certificat, sans un diplôme, sans une preuve. Tu vois ? et on leur donnait la formation avec le BIT, la mise en œuvre se faisait avec UNOPS dans un encadrement et donc ça leur servait comme de stage. Donc, c’est pour ça que je te dis que le projet 16/6, c'était beaucoup plus complexe que juste le volet technique.	Formation technique et évolution des pratiques locales
E11	Il y a eu des formations. Maintenant, quand le manuel est sorti, il y a eu des versions simplifiées et en créole avec beaucoup de dessin qui ont été mis sur le marché, vulgarisés, distribués et il y a eu les formations. Par exemple, il y a différents calendriers qui ont été faits parce que les Haïtiens aiment les calendriers, ils aiment mettre chez eux, avec des photos où ce sont des dessins de comment faire la maçonnerie chainée et comment faire le ferraillage etc.	Communication, sensibilisation et changement de comportement
E11	Maintenant, un des aspects qui a été intéressant et important, c’est que parallèlement à ces projets-là, il y a eu toute une formation qui s'est faite au niveau des professionnels de la construction pour comprendre l'enjeu du dosage du béton par exemple, utiliser le fer, des détails de ce genre que, même si les ingénieurs, je peux dire, avaient appris à l'école, mais à partir du moment où ils arrivaient sur le terrain, des fois ils oubliaient de mettre un certain nombre de choses en pratique pour pouvoir construire un meilleur marché. D'une manière générale, que ça soit le projet 16/6 ou la plupart des projets qui ont eu lieu après le tremblement de terre, il y a eu toute une part de formation. Je crois que cet aspect-là a été quelque chose qui pouvait rester. Non seulement de formation mais également de codification. Par exemple, l'UCLBP avait fait sortir en collaboration avec d'autres personnes évidemment, et des manuels, pas des manuels de construction, mais des codes pour faire la maçonnerie chaînée par exemple.	Communication, sensibilisation et changement de comportement

E12	C'est les Haïtiens qui sont capables de reconstruire leur pays. Pourquoi aller chercher des gens comme moi à l'extérieur qui coûtent cher, et puis que l'argent finalement pour payer mon salaire ne va pas aux Haïtiens. C'est plutôt aller chercher des gens comme de l'extérieur qui sont capables de les aider à se prendre en main, et une fois qu'ils sont capables de se prendre en main, tu t'en vas.	Recommandations et perspectives
E13A	Maintenant, autre chose, c'est la participation et l'implication des gens de la communauté ou bien des propriétaires. Il y avait normalement un programme de chantier-école. Ce programme de chantier-école a été initié par BIT, Bureau International du Travail. BIT était l'un des partenaires ou bien des agences des Nations Unies dans le cadre du Projet 16/6. Maintenant, avec le chantier-école, on a pu arriver à former les propriétaires. Il y avait aussi un niveau de formation pour les boss. Parce qu'après l'accident du 12 juillet, la technique de construction était changée par rapport auparavant. Maintenant, on a donné des formations aux boss pour normalement avoir une bonne pratique de construction parasismique et anticyclonique. Maintenant, on a fait également, à travers ce chantier-école, une formation pour les propriétaires. C'est-à-dire qu'on leur explique comment ça doit se faire.	Formation technique et évolution des pratiques locales
E13A	Oui, je peux dire qu'après le 12 janvier, il y avait tellement de formations. Les MTPTC, l'UCLBP aussi, jusqu'à présent, continuent à former des boss. C'est-à-dire non seulement, on forme des boss pour avoir des techniques de construction mais aussi les formations qu'on donne aux propriétaires, c'est justement pour que les propriétaires soient en mesure d'avoir des informations par rapport aux nouvelles constructions. Surtout aux exigences mêmes après le séisme du 12 janvier. La personne peut elle-même, en tant que propriétaire, avoir une idée de comment sa maison doit être construite après le séisme du 12 janvier.	Formation technique et évolution des pratiques locales
E14	Mwen menm mwen te travay lan pwojè antan ke yon nèg ki pat vle rete endiferan, e ki te gen yon transfè de konesans tou sou mwen, paske m son nèg ki fè maçonnerie. Men maçonnerie m fè a, mwen te genyen l nan tèt mwen, menm pat ka egzekite l. Se pandan pwojè sa vin sou pye, m vin devlope konesans mason an. Lè enjenyè yo vini, yo wè mwen menm lan chantye map travay, yo mande kote enjenyè chantye a, yo te panse se mwen ki enjenyè a. Yo mande kote enjenyè chantye a, lè enjenyè a parèt, yo mande kote bòs responsab chantye a, yo di men li, yo mande kote lòt bos ki avè yo, yo di men yo, kote manèv kap travay la, yo di wi misye se yon manèv. Blan an gade m, li di, “se misye ki manèv la”, li di m, ou pata renmen ale lan “travaux publics” pou pran fòmasyon ?” Mwen di wi, yo mete m lan yon lis, yo voye m lan travaux publics al pran fòmasyon. M fin pwan fòmasyon, lè m fini, kounya la lè m retounen, yo banm yon chantye pou m egzekite. Ki vle di, mwen genyen sètifika diplòm ke yo te ba nou. Aprè sa mwen patisipe lan yon JP kote nou tap fè adoken. Tout wout ou wè ki fèt yo, se nou ki pwodwi adoken pou wout yo. Mwen menm m konn fè adoken. Se mwen ki pwodwi adoken a pati de JP ki te monte yon système, li te monte yon konpani ki te pote materyel pou nou pwodwi adoken.	Formation technique et évolution des pratiques locales
E14	Mwen menm, mwen te gen yon transfè konesans sou mwen, mwen potko metel a l'oeuvre. Vle di, lè yo wè map travay, yo wè m gen yon transfè konesans vre. Mwen gen kapasite, men m pako ka devlope l. Yo voye m al pran fòmasyon. Pa egzanp, masoneri chène a, sistèm parasismik lan sal ye ? Se ou bòs mason, pandan ou bòs mason an, ou tou chapantye, ou tou feraye. Pa lè fè menm wap monte blòk, wap fè yon kay, wap monte yon mi blòk, fòk ou yon ap pase fè ladann, fòk ou tou ap kofre, ou konprann, epi ou koule poto, ou koule sinti w paske tout blòk wap mete yo, fòk yo gen fè ki pase ladann. Se sak rele masoneri chene, sistèm parasismik lan. Ki vle di kay lan blòk yo pa sipoze pa mare avèk fè. Ki vle di ke se fòmasyon sa yo nou tal pran. Paske gen bòs mason tradisyonel ki pat konnen lè yap monte on blòk kijan pou l mete fè ladann ou konprann ? Se tout bagay sa yo nou tal aprann, koman pou mare poto, koman pou mare fè, koman pou w aprann fè anchenman lè w ap monte yon mi blòk, tout bagay sa yo, se yo menm nou sanse tal pran fòmasyon sou yo, nou tal aprann. Lè w ap brase yon motye, fòk ou konnen yon bokit, yon bouwèt sab pa egzanp, konbyen siman ou mete ladann, ki kantite dlo ou mete ladann, sa depan saw pral fè a. Lè se yon motye ki karakteristik komanl dwè ye, lè se yon beton komanl dwè ye. Chak bagay sa yo se lan fòmasyon nou arive konnen sa pou nou fè. Menm lè wap fè adoken an, fò w konnen a ki sab, koman sab adoken an dwè ye. Lè wap krepi, lè w ap andwi, fò w konnen ki tip de sab, ki materyel ou bezwen, kijan de materyel ou bezwen. Se stil de fòmasyon sa yo, stil de bagay sa yo, yo aprann ou lè w ale lan fòmasyon travo piblik, ou konprann ?	Formation technique et évolution des pratiques locales
E14	Wi, mwen menm aprè sa, mwen gen lakay mwen, se mwen ki fè l. Kay lan se mwen ki fèl.	Formation technique et évolution des pratiques locales
E14	Non, mwen pa kontinye travay nan domèn nan, mwen pa kontinye travay ladann. So, aprè sa, li te vinn favorab pou mwen pou m te jwenn yon travay kote ke m pat gen tan pou m te egzekite jan de bagay sa yo ou konprann ? poum te al lan mason, poum te kenbe l pou m te travay sou li.	Formation technique et évolution des pratiques locales
E14	Pwoblèm lan peyi d’Ayiti, gen on dikton ki di w sa wi : “Quand on n’a pas ce que l’on aime, il faut bien aimer ce que l’on a”. Ki vle di, moman ke l tap fèt lan, mwen pat okipe, mwen pat okipe epim, m pat gen yon boulo tou, m pat gen yon jòb ki te okipe m. M te di, bon, m pral fè yon pase tan la avèk nèg yo, ou konprann ? Epi, se sak te motive m. Lè mwen menm pase tan pam lan. Men mwen gen on kote m te vle ale, mgen yon bagay ke m te bezwen aprann. Lè nèg la vini, pa egzanp, lè nèg la vini lap poze yon mi blòk la bagay, m te toujou ap di bagay, mwen menm m te toujou ap korije yo, map di bagay etc… men sè apati de la, pandan ke m ap egzekite l enjenyè a vini li wè kapasite a. Li di kèt si misye te gen fòmasyon, lap fè on gwo mason, lap fè on gwo foreman, yon bòs mason. Se lan optik la, li te voye m al fè fòmasyon an pou m te kapab… men mwen pa travay sou li efktivman m pa travay sou li.	Limites et constats critiques des actions de sensibilisation
E14	Lèsem diw yon bagay, lèsem diw yon bagay. An Ayiti men koman moun yo konstwi. Mwen menm mwen ka son fòman, m ka son injenyè, m parèt la m bay moun lan yon devi m dil men sal ap bezwen, men sal ap bezwen, men sal ap bezwen. Epi lèm vinn la, moun lan di : “M pap bezwen tout bagay sa, m pap bezwen tout fè sa yo. Pase fè lan blòk, m pap bezwen tout bagay sa yo, ou mèt monte blok la”. Yo vin diw sa, ou oblije travay au gout du maître. Ki vle di, moun yo stil kontinye ap fè kay yo menm jan li te ye lontan an, ou konprann ? Ki vle di sa ou menm ou aprann lan, li la, ou ka metel en oeuvre men fòk moun wap travay pou li a, pwopryetè wap travay pou li a li menm, fòk li reponn. Gen moun menm ki diw : “Ou vin pran kòb mwen ak pil fè sa yo, pil bagay, pil bwa, pil siman sa yo ap gaspiye”. Mwen menm map travay lakay mwen mdi bòs la men koman pouw fè l, men sa pou fè. Men koman map fè l, ou konprann ? Mwen menm mte gen yon travay map fè lakay mwen m la wi, m bay bòs la ide, m bay bòs la ide. M dil men koman poul fèl, men koman poul fè l. Epi m kanpe la ansanm avè yo, epi m fè yo travay, yo di “Oh apa w te konnen” M di wi, mwen menm m fè mason, m pap travay sou li, menm fè mason, m fè yo travay. Ou konprann ?	Limites et constats critiques des actions de sensibilisation

E14	Mwen diw sa wi. Moun yo pa etenize yo pou yo fè yon travay vreman yon anchenman jan yo fèt la. M pral diw sa, menm si wap monte mi an lan konpani, wap monte mi an depi gen yon defòmasyon ladann, injenyè a vini fè kraze mi an nèt wi. Wi li diw kraze mi an nèt. M di men injenyè, sa pral kouvri, li pran randwi, li pral kwepi, li dil pa bezwen konnen bagay konsa, kwazel, metel ate. Menm siw ta mete… yon boss ki te mete yon bout blòk andan yon mi lan mitan yon mi, li mete bout blòk la, injenyè a fe kwaze tout mi an nèt wi pou retire bout blòk la wi. Of course, fè retire l nèt, kwaze mi an nèt poutèt bout blòk la. Mwen menm se leson sa yo m te tire, m te aprann, jiskisi si 7 ta mare 14. Si se lan mason pou m viv, wi map kapab.	Limites et constats critiques des actions de sensibilisation
E14	Kibò ? Kibò sa madanm ? Se leta, se leta ki pou ta kontinye, se otorite de leta ki pa genyen. [...] Sa se pwoblèm leta a. Se leta ki ta dwè di, la paka konstwi, oubyen la men ki tip de batiman, men ki tip de kay ki ka fèt la. E lè nap fè kay la tou men koman poun fè yo. Si w paka fè l konsa, li pap fèt, paske lè desas yo ap fèt, ou konprann, bagay yo ap fèt, se leta kap peye konsekans lan. Enben moun yo konstwi jan yo vle, lè yo vle.	Limites et constats critiques des actions de sensibilisation
	Sous-thème : Sécurité	
E3	Et ça, c'est collectivement, c'est de faire un grand travail de communication. Et je pense que le travail de communication dans le pays a été très, très, très bien fait. Je pense que tout le monde aujourd'hui… non, mais mettons, il y a quelques années, tout le monde savait c'était quoi de la maçonnerie chaînée. On comprend le concept. On l'a vu. Il y a eu des pamphlets. Il y a eu des centaines et des centaines et des centaines d'ingénieurs du MTPTC qui ont été embauchés et qui ont travaillé pendant longtemps et que maintenant, ils sont à leur compte. Ils travaillent un peu partout et tout ça.	Communication, sensibilisation et changement de comportement
E5	Donc, certaines maisons ne se sont pas effondrées. Ce n'est pas parce qu'elles étaient mieux construites, mais parce qu'elles ne se trouvaient pas sur la zone de faille. Par contre, il y en a plein qui sont tombées. Moi, j'ai visité des maisons et effectivement, quand on regarde certains aspects, on peut expliquer pourquoi elles se sont effondrées. Pourquoi j'ai été voir aussi des constructions où il n'y avait pas le nombre de barres de fer pour un poteau et la maison ne s'est pas effondrée.	Vulnérabilité structurelle et sociale
E5	Je peux vous dire que globalement il y a des choses qui ont changé. Par exemple, le fait d'ajouter des chaînages intermédiaires, une pratique qu'on n'avait pas dans le passé, les gens l'ont adopté. Et puis les fabricants de parpaings aussi font un modèle où l'on peut rajouter une barre à chaque rangée de blocs. Donc ce qui fait que ça fragilise moins le mur qu'avant. [...] Mais comme je vous dis, par exemple la pratique du chaînage intermédiaire est plus ou moins acceptée. Et aussi les blocs, parce que pendant longtemps, avant le séisme, on faisait aussi des blocs sur le terrain même, sur le chantier. C'est des blocs vraiment à la main. De plus en plus les gens ont compris aussi que ces blocs-là étaient de mauvaise qualité. Donc ils en achètent dans des usines où les blocs sont compressés. Si on fait des tests, il n'y a pas toujours les bons résultats. Mais il y a une grosse différence entre un bloc qui est fait à la main avec la force physique et un bloc qui passe dans une machine avec une presse hydraulique. [...] Un autre exemple de ce qui a changé depuis le séisme, c'est l'usage, en fait, au niveau des matériaux, le fer. Donc on prend du fer de grade supérieur quand il s'agit de faire une dalle. Ce n'est pas toujours le cas, mais de plus en plus. Et ensuite, le sable également, parce que pendant longtemps, on a utilisé le sable dit de la boule, qui a du carbonate de calcium. Et on utilisait très peu le sable de rivière, de silice. Et là, à la fois, l'État a interdit l'exploitation des carrières de la boule. Donc on utilise de plus en plus le sable de rivière, le sable de silice.	Formation technique et évolution des pratiques locales
E6	Tout d'abord, il y a eu l'élaboration d'un code national du bâtiment qui a été élaboré en 2012. C'est le CNBH 2012 qui a remplacé les codes en vigueur. C'est un code qui a été préparé pour la reconstruction en général, et également qui devait permettre aux gens de mieux construire, de mieux construire surtout parasismique. Mais malheureusement, ce code est là, il existe jusqu'à présent, il n'a pas été actualisé, mais il n'y a pas une loi qui permet de dire que cette loi est obligatoire. Il n'y a pas une loi pour sanctionner ce code, donc il est là. [...] Ensuite, les institutions qui sont autorisées maintenant à délivrer des permis de construire, ce sont les mairies. Vous savez que les mairies ne sont pas vraiment renforcées. Les mairies n'ont pas la compétence qu'il faut parce qu'il y a une section de génie municipal, il n'y a pas suffisamment de compétences pour analyser les plans qui ont été soumis à la mairie.	Outils développés par les autorités locales
E6	Donc, il y a eu un programme à travers lequel il y a eu une inspection, au cours de laquelle on a mis une étiquette verte, MTPTC en vert, ça veut dire que la maison n'a pas été affectée. Donc, vous pouvez entrer dans votre maison. Ensuite, on a mis une étiquette jaune pour dire que la structure a été affectée, mais pas totalement. Il faut certaines réparations avant d'entrer. Et enfin, si on met l'étiquette rouge, ça veut dire que la maison a été détruite. Il est vraiment impossible d'entrer dans cette maison, il faut reconstruire totalement. Donc, avec ces trois catégories de maisons, ceci a permis aux gens qui ont une étiquette verte de rentrer chez eux et de commencer des réparations pour les maisons avec des étiquettes jaunes et pour les rouges de dire, bon, attention, il faut reconstruire. Malheureusement, là encore, il n'y a pas eu de suivi. Les maisons avec des étiquettes jaunes et rouges ont été disons, pas reconstruites, mais ont été aménagées rapidement. Certaines écoles ont été totalement détruites. On a fait un maquillage et les gens sont rentrés à nouveau dans leur maison. Ce qui veut dire que...	Erreurs dans le processus de reconstruction
E6	Elles n'ont pas été affectées, mais maintenant imaginez que l'épicentre se situe au cœur du Port-au-Prince. Peut-être que cette maison-là, qui était en verte, pourrait être beaucoup plus gravement affectée. Donc, voilà pourquoi il avait recommandé aux gens, même si votre maison était en vert, eh bien, il faut quand même reconsidérer la construction, demander à un ingénieur spécialisé en parasismique de voir la structure, est-ce qu'il y a des renforcements à faire. De toute façon, il faut revisiter la maison et renforcer s'il le faut pour qu'au prochain séisme, indépendamment de la localisation de l'épicentre, ces bâtiments puissent résister. [...] Non, non, c'était une décision qui devait permettre aux gens de rentrer immédiatement chez eux. Seulement ça.	Vulnérabilité structurelle et sociale
E9	Ce point est tout à fait valable. Je pense que le risque est négatif, il est là justement dans cette méthode qu'ils vont employer, au niveau de la construction. Maintenant, un accompagnement aurait pu être au niveau de la mairie, si le fonctionnement est correct, que la mairie puisse dans sa cellule d'urbanisme fournir l'accompagnement dans tous les quartiers. Mais je sais, tel qu'on fonctionne chez nous jusqu'à présent, non. Ce n'est pas faisable.	Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement
	Thème : Conclusion	
ID	Verbatims selectionnés	Codes
	Retour d'expérience	
E1	[...] c'est un des grands succès du projet parce que mine de rien, la main-d'œuvre, elle était relativement locale.	Apprentissages du projet

E1	Ça, c'était l'un des grands succès dans le projet 16/6. Dans certaines zones, qui avaient été complètement ravagées en fait, ou la destruction, la densité, on avait des cartes où il y avait la codification vert, jaune ou rouge. Vert signifiait maison avec peu de dégâts, jaune, maison endommagée et rouge, maison détruite. Cette codification, elle posait beaucoup de problèmes parce que c'est très difficile. En fait, y a pas de la limite entre, entre ces zones là et pas aussi clair qu'on le voudrait. Mais il y avait des zones quand on a, on a repéré des zones où la densité de maison rouge en fait. En gros, toutes les maisons avaient été détruites. Et donc on a fait un pilote qui a été reproduit. En fait, je me souviens plus de combien de ces pilotes ont été faits au final. C'est que là, on avait une opportunité de reconstruire et on avait une opportunité en fait, de créer de de l'espace, de prendre possession d'un espace plus large, de densifier, verticaliser et du coup de nécessairement libérer de la place pour des espaces communautaires et partagés.	Apprentissages du projet
E1	Vous posiez la question des choses qui ont bien fonctionné. La relation avec ILO et la formation de gens dans les quartiers, ça, c'était quelque chose dont on était fier parce qu'on a vraiment considérablement augmenté et envoyé... On était très heureux de voir, surtout dans les années qui ont suivi où il y avait encore peut-être des travaux d'infrastructures. Bref, on passait toujours dans les quartiers sans être en train de construire des choses, de voir beaucoup des boss maçons que l'on avait formés travaillaient dans les quartiers, construire de nouvelles maisons et construire relativement, construire beaucoup mieux qu'ils ne construisaient avant. Alors, ça c'est du c'est du soft mais... C'est du soft de très, très grande qualité. C'est vraiment... On augmente considérablement la valeur des quartiers, c'est ce qui perdure.	Apprentissages du projet
E2	Donc il y a beaucoup d'activités commencées qui auraient dû continuer, qui ne l'intéressait pas. Il n'avait pas compris ce que c'était. Les histoires de programmation moyen terme, long terme, c'est difficile à faire passer. Le fait que quand tu commences une négociation avec une institution internationale pour des fonds importants ça peut prendre deux ans. Donc, la plupart des gens ne s'y intéressent pas parce qu'ils se disent... Bon, je serai plus en place lorsque l'argent sera débloqué donc je ne vais pas faire débloquer de l'argent pour un autre.	Vision stratégique à long terme
E3	Moi, j'ai besoin d'un peu de trouver des outils pour que le gouvernement d'Haïti puisse éventuellement avoir des outils pour rebâtir.	Vision stratégique à long terme
E3	Puis Kéké, évidemment, était hyper content parce qu'à partir de ce moment-là, en théorie, si tu bâtis, quelqu'un de privé peut bâtir maintenant 100 étages et vendre ça au lieu de juste louer. Mais nous, à partir du moment qu'on l'a donné au gouvernement, notre travail a été fait.	Vision stratégique à long terme
E3	Donc on a fait ça, et ce qui est intéressant c'est qu'étant donné qu'on n'a pas d'argent propre, on doit toujours innover, trouver des nouvelles solutions pour aller chercher de l'argent.	Apprentissages du projet
E4	Se solidite a, li tre solid. (...) Se pou solidite, wi li solid. Melanj lan se te on bagay vreman konpak, byen fèt pou mwen menm se satisfaksyon sa selman. Nou pa pral rete paske gen kay ki kraze. Kounya ou gen espas kat ou senk, sis chanm ki kraze, moun yo vini yo on sèl grenn chanm kay. Pa gen satisfaksyon la menm. Selman solidite a m ta asekptel sa se vreman se …	Retour d'expérience
E4	Yo bow on chanm kay san fenet. Ti kote ki gonw fenet ladan yo ke yo te mete avèk on gran espas banbou, se kote ki gen evye a oubyen lan douch la selman. Se lan evye a epi lan douch la selman ki gen sa. Moun yo, yo fel pou ou de fwa, siw ta vle on res atant lan beton an fow ta kanpe la, se ou ki pou diskite avè yo pou yo kite atant lan pou ou. Dè fwa yo konn menm kitel men yo fenmenl andan beton an, se ou ki pou al rekrazel komsi yo te di fok yo fe finalite a net. Donk se ou menm apre ki pou al krazel, pou w ta chache pwent fè yo kite pou ou a, pouw ta kontinyel.	Défauts, inachèvements et équipements insuffisants
E4	Mwen gen yon konfrem, kotel te ye a, neg yo di non, tè a tro piti poul resevwa de. Nou di non, se pa vre, li pa two piti ke sa. Leum gadem we l te soti poul te pedi, mte fe yon antant avè yo. M di yo, banm dinn yon bagay, etan done nap bezwen espas poun pase lan mitan de kay yo poun ta krepi mu yo, ou met banm on mi interseksyon avek misye epi nou menm res te a na fè afè nou ladan.	Contraintes techniques et ajustement
E4	Wi, men pou otan te gen moun. Pou mwen a no jou te gen moun ki te nan kan toujou. Gen moun ki lan kan de 2012 la a jodia toujou. Fenomen kan, fenomen moun deplase yo, se on vas koripsyon li ye. Se kote neg yo fe kob yo ou konprann san nou pa mete fenomen ki vin monte kounya wi. Nap pale de 12 Janvier.	Limites du projet
E4	Refè ! Ann di a 70% refè. 30% akseptab men 70% rekorije. Paske majorite moun pat satisfe. Jan yo te fel. Pou mwen menm ti satisfaksyon mgenyen an mpanse... menm ka diw 60-70 % moun se konsal te ye tou. Ou santi sonw kay kap fet ou santil solid. Yo komanse byen anfom avek baz la, byen korek men... Ti sa yo bay la li tro mizerab.	Retour d'expérience
E4	Lot bagay nou pat abode, yo tyen ke se yo ki vinn ak penti yo ou pa gen chwa penti. Yo vin ak on ekip koule penti, m pa kache pa diw, se bagay tet chaje. [...] Gen on bann koule vèt, ble e roz. M gen moun ki tankou mwen menm m kite yo metel apre sam kouvril ak penti pam. Gen on bo yo te komanse pentire lem gade m di mesieu kite penti a la ma achte lot penti mwen melanjel, m te vin fe afe pam avèk res bo a. [...] Penti a annou di se kelke moun menm jan avem ki gen dwa pat dako. Men majorite moun te pentire.	Retour d'expérience
E8	Absolument, mais il faut que je les trouve pour les partager avec toi. Il faut que je les trouve parce que, comme je te dis, j'ai eu un crash sur mon ancien ordinateur qui était là comme une espèce de hard drive. C'est ça, donc... Mais j'ai partagé beaucoup de choses avec des personnes par email, donc j'essaie justement de retrouver ces emails-là pour récupérer les documents qui avaient été partagés. Il y a beaucoup de choses qui ont été faites. On a même sorti un manuel, un guide de construction qui s'appelle APRAS, "Appran rebati Ayiti Solid" parce que, comme tu sais, les maisons d'Haïti sont des petites maisons, rez de chaussée +1.	Apprentissages du projet
E8	Bon, justement parce que toutes les infrastructures qui ont été réalisées dans les quartiers ne sont pas venues de... Les habitants du quartier s'en sont bien appropriés parce que ce n'est pas venu de nous, c'est venu d'eux. On a fait des plateformes communautaires, et ils ont fait leur propre planification urbaine [...] On les a laissés avec le choix de, s'il y a d'autres projets qui s'en viennent, qu'ils aient déjà quelque chose de prêt à présenter à d'autres programmes et à supporter, au lieu d'aller refaire un exercice à 100 %.	Appropriation du projet par les communautés
E8	En réalité, quand le problème est là, ça fait des échos. Mais quand il est résolu, on n'en entend pas parler. Et c'est peut-être quelque chose qui est un peu culturel aussi. On ne salue pas le succès, on ne salue pas les réalisations, on salue seulement le négatif.	Retour d'expérience

E8	Comme je t'ai dit au début, je t'ai dit au début. 16/6 c'était un projet pilote, c'est un projet pilote, et comme pilote, on s'était dit, si le pilote marche, on va utiliser cette méthode-là pour fermer tous les camps. On va utiliser ce modèle-là pour en faire un modèle d'intervention. Et c'est exactement ce qui a été fait.	Recommandations et perspectives
E14	Platfòm lan vinn pa fonksyone. Si platfòm lan fonksyone, se si ta gen yon enterè, ta gen yon bagay ki tap fèt. Mwen menm pesonelman antan ke youn ki te fè pati platfòm lan, si ta genyen yon audit yon kont randi, yo tap mande pou moun kite lan platfòm, bagay yon kont randi de sak te pase. Mwen menm map opoze.	Limites du projet
E14	Anyen ditou, anyen ditou. Peyi Dayiti son peyi konsa li ye. Pa janm gen kontinite, pa janm gen okenn bagay. Sa vle di nèg lan pandan ou wè gen yon opotinite, yon bagay epil bezwen jere yon monen, li bezwen fè yon koutay, epiw wè l antre li foure tèt li lan sa, epi yo vini a yon pwojè ,yo vin rabache l, yo fè ti kòb pa yo, de fwa menm fini l pa fini.	Vision stratégique à long terme
E14	Se yon bon metòd li ta sipoze ye. Men moun ki te fòme platfòm yo, yo pat fòmel pou sa vreman, se te yon kòb yo te bezwen jere, se nèg yo ki te bezwen fè koutay yo, ou konprann ? Yo te bezwen jere yon kob, jere yon bagay, epi kounya yo finn fè kòb yo a, yo fini après tout sa tout bagay kadik. Paske si yo te kreye l, yo te mete strikti ladanl, menm lè yo menm yo te bagay li tap toujou la, li tap stil toujou la, ou konprann ? [...] Non. Koman yo te chwazi yo. Se pa egzanp, lan chak katye yo, katye yo ou konnen, yo gen plizyè zòn, plizyè blòk ladann, chak ti blòk, chak ti andwa voye yon moun kòm reprezantan. Pami lekel moun sa yo pral fè yon eleksyon. Yon eleksyon ap fèt epi kounya la , youn ap pase lan chak zòn yo ou konprann ? lan chak zòn yo. E lè fini tou, gen yon kesyon enfliyans. Moun popilasyon an fè plis konfyans, plis kredi. Ou konprann ? fè plis kredi. Epi lè fini tou, moun sa yo tou, se de moun fòk yo fè pati de yon oganizasyon. Fòk yo te soti lan yon oganizasyon kelkonk ou konprann ? Se konsa pou yo te monte platfòm lan. Men yo telman bezwen monte platfòm lan pou yo te kapab komanse pwojè a pou yo te fè lajan yo. Strikti sa yo pat respekte, ou konprann ? Yo pat respekte. Se paske gen moun tou, yo pat vle antre lan lojik lan, bagay sa yo. Se chèche, ou ale lan zòn sa ou di moun lan ann ale, m pral mete w lan yon platfòm, m pral fè w reprezante zòn lan, lan yon platfòm. Se te konsa yo te fè l, ou konprann ? Li te yon bouyi vide. Se youn lan rezon ki fè tou jan nou di an, platfòm lan li kadik, li kraze. Men, depi w wè kounya la menm moun sa yo kap jwenn yon kote pou yo jere yon kòb, wap wè yo nek vini, yo di w platfòm lan egziste. Epi wap fè 2, 3 nèg reyini, epi yo komanse brase kòb yo ou konprann ? Se konsa, son peyi konsa l ye.	Limites du projet
E14	Tout swit. Tande platfòm lan se pousa l te fèt. Mwen menm eksperyans kem viv lan platfòm nan. Pandan platfòm lan, yo fè anpil seminè pou nou. E sou jesyon dantrepriz, jesyon biznis, koman pouw monte yon biznis. Nou swiv anpil seminè, anpil bagay. Nou pran seminè sou sekouris. Nou pran anpil anpil fòmasyon ou konprann. Se sa kite favorab, mwen m ka di yon moun ke nou retni, platfòm lan te sanse itil nou an kelke sans. Konesans sa yo nou pran kap sevi nou demen. Paske gen de bagay se gwo lajan pou w ta peye, ou konprann ? Gen de seminè, gen de bagay se gwo kòb pou w ta peye pouw jwenn yo. Men nou te jwenn yo a la pote nou, kelke swa lè a. Nou konn fè yon kenzen de jou, nap swiv seminè, bagay, sa yo te trè trè trè enpòtan. Men après sa, pa gen anyen ankò. depi w wè platfòm lan, depi w wè pwojè a nèk kanpe, yo di bon pwojè a fini, yo leve lank, platfòm lan li pa itil anyen ankò paske pa gen anyen ki janm di pou platfòm. [...] Tout moun rete la, yo rete epi platfòm kraze. M diw se lè yo te jere on bagay, m tande yo mande kote manb platfòm. Manb platfòm, twaka moun platfòm yo gentan, sak al lan Biden, sak te gen tan vwayaje, sak bagay. Ti rès ki te la, ou ta reyini yo, si gon bagay kap fèt wa reyini yo, mesye menm sak pase, men sak pase. Non 2, 3 nèg vini, yo fè afè yo pou ko yo epi w tande yo di w platfòm. Pa gen afè platfòm, li kadik lontan.	Vision stratégique à long terme
E14	Non yo pa mete dlo ladann yo. Kounya la yo mete kyòs yo. Nou te fè kyòs. Lè n te di non se dlo pou yo met lan kay la, non yo fè kyòs. Kyòs yo yo pa janm alimante yo, poukisa, vagabon kraze yo ankò, pran tout sak te ladan yo. Gen de moun ki antre ki pran l fè bagay prive yo ladann.	Retour d'expérience
E14	Mwen menm efektivman, malgre te gen anpil, te gen anpil... e ou konnen lan tout sa kap fèt, wap jwenn moun ki satisfè, wap jwenn moun tou ki pa satisfè. Mwen menm mwen te satisfè, nan sans mwen te satisfè, se lan sans ke lan kesyon fòmasyon, mwen te jwenn anpil fòmasyon sou yon pakèt domèn. Paske peyi d'Ayiti son peyi konsa l ye. Lè ou gon sèl bagay lan menw, ou paka viv sou li, men siw gen plizyè, ou gen konesans lan plizyè bagay, o mwen wa reziste. Se yon peyi konsa, pito w gen plis lan men w ke w pa genyen ditou. Mwen menm mwen te trè satisfè paske pou anpil fòmasyon ke nou pran, ke nou resevwa, so jiskisi, o jou le jou mwen menm yo ap edem paske mwen ka rive, lan nenpòt domèn lan mwen rive la, si pou m fonksyone map fonksyone. Sa mwen m te satisfè lan sans sa. E answit, lè wap pase lan katye yo, wap wè diferans ki gen ant kay konpani an te fè yo avèk lòt sa ki te la deja yo, gen yon gran diferans. [...] Tout kay yo, kelkeswa, depiw parèt kote kay 16/6 te fè yo, wap wè yo diferan. Yo diferan de lot batiman, de lot kay yo. Toujou wè sa, depiw pase kote yo, wap di ah, sa te 16/6 ki te fè kay sa yo wi.	Retour d'expérience
E14	Wi, m tap opoze poukisa ? Se le fèt ke moun yo kwaze platfòm lan. Après yo fin kwaze platfòm lan, yo pa regle anyen. Vagabon chita, li fin vole tout system yo te mete, tout bagay yo te mete, koupe tiyo lan figi yo la, yo pa janm di anyen, yo vole pano solè, batri, bagay yo te mete pou ekleraj, yo pa janm di anyen. Après yon lè, mwen menm pandan mwen lan organizasyon, le fèt ke mwen menm mwen vin fè pati de yon lòt oganizasyon ki se ASCMH pi nap fè lòt ti aktivite pwòpte lan zòn lan. Menm nèg platfòm yo vin gen gwo kè bagay. Kounya te vin gen yon pwojè yo voye pou fé lan zòn yo, lè yo di gen platfòm lan tout zòn yo, yo voye yon lèt pou platfòm lan, se mwen ki te resevwa lèt la. Lè m resevwa lèt la so.. mwen di mesye lèt sa pa pou ASCMH, se pou platfòm li ye. Mwen menm etan done mwen te fè pati platfòm lan, map remet pwezidan platfòm lan, misye ou wè m voye nimewo l baw ki pou baw esplikasyon an. Lè m voye bagay la ba li, misye rele 2,3 vagabon parey li, nèg komsi ki violan, ki aksyonè, epi yo fè pwojè yo. Menm mwen menm yo pa di anyen, mwen ki te ba yo lèt la wi, yo pa di anyen, yo pa di men gen tèl pwojè la ou te fè pati platfòm, gen tèl pwojè pou platfòm lan, fòk ou ta bay yon 5 moun fasilite, yon 5 moun jwenn yon bagay. Se rete m, rete m te tande yo fè pwojè yo, yo pwan ti zanmi yo, yo pran fanmi yo, yo mete ladann epi kounya la, se après m gade m wè gen bagay kap dekèse, kòb kap dekèse pou moun, pou fè biznis, pou fè komès, bagay. Yon sèl bagay mwen di yo, mwen di m ta swete yon lè gon yon kont randi ki pou bay, gon yon audit ki pou fèt, lè sa map fè mare nou tout, lè gen yon pwojè yon bagay ki pou fèt. Map fè mare nou tout.	Retour d'expérience
Leçons à tirer		

E1	J'ai commencé dessus, j'ai toujours été relativement septique de l'idée de base du projet. De fournir un logement pour permettre de vider les camps, libérer les camps. La façon dont ça a été mis en œuvre, j'ai jamais trop compris. Surtout que voilà, il y a eu une intervention massive pour libérer les camps. Donc la logique même qui est une logique jolie et très politique. Elle, je la remets en question fondamentalement. Les gens qui étaient dans ces camps, ils ont dû partir ailleurs, ils ont dû créer d'autres camps ailleurs. Ils ont dû vivre dans des situations informelles, peut-être dans beaucoup de cas pires, parce qu'ils n'avaient plus accès à l'aide qui était fournie au camp. Donc on a donné l'impression qu'on règle un problème, mais on a, on a juste créé, on a, on l'a juste dilué ce problème. Donc le projet pour moi était... ayant une bonne idée, il ne pouvait pas être vraiment un succès dans cette idée originale. Parce que il y avait le besoin de vider les camps, elle était tellement urgent que c'était politique qu'il fallait, qu'il fallait...	Limites du projet
E2	Il faut qu'on arrête les bisounours sur cette affaire de tremblement de terre et qu'on commence à regarder ce qui s'est vraiment passé. Et pourquoi, hein ? Et, et avec qui ?	Recommandations et perspectives
E2	Et donc du coup, on ne s'est pas du tout intéressé, nous, on avait sonné la sonnette d'alarme sur cette question-là. Et c'est comme ça que tout le haut du morne l'hôpital a été colonisé avec des fois des appuis, notamment de la croix rouge américaine. Et ce qui fait qu'aujourd'hui, il a une ceinture de bidonvilles au sud de Port-au-Prince qui a été créé par le projet 16/6.	Limites du projet
E2	Lorsque tu leur facilites l'accès à un crédit pour construire leur propre maison et que tu mets l'argent sur les infrastructures collectives. C'est un autre exercice. Tu vas pouvoir générer beaucoup plus de maisons que si tu construis 3 ou 4 maisons quoi. Le même fond pourrait être investi pour faire beaucoup plus que ça.	Recommandations et perspectives
E2	Tout ce qui ne faut pas faire. C'est tout ce qu'il ne faut pas faire. Il faut comprendre exactement dans quoi on rentre tu vois et ne pas se laisser pousser par l'international. [...] Donc comment te dire, pour moi c'est typiquement le genre de projet qui est un défi. Ça veut dire qu'on ne prend pas le temps de comprendre le pays où on est en train d'intervenir et deuxièmement, on est dans des effets de mode. Donc on fait des camps en Palestine, on fait des camps au Liban, donc on fait des camps en Haïti. Donc, je crois que le fond de la question, c'est que nous savons que les gens qui vont venir pour aider entre guillemets, ils n'ont pas le contexte, ils n'ont pas les dynamiques locales mais les Haïtiens eux-mêmes qui sont en poste de responsabilité et ils ne résistent pas ou bien comme c'est le cas du projet 16/6. Le projet sert de couverture pour d'autres activités moins avouables. Voilà, donc, pour moi, c'est absolument ce qu'il ne faut pas faire. Ni pour nous Haïtiens ni pour les gens de la communauté internationale.	Recommandations et perspectives
E3	Bien, la leçon première, c'est un projet comme ça, il faut qu'il soit le plus holistique possible. Il faut vraiment toucher à tous les angles. La reconstruction n'est pas technique. Ce n'est pas un défi technique. Ce n'est pas ça. Ça, c'est 20% du problème. Le problème, c'est le gouvernement. Le problème, c'est les agences. Le problème, c'est les conflits entre agences. Le problème, c'est un pays en voie de développement n'a pas tous les outils, n'a pas toute la même maturité, n'est pas au même endroit. [...] Un ingénieur n'est pas formé pour répondre aux problèmes de la corruption. Il est formé pour répondre au côté technique. Donc, quand tu veux t'attaquer à un problème comme ça, il faut vraiment que tu regardes ça dans son ensemble. Le côté de la gouvernance, la mairie. Pour moi, la mairie, ça a été un gros élément de frustration parce qu'on s'attendait qu'il soit un partenaire avec nous, qu'il nous aillait nous aider en termes de permis, de donner des directives au niveau de planification. Moi, je devais constamment aller voir Kéké pour lui demander pour avoir l'autorisation. J'attendais de passer des heures et des heures dans son lobby, l'attendre, à le trouver. Donc, ce n'était pas son rôle parce que lui était tellement élevé, mais je n'avais personne d'autre sous lui. Donc, c'est ça le défi. Le défi, c'est le côté social, le côté gouvernance, le développement.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société
E3	Bien, la leçon première, c'est un projet comme ça, il faut qu'il soit le plus holistique possible. Il faut vraiment toucher à tous les angles. La reconstruction n'est pas technique. Ce n'est pas un défi technique. Ce n'est pas ça. Ça, c'est 20% du problème. Le problème, c'est le gouvernement. Le problème, c'est les agences. Le problème, c'est les conflits entre agences. Le problème, c'est un pays en voie de développement n'a pas tous les outils, n'a pas toute la même maturité, n'est pas au même endroit. [...] Un ingénieur n'est pas formé pour répondre aux problèmes de la corruption. Il est formé pour répondre au côté technique. Donc, quand tu veux t'attaquer à un problème comme ça, il faut vraiment que tu regardes ça dans son ensemble. Le côté de la gouvernance, la mairie. Pour moi, la mairie, ça a été un gros élément de frustration parce qu'on s'attendait qu'il soit un partenaire avec nous, qu'il nous aillait nous aider en termes de permis, de donner des directives au niveau de planification. Moi, je devais constamment aller voir Kéké pour lui demander pour avoir l'autorisation. J'attendais de passer des heures et des heures dans son lobby, l'attendre, à le trouver. Donc, ce n'était pas son rôle parce que lui était tellement élevé, mais je n'avais personne d'autre sous lui. Donc, c'est ça le défi. Le défi, c'est le côté social, le côté gouvernance, le développement.	Rôle inattendu assumé par les professionnels de terrain
E3	Après ça, dans la reconstruction, c'est la même affaire. C'est des trucs de base assez logiques que la plupart des gens ne font pas. Et on serait étonné, mais c'est ce que tu as dit tantôt, c'est d'écouter les populations locales. Moi, dans tous les endroits, la planification participative. J'ai fait la guerre civile au Sri Lanka en 2007-2008. On faisait des immenses camps de réfugiés. Et même dans des situations où on se conservait des bombes, on faisait de la planification participative. On avait des mobilisateurs sociaux qui allaient, qui s'assoyaient avec les familles, qui obtenaient leur feed-back pour essayer d'écouter, puis de bâtir quelque chose qui était sain.	Recommandations et perspectives
E3	Puis la leçon, en tout cas, plein de leçons, mais une des leçons, c'est de dire est-ce que moi, je serais capable de vivre dans ça ? Moi, j'avais des débats avec des gens, des chefs des Nations Unies, qui disaient non, non, cet abri-là, un abri d'urgence, c'est correct. Ils disaient non, c'est pas correct, je peux même pas me lever, je peux pas vivre avec une famille, avec deux enfants, c'est pas possible. Moi, je vivrais pas là-dedans, alors pourquoi forcer quelqu'un à vivre ? Donc, c'est un peu des trucs comme ça. Rien de très sophistiqué, mais des trucs de base qui est souvent oublié, parce que la façon que le développement est fait, le financement est fait, chacun a ses objectifs. C'est une bataille, en fait, d'essayer de rester simple, d'écouter la population locale, de créer quelque chose de sain pour tout le monde, et aussi de le voir dans l'avenir.	Recommandations et perspectives
E4	Anpil, anpil, anpil amelyorasyon ta dwe pote. Si pa aza ta dwe gonw pwochen bagay ki vin konsa an Ayiti.	Recommandations et perspectives

E4	Sa mwen te ka konlu pou ou se preske… Si nou fe on briefing de sann sot di yo. Se amelyorasyon janm te di pou yo pote lan beton an ki two gwo. Si pa aza ta gen on bagay konsa ki tap refet anko, siw fe douche la fow mete atant o mwen pou moun lan si lap benyen li pa oblije gen bokit poul benyen, evye a pa gen atant lan tou. Se jus mete evye an la, yon moun vle lave yon veso se degajew vide dlo nan basin an epi fe sa pouw fe a. Nou ta bezwen on ti seminè. Fè moun yo swiv on sot de ti seminè. Kijan pou yo kompote yo, kijan pou itilize sa plus ou mwen byen. Mwen we yo pat fe. Siw ap bay moun lan kay la pa al lan mitan kay la just lagel. Pran yon pwent, komansel pou li lan on pwent. Epi tro gagot o nivo materio.	Recommandations et perspectives
E5	[...] le problème c'est que ces quartiers-là n'étaient pas pris en compte de façon globale, si vous voulez. Et en fait, ils sont pris comme des éléments isolés alors qu'ils sont intégrés dans un élément plus important. Là encore, je reviens à ce que je disais avant, c'est un problème de gouvernance.[...] Donc il n'y a pas eu de coordination entre ces études particulières et la grosse étude globale.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société
E5	Moi, j'ai été témoin, j'ai vu des gens débarquer après le séisme. C'était des jeunes diplômés d'école européenne. À mon avis, ils n'étaient pas préparés. Moi, j'ai vu des gens venir d'Irlande. Il y avait une ONG irlandaise qui travaillait sur Port-au-Prince. Ils étaient loin de notre réalité.	Erreurs dans le processus de reconstruction
E5	Tout à fait, tout à fait. Il faut déjà prendre les leçons de ce qui s'est, de ce qui a été fait, à la fois les aspects positifs, les aspects négatifs. C'est pourquoi documenter tout ça est important.	Recommandations et perspectives
E5	Moi je suis pour qu'on regarde ce qui se passe ailleurs, à Saint-Domingue, à la Jamaïque, et d'autres pays qui ont des structures similaires, ils voient comment les solutions ont été apportées.	Recommandations et perspectives
E6	[...]une feuille de route pour pouvoir réduire la vulnérabilité de la population à partir de ce qui s'est passé. Donc, la feuille de route a été élaborée avec la collaboration du ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales qui gèrent le système national de gestion des risques et des désastres. Et des enquêtes ont été menées. Et cette feuille de route avait deux objectifs : un, sensibiliser les gens sur la menace du sismique et deuxièmement, apprendre aux gens à mieux construire, mettre sur pied des infrastructures pouvant permettre de réduire la vulnérabilité de la population. [...] Le premier axe, c'était une meilleure connaissance de l'aléa sismique en Haïti. [...] Le deuxième axe devait concerner les modalités constructives, la construction. Il fallait maintenant dire aux gens, il faut mieux construire, mais pour cela, il fallait avoir un code de construction, surtout par rapport au sismique. [...] Le troisième axe, c'était bien sûr la sensibilisation de la population.[...] Le quatrième axe, c'était la préparation de la réponse. [...] Et enfin, il fallait mémoriser l'événement.	Recommandations et perspectives
E6	La réduction de la vulnérabilité, ce n'est pas quelque chose qui se fait toujours naturellement. C'est un travail de très longue haleine. Donc, il ne faut jamais se décourager. [...] Je pense que la vulnérabilité a été réduite, je ne peux pas vous dire à 20%, 30%, 40%, parce qu'il n'y a pas un bilan qui a été fait.	Recommandations et perspectives
E6	Depuis lors, nous avons appris la leçon pour dire qu'en dehors des failles majeures que nous connaissons, il existe une quantité de failles secondaires qui sont tout aussi dangereuses que les failles majeures. Donc, connaître l'aléa sismique, c'est aussi cartographier les failles secondaires. Donc, voilà pourquoi un gros travail a été fait dans la cartographie multirisque.	Recommandations et perspectives
E6	Mais à quoi ça sert si on a de très belles études techniques, si on émet des bulletins sismiques mensuels, on connaît toutes les failles, et si la population est toujours vulnérable ? Je pense que l'objectif de tout cela, c'est de réduire la vulnérabilité de la population. C'est de dire aux gens, voilà comment il faut construire, voilà l'attitude, le comportement qu'il faut avoir, et comment insérer tout ça dans le vécu quotidien pour que la prochaine fois, au prochain séisme, même si la magnitude était de 7, on n'aurait pas de 300 000 morts, on n'aurait pas autant de bâtiments détruits. Donc, l'objectif, c'est ça. Donc, il tient bien d'avoir des études très techniques, c'est beau, mais réduire la vulnérabilité, c'est encore beaucoup plus important.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société
E6	Moi, je pense qu'en Haïti, on devrait aussi avoir une politique de logement. On ne peut pas demander à chaque habitant, à chaque Haïtien, d'avoir son propre terrain et de construire sa propre maison. C'est impossible. Nous devons avoir un programme de logements sociaux pris en charge par l'État haïtien, construire des bâtiments, des bâtiments sociaux, sur des sols bien étudiés, avec des normes parasismiques. Maintenant ces bâtiments bien construits, bien faits, pourront être mis à la disposition de la population, avec des loyers modérés. À ce moment-là, vous allez payer quelque chose. Ce n'est pas nécessaire d'acheter un terrain et de construire vous-même.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société
E6	Donc, on ne peut pas dire que tout ceci a été perdu, les données sont là, mais si demain on a un tremblement de terre similaire à celui du 12 janvier 2010 au cœur de Port-au-Prince, le bilan sera encore plus catastrophique parce que la densité de population a augmenté et maintenant on construit de n'importe quelle manière. Il y a beaucoup de déplacés, donc les gens vivent dans des situations vraiment intolérables. Donc, la vulnérabilité a augmenté en raison du fait de l'insécurité.	Recommandations et perspectives
E6	Donc s'il n'y a pas un plan d'aménagement, s'il n'y a pas une volonté de faire les choses autrement, d'appliquer les normes et de dire aux gens, bon voilà ce qu'on va faire, qu'il y a de suivi à faire. Si on n'a pas une autorité de l'État, si on n'a pas une bonne gouvernance, parce que tout ceci est conditionné par une bonne gouvernance. Si on n'a pas l'autorité de l'État pour dire aux gens qu'il faut respecter les lois, qu'il faut faire les choses de telle manière, on risque de tomber encore dans le chaos.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société
E7G	Mais, si je reviens à comment tu as posé la question. Haïti fonctionne, comme tu l'as dit tout à l'heure, de façon complètement privée, chacun fait ce qu'il a à faire, se débrouille d'une façon ou d'une autre. Si tu mets un système économique en place, et que les gens ont accès à l'argent, à bien l'argent, ils vont faire ce qu'il faut. Ce sera peut-être dans un chaos extraordinaire, mais encore une fois, est-ce que ce n'est pas nous qui approchons un chaos ? Est-ce que ce n'est pas une vision du monde ? Et c'est pourquoi je dirais que je n'ose pas répondre à la question que tu as posée tout à l'heure.	Recommandations et perspectives
E7G	Tout à fait, tout à fait. Et je pensais justement à cette personne qui disait qu'au final, il faut savoir poser les bonnes questions et non pas trouver les bonnes solutions. Donc peut-être qu'on n'arrivera jamais à, ou tu n'arriveras jamais à proposer une solution en soi. Mais poser les bonnes questions, c'est peut-être déjà une bonne partie de la solution parce que proposer des solutions, ça peut être un peu prétentieux à ce niveau-là, je dirais.	Recommandations et perspectives

E7A	Puis, ce n'est pas le rôle des chercheurs généralement de proposer des solutions. Justement, c'est de poser des questions, de soulever des problématiques. [...] Les solutions, c'est le gouvernement, c'est les professionnels, c'est les praticiens, dans la forme-là, qui vont prendre ça et se dire : « Finalement, on se rend compte que donner des titres, ça ne sert à rien. Tout le monde est parti. Tout le monde est parti, puis ils ont revendu, puis bon. » Donc, c'est des leçons à tirer, je pense.	Recommandations et perspectives
E7A	Tout ça, ça passe par le fait d'engager des... Si tu n'as pas les consultants internes, il faut que tu engages des architectes locaux. C'est ça, c'est élémentaire. Puis ça, c'est une erreur, une grosse erreur, tu pourras juste la répéter, dans la reconstruction, qu'ils ont bypassé les architectes locaux dans la plupart des projets. C'est un exemple.	Erreurs dans le processus de reconstruction
E7A	Le problème, que moi j'ai vu, que même s'ils ont reçu la formation, etc., c'est toujours une question de budget. Ils vont quand même acheter des matériaux recyclés. S'ils n'ont pas de budget, ils n'ont pas les moyens. Même s'ils savent que... J'ai vu des barres de fer. Les barres de fer sont lisses. Ça ne sert à rien. Mais elles n'ont pas tant qu'à faire. Donc, il faut que ça s'accompagne. Tu as bien beau donner des formations et te dire voici comment on fait. Ils savent. Ils vont choisir une barre de fer. [...] Même moi, je la prendrai. Ou des blocs de béton sont tous effruités. Ça coûte moins cher. C'est le réflexe. Il faudrait...	Limites et constats critiques des actions de sensibilisation
E7G	Tu vois, j'ai un autre exemple. Je prends l'exemple des rampes. En Haïti, ils appliquent, dans ces règlements, je crois qu'ils exigent 0.5% ou 5%, je me rappelle plus. Écoute, pour faire une rampe en Haïti, enfin partout ailleurs, à 5%, ça te prend des kilomètres. Ça te prend des kilomètres pour développer une rampe, ça n'a pas de sens. Tu parles d'un contexte où la rampe n'existe pas, aucune exigence de rampe. Et puis maintenant tu verses dans l'extrême contraire, dans l'extrême opposé, tu veux faire des rampes de kilomètres de long, et c'est quoi le prétexte ? Sous prétexte, parce que je crois que c'est comme ça qu'ils ont fait ces règles ici en Amérique du Nord, que la personne puisse déplacer sa chaise roulante par lui-même. Écoute, c'est magnifique, c'est très beau, mais en réalité c'est une affaire de riches. En Haïti, premièrement, sur 10 handicapés, tu vas en avoir un qui a une chaise roulante, et sur 10 chaises roulantes, tu vas avoir 9 qui ont un accompagnateur qui lui pousse sa chaise. Donc entre l'escalier où la personne n'a aucun moyen d'accès et la rampe de 2 kilomètres, je pense qu'il y a des intermédiaires, raisonnables, faisables, adaptés, etc. On copie tout simplement les règlements qui sont faits ailleurs.	Recommandations et perspectives
E7A	Moi, je pense que l'erreur, la plus grosse erreur, c'est justement parce que c'est les blancs qui se sont appropriés le processus. Exact. Et c'est ça le problème. C'est que « building back better », ça aurait dû d'être vraiment très local. Et même si ce n'est pas parfait, comme ça aurait été un pas de plus... [...] En tout cas, même si on pensait que le gouvernement allait prendre de l'argent et « whatever », ça a été la même chose. C'est les importés qui ont pris l'argent et qui l'ont mis dans leurs propres poches. [...] Le résultat a été, d'une certaine façon, le même. C'est-à-dire que l'argent n'a pas été investi localement, qui a été dans les poches de corrompus du gouvernement ou..	Erreurs dans le processus de reconstruction
E7G	Non, mais au niveau universitaire, il faut dire les choses. Ça n'engage à rien, on reste générique mais c'est ça. Encore une fois, si on parle d'approche intégrée, d'approche globale, où tout est... C'est le seul moyen d'avoir des projets viables, des solutions viables, tu ne peux pas ne pas le considérer à grande échelle.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société
E7G	Moi, je conclurai en retournant à ce qu'on a mentionné tantôt sur la nécessité de poser les bonnes questions. Ne pas venir avec des réponses, parce que même venant des locaux, on ne peut pas prétendre d'avoir les réponses toutes faites, de faire des boîtes à outils. Je ne sais pas. Je suis contre les boîtes à outils. Mais de poser des questions et d'avoir l'humilité dont tu parlais. L'humilité de venir écouter avant de venir apporter la bonne parole. On n'est pas des pasteurs. Donc, pour moi, il s'agit d'avoir, quel que soit le domaine d'intervention. D'avoir une attitude philosophique qui correspond à...	Recommandations et perspectives
E7A	C'est de comprendre. Puis là, on parlait de 16 quartiers, etc. Je ne pense pas qu'il y a des solutions “one size fits all” dans chaque quartier. Je pense que chaque quartier a son ordre, son désordre d'ordre, son génie du lieu. C'est ça. Donc, poser des questions et vraiment comprendre où on intervient pour proposer des solutions qui sont vraiment à l'écoute des besoins et qui ne vont pas créer plus de désordre ou de mécontentement, qui vont avoir une acceptabilité sociale et que ça va être approprié par les populations et non désertées, disons. Puis je pense que chaque quartier doit être, même s'ils sont tous auto-construits ou informels, doivent avoir leur âme, leur particularité. C'est ça.	Recommandations et perspectives
E7G	Donc, en fait, dans un monde idéal, si au niveau... moi, je suis un architecte praticien. C'est ce que je fais. Non, avant de dire dans un monde idéal. Je dis toujours que pour faire une œuvre qui a un minimum de prétention d'atteindre un niveau d'architecture, il faut avant tout un bon client. Si tu as le mauvais client, tu ne peux pas réussir une bonne œuvre. Donc, tout ça pour dire que dans un monde idéal, tu veux un UNOPS qui ait à sa tête une personne qui pense comme ça. Tu veux un ingénieur civil qui trouve non pas des logiciels comme ça, mais qui passent en dehors de la boîte. Tu veux, etc., etc. Tu veux pouvoir avoir... parce qu'encore une fois, on parle de projets qui s'adressent au collectif. Ça ne peut pas venir d'une seule personne. C'est des groupes. Des groupes d'intervenants, des groupes d'institutions, etc. Dans un monde idéal, il faudrait pouvoir réunir des équipes... Je n'y crois plus moi. C'est très difficile. Il faudrait pouvoir mettre autour d'une table des gens qui partagent cette philosophie. Même celui qui va donner les sous. Je vais te dire, généralement, celui qui donne les sous, il n'a pas ce genre de comportement. Pour ne pas dire que c'est l'intéressé comme ceux qui font le riz. Ils ont d'autres objectifs. Donc, c'est ça qu'il faudrait. Mais on rêve en couleurs.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société
E7A	Moi, je pense, encore plus stratégiquement, qu'en Haïti, il faut former les architectes, les ingénieurs, les professionnels qui vont intervenir dans des quartiers comme ça. Au lieu de nier les quartiers, il faut former les jeunes à intervenir.	Recommandations et perspectives
E7G	Tu vois architecte, même si tu as la sensibilité. Tu vas faire un projet. Tu veux une participation, mais personnellement, tu ne peux pas être capable d'organiser des réunions, de causer à la population. Ça te prend une équipe. Ça te prend des sociologues. Des sociologues qui partagent cette philosophie. Des gens qui font des enquêtes. Moi, je ne vais pas m'amuser à faire ce genre de choses. Je ne sais pas le faire. Je ne suis pas un communicateur ni quoi que ce soit. Ça prend une équipe pluridisciplinaire	Rôle inattendu assumé par les professionnels de terrain
E8	Écoute, la partie ingénierie sociale était beaucoup plus complexe que la partie génie civil.	Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société
E8	La première chose, c'est qu'on aurait arrêté la première phase d'intervention. Tout l'argent a été, tous les dons ont été consommés par les abris temporaires sur des solutions, et il y a eu une réponse humanitaire trop forte. La réponse aurait dû être une réponse de développement, et malheureusement, les gens qui travaillent dans l'humanitaire, ils ne comprennent pas le développement. En réalité, la ligne entre l'humanitaire et le développement est très fine.	Vision stratégique à long terme

E8	La première chose que les habitants vont utiliser, ce sont les services dans les quartiers. Ce n'est pas plus important que le logement. Mais c'est aussi important... Il y a une certaine chronologie. Il y a un chemin critique à trouver pour arriver à faire plusieurs choses en même temps et arriver à un idéal.	Apprentissages du projet
E8	Bon, l'ingénierie sociale dans un projet du genre, c'est la composante la plus compliquée. La mobilisation sociale parce qu'il faut rentrer dans les communautés. Il faut défaire l'ordre établi pour mettre de l'ordre.	Apprentissages du projet
E8	C'est ce qui a été l'erreur. Parce que oui, on devrait prioriser les investissements d'infrastructures dans les quartiers de retour des familles quand c'est possible.	Apprentissages du projet
E9	Maintenant, en termes d'enseignement, il y a... Pour moi, après ce genre de projet, et peut-être après ta prise de contact avec moi, je réfléchissais parce qu'on était en train d'ouvrir une année avec la FAC. Je me suis dit : « Tiens, ça serait un bon projet, une bonne recherche pour les étudiants. » Pour moi, il faut toujours enquêter le devenir de ces projets. Qu'est-ce qu'ils deviennent aujourd'hui ? Et le devenir, ils ne s'arrêtent pas à 2025, ou ils ne s'étaient pas arrêtés à 2020, ils progressent. Ils devraient être mis à jour chaque 5 ans au moins et avec une remise en question de ce qui peut être fait pour la valorisation ou la continuation de la valorisation du projet ou de l'investissement qui a été fait à un moment donné. Je le vois avec les projets que je mène au niveau du Viva Rio et le projet, il est réalisé. Mais chez nous, on n'a pas la culture de notre soutien. Et donc, il faut constamment retourner sur le projet et questionner les habitants et voir quelle est leur appropriation et quel est leur sentiment par rapport à ceux qu'ils sont en train de vivre ce jour-là par rapport à ce qui a été fait le jour intérieur. Surtout questionner... Est-ce qu'il s'agit de la même population ? Parce que chez nous, il y a constamment un déplacement. Donc, est-ce que la population qui a été la population ciblée initialement est dix ans après, nous sommes presque quinze ans après, est-ce que c'est la même population ? Ou est-ce qu'il y a eu complètement changement ? Et donc, quel est le ressenti de cette nouvelle population ? Cette nouvelle population, elle n'a pas le même sentiment que la population qui a bénéficié initialement. Et donc, elle n'a peut-être pas le même sentiment d'appropriation. Donc pour moi, c'est le continuum dans cette enquête : du devenir un projet qui a été un investissement majeur, parce Haïti est pauvre et ce sont des dons, un investissement majeur, à un moment donné, pour continuer à valoriser le projet. C'est peut-être ça pour moi, l'enseignement majeur, que je réalise que les projets se font, mais il n'y a pas ça. Et pour que le projet perdure, il faut ça.	Recommandations et perspectives
E10	Moi je dis tout le temps enlève la politique, enlève tout ce qui est derrière en arrière-scène, le volet constructif du projet 16/6, le résultat du projet 16/6 à court terme est atteignable. C'est la pérennité de ces efforts-là qui est toujours un problème parce qu'il y a des changements de politique, y a des changements de leadership. L'instabilité dans le pays aujourd'hui, parce qu'elle est la situation sur l'échelle internationale étant ce qu'elle est si tu veux le... La fatigue des bailleurs aussi le fait que là où au départ on est parti avec un projet qui peut... devait, oui venir avec des solutions, mais servir de modèle. On a monté des modèles réplicables dans un premier temps. On a vu la réplique de ce qui avait été fait pendant 1 an, 2 ans, 3 ans. Je voulais dire qu'aujourd'hui encore, près de 10 ans après, il y a certaines choses qui ont été mises en place qui sont encore là. Mais c'est le physique, c'est le palpable, c'est le visible, c'est des trucs que tu que tu peux toucher, mais où sont les fonds ? Les fonds ne sont parvenus. Où est la capacité justement de la population haïtienne de continuer dans cet effort ? Tu vois ce qui a manqué un petit peu dans le projet. Mais la beauté, ce que je dirais, c'est qu'effectivement il y a eu, c'est un projet multifacette où tout était pensé.	Vision stratégique à long terme
E10	[...] c'est pour ça que je suis d'avis que l'idée du projet 16/6 n'était pas de trouver des solutions, mais d'apprendre aux gens à comment bien se faire, à comment construire convenablement, à comment penser de façon communautaire.	Apprentissages du projet
E10	Au fait c'est très complexe et je te dirais même c'est qu'il y a tellement de facteurs et il y a tellement d'acteurs, euh que ça rend encore plus compliqué.	Retour d'expérience
E10	Je crois que le plus gros problème qu'on a, c'est qu'on n'est pas capable de se projeter dans l'avenir. S'il y a quelque chose que moi, j'aimerais que les gens retiennent, justement de ce projet 16/6. C'est qu'il faut une vision à long terme.	Vision stratégique à long terme
E10	Si c'est une chose que j'ai apprise, c'est qu'il faudrait qu'en Haïti, on agisse. Qu'on soit plus, il faut qu'on anticipe et non qu'on soit réactif. On est trop réactif, il y a un problème. Et après le problème, on essaie de résoudre. Et puis une fois qu'on a mis le pansement, on passe à autre chose. Mais il y a tellement de problèmes. Alors que si on planifiait, si on avait une vision d'ensemble. Quand je dis sur 20 ans, sur 30 ans. On dit ok, il y a, il y a 6 thèmes à adresser. Les 5 prochaines années, on se concentre sur ça, peu importe le parti politique. Peu importe le leader mais les 5 prochaines années, c'est sur ça qu'on travaille.	Vision stratégique à long terme
E10	Oui. Alors Haïti, c'est un pays où il y a tellement d'études, il y a tout type d'études qui existent sur ce pays. Mais ces études sont où ? Dans des tiroirs. Où est la base de données ? Où est cette base d'information ? Ce n'est pas pour rien qu'on te dit que la connaissance, c'est le pouvoir. Où est cette base de données ? Pourquoi est-ce que les études qui avaient été faites avant le tremblement de terre par des experts qui avaient dit qu'il y aurait un tremblement de terre et éventuellement que ça allait arriver. Mais elles étaient où ces études, pourquoi on n'a pas réfléchi en partant de ces études ? Dans tout, dans tout en Haïti, il y a une étude, des plans, des projets, tout.	Recommandations et perspectives
E11	Oui, je pense que ça a eu un impact. Cependant, s'il n'y a pas un suivi qui se fait, les personnes vont oublier qu'il y a eu le tremblement de terre. Puis la personne va se dire "Ah, je dois mettre 4 sacs de ciment mais je n'ai pas d'argent. Avec trois et demi, ça pourra aller" et puis ils peuvent facilement… [...] Dans un pays comme le Canada, les Etats-Unis, la Belgique et tout, on fait des inspections quand il y a des constructions. En Haïti, la mairie peut faire une inspection mais l'inspection que la mairie fait, c'est pour pouvoir toucher une taxe, mais ce n'est pas pour pouvoir s'assurer que l'inspection se fait comme il faut.	Vision stratégique à long terme
E11	Bon, quand je dis que ce n'est pas normal, ça veut dire… Disons que si l'équipe estimait qu'ici il fallait mettre une allée plus large et choisir de mettre l'allée là au lieu de mettre un autre endroit, la communauté pourrait dire "Non, non, non, on préfère mettre ça là". Donc, à ce moment-là, il ne faut pas leur dire : "Ce n'est pas bon." Il faut essayer de leur montrer l'avantage de le mettre ailleurs de façon à ce qu'eux-mêmes, ils puissent prendre la décision. Maintenant leur donner l'opportunité qu'eux, ils disent voici pourquoi j'aurais aimé que ça aille là parce que, peut-être, qu'ils peuvent avoir raison également. Donc, c'est cette facilitation de dialogue qui est importante.	Retour d'expérience

E11	Bon, tous les documents de planifications communautaires que nous avons faits, il y a des copies qui ont été données dans les mairies et chaque quartier a reçu des exemplaires.	Vision stratégique à long terme
E11	Ok. Je pense que, d'une façon générale, la plupart des personnes qui ont travaillé, que ce soient les spécialistes ou les non-spécialistes, ils ont appris sur le tas. Il y a eu beaucoup d'urbanistes mais beaucoup d'entre eux étaient très novices. Il y a eu une méthodologie qui a été développée par ONU-Habitat, mais au fur et à mesure que les choses avançaient, il a fallu faire des adaptations par rapport au contexte haïtien. Donc, je pense que si ça devrait se refaire, peut-être que ça se serait passé mieux. Donc, tout ce tâtonnement-là a fait qu'il y a eu quand même une perte de temps.	Erreurs dans le processus de reconstruction
E11	Ok, un des gros problèmes, par rapport surtout à l'échelle du désastre qu'il y a eu en Haïti, c'est qu'il y a eu un afflux d'organisations. Toutes n'ont pas les mêmes standards. Il y a, par exemple, une organisation qui avait engagé des personnes qui étaient en deuxième année d'architecture, qui avaient plus ou moins pris une année sabbatique ou un semestre sabbatique, qui était rentré en Haïti, et c'était eux qui étaient gestionnaires du projet. Donc ensuite, les autres problèmes... Je peux dire d'une manière générale et qu'il y avait beaucoup beaucoup d'étrangers qui venaient, mais beaucoup avaient un contrat de trois mois, de six mois. Avant même de comprendre le contexte haïtien, ils partaient. Beaucoup ne parlaient même pas le français.	Erreurs dans le processus de reconstruction
E11	Il n'y a pas eu suffisamment d'implication des experts locaux. Ce n'est peut-être que très tard quelques années après qu'il y a eu de plus en plus d'interactions. Ce n'est qu'après qu'ils sont venus; je comprends parce que beaucoup d'experts étaient surtout des experts qui travaillaient au niveau du secteur privé. Donc, c'est quand il y a eu plus ou moins des appels d'offres qu'ils sont venus. Donc, il n'y avait pas beaucoup de personnes techniques locales. Bon, j'étais ingénieur architecte de formation, je n'étais pas urbaniste mais je pense que j'étais.... Pendant les cinq premières années, y avait que des étrangers.	Erreurs dans le processus de reconstruction
E11	Je pense que quand on ne connaît pas le mécanisme, la manière dont l'aide internationale ou comment les choses fonctionnent après un désastre, on a l'impression qu'il y a l'État et l'international, alors que, normalement, ça aurait dû être une collaboration des trois partis : L'Etat, l'international et le secteur privé. Je pense que c'est après 2010 qu'il y a commencé à avoir de plus en plus une implication du secteur privé par rapport à la gestion du risque, par rapport à certaines politiques. Quand maintenant, il y a eu davantage de collaboration par rapport aux universités, à ce moment-là, il y a eu beaucoup plus de professeurs d'université qui se sont intéressés, pas forcément au niveau de l'implémentation, mais au moins de discussion et de donner leur opinion.	Erreurs dans le processus de reconstruction
E11	Bon, j'espère et j'ai espoir qu'à partir d'un moment, certaines choses vont changer dans le pays et que la sécurité reviendra, que le gouvernement prendra ses mesures, etc. Il y a un grand besoin de professionnels en Haïti. Un des plus gros problèmes, je pense, c'est l'ego des personnes qui peut être un obstacle. Beaucoup de personnes, après s'être formées, quand ils restent dans un pays plus développé, ils arrivent à... comment je peux dire... Ne pas se sentir trop supérieur aux autres. Quand ils retournent dans un pays comme Haïti, une grande majorité des personnes pensent qu'ils sont automatiquement au-dessus de la population, et en fait, ils ne travaillent pas suffisamment pour le bien commun ou pour permettre à d'autres personnes de profiter. Donc, pour moi, c'est une grave erreur que beaucoup de professionnels universitaires font et que je souhaite que tu ne fasses pas.	Recommandations et perspectives
E12	Dans les deux cas, c'était de créer des quartiers autonomes ou des cités autonomes. C'est-à-dire que les Haïtiens ou les familles qui habitaient sur le site où on faisait le projet, pouvaient avoir leur propre agriculture urbaine... En fait, ils étaient autosuffisants, et en plus d'être autosuffisants, il pouvait faire commerce.	Recommandations et perspectives
E12	C'est pour ça que les projets que j'essayais de monter étaient différents du projet 16/16. Parce que le projet 16/16, on n'innovait pas vraiment. On construisait des habitations point à la ligne. Selon le plus possible des de normes Américaines, au lieu d'essayer de travailler avec des moyens qui sont beaucoup plus adaptés à la culture haïtienne. Tu sais, reconstruire de l'habitation en bloc de béton, je trouve que ce n'est pas vraiment très culturel. Donc l'idée, c'était de créer, toujours à travers les projets, créer des petites zones économiques où les Haïtiens pouvaient à la fois se loger, mais se prendre en main. Donc, de se trouver un petit travail, puis d'être autonome, d'être autosuffisant, parce que c'est ça actuellement le gros problème d'Haïti. Haïti n'est plus autosuffisant, Haïti dépend beaucoup de l'aide internationale. Tu sais, le 16/16 pour pouvoir réaliser ces projets-là, on avait besoin, le gouvernement avait besoin de l'aide internationale.	Recommandations et perspectives
E12	Donc, c'était de rendre autonome, loger les gens, loger les Haïtiens, mais les rendre autonomes économiquement aussi	Recommandations et perspectives
E12	Le fait est que si les Haïtiens ne se prennent pas eux-mêmes en main, ils vont se faire spoiler par tous les gens qui vont venir de l'extérieur. C'est très simple, c'est facile à comprendre, c'est parce qu'il y a du gros argent à faire.	Recommandations et perspectives
E12	Moi, comme je t'ai expliqué. Le prétexte de reconstruire l'habitation, c'est à mon sens un prétexte où on reloge les gens, on reconstruit l'environnement, puis on rend les gens autonomes. C'est ça l'idée de la reconstruction. Ce n'est pas juste de dire, ah on va reconstruire de l'habitation point bar. L'idée c'est de faire en sorte qu'on reconstruit le pays, mais on reconstruit des communautés. C'est ça qui est important quand on va dans des pays qui ont besoin d'aide, c'est de les aider à se reconstruire, mais pas juste reconstruire physiquement, c'est se reconstruire aussi en tant que communauté. Parce que c'est la communauté qui va faire que les gens vont guérir leurs plaies, ils vont se soigner du séisme, ils vont se soigner des drames qu'ils ont vécu, ils vont se soigner des difficultés psychologiques, ils vont se soigner des problèmes économiques qu'ils vivent. Tu comprends ? Moi, c'est ce que je vois de la reconstruction, mais je suis une des rares personnes qui voit la reconstruction de cette manière-là. C'est pour ça que dans les projets, moi je prends toujours l'idée de... Oui, on fait de l'habitation mais on reconstruit des relations, on reconstruit des liens, on reconstruit une communauté.	Vision stratégique à long terme
E12	La première, c'est au niveau politique. Il faut que Haïti, que les politiciens travaillent ensemble et non pas séparément parce que faut pas se le cacher, les gens qui font de la politique en Haïti, c'est pour s'enrichir parce que c'est la seule façon qu'ils sont capables de recevoir de l'argent de l'international. Ça faut arrêter d'éviter de dire ça, c'est une réalité. La deuxième chose, c'est culturel. Donc ça veut dire qu'il faut faire des projets qui sont en relation avec la culture haïtienne. Je dirais qu'une troisième, ça serait de développer des projets qui permettent l'autosuffisance et non pas la dépendance, parce qu'actuellement l'aide internationale favorise la dépendance et non pas l'autosuffisance.	Vision stratégique à long terme

E12	En fait, moi ma grande critique. Oui, il y a quand même eu des projets qui ont été bien faits, qui ont un souci de l'économie, tout ça. Sauf que moi, ce que je déplore, c'est qu'on n'a pas cherché à mettre en place une politique d'autodétermination, c'est dans ce sens-là. C'est que tous les projets c'étaient des projets individuels. Il aurait fallu qu'au niveau de l'état qu'on dise, comme au Maroc, qu'on dise non ce n'est pas des projets comme ça un peu partout financés par telle ONG par telle autre ONG. Ça serait plutôt de dire alors nous on va, politiquement, on va déterminer une ligne de conduite, une ligne de développement axée sur l'autodétermination des Haïtiens, puis là on va construire des projets. C'est sûr qu'à travers des projets... Par exemple, le projet près de Pétion-Ville, le projet d'habitation... Oui, on reconstruit la route. Oui, on reconstruit la falaise. Oui, ils ont donné du logement à certaines personnes, mais est-ce qu'ils ont créé à même cette petite communauté-là, une façon pour que ces haïtiens là, dans cet endroit-là, se prennent en main deviennent autosuffisants ? Je veux dire la route, elle ne servira pas nécessairement aux gens qui habitent dans ce quartier-là. La route, c'est la route qui mène à Pétion-Ville c'est une route nationale. Ça sert à tout le monde. Oui, il en faut des infrastructures comme ça. Oui, il en faut un pont. Oui, il en faut pour circuler. Mais est-ce qu'on veut faire des projets pour faire en sorte que les Haïtiens deviennent autosuffisants, autonomes, indépendants ? L'idée c'est d'avoir une vision globale. Ce n'est pas juste de dire, ah on construit de l'habitation. Non. Il faut avoir une perception globale, le pays est à reconstruire. Comme je t'expliquais, il ne faut pas juste reconstruire physiquement. Les communautés sont à reconstruire, pour leur permettre de se développer, et c'est ça moi ma grande critique.	Apprentissages du projet
E12	Il y a un gap énorme, le gap énorme, c'est la corruption. Le gap énorme, c'est la mauvaise construction. Le gap énorme, c'est la mauvaise préparation des projets. Le gap énorme, ce sont des projets construits dans des zones où tu ne devais pas construire, puis ça a coûté 10 fois le prix.	Recommandations et perspectives
E12	Parce qu'en plus des compétences, ça prend de l'éthique et dans l'aide internationale, c'est ce qui manque. Donc la réalité du terrain est là. Je suis toujours un peu surpris. Il y a beaucoup de gens qui font des études et tout ça qui font des... Sauf que la réalité du terrain, elle est tout autre.	Recommandations et perspectives
E12	Oui, oui mais c'est un manque de volonté de l'aide internationale aussi. C'est du gros business là. Je vais être très honnête avec toi là, tu sais pour l'aide internationale là, c'est un gros business des pays du Nord. Une gros, gros business. Il y a de l'argent à faire. La France fait énormément de l'argent avec son aide internationale. Juste à voir ce qui se passe en Afrique. Donc, c'est ça qu'il faut regarder parce que les projets, de beaux projets, de bons projets, on peut en faire. Je t'en ai montré deux-là. Je pourrais t'en montrer plein d'autres qu'on a fait avec des étudiants avec Gonzalo. Il y a des gens qui sont capables de faire ces beaux projets là, mais ces projets-là, il faut qu'on soit capable de les mener jusqu'au bout.	Vision stratégique à long terme
E12	Moi, je suis content en fait de pouvoir te le partager. Je trouve qu'on ne parle pas assez de cette manière-là. On ne dit pas les vraies choses, on pense c'est toujours très, très superficiel. Moi j'essaie dans ces entretiens-là, c'est toujours on va prendre de la hauteur. On va prendre de la hauteur parce que des projets, on est capable de les faire correctement, mais il faut prendre de la hauteur, il faut que les intérêts des gens, des politiciens soient autres que le fric.	Recommandations et perspectives
E13A	Normalement, on a intégré cet article dans le document. C'est parce qu'à tout moment, la personne peut avoir cette maison, louer la maison et continuer à vivre dans la même situation qu'elle vivait auparavant. Et nous, ce n'est pas seulement venir donner une belle maison à la personne, mais c'est surtout contribuer au changement de vie de la personne	Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement
E13A	Certainement. Jusqu'à présent, elles sont toujours actives. Elles font des projets. Non seulement, on donne des formations, mais aussi pour chaque plateforme, il y a un complexe communautaire qui a été construit dans la communauté, qui sert de bureau pour la plateforme communautaire. C'est une structure vraiment autonome dans le quartier qui sert d'interlocuteur d'interface, soit au niveau du gouvernement, des autorités locales, ou bien des ONG qui doivent intervenir dans le quartier.	Recommandations et perspectives
E13A	Il faut dire qu'arrivé à réhabiliter le quartier, ça a changé la vie, parce qu'après le tremblement de terre, il faut dire que c'est comme si on n'avait pas d'espoir. Mais une fois que les gens voient que l'évolution des activités dans leur quartier, maintenant ça leur donne une sorte de motivation. Maintenant, on vient avec les différentes formations et une fois la réhabilitation du quartier, maintenant on est venu avec cette question d'activité génératrice de revenus, afin que les familles puissent avoir aussi leur capacité de continuer à se battre, à avoir de l'argent tout seul, parce qu'ils étaient tous décapitalisés. Maintenant, on donne des formations aux groupes de femmes, sur la gestion de l'entreprise, sur la comptabilité, comment gérer un petit business. On leur donne accès au pouvoir de créer leur entreprise, on leur donne la possibilité d'avoir des crédits. Donc ça fonctionne dans les quartiers, et ça c'est jusqu'à présent.	Retour d'expérience
E13A	Ça a été fait. Il y avait non seulement des enquêtes, mais aussi des visites. Je me rappelle après le projet, même quand je n'étais plus sur le projet. J'étais déjà dans un autre poste. On m'appelle toujours pour des visites sur le site, de poser des questions aux gens. Les gens étaient très satisfaits. Très satisfaits. Comme je t'ai dit tout à l'heure, après le séisme, les gens étaient sans espoir. Maintenant, avec le projet, on est venu là, donner la confiance à la population. Donc, ça a été fait. Il faut dire aussi, le projet 16/6, cette méthodologie a été répliquée un peu partout, même au niveau international. Il y a d'autres partenaires, des étudiants comme toi, des étudiants d'autres pays, des universitaires, qui étaient venus justement pour apprendre cette méthodologie, dans le cas où il y aurait des problèmes chez eux, des problèmes du même type. Pour voir comment... Ils étaient venus là pour... Parce que c'est pour la première fois qu'on dit qu'il y a un projet qui réunit toutes ces agences, tous ces partenaires, et qui apporte des résultats.	Retour d'expérience
E13J	Moi, je dirais tout de suite que ce serait par rapport au suivi, après la durée du projet, parce que je trouve que le projet, franchement, a été une réussite pendant sa durée d'exécution. Vu que, comme j'ai dit auparavant, tous les acteurs, toutes les parties prenantes ont eu une bonne collaboration entre eux. Mais par la suite, ça a été plus difficile de garder le contact, de garder un suivi sur ce qui devait être fait pour assurer la pérennisation. Pour moi, c'est la chose principale.	Vision stratégique à long terme

E13A	Pour moi, autre chose. Il y avait des projets qui n'étaient pas réellement terminés. Ça c'est quelque chose, si je devais reprendre ce projet aujourd'hui, on devrait normalement travailler dessus. Par exemple, il y a les kiosques d'eau qu'on a construit dans le cadre du projet. On a construit, on a fait des suivis au niveau de la DINEPA et pourtant je peux te dire, jusqu'à présent l'eau n'était jamais arrivée dans les kiosques. Ça ce n'est pas une bonne chose pour le projet. Je me rappelle, dans un quartier, on a refait les caniveaux mais on n'avait pas eu l'argent pour le bétonnage de la route et jusqu'ici les caniveaux sont là et pourtant on n'arrive pas à construire la route. [...] Comme E13J a dit, l'aspect primordial c'est le suivi. Manque d'accompagnement. C'est toujours le suivi, pas de suivi.	Vision stratégique à long terme
E13A	Suivi c'est par rapport au projet, c'est-à-dire quelque chose qui devait être fait comme on a dit tout à l'heure, ce qui devrait être fait pour savoir exactement qu'est-ce qui a été bon etc. Donc en plus, par rapport aux responsabilités et le partage des responsabilités. Par exemple, si la mairie devait accompagner les personnes du quartier, les plateformes communautaires, etc., et qu'elles ne le font pas. Donc ça c'est ce niveau-là.	Vision stratégique à long terme
E13J	Je voulais ajouter avec la situation actuelle qu'on connaît en Haïti. Une fois qu'on aurait une certaine stabilité du point de vue sécuritaire, je pense que on pourrait beaucoup tabler sur les expériences de 16/6 pour essayer de réhabiliter les quartiers qui sont actuellement dévastés avec les conflits que nous connaissons.	Recommandations et perspectives
E13A	Il faut dire, surtout par rapport aux résultats dans le cadre du projet 16/6 dans les quartiers. On a réalisé beaucoup, beaucoup de choses. Par exemple, on a pu relocaliser plus de 11000 familles. On a donné des formations à plus de 2000 personnes, hommes et femmes. Dans le cadre surtout, des activités génératrices de revenus. Plus de 500 entreprises ont été créés. On a donné plus de 5000 emplois, on a créé plus de 5000 emplois. 9 plateformes communautaires ont été créées. Plus de 500 entreprises ont trouvé accès au crédit. Environ 1500 maisons ont été réparés, 4 centres de plateformes communautaires ont été construits et un complexe communautaire logeait 4 plateformes plus un bureau pour le CASEC. On a vraiment réalisé des choses énormes dans le cadre du projet quoi, même quand on n'avait pas suffisamment du fond.	Retour d'expérience

Annexe 5

Thème I : Informations générales			
Sous-thème : Contexte post-séisme			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Perception et discours sur les risques	E6	On a commencé les mesures en 2003. Et cinq ans plus tard, en 2009, le premier rapport est sorti, qui a dit que sur la faille de la presqu'île du Sud, la grande faille qui traverse le sud d'Haïti, il y a une vitesse de déplacement de l'ordre de 7 à 8 millimètres par an. Et compte tenu du dernier séisme enregistré dans la région, ce serait l'équivalent d'un tremblement de terre de magnitude 7 sur cette faille. Et il y a une autre faille également du côté du Nord. Et cette faille, elle est beaucoup plus longue. Et les mesures ont révélé que la vitesse est beaucoup plus rapide. Et que si cette faille venait à se rompre, cela pourrait donner un séisme de magnitude 8. C'était en 2009. Et depuis lors, je me suis dit, attention, voilà un séisme de magnitude 7 qui peut arriver à n'importe quel moment dans le Sud et 8 dans le Nord. La population est très vulnérable. Les maisons sont très mal bâties. Donc, nous devons prendre les mesures qu'il faut. Et personne ne m'a écouté. On n'y croyait pas. Malheureusement, le 12 janvier 2010 est arrivé. Nous avons eu un malheur considérable. Malheureusement, à l'époque, les gens ne s'intéressaient pas au risque sismique. Il n'y avait pas d'appareil, pas de station sismique pour faire des mesures de surveillance sismique. L'éducation de la population n'était pas faite. On appliquait plus ou moins les codes de construction conventionnels. Mais la construction parasismique n'était pas du tout à l'honneur. Il n'y avait pas de formation en Haïti. Donc, finalement, le risque sismique était quelque chose d'inconnu en Haïti. Donc, on ne pouvait pas vraiment faire de la prévention.	Pertinent
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Oui, tout à fait, parce que nous n'avons pas attendu trop longtemps, puisque le 14 août 2021, soit 5 ans plus tard, il y a eu encore un autre séisme de magnitude 7, mais cette fois-ci dans les Nippes. Et bon, naturellement, l'environnement n'était pas le même, les dégâts n'étaient pas aussi catastrophiques, mais quand même, c'était une leçon pour dire aux gens que tout n'était pas terminé le 12 janvier, et que le risque sismique, c'est quelque chose de récurrent. Nous sommes toujours vulnérables, et puisque nous n'avons pas pris les mesures qu'il faut, nous n'avons pas tiré les leçons qu'il faut, donc les dégâts seront toujours importants. Nous devons avoir à l'esprit que Haïti est un pays à risque sismique, et nous devons tout faire pour pouvoir diminuer la vulnérabilité de la population. Si on n'agit pas concrètement sur le terrain, on sera toujours vulnérables. Il faut agir.	Pertinent
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Il y a trois points qui permettent de juger de la vulnérabilité de la population. Tout d'abord au niveau du bâti. C'est de l'auto-construction. Les bâtiments n'ont pas été faits aux normes conventionnelles, encore moins aux normes parasismiques. Il n'y a pas d'aménagement du territoire. Il y a beaucoup de bidonvilles. Ensuite, nous vivons dans un pays où il y a 80% de pentes et 20% de plaines. Les constructions se situent surtout en montagne. Nous construisons en dur, sans normes conventionnelles. Le bâti est très vulnérable. Voilà pourquoi, quand il y a un fort séisme, les maisons s'effondrent et les gens qui se trouvent sous les maisons se retrouvent sous les décombres. On dit que nous sommes très vulnérables du point de vue de la population, du point de vue des infrastructures. [...] Ce ne sont pas les zones sismiques qui tuent les gens. Ce sont les bâtiments qui tombent sur les gens. Ces bâtiments sont très mal construits, donc il y a beaucoup de dégâts. Nous sommes très vulnérables à cause de ça. Le deuxième point, c'est que les gens qui sont à l'intérieur de ces bâtiments, même si les bâtiments sont construits de manière parasismique, il faut avoir une attitude. Il faut développer un réflexe par rapport à ceci. [...] Nous sommes vulnérables du point de vue de l'éducation. Enfin, puisque les communautés ne peuvent pas faire face directement après un séisme, on n'est pas préparé pour apporter une réponse immédiate. Donc là encore, nous avons des problèmes. Donc, je pense que c'est à trois points là rendent Haïti est extrêmement vulnérable, au niveau du bâti, au niveau de la sensibilisation de la population et au niveau de la réponse	Pertinent
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Parce qu'on s'est rendu compte qu'en dehors des maisons qui ont été très mal construites, les types de sols ont également joué un rôle de la vulnérabilité du bâtiment.	Secondaire
Vulnérabilité structurelle et sociale	E5	Donc, certaines maisons ne se sont pas effondrées. Ce n'est pas parce qu'elles étaient mieux construites, mais parce qu'elles ne se trouvaient pas sur la zone de faille. Par contre, il y en a plein qui sont tombées. Moi, j'ai visité des maisons et effectivement, quand on regarde certains aspects, on peut expliquer pourquoi elles se sont effondrées. Pourquoi j'ai été voir aussi des constructions où il n'y avait pas le nombre de barres de fer pour un poteau et la maison ne s'est pas effondrée.	Déjà illustré
Vulnérabilité structurelle et sociale	E6	Elles n'ont pas été affectées, mais maintenant imaginez que l'épicentre se situe au cœur du Port-au-Prince. Peut-être que cette maison-là, qui était en verte, pourrait être beaucoup plus gravement affectée. Donc, voilà pourquoi il avait recommandé aux gens, même si votre maison était en vert, eh bien, il faut quand même reconsidérer la construction, demander à un ingénieur spécialisé en parasismique de voir la structure, est-ce qu'il y a des renforcements à faire. De toute façon, il faut revisiter la maison et renforcer s'il le faut pour qu'au prochain séisme, indépendamment de la localisation de l'épicentre, ces bâtiments puissent résister. [...] Non, non, c'était une décision qui devait permettre aux gens de rentrer immédiatement chez eux. Seulement ça.	Pertinent
Sous-thème : Origine du projet et diagnostic initial			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie

Diagnostic des besoins et lancement du projet	E3	On a vu qu'une des raisons aussi pour laquelle les gens ne quittaient pas le camp, c'est que dans leur quartier il n'y avait pas de services, il n'y avait pas d'eau, les routes étaient remplies de gravas et tout ça. Donc, on s'est dit qu'avec eux, ils avaient un début de programme pour nettoyer les sites de maison, et que s'ils nettoyaient, nous on arrivait avec un shelter, avec un abri. Donc ça faisait que les familles pouvaient retourner. Ca a été le début de vider les camps. Donc ça, on est fier parce que ça a été comme un truc un peu… une des premières fois que deux agences travaillaient ensemble, et ça a été le début du « rubble removal ». [...] Donc, l'idée c'était que si ta maison était tombée, il y avait plein plein de débris, JPHRO venait nettoyer, et nous on arrivait tout de suite après avec l'abri d'urgence.	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E3	Donc l'idée, c'était que nous, on arrivait et on proposait de bâtir rapidement des abris d'urgence. Et en fait, avec d'autres trucs, mais c'était ça l'idée de base, et on a obtenu des financements, et très rapidement, on a monté une grosse équipe. Et donc, on était parmi la plus grande, donc ça c'est 2010, on est devenu la plus grosse agence, ou l'une des plus grosses agences qui produisait des abris d'urgence pour Port-au-Prince principalement. [...] C'était une structure en bois, avec un toit en tôle, et nous on innovait en faisant la structure mieux bâtie, c'est un détail un peu technique peut-être, des poutres de 4 pouces par 4 pouces, versus ce que la majorité faisait, c'était du 2 par 4. Donc la structure, la raison qu'on faisait une structure plus solide, c'était par notre expérience passée, que les gens, une fois qu'ils commençaient à rebâtir leur maison, ils pouvaient prendre le matériel et l'intégrer dans leur maison.	Pertinent
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E3	Donc, ces quatre agences-là, on a chacun nommé une personne. Moi, j'en étais… moi, j'ai représenté UNOPS, et on a commencé à travailler pendant… ça, c'était en 2011. Donc, on a commencé à travailler sur ce qui allait devenir le 16/6, mais c'était donc pendant trois mois, de façon intense, on a développé ce que nous, on considérait tous comme étant le projet par excellence de reconstruction, et c'était avec le gouvernement. Donc, c'était avec l'UCLBP, et le représentant de l'UCLBP avec qui on faisait affaire, c'était Kéké Bélizaire.	Pertinent
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E8	Donc, on a identifié six camps qui répondaient à cette norme-là. Il y avait un camp dans la cour de la primature de la République, il y avait Place St-Pierre à Pétionville, Place Boyer, il y avait un camp à l'aéroport, il y avait un camp, il y avait canapé vert, etc. Mais vraiment, il y avait des zones clés, ok, et qui vraiment entravaient le trafic et entravaient toute chose. Et maintenant, quand on a commencé à analyser les dossiers, donc on s'était dit qu'on va fermer ces six camps et si ça fonctionne bien, on va prendre le modèle de ces six pour faire un modèle d'intervention pour fermer tous les camps. Et dans les registres des personnes déplacées, on a remarqué, donc on a choisi ces six camps-là, et on a remarqué que les personnes qui venaient de ces camps-là, qui venaient de ces camps-là, venaient de 16 quartiers. Maintenant, avec tout ce qui s'est passé, il faut savoir comment fonctionne la mentalité, la psychologie des populations dans une zone.	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E11	Donc la première étape, parallèlement au recensement qui se faisait dans les différents camps pour voir comment faciliter le retour des personnes, il y avait aussi des organisations qui faisaient ce qu'on a appelé la planification communautaire. Donc, la plupart des organisations avaient reçu un financement de ONU-Habitat. L'organisation avec laquelle je travaillais était concentrée surtout au niveau du Canapé Vert. Donc on travaillait dans différents quartiers du Canapé Vert et également à Haut Turgeau. Donc, on a fait la planification communautaire dans ces quartiers, et il y avait différentes organisations qui faisaient le même exercice de planification communautaire dans les autres quartiers.	Pertinent
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13A	Comme tu sais, après le séisme du 12 janvier 2010, Haïti se trouvait dans une situation difficile où le gouvernement d'alors devait trouver une issue. Surtout comme tu le sais bien, c'était une situation très difficile. Le gouvernement d'alors devait trouver des appuis internationaux afin de pouvoir remettre en question surtout deux volets. Premièrement, c'était surtout la relocalisation des gens, des familles qui étaient déplacées dans les camps et la reconstruction de Port-au-Prince. [...] Je pense que moi je devais intervenir surtout dans l'aspect des mises en œuvre, la construction, les infrastructures, etc. Surtout tout ce qu'on voit par rapport à la réhabilitation des quartiers. Donc je laisse à Joëlle d'intervenir surtout sur l'aspect retour et comme ça moi je pourrais m'enchaîner sur l'aspect des reconstructions.	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13J	En fait, la genèse du projet 16/6 vient justement, comme l'a expliqué E13A tout à l'heure, du fait qu'il y avait une nécessité de fermer ces camps de déplacés, de faciliter un retour à une vie normale à ces familles qui habitaient ces camps. Une enquête sur les 16 quartiers que le projet a choisi de considérer nous a montré que ces familles étaient logées dans 6 camps en particulier. Donc il s'agissait de reloger ces personnes et de leur permettre aussi de retourner dans leurs quartiers d'origine.	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E14	So objektif nan sete pémét moun ki te delabre yo, kay yo te kraze ou konprann, objektif lan se te rekonstwi pou yo, men rekonstwi pou yo a, se pa nenpòt kel fason. Se rekonstwi pou yo e fè de batiman konfotab e avèk bon konfo ki pou reponn a tout deziderata par egzanp de système parasismik. Système parasismik pou pèmèt si gen yon tranbleman de tè ki pase ankò, pou moun sa yo pa viktim paske majorite moun ki viktim yo kisa ki touye yo, se gren blòk ki nan kay yo ki tonbe sou yo, ki kraze, ki al frape sou yo ki touye yo paske kay yo, yo pat fèt vremen avèk yon standa.	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E5	Effectivement, l'objectif principal au départ, c'était de déplacer les gens des camps. Alors, à la fois, il y avait des camps sur des espaces publics comme sur les parcs, au Champ de Mars en particulier, et ça posait des problèmes. Et aussi, il y avait des camps sur des terrains privés. Donc les terrains privés, dans certains cas, c'étaient des espaces de jeux ou même des terrains où il était prévu de faire des projets d'usines, par exemple. En fait, c'était une priorité, parce qu'au-delà de ça, il y avait aussi un problème d'images et même d'assainissement aussi. [...] Donc, être dans un camp, c'était l'occasion de bénéficier d'une aide quelconque pour un nouveau logement ou bien de recevoir au quotidien régulièrement des fonds ou des biens, etc. Donc ça, c'était une stratégie que les gens savaient. Il y avait la nécessité de déplacer les gens pour mille raisons.	Secondaire

Diagnostic des besoins et lancement du projet	E8	Ecoute, ce n'était pas un projet de charité. C'est un pays qui a été victime d'un tremblement de terre, mais les gens doivent se relever un jour. Là, on est deux ans après. Et les gens qui habitent dans les camps, ils ont leur livelihood, etc. Donc ils ont peut-être besoin d'un coup de pouce là pour retourner dans... Et ils vivaient originalement dans le loyer. [...] La réalité c'est que les familles qui étaient moins vulnérables avaient déjà le temps de reloger, de trouver une solution. Parce que nous, on est à la veille des deux ans du tremblement. Donc les familles qui avaient plus ou moins de moyens, ils ont laissé les camps, ils sont restés dans les camps un mois, deux mois, trois mois, et ils sont partis. Mais les familles qui sont restées tout ce temps, c'était vraiment la couche la plus vulnérable de la société. Donc en réalité, ce sont des personnes qui vivent dans le loyer, mais dans un loyer vraiment minimal. En termes d'espace, en termes de commodité, etc.	Déjà illustré
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E9	Bon, le projet 16/6, c'est un projet post-séisme et dans le cadre de la reconstruction, des activités qui se sont faites au niveau de la reconstruction pratiquement à niveau résidentiel, logement. Fourniture de logements et amélioration des conditions de vie des habitants d'un quartier. Alors 16/6, si je ne me trompe pas, c'est 16 quartiers et 6 camps de réfugiés. Donc, il faut savoir que tout de suite après le séisme, tous les quartiers, les micro-quartiers résidentiels se sont vus occuper dans tout leur espace public par des déplacés à la recherche d'espaces sûrs. Ça pouvait être des rues, des petites places, des parcs. Et quand je dis rue, la rue, donc on bloquait la rue, c'était une partie de la rue qui était occupée par des tentes. Donc le projet s'est fait dans un quartier principalement, enfin, la partie que je connais plus de ce projet, c'est ce qui s'est fait à Morne Hercule, à Nérette. Les quartiers de Morne Hercule, Nérette et Morne Lazarre. Au fait, géographiquement, ce sont des quartiers qui sont un à côté de l'autre, ils sont limitrophes, l'un avec l'autre, et même là, parfois, les limites ne sont pas bien connues par les habitants eux-mêmes.	Secondaire
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13J	Maintenant, pour la relocalisation, étant donné qu'on n'avait pas d'expérience au préalable sur le sujet, il a fallu réfléchir à une méthode et je dois donner le crédit à la mairesse de Pétion-Ville de l'époque. C'est elle qui était venue avec l'idée de donner une subvention à ces familles, une subvention pour leur relogement, avec un montant correspondant au montant d'un loyer d'une pièce. Pas d'une maison luxueuse, mais d'une pièce où ces familles pouvaient habiter pendant un an. Et à l'époque, cette enquête nous a montré que le montant qu'il fallait en moyenne pour la région métropolitaine pour se trouver une pièce pour habiter, c'était 500 dollars américains. Ces 500 dollars équivalaient à 20 000 gourdes à l'époque avec le taux du dollar. Donc à partir de ce montant-là, on a approché les familles qui habitaient dans ces camps, on leur a proposé ce montant de se trouver eux-mêmes une maison qu'on allait visiter pour nous assurer que ces maisons répondaient à tous les critères, qu'il n'y avait pas de problème de sécurité dans le bâtiment lui-même, qu'il était assez solide, qu'il n'allait pas causer de danger pour les occupants, qu'il y avait de l'eau potable à proximité, qu'il y avait une toilette disponible, qu'il y avait des services sociaux plus ou moins à proximité dans le quartier. On avait listé tout un tas de critères qu'il fallait que la maison respecte avant que la maison choisie par la famille puisse être acceptée par le programme et on payait directement au propriétaire le montant correspondant au loyer. Et la famille pouvait donc tranquillement laisser le camp où elle habitait pour aller se reloger dans cette maison pendant un an. En fait, il y avait eu beaucoup de questions justement à l'époque sur cette formalité de payer un loyer pour un an. Les gens disaient « et après ? ». Mais en fait, le gouvernement ne voulait pas garder les gens dans un assistanat. On les aidait en sachant que ces familles avaient déjà un mois de subsistance avant le tremblement de terre. On aidait ces familles à se reloger pendant un an. Cette année-là devait leur servir de sursis aussi pour pouvoir se reprendre et réintégrer la vie normale. C'est pour ça aussi que beaucoup de partenaires avaient accompagné.	Pertinent
Diagnostic des besoins et lancement du projet	E13J	Non, mais alors, je reviens là-dessus parce qu'on avait eu beaucoup d'insistance sur cette question-là. Sauf que la priorité aussi, sur le coup, c'était de pouvoir fermer ces camps parce que je ne sais pas si vous étiez en Haïti en 2010, mais en 2010, la région métropolitaine offrait un tableau vraiment terrible avec ces camps sur les places publiques, des camps sur les terrains privés, et ces gens étaient menacés d'éviction par les propriétaires de ces terrains. Donc, il fallait absolument trouver une solution immédiate pour permettre de reloger, je ne vais pas dire très confortablement, mais de manière plus confortable quand même que la situation que les gens connaissaient dans les camps, de pouvoir trouver une solution intermédiaire, disons, pour ces familles. Donc, la relocalisation était une solution intermédiaire et c'est pour ça aussi qu'on s'assurait qu'il y avait des partenaires qui accompagnaient ces mêmes familles avec des activités de formation, des activités génératrices de revenus qui pouvaient leur permettre de recommencer à se prendre en charge. Parce que sinon, de toute façon, même si on décidait de payer pour deux ans, on allait nous dire quand même, après deux ans, qu'est-ce qu'on fait ? Donc, il ne s'agissait pas de garder les gens dans l'assistanat, donc c'était un soutien pour leur permettre de rebondir, c'était ça.	Déjà illustré
Stratégies et logique d'intervention	E2	La période d'après le tremblement de terre de 2010, ça a été vraiment la course aux financements et aux contrats. Donc il y en avait de différentes sortes et le projet 16/6, s'est fait avec le PNUD et le projet est, comment te dire, il y avait pleins d'autres projets financés à partir des fonds PetroCaribe et d'autres fonds internationaux, notamment la CIRH via la Banque mondiale. Donc le projet 16/6, on en a entendu parler, on a fait partie des discussions autour de ce projet-là. Bon, ça fait vraiment, définitivement partie des projets que nous n'approuvions pas.	Pertinent

Stratégies et logique d'intervention	E2	Tout de suite après le tremblement de terre, il y a eu deux orientations en concurrence. Donc, au comité interministériel, notre position était qu'il ne fallait surtout pas faire les camps et qu'il fallait au contraire accompagner le mouvement des gens qui partaient dans leur province d'origine, puisque le gros de la population de Port-au-Prince, c'était une population allogène. Donc, qui n'était pas née à Port-au-Prince, qui était à peine arrivée à Port-au-Prince et qui avait encore gardé des racines provinciales assez fortes. Je prends la commune de Camp-perrin sur laquelle on a enquêté avec la protection civile. La commune a reçu en quelques semaines 30% de population de plus. Il n'y a pas eu une tente dans la commune de Camp-perrin. Ça veut dire que les gens sont soit retournés chez eux, chez leurs parents, chez des amis. Donc pour nous, il y avait un mouvement de la population qu'il fallait accompagner. En créant les camps, je crois que la communauté internationale a fait ce qu'elle sait faire le mieux ou le plus. Et, on a négligé donc d'accompagner cette population rurale qui va revenir, cette population déplacée qui va revenir à Port-au-Prince quand elles verront que les aides se donnent à Port-au-Prince. Aujourd'hui, elles sont en train de repartir à nouveau à cause de l'insécurité. Tous ces camps qui se sont multipliés... il n'y a pas d'études sur ça... Mais il y a des faits empiriques qui montrent bien que dans la plupart des cas, c'étaient des gens qui n'avaient pas été touchés par le tremblement de terre... Notamment des gens qui sont arrivés de province pour profiter de la manne qui se donnait à Port-au-Prince. Et ça, c'était le premier point. Donc le 2e point, c'était que nous, on encourageait au contraire à permettre aux classes moyennes qui avaient été très durement frappées d'avoir un crédit foncier qui leur permettrait de construire chez eux. Résultat des courses, on a distribué... Donc le projet 16/6, c'était essentiellement, donner de l'argent aux gens pour quitter les camps. En se foutant éperdument d'où ils allaient se mettre par la suite et la suite on la verra si ça se présente dans la suite de la discussion.	Pertinent
Stratégies et logique d'intervention	E2	Je prends Canaan qui est phénomène tout à fait nouveau qui date du tremblement de terre. Et bon, avant d'aller donner des allocations d'affermage, il fallait tracer des chemins. Il fallait laisser la place pour les voies et réseaux. Donc, il y avait moyen de faire des investissements collectifs qui auraient pu permettre des lotissements donc de superficie et clarifier la situation foncière des gens et leur permettent... De ne pas leur donner de l'argent, de donner accès à un crédit, même bonifier pour pouvoir s'installer, mais ne pas juste leur donner l'argent en leur disant, vous vous démerdez, vous trouvez un coin ou vous installez. En présupposant qui avait un parc locatif dans cette ville qui venait d'être détruit par un tremblement de terre et qu'il suffisait d'avoir l'argent de l'affermage pour affermer une maison. Les maisons n'existaient pas. On le savait bien.	Pertinent
Stratégies et logique d'intervention	E2	L'idée c'est justement de ne pas laisser les gens s'enfermer dans des communautés. Tu leur ouvres la voie pour aller vers une ville et cette ville là... Enfin vers le cœur de la ville je dirais, puisqu'ils se déplacent, ils vont travailler, ils vont au marché, ils font toutes sortes de trucs comme ça. Donc il n'y avait rien dans Port-au-Prince comme service après le tremblement de terre. Tout le monde, les marchandes étaient dans la rue. En fait, tout était désorganisé, il fallait travailler sur le cœur de la ville et maintenant tu mets dans un second temps les interventions dans ces quartiers précaires pour recréer de la mobilité à l'intérieur de ces quartiers mais surtout empêcher qu'il soit isolé. Et je pense que, ce que nous vivons là, aujourd'hui en Haïti, c'est en grande partie l'échec de la reconstruction de Port-au-Prince. C'est le fait que Port-au-Prince, ne s'est pas reconstruit et qu'on a investi l'argent international dans des fantaisies.	Pertinent
Stratégies et logique d'intervention	E11	L'idéal aurait été de pouvoir faire les deux. Cependant, on voit qu'on a eu affaire à une population qui a fait, disons pour la plupart d'entre eux, ils avaient investi et ils avaient fait. Donc, c'était mieux de donner la priorité à tout ce qui allait être bien commun, parce que c'est ce que qui n'était pas construit. D'une manière générale, dans tous les pays au monde, le gouvernement investi sur l'infrastructure, les routes, les écoles, l'accès à l'eau, l'accès à l'électricité. Il y a un développement qui va être fait pour faire du logement, qu'est-ce qu'on fait ? Il y a les routes, il y a ça, il y a l'eau et puis les personnes viennent et investissent. Maintenant, l'état des logements d'une façon générale en Haïti est ce qu'il est pour deux raisons. Un, il n'y a pas de crédit au logement, il n'y a pas suffisamment de crédit au logement et deux, on peut habiter une maison sans qu'elle ne soit achevée. Donc, ça fait que les personnes font un petit peu n'importe quoi, et puis au fur et à mesure en se disant qu'on va améliorer au fur et à mesure. C'est construit graduellement, que la personne qui ait des moyens ou que la personne n'ait pas moyen. La quantité de personnes qui attendent que leur maison soit entièrement terminée pour y prendre logement en Haïti est très minime.	Pertinent
Thème II : Acteurs, organisation et gestion du projet			
Sous-thème : Configuration, relation et jeux d'acteurs			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Cartographie et types d'acteurs	E3	Et c'est nous, l'UNOPS qui avons embauché Miyamoto pour obtenir cette expertise-là.	Secondaire
Cartographie et types d'acteurs	E3	[...] il y a eu la création de l'UCLBP, qui est l'unité de reconstruction, je ne sais plus le sigle, mais c'est assez important parce qu'ils sont restés pendant les six ans, je ne sais même pas si ça existe encore, mais c'est eux qui géraient toute la reconstruction. Donc, ils avaient un volet de nouveaux logements, un volet plus bidonville, réparation, reconstruction, plus un truc, je pense que c'était l'urbanisme. Et donc, c'était tout de suite eux, il y avait comme trois départements et ils répondaient directement au directeur, au président.	Secondaire

Cartographie et types d'acteurs	E3	on s'est dit ok, on va commencer à travailler sur un projet de reconstruction dans les quartiers populaires, mais vu que nous, on focalise surtout sur tout ce qui est, disons, infrastructures et services communautaires, on va aller chercher d'autres collègues ou d'autres agences pour monter une petite coalition. Et donc, on est allés chercher l'OIM, parce qu'ils étaient très forts dans les camps, ils comprenaient mieux que quiconque ce qui se passait dans les camps, donc on pensait que c'était important de comprendre ce qui se passe dans les camps pour faire éventuellement le lien avec les quartiers populaires, les quartiers de retour. Ça, c'est un. Deux, ils avaient une très grande force au niveau de la communication populaire. Ils avaient établi des postes de radio, ils faisaient des théâtres populaires, en tout cas, toutes sortes de trucs pour aller disséminer l'information dans tous les quartiers populaires et dans les camps. Ah non, à ce moment-là, pas dans les quartiers populaires, mais ils étaient très bons dans les camps. Donc, ils passaient de l'information aux gens affectés. Donc, on s'est mis ensemble. Ensuite, on est allés chercher le BIT, le Bureau international du travail, en se disant qu'il va falloir créer dans ces communautés-là des emplois. Ils reviennent dans leur communauté, il n'y a pas de services, il n'y a rien à faire, tout est démoli. Donc, on se disait qu'avec le BIT, ils pourraient nous aider à faire de la formation et développer des filières de travail, des trucs comme ça. Et ensuite, avec le PNUD, le Programme des Nations Unies du développement, en fait, ils se sont un peu imposés, mais eux, ils étaient intéressés par le développement économique, le développement à long terme, plus au niveau de comment aller vers le futur.	Pertinent
Cartographie et types d'acteurs	E3	Par la suite, dans le 16/6, on a embauché une autre compagnie d'ingénierie sismique, qui s'appelle Dagenkolb, eux sont de Chicago, et eux, on les a embauchés pour développer un outil qui allait nous permettre de simplifier les plans pour des maisons qu'on allait rebâtir.	Pertinent
Cartographie et types d'acteurs	E5	Alors, c'est un projet qui a été exécuté, en fait, en partie par l'UNOPS et par l'UCLBP, une structure publique qu'on avait mis en place au niveau de l'État haïtien.	Secondaire
Cartographie et types d'acteurs	E8	Premièrement, il y a les autorités étatiques, les gouvernements locaux, les municipalités, d'une part, les mairies, et d'autre part, il y avait plusieurs organisations sous le leadership des Nations Unies, et que ce soient des agences des Nations Unies sous les différents… le PNUD, et tout ce qui est intervention, c'est UNOPS. Et dans ce cas-ci en particulier, c'était l'OIM pour les problèmes migratoires. Il n'y avait vraiment pas... Il y a le ministère de la planification et de la coopération externe mais il n'y avait pas vraiment une coordination bien ciblée, bien identifiée avec autorité. Avec l'autorité de dire non, oui, et de valider les propositions justement de ces organisations internationales, parce qu'ils travaillaient eux-mêmes sans des responsables au niveau locaux parmi eux. Et c'est justement ce qu'ils ont changé, ils sont venus vers moi et automatiquement je suis arrivé... Donc avec le budget de travail, on a monté une équipe. Premièrement, je devais coordonner. Les Nations Unies ont fait le choix de quatre agences pour mettre en œuvre le projet. C'était le PNUD, qui était l'agence lead, il y avait UNOPS, il y avait le Bureau international du travail, BIT, et OIM. UNOPS c'est pour tout ce qui est construction, tout ce qui est intervention. BIT c'est justement pour venir, pour les travaux de renforcement de capacité des populations affectées. OIM c'était justement pour les questions migratoires, parce qu'ils avaient enregistré toutes les familles, et toutes les personnes qui vivaient dans les camps. Donc ils maîtrisaient, c'est eux qui avaient cette data base là. Et maintenant, moi en tant qu'agent final, le projet avait quatre composantes, et justement il y avait un directeur de composante pour chaque agence, et moi je coordonnais ces quatre directeurs. Et parallèlement, sur le côté haïtien, on travaillait avec les mairies. Maintenant ces six camps, étaient répartis sur trois municipalités. Il y avait Tabarre, il y avait la deuxième circonscription de Port-au-Prince, et il y avait Pétion-Ville.	Secondaire
Cartographie et types d'acteurs	E8	En fait, le CIRH… La dernière réunion qu'ils ont eue, c'est quand ils ont affecté les 20 millions au projet 16/6. Après ça, ça a été dissout. Après, il y a eu le fond de Reconstruction d'Haïti, le FRH. [...] CIRH est devenu le FRH.	Pertinent
Cartographie et types d'acteurs	E10	Donc le PNUD finalement, c'est tout ce qui est montage de projet, coordination, structure. Une vision qui fait plus d'ensemble selon moi. L'UNOPS qui est le côté plus technique, mise en œuvre de passation de marché, comme moi je nous appelais à l'époque les "MacGyver" du terrain. Donc on était vraiment l'Agence qui rentrait là où personne ne voulait aller et on devait … Il fallait qu'on fasse notre travail quoi. Donc nous, on avait autant de restrictions que certaines agences, mais on prenait peut-être plus de risques et plus de liberté, en entrant dans des quartiers qui se voulaient être chauds. Mais l'avantage c'est que on ne travaillait pas tout seul. Donc, on avait quand même l'Organisation internationale de la migration qui avait déjà fait son travail, l'OIM qui était de faire le recrutement, le sondage, le profil des utilisateurs. Un montage de base de données si tu veux. Ils développaient avec nous, les méthodologies par rapport au retour dans les quartiers d'origine, tu vois. Donc il y avait ce côté-là et le Bureau international du travail, le BIT, qui aussi permettait de travailler avec nos types qui étaient complémentaires à la fermeture des camps et le retour dans les quartiers. Le BIT permettait de donner une formation aux gens qui devaient retourner dans leur quartier et leur donner une raison. Si tu veux d'avoir encore de l'espoir.	Pertinent
Cartographie et types d'acteurs	E11	D'une manière générale, le projet était piloté par une entité gouvernementale qu'on appelait UCLBP. Donc, c'est un petit peu L'UCLBP qui chapeautait et qui donnait les directives à faire. Chaque quartier au niveau de la planification communautaire identifiait un certain nombre de projets d'infrastructure qui seraient importants de pouvoir mettre sur pied pour pouvoir faciliter le retour des personnes qui vivaient dans les camps. Il y avait également différents financements pour construire des logements ou pour améliorer des logements.	Secondaire

Cartographie et types d'acteurs	E13J	L'OIM était l'organisme en charge de non seulement la collecte de données sur les camps pour savoir le nombre de personnes qui y vivaient et ils faisaient des enquêtes régulières pour avoir des données à jour, etc. Ça c'était une responsabilité qui leur avait été donnée par le gouvernement à l'époque. Donc officiellement, c'est l'OIM qui met la base de données des personnes déplacées. Aussi l'OIM intervenait directement pour la relocalisation de certains camps, parmi lesquels les camps fermés par le projet 16/6. Mais tous les camps fermés après 2010 n'ont pas été fermés par l'OIM uniquement. On a eu plusieurs partenaires qui sont entrés dans la même rubrique, qui ont participé à la fermeture des camps, mais toujours par la même méthode de la relocalisation.	Secondaire
Cartographie et types d'acteurs	E14	Platfòm kominotè lan se des notables nan zòn lan, de moun lan zòn lan ke yo fè kredi, ke yo fè konfyans, epi yo fòme yon platfom, yon organizasyon lan tout zòn lan e ki pou reprezante zòn lan nan pwojè a.	Secondaire
Cartographie et types d'acteurs	E14	JP se youn nan konpani ki te fè... paske se yon blòk li ye. Se pliziè antrepriz, pliziè konpani chak ap fè yon bagay diferan. Li te fè yon feso epi kounya la ki vin fòme yon konpani, yon antrepriz ki rele 16/6 la. So andan 16/6 la wap jwenn gen pliziè konpani.	Pertinent
Cartographie et types d'acteurs	E13A	Maintenant, une fois que les gens arrivent, on a distribué les clés, la personne a les clés, on a formé ce qu'on appelle un comité de propriétaires. Le comité est formé pourquoi ? C'est justement pour pouvoir bien gérer les maisons. Il y a un comité qui surveille à ce qu'on ne jette pas les déchets par terre. Le comité est là pour contrôler, pour gérer les maisons, à ce que les maisons soient bien entretenues, tout ça. Et s'il y avait quelque chose, il peut toujours y avoir des gens qui pourraient faire autre chose, qui pourraient avoir d'autres idées. Par exemple, on ne pouvait pas louer les maisons. On ne pouvait pas les louer ni les vendre. Certaines personnes pouvaient normalement vendre ou bien à l'intention de faire une location de leur maison. Non, ils ne pouvaient pas. Il y avait un accord qui était signé au préalable que la personne ne pouvait pas vendre ni louer la maison.	Secondaire
Interface avec l'Etat Haïtien	E2	Écoute, l'aide internationale, d'une façon générale, ça marche comme ça. Ça veut dire c'est, c'est qui est proche du président de la République, qui est proche du Premier ministre et qui peut... En ce qui concerne le projet 16/6, c'est un conseiller du président Martelly dont je ne dirai pas le nom. [...] Il a réussi à le reprendre pour le mettre à l'UCLBP parce que l'UCLBP était contrôlé directement par la présidence. Donc on a passé par-dessus les institutions existantes dont c'était le mandat pour pouvoir créer le projet 16/6. [...] Donc c'est pour ça que c'est dangereux. Tu vois d'avoir ce type de rapport qui peuvent te laisser penser que tout baigne et mais ils savent très bien que comment ils ont fait pour contourner les institutions existantes pour monter ce truc.	Pertinent
Interface avec l'Etat Haïtien	E3	Non, mais c'est une initiative dans le sens qu'ils l'ont adoptée.	Secondaire
Interface avec l'Etat Haïtien	E3	En fait, la raison que je l'explique, parce que c'était l'idée de départ quand je commençais à parler, c'était que pour Patrick Rouzier, il fallait que j'y arrive avec des solutions. Je ne pouvais pas juste arriver avec une maison. C'est bon pour tout le monde. Je devais lui arriver avec des solutions pour la reconstruction de Port-au-Prince au complet.	Pertinent
Interface avec l'Etat Haïtien	E3	Donc on peut revenir à plus tôt, si tu veux, mais le lien entre le 16/6 vient de cette époque-là. Et parce qu'à ce moment-là, on s'est assis avec ce monsieur-là, Patrick Rouzier, qui était le directeur de Martelly de tout ce qui est logement et de reconstruction. Et lui, il nous a dit « Écoutez, moi j'ai un problème. On a un problème en Haïti ou à Port-au-Prince, on ne crée pas, même avant le séisme, on ne crée pas assez de logements. On a une problématique de logements. Les gens, il n'y a pas de secteur privé qui bâtit des logements, et tout ça, et on a besoin de solutions. On s'attend à ce que vous, UNOPS, vous arrivez avec des solutions. »	¨Pertinent
Interface avec l'Etat Haïtien	E5	Oui, mais ça, en fait, c'était des personnes recrutées d'horizons divers. Il dépendait de la primature. À un certain moment, ils étaient perçus comme des protégés du Premier ministre. [...] À un certain moment, c'était pleinement opérationnel. Et malheureusement, comme je vous dis, à la fois des problèmes de financement et de remplacement de dirigeants ont fait qu'ils ont été de moins en moins opérationnels.	Pertinent
Interface avec l'Etat Haïtien	E7G	Donc, c'était déjà ça que l'État ait pris l'initiative et avec l'UCLBP a joué un rôle de coordonnateur. C'est absolument important.	Secondaire
Interface avec l'Etat Haïtien	E8	Moi, j'étais représentant de l'État et il y a une institution qui en a découlé qui s'appelle... Voilà le problème, dans le panorama institutionnel de l'État, il n'y avait pas une institution pour gérer la reconstruction post-séisme. Donc, on a créé une unité qui s'appelle l'UCLBP, l'unité de construction de logements et de bâtiments publics qui avait trois missions principales : Reconstruire les bâtiments publics. Il y avait 44 bâtiments publics et administratifs qui étaient tombés pendant le tremblement de terre. Il fallait aussi réfléchir sur le cadre du logement. Réfléchir sur le logement. Il y avait une crise déjà du logement de la capitale avant le tremblement qui s'est accentuée encore après le tremblement. Et il y avait aussi à s'occuper du relogement des déplacés. C'est ce qu'il y avait. Après toutes ces démarches-là, le projet 16/6 a duré deux ou trois ans. Et après, c'est devenu une institution qui s'appelle l'UCLBP.	Pertinent
Interface avec l'Etat Haïtien	E13J	Donc c'est nous qui nous assurions que tout soit fait selon un standard, que tout le monde garde la même ligne. La coordination était faite par l'UCLBP, qui s'assurait aussi d'impliquer toutes les mairies concernées. On avait des formations régulières avec les agents des mairies qui devaient intervenir, particulièrement les agents de la protection civile. On leur apprenait cette méthode et on s'assurait que sur le terrain, ils effectuaient leur travail comme il le faut.	Secondaire

Enjeux politiques et influence des bailleurs	E2	Mais en amont de l'analyse du projet 16/6, il faut comprendre ce que c'est l'UCLBP ? Donc, l'UCLBP a été créée après le tremblement de terre essentiellement pour l'utilisation des fonds PetroCaribe. D'accord, donc l'UCLBP, c'est ça qu'il a géré principalement pendant toutes ces années. Maintenant, ils ont rajouté quelques projets avec les Nations Unies ou avec comment... Ils ont rajouté quelques projets internationaux aux activités de l'UCLBP, mais c'était essentiellement pour couvrir les activités et qui se faisaient avec les fonds PetroCaribe. Donc écoute, je suis arrivée et à un âge et à un niveau d'exaspération où je peux dire très exactement ce qui s'est passé à ce moment-là. Donc tous ces projets avec les Nations Unies ont été faits pour cacher ce que l'on faisait avec les fonds PetroCaribe. Cette affaire de camp, les internationaux ont créé les camps et après ils ont fait un projet pour sortir les gens des camps.	Pertinent
Enjeux politiques et influence des bailleurs	E7A	L'UNOPS, les Nations Unies, il y a l'humanitaire, etc. C'est sûrement une belle approche. Mais non, ils ont un client. Ils n'ont pas nécessairement une philosophie à toute épreuve. Parce qu'ils sont eux-mêmes clients d'autres.[...] Il y a un budget, il y a des échéanciers.	Pertinent
Enjeux politiques et influence des bailleurs	E12	Oui, mais ça prend une volonté politique. Tous ces projets quand je suis allé voir l'UCLBP. Ça prenait juste la volonté de la direction de l'UCLBP, c'est tout. Mais pourquoi ils ne veulent pas ? Parce que pour eux, c'est plus difficile d'obtenir du financement. Jean-Yves Jason, le maire là, on avait un projet pour lui, il voulait se financer avec la banque internationale de développement. Mais il a été empêché dans son projet par le premier ministre, tu comprends. C'est très difficile quand je te disais au début de notre discussion, c'est très difficile en Haïti de de faire en sorte que les gens travaillent ensemble. C'est la grande problématique. Donc, si on veut travailler à la reconstruction d'Haïti, il va falloir au départ régler ça. Trouver un homme fort qui fait en sorte que oui on se prend en main, puis on fait ce genre de projet là.	Pertinent
Enjeux politiques et influence des bailleurs	E12	Ça n'a pas été très positif, parce qu'encore-là, ces gens-là de l'UCLBP, ils focussaient beaucoup sur l'arrivée de fonds étrangers et non pas essayer de développer une forme d'autonomie. Donc, il n'y avait pas des gens justement qui prenaient en considération cette façon-là de se prendre en main comme Haïtiens, mais de toujours rester dépendant des fonds étrangers. En fait, c'est ça ma grande critique, moi, de ma période Haïti.	Secondaire
Sous-thème : Coordination, gouvernance et gestion du projet			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs	E3	Donc, les quatre agences, on se rencontrait tous les matins et c'est là que Kéké, à partir de ce moment-là, Kéké et nous quatre, on allait travailler ensemble comme une équipe. Et c'était assez unicité parce que normalement, les Nations Unies ont beaucoup de difficultés à travailler avec une autre agence parce que chaque agence pense qu'elle est meilleure et que les autres, c'est des moins que rien. Donc, pourquoi on va travailler avec eux. Donc là, c'était un modèle un peu de grande coopération qui était fantastique parce que même moi, en étant dans le système depuis longtemps, on n'avait pas vu ça beaucoup. Et donc, dans ces premières années-là, ça a très bien marché et c'était un peu la raison du succès, je pense, de ce projet-là au début. Après ça, c'était plus du tout, mais au début, c'était comme ça. Et avec Kéké qui jouait son rôle de coordonnateur et tout ça, qui nous ouvrait les portes. Et c'est à partir de ce moment-là que c'est un projet du gouvernement. Lorsqu'on a déménagé dans ces bureaux-là, c'est-à-dire que le projet est financé, on commence à travailler. C'est là que Kéké, le gouvernement a pris un peu plus de place et Kéké a commencé à donner plus de directives, à dire, Ok, voilà, le gouvernement, oui, faisons ci, faisons ça, etc. Donc, dans ce sens-là. Mais pendant la définition du projet, plus ou moins, disons. Ils étaient un petit peu plus absent.	Pertinent
Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs	E11	C'est bien ça. L'UCLBP n'était pas directement bailleur. Donc, l'UCLBP était l'entité gouvernementale qui avait été mise sur pied pour pouvoir faire le projet. Donc c'est eux qui ont, on peut dire, monter le projet avec l'expertise de ONU-Habitat. ONU-Habitat, c'est une agence des Nations unies qui avait reçu un financement et qui a réparti son financement après appel d'offres avec différentes ONG ou autres organisations. UCLBP aussi avait reçu des financements. Ils ont des financements d'ONU-Habitat, de l'USAID, de différentes organisations afin de pouvoir mettre sur pied. Maintenant, l'UCLB non seulement donnait les directives, mais elle avait aussi un certain nombre de projets qu'elle implémentait particulièrement avec l'organisme des Nations Unies qui s'occupait surtout des camps. C'était l'office de migration interne OMI, AOM en anglais qui on peut dire qui avait le maximum de financements et il travaillait également en collaboration avec l'UCLBP.	Secondaire
Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs	E11	Quand il y a un problème de cette envergure, il y a toujours beaucoup d'organisations qui sont impliquées. Dépendamment des moments ou des organisations d'une façon générale, c'était fluide. Cependant, il arrive que tout le monde ne comprenait pas les directives de la même manière. Il y a d'autres personnes qui avaient envie de mettre leur grain de sel ou qui voulaient interpréter différemment. Donc des fois, ça allait très bien, mais d'autres fois ça donnait disons du retard. Parce que ce qui s'est passé aussi c'est que pour que ça soit fait bien, il fallait que tout le monde marche au même rythme.	Secondaire
Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs	E13A	Par rapport aux partenaires, on faisait des réunions d'informations, il y avait des clusters. Tous les partenaires venaient partager toutes les informations, afin que tout le monde soit sur la même longueur d'ondes.	Secondaire

Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs	E13J	Pour donner une idée plus ou moins de ce que ça devait donner en termes de coordination. Rien que pour les activités de relocalisation par exemple, on devait impliquer les autorités locales, comme je dis, la mairie, mais aussi spécifiquement le niveau communal de la protection civile. On avait les membres des comités de ces sites qui devaient aussi être impliqués, on avait le tribunal de paix, parce qu'il nous fallait un juge de paix quand il fallait fermer le site une fois que toutes les familles étaient relocalisées, on avait la PNH qui nous accompagnait pour sécuriser les équipes qui travaillaient sur le terrain. Donc, il fallait vraiment cette bonne coordination avec l'UCLBP, l'OIM, il fallait une bonne coordination vraiment pour arriver à mener ce genre d'opération du début à la fin, que ce soit à l'étape de l'enregistrement des familles pour arriver jusqu'à la fermeture concrète de l'espace.	Pertinent
Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs	E13J	Dès le départ, nous nous assurions de rencontrer tout le monde. Donc on avait des rencontres régulières, que ce soit dans le cadre du cluster, que ce soit dans d'autres situations, mais on s'assurait de rencontrer au préalable.	Secondaire
Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs	E13A	La première chose que je peux dire, dans le cas du projet 16/6, moi-même, je peux constater une chose certaine, qu'il y avait normalement une sorte de synergie qui était développée, soit au niveau des agences des Nations Unies, au niveau des autorités centrales, locales ou communautaires. C'est parce qu'il y avait une sorte de transparence. On explique à tout le monde, dans le cadre du projet, qu'est-ce qui va se passer. Il faut être clair sur tout ce qu'on a à faire, on implique les gens, ils ont toutes les informations, et c'est comme ça qu'on arrive à réaliser le projet. On arrive à réaliser le projet parce que tout le monde joue sa partition. Tout le monde joue leur rôle exact, leur rôle essentiel.	Pertinent
Coordination inter-agences et gestion multi-acteurs	E13J	Oui, sur la même lancée, je peux dire effectivement comme on l'a déjà dit, l'un des principaux points forts de ce projet, c'était justement qu'il y avait cette bonne collaboration entre toutes les parties prenantes, que ce soit au niveau des autorités étatiques, que ce soit au niveau des membres influents de la communauté, des mairies, des autorités locales. À tous les niveaux, à tous les échelons, il y a eu une bonne participation et chacun connaissait exactement son rôle et chaque acteur s'assurait d'exécuter sa partition. Donc c'était ça, une très bonne collaboration, une bonne coordination.	Déjà illustré
Capacités institutionnelles et limites structurelles	E8	Et ils n'arrivaient pas à faire bouger les camps de déplacés, les personnes déplacées à l'interne. Donc ils ont pensé que je pouvais les aider. C'était un problème vraiment qui était prioritaire, parce qu'on était, comme je le dis, à la veille des deux ans du tremblement de terre et les camps déplacés ne baissaient pas ni en quantité ni en taille. Donc il fallait venir avec des solutions. Ils ont pensé que... Ils sont venus à moi, on a beaucoup parlé, etc. [...] Donc, on a identifié six camps qui répondaient à cette norme-là. Il y avait un camp dans la cour de la primature de la République, il y avait Place St-Pierre à Pétionville, Place Boyer. Il y avait un camp à l'aéroport, il y avait un camp, il y avait canapé vert, etc. Mais vraiment, il y avait des zones clés, ok, et qui vraiment entravaient le trafic et entravaient toute chose. Et maintenant, quand on a commencé à analyser les dossiers, donc on s'était dit qu'on va fermer ces six camps et si ça fonctionne bien, on va prendre le modèle de ces six pour faire un modèle d'intervention pour fermer tous les camps. Et dans les registres des personnes déplacées, on a remarqué, donc on a choisi ces six camps-là, et on a remarqué que les personnes qui venaient de ces camps-là, qui venaient de ces camps-là, venaient de 16 quartiers. Maintenant, avec tout ce qui s'est passé, il faut savoir comment fonctionne la mentalité, la psychologie des populations dans une zone. [...] Et vraiment, il y avait une crise de coordination au niveau gouvernemental. Au niveau gouvernemental en Haïti, il y avait une crise de coordination, il n'y avait pas une institution locale qui était responsable. Ou du moins, il y avait des institutions qui étaient responsables, mais qui n'avaient pas les moyens de faire face à leurs responsabilités.	Pertinent
Capacités institutionnelles et limites structurelles	E3	Ils sont arrivés en disant, il existe des fonds du passé pour l'appui au niveau des mairies, et je me souviens qu'on a modifié notre projet en fonction de ça, à se dire, ok, on n'est pas obligé, parce que nous on se disait, pour que tout ça fonctionne, on doit avoir des mairies qui ont les capacités pour nous appuyer et pour aussi prendre leur relais éventuellement lorsque nous, ok. Donc, par exemple, pour le permis de construction, pour le plan d'urbanisme, etc. Pour plein de raisons, la mairie devait jouer un rôle important, et on nous avait dit, non, écoutez, il y a de l'argent pour ça, dans un ancien projet, et ça va, au moment que vous allez être prêts à bâtir et tout ça, les mairies vont être assez solides, chaque mairie aura un urbaniste, un ingénieur en chef, etc. Ça n'est jamais arrivé, malheureusement. Ça a été, je pense, un des gros défauts du projet, c'est qu'on n'avait personne, finalement, pour acquis, il y avait l'UCLBP, mais l'UCLBP, c'était un organisme de coordination et non d'accompagnement, c'est d'eux, en théorie, l'UCLBP allait disparaître à la fin de la reconstruction, en théorie. Donc, le but, c'était d'appuyer les mairies, et c'est ce qui n'est jamais arrivé. Donc, les mairies, elles n'avaient rien, elles n'avaient aucun... C'était même triste. Je suis arrivé à la mairie de je ne me souviens plus laquelle, je pense Port-au-Prince, elles n'avaient aucun document. Il n'y avait rien, tu rentrais dans la bâtisse, ils n'avaient pas d'archives, pas de documents sur combien de taxes qu'il faut. Donc, nous, éventuellement, c'est important, parce qu'éventuellement, lorsqu'on a voulu développer des programmes d'hypothèques et tout ça, on avait zéro information. Donc, c'était un autre défi, mais bref, c'est plus tard. Donc, ça, c'est un peu le début du projet. Et donc, voilà.	Pertinent

Capacités institutionnelles et limites structurelles	E3	Le MTPTC, c'est un peu compliqué, mais le MTPTC, c'est une coquille vide un peu. Ils avaient développé une autre branche du MTPTC qui était… Ça, c'est la Banque mondiale. Parce que le MTPTC n'est pas très bon, on va développer une autre entité, on va payer les gens mieux, puis on va embaucher les meilleurs ingénieurs, puis ça va être eux qui vont gérer nos projets. Ce qui était une idée absolument stupide, parce que tu vides le ministère des Travaux publics de ses effectifs, et tu le rends un peu… C'est faible.	Pertinent
Capacités institutionnelles et limites structurelles	E5	Bon, vous avez pris l'exemple de la Turquie. C'est un pays relativement riche. Ils ont des moyens. Le problème d'Haïti, c'est un manque évident de moyens. Et puis bon, il y a aussi le problème, je dirais, de gouvernance. Par exemple, la ville, en fait, on est peut-être l'un des rares pays sur cette planète où il n'y a pas un ministère en charge de la ville. Vous voyez ce que je veux dire ? Donc on a un ministère en charge des travaux publics. Pendant longtemps, les travaux publics, c'était le drainage urbain ou bien les routes, les routes nationales. Donc tout ce qui est... Justement, tout ce qu'on posait comme problème, les accès dans les quartiers et même la disponibilité d'eau ou bien l'évacuation des ordures, eh bien tout ça, ça s'arrête aux limites de ces quartiers-là. Donc bon, il y a eu quand même des kiosques. On fait des kiosques dans ces quartiers-là, mais il n'y a pas de prise domiciliaire. Et donc voilà. Donc je dirais qu'il y a des problèmes de gouvernance à régler aussi. Et malheureusement, les gens, ils ne s'y mettent pas.	Déjà illustré
Capacités institutionnelles et limites structurelles	E5	Oui, oui. Bon, en fait, la gouvernance au niveau de l'administration centrale, mais au niveau des collectivités également. En fait, Port-au-Prince, si on se réfère au chiffre, c'est 3,5 millions de personnes, mais c'est une grosse agglomération. Et comme je vous disais, ça s'étend sur neuf communes. Dans le cas spécifiquement de Port-au-Prince, de la commune de Port-au-Prince, d'après les chiffres, on est autour d'un million et 100 000 personnes. Et c'est un maire qui s'occupe de ce million de personnes. Donc, moi, je pense que ça ne fait pas de sens. Et alors, les gens pensent qu'émietter le pouvoir n'est pas une bonne chose, mais subdiviser ce territoire-là, ça a aussi l'avantage de rendre l'autorité plus proche des besoins au quotidien des gens. Et c'est ce que l'État ne veut pas faire, parce que, comme je vous dis, l'État central ne veut pas donner des pouvoirs aux collectivités. Il y a déjà un certain nombre de collectivités. Et selon moi, c'est que si on subdivise le territoire, par exemple, la commune de Port-au-Prince qui a déjà un million de personnes, mais qui est subdivisée en trois sections communales, si on le subdivisait davantage, on donnerait le pouvoir à toutes les personnes. C'est à ce niveau-là que je pense qu'il y a quelque chose à trouver.	Pertinent
Capacités institutionnelles et limites structurelles	E5	Moi, mon point de vue, c'est qu'il faut les subdiviser. Encore une fois, pour Port-au-Prince, un million de personnes subdivisées en trois sections, c'est insuffisant. Il faut les subdiviser et les moyens viendraient aussi, parce que le fait que la mairie n'ait pas un contrôle effectif, il ne peut pas taxer de façon, je dirais, rationnelle, parce qu'il y a quand même des taxes communales, comme l'impôt sur le bâti et d'autres impôts, et qui ne sont pas perçues parce que l'État n'a pas la capacité de contrôler l'ensemble de son… En fait, quand il est pas l'État, la mairie n'a pas le contrôle effectif de son territoire. Et moi, je pense que s'il y avait un découpage plus fin, le maire serait plus à même d'avoir, en fait, un meilleur contrôle de son territoire. [...] Et en plus, sur un territoire avec une topographie particulière, il y a le centre historique, le centre-ville historique, et puis il y a les quartiers périphériques avec leurs particularités. Mais le maire, il peut pas tout contrôler, il peut pas avoir la maîtrise de son territoire. Et il y a trop de monde. [...] Oui, mais je pense, à la fois, pour être proche des gens, c'est pour pouvoir leur apporter des services et aussi avoir une bonne compréhension de leurs problèmes	Pertinent
Capacités institutionnelles et limites structurelles	E13J	Ce que je n'ai pas dit au début, c'est qu'avant d'intégrer le l'UCLBP en 2013, en 2010 lors du tremblement de terre, je travaillais pour la mairie de Port-au-Prince. Ce qui fait que je sais exactement comment les mairies ont été fragilisées par ce tremblement de terre, en particulier les mairies de la région métropolitaine. Donc, ça a été vraiment un coup dur rien que pour trouver un espace de travail. On a dû mettre à pied beaucoup d'employés parce qu'il n'y avait plus les moyens, vu qu'on sait que les mairies vivent des taxes collectées des citoyens. Donc, sur Port-au-Prince en particulier, où on avait beaucoup de quartiers détruits totalement, c'était difficile sur le coup d'aller demander aux gens de payer des taxes à la mairie. Donc, il fallait trouver un moyen pour fonctionner avec un petit noyau qu'on avait gardé pour maintenir la mairie en vie et grâce aux subventions de certains partenaires qui nous avaient prêté un local pour fonctionner. Donc, ce n'était pas évident du tout, mais au travers des comités communaux de protection civile, on a pu garder une bonne coordination en maintenant une présence dans les rencontres de coordination avec les différents partenaires humanitaires qui étaient arrivés sur le terrain tout de suite après. Donc, effectivement, ça a été difficile, mais alors une fois que j'ai été allée à l'UCLBP, j'ai maintenu le contact avec ces mairies parce que plus ou moins je connaissais la situation des mairies. Donc, c'est pour ça qu'on a eu beaucoup de séances de formation avec les agents et les équipes de protection civile, puisque les équipes de protection civile communaux sont à la charge de la mairie de la ville. Donc, c'est le maire qui est le coordonnateur du comité communal de protection civile. Donc, à travers les comités de protection civile, on garde des coordinations et puisque c'était eux directement qui agissaient sur le terrain, donc ça a été plus facile. Mais sinon, ça n'a pas été une situation facile non plus pour les mairies. Ce n'est pas que de la mauvaise foi, certaines fois, c'est aussi des manques de moyens. Et jusqu'à présent, il y a ces manques de moyens pour le fonctionnement de la mairie au niveau local, du pouvoir local, c'est toujours comme ça.	Pertinent

Capacités institutionnelles et limites structurelles	E13A	Depuis lors, on avait toujours discuté cette question d'appui ou renforcement des structures communautaires, etc. Mais c'est une question de moyens. La mairie n'a pas réellement assez de moyens pour pouvoir atteindre tous les objectifs.	Secondaire
Capacités institutionnelles et limites structurelles	E13J	Et quand on dit moyens, on ne parle pas uniquement de moyens financiers, on parle de moyens techniques, de techniciens disponibles. Il n'y a pas forcément les compétences qu'il faut, il n'y a pas forcément les matériels qu'il faut, mais certaines fois, les partenaires qui décident d'appuyer les autorités locales ne le font qu'à travers de petits séminaires de formation. C'est tout un combat pour essayer de renforcer la structure locale.	Pertinent
Organisation intra-quartiers et gestion locale	E8	Jalousie était bien organisée. Jalousie était très, très bien organisée. Ils avaient des capacités supérieures aux autres. Donc, ça a été facile avec eux, c'est allé vite. [...] Ils avaient leur organisation de base, déjà depuis avant tremblement. Parce qu'il y a beaucoup de travaux de mitigation du risque qui ont été faits à l'intérieur. Qu'on ne voit pas quand on regarde le morne. On ne voit pas. Donc, ils avaient déjà leur organisation, ils savaient faire leur présentation en PowerPoint. Ils avaient beaucoup de capacités. Donc, avec eux, c'est allé vite. [...] Mais pour les autres quartiers, on a été obligés, d'apprendre aux gens à se réunir, à choisir un leader de manière démocratique. On a pratiquement fait des élections dans tous les quartiers.	Pertinent
Organisation intra-quartiers et gestion locale	E9	C'est pour ça que je dis, il faut des services. Il faut les services, je n'ai pas limité. J''ai parlé d'accès effectivement, mais il faut les services. Il faut tout type de services. Moi, j'ai eu l'expérience de voir à Morne Lazarre, à Morne Hercule, le ramassage d'ordures avec ces motos trois roues, les espèces de motos trois roues qui ont un back à l'arrière. Et, c'est organisé par, c'est une création de micro-entreprise de ramassage d'ordures par la population elle-même qui va la mettre dans un lieu de desserte provisoire, là où la mairie passe et ramasse. Donc, le fait qu'on ait créé l'accès, il y a plein de couloirs, il y a plein qui sont de 1,10 minimum jusqu'à 1,50 par fois. Donc, ces petites motos-là, elles passent et elles ramassent les ordures et elles vont les acheminer sur Bourdon. Donc, c'est correct. C'est une forme de doter des services dans des zones "plus difficile d'accès".	Pertinent
Organisation intra-quartiers et gestion locale	E7A	C'est ça. Moi, ce que j'ai constaté aussi, ce que j'ai écrit dans mes conclusions de thèse aussi, c'est que, quand on parle, on utilise des mots comme anarchie, chaos, parce qu'on voit ça selon nos lunettes d'occidentale, il n'y a pas de gouvernement, il n'y a pas… Mais il y a une forme d'ordre qui se met en place, en-dessous, de façon obscure, qu'on n'est pas capable de comprendre nécessairement, parce que ce n'est pas nos codes. Puis c'est sale, ce n'est pas beau. Le gars qui vole des terres avec un gun, ce n'est pas beau, mais c'est une forme d'ordre. Il va prendre la terre, il va développer, etc. C'est des pirates, etc. C'est mal, ce n'est pas bon. Ici, les gens iront en prison. Mais c'est une forme d'ordre. Quand tu rentres dans ces quartiers, il faut que tu comprennes ça et que c'est comme ça que ça marche.	Pertinent
Sous-thème : Leadership, figures clées et acteurs de terrain			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes	E3	Kéké, il est génial. Donc, lui, il était, si on veut, notre patron, notre chef, un homme hyper charismatique, qui nous a permis d'ouvrir toutes les portes, et aussi de… bref.	Déjà illustré
Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes	E3	Mais Kéké, lui, c'était plus un coordonnateur, c'était comme le chef d'orchestre qui devait composer avec un peu ses patrons, les collègues dans les mairies, parce qu'il était tellement charismatique, c'est qu'il a réussi à rassembler tout le monde dans les ministères, le ministère des Travaux publics, qui allait devenir un ministère important, les mairies, plein d'autres organismes qui rôdaient autour de tout ça, mais le développement du projet a été fait par les quatre agences.	Pertinent
Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes	E10	Il y avait Clément Bélizaire. Il est mieux connu comme étant Kéké est un ingénieur de formation et qui a fait plein de choses dans le pays et c'était le quelqu'un que… Moi je t'encourage à contacter. Il est très occupé, mais s'il y a quelqu'un qui peut te donner, si tu veux, la meilleure lecture de ce projet, c'est Clément Bélizaire. [...] C'est un académicien. C'est un homme extraordinaire. Voilà. Je veux juste laisser l'académicien en lui. Mais c'est un type extraordinaire qui adore étudier, partager, informer. Vraiment, si tu as quelqu'un avec qui tu dois en parler, c'est Kéké.	Déjà illustré

Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes	E10	Crucial. Crucial à tous les niveaux, à tous les niveaux. Parce que tu sais, bon, tu es d'origine haïtienne. Dans la culture haïtienne, on a beaucoup de complexes chez nous. Tout type de complexes, complexes sociaux, complexes de langue, complexes de religion, complexes de couleurs, et je pense qu'on avait besoin de quelqu'un qui était capable justement d'avoir cette touche haïtienne. Personne de mieux que Kéké Bélizaire, c'est la personne avec qui tu rentres dans les quartiers et qui connait toujours quelqu'un. C'est un humain, c'est un humaniste qui a n'a pas de complexe, n'a pas de… Tu as l'impression que c'est quelqu'un qui n'a pas une once de méchanceté en lui. Donc il rentre dans les quartiers les plus pauvres, les gens l'accueillent. Ceux qui le connaissent, ceux qui ne le ne connaissent pas, il a une approche de grand frère. [...] C'est quelqu'un qui a un réseau de contacts, donc il connaît tout le monde, dans toutes les strates de la société haïtienne, c'est une bonne chose. Le fait d'être musicien, ça joue en sa faveur parce qu'il n'est pas perçu comme une menace. Et troisièmement, le fait d'avoir étudié aux États-Unis, le fait d'avoir voyagé et de travailler avec des institutions internationales. Kéké a su imposer la volonté du gouvernement haïtien. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet. Donc il sait comment parler aux gens comme je l'ai dit, autant du côté haïtien que du côté international. Finalement, il a été l'élément canalisateur pour que les différents partis, les différents groupes se mettent ensemble pour réaliser la mise en œuvre de ce projet.	Pertinent
Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes	E10	Je ne pense pas qu'on soit préparé. C'est pour ça que pour moi Kéké était la bonne personne parce que c'était le chef d'orchestre. C'était celui qui rassemblait tout le monde	Déjà illustré
Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes	E1	La mobilisation communautaire d'une part, pour s'assurer qu'on, qu'on, qu'on recrute de la main-d'œuvre locale. Mais même quand on quand on arrive dans ces quartiers-là, il faut se faire connaître. Il faut expliquer à la population ce qui va se passer. Il faut mobiliser les gens pour récupérer les titres de propriété, organiser les travaux. Tout ça demande de créer toute une interface de relation avec la communauté et nécessairement, il faut des leaders communautaires. On ne peut pas parler à tout le monde non plus. Donc il y a toute une structure de mobilisation communautaire à mettre en place.	Pertinent
Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes	E1	Nous, nous avions des équipes de mobilisation communautaire. Et évidemment, ces personnes-là construisent de la confiance, construisent un tissu relationnel avec et construisent une structure avec qui il parle et plus il passe de temps dans les quartiers, plus ils sont présents et disponibles pour répondre aux demandes, plus cette confiance se construit. Au début, c'était nécessairement plus dur.	Pertinent
Rôle des acteurs clés, leadership et figures influentes	E3	Et un élément important qu'on a innové, c'est qu'on avait une immense équipe de travailleurs communautaires. Parce que beaucoup de ces abris, c'était dans des bidonvilles, et dans beaucoup de bidonvilles, on n'avait pas accès. Parce que les gens avaient peur, ils voulaient pas de l'aide, ils avaient eu des mauvaises expériences. Donc il y avait des gangs qui nous bloquaient. On devait les payer ou des trucs comme ça. Donc rapidement, on a monté une équipe de mobilisateurs communautaires. C'était des jeunes, des jeunes d'université, en histoire, sociologie, politique, n'importe quoi. Et on a monté une équipe, et eux se promenaient dans les bidonvilles avant notre intervention pour faire la promotion, pour dire un peu pourquoi on est là. Et ça, ça a vraiment ouvert les portes. On a été en mesure de travailler dans les pires bidonvilles de Port-au-Prince.	Pertinent
Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales	E1	On savait qu'il y avait quelque chose qui allait arriver, mais ça, ça n'était pas approuvé et on voulait suivre les recommandations du Ministère des Travaux Publics. Donc on a laissé tomber. On a fait notre nos propres modèles de réparation parce que ça prenait trop de temps. Je n'ai jamais compris pourquoi ça a pris, tant de temps, parce qu'on avait vu ces modèles, on savait qu'ils existaient. Il n'était pas formellement approuvé. Je sais ça, je n'ai jamais trop compris pourquoi ça a pris tant de temps. Du coup, on a quand même commencé à les mettre en œuvre même s'ils n'étaient pas approuvés.	Secondaire
Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales	E3	La première année, le gouvernement était complètement absent. Toute la période « shelter », le gouvernement était… Donc, on a dû vraiment… On allait vers le gouvernement, le gouvernement n'avait pas d'idée, il était un peu en sous-choc, comme ça arrive souvent, le gouvernement était vraiment sous-choc, ils avaient perdu la moitié des fonctionnaires, donc ils n'avaient pas de réponse, et c'est seulement quand, lorsque Patrick Rouzier, qui était le conseiller, qui a nommé Kéké, que là, ça a pris un peu une dynamique.	Secondaire
Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales	E5	les gens se plaignent moins de l'absence de services de la compagnie électrique parce qu'ils se débrouillent sans, si vous voulez. Alors je reviens à un problème qu'on n'avait pas dit. Ça a à voir avec la gouvernance. Justement, tous les projets qui se sont faits après le séisme, le problème c'est qu'il n'y avait pas d'interface au niveau de l'État [...] Donc les ONG, quand ils sont arrivés, il n'y avait pas d'interlocuteur. Vous voyez, il y a quand même, par exemple, vous avez probablement lu qu'il y a un secrétariat technique, le CIAT, pour l'aménagement du territoire. Et c'est deux personnes alors. [...] Encore une fois, le principal problème, c'est un problème de gouvernance au niveau de l'État. Et il y a un élément qui manque dans la structure. Une structure qui est en charge de la ville.	Déjà illustré

Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales	E6	il y a un maillon qui manque. C'est que d'un côté, vous avez la technique qui est très bien faite, avec des experts, des gens qui connaissent bien leur métier. Et de l'autre côté, en bas, vous avez les mairies, les politiciens qui sont là pour utiliser maintenant, pour prendre des actions concrètes, pour pouvoir réduire la vulnérabilité. Parce que cette réduction de la vulnérabilité n'est pas faite par les techniciens, par la technique, c'est la politique. [...] S'il faut faire des exercices de simulation, ça coûte de l'argent, il faut un budget. Maintenant, entre ce qui est technique, ce qui a été fait en amont, et ceux qui doivent concrétiser, tout cela, il y a quelque chose qui manque. Il n'y a pas eu une traduction opérationnelle des documents techniques en documents opératoires permettant aux politiciens de prendre connaissance de ce qu'il faut faire. [...] Donc, il n'y a pas vraiment un dialogue entre la technique et la politique. Donc, moi, j'essaie de combler le vide. J'essaie de traduire parce que moi aussi, je fais partie de la technique. Je comprends un peu ce qui se fait. Je suis aussi directeur général du bureau des mines, donc, je rencontre un petit peu les autorités. Donc, j'essaie d'expliquer aux gens « Voilà comment il faut faire. » J'essaie de mettre sur une table et la technique et la politique pour qu'on puisse maintenant prendre des décisions au profit de la population.	Pertinent
Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales	E6	Oui, oui. Parce que ce sont les autorités qui exécutent ce qui est dit dans les rapports. Par exemple, au niveau du micro-zonage sismique, il y a beaucoup de recommandations, mais ces recommandations sont restées lettres mortes. Parce que c'est la politique qui devrait intervenir. Il faut des lois. Et pour les lois, ça se fait par le Parlement. Ensuite, les projets sont exécutés par des agences, par des institutions nationales qui dépendent encore du gouvernement. Donc, il y a un gap, un vide entre la technique et la politique.	Pertinent
Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales	E6	Donc plusieurs institutions sont intéressées. Malheureusement, la feuille de route a été vulgarisée. Et maintenant, qu'est-ce qui devrait coordonner ces actions ? C'était bien sûr le ministère de l'intérieur. C'était le chef d'orchestre. Il fallait mettre sur une même table toutes les institutions qui étaient concernées pour dire que voilà chacun ce que vous allez réaliser. Le chef d'orchestre fait l'évaluation, cherche les budgets, fait l'évaluation pour dire que bon, nous sommes maintenant à 10%, 20%. La vulnérabilité a été réduite pour pouvoir exécuter ce programme. Malheureusement, la feuille de route a été vulgarisée, mais le ministère de l'intérieur n'a jamais joué ce rôle de chef d'orchestre. Maintenant, il revenait à chaque institution concernée de réaliser sa part, de faire sa contribution. Donc il y a eu des réalisations ponctuelles, mais effectuées par chaque institution, mais de manière séparée, sans une coordination par le ministère de l'intérieur.	Pertinent
Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales	E7G	Ecoute, l'urbanisme, c'est la politique. Donc, si tu veux intervenir d'une manière ou d'une autre à ce niveau-là, tu dois absolument toucher la politique. [...] N'était-ce l'UCLBP, tu n'aurais pas pu faire ce genre d'intervention. Il faut absolument qu'il y ait un organisme qui coiffe et un organisme qui n'est peut être autre que public.	Pertinent
Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales	E13A	Dans tous les quartiers où qu'on a intervenu, il y avait une plateforme communautaire qui a leur bureau et qui travaille jusqu'à présent dans leur communauté. Il y avait des lois qui régissent cette plateforme-là. Tous les deux ans, on change de comité, on fait l'élection. Dans tous les quartiers où qu'on a intervenu, il y avait une plateforme communautaire qui a leur bureau et qui travaille jusqu'à présent dans leur communauté. Il y avait des lois qui régissent cette plateforme-là. Tous les deux ans, on change de comité, on fait l'élection. Dans un premier temps, c'était l'UCLBP qui était en charge, mais après les projets, on a rencontré les maires pour les expliquer. Maintenant, puisque la plateforme communautaire, c'est quelque chose qui est pérenne sur le long terme, donc la mairie doit accompagner les plateformes communautaires. Normalement, c'est ce qui n'est pas fait réellement. C'est ce qui n'est pas fait réellement. Il y a certaines fois des plateformes qui sont venues se plaindre pour expliquer que la mairie n'a pas fait ... etc. Ça dépend. Parce que les plateformes communautaires sont une structure communautaire apolitique, tandis que la mairie fait de la politique. Tandis que selon les lois, la plateforme communautaire ne doit pas interférer dans les choses politiques dans le quartier.	Secondaire
Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales	E13J	Oui, l'UCLBP a été mis sur pied dans des circonstances bien particulières pour aider à la reconstruction après le tremblement de terre. Mais malheureusement, heureusement. Malheureusement c'est toujours dans des contextes difficiles avec des contextes post-catastrophes. Mais ce que je trouve dommage, c'est que, comme je l'ai dit tout à l'heure, dans la plupart des cas, l'État intervient toujours en dernier. Jusqu'à présent, on n'a pas encore vraiment eu l'occasion de planifier quoi que ce soit. On vient toujours en réponse à une catastrophe et ça justifie jusqu'à présent l'existence de l'UCLBP. Parce qu'après le tremblement de terre de 2010, on a eu le cyclone Matthew en 2016 comme l'une des plus grande catastrophe qu'on a connue. Ensuite, on a eu le tremblement de terre de 2021. Maintenant, on a cette situation de déplacement qui ne s'arrête pas, donc tu vois. C'est pour ça que je dis heureusement, malheureusement.	Pertinent
Rôle absent ou attendu de l'Etat et des institutions publiques locales	E13A	L'État devrait continuer à répliquer cette approche à peu près partout. Malheureusement, je ne sais pas si on arrive à le faire, mais c'était vraiment intéressant.	Secondaire

Rôle inattendu assumé par les professionnels de terrain	E1	[...] le succès des travaux de l'entrepreneur est directement dépendant de la qualité de la mobilisation communautaire, en l'occurrence de l'UNOPS. Et ça, c'est très difficile à mettre dans un contrat. Qui est responsable de quoi ?	Pertinent
Rôle inattendu assumé par les professionnels de terrain	E3	Bien, la leçon première, c'est un projet comme ça, il faut qu'il soit le plus holistique possible. Il faut vraiment toucher à tous les angles. La reconstruction n'est pas technique. Ce n'est pas un défi technique. Ce n'est pas ça. Ça, c'est 20% du problème. Le problème, c'est le gouvernement. Le problème, c'est les agences. Le problème, c'est les conflits entre agences. Le problème, c'est un pays en voie de développement n'a pas tous les outils, n'a pas toute la même maturité, n'est pas au même endroit. […] Un ingénieur n'est pas formé pour répondre aux problèmes de la corruption. Il est formé pour répondre au côté technique. Donc, quand tu veux t'attaquer à un problème comme ça, il faut vraiment que tu regardes ça dans son ensemble. Le côté de la gouvernance, la mairie. Pour moi, la mairie, ça a été un gros élément de frustration parce qu'on s'attendait qu'il soit un partenaire avec nous, qu'il nous aillait nous aider en termes de permis, de donner des directives au niveau de planification. Moi, je devais constamment aller voir Kéké pour lui demander pour avoir l'autorisation. J'attendais de passer des heures et des heures dans son lobby, l'attendre, à le trouver. Donc, ce n'était pas son rôle parce que lui était tellement élevé, mais je n'avais personne d'autre sous lui. Donc, c'est ça le défi. Le défi, c'est le côté social, le côté gouvernance, le développement.	Pertinent
Rôle inattendu assumé par les professionnels de terrain	E7G	Tu vois architecte, même si tu as la sensibilité. Tu vas faire un projet. Tu veux une participation, mais personnellement, tu ne peux pas être capable d'organiser des réunions, de causer à la population. Ça te prend une équipe. Ça te prend des sociologues. Des sociologues qui partagent cette philosophie. Des gens qui font des enquêtes. Moi, je ne vais pas m'amuser à faire ce genre de choses. Je ne sais pas le faire. Je ne suis pas un communicateur ni quoi que ce soit. Ça prend une équipe pluridisciplinaire	Pertinent
Thème III : Mise en oeuvre			
Sous-thème : Stratégies et modes opératoires			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E1	De ces 4 composantes, UNOPS ne travaillait que sur 2, l'infrastructure communautaire et le logement. Et moi je suis tombé dans le logement. Il y avait l'aspect réparation et l'aspect construction neuve, donc ce sont 2 sous-catégories. Donc moi j'ai travaillé uniquement dans la partie logement. Je suis proche de Théodore Achille qui était le chef de projet pour les infrastructures communautaires (...) C'était quand même relativement bien coordonné parce qu'on parle de travaux, mais ça restait des composantes séparées, les infrastructures communautaires et l'aspect de logement.	Secondaire
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E1	En fait, au début, je gérais les équipes qui faisaient la réparation et le renforcement de maison. Après un an, je suis devenu Project Coordinator. Le projet 16/6 a commencé plus avec l'approche réparation. Ça a pris beaucoup de temps pour arriver à la phase de construction de maison neuve et quand la phase de construction de maison neuve est arrivée là, je suis devenu Project Coordinator. Donc y avait plusieurs composantes et l'une des composantes qui était la construction de maisons, c'était moi qui m'en occupais.	Secondaire
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E3	Donc l'idée, c'était que nous, on arrivait et on proposait de bâtir rapidement des abris d'urgence. Et en fait, avec d'autres trucs, mais c'était ça l'idée de base, et on a obtenu des financements, et très rapidement, on a monté une grosse équipe. Et donc, on était parmi la plus grande, donc ça c'est 2010, on est devenu la plus grosse agence, ou l'une des plus grosses agences qui produisait des abris d'urgence pour Port-au-Prince principalement. [...] C'était une structure en bois, avec un toit en tôle, et nous on innovait en faisant la structure mieux bâtie, c'est un détail un peu technique peut-être, des poutres de 4 pouces par 4 pouces, versus ce que la majorité faisait, c'était du 2 par 4. Donc la structure, la raison qu'on faisait une structure plus solide, c'était par notre expérience passée, que les gens, une fois qu'ils commençaient à rebâtir leur maison, ils pouvaient prendre le matériel et l'intégrer dans leur maison.	Secondaire
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E3	Donc voilà, les maisons jaunes, c'est un grand projet, on a été les premiers à le faire, on a utilisé les techniques de Miyamoto, on a fait du crépissage, on a commencé à expliquer aux gens comment le crépit amenait une solidité accrue sur les maisons, donc il y avait une espèce d'éducation populaire qui se faisait tranquillement.	Secondaire
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E8	Le modèle d'intervention est le suivant : Prendre les quartiers, prendre les personnes des camps, les reloger dans leurs quartiers d'origine et de travailler avec les populations des quartiers. Non seulement les populations qui retournent dans leurs quartiers, mais la grande majorité des familles dans les quartiers étaient restées. Soit leur maison n'était pas détruite, soit ils ont fait un petit quelque chose dans le quartier. Et de faire des infrastructures communautaires pour rendre la vie meilleure, non seulement pour les habitants du quartier qui étaient restés, mais pour ceux qui allaient revenir. Donc c'est la raison pour laquelle, au lieu de l'appeler 6 camps, 16 quartiers, on a appelé le projet 16/6, 16 quartiers et 6 camps. Donc bien entendu, on pourra parler de ça plus tard, comment est-ce qu'on arrive pour déterminer quels sont les investissements qu'on va faire dans les quartiers.	Pertinent

Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E10	Alors, on est parti des besoins définis par les communautés. On a travaillé aussi avec UN-Habitat et UN-Habitat nous avait aidé justement à faire des diagnostics urbains. Donc, dans l'exercice de diagnostic urbain, ça nous a permis de montrer aux gens. Tu serais étonné jusqu'à quel point on a été. Beaucoup de ces personnes-là, c'est la première fois qu'ils voyaient une carte, donc mettre une carte sur la table qui leur explique où ils sont dans l'espace. Une fois qu'ils comprennent où ils sont dans l'espace. “Ah c'est ma maison”, “Ah c’est tel quartier”. Là de voir pour la première fois sur un plan avoir une image de leur quartier. Ben là, les plateformes communautaires qui étaient des représentants des communautés qui avaient été élus par les communautés, sont venus faire l'identification des besoins. Donc là, ils ont identifié. Une fois qu'ils ont identifié, on a développé des scénarios. Des scénarios en fonction du budget que nous avions parce que le budget n'était pas, tous les quartiers n’avaient le même budget. Parce qu'en fait, le problème c'est que lorsque le projet est défini, on avait un budget en main. Tu vois ? pour faire certaines choses mais la répartition n'était pas encore définie.	Pertinent
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E11	Moi, j'étais responsable du projet. Donc, il y a eu d’abord, avant l'implémentation, une première partie qui était des consultations communautaires et des planifications. Donc, on avait comme un canevas : nous allons former les comités de quartiers, nous allons faire ça... Il y avait tout un canevas qui avait été préparé avec des directives de ONU-Habitat et de l’UCLBP et que nous devions exécuter.	Pertinent
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E13A	Normalement, l'aspect reconstruction dans les quartiers d'origine 16/6 n'était pas seulement construire des maisons. Mais il y avait aussi une étude qui a été faite par les MTPTC. Là, on voit qu'il y avait des maisons qui étaient étiquetées jaunes et d'autres en rouge. Les maisons rouges devraient être complètement détruites et les maisons jaunes, on pouvait les réparer. C'est pourquoi dans le cadre du projet, on avait un fonds alloué aux rubriques réparation des maisons. Il y avait une quantité de maisons qui étaient réparées. Maintenant, pour les maisons en rouge, on devrait tout détruire. Par rapport à ça, on n'avait pas réellement assez d'argent pour reconstruire tous les quartiers, mais on avait cette idée-là de venir avec cette idée de copropriété.	Secondaire
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E13A	Bon, si je peux enchainer, dans le cadre des constructions des maisons ou bien la réhabilitation des quartiers, une première chose a été réalisée, il y avait le plan de prévention des risques. Le plan de prévention des risques, c'est des partenaires qui intervenaient à ce niveau-là pour faire des études. Des études normalement pour réaliser à quel niveau on peut intervenir dans ce quartier. Même dans l'espace où on avait construit les maisons, les blocs de maisons, des études ont été faites. Normalement les résultats ont été donnés pour voir à quel niveau on peut intervenir. Certainement, il y a des zones où on ne pouvait pas intervenir si on n'arrivait pas vraiment à faire une sorte de mitigation par rapport aux risques potentiels dans cette communauté-là.	Secondaire
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E4	Mwen te lan kan, yo te bay on afe de 20 mil goud pou moun kite kan kotow ye a pou retournen lan espas ou te ye a siw pral fe amenajman. Mwen menm li te banm 20 mil goud la, m te vin jwen on moun ki te vin dim men tel kote poum ale map jwen on shelter. Yo te vinn banm on shelter, mwen mete shelter a lan espas kote yo te fel pou mwen an apre se yon afè de pwosesis. M vinn al pase lan on lot pwosesis kote moun ki tap vann mwen tè a li aksepte al lan 16/6 li al siyen pou mwen. Poul di wi yo met konstwi pou mwen san pwoblem. Epi vreman vre yo vinn komanse avek konstwiksyon an pou mwen.	Pertinent
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E3	Entre temps, une autre parenthèse, c'est que le PNUD a fait une analyse des risques, donc une carte des risques, et il y avait des zones rouges, zones vertes, les mêmes choses. Donc les zones rouges qui étaient principalement dans le fond des ravines, ça on n'y allait pas. C'était un des principes que le gouvernement ne voulait pas qu'on fasse. Et dans les trucs jaunes, si on suivait un peu les recommandations, c'était un groupe français qui était venu faire ça, c'était un très bon travail. Je pense même au Québec, on n’a même pas ça. Donc c'était un très bon travail qui avait été fait, et on faisait principalement les zones jaunes. On privilégiait les zones vertes, mais si c'était dans une zone jaune et ce n'était pas trop dispendieux, mais on le faisait aussi.	Secondaire
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E9	Je ne vais pas dire qu'elle est mauvaise, mais je ne vais pas dire non plus qu'elle est bonne. [...] Mais sur des quartiers très denses, et je pense que c'est une approche, une réponse qui est valable, parce que si on se met à démolir tout, ce n'est pas très évident. Ce n'est pas très évident. Donc, je pense que c'est pour ça que je dis oui et non, c'est valable.	Secondaire
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E3	Donc les maisons jaunes étaient importantes, parce que ça nous permettait de vraiment comprendre la logistique, comment j'amène mes sacs de ciment dans le bidonville, comment je peux inclure la famille dans la reconstruction. S'ils participent, ils ne sont pas obligés de participer financièrement, parce qu'on ne voulait pas que ça soit juste un don qui reste à la maison, et que tout le monde fait tout. Donc si tu ne pouvais pas aider, tu devais payer deux ou trois sacs de ciment, un truc un peu symbolique, mais c'était ça un peu l'idée. Et ça, tous ces éléments-là qu'on a pris dans les maisons jaunes, avant dans les abris d'urgence, maisons jaunes, ça a servi à développer ce qu'allait devenir le 16/6.	Pertinent
Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E8	On avait fait des visites, on avait visité la Colombie, on avait visité plusieurs pays qui faisaient ce genre de développement. C’est de là que nous nous sommes inspirés et vraiment, on a pu réussir.	Pertinent

Méthodes opérationnelles et modalités d'intervention	E3	Miyamoto qui nous a donné un peu les outils. On a formé nos équipes de terrain, donc nous on embauchait des maçons, ce qu'on appelle des boss maçons dans chaque quartier et on leur donnait une formation et après ça, ils les allaient réparer. Donc, on a réparé des milliers et des milliers de maisons comme ça.	Pertinent
Sous-thème : Contraintes techniques, logistiques et sécuritaires			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Défis de logistique, de gestion et de coordination	E1	La reconstruction dans les quartiers informels comme ça, l'une des très grosses difficultés, c'est que la coordination et les aspects logistiques, il faut, il faut gérer de multiples équipes. Si on est une entreprise privée, en fait, il faut gérer de grandes équipes parce qu'on doit travailler sur beaucoup de petits sites en parallèle, donc on a quand même une large équipe gérer. En soit, la complexité de la construction, n'est pas très élevée mais la logistique qui est nécessaire à la gestion de beaucoup, beaucoup de sites avec un accès très difficile. La gestion des stocks, etc, etc, ça demande mine de rien une certaine maturité. Ça demande des entreprises d'un certain calibre. Or les entreprises de ce calibre-là ne souhaite pas travailler dans ces quartiers-là, c'est trop dangereux, les risques sont trop élevés et donc généralement les entreprises, si on va sur des appels d'offres, qui bidant sont des plus petites entreprises qui ont moins peur d'aller dans les quartiers, qui sont prêts à prendre plus de risques, mais qui du coup, ont aussi moins de maturité et de compétences pour gérer la complexité de ces projets-là. Et voilà, c'est comme ça que le marché répond.	Pertinent
Défis de logistique, de gestion et de coordination	E1	Quand on travaillait avec des entrepreneurs, ben nos appels d'offres étaient fructueux. On avait des entreprises qui soumissionnaient mais avec des capacités très faibles et donc il faut les supporter. Faut vraiment les appuyer. Faut vraiment être patient. Faut vraiment absorber ces risques là parce que certaines de ces entreprises vont échouer. Donc il faut vraiment créer plusieurs lots entre recruter beaucoup. Et ça veut dire nécessairement plus de travail de coordination du côté de l'UNOPS, on peut pas avoir un contrat avec un entrepreneur qui va tout gérer derrière. On va avoir beaucoup d'équipes donc il faut beaucoup d'ingénieurs. Il faut beaucoup de supervision. Il faut vraiment garder un œil très, très proche sur, sur l'aspect supervision des travaux. Au début, quand on faisait la réparation des maisons on faisait de l'implémentation directe. Donc là on, on recrutait nous-mêmes et on achetait les matériaux nous-mêmes. En fait, on faisait tout nous-mêmes, l'UNOPS, on achetait les matériaux en grande quantité que l'on faisait livrer dans des grands entrepôts. Ensuite, on créait des petits entrepôts sur place et on, on gérait toute la chaîne logistique nous-mêmes. On recrutait les boss maçons nous-mêmes. On travaillait avec ILO, le Bureau international du travail, le BIT en français, mais c'est ILO en anglais International Labor Organization qui s'occupait de faire la formation des boss maçons. On a essayé de recruter des gens avec certaines compétences, mais qui étaient formés en plus par ILO sur la construction sismique de maisons. Et là on faisait tout. Voilà, on recrutait nous-mêmes les gens. On avait un contrôle direct, donc on n'avait pas un entrepreneur entre les deux à gérer. Ça nous donne beaucoup plus de contrôle, mais ça veut dire que tout le risque est sur l'UNOPS. On gère tous les risques nous-même et ça veut dire aussi de très grosses équipes. [...] Ah donc ça c'est l'un des premiers challenges, très, très problématique en fait.	Pertinent
Défis de logistique, de gestion et de coordination	E1	Avoir tout ça dans un contrat, c'est prendre un risque, c'est admettre que l'UNOPS va faire ça et de partir du principe que l'UNOPS va faire du bon travail. Si l'UNOPS échoue, l'entrepreneur va perdre de l'argent et se retrouve en risque de perte financière qu'il ne maîtrise pas réellement. Ça, c'est un autre exemple de risque auquel il faut faire face. L'une des raisons principales, pour laquelle les entrepreneurs ne viennent pas nécessairement travailler dans les quartiers informels.	Déjà illustré
Défis de logistique, de gestion et de coordination	E3	Juste une autre parenthèse, c'est que nous dans le système des Nations Unies, pour donner des contrats à qui que ce soit, il faut que ce soit un système de compétitif. Les gens doivent soumettre un pro-format, une soumission, et après ça on choisit la soumission la plus basse, mais ça prend 3 mois, c'est impossible dans un quartier par là. Donc on a réussi, même à l'intérieur, on a innové, même dans mon agence, j'ai dû tellement travailler à trouver des moyens pour contourner toutes les règles, pour que je puisse embaucher mon boss maçon qui est dans le bidonville, qui n'a pas de compte de banque, qui n'a rien, qui n'a pas d'historique, qui n'a pas de CV, quoi que ce soit, mais comment je fais pour lui transférer de l'argent.	Pertinent
Défis de logistique, de gestion et de coordination	E4	Epi ehh, lot bagay m te konsevwa, m te we neg yo gen kontwol yo pat genyen, gen kontwol ki pat genyen lan materyo ki tap bay yo. Tankou siman kap met sou chantye, blok sab. Gen lot neg ki lan konstwiksyon yo ki retire siman depi lan wout. Se apre wap tande siman pa kont, epi res siman vini anko.	Déjà illustré
Contraintes de sécurité	E1	D'une part, la stabilité politique dans les quartiers est plus faible, donc c'est que ce sont des zones qui vont être bloquées très, très vite dès qu'il y a de l'instabilité, ce n'était pas nécessairement le cas. Il n'y avait pas de grande instabilité, ça n'a rien à voir avec 2018 et, et jusqu'à maintenant, donc on pouvait travailler. Mais y a quand même quand on rentre dans les quartiers informels, les accès sont beaucoup plus contrôlés donc il y a toujours un risque d'instabilité qui fait qu'on peut perdre accès au chantier. Deux, juste la gestion des stocks, la gestion des vols de... d'acier, de granulats etc., est très complexe. Nous, on a nos méthodes. Mais bon, ça implique de faire face à du vol et il faut savoir le gérer ces choses-là. Les grandes entreprises ont l'habitude de prendre possession d'un grand site barricadé et tout... Toute la gestion se fait en vase clos et c'est relativement facile. Même sur des petits sites hors de quartier informel, c'est facile d'assurer. La densité est telle quand on va dans les quartiers de Morne Hercule etc. qu'en fait, on n'a pas de ces grands espaces comme ça disponibles. Donc il y a tout un tas d'enjeux, de risques liés à la logistique.	Pertinent

Contraintes économiques	E1	L'un des problèmes qui a été un des casse-têtes dans ces quartiers, c'est qu'on n'avait pas l'argent pour tout réparer. Ça, ce n'était pas possible. Tout réparer, ça veut dire tout reconstruire et donc il fallait faire des choix. Et on a des petites maisons qui ne coûtent pas cher. Le problème, c'est que peu de gens qui habitent dedans. On a des grosses maisons, ça va coûter peut-être plus cher, mais on a aussi beaucoup de familles qui y habitent. Donc en fait, on avait une sorte de calcul qui nous disait, qui donnait l'impact réel de l'investissement.	Pertinent
Contraintes économiques	E6	Maintenant, comment déloger les gens si vous prenez la région de Jalousie, par exemple, la région de Canaan, et dans certaines villes de provinces qui ont toujours des bidonvilles, comment maintenant déplacer ces gens ? Ça va coûter beaucoup, beaucoup, beaucoup. Très cher. Maintenant, il faudrait trouver un espace différent. Il faut reconstruire les logements et permettre à ces gens-là de se reloger ailleurs. Dans cette difficulté-là, demander à une population bidonvillisée de laisser la région, sans pouvoir leur offrir des alternatives, ça va être extrêmement difficile [...] Après le 12 janvier, par exemple, le projet 16/6 a essayé justement cela. Il y a des bidonvilles, des maisons qui sont très mal construites. On essaie de consolider ce qui peut être consolidé, mais on n'a pas suffisamment de moyens pour couvrir toute la région. Certaines maisons vont être consolidées, des écoles vont être consolidées, mais l'ensemble de la population, la plupart des maisons construites ne seront pas vraiment renforcées, donc le problème va demeurer en entier. Je pense qu'il faut avoir beaucoup de moyens, à la fois pour déloger les gens, trouver un autre endroit pour construire, et si possible, conserver un petit peu l'allure de ces quartiers en conservant les maisons qui ont été bien construites et détruire les autres. Mais là encore, il faut avoir les moyens qu'il faut pour le faire. Parce qu'en Haïti, nous avons des budgets très faibles. Ce sont des projets qui coûtent très cher, et c'est surtout la communauté internationale qui finance ces projets. Ces projets sont là pour 4 ans, 5 ans, donc c'est l'agence qui décide, on a un budget donné. Avec ce budget, on fait ce qu'on peut. Une fois que l'argent est terminé, et l'argent passe plus souvent pour payer les experts et non pas vraiment pour construire. Donc une fois que ce budget est terminé, le problème reste pratiquement en entier.	Pertinent
Contraintes économiques	E10	Donc, ça nous a permis aussi de faire appel à des bureaux d'études internationales qui ont développé pour nous un système de structures. Par exemple, si tu vas à Morne Hercule ou à Morne Lazarre ou même à Fort national, tu vas voir qu'il y a une typologie de maisons qui ont été développés pour le projet 16/6 avec un système de structures, de fondations interconnectées qui permettent justement que, en cas d'un prochain tremblement de terre, tout doit travailler ensemble, tu vois ? Ça coûte beaucoup d'argent. Qui est capable de se payer ça ? Comment est-ce que le projet 16/6 est capable aussi de prendre des terrains et venir travailler sur la loi de la… non seulement de la propriété pour que les gens maintenant deviennent propriétaires dans un délai de combien de temps ? Et comment travailler sur la loi de la copropriété ? Vivre ensemble les uns par-dessus les autres avec, si tu veux des règlements de copropriétés, que ce soit la gestion de l'eau, la gestion des déchets, la gestion de l'électricité, etc.	Pertinent
Défis fonciers et complexité juridique	E10	Si je montre des photos de bidonvilles encore à Port-au-Prince. Tu as celui qui est sur un terrain de 100 m² qui ne lui appartient pas, mais il a construit sur 100 m² et plus bas t'as une autre personne, une autre famille qui a le même nombre d'enfants, le même nombre de personnes, mais qui au lieu d'être sur du 100 m² est sur du 10 m². [...] Quand tu lui dis "mais comment tu peux vivre sur du 10m carré" ? Il dit : "mais c'est chez moi". "Oui, mais est-ce que tu as les titres de propriété ? Non, tu n'as pas les titres de propriété. Ok, mais alors comment tu peux dire que c'est chez toi ?" "Ah, mais de toute façon, je suis là de passage". C'est ce qui moi m'avait choqué, c'est qu'ils étaient tous là de passage. C'était une transition qu'ils faisaient. Tu vois, c'étaient très souvent des gens qui sortaient de l'extérieur de la capitale, qui venaient dans la capitale, qui cherchaient de l'emploi. C'est pour ça que tous les bidonvilles se sont construits finalement autour des pôles d'emploi.	Pertinent
Défis fonciers et complexité juridique	E1	Donc y avait toute la thématique, toute la problématique des titres de propriété. Et alors là, il faut vraiment, parce que ça, c'était un vrai casse-tête, en particulier sur la construction neuve. [...] Je me souviens même plus exactement comment on faisait ce droit de jouissance pour la construction, pour la construction neuve, mais pendant la réparation, on allait beaucoup moins regarder dans la propriété réelle de ces terrains-là. Alors une mesure radicale pourrait être que ce sont des terrains, squattés à la base, je suis même pas sûr de la légalité au droit au titre du droit haïtien et de dire qu'on va dire à ces gens, il faut qu'ils déménagent parce qu'ils n'ont pas le droit d'être là. Ça c'est complètement irréaliste. C'est, humainement et éthiquement à mon avis très discutable aussi parce que ce sont des gens qui habitent là et qui avaient des maisons là depuis des années. Donc oui, allez intervenir dans ces quartiers là pour moi. C'est un, c'est une bonne idée parce que si on y va et qu'on essaie de résoudre et qu'on essaie d'améliorer, on essaye de faire du renforcement, pas juste de la reconstruction par exemple, pas juste de la réparation, mais de s'assurer que les maisons que l'on prépare en cas de, de prochaines, de prochain tremblement de terre ne vont pas s'effondrer.	Pertinent
Défis fonciers et complexité juridique	E2	Moi ça m'étonnerait beaucoup parce que d'une façon générale, en Haïti, les bidonvilles sont créés sur des espaces bien typés. Soit c'est des propriétaires à l'étranger, donc la propriété est squattée, soit c'est des conflits d'héritiers donc il n'y a pas de décision si tu veux collégial sur le bien puisque les héritiers sont en conflit, sinon en procès. C'est le cas de Morne Lazarre. Donc il y a peut-être un héritier qui ou 2 héritiers qui vendent chacun de leur côté ou qui afferme chacun de leur côté. En général, tu n'arrives pas à résoudre ces problèmes fonciers sans que le procès soit... C'est la famille, ça commence par un Z. C'est une famille paysanne donc qui était propriétaire de ces terres-là. Et il y a un énorme procès qui est sans fin depuis 30 ans. Le 3e type d'espace c'est des terres qui appartiennent à l'État ou des terres déclarés d'utilité publique.	Pertinent
Défis fonciers et complexité juridique	E2	Morne Lazarre, moi j'ai travaillé sur Morne Lazarre quand j'étais étudiante à la faculté d'Ethnologie. [...] Donc, il y avait un problème interne entre les héritiers et il y avait un problème entre les héritiers et la propriétaire de l'hôtel Villa Créole qui est juste de l'autre côté de la ravine. Donc, ça m'étonnerait qu'ils aient réussit à trouver une solution foncière et avec un minimum de légalité dans ce bouillon de culture.	Pertinent

Défis fonciers et complexité juridique	E3	Dans notre cas, on s'est assuré qu'on allait un peu plus loin parce qu'on avait même un juge à Pétion-Ville avec qui on avait développé une relation. On arrivait avec une dizaine de cas, il nous signait. Donc, on était en mesure de faire ça et c'est une protection. Encore une fois, ça c'était la première étape. On voulait aller un peu plus loin. Notre document d'origine qui nous servait à régler ce dossier-là pour les maisons individuelles nous a servi pour éventuellement ce qui allait devenir une histoire du condominium.	Pertinent
Défis fonciers et complexité juridique	E3	En tant que Nations Unies, même quand on donne un abri d'urgence, on s'assure qu'ils ne pourront jamais se faire mettre dehors par un propriétaire qui décide d'un jour de retrouver son terrain qui ne s'en est pas occupé depuis longtemps. Mais ça, c'est une pratique normale que dans tous les autres pays, on fait toujours. On s'assure que notre bénéficiaire ne pourra jamais se faire mettre à la porte quitte à aller chercher un document à la ville. Est-ce que tu te garantis ? C'est un gros débat entre des chefs des Nations Unies et un ministre. On veut donner une protection aux gens qui sont déplacés. Pouvez-vous nous aider ? Blablabla. Ça c'est un discours qui est normal, qui fait partie de l'aide humanitaire en général.	Pertinent
Défis fonciers et complexité juridique	E13A	Maintenant, tout allait bien, j'ai rencontré le comité qui m'a dit que tout allait bien. Tout simplement, les comités se plaignent qu'on devrait faire des suivis au niveau de la DGI afin que les propriétaires puissent avoir leur papier, c'est-à-dire leur titre de propriété. Ce qui n'a pas été fait jusqu'à présent. Ce suivi n'a pas été fait. Au niveau de la DGI, lors de la construction, on a rencontré la section domaine de la DGI pour discuter, pour prendre les informations, les exigences de la DGI, tout ça. Mais une fois la maison est construite, les gens sont là, il n'y a pas vraiment de suivi qui a été fait pour donner aux gens leur titre de propriété. Et c'est là un problème. Les gens n'ont pas de papiers. S'ils veulent normalement faire un prêt ou bien montrer qu'il a sa maison, ils ne peuvent pas. [...] Non, même la démarche n'a pas été aboutie. Il n'y avait pas de suivi qui a été fait vraiment. Le projet est terminé. Normalement, je ne sais pas, on devrait faire des suivis au niveau de la DGI. [...] Mais malheureusement, le suivi n'a pas été fait. Jusqu'à présent, je ne crois pas que ça a été fait. Je ne crois pas. Les gens ont une nouvelle maison, sans papiers.	Pertinent
Défis fonciers et complexité juridique	E14	Ou te gen dwa lan on kay la, ou pa pwopryete kay la, kay la kwaze pandan ou ladann lan. Konpani a vini li refe kay la nomalman, li refe kay la pou ou men e pa pou ou li ye vrè e pou mèt li li ye, paske e lokate ou ye, men ou gen on nonm de tan konpani an mande pou fè lan kay la paske ou te anfeme kay la kwaze men se pou ou privilèj ke yo voye w fè kay la. Men ou gwo nonm de tan pou w fè lan kay la. [...] De fwa gen mèt kay yo ki pa menm la menm, kay la kwaze moun lan pedi tout afè l, li pat menm la non, epi kounya la kon konpani an vini li fin fè kay la, li amenaje kay la, li fè kay la pou moun lan, epiw wè l parèt. Li metel deyò, epi w wè afème l ak yon lòt moun. Lè fini tou, yo pap operasyonel lan espas. Pa egzanp, si te a kote kay la kwaze a li pa yon tè ki gen papye oubyen ki legal, yo pap operasyonel ladann ou konprann ?	Pertinent
Défis fonciers et complexité juridique	E14	Non, se pa yo kay bay moun yo papye sa yo, non. Se moun yo, yo menm ki pwale lameri, se moun yo ki pwale lameri. Egalman pwojè a son pwojè ki… daye m kwè yo tou peye lameri, yo gon kòb, yo tou peye lameri pou otorizasyon. Paske de kew ap konstwi, fòk meri an ba ou sak rele, droit d'alignement, autorisation de construire. Qui veut dire, de concert ak meri an, se yon pwojè leta, yo gon kòb yon envestisman, yon kòb yo envesti yo bay pou otorizasyon, ou konprann ? Pou yo operasyonel lan zòn yo. Qui veut dire, kay sa yo aprè sa, se pwopryetè kay yo, mèt yo ki pwale lan lameri, mwen rete lan tèl espas, tèl kote, m gen 3 chanm a kouche, m gen twalèt, m gen salon, sal a manje, m vin pou m peye, yo soti on fichye pou ou, epi kounya la pou w peye. Men se pa konpani an ki bay papye. [...] Konsa tou genyen ki pa janm fè sa, ki pa janm gen papye.	Secondaire
Défis fonciers et complexité juridique	E14	Paske, m pwal di w yon bagay. Meri a answa, gon pakèt kay, meri a pap ba yo otorizasyon, li pap ba yo papye. Pa ekzanp, yon kay ki bati bo yon ravinn, meri a pap ba yo papye, men moun yo kom lan yon peyi tout bagay yo fèt a lanvè. Gen moun yo ki fè papye yo san meri a menm konn kote kay la ye.	Pertinent
Défis fonciers et complexité juridique	E1	Je sais qu'ayant parlé beaucoup avec Claude-André Nadon, lui était extrêmement fier aussi de l'aspect du travail qui a été, qui avait été fait sur l'aspect légal de donner un titre de propriété reconnu aux gens qui habitaient là, en particulier dans ces unités-là, un droit de jouissance qui pour la première fois, on sortait de l'informel et donnait une forme de formalité aux droits des gens qui habitaient là. C'est plus difficile pour moi d'en parler parce que je suivais pas. J'étais plus dans la partie très bon sur infrastructure brute et pas dans l'aspect légalité de la chose, mais ça peut valoir le coup de d'essayer de regarder parce que je pense qu'il y avait des innovations là-dessus.	Déjà illustré
Défis fonciers et complexité juridique	E9	Parce que comme je le dis, au niveau de ces quartiers, ça existe. Alors par exemple, au niveau du projet 16/6, une question aurait pu être pour moi : la reconstruction, elle s'est faite, mais est-ce qu'elle s'est faite sur des bases légales ? Est-ce que, comme ils ont détruit, ils ont fini de démolir des constructions qui étaient taguées rouges, ils ont récupéré les espaces, ils ont fait un recensement, et des gens qui habitaient sur cet espace, très bien, mais est-ce que ces gens avaient réellement des papiers ? Est-ce qu'ils ont formalisé ceci ? Parce qu'on sait très bien comment est l'occupation du sol foncier en Haïti. Dans ces quartiers, c'est ça la partie, la partie la plus lourde. C'est l'aspect foncier. Et il n'y a pas de papiers. Donc est-ce qu'ils ont reconstruit et formalisé eux-mêmes jusqu'à une certaine forme ou est-ce que ceci a été fait de manière aléatoire ? Ils ont fait le recensement, ils ont fait les listes des occupants sans papiers, occupants propriétaires avec papiers. Parce qu'il y a ceux qui sont en loyer en location, ceux qui sont soi-disant des propriétaires qui n'ont pas de papiers, ceux qui sont propriétaires qui ont des papiers. Comment est-ce qu'ils ont formalisé tout ceci ?	Secondaire
Friction entre logique d'action et réalités du contexte	E1	Après, quand on bougeait dans les autres quartiers, le problème c'est qu'on avait tendance, sans s'en rendre compte, à recruter des gens qui avaient été formés dans d'autres quartiers. En fait, c'était des boss d'autres quartiers qui venaient faire les travaux, ce qui générait de la tension dans les mêmes quartiers. Mais c'était plus facile pour aller plus vite parce que c'était des gens déjà formés.	Pertinent

Friction entre logique d'action et réalités du contexte	E1	Donc je me souviens juste qu'on avait beaucoup de casse-tête à définir la notion de justice. Parce que si sur une grande étendue. Il y avait une personne qui était plus riche, qui avait une plus grosse maison et pas nécessairement beaucoup de monde et que l'on donne une seule petite unité parce que c'est une seule personne, alors que c'était quand même quelqu'un qui avait plus à la base on avait vraiment des casse-têtes à trouver la façon la plus juste donc énormément de négociations avec les familles.	Pertinent
Friction entre logique d'action et réalités du contexte	E3	Donc on y allait étape par étape, mais le problème, c'était que les familles devaient accepter, il y avait beaucoup de familles qui ne voulaient pas, ils ne voulaient pas l'aide. Donc trouver des familles qui allaient accepter, qui voulaient participer au projet, c'était un truc. Donc c'est pour ça que ça devenait un peu éparpillé. On essayait de les regrouper, parce que pour nous, ça nous simplifiait la vie si on les regroupait tous en même temps. C'est pour ça que ce qu'on allait faire, on parlait comme des sites collectifs, de ce que je parlais plus tôt, Morne Hercule, on les privilégiait parce que moi j'avais juste un endroit à domper du ciment, envoyer mes équipes, et je bâtissais disons 30 maisons. Donc pour moi, ça simplifiait versus une maison par-là, une maison par là. Mais souvent on n'avait juste pas le choix, mais on faisait tout le quartier complet pour s'assurer qu'on n'oublie personne et que ce ne sont pas les gens qui sont plus proches de la route qui sont privilégiés, et celui qui est en bas dans la ravine ne l'est pas.	Pertinent
Friction entre logique d'action et réalités du contexte	E4	Gen moun ki pat pran, gen moun ki pat pran pa rapo a janl te ye a. [...] Gen moun ki pat aksepte paske lè yo di sonw chanm kay yap bay, yo di non yo pap aksepte. [...] Yo wel two piti, yo te twouve se two piti, fok o moin li ta plis.	Pertinent
Friction entre logique d'action et réalités du contexte	E7A	Mais tu peux arriver dans des quartiers comme ça, tu penses que tu as une bonne solution, qui est peut-être inspirée de codes nord-américains, etc. Parce que c'est peut-être la référence. Mais une fois que tu arrives là, tu secoues finalement les façons de faire.	Pertinent
Friction entre logique d'action et réalités du contexte	E1	D'une part d'identifier les maisons, c'est très important parce que très rapidement, les gens dans le quartier se rendent compte que la valeur de ce qui va leur être remis est considérablement plus élevée que ce qu'ils avaient avant, parce qu'on va construire quelque chose de considérablement mieux. Donc quand ça, ça a vite été compris, il fallait... Il fallait faire très attention de s'assurer qu'on allait construire pour les gens qui réellement était là.	Pertinent
Friction entre logique d'action et réalités du contexte	E1	Normalement, on doit donner l'opportunité à n'importe qui. Donc en fait, on va recruter la meilleure personne sans nécessairement pouvoir forcer un recrutement vraiment local du quartier. On peut le faire pour des boss maçons, etc., mais pour des positions un peu plus élevées de mobilisateurs communautaires, on n'a pas nécessaire. Mais bon, il arrivait souvent, il arrivait de temps en temps qu'on recrute quelqu'un du quartier. Tout de suite, nécessairement ça aide, parce que cette personne connaît et a déjà des liens existants et c'est acquis.	Pertinent
Friction entre logique d'action et réalités du contexte	E14	Platfòm nan te la pou l fè liyèzon ant konpani an e popilasyon. Pa kont, platfòm nan tou, menm moun ki te fòme platfòm nan, pandan yo finn fòme platfòm nan, yo kraze l ankò. Banm di w koman yo kraze l ankò. Lè pa egzanp, ou gen yon platfòm ki anndan pwojè a, ou vini, ou di platfòm nan, li la pou l gen zye sou tout sa kap fèt yo. Ok, pa gen pwoblèm. Se nou menm tou, ki pou siye, ki pou aksepte pwojè a, pou pwojè a efektif, pa gen pwoblèm. Kounya ou di ke manm platfòm lan pa gen dwa travay lan pwojè a. Manm platfòm nan, pa gen dwa travay nan pwojè a. Pandan ou di li pa gen dwa travay lan pwojè a, lap la wi, lap swiv tout sak ap fèt, men l paka travay pou l touche lan pwojè a. Ou menm ou pa di manm platfòm lan kisa ki vini pou li ke li dwa … chak mwa, men bagay… ki vle di platfòm lan se yon bagay volontè ki la, ki gen zye pou l gade bagay. Se konsa yo te fè l. Men nou menm, nou te di ke nou paka la, nou gen yon pwojè epi nou pa gen okenn defans, okenn rantre. Si nou pa gen antre kelkeswa moun lan lap travay selon kapasite l lan yon pwojè. Ou paka di l li pap travay, li pap ni gen yon apwentman, bagay. Nou te di ke epi kounya la se rezon ki fè mwen menm mwen di w mal travay kòm yon manèv lan yon chantye pou m kapab gen on rantre. [...] Non, non. Non, non, nou te chita, nou diskite avè yo, kounya yo vinn din ok, ok men koman sa ap fèt, men koman sa ap fèt.	Pertinent
Sous-thème : Innovation et outils développés			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Outils développés	E3	Fait qu'on a fait vraiment, on a pris toute notre expérience dans les bidonvilles, avec Maison Jaune, avec le truc, à savoir toutes les différentes situations qu'on peut retrouver, comment quelqu'un peut se retrouver, il n'y a pas de papier, il y a des papiers, mais ça date de 10 ans ou ça date de 5 ans, tous les scénarios, on les a tous mis ensemble dans un gros cahier, on l'a travaillé avec plusieurs personnes, avec une femme d'ONU Habitat qui était spécialisée en droits fonciers dans les quartiers populaires, et après ça, on a travaillé avec le bureau d'avocat, et bref, on est arrivé avec un espèce de document qui nous disait, si on fait ça, la personne peut avoir un type de propriété légale, et on l'a fait approuver par je ne sais pas qui, ça c'est Kéké qui l'a...	Pertinent
Outils développés	E3	[...] on avait une équipe de trois personnes qui maniaient le téléphone. Donc, on avait des grandes banderoles partout pour un stand de plaintes ou de questions. Fait que si vous avez des plaintes, appelez ça. Fait que moi, j'avais des gens qui appelaient tous les jours. On avait des centaines d'appels.	Pertinent

Outils développés	E3	Ah oui, un autre élément, tous les gens qui travaillaient sur nos maisons de reconstruction, nos boss maçons, étant donné qu'ils étaient avec nous pendant un long moment, le BIT a travaillé avec le ministère de l'Éducation à développer des outils formels de maçons, de tous les travailleurs de construction. Donc, ils ont développé un curriculum standard international qu'ils ont adapté pour Haïti. Donc, à partir de 16/6, le BIT a créé tout un système que si tu veux travailler en construction, tu fais une formation formelle chez le ministère de l'Éducation et c'est la meilleure formation qu'on ne peut pas trouver...	Déjà illustré
Outils développés	E8	On a même sorti un manuel, un guide de construction qui s'appelle APRAS, “Appran rebeti Ayiti Solid” parce que, comme tu sais, les maisons d'Haïti sont des petites maisons. Rez de chaussée +1.	Pertinent
Outils techniques et innovations méthodologiques	E3	On les a fournis tout le programme informatique qui allait aller dans les téléphones, qui était probablement l'élément le plus important, parce que c'était très complexe, il y avait toute une série de questions. Si tu répondais à telle affaire, tu allais à l'autre question, tout ça. À ce moment-là, c'était une des premières fois dans le monde qu'on utilisait un système comme ça d'aussi sophistiqué, et ce qui allait donner des cartes, des cartes très précises à haute résolution, de où est le dommage, et ainsi de suite. Et ça, ça permettait à toutes les autres agences de voir où est-ce qu'ils veulent travailler, et ainsi de suite.	Pertinent
Outils techniques et innovations méthodologiques	E3	le Kit Miyamoto qui est un top ingénieur, lui est d'origine japonaise mais qui a grandi en Californie et qui a accompagné le gouvernement à tous les niveaux et entre autres à développer le principe de comment évaluer un bâtiment dans le contexte haïtien, c'est-à-dire avec la façon qu'on construit en Haïti, qu'est-ce qu'on peut réparer, qu'est-ce qu'on ne peut pas réparer. Donc, son rôle est important parce qu'en temps normal, un ingénieur normal de structure serait venu, puis il aurait suggéré, ben non ça, il faut mettre ça rouge, il ne faut pas lire, tandis que lui est arrivé avec des principes innovants de réparation, ce qui était assez déterminant pour la reconstruction. Aussi par la suite et c'est devenu un peu la norme du gouvernement de construction pour l'avenir.	Pertinent
Outils techniques et innovations méthodologiques	E3	Chaque lot, dans ces quartiers-là, était différent. Il y avait des maisons de toute grandeur, et les maisons sont tellement collées l'une sur l'autre. Des fois, j'avais ici deux mètres, trois mètres, je n'avais jamais un beau carré, il y avait toujours des espèces de formes bizarres, des besoins différents, des angles, etc. Donc l'idée, c'était que je rentrais les chiffres, les données du terrain, et un peu le nombre d'étages, etc., et ça me donnait à la fin une série de calculs, combien de colonnes, la distance des colonnes, etc. C'était un truc vraiment pour simplifier, parce qu'on bâtissait, je ne sais pas moi, on avait des chantiers, peut-être 20-30 chantiers à la fois, un peu partout, éparpillés, donc il fallait avoir une façon rapide de créer des dessins techniques pour le Boss Maçon.	Pertinent
Outils techniques et innovations méthodologiques	E1	Alors la phase réparation brute, sans nécessairement renforcement, elle est documentée parce que c'était un modèle qui avait été créé par Miyamoto international. À la demande du... Enfin, ils avaient un contrat avec le Ministère des Travaux Publics et normalement, c'est de la documentation qui se trouve tous les types de réparation qui étaient donnés après. Comme on faisait de plus du CUSTOM ? Je pense pas que ce soit de la documentation, je pense que c'est. Je sais pas quelle est la notion de propriété sur tous les designs individuels de chaque maison, les types d'intervention. En fait, on entraînait les ingénieurs à reconnaître des types de typologie, des typologies de dégâts, des typologies de solutions à apporter mais ça n'a pas été documenté. Il n'y a pas un manuel qui a été construit.	Pertinent
Outils techniques et innovations méthodologiques	E1	[...]. Je ne vais peut-être pas pouvoir retrouver le plan, mais je vais pouvoir retrouver des cartes en particulier les cartes qu'on utilisait, c'était vraiment des cartes... Qui identifiait les, la stabilité des massifs rocheux, qui qui a regardé les, les risques de... Donc en gros, on avait des cartes qui nous disaient dans le bas des ravines. Ben non, parce que là il y a un risque de lié aux inondations en fonction des pentes et des types, ils avaient fait des études géotechniques pour voir les types de... J'ai plus les mots qui me viennent, plus ils viennent pas du tout en français et même en anglais ils me viennent plus du tout, mais en en en gros la stabilité des zones où les maisons étaient construites. Et donc on avait ce qu'on appelle des zones rouges, ce qui avait été démoli, on y touchait pas, voilà. Enfin on intervienne, on ne pouvait pas intervenir dans des zones dont on savait qu'elles sont exposées à des risques trop élevés. Et que on va pas reconstruire une maison si c'est pour qu'elle soit emportée par une inondation, s'il y a une grosse pluie ou que la stabilité de, de, de tout le massif risque de décrocher. Et on donc on avait ça, ça identifiait clairement des zones où on pouvait travailler.	Déjà illustré
Outils techniques et innovations méthodologiques	E3	Les ONG faisaient de la formation. Il y a des ONG qui faisaient juste de la formation avec cet outil-là qui avait été créé par UNOPS, Miyamoto et le MTPTC à l'époque. Et après ça, ça a été distribué partout, partout.	Déjà illustré
Outils développés par les autorités locales	E6	Bon, je crois que nous avons tout abordé. Même au niveau de la réponse, il y a des plans de contingence pour plusieurs départements. Et non seulement, on a abordé le problème des risques sismiques, mais nous avons étendu les études... Nous avons même été au-delà du risque sismique. Nous avons surtout abordé les aléas naturels, de manière générale parce que Haïti ? est un pays à risque cyclonique, à risque d’inondation. Nous avons 1 500 kilomètres de côtes, donc les failles sont sous la mer, il y a un problème de tsunami. Il y a un problème de mouvement de terrain ? avec 80% de pentes, donc il y a des risques de glissement de terrain. Nous avons des problèmes de sécheresse, nous avons des problèmes d'érosion, etc. Donc, il y a un programme qui a été établi pour faire l'inventaire des aléas naturels en Haïti ? après le 12 janvier. Effectivement, il y a un atlas qui existe, dans lequel tous les aléas majeurs ont été étudiés, ont été identifiés. Et pour les 10 départements géographiques, il y a un tableau qui montre quels sont les aléas les plus fréquents pour chaque département. C'est un outil qui devrait être utilisé par les délégations, par les mairies pour pouvoir aborder maintenant les aléas au niveau départemental.	Secondaire

Outils développés par les autorités locales	E6	Tout d'abord, une copie de la feuille de route qui a été préparée au départ avec les grands axes, les objectifs. Et deuxièmement, il y a un article que j'ai rédigé pour GRAN, je ne sais pas si vous connaissez GRAN. Le groupe de réflexion, c'est Samuel Pierre qui est responsable de ce groupe, qui a une revue. Donc, j'ai rédigé un article pour cette revue. Un article qui fait le bilan quelques années après. Pour dire que tout ce qui a été réalisé, et avant et après.	Secondaire
Outils développés par les autorités locales	E6	Tout d'abord, il y a eu l'élaboration d'un code national du bâtiment qui a été élaboré en 2012. C'est le CNBH 2012 qui a remplacé les codes en vigueur. C'est un code qui a été préparé pour la reconstruction en général, et également qui devait permettre aux gens de mieux construire, de mieux construire surtout parasismique. Mais malheureusement, ce code est là, il existe jusqu'à présent, il n'a pas été actualisé, mais il n'y a pas une loi qui permet de dire que cette loi est obligatoire. Il n'y a pas une loi pour sanctionner ce code, donc il est là. [...] Ensuite, les institutions qui sont autorisées maintenant à délivrer des permis de construire, ce sont les mairies. Vous savez que les mairies ne sont pas vraiment renforcées. Les mairies n'ont pas la compétence qu'il faut parce qu'il y a une section de génie municipal, il n'y a pas suffisamment de compétences pour analyser les plans qui ont été soumis à la mairie.	Secondaire
Sous-thème : Intégration multisectorielle et enjeux communautaires			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Enjeux communautaires et mobilisation des habitants	E1	La Communauté n'est pas contente pour une raison X ou Y et bloque l'accès. Tout de suite la réaction c'est on bloque l'accès parce que ça force UNOPS ou l'entrepreneur à venir discuter, à venir s'asseoir autour de la table. C'est parfaitement normal et c'est très intelligent en fait de tout de suite bloquer, c'est très facile. Parce que comme on travaille dans des petites rues, on peut facilement, la communauté peut facilement bloquer le l'avancée des travaux. Donc qui est responsable ? C'est toujours compliqué.	
Enjeux communautaires et mobilisation des habitants	E1	On essayait d'avoir de la diversité dans les élections. Essayait de s'assurer qu'il y ait donc en fait 50% de représentation des femmes par exemple, essayer de s'assurer qu'il y a des personnes plus âgées, mais aussi des plus jeunes. Donc créer une structure communautaire qui est aussi représentatif que possible. Mais c'est très difficile. Je me souviens plus exactement... même les élections et la façon dont on faisait ces élections, c'était très difficile.	
Enjeux communautaires et mobilisation des habitants	E11	Tout dépendait. Je peux dire un petit peu de la réceptivité, de l'accueil de la communauté. C'est ça qui est un enjeu extraordinaire quant au travail au niveau de planification communautaire avec des communautés dans un contexte où quand même l'Etat est absent, parce que si ça a pu se créer comme ça, c'est que l'Etat était absent. Mais ce qui m'a vraiment frappé, c'est que les personnes d'une manière générale étaient très réceptives, et quelle que soit l'amélioration qu'ils avaient, automatiquement eux-mêmes, ils ajoutaient. Par exemple, on faisait un banc ou un drainage, on retournait une semaine après, les personnes avaient peint. [...] Maintenant, est-ce parce qu'il y avait toujours quelque chose qui se faisait dans le quartier et que ça permettait…? Il y avait toujours de l'argent qui était dépensé parce que la population du quartier était payée pour pouvoir faire le travail. Quand on est passé à la phase d'implémentation, la grande majorité des travailleurs étaient des travailleurs du quartier. Maintenant, chaque groupe a implémenté d'une façon générale. Par exemple, l'UCLBP a beaucoup utilisé l'UNOPS. L'UNOPS est l'entité des Nations unies qui travaille au niveau des infrastructures. Donc, au premier niveau de main-d'œuvre, ils ont utilisé les habitants du quartier, mais ils sont aussi venus avec beaucoup de personnes du dehors. D'une manière générale, pendant qu'il y avait des travaux d'infrastructure qui se faisaient, il y avait davantage d'argent qui circulait au niveau de la communauté. Donc ils pouvaient eux-mêmes s'attacher davantage à embellir leur zone, leur maison.	
Enjeux communautaires et mobilisation des habitants	E11	Maintenant, le deuxième défi quand on travaille avec les communautés, on ne peut pas parler à cent mille personnes à la fois. Donc, il faut parler à un groupe mais il faut s'assurer que ce groupe-là est capable non seulement de retransmettre les informations au reste de la communauté, mais qu'aussi ce groupe est représentatif de la communauté. C'étaient également des personnes qui avaient une certaine autorité, qui étaient capables de dire aux personnes "Ok, voilà nous allons faire ça comme ça, à cause de ça" et qu'ils puissent être écoutés parce que leur opinion a de la valeur.	
Enjeux communautaires et mobilisation des habitants	E11	Quand on veut intervenir, d'abord, c'est identifier les bons interlocuteurs. Donc pour cela, il faut faire plusieurs visites, parler à différentes personnes et avoir des bons interlocuteurs. S'assurer qu'on choisit des hommes et des femmes. S'assurer également qu'on choisit des personnes qui ont différents parcours. Par exemple, on ne va pas prendre que des personnes qui travaillent au niveau de l'éducation. Donc pour moi, ce sont les points qui sont importants. Toujours, du moins c'est ce qu'on faisait, on avertissait toujours quand on venait. Ils ne savaient pas forcément à quelle heure, ils ne savaient pas qui, mais ils savaient qu'on venait et quand on avait pris l'habitude par exemple de passer chaque jour dans le quartier. C'est important parce qu'il y a les organisations qui vont, ils vont dans le lieu de rencontre, ils parlent aux personnes et ils s'en vont. C'est important de pouvoir rentrer dans le quartier et de voir par soi-même, comme ça on a une idée vraiment de ce qui marche. Après ça, il faut faire une cartographie. Une cartographie des ressources qui existent, une cartographie des écoles, cartographie des églises ainsi de suite et également des services. Alors, comment procédait-on après ? On procédait surtout au niveau de groupes de discussion et on pouvait faire un au niveau des services. Quels sont les services qui existent dans le quartier, quels sont les problèmes des services, etc. ? Un autre sur quelles sont les ressources du quartier ?	

Enjeux communautaires et mobilisation des habitants	E13A	Par exemple, qu'est-ce qu'on a fait ? Là où on n'arrive pas à construire des maisons, on fait la réparation. On fait la réparation des maisons jaunes. Une fois qu'on n'a pas vraiment l'opportunité, on discute avec les gens, on les explique. On a parlé, moi, et c'est suffisant. Et voilà, qu'est-ce qu'on fait ? On partage les informations avec eux. C'est vrai qu'il peut y avoir des tensions, des blocs, etc., mais on les donne toutes les informations. On est clair avec eux, on discute, on parle. Assez d'argent, voici ce qu'on peut faire.	
Enjeux communautaires et mobilisation des habitants	E13J	Ce que je voudrais ajouter, c'est que, comme E13A l'a dit tout à l'heure, c'était bien aussi le rôle des plateformes, puisque c'est un processus vraiment participatif où la population est informée de tout ce qui se fait dès le début. Ils connaissent aussi les critères de sélection des bénéficiaires des travaux qui seront exécutés. Donc, selon les critères, la personne elle-même peut voir si elle satisfait aux critères ou pas, et donner la priorité aux plus vulnérables.	
Approche intégrée dans la mise en oeuvre	E3	Donc je le mentionne parce que souvent, on voit la reconstruction comme un truc technique, et souvent, la technique, c'est la partie la plus facile, c'est tout le côté social, communautaire, etc., ou gouvernemental, etc., ça c'est le côté hyper compliqué	Pertinent
Approche intégrée dans la mise en oeuvre	E3	J'explique ça pour dire que lorsqu'on arrivait dans un bidonville, on avait des équipes qui travaillaient à tous les niveaux. On avait la Maison Jaune, l'eau, les trottoirs, les lampadaires solaires, et ainsi de suite. Donc, en plus de ça, c'est qu'on cartographiait maison par maison le quartier populaire.	Pertinent
Approche intégrée dans la mise en oeuvre	E3	En tout cas, c'est parallèle. Mais c'est tout ça pour dire qu'il fallait vraiment réfléchir 360 degrés pour arriver à faire ça. C'est-à-dire que ce n'était pas juste du logement. Non, c'était des millions d'affaires	Pertinent
Approche intégrée dans la mise en oeuvre	E8	Écoute, la partie ingénierie sociale était beaucoup plus complexe que la partie génie civil. Pour ce qui est génie civil, on sait faire ça. Par exemple, il y a un pont qui a été fait à Nerette. Il y a eu beaucoup de travaux, des parcelles. Par exemple, le quartier de Nerette et le quartier de Morne Lazarre sont contigus, mais séparés par une ravine. Une petite parcelle métallique, ça fait toute une différence. Là, on a fait tout ça.	Pertinent
Approche intégrée dans la mise en oeuvre	E10	[...] il fallait adresser la question de l'eau, il fallait adresser la question de l'assainissement, il fallait adresser la question des accès, il fallait adresser la question des logements, il fallait adresser la question de mise en place d'un comité de quartier.	Pertinent
Approche intégrée dans la mise en oeuvre	E10	Alors, on avait toujours de l'eau, de l'électricité, des logements, l'accessibilité et la gestion des déchets. C'étaient les 5 thématiques. Il y a une thématique qui revenait toujours, c'était le logement. On travaillait sur le logement dans chacun des quartiers, il fallait que les gens aient un exemple. Donc dans certains quartiers, on a fait 30, 40 maisons, dans d'autres on en a fait une dizaine. Y en a, on a fait une trentaine comme je disais le nombre de logements qui étaient construits était en fonction du nombre de terrains disponibles. Est-ce qu'on est sur des zones vertes ou oranges ou rouges. Dans les zones rouges, on ne pouvait pas intervenir, dans les zones oranges, ça coûtait beaucoup plus d'argent dans les zones vertes, on pouvait reconstruire. Tu vois ? Donc c'étaient plusieurs facteurs dont il fallait tenir compte.	Pertinent
Approche intégrée dans la mise en oeuvre	E8	L'idée, c'est de faire de façon à ce que le travail fonctionne puisqu'on n'a pas des moyens indéfinis. Donc, on doit venir avec des solutions, pas temporaires, non, mais des solutions à mi-parcours de la pérennité.	Pertinent
Thème IV : Urbanisme et planification territoriale			
Sous-thème : Stratégies d'interventions et représentation			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Représentations et formalisation des quartiers	E13J	Je voulais dire qu'on avait toute une équipe des mairies, déjà des agents de la protection civile, qui s'assurait de mener des visites de supervision avant qu'on accorde le montant. D'ailleurs, le montant n'était pas accordé directement à la famille. Elle ne recevait pas l'argent en cash. La famille choisissait une maison, nous donnait l'adresse, on allait visiter la maison pour s'assurer qu'elle répondait à certains critères. Et à ce moment-là, si la maison était acceptée, c'est au nom du propriétaire de la maison qu'on avait un contrat de bail qui était signé avec le propriétaire, et c'est le propriétaire même qui recouvrait l'argent. Maintenant, si le montant du loyer qui a été négocié était inférieur aux 20 000 gourdes qu'on accordait, la différence, bien sûr, était accordée à la famille bénéficiaire. Si aussi le montant du loyer était supérieur, la famille aussi savait que c'était elle qui devait ajouter le montant qui manquait. [...] Je sais qu'on a eu certaines personnes qui ont essayé de négocier avec le propriétaire pour récupérer de l'argent par la suite. Mais je ne pense pas non plus qu'on puisse prendre ça comme une généralité. Puisqu'en fait, on avait eu environ 1,5 million de personnes dans les camps et la majorité des camps étaient fermés par la méthode de la subvention au loyer. Donc, je me demande dans quel état on serait actuellement si toutes ces personnes étaient vraiment allées construire dans les zones informelles.	Pertinent

Représentations et formalisation des quartiers	E1	Alors là, le terme qu'on utilisait tout le temps, c'était quartier informel. Ça, c'est le terme. Honnêtement, je ne connais pas la distinction entre tous les différents termes que vous avez-vous avez ça me dépasse.	Secondaire
Représentations et formalisation des quartiers	E2	C'est numéro un, il n'y a pas de voie et réseaux. Donc il n'y a pas de rue, il n'y a pas d'eau, il n'y a pas d'électricité. Les maisons elles-mêmes sont sans sanitaires et c'est de l'habitat précaire. Ça veut dire que c'est des maisons qui sont vraiment extrêmement sommaires sans toilettes, sans même un fini je dirais de maison ordinaire.	Secondaire
Représentations et formalisation des quartiers	E2	Fort national c'est un quartier pauvre, mais ce n'est pas un bidonville. Donc, et, où les gens étaient capables de donner un apport, de contribuer à la réhabilitation du quartier. Il y a une structure sociale à Fort National. [...] Fort national déjà, c'est la partie historique de Port-au-Prince. Donc c'est une communauté qui s'est créée depuis le 19e siècle. C'est comme ce qui se passe là maintenant, au Canapé vert. Tu vois ? Le Canapé vert ... C'est un quartier qui est très anciennement colonisé, même si très anciennement c'est... pas à l'échelle européenne mais les gens sont là depuis plus de 50 ans, donc ce sont des familles qui sont là déjà à la 3e, 4e génération, tu vois ? Ce n'est pas par hasard que Canapé vert que tu peux considérer comme étant en partie un bidonville, en grande partie un bidonville, mais qui s'est constitué sur plus de 50 ans et sur pratiquement 3 générations sinon 4. Mon chauffeur est originaire de Canapé vert, mais c'est son père qui s'est installé là et il est déjà grand-père mon chauffeur. On est déjà sur un horizon de temps différent. Et maintenant autour de lui... Il a fait venir des... Son père a fait venir des cousins, etc. Donc on est vraiment dans une communauté d'implantation de plus de 50 ans, tandis que tu prends un truc comme Solino. C'est vraiment des populations complètement halogènes, donc il y a de la vie sociale mais ça n'a pas du tout la dimension... Il y a une vraie communauté au Canapé vert, il n'y en a pas à Solino. Ils réagissent complètement différemment par rapport à la pénétration des gangs.	Pertinent
Représentations et formalisation des quartiers	E2	Le CIAT a invité, c'était en 2011, je pense, quelque part en 2011. Le Président d'ONU-Habitat qui a été très impliqué dans beaucoup de choses et... dans la reconstruction. Le président d'ONU-Habitat c'était l'ancien Maire de Barcelone. Et comment dire, donc, on l'a fait venir. On a fait un tour de Port-au-Prince avec lui. On a fait deux transects. Un transect nord-sud, un transect Est-Ouest, pour qu'il puisse voir depuis la mer jusqu'au contrefort de Pétionville. Et... on avait organisé pour lui une grande conférence à Fokal. Donc on avait vraiment un amphithéâtre qui était plein. Il y avait plein d'architectes, toutes sortes de gens impliqués dans la reconstruction. Le CIAT a publié cette conférence. Et donc lui, il dit, c'était le centre de sa présentation : "On ne reconstruit pas une ville à sa périphérie. On l'a reconstruit en son centre." Et au moment des questions, moi je lui ai dit : "Mais écoutez Monsieur Clos, ONU-Habitat a fait l'inverse et les bailleurs de fonds ont suivi." Ça veut dire que c'est complètement idéologique... Ça veut dire que les autres ce sont des bourgeois. Ils ont du fric qui vont se débrouiller tout seul. Nous, on va travailler dans les bidonvilles où sont les malheureux qui ont été impactés par le tremblement de terre. Il a reconnu que c'était une erreur grave.	Pertinent
Représentations et formalisation des quartiers	E5	Bon, il y a des études qui ont été faites qui montrent que le fait que ça ne soit pas formel fait que les gens, ils ont un actif qu'ils ne peuvent pas, entre guillemets, formellement, échanger. Mais dans la réalité, comme je vous dis, s'ils veulent vendre, ils trouvent un acheteur malgré tout. Donc, en fait, je dirais que c'est un point de vue, je dirais, du camp formel, du camp de la formalisation. Parce que malgré tout, ils achètent, ils vendent, etc. [...] Mais il faudrait qu'à un certain moment, que l'État vienne mettre de l'ordre dans tout ça. Moi, je pense que ça parait être un travail titanesque mais avec les nouvelles technologies, on pourrait y arriver en moins de temps qu'on le ferait avec des... [...] Le problème, c'est que bon, il y a tellement d'urgence dans ce pays-là, ceux qui doivent décider, ils se disent probablement que ce n'est pas une priorité. Mais tout est prioritaire dans la réalité.	Pertinent
Représentations et formalisation des quartiers	E7G	Alors, je ne sais pas si on n'est pas revenu sur la définition des bidonvilles. Est-ce que c'étaient vraiment des bidonvilles ? Est-ce qu'on peut toujours... Il faudrait peut-être définir ce que c'est un bidonville. Parce que, si c'est l'absence d'infrastructure, Port-au-Prince, c'est un bidonville. Bon, il y en a si peu en termes d'infrastructure que... Donc, pour moi, ce sont des quartiers modestes, très peu gérés, pour ne pas dire pas gérés du tout mais est-ce que ce sont vraiment des bidonvilles ? Souvent, ce sont des constructions solides, en béton, avec même des toits en béton et tout ça. Donc, ce n'est pas l'époque des shacks avec des murs en tôle. Ça existe aussi, mais ce n'est pas tous les quartiers qui sont comme ça	
Représentations et formalisation des quartiers	E7A	Ce que tu soulignes est très important. Une grande partie de ma thèse était de remettre en question les représentations qu'on a par rapport aux cités, bidonvilles en Haïti et ailleurs, dans le fond. Moi, j'ai appelé ça des quartiers « auto-urbanisés ». C'est auto, ce sont auto. Ce n'est pas nécessairement illégal ni informel parce qu'encore une fois, formel, informel, il y a tellement de nuances de gris. Ce n'est pas nécessairement partout des Cité Soleil, où les gens marchent dans des égouts. Il y a des quartiers qui sont auto-urbanisés, qui sont aussi bien que Delmas, disons. Moi, j'étais incapable de faire la différence, comme étrangère, ou des trucs comme ça. Donc, il va falloir effectivement que tu définisses ce que tu veux dire par ces quartiers-là. Même si on appelle ça, en Haïti, ils ont toutes sortes de noms : bidonvilles..	

Représentations et formalisation des quartiers	E7G	Oui, oui, dans le langage courant, les gens disent les bidonvilles comme ça. Je pense qu'à notre niveau, au niveau universitaire, il faut peut-être poser le problème.	
Représentations et formalisation des quartiers	E7A	Quand on parle, par exemple, de solutions individuelles... Disons Canaan qui est une solution collective au final parce qu'il y a une agrégation dans le fond. C'est une solution individuelle, d'une certaine façon. Un État donné, entre guillemets, laisser-aller, en sachant ou en ne sachant pas, on ne sait pas encore. Mais une terre, ça ouvre la porte à aller individuellement prendre votre terre et auto-construire votre affaire. Mais au final, la nature a finalement horreur du vide. Les gens ont fini par créer du collectif. Parce que tu ne peux pas vivre de façon individuelle, sans ton voisin, sans penser à urbaniser d'une certaine façon, parce que tu as besoin de drainage, tu as besoin d'un minimum de collectif pour vivre comme il faut. Donc, dans le fond, individuel est peut-être une utopie, parce que naturellement, ça va se transformer en quelque chose de collectif. Ça va se transformer en quelque chose de collectif.	
Représentations et formalisation des quartiers	E7A	Ce qui est intéressant aussi, puis peut-être que ta recherche ne va peut-être pas trouver ça ni rien mais, si on revient à l'idée que ce sont des quartiers auto-construits. Donc, les terres probablement n'appartiennent pas officiellement aux propriétaires. Ils ont pris les terres. [...] Exactement. Ils ont pris la terre à qui ? À l'État ? Ils ont pris les terres à... Il y a toutes sortes de modalités. Des fois, ce sont des terres d'anciens présidents en exil, d'anciens morts ou des terres de gens privés. On sait qu'ils volent des terres. Donc, une fois que l'État intervient dans ces quartiers-là, c'est comme qu'ils légalisent d'une certaine façon.	
Représentations et formalisation des quartiers	E7A	Hernando de Soto, il est très critiqué maintenant, mais il a fait un bestseller à l'époque. C'était « Rang du capitole ». Sa philosophie, c'est que si tout est informel, tout n'est pas comme le capital que les gens, les investissements, leur habitat, etc., que s'il n'est pas dans l'économie formelle, c'est du capital mort. On ne peut pas s'en servir comme équité pour aller chercher un prêt. Donc, de légaliser, etc., c'est une façon de sortir le capital mort, de l'amener dans l'économie formelle.	
Représentations et formalisation des quartiers	E7G	D'ailleurs, il y a des gens qui ont aussi mentionné l'autre côté de la médaille qu'on ne voit pas, ce sont les spéculateurs. Tu as des spéculateurs dans ces quartiers, des gens extrêmement riches mais qui n'existent pas dans le système. Ils ne payent pas de taxes, ils n'existent pas. Pourtant, ils sont propriétaires. Parce que souvent, les gens ne sont pas... Ils sont très souvent locataires dans ces quartiers bidonvilles, ou autrement. Ce sont des locataires. Donc, tu as des grands propriétaires, en réalité dans ces quartiers-là qui possèdent plusieurs maisons, et qui font beaucoup d'argent. Donc, c'est un aspect important.	
Représentations et formalisation des quartiers	E7A	Ce qui aurait été intéressant de savoir, ça aussi, il va y avoir des limites, mais quand on parle justement de régularisation des titres, ce qui a été, en théorie, ce qui a été démontré parfois dans les quartiers très pauvres, par exemple, c'est que ce n'est pas nécessairement bénéfique parce que les gens justement très pauvres vont avoir tendance à vendre. Ils vont vendre parce que... [...] Oui, de la jalousie. Puis ça se gentrifie, ça devient des quartiers qui sont plus cossus, moins pauvres, alors que des quartiers pauvres, il y a un besoin. On se demande pourquoi, justement, il y a des endroits où les gens vont vivre dans la misère, dans les égouts, mais parce qu'hélas, il y a ce besoin. Ça répond à un besoin, soit transitoire, ou le fait que les gens sont plus proches de la ville pour avoir un emploi, ou carrément... Je t'avais parlé du prix Nobel, je ne t'ai pas envoyé le livre... mais en tout cas, la logique des pauvres, les pauvres n'ont pas tous la même logique que tout le monde, c'est-à-dire que tu leur donnes, par exemple, des moustiquaires. Pour eux, c'est plus important de marier leur fille, qu'ils s'en servent comme voile, que de se protéger contre la malaria. Donc, ils ont des logiques où ils vont investir de l'argent dans l'éducation de leurs enfants plutôt que dans leur logement, ils font des choix.	
Représentations et formalisation des quartiers	E7G	Ce qui n'est pas vrai parce que de toute façon, il faut payer des taxes, justement. C'est justement ça. Justement, tu as des gens qui veulent rester dans l'informel, parce que justement, ils ne veulent pas payer de taxes. Ou bien, ils auraient préféré ne pas payer de taxes. Mais ce que je veux dire, c'est que dans un État fonctionnel, tu rentres dans la formalité, tu paies les taxes, etc. Mais je trouve que sa question est assez épineuse, parce que tu pourrais même envisager que, en fait, le bénéfice c'est peut-être pour celui qui regarde. Le bénéfice, c'est peut-être pour la société formelle de dire : « Bon, il n'y a plus de pauvres chez moi. » Ça me donne du... Comment dit-on ça ? Je suis plus à l'aise avec moi-même, en tant que société, de dire, voilà comment je traite ma population. [...] C'est peut-être bien pour le confort moral de la société. Est-ce que c'est un bénéfice pour... Je n'oserais pas répondre, je ne sais pas.	

Représentations et formalisation des quartiers	E7G	Mais, si je reviens à comment tu as posé la question... Haïti fonctionne, comme tu l'as dit tout à l'heure, de façon complètement privée; chacun fait ce qu'il a à faire, se débrouille d'une façon ou d'une autre. Si tu mets un système économique en place, et que les gens ont accès à l'argent, à de l'argent, ils vont faire ce qu'il faut. Ce sera peut-être dans un chaos extraordinaire, mais encore une fois, est-ce que ce n'est pas nous qui appelons ça un chaos ? Est-ce que ce n'est pas une vision du monde ? Et c'est pourquoi je dirais que je n'ose pas répondre à la question que tu as posée tout à l'heure. [...] Nous ne pouvons pas nous empêcher d'avoir une vision, allons dire, carrément occidentale. Nous avons une vision occidentale. Nous sommes formés par l'Occident, on est formatés pour ça. Je ne sais pas si toi, tu as vécu des choses, même plus que moi en Haïti. C'est-à-dire, si les gens avaient les moyens, ils se seraient organisés d'une façon ou d'une autre. À Canaan, ils ont tracé des routes, ils ont fait des trucs. Donc, ils ont même prétendu avoir touché à l'aspect collectif. Ils n'ont pas construit que leurs maisons. [...] Donc, c'est pourquoi, encore une fois, pour moi, on revient toujours à la politique. Parce que je crois qu'en fait, comme dans tout, l'économie, c'est le nerf de la guerre. Donc, rien ne se fait sans argent. Donc, s'il y avait vraiment de l'argent, non seulement les gens feraient ce qu'il faut, mais là encore, la politique viendrait pour gérer cet argent. Parce que tu n'aurais pas pu ne pas le faire non plus. Donc, je ne saurais être en faveur d'une reconstruction par les individus. Non, dans ma tête, ce n'est pas envisageable. Mais la réalité, c'est que c'est ça. La réalité, c'est ce qui se fait au jour le jour, tous les jours, 2010-20..., ça fait 15 ans.	
Représentations et formalisation des quartiers	E8	Les quartiers ne sont pas plus isolés que ça. Ces quartiers sont parmi nous. [...] Oui, parce que tout ça, ça fait un tout, hein. C'est pas comme le pays développé où il y a vraiment une claire démarcation entre les quartiers formels et les quartiers informels. Les quartiers formels et les informels, ils s'entremêlent entre eux. Des fois, pour les chemins découpés, pour dévier les blocus, le trafic, on passe dans un quartier informel, où on avait fait la route etc., on passe en plein milieu. Donc, c'est comme ça. [...] Port-au-Prince, c'est une ville qui est bien urbanisée, mais pour une population qui ne dépasse pas les 200, 300 000 personnes. Là, à Port-au-Prince, facilement, on a 4 millions de personnes à Port-au-Prince.	
Représentations et formalisation des quartiers	E9	Bon, je vais répondre d'abord sur un fait. Des quartiers précaires, oui, ce sont des quartiers précaires, mais je pose la question à savoir que pratiquement la majorité des quartiers en Haïti sont précaires, qu'ils soient occupés par des personnes à plus forts moyens économiques ou à moins forts moyens économiques. Pourquoi je dis ça ? C'est que vous pouvez prendre un quartier en haut de Thomassin, ou haut de Turgeau, ou haut de Pacot, etc. Là où il y a une population aisée qui construit sur de grandes surfaces, le quartier peut être considéré précaire en termes de service. Ça veut dire qu'il faudrait bien situer le mot précaire, parce que cette précarité au niveau des services, elle est quelque part partout sur Port-au-Prince : précarité au niveau des services énergétiques, au niveau des services en eau, des services en ramassage d'ordures, etc. Donc cette précarité, il faut cibler avant de dire tout simplement un quartier précaire. Un quartier informel, je préfère un peu plus, parce qu'effectivement, il y a une certaine forme d'informalité au niveau de l'occupation. Pas de tracé, pas de bâti, et parfois un bâti sans architecte, sans respect des normes de construction, etc. Donc je dirais beaucoup plus quartier informel qu'uniquement quartier précaire, ou situer le mot précaire.	
Représentations et formalisation des quartiers	E9	C'est pour ça que je dis « j'aime pas » quand on me dit « précaire ». Oui, ils sont précaires, mais j'aime donner la comparaison qu'un quartier précaire... Mais écoute, moi, j'habite Delmas et la DINEPA ne me donne pas de l'eau. Donc, je suis précaire en termes d'eau. Excuse-moi, je sais passer une semaine ou deux semaines sans électricité même si je suis connectée au réseau de ville. Donc, il y a une certaine précarité. Le camion d'ordures ne passe pas devant chez moi. J'ai un ramassage d'ordures qui est privé. Donc il y a une forme de précarité. Oui, c'est un quartier qui est correct, parce que j'ai une rue qui fait 5 mètres de large, et toutes les maisons sont du même standing, mais à l'arrière de chez moi, c'est déjà "le bidonville", comme on l'appelle. Donc, c'est quoi ? Il faut savoir gérer, il faut savoir mettre un peu de fierté là où elle n'existe pas, c'est ça pour moi.	
Représentations et formalisation des quartiers	E10	Finalement, ils venaient, de ce qu'on appelle des bidonvilles, tu sais. C'est quoi un bidonville ? Très souvent en Haïti, c'est la ravine et aux abords de la ravine, c'est là où les gens se sont installés. C'est là où il y a eu le plus de dégâts dans la capitale. Et quand tu parles aux gens, tu réalises que même au niveau du bidonville, il y a des strates. Les plus pauvres sont près de la ravine et plus tu montes vers la rue, c'est différentes capacités financières, c'est différents niveaux d'éducation, c'est pas les mêmes couches sociales. Là on n'est même pas 60 mètres de dénivellation, tu vois, mais celui qui est près de la rue, il regarde celui du bas avec ses préjugés. Tu sais. Donc je pense que ce qui est intéressant, c'est de voir que le projet 16/6 non seulement cherchait à résoudre des problèmes, mais par exemple dans mon cas m'a permis de comprendre un petit peu la complexité du tissu social haïtien. Parce que comme je te dis, tu avais des artistes. Il y a des quartiers où on est rentré à Jalousie, par exemple. Moi j'ai été dans des quartiers ce qu'on appelait des bidonvilles où 90% de mes amis Haïtiens n'auraient jamais été parce qu'ils ne voyaient que l'aspect négatif alors que les bidonvilles sont à la limite de chez eux, ils ne sont jamais entrés dans un bidonville. Et quand tu rentres dans un endroit comme Jalousie que tu connais probablement, c'est un bidonville qui est aux abords de Pétion-Ville. Quand tu rentres. Bon, c'était le grand bidonville. Aujourd'hui, c'est même le plus grand bidonville de Port-au-Prince. Mais quand tu rentrais à Jalousie tu tombais sur des artistes, des gens qui étaient connus, tu tombais sur des ingénieurs, des professeurs, des agents de sécurité, tu avais tout. Tu avais tout le monde avec une structure qui fonctionnait, donc c'était un organisme vivant, tu vois ? Bidonville, ce qui est intéressent comme je t'ai dit c'est la représentation de la société qu'on est (...)	

Représentations et formalisation des quartiers	E10	Le problème, c'est que c'est construit sur des terres qui ne sont pas des terres stables et en plus d'une construction qui n'est pas de qualité. [...] Une fois que c'est construit avec les moyens du bord, en plus de ça, on fait un trou. [...] Si tu as une latrine là sur un terrain qui n'est pas stable sans fondation. Quand ça secoue, qu'est-ce que tu penses qui va arriver ? Ça se casse la gueule, ça s'effondre. Ah Ben voilà, c'est aussi simple que ça et c'est ce qui est arrivé. C'est que la majorité des gens qui se sont retrouvés dans les camps venaient de ces endroits-là. Donc, quand on commence à travailler, avec Morne Lazarre, Morne Hercule, Nérette ou Bois patate, tous ces quartiers, l'élément commun, c'est la ravine. Ils sont tous en train d'habiter le long des ravines. Donc le projet 16/ 6, lorsqu'il commence, cherche à identifier ces gens, les ramener dans leur quartier d'origine et la majorité d'entre eux reviennent dans les mêmes quartiers d'où ils venaient.	
Représentations et formalisation des quartiers	E10	Moi, ce qui m'a fait rire, ce que je disais tout à l'heure, mon anecdote. C'est que j'entre dans des quartiers et puis les gens me disaient : "Non, non. Oui, c'est mon quartier mais moi je suis là de passage". Ah ouais ? Puis je lui dis, mais "depi kilè ou la ?" et puis il se tourne, il dit à sa femme : "Depi ki ane nou la ?" puis la femme qui lui dit : "Ki laj ti tonton sa ? Ah misye gen 10 an. Ok ! Ah sa fè 10 an nou la sou tè a". T'es de passage ça fait 10 ans ! Tes enfants sont nés là, tu sais ! Donc, c'est comme je dis, le volet psychologique là-dedans qui était terrible. Une prise de conscience autant chez les habitants du quartier que chez nous, tu sais. [...] Oui, oui parce que beaucoup de gens qui sont dans la région métropolitaine, sont en général, des gens qui viennent de Hinche, qui viennent de Port-de-Paix, etc... Qui en général... Beaucoup d'entre eux viennent dans la région métropolitaine parce qu'ils sont venus chercher un acte de naissance aux archives nationales. Où sont les archives nationales ? À Port-Au-Prince. Il est venu parce que tu vois les besoins en service étaient tellement centralisés que beaucoup de personnes venaient sur Port-au-Prince à la recherche de ces services, à la recherche d'emploi et finalement ils sont restés dans la capitale. C'est beaucoup ! La majorité des gens dans les bidonvilles, dans les quartiers défavorisés ne viennent pas de Port-au-Prince.	
Représentations et formalisation des quartiers	E12	Puis, on a fait un projet pour le maire de Port-au-Prince. Lui ce qu'il voulait, c'est de développer une politique d'habitation sociale à Port-au-Prince pour essayer de contrecarrer les bidonvilles (qui était une opération mafieuse en fait). La plupart du temps, les gens haut placés récupèrent des terrains qui appartiennent à l'État, et puis créent un bidonville. Donc, c'était vraiment une opération spéculative. Le maire de l'époque lui, voulait développer dans sa ville, justement une politique d'habitations sociales. Il s'est basé beaucoup sur le modèle des coopératives qu'on a aussi au Québec.	
Représentations et formalisation des quartiers	E13J	Je dirais que c'est une sécurité sur la durée. Parce que la famille qui vit là pour l'instant, après quelques années, les petits-enfants voudront avoir un document légal. Ils ne sauront pas forcément comment ça s'était déroulé à l'époque, etc. Ils doivent être enregistrés quelque part. Puis aussi, il faut qu'on apprenne aux citoyens haïtiens ses devoirs envers l'État. Il faut qu'ils puissent payer aussi à la DGI. Il ne s'agit pas seulement de recevoir de l'État, mais il faut aussi accomplir ses devoirs envers l'État. [...] Non, ça ne serait pas de leur dire qu'ils vont devoir payer des taxes, mais que ça leur garantit une sécurité. Parce qu'à chaque fois que vous payez, vous avez un reçu de la DGI aussi, qui garantit que vous êtes bien l'occupant officiel de cette parcelle de terrain. À l'autre bout, c'est la garantie que vous avez. Il y en a aussi sur d'autres espaces qui savent tellement bien que ça peut les aider, qu'ils s'arrangent, même si c'est en contrebande de payer à la mairie une taxe quelconque, de façon à avoir un reçu d'une autorité quelconque. Parce qu'ils savent que ça pourrait les aider à se défendre en cas de litige. Ils connaissent l'importance de ce genre de papiers.	
Représentations et formalisation des quartiers	E13A	Exactement. C'est-à-dire, quelqu'un est là, on vient, on lui donne une maison toute neuve et puis ça s'arrête là. Mais non, il va devoir payer l'État. Il faut un suivi pour ça. Il devrait y avoir un suivi, tout un suivi pour ça. Puis, on ne peut pas tourner, marcher avec la maison dans la poche. Les papiers, normalement les titres, c'est quelque chose d'important pour la famille, pour les propriétaires.	
Représentations et formalisation des quartiers	E1	D'autre part, c'étaient des quartiers anciens, c'était pas ça, ça n'a rien à voir avec si on visite un quartier comme camp Corail, qui sont des quartiers très récents, où là il y a... Le quartier n'a pas eu le temps de se formaliser et de se durcifier. Je sais pas si c'est un mot qui veut dire quelque chose ? Ah donc ces camps-là sont très différents. Les quartiers, comme morne Hercule, morne Lazarre etc. existaient depuis longtemps, et la, l'habitat était quand même en bloc solide, et donc les dégâts étaient. Évident, mais on reconstruisait beaucoup de choses. En bloc	
Représentations et formalisation des quartiers	E3	Un, de vraiment bien comprendre ce qui se passe dans les bidonvilles, comprendre un peu la dynamique dans les différentes parties de Port-au-Prince, comprendre les besoins, et un peu préparer le terrain pour la suite. Donc pour nous, ça a été immensément important. Les travailleurs communautaires venaient, créaient des rapports, et ça nous permettait vraiment d'avoir une perspective que personne d'autre n'avait. Souvent, les ONG ou les autres agences des Nations Unies focalisaient sur un bidonville ou une petite région, souvent la moins difficile, tandis que nous, on sentait qu'on avait la responsabilité d'aller où personne ne voulait aller, dans les coins dangereux. Et c'est ce qu'on a fait.	
Réhabilitation vs relocalisation	E1	Incontestablement. L'idée de délocaliser ... Au cours de toute ma carrière, j'ai vu très, très peu de projets de délocalisation, de relocalisation fonctionner d'une part. Donc j'ai un biais personnel négatif sur déjà les chances de réussir à relocaliser toute une population qui a un tissu social existant, qui a des modes de fonctionnement et de modes de vie qui fonctionnent, et espérer relocaliser ça comme ça, c'est extrêmement difficile. Et d'autre part, une autre des façons dont je vois les choses, c'est que les gens habitent dans ces quartiers-là, ils y sont, et il est à mon avis un petit peu utopique que de penser. Enlever le problème et le pousser ailleurs.	

Réhabilitation vs relocalisation	E2	Ce n'est pas une stratégie, ce n'est pas une stratégie d'investir d'abord dans les bidonvilles. Déjà tu renforces un esprit très, très local. Tu vois ? Où les gens ne se sentent pas comme faisant partie de la ville. Puisque pour aller en ville, tu passes dans des sentiers, dans des trucs. Moi, je ne sais pas comment les gens font la nuit pour rentrer chez eux quand ils sont sortis pour aller travailler ou je ne sais pas quoi. C'est complètement casse gueule, un type qui se casse une jambe, à Jalousie. Je ne sais pas comment on fait pour l'évacuer pour l'amener à l'hôpital. Donc tu crées des communautés isolées, pauvres, qui ne sont pas intégrées à une vie urbaine.	
Réhabilitation vs relocalisation	E4	Ehh. Pwoje kotem te ye se achte m te achte tè a. Mwen te lan on lot katye avwazinant, pa two lwen. Se just on janbe selman m te vinn achte tè a poum k pase la. Kotem te ye lot bo a te kwaze e nou pat deside ret lotbo anko, nou pat deside rekonstwi anko.	
Réhabilitation vs relocalisation	E5	En fait, c'était aussi l'occasion de structurer ces quartiers parce que les accès n'étaient pas... les accès étaient mauvais et il n'y avait pas de route ou bien c'était des petits chemins assez dangereux. Donc ça a donné l'occasion de faire des opérations. Parce que dans la réalité, ce qu'il faut avoir en tête, c'est que Port-au-Prince, c'est un bon deux tiers de la population qui vit dans ces quartiers-là. Même quand en termes de superficie, c'est pas deux tiers, mais c'est quand même la grosse majorité qui habite ces quartiers. Comme je vous dis, ça a permis d'améliorer le quotidien des gens en termes d'accès, à la fois d'accès, mais aussi pour l'eau potable et les espaces publics, etc.	
Réhabilitation vs relocalisation	E7G	Écoute... Moi, ce n'est pas un sujet sur lequel j'ai trop réfléchi, mais ma tendance serait de dire « oui ». La table rase, définitivement « non ». . Donc, ce qui m'amène à dire que, oui, pourquoi pas être... Donc, je ne sais pas, ce n'est pas quelque chose à laquelle j'ai réfléchi, réfléchir à d'autres alternatives, est-ce qu'il y a d'autres alternatives. Mais... [...] Oui, mais ça dépend des quartiers. D'après moi, ça dépend des conditions. Et tout à l'heure, on parlait... Tu as mentionné Cité Soleil, par exemple. Je crois que, justement, le contexte physique compte énormément, il compte pour beaucoup. Cité Soleil, en fait, c'est une plantation, c'est carrément dans un marais. Donc, les conditions de Cité Soleil sont pratiquement dictées par le lieu, le fameux « genius loci ». Un autre projet sera dicté par la topographie. Tu as des quartiers qui sont dans des pentes assez importantes, ce qui fait que, par exemple, ce sont des quartiers qui sont complètement piétonniers. Les voitures n'y accèdent pas. Il se pose le problème de l'incendie. Encore une fois, quel quartier de Port-au-Prince peut encore bénéficier du service d'incendie ? Très peu	
Réhabilitation vs relocalisation	E8	Le problème, c'est que, quand on parle de familles défavorisées, on aurait pu faire de la copropriété, des villages, des communautés à partir de zéro. Mais, pour les personnes vulnérables dans cet état-là, c'est très difficile de les enlever de la zone où ils ont leur livelihood et de les emmener quelque part d'autre. C'est vraiment, vraiment, vraiment difficile à réaliser. Donc, c'est la raison pour laquelle il fallait les retourner dans leur quartier d'origine et venir avec des montants pour investir dans le quartier et les garder dans leur quartier.	
Réhabilitation vs relocalisation	E9	Maintenant, par rapport au concept de reprendre les gens et de les replacer dans les quartiers, je pense que, comme tu as dit, il s'agissait de plusieurs quartiers. Effectivement, j'ai visité Villarosa, j'ai visité Fort National... Il y a eu différents quartiers dans lesquels on a eu ce genre d'approche, parce que les déplacés étaient partout. Je pense que c'était la meilleure formule si, moyennant que les personnes qui étaient déplacées et qui occupaient les espaces publics, venaient de ce même quartier. J'insiste là-dessus ! C'est que, par exemple, le quartier de Canaan, il a été créé justement comme quartier post-séisme, proposition de reconstruction, mais avec des gens qui occupaient, qui n'habitaient pas la zone. C'étaient des personnes qui occupaient les terrains de golf, du pub américain, des gens qui occupaient les terrains de Accra, des déplacés sur d'autres sites, qui ont été pris et qui ont été amenés à Canaan, moyennant qu'ils étaient d'accord. Donc, ce sont des personnes de toute part que l'on regroupe sur un même lieu, et personnes qui n'ont pas forcément de connaissance. Il n'y a pas de liens sociaux entre les gens, et on recrée un vaste quartier avec des personnes qui ne se connaissent pas du tout, et qui n'ont aucun lien. Et donc le tissu, il est complètement déchiré, et donc le tissu social, et donc il faut retisser des liens, réapprendre à vivre avec des personnes que l'on ne connaissait pas, donc ce n'est pas toujours évident. Donc, je pense que, quand on a cette réponse, il faut bien cibler la population, et essayer de voir si la population qui est recasée, je prends le cas de Morne Hercule, ou de Nérette, et ce sont des personnes de cette zone, ceux qui étaient le Bas Canapé vert, Villa Rosa, etc., et est-ce qu'ils sont de la zone, et ainsi de suite. Donc c'est ça mon point par rapport à cette question. [...] Imagine que je te mets dans un village, imagine que je mets dans ce même village 60 % de personnes déplacées versus 40 % qui sont dans la zone et 60 % qui ne se connaissent pas du tout mais qui arrivent. Et donc quelque part, le déséquilibre il est logique, il est normal puisqu'on doit apprendre à se connaître, on doit apprendre à tisser des liens et à se respecter. Culturellement, on fonctionne de manière différente. Donc ça crée un déséquilibre et ce déséquilibre, il se voit à niveau local, à niveau de quartier mais il peut se voir à niveau régional, il peut se voir à niveau d'un pays. [...] C'est par rapport au pourcentage, c'est par rapport au pourcentage de personnes déplacées dans un quartier, c'est ça que je vois. Si le pourcentage il est plus élevé que la population résidente, ça crée automatiquement un déséquilibre.	
Réhabilitation vs relocalisation	E9	Ça me paraît tout à fait correct et moyennant, ça me paraît tout à fait correct surtout que moi, j'ai visité particulièrement les quartiers de Morne Lazarre et de Nerette, là où je pense qu'il y a eu un résultat en termes d'amélioration des conditions de qualité de vie. Je pense et je crois que c'est quelque part une forme de réussite, oui.	

Réhabilitation vs relocalisation	E10	Mais maintenant quand tu viens, quand tu interviens pour les ramener, tu dois les ramener en leur donnant des conditions de vie meilleure. Mais quand tu penses au nombre de personnes qui devaient revenir, on ne pouvait pas tout refaire. Ils n'avaient pas le droit de terrain, ils n'avaient pas la capacité de construire, ils n'avaient pas appris l'habitude, ils ne savaient pas comment construire. Donc il fallait éduquer les gens, il fallait que les gens apprennent à comprendre ce qu'était qu'un bon bloc. C'était quoi de faire ce qu'on appelle le chaînage ?	
Réhabilitation vs relocalisation	E10	Donc, c'est facile de dire de prendre les gens, de les amener à l'extérieur. À l'extérieur, qu'est-ce qu'ils ont ? Est-ce qu'ils ont de l'emploi ? Est-ce qu'ils ont des services ? Est-ce qu'ils ont le temps ? parce que le temps aussi est un facteur. Les gens n'ont pas le temps d'attendre. Je suis en train de dire aux gars, je te jure. Il y a des endroits où les gens sont retournés avant même que le projet de 16/6 arrive. Il y a des gens qui sont retournés dans leur quartier. Ils ont eux-mêmes commencé à reconstruire. Reconstruire de la mauvaise façon et nous on arrive, on leur dit : “Chef saw ap fè an la li pa bon”. Misye dim dirèk “M dako men kote poum ale ? Nap fenmen kan mwen mpa gen kote lot poum ale, bon sam pral fè a pitit mwen yo ?”.	
Réhabilitation vs relocalisation	E10	Donc maintenant, moi les gens qui critiquent le projet 16/6 qui dit oui, on aurait dû profiter pour amener les gens à l’extérieur. Ben, tu sais quoi ? On y a pensé à ça. Il y a eu d'autres projets qui ont été mis sur pied pour ça parce qu'il fallait faire les choses parallèlement. Mais quand tu prends quelqu'un, tu l’emmènes à Montrouis parce qu’il y a des terrains à Montrouis. Il faut les amener sur des terrains qui appartiennent à l'État. Mais une fois que je les amène à Montrouis, il faut mettre un hôpital à Montrouis, il faut mettre une église à Montrouis, il faut mettre un supermarché à Montrouis, il faut leur apporter de l'eau à Montrouis. Pourtant, on est le long de la mer, oui mais il y a de l'eau mais c'est de l'eau saline, de l'eau saline n'est pas… tu comprends ? C'est très complexe, la critique est facile.	
Réhabilitation vs relocalisation	E11	Au départ la première réaction avant que je n’aie à visiter les quartiers, j’aurais pu dire : “On ne peut pas investir là, on devrait aller faire ailleurs”. Il y a eu plusieurs projets où on a fait des constructions ailleurs justement avec l'argent de la construction. Il y a Zoranje, il y a plusieurs qui ont été faits sur la route qui mène à Malpasse. Beaucoup de ces endroits-là sont restés pratiquement inhabités. Je prends que ça soit Morne Lazarre, Morne Hercule, Turgeau, Canapé vert etc., ce sont des poches informelles qui se sont construites au fur et à mesure et développées par elles-mêmes, sans aucune aide du gouvernement. Maintenant, il y a une des choses qu’assez souvent moi je dis, tout le monde n'aura forcément la même opinion que moi, mais à part le centre-ville de Port-au-Prince... ou je prends au niveau de la Grand'Anse, le centre-ville de Jérémie jusqu'à peut-être Bordes, ça a été des quartiers non planifiés. Après tout, ce sont des bidonvilles, ce sont des quartiers informels, même si les propriétés sont très grandes et les maisons sont très grandes, parce qu'il n'y a pas eu d'infrastructures comme dans tous les pays où on amène l'infrastructure et après on construit. Donc si on prend que ça soit dans le quartier où il y a des personnes défavorisées qui habitent ou là où il y a des personnes qui ont davantage de moyens financiers, c'est la même réalité ; il n’y a eu aucune planification et les personnes se sont installées. Quand on regarde pour eux, le plus facile, c'était ça. L'accès au travail est très facile, l'accès aux écoles est très facile. Donc maintenant, il n'y a pas d'autres espaces dans la ville. Est-ce qu'il ne vaut pas mieux améliorer ça que d'aller dire : “Ok, on prend l'argent pour construire ailleurs ?” Maintenant, il ne faut pas oublier que tout de suite après le tremblement de terre, il y eu Canaan qui a été construit. Qu'est-ce qui s'est passé ? Beaucoup de personnes qui ont perdu leur logement, vu que c'était difficile pour eux de trouver un autre logement, et vu qu'il y avait eu un décret du président Préval, je crois, déclarant ça d'utilité publique, les personnes se sont dit : “Ah, on peut avoir un terrain gratuitement, donc allons-y.” Donc, beaucoup de personnes au départ sont partis à Canaan vu qu'ils pouvaient avoir un terrain gratuitement. Ils se sont installés et puis, au fur et à mesure, eux-mêmes, ils ont décidé de comment ils allaient construire. Ce n'est que peut-être cinq ans après qu'ils aient commencé à construire que le gouvernement s'est intéressé à la zone et qu'il a eu un projet pour mettre un peu plus d'infrastructures. Donc, moi je dis que le problème est complexe, il n’y a pas une solution ou une autre. Mais ce que je réalise, c'est que d'une façon générale, il y a beaucoup de personnes au niveau de Turgeau, au niveau du Canapé Vert, au niveau de ces quartiers informels, qui ont perdu la maison qu'ils habitaient. La maison qu'ils habitaient était le plus souvent une pièce ou deux pièces qu'ils louaient à quelqu'un. Le peu d’efforts de reconstruction qui a été fait, ça leur a permis de pouvoir continuer à rester, de pouvoir avoir leurs enfants qui vont dans une école qui est relativement près et continuer à vivre et à fonctionner. Maintenant avec la situation actuelle qui se passe en Haïti, les données peuvent avoir changé, mais je pense que ça a été le meilleur choix d'avoir investi dans ces quartiers pour leur permettre d'avoir un peu plus d'infrastructures.	
Réhabilitation vs relocalisation	E13J	A moins qu'on aurait de nouveaux plans de développement pour les régions concernées. Je pense que réhabiliter les quartiers avant de faire revenir les gens qui habitaient, c'est une bonne chose. Parce que les gens ont déjà développé des habitudes de vie. Dans la plupart de ces quartiers que les gens ont abandonnés. Ce sont des gens qui habitaient depuis plus de 30 ans dans certains cas. Donc la question c'est que dans la majorité des quartiers en Haïti, l'État intervient toujours après le développement de la zone. C'est la population elle-même qui décide de s'installer à un endroit sans planification urbaine, etc. Donc il y a toujours de gros travaux à faire. Donc avant de pouvoir faciliter le retour de ces personnes, ce serait vraiment de refaire le schéma de ces zones-là, d'avoir des voies d'accès plus larges, d'avoir tous les services, assainissement etc., installé avant de pouvoir... peut-être pas tout le monde, ça va dépendre de la façon dont on décidera de reconstruire. Si c'est des bâtiments en hauteur qui peuvent prendre le même nombre de personnes, très bien. Mais sinon ce n'est pas une mauvaise idée de permettre aux gens de revenir. Parce que comme je l'ai dit, même s'il y a beaucoup de familles à Port-au-Prince actuellement qui viennent des provinces. Mais il y en a qui sont là depuis plus de 30 ans, qui n'ont jamais connu d'autres endroits et c'est toute une culture, c'est toute une habitude de vie. Par exemple moi je suis de Carrefour feuille, j'habite à Pétion-Ville depuis 2010 après le tremblement terre mais dans ma tête je suis toujours le carrefour feuille. Quand je parle de carrefour feuille c'est chez moi, tu comprends. Donc les gens de Carrefour feuille se retrouvent entre eux, ils ont une même habitude de vie. Ils ont des références particulières pour leur zone donc ce n'est pas une mauvaise chose.	

Sous-thème : Organisation spatiale et morphologie urbaine			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Intervention en tissu dense	E9	Pour moi, un des enjeux majeurs, c'est, par exemple, de pouvoir doter le quartier justement de services et, à partir de ces services, octroyer, d'augmenter sensiblement la qualité de vie des habitants du quartier et qu'ils le ressentent eux-mêmes. [...] Enfin, tu es originaire d'Haïti, là, on est vraiment sur le haut de collines qui n'a pas de route en soi d'accès. La mobilité est difficile, l'accès est difficile. Déjà, pouvoir doter le quartier d'accès, d'accès si non voiturable, mais d'accès piétons correct, c'est un plus. Maintenant, une fois qu'on arrive à créer les accès, on peut créer un minimum ou organiser les services. Je l'ai vu justement à Morne Hercule, dans ces quartiers, et Morne Hercule, Morne Lazarre et Nérette.	
Intervention en tissu dense	E3	Mais dans la plupart des bidonvilles ou quartiers populaires, ils existent déjà depuis toujours. Donc, on peut pas refaire la trame. Par contre, on avait des urbanistes avec nous et on a essayé différents trucs pour voir comment on peut améliorer.	
Intervention en tissu dense	E3	On a commencé à innover avec ça. On se disait qu'il y a des endroits tellement serrés, tellement denses qu'on a besoin d'un peu d'espace public. Donc, il y a des maisons. Si vous nous donnez un petit bout de terrain, on va vous bâtir un deuxième étage. On va vous bâtir plus grand. On va vous faire vraiment un truc de réparation. Au lieu de faire un truc de réparation très simple, on va vous le faire de façon très, très bien. Et le petit bout de terrain devenait un espace public. Donc, on mettait un banc. On faisait un espace un peu plus beau. Et la première fois qu'on a fait ça de façon plus... Donc, ça, c'était des exemples. Et ça, ça nous a donné un peu les idées pour faire des sites collectifs.	
Intervention en tissu dense	E11	Au niveau de l'accès à l'eau, il n'y a pas moyen de donner l'accès à l'eau à toutes ces maisons. Donc, on planifie à avoir des points d'eau et les personnes doivent aller chercher de l'eau. Par contre, au niveau de toutes les maisons, il y a moyen de récolter l'eau de pluie, donc l'eau de pluie qui ne va pas servir pour la boisson mais qui va servir pour la lessive, pour nettoyage. [...] Disons que, pour l'accès à l'eau, il y a deux aspects. Un, faire passer des tuyaux, ça va coûter énormément parce qu'il faut écraser tout ce qui est là et refaire. Maintenant, il ne faut pas oublier que les maisons sont très proches l'une de l'autre. Donc, la quantité de connexion maintenant qu'il va falloir faire. Donc, déjà faire cet aspect-là est très compliqué, compliqué et difficile. Un des plus gros problèmes n'était pas forcément l'accès à l'eau, mais c'était plutôt l'eau usée. Beaucoup de maisons n'avaient pas de latrine ou de toilettes. Maintenant, quoi faire des matières fécales ? Ça c'était un grave problème, surtout qu'il y a eu le choléra tout de suite après.	
Intervention en tissu dense	E11	Au niveau de la latrinisation ou construire des toilettes, il y a eu beaucoup de soucis et beaucoup de problèmes parce que directement la DINEPA, qui est l'organisme de l'Etat responsable de ça, n'a pas voulu qu'on construise des toilettes parce qu'ils disaient que pour eux une toilette est une partie intégrante d'une maison, une organisation ne peut pas venir pour construire uniquement des toilettes. Donc pendant longtemps, personne ne savait quoi faire par rapport à ça. Aucune ONG non plus ne voulait, ni ne pouvait intervenir par rapport à cette donnée-là. Au niveau par contre des écoles, il y a eu beaucoup de constructions de toilettes, de points d'eau. Mais au niveau directement des maisons, d'une manière générale, il n'y avait pas moyen de faire une toilette.	
Intervention en tissu dense	E11	Voilà, disons qu'il y a certains accès qui ont été améliorés de manière à ce qu'une voiture puisse arriver, mais la voiture arrive à un certain point et le reste se fait à pied. Donc on peut dire que c'était un petit peu ça au niveau de la planification. De voir sur une carte... Voici ce qu'il y a, voici le bâti qui existe, à partir du bâti qui existe voici ce que nous allons faire, voici comment nous allons le transformer, il faut prévoir un accès, maintenant… Ça a été de la reconstruction mais il ne faut pas oublier que ça n'a pas été de la reconstruction sur un terrain entièrement vide. Donc, il y a des structures qu'on ne pouvait pas enlever entièrement, donc il a fallu faire plus ou moins avec. Il y avait un terrain où les enfants se réunissaient pour jouer au football. Donc, on a amélioré le terrain de manière à ce que ça puisse se faire. Le terrain était plutôt bas, donc tous les accès étaient du haut vers le bas. Donc améliorer pour que, même quand il pleut, l'eau ne stagne pas là, travailler au niveau du drainage etc. C'était à cinq minutes de marche d'une route voiturable ou 10 minutes de marche d'une route voiturable. Donc, ce n'était pas nécessaire d'avoir obligatoirement un accès voiture sur le terrain.	
Intervention en tissu dense	E3	C'est-à-dire que la façon que ça fonctionnait, c'est qu'encore une fois, la famille avait 100 mètres. Il dit, 100 mètres, ce n'est juste pas possible. Personne ne va jamais te donner de l'argent pour que tu rebâtisses. Elle dit, ok. Par contre, si tu me donnes 50 mètres, je te rebâtis un super beau deux étages, mais le troisième étage, tu vas le vendre à quelqu'un. Donc, c'est un peu comme ça, la réorganisation qu'on a faite. Donc, le 50 mètres que j'ai obtenus, j'ai pu donner plus de maisons à des gens qui avaient des maisons, des terrains vraiment petits, mais j'ai fait des sites, des endroits publics, un endroit public pour mettre la tour d'eau qu'on parlait d'avant, pour mettre des bains, pour mettre des plantes.	
Contraintes spatiales et densification	E5	Certains projets, en fait, au 16/6, ils ont fait du trois niveaux. Alors, rez-de-chaussée, deux étages. Dans (...) aussi, ils ont fait du trois niveaux. Alors, le problème, c'est qu'au-delà du trois niveaux, c'est un petit peu exténuant d'avoir à monter les escaliers, mais il y a quand même certains avantages quand ces projets-là sont faits et sur des terrains accidentés. Ça permet, au lieu de rentrer par le bas, on rentre à mi-hauteur. Donc, ça permet d'avoir accès. On pourrait aller à quatre niveaux. En fait, si on rentre à mi-hauteur de la construction, et je pense que dans certains cas, ils n'ont pas été à quatre niveaux, ils ont fait du trois niveaux, mais ça permet effectivement d'éviter de l'étalement. [...] Voilà. Les escaliers, moi, quand je regarde les standards nord-américains, quand on va dans un petit condominium aux USA, les escaliers ne sont pas généreux. A la fois en termes de largeur et hauteur de marche, chez nous, on a tendance à aller au-delà d'un mètre. Alors qu'on pourrait descendre à 90, ça ferait aussi gagner des mètres carrés et du matériau.	

Contraintes spatiales et densification	E7G	On parle de problèmes de logements et tout ça, et puis on va aller chercher des terres, mais à l'intérieur même du Port-au-Prince, tu devrais pouvoir au moins multiplier par deux ou trois la capacité de logement à l'intérieur. Tu prends ces quartiers, et je pense à des quartiers précis, comme près du cimetière, en montant vers l'est, tu as des quartiers comme ça qui pourraient être améliorés comme ça. En fait, je n'ai pas répondu à la question, mais pour moi, c'est une évidence. La structure, numéro un. Il faut que ce soit une structure correctement pensée, qu'elle soit dans un matériau ou un autre. La question structurelle est primordiale. Tu as parlé de la question de possibilité d'agrandissement, ou même de sous-location. La multiplicité d'usages qu'on peut faire. Et puis j'ai parlé justement de l'étude des modes de vie.	
Contraintes spatiales et densification	E9	Il faut construire davantage en hauteur. Certes, ceci a un coût, parce qu'il faut respecter automatiquement tout ce qui est normes sismiques, et ça s'acquiert avec un coût supplémentaire. Mais je pense que la demande d'un logement est forte, le déficit de logement actuellement, il est très fort et il faut arriver à combler ceci. Moi, je crois qu'il faut qu'on arrête cette peur de construire en hauteur. Il y a toujours la réponse « l'Haïtien ne sait pas vivre en hauteur », « l'Haïtien a besoin de sa cuisine à charbon. » Quand l'Haïtien se déplace et qu'il migre, que ce soit en Europe, aux États-Unis ou au Canada, je vois qu'il s'adapte très bien quand il loge au 4e niveau et qu'il a une cuisinière à gaz, et qu'il arrive à apprendre à la cuisiner. Ceci n'empêche pas que, s'ils ont un petit balcon, ils fassent leur barbecue sur le charbon en pensant à leur vie, leur mode de vie en Haïti. Mais je pense qu'il faut donner des réponses sur plus d'étages. La République dominicaine le fait, et ils sont aussi sismiques que nous.	
Contraintes spatiales et densification	E10	Mais il y avait des limites de hauteur parce que comme je te dis l'étude de… On avait fait des études d'impact environnemental, mais une étude d'impact de risque. Je ne sais pas quoi... qui nous avait indiqué justement la capacité portante du terrain. Il y avait une hauteur qu'on ne pouvait pas. Il y avait une densité qu'on ne pouvait pas augmenter etc. Donc, tout ça avait été calculé. Ce n'est pas venu comme ça. On veut faire du un étage, deux étages, trois étages, non. On aurait peut-être voulu, même monter à 3 étages. Dans certains cas, on a du 3 dans d'autres cas, on a du 2 et c'est un tenant compte de tous ces éléments-là, oui.	
Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins	E10	Le quartier A n'avait pas la même population que le quartier B. Le quartier A n'avait pas la même superficie que le quartier B. Le quartier A avait plus d'avantage en eau parce qu'il était près d'un réseau de la DINEPA. Alors que le quartier B n'avait pas de réseau de la DINEPA, tu vois ? Donc, en fonction de toute cette collecte d'informations. Par rapport à tous ces choix qui avaient été faits par les communautés, on leur a dit vos choix, c'est comme une liste de priorités. On va partir de cette liste de priorité et ils nous ont dit ok, la priorité numéro un, c'est ça. Donc, dans les scénarios, la priorité numéro 1 sera toujours là dans le scénario 1, 2, 3, 4. Il y aura la priorité 1. Ensuite, on donne un scénario où tu as l'élément 3, 4, 5. Le scénario 2, tu vois, il y avait toujours un facteur qui revenait tout le temps et c'était basé sur non seulement les besoins, les priorités, mais aussi la disponibilité budgétaire et la capacité technique que nous avions d'intervenir ou pas.	
Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins	E10	Alors, dans un quartier, les gens accueillent le bambou. Dans d'autres quartiers, on te dit "Ah non, sa se bagay vodou". Dans d'autres quartiers, on te dit "Sa se bagay moun pov". Tu ne peux pas avoir un modèle. Je dois adapter aux besoins de chacun de ces quartiers, de chacun de ces choix et comme je le dis, il ne faut pas oublier que beaucoup des choix au niveau des espaces qui ont été créés, venaient d'une grille luxuriante qui a été développée pour chacun des quartiers. On a fait des études de sol, donc les fondations n'étaient pas nécessairement les mêmes. Tu vois d'un quartier à l'autre. Dans certains quartiers, on avait des semelles filantes, dans d'autres on n'avait pas de semelles filantes, tu vois ? Et donc, on a été obligé d'adapter en fonction de ça, le côté technique et aussi le travail de réflexion qui a été fait avec des gens dans les quartiers. Ils n'étaient pas tous d'accord avec une typologie. Non, les gens voulaient avoir leur identité. Et je vais te dire, en faisant les premiers logements, on a appris certaines choses sur la mise en œuvre, sur l'exécution, sur… y avait des choses qui devaient être améliorées, donc ça a été aussi amélioré. Il y a des choses qu'on faisait qu'on a plus fait. Tu vois ? Il y a des choses qu'on n'avait pas fait qu'on a pu faire.	
Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins	E11	Donc, moi, j'avais les équipes qui allaient sur le terrain. J'allais également sur le terrain discuter avec les communautés. Donc, il fallait d'abord comprendre la manière dont elles fonctionnaient, le processus, savoir ce qu'il y avait comme ressources, on peut dire, à l'intérieur du quartier. Voir ce qui était le plus important. Par exemple, nous on a beaucoup travaillé dans certains quartiers du Canapé Vert, Turgeau. La plupart de ces zones-là, on peut améliorer la route d'accès principale, mais tout l'intérieur, ça ne peut être que des voies piétonnes parce qu'il n'y a pas moyen d'entièrement tout écraser pour reconstruire alors qu'il y a d'autres endroits où c'est possible de faire un peu plus de voies. Comme je dis au niveau de Morne Lazarre, on a pris des financements pour faire des voies principales qui n'étaient pas uniquement des voies piétonnes.	
Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins	E11	Oui, c'est ça. Après les consultations communautaires, l'identification des besoins ou de ce qu'il fallait faire, il y a eu une cartographie et une priorisation de projets et des études de projet. Donc ceux qui avaient été priorisés dans beaucoup de ces quartiers-là, c'était… en dehors de l'habit même, c'étaient des allées piétonnes, l'accès à l'eau et les espaces de socialisation. Ça pouvait être des terrains de sport, des espaces où des personnes pouvaient jouer. Ensuite dans certains quartiers, on a peut-être construit certains marchés ou amélioré au niveau de cet aspect-là, mais c'était principalement en dehors de l'habitat... Des drainages, des murs de soutènements.	
Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins	E1	[...] le premier quartier dans lequel on a commencé c'était morne Hercule. Ensuite on a été à morne ..., Nerette je crois, et ensuite à morne Lazare. Ça, c'est vraiment les 3 quartiers qui ont eu le plus d'attention. Ensuite, il y a eu Fort national plus bas qui a eu aussi plus d'attention. Et le simple fait que je me souvienne plus du nom des autres et parlant sur le fait que nécessairement ils, ils ont reçu moins d'attention.	

Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins	E4	Hm non mpa gen explikasyon paskem we tout fet on sel fason. Gon eksepsyon ki te genyen se kotow we anbaa (…). Menm ap poze tet mwen kesyon, eske se pa moun ki te fe yon antant avek yo tou. Men apre sa tout Nérette la ret la net. Pou mwen sete yon bagay konsa. On sel la. Men apre sa se Mon Laza, leum mennen anket mwen, m chache konen yo dim se yok fel yo pa bay anyen, se yo ki deside mete nivo a sou li .	
Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins	E8	Ces quartiers-là n'avaient pas la même taille. Il n'y avait pas la même quantité de déplacés. Ces quartiers-là ne recevaient pas le même niveau d'investissement.	
Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins	E10	Oui, dépendamment du quartier, dépendamment de la topographie, dépendamment de la communauté, d'une communauté à l'autre, les besoins n'étaient pas les mêmes.[...] Donc, tu vois, on a toujours, on a été très transparent avec eux. On a fait des scénarios et dans chacun des quartiers où on est intervenu. Il y avait 3 ou 4 scénarios qui avaient été offerts et ils ont dû voter quel scénario ils voulaient.	
Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins	E11	Maintenant, ce qui s'est passé, c'est que tous les quartiers n'ont pas eu le même montant alloué. Ils n'avaient pas tous les mêmes besoins que ça soit en infrastructure ou pas. Bon, moi je trouve qu'il y a un quartier qui a beaucoup bénéficié pas uniquement pour la zone informelle. Puisque les personnes qui habitaient dans les camps venaient surtout des quartiers informels. Ça a été le quartier de Morne Hercule.	
Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins	E13A	Il faut dire que le budget, dans le cadre du projet 16/6, c'était de 78 millions. Mais dans le cadre du fonds FRH, on avait seulement 30 millions. C'est-à-dire qu'on n'avait pas eu assez de budget pour intervenir dans tous les quartiers. C'est pourquoi on avait dit qu'on devait intervenir sur 16 quartiers, parce que ces 16 quartiers-là devraient recevoir les gens qui étaient déplacés dans les 6 camps prioritaires. Mais on n'avait pas assez de moyens, vu qu'on avait seulement 30 millions. C'est pourquoi on intervient, dans le cadre du projet 16/6, sur neuf quartiers. Et dans le cadre de reconstruction, on a eu la chance de construire deux blocs de maisons. Les premiers blocs conçus à Morne Hercule, il y avait 25 familles et à Morne Lazarre, 29 familles.	
Diversité intra-quartiers et priorisation des besoins	E5	Bon, je pense que de ce que j'ai observé, il y a un certain parti pris qui n'est pas propre à ce projet. Parce qu'une bonne partie des interventions ont été faites dans le périmètre de la commune de Pétion-Ville. Alors, je vous rappelle que Port-au-Prince, c'est une aire métropolitaine qui s'est développée sur… En fait ça dépend mais moi, je considère que ça s'est développé sur neuf communes. Pétion-Ville, c'est la deuxième commune en importance. Pas démographiquement, mais en termes, je dirais, socio-culturels à l'échelle de l'agglomération. Port-au-Prince, en fait, la ville, la capitale, si vous voulez, c'est là qu'on trouve la ville coloniale. Pétion-Ville, c'est la deuxième ville en termes d'importance socio-culturelle. Et on peut voir qu'il y a une bonne partie des projets qui ont été réalisés dans cette commune-là.	
Interconnexion et maillage	E9	Alors, j'insiste beaucoup sur ces trois micro-quartiers parce que je n'ai pas participé au projet, mais avec un groupe d'étudiants à un moment donné, nous avons fait des parcours au sein de ces quartiers. C'était un projet simplement de découvrir un quartier à partir de ces parcours qui ont été créés à un moment donné. Donc, j'ai réalisé à quel point on peut sortir du Morne Hercule et arriver à Delmas sans mettre les pieds dans l'eau. Donc, je marche à sec, je sillonne à travers rue, à travers maison, à travers corridor, mais toujours avec une certaine connotation correcte, c'est correct. Ça veut dire, si je le fais, les exemples, chez nous, c'est mal vu et tu es d'origine haïtienne, tu dois comprendre que chez nous, si je parle de corridor, c'est mal vu. Mais moi, je ferai allusion aux traboules de Lyon, à certains des « corridors » à Alger ou bien en Espagne ; il y en a des ruelles qui sont extrêmement étroites et que si j'étais haïtienne et que ce serait en Haïti, je les appellerais corridors. Mais ailleurs, ça a une autre connotation et ça a même une connotation touristique. Donc c'est tagué, c'est ciblé dans une carte touristique, des lieux à visiter. Donc ça a une sécurité, ça a un minimum de services, d'éclairage, de lieux de pause.	

Interconnexion et maillage	E9	Et j'insiste... Moi, j'ai eu une expérience très particulière, je fais un « coq à l'âne ». En 2018, il y a eu un « pays lock ». Le premier « pays lock » qu'on a eu en 2018, suite au match de Brésil et la défaite du Brésil, un match de Brésil et l'augmentation de gazoline, on a eu un « pays lock » extraordinaire. Tout a été bloqué au niveau des rues, en fait des voies voiturables. Comme tout le monde, j'ai été bloquée quelque part. Et j'ai été bloquée à l'hôtel Montana. Je me rappelle, il y avait plein de gens. Tout le monde, il y avait des anecdotes : « Tu dors ici ? Tu prends une chambre ? », Je me rappelle, j'ai dit à un groupe : « Moi, je vais rentrer chez moi. » Alors il faut que je dise, j'habite Delmas. Et donc, j'ai dit ; « Je rentre chez moi », et les gens me disaient : « Tu es folle, comment est-ce que tu vas rentrer, tout est bloqué ». J'ai dit : « Moi, j'attends un petit peu la tombée de la nuit, et puis je vais appeler des contacts », puisque je travaille beaucoup avec des quartiers, entre guillemets, comme tu as dit « précaires », des quartiers de non-droit ou des quartiers informels, « Je vais appeler des contacts, des facilitateurs, des têtes de pont que je connais, et ils vont venir me chercher, je vais aller à pied ». Les gens me regardaient avec des yeux. Ce jour-là, j'ai dormi chez moi. Je n'ai jamais été dans la rue. Je suis sortie de Montana, à Morne Lazarre; je suis arrivée à Delmas sans jamais prendre la rue, à travers des ruelles, corridors, escaliers… Et c'est là que j'ai réalisé l'importance que ceci pouvait avoir à niveau sécuritaire, de les connaître, de les cartographier, de les rendre agréables. C'est là que j'ai réalisé qu'il y avait déjà certains qui étaient agréables. Je passais, c'est vrai, dans un corridor de 1,10 mètre de largeur, parce que je regardais, je mesurais, je suis architecte. A certains moments, il y avait une surlargeur, mais là où il y avait une surlargeur, il y avait un négoce qui était installé, il y avait un artisan qui était installé. Ça aurait pu être une vente de maillots, ça peut être aménagé, ça existe. C'est simplement que nous, on le voit avec le côté, les yeux péjoratifs haïtiens, mais... J'étais en Colombie, j'ai vu des quartiers entièrement occupés par les cartels de drogue et, pourtant, qui étaient réaménagés. Les corridors étaient réaménagés ; il y avait toute sorte de vente et c'était touristique. C'est devenu touristique aujourd'hui. Donc, quelque part, c'est doter d'un minimum de services. Pour moi, c'est ça les enjeux : doter d'un minimum de services et un enjeu majeur, sensibiliser la population que ceci est correct et ça peut être bien vu. Il faut pas le voir avec les yeux péjoratifs locaux. Il faut le voir avec les yeux agrandis et essayer de montrer, que je sois à Alger, que je sois en France, à Lyon ou dans d'autres pays, ceci existe aussi. Ceci existe, mais c'est la sécurité qui est donnée, c'est éclairé. Une fois que les services sont là, je vais dire : « Ça ne va pas puer ». Et même là, je prends en Belgique, puisque tu as fait des études en Belgique. Moi, j'ai déambulé dans certaines rues à Mons, dans lesquelles l'odeur de pisse, ça existe, parce qu'il y a plein de cafés qui vendent la bière, mais il n'y a pas suffisamment de toilettes, et tous les bons hommes, ils sortent et ils pissent à l'extérieur ; et pourtant je suis en Belgique. Donc, c'est simplement sensibiliser. Pour moi, ça, ce sont les enjeux : ce sont les accès, les services et la sensibilisation qui vont avec. Donnez la fierté à la population. Vous avez quelque chose d'extraordinaire.	
Interconnexion et maillage	E5	Bon, il faudrait continuer à faire des accès, des routes. Ce n'est pas toujours évident d'avoir des routes carrossables ou bien des routes qui soient voiturables. Mais des chemins aménagés, des escaliers, il faudrait continuer à en faire parce que depuis que ces projets-là ont été arrêtés, je n'ai pas l'impression qu'il continue à y avoir des projets dans ces quartiers-là. Et l'autre idée, c'est d'avoir une vision. Il faut aller au-delà du quartier parce que les quartiers sont des fois enclavés. Il peut y avoir deux quartiers limitrophes et puis il n'y a pas d'accès. Donc des fois, ce n'est pas des choses très coûteuses à faire. C'est des liaisons. C'est un petit pont à jeter sur une ravine et ça facilite la communication. [...] C'est pourquoi je dis qu'en voyant les problèmes de façon globale, on peut aller au-delà des limites du quartier et voir éventuellement la possibilité d'avoir un maillage, de chemin ou de route.	
Interconnexion et maillage	E5	Voilà ! Tout à fait. Alors, il faut que je vous dise que certains, à l'intérieur de ces quartiers aussi, pensent que quand on ouvre les accès, ça ouvre le quartier aux « étrangers » et éventuellement à des bandits ou des voleurs. Ils préfèrent avoir une route d'accès. Dans leur tête, c'est plus facile à contrôler que d'ouvrir le quartier et de faciliter l'interconnexion. [...] Il y a des avantages et des inconvénients. Enfin, je reviens au quartier que j'habite, il y a des liaisons piétons, mais il y a un seul accès voiturable. S'il y avait d'autres accès voiturables, ça nous éviterait de perdre du temps dans des embouteillages parce qu'il y a toujours un goulot d'étranglement à l'entrée. Enfin, certains jours, ou par exemple en fin de semaine. Mais les gens, ils restent convaincus pour mieux contrôler les accès, il faut avoir une entrée et une sortie. Il y a la grosse majorité qui a cette façon de voir [...] C'est la communication, le dialogue qui devrait permettre de mettre en évidence les aspects positifs	
Sous-thème : Aménagements, usages et acceptabilité sociale			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Planification participative	E11	Pour moi, il y a eu aussi des exemples qui ont été, je peux dire, des exemples très marquants qui sont importants, comme l'effort de faire une planification avec un certain nombre de familles. De façon à réajuster la manière dont les personnes avaient eux-mêmes établis leurs parcelles de maison, construire des unités pour eux, mais tout en ménageant... Parce que à ce moment-là, ils ont fait à étages de manière à ce qu'il y ait des espaces libres, qu'il puisse avoir des toilettes, qu'il puisse avoir des espaces communs pour les familles. Donc, il y a vraiment un aménagement de quartier et qui s'est fait d'une manière durable. [...] Ils ont conservé l'espace tel quel, l'effort qui avait été fait de faire une planification avec eux d'abord pour voir... "Ok, nous devons faire ça de telle façon parce que voici comment nous allons gérer l'espace qui serait notre espace commun". Donc, tout ce travail-là qui a été fait a profité parce que les personnes ont gardé ça.	
Planification participative	E11	D'une façon générale, dans la plupart des quartiers, il y avait toujours un espace public vide qui servait ou comme terrain de football ou comme endroit pour jouer. Pratiquement tous les quartiers avaient un espace. Maintenant, il y a eu une discussion avec la communauté pour savoir... "Ok, il y a plusieurs espaces, maintenant qu'est-ce qu'on va faire ? On va faire ça là ou bien on va faire ça là ?"	
Planification participative	E11	Ok, allons dire que beaucoup des planifications de ce qu'il fallait faire tenaient compte plus de l'espace qu'il y avait de disponible ou du fait qu'elles allaient pouvoir desservir telle quantité de personnes ou pas telle quantité de personnes. [...] Par exemple, il y avait un terrain utilisé comme terrain de football. Donc il fallait utiliser le terrain qui était libre, voir quelle l'utilisation d'une manière générale que la population donnait à cet espace-là. Et puis, à partir de là, voir ; "Ok, qu'est-ce qu'on peut ajouter et voir, qu'est-ce que la population souhaite ?" Mais beaucoup d'entre eux, d'une manière générale, voulaient un terrain de football.	

Planification participative	E3	En fait non, ça c'est un plan du PNUD qui était très bien, c'était qu'il s'assoyait avec chaque communauté, et il faisait une espèce de planification du, comment on appelle ça, voyons, une planification participative, pour obtenir leur idée de comment ils veulent que leur communauté se développe. Donc on avait, eux, il y avait, le PNUD est allé très loin avec dire ben ils veulent de l'eau, ça c'est le PNUD qui faisait ça de leur côté, mais nous, on est une agence beaucoup plus pratique. Donc nous souvent, on avait des besoins plus rapides, donc par exemple, on voulait installer des lampadaires solaires. Donc on s'est assis avec les groupes de femmes, et avec les groupes de femmes on a développé, on a, on a mis où eux ils se sentaient qu'ils étaient le plus vulnérables dans la communauté, les endroits où, je sais pas, ils passent à tous les soirs après le marché, ou quoi que ce soit, donc et c'est là qu'on installait des lampadaires solaires. Et à partir du moment qu'on a fait ça, qu'on a fait les sentiers, qu'on était présents, la violence de Morne Hercule a comme baissé. Au début, il y avait des gens qui mettaient des fusils dans leur visage et tout ça, et même, c'est bizarre, même si c'était à côté de Pétion-Ville. C'était … Moi quand je suis arrivé, il y avait vraiment beaucoup de tensions. Il y avait de la violence et tout ça, et donc ces petites interventions qui étaient en parallèle avec le logement, qui étaient plus les travaux communautaires, les sentiers. Au même moment on s'assoyait avec la communauté pour développer les, je ne sais pas si je pourrais en parler pendant des heures, mais tout le système d'eau, ces bidonvilles-là n'ont pas accès à l'eau. Donc nous, on voulait développer des, comment on les appelait, des groupes communautaires, il y a un nom pour ça, viens, ça fait longtemps, des groupes communautaires qui allaient gérer l'eau.	
Usages des espaces publics et des infrastructures	E2	Les gens se rencontrent, ils se rencontrent dans le lieu où on fait la lessive, ils se rencontrent au marché, ils se rencontrent... le grand lieu de socialisation en Haïti, c'est les églises. Donc, ils n'ont pas attendu le projet 16/6 pour socialiser. C'est donc, on transpose la configuration et le genre de vie occidental sur nos pays à nous. Mais les gens ne vivent pas en appartement. Les gens vivent dans des maisons, même dans les quartiers les plus pauvres, tu as un petit bout de cour et la vie quotidienne se passe dans la cour. Elle ne se passe pas dans les maisons. Donc c'est des transpositions abusives [...]	
Usages des espaces publics et des infrastructures	E5	Dans ce quartier-là, il y a à la fois une très forte densité et très peu d'espace ouvert. En consolidant des berges de ravines ou en récupérant des espaces résiduels, ils ont réussi à faire des espaces publics qui sont profitables à tout le monde. Il y a à la fois des terrains de jeu ou des espaces aménagés pour les rencontres entre jeunes, etc. C'est une très bonne démarche. [...] Non, du tout pas. J'en ai vu dans différents quartiers. Alors, ce que j'ai oublié de vous dire c'est que je suis aussi professeur à l'université. Il m'arrive d'accompagner des étudiants sur le terrain. On a fait plusieurs visites de ce type de quartier-là. J'ai constaté comment ces espaces-là étaient utilisés [...] Ce qui fait qu'il n'y a presque pas d'espace dans ces maisons-là, ou des activités qui ne sont pas primordiales. Le fait qu'il y ait des aménagements à l'extérieur, ça permet aux garçons, aux jeunes, d'aller, de pouvoir y jouer ou se rencontrer. C'est globalement positif.	
Usages des espaces publics et des infrastructures	E9	Je pense que c'est très bien. Parce que justement, dans ce désir de densification, on oublie que l'espace public, l'espace de jeu, l'espace qui a un objectif de cohésion sociale, de lieu de rencontre est fondamental. C'est un espace de vie, tout comme le « lieu d'habiter », et particulièrement important quand on sait que l'espace lieu d'habiter est extrêmement exigu et n'offre pas suffisamment d'espace de réunions familiales. Ça veut dire que l'espace de réunion de la famille est minuscule. Donc ça permet quand il y a des espaces publics, des petits espaces publics, dans chaque micro-quartier, une multitude d'espaces publics, ça crée des espaces de vie, des espaces, des lieux de rencontre des populations avoisinantes. Je sais que dans ce projet 16/6, on a créé beaucoup d'espaces de jeux, que ce soient des mini-terrains de basket non formels. Ça veut dire qu'ils ne respectent pas les normes, mais c'est un lieu où il y a un seul panier et un espace où les jeunes de la zone peuvent jouer, peuvent se récréer. C'est fondamental, je pense que c'est bien.	
Usages des espaces publics et des infrastructures	E9	Ça, c'est intéressant comme point, mais je vais peut-être monter à très loin. Les premiers plans de ville que nous ont légués les Français, effectivement, il y avait la rue, mais il y avait toujours la place. Toutes les villes, elles ont toujours eu une petite place, ou une grande place, dépendant de la ville en soi. Maintenant, elles n'ont peut-être pas eu une multitude de places. C'est la place, c'est le lieu de rencontre. Là où il y a un minimum de vert, un kiosque, et là où on peut avoir de la musique, en général, c'est toujours voué à ça, ou avoir des activités politiques au niveau de ce kiosque, mais ça nous a été légué par les Français et ça existe depuis avant 1804. Donc, les villes qui ont été faites après par les Haïtiens ont toujours suivi ce même schéma. Il y a toujours les rues, et il y a au moins une place. Maintenant, les petits villages, c'est vrai, les petits bourgs n'ont peut-être pas de grandes places et, ont, les rues et l'habitat sur rue. Donc, la population, elle a toujours dit ça, que la rue c'est plas piblik pèp la. C'est pour le peuple effectivement, c'est son lieu de rencontre. Et dans les quartiers les plus démunis en général, démunis de tout, c'est dans la rue que les gens ont la continuité de leur habitat, de leur logement directement. Ça veut dire l'habitat d'une manière générale, il inclut la rue, et le logement, il s'intègre à la rue. Donc, c'est pour ça que dans notre mode de vie, enfin, et même à l'étranger, aux États-Unis, à Little Haïti par exemple, je sais que l'Haïtien vit beaucoup dans la rue. Il sort, il va dans la rue, ils se mettent par petits groupes dans la rue, ils parlent fort, etc. parce que ça fait partie de nos modes de vie. Cependant, la place peut être intégrée. A Canaan, qui est un lieu quand même qui a été créé spontanément par les habitants eux-mêmes, et tous les gens qui sont arrivés, ils ont laissé des espaces pour des places publiques. Placées par eux. Donc, ça veut dire qu'il y a un embryon dans l'esprit que l'on peut avoir à la place publique. Le besoin, la demande de logement est tellement forte dans certains quartiers que l'on se rassemble un sur l'autre, on densifie, on densifie, on densifie et on oublie l'espace public. Et on sacrifie l'espace public « place » pour avoir des logements. Ce serait la réponse, mais je ne pense pas que ce soit une importation négative. Si, j'accepte que c'est une importation puisque quelque part les premières places nous ont été léguées par la France.	

Usages des espaces publics et des infrastructures	E11	Bon, les quartiers auxquels j'étais vraiment très habituée étaient des quartiers où les gens portaient attention à l'espace vert d'une manière générale. Donc oui, c'est resté.	
Gestion des risques, drainage et infrastructures	E3	Fort National, c'était Morne Hercule, Morne Lazarre, fois 20. C'était tout le quartier au complet. On a rebâti la route principale. On a amené de l'eau dans Fort National pour la première fois en 40 ans. Il n'y avait pas d'eau, zéro. Tout était démoli. On a tout refait, la rue principale, au niveau des logements sur la rue principale, avec des lieux de commerce, une bibliothèque, des parcs. On a planté des palmiers partout, etc. Et en plus, on a fait des immenses sites collectifs, même chose, même principe	
Gestion des risques, drainage et infrastructures	E12	Haïti, c'est un gros problème avec les ravines. Quand il pleut tous les déchets qui partent d'en haut de la montagne là descendent à travers les ravines. Ça se ramasse vraiment dans la partie basse de Port-au-Prince, ça bloque la route nationale. Donc moi l'idée, c'était de dire les ravines, on s'organise pour que ça devienne comme des cascades. Donc, quand il y a des gros coups d'eau, on ralentit l'eau. En créant des ondes de bassin parce qu'actuellement les ravines à Haïti, quand il pleut, c'est vraiment une coulée. Fait que ça s'en va direct en bas. Donc, c'est une énorme pollution, ça bloque la ville en bas. [...] L'idée, c'était de créer des bassins à différentes hauteurs, et autour des bassins, on crée des bambouseraies. Donc on créait une bambouseraie, et ça créait une économie locale. Pourquoi une bambouseraie parce que Haïti, il y a quelques bambouseraies, et l'idée c'était en plus avec les bambous de construire de l'habitation.	
Gestion des risques, drainage et infrastructures	E3	Un problème principal dans tous ces quartiers-là, c'est le drainage. C'est vraiment s'assurer que l'eau ne vienne pas... Il y a des séismes, mais il y a aussi beaucoup d'ouragans, des cyclones. Donc, l'eau, l'évacuation de l'eau était majeure. Aussi important que tout le reste, je te dirais que tout un système de canalisation pour apporter l'eau dans le fond des ravines a été mis en place. En faisant ça, c'est là qu'on créait des chemins pas asphaltés, mais cimentés pour faire des véritables chemins … Avant, c'était horrible. Nos équipes descendaient. Tu dois connaître, c'étaient des sentiers en boue, en terre, en roche, descendre avec les brouettes. Mais à partir du moment qu'on s'est dit qu'on allait faire tout un système de canalisation pour l'évacuation de l'eau, on va le cacher sous des trottoirs. Donc, on faisait tout un système de trottoirs principaux à secondaire jusqu'au fond de la ravine. Et ça, ça a fait toute la différence. Je pense que ça allait éliminer juste en faisant ça, ça fait en sorte que tout le monde est capable de sortir s'il y a de quoi.	
Gestion des risques, drainage et infrastructures	E9	C'est pour ça que je dis : « Il faut des services. » « Il faut les services », je n'ai pas limité. J'ai parlé d'accès effectivement, mais il faut les services. Il faut tout type de services. Moi, j'ai eu l'expérience de voir à Morne Lazarre, à Morne Hercule, le ramassage d'ordures avec ces motos trois roues, les espèces de motos trois roues qui ont un bac à l'arrière. Et, c'est organisé par, c'est une création de micro-entreprise de ramassage d'ordures par la population elle-même qui va la mettre dans un lieu de desserte provisoire, là où la mairie passe et ramasse. Donc, le fait qu'on ait créé l'accès, il y a plein de couloirs, il y a plein qui sont de 1,10 minimum jusqu'à 1,50 parfois. Donc, ces petites motos-là, elles passent et elles ramassent les ordures et elles vont les acheminer sur Bourdon. Donc, c'est correct. C'est une forme de doter des services dans des zones « plus difficiles d'accès ».	
Gestion des risques, drainage et infrastructures	E11	Il y a eu après ça plusieurs cas et actuellement avec la sécurité, c'est encore un autre problème. Les personnes ont tendance quand elles vont par exemple, après le tremblement de terre en 2021 dans la Grand'Anse ou après Matthew, les personnes qui sont allées dans des shelter ou dans des refuges, ça n'a pas été facile pour qu'ils s'en aillent. Donc, il y a cet aspect-là. [...] Exactement. Donc au niveau des quartiers il y a eu certaines choses par exemple, certains des immeubles dont je parlais qui pouvaient servir de salle de réunion etc. Mais ce sont pas des choses qui auraient la capacité d'accueillir toute cette toute la population. Je crois que c'est ça c'est un problème. Donc ce serait au niveau de toutes les écoles que d'une façon en général, s'il y avait quelque chose que la population peut aller se réfugier.	
Gestion des risques, drainage et infrastructures	E14	Sèl sam panse mwè ki te yon ti jan… paske mwen te genyen lan zòn kote m ye a, mwen te genyen yon biwo kominotè. Lè yo te pale, nou di yo, fòk yo ta fè biwo a pou nou. Efektivman yo fè biwo a 2 etaj, epi yo fè yon sal de konferans, epi aprè sa yo te mete biwo, materyel andan pou nou, ou konprann. So jiskisi biwo sa, nou gen yon organizasyon ki rele ASCMH ki jere biwo sa. Aprè sa yo te mete yon afè, sak rele limyè ak pano solè yo. Yo te mete lan kelke pwen, ki te komanse byen bèl, byen pwòp. Men aprè sa, le fèt ke pa gen jesyon, platfòm vinn kadik. Li vin kwaze, yo pat kenben yon systèm pou yo te kenbe platfòm lan.	
Mixité et copropriété	E8	Par exemple, l'unité de base, l'empreinte au sol est de 30 mètres carrés. Il y a des personnes qui ont 10 mètres carrés. Donc, maintenant, on fait deux fois 30 mètres carrés. 30 mètres carrés, l'empreinte de base. Donc, une personne qui a deux unités pour faire une seule unité, à peu près 50 mètres carrés. La personne qui a 10 mètres carrés, il n'y a pas d'espace, on les met à l'étage. Etant donné que le terrain est en pente, leur entrée est en haut de l'autre côté. Ils ne comprennent pas ça. « Oui, mais ma propriété était là. Maintenant, tu me dis que je suis là ». Ok. On a pu résoudre ça maintenant, vivre en copropriété, il y a des personnes qui vivent en bas, des personnes qui vivent à l'étage. Les gens qui vivent en bas, c'est l'endroit où ils vivent. « Moun sa se lougawou yo ye ». Ça a été vraiment un challenge mais ça a bien fonctionné. [...] Beaucoup de formations. Beaucoup de formations. Justement, on a commencé par les plateformes et on a pris les plateformes, on les a amenées, on a fait des réunions communautaires avec toute la communauté. Il y a eu des questions, des questions. Ça n'en finissait pas. Mais finalement, maintenant, il y a des personnes qui n'ont pas participé qui ont regretté.	

Mixité et copropriété	E13A	Une fois avoir les résultats des études, maintenant on passe à autre chose. Par rapport aux blocs de maisons, ça n'était pas facile parce que c'est pour la première fois qu'on allait discuter aux gens cette question de copropriété. Disant à la personne que tu vas perdre cette portion de terre, tu n'as pas cette construction en bas, maintenant tu peux avoir ta maison en hauteur. C'était très difficile. Ils faillaient beaucoup de réunions, beaucoup de partages, beaucoup de formations afin de convaincre les gens à accepter cette méthode. Il faut dire qu'il y a un décret qui était promulgué, je crois que c'était en 2012 mais je n'ai pas ça en main, sur cette question de copropriété. Je crois qu'en Haïti il y avait normalement un document qui était sorti qui expliquait normalement cette question de copropriété. On peut toujours chercher, on peut trouver, mais je n'ai pas ce document maintenant. Une fois arrivé à expliquer aux gens comment ça va se faire, il y avait beaucoup de réticences. Beaucoup de réticences. Parce que la personne dit, celui qui habite en bas, normalement le toit de la maison est à lui. Maintenant, on y est arrivé quand même dans le premier bloc qu'on a construit à Morne Lazarre, c'était 25 blocs de maisons pour les 25 familles. Il n'y avait pas d'espace de loisirs, il n'y avait pas de route mais une fois la construction terminée, il y avait un espace réel. La personne vit dans une maison totalement rénovée, totalement neuve. Et puis, il y avait espace de loisirs, on peut jouer, on peut faire des fêtes en commun. Pour ça, c'était vraiment intéressant et je pense cette approche, on l'a répliquée à Morne Lazarre. On a répliqué cette approche à Morne Lazarre où on a construit 29 blocs de maisons.	
Mixité et copropriété	E13A	Par rapport à ça, on n'avait pas réellement assez d'argent pour reconstruire tous les quartiers, mais on avait cette idée-là de venir avec cette idée de copropriété. Par exemple, à Morne Lazarre, il y avait un espace où toutes les maisons étaient détruites. Et là, on devrait rencontrer les gens, les propriétaires, et on les met ensemble afin de pouvoir construire des blocs de maisons.	
Mixité et copropriété	E1	Alors je me souviens plus comment on les appelait, mais les unités de d'habitation, en copropriété que l'on a créée. Ça pour moi, c'était un énorme succès parce que là on venait de... On a vraiment réellement valorisé le territoire, mais on a, on a augmenté pas valeur juste financière, mais la valeur communautaire. Donc c'est, ce sont des éléments de grands succès de réussir à améliorer la qualité de vie autour de ces blocs-là.	
Mixité et copropriété	E1	Ah ça a marché ! Et c'est, c'est reproductible ça. C'est l'un des gros succès à mon avis. Et je me souviens alors je n'ai pas été depuis mais j'y étais retourné en 2017, ça avait été construit en 2000..., j'y étais retourné 4 ou 5 ans après et ça fonctionnait, ça fonctionnait toujours.	
Mixité et copropriété	E3	Donc, le premier site collectif qu'on a fait, c'était Morne Hercule. Et c'est important. Pourquoi ? Parce que si tu regardes les cartes que je parlais avant, il y avait des gens qui avaient, je sais pas moi, un terrain de 10 mètres carrés sur papier. Et l'autre avait, disons, 50 m2. Donc, nous, faire une maison de 50 m2, ça coûtait beaucoup d'argent et ce n'était pas très juste en termes de... Lui, j'allais donner 10 000 $ de matériel, et l'autre seulement 1 000. Ce n'était pas tellement juste. Donc, nous, on a fait beaucoup, beaucoup, beaucoup de sessions avec les communautés. Avec Morne Hercule, on se disait, écoutez, on veut créer un environnement vivable pour tout le monde, un truc vraiment génial. Toi, qui as 50 m2, est-ce que tu es prêt à donner 10 m2 ou 15 m2 pour un lieu public ? Ou pour que ton voisin, qui a 10 m2, puisse augmenter sa maison de 20 m2, tu vois, de 10 m2 pour faire 20 m2. Donc, un peu une espèce de marchandage comme ça, pour arriver avec un plan de reconstruction pour tout ce site-là.	
Mixité et copropriété	E3	Donc, le concept de condo, de condominium, où tu as un titre de propriété en habitant au deuxième ou plus, ça n'existait pas jusqu'à ce moment-là. Donc, on jouait avec tous ces concepts-là et on a créé un master plan pour Morne Hercule. Et ce qu'il allait devenir, on a fait des deux, trois étages, beaucoup jumelés. Tu avais des deux étages où le deuxième étage pouvait être loué à quelqu'un. Donc, toi, tu avais ta maison d'origine. Parfait. Mais maintenant, on te donnait une maison où le deuxième étage que tu loues à quelqu'un, tu as enfin un revenu.	
Mixité et copropriété	E5	Bon, pas sur le projet 16/6, mais je sais que, en fait, de façon générale, dans les quartiers populaires, les unités, en fait, il y a déjà de la copropriété. Parce que les gens, c'est à la fois de la copropriété du sol ou du bâti. Et, à mon avis, pas que ça ne respecte pas. Les gens le font. Ils l'ont fait bien avant que la loi soit actualisée. Parce que je sais que la loi a été actualisée, une façon de tenir compte des problèmes qui pourraient exister. Mais les gens ils font déjà. Ils faisaient de la copropriété bien avant. En fait, la loi est assez ancienne. De ce que j'ai compris, la première loi n'était pas adaptée à notre réalité. [...] Oui, oui, oui. En fait, il y avait déjà une loi. Et je pense qu'après le séisme, elle a été actualisée. Et comme je vous dis, bien avant ça, les gens, dans ces quartiers-là, faisaient de la copropriété. Parce qu'on pouvait acheter un bout d'un immeuble. Il faut que je vous dise que... en fait, il y a les mécanismes formels. En fait, toute la procédure formelle pour acheter un terrain, on va acheter un notaire, etc. Mais dans ces quartiers-là, il y a des gens qui n'utilisent pas ces formalités. C'est une entente entre le propriétaire et l'acheteur. Alors des fois, il faut qu'on fasse signer le papier par une autorité locale, mais c'est tout. Il n'y a pas de... la transaction ne va pas, ne suit pas le coût formel, n'est pas au service des domaines, etc.	
Mixité et copropriété	E8	On en a fait un peu partout et vraiment ce sont des solutions de logement qui ont été applaudies et qui ont été non seulement applaudies par la population, mais qui ont été bien accueillies par les bénéficiaires. Jusqu'à présent, je passe devant tous les jours et les maisons sont bien tenues, sont tenues propres, en ordre et la peinture et les espaces en commun sont propres. Vraiment, vraiment, ce sont des travaux intéressants...	
Mixité et copropriété	E8	Justement. C'est sur le projet de Morne Lazarre qu'on a fait ça. Parce que, c'est quoi ? Chaque famille possède un petit lopin. Donc, maintenant, quand il fallait justement faire un modèle comme ce que je t'ai montré tout à l'heure, les logements regroupés, les logements collectifs. Donc, c'est faire passer les familles de la logique de j'ai un petit lopin de 100 mètres carrés, à consolider tous ces lopins-là pour pouvoir travailler en hauteur et maintenant, la famille possède un pourcentage de l'ensemble. Ça a été vraiment un apprentissage compliqué, mais ça a fonctionné.	

Mixité et copropriété	E8	Non. Quand c'était comme ça, c'était un propriétaire qui avait... Non, c'était des grands propriétaires qui avaient des maisons d'instruction et qui louaient aux autres. Ce n'était pas quelque chose qui entraînait la propriété des bénéficiaires.	
Mixité et copropriété	E9	Oui, le système de copropriété, les lois ont été votées et existent. Mais, il y a des points qui restent encore à définir. Je sais que les lois, elles existent déjà mais il y a des difficultés en termes de mise en place légale. La mise en place, elle se fait de manière informelle et dans l'informel, la copropriété, elle existe. Par exemple, la copropriété dans l'informel. Il y a énormément de réponses dans les quartiers extrêmement denses. Il y a des réponses sur plusieurs niveaux. Parfois la réponse est unifamiliale. En termes de c'est une même famille mais c'est différents investissements. Par exemple une famille, elle se met ensemble et elle construit sur quatre niveaux mais chaque niveau appartient à une personne au sein de la même famille. Ce sont les frères qui se partagent, mais même au niveau des frères, parfois, il y a des mésententes. Un aurait pu vouloir vendre. C'est pour ça que je parle d'informalité. Ils se mettent ensemble, ils savent que nivo saa se pou mwen, l'autre niveau, c'est pour l'autre. Anlè a se pam. Anlè a gen aksè sou wout sa, anba gen aksè sou wout ki pase anba. [...] Donc, ils construisent sur quatre niveaux. Certes, tout ça... Parfois les papiers, même de base, ils n'existent pas. Mais l'investissement n'est pas fait par une personne. Il est fait par plusieurs personnes. C'est de la copropriété mais dans l'informel entièrement. Dans le formel et les lois existent, mais il y a des détails à mettre au point.	
Mixité et copropriété	E9	Ça existe dans la formalité. Je ne me rappelle pas maintenant la loi, les lois. Mais je peux faire une petite recherche, j'ai des notes et elles existent, et au niveau du code légal, ça existe. Ça existe, la loi sur la copropriété. Peut-être que le projet 16/6, il y a peut-être travaillé de concert, je ne sais pas, je n'ai aucune idée, ou peut-être qu'il y a travaillé au niveau des quartiers « précaires ».	
Mixité et copropriété	E14	Wi, m te fè plizyè. M pa diw moun yo pa satisfè non. Moun yo, yo satisfè alo gen kote moun yo se pat volonte pa yo kite aji. Ou konprann ? Se pa paske yo pat renmen sak fèt la non, men de fwa, gen moun lan ki lè l vini lan espas pal la, li pat vle pou kay li te kole ak kay yon lòt vwazinaj. Pa egzanp, la si kay sa yo te tou pre, yo te ansanm, yo kraze, sa konpani an vini li fè, li vini, li di bon ok nou menm nap antann nou nap kraze espas lan nèt, fè on sèl espas epi nap fè yon apatman ladann. Apatman sa, apatman sa chak moun ap gen de chanm a kouche, yon salon, yon salle à manger. E se konsa yo te fè yo, c'est un endroit ki trè trè sofistike. Pou batiman yo se bagay ki byen fèt ki byen konfeksyone. [...] Banm diw. Pa egzanp, ou genyen yon lakou. Lakou a, son lakou ki genyen 2 frè, yon kouzen, yon kouzinn oubyen yon matant ki ret ladann. Oubyen tou, ou ka genyen yon lakou la on zòn la gen 2 kay ki kole ansanm, 2 kay sa yo te gen yon ti koulwa ki separe yo. Kounya lè konpani an vini, li kraze tout kay yo, yon sèl kou, epi l di konsa nap fè yon apatman laa. Lan tè a se yon apatman nap fè. Sa vle di apatman sa kap fèt la, li vinn pou tou de moun sa yo oubyen twa moun sa yo, li vin pou tou lè twa. Ki vle di, yo di bon nap fè yon apatman la : "ou menm ou te gen konbyen chanm ou te gen konbyen pyès" sa di m te gen yon pyès oubyen m te gen 2 pyès. Yo di bon, ok pa gen pwoblèm nap fè yon apatman la, apatman an nap divizel an 3, epi chak moun ap gen 2 chanm a kouche, chak famille ap gen 2 chanm a kouche. Gen moun lan tou ki pata vle dakò ke kay li kole a lòt kay ki te sou kote l la. [...] Wi, li te pito pou yo fon ti kay pou li epi pou yo tal fè lòt pa, lòt ti kay vwazinaj la. Men moun yo menm di non yap fè yon apatman, epi apatman an lap pou nou 3 moun, epi chak moun ap gen 2 chanm a kouche, salon epi salle a manje. Li gen dwa fèt en 2 etaj oubyen 3 etaj. Epi se lan sans sa m diw gen moun ki pat satisfè paske yo te bezwen pou yo fè afè yo poukont yo. Men siw ap swiv, siw ap gade sa yo fè a, li trè, trè, trè konfontab ki vle di son systèm etranje kote ke apatman an son apatman. Li gen plizyè moun kap viv lan espas la, ou konprann, orizon divè. Yo gen dwa frè, yo pa sè, yo pa bagay men yo pataje on yon apatman ansanm. Chak moun gen apatman pa yo.	
Mixité et copropriété	E14	Wi, wi. Yo vinn konprann li paske kounya la, yo vinn viv lan yon anvironman senseman map di w sa e mwen m gen moun kap vin lan espas yo la, yo diw wi yo santi yap viv trè byen, yo santi yo byen yo viv trè byen. Ou konprann ? Paske non selman yo an konfyans paske kay lan li gon standa ki bokou plis respekte, e ki mete yo an konfyans. Answit tou gen kote yo fè yo epi kounya la, yo antre, yo tou fè tout bagay antre, kouran pou moun yo. O mwen ba yo on lot standa yon bagay yo pat konn abitye viv. Ou konprann ?	
Thème V : Architecture			
Sous-thème : Conception, adaptation et modularité			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement	E1	On avait les attentes, les ferraillages qui étaient mis en attente, pliés, écoulés dans un béton maigre, pour que plus tard, il soit facile de venir sortir ses ferraillages, et il les reprendre pour continuer les chaînages dans les directions, dans les différentes directions. Donc oui, vraiment, ça c'est pour le coup, c'était réellement modulaire et avec l'optique d'agrandissement. Evidemment, on allait pas mettre des agrandissements... Enfin, c'était en fonction de l'espace disponible. L'agrandissement de base, c'était un étage au plus parce que c'était finalement relativement rare, qui a un espace disponible à côté pour une future extension et s'il y a une maison à côté ou... S'il y avait une maison à côté, on allait pas permettre une extension.	
Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement	E3	Le reste du design, dans ces maisons jumelées, ce qui est très différent des autres maisons, mais les maisons jumelées, on voulait deux affaires, de la lumière et de la fraîcheur.	

Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement	E3	On la bâtissait de façon à ce qu'elle puisse avoir un deuxième étage un jour. Donc, les colonnes étaient plus solides, la toiture était faite en sorte qu'éventuellement, il y ait une section d'escalier qui pourrait être faite. Donc, dans 5 ans, si la personne de la famille avait plus d'argent, elle pourrait augmenter son truc. Donc, toutes nos maisons individuelles, c'était des 25m2 extensibles vers le haut, mais aussi extensibles horizontalement. C'est-à-dire qu'il y a des endroits qu'on leur expliquait en disant que ce mur-là, tu pourrais le briser et faire une extension de 10 m vers là. Tous les fers sont prêts à être repris et tu peux repartir. Donc, la maison était faite vraiment pour avoir de l'expansion.	
Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement	E4	M agrandi pam lan. [...] Mwen te chwazi pranl se paske mwen di ma gen on komansman epi res la ma kontinyel. E se sam fe vre. Annou di laa janm diw la pam lan kole a pa zanmi an lan mitan a goch a dwat devan se mwen ki pete pwent beton an ki kontinye.	
Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement	E4	Se egzakteman saw di a, lan moman m pat gen moyen. Pandan ya fel la m te gen dwa tou kontinye ave yo wi. M te gen dwa fe on atant ak bos yo, yo tap kontinyel pou mwen. Sim te fe on antant ave yo m te di yo ann kontinye, ann fe sa yo tap fel. Men m pat gen moyen leu a m te just kite yo fel epi mwen kontinye res la. Gen moun ki te pete diskisyon ave yo, lan pwent beton yo te vle finn fe finisyon an gen moun ki pat dako ave yo. Gen moun ki te fe yo kite sa. Men mwen puiskem te aksepte (...). M aksepte norm lan janl ap fet la.	
Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement	E5	Ça, c'est effectivement une contrainte. Mais cette contrainte-là est liée au coût de construction. Et c'est une contrainte, effectivement. On peut toujours faire baisser le coût du mètre carré. Ça demande un certain travail. Éviter d'avoir des chutes. Il y a plein de façons de faire. Dans la réalité, ce que font les gens, c'est que les maisons ne sont pas terminées d'un coup si vous voulez. Les murs ne sont pas enduits. Ils prennent logement. Ou bien ils mettent une toiture autour. Il n'y a pas de faux plafond. C'est contraignant. Dans deux ou trois ans, ils arrivent à finir ça. Ou bien s'il y a deux sanitaires dans la maison, il n'y a qu'un seul qui est équipé. [...] Il y a plein de façons. Mais effectivement, au niveau des projets, c'est lié au budget qu'ils avaient au départ. Et certaines unités paraissaient très petites. Mais dans la réalité aussi, il ne faut pas se mentir, les gens vivent, moi j'ai vu des cas où les gens vivent dans des espaces assez exigus. Moi j'ai vu des situations où le soir les gens sont obligés de pousser les meubles pour dégager de la place. Il y a des situations à la limite caricaturales, on met un matelas sous une table par exemple. Comme je vous dis en fait, une stratégie que les gens se développent c'est qu'ils font des maisons évolutives. Même s'ils ont un projet d'avoir 4 pièces, ils ne font jamais les 4 pièces d'un coup. Une pièce, deux pièces et puis la maison s'agrandit. [...] Oui, c'est une meilleure alternative, faire des unités évolutives.	
Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement	E7A	On sait que, par exemple, ils vont construire en hauteur. Contrairement au quartier plus formel, c'est-à-dire, ils vont construire une pièce à la fois. Soit en agrandissant par le côté, ou en agrandissant, donc il faut que, disons que tu as un budget de, je ne sais pas, il faut penser à un phasage éventuel. Tu as un budget de temps, c'est peut-être une pièce ou deux pièces pièces que tu mets côte à côte, mais tu sais que la structure est capable d'en prendre trois autres étages. Après, le gars, il peut aller, dans un an, deux ans, quand il a l'argent, construire. C'est pour ça que la typologie un peu étrange d'un toit en pente, c'est beau, puis on comprend qu'il y a une certaine ventilation, mais on comprend en même temps que ce n'est plus possible, à moins d'arracher le toit puis de recommencer. Est-ce que la maison est capable de supporter ça? Le fait aussi, comme par exemple, une erreur qu'ils ont faite dans Morne Lazarre, ou peut-être que c'est Morne Hercule, et ils me l'ont dit, deux erreurs, dont une importante, au lieu de mettre un escalier extérieur, ils ont mis d'escalier intérieur, comme si c'était un appartement de deux étages, mais la plupart des gens vont s'occuper d'un étage puis louer l'étage, donc ils ont sorti les escaliers à l'extérieur. [...] Ils ont sorti l'escalier. Donc ça, ça aurait dû être pensé d'une certaine façon, c'est-à-dire... Dire ok, tu pourrais utiliser les deux étages...	
Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement	E9	L'aspect évolutif est tout à fait correct et je crois que dans le projet 16/6, ça a été pris en compte. Aujourd'hui, toutes ces constructions qui ont été faites particulièrement sur Morne Hercule et Nérette, elles ont déjà été agrandies. Elles ont toutes un espace supplémentaire. Ça veut dire, les terrasses ont été fermées. Ce que je trouve malheureux, parce que la prolongation intérieure extérieure est perdue automatiquement. Mais elles ont été... Il y a eu des accommodations au niveau des propriétaires, des occupants. Je pense que c'est effectivement une bonne approche, l'approche évolutive.	
Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement	E13A	Ah oui, ça peut arriver. Mais il y a des comités qui sont sur place, qui gèrent tout ça. Dans le temps, moi, je fais toujours des visites sur le site pour rencontrer les comités, pour savoir exactement s'il y a des difficultés, qu'est-ce qu'ils ont trouvé comme problème, etc. Par exemple, je me rappelle à Morne Lazarre, il y a quelqu'un qui devait modifier la maison pour créer une boutique. Lorsqu'on m'a appris, j'ai été sur place parce que le comité a dit non, mais la personne a voulu faire quand même. Donc je devais me déplacer pour aller donner un peu d'appui au membre du comité, puisqu'on a signé à travers l'accord qu'on ne devait pas modifier, faire aucune modification des maisons.	
Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement	E9	Ce point est tout à fait valable. Je pense que le risque est négatif, il est là justement dans cette méthode qu'ils vont employer, au niveau de la construction. Maintenant, un accompagnement aurait pu être au niveau de la mairie, si le fonctionnement est correct, que la mairie puisse dans sa cellule d'urbanisme fournir l'accompagnement dans tous les quartiers. Mais je sais, tel qu'on fonctionne chez nous jusqu'à présent, non. Ce n'est pas faisable.	

Modularité, évolutivité et adaptabilité du logement	E13A	Normalement, on a intégré cet article dans le document. C'est parce qu'à tout moment, la personne peut avoir cette maison, louer la maison et continuer à vivre dans la même situation qu'elle vivait auparavant. Et nous, ce n'est pas seulement venir donner une belle maison à la personne, mais c'est surtout contribuer au changement de vie de la personne	
Adaptation des choix techniques au contexte local	E1	Là, on travaillait avec des modèles parce que les modèles nous permettent de ne pas avoir à nécessairement faire les calculs. On ne pouvait pas faire de calcul des résistances de toutes ces maisons. Ce serait un travail complètement inimaginable. Donc on travaille avec des modèles qui nous donnent des ordres de grandeur, mais il y a toujours un moment où l'ingénieur va essayer de faire coller un modèle à une situation qui n'est pas parfaite. Donc il y avait de la prise de décision d'ingénieur sur le terrain d'une part, juste à la vue des plans, à la vue de la situation d'une part, mais en plus c'est sur des plans et après y avait des demandes de la population.	
Adaptation des choix techniques au contexte local	E1	Il y avait pas de formalisation de la chose. Mais si un habitant demandait de déplacer un mur, dans certains cas, il y a tellement de cas particulier... Dans certains cas, on essayait toujours de revenir à des formes plus parallélépipédiques, parce qu'elles sont plus résistantes. Ça veut dire que dans certains cas on pouvait avoir une dalle qui avait une forme un peu bizarre et là, on allait mettre un mur droit d'une certaine façon, on allait faire une séparation qui allait être sismiquement plus solide, et l'habitant pouvait, la personne qui habitait là pouvait demander : Ben non, je préférerais que le mur soit ici, que le mur soit là. Ça devenait vraiment une discussion sur le chantier et une décision de l'ingénieur. Sur quel va être l'impact finalement ? 1 sur la sismicité de la maison et 2 bah sur le coût aussi. Si une demande coûte plus cher, on n'est pas là nécessairement pour améliorer la maison. S'il va y avoir un coût c'est pas dans la l'optique du projet non plus. Mais il n'y a pas... je n'ai pas une réponse franche à donner.	
Adaptation des choix techniques au contexte local	E1	Pour la réparation. En fait, on reconstruisait aussi proche possible de la façon dont c'était précédemment, donc on ne se posait pas vraiment la question de l'architecture. Donc voilà, j'ai pas de réponse finalement. Oui, nécessairement on suivait le mode de vie d'une certaine façon, parce qu'on reconstruisait tel que c'était avant. Est-ce que c'était représentatif des modes de vie ? C'est vraiment un sujet de la densité est telle que la réalité c'est que la construction était dans l'espace disponible et donc les gens se s'arrangeaient pour faire tenir.	
Adaptation des choix techniques au contexte local	E3	Dans les réparations, on apprenait, étant donné qu'on était les premiers à le faire, donc avec Miyamoto, on s'assoyait régulièrement, encore une fois, c'était plus toutes les équipes d'ingénieurs, nos équipes d'ingénieurs et leurs équipes, et on disait, voici ce qui marche, ce qui ne marche pas, voici que ça n'a pas de sens, on ne peut pas faire ça à grande échelle, ou les réticences des gens. Donc, la période de maisons jaunes, c'est la période où l'idée de base de Miyamoto, on le mettait en pratique, on voyait un peu ce qu'on pouvait faire, ce qu'on ne pouvait pas faire.	
Adaptation des choix techniques au contexte local	E3	Dans certains endroits, les maisons finies, ils avaient deux étages plus la toiture. La toiture, on l'a faite comme ça pour forcer les gens à jamais bâtir un troisième étage. Donc après, c'était impossible. En plus, on a créé un système de ventilation passive en ayant l'espèce d'ouverture en haut. Ça permettait d'avoir une fraîcheur, parce que la circulation se faisait naturellement.	
Adaptation des choix techniques au contexte local	E5	Au lieu d'avoir le maximum d'unités et éventuellement de diminuer sur le fini, sur plein de choses. Parce que comme je vous l'ai dit, les gens ont la capacité. Moi j'ai vu des projets qui sont assez anciens mais les gens les ont modifiés	
Adaptation des choix techniques au contexte local	E7A	Mais moi, j'avais aussi appris que, comme il y a certaines personnes qui ont peur des fenêtres, ils pensent qu'il y a des esprits qui vont rentrer. Donc ils ferment, ils n'ont pas de fenêtres. Dans certains quartiers, c'est des gens qui sont... [...]C'est un truc qui se répète un peu, je trouve, superficiellement. Et moi, ça me fait penser à autre chose. C'est qu'à un moment donné, dans l'histoire de l'architecture, il y a eu un tournant. Il y a quelque chose qui fait que, à un moment donné, ça a basculé. Il y avait des typologies. Il y avait des habitudes, des façons de faire. À un moment donné, ces façons de faire ont disparu. Je pense que ça doit être dans les années 50, 60 peut-être, je ne sais pas. Et ce qui fait que tu as des éléments d'architecture qui, par exemple, ont disparu. La fenêtre, traditionnellement, typiquement, et ce, quel que soit le niveau social et économique, était constituée de quoi ? Elle était constituée de volets intérieurs en persienne et de volets extérieurs, de volets complètement fermés. Le grand bourgeois avait sa fenêtre comme ça et le plus modeste des paysans avait sa fenêtre comme ça. Celle-ci était peut-être plus grande, mieux faite, etc. Mais c'est comme ça qu'on faisait les portes et les fenêtres, les ouvertures. Ce qui fait que si le paysan qui pensait aux esprits, qui venaient la nuit, il fermait ses volets. C'est tout. Alors, est-ce que ce n'est pas peut-être tout simplement ça ? Est-ce que ce n'est pas peut-être plutôt ça ? Parce qu'on a remplacé sa fenêtre. Le bourgeois, lui, l'a remplacée par des baies vitrées, comme ça. Mais celui qui ne peut pas payer ces baies vitrées là, qui sont importées, etc. Donc, ils ont fait des clostras, des trucs de ce genre. Et ce que tu dis là, en effet, ça va jusqu'à boucher les trous des clostras avec soit des vieux vêtements ou des trucs pour les mauvais esprits, pour les mauvais airs, qu'ils disent. [...] Parce qu'on ne va pas rentrer dans une discussion de savoir s'il y a des mauvais airs ou des mauvais esprits. Par contre, ça prendrait en effet une réflexion sur la façon de faire des portes et des fenêtres.	

Adaptation des choix techniques au contexte local	E7G	Parce que si tu me pousses à réfléchir sur ce qu'on a vu là, qu'est-ce qu'on a vu là, en fait, on voit aussi des modules qui doivent faire quoi ? Quatre et demi, cinq sur deux niveaux. Ils sont côte à côte, dont l'un sur un trottoir. Je ne sais pas ce qu'il y a en arrière, peut-être une petite cour d'un ou deux mètres. Donc à l'intérieur, comment ça fonctionne, j'ai peut-être des doutes. Parce qu'encore une fois, les gens à Haïti vivent à l'extérieur. On vit sous des galeries, il n'y a aucune galerie là. Aucune de ces maisons, on ne voit pas de galerie. La galerie, c'est comme une véranda. Terrasse couverte, où on peut se tenir à l'extérieur, mais à l'ombre, où on peut jouir de la brise, etc. Je ne vois rien de ce genre-là. Même dans les belles petites maisons. Il y en a une ou deux qui ont un balcon à l'étage. Ce n'est pas la même chose, un balcon c'est... d'ailleurs, le balcon, si tu veux, à ce niveau-là, n'est pas pratiqué. On veut une galerie pour recevoir les gens, on ne va pas recevoir les gens sur un balcon, en passant dans une chambre à coucher éventuellement. C'est déjà un peu ce genre de réflexion que je propose, d'avoir vraiment une connaissance approfondie des manières de vivre. Parce que tu fais ça, tu prends les gens, tu les plies comme des sardines, et tu les mets là-dedans, même si ça fait joli avec des belles couleurs et un minimum d'infrastructure qui fait propre.	
Adaptation des choix techniques au contexte local	E9	Pour moi, prendre en compte tout ce qui est réponse climatique. Particulièrement dans les logements, réponse climatique. Surtout quand on sait qu'on a énormément de problèmes énergétiques. Donc, il faut que les logements soient bien ventilés. Bien ventilés, bien éclairés. Accès à la lumière naturelle. Alors ça me fait penser à Le Corbusier et à toutes les prémices qu'il mettait : accès à la lumière, au soleil et accès à la ventilation qui sont des points clés par rapport à tout ce qui est santé à l'intérieur du logement. Parce que sinon, il y a tellement de densification, qu'il y a tellement de promiscuité qu'on finit par tomber dans des logements malsains. Donc, pour moi, la réponse climatique doit être prise en compte. Également l''aspect culturel est très important par rapport au prolongement intérieur et extérieur. Je pense qu'il est très important que tous les logements aient accès un temps soit peu à minimum d'espace extérieur. Même si c'est en hauteur, un balcon, une coursive qui permet de prendre de l'air et d'avoir un petit peu cet aspect de rue. Et espace public rue, je ne sais pas moi, l'aspect culturel. Je dirais aussi dans l'aspect culturel, tout ce qui est couleur. C'est peut-être très superficiel mais la couleur chez nous est parfois importante. Elle est aussi bien en milieu rural que parfois en milieu urbain dans certains quartiers. C'est vrai que plus on va vers des quartiers huppés et moins de couleurs il y a. Mais ceci n'empêche pas l'autre, et la couleur. Ce sont pour moi des points : c'est l'aspect climatique, l'aspect culturel devraient pour moi être toujours pris en compte.	
Adaptation des choix techniques au contexte local	E9	Bon, c'est vrai qu'au niveau culturel, on vit en termes de famille élargie, comme on dit chez nous. On a toujours un tonton, une grand-mère, un neveu à domicile, mais... Moi, je ne prioriserai pas ceci, parce qu'en termes de reconstruction, en termes d'urgence, et ça fait lourd de construire de grands espaces. Pour moi, vraiment, le plus petit et vraiment le plus petit espace en termes de reconstruction, on devrait penser à du 30 à 36 mètres carrés. Je sais qu'il y en a qui pensent à 24 mètres carrés. Et 24 mètres carrés, c'est aussi faisable mais, quand on vit en famille élargie, c'est parfois très lourd. Mais je dis, moi, 36 mètres carrés minimum; l'idéal aurait été des 60, 70 mètres carrés mais c'est déjà très lourd. C'est déjà très lourd, et ce n'est pas pour moi en termes d'immeuble de reconstruction qui est faite par l'État. Je n'irai jamais dans des gabarits de ce type.	
Adaptation des choix techniques au contexte local	E9	Quand j'ai parlé de l'aspect culturel, j'ai oublié de lui dire quelque chose. Dans ces quartiers, chez nous, peut-être que tu le sais, il y a quelque chose qu'on appelle le « mauvais air ». C'est le côté mystique. Donc, beaucoup de compatriotes n'aiment pas les grandes ouvertures et au contraire, ferment les ouvertures. Et ça veut dire, même s'ils ont des claustras, ils mettent des trucs en intérieur de manière à ce que la nuit, le « mauvais air » ne passe pas. Donc, qu'il n'y ait pas d'entrée d'aucune poudre, ni d'aucun truc maléfique. Donc, ça, c'est important aussi à mettre un contexte. Moi, je pense qu'il faut continuer à sensibiliser. Ce n'est pas parce que culturellement, on n'aime pas les ouvertures, que ce soit correct. Et au point de vue sanitaire, il faut un minimum d'aération, surtout quand on vit en promiscuité. Je parle, chez toi ou peut-être chez moi, on va vivre, on sera deux dans une chambre, on sera trois dans une chambre, on aura chacun notre vie. Là, on parle de personnes qui vont vivre à quatre, cinq, six même dans une chambre. Il faut sensibiliser sur ce qui est santé. Et donc, c'est oui, j'ai fait à l'identique, mais il faut apporter une touche qui permette d'améliorer les conditions de vie.	
Adaptation des choix techniques au contexte local	E11	En fait, ce qui était relativement bien, c'est qu'ils avaient essayé de tenir compte d'avoir une maison qui comporte tous les éléments parce que, d'une façon générale, les personnes avaient tendance d'avoir uniquement une pièce. Puis au fur et à mesure, elles ajoutaient… On cuisinait entièrement à l'extérieur et puis ça s'arrêtait là avec une galerie. Donc, ils avaient la conception d'avoir une partie qui serait privée qui serait les chambres, une autre partie qui serait un peu plus commune, et puis un espace cuisine et un espace toilette. Donc, c'était relativement bien conçu, en tenant compte également d'une certaine ventilation, etc.	
Participation des acteurs locaux dans la conception	E10	Pendant très longtemps, moi qui ai grandi à l'extérieur, c'est comme si les professionnels Haïtiens n'existaient pas. Tu as des ingénieurs, tu as des médecins, des gens capables, très bien formés, tu sais. Ils représentent un faible pourcentage de la population et donc on ne voit que la majorité et on s'imagine que l'on peut entrer en Haïti et faire n'importe quoi. Non ce n'est pas vrai. Moi qui l'ai vécu, tu ne peux pas rentrer en Haïti et faire n'importe quoi. Et même les gens qui n'ont pas la capacité, les connaissances, ils ne te laisseront pas venir dans leur quartier qui est justement comme je le dis les quartiers passagers.	

Participation des acteurs locaux dans la conception	E3	Ça, c'est une affaire de Kéké qui est brillante. Au tout début du 16/6, il a fait une charrette. Tu sais ce qu'est une charrette en architecture ? C'est comme un brainstorming de plein de gens. Puis tu fais pendant quelques heures, tu arrives avec un concept. Donc, pendant deux jours, on a invité les plus grands architectes d'Haïti, les urbanistes, des vieux, des gens qui ont vraiment contribué à bâtir, disons, Haïti. Des gens vraiment formidables. [...] Pendant deux jours, la question était quel est le meilleur habitat pour quelqu'un qui habite dans un quartier populaire. Donc, tu avais des gens, des philosophes, tu avais vraiment du monde. C'était formidable. C'était excitant. Et toutes sortes d'idées sont venues. Il y avait un bonhomme, je ne me souviens plus de son nom. Lui, il connaissait vraiment... C'était quasiment un érudit. Un petit génie. Vieux, vieux. Il dit plusieurs trucs, mais une chose que je me souviens, c'était qu'il fallait gérer la chaleur. Il fait trop chaud dans ces quartiers populaires. C'est du béton, mur à mur. Il fait trop chaud. Vous devez gérer ça. L'autre affaire, c'était un peu le côté de l'eau.	
Participation des acteurs locaux dans la conception	E8	C'est là qu'on a vraiment développé les modèles de logements permanents qui étaient exceptionnels. Et pour faire ça, pour y arriver, pour y arriver, on avait fait une charrette pendant trois jours avec à peu près 30 architectes haïtiens pour faire des réflexions sur comment construire une maison fonctionnelle pour une famille défavorisée dans un quartier à risque. Dans un quartier où les risques et les catastrophes naturelles sont élevés.	
Participation des acteurs locaux dans la conception	E1	Souvent, les habitants étaient là et donnaient un coup de main. C'était... pour la construction neuve, c'était obligatoire, comme on parle de la réparation des maisons. La présence des habitants des maisons était... je sais pas si on peut dire souvent, je sais pas à quel pourcentage de chantier sur lesquels on avait au moins un représentant de la famille qui habitait dans la maison en question. Mais si on part sur une estimation on va dire dans la moitié du temps. Il y avait quelqu'un qui était à temps plein en fait, pendant les travaux.	
Participation des acteurs locaux dans la conception	E3	La charrette, c'était au début du 16/6. Ça nous a permis de se dire qu'on avait fait un résumé de toutes les bonnes idées. On a essayé de suivre leurs idées. Ça, c'était un. Ensuite, dans les maisons jaunes, les maisons rouges, la petite maison individuelle, on a fait beaucoup de sessions comme je parlais de la planification participative. C'est là avec la corde qu'on disait. Toutes ces affaires-là, la cuisine, à quoi elle ressemble, ton poêle, tu le mets où. Dans la conception, on le faisait. À un moment donné, on est arrivé et on a dit « Ok, voici, ça c'est notre modèle. »	
Participation des acteurs locaux dans la conception	E3	On s'est assis, on l'a montré aux familles. Les familles disent, oui, je ne suis pas sûr, je ne comprends pas. Donc, on faisait beaucoup de, tu sais, par exemple, avec une corde, on leur montrait, c'était quoi 20 m2. Avec une corde, on faisait comme un rectangle, on disait, ça, c'est 20 m2. Ou, si vous voulez, votre cuisine, elle serait où, votre cuisine ? Idéalement, ma cuisine, je la voudrais là. Ta chambre à coucher, tu la voudrais où ? Donc, on faisait beaucoup de jeux comme ça avec les familles pour essayer de comprendre l'intérieur de la maison, à quoi ça allait ressembler.	
Participation des acteurs locaux dans la conception	E4	M te la . M te la, au jour le jour. Sa bo kote pam m pat bay menm on bokit sab. Selman mte la mte konn bay neg yo konsey. Neg yo te gen dwa ret la, soley lan te cho lan ko yo, mte gen moyen machte on coca, machte on toro bayo ou konprann ? Anyen ki pat deranje mwen. Menm te tou pre a, mte toujou la avek yo chak jou, sof lem pa la. Leum pa la, mte gen moun kite rete ki te toujou avek yo.	
Participation des acteurs locaux dans la conception	E8	On a fait des charrettes pour faire des thèmes de réflexion, mais ce sont des architectes juniors. Ils ont dessiné ça et on a fait des commentaires, on a corrigé. Écoute, on n'est pas en train de construire des... Ce ne sont pas des palais.	
Participation des acteurs locaux dans la conception	E11	Par contre, j'avais oublié de mentionner au niveau du 16/6, mais c'était quand même deux ans après le tremblement de terre, l'UCLBP avait fait appel aux architectes haïtiens pour proposer un modèle. Donc, à ce moment-là, on peut dire que la collaboration avec la connaissance locale s'est faite au niveau des modèles de maisons qui ont été proposés pour le 16/6. Mais toute la partie de méthodologie, la planification communautaire a été faite par des étrangers. En fait, toute la méthodologie, toute cette partie-là a été faite au niveau des étrangers, le concept a été fait et présenté à l'UCLBP. [...] Qu'ils ont présenté à l'UCLBP, y a peut-être eu des aller-venus et des modifications. Mais ça n'a pas été une présentation faite à partir du vécu haïtien quoi. Donc pour moi, ça a créé un petit peu des tâtonnements. Maintenant, quand on devrait passer aux constructions de maisons, il y a une implication de la connaissance haïtienne, des ingénieurs architectes haïtiens, etc. Il y a des échanges par rapport à ça.	
Sous-thème : Matériaux, techniques et qualité			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie

Résistance sismique	E1	Donc il y avait tout un cadre, alors ça y avait purement d'un point de vue structure, il y avait des sortes de principes, de grands principes d'ingénierie structurelle qui avait été pré-établis avec des modèles de réparation et ça, c'était strictement pour la réparation. D'une part, réparer les éléments qui sont endommagés sans affaiblir la structure existante. Et après ? Là-dessus, on ajoutait des éléments de renforcement, de renforcement structurel. Alors il y avait vraiment toujours 2 étapes. La première étape, c'était l'évaluation en fait, et cette évaluation se faisait vraiment une évaluation des dégâts et en fait une sorte de petite modélisation des, des maisons. [...] On avait des sortes de modèles, quand on faisait des visites d'évaluation, à quel modèle de maison il s'agit. De quel modèle de maison il s'agissait ? Ensuite, on faisait une somme d'interventions nécessaires pour réparer les ornements endommagés et quels étaient les éléments manquants pour vraiment augmenter la capacité de résistance de la maison.	
Résistance sismique	E1	pyramide inversée [...] Beaucoup de ces maisons sont construites avec juste des colonnes qui étaient construites. Ensuite, on venait remplir avec des blocs et on posait une toiture. Problème, c'est que cette structure-là s'ouvre très facilement. Venir faire ce chainage en haut vient considérablement augmenter le renforcement, enfin la capacité de d'absorption de choc sismique. Donc ça c'était systématique dès qu'on fait une intervention, qu'il y ait eu chainage ou pas avant on venait ajouter un chaînage. Et ça, ce sont des interventions de base. Qui viennent assurer le renforcement parasismique de la maison.	
Résistance sismique	E1	En fait, c'était assez rare qu'on reconstruise des dalles en béton, on faisait une charpente en bois, une charpente légère, ce qui réduit le centre de gravité et en fait voilà aussi augmente considérablement la résistance de la maison en cas de secousse sismique et en plus diminue les risques d'accident et de perte de vie. Si la structure échoue, c'est une structure en bois qui tombe. C'est pas une dalle de béton, ce sont les dalles de béton qui ont tué des centaines de milliers de personnes. Ce sont des dalles très mal construites, mal chaînées et c'est vraiment le responsable numéro un de l'ampleur de la catastrophe qui avait eu en Haïti.	
Résistance sismique	E3	Ensuite, au niveau des ouvertures et tout ça, c'était le grand débat avec nos ingénieurs en structure. Au début, je t'avais parlé de Degenkolb, qui nous avait donné une espèce d'outil qui nous permettait d'entrer les données. Souvent, ça revenait avec un bunker. Il n'y a pas de fenêtre parce que c'est seulement des fenêtres.	
Choix des matériaux et enjeux d'innovation	E1	Dans ma mémoire et j'ai passé des jours à crapahuter dans les quartiers. Ça reste, enfin... Même si la qualité est très mauvaise, c'est du bloc, du bloc et de la toiture en tôle ou du bloc et de la toiture et de la dalle mais de la dalle béton genre plancher hourdis avec des blocs. Dans les quartiers y avait je pense et honnêtement je suis à peu près convaincu que de la construction ultra précaire, euh légère, il y en avait finalement assez peu.	
Choix des matériaux et enjeux d'innovation	E3	Je suis allé en Érythrée et j'ai vu des planchers de terrazzo que les Italiens avaient faits en 1920 qui étaient impeccables. Il fallait juste les cirer un peu. Je veux que la place pour la douche ou l'espèce de drain pour l'eau où les gens peuvent se laver, je veux que ça fasse un truc en terrazzo avec un rebord pour que l'eau ne vienne pas dans la salle de bain. Je veux que le comptoir de la cuisine au complet soit en terrazzo pour que dans 5 ans, 10 ans, 15 ans, c'est encore super beau, solide. J'avais une personne qui faisait encore du terrazzo. Dans les vieilles maisons haïtiennes à Port-au-Prince, tu trouves encore du terrazzo plancher. J'ai trouvé un gars qui faisait ça. Il me faisait des super comptoirs hyper solides. Mon idée pour tout ce détail-là c'était que je voulais que ça soit indestructible.	
Choix des matériaux et enjeux d'innovation	E3	On a fait par exemple les balcons. On utilisait du bambou. Du bambou traité. On a trouvé du bambou traité localement parce qu'une de mes architectes était colombienne et elle disait qu'en Colombie, ils utilisent beaucoup de bambou. Vu qu'il n'y a pas beaucoup de bois en Haïti, on s'est dit que ce serait une bonne idée de développer la filière bambou. Comment on développe la filière bambou ? C'est en intégrant et en montrant aux gens à quoi peut ressembler du bambou dans des structures. Toutes les gardes de corps sur les balcons sont en bambou. C'est un peu ça. On a trouvé un gars en Haïti qui était un artiste mais qui faisait aussi du séchage de bambou. On l'a embauché lui. Lui, il nous a fait le travail de balcon	
Choix des matériaux et enjeux d'innovation	E3	Les maisons sont en blocs de ciment. Le bloc de ciment, c'est la façon que l'Haïtien a bâti toutes ses maisons. Donc, il ne connaît rien d'autre. Donc, le bloc de ciment, il y a beaucoup de désavantages au bloc de ciment, mais réintroduire quelque chose, c'était impossible parce que ça demanderait toute une nouvelle économie. Par contre, le choix a été fait par le gouvernement, par des spécialistes de dire qu'on ne va pas utiliser le bloc de ciment, mais on va le rendre antisismique avec ce qu'on appelle la maçonnerie chaînée, [...] Donc, les matériaux, c'était un peu standard avec ce que les gens connaissaient. Réintroduire autre chose, comme dans la plupart des pays en voie de développement, c'est presque impossible. Mais au moins, qu'ils puissent le faire correctement	
Choix des matériaux et enjeux d'innovation	E3	Non, non. Notre plan était de le développer comme une ressource pour que les autres... [...] L'idée du bambou, c'était d'ouvrir un peu l'esprit du gouvernement, mais aussi des autres acteurs de la construction, qui n'étaient pas obligés de faire toujours des galeries en fer ou en je ne sais pas quoi. Le bambou peut être structurel, c'était trop innovateur pour Haïti à ce moment-là. Donc on faisait au moins en termes d'autres trucs. Le problème, c'est qu'il n'y avait pas assez de producteurs de bambou en Haïti. Ça aurait pris tout un autre cinq ans de financement pour ça. Mais l'idée, c'était au moins de démontrer qu'il y a un potentiel.	
Choix des matériaux et enjeux d'innovation	E5	Mais je vous assure, le parpaing de ciment, je trouve que c'est bon. Ça paraît, en fait, que je regarde des documents qui datent depuis une soixantaine d'années. Ça semble n'avoir pas trop évolué chez nous. Mais c'est une technologie qui est relativement bien adaptée à notre réalité	

Choix des matériaux et enjeux d'innovation	E7G	Il n'y en a pas, tout simplement. Il n'y en a pas. Le béton a été introduit dans les années 50-60, je veux dire en masse. Et a eu le succès qu'on connaît, puisque justement, même la petite maison paysanne, maintenant, elle est en béton. Il y a tellement de facteurs qui expliquent cette métamorphose non accompagnée, parce que ce n'était pas une fatalité que ça se passe comme ça. Ça aurait pu mieux se passer. Mais, encore une fois, il n'y a pas eu d'accompagnement. Personne n'a pensé à réfléchir aux impacts d'un matériau sur les façons de faire, les façons de voir, les façons de vivre, etc.	
Choix des matériaux et enjeux d'innovation	E10	Euh écoute, ça vraiment je me rappelle plus pourquoi. Il y a des endroits où on n'avait pas, il y avait une question. Il y a une question aussi de sécurité parce que l'un donnait sur la rue. Alors les gens disaient que non, ils ne voulaient pas qu'on soit capable de passer à travers la tôle. On leur a expliqué que ce n'était pas le cas. Du côté gauche. Alors du côté tu vois là, n'oublie pas que la tôle est au-dessus de l'espace extérieur terrasse, ce ne sont pas des espaces habités. Alors que de l'autre côté droit, c'est surtout ça. Du côté rue, c'étaient des espaces habités et de ce côté-là qui étaient beaucoup plus hauts. La tôle était par-dessus des balcons tu vois. Donc ce n'était pas la même fonction.	
Choix des matériaux et enjeux d'innovation	E10	On nous avait critiqué parce qu'on voulait faire des routes en béton, mais on dirait l'asphalte, est-ce que c'est bon pour l'environnement ? Non. Est-ce que le béton est bon pour l'environnement ? Non. Donc, non et non. Le problème est-ce qu'on produit de l'asphalte en Haïti ? Non, on doit l'amener de l'étranger. Le béton est là. Ok. Qu'est-ce qui est plus durable, le béton ou l'asphalte ? Le béton. Sachant en plus qu'on est un pays où y a tout le temps des manifestations. Lorsqu'on brûle, lorsqu'on allume un feu sur l'asphalte, on fait un trou, sur le béton, tu ne peux pas faire de trou. Tu fais un feu, il s'éteint mais tu ne mets pas le feu, tu comprends ? Donc il y a tout ça à prendre en considération.	
Choix des matériaux et enjeux d'innovation	E12	C'est à mettre en place, il faut juste former. Si les gens, ils ont appris à poser des blocs de béton avec du mortier... qui culturellement n'est pas Haïtien. Je veux dire, ils ont appris ça… tu comprends. Donc, tout ça se met en place. Donc, dans la formation que je te disais des 21 architectes et ingénieurs, ça s'enseigne et déjà, il y a des architectes haïtiens qui savent construire avec du bambou. C'est un Haïtien qui me l'a appris. Donc tu vois, ce genre de projet, je te dirais le 16/6. Mais pourquoi ça n'a pas été des expériences comme ça, pourquoi le projet de Simbi n'a pas été une expérience justement autosuffisante pour permettre aux haïtiens de se prendre en main. Mais parce que les Haïtiens, les politiciens haïtiens sont trop dépendants de l'aide internationale.	
Choix des matériaux et enjeux d'innovation	E14	Chanjman mwè ki pou ta fèt lan kay sa yo, se ke gen yon seri de kote, yon seri de twati, yon seri de bagay yo te fè yo an bwa oubyen yo fè, yon seri de desen yo fè avèk bagay kokoye. Ou konnen depi bagay la fèt an bwa li pap dirab. Yon tan lap rive, li abime, fòk li chanje. Fòk li chanje. Gen de kote, gen de balistrad yo te konn fè yo, men yo te fè yo, men se an bwa yo te fè yo. [...] A banbou, genyen se a bwa 2x4. Bagay sa yo, m wè ki ta merite pou chanje. Paske pandan map di w sa tou, gen moun lè yo fini ki modifye pa yo a wi. [...] Gen moun ki retire bagay kokoye yo epi kounya la, ki fè afè pa yo. Paske lòt jou m tap pase, m te wè yon moun ki tap retire bagay kokoye yo. Answit yo gen tiyo, li tap pase tiyo pou bay dlo. Li retire tout bagay kokoye yo epil chanje yo.	
Défauts, inachèvements et équipements insuffisants	E1	Après on avait utilisé des technologies vraiment de base même pour la plomberie, etc. donc, et les installations électriques étaient ultra minimes dans toutes les constructions que l'on faisait. Justement pour ne pas venir insérer des problèmes et les risques que la maintenance échoue derrière avec des problèmes de plomberie, etc. Donc c'était ultra basique. Mais ça restait une considérable amélioration de ce par rapport à ce qui était là avant. Donc ça, pour moi, c'était un gros succès.	
Défauts, inachèvements et équipements insuffisants	E4	Douch se manyel, lan bokit pouw benyen. Pat gen oken atant. Evye a, wi yo met evye a se vre menl yo pa alimante. A nou di se te vreman akayik. E kantite kob yo ta di nou ke kay sa koute a lepok la, ou we se se gagot. Heu, ou we sete gagot. Sa yo se bagay ki ta merite korije, si ta gen yon proje ki ta merite vinn Ayiti konsa anko.	
Défauts, inachèvements et équipements insuffisants	E4	Men pou twalet yo, nou k a di inacheve tou, wap gade kibo on moun ap fe twalet la, li pa mete tiyo anle, li pa mete atant pou dlo ta desann. Se selman yo depoze twalet la pou yo selman. Men yo mete on twalet yjenik ki pa konekte a anyen ki pa gen dlo ki desann lan rezevwa, ki pa gen anyen. Men se vreman sonw travay inacheve…	
Défauts, inachèvements et équipements insuffisants	E4	Yo bow on chanm kay san fenet. Ti kote ki gonw fenet ladan yo ke yo te mete avèk on gran espas banbou, se kote ki gen evye a oubyen lan douch la selman. Se lan evye a epi lan douch la selman ki gen sa. Moun yo, yo fel pou ou de fwa, siw ta vle on res atant lan beton an fow ta kanpe la, se ou ki pou diskite avè yo pou yo kite atant lan pou ou. Dè fwa yo konn menm kitel men yo fenmenl andan beton an, se ou ki pou al rekrazel komsi yo te di fok yo fe finalite a net. Donk se ou menm apre ki pou al krazel, pou w ta chache pwent fè yo kite pou ou a, pouw ta kontinyel.	
Thème VI : Facteurs socioculturels			
Sous-thème : Perception et impact social			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie

Appropriation du projet par les communautés	E10	Oui, parce que même dans le développement des typologies, il y a eu la participation des communautés. L'idée ce n'était pas de venir leur imposer une typologie, c'était d'être capable de les adapter à leur goût, aux besoins et à la réalité.	
Appropriation du projet par les communautés	E3	Donc on a commencé à peindre nos maisons de couleurs, nos maisons réparées. On offrait aux familles, choisissez une couleur. Puis en plus, moi je me disais, Haïti, les maisons traditionnelles sont pleines de couleurs. Tu vas en campagne, c'est plein de couleurs, c'est beau. Tu vas à Jacmel, tout est coloré. Donc, je me disais, c'est typiquement ici, on va faire des belles couleurs. Donc, les gens pouvaient choisir des couleurs super vives. On avait du rose, du jaune, du bleu pâle, tout ça. Et donc, toutes nos maisons qui se faisaient réparer, à la fin, on finissait ça super beau, avec un super crépi, et ainsi de suite, et on peinturait les maisons et tout ça. Donc ça, encore une fois, ça a servi, j'en parle, parce qu'éventuellement, c'est devenu un peu un des trucs du 16/6, et Kéké Bélizaire a utilisé ça comme idée pour repeindre toute Jalousie, le bidonville de Jalousie. Donc ça, ça vient de ce projet-là, donc je suis assez fier.	
Appropriation du projet par les communautés	E3	En plus, à la fin, dans tous ces travaux-là, on a intégré des artistes qui nous ont fait des mosaïques. Je ne sais pas si tu as vu celle de Morne Hercule. C'est une super belle mosaïque. Pendant que tous ces gars-là travaillaient, j'avais un artiste qui me faisait la mosaïque de 6 mètres de hauteur. Un truc super beau. Parce qu'en se disant, c'est un peu l'identité haïtienne. C'est le côté artistique des gens.	
Appropriation du projet par les communautés	E1	la présence dans les quartiers de personnels de l'UNOPS. Il y a un élément de confiance brute et y a un élément de confiance qui se construit que par la présence, donc avoir des équipes présentes, disponibles et qui rencontrent les gens, ça, c'était un élément extrêmement important	
Appropriation du projet par les communautés	E3	Donc, si tu veux, je te prête un groupe de mes travailleurs communautaires. Et avant que tes ingénieurs ou ensemble, ils pourront expliquer, poser et répondre à toutes les questions. Non, ta maison, ça va prendre six mois, il y a de l'aide du gouvernement, tu sais, il y a tout expliqué. Parce que l'ingénieur, lui, il y allait de façon brusque. Puis, le travailleur communautaire, il y avait plus d'empathie. Et donc, cette mentalité constante de pouvoir parler à un mobilisateur communautaire faisait en sorte que l'angoisse diminuait.	
Appropriation du projet par les communautés	E8	Qui sommes-nous pour déterminer de quoi un quartier a besoin ? Qui sommes-nous ? [...] Ça leur a permis de s'approprier d'eux-mêmes aussi. Parce que ces quartiers n'avaient pas la coutume du travail ensemble dans le passé. Donc, ça leur a permis de s'approprier d'eux-mêmes et vraiment, les résultats étaient corrects.	
Appropriation du projet par les communautés	E13A	Si on continue dans le cadre des implications et participations de la population. Pour arriver à tout ça, on a créé dans chaque zone d'intervention une plateforme communautaire. Cette plateforme communautaire, qui réunit les différentes couches de la population, devrait servir d'interface ou bien d'interlocuteur, des partenaires, des autorités dans le quartier. Cette plateforme communautaire devait s'impliquer directement dans toutes les activités qu'on avait à faire dans le quartier. Maintenant, il y a, toute une série de suivis qui ont été faits dans le cadre des renforcements des capacités de ces gens-là. Quel que soit le projet qu'on arrive à faire, il faut mettre d'abord la plateforme communautaire en avant. Il faut mettre en avant la plateforme. C'est-à-dire qu'on s'assoit, on discute tout ce qu'on fait dans la communauté. Même dans le cadre des autres activités qu'on avait réalisées, pas seulement la construction des maisons, mais dans ces neuf quartiers-là, on avait surtout la réhabilitation des routes, on a fait la réhabilitation des corridors, des impasses, des ruelles, etc. On avait eu la chance de mettre en place des projets d'électricité, de construction des kiosques d'eau.	

Appropriation du projet par les communautés	E13A	Normalement, l'idée de créer les plateformes, c'est justement pour pouvoir bien informer la population. Parce que les membres des plateformes, une fois avec eux, on discute, ils doivent retourner voir les gens de la population pour informer ce qu'on va faire. Qu'est-ce qu'on va faire ? Justement, tout le monde, normalement, est en mesure d'avoir toutes les informations de tout ce qu'on fait. On n'est pas venu imposer nous-mêmes. On discute. A travers la plateforme communautaire, ils ont choisi ce qui est priorité en termes d'exécution dans la communauté. Et c'est pourquoi, le fait qu'on n'avait pas assez d'argent, on est venu avec une sorte de lot de projets. Cette question de lot de projets, par exemple, on peut venir dans le quartier, on dit qu'on n'a pas assez d'argent pour faire toutes les choses. Maintenant, on discute sur la priorité. Et ça a été passé par vote. La population est venue, on explique, et ils ont voté eux-mêmes ce qui est priorité pour eux. Par exemple, on peut dire si c'est l'électricité qui est priorité, si c'est la reconstruction des corridors, ou bien si c'est l'eau, etc. Il y avait aussi la gestion des déchets. Ça, c'est quelque chose qui était pris en compte. Parce que pour certains quartiers ont choisi la gestion des déchets, ou bien les projets. Si on n'avait pas eu ça, on peut intervenir. Il y avait quatre priorités, on n'avait pas eu la chance d'avoir tout cet argent. On dit qu'on va choisir deux parmi les quatre. On va choisir trois parmi les quatre. C'est comme ça que la communauté, elle-même, a choisi les priorités. Maintenant, la plateforme communautaire, on leur donne des formations pour pouvoir bien partager toutes les informations. On fait des formations en gestion des conflits, de leadership, gestion des projets, etc. C'est justement pour avoir une structure autonome dans le quartier qui peut normalement représenter à tout moment ce quartier-là. On donne des formations, on a enregistré au niveau des affaires sociales, et puis on a ouvert des comptes en banque pour eux. Ils sont devenus des partenaires autonomes dans le quartier. Jusqu'à présent, d'autres institutions comme le PNUD utilisent les plateformes communautaires pour faire des projets dans la communauté. C'est un vrai interlocuteur.	
Appropriation du projet par les communautés	E14	Men pwoblèm ki vinn pase andan pwojè a, egzekitan yo, moun konpani kap egzekite pwojè a, li efektivman lap egzekite pwojè a, men nan sans yap egzekite pwojè an, li pat satisfezan pou zòn yo, pou benefisyè yo. Paske si w vin fè yon bagay pou mwen, ou vinn fè yon bagay lakay mwen oubyen nan katyem, se mwen ki pou di w koman pou w fèl, se pa vre ? Se mwen ki pou di w komanm vlel. Pa gen pwoblèm, ou vini ou te jwenn moun sa te gen yon kay, kay la kwaze li ka te gen de chanm bagay. Ou vini, ou di, ok laa nou ka fè yon chanm a kouche pou ou e nap fè yon lòt chanm pou timoun. Ok, pa gen pwoblèm, ou fè li konsa epi ou fè lòt ti bagay. Men moun lan vini, li di w konsa la, lap fè yon chanm a kouche, yon salon ak tout sal a manje. Mwen di l non, fo w ta fè yon chanm. Ou mèt fè salon an sal a manje, fè yon sèl men fo w fè yon chanm la pou timoun yo. Yo di m non, sa pap ka fèt. Se ou kap fè l, ou fè l jan w vle. M pat renmen jan de konpòtman sa yo, paske si w ap travay pou mwen, mwen mgen lechwa, se mwen ki pou di w kisa m vle, ou pa enpoze m anyen. Lan sans sa gen de bagay enpoze yo te oblije enpoze yo.	
Appropriation du projet par les communautés	E8	Bon, justement parce que toutes les infrastructures qui ont été réalisées dans les quartiers ne sont pas venues de... Les habitants du quartier s'en sont bien appropriés parce que ce n'est pas venu de nous, c'est venu d'eux. On a fait des plateformes communautaires, et ils ont fait leur propre planification urbaine [...] On les a laissés avec le choix de, s'il y a d'autres projets qui s'en viennent, qu'ils aient déjà quelque chose de prêt à présenter à d'autres programmes et à supporter, au lieu d'aller refaire un exercice à 100 %.	
Communication, sensibilisation et changement de comportement	E11	Bon... Un, c'est de prendre leurs opinions. Maintenant, ils peuvent avoir une opinion qui n'est pas normale. À ce moment-là, il y a une manière de pouvoir discuter avec eux, dialoguer avec eux pour leur faire voir ce qui serait mieux pour eux de faire. Donc, ils se sont sentis un petit peu… revalorisés. Leurs idées passaient et c'était une bonne chose.	
Communication, sensibilisation et changement de comportement	E3	Donc, tout ça, ça a été bombardé dans les messages et c'est là que le OIM venait dans le portrait parce qu'eux, ils ont fait une partie de leur communication, c'était tout le côté comment bâtir mieux. Donc, c'est un système avec des bandes dessinées, avec des postes, des affiches, avec des radios communautaires, tout un gros système pour faire une grande révolution au niveau de la construction en Haïti.	
Communication, sensibilisation et changement de comportement	E3	Juste pour venir au Maison Jaune, la façon qu'on faisait notre crépissage, on s'assurait que la colonne ait un crépissage distinctif qui monte la largeur normale de la colonne et que le mur avait son autre crépissage, son autre texture. Et en plus, on le peinturait de couleurs différentes pour que visuellement, de loin, tu saches, tu sais qu'il y a une colonne et une poutre. La moitié des maisons qu'on voyait, elles n'avaient pas de colonne. C'était que des blocs ensemble. Et ensuite, le deuxième plus grand et le troisième plus grand. Mais aucune colonne qui tenait la maison. Donc l'idée, c'était un peu une forme d'éducation parce qu'à chaque famille, on recevait une éducation	

Communication, sensibilisation et changement de comportement	E3	En fait, nos travailleurs communautaires allaient de maison à maison faire une éducation technique. Donc, ils allaient avec un ingénieur plus un modélisateur communautaire et ils s'assoyaient avec la famille et ils leur expliquaient des affaires de base que quelqu'un de, tu sais, normal peut comprendre, qui n'est pas ingénieur.	
Communication, sensibilisation et changement de comportement	E5	Ah, c'est les programmes de formation qu'il y a eu. Il y a eu à la fois la formation, il y a eu la diffusion de petits... de pamphlets.	
Communication, sensibilisation et changement de comportement	E6	Il n'y a pas un programme de sensibilisation nationale au niveau des écoles. Bien sûr, bien sûr. Lorsqu'on apprend aux enfants ce que c'est qu'un tremblement de terre, on leur dit, voilà ce qu'il faut faire. Au cas où vous sentez un tremblement de terre, voilà la réaction qu'il faut avoir. Il faudra sortir, ou se mettre... Quelles sont les consignes à respecter ? Après le tremblement de terre, il faut se réunir à quelque part. Il y a des plans d'évacuation. On met des écriteaux à l'école pour montrer l'itinéraire, etc. Donc, avec cette sensibilisation, je pense qu'on devrait arriver à réduire la vulnérabilité dans les écoles.	
Communication, sensibilisation et changement de comportement	E6	Personnellement, je peux constater qu'il y a eu des changements. Même au niveau des écoles, on vous pose des questions qui n'étaient pas vraiment possibles à poser avant le séisme. Donc, les enfants sont mieux informés. Et au niveau des constructions, il y a eu beaucoup de formations. Beaucoup d'ingénieurs qui ont fait des études à l'extérieur et qui savent maintenant comment construire parasismique. Beaucoup de maisons ont été mieux construites maintenant. Beaucoup de gens ont consulté les études de micro-zonages à partir desquelles ils ont construit. Mais on ne peut pas dire que c'est quelque chose qui est vraiment général. Donc, on continue à construire de manière irrationnelle. Beaucoup de gens ont pris conscience qu'il faut mieux construire. Et ils ont consulté les documents existants. C'est un progrès.	
Communication, sensibilisation et changement de comportement	E9	Je sais que le Ministère des Travaux publics avait mis en place le guide de maçonnerie chaînée, des petites constructions à maçonnerie chaînée qui a été remanié dernièrement. Je pense, qui a été mis à jour et qui devrait peut-être être davantage diffusé au niveau de ces quartiers. Parce qu'ils restent, pour moi ça reste, c'est intéressant comme document, mais ce sont des documents qui restent pour ceux qui connaissent, ceux qui sont censés avoir un minimum de connaissances au niveau du bâti. Et au fait, ils devraient aller davantage vers ceux qui n'ont pas de connaissance du bâti de manière à les sensibiliser. Donc ça devrait, on devrait avoir presque des campagnes de sensibilisation porte à porte au niveau des quartiers. Enfin moi, ça me vient en tête comme ça, parce que sur un projet de Viva RIO, nous faisons beaucoup de sensibilisation porte à porte pour diffuser un petit peu ce que nous sommes en train de faire sur un site. Donc ce serait une manière de diffuser et de faire passer des brochures avec très peu d'écrits, beaucoup de dessins. Au niveau de chaque maison, passer déposer des brochures, comme font un petit peu les mormons avec les trucs religieux. Ils passent déposer des brochures, passer déposer des brochures au niveau de toutes les maisons et dans ces quartiers, quartiers fraîchement construits, là où on voit qu'il y a un certain dynamisme au niveau du bâti. Faire une campagne de sensibilisation en divulguant des brochures de manière à ce que la personne, les habitants soient sensibilisés. Parce qu'ils ne construisent pas eux-mêmes avec leurs mains, mais ils emploient un boss, un ouvrier. Et l'ouvrier n'est pas forcément le foreman ou le chef d'équipe. Il est simplement parfois un simple ouvrier. Donc, ça permettrait au simple ouvrier de pouvoir suivre les dessins, de voir des trucs. Je pense que ça aurait pu être des systèmes ou de la diffusion à haute intensité, des mégaphones, je ne sais pas moi-même. Mais il faut que ce soit fait dans les quartiers directement. Et puis, au niveau des mairies, sensibiliser les mairies qu'elles ont une tâche, qu'elles ont un rôle à jouer.	
Communication, sensibilisation et changement de comportement	E10	Les bâtiments ont été construits pour ou par le projet 16/6, ça a été fait exprès que ce soient des bâtiments avec de la couleur pour que les gens puissent les voir, que ça serve de référence. Ce sont des bâtiments où la structure même du bâtiment était peinte en blanc, alors que le plein, ce qu'on remplissait, était mis de couleur pour que les gens puissent comprendre le principe de la structure. Et ensuite il y a des guides de construction qui ont été mis à la disposition des gens.	

Communication, sensibilisation et changement de comportement	E11	Il y a eu des formations. Maintenant, quand le manuel est sorti, il y a eu des versions simplifiées et en créole avec beaucoup de dessin qui ont été mis sur le marché, vulgarisés, distribués et il y a eu les formations. Par exemple, il y a différents calendriers qui ont été faits parce que les Haïtiens aiment les calendriers, ils aiment mettre chez eux, avec des photos où ce sont des dessins de comment faire la maçonnerie chainée et comment faire le ferraillage etc.	
Communication, sensibilisation et changement de comportement	E11	Maintenant, un des aspects qui a été intéressant et important, c'est que parallèlement à ces projets-là, il y a eu toute une formation qui s'est faite au niveau des professionnels de la construction pour comprendre l'enjeu du dosage du béton par exemple, utiliser le fer, des détails de ce genre que, même si les ingénieurs, je peux dire, avaient appris à l'école, mais à partir du moment où ils arrivaient sur le terrain, des fois ils oubliaient de mettre un certain nombre de choses en pratique pour pouvoir construire un meilleur marché. D'une manière générale, que ça soit le projet 16/6 ou la plupart des projets qui ont eu lieu après le tremblement de terre, il y a eu toute une part de formation. Je crois que cet aspect-là a été quelque chose qui pouvait rester. Non seulement de formation mais également de codification. Par exemple, l'UCLBP avait fait sortir en collaboration avec d'autres personnes évidemment, et des manuels, pas des manuels de construction, mais des codes pour faire la maçonnerie chaînée par exemple.	
Communication, sensibilisation et changement de comportement	E3	Et ça, c'est collectivement, c'est de faire un grand travail de communication. Et je pense que le travail de communication dans le pays a été très, très, très bien fait. Je pense que tout le monde aujourd'hui… non, mais mettons, il y a quelques années, tout le monde savait c'était quoi de la maçonnerie chaînée. On comprend le concept. On l'a vu. Il y a eu des pamphlets. Il y a eu des centaines et des centaines et des centaines d'ingénieurs du MTPTC qui ont été embauchés et qui ont travaillé pendant longtemps et que maintenant, ils sont à leur compte. Ils travaillent un peu partout et tout ça.	
Sous-thème : Formation et appropriation des bonnes pratiques			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Formation technique et évolution des pratiques locales	E1	C'étaient des formations faites à des ingénieurs. C'était beaucoup de travail sur le terrain. J'ai formé des gens qui ont eux-mêmes formé des gens et on avait aussi des experts pour recruter des experts de (...) et de Miyamoto international, donc des entreprises, enfin des ingénieurs internationaux qui venaient donner des formations. [...] C'est ça. Le reste, l'UNOPS n'a pas créé un manuel de typologie de réparation et renforcement.	
Formation technique et évolution des pratiques locales	E4	Wi te gen sa, avan pwoje a te komanse, yo te fe seminè pou boss kap vin fe travay lan kay yo. Men se te bon. Ou we gen amlyorasyon pou moun ki boss mason kap konstwi a.	
Formation technique et évolution des pratiques locales	E8	Pour les normes de construction, il y a une culture de construction en Haïti. Les gens se réfèrent au boss maçon du quartier. C'est ce boss maçon du quartier qui va construire pour eux. D'où est-ce qu'il a pris sa formation, ce boss maçon ? Il a pris sa formation d'un boss senior, il n'a pas été à l'école. Maintenant, ce que je remarque, c'est que toutes ces maisons-là que tu vois là étaient construites dans certains quartiers, ont été construites avec la méthode de maçonnerie chainée et ont fait l'objet d'une formation. Ça a été construit par des maçons en formation. Ce n'est pas ceux qui étaient déjà qualifiés, mais avec lesquels nous avons fait une formation de construction en maçonnerie chainée. C'est une transmission d'homme à homme. Et maintenant quand je suis passé dans le quartier, je vois les constructions en cours et je vois qu'ils utilisent des méthodes.	
Formation technique et évolution des pratiques locales	E10	On a formé des gens avec le Bureau international du travail du BIT qui sont devenus finalement des maçons, des maçons certifiés, des électriciens, des électriciens certifiés, des plombiers, des plombiers certifiés. L'idée, c'était de prendre ces gens au sein même de la communauté où on les ramenait. En fonction de leurs capacités, il y en a qui avaient effectivement un savoir-faire, mais sans un certificat, sans un diplôme, sans une preuve. Tu vois ? et on leur donnait la formation avec le BIT, la mise en œuvre se faisait avec UNOPS dans un encadrement et donc ça leur servait comme de stage. Donc, c'est pour ça que je te dis que le projet 16/6, c'était beaucoup plus complexe que juste le volet technique.	
Formation technique et évolution des pratiques locales	E13A	Maintenant, autre chose, c'est la participation et l'implication des gens de la communauté ou bien des propriétaires. Il y avait normalement un programme de chantier-école. Ce programme de chantier-école a été initié par BIT, Bureau International du Travail. BIT était l'un des partenaires ou bien des agences des Nations Unies dans le cadre du Projet 16/6. Maintenant, avec le chantier-école, on a pu arriver à former les propriétaires. Il y avait aussi un niveau de formation pour les boss. Parce qu'après l'accident du 12 juillet, la technique de construction était changée par rapport auparavant. Maintenant, on a donné des formations aux boss pour normalement avoir une bonne pratique de construction parasismique et anticyclonique. Maintenant, on a fait également, à travers ce chantier-école, une formation pour les propriétaires. C'est-à-dire qu'on leur explique comment ça doit se faire.	

Formation technique et évolution des pratiques locales	E13A	Oui, je peux dire qu'après le 12 janvier, il y avait tellement de formations. Les MTPTC, l'UCLBP aussi, jusqu'à présent, continuent à former des boss. C'est-à-dire non seulement, on forme des boss pour avoir des techniques de construction mais aussi les formations qu'on donne aux propriétaires, c'est justement pour que les propriétaires soient en mesure d'avoir des informations par rapport aux nouvelles constructions. Surtout aux exigences mêmes après le séisme du 12 janvier. La personne peut elle-même, en tant que propriétaire, avoir une idée de comment sa maison doit être construite après le séisme du 12 janvier.	
Formation technique et évolution des pratiques locales	E14	Mwen menm mwen te travay lan pwojè antan ke yon nèg ki pat vle rete endiferan, e ki te gen yon transfè de konesans tou sou mwen, paske m son nèg ki fè maçonnerie. Men maçonnerie m fè a, mwen te genyen l nan tèt mwen, menm pat ka egzekite l. Se pandan pwojè sa vin sou pye, m vin devlope konesans mason an. Lè enjenyè yo vini, yo wè mwen menm lan chantye map travay, yo mande kote enjenyè chantye a, yo te panse se mwen ki enjenyè a. Yo mande kote enjenyè chantye a, lè enjenyè a parèt, yo mande kote bòs responsab chantye a, yo di men li, yo mande kote lòt bos ki avè yo, yo di men yo, kote manèv kap travay la, yo di wi misye se yon manèv. Blan an gade m, li di, “se misye ki manèv la”, li di m, ou pata renmen ale lan “travaux publics” pou pran fòmasyon ?” Mwen di wi, yo mete m lan yon lis, yo voye m lan travaux publics al pran fòmasyon. M fin pwan fòmasyon, lè m fini, kounya la lè m retounen, yo banm yon chantye pou m egzekite. Ki vle di, mwen genyen sètifika diplòm ke yo te ba nou. Aprè sa mwen patisipe lan yon JP kote nou tap fè adoken. Tout wout ou wè ki fèt yo, se nou ki pwodwi adoken pou wout yo. Mwen menm m konn fè adoken. Se mwen ki pwodwi adoken a pati de JP ki te monte yon system, li te monte yon konpani ki te pote materyel pou nou pwodwi adoken.	
Formation technique et évolution des pratiques locales	E14	Mwen menm, mwen te gen yon transfè konesans sou mwen, mwen potko metel a l'oeuvre. Vle di, lè yo wè map travay, yo wè m gen yon transfè konesans vre. Mwen gen kapasite, men m pako ka devlope l. Yo voye m al pran fòmasyon. Pa egzanp, masoneri chène a, sistèm parasismik lan sal ye ? Se ou bòs mason, pandan ou bòs mason an, ou tou chapantye, ou tou feraye. Pa lè fè menm wap monte blòk, wap fè yon kay, wap monte yon mi blòk, fòk ou yon ap pase fè ladann, fòk ou tou ap kofre, ou konprann, epi ou koule poto, ou koule sinti w paske tout blòk wap mete yo, fòk yo gen fè ki pase ladann. Se sak rele masoneri chene, sistèm parasismik lan. Ki vle di kay lan blòk yo pa sipoze pa mare avèk fè. Ki vle di ke se fòmasyon sa yo nou tal pran. Paske gen bòs mason tradisyonel ki pat konnen lè yap monte on blòk kijan pou l mete fè ladann ou konprann ? Se tout bagay sa yo nou tal aprann, koman pou mare poto, koman pou mare fè, koman pou w aprann fè anchenman lè w ap monte yon mi blòk, tout bagay sa yo, se yo menm nou sanse tal pran fòmasyon sou yo, nou tal aprann. Lè w ap brase yon motye, fòk ou konnen yon bokit, yon bouwèt sab pa egzanp, konbyen siman ou mete ladann, ki kantite dlo ou mete ladann, sa depan saw pral fè a. Lè se yon motye ki karakteristik komanl dwè ye, lè se yon beton komanl dwè ye. Chak bagay sa yo se lan fòmasyon nou arive konnen sa pou nou fè. Menm lè wap fè adoken an, fò w konnen a ki sab, koman sab adoken an dwè ye. Lè wap krepi, lè w ap andwi, fò w konnen ki tip de sab, ki materyel ou bezwen, kijan de materyel ou bezwen. Se stil de fòmasyon sa yo, stil de bagay sa yo, yo aprann ou lè w ale lan fòmasyon travo piblik, ou konprann ?	
Formation technique et évolution des pratiques locales	E14	Wi, mwen menm aprè sa, mwen gen lakay mwen, se mwen ki fè l. Kay lan se mwen ki fèl.	
Formation technique et évolution des pratiques locales	E14	Non, mwen pa kontinye travay nan domèn nan, mwen pa kontinye travay ladann. So, aprè sa, li te vinn favorab pou mwen pou m te jwenn yon travay kote ke m pat gen tan pou m te egzekite jan de bagay sa yo ou konprann ? poum te al lan mason, poum te kenbe l pou m te travay sou li.	
Formation technique et évolution des pratiques locales	E5	Je peux vous dire que globalement il y a des choses qui ont changé. Par exemple, le fait d'ajouter des chaînages intermédiaires, une pratique qu'on n'avait pas dans le passé, les gens l'ont adopté. Et puis les fabricants de parpaings aussi font un modèle où l'on peut rajouter une barre à chaque rangée de blocs. Donc ce qui fait que ça fragilise moins le mur qu'avant. [...] Mais comme je vous dis, par exemple la pratique du chaînage intermédiaire est plus ou moins acceptée. Et aussi les blocs, parce que pendant longtemps, avant le séisme, on faisait aussi des blocs sur le terrain même, sur le chantier. C'est des blocs vraiment à la main. De plus en plus les gens ont compris aussi que ces blocs-là étaient de mauvaise qualité. Donc ils en achètent dans des usines où les blocs sont compressés. Si on fait des tests, il n'y a pas toujours les bons résultats. Mais il y a une grosse différence entre un bloc qui est fait à la main avec la force physique et un bloc qui passe dans une machine avec une presse hydraulique. [...] Un autre exemple de ce qui a changé depuis le séisme, c'est l'usage, en fait, au niveau des matériaux, le fer. Donc on prend du fer de grade supérieur quand il s'agit de faire une dalle. Ce n'est pas toujours le cas, mais de plus en plus. Et ensuite, le sable également, parce que pendant longtemps, on a utilisé le sable dit de la boule, qui a du carbonate de calcium. Et on utilisait très peu le sable de rivière, de silice. Et là, à la fois, l'État a interdit l'exploitation des carrières de la boule. Donc on utilise de plus en plus le sable de rivière, le sable de silice.	

Limites et constats critiques des actions de sensibilisation	E6	C'est une bonne chose, mais il y a aussi un aspect qu'il ne faut pas oublier. C'est le pouvoir économique de la population. Parce que parler de réduction du risque sismique, construire en parasismique, faire l'éducation de la population, actuellement, la population a un besoin primaire, il s'agit de manger, de boire, de dormir, de trouver un toit. C'est ça, c'est ce qui est le plus important. Comment dire à des gens qui ont faim, qui n'ont pas d'argent pour envoyer leurs enfants à l'école, de construire parasismique ? Des gens qui cherchent un toit, qui construisent n'importe où dans les ravines, qui trouvent les matériaux, les tôles, du carton pour faire un bâtiment, comment dire à ces gens-là de bien construire ? Il y a une épée de Damoclès sur leur tête. Il faut vraiment diminuer le risque sismique. C'est très difficile à avaler. Lorsqu'on vit dans un pays où la pauvreté est trop importante, lorsque le pouvoir économique est très faible, les gens cherchent à manger, comment maintenant dire aux gens, attention, il faut mieux construire ? Nous avons chaque année une saison cyclonique, et dire aux gens, attention, il ne faut pas construire près des rivières, près des ravines, mais qu'est-ce qu'il faut faire ? Où est-ce qu'ils doivent aller ? Il faudrait commencer à élever le niveau économique de la population, permettre aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école, leur donner l'éducation qu'il faut, pour pouvoir comprendre tout cela. Et après, lorsqu'on aurait le primum libere, le minimum, à ce moment-là, on pourrait parler de bien vivre, avoir une bonne construction, l'attitude qu'il faut face à un séisme. Mais pour le moment, ça va passer difficilement, parce que le niveau de la population est trop faible.	
Limites et constats critiques des actions de sensibilisation	E7A	Moi, j'aimerais répondre à ça peut-être après aussi, parce que, encore une fois, c'est par rapport à mon expérience de Canaan. C'est qu'il faut des mécanismes de consultation réels, de bonne foi. Pas comme j'ai vu des comités de gestion et on fait des comités ... Est-ce que ça a été de bonne foi, ou c'était une mascarade ? Parce que, comme à Canaan, si on parle des espaces publics, ils ont fait aussi des communautés de gens qui vont se prononcer sur l'architecture. Mais, dans le fond, c'était une mascarade, on savait que les décisions allaient être prises de façon top-down. C'était juste pour pas faire semblant mais pour dire qu'on a consulté la population. [...] Donc, si tu ne comprends pas ça, tu n'as pas... Tu imposes des mécanismes factices d'une certaine façon, qui sont un peu un lustre, et tu n'as pas compris comment, socialement et politiquement, ça fonctionne dans les quartiers ; tu peux vraiment te tromper.	
Limites et constats critiques des actions de sensibilisation	E1	Là je suis plus sceptique, peut-être un peu cynique à je, je pense que le temps, quelle que soit la quantité d'informations et de même si on fait du bourrage de crâne et qu'on a les moyens de le faire. On a fait passer, on a essayé de former autant qu'on pouvait, tous les habitants qui recevaient. On a fait énormément de formation. Je pense qu'on aurait pu en faire plus. La réalité, c'est que le temps passe et l'argent devient... Reviendra toujours l'élément marquant et je pense qu'il y a nécessairement une perte de qualité de construction avec une recherche d'économie et vous pouvez faire autant de formations que vous voulez, un point à un moment T. Si vous ne le diluez pas dans le temps cet aspect sensibilisation ça ne sert à rien d'en faire plus en fait il, il est préférable de le de d'essayer de le faire plus régulièrement et ça. Ça ne marche pas, ce sont des financements qui sont, ce sont des projets, donc à la fin du projet ce financement s'arrête donc je n'ai pas de solution là-dessus, mais je ne pense pas qu'en faire plus à l'époque aurait... Ferait que les gens construisent mieux maintenant, je suis convaincu que et les boss ont toujours l'expertise. Mais le client reste le client et c'est le client qui détermine au final la qualité de construction parce que la quantité d'acier et la quantité de ciment et... Et je suis sûr que. Même s'il ne le faisait pas juste après. Maintenant, si on y retournerait un boss, s'il a un job et qu'on lui demande de construire quelque chose mal mais que mais qu'il n'a pas le choix, c'est tout ce qu'on lui propose, c'est la quantité d'argent qu'on propose de le payer. Il construira. Ça, c'est juste une réalité humaine d'un besoin au logement qui fait que... Probablement. Si j'étais à la place de ces gens, je prendrais aussi le risque de construire moins bien, en tout cas de faire des économies. Si ça permet de manger le soir et aussi d'avoir un toit, ça c'est très très difficile. Là, on est vraiment dans de la philosophie. [...] On peut pas oublier le fait qu'on travaille dans les quartiers les plus pauvres, donc nécessairement l'argent devient un problème fondamental parce qu'on est plus dans la survie, le pouvoir d'achat des gens qui habitent dans ces quartiers-là, il est nécessairement extrêmement bas.	
Limites et constats critiques des actions de sensibilisation	E14	Pwoblèm lan peyi d'Ayiti, gen on dikton ki di w sa wi : "Quand on n'a pas ce que l'on aime, il faut bien aimer ce que l'on a". Ki vle di, moman ke l tap fèt lan, mwen pat okipe, mwen pat okipe epim, m pat gen yon boulo tou, m pat gen yon jòb ki te okipe m. M te di, bon, m pral fè yon pase tan la avèk nèg yo, ou konprann ? Epi, se sak te motive m. Lè mwen menm pase tan pam lan. Men mwen gen on kote m te vle ale, mgen yon bagay ke m te bezwen aprann. Lè nèg la vini, pa egzanp, lè nèg la vini lap poze yon mi blòk la bagay, m te toujou ap di bagay, mwen menm m te toujou ap korije yo, map di bagay etc… men sè apati de la, pandan ke m ap egzekite l enjenyè a vini li wè kapasite a. Li di kèt si misye te gen fòmasyon, lap fè on gwo mason, lap fè on gwo foreman, yon bòs mason. Se lan optik la, li te voye m al fè fòmasyon an pou m te kapab… men mwen pa travay sou li efktivman m pa travay sou li.	
Limites et constats critiques des actions de sensibilisation	E14	Lèsem diw yon bagay, lèsem diw yon bagay. An Ayiti men koman moun yo konstwi. Mwen menm mwen ka son fòman, m ka son injenyè, m parèt la m bay moun lan yon devi m dil men sal ap bezwen, men sal ap bezwen, men sal ap bezwen. Epi lèm vinn la, moun lan di : "M pap bezwen tout bagay sa, m pap bezwen tout fè sa yo. Pase fè lan blòk, m pap bezwen tout bagay sa yo, ou mèt monte blok la". Yo vin diw sa, ou oblije travay au gout du maître. Ki vle di, moun yo stil kontinye ap fè kay yo menm jan li te ye lontan an, ou konprann ? Ki vle di sa ou menm ou aprann lan, li la, ou ka metel en oeuvre men fòk moun wap travay pou li a, pwopryetè wap travay pou li a li menm, fòk li reponn. Gen moun menm ki diw : "Ou vin pran kòb mwen ak pil fè sa yo, pil bagay, pil bwa, pil siman sa yo ap gaspiye". Mwen menm map travay lakay mwen mdi bòs la men koman pouw fè l, men sa pou fè. Men koman map fè l, ou konprann ? Mwen menm mte gen yon travay map fè lakay mwen m la wi, m bay bòs la ide, m bay bòs la ide. M dil men koman poul fèl, men koman poul fè l. Epi m kanpe la ansanm avè yo, epi m fè yo travay, yo di "Oh apa w te konnen" M di wi, mwen menm m fè mason, m pap travay sou li, menm fè mason, m fè yo travay. Ou konprann ?	

Limites et constats critiques des actions de sensibilisation	E14	Mwen diw sa wi. Moun yo pa etenize yo pou yo fè yon travay vreman yon anchenman jan yo fèt la. M pral diw sa, menm si wap monte mi an lan konpani, wap monte mi an depi gen yon defòmasyon ladann, injenyè a vini fè kraze mi an nèt wi. Wi li diw kraze mi an nèt. M di men injenyè, sa pral kouvri, li pran randwi, li pral kwepi, li dil pa bezwen konnen bagay konsa, kwazel, metel ate. Menm siw ta mete… yon boss ki te mete yon bout blòk andan yon mi lan mitan yon mi, li mete bout blòk la, injenyè a fe kwaze tout mi an nèt wi pou retire bout blòk la wi. Of course, fè retire l nèt, kwaze mi an nèt poutèt bout blòk la. Mwen menm se leson sa yo m te tire, m te aprann, jiskisi si 7 ta mare 14. Si se lan mason pou m viv, wi map kapab.	
Limites et constats critiques des actions de sensibilisation	E14	Kibò ? Kibò sa madanm ? Se leta, se leta ki pou ta kontinye, se otorite de leta ki pa genyen. [...] Sa se pwoblèm leta a. Se leta ki ta dwè di, la paka konstwi, oubyen la men ki tip de batiman, men ki tip de kay ki ka fèt la. E lè nap fè kay la tou men koman poun fè yo. Si w paka fè l konsa, li pap fèt, paske lè desas yo ap fèt, ou konprann, bagay yo ap fèt, se leta kap peye konsekans lan. Enben moun yo konstwi jan yo vle, lè yo vle.	
Limites et constats critiques des actions de sensibilisation	E7A	Le problème, que moi j'ai vu, que même s'ils ont reçu la formation, etc., c'est toujours une question de budget. Ils vont quand même acheter des matériaux recyclés. S'ils n'ont pas de budget, ils n'ont pas les moyens. Même s'ils savent que... J'ai vu des barres de fer. Les barres de fer sont lisses. Ça ne sert à rien. Mais elles n'ont pas tant qu'à faire. Donc, il faut que ça s'accompagne. Tu as bien beau donner des formations et te dire voici comment on fait. Ils savent. Ils vont choisir une barre de fer. [...] Même moi, je la prendrai. Ou des blocs de béton sont tous effruités. Ça coûte moins cher. C'est le réflexe. Il faudrait...	
Thème VII : Conclusion			
Sous-thème : Retour d'expérience			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Retour d'expérience	E4	Kyos yo, yo fè kyos yo se vre. Anba Nerette ou gen 4, te supoze gen 4 kyos. Men yo pa janm vin alimante yo ak dlo. Bon gen youn lan kyos yo gen on polisye ki pranl. Li kwazel li fe kay li ladann. [...] Prepare, prepare epi yo fe afe pa yo. Ou konen anyen Ayiti pa janm fini. Wi, 4 kyos anlè Nerette gen youn. Sel sa anle Nerete la ki alimante. Sa li menm gonw neg ki pran li, li fe bagay pa li avel. Denyeman la nou tap fe reyinyon chache moun yo, chache rekiperel. Men amba isit, anba Nerette lan la, yo youn pa alimante. Tout se menm suite pwoje kay sa.	
Retour d'expérience	E3	Dans Morne Hercule, on a recréé le même truc. Un super beau site qui est hyper solide. En plus, les gens même, des années après, étaient bien entretenus. Ils nettoyaient tous les jours. Même Morne Hercule, je suis allé il y a des années après. Les gens avaient mis des fleurs partout. C'était beau, c'était beau, c'était beau. C'était vraiment extraordinaire comment c'était beau.	
Retour d'expérience	E4	Sam te mande yo fe pou mwen, se kite res pwent beton an san yo pa fenmenl, jus pou mwen menm te ka kontinye. M pat bezwen al lan kwaze, paske beton an te vreman konpak, vreman du. Leuw pran gade ou pral peye on moun anko pou koupe pou chache atant fè yo kite pou ou a. Li te vreman, li te on ti jan deranjan. Ou konn peye neg la pou fe sa pou ou, wap gade neg la kap bese a kout mato nan ti monnen wap bali a, li te on ti jan deranjan. Eke m te mande neg yo just kite atant lan pou mwen, ou pa bezwen fini finisyon. Bon yo dim fok yo fe foto, fe video pou montre kay la fini.	Pertinent
Retour d'expérience	E14	Pa egzanp, mwen sonje, genyen wout Morne Hercule, pa Delmas 64, ou soti sou wout Delmas. Wout sa, son ti wout kwense, yon machinn moute, yon machinn desan li ye. Men gon koten te rive, nou kanpe, nou di non sa pap ka fèt konsa non. Si se konsa lap fèt, preferel pa fèt ditou. Kounya la nou blokel. Nou bloke platfòm, nou kanpe, nou blokel. Nou di, fòk wout la ouvè. Paske konpani an kap egzekite pwojè a, li vin egzekite yon bagay, li vin fè yon bagay, kèlkè swa jan l fè l, depil fè l li menm, yo fè pousantaj pa yo a. Il sifi ke yo fè l, nenpòt jan yo fè l depi yo finn fè l e yo fè kob pa yo a, zafè k gade popilasyon an, yo pa bezwen konnen. Kounya nou bloke l, te gen yon majistra a lepòk ki te rele Claire Lydie Parent. Kounia nou rele majistra a, nou di majistra gen yon mi, wout la ap fèt li trè restren, ou konprann, gen yon mi la ki merite kwaze. Fòk li ta vini kwaze l pou nou, paske pwoprietè mèt tè a di wi, nou mèt kwaze mi an pou nou ouvè wout la. Konpani an pa vle, konpani an di non, li pap kwaze l li menm. Nou di ou pap kwaze l ? Wout la ap kanpe jiskaske nou menm nou fè pwosesis pou nou kwaze l. Paske se pou sa nou la, se pou sa platfòm lan la. Nou rele majistra, majistra efektivman, li vini. Li voye 2,3 moun make “à démolir” sou mi an. Lè yo vinn make “à démolir”, m konnen par le fait menm lap voye, pa egzanp lap voye yon loader, bagay materyel pou vinn kwaze mi an. Majistra pa janm kwaze mi an, li wete lap tann, saw konnen lap tann ? Lap tann ke yo voye on chèk ba li. Tan kel pa jwen yon chèk, li pap vinn kwaze l. Enben w konnen ? Wout la fèt jan l te ye a wi, restrein, restrein. Koub la, 2 machin paka pase landann non, ou konprann ? Ki vle di, son bagay se lan ayisyen an li ye menm. Ayisyen an fè yon bagay, li pa fè l pou demen poul itil sosyete, popilasyon men li fon w bagay pou enterè pèsonèl li, pou l fè de gouden, epi aprè sa li pa bezwen konnen men sa kap fèt. [...] Non men nou menm platfòm lan ki repwezante zòn lan, se pousa nou te la. Ki vle di lè gen yon kote bagay yo paka ale, se nou menm ki pou jwenn solisyon yo. Nou menm nou te la m di w nou bloke wout la poul pa fèt konsa paske mi an pwopwietè mi an di nou wi nou mèt kwaze l. Konpani an di non li menm, li pap vinn kwaze l. Si pou l kwaze l, se majistra ki pou vinn kwaze l, nou rele majistra a. Majistra voye vinn make “à démolir” ladann, kounya lè l finn make l, li wete, lap tann yon kòb. Tout tan yo pa bal on kòb li pap vinn kwaze l. Pou jiskaske nèg yo wè ke majistra pap vin kwaze l, yo di yap fè l konsa. Wi, se konsa nou te vle fè l, nap fè l konsa. Pa gen pwoblèm e konsa nou te vle fè l. Men si nou te vle agrandi l, nou tap kwaze paske nou gen fe vè a deja, nou gen fe vè a.	Secondaire

Retour d'expérience	E14	Te gen on lòt kontrent ankò wi, pa egzanp lan kesyon dlo lan popilasyon an. Yo te vini ak yon pwojè kyòs. Yap fè yon 10 kyòs andann katye yo. Kounya la nou menm an tan ke platfòm nou te di yo se pat kyòs lan ki te enpòtan pou nou menm, se antre lan system DINEPA epi kounya la, antre manman tiyo yo andan katye yo. Antre manman tiyo andann katye yo, kounya la wap fasilite, chak moun ap gen pwòp tiyo ki antre lakay ou epi dlo a ap distwibiye. Yo kanpe, yo opoze paske lan sa nou pwopoze yo la, yo pap fè kòb pou yo fè a. Kounya la yo pa vle, tout sann fè nou bloke l nou non se tiyo se dlo ki pou antre andan an avèk kyòs, fè fontèn pou moun al goumen, sa li pa lojik. [...] Of course, ou antre manman tiyo a andan katye a, epi kounya lè w fin antre manman tiyo a, epi chak kay yo gen tiyo ki antre lakay yo ki alimante yo, pou tout moun gen pwòp tiyo l, pwòp dlo lakay li. Kounya lap konnen chak mwa li pwal peye DINEPA epi l fini. Men yo menm si se konsa l fèt, yo pap fè kòb, yo pap jere kòb pou yo jere a, se kyòs yo ki pou fèt. Kounya la yo chita yo fè yon pakèt kyòs antre, yon pakèt manman tiyo al lan kyòs yo. Epi fini yo finn fèl, depi lè yo fin fèl la, bagay sa pa janm gen yon galon dlo ki koule ladann. Pou jiskaske nan menm popilasyon an, de moun yo plase kyòs la bò lakay yo oubyen sou teritwa yo bagay, yo koupe tiyo yo, yo pran tiyo yo. Aktyelman lan kyòs sa yo, m kwè son patikilye ki pwan l. Kounya la li met dlo ladann li menm, li mete kamyon dlo, li mete dlo ladann, kounya la lap fè biznis li. Ki vle di popilasyon an pa konnen anyen, sa pa sevi popilasyon an anyen.	Déjà illustré
Retour d'expérience	E14	Ki pa respekte, ki pa respekte vreman. Ki pa respekte vreman paske siw vini lan zòn lan, ou diw pral fè kyòs pou nou. Nou diw non se pa kyòs lan ki enpòtan pou nou ou konprann ? Se fasilite nou pou nou gen dlo a ki antre lan zòn lan pou tout moun jwen dlo. Ou menm ou di non se kyòs wap fè. Ki vle di la kounya la, se pa popilasyon an la ki deside, se ou ki fè afè w jan w vle. E Kiyòs yo fè yo, pa janm gen, yo nèk fin fè yo, genyen ki pa menm fini menm, pa janm gen dlo ki koule lan youn on jou, pou jiskaske vagabon rekoupe tiyo yo, pran yo yale ave yo.	Pertinent
Retour d'expérience	E14	Wi, yo te gen le chwa pou yo te eksprime yo, men konpani a, sal vinn fè a, lè l parèt lan espas la li detemine yon bagay, li di men sa l pral fè la, men sa l pral fè la. Vle di ou menm ou te ka di men saw vle, yo diw non men sa yap fè la yo menm, men sa yap fè.	Déjà illustré
Retour d'expérience	E4	Se solidite a, li tre solid. (...) Se pou solidite, wi li solid. Melanj lan se te on bagay vreman konpak, byen fèt pou mwen menm se satisfaksyon sa selman. Nou pa pral rete paske gen kay ki kraze. Kounya ou gen espas kat ou senk, sis chanm ki kraze, moun yo vini yo on sèl grenn chanm kay. Pa gen satisfaksyon la menm. Selman solidite a m ta asekptel sa se vreman se …	Secondaire
Retour d'expérience	E4	Refè ! Ann di a 70% refè. 30% akseptab men 70% rekorije. Paske majorite moun pat satisfe. Jan yo te fel. Pou mwen menm ti satisfaksyon mgenyen an mpanse... menm ka diw 60-70 % moun se konsal te ye tou. Ou santi sonw kay kap fet ou santil solid. Yo komanse byen anfom avek baz la, byen korek men... Ti sa yo bay la li tro mizerab.	Pertinent
Retour d'expérience	E4	Lot bagay nou pat abode, yo tyen ke se yo ki vinn ak penti yo ou pa gen chwa penti. Yo vin ak on ekip koule penti, m pa kache pa diw, se bagay tet chaje. [...] Gen on bann koule vèt, ble e roz. M gen moun ki tankou mwen menm m kite yo metel apre sam kouvril ak penti pam. Gen on bo yo te komanse pentire lem gade m di mesieu kite penti a la ma achte lot penti mwen melanjel, m te vin fe afe pam avèk res bo a. [...] Penti a annou di se kelke moun menm jan avem ki gen dwa pat dako. Men majorite moun te pentire.	Secondaire
Retour d'expérience	E8	En réalité, quand le problème est là, ça fait des échos. Mais quand il est résolu, on n'en entend pas parler. Et c'est peut-être quelque chose qui est un peu culturel aussi. On ne salue pas le succès, on ne salue pas les réalisations, on salue seulement le négatif.	Secondaire
Retour d'expérience	E14	Non yo pa mete dlo ladann yo. Kounya la yo mete kyòs yo. Nou te fè kyòs. Lè n te di non se dlo pou yo met lan kay la, non yo fè kyòs. Kyòs yo yo pa janm alimante yo, poukisa, vagabon kraze yo ankò, pran tout sak te ladan yo. Gen de moun ki antre ki pran l fè bagay prive yo ladann.	Déjà illustré
Retour d'expérience	E14	Mwen menm efektivman, malgre te gen anpil, te gen anpil... e ou konnen lan tout sa kap fèt, wap jwenn moun ki satisfè, wap jwenn moun tou ki pa satisfè. Mwen menm mwen te satisfè, nan sans mwen te satisfè, se lan sans ke lan kesyon fòmasyon, mwen te jwenn anpil fòmasyon sou yon pakèt domèn. Paske peyi d'Ayiti son peyi konsa l ye. Lè ou gon sèl bagay lan menw, ou paka viv sou li, men siw gen plizyè, ou gen konesans lan plizyè bagay, o mwen wa reziste. Se yon peyi konsa, pito w gen plis lan men w ke w pa genyen ditou. Mwen menm mwen te trè satisfè paske pou anpil fòmasyon ke nou pran, ke nou resevwa, so jiskisi, o jou le jou mwen menm yo ap edem paske mwen ka rive, lan nenpòt domèn lan mwen rive la, si pou m fonksyone map fonksyone. Sa mwen m te satisfè lan sans sa. E answit, lè wap pase lan katye yo, wap wè diferans ki gen ant kay konpani an te fè yo avèk lòt sa ki te la deja yo, gen yon gran diferans. [...] Tout kay yo, kelkeswa, depiw parèt kote kay 16/6 te fè yo, wap wè yo diferan. Yo diferan de lot batiman, de lot kay yo. Toujou wè sa, depiw pase kote yo, wap di ah, sa te 16/6 ki te fè kay sa yo wi.	Pertinent
Retour d'expérience	E14	Wi, m tap opoze poukisa ? Se le fèt ke moun yo kwaze platfòm lan. Aprè yo fin kwaze platfòm lan, yo pa regle anyen. Vagabon chita, li fin vole tout systèm yo te mete, tout bagay yo te mete, koupe tiyo lan figi yo la, yo pa janm di anyen, yo vole pano solè, batri, bagay yo te mete pou ekleraj, yo pa janm di anyen. Aprè yon lè, mwen menm pandan mwen lan organizasyon, le fèt ke mwen menm mwen vin fè pati de yon lòt oganizasyon ki se ASCMH pi nap fè lòt ti aktivite pwòpte lan zòn lan. Menm nèg platfòm yo vin gen gwo kè bagay. Kounya te vin gen yon pwojè yo voye pou fé lan zòn yo, lè yo di gen platfòm lan tout zòn yo, yo voye yon lèt pou platfòm lan, se mwen ki te resevwa lèt la. Lè m resevwa lèt la so.. mwen di mesye lèt sa pa pou ASCMH, se pou platfòm li ye. Mwen menm etan done mwen te fè pati platfòm lan, map remet pwezidan platfòm lan, misye ou wè m voye nimewo l baw ki pou baw esplikasyon an. Lè m voye bagay la ba li, misye rele 2,3 vagabon parey li, nèg komsi ki violan, ki aksyonè, epi yo fè pwojè yo. Menm mwen menm yo pa di anyen, mwen ki te ba yo lèt la wi, yo pa di anyen, yo pa di men gen tèl pwojè la ou te fè pati platfòm, gen tèl pwojè pou platfòm lan, fòk ou ta bay yon 5 moun fasilite, yon 5 moun jwenn yon bagay. Se rete m, rete m te tande yo fè pwojè yo, yo pwan ti zanmi yo, yo pran fanmi yo, yo mete ladann epi kounya la, se aprè m gade m wè gen bagay kap dekèse, kòb kap dekèse pou moun, pou fè biznis, pou fè komès, bagay. Yon sèl bagay mwen di yo, mwen di m ta swete yon lè gon yon kont randi ki pou bay, gon yon audit ki pou fèt, lè sa map fè mare nou tout, lè gen yon pwojè yon bagay ki pou fèt. Map fè mare nou tout.	Secondaire

Retour d'expérience	E10	Au fait c'est très complexe et je te dirais même c'est qu'il y a tellement de facteurs et il y a tellement d'acteurs, euh que ça rend encore plus compliqué.	Secondaire
Retour d'expérience	E11	Bon, quand je dis que ce n'est pas normal, ça veut dire… Disons que si l'équipe estimait qu'ici il fallait mettre une allée plus large et choisir de mettre l'allée là au lieu de mettre un autre endroit, la communauté pourrait dire "Non, non, non, on préfère mettre ça là". Donc, à ce moment-là, il ne faut pas leur dire : "Ce n'est pas bon." Il faut essayer de leur montrer l'avantage de le mettre ailleurs de façon à ce qu'eux-mêmes, ils puissent prendre la décision. Maintenant leur donner l'opportunité qu'eux, ils disent voici pourquoi j'aurais aimé que ça aille là parce que, peut-être, qu'ils peuvent avoir raison également. Donc, c'est cette facilitation de dialogue qui est importante.	Pertinent
Retour d'expérience	E13A	Il faut dire qu'arrivé à réhabiliter le quartier, ça a changé la vie, parce qu'après le tremblement de terre, il faut dire que c'est comme si on n'avait pas d'espoir. Mais une fois que les gens voient que l'évolution des activités dans leur quartier, maintenant ça leur donne une sorte de motivation. Maintenant, on vient avec les différentes formations et une fois la réhabilitation du quartier, maintenant on est venu avec cette question d'activité génératrice de revenus, afin que les familles puissent avoir aussi leur capacité de continuer à se battre, à avoir de l'argent tout seul, parce qu'ils étaient tous décapitalisés. Maintenant, on donne des formations aux groupes de femmes, sur la gestion de l'entreprise, sur la comptabilité, comment gérer un petit business. On leur donne accès au pouvoir de créer leur entreprise, on leur donne la possibilité d'avoir des crédits. Donc ça fonctionne dans les quartiers, et ça c'est jusqu'à présent.	Secondaire
Retour d'expérience	E13A	Ça a été fait. Il y avait non seulement des enquêtes, mais aussi des visites. Je me rappelle après le projet, même quand je n'étais plus sur le projet. J'étais déjà dans un autre poste. On m'appelle toujours pour des visites sur le site, de poser des questions aux gens. Les gens étaient très satisfaits. Très satisfaits. Comme je t'ai dit tout à l'heure, après le séisme, les gens étaient sans espoir. Maintenant, avec le projet, on est venu là, donner la confiance à la population. Donc, ça a été fait. Il faut dire aussi, le projet 16/6, cette méthodologie a été répliquée un peu partout, même au niveau international. Il y a d'autres partenaires, des étudiants comme toi, des étudiants d'autres pays, des universitaires, qui étaient venus justement pour apprendre cette méthodologie, dans le cas où il y aurait des problèmes chez eux, des problèmes du même type. Pour voir comment... Ils étaient venus là pour... Parce que c'est pour la première fois qu'on dit qu'il y a un projet qui réunit toutes ces agences, tous ces partenaires, et qui apporte des résultats.	Secondaire
Retour d'expérience	E13A	Il faut dire, surtout par rapport aux résultats dans le cadre du projet 16/6 dans les quartiers. On a réalisé beaucoup, beaucoup de choses. Par exemple, on a pu relocaliser plus de 11000 familles. On a donné des formations à plus de 2000 personnes, hommes et femmes. Dans le cadre surtout, des activités génératrices de revenus. Plus de 500 entreprises ont été créés. On a donné plus de 5000 emplois, on a créé plus de 5000 emplois. 9 plateformes communautaires ont été créées. Plus de 500 entreprises ont trouvé accès au crédit. Environ 1500 maisons ont été réparés, 4 centres de plateformes communautaires ont été construits et un complexe communautaire logeait 4 plateformes plus un bureau pour le CASEC. On a vraiment réalisé des choses énormes dans le cadre du projet quoi, même quand on n'avait pas suffisamment du fond.	Pertinent
Limites du projet	E10	Donc, on ne se contentait pas de simplement venir et imposer, mais on avait tout un travail de réflexion, de discussion, de formation. Pour qu'il y ait la mise en place non seulement de produits, de résultats et de solutions, mais qui il ait une vision si tu veux plus à long terme dans ce qui pouvait être fait, comment les choses devraient être gérées et donc je pense que c'est un projet qui avait tout pour réussir. Sauf peut-être. J'ai un peu de difficulté à dire une volonté de l'international, une capacité de l'International à continuer à appuyer le projet, une incapacité au niveau du gouvernement haïtien peut-être de financer des projets.	Pertinent
Limites du projet	E4	Si kob depanse, ann di 16/6 sonw proje an commun accord avek leta ayisyen. Pa gen anyen ki dwe di anko. Manman tiyo yo pase, tiyo 4 pous. Anba tout bagay ou we la yo. Sa ka rive kounyaa tiyo yo kwaze oubyen si yo kite yo, yo pat mete kap ladan yo te desann ladan ta merite netoye, men si map sonje tout koneksyon yo fet avek kyos yo. Se selman anle a apre otel la ki pou te ret fe koneksyon. (...) rive anle a se sa selman. Pwoje inacheve.	Déjà illustré
Limites du projet	E1	L'idée du projet, c'était quand même de fournir de nouveaux logements dans les quartiers pour que les camps soient libérés. Ce lien-là ? Je suis pas du tout sûre que quiconque soit capable de le démontrer. Il y a en effet, eu la fermeture des camps. Il y a eu en effet la création de logement. Est-ce que réellement la masse de population qui était dans les camps a été relocalisée dans les logements qui avaient été créés ? Déjà d'une part, c'est impossible parce qu'il y avait un gros, il y avait une grosse, fin la quantité de logements qui a été réhabilitée et recrée. Ça colle pas avec le nombre de gens qui étaient dans les camps, ça je, j'en suis convaincu. Voilà, ça, c'est ce que je peux dire là-dessus.	Secondaire
Limites du projet	E2	Maintenant, quand ils te disent qu'ils prennent les gens des quartiers qui sont dans les camps, c'est faux. Il y a eu aucune étude vraiment sérieuse sur qui était dans les camps.	Secondaire
Limites du projet	E5	La réalité, c'est qu'il y a effectivement eu des quartiers entiers qui se sont effondrés et les gens ne pouvaient pas revenir ou bien, si on devait reconstruire, il fallait avoir des structures adaptées à ces sites-là. Maintenant, le problème, c'est que ça a un coût énorme. Dans la réalité, ce qui a été fait, c'est qu'on a essayé des prototypes. Puisque quand on prend le volume de logements réalisés par rapport aux besoins, c'était faire des prototypes.	Pertinent
Limites du projet	E2	Maintenant, la 2e composante, le seul truc qu'ils ont eu à montrer et à inaugurer vraiment... C'est moins d'une dizaine de maisons qui ont été faites dans un quartier qui s'appelle Morne Lazarre et bon comme infrastructure, ils ont fait un énorme mur de soutènement. Donc il y a eu une dizaine de maisons comme ça, avec peut-être un ou 2 étages, donc qui pouvaient avoir des propriétaires différents à chaque étage. Mais bon, à ma connaissance, c'est la seule chose concrète qu'on peut voir sur le terrain encore aujourd'hui de ce qui reste de 16/6.	Déjà illustré

Limites du projet	E2	Enfin, la vitrine de 16/6, c'est Morne Lazarre.	Secondaire
Limites du projet	E4	Ann di. Si map konte sou dwet eske gen 50 pwoje 16/6 ? M pa kwe. M pa kwe gen 50 non ! Sou Nerette la. Lan zone Nerette la. Pa bliye gen ampil moun genyen se kay ki fisire moun yo reparel pouko yo ou konprann, genyen janm di la moun ki pat aksepte pwoje sa, men monche si map konte m pa kwe map jwen 50 non. M pa kwe gen 50 non. Tout le moun yo ale yo kite moun yo amba tant wi. Tout le pwoje a kanpe gen moun anba tant. [...] Lè yo fin bati kay. Lè yo fin dedomaje moun. Ou tande yo retire tout moun lan se pa vre.	Secondaire
Limites du projet	E4	Ok. Ou di yo nou viv tou lè 3. Yo te fe on teren, yo fe on teren anlè a yo jwe basket sou li, yo jwe football sou li. Bo kotem ye la egzakteman, gen youn ki te vreman gran, si yo pat kite moun te pranl yo te konstwi, yo fe kay, yo te achte. Bon yo met di se met teren an ki te vann li men paskel te vle. Sonw teren football yo pat ka kitel fel, men anlè Nerrette pi ba Villa Therese la. Gen yon ti terin football yo fe avek beton, yo jwe football tikan sou li, yo jwe basket sou li. Pwoje dlo a, kanalizasyon an komanse fet li kanpe. Yo fe rezevwa pou te vin alimante sitenn yo sa pa janm fet. Twotwa yo, ann di 60-75 % fini gen dekote twotwa sonw sel bo ki genyen. Yo fel avek adoken.	Secondaire
Limites du projet	E10	On a fait intervenir une compagnie internationale et on a fait des études de sol pour que justement soient identifiés les endroits où nous pouvions ramener les gens. C'est pour ça qu'on n'a pas pu reloger tout le monde. Il n'y avait pas les moyens, il n'y avait pas le temps, on n'avait pas les titres de propriété, je dirais plus de la moitié des endroits d'où venaient les gens n'étaient même pas utilisables.	Pertinent
Limites du projet	E4	Wi, men pou otan te gen moun. Pou mwen a no jou te gen moun ki te nan kan toujou. Gen moun ki lan kan de 2012 la a jodia toujou. Fenomen kan, fenomen moun deplase yo, se on vas koripsyon li ye. Se kote neg yo fe kob yo ou konprann san nou pa mete fenomen ki vin monte kounya wi. Nap pale de 12 Janvier.	Secondaire
Limites du projet	E14	Platfòm lan vinn pa fonksyone. Si platfòm lan fonksyone, se si ta gen yon enterè, ta gen yon bagay ki tap fèt. Mwen menm pesonelman antan ke youn ki te fè pati platfòm lan, si ta genyen yon audit yon kont randi, yo tap mande pou moun kite lan platfòm, bagay yon kont randi de sak te pase. Mwen menm map opoze.	Déjà illustré
Limites du projet	E14	Se yon bon metòd li ta sipoze ye. Men moun ki te fòme platfòm yo, yo pat fòmel pou sa vreman, se te yon kòb yo te bezwen jere, se nèg yo ki te bezwen fè koutay yo, ou konprann ? Yo te bezwen jere yon kob, jere yon bagay, epi kounya yo finn fè kòb yo a, yo fini aprè tout sa tout bagay kadik. Paske si yo te kreye l, yo te mete strikti ladanl, menm lè yo menm yo te bagay li tap toujou la, li tap stil toujou la, ou konprann ? [...] Non. Koman yo te chwazi yo. Se pa egzanp, lan chak katye yo, katye yo ou konnen, yo gen plizyè zòn, plizyè blòk ladann, chak ti blòk, chak ti andwa voye yon moun kòm reprezantan. Pami lekel moun sa yo pral fè yon eleksyon. Yon eleksyon ap fèt epi kounya la , youn ap pase lan chak zòn yo ou konprann ? lan chak zòn yo. E lè fini tou, gen yon kesyon enfliyans. Moun popilasyon an fè plis konfyans, plis kredi. Ou konprann ? fè plis kredi. Epi lè fini tou, moun sa yo tou, se de moun fòk yo fè pati de yon oganizasyon. Fòk yo te soti lan yon oganizasyon kelkonk ou konprann ? Se konsa pou yo te monte platfòm lan. Men yo telman bezwen monte platfòm lan pou yo te kapab komanse pwojè a pou yo te fè lajan yo. Strikti sa yo pat respekte, ou konprann ? Yo pat respekte. Se paske gen moun tou, yo pat vle antre lan lojik lan, bagay sa yo. Se chèche, ou ale lan zòn sa ou di moun lan ann ale, m pral mete w lan yon platfòm, m pral fè w reprezante zòn lan, lan yon platfòm. Se te konsa yo te fè l, ou konprann ? Li te yon bouyi vide. Se youn lan rezon ki fè tou jan nou di an, platfòm lan li kadik, li kraze. Men, depi w wè kounya la menm moun sa yo kap jwenn yon kote pou yo jere yon kòb, wap wè yo nek vini, yo di w platfòm lan egziste. Epi wap fè 2, 3 nèg reyini, epi yo komanse brase kòb yo ou konprann ? Se konsa, son peyi konsa l ye.	Pertinent
Limites du projet	E1	J'ai commencé dessus, j'ai toujours été relativement septique de l'idée de base du projet. De fournir un logement pour permettre de vider les camps, libérer les camps. La façon dont ça a été mis en œuvre, j'ai jamais trop compris. Surtout que voilà, il y a eu une intervention massive pour libérer les camps. Donc la logique même qui est une logique jolie et très politique. Elle, je la remets en question fondamentalement. Les gens qui étaient dans ces camps, ils ont dû partir ailleurs, ils ont dû créer d'autres camps ailleurs. Ils ont dû vivre dans des situations informelles, peut-être dans beaucoup de cas pires, parce qu'ils n'avaient plus accès à l'aide qui était fournie au camp. Donc on a donné l'impression qu'on règle un problème, mais on a, on a juste créé, on a, on l'a juste dilué ce problème. Donc le projet pour moi était... ayant une bonne idée, il ne pouvait pas être vraiment un succès dans cette idée originale. Parce que il y avait le besoin de vider les camps, elle était tellement urgent que c'était politique qu'il fallait, qu'il fallait...	Secondaire
Limites du projet	E2	Et donc du coup, on ne s'est pas du tout intéressé, nous, on avait sonné la sonnette d'alarme sur cette question-là. Et c'est comme ça que tout le haut du morne l'hôpital a été colonisé avec des fois des appuis, notamment de la croix rouge américaine. Et ce qui fait qu'aujourd'hui, il a une ceinture de bidonvilles au sud de Port-au-Prince qui a été créé par le projet 16/6.	Secondaire
Apprentissages du projet	E8	Donc le premier exercice, c'était de comprendre, qu'est-ce qui était fait déjà, et pourquoi est-ce que ça n'avait pas marché. Donc je crois que d'une manière très intelligente et très sage, on n'est pas venu, on n'a pas effacé le tableau. On n'a pas fait l'erreur d'effacer le tableau. On a bien pris le soin et le temps de comprendre les méthodes logiques qu'ils essayaient d'employer, et pourquoi ils ne réussissaient pas. On est rentré dedans, on a corrigé uniquement ce qui ne fonctionnait pas.	Pertinent
Apprentissages du projet	E1	[...] c'est un des grands succès du projet parce que mine de rien, la main-d'œuvre, elle était relativement locale.	Pertinent

Apprentissages du projet	E1	Ça, c'était l'un des grands succès dans le projet 16/6. Dans certaines zones, qui avaient été complètement ravagées en fait, ou la destruction, la densité, on avait des cartes où il y avait la codification vert, jaune ou rouge. Vert signifiait maison avec peu de dégâts, jaune, maison endommagée et rouge, maison détruite. Cette codification, elle posait beaucoup de problèmes parce que c'est très difficile. En fait, y a pas de la limite entre, entre ces zones là et pas aussi clair qu'on le voudrait. Mais il y avait des zones quand on a, on a repéré des zones où la densité de maison rouge en fait. En gros, toutes les maisons avaient été détruites. Et donc on a fait un pilote qui a été reproduit. En fait, je me souviens plus de combien de ces pilotes ont été faits au final. C'est que là, on avait une opportunité de reconstruire et on avait une opportunité en fait, de créer de de l'espace, de prendre possession d'un espace plus large, de densifier, verticaliser et du coup de nécessairement libérer de la place pour des espaces communautaires et partagés.	Pertinent
Apprentissages du projet	E1	Vous posiez la question des choses qui ont bien fonctionné. La relation avec ILO et la formation de gens dans les quartiers, ça, c'était quelque chose dont on était fier parce qu'on a vraiment considérablement augmenté et envoyé... On était très heureux de voir, surtout dans les années qui ont suivi où il y avait encore peut-être des travaux d'infrastructures. Bref, on passait toujours dans les quartiers sans être en train de construire des choses, de voir beaucoup des boss maçons que l'on avait formés travaillaient dans les quartiers, construire de nouvelles maisons et construire relativement, construire beaucoup mieux qu'ils ne construisaient avant. Alors, ça c'est du c'est du soft mais... C'est du soft de très, très grande qualité. C'est vraiment... On augmente considérablement la valeur des quartiers, c'est ce qui perdure.	Pertinent
Apprentissages du projet	E3	Donc on a fait ça, et ce qui est intéressant c'est qu'étant donné qu'on n'a pas d'argent propre, on doit toujours innover, trouver des nouvelles solutions pour aller chercher de l'argent.	Secondaire
Apprentissages du projet	E8	Absolument, mais il faut que je les trouve pour les partager avec toi. Il faut que je les trouve parce que, comme je te dis, j'ai eu un crash sur mon ancien ordinateur qui était là comme une espèce de hard drive. C'est ça, donc... Mais j'ai partagé beaucoup de choses avec des personnes par email, donc j'essaie justement de retrouver ces emails-là pour récupérer les documents qui avaient été partagés. Il y a beaucoup de choses qui ont été faites. On a même sorti un manuel, un guide de construction qui s'appelle APRAS, "Appran rebati Ayiti Solid" parce que, comme tu sais, les maisons d'Haïti sont des petites maisons, rez de chaussée +1.	Secondaire
Apprentissages du projet	E8	La première chose que les habitants vont utiliser, ce sont les services dans les quartiers. Ce n'est pas plus important que le logement. Mais c'est aussi important... Il y a une certaine chronologie. Il y a un chemin critique à trouver pour arriver à faire plusieurs choses en même temps et arriver à un idéal.	Pertinent
Apprentissages du projet	E8	Bon, l'ingénierie sociale dans un projet du genre, c'est la composante la plus compliquée. La mobilisation sociale parce qu'il faut rentrer dans les communautés. Il faut défaire l'ordre établi pour mettre de l'ordre.	Pertinent
Apprentissages du projet	E8	C'est ce qui a été l'erreur. Parce que oui, on devrait prioriser les investissements d'infrastructures dans les quartiers de retour des familles quand c'est possible.	Déjà illustré
Apprentissages du projet	E10	[...] c'est pour ça que je suis d'avis que l'idée du projet 16/6 n'était pas de trouver des solutions, mais d'apprendre aux gens à comment bien se faire, à comment construire convenablement, à comment penser de façon communautaire.	Pertinent
Apprentissages du projet	E12	En fait, moi ma grande critique. Oui, il y a quand même eu des projets qui ont été bien faits, qui ont un souci de l'économie, tout ça. Sauf que moi, ce que je déplore, c'est qu'on n'a pas cherché à mettre en place une politique d'autodétermination, c'est dans ce sens-là. C'est que tous les projets c'étaient des projets individuels. Il aurait fallu qu'au niveau de l'état qu'on dise, comme au Maroc, qu'on dise non ce n'est pas des projets comme ça un peu partout financés par telle ONG par telle autre ONG. Ça serait plutôt de dire alors nous on va, politiquement, on va déterminer une ligne de conduite, une ligne de développement axée sur l'autodétermination des Haïtiens, puis là on va construire des projets. C'est sûr qu'à travers des projets... Par exemple, le projet près de Pétion-Ville, le projet d'habitation... Oui, on reconstruit la route. Oui, on reconstruit la falaise. Oui, ils ont donné du logement à certaines personnes, mais est-ce qu'ils ont créé à même cette petite communauté-là, une façon pour que ces haïtiens là, dans cet endroit-là, se prennent en main deviennent autosuffisants ? Je veux dire la route, elle ne servira pas nécessairement aux gens qui habitent dans ce quartier-là. La route, c'est la route qui mène à Pétion-Ville c'est une route nationale. Ça sert à tout le monde. Oui, il en faut des infrastructures comme ça. Oui, il en faut un pont. Oui, il en faut pour circuler. Mais est-ce qu'on veut faire des projets pour faire en sorte que les Haïtiens deviennent autosuffisants, autonomes, indépendants ? L'idée c'est d'avoir une vision globale. Ce n'est pas juste de dire, ah on construit de l'habitation. Non. Il faut avoir une perception globale, le pays est à reconstruire. Comme je t'expliquais, il ne faut pas juste reconstruire physiquement. Les communautés sont à reconstruire, pour leur permettre de se développer, et c'est ça moi ma grande critique.	Pertinent

Erreurs dans le processus de reconstruction	E6	Donc, il y a eu un programme à travers lequel il y a eu une inspection, au cours de laquelle on a mis une étiquette verte, MTPTC en vert, ça veut dire que la maison n'a pas été affectée. Donc, vous pouvez entrer dans votre maison. Ensuite, on a mis une étiquette jaune pour dire que la structure a été affectée, mais pas totalement. Il faut certaines réparations avant d'entrer. Et enfin, si on met l'étiquette rouge, ça veut dire que la maison a été détruite. Il est vraiment impossible d'entrer dans cette maison, il faut reconstruire totalement. Donc, avec ces trois catégories de maisons, ceci a permis aux gens qui ont une étiquette verte de rentrer chez eux et de commencer des réparations pour les maisons avec des étiquettes jaunes et pour les rouges de dire, bon, attention, il faut reconstruire. Malheureusement, là encore, il n'y a pas eu de suivi. Les maisons avec des étiquettes jaunes et rouges ont été disons, pas reconstruites, mais ont été aménagées rapidement. Certaines écoles ont été totalement détruites. On a fait un maquillage et les gens sont rentrés à nouveau dans leur maison. Ce qui veut dire que...	Secondaire
Erreurs dans le processus de reconstruction	E5	Moi, j'ai été témoin, j'ai vu des gens débarquer après le séisme. C'était des jeunes diplômés d'école européenne. À mon avis, ils n'étaient pas préparés. Moi, j'ai vu des gens venir d'Irlande. Il y avait une ONG irlandaise qui travaillait sur Port-au-Prince. Ils étaient loin de notre réalité.	Déjà illustré
Erreurs dans le processus de reconstruction	E7A	Tout ça, ça passe par le fait d'engager des... Si tu n'as pas les consultants internes, il faut que tu engages des architectes locaux. C'est ça, c'est élémentaire. Puis ça, c'est une erreur, une grosse erreur, tu pourras juste la répéter, dans la reconstruction, qu'ils ont bypassé les architectes locaux dans la plupart des projets. C'est un exemple.	Pertinent
Erreurs dans le processus de reconstruction	E7A	Moi, je pense que l'erreur, la plus grosse erreur, c'est justement parce que c'est les blancs qui se sont appropriés le processus. Exact. Et c'est ça le problème. C'est que « building back better », ça aurait dû d'être vraiment très local. Et même si ce n'est pas parfait, comme ça aurait été un pas de plus... [...] En tout cas, même si on pensait que le gouvernement allait prendre de l'argent et « whatever », ça a été la même chose. C'est les importés qui ont pris l'argent et qui l'ont mis dans leurs propres poches. [...] Le résultat a été, d'une certaine façon, le même. C'est-à-dire que l'argent n'a pas été investi localement, qui a été dans les poches de corrompus du gouvernement ou..	Pertinent
Erreurs dans le processus de reconstruction	E11	Ok. Je pense que, d'une façon générale, la plupart des personnes qui ont travaillé, que ce soient les spécialistes ou les non-spécialistes, ils ont appris sur le tas. Il y a eu beaucoup d'urbanistes mais beaucoup d'entre eux étaient très novices. Il y a eu une méthodologie qui a été développée par ONU-Habitat, mais au fur et à mesure que les choses avançaient, il a fallu faire des adaptations par rapport au contexte haïtien. Donc, je pense que si ça devrait se refaire, peut-être que ça se serait passé mieux. Donc, tout ce tâtonnement-là a fait qu'il y a eu quand même une perte de temps.	Pertinent
Erreurs dans le processus de reconstruction	E11	Ok, un des gros problèmes, par rapport surtout à l'échelle du désastre qu'il y a eu en Haïti, c'est qu'il y a eu un afflux d'organisations. Toutes n'ont pas les mêmes standards. Il y a, par exemple, une organisation qui avait engagé des personnes qui étaient en deuxième année d'architecture, qui avaient plus ou moins pris une année sabbatique ou un semestre sabbatique, qui était rentré en Haïti, et c'était eux qui étaient gestionnaires du projet. Donc ensuite, les autres problèmes... Je peux dire d'une manière générale et qu'il y avait beaucoup beaucoup d'étrangers qui venaient, mais beaucoup avaient un contrat de trois mois, de six mois. Avant même de comprendre le contexte haïtien, ils partaient. Beaucoup ne parlaient même pas le français.	Pertinent
Erreurs dans le processus de reconstruction	E11	Il n'y a pas eu suffisamment d'implication des experts locaux. Ce n'est peut-être que très tard quelques années après qu'il y a eu de plus en plus d'interactions. Ce n'est qu'après qu'ils sont venus; je comprends parce que beaucoup d'experts étaient surtout des experts qui travaillaient au niveau du secteur privé. Donc, c'est quand il y a eu plus ou moins des appels d'offres qu'ils sont venus. Donc, il n'y avait pas beaucoup de personnes techniques locales. Bon, j'étais ingénieur architecte de formation, je n'étais pas urbaniste mais je pense que j'étais.... Pendant les cinq premières années, y avait que des étrangers.	Pertinent
Erreurs dans le processus de reconstruction	E11	Je pense que quand on ne connaît pas le mécanisme, la manière dont l'aide internationale ou comment les choses fonctionnent après un désastre, on a l'impression qu'il y a l'État et l'international, alors que, normalement, ça aurait dû être une collaboration des trois partis : L'Etat, l'international et le secteur privé. Je pense que c'est après 2010 qu'il y a commencé à avoir de plus en plus une implication du secteur privé par rapport à la gestion du risque, par rapport à certaines politiques. Quand maintenant, il y a eu davantage de collaboration par rapport aux universités, à ce moment-là, il y a eu beaucoup plus de professeurs d'université qui se sont intéressés, pas forcément au niveau de l'implémentation, mais au moins de discussion et de donner leur opinion.	Pertinent
Sous-thème : Lecons à tirer			
Code	ID	Verbatim selectionné	Catégorie
Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E7G	Voilà... Automatiquement, on va à la politique. Parce que là, automatiquement, tu dois dépasser l'échelle du quartier, tu dois parler de la ville et du territoire et de la gestion de ce territoire. Absolument. Comment peux-tu envisager un quartier ou des... qui n'ont pas accès à l'eau, l'électricité, etc. Pour l'instant, tout le monde se débrouille, et ceci à tous les niveaux. Ceux qui ont de l'argent, ils achètent delco, inverter, batterie pour fabriquer leur propre électricité. Ils achètent des camions d'eau qu'ils accumulent dans des réservoirs d'eau. Voilà. Donc en fait, tout est privé. Il n'y a aucune infrastructure publique. Le peu qui existait dans ce Port-au-Prince d'il y a 50 ans, je ne sais pas, plus même, n'est plus fonctionnel.	Pertinent

Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E12	C'est de la même manière qu'on a réussi à sortir les gens, les fameux campements. Tu sais, quand il y a eu le tremblement de terre, les gens sont partis dans les parcs pour créer des campements. Donc pour les sortir des campements, il y a eu toute une approche de développer là tu sais... Les gens ont été rémunérés pour ça, ils ont été... Ça faisait partie du programme 16/6 d'ailleurs. Donc c'est la même approche. S'il y a une ravine, on doit déplacer des gens. Mais il faut faire comprendre aux gens, leur expliquer le projet, et puis leur dire non, on fait juste déplacer pour te ramener dans le secteur, ramener dans le projet mais aussi te donner un job, te permettre d'être autosuffisant. Tout ça se développe et on a juste à s'inspirer du programme 16/6, ils l'ont réussi ça a été un succès. Ça a été vraiment un succès là, les campements comment ils ont réussi à démanteler les campements pour ramener les gens chez eux, sans créer de guerre civile. Ça a été réussi, ça a pris du temps aussi, ça a pris 2,3 ans. Donc, il y a une approche pour faire ça et ça aussi se fait en parallèle. Pour tout projet, ces choses-là doivent se faire de cette manière-là. Tu sais, respecter les gens et puis leur dire non, on vient ici pour t'aider, on ne te laissera pas tomber. Donc c'est dès le départ. C'est ça qu'il faut faire comprendre aux gens, on ne vous laisse pas tomber, on a un projet pour vous pour vous créer une communauté, pour que vous deviez autosuffisants. C'est qu'en bout de ligne, vous allez être capable d'avoir de l'argent pour envoyer vos enfants à l'école.	Déjà illustré
Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E12	Tout à fait. Tout à fait, parce que les gens qui sont autour de la ravine là, c'est avec eux qu'on va créer la communauté. Donc si on les déloge, on les envoie ailleurs, ça ne marche pas la communauté. Non, il faut travailler avec eux. On les déloge temporairement mais, sauf qu'ils travaillent à rebâtir leur communauté. Donc les gens-là où on déplace leur maison, ils sont encore là parce qu'on a besoin d'eux pour reconstruire le secteur, reconstruire la communauté. On les fait juste les déplacer pour qu'on puisse... C'est comme quand tu peintures ta cuisine chez toi. Tu sais, tu vas manger au restaurant pour une semaine et puis tu reviens quand c'est fini, mais t'as pas délogé de chez toi. Donc c'est la même approche, mais quand ils ont déplacé les camps, c'est cette approche-là qu'ils ont pris. Mais ils leur ont donné de l'argent en bout de ligne au lieu de leur donner un moyen de se prendre en main et puis de devenir autonome, suffisant, financièrement et autre. C'est ça qu'ils ont oublié. Ils leur ont donné un chèque pour qu'ils puissent sortir. Mais l'approche est la même, sauf que dans ce que je propose c'est plus. Tu leur donnes plus parce que tu leur donnes de l'autonomie et de l'autosuffisance.	Pertinent
Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E7G	Mais ce qui fait que, en fait, ça nous amène à la question de l'approche. Mais l'approche, quand tu vas intervenir, même au niveau, allons dire, architecte, mettons qu'on travaille en pratique privée, et puis on se fait engager pour étudier un petit projet là. Mais il faut déjà que l'organisme qui coiffe l'intervention doit avoir une approche philosophique par rapport au lieu, à la société, aux populations destinataires. Ce n'est pas évident.	Pertinent
Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E7G	Je pourrais te montrer des photos qui illustreraient mieux que mes propos, mais ça revient en fait à une approche philosophique. C'est justement de, au moins, prendre le temps de faire une réflexion en profondeur sur la connaissance d'un milieu, d'un milieu physique, naturel, contexte, topographique, climatique, et surtout aussi socio-économique. La sociologie, comment est-ce que l'habitant, le paysan, comment est-ce qu'il vit ? C'est quoi son environnement ? [...] Donc tout ça pour moi ce sont les éléments qui amènent à des réflexions, et qui te permettent même aussi de prétendre aborder le sujet économique, parce que tu as des moyens extrêmement limités pour construire quoi que ce soit, donc tu dis, une maison, est-ce que dans ces conditions-là, est-ce que ça te prend quatre murs par exemple pour réaliser tel type d'activité ? Peut-être que non, peut-être qu'on n'a pas besoin de murs, et qu'on a besoin d'un toit par exemple, et ainsi de suite, c'est un peu dans ce mode de réflexion que j'ai fait cette petite maison.	Secondaire
Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E3	Bien, la leçon première, c'est un projet comme ça, il faut qu'il soit le plus holistique possible. Il faut vraiment toucher à tous les angles. La reconstruction n'est pas technique. Ce n'est pas un défi technique. Ce n'est pas ça. Ça, c'est 20% du problème. Le problème, c'est le gouvernement. Le problème, c'est les agences. Le problème, c'est les conflits entre agences. Le problème, c'est un pays en voie de développement n'a pas tous les outils, n'a pas toute la même maturité, n'est pas au même endroit. [...] Un ingénieur n'est pas formé pour répondre aux problèmes de la corruption. Il est formé pour répondre au côté technique. Donc, quand tu veux t'attaquer à un problème comme ça, il faut vraiment que tu regardes ça dans son ensemble. Le côté de la gouvernance, la mairie. Pour moi, la mairie, ça a été un gros élément de frustration parce qu'on s'attendait qu'il soit un partenaire avec nous, qu'il nous aillait nous aider en termes de permis, de donner des directives au niveau de planification. Moi, je devais constamment aller voir Kéké pour lui demander pour avoir l'autorisation. J'attendais de passer des heures et des heures dans son lobby, l'attendre, à le trouver. Donc, ce n'était pas son rôle parce que lui était tellement élevé, mais je n'avais personne d'autre sous lui. Donc, c'est ça le défi. Le défi, c'est le côté social, le côté gouvernance, le développement.	Pertinent
Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E5	[...] le problème c'est que ces quartiers-là n'étaient pas pris en compte de façon globale, si vous voulez. Et en fait, ils sont pris comme des éléments isolés alors qu'ils sont intégrés dans un élément plus important. Là encore, je reviens à ce que je disais avant, c'est un problème de gouvernance.[...] Donc il n'y a pas eu de coordination entre ces études particulières et la grosse étude globale.	Pertinent

Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E6	Mais à quoi ça sert si on a de très belles études techniques, si on émet des bulletins sismiques mensuels, on connaît toutes les failles, et si la population est toujours vulnérable ? Je pense que l'objectif de tout cela, c'est de réduire la vulnérabilité de la population. C'est de dire aux gens, voilà comment il faut construire, voilà l'attitude, le comportement qu'il faut avoir, et comment insérer tout ça dans le vécu quotidien pour que la prochaine fois, au prochain séisme, même si la magnitude était de 7, on n'aurait pas de 300 000 morts, on n'aurait pas autant de bâtiments détruits. Donc, l'objectif, c'est ça. Donc, il tient bien d'avoir des études très techniques, c'est beau, mais réduire la vulnérabilité, c'est encore beaucoup plus important.	Pertinent
Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E6	Moi, je pense qu'en Haïti, on devrait aussi avoir une politique de logement. On ne peut pas demander à chaque habitant, à chaque Haïtien, d'avoir son propre terrain et de construire sa propre maison. C'est impossible. Nous devons avoir un programme de logements sociaux pris en charge par l'État haïtien, construire des bâtiments, des bâtiments sociaux, sur des sols bien étudiés, avec des normes parasismiques. Maintenant ces bâtiments bien construits, bien faits, pourront être mis à la disposition de la population, avec des loyers modérés. À ce moment-là, vous allez payer quelque chose. Ce n'est pas nécessaire d'acheter un terrain et de construire vous-même.	Pertinent
Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E6	Donc s'il n'y a pas un plan d'aménagement, s'il n'y a pas une volonté de faire les choses autrement, d'appliquer les normes et de dire aux gens, bon voilà ce qu'on va faire, qu'il y a de suivi à faire. Si on n'a pas une autorité de l'État, si on n'a pas une bonne gouvernance, parce que tout ceci est conditionné par une bonne gouvernance. Si on n'a pas l'autorité de l'État pour dire aux gens qu'il faut respecter les lois, qu'il faut faire les choses de telle manière, on risque de tomber encore dans le chaos.	Pertinent
Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E7G	Non, mais au niveau universitaire, il faut dire les choses. Ça n'engage à rien, on reste générique mais c'est ça. Encore une fois, si on parle d'approche intégrée, d'approche globale, où tout est... C'est le seul moyen d'avoir des projets viables, des solutions viables, tu ne peux pas ne pas le considérer à grande échelle.	Secondaire
Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E7G	Donc, en fait, dans un monde idéal, si au niveau... moi, je suis un architecte praticien. C'est ce que je fais. Non, avant de dire dans un monde idéal. Je dis toujours que pour faire une œuvre qui a un minimum de prétention d'atteindre un niveau d'architecture, il faut avant tout un bon client. Si tu as le mauvais client, tu ne peux pas réussir une bonne œuvre. Donc, tout ça pour dire que dans un monde idéal, tu veux un UNOPS qui ait à sa tête une personne qui pense comme ça. Tu veux un ingénieur civil qui trouve non pas des logiciels comme ça, mais qui passent en dehors de la boîte. Tu veux, etc., etc. Tu veux pouvoir avoir... parce qu'encore une fois, on parle de projets qui s'adressent au collectif. Ça ne peut pas venir d'une seule personne. C'est des groupes. Des groupes d'intervenants, des groupes d'institutions, etc. Dans un monde idéal, il faudrait pouvoir réunir des équipes... Je n'y crois plus moi. C'est très difficile. Il faudrait pouvoir mettre autour d'une table des gens qui partagent cette philosophie. Même celui qui va donner les sous. Je vais te dire, généralement, celui qui donne les sous, il n'a pas ce genre de comportement. Pour ne pas dire que c'est l'intéressé comme ceux qui font le riz. Ils ont d'autres objectifs. Donc, c'est ça qu'il faudrait. Mais on rêve en couleurs.	Pertinent
Approche intégrée : articuler reconstruction, gouvernance et société	E8	Écoute, la partie ingénierie sociale était beaucoup plus complexe que la partie génie civil.	Déjà illustré
Vision stratégique à long terme	E13J	Pendant la durée du projet, les différents partenaires étatiques ont montré une collaboration. Mais après, pour le suivi, c'était difficile.	
Vision stratégique à long terme	E13A	Tout le monde s'en va. [...] Je ne sais pas. Ça devrait être un protocole qui est signé, disons, telle institution qui fait le suivi après le projet. Mais ça n'a pas été fait.	
Vision stratégique à long terme	E13J	De toute façon, un projet de cette envergure-là doit être récupéré par le gouvernement. [...] Dans ce cas, c'est à l'UCLBP de faire le suivi avec la DGI à ce niveau. Mais pour avoir fait d'autres expériences sur d'autres sites qu'on voulait formaliser soit à Cité soleil, soit à Tabarre, soit à Canaan. La DGI, c'est très difficile d'avoir une bonne collaboration avec la direction générale des impôts. Vous connaissez le problème de cadastre en Haïti. Dès qu'il s'agit de terres en Haïti, c'est compliqué. C'est vraiment compliqué.	
Vision stratégique à long terme	E2	Donc il y a beaucoup d'activités commencées qui auraient dû continuer, qui ne l'intéressait pas. Il n'avait pas compris ce que c'était. Les histoires de programmation moyen terme, long terme, c'est difficile à faire passer. Le fait que quand tu commences une négociation avec une institution internationale pour des fonds importants ça peut prendre deux ans. Donc, la plupart des gens ne s'y intéressent pas parce qu'ils se disent... Bon, je serai plus en place lorsque l'argent sera débloqué donc je ne vais pas faire débloquer de l'argent pour un autre.	

Vision stratégique à long terme	E3	Moi, j'ai besoin d'un peu de trouver des outils pour que le gouvernement d'Haïti puisse éventuellement avoir des outils pour rebâtir.	
Vision stratégique à long terme	E3	Puis Kéké, évidemment, était hyper content parce qu'à partir de ce moment-là, en théorie, si tu bâtis, quelqu'un de privé peut bâtir maintenant 100 étages et vendre ça au lieu de juste louer. Mais nous, à partir du moment qu'on l'a donné au gouvernement, notre travail a été fait.	
Vision stratégique à long terme	E14	Anyen ditou, anyen ditou. Peyi Dayiti son peyi konsa li ye. Pa janm gen kontinite, pa janm gen okenn bagay. Sa vle di nèg lan pandan ou wè gen yon opotinite, yon bagay epil bezwen jere yon monen, li bezwen fè yon koutay, epiw wè l antre li foure tèt li lan sa, epi yo vini a yon pwojè ,yo vin rabache l, yo fè ti kòb pa yo, de fwa menm fini l pa fini.	
Vision stratégique à long terme	E14	Tout swit. Tande platfòm lan se pousa l te fèt. Mwen menm eksperyans kem viv lan platfòm nan. Pandan platfòm lan, yo fè anpil seminè pou nou. E sou jesyon dantrepriz, jesyon biznis, koman pouw monte yon biznis. Nou swiv anpil seminè, anpil bagay. Nou pran seminè sou sekouris. Nou pran anpil anpil fòmasyon ou konprann. Se sa kite favorab, mwen m ka di yon moun ke nou retni, platfòm lan te sanse itil nou an kelke sans. Konesans sa yo nou pran kap sevi nou demen. Paske gen de bagay se gwo lajan pou w ta peye, ou konprann ? Gen de seminè, gen de bagay se gwo kòb pou w ta peye pouw jwenn yo. Men nou te jwenn yo a la pote nou, kelke swa lè a. Nou konn fè yon kenzen de jou, nap swiv seminè, bagay, sa yo te trè trè trè enpòtan. Men aprè sa, pa gen anyen ankò. depi w wè platfòm lan, depi w wè pwojè a nèk kanpe, yo di bon pwojè a fini, yo leve lank, platfòm lan li pa itil anyen ankò paske pa gen anyen ki janm di pou platfòm. [...] Tout moun rete la, yo rete epi platfòm kraze. M diw se lè yo te jere on bagay, m tande yo mande kote manb platfòm. Manb platfòm, twaka moun platfòm yo gentan, sak al lan Biden, sak te gen tan vwayaje, sak bagay. Ti rès ki te la, ou ta reyini yo, si gon bagay kap fèt wa reyini yo, mesye menm sak pase, men sak pase. Non 2, 3 nèg vini, yo fè afè yo pou ko yo epi w tande yo di w platfòm. Pa gen afè platfòm, li kadik lontan.	
Vision stratégique à long terme	E8	La première chose, c'est qu'on aurait arrêté la première phase d'intervention. Tout l'argent a été, tous les dons ont été consommés par les abris temporaires sur des solutions, et il y a eu une réponse humanitaire trop forte. La réponse aurait dû être une réponse de développement, et malheureusement, les gens qui travaillent dans l'humanitaire, ils ne comprennent pas le développement. En réalité, la ligne entre l'humanitaire et le développement est très fine.	
Vision stratégique à long terme	E10	Moi je dis tout le temps enlève la politique, enlève tout ce qui est derrière en arrière-scène, le volet constructif du projet 16/6, le résultat du projet 16/6 à court terme est atteignable. C'est la pérennité de ces efforts-là qui est toujours un problème parce qu'il y a des changements de politique, y a des changements de leadership. L'instabilité dans le pays aujourd'hui, parce qu'elle est la situation sur l'échelle internationale étant ce qu'elle est si tu veux le... La fatigue des bailleurs aussi le fait que là où au départ on est parti avec un projet qui peut... devait, oui venir avec des solutions, mais servir de modèle. On a monté des modèles réplicables dans un premier temps. On a vu la réplique de ce qui avait été fait pendant 1 an, 2 ans, 3 ans. Je voulais dire qu'aujourd'hui encore, près de 10 ans après, il y a certaines choses qui ont été mises en place qui sont encore là. Mais c'est le physique, c'est le palpable, c'est le visible, c'est des trucs que tu que tu peux toucher, mais où sont les fonds ? Les fonds ne sont parvenus. Où est la capacité justement de la population haïtienne de continuer dans cet effort ? Tu vois ce qui a manqué un petit peu dans le projet. Mais la beauté, ce que je dirais, c'est qu'effectivement il y a eu, c'est un projet multifacette où tout était pensé.	
Vision stratégique à long terme	E10	Je crois que le plus gros problème qu'on a, c'est qu'on n'est pas capable de se projeter dans l'avenir. S'il y a quelque chose que moi, j'aimerais que les gens retiennent, justement de ce projet 16/6. C'est qu'il faut une vision à long terme.	
Vision stratégique à long terme	E10	Si c'est une chose que j'ai apprise, c'est qu'il faudrait qu'en Haïti, on agisse. Qu'on soit plus, il faut qu'on anticipe et non qu'on soit réactif. On est trop réactif, il y a un problème. Et après le problème, on essaie de résoudre. Et puis une fois qu'on a mis le pansement, on passe à autre chose. Mais il y a tellement de problèmes. Alors que si on planifiait, si on avait une vision d'ensemble. Quand je dis sur 20 ans, sur 30 ans. On dit ok, il y a, il y a 6 thèmes à adresser. Les 5 prochaines années, on se concentre sur ça, peu importe le parti politique. Peu importe le leader mais les 5 prochaines années, c'est sur ça qu'on travaille.	
Vision stratégique à long terme	E11	Oui, je pense que ça a eu un impact. Cependant, s'il n'y a pas un suivi qui se fait, les personnes vont oublier qu'il y a eu le tremblement de terre. Puis la personne va se dire "Ah, je dois mettre 4 sacs de ciment mais je n'ai pas d'argent. Avec trois et demi, ça pourra aller" et puis ils peuvent facilement… [...] Dans un pays comme le Canada, les Etats-Unis, la Belgique et tout, on fait des inspections quand il y a des constructions. En Haïti, la mairie peut faire une inspection mais l'inspection que la mairie fait, c'est pour pouvoir toucher une taxe, mais ce n'est pas pour pouvoir s'assurer que l'inspection se fait comme il faut.	
Vision stratégique à long terme	E11	Bon, tous les documents de planifications communautaires que nous avons faits, il y a des copies qui ont été données dans les mairies et chaque quartier a reçu des exemplaires.	

Vision stratégique à long terme	E12	Moi, comme je t'ai expliqué. Le prétexte de reconstruire l'habitation, c'est à mon sens un prétexte où on reloge les gens, on reconstruit l'environnement, puis on rend les gens autonomes. C'est ça l'idée de la reconstruction. Ce n'est pas juste de dire, ah on va reconstruire de l'habitation point bar. L'idée c'est de faire en sorte qu'on reconstruit le pays, mais on reconstruit des communautés. C'est ça qui est important quand on va dans des pays qui ont besoin d'aide, c'est de les aider à se reconstruire, mais pas juste reconstruire physiquement, c'est se reconstruire aussi en tant que communauté. Parce que c'est la communauté qui va faire que les gens vont guérir leurs plaies, ils vont se soigner du séisme, ils vont se soigner des drames qu'ils ont vécu, ils vont se soigner des difficultés psychologiques, ils vont se soigner des problèmes économiques qu'ils vivent. Tu comprends ? Moi, c'est ce que je vois de la reconstruction, mais je suis une des rares personnes qui voit la reconstruction de cette manière-là. C'est pour ça que dans les projets, moi je prends toujours l'idée de... Oui, on fait de l'habitation mais on reconstruit des relations, on reconstruit des liens, on reconstruit une communauté.	
Vision stratégique à long terme	E12	La première, c'est au niveau politique. Il faut que Haïti, que les politiciens travaillent ensemble et non pas séparément parce que faut pas se le cacher, les gens qui font de la politique en Haïti, c'est pour s'enrichir parce que c'est la seule façon qu'ils sont capables de recevoir de l'argent de l'international. Ça faut arrêter d'éviter de dire ça, c'est une réalité. La deuxième chose, c'est culturel. Donc ça veut dire qu'il faut faire des projets qui sont en relation avec la culture haïtienne. Je dirais qu'une troisième, ça serait de développer des projets qui permettent l'autosuffisance et non pas la dépendance, parce qu'actuellement l'aide internationale favorise la dépendance et non pas l'autosuffisance.	
Vision stratégique à long terme	E12	Oui, oui mais c'est un manque de volonté de l'aide internationale aussi. C'est du gros business là. Je vais être très honnête avec toi là, tu sais pour l'aide internationale là, c'est un gros business des pays du Nord. Une gros, gros business. Il y a de l'argent à faire. La France fait énormément de l'argent avec son aide internationale. Juste à voir ce qui se passe en Afrique. Donc, c'est ça qu'il faut regarder parce que les projets, de beaux projets, de bons projets, on peut en faire. Je t'en ai montré deux-là. Je pourrais t'en montrer plein d'autres qu'on a fait avec des étudiants avec Gonzalo. Il y a des gens qui sont capables de faire ces beaux projets là, mais ces projets-là, il faut qu'on soit capable de les mener jusqu'au bout.	
Vision stratégique à long terme	E13J	Moi, je dirais tout de suite que ce serait par rapport au suivi, après la durée du projet, parce que je trouve que le projet, franchement, a été une réussite pendant sa durée d'exécution. Vu que, comme j'ai dit auparavant, tous les acteurs, toutes les parties prenantes ont eu une bonne collaboration entre eux. Mais par la suite, ça a été plus difficile de garder le contact, de garder un suivi sur ce qui devait être fait pour assurer la pérennisation. Pour moi, c'est la chose principale.	
Vision stratégique à long terme	E13A	Pour moi, autre chose. Il y avait des projets qui n'étaient pas réellement terminés. Ça c'est quelque chose, si je devais reprendre ce projet aujourd'hui, on devrait normalement travailler dessus. Par exemple, il y a les kiosques d'eau qu'on a construit dans le cadre du projet. On a construit, on a fait des suivis au niveau de la DINEPA et pourtant je peux te dire, jusqu'à présent l'eau n'était jamais arrivée dans les kiosques. Ça ce n'est pas une bonne chose pour le projet. Je me rappelle, dans un quartier, on a refait les caniveaux mais on n'avait pas eu l'argent pour le bétonnage de la route et jusqu'ici les caniveaux sont là et pourtant on n'arrive pas à construire la route. [...] Comme E13J a dit, l'aspect primordial c'est le suivi. Manque d'accompagnement. C'est toujours le suivi, pas de suivi.	
Vision stratégique à long terme	E13A	Suivi c'est par rapport au projet, c'est-à-dire quelque chose qui devait être fait comme on a dit tout à l'heure, ce qui devrait être fait pour savoir exactement qu'est-ce qui a été bon etc. Donc en plus, par rapport aux responsabilités et le partage des responsabilités. Par exemple, si la mairie devait accompagner les personnes du quartier, les plateformes communautaires, etc., et qu'elles ne le font pas. Donc ça c'est ce niveau-là.	
Recommandations et perspectives	E4	Ayisien pa bezwen ou fe 100% pou li. Ayisien jus bezwen ou akseptel ou patisipe avel li menm res la lap fel.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E8	Oui, elles existent encore. Quand il y a d'autres organisations, surtout les politiques qui viennent dans les quartiers. Surtout avec les politiques qui viennent et disent qu'ils veulent faire ça. Donc, ils ont les moyens de les recevoir. Maintenant, ils disent ok. Voilà, on avait fait une planification urbaine. On avait fait la liste des projets qu'on voulait réaliser parmi la liste les projets qui ont été réalisés. Donc, on aurait aimé continuer. Et puisqu'ils continuent à travailler, ils ont identifié d'autres interventions qui méritent d'être faites.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E12	C'est les Haïtiens qui sont capables de reconstruire leur pays. Pourquoi aller chercher des gens comme moi à l'extérieur qui coûtent cher, et puis que l'argent finalement pour payer mon salaire ne va pas aux Haïtiens. C'est plutôt aller chercher des gens comme de l'extérieur qui sont capables de les aider à se prendre en main, et une fois qu'ils sont capables de se prendre en main, tu t'en vas.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E8	Comme je t'ai dit au début, je t'ai dit au début. 16/6 c'était un projet pilote, c'est un projet pilote, et comme pilote, on s'était dit, si le pilote marche, on va utiliser cette méthode-là pour fermer tous les camps. On va utiliser ce modèle-là pour en faire un modèle d'intervention. Et c'est exactement ce qui a été fait.	Déjà illustré

Recommandations et perspectives	E2	Il faut qu'on arrête les bisounours sur cette affaire de tremblement de terre et qu'on commence à regarder ce qui s'est vraiment passé. Et pourquoi, hein ? Et, et avec qui ?	Pertinent
Recommandations et perspectives	E2	Lorsque tu leur facilites l'accès à un crédit pour construire leur propre maison et que tu mets l'argent sur les infrastructures collectives. C'est un autre exercice. Tu vas pouvoir générer beaucoup plus de maisons que si tu construis 3 ou 4 maisons quoi. Le même fond pourrait être investi pour faire beaucoup plus que ça.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E2	Tout ce qui ne faut pas faire. C'est tout ce qu'il ne faut pas faire. Il faut comprendre exactement dans quoi on rentre tu vois et ne pas se laisser pousser par l'international. [...] Donc comment te dire, pour moi c'est typiquement le genre de projet qui est un défi. Ça veut dire qu'on ne prend pas le temps de comprendre le pays où on est en train d'intervenir et deuxièmement, on est dans des effets de mode. Donc on fait des camps en Palestine, on fait des camps au Liban, donc on fait des camps en Haïti. Donc, je crois que le fond de la question, c'est que nous savons que les gens qui vont venir pour aider entre guillemets, ils n'ont pas le contexte, ils n'ont pas les dynamiques locales mais les Haïtiens eux-mêmes qui sont en poste de responsabilité et ils ne résistent pas ou bien comme c'est le cas du projet 16/6. Le projet sert de couverture pour d'autres activités moins avouables. Voilà, donc, pour moi, c'est absolument ce qu'il ne faut pas faire. Ni pour nous Haïtiens ni pour les gens de la communauté internationale.	Secondaire
Recommandations et perspectives	E3	Après ça, dans la reconstruction, c'est la même affaire. C'est des trucs de base assez logiques que la plupart des gens ne font pas. Et on serait étonné, mais c'est ce que tu as dit tantôt, c'est d'écouter les populations locales. Moi, dans tous les endroits, la planification participative. J'ai fait la guerre civile au Sri Lanka en 2007-2008. On faisait des immenses camps de réfugiés. Et même dans des situations où on se conservait des bombes, on faisait de la planification participative. On avait des mobilisateurs sociaux qui allaient, qui s'assoyaient avec les familles, qui obtenaient leur feed-back pour essayer d'écouter, puis de bâtir quelque chose qui était sain.	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E3	Puis la leçon, en tout cas, plein de leçons, mais une des leçons, c'est de dire est-ce que moi, je serais capable de vivre dans ça ? Moi, j'avais des débats avec des gens, des chefs des Nations Unies, qui disaient non, non, cet abri-là, un abri d'urgence, c'est correct. Ils disaient non, c'est pas correct, je peux même pas me lever, je peux pas vivre avec une famille, avec deux enfants, c'est pas possible. Moi, je vivrais pas là-dedans, alors pourquoi forcer quelqu'un à vivre ? Donc, c'est un peu des trucs comme ça. Rien de très sophistiqué, mais des trucs de base qui est souvent oublié, parce que la façon que le développement est fait, le financement est fait, chacun a ses objectifs. C'est une bataille, en fait, d'essayer de rester simple, d'écouter la population locale, de créer quelque chose de sain pour tout le monde, et aussi de le voir dans l'avenir.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E4	Anpil, anpil, anpil amelyorasyon ta dwe pote. Si pa aza ta dwe gonw pwochen bagay ki vin konsa an Ayiti.	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E4	Sa mwen te ka konlu pou ou se preske… Si nou fe on briefing de sann sot di yo. Se amelyorasyon janm te di pou yo pote lan beton an ki two gwo. Si pa aza ta gen on bagay konsa ki tap refet anko, siw fe douche la fow mete atant o mwen pou moun lan si lap benyen li pa oblije gen bokit poul benyen, evye a pa gen atant lan tou. Se jus mete evye an la, yon moun vle lave yon veso se degajew vide dlo nan basin an epi fe sa pouw fe a. Nou ta bezwen on ti seminè. Fè moun yo swiv on sot de ti seminè. Kijan pou yo kompote yo, kijan pou itilize sa plus ou mwen byen. Mwen we yo pat fe. Siw ap bay moun lan kay la pa al lan mitan kay la just lagel. Pran yon pwent, komansel pou li lan on pwent. Epi tro gagot o nivo materio.	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E5	Tout à fait, tout à fait. Il faut déjà prendre les leçons de ce qui s'est, de ce qui a été fait, à la fois les aspects positifs, les aspects négatifs. C'est pourquoi documenter tout ça est important.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E5	Moi je suis pour qu'on regarde ce qui se passe ailleurs, à Saint-Domingue, à la Jamaïque, et d'autres pays qui ont des structures similaires, ils voient comment les solutions ont été apportées.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E6	[...]une feuille de route pour pouvoir réduire la vulnérabilité de la population à partir de ce qui s'est passé. Donc, la feuille de route a été élaborée avec la collaboration du ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales qui gèrent le système national de gestion des risques et des désastres. Et des enquêtes ont été menées. Et cette feuille de route avait deux objectifs : un, sensibiliser les gens sur la menace du sismique et deuxièmement, apprendre aux gens à mieux construire, mettre sur pied des infrastructures pouvant permettre de réduire la vulnérabilité de la population. [...] Le premier axe, c'était une meilleure connaissance de l'aléa sismique en Haïti. [...] Le deuxième axe devait concerner les modalités constructives, la construction. Il fallait maintenant dire aux gens, il faut mieux construire, mais pour cela, il fallait avoir un code de construction, surtout par rapport au sismique. [...] Le troisième axe, c'était bien sûr la sensibilisation de la population.[...] Le quatrième axe, c'était la préparation de la réponse. [...] Et enfin, il fallait mémoriser l'événement.	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E6	La réduction de la vulnérabilité, ce n'est pas quelque chose qui se fait toujours naturellement. C'est un travail de très longue haleine. Donc, il ne faut jamais se décourager. [...] Je pense que la vulnérabilité a été réduite, je ne peux pas vous dire à 20%, 30%, 40%, parce qu'il n'y a pas un bilan qui a été fait.	Pertinent

Recommandations et perspectives	E6	Depuis lors, nous avons appris la leçon pour dire qu'en dehors des failles majeures que nous connaissons, il existe une quantité de failles secondaires qui sont tout aussi dangereuses que les failles majeures. Donc, connaître l'aléa sismique, c'est aussi cartographier les failles secondaires. Donc, voilà pourquoi un gros travail a été fait dans la cartographie multirisque.	Secondaire
Recommandations et perspectives	E6	Donc, on ne peut pas dire que tout ceci a été perdu, les données sont là, mais si demain on a un tremblement de terre similaire à celui du 12 janvier 2010 au cœur de Port-au-Prince, le bilan sera encore plus catastrophique parce que la densité de population a augmenté et maintenant on construit de n'importe quelle manière. Il y a beaucoup de déplacés, donc les gens vivent dans des situations vraiment intolérables. Donc, la vulnérabilité a augmenté en raison du fait de l'insécurité.	Secondaire
Recommandations et perspectives	E7G	Mais, si je reviens à comment tu as posé la question. Haïti fonctionne, comme tu l'as dit tout à l'heure, de façon complètement privée, chacun fait ce qu'il a à faire, se débrouille d'une façon ou d'une autre. Si tu mets un système économique en place, et que les gens ont accès à l'argent, à bien l'argent, ils vont faire ce qu'il faut. Ce sera peut-être dans un chaos extraordinaire, mais encore une fois, est-ce que ce n'est pas nous qui approchons un chaos ? Est-ce que ce n'est pas une vision du monde ? Et c'est pourquoi je dirais que je n'ose pas répondre à la question que tu as posée tout à l'heure.	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E7G	Tout à fait, tout à fait. Et je pensais justement à cette personne qui disait qu'au final, il faut savoir poser les bonnes questions et non pas trouver les bonnes solutions. Donc peut-être qu'on n'arrivera jamais à, ou tu n'arriveras jamais à proposer une solution en soi. Mais poser les bonnes questions, c'est peut-être déjà une bonne partie de la solution parce que proposer des solutions, ça peut être un peu prétentieux à ce niveau-là, je dirais.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E7A	Puis, ce n'est pas le rôle des chercheurs généralement de proposer des solutions. Justement, c'est de poser des questions, de soulever des problématiques. [...] Les solutions, c'est le gouvernement, c'est les professionnels, c'est les praticiens, dans la forme-là, qui vont prendre ça et se dire : « Finalement, on se rend compte que donner des titres, ça ne sert à rien. Tout le monde est parti. Tout le monde est parti, puis ils ont revendu, puis bon. » Donc, c'est des leçons à tirer, je pense.	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E7G	Tu vois, j'ai un autre exemple. Je prends l'exemple des rampes. En Haïti, ils appliquent, dans ces règlements, je crois qu'ils exigent 0.5% ou 5%, je me rappelle plus. Écoute, pour faire une rampe en Haïti, enfin partout ailleurs, à 5%, ça te prend des kilomètres. Ça te prend des kilomètres pour développer une rampe, ça n'a pas de sens. Tu parles d'un contexte où la rampe n'existe pas, aucune exigence de rampe. Et puis maintenant tu verses dans l'extrême contraire, dans l'extrême opposé, tu veux faire des rampes de kilomètres de long, et c'est quoi le prétexte ? Sous prétexte, parce que je crois que c'est comme ça qu'ils ont fait ces règles ici en Amérique du Nord, que la personne puisse déplacer sa chaise roulante par lui-même. Écoute, c'est magnifique, c'est très beau, mais en réalité c'est une affaire de riches. En Haïti, premièrement, sur 10 handicapés, tu vas en avoir un qui a une chaise roulante, et sur 10 chaises roulantes, tu vas avoir 9 qui ont un accompagnateur qui lui pousse sa chaise. Donc entre l'escalier où la personne n'a aucun moyen d'accès et la rampe de 2 kilomètres, je pense qu'il y a des intermédiaires, raisonnables, faisables, adaptés, etc. On copie tout simplement les règlements qui sont faits ailleurs.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E7G	Moi, je conclurai en retournant à ce qu'on a mentionné tantôt sur la nécessité de poser les bonnes questions. Ne pas venir avec des réponses, parce que même venant des locaux, on ne peut pas prétendre d'avoir les réponses toutes faites, de faire des boîtes à outils. Je ne sais pas. Je suis contre les boîtes à outils. Mais de poser des questions et d'avoir l'humilité dont tu parlais. L'humilité de venir écouter avant de venir apporter la bonne parole. On n'est pas des pasteurs. Donc, pour moi, il s'agit d'avoir, quel que soit le domaine d'intervention. D'avoir une attitude philosophique qui correspond à...	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E7A	C'est de comprendre. Puis là, on parlait de 16 quartiers, etc. Je ne pense pas qu'il y a des solutions “one size fits all” dans chaque quartier. Je pense que chaque quartier a son ordre, son désordre d'ordre, son génie du lieu. C'est ça. Donc, poser des questions et vraiment comprendre où on intervient pour proposer des solutions qui sont vraiment à l'écoute des besoins et qui ne vont pas créer plus de désordre ou de mécontentement, qui vont avoir une acceptabilité sociale et que ça va être approprié par les populations et non désertées, disons. Puis je pense que chaque quartier doit être, même s'ils sont tous auto-construits ou informels, doivent avoir leur âme, leur particularité. C'est ça.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E7A	Moi, je pense, encore plus stratégiquement, qu'en Haïti, il faut former les architectes, les ingénieurs, les professionnels qui vont intervenir dans des quartiers comme ça. Au lieu de nier les quartiers, il faut former les jeunes à intervenir.	Pertinent

Recommandations et perspectives	E9	Maintenant, en termes d'enseignement, il y a... Pour moi, après ce genre de projet, et peut-être après ta prise de contact avec moi, je réfléchissais parce qu'on était en train d'ouvrir une année avec la FAC. Je me suis dit : « Tiens, ça serait un bon projet, une bonne recherche pour les étudiants. » Pour moi, il faut toujours enquêter le devenir de ces projets. Qu'est-ce qu'ils deviennent aujourd'hui ? Et le devenir, ils ne s'arrêtent pas à 2025, ou ils ne s'étaient pas arrêtés à 2020, ils progressent. Ils devraient être mis à jour chaque 5 ans au moins et avec une remise en question de ce qui peut être fait pour la valorisation ou la continuation de la valorisation du projet ou de l'investissement qui a été fait à un moment donné. Je le vois avec les projets que je mène au niveau du Viva Rio et le projet, il est réalisé. Mais chez nous, on n'a pas la culture de notre soutien. Et donc, il faut constamment retourner sur le projet et questionner les habitants et voir quelle est leur appropriation et quel est leur sentiment par rapport à ceux qu'ils sont en train de vivre ce jour-là par rapport à ce qui a été fait le jour intérieur. Surtout questionner... Est-ce qu'il s'agit de la même population ? Parce que chez nous, il y a constamment un déplacement. Donc, est-ce que la population qui a été la population ciblée initialement est dix ans après, nous sommes presque quinze ans après, est-ce que c'est la même population ? Ou est-ce qu'il y a eu complètement changement ? Et donc, quel est le ressenti de cette nouvelle population ? Cette nouvelle population, elle n'a pas le même sentiment que la population qui a bénéficié initialement. Et donc, elle n'a peut-être pas le même sentiment d'appropriation. Donc pour moi, c'est le continuum dans cette enquête : du devenir un projet qui a été un investissement majeur, parce Haïti est pauvre et ce sont des dons, un investissement majeur, à un moment donné, pour continuer à valoriser le projet. C'est peut-être ça pour moi, l'enseignement majeur, que je réalise que les projets se font, mais il n'y a pas ça. Et pour que le projet perdure, il faut ça.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E10	Oui. Alors Haïti, c'est un pays où il y a tellement d'études, il y a tout type d'études qui existent sur ce pays. Mais ces études sont où ? Dans des tiroirs. Où est la base de données ? Où est cette base d'information ? Ce n'est pas pour rien qu'on te dit que la connaissance, c'est le pouvoir. Où est cette base de données ? Pourquoi est-ce que les études qui avaient été faites avant le tremblement de terre par des experts qui avaient dit qu'il y aurait un tremblement de terre et éventuellement que ça allait arriver. Mais elles étaient où ces études, pourquoi on n'a pas réfléchi en partant de ces études ? Dans tout, dans tout en Haïti, il y a une étude, des plans, des projets, tout.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E11	Bon, j'espère et j'ai espoir qu'à partir d'un moment, certaines choses vont changer dans le pays et que la sécurité reviendra, que le gouvernement prendra ses mesures, etc. Il y a un grand besoin de professionnels en Haïti. Un des plus gros problèmes, je pense, c'est l'ego des personnes qui peut être un obstacle. Beaucoup de personnes, après s'être formées, quand ils restent dans un pays plus développé, ils arrivent à... comment je peux dire... Ne pas se sentir trop supérieur aux autres. Quand ils retournent dans un pays comme Haïti, une grande majorité des personnes pensent qu'ils sont automatiquement au-dessus de la population, et en fait, ils ne travaillent pas suffisamment pour le bien commun ou pour permettre à d'autres personnes de profiter. Donc, pour moi, c'est une grave erreur que beaucoup de professionnels universitaires font et que je souhaite que tu ne fasses pas.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E12	Dans les deux cas, c'était de créer des quartiers autonomes ou des cités autonomes. C'est-à-dire que les Haïtiens ou les familles qui habitaient sur le site où on faisait le projet, pouvaient avoir leur propre agriculture urbaine... En fait, ils étaient autosuffisants, et en plus d'être autosuffisants, il pouvait faire commerce.	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E12	C'est pour ça que les projets que j'essayais de monter étaient différents du projet 16/16. Parce que le projet 16/16, on n'innovait pas vraiment. On construisait des habitations point à la ligne. Selon le plus possible des de normes Américaines, au lieu d'essayer de travailler avec des moyens qui sont beaucoup plus adaptés à la culture haïtienne. Tu sais, reconstruire de l'habitation en bloc de béton, je trouve que ce n'est pas vraiment très culturel. Donc l'idée, c'était de créer, toujours à travers les projets, créer des petites zones économiques où les Haïtiens pouvaient à la fois se loger, mais se prendre en main. Donc, de se trouver un petit travail, puis d'être autonome, d'être autosuffisant, parce que c'est ça actuellement le gros problème d'Haïti. Haïti n'est plus autosuffisant, Haïti dépend beaucoup de l'aide internationale. Tu sais, le 16/16 pour pouvoir réaliser ces projets-là, on avait besoin, le gouvernement avait besoin de l'aide internationale.	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E12	Donc, c'était de rendre autonome, loger les gens, loger les Haïtiens, mais les rendre autonomes économiquement aussi	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E12	Le fait est que si les Haïtiens ne se prennent pas eux-mêmes en main, ils vont se faire spoiler par tous les gens qui vont venir de l'extérieur. C'est très simple, c'est facile à comprendre, c'est parce qu'il y a du gros argent à faire.	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E12	Il y a un gap énorme, le gap énorme, c'est la corruption. Le gap énorme, c'est la mauvaise construction. Le gap énorme, c'est la mauvaise préparation des projets. Le gap énorme, ce sont des projets construits dans des zones où tu ne devais pas construire, puis ça a coûté 10 fois le prix.	Pertinent
Recommandations et perspectives	E12	Parce qu'en plus des compétences, ça prend de l'éthique et dans l'aide internationale, c'est ce qui manque. Donc la réalité du terrain est là. Je suis toujours un peu surpris. Il y a beaucoup de gens qui font des études et tout ça qui font des... Sauf que la réalité du terrain, elle est tout autre.	Déjà illustré
Recommandations et perspectives	E12	Moi, je suis content en fait de pouvoir te le partager. Je trouve qu'on ne parle pas assez de cette manière-là. On ne dit pas les vraies choses, on pense c'est toujours très, très superficiel. Moi j'essaie dans ces entretiens-là, c'est toujours on va prendre de la hauteur. On va prendre de la hauteur parce que des projets, on est capable de les faire correctement, mais il faut prendre de la hauteur, il faut que les intérêts des gens, des politiciens soient autres que le fric.	Pertinent

Recommandations et perspectives	E13A	Certainement. Jusqu'à présent, elles sont toujours actives. Elles font des projets. Non seulement, on donne des formations, mais aussi pour chaque plateforme, il y a un complexe communautaire qui a été construit dans la communauté, qui sert de bureau pour la plateforme communautaire. C'est une structure vraiment autonome dans le quartier qui sert d'interlocuteur d'interface, soit au niveau du gouvernement, des autorités locales, ou bien des ONG qui doivent intervenir dans le quartier.	
Recommandations et perspectives	E13J	Je voulais ajouter avec la situation actuelle qu'on connaît en Haïti. Une fois qu'on aurait une certaine stabilité du point de vue sécuritaire, je pense que on pourrait beaucoup tabler sur les expériences de 16/6 pour essayer de réhabiliter les quartiers qui sont actuellement dévastés avec les conflits que nous connaissons.	

ANNEXE 6 - Retranscription des entretiens semi-directifs

Entretien 1 : Ingénieur et coordinateur de projet, UNOPS

[Valentine PAPILLON]

Pour commencer, je vais vous demander peut-être... en quelques mots de peut-être vous présenter et de présenter votre parcours professionnel.

[E1]

(…) J'ai un diplôme d'ingénieur en construction durable de l'Université des travaux publics de l'Etat en France UTPE. J'ai un background plus en construction, construction durable. J'ai commencé ma carrière dans le secteur public à faire de la gestion de patrimoine pour l'Université Lyon II. Ensuite, j'ai décidé de partir en Haïti après le tremblement de terre en 2010. Donc en fait, à cette époque-là, je ne m'épanouissais pas dans le, dans le, dans la fonction publique française et j'ai envoyé mon CV et Architecte de l'urgence, une petite ONG, m'a recruté pour partir en Haïti. Donc j'ai commencé dans cette petite ONG sur le terrain vraiment hors de Port-au-Prince juste dans la campagne haïtienne à Gressier, à travailler sur des réparations et renforcements de maison. Voilà. Donc moi, je gérais un projet de réparation, de renforcement de maison dans la campagne en dehors de Port-au-Prince. Là où ça avait été très, très frappé entre Léogane et Gressier en fait. Vraiment là où le tremblement de terre avait frappé le plus fort. J'ai fait (dans les Nippes) presque 2 ans avec eux. Et. Après, c'est une petite organisation donc je me suis brûlé, j'avais besoin de partir et en fait, alors que j'annonçais mon départ, j'ai rencontré des gens de l'UNOPS et il démarrait le projet 16/6 et en fait, il manquait une expertise. C'était que dans le projet 16/6, il y avait une grosse composante de réparation de maison et ils avaient besoin... et j'avais développé exactement cette expertise là au cours de l'année précédente. C'était vraiment le. Donc j'étais expert dans la réparation, le renforcement de maison en Haïti. Enfin, expert, on se prétend expert après un an et donc ils m'ont tout de suite recruté, donc je suis devenu... À la, ils m'ont recruté et le titre c'était ingénieur structure.

[Valentine PAPILLON]

Ok.

[E1]

En fait, au début, je gérais les équipes qui faisaient la réparation et le renforcement de maison. Après un an, je suis devenu Project Coordinator. Le projet 16/6 a commencé plus avec l'approche réparation. Ça a pris beaucoup de temps pour arriver à la phase de construction de maison neuve et quand la phase de construction de maison neuve est arrivée là, je suis devenu Project Coordinator. Donc y avait plusieurs composantes et l'une des composantes qui était la construction de maisons, c'était moi qui m'en occupais.

[Valentine PAPILLON]

Ok, parfait.

[E1]

Et voilà. Donc c'est comme ça que je suis arrivé sur 16/6. Est-ce qu'après je continue de parler du reste de la carrière rapidement ou pas ?

[Valentine PAPILLON]

C'est comme vous voulez, vous pouvez me donner quelques informations supplémentaires.

[E1]

Après, juste, j'ai fait ça. En 2000... fin 2013, je suis parti à Montréal chez Aedifica. C'est là que j'ai rencontré Anne-Marie et donc là, j'ai fait de la gestion de projets à, à distance. Des projets toujours en Haïti, la réparation de l'hôpital, de la reconstruction de l'hôpital de Jacmel et divers autres projets pendant 3 ans. Et après, je suis reparti en Haïti avec UNOPS, cette fois-ci pour des projets spécifiques. Construction d'une école et d'un centre de santé et soutien au ministère des travaux publics Haïtien. Jusqu'en 2020, puis après 2020, je suis parti au Cambodge et maintenant je suis au Laos avec UNOPS toujours.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok, super, mais c'est bien parce que ça me permet de voir que vous avez quand même une super bonne connaissance du terrain. Moi, je suis d'origine haïtienne à la base et ici je suis toujours en formation et ce que j'espère c'est de pouvoir un peu travailler dans ce domaine-là et éventuellement... On va dire continuer ma formation pour pouvoir réagir par rapport aux situations et au contexte local. Du coup, par rapport au projet 16/6, vous avez déjà discuté du fait qu'il y avait différentes composantes. Est-ce que vous savez ? Je sais qu'il y en avait 4. Est-ce que vous savez dans quelle mesure... si elles ont pu être mises en place ?

[E1]

Alors, alors là vous dites 4, je ne me souviens pas. On se tutoie ou on se vouvoie ?

[Valentine PAPILLON]

C'est comme vous voulez, moi il n'y a pas de souci, vraiment !

[E1]

Je préfère le tutoiement ça me vient plus naturellement. Tu dis qu'il y en a quatre, je ne me souviens pas des quatre. C'était quoi les quatre ?

[Valentine PAPILLON]

Alors, la première, c'est tout ce qui est libération des camps dans le processus de retour. Ensuite, avec tout ce qui était réparation, logement, retour dans les quartiers, la réhabilitation des quartiers, euh. Avec les projets d'infrastructures, etc. Et la dernière, c'est une composante où on est, on devait avoir un ensemble de données qui permettrait de pouvoir réitérer etc. Et est-ce que vous avez ... ?

[E1]

(...)

[Valentine PAPILLON]

Oui, je vous écoute.

[E1]

La première chose. Alors, quand j'ai parlé des composantes, en fait, UNOPS avait... De ces 4 composantes, UNOPS ne travaillait que sur 2, l'infrastructure communautaire et le logement. Et moi je suis tombé dans le logement. Il y avait l'aspect réparation et l'aspect construction neuve, donc ce sont 2 sous-catégories. Donc moi j'ai travaillé uniquement dans la partie logement. Je suis proche de

Théodore Achille qui était le chef de projet pour les infrastructures communautaires (...) C'était quand même relativement bien coordonné parce qu'on parle de travaux, mais ça restait des composantes séparées, les infrastructures communautaires et l'aspect de logement.

[Valentine PAPILLON]

Ok.

[E1]

J'ai peu de visibilité sur l'aspect fermeture camp et les données, donc c'est difficile pour moi d'une part parce que ça fait longtemps, mais aussi parce que je ne travaillais pas directement là-dessus. Je sais que les camps en effet, ont été vidés, fermés, libérés. Ça, c'était un fait accompli maintenant... C'était l'une des grandes choses, vraiment... La traçabilité du, l'idée du projet, c'était quand même de fournir de nouveaux logements dans les quartiers pour que les camps soient libérés. Ce lien-là ? Je suis pas du tout sûr que quiconque soit capable de le démontrer. Il y a en effet, eu la fermeture des camps. Il y a eu en effet la création de logement. Est-ce que réellement la masse de population qui était dans les camps a été relocalisée dans les logements qui avaient été créés ? Déjà d'une part, c'est impossible parce que la quantité de logements qui a été réhabilitée et recrée, ça ne colle pas avec le nombre de gens qui étaient dans les camps, ça j'en suis convaincu. Voilà, ça, c'est ce que je peux dire là-dessus.

[Valentine PAPILLON]

C'est aussi une question que j'avais parce que j'ai remarqué dans les documents qu'on disait que les camps avaient été déjà « vidés » entre guillemets à partir de 2011, très tôt dans le processus 2011, 2012, alors que la construction etc. a duré beaucoup plus longtemps. Donc je me demandais un petit peu, c'était quoi la transition en entre les deux ? Maintenant si vous vous êtes plus orienté logement et tout ce qui était reconstruction et tout, c'est ça qui m'intéresse, c'est d'avoir un petit peu votre retour là-dessus. Comment ça s'est passé ? Enfin, j'avais des questions. Par exemple, c'était quoi les défis qui étaient liés au contexte local pour la mise en place de tout ça ?

[E1]

Ok. Alors, c'est une question large. Alors, tous les défis. Sans ordre d'importance, là, parmi les premiers, donc dans des aspects très, très logistiques et, et des compétences. La reconstruction dans les quartiers informels comme ça, l'une des très grosses difficultés, c'est que la coordination et les aspects logistiques, il faut, il faut gérer de multiples équipes. Si on est une entreprise privée, en fait, il faut gérer de grandes équipes parce qu'on doit travailler sur beaucoup de petits sites en parallèle, donc on a quand même une large équipe gérer. En soit, la complexité de la construction, n'est pas très élevée mais la logistique qui est nécessaire à la gestion de beaucoup, beaucoup de sites avec un accès très difficile. La gestion des stocks, etc, etc, ça demande mine de rien une certaine maturité. Ça demande des entreprises d'un certain calibre. Or les entreprises de ce calibre-là ne souhaite pas travailler dans ces quartiers-là, c'est trop dangereux, les risques sont trop élevés et donc généralement les entreprises, si on va sur des appels d'offres, qui *bidant* sont des plus petites entreprises qui ont moins peur d'aller dans les quartiers, qui sont prêts à prendre plus de risques, mais qui du coup, ont aussi moins de maturité et de compétences pour gérer la complexité de ces projets-là. Et voilà, c'est comme ça que le marché répond. Donc, grosso modo, ce que j'essaie de dire, c'est qu'à chaque fois qu'on a fait des appels d'offres, là c'est plus dans la phase, dans la phase construction de maison neuve. Là, je vais utiliser le terme, la différence entre travailler avec des entrepreneurs et travailler ce qu'on appelait en alimentation directe. L'implémentation directe l'UNOPS faisait les travaux. J'en, j'en parlerai après. Quand on travaillait avec des entrepreneurs, ben nos appels d'offres étaient fructueux. On avait des

entreprises qui soumissionnaient mais avec des capacités très faibles et donc il faut les supporter. Faut vraiment les appuyer. Faut vraiment être patient. Faut vraiment absorber ces risques là parce que certaines de ces entreprises vont échouer. Donc il faut vraiment créer plusieurs lots entre recruter beaucoup. Et ça veut dire nécessairement plus de travail de coordination du côté de l'UNOPS, on peut pas avoir un contrat avec un entrepreneur qui va tout gérer derrière. On va avoir beaucoup d'équipes donc il faut beaucoup d'ingénieurs. Il faut beaucoup de supervision. Il faut vraiment garder un œil très, très proche sur, sur l'aspect supervision des travaux. Au début, quand on faisait la réparation des maisons on faisait de l'implémentation directe. Donc là on, on recrutait nous-mêmes et on achetait les matériaux nous-mêmes. En fait, on faisait tout nous-mêmes, l'UNOPS, on achetait les matériaux en grande quantité que l'on faisait livrer dans des grands entrepôts. Ensuite, on créait des petits entrepôts sur place et on, on gérait toute la chaîne logistique nous-mêmes. On recrutait les *boss maçons* nous-mêmes. On travaillait avec ILO, le Bureau international du travail, le BIT en français, mais c'est ILO en anglais International Labor Organization qui s'occupait de faire la formation des *boss maçons*. On a essayé de recruter des gens avec certaines compétences, mais qui étaient formés en plus par ILO sur la construction sismique de maisons. Et là on faisait tout. Voilà, on recrutait nous-mêmes les gens. On avait un contrôle direct, donc on n'avait pas un entrepreneur entre les deux à gérer. Ça nous donne beaucoup plus de contrôle, mais ça veut dire que tout le risque est sur l'UNOPS. On gère tous les risques nous-même et ça veut dire aussi de très grosses équipes.

Ah donc ça c'est l'un des, des premiers challenges, très, très problématique en fait.

[Valentine PAPILLON]

Si je peux me permettre une question ou deux par rapport à ce que vous avez dit, quand vous dites qu'il y a beaucoup de risques que les grandes entreprises ne veulent pas forcément s'aventurer là-bas, vous faites référence à quels risques ?

[E1]

Alors j'arrivais. C'est lié au 2e challenge.

D'une part, la stabilité politique dans les quartiers est plus faible, donc c'est que ce sont des zones qui vont être bloquées très, très vite dès qu'il y a de l'instabilité, ce n'était pas nécessairement le cas. Il n'y avait pas de grande instabilité, ça n'a rien à voir avec 2018 et, et jusqu'à maintenant, donc on pouvait travailler. Mais y a quand même quand on rentre dans les quartiers informels, les accès sont beaucoup plus contrôlés donc il y a toujours un risque d'instabilité qui fait qu'on peut perdre accès au chantier. Deux, juste la gestion des stocks, la gestion des vols de... d'acier, de granulats etc., est très complexe. Nous, on a nos méthodes. Mais bon, ça implique de faire face à du vol et il faut savoir le gérer ces choses-là. Les grandes entreprises ont l'habitude de prendre possession d'un grand site barricadé et tout... Toute la gestion se fait en vase clos et c'est relativement facile. Même sur des petits sites hors de quartier informel, c'est facile d'assurer. La densité est telle quand on va dans les quartiers de Morne Hercule etc. qu'en fait, on n'a pas de ces grands espaces comme ça disponibles. Donc il y a tout un tas d'enjeux, de risques liés à la logistique.

Et ensuite le, le dernier très gros point. C'est donc la mobilisation communautaire, les enjeux de mobilisation de communautaire. Les entreprises, les équipes de l'UNOPS, tout le monde est... On n'est pas dans des terrains fermés. On travaille en plein air et pour travailler, il est nécessaire... D'une part, il est indispensable de recruter des gens localement, mais il faut aussi aller au-delà. Donc ça, c'était à la base du projet. On voulait redonner le plus possible de, de recruter la main-d'œuvre le plus localement possible et, et ça, c'est un des grands succès du projet parce que mine derien, la main d'œuvre, elle était relativement locale. Fin, ça, c'est un autre point qu'on pourrait parler aussi parce que c'est

finalement les premiers quartiers... On avait beaucoup de monde et c'était 100% des gens, de ces quartiers-là. Après, quand on bougeait dans les autres quartiers, le problème c'est qu'on avait tendance, sans s'en rendre compte, à recruter des gens qui avaient été formés dans d'autres quartiers. En fait, c'était des *boss* d'autres quartiers qui venaient faire les travaux, ce qui générait de la tension dans les mêmes quartiers. Mais c'était plus facile pour aller plus vite parce que c'était des gens déjà formés.

La mobilisation communautaire d'une part, pour s'assurer qu'on, qu'on, qu'on recrute de la main-d'œuvre locale. Mais même quand on quand on arrive dans ces quartiers-là, il faut se faire connaître. Il faut expliquer à la population ce qui va se passer. Il faut mobiliser les gens pour récupérer les titres de propriété, organiser les travaux. Tout ça demande de créer toute une interface de relation avec la communauté et nécessairement, il faut des leaders communautaires. On ne peut pas parler à tout le monde non plus. Donc il y a toute une structure de mobilisation communautaire à mettre en place. Ça les entrepreneurs ils savent faire à une certaine échelle, mais à l'échelle dans les quartiers, dans lesquels on intervenait, il n'y a aucune entreprise qui est capable de le faire. Et donc quand on recrute des entrepreneurs, ils se reposent intégralement sur nous, il faut avoir un certain niveau de confiance en l'UNOPS parce que c'est vrai que le succès des travaux de l'entrepreneur est directement dépendant de la qualité de la mobilisation communautaire, en l'occurrence de l'UNOPS. Et ça, c'est très difficile à mettre dans un contrat. Qui est responsable de quoi ? Et donc ça, c'était des enjeux qu'on avait régulièrement, aussi dans les autres projets refait en Haïti.

La Communauté n'est pas contente pour une raison X ou Y et bloque l'accès. Tout de suite la réaction c'est on bloque l'accès parce que ça force UNOPS ou l'entrepreneur à venir discuter, à venir s'asseoir autour de la table. C'est parfaitement normal et c'est très intelligent en fait de tout de suite bloquer, c'est très facile. Parce que comme on travaille dans des petites rues, on peut facilement, la communauté peut facilement bloquer le l'avancée des travaux. Donc qui est responsable ? C'est toujours compliqué. Ah la communauté va se plaindre, les entrepreneurs n'ont pas payé, Ok, donc il faut aller dénouer tout ça. Pourquoi les entrepreneurs n'ont pas payé ? Est-ce qu'ils n'ont pas payé parce qu'ils n'opèrent pas de bonne foi ou ce qu'ils n'ont pas payé parce que peut-être les ouvriers ne sont pas venus ou parce qu'ils ont reçu des menaces ? Il y a toujours plein de raisons qui peuvent, en effet, pousser à un non-paiement. Et qui est responsable de ça ? Des fois, la Communauté aussi vient avec des demandes déraisonnables et s'attend à ce qu'il y ait x personnes qui soient recrutées. L'entrepreneur ne peut pas recruter tout le monde, donc ça bloque. A ce moment-là, est-ce que l'UNOPS est responsable de débloquer la situation et est-ce que les jours de travail perdus sont de la responsabilité de l'UNOPS. Là, je présente juste la complexité de tout ça. Et donc pour un entrepreneur. Avoir tout ça dans un contrat, c'est prendre un risque, c'est admettre que l'UNOPS va faire ça et de partir du principe que l'UNOPS va faire du bon travail. Si l'UNOPS échoue, l'entrepreneur va perdre de l'argent et se retrouve en risque de perte financière qu'il ne maîtrise pas réellement. Ça, c'est un autre exemple de risque auquel il faut faire face. L'une des raisons principales, pour laquelle les entrepreneurs ne viennent pas nécessairement travailler dans les quartiers informels.

[Valentine PAPILLON]

D'accord. Et quand on parle du contexte vraiment local. Est-ce que, enfin, peut-être que ça s'est généralisable, mais par rapport à la situation d'Haïti même, est-ce qu'il y avait des, des modes d'interventions que vous avez faits ou peut être une mauvaise communication qui a fait que ça a pu bloquer à un moment donné. Enfin, qu'est-ce qui a permis de faciliter justement ce... l'appropriation de la population du fait qu'ils aient accepté plus le projet qui, qui a permis de de de un peu fluidifier la chose ?

[E1]

L'un des éléments principaux, mine de rien, c'est la présence dans les quartiers de personnels de l'UNOPS. Il y a un élément de confiance brute et y a un élément de confiance qui se construit que par la présence, donc avoir des équipes présentes, disponibles et qui rencontrent les gens, ça, c'était un élément extrêmement important. Nécessairement, quand on arrive au début, c'est beaucoup plus. Difficile quand on a travaillé dans un quartier pendant 6 mois, un an, 2 ans. C'est plus facile. Bon, après, il peut y avoir aussi des événements, des chocs, des, des grosses crises qui vont détailler... La, la confiance, ça se détruit beaucoup plus vite que ça ne se construit, mais. Mais la présence d'une part facilite aussi, simplement très humainement. Nous, nous avions des équipes de mobilisation communautaire. Et évidemment, ces personnes-là construisent de la confiance, construisent un tissu relationnel avec et construisent une structure avec qui il parle et plus il passe de temps dans les quartiers, plus ils sont présents et disponibles pour répondre aux demandes, plus cette confiance se construit. Au début, c'était nécessairement plus dur. Et après ? Bon bah, je me souviens plus de tous les problèmes que l'on avait éventuellement.

[Valentine PAPILLON]

Si vous donnez un exemple c'est déjà très bien.

[E1]

Et après les éléments de succès de la mobilisation communautaire ? Ouais, c'est ça va être grande partie à la qualité des gens que l'on recrute.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que, par exemple, le fait de de collaborer avec des représentants locaux, etc., ça va faciliter la chose que ce soit au niveau religieux ... ?

[E1]

Oui absolument. Alors là... Ouais, c'était une évidence. Donc sélectionner, créer une structure. Alors, soit que les mobilisateurs communautaires de l'UNOPS viennent des quartiers. Il y en avait certains, ce qui aidaient, mais c'est, c'était peu en proportion, mine de rien, parce que nos, nos... C'était difficile, mais c'est après. C'est les problèmes de l'UNOPS. C'est difficile de forcer un recrutement avec une localisation géographique. Normalement, on doit donner l'opportunité à n'importe qui. Donc en fait, on va recruter la meilleure personne sans nécessairement pouvoir forcer un recrutement vraiment local du quartier. On peut le faire pour des boss maçons, etc., mais pour des positions un peu plus élevées de mobilisateurs communautaires, on n'a pas nécessaire. Mais bon, il arrivait souvent, il arrivait de temps en temps qu'on recrute quelqu'un du quartier. Tout de suite, nécessairement ça aide, parce que cette personne connaît et a déjà des liens existants et c'est acquis. Humm les structures religieuses... Finalement ? Dans ma mémoire. Euh, il y avait souvent un pasteur qui va être l'un des représentants de la communauté. Mais on voulait toujours que ce soit élu. On n'avait pas nécessairement. On n'allait pas chercher des structures religieuses comme point focal dans ma mémoire. On essayait d'avoir de la diversité dans les élections. Essayait de s'assurer qu'il y ait donc en fait 50% de représentation des femmes par exemple, essayer de s'assurer qu'il y a des personnes plus âgées, mais aussi des plus jeunes. Donc créer une structure communautaire qui est aussi représentatif que possible. Mais c'est très difficile. Je me souviens plus exactement... même les élections et la façon dont on faisait ces élections, c'était très difficile.

[Valentine PAPILLON]

D'accord, par rapport à ce que vous avez dit, il y a 2, 3 points sur lequel j'aimerais bien revenir. D'abord, j'avais une question un petit peu générale, mais c'était comment ce que vous qualifiez les quartiers d'intervention du projet 16/6 ? Est-ce que pour vous il s'agit d'un quartier auto-construit, précaire, informel ? Quelle appellation à ce que vous auriez utilisé ?

[E1]

Alors là, le terme qu'on utilisait tout le temps, c'était quartier informel. Ça, c'est le terme. Honnêtement, je ne connais pas la distinction entre tous les différents termes que vous avez-vous avez ça me dépasse.

[Valentine PAPILLON]

Pas de problème. Mais est-ce que vous pensez qu'une intervention dans, dans ce type de quartier était ? Euh. Intéressante parce qu'il y a par exemple certains projets qui ont décidé de commencer sur table rase, de commencer ailleurs. Pour vous, est-ce, est-ce que c'était un, un atout du projet de retourner dans ces quartiers-là ?

[E1]

Incontestablement. L'idée de délocaliser ... Au cours de toute ma carrière, j'ai vu très, très peu de projets de délocalisation, de relocalisation fonctionner d'une part. Donc j'ai un biais personnel négatif sur déjà les chances de réussir à relocaliser toute une population qui a un tissu social existant, qui a des modes de fonctionnement et de modes de vie qui fonctionnent, et espérer relocaliser ça comme ça, c'est extrêmement difficile. Et d'autre part, une autre des façons dont je vois les choses, c'est que les gens habitent dans ces quartiers-là, ils y sont, et il est à mon avis un petit peu utopique que de penser. Enlever le problème et le pousser ailleurs.

Donc y avait toute la thématique, toute la problématique des titres de propriété. Et alors là, il faut vraiment, parce que ça, c'était un vrai casse-tête, en particulier sur la construction neuve. On se posait moins la question et on était encore dans la phase d'urgence quand on faisait de la réparation. Donc, le droit à la propriété sur des terrains qui à la base sont squattés, mais avec une population qui habite là depuis des années et des années. Je me souviens même plus exactement comment on faisait ce droit de jouissance pour la construction, pour la construction neuve, mais pendant la réparation, on allait beaucoup moins regarder dans la propriété réelle de ces terrains-là. Alors une mesure radicale pourrait être que ce sont des terrains, squattés à la base, je suis même pas sûr de la légalité au droit au titre du droit haïtien et de dire qu'on va dire à ces gens, il faut qu'ils déménagent parce qu'ils n'ont pas le droit d'être là. Ça c'est complètement irréaliste. C'est, humainement et éthiquement à mon avis très discutable aussi parce que ce sont des gens qui habitent là et qui avaient des maisons là depuis des années. Donc oui, allez intervenir dans ces quartiers là pour moi. C'est un, c'est une bonne idée parce que si on y va et qu'on essaie de résoudre et qu'on essaie d'améliorer, on essaye de faire du renforcement, pas juste de la reconstruction par exemple, pas juste de la réparation, mais de s'assurer que les maisons que l'on prépare en cas de, de prochaines, de prochain tremblement de terre ne vont pas s'effondrer.

[Valentine PAPILLON]

Exactement. J'avais quand même pas mal de questions par rapport aux réparations des maisons, donc je suis très contente que vous ayez été un peu expert là-dessus, c'est... Enfin, je me demandais un petit peu comment. Comment est-ce que vous avez fait pour réglementer ou pour s'assurer que des maisons qui avaient été auto-construites, pas forcément avec les bons matériaux, etc., pouvait redevenir sécuritaire ?

[E1]

Donc il y avait tout un cadre, alors ça y avait purement d'un point de vue structure, il y avait des sortes de principes, de grands principes d'ingénierie structurelle qui avait été pré-établis avec des modèles de réparation et ça, c'était strictement pour la réparation. D'une part, réparer les éléments qui sont endommagés sans affaiblir la structure existante. Et après ? Là-dessus, on ajoutait des éléments de renforcement, de renforcement structurel. Alors il y avait vraiment toujours 2 étapes. La première étape, c'était l'évaluation en fait, et cette évaluation se faisait vraiment une évaluation des dégâts et en fait une sorte de petite modélisation des, des maisons. La structure qu'un parallélépipédique, elle est toujours beaucoup plus. Je prends des exemples là, une structure (...) parallélépipédique pardon, est beaucoup plus résistante que quand on commence à avoir des excroissances des formes un petit peu plus complexes. La construction en tour inversée, en pyramide inversée. Ça, c'était des choses terribles. Donc en fait, on le comprend. On avait des sortes de modèles, quand on faisait des visites d'évaluation, à quel modèle de maison il s'agit. De quel modèle de maison il s'agissait ? Ensuite, on faisait une somme d'interventions nécessaires pour réparer les ornements endommagés et quels étaient les éléments manquants pour vraiment augmenter la capacité de résistance de la maison. Un élément structurel de base en construction en bloc. C'est le chaînage, en particulier le chaînage qui est tout en haut. Beaucoup de ces maisons sont construites avec juste des colonnes qui étaient construites. Ensuite, on venait remplir avec des blocs et on posait une toiture. Problème, c'est que cette structure-là s'ouvre très facilement. Venir faire ce chainage en haut vient considérablement augmenter le renforcement, enfin la capacité de d'absorption de choc sismique. Donc ça c'était systématique dès qu'on fait une intervention, qu'il y ait eu chainage ou pas avant on venait ajouter un chaînage. Et ça, ce sont des interventions de base. Qui viennent assurer le renforcement parasismique de la maison.

Dans beaucoup de cas, je vais donner plusieurs exemples. Je vais m'arrêter à un moment parce que sinon on pourrait parler pendant des heures. Mais un autre exemple, c'étaient certaines maisons avaient des dalles en béton. Qui s'étaient effondrées pendant le tremblement de terre. On ne reconstruisait pas nécessairement... En fait, c'était assez rare qu'on reconstruise des dalles en béton, on faisait une charpente en bois, une charpente légère, ce qui réduit le centre de gravité et en fait voilà aussi augmente considérablement la résistance de la maison en cas de secousse sismique et en plus diminue les risques d'accident et de perte de vie. Si la structure échoue, c'est une structure en bois qui tombe. C'est pas une dalle de béton, ce sont les dalles de béton qui ont tué des centaines de milliers de personnes. Ce sont des dalles très mal construites, mal chaînées et c'est vraiment le responsable numéro un de l'ampleur de la catastrophe qui avait eu en Haïti. Donc on faisait une évaluation, on, ensuite on faisait la liste de ces interventions nécessaires. Et on chiffrait ça et en parallèle, on a avait les informations des équipements de mobilisation communautaire qui nous disaient combien de familles ou combien de personnes habitaient dans ces maisons. L'un des problèmes qui a été un des casse-têtes dans ces quartiers, c'est qu'on n'avait pas l'argent pour tout réparer. Ça, ce n'était pas possible. Tout réparer, ça veut dire tout reconstruire et donc il fallait faire des choix. Et on a des petites maisons qui ne coûtent pas cher. Le problème, c'est que peu de gens qui habitent dedans. On a des grosses maisons, ça va coûter peut-être plus cher, mais on a aussi beaucoup de familles qui y habitent. Donc en fait, on avait une sorte de calcul qui nous disait, qui donnait l'impact réel de l'investissement. Si on investit là, peut-être que la maison-là, elle est relativement grande et c'est un gros investissement. Mais on permet à un à énormément de familles de rentrer. Par sur des maisons plus petites, ça coûte moins cher. Mais si voilà, les donc après une petite maison très endommagée, on l'avait la terminologie, on l'a, on appelait ça en maison rouge et on disait, on attendra et elle sera, elle sera... Elle fera partie de l'étape suivante qui était la reconstruction de maison neuve. Donc sur certains cas, c'était juste on, on laisse tomber, ce sera une maison neuve. Sur certains cas, ça vaut le coup de réparer etc.

[Valentine PAPILLON]

Vous faites référence à la quantité de personnes, mais est-ce qu'il y avait aussi un enjeu par rapport au type de matériaux qui avait été utilisé ? Par exemple, je sais qu'il y a quand même pas mal de construction, c'est juste des tôles, ce n'était pas forcément une dalle de béton, etc. Est-ce que ce type de construction-là serait peut-être plus difficile, enfin je vous pose la question, à remettre de façon un peu plus sécuritaire. Est-ce que ça aussi faisait partie des maisons qu'avait été plus sélectionné pour être classé rouge ?

[E1]

Ah oui, mais, alors ouais. Humm. Nos interventions étaient vraiment, on avait quand même peu de flexibilité. De l'habitat complètement informel, une série de tôles qui ont été assemblés ensemble pour faire une maison, soit dit en passant. Oui, on y avait quand même un esprit de reconstruction de ce qui existait avant dans la phase de réparation. Il ne s'agit pas, il ne s'agissait pas de transformer un amas de tôle en une nouvelle maison, ça, c'était rare. Je me souviens plus exactement...

[Valentine PAPILLON]

Je pose la question parce que je me demande si par exemple ce type d'habitation était pas un peu... une origine du nombre de personnes qui sont dans les camps ? Donc si on veut reloger les personnes dans les camps, sûrement. Ils avaient des maisons peut-être qui étaient moins, moins adaptées à la base.

[E1]

Dans ma mémoire et j'ai passé des jours à craputer dans les quartiers. Ça reste, enfin... Même si la qualité est très mauvaise, c'est du bloc, du bloc et de la toiture en tôle ou du bloc et de la toiture et de la dalle mais de la dalle béton genre plancher hourdis avec des blocs. Dans les quartiers y avait je pense et honnêtement je suis à peu près convaincu que de la construction ultra précaire, euh légère, il y en avait finalement assez peu. Ok, la densité, en tout cas dans les quartiers dans lesquels on travaillait, la densité était quand même... Donc là je fais un... je fais... faut se souvenir que les quartiers dans lesquels on a travaillé avec le 16/6 alors j'ai pas couvert les 16 quartiers, je me souviens plus. Je crois qu'on avait travaillé dans 6 à 8 quartiers au final, l'UNOPS, d'autre part, c'étaient des quartiers anciens, c'était pas ça, ça n'a rien à voir avec si on visite un quartier comme camp Corail, qui sont des quartiers très récents, où là il y a... Le quartier n'a pas eu le temps de se formaliser et de se durcifier. Je sais pas si c'est un mot qui veut dire quelque chose ? Ah donc ces camps-là sont très différents. Les quartiers, comme morne Hercule, morne Lazare etc. existaient depuis longtemps, et la, l'habitat était quand même en bloc solide, et donc les dégâts étaient. Évident, mais on reconstruisait beaucoup de choses. En bloc.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Donc du coup, on peut continuer un petit peu la réflexion sur ce qui a pu être mis en place pour réparer. Vous étiez en train un peu d'expliquer les, les méthodologies que vous aviez utilisées. D'ailleurs vous avez fait référence à des modèles type. Est ce qu'il y avait, est-ce que ça a été documenté ? Tous les types de modèles, les solutions qu'il fallait mettre en place pour y répondre, etc.

[E1]

Alors la phase réparation brute, sans nécessairement renforcement, elle est documentée parce que c'était un modèle qui avait été créé par Miyamoto international. À la demande du... Enfin, ils avaient un contrat avec le Ministère des Travaux Publics et normalement, c'est de la documentation qui se trouve tous les types de réparation qui étaient donnés après. Comme on faisait de plus du CUSTOM ?

Je pense pas que ce soit de la documentation, je pense que c'est. Je sais pas quelle est la notion de propriété sur tous les designs individuels de chaque maison, les types d'intervention. En fait, on entraînait les ingénieurs à reconnaître des types de typologie, des typologies de dégâts, des typologies de solutions à apporter mais ça n'a pas été documenté. Il n'y a pas un manuel qui a été construit. C'étaient des formations faites à des ingénieurs. C'était beaucoup de travail sur le terrain. J'ai formé des gens qui ont eux-mêmes formé des gens et on avait aussi des experts pour recruter des experts de (...) et de Miyamoto international, donc des entreprises, enfin des ingénieurs internationaux qui venaient donner des formations. Donc à ma connaissance, à part les réparations types qui sont arrivées assez rapidement après le tremblement de terre. Assez rapidement, tout est relatif parce que ça a quand même et je crois 8 ou 9 mois après le tremblement de terre pour que ces réparations type soient réellement... Approuvé par le Ministère des Travaux Publics. Là, je fais un aparté. Elles étaient disponibles très rapidement mais elles n'ont jamais été approuvées pendant plusieurs mois. Et ça, c'était quand j'étais encore avec architecte de l'urgence, au tout début. On était frustré parce qu'on voulait faire de la réparation. On savait qu'il y avait quelque chose qui allait arriver, mais ça, ça n'était pas approuvé et on voulait suivre les recommandations du Ministère des Travaux Publics. Donc on a laissé tomber. On a fait notre nos propres modèles de réparation parce que ça prenait trop de temps. Je n'ai jamais compris pourquoi ça a pris, tant de temps, parce qu'on avait vu ces modèles, on savait qu'ils existaient. Il n'était pas formellement approuvé. Je sais ça, je n'ai jamais trop compris pourquoi ça a pris tant de temps. Du coup, on a quand même commencé à les mettre en œuvre même s'ils n'étaient pas approuvés.

[Valentine PAPILLON]

Mais du coup vous faites référence aux modèles et tout proposé par Miyamoto ou des autres ?

[E1]

Oui, oui, oui.

[Valentine PAPILLON]

Ok.

[E1]

C'est ça. Le reste, l'UNOPS n’a pas créé un manuel de typologie de réparation et renforcement.

[Valentine PAPILLON]

Ok.

[E1]

Je sais que des organisations comme Build change ont travaillé plus là-dessus... mais eux ils ont des modèles qui ne sont pas nécessairement publics non plus.

[Valentine PAPILLON]

J'ai vu dans la documentation que vous aviez enfin qu'on s'était basé sur un plan prévision des risques pour... Ben voilà pour un peu décider comment on allait intervenir, est-ce que vous avez des souvenirs là-dessus ?

[E1]

Oui, mais alors il y avait cette entreprise, une entreprise française je crois qui était venu faire des plans de prévention des risques et donc un mapping précis des zones. Je ne sais pas si vous avez eu accès à ces documents-là ?

[Valentine PAPILLON]

Non, je les recherche justement.

[E1]

Je regarderai, je dois pouvoir en trouver certains. Je ne vais peut-être pas pouvoir retrouver le plan, mais je vais pouvoir retrouver des cartes en particulier les cartes qu'on utilisait, c'était vraiment des cartes... Qui identifiait les, la stabilité des massifs rocheux, qui a regardé les risques de... Donc en gros, on avait des cartes qui nous disaient dans le bas des ravines. Ben non, parce que là il y a un risque de lié aux inondations en fonction des pentes et des types, ils avaient fait des études géotechniques pour voir les types de... J'ai plus les mots, ils viennent pas du tout en français et même en anglais ils me viennent plus du tout, mais en gros la stabilité des zones où les maisons étaient construites. Et donc on avait ce qu'on appelle des zones rouges, ce qui avait été démoli, on n'y touchait pas, voilà. Enfin, on ne pouvait pas intervenir dans des zones dont on savait qu'elles sont exposées à des risques trop élevés et qu'on ne va pas reconstruire une maison si c'est pour qu'elle soit emportée par une inondation, s'il y a une grosse pluie ou que la stabilité de tout le massif risque de décrocher. Et on donc on avait ça, ça identifiait clairement des zones où on pouvait travailler.

[Valentine PAPILLON]

D'accord. J'ai une question par rapport au fait que donc vous avez peut-être suivi les modèles pour les reproduire et commencer à les mettre en place. Mais est-ce qu'il y a des adaptations qui ont été faites, qui sont propres à l'UNOPS ou qui sont propres enfin aux commentaires des habitants ou leurs besoins, ou des retours par rapport à ce que vous avez construit, ce que vous voulez construire ?

[E1]

Oui, alors là on quand on tourne déjà d'une part dans l'ingénierie, le modèle c'est un modèle, mais on tombe toujours sur des cas. Enfin on ne fait affaire qu'avec des cas particuliers. Donc y a toujours un élément de d'adaptation et de l'ingénieur va prendre des décisions. Quand on est sur des bâtiments de grande amplitude, on est censé faire des calculs. Là, on travaillait avec des modèles parce que les modèles nous permettent de ne pas avoir à nécessairement faire les calculs. On ne pouvait pas faire de calcul des résistances de toutes ces maisons. Ce serait un travail complètement inimaginable. Donc on travaille avec des modèles qui nous donnent des ordres de grandeur, mais il y a toujours un moment où l'ingénieur va essayer de faire coller un modèle à une situation qui n'est pas parfaite. Donc il y avait de la prise de décision d'ingénieur sur le terrain d'une part, juste à la vue des plans, à la vue de la situation d'une part, mais en plus c'est sur des plans et après y avait des demandes de la population. Là, on n'avait pas de méthode formelle mais on discutait quand même avec enfin les mêmes, les ingénieurs qui supervisaient les travaux et les boss maçons ont discutaient avec. Souvent, les habitants étaient là et donnaient un coup de main. C'était... pour la construction neuve, c'était obligatoire, comme on parle de la réparation des maisons. La présence des habitants des maisons était... je sais pas si on peut dire souvent, je sais pas à quel pourcentage de chantier sur lesquels on avait au moins un représentant de la famille qui habitait dans la maison en question. Mais si on part sur une estimation on va dire dans la moitié du temps. Il y avait quelqu'un qui était à temps plein en fait, pendant les travaux. Et là, ça dépendait vraiment. Des demandes qui étaient faites, c'est très difficile de donner une réponse. Il y avait pas de formalisation de la chose. Mais si un habitant demandait de déplacer un mur,

dans certains cas, il y a tellement de cas particulier... Dans certains cas, on essayait toujours de revenir à des formes plus parallélépipédiques, parce qu'elles sont plus résistantes. Ça veut dire que dans certains cas on pouvait avoir une dalle qui avait une forme un peu bizarre et là, on allait mettre un mur droit d'une certaine façon, on allait faire une séparation qui allait être sismiquement plus solide, et l'habitant pouvait, la personne qui habitait là pouvait demander : Ben non, je préférerais que le mur soit ici, que le mur soit là. Ça devenait vraiment une discussion sur le chantier et une décision de l'ingénieur. Sur quel va être l'impact finalement ? 1 sur la sismicité de la maison et 2 bah sur le coût aussi. Si une demande coûte plus cher, on n'est pas là nécessairement pour améliorer la maison. S'il va y avoir un coût c'est pas dans la l'optique du projet non plus. Mais il n'y a pas... je n'ai pas une réponse franche à donner.

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui, je comprends, mais en fait ma question peut être de façon plus précise, c'était que... C'est sûr que certains habitants vont vouloir un mur un peu plus à gauche ou un peu plus à droite. Mais l'idée c'est plutôt par rapport aux modes de vie locaux. Par exemple, ben en Haïti a beaucoup de gens qui ont une galerie chez eux, surtout à la campagne. Est-ce que ce genre de choses qui est plus générale aux modes de vie locaux, au fait que ben voilà, on est exposé à tel climat ... A dû être pris... Enfin, vous avez pris ça en considération pour un peu réadapté des modèles ? Moi, typiquement quelque chose qui m'avait un petit peu marqué, mais c'est à titre personnel, c'est que on avait des chambres avec des lits doubles qui étaient assez grandes et des espaces de vie qui étaient très restreintes. Or, souvent, on passe plus de temps à l'extérieur, sur la galerie ou dans les espaces de vie. Ça, je parle de de mon expérience comparée aux chambres. Donc est-ce qu'il y a des adaptations comme ça qui ont été faites où vous êtes partis sur, sur les modèles proposés par Miyamoto.

[E1]

Pour la réparation. En fait, on reconstruisait aussi proche possible de la façon dont c'était précédemment, donc on ne se posait pas vraiment la question de l'architecture. Donc voilà, j'ai pas de réponse finalement. Oui, nécessairement on suivait le mode de vie d'une certaine façon, parce qu'on reconstruisait tel que c'était avant. Est-ce que c'était représentatif des modes de vie ? C'est vraiment un sujet de la densité est telle que la réalité c'est que la construction était dans l'espace disponible et donc les gens se s'arrangeaient pour faire tenir.

Alors, je suis d'accord que... Après, quand j'étais dans les campagnes et là on est plus dans le 16/6 quand j'ai commencé. L'espace était beaucoup moins moindre, pas le même problème quand on était dans des mondes avec beaucoup moins de densité. Et là, quand on réparait, là on allait rechercher. On avait la flexibilité de partir sur des modèles de l'habitation classique, avec la galerie à l'avant, notre galerie à l'arrière avec un espace plutôt de vie commune... en communauté à l'avant, une cuisine plutôt à, à l'arrière. Et comme vous disiez... Une grande chambre aussi, parce qu'en fait, il y a beaucoup de monde, y a un manque de lits, il peut y avoir plus de gens qui dorment, il peut y avoir des, des nattes qui sont posés par terre et même si les gens ne passent pas nécessairement beaucoup de temps dans la chambre. Ouais, à peu près c'est, je suis désolé, j'ai pas de réponse claire à donner.

[Valentine PAPILLON]

Non, non, il y a pas de mauvaise réponse à tout ça... C'est des informations qui permettent un peu mieux de comprendre les enjeux. Et peut-être que c'est juste ça la réponse hein, c'est tout à fait normal qu'il n'ait pas toutes les adaptations. Enfin, auquel on pourrait penser. Euh, j'ai vu qu'il y avait une... Vous avez mis en place un système de copropriété. Euh et vous avez aussi intégré des espaces publics, surtout dans les nouvelles constructions. Est-ce que vous savez me dire un peu plus à ce niveau-là ?

[E1]

Ça, c'était l'un des grands succès dans le projet 16/6. Dans certaines zones, qui avaient été complètement ravagées en fait, ou la destruction, la densité, on avait des cartes où il y avait la codification vert, jaune ou rouge. Vert signifiait maison avec peu de dégâts, jaune, maison endommagée et rouge, maison détruite. Cette codification, elle posait beaucoup de problèmes parce que c'est très difficile. En fait, y a pas de la limite entre, entre ces zones là et pas aussi clair qu'on le voudrait. Mais il y avait des zones quand on a, on a repéré des zones où la densité de maison rouge en fait. En gros, toutes les maisons avaient été détruites. Et donc on a fait un pilote qui a été reproduit. En fait, je me souviens plus de combien de ces pilotes ont été faits au final. C'est que là, on avait une opportunité de reconstruire et on avait une opportunité en fait, de créer de de l'espace, de prendre possession d'un espace plus large, de densifier, verticaliser et du coup de nécessairement libérer de la place pour des espaces communautaires et partagés. Alors ? Alors qu'est-ce.. Quelles sont les questions ? Parce que je veux dire ça, c'est des projets que j'avais suivis.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je me demandais un petit peu comment est-ce que ce système de copropriété avait été mis en place ? Comment il a été reçu par les habitants ? Est-ce que vous pensez que c'est quelque chose qui est reproductible ? Bon voilà

[E1]

Ah ça a marché ! Et c'est, c'est reproductible ça. C'est l'un des gros succès à mon avis. Et je me souviens alors je n'ai pas été depuis mais j'y étais retourné en 2017, ça avait été construit en 2000..., j'y étais retourné 4 ou 5 ans après et ça fonctionnait, ça fonctionnait toujours. Donc les enjeux au début avaient vraiment été d'une part d'identifier les maisons, c'est très important parce que très rapidement, les gens dans le quartier se rendent compte que la valeur de ce qui va leur être remis est considérablement plus élevée que ce qu'ils avaient avant, parce qu'on va construire quelque chose de considérablement mieux. Donc quand ça, ça a vite été compris, il fallait... Il fallait faire très attention de s'assurer qu'on allait construire pour les gens qui réellement était là. L'aspect de propriété exacte, je ne me souviens plus, mais en gros aussi, comme on avait des, des modules sur, ça pouvait être de 2 étages ou ça pouvait être 2 unités. En fait, ce sont cités des unités, on pouvait avoir 2 unités l'une sur l'autre ou une grande unité. Donc reconstruire vraiment. Là, on a trouvé tous les gens qui habitaient sur place. Quelles étaient la taille ? Des maisons telles qu'elles étaient avant pour être le plus juste possible dans ce qui allait être remis à ces familles. Sachant que certaines maisons étaient plus grandes et il y avait pas forcément beaucoup d'habitants. Donc je me souviens juste qu'on avait beaucoup de casse-tête à définir la notion de justice. Parce que si sur une grande étendue. Il y avait une personne qui était plus riche, qui avait une plus grosse maison et pas nécessairement beaucoup de monde et que l'on donne une seule petite unité parce que c'est une seule personne, alors que c'était quand même quelqu'un qui avait plus à la base on avait vraiment des casse-têtes à trouver la façon la plus juste donc énormément de négociations avec les familles.

[Valentine PAPILLON]

J'ai vu qu'il y avait certaines personnes qui avaient accepté aussi de céder une partie de leurs terres justement pour un petit peu rééquilibrer tout ça, vous savez m'en dire un peu plus par rapport à ça ?

[E1]

Là, c'est difficile parce que je me souviens plus... Et en effet, il y avait. C'est là que je parle de toute cette négociation qui avait eu lieu avec des gens qui avaient accepté de céder des terres. Des gens qui

avaient accepté la négociation était aussi sûre... Être en bas, ça avait aussi beaucoup plus de valeur qu'être à l'étage ou même si on était sur des, sur un flanc de montagne. Donc en fait les unités sont toujours un peu en escalier et souvent on avait un accès en bas et l'unité du haut avait un accès par le sol, mais pas toujours. Alors, et les unités supérieures étant en plus des unités qui sont louées souvent oui mais là je me souviens pas de tout ça, je me souviens plus de comment on résolvait tout ça.

[Valentine PAPILLON]

D'accord. Juste une question rapide. En fait, souvent on mentionne morne Hercule ou morne Lazare dans la documentation et du coup je me demandais, est-ce que l'intervention elle avait été plus ou moins équitable dans les autres quartiers où c'est vraiment des quartiers sur lesquels vous avez plus intervenu ? Parce que c'est vrai que j'ai pas encore trouvé d'images d'autres...

[E1]

Alors, il y a clairement des quartiers qui ont reçu plus d'attention que d'autres, ça c'est c'est clair. Comment ils ont été choisis ? Je sais pas là, là ça c'était pas moi, j'étais pas à ce niveau-là et honnêtement je sais pas comment les quartiers ont été choisis. Et après les quartiers dans lesquels on a commencé, en fait les quartiers dans lesquels on a commencé le premier quartier dans lequel on a commencé c'était morne Hercule. Ensuite on a été à morne ..., Nérette je crois, et ensuite à morne Lazare. Ça, c'est vraiment les 3 quartiers qui ont eu le plus d'attention. Ensuite, il y a eu Fort national plus bas qui a eu aussi plus d'attention. Et le simple fait que je me souvienne plus du nom des autres et parlant sur le fait que nécessairement ils, ils ont reçu moins d'attention.

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est exactement ceux qui sont cités plus souvent.

[E1]

Comment ça a été choisi ? Malheureusement, je ne le sais pas.

[Valentine PAPILLON]

D'accord.

[E1]

Voilà, je ne me souviens pas. D'une part je ne me souviens pas, j'ai peut-être des informations mais voilà moi j'arrivais, je travaillais dans les quartiers qui avaient été identifiés, je faisais pas du tout partie du processus de décision à ce moment-là. Je peux pas vraiment parler.

[Valentine PAPILLON]

Vous avez travaillé déjà dans plusieurs endroits en Haïti avec Architecte d'urgence ou autre . Du coup, pour vous, c'était quoi vraiment, les innovations du projet 16/6 ? Surtout en matière d'habitat ou de construction. Enfin, d'un point de vue d'ingénierie ou d'architecture. C'est quoi un plus que vous pouvez dire ? Voilà, bon ce projet là pour moi c'était ça la valeur ajoutée.

[E1]

Alors je me souviens plus comment on les appelait, mais les unités de d'habitation, en copropriété que l'on a créée. Ça pour moi, c'était un énorme succès parce que là on venait de... On a vraiment réellement valorisé le territoire, mais on a, on a augmenté pas valeur juste financière, mais la valeur

communautaire. Donc c'est, ce sont des éléments de grands succès de réussir à améliorer la qualité de vie autour de ces blocs-là.

[Valentine PAPILLON]

Vous dites ça parce que... ?

[E1]

Qui était même architecturalement...

[Valentine PAPILLON]

Pardon, allez-y, allez-y

[E1]

J'allais dire qui était même architecturalement, il y a une vraie élégance. Enfin c'était... Ce sont des... Je suis sûr que vous avez vu des, des photos. J'aimerais bien voir comment c'est maintenant plus, plus quasiment 15 ans après. Je sais pas comment ça a vieilli, en particulier la peinture et commencer à l'intérieur. J'aimerais vraiment les revisiter, mais je sais que 5 ans après, j'avais été agréablement surpris de la façon dont ça avait vieilli. Et, et voilà. Après on avait utilisé des technologies vraiment de base même pour la plomberie, etc. donc, et les installations électriques étaient ultra minimes dans toutes les constructions que l'on faisait. Justement pour ne pas venir insérer des problèmes et les risques que la maintenance échoue derrière avec des problèmes de plomberie, etc. Donc c'était ultra basique. Mais ça restait une considérable amélioration de ce par rapport à ce qui était là avant. Donc ça, pour moi, c'était un gros succès.

Je sais qu'ayant parlé beaucoup avec Claude-André Nadon, lui était extrêmement fier aussi de l'aspect du travail qui a été, qui avait été fait sur l'aspect légal de donner un titre de propriété reconnu aux gens qui habitaient là, en particulier dans ces unités-là, un droit de jouissance qui pour la première fois, on sortait de l'informel et donnait une forme de formalité aux droits des gens qui habitaient là. C'est plus difficile pour moi d'en parler parce que je suivais pas. J'étais plus dans la partie très bon sur infrastructure brute et pas dans l'aspect légalité de la chose, mais ça peut valoir le coup de d'essayer de regarder parce que je pense qu'il y avait des innovations là-dessus. Après, c'est une innovation qui est assez propre au droit haïtien, qui est particulier dans la, dans la gestion du titre de propriété. Mais, mais qui nécessairement devrait être réplicable ailleurs.

[Valentine PAPILLON]

D'accord, juste une question par rapport aux maisons en tant que telles. Euh. J'ai vu qu'elle pouvait ce qu'elle pouvait être évolutive ? Est-ce que par exemple, euh... Parce que quand j'ai vu les images par exemple de morne Hercule justement, je me demandais un petit peu, comment est-ce que vous aviez géré cet aspect évolutif ?

[E1]

Donc c'était un modèle ça, je dois pouvoir retrouver même des présentations, mais en en gros des boîtes qui peuvent. Je ne pense pas qu'on allait plus à un niveau, mais qui pouvait s'étendre dans certaines directions. Voyez en particulier un étage pouvait être ajouté au-dessus. Donc ça c'était le modèle de base de la construction neuve. Donc on construisait ce qu'on appelait l'unité de base qui ensuite pouvait être au moins, on pouvait rajouter au moins un étage par-dessus avec les mêmes modes de fabrication qui sont des fabrications de maçonnerie. J'ai oublié le nom bref, maçonnerie chaînée qui sont relativement maîtrisés dans les quartiers. Donc voilà, c'était un modèle de base qui

peut être agrandi et avec technique de construction qui sont maîtrisées dans les quartiers. Ça permet de d'avoir une construction solide, enfin une construction fiable.

[Valentine PAPILLON]

J'avais vu un document de l'UNOPS qui montrait le fait que y en a un module en dessous, au-dessus. Qui puisse aller sur le côté. Mais c'était surtout dans la façon dont ça a été implémenté sur le site. Est-ce que c'était encore faisable pour les habitants de venir rajouter quelque chose après ou les sites qui avaient été faits cela était étaient figés ?

[E1]

Non, on avait toujours en fait, on coulait. On avait les attentes, les ferraillages qui étaient mis en attente, pliés, écoulés dans un béton maigre, pour que plus tard, il soit facile de venir sortir ses ferraillages, et il les reprendre pour continuer les chaînages dans les directions, dans les différentes directions. Donc oui, vraiment, ça c'est pour le coup, c'était réellement modulaire et avec l'optique d'agrandissement. Evidemment, on allait pas mettre des agrandissements... Enfin, c'était en fonction de l'espace disponible.

[Valentine PAPILLON]

Bien sûr.

[E1]

L'agrandissement de base, c'était un étage au plus parce que c'était finalement relativement rare, qui a un espace disponible à côté pour une future extension et s'il y a une maison à côté ou... S'il y avait une maison à côté, on allait pas permettre une extension.

[Valentine PAPILLON]

D'accord. Je vois que l'heure avance je ne voudrais pas vous retenir trop longtemps. Du coup, je vais peut-être terminer avec quelques questions, 2, 3 questions, est-ce que y a un point particulier que vous auriez souhaité aborder qu'on n'a pas pu discuter surtout par rapport à vous, votre rôle et ce que vous retenez du projet ?

[E1]

J'ai commencé dessus, j'ai toujours été relativement septique de l'idée de base du projet. De fournir un logement pour permettre de vider les camps, libérer les camps. La façon dont ça a été mis en œuvre, j'ai jamais trop compris. Surtout que voilà, il y a eu une intervention massive pour libérer les camps. Donc la logique même qui est une logique jolie et très politique. Elle, je la remets en question fondamentalement. Les gens qui étaient dans ces camps, ils ont dû partir ailleurs, ils ont dû créer d'autres camps ailleurs. Ils ont dû vivre dans des situations informelles, peut-être dans beaucoup de cas pires, parce qu'ils n'avaient plus accès à l'aide qui était fournie au camp. Donc on a donné l'impression qu'on règle un problème, mais on a, on a juste créé, on a, on l'a juste dilué ce problème. Donc le projet pour moi était... ayant une bonne idée, il ne pouvait pas être vraiment un succès dans cette idée originale. Parce que il y avait le besoin de vider les camps, elle était tellement urgent que c'était politique qu'il fallait, qu'il fallait...

[Valentine PAPILLON]

Qu'il n'y a pas forcément de corrélation entre les 2 parties du projet.

[E1]

Non. C'est ça. Vous posiez la question des choses qui ont bien fonctionné. La relation avec ILO et la formation de gens dans les quartiers, ça, c'était quelque chose dont on était fier parce qu'on a vraiment considérablement augmenté et envoyé... On était très heureux de voir, surtout dans les années qui ont suivi où il y avait encore peut-être des travaux d'infrastructures. Bref, on passait toujours dans les quartiers sans être en train de construire des choses, de voir beaucoup des boss maçons que l'on avait formés travaillaient dans les quartiers, construire de nouvelles maisons et construire relativement, construire beaucoup mieux qu'ils ne construisaient avant. Alors, ça c'est du c'est du soft mais... C'est du soft de très, très grande qualité. C'est vraiment... On augmente considérablement la valeur des quartiers, c'est ce qui perdure.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que du coup sur cet aspect-là vous pensez qu'on aurait dû, aurait pu investir plus dans dans ces formations là ou la sensibilisation justement de la population à ces modes de construction, à ces bonnes pratiques, ce que vous pensez qu'on aurait pu pousser le concept plus loin ou c'est une ouverture ?

[E1]

Là je suis plus sceptique, peut-être un peu cynique à je, je pense que le temps, quelle que soit la quantité d'informations et de même si on fait du bourrage de crâne et qu'on a les moyens de le faire. On a fait passer, on a essayé de former autant qu'on pouvait, tous les habitants qui recevaient. On a fait énormément de formation. Je pense qu'on aurait pu en faire plus. La réalité, c'est que le temps passe et l'argent devient... Reviendra toujours l'élément marquant et je pense qu'il y a nécessairement une perte de qualité de construction avec une recherche d'économie et vous pouvez faire autant de formations que vous voulez, un point à un moment T. Si vous ne le diluez pas dans le temps cet aspect sensibilisation ça ne sert à rien d'en faire plus en fait il, il est préférable de le de d'essayer de le faire plus régulièrement et ça. Ça ne marche pas, ce sont des financements qui sont, ce sont des projets, donc à la fin du projet ce financement s'arrête donc je n'ai pas de solution là-dessus, mais je ne pense pas qu'en faire plus à l'époque aurait... Ferait que les gens construisent mieux maintenant, je suis convaincu que et les boss ont toujours l'expertise. Mais le client reste le client et c'est le client qui détermine au final la qualité de construction parce que la quantité d'acier et la quantité de ciment et... Et je suis sûr que. Même s'il ne le faisait pas juste après. Maintenant, si on y retournerait un boss, s'il a un job et qu'on lui demande de construire quelque chose mal mais que mais qu'il n'a pas le choix, c'est tout ce qu'on lui propose, c'est la quantité d'argent qu'on propose de le payer. Il construira. Ça, c'est juste une réalité humaine d'un besoin au logement qui fait que... Probablement. Si j'étais à la place de ces gens, je prendrais aussi le risque de construire moins bien, en tout cas de faire des économies. Si ça permet de manger le soir et aussi d'avoir un toit, ça c'est très très difficile. Là, on est vraiment dans de la philosophie.

[Valentine PAPILLON]

Non, non, c'est sûr, mais c'est intéressant. C'est de savoir un petit peu qu'est-ce qui, qu'est-ce qui pourrait au final rester ? Rester au niveau même de la population. Mais c'est clair que l'enjeu financier, il est toujours prépondérant à ce niveau-là.

[E1]

On peut pas oublier le fait qu'on travaille dans les quartiers les plus pauvres, donc nécessairement l'argent devient un problème fondamental parce qu'on est plus dans la survie, le pouvoir d'achat des gens qui habitent dans ces quartiers-là, il est nécessairement extrêmement bas.

[Valentine PAPILLON]

D'accord. Ben voilà, si je peux clôturer avec une question qui sera, qui va paraître générale, mais je pense qu'on a un peu répondu ici, quels enseignements on pourrait tirer du projet à l'avenir, par exemple en tant que professionnel ? Ou plutôt euh. De façon générale, est-ce qu'il y a des choses que vous avez prises avec vous pour la suite dans votre parcours ? Donc que moi en tant que jeune professionnelle qui décide de démarrer, vous me dites... Ben voilà, sur base du projet 16/6, je pense que ça, ça c'est que c'est quelque chose que tu devrais prendre en compte dans la conception.

[E1]

Je suis sûr qu'il y en a pleins c'est juste, qu'il n'y a rien qui me vient là. Et à l'époque, forcément, je suis sûr que j'aurais énormément de choses à dire, ce qu'il y avait énormément de fierté et à la fois une vision très critique de ce qui avait été fait avec beaucoup de défauts. Donc essayé de j'ai trouvé, tout ce que l'on aurait pu mieux faire.

[Valentine PAPILLON]

Si ça vous revient, n'hésitez pas à m'envoyer un petit mail avec quelques points.

Entretien 2 : Dr. en sociologie et ex-directrice du CIAT

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que tu peux en quelques mots te présenter et nous décrire ton parcours professionnel ?

[E2]

Je suis sociologue de formation donc j'ai eu mon doctorat à Paris VII en 1992. Le sujet de la thèse c'était structure foncière et système agraire qui est en fait une approche du territoire, la façon dont s'est organisé, dont les structures sociales impactent les paysages. J'ai un peu travaillé sur des sujets connexes toute ma vie jusqu'à donc présider le comité d'interministériel d'aménagement du territoire. Et donc, c'est en 2010 que je suis entrée au comité interministériel et au moment du projet 16/6 qui t'intéresse particulièrement, j'étais donc secrétaire exécutive de ce comité.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok. Est-ce que tu peux me dire un petit peu c'est quoi ton lien avec le projet 16/6 ? S'il en existe un.

[E2]

Ecoute, ce qu'il faut d'abord comprendre du tremblement de terre de 2010, comme de beaucoup de catastrophes à travers le monde... La période d'après le tremblement de terre de 2010, ça a été vraiment la course aux financements et aux contrats. Donc il y en avait de différentes sortes et le projet 16/6, s'est fait avec le PNUD et le projet est, comment te dire, il y avait pleins d'autres projets financés à partir des fonds PetroCaribe et d'autres fonds internationaux, notamment la CIRH via la Banque mondiale. Donc le projet 16/6, on en a entendu parler, on a fait partie des discussions autour de ce projet-là. Bon, ça fait vraiment, définitivement partie des projets que nous n'approuvions pas. Alors, il faut dire que... Je te donne la grande photo quoi de cette affaire.

[Valentine PAPILLON]

Oui, bien sûr.

[E2]

Tout de suite après le tremblement de terre, il y a eu deux orientations en concurrence. Donc, au comité interministériel, notre position était qu'il ne fallait surtout pas faire les camps et qu'il fallait au contraire accompagner le mouvement des gens qui partaient dans leur province d'origine, puisque le gros de la population de Port-au-Prince, c'était une population allogène. Donc, qui n'était pas née à Port-au-Prince, qui était à peine arrivée à Port-au-Prince et qui avait encore gardé des racines provinciales assez fortes. Je prends la commune de Camp-perrin sur laquelle on a enquêté avec la protection civile. La commune a reçu en quelques semaines 30% de population de plus. Il n'y a pas eu une tente dans la commune de Camp-perrin. Ça veut dire que les gens sont soit retournés chez eux, chez leurs parents, chez des amis. Donc pour nous, il y avait un mouvement de la population qu'il fallait accompagner. En créant les camps, je crois que la communauté internationale a fait ce qu'elle sait faire le mieux ou le plus. Et, on a négligé donc d'accompagner cette population rurale qui va revenir, cette population déplacée qui va revenir à Port-au-Prince quand elles verront que les aides se donnent à Port-au-Prince. Aujourd'hui, elles sont en train de repartir à nouveau à cause de l'insécurité. Tous ces camps qui se sont multipliés... il n'y a pas d'études sur ça... Mais il y a des faits empiriques qui montrent bien que dans la plupart des cas, c'étaient des gens qui n'avaient pas été touchés par le tremblement de terre... Notamment des gens qui sont arrivés de province pour profiter de la manne qui se donnait à Port-au-Prince. Et ça, c'était le premier point. Donc le 2e point, c'était que nous, on encourageait au contraire à permettre aux classes moyennes qui avaient été très durement frappées d'avoir un crédit foncier qui leur permettrait de construire chez eux. Résultat des courses, on a distribué... Donc le projet 16/6, c'était essentiellement, donner de l'argent aux gens pour quitter les camps. En se foutant éperdument d'où ils allaient se mettre par la suite et la suite on la verra si ça se présente dans la suite de la discussion.

[Valentine PAPILLON]

D'accord. D'après ce que, ce que je trouve dans la documentation, donc le projet 16/6, il partait sur 4 composantes où la première c'était du coup le processus de retour où ils voulaient justement libérer les camps et redonner des solutions de logements aux personnes. Ils ont dit qu'à la base, ils visaient 6 camps mais qu'ils ont pu en vider environ 50. Donc ça c'était la première composante. La 2e est plus basée sur tout ce qui est logement parce qu'ils ont créé, rénové des maisons ou construit de nouveaux maisons et des habitations. Euh... Il y a une 3e composante qui est relative à tout ce qui est infrastructure et tout ce qu'ils ont mis en sur pied dans les quartiers, parce que quand on lit les documents et quand on qu'on voit ce qui est dit par rapport au projet 16/6, Euh... Ils disent quand même qu'ils essayaient d'améliorer la qualité de vie dans les quartiers et que c'étaient justement des occupants des quartiers qui habitaient dans les camps. Et finalement, la 4e, c'était par rapport à tout ce qui était de la documentation qui devait être mise en place pour qu'on puisse à l'avenir se baser dessus pour avoir des enseignements. Enfin, une sorte de suivi, plutôt en termes de documentation de ce qui s'est passé. Donc, du coup, ça m'étonne un petit peu que tu me que tu parles du fait que... Donc, pour toi, si je comprends bien, est-ce que le projet à alimenter ça ou tu penses qu'il y a eu plus de problématiques ?

[E2]

Mais en amont de l'analyse du projet 16/6, il faut comprendre ce que c'est l'UCLBP ? Donc, l'UCLBP a été créée après le tremblement de terre essentiellement pour l'utilisation des fonds PetroCaribe. D'accord, donc l'UCLBP, c'est ça qu'il a géré principalement pendant toutes ces années. Maintenant, ils ont rajouté quelques projets avec les Nations Unies ou avec comment... Ils ont rajouté quelques projets internationaux aux activités de l'UCLBP, mais c'était essentiellement pour couvrir les activités et qui se

faisaient avec les fonds PetroCaribe. Donc écoute, je suis arrivée et à un âge et à un niveau d'exaspération où je peux dire très exactement ce qui s'est passé à ce moment-là. Donc tous ces projets avec les Nations Unies ont été faits pour cacher ce que l'on faisait avec les fonds PetroCaribe. Cette affaire de camp, les internationaux ont créé les camps et après ils ont fait un projet pour sortir les gens des camps. Alors que et à la primature on recevait je ne sais pas moi c'était 50, 60 pétitions par jour... Dans certains cas où des gens comme Amnesty International etc., protestaient et en même temps contre l'existence des camps, en même temps contre la façon de faire sortir les gens des camps, donc c'était vraiment une dynamique, je dirais presque parallèle à la gestion du tremblement de terre. Donc, c'est ça qu'il faut comprendre, c'est ça le contexte de ce projet-là. Maintenant, quand ils te disent qu'ils prennent les gens des quartiers qui sont dans les camps, c'est faux. Il y a eu aucune étude vraiment sérieuse sur qui était dans les camps. Il y avait des gens qui avaient leur maison, qui avaient ou obtenaient une tente et qui venait sous cette tente au moment où il y avait des distributions de nourriture, de kit, de ci, de ça et qui louait ces espaces à des gens. Il y a eu toutes sortes de trafics dans les camps et y compris des réseaux de prostitution. Donc, l'image idyllique qu'on veut donner des camps... Il y a des travaux quand même qui ont été faits sur certains camps pour décrire un petit peu ce qui ce qui se passait dans les camps et c'est pas du tout l'image qu'on se fait. On imagine de ce qui se passe dans ces camps. Donc, il faut faire très attention à ne pas tomber dans ce tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil que les internationaux présentent. Donc, ça c'est le premier truc.

Maintenant, la 2e composante, le seul truc qu'ils ont eu à montrer et à inaugurer vraiment... C'est moins d'une dizaine de maisons qui ont été faites dans un quartier qui s'appelle Morne Lazare et bon comme infrastructure, ils ont fait un énorme mur de soutènement. Donc il y a eu une dizaine de maisons comme ça, avec peut-être un ou 2 étages, donc qui pouvaient avoir des propriétaires différents à chaque étage. Mais bon, à ma connaissance, c'est la seule chose concrète qu'on peut voir sur le terrain encore aujourd'hui de ce qui reste de 16/6. Maintenant, le sortir les gens des camps. Euh donc il y avait une somme, je sais plus laquelle qui était supposée correspondre à un affermage de maison pendant un an, c'était ça le barème de l'argent qui était donné.

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui. Il y avait un barème pour la location, vous voulez dire ?

[E2]

C'est ça. Ici à Port-au-Prince, on appelle ça un affermage parce que ça se paye par an et ça se paye d'avance, donc... Comment dire... Et donc du coup, on ne s'est pas du tout intéressé, nous, on avait sonné la sonnette d'alarme sur cette question-là. Et c'est comme ça que tout le haut du morne l'hôpital a été colonisé avec des fois des appuis, notamment de la croix rouge américaine. Et ce qui fait qu'aujourd'hui, il a une ceinture de bidonvilles au sud de Port-au-Prince qui a été créé par le projet 16/6. Et c'est ça qui est le passage privilégié des gangs pour attaquer les quartiers résidentiels de Port-au-Prince.

[Valentine PAPILLON]

Quand tu dis que cette ceinture elle a été construite par le projet 16/6, tu veux dire à travers les financements pour la location ou à travers le fait...

[E2]

Oui, oui c'est ça ! C'est à travers ce financement-là. Donc les gens partaient dans le morne, donc ils squattaient un bout de terre et puis ils s'installaient là. Donc cet argent a été grandement utilisés à créer des nouveaux bidonvilles ou à densifier des bidonvilles préexistants.

[Valentine PAPILLON]

Oui, justement une des questions que je voulais te poser, c'est quand tu parles de ces types de quartiers où est intervenu le projet parce qu'il y a quand même des endroits où ils ont construit certaines maisons. Tu les qualifies de bidonvilles. Euh. Pourquoi ?

[E2]

C'est numéro un, il n'y a pas de voie et réseaux. Donc il n'y a pas de rue, il n'y a pas d'eau, il n'y a pas d'électricité. Les maisons elles-mêmes sont sans sanitaires et c'est de l'habitat précaire. Ça veut dire que c'est des maisons qui sont vraiment extrêmement sommaires sans toilettes, sans même un fini je dirais de maison ordinaire.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que tu penses que le fait d'intervenir dans ce type de quartier, euh, n'est pas quelque chose qu'il faudrait favoriser ? Ou penses-tu qu'il y a quand même, euh, une manière dont on aurait pu intervenir sur place pour justement redonner accès à ces services-là ?

[E2]

Bon justement, il y avait des bidonvilles préexistants, donc bon... Je prends Canaan qui est phénomène tout à fait nouveau qui date du tremblement de terre. Et bon, avant d'aller donner des allocations d'affermage, il fallait tracer des chemins. Il fallait laisser la place pour les voies et réseaux. Donc, il y avait moyen de faire des investissements collectifs qui auraient pu permettre des lotissements donc de superficie et clarifier la situation foncière des gens et leur permettent de ne pas leur donner de l'argent, de donner accès à un crédit, même bonifier pour pouvoir s'installer, mais ne pas juste leur donner l'argent en leur disant, vous vous démerdez, vous trouvez un coin où vous installez. En présupposant qui avait un parc locatif dans cette ville qui venait d'être détruit par un tremblement de terre et qu'il suffisait d'avoir l'argent de l'affermage pour affermer une maison. Les maisons n'existaient pas. On le savait bien. Non, c'est très fatigant.

Ecoute en rangeant mes livres là tout à l'heure, j'ai vu... Il y a un bouquin qui a été écrit sur ça, sur l'industrie de la catastrophe et je pense qu'il faut lire ça. Je pense qu'il faut lire ça. On ne comprendra pas. Il y a plein d'accusations de toutes sortes sur la gestion qu'Haïti a fait du tremblement de terre. Et c'est surtout la gestion des organisations internationales et des bailleurs de fonds. Il faut chercher, il me semble que le titre c'est l'industrie de la catastrophe.

[Valentine PAPILLON]

Je le note.

[E2]

Donc, donc je pense que c'est important de comprendre ça. Il y a eu aussi un livre d'André Marcel d'Ans sur un cyclone qui avait ravagé le Honduras. Cela a été publié chez (...). C'est toujours le même état d'esprit, c'est le, c'est la catastrophe. Comment on profite de la catastrophe ? Il faut qu'on arrête les bisounours sur cette affaire de tremblement de terre et qu'on commence à regarder ce qui s'est vraiment passé. Et pourquoi, hein ? Et, et avec qui ?

[Valentine PAPILLON]

Si je reviens un petit peu en arrière, vraiment au tout début de notre conversation... Est-ce que tu sais qui est vraiment à l'origine ? Parce qu'en général, quand on parle, on parle que c'est le gouvernement

qui a mis en place le projet 16/6 mais le gouvernement c'est large. Euh, dans les différentes unités du gouvernement, du coup si je comprends bien, vous n'étiez pas forcément d'accord sur le projet, mais pourquoi est-ce qu'il a quand même été implémenté ? Même si vous n'étiez pas tous pour entre guillemets, si je comprends.

[E2]

Écoute, l'aide internationale, d'une façon générale, ça marche comme ça. Ça veut dire c'est, c'est qui est proche du président de la République, qui est proche du Premier ministre et qui peut... En ce qui concerne le projet 16/6, c'est un conseiller du président Martelly dont je ne dirai pas le nom qui a capté donc ce projet 16/6 parce qu'il y avait quand même... Il existait quand même une institution qui s'appelle le EPPLS et qui s'occupe des logements sociaux qui auraient été l'accueil normal où ce type de projet, de la même façon qu'il a détourné un projet qui avait été monté avec les travaux publics pour la mise en œuvre d'un plan d'aménagement sur Martissant et Baillergeau. Et qui sont deux des lieux les plus, comment dire, focaux pour les gangs aujourd'hui dans Port-au-Prince. Donc, ce projet avait été signé avec le ministère des travaux publics. Il a réussi à le reprendre pour le mettre à l'UCLBP parce que l'UCLBP était contrôlé directement par la présidence. Donc on a passé par-dessus les institutions existantes dont c'était le mandat pour pouvoir créer le projet 16/6.

Je te donne un exemple immédiat. L'UCLBP reprend le projet Martissant des mains des travaux publics alors qu'il y avait eu long travail de consultation des populations, de connaissance du terrain, d'élaboration d'un plan d'aménagement. Et l'un des éléments du plan d'aménagement sur Martissant, c'était donc de refaire complètement cette route qui va vers la nationale numéro 2 et qui arrive pratiquement sur Turgeau. Cette route, c'est un axe qui était essentiel et il avait été mis dans ce projet d'aménagement parce que les populations l'avaient demandé et les spécialistes étaient bien conscients du fait que, avoir un axe dégagé qui traverse toute cette ligne de bidonville qui existait à l'époque, que c'était stratégique pour la police, donc. Quand on voit les zones de non droit aujourd'hui, la première zone de non droit a été Martissant. Et, et il y avait ce plan d'aménagement et cette route qui ne se sont jamais faites et tout simplement parce que le projet a été enlevé au ministère des travaux publics qui devait gérer ce truc en lien avec Focal qui avait mis beaucoup d'argent aussi sur ce, sur ce projet. Et voilà. Et l'UCLBP n'en a rien fait.

[Valentine PAPILLON]

Enfin, parce que moi je me base un peu sur la documentation que j'ai lue par rapport au projet. On décrit l'UCLBP un peu comme une institution qui vient combler un manque. Mais de ce que je comprends, là il y avait déjà des institutions alors qui étaient responsables de tout ça ?

[E2]

Mais naturellement. Ils avaient besoin... C'est extrêmement dangereux de lire juste les rapports élaborés par les institutions. Il faut que tu ailles regarder dans les journaux. Bon, faute de pouvoir venir ici voir de tes propres yeux.

[Valentine PAPILLON]

C'est ça le problème.

[E2]

Il faut faire très attention. Entre le décalage qu'il y a entre le discours Nations Unies et les réalités de terrain. Et il y a eu cette semaine, c'était mardi ou mercredi, un zoom avec la Banque mondiale, c'était... Il faut regarder plus loin, les solutions économiques pour Haïti ! Hahaha.

Voilà donc on a passé deux heures sur ce zoom avec les gens de la Banque mondiale, Washington, la représentante du PNUD en Haïti, etc. Mais c'est un discours qu'on aurait pu tenir en 86, ce n'est pas un discours qu'on peut tenir aujourd'hui dans l'état dans lequel se trouve le pays.

Aucun des problèmes qu'on est en train de confronter aujourd'hui, n'a été a été mentionné, voire à avoir une proposition de solution. Donc c'est pour ça que c'est dangereux. Tu vois d'avoir ce type de rapport qui peuvent te laisser penser que tout baigne et mais ils savent très bien que comment ils ont fait pour contourner les institutions existantes pour monter ce truc.

[Valentine PAPILLON]

Bien sûr, bien sûr, mais en fait c'est pour ça aussi que moi je suis à la recherche de personnes qui ont des avis différents sur le projet, qui n'ont pas forcément travaillé dans le projet parce que pour le moment la documentation va un peu dans une seule et même direction.

[E2]

Je t'entends bien. Il faut chercher, il faut chercher dans les journaux, il faut chercher un petit peu sur Internet. Tu vas trouver, tu vas trouver des choses sur ce projet. Faut sortir de la documentation officielle. Tu vois ? Bon, j'aurais pu te le dire mais elle a du mal à gérer... Elle a du mal à gérer ça. Ma cuisinière chez moi qui travaille à la maison depuis les années 90 et elle habite Morne Lazare. Elle pourrait te parler du projet 16/6.

[Valentine PAPILLON]

Ben ce serait une très bonne chose. Ce serait une très bonne chose.

[E2]

Donc elle a été, elle a été très impactée par le tremblement de terre. Donc elle avait une de ces nièces qui avait été, qui avait reçu des blocs sur dans le dos, etc. Donc, elle a passé un temps chez moi, le temps réaménager son espace pour retourner chez elle, mais... Elle pourrait te parler de ces maisons qui ont été construites, mais c'est une dizaine.

[Valentine PAPILLON]

Tu penses qu'elle serait d'accord de faire un entretien avec moi ? Parce que ça m'intéresserait.

[E2]

Ce n'est pas qu'elle ne serait pas d'accord mais elle est très, elle est, elle est âgée donc elle maîtrise pas du tout les histoires de téléphone donc ça risque, tu risques d'avoir la moitié du temps avec des allo. Je peux lui en parler mais savoir que c'est difficile quoi.

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui ce serait bien d'avoir même si elle peut pas m'accorder tout l'entretien. Peu importe, ce serait déjà une bonne piste.

[E2]

Mais ton créole est toujours en forme ?

[Valentine PAPILLON]

Oui ! Il n'y a pas de problème avec mon créole.

[E2]

Ok.

[Valentine PAPILLON]

Il n'y a pas de problème avec mon créole. Je peux gérer la situation, il n'y a pas de souci.

Euh du coup je vais un petit peu essayer de... Bon, pas forcément quitter le projet 16/6, mais plutôt aborder un petit peu les aspects euh qu'ils vendent en termes de solutions. Quand bien même je comprends bien à travers cet entretien que euh, ils n'ont pas forcément mis en place comme ils le disent qu'ils l'ont fait, ou en tout cas pas à leur plein potentiel. Mais il y a quand même des stratégies entre guillemets qui ont été mises en place et j'aimerais bien avoir ton avis par rapport à ça. Si c'était à extrapoler dans un autre projet ?

[E2]

Vas-y.

[Valentine PAPILLON]

La première question c'est le fait d'aller réinvestir ou de retravailler dans des quartiers que t'as dénommé bidonvilles ? Est-ce que tu penses que ça, ça aggrave la situation ou justement, c'est quelque chose qu'il faudrait quand même faire à l'avenir vu qu'il y a une certaine partie de la population qui habite ces quartiers-là ?

[E2]

Ok. Le CIAT a invité, c'était en 2011, je pense, quelque part en 2011. Le Président d'ONU-Habitat qui a été très impliqué dans beaucoup de choses et... dans la reconstruction. Le président d'ONU-Habitat c'était l'ancien Maire de Barcelone. Et comment dire, donc, on l'a fait venir. On a fait un tour de Port-au-Prince avec lui. On a fait deux transects. Un transect nord-sud, un transect Est-Ouest, pour qu'il puisse voir depuis la mer jusqu'au contrefort de Pétionville. Et... on avait organisé pour lui une grande conférence à Fokal. Donc on avait vraiment un amphithéâtre qui était plein. Il y avait plein d'architectes, toutes sortes de gens impliqués dans la reconstruction. Le CIAT a publié cette conférence.

Et donc lui, il dit, c'était le centre de sa présentation : "On ne reconstruit pas une ville à sa périphérie. On l'a reconstruit en son centre." Et au moment des questions, moi je lui ai dit : "Mais écoutez Monsieur Clos, ONU-Habitat a fait l'inverse et les bailleurs de fonds ont suivi." Ça veut dire que c'est complètement idéologique... Ça veut dire que les autres ce sont des bourgeois. Ils ont du fric qui vont se débrouiller tout seul. Nous, on va travailler dans les bidonvilles où sont les malheureux qui ont été impactés par le tremblement de terre. Il a reconnu que c'était une erreur grave. Ça veut dire que...

Tu fais un projet à Bristou-Bobin, tu fais un projet Baillergeau mais quand je te parlais de la route tout à l'heure de Martissant qu'il fallait refaire. L'idée c'est justement de ne pas laisser les gens s'enfermer dans des communautés. Tu leur ouvres la voie pour aller vers une ville et cette ville là... Enfin vers le cœur de la ville je dirais, puisqu'ils se déplacent, ils vont travailler, ils vont au marché, ils font toutes sortes de trucs comme ça. Donc il n'y avait rien dans Port-au-Prince comme service après le tremblement de terre. Tout le monde, les marchandes étaient dans la rue. En fait, tout était désorganisé, il fallait travailler sur le cœur de la ville et maintenant tu mets dans un second temps les interventions dans ces quartiers précaires pour recréer de la mobilité à l'intérieur de ces quartiers mais surtout empêcher qu'il soit isolé. Et je pense que, ce que nous vivons là, aujourd'hui en Haïti, c'est en

grande partie l'échec de la reconstruction de Port-au-Prince. C'est le fait que Port-au-Prince, ne s'est pas reconstruit et qu'on a investi l'argent international dans des fantaisies.

Le CIAT avait préparé, à la demande du Premier ministre Bellerive, des lignes directrices pour la reconstruction. Le Premier ministre n'a jamais eu le courage d'affronter les organisations internationales qui tenaient un autre discours. C'est parti comme c'est parti. Ce n'est pas une stratégie, ce n'est pas une stratégie d'investir d'abord dans les bidonvilles. Déjà tu renforces un esprit très, très local. Tu vois ? Où les gens ne se sentent pas comme faisant partie de la ville. Puisque pour aller en ville, tu passes dans des sentiers, dans des trucs. Moi, je ne sais pas comment les gens font la nuit pour rentrer chez eux quand ils sont sortis pour aller travailler ou je ne sais pas quoi. C'est complètement casse gueule, un type qui se casse une jambe, à Jalousie. Je ne sais pas comment on fait pour l'évacuer pour l'amener à l'hôpital. Donc tu crées des communautés isolées, pauvres, qui ne sont pas intégrées à une vie urbaine. On est quand même aujourd'hui dans une capitale où il n'y a pas un cinéma. Donc, on parle de quoi là ? Enfin, bon, allons-y question suivante ?

[Valentine PAPILLON]

C'est toujours par rapport aux interventions du projet 16/6. Parce que l'idée c'est vraiment de voir... Ok, qu'est-ce qui a été vraiment fait ? Qu'est-ce qui aurait pu être réitéré ? Qu'est-ce qui justement, ne semble pas être une priorité, etc. Ils ont aussi intégré des espaces publics dans les espaces qu'ils ont construit. Donc ils parlent des espaces publics comme vraiment lieu... Qui permet un peu de donner de la place. Et où les gens peuvent se rencontrer. Alors que d'habitude dans ces quartiers-là, c'est des quartiers assez denses où on est plutôt sur beaucoup, beaucoup, beaucoup de maisons. Qu'est-ce que tu penses de l'intégration des espaces publics ?

[E2]

C'est des fantasmes de blancs ces histoires. Vraiment, tu vois, moi, j'ai découvert les parcs quand je suis partie étudier en France et j'ai compris pourquoi les blancs avaient des parcs. C'est parce que passer toute une semaine dans 50 m² avec son mari et 3 enfants. Si vous ne sortez pas respirer, vous pétez les plombs. Les gens se rencontrent, ils se rencontrent dans le lieu où on fait la lessive, ils se rencontrent au marché, ils se rencontrent... le grand lieu de socialisation en Haïti, c'est les églises. Donc, ils n'ont pas attendu le projet 16/6 pour socialiser. C'est donc, on transpose la configuration et le genre de vie occidental sur nos pays à nous. Mais les gens ne vivent pas en appartement. Les gens vivent dans des maisons, même dans les quartiers les plus pauvres, tu as un petit bout de cour et la vie quotidienne se passe dans la cour. Elle ne se passe pas dans les maisons. Donc c'est des transpositions abusives et qu'est-ce qu'ils ont dit qu'ils ont construit comme espace public ?

[Valentine PAPILLON]

Bon, alors c'est dans les endroits, par exemple sur morne Hercule ou morne Lazare où ils ont construit des bâtiments. Ils ont aussi créé comme des cours où les gens peuvent, bah voilà, échanger, etc. ou ils ont remis en place un terrain sportif.

[E2]

Tu sais ce que tu vas faire ? Tu vas chercher sur Google et essayer de voir où se trouve ce terrain public là.

[Valentine PAPILLON]

Oui, ok... parce que je me suis posé la question de... Enfin, déjà de deux choses un peu différentes. Souvent, dans la littérature, j'ai remarqué qu'on disait qu'il n'y avait pas d'espace public en Haïti, etc.

En fait, je pense, un petit peu comme toi, que, en fait, nos espaces de rencontre, etc., ne sont pas matérialisés de la même façon. Mais même à la campagne, pour moi, la rue, elle joue un rôle prépondérant. C'est là qu'il y a les boutiques. C'est là que tu t'arrêtes, que tu discutes avec XY. Donc je pense qu'il y a peut-être une façon de de voir la chose effectivement qui est juste différente.

[E2]

Nous socialisons de façon différente.

[Valentine PAPILLON]

Exactement, et je serais justement intéressée de trouver des habitants ou des personnes qui pourraient me dire comment, comment a évolué en fait les espaces qu'ils ont créés à l'époque ? Est-ce que ça suit la configuration qu'ils avaient prévu ou est-ce que les gens se sont réapproprié l'espace autrement ?

[E2]

Est-ce qu'ils les ont faits ? C'est la première chose, c'est la première question. Essaye de trouver sur Google.

[Valentine PAPILLON]

Ils en ont fait parce qu'il y a des images maintenant je ne saurais pas te dire en termes de superficie ce que ça représente réellement. C'est ça que je suis en train d'essayer de faire, c'est de trouver où est-ce qu'ils ont mis par exemple des habitations pour essayer de cartographier mais il y a des images. C'est juste que je ne pourrais pas encore te dire en termes de superficie.

[E2]

Tu as des photos maintenant il faut prendre le quartier... Tu vas sur Google, c'est pas compliqué... Les maisons qu'ils ont construites à Morne Lazare c'est sur la Panaméricaine donc c'est un énorme mur comme tu vois dans les très riches maisons de Pétion-Ville. Donc un énorme mur de soutènement et puis tu as, tu as 5 ou 6 maisons qui apparaissent comme ça sur la rue.

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui.

[E2]

Donc tu vas... c'est presque sur Pétion-Ville. Donc ce n'est pas loin de l'hôtel et el Rancho donc va sur Google. Cherche cette zone là pour voir. Tu pourras compter les maisons et tu pourras voir s'il y a un espace public ou pas. Moi, je n'ai jamais fait l'exercice. Ben, je pense que ce serait un exercice intéressant à faire.

[Valentine PAPILLON]

Mais je les, je les ai vues sur les cartes, etc. C'est juste que... Ben un peu comme tu l'as dit ici, c'est des petits lots de maison et euh c'est surtout, c'est surtout dans certains quartiers comme Morne Hercule ou Morne Lazare où on a des traces, mais il y avait 16 quartiers à la base et les autres quartiers il n'y a pas d'interventions apparentes.

[E2]

Ouais mais ils ont, l'UCLBP à claquer un fric pas possible du fond PetroCaribe et qui reste quand même le gros scandale de ces 15 dernières années. Et c'est toujours pas réglé. Le village Lumane Casimir au

pied du morne à cabrit. Mais bon quand Patrick te montrait, les images qu'ils avaient dessinées sur autocad ben c'était le luxe. On devrait interdire autocad en Haïti. Donc les images que tu as vues, je ne sais pas si c'est de vraies photos ou si c'est autocad. Donc, c'est une façon de tromper les gens qui est invraisemblable.

[Valentine PAPILLON]

Apparemment, il y a une grosse partie du budget, je me rappelle plus du chiffre exact pour le moment. Euh, mais je dirais qu'il y avait 70 millions de prévus et ils ont eu accès à que 30 millions. Ça explique. Enfin, c'est un peu l'explication qui a été donnée sur le fait que l'intervention n'a pas été réalisée sur tous les quartiers qui étaient prévu.

[E2]

Et cet argent venait d'où ?

[Valentine PAPILLON]

Il y a une partie qui venait... Bah par exemple, y a le gouvernement canadien qui a donné des fonds pour pouvoir travailler sur Fort national et sinon je pense que c'est les fonds de reconstruction d'Haïti pour le reste, de ce qui était prévu.

[E2]

CIRH.

[Valentine PAPILLON]

Oui.

[E2]

Bon, Fort national justement, c'était... C'était un projet d'aménagement que le président Préval avait fait étudier et qui n'a pas été financé. Je pense que c'était assez cohérent, comme, comme intervention parce que Fort national c'est un quartier pauvre, mais ce n'est pas un bidonville. Donc, et, où les gens étaient capables de donner un apport, de contribuer à la réhabilitation du quartier. Il y a une structure sociale à Fort National.

[Valentine PAPILLON]

En fait, il y a quelque chose qui, y a quelque chose qui m'intrigue dans ce que tu dis, parce que tu fais la différence justement entre Fort national et les autres quartiers, et pour toi c'est parce qu'à Fort national, il y a déjà accès à certains services ? Que du coup, c'est justifié d'aller là-bas ?

[E2]

Écoute...

[Valentine PAPILLON]

Pourquoi tu fais cette différence entre les deux ?

[E2]

Il y a plusieurs raisons de le faire. Fort national déjà, c'est la partie historique de Port-au-Prince. Donc c'est une communauté qui s'est créée depuis le 19e siècle. C'est comme ce qui se passe là maintenant, au Canapé vert. Tu vois ? Le Canapé vert ... C'est un quartier qui est très anciennement colonisé, même

si très anciennement c'est... pas à l'échelle européenne mais les gens sont là depuis plus de 50 ans, donc ce sont des familles qui sont là déjà à la 3e, 4e génération, tu vois ? Ce n'est pas par hasard que Canapé vert que tu peux considérer comme étant en partie un bidonville, en grande partie un bidonville, mais qui s'est constitué sur plus de 50 ans et sur pratiquement 3 générations sinon 4. Mon chauffeur est originaire de Canapé vert, mais c'est son père qui s'est installé là et il est déjà grand-père mon chauffeur. On est déjà sur un horizon de temps différent. Et maintenant autour de lui... Il a fait venir des... Son père a fait venir des cousins, etc. Donc on est vraiment dans une communauté d'implantation de plus de 50 ans, tandis que tu prends un truc comme Solino. C'est vraiment des populations complètement halogènes, donc il y a de la vie sociale mais ça n'a pas du tout la dimension... Il y a une vraie communauté au Canapé vert, il n'y en a pas à Solino. Ils réagissent complètement différemment par rapport à la pénétration des gangs.

[Valentine PAPILLON]

Je vais te citer un peu les quartiers comme ça tu vois vers où ils s'orientaient. Donc, Morne Hercule, Morne Lazare, Nérette, Villa rosa, Jalousie, Morne Hébeau, Jean-Baptiste, Bois Patate.

[E2]

Ok, ils n'ont rien fait à Jalousie ça c'est clair. Nérette, Morne Lazare et dis-moi le nom... donc c'est des trucs qui se touchent pratiquement.

[Valentine PAPILLON]

Morne Hercule... Oui, oui.

[E2]

Du côté de Pétion-Ville. Bois-Patate c'est le bas du Canapé, quand tu vas en bas du Canapé vert mais je ne pense pas qu'il se fait grand-chose là non plus. Enfin, la vitrine de 16/6, c'est Morne Lazare. (...)

[Valentine PAPILLON]

Tout à l'heure, tu as fait allusion au fait qu'il y avait différents habitants dans la même maison où ils étaient propriétaires, donc il y avait un système de copropriété qui avait été mis en place. Est-ce que t'en sais un petit peu plus sur ce sujet-là ?

[E2]

Je ne sais pas, parce que c'est l'un des gros points d'interrogation. Parce que la Banque mondiale a fait la même chose à Delmas 32. Ils ont bâti comme ça, quelques bâtiments. Donc relativement peu. C'est là aussi que c'est ridicule. Tu fais un fond de crédit... Les gens, ils avaient des maisons avant le tremblement de terre, donc c'est qu'ils avaient des ressources propres qui leur permettaient de le faire. Lorsque tu décides de construire les maisons pour les gens... Lorsque tu leur facilites l'accès à un crédit pour construire leur propre maison et que tu mets l'argent sur les infrastructures collectives. C'est un autre exercice. Tu vas pouvoir générer beaucoup plus de maisons que si tu construis 3 ou 4 maisons quoi. Le même fond pourrait être investi pour faire beaucoup plus que ça. Donc, qu'est-ce que... C'était quoi ta question déjà ?

[Valentine PAPILLON]

Non, je disais par rapport au système de copropriété qui avait été mis en place, est-ce que t'avais d'autres...

[E2]

Ecoute, je ne sais pas du tout quel est le système foncier qu'ils ont adopté. Ce que je sais c'est que à Delmas 32, la Banque mondiale a donné des maisons à des gens. Donc tu avais ta maison qui était tombée. Et puis, oh, on t'en en reconstruisait une, mais avec... Un standing qui ne correspondait pas du tout au niveau du quartier. Donc la plupart des gens qui ont bénéficié de ces maisons à Delmas 32... Ils ont-ils ont loué ces espaces là à des artistes, à des gens des professions libérales qui se sont installées et qui viennent, qui ont leur clientèle dans le quartier. Et ça aussi c'est l'une des grosses questions. Je ne sais pas du tout quel est le statut foncier de ces maisons. (...)

[Valentine PAPILLON]

Oui, donc il y a tout un aspect qui est à nouveau décrit dans les documents où il y a une certaine régularisation qui a été mise en place. Ils ont permis aux gens d'avoir des titres de propriété alors qu'ils n'en avaient pas, etc. Mais je n'ai pas encore réussi à trouver quelle procédure ils avaient mis en place. C'est pour ça que je suis à la recherche d'entretien par rapport à ça. Mais je sais qu'en fait, ils ont mis en place des nouveaux titres de propriété pour un peu régulariser. Euh, enfin, ce qui se passe.

[E2]

Moi ça m'étonnerait beaucoup parce que d'une façon générale, en Haïti, les bidonvilles sont créés sur des espaces bien typés. Soit c'est des propriétaires à l'étranger, donc la propriété est squattée, soit c'est des conflits d'héritiers donc il n'y a pas de décision si tu veux collégial sur le bien puisque les héritiers sont en conflit, sinon en procès. C'est le cas de Morne Lazare. Donc il y a peut-être un héritier qui ou 2 héritiers qui vendent chacun de leur côté ou qui afferme chacun de leur côté. En général, tu n'arrives pas à résoudre ces problèmes fonciers sans que le procès soit... C'est la famille, ça commence par un Z. C'est une famille paysanne donc qui était propriétaire de ces terres-là. Et il y a un énorme procès qui est sans fin depuis 30 ans. Le 3e type d'espace c'est des terres qui appartiennent à l'État ou des terres déclarés d'utilité publique. Jalousie, c'est une terre décrétée d'utilité publique mais que l'État n'a pas mis les moyens derrière sa déclaration d'utilité publique. Quand tu vas dans les bidonvilles, c'est ce type de problème que tu trouves.

Morne Lazare, moi j'ai travaillé sur Morne Lazare quand j'étais étudiante à la faculté d'Ethnologie. Il y avait un petit gars qui préparait son mémoire de fin d'études de licence sur Morne Lazare et j'avais été avec lui et c'est comme ça qu'on avait identifié ce problème. Donc, il y avait un problème interne entre les héritiers et il y avait un problème entre les héritiers et la propriétaire de l'hôtel Villa Créole qui est juste de l'autre côté de la ravine. Donc, ça m'étonnerait qu'ils aient réussit à trouver une solution foncière et avec un minimum de légalité dans ce bouillon de culture. Famille Za, za, za (...). Je ne sais plus. Je ne sais plus. Tu vois, j'aurais eu ma bibliothèque en place. J'aurais retrouvé le carnet, où il y avait les notes que j'avais prises là-bas à l'époque. Faut actualiser, faut voir.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends. Ok. J'ai une question un peu plus générale par rapport à CIAT ou enfin voilà où je me dis peut-être que tu pourrais m'aider. Il y a une certaine classification qui a été faite à l'époque pour les maisons jaunes, vert, rouge et même par rapport aux zones. Pardon ? On fait souvent allusion à un plan de prévision des risques (PPR). Est-ce que tu as accès à ce plan ? Est-ce que tu sais comment je pourrais l'obtenir ?

[E2]

Ecoute... Il n'y a pas eu vraiment de PPR pour Port-au-Prince. Je peux éventuellement retrouver certaines choses. On a un expert Suisse qui est passé il n'y a pas longtemps. Tu vois, les Nations Unies ont fait et je pense que c'est l'une des meilleures choses qu'ils aient faites avec les leçons prises du

tremblement de terre. Ils ont fait des PPRNU donc c'est des plans de préventions de risques urbains pour la Grand'Anse. Ils ont commencé à faire... Il y a une carte qui existe, elle est extrêmement lourde cette carte. Je ne sais pas comment tu pourrais l'avoir ? Donc ils ont fait ça pour le Grand Sud d'une façon générale. Ils ont fait les plans de préventions de risques seulement pour la Grand'Anse. Oui, toutes les villes de la Grand'Anse. Et. Je te dis ça, je suis en train de visualiser où se trouve ce rapport dans mon bureau. Mais c'est une carte extrêmement lourde, tu vois, c'est... Je vais demander comment on peut l'envoyer éventuellement.

[Valentine PAPILLON]

Ce sera intéressant.

[E2]

Sur Port-au-Prince, il n'y a pas eu de PPRNU comme ils ont fait dans la Grand'Anse. Mais il y a une carte des risques.

[...]

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends. Je vais te poser peut-être une dernière question par rapport à tout ce qu'on a dit au niveau... Euh enfin, tu m'as parlé un peu de l'UCLBP de son rôle qui ferait un peu doublon pour le moment. Est-ce qu'aujourd'hui, la structure s'est, on va dire, un peu réorientée ou est-ce qu'il y a une meilleure articulation avec ce qui existait déjà ou c'est toujours une problématique ?

[E2]

Bon, la personne qui amenait les financements à l'UCLBP, donc ce conseiller du président Martelly... Il n'est plus conseiller depuis que Martelly est parti et même un petit peu avant. Et donc il y a Kéké Bélizaire qui était responsable, qui est parti depuis 2, 3 ans. Donc, il y a un autre gars qui était responsable plutôt des questions d'urbanisme, qui considère Canaan comme le grand succès de la Caraïbes, hahaha, qui est mort. Le directeur historique de ce truc, il a quitté depuis un moment. Non, c'est quasiment, il leur reste... Je pense un petit projet avec le Chili dans la plaine du cul de sac. Je suppose qui est arrêté parce que cette zone est quasiment inaccessible. Non, c'est en train de mourir de sa belle mort un peu comme le CIAT d'ailleurs.

[Valentine PAPILLON]

Le CIAT aussi est en difficulté pour le moment ? Je n'étais pas au courant.

[E2]

Ecoute, j'ai quitté le CIAT depuis septembre de l'année dernière. Il y a eu tellement de cons comme Premier ministre que ça devenait intenable. Donc, comment te dire. Je me suis complètement désintéressée de ce qu'il faisait, ne faisait pas. Mais depuis Jovenel Moïse, tout ce qui est coopération internationale, est au point mort. Donc il y a beaucoup d'activités commencées qui auraient dû continuer, qui ne l'intéressait pas. Il n'avait pas compris ce que c'était. Les histoires de programmation moyen terme, long terme, c'est difficile à faire passer. Le fait que quand tu commences une négociation avec une institution internationale pour des fonds importants ça peut prendre deux ans. Donc, la plupart des gens ne s'y intéressent pas parce qu'ils se disent... Bon, je serai plus en place lorsque l'argent sera débloqué donc je ne vais pas faire débloquer de l'argent pour un autre.

[Valentine PAPILLON]

Mais oui, je comprends.

[E2]

Bon, de toute façon là, actuellement, il y a pratiquement aucune institution qui marche. Tous les tribunaux sont fermés... Il y a la DGI, la douane qui marche, le ministère des Finances, mais tout le reste, vraiment complètement désorganisé. Ce n'est pas spécifique à l'UCLBP cette situation là, mais ils en souffrent particulièrement. Mais tous les fondateurs historiques de l'UCLBP ne sont plus dans le coup.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok.

[E2]

C'est un petit peu ça la situation maintenant. Voilà. Donc, je dois essayer de trouver pour toi donc la carte.

[Valentine PAPILLON]

Oui, si on pouvait me trouver cette carte là, ce serait vraiment intéressant. J'ai essayé aussi de trouver des cartes sur les courbes de niveaux etc., ou la délimitation des communes sur Port-au-Prince. Parce que je regarde en ligne mais j'essaie recartographier, j'utilise Qgis. Donc si jamais tu connais quelqu'un qui pourrait m'aider à ce niveau-là, ça pourrait être très intéressant aussi pour que j'essaye de d'avoir une vraie carte.

[E2]

On a travaillé sur les limites communales de la région métropolitaine. On a une carte mais comment te dire... les limites que propose le CNIGS (Centre National de l'Information Géo-spatiale) sur ces cartes, ce sont des limites qui sont définies à un 1/500 000ième. Dès que tu essayes d'avoir une carte aux cinq millièmes, aux dix millièmes, toutes les limites décrochent. Toutes les lignes décrochent. Donc, on a passé 2 ans à faire ça pour les communes de la région métropolitaine, faire les négociations avec les maires etc. Donc on a une proposition de délimitation qui est basée sur les textes existants et sur des procès-verbaux signés par les maires. Mais qui n'a jamais été transformé en arrêté présidentiel. Cette carte-là normalement... Tu veux Port-au-Prince ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui. Je peux toujours stipuler qu'il s'agit d'une proposition et que ce n'est pas des cartes qui ont été approuvées mais au moins ça permettrait de pouvoir situer les choses.

[E2]

Ça a été approuvé par les autorités locales, mais comme c'est une prorogative du Président de la République, ça a été transmis au palais national. Et comme ils sont tellement occupés. Ils ont plein de choses à faire, ils n'ont pas eu le temps de sortir les actes. Hahaha. Donc carte des risques, limites communales et puis voir si (...) peut te parler. Mais il faut vraiment lire ce travail sur l'industrie des catastrophes et sur le Honduras et tu verras comment les machines internationales interviennent sans tenir compte des logiques locales et créent en fait des catastrophes encore plus grandes que celles qui sont passées.

[Valentine PAPILLON]

Je ne sais pas si c'est une question à laquelle tu vas vraiment, vraiment vouloir répondre, mais je préfère la poser quand même pour clôturer, c'était euh. Quels enseignements peut-on tirer du projet 16/6 ? Je ne sais pas ce qui te vient à l'idée.

[E2]

Tout ce qui ne faut pas faire. C'est tout ce qu'il ne faut pas faire. Il faut comprendre exactement dans quoi on rentre tu vois et ne pas se laisser pousser par l'international.

Le chef de la Coopération française au moment du tremblement de terre qui était un type vraiment bien. Il m'a dit... “Michèle c'était incroyable, il y avait des ONG qui débarquaient, qui venaient nous voir à l'ambassade à leur arrivée. Ils étaient quasiment le tuyau à la main en demandant où est la prochaine oasis ?” Ils savent pas du tout dans quel pays ils débarquent. L’un des problèmes les plus, les plus graves que nous avons eu, ça a été avec ces gens qui débarquaient de la catastrophe de (‘Ache’) et c'est un pays asiatique avec des formes de propriétés communautaires. Ils cherchaient des propriétés communautaires pour mettre des camps. Je dis mais ici c'est un pays de propriété privé, il n’y a pas de propriété villageoise. On n’est ni en Afrique, ni en Asie. Et il y en a qui sont repartis sans avoir jamais compris ça.

Donc comment te dire, pour moi c'est typiquement le genre de projet qui est un défi. Ça veut dire qu’on ne prend pas le temps de comprendre le pays où on est en train d’intervenir et deuxièmement, on est dans des effets de mode. Donc on fait des camps en Palestine, on fait des camps au Liban, donc on fait des camps en Haïti. Donc, je crois que le fond de la question, c'est que nous savons que les gens qui vont venir pour aider entre guillemets, ils n'ont pas le contexte, ils n'ont pas les dynamiques locales mais les Haïtiens eux-mêmes qui sont en poste de responsabilité et ils ne résistent pas ou bien comme c'est le cas du projet 16/6. Le projet sert de couverture pour d'autres activités moins avouables. Voilà, donc, pour moi, c'est absolument ce qu'il ne faut pas faire. Ni pour nous Haïtiens ni pour les gens de la communauté internationale.

[Valentine PAPILLON]

C'est noté. Merci beaucoup d'avoir pris le temps de répondre à toutes mes questions.

Entretien 3 : Co-fondateur et ancien représentant de l’UNOPS

[Valentine PAPILLON]

Pour commencer, je vais peut-être juste vous demander de vous présenter un petit peu et de présenter votre parcours professionnel.

[E3]

Ok, bien moi, c'est E3. J'ai commencé, j'ai travaillé avec UNOPS, qui est l'agence de gestion de projets d'infrastructures des Nations Unies. J'ai commencé en 2004 et j'ai fait 20 ans, 20-21 ans avec eux. Là, je suis en congé depuis un an ou deux. Je suis revenu au Québec. Pendant 20 ans, j'étais à l'étranger, donc j'ai fait beaucoup, beaucoup de reconstruction, beaucoup de séisme, beaucoup d'urgence humanitaire, surtout de la reconstruction et de la réponse aux urgences pour les Nations Unies.

[Valentine PAPILLON]

Ah ouais, super, c'est parfait. Et est-ce que vous savez un petit peu, nous donner plus d'explications sur votre lien avec Haïti et le projet 16/6 de façon plus précise ?

[E3]

Ouais, bien moi, j'étais à l'époque, Haïti, je connais bien, bien pas je connais, j'ai toujours, en tant que Québécois, on a un lien avec Haïti, juste par un peu comme ça, mais à 16 ans, je suis allé travailler, c'est un projet, 17 ans, un projet d'école, j'ai travaillé dans les bidonvilles à Port-au-Prince à l'époque, pendant deux mois, c'est un projet un peu comme introduction au développement international, ça fait très longtemps, et donc c'est resté. Et donc, c'était éventuellement, c'était une des raisons pourquoi j'ai commencé à vouloir travailler à l'international. Et à ce moment-là, en 2009, j'étais en Afghanistan et j'étais à la maison pour, car il y avait eu des attentats, je faisais les élections à l'époque, il y avait eu un attentat, il y avait eu des collègues décédés, donc ils nous ont envoyés à la maison, donc j'étais un peu en congé, disons forcé. Et il y a eu le séisme, donc le 12 janvier, tout de suite, j'ai appelé mon patron, j'ai dit, je veux, j'étais supposé de retourner en Afghanistan, j'ai appelé, puis ils m'ont dit, bien oui, vas-y. Donc j'étais le premier de mon organisation à y aller. Une semaine après le tremblement de terre, et donc voilà.

Donc moi j'y allais en fait juste pour quelques mois, pour établir l'équipe. On avait un bureau, mais ce n'était pas un bureau d'urgence, c'était un bureau qui faisait des petits projets à gauche à droite. Donc nous on arrivait, ou moi j'arrivais pour monter un peu l'équipe d'urgence et préparer le terrain pour les autres collègues qui allaient venir. Donc je partais pour 2-3 mois, finalement je suis resté 6 ans et demi. Et donc c'est ça, c'est un peu comme ça que ça a commencé. Je suis arrivé une semaine après le tremblement de terre.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Ok, parfait.

Toutes les étapes, entre guillemets, sont importantes pour moi parce que ça me permet de mieux comprendre comment ça a été mis en place. Parce que moi j'ai lu pas mal de documents que j'ai pu trouver par-ci par-là sur Internet, mais l'idée ici dans les entretiens, c'est vraiment d'avoir un feedback de gens qui ont été concrètement impliqués pour que je puisse mieux faire le lien entre ce qui a été écrit et ce qui a été fait.

[E3]

Je peux te donner l'historique, parce qu'il y a eu beaucoup d'étapes avant le 16/6, qui a mené au 16/6, et nous notre agence, comme beaucoup d'agences, mais nous en particulier, on n'a pas d'argent propre. Donc on doit chercher de l'argent. Donc l'idée c'est que moi en arrivant une semaine après, ce n'était pas tellement pour la réaction immédiate, mais plus pour ce qui allait arriver dans six mois, c'est-à-dire la reconstruction ou le début de la reconstruction. Mais pour faire ça, il fallait avoir une bonne compréhension de ce qui se passe un peu et commencer à développer des idées de projets.

Donc j'ai fait venir des collègues, éventuellement on était une petite équipe de trois ou quatre, et notre travail était quotidiennement d'aller dans les réunions d'urgence et la façon que ça fonctionne dans ces moments-là, il y a des réunions quotidiennes d'urgence par thème, donc nourriture, sanitation, etc. Donc moi j'allais dans celui des abris d'urgence. Et normalement dans une urgence comme ça, les abris d'urgence, au début, c'est la distribution à grande échelle de tentes et de kits d'hygiène, des trucs comme ça.

Et moi j'allais là un peu pour commencer à comprendre un peu quelles sont les premières étapes d'abris d'urgence. Parce qu'à l'époque, quand je suis arrivé, il y avait 1,5 million de personnes dans des camps, et il y avait 1000 camps, je pense, un truc comme ça. Donc tout le monde, la moitié de Port-au-Prince était endommagée, et la plupart des gens, 1,5 million, habitaient en dehors de leur maison, et surtout

dans des gros, gros camps. Tu as sûrement vu des images. Donc l'idée pour nous, ce qu'on a commencé à développer comme projet, et à soumettre à des bailleurs de fonds, c'était des abris d'urgence. Et nous, c'était un truc que moi j'avais fait à plusieurs reprises dans d'autres endroits, dans d'autres conflits, donc bâtir des camps de réfugiés, bâtir des camps pour les déplacer.

Donc l'idée, c'était que nous, on arrivait et on proposait de bâtir rapidement des abris d'urgence. Et en fait, avec d'autres trucs, mais c'était ça l'idée de base, et on a obtenu des financements, et très rapidement, on a monté une grosse équipe. Et donc, on était parmi la plus grande, donc ça c'est 2010, on est devenu la plus grosse agence, ou l'une des plus grosses agences qui produisait des abris d'urgence pour Port-au-Prince principalement.

[Valentine PAPILLON]

Quand vous dites…

[E3]

Des abris d'urgence, des structures, on appelle ça des trucs transitionnels, des « transitional shelter » en anglais. Donc c'était environ, je ne me souviens plus maintenant, peut-être, c'était combien, je ne me souviens plus, c'était des 15 mètres carrés peut-être, d'espace, ou 10 mètres carrés d'espace. C'était une structure en bois, avec un toit en tôle, et nous on innovait en faisant la structure mieux bâtie, c'est un détail un peu technique peut-être, des poutres de 4 pouces par 4 pouces, versus ce que la majorité faisait, c'était du 2 par 4. Donc la structure, la raison qu'on faisait une structure plus solide, c'était par notre expérience passée, que les gens, une fois qu'ils commençaient à rebâtir leur maison, ils pouvaient prendre le matériel et l'intégrer dans leur maison.

Donc, si tu utilises du mauvais matériel, au bout d'un an, la maison est défraîchie, elle n'est pas tellement solide. Donc souvent ils n'utilisent pas le matériel. C'est pour ça qu'on allait vers des poutres de 4 pouces par 4 pouces, des tôles de super bonne qualité, des tôles de toiture de super bonne qualité, donc qu'ils pouvaient réutiliser pour leur maison, réparer leur toiture et tout ça.

Un truc qu'on a intégré, moi je suis allé en campagne, et j'avais vu un peu la « kay » normale d'un fermier haïtien, et tout le monde habitait sur leur porche, sur leur terrasse extérieure. Ils mangent là, ils déjeunent, tout ça. Donc nous on a intégré ça. On était les seuls à l'intégrer, donc on a intégré un porche pour plusieurs raisons. Un, parce que justement dans la culture, les gens habitent dehors principalement pendant le jour, mais aussi pour cuisiner à l'extérieur. Ça forçait les gens, au lieu de cuisiner à l'intérieur avec le charbon, ça crée un peu de monoxyde de carbone, donc l'idée c'était de le faire à l'extérieur.

Et avec ça on a eu beaucoup de visibilité, en plus on a fait des trucs un peu intéressants, on a embauché des artistes pour venir peinturer chaque shelter, chaque abri. Étant donné que l'art est tellement important en Haïti, on s'est dit qu'on va rendre ça un peu plus esthétique qu'un truc standard. Donc on a réussi à sortir du lot un peu, ça a attiré des bailleurs de fonds, et nous on a compris.

Donc on a fait ça, et ce qui est intéressant c'est qu'étant donné qu'on n'a pas d'argent propre, on doit toujours innover, trouver des nouvelles solutions pour aller chercher de l'argent. Donc pendant un bout de temps, les gens restaient dans les camps parce qu'ils recevaient de l'aide humanitaire. Donc au lieu de retourner dans leur quartier, ce qui était l'objectif, les gens restaient dans les camps, et les différentes agences essayaient de trouver des solutions pour ça.

Nous on s'est joint à une agence qui s'appelait JPHRO, qui était l'agence de l'acteur Sean Penn, et eux, ils géraient un des gros camps qui était au club de golf de Port-au-Prince. Donc on a fait une espèce de test. On a vu qu'une des raisons aussi pour laquelle les gens ne quittaient pas le camp, c'est que dans

leur quartier il n'y avait pas de services, il n'y avait pas d'eau, les routes étaient remplies de gravas et tout ça. Donc, on s'est dit qu'avec eux, ils avaient un début de programme pour nettoyer les sites de maison, et que s'ils nettoyaient, nous on arrivait avec un shelter, avec un abri. Donc ça faisait que les familles pouvaient retourner. Et ça, ça a été le début de vider les camps. Donc ça, on est fier parce que ça a été comme un truc un peu… une des premières fois que deux agences travaillaient ensemble, et ça a été le début du « rubble removal ». Donc c'était… Moi j'ai participé à la première réunion avec les militaires américains, et on nous disait qu'il y en avait pour dix ans de nettoyer tous les débris des maisons. Donc finalement ça a été beaucoup plus vite, et nous avec JPHRO, ça a comme débuté tout ce processus-là.

[Valentine PAPILLON]

J'ai une petite question pour être sûre de comprendre ce que vous dites. Quand vous avez commencé à bâtir ces abris d'urgence-là, vous les avez bâtis à la base dans les camps à ce moment-là alors ?

[E3]

Non, à l'extérieur. Donc nous, on ne touchait pas au camp.

Donc, l'idée c'était que si ta maison était tombée, il y avait plein plein de débris, JPHRO venait nettoyer, et nous on arrivait tout de suite après avec l'abri d'urgence. Et en voyant ça, les gens pouvaient à ce moment-là quitter le camp et retourner dans leur village.

Et un élément important qu'on a innové, c'est qu'on avait une immense équipe de travailleurs communautaires parce que beaucoup de ces abris, c'était dans des bidonvilles, et dans beaucoup de bidonvilles, on n'avait pas accès. Parce que les gens avaient peur, ils voulaient pas de l'aide, ils avaient eu des mauvaises expériences. Donc il y avait des gangs qui nous bloquaient. On devait les payer ou des trucs comme ça. Donc rapidement, on a monté une équipe de mobilisateurs communautaires. C'était des jeunes, des jeunes d'université, en histoire, sociologie, politique, n'importe quoi. Et on a monté une équipe, et eux se promenaient dans les bidonvilles avant notre intervention pour faire la promotion, pour dire un peu pourquoi on est là. Et ça, ça a vraiment ouvert les portes. On a été en mesure de travailler dans les pires bidonvilles de Port-au-Prince. Et ça, ça a permis plusieurs trucs : un, de vraiment bien comprendre ce qui se passe dans les bidonvilles, comprendre un peu la dynamique dans les différentes parties de Port-au-Prince, comprendre les besoins, et un peu préparer le terrain pour la suite. Donc pour nous, ça a été immensément important. Les travailleurs communautaires venaient, créaient des rapports, et ça nous permettait vraiment d'avoir une perspective que personne d'autre n'avait. Souvent, les ONG ou les autres agences des Nations Unies focalisaient sur un bidonville ou une petite région, souvent la moins difficile, tandis que nous, on sentait qu'on avait la responsabilité d'aller où personne ne voulait aller, dans les coins dangereux. Et c'est ce qu'on a fait. Je le mentionne parce qu'éventuellement, ça a été noté par ce qui allait devenir le directeur du housing, du logement du gouvernement de Martelly. Donc lui, il voyait qu'on travaillait dans certains secteurs, il avait vu nos logements et à ce moment-là, même dans une réunion remplie de chefs d'agence, il a mis de côté ONU-Habitat, puis il a dit « Ok, à partir de maintenant, on travaille avec UNOPS ». Et c'était uniquement par lui qu'il conduisait dans sa voiture et qu'il a vu un peu notre agence travailler dans des coins difficiles.

Donc on peut revenir à plus tôt, si tu veux, mais le lien entre le 16/6 vient de cette époque-là. Et parce qu'à ce moment-là, on s'est assis avec ce monsieur-là, Patrick Rouzier, qui était le directeur de Martelly de tout ce qui est logement et de reconstruction. Et lui, il nous a dit « Écoutez, moi j'ai un problème. On a un problème en Haïti ou à Port-au-Prince, on ne crée pas, même avant le séisme, on ne crée pas assez de logements. On a une problématique de logements. Les gens, il n'y a pas de secteur privé qui

bâtit des logements, et tout ça, et on a besoin de solutions. On s'attend à ce que vous, UNOPS, vous arrivez avec des solutions. »

Et pas tellement longtemps après, il y a eu la création de l'UCLBP, qui est l'unité de reconstruction, je ne sais plus le sigle, mais c'est assez important parce qu'ils sont restés pendant les six ans, je ne sais même pas si ça existe encore, mais c'est eux qui géraient toute la reconstruction. Donc, ils avaient un volet de nouveaux logements, un volet plus bidonville, réparation, reconstruction, plus un truc, je pense que c'était l'urbanisme. Et donc, c'était tout de suite eux, il y avait comme trois départements et ils répondaient directement au directeur, au président.

Donc moi, à ce moment-là, on m'a mis en contact avec ce qui allait devenir informellement mon patron, si on veut, car c'est lui qui allait diriger un peu toute la reconstruction. Donc, à ce moment-là, en écoutant le truc de Patrick Rouzier, on s'est dit ok, on va commencer à travailler sur un projet de reconstruction dans les quartiers populaires, mais vu que nous, on focalise surtout sur tout ce qui est, disons, infrastructures et services communautaires, on va aller chercher d'autres collègues ou d'autres agences pour monter une petite coalition.

Et donc, on est allés chercher l'OIM, parce qu'ils étaient très forts dans les camps, ils comprenaient mieux que quiconque ce qui se passait dans les camps, donc on pensait que c'était important de comprendre ce qui se passe dans les camps pour faire éventuellement le lien avec les quartiers populaires, les quartiers de retour. Ça, c'est un. Deux, ils avaient une très grande force au niveau de la communication populaire. Ils avaient établi des postes de radio, ils faisaient des théâtres populaires, en tout cas, toutes sortes de trucs pour aller disséminer l'information dans tous les quartiers populaires et dans les camps. Ah non, à ce moment-là, pas dans les quartiers populaires, mais ils étaient très bons dans les camps. Donc, ils passaient de l'information aux gens affectés. Donc, on s'est mis ensemble.

Ensuite, on est allés chercher le BIT, le Bureau international du travail, en se disant qu'il va falloir créer dans ces communautés-là des emplois. Ils reviennent dans leur communauté, il n'y a pas de services, il n'y a rien à faire, tout est démoli. Donc, on se disait qu'avec le BIT, ils pourraient nous aider à faire de la formation et développer des filières de travail, des trucs comme ça.

Et ensuite, avec le PNUD, le Programme des Nations Unies du développement, en fait, ils se sont un peu imposés, mais eux, ils étaient intéressés par le développement économique, le développement à long terme, plus au niveau de comment aller vers le futur.

Donc, ces quatre agences-là, on a chacun nommé une personne. Moi, j'en étais… moi, j’ai représenté UNOPS, et on a commencé à travailler pendant… ça, c'était en 2011. Donc, on a commencé à travailler sur ce qui allait devenir le 16/6, mais c'était donc pendant trois mois, de façon intense, on a développé ce que nous, on considérait tous comme étant le projet par excellence de reconstruction, et c'était avec le gouvernement. Donc, c'était avec l'UCLBP, et le représentant de l'UCLBP avec qui on faisait affaire, c'était Kéké Bélizaire. Clément Bélizaire, qui était ingénieur, mais aussi, je ne sais pas si tu connais un peu tes racines culturelles, mais c'était le guitariste de Mizik Mizik, qui était le grand groupe de compas.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je dois le rencontrer également, bientôt.

[E3]

Ah oui, ok, super. Kéké, il est génial. Donc, lui, il était, si on veut, notre patron, notre chef, un homme hyper charismatique, qui nous a permis d'ouvrir toutes les portes, et aussi de… bref. Donc, on a développé le projet avec Kéké, qui nous donnait l'angle du gouvernement, ce que le gouvernement haïtien voulait, et on a monté le projet. On a séparé un peu les tâches de chacun, on l'a soumis à des

bailleurs de fonds, et on a obtenu, à ce moment-là, si je me souviens bien, quelque chose comme… c'était des tranches, en fait, c'était plusieurs tranches, mais en fait, je pense que ça remontait à 65 millions, je ne sais pas si on l'a obtenu au complet, et UNOPS a obtenu de tout ça la moitié, plus ou moins la moitié, parce que nous, on allait prendre tout ce qui est logement et tout ce qui est services communautaires, services de base. Donc voilà, ça a été un peu comment tout le projet a commencé.

[Valentine PAPILLON]

Donc, en fait, l'idée, elle venait un peu de vous et de votre équipe de 3-4, au final, qui a regroupé un peu tout le monde, et juste le moment où vous vous êtes raccrochés au gouvernement, je n'ai pas bien compris, parce qu'en général, on dit que 16/6 c'est une initiative du gouvernement, mais de ce que je comprends là, ça, c'est plus…

[E3]

Non, mais c'est une initiative dans le sens qu'ils l'ont adoptée. Pendant qu'on écrivait le document, ce qui est arrivé, c'est qu'en 2010, avant que Martelly gagne le pouvoir, qui était, si je me souviens bien, en décembre, je pense, 2010, je me souviens plus. La première année, le gouvernement était complètement absent. Toute la période « shelter », le gouvernement était… Donc, on a dû vraiment… On allait vers le gouvernement, le gouvernement n'avait pas d'idée, il était un peu en sous-choc, comme ça arrive souvent, le gouvernement était vraiment sous-choc, ils avaient perdu la moitié des fonctionnaires, donc ils n'avaient pas de réponse, et c'est seulement quand, lorsque Patrick Rouzier, qui était le conseiller, qui a nommé Kéké, que là, ça a pris un peu une dynamique. Mais Kéké, lui, c'était plus un coordonnateur, c'était comme le chef d'orchestre qui devait composer avec un peu ses patrons, les collègues dans les mairies, parce qu'il était tellement charismatique, c'est qu'il a réussi à rassembler tout le monde dans les ministères, le ministère des Travaux publics, qui allait devenir un ministère important, les mairies, plein d'autres organismes qui rôdaient autour de tout ça, mais le développement du projet a été fait par les quatre agences. On a soumis éventuellement, je ne sais pas exactement, il faudrait que je vérifie si c'est important, à quel moment, mais ça a été soumis un peu à Kéké, à son équipe, ils ont vu, ils ont dit ok, oui, c'est bien, et ça a commencé comme ça.

Ils sont arrivés en disant, il existe des fonds du passé pour l'appui au niveau des mairies, et je me souviens qu'on a modifié notre projet en fonction de ça, à se dire, ok, on n'est pas obligé, parce que nous on se disait, pour que tout ça fonctionne, on doit avoir des mairies qui ont les capacités pour nous appuyer et pour aussi prendre leur relais éventuellement lorsque nous, ok. Donc, par exemple, pour le permis de construction, pour le plan d'urbanisme, etc. Pour plein de raisons, la mairie devait jouer un rôle important, et on nous avait dit, non, écoutez, il y a de l'argent pour ça, dans un ancien projet, et ça va, au moment que vous allez être prêts à bâtir et tout ça, les mairies vont être assez solides, chaque mairie aura un urbaniste, un ingénieur en chef, etc. Ça n'est jamais arrivé, malheureusement. Ça a été, je pense, un des gros défauts du projet, c'est qu'on n'avait personne, finalement, pour acquis, il y avait l'UCLBP, mais l'UCLBP, c'était un organisme de coordination et non d'accompagnement, c'est d'eux, en théorie, l'UCLBP allait disparaître à la fin de la reconstruction, en théorie. Donc, le but, c'était d'appuyer les mairies, et c'est ce qui n'est jamais arrivé. Donc, les mairies, elles n'avaient rien, elles n'avaient aucun... C'était même triste. Je suis arrivé à la mairie de je ne me souviens plus laquelle, je pense Port-au-Prince, elles n'avaient aucun document. Il n'y avait rien, tu rentrais dans la bâtisse, ils n'avaient pas d'archives, pas de documents sur combien de taxes qu'il faut. Donc, nous, éventuellement, c'est important, parce qu'éventuellement, lorsqu'on a voulu développer des programmes d'hypothèques et tout ça, on avait zéro information. Donc, c'était un autre défi, mais bref, c'est plus tard. Donc, ça, c'est un peu le début du projet. Et donc, voilà. Donc, on a obtenu l'argent et on a commencé à réfléchir sur le tout.

Donc, chaque agence. Au niveau pratique, la façon dont le projet était géré, c'est que moi, j'ai quitté mon bureau d'UNOPS et on avait notre propre bureau du 16/6, qui était à UNOPS, mais dans un autre bâtiment qu'UNOPS a prêté. Et donc, les quatre agences, on se rencontrait tous les matins et c'est là que Kéké, à partir de ce moment-là, Kéké et nous quatre, on allait travailler ensemble comme une équipe. Et c'était assez unique parce que normalement, les Nations Unies ont beaucoup de difficultés à travailler avec une autre agence parce que chaque agence pense qu'elle est meilleure et que les autres, c'est des moins que rien. Donc, pourquoi on va travailler avec eux. Donc là, c'était un modèle un peu de grande coopération qui était fantastique parce que même moi, en étant dans le système depuis longtemps, on n'avait pas vu ça beaucoup. Et donc, dans ces premières années-là, ça a très bien marché et c'était un peu la raison du succès, je pense, de ce projet-là au début. Après ça, c'était plus du tout, mais au début, c'était comme ça. Et avec Kéké qui jouait son rôle de coordonnateur et tout ça, qui nous ouvrait les portes. Et c'est à partir de ce moment-là que c'est un projet du gouvernement. Lorsqu'on a déménagé dans ces bureaux-là, c'est-à-dire que le projet est financé, on commence à travailler. C'est là que Kéké, le gouvernement a pris un peu plus de place et Kéké a commencé à donner plus de directives, à dire, Ok, voilà, le gouvernement, oui, faisons ci, faisons ça, etc. Donc, dans ce sens-là. Mais pendant la définition du projet, plus ou moins, disons. Ils étaient un petit peu plus absents.

Et donc, par contre, juste une parenthèse, dans le sens que nous, chaque agence avait d'autres projets en parallèle. Et les Nations Unies, normalement, travaillent avec le gouvernement. Donc, par exemple, nous, j'avais des collègues qui, eux, ils étaient en charge de l'évaluation des bâtiments. Je ne sais pas si tu as vu dans les documents, mais il y avait un projet qui était l'évaluation de chaque bâtiment de Port-au-Prince. Une évaluation sismique. Et donc, on lui donnait, ils avaient une centaine d'ingénieurs qui allaient de maison en maison avec une espèce de téléphone intelligent, avec tout un programme qu'on avait développé pour analyser la maison et savoir si la maison doit être, si elle est verte, c'est-à-dire qu'elle n'a pas subi ce débris au niveau des poutres ou quoi que ce soit, jaune, si elle était réparable, ou rouge, il fallait la démolir. Et donc, en tout cas, une autre parenthèse, c'est que ce programme-là, c'est un programme très important de la Banque mondiale et qui allait devenir un peu l'outil pour comprendre l'ampleur de la destruction de Port-au-Prince. Oui. Donc…

[Valentine PAPILLON]

C'est le MTPTC, non, qui avait fait la classification ?

[E3]

C'était avec le MTPTC. Donc, nous, on appuyait le MTPTC à faire ça. Mais c'est un peu la même affaire. Le MTPTC, c'est un peu compliqué, mais le MTPTC, c'est une coquille vide un peu. Ils avaient développé une autre branche du MTPTC qui était… C'était comme… Parce qu'ils disaient… Ça, c'est la Banque mondiale. Parce que le MTPTC n'est pas très bon, on va développer une autre entité, on va payer les gens mieux, puis on va embaucher les meilleurs ingénieurs, puis ça va être eux qui vont gérer nos projets. Ce qui était une idée absolument stupide, parce que tu vides le ministère des Travaux publics de ses effectifs, et tu le rends un peu… C'est faible.

Bref, mais ça, c'est une autre histoire. Donc, ce projet-là, avec le MTPTC, on a formé tous les ingénieurs du MTPTC. On les a fournis tout le programme informatique qui allait aller dans les téléphones, qui était probablement l'élément le plus important, parce que c'était très complexe, il y avait toute une série de questions. Si tu répondais à telle affaire, tu allais à l'autre question, tout ça. À ce moment-là, c'était une des premières fois dans le monde qu'on utilisait un système comme ça d'aussi sophistiqué, et ce qui allait donner des cartes, des cartes très précises à haute résolution, de où est le dommage, et ainsi de suite. Et ça, ça permettait à toutes les autres agences de voir où est-ce qu'ils veulent travailler, et ainsi de suite.

Et avant le 16/6, une autre affaire importante, c'est qu'entre la période des abris d'urgence ou des abris transitionnels en bois et le 16/6, c'est que nous on avait une période intermédiaire qui était lorsqu'on a commencé à comprendre qu'il y avait des maisons jaunes réparables. On a développé un programme, j'ai développé tout un programme de réparation de maisons. Donc, l'idée c'était d'arriver avec le MTPTC dans ce projet-là d'évaluation des bâtiments, à travailler avec une agence privée qui s'appelait Miyamoto qui est assez importante. Et même tu devrais, je ne sais pas si tu as tombé sur eux à l'époque dans tes recherches, mais Miyamoto, c'est une compagnie de Californie qui sont habitués en génie sismique seulement et qui sont venus pour appuyer. Ils ont obtenu un contrat pour la Banque mondiale et tu avais le directeur, le Kit Miyamoto qui est un top ingénieur, lui est d'origine japonaise mais qui a grandi en Californie et qui a accompagné le gouvernement à tous les niveaux et entre autres à développer le principe de comment évaluer un bâtiment dans le contexte haïtien, c'est-à-dire avec la façon qu'on construit en Haïti, qu'est-ce qu'on peut réparer, qu'est-ce qu'on ne peut pas réparer. Donc, son rôle est important parce qu'en temps normal, un ingénieur normal de structure serait venu, puis il aurait suggéré, ben non ça, il faut mettre ça rouge, il ne faut pas lire, tandis que lui est arrivé avec des principes innovants de réparation, ce qui était assez déterminant pour la reconstruction. Aussi par la suite et c'est devenu un peu la norme du gouvernement de construction pour l'avenir.

Donc, c'est hyper intéressant, moi je ne suis pas ingénieur, même moi, je trouve ça hyper intéressant, c'est d'amener dans un pays une nouvelle façon et je l'explique pourquoi, nous on était les premiers à tester le concept en développant notre projet de maison Jaune avec Miyamoto qui nous a donné un peu les outils. On a formé nos équipes de terrain, donc nous on embauchait des maçons, ce qu'on appelle des boss maçons dans chaque quartier et on leur donnait une formation et après ça, ils les allaient réparer. Donc, on a réparé des milliers et des milliers de maisons comme ça. En plus, un truc intéressant, c'est que moi, je ne sais pas si tu es déjà allée à Port-au-Prince ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui, bien sûr, j'ai vécu jusqu'à mes 17 ans en Haïti, donc je connais assez bien, je ne suis pas de Port-au-Prince, mais je connais.

[E3]

En quelle année ?

[Valentine PAPILLON]

En 2016, quand je suis partie.

[E3]

En 2016 ? Oui. Ok, donc je ne sais pas si tu te souviens, mais à l'époque, pendant très longtemps, à Port-au-Prince, il n'y avait pas de couleur sur les maisons. Pourquoi ? Parce qu'on nous disait, quand je suis arrivé, on me disait, si tu peintures ta maison, ça veut dire qu'elle est terminée et tu vas te faire taxer. Et c'est un peu la réalité, même en Afrique, c'est la même chose. Puis moi, je me disais, le gouvernement est trop faible pour taxer. Ils n'ont aucun ingénieur, ils n'ont personne pour aller faire ça. Donc on a commencé à peinturer nos maisons de couleurs, nos maisons réparées. On offrait aux familles, choisissez une couleur. Puis en plus, moi je me disais, Haïti, les maisons traditionnelles sont pleines de couleurs. Tu vas en campagne, c'est plein de couleurs, c'est beau. Tu vas à Jacmel, tout est coloré. Donc, je me disais, c'est typiquement ici, on va faire des belles couleurs. Donc, les gens pouvaient choisir des couleurs super vives. On avait du rose, du jaune, du bleu pâle, tout ça. Et donc, toutes nos maisons qui se faisaient réparer, à la fin, on finissait ça super beau, avec un super crépi, et ainsi de suite, et on peinturait les maisons et tout ça. Donc ça, encore une fois, ça a servi, j'en parle, parce qu'éventuellement, c'est devenu un peu un des trucs du 16/6, et Kéké Bélizaire a utilisé ça

comme idée pour repeinturer toute Jalousie, le bidonville de Jalousie. Donc ça, ça vient de ce projet-là, donc je suis assez fier.

Donc les maisons jaunes étaient importantes, parce que ça nous permettait de vraiment comprendre la logistique, comment j'amène mes sacs de ciment dans le bidonville, comment je peux inclure la famille dans la reconstruction. S'ils participent, ils ne sont pas obligés de participer financièrement, parce qu'on ne voulait pas que ça soit juste un don qui reste à la maison, et que tout le monde fait tout. Donc si tu ne pouvais pas aider, tu devais payer deux ou trois sacs de ciment, un truc un peu symbolique, mais c'était ça un peu l'idée. Et ça, tous ces éléments-là qu'on a pris dans les maisons jaunes, avant dans les abris d'urgence, maisons jaunes, ça a servi à développer ce qu'allait devenir le 16/6.

Donc on avait, incluant tous les travailleurs communautaires que je mentionnais au début, et juste encore une fois, une petite parenthèse, les ingénieurs qui travaillaient sur l'évaluation des bâtiments, très rapidement n'avaient pas accès au bidonville pour la même raison, donc ils ont emprunté, pendant longtemps, mes travailleurs communautaires à commencer à servir aux besoins de plusieurs projets pour qu'ils puissent rentrer. Donc je le mentionne parce que souvent, on voit la reconstruction comme un truc technique, et souvent, la technique, c'est la partie la plus facile, c'est tout le côté social, communautaire, etc., ou gouvernemental, etc., ça c'est le côté hyper compliqué. Donc voilà, les maisons jaunes, c'est un grand projet, on a été les premiers à le faire, on a utilisé les techniques de Miyamoto, on a fait du crépissage, on a commencé à expliquer aux gens comment le crépit amenait une solidité accrue sur les maisons, donc il y avait une espèce d'éducation populaire qui se faisait tranquillement.

Pourquoi ? Parce que les maisons se sont écroulées, c'est toutes les mauvaises techniques de construction. Donc, la nouvelle approche que Miyamoto a apportée, on l'expliquait, les boss maçons étaient formés, puis après, avec un certain temps, le boss maçon, qui lui était toujours habitué à bâtir de la même façon, s'était rendu qu'il avait bâti peut-être 300 maisons, il avait réparé 300 maisons avec la nouvelle technique.

C'était au point même où un des quartiers où il avait perdu, ça c'était à Morne-Hercule, un quartier que je vais t'envoyer les photos, qui avait complètement été rasé, et une anecdote, c'est que c'était un des premiers endroits où je suis arrivé, après le tremblement de terre, je pense que ça faisait trois semaines que j'étais en Haïti, je suis allé à cet endroit-là qui est à côté de Pétion-Ville, c'était complètement démoli, et donc un an ou deux après, j'avais choisi cet endroit-là pour réparer une maison, mais c'était une maison de trois étages, donc c'était la première fois qu'on réparait une maison assez complexe, trois étages, encore une fois avec cette nouvelle technique-là, et éventuellement dans le 16/6, c'était un peu le lien entre le Maison Jaune et le 16/6, et le 16/6, ce quartier-là qui avait une vingtaine, 30 maisons qui étaient démolies, c'était le premier endroit qu'on a recréé comme une nouvelle communauté de multi logements, dans un bidonville, c'est-à-dire pas juste des maisons individuelles éparpillées qu'on rebâtissait, mais c'était comme un endroit complet avec drainage, distribution d'eau, etc., ce que j'expliquerai plus tard, mais tout ça pour dire que les Maisons Jaunes, c'était une étape immensément importante pour aller à la prochaine étape qui était le 16/6.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je reviens sur le fait que vous avez utilisé les propositions de Miyamoto, mais ça veut dire qu'en termes de conception, c'est plus eux qui ont vraiment réfléchi au système, et vous, vous l'avez surtout mise en place dans les quartiers. Est-ce que vous avez eu une partie, est-ce qu'il y a des choses que vous avez modifiées par rapport à ce qu'ils proposaient, ou des réadaptations qui ont été faites, ou vous êtes vraiment parti avec ce qu'ils proposaient ?

[E3]

Dans les réparations, on apprenait, étant donné qu'on était les premiers à le faire, donc avec Miyamoto, on s'assoyait régulièrement, encore une fois, c'était plus toutes les équipes d'ingénieurs, nos équipes d'ingénieurs et leurs équipes, et on disait, voici ce qui marche, ce qui ne marche pas, voici que ça n'a pas de sens, on ne peut pas faire ça à grande échelle, ou les réticences des gens. Donc, la période de Maisons Jaunes, c'est la période où l'idée de base de Miyamoto, on le mettait en pratique, on voyait un peu ce qu'on pouvait faire, ce qu'on ne pouvait pas faire. Et c'est nous, l'UNOPS qui avons embauché Miyamoto pour obtenir cette expertise-là.

Par la suite, dans le 16/6, on a embauché une autre compagnie d'ingénierie sismique, qui s'appelle Dagenkolb, eux sont de Chicago, et eux, on les a embauchés pour développer un outil qui allait nous permettre de simplifier les plans pour des maisons qu'on allait rebâtir. Chaque lot, dans ces quartiers-là, était différent. Il y avait des maisons de toute grandeur, et les maisons sont tellement collées l'une sur l'autre. Des fois, j'avais ici deux mètres, trois mètres, je n'avais jamais un beau carré, il y avait toujours des espèces de formes bizarres, des besoins différents, des angles, etc. Donc l'idée, c'était que je rentrais les chiffres, les données du terrain, et un peu le nombre d'étages, etc., et ça me donnait à la fin une série de calculs, combien de colonnes, la distance des colonnes, etc. C'était un truc vraiment pour simplifier, parce qu'on bâtissait, je ne sais pas moi, on avait des chantiers, peut-être 20-30 chantiers à la fois, un peu partout, éparpillés, donc il fallait avoir une façon rapide de créer des dessins techniques pour le Boss Maçon.

[Valentine PAPILLON]

Le fait que vous ayez choisi justement d'aller travailler un petit peu partout, faire un peu de la microchirurgie, pourquoi vous avez préféré travailler comme ça ? Et, est-ce que vous pensez que c'était un réel atout plutôt que d'aller progressivement, on prend que ce quartier-là, on refait tout, dans quelle optique vous étiez ?

[E3]

Ce n'était pas comme ça. Les quartiers ont été décidés de différentes façons. Moi j'en ai choisi plusieurs, en se basant sur mon intérêt personnel, c'est-à-dire par exemple Fort-National. On a choisi Fort-National parce qu'au tout début, pour venir, c'était encore quand Préval était là, le premier projet de Préval après le tremblement de terre, c'était de rebâtir Fort-National. Donc lui, il y avait même, j'ai vu des plans des années après, mais j'ai vu des plans de ce que ça avait à l'heure, c'était vraiment raser toutes les maisons et rebâtir ça un peu comme à la Miami, c'est-à-dire c'était ridicule. Et la population, il y avait des manifestations, il y avait de la violence, c'est en 2010, toute la population ne voulait rien savoir. Donc Fort-National n'a jamais eu d'aide pendant toutes ces années-là, et même avant, parce que Fort-National, ça inclut Post-Marchant et tout ça, avait une mauvaise réputation, le gouvernement n'y allait pas, les ONG n'y allaient pas, les Nations Unies n'y allaient pas.

Donc moi quand j'y suis allé, c'était l'endroit le plus endommagé à part, disons, Martissant, que j'avais vu, c'était vraiment complètement détruit, et c'était les premières initiatives d'enlever du débris. Donc il y avait quand même des immenses plateformes libres, donc moi j'ai choisi ça parce que je trouvais que c'était en plein cœur de Port-au-Prince, c'était à 500 mètres du palais présidentiel , on ne peut pas laisser ça, et nous, on n'avait pas peur d'aller dans un quartier difficile, donc on a choisi Fort-National à cause de ça. Morne Hercule, Morne Lazare, c'est tous des quartiers que nous, on travaillait, qu'on connaissait bien, donc on les a choisis, je pense que la majorité, c'est nous qui les avons choisis, il y a peut-être Kéké qui a dit « on veut telle affaire, telle affaire », mais en général, c'est nous, parce qu'on

travaillait déjà dans les maisons jaunes. Donc le plan, on commençait bidonville, quartier populaire par quartier populaire, donc on a commencé par Morne Hercule.

Donc on y allait étape par étape, mais le problème, c'était que les familles devaient accepter, il y avait beaucoup de familles qui ne voulaient pas, ils ne voulaient pas l'aide. Donc trouver des familles qui allaient accepter, qui voulaient participer au projet, c'était un truc. Donc c'est pour ça que ça devenait un peu éparpillé. On essayait de les regrouper, parce que pour nous, ça nous simplifiait la vie si on les regroupait tous en même temps. C'est pour ça que ce qu'on allait faire, on parlait comme des sites collectifs, de ce que je parlais plus tôt, Morne Hercule, on les privilégiait parce que moi j'avais juste un endroit à domper du ciment, envoyer mes équipes, et je bâtissais disons 30 maisons. Donc pour moi, ça simplifiait versus une maison par-là, une maison par là. Mais souvent on n'avait juste pas le choix, mais on faisait tout le quartier complet pour s'assurer qu'on n'oublie personne et que ce ne sont pas les gens qui sont plus proches de la route qui sont privilégiés, et celui qui est en bas dans la ravine ne l'est pas.

Entre temps, une autre parenthèse, c'est que le PNUD a fait une analyse des risques, donc une carte des risques, et il y avait des zones rouges, zones vertes, les mêmes choses. Donc les zones rouges qui étaient principalement dans le fond des ravines, ça on n'y allait pas. C'était un des principes que le gouvernement ne voulait pas qu'on fasse. Et dans les trucs jaunes, si on suivait un peu les recommandations, c'était un groupe français qui était venu faire ça, c'était un très bon travail. Je pense même au Québec, on n’a même pas ça. Donc c'était un très bon travail qui avait été fait, et on faisait principalement les zones jaunes. On privilégiait les zones vertes, mais si c'était dans une zone jaune et ce n'était pas trop dispendieux, mais on le faisait aussi.

[Valentine PAPILLON]

J'ai juste une question par rapport à ce que vous avez dit, parce qu'en fait souvent dans la documentation, on explique que vous avez voulu vider les camps, et reloger les gens dans leur quartier d'origine, mais du coup, j'avais cru comprendre qu'en fait c'était les maisons des gens qui étaient forcément dans les camps, mais du coup si vous me dites que vous avez cherché les familles et essayé de voir, ce n'était pas forcément lié alors ?

[E3]

Non, mais ça c'était à travers, oui s'étaient liés, nous les maisons qu'on reconstruit, parce qu'il y avait différents trucs qui se passaient en même temps. Donc il y avait la réparation dans le même bidonville, disons de Morne Hercule, je continuais à faire mes réparations. J'avais un budget pour faire mes réparations de maisons jaunes. Donc disons fin 2010, j'ai plus des dates là, disons 2011 ça a été maisons jaunes, et après ça 16/6 commence, les maisons jaunes ont continué, donc on continuait de faire ça, les réparations. Dans les maisons rouges, les gens revenaient, ou des fois ils ne revenaient pas. Ceux qu'ils ne revenaient pas, c'était les endroits où ils ne pouvaient pas dormir dans la maison. Mais à partir du moment que, par exemple, à partir du moment que disons on prenne Morne Hercule, nous on a commencé à faire des sentiers, on a commencé un programme, ça c'est avec le PNUD. Non même pas ça, je pense que c'est nous qu'on a fait ça, c'est qu'on avait fait un, on a fait beaucoup de, un truc qu'on a innové beaucoup, c'était de s'asseoir avec les communautés, puis un peu de faire des…

En fait non, ça c'est un plan du PNUD qui était très bien, c'était qu'il s'assoyait avec chaque communauté, et il faisait une espèce de planification du, comment on appelle ça, voyons, une planification participative, pour obtenir leur idée de comment ils veulent que leur communauté se développe. Donc on avait, eux, il y avait, le PNUD est allé très loin avec dire ben ils veulent de l'eau, ça c'est le PNUD qui faisait ça de leur côté, mais nous, on est une agence beaucoup plus pratique. Donc nous souvent, on avait des besoins plus rapides, donc par exemple, on voulait installer des lampadaires

solaires. Donc on s'est assis avec les groupes de femmes, et avec les groupes de femmes on a développé, on a, on a mis où eux ils se sentaient qu'ils étaient le plus vulnérables dans la communauté, les endroits où, je sais pas, ils passent à tous les soirs après le marché, ou quoi que ce soit, donc et c'est là qu'on installait des lampadaires solaires. Et à partir du moment qu'on a fait ça, qu'on a fait les sentiers, qu'on était présents, la violence de Morne Hercule a comme baissé. Au début, il y avait des gens qui mettaient des fusils dans leur visage et tout ça, et même, c'est bizarre, même si c'était à côté de Pétion-Ville. C'était … Moi quand je suis arrivé, il y avait vraiment beaucoup de tensions. Il y avait de la violence et tout ça, et donc ces petites interventions qui étaient en parallèle avec le logement, qui étaient plus les travaux communautaires, les sentiers. Au même moment on s'assoyait avec la communauté pour développer les, je ne sais pas si je pourrais en parler pendant des heures, mais tout le système d'eau, ces bidonvilles-là n'ont pas accès à l'eau. Donc nous, on voulait développer des, comment on les appelait, des groupes communautaires, il y a un nom pour ça, viens, ça fait longtemps, des groupes communautaires qui allaient gérer l'eau.

[Valentine PAPILLON]

Des plateformes communautaires ?

[E3]

Comment ça s'appelait, des, je vais retrouver le nom, mais l'idée venait de … Moi je suis allé à Jalousie, puis je trouvais que Jalousie était bien organisée. Kéké, ça c'est une des affaires que Kéké était intéressé. Il me dit, ah j'ai quelqu'un, un ingénieur très flyé, très créatif, là, qui aurait des bonnes idées pour des toilettes. Je l'ai rencontré, j'ai passé un après-midi avec lui. Puis c'est un vieux monsieur, mais hyper intéressant, parce que comme chaque haïtien, il a deux emplois, il était ingénieur en sanitation, le jour, puis la nuit, le soir, il était sculpteur, un artiste extraordinaire. La moitié du temps, il m'a montré ses œuvres, c'était fantastique. Ce qui est intéressant, c'est qu'il me parlait que c'est lui qui a développé tout le système d'eau à Jalousie, ça c'était en 2010. Donc au début des années 2000, il avait développé les communautés d'eau, il y a un nom pour ça. Ce que c'est finalement, c'est qu'il se regroupe avec toute la communauté, puis il leur dit : « écoutez, si vous voulez avoir de l'eau à Jalousie, on va vous vendre l'eau à, disons, une gourde le litre, ou le gallon, non, on va vous vendre l'eau à 5 gourdes le litre, ou 5 gourdes le gallon, ou 5 gourdes le bokit d'eau ». Les gens étaient pas contents, oui mais là on a l'eau gratuite, oui mais là tu dois marcher pendant un kilomètre, tu dois rentrer à Pétion-Ville, à la source d'eau, puis ça marche pas. Donc bref, il a développé ça, et ce que c'est, c'est qu'avec l'argent, ils ont réussi à bâtir des tours d'eau, avec tout un système de distribution. Donc par exemple, Jalousie, si tu te souviens, c'est en pente, il y avait des immenses pompes qui ont réussi à obtenir de l'argent, d'ONG, de tout ça, pour les pompes, et ils pompent l'eau dans tous les tours d'eau, un peu partout dans le bidonville, mais c'est géré par la communauté. Donc, disons, le jeudi matin, ils vendent de l'eau, ils vendent 5 gourdes, l'eau leur coûte 1 gourde au groupe d'eau, donc ils se font un profit de 4 gourdes. Donc avec les 4 gourdes, ça donne un revenu aux gens qui gèrent l'eau, ça donne du revenu pour réparer tout le système d'eau si ça brise, et tout le groupe d'eau ont développé un contrat formel avec la DINEPA. Donc la DINEPA a l'obligation de leur fournir l'eau directement au début du bidonville avec une vraie canalisation, vraiment professionnelle, et après ça, le groupe communautaire d'eau gère le reste.

Donc moi, j'ai vu ça, il m'a fait toute la visite. Je trouvais ça extraordinaire, hyper bien géré. J'ai rencontré les gens qui géraient tout ça, et on a établi ça dans le projet 16/6. Donc on a commencé avec Morne Hercule, et donc on a commencé à faire toutes ces affaires-là en parallèle avec les logements. J'explique ça pour dire que lorsqu'on arrivait dans un bidonville, on avait des équipes qui travaillaient à tous les niveaux. On avait la Maison Jaune, l'eau, les trottoirs, les lampadaires solaires, et ainsi de suite. Donc, en plus de ça, c'est qu'on cartographiait maison par maison le quartier populaire. La façon

qu'on obtenait les cartes de nos collègues dans notre projet, qui étaient des cartes très précises, on rentrait ça dans différents logiciels, ça nous permettait après ça que quand tu allais cogner une porte, tu obtenais l'information de chaque maison. Est-ce que tu habites là ? Es-tu le propriétaire ? Si tu n'es pas le propriétaire, là on a un autre problème, une autre discussion de 30 minutes, mais c'est le côté foncier.

[Valentine PAPILLON]

Oui, bien sûr.

[E3]

On obtenait toute l'information foncier qu'il c'était. Si par exemple, ils n'ont rien, mais ils ont payé depuis 2 ans, 3 ans, 10 ans, quelconque taxe ou quelque chose comme ça, on prenait des photos, ça rentrait dans un dossier et ça rentrait dans le fichier qui est associé au lot. Donc nous, on avait des cartes que si tu cliquais sur le lot, disons 3000, ça te donnait l'information complète de la personne. Son emploi, et ainsi de suite. Mais éventuellement son revenu, parce qu'on voulait développer un portrait pour éventuellement un autre projet qui était comment quelqu'un peut obtenir du financement pour réparer sa maison, bâtir un deuxième étage ou même reconstruire, on voulait développer le premier système d'hypothèque, mais on avait besoin de l'information. Voilà. En faisant cela, on obtenait un peu qui voulait bâtir sa maison, pour répondre à ta question d'il y a 20 minutes, qui voulait que sa maison soit réparée. Donc on se faisait des listes et après ça, à tel boss maçon, on disait ok, dès qu'on avait 5 maisons plus ou moins dans le même secteur, on pouvait donner ça comme contrat à un boss maçon.

Et même, juste une autre parenthèse, c'est que nous dans le système des Nations Unies, pour donner des contrats à qui que ce soit, il faut que ce soit un système de compétitif. Les gens doivent soumettre un pro-forma, une soumission, et après ça on choisit la soumission la plus basse, mais ça prend 3 mois, c'est impossible dans un quartier par là. Donc on a réussi, même à l'intérieur, on a innové, même dans mon agence, j'ai dû tellement travailler à trouver des moyens pour contourner toutes les règles, pour que je puisse embaucher mon boss maçon qui est dans le bidonville, qui n'a pas de compte de banque, qui n'a rien, qui n'a pas d'historique, qui n'a pas de CV, quoi que ce soit, mais comment je fais pour lui transférer de l'argent. Juste ça, c'est probablement 2 mois de ma vie où j'ai dû travailler pour essayer de trouver les... Et puis éventuellement, on a trouvé tout un système, même éventuellement, on a trouvé un système d'assurance pour les travailleurs sur ces chantiers-là. On était les premiers à développer un système d'assurance avec une petite banque haïtienne qui disait « Oui, on offre ça comme service. » Puis là, on avait des infirmières sur place par rapport à ce système-là. Donc si un ouvrier se faisait mal, on avait une infirmière qui était dans notre bureau.

En tout cas, c'est parallèle. Mais c'est tout ça pour dire qu'il fallait vraiment réfléchir 360 degrés pour arriver à faire ça. C'est-à-dire que ce n'était pas juste du logement. Non, c'était des millions d'affaires. Donc, des terrains de basketball, des bibliothèques, des places publiques. Souvent, il manquait des places publiques. Donc lorsqu'on a commencé à faire nos sites collectifs, même la façon dont on faisait des trottoirs dans les bidonvilles, on faisait des trottoirs dans certains endroits. On savait qu'il y avait quelqu'un qui était en chaise roulante ou qui était à mobilité réduite. Mais dans le fin fond de la ravine. Et donc, on a développé tout un système pour qu'il puisse sortir de son bidonville avec tout un système de sentiers, pas asphaltés, mais cimentés. Donc, voilà. Là, il faut que tu me donnes des questions plus précises parce que je sais pas.

[Valentine PAPILLON]

Je vous laisse un peu élaborer vos idées. Mais il y a plusieurs choses qui me viennent en tête. Déjà, par rapport à ce dernier point que vous avez abordé, donc tout ce qui est accessibilité. Parce que je me posais vraiment la question d'aller reconstruire dans des quartiers aussi difficiles d'accès. Est-ce que c'était pas aussi problématique ? Parce qu'on est dans des situations où il peut y avoir de nouveau des séismes. Et pour évacuer tous ces gens-là, ça recréerait des soucis. Donc, je ne sais pas comment vous percevez la chose.

[E3]

Il y a deux réponses possibles. Mais dans la plupart des bidonvilles ou quartiers populaires, ils existent déjà depuis toujours. Donc, on peut pas refaire la trame. Par contre, on avait des urbanistes avec nous et on a essayé différents trucs pour voir comment on peut améliorer. Un problème principal dans tous ces quartiers-là, c'est le drainage. C'est vraiment s'assurer que l'eau ne vienne pas... Il y a des séismes, mais il y a aussi beaucoup d'ouragans, des cyclones. Donc, l'eau, l'évacuation de l'eau était majeure. Aussi important que tout le reste, je te dirais que tout un système de canalisation pour apporter l'eau dans le fond des ravines a été mis en place. En faisant ça, c'est là qu'on créait des chemins pas asphaltés, mais cimentés pour faire des véritables chemins … Avant, c'était horrible. Nos équipes descendaient. Tu dois connaître, c'étaient des sentiers en boue, en terre, en roche, descendre avec les brouettes. Mais à partir du moment qu'on s'est dit qu'on allait faire tout un système de canalisation pour l'évacuation de l'eau, on va le cacher sous des trottoirs. Donc, on faisait tout un système de trottoirs principaux à secondaire jusqu'au fond de la ravine. Et ça, ça a fait toute la différence. Je pense que ça allait éliminer juste en faisant ça, ça fait en sorte que tout le monde est capable de sortir s'il y a de quoi.

On a commencé à innover avec ça. On se disait qu'il y a des endroits tellement serrés, tellement denses qu'on a besoin d'un peu d'espace public. Donc, il y a des maisons. Si vous nous donnez un petit bout de terrain, on va vous bâtir un deuxième étage. On va vous bâtir plus grand. On va vous faire vraiment un truc de réparation. Au lieu de faire un truc de réparation très simple, on va vous le faire de façon très, très bien. Et le petit bout de terrain devenait un espace public. Donc, on mettait un banc. On faisait un espace un peu plus beau. Et la première fois qu'on a fait ça de façon plus... Donc, ça, c'était des exemples. Et ça, ça nous a donné un peu les idées pour faire des sites collectifs.

Donc, le premier site collectif qu'on a fait, c'était Morne Hercule. Et c'est important. Pourquoi ? Parce que si tu regardes les cartes que je parlais avant, il y avait des gens qui avaient, je sais pas moi, un terrain de 10 mètres carrés sur papier. Et l'autre avait, disons, 50 m2. Donc, nous, faire une maison de 50 m2, ça coûtait beaucoup d'argent et ce n'était pas très juste en termes de... Lui, j'allais donner 10 000 $ de matériel, et l'autre seulement 1 000. Ce n'était pas tellement juste. Donc, nous, on a fait beaucoup, beaucoup, beaucoup de sessions avec les communautés. Avec Morne Hercule, on se disait, écoutez, on veut créer un environnement vivable pour tout le monde, un truc vraiment génial. Toi, qui as 50 m2, est-ce que tu es prêt à donner 10 m2 ou 15 m2 pour un lieu public ? Ou pour que ton voisin, qui a 10 m2, puisse augmenter sa maison de 20 m2, tu vois, de 10 m2 pour faire 20 m2. Donc, un peu une espèce de marchandage comme ça, pour arriver avec un plan de reconstruction pour tout ce site-là.

On s'est assis, on l'a montré aux familles. Les familles disent, oui, je ne suis pas sûr, je ne comprends pas. Donc, on faisait beaucoup de, tu sais, par exemple, avec une corde, on leur montrait, c'était quoi 20 m2. Avec une corde, on faisait comme un rectangle, on disait, ça, c'est 20 m2. Ou, si vous voulez, votre cuisine, elle serait où, votre cuisine ? Idéalement, ma cuisine, je la voudrais là. Ta chambre à coucher, tu la voudrais où ? Donc, on faisait beaucoup de jeux comme ça avec les familles pour essayer de comprendre l'intérieur de la maison, à quoi ça allait ressembler.

Donc, on a développé une maison standard qui était devenue un peu notre marque de commerce, si on veut. Et après ça, dépendamment du lieu, ça allait changer. Dans certains cas, on allait agrandir, rapetisser et ainsi de suite, mais on avait une maison standard. Mais cette maison standard-là, qui, je pense que c'était 25 m2, si je me souviens bien. On la bâtissait de façon à ce qu'elle puisse avoir un deuxième étage un jour. Donc, les colonnes étaient plus solides, la toiture était faite en sorte qu'éventuellement, il y ait une section d'escalier qui pourrait être faite. Donc, dans 5 ans, si la personne de la famille avait plus d'argent, elle pourrait augmenter son truc. Donc, toutes nos maisons individuelles, c'était des 25m2 extensibles vers le haut, mais aussi extensibles horizontalement. C'est-à-dire qu'il y a des endroits qu'on leur expliquait en disant que ce mur-là, tu pourrais le briser et faire une extension de 10 m vers là. Tous les fers sont prêts à être repris et tu peux repartir. Donc, la maison était faite vraiment pour avoir de l'expansion. Dans les documents que je vais t'envoyer, ça va être plus clair visuellement. Donc ça, c'était notre maison de base qu'on allait bâtir à travers le 16/6.

Mais dans les sites collectifs, on a pris ce principe-là et on s'est dit qu'un des problèmes des gens, c'est qu'ils n'ont pas de revenus. Donc moi, si je veux, par exemple, éventuellement, que les gens puissent aller chercher un emprunt pour rebâtir leur deuxième étage, ils ont besoin de revenus. Ils ont besoin de quelque chose pour… Donc, il y a ça. Il y a le fait que… ou même comment je fais pour que quelqu'un que je puisse faire habiter au deuxième étage ait un titre de propriété. Jusqu'à ce moment-là, le titre de propriété, c'était seulement si tu avais accès à la terre.

Donc, le concept de condo, de condominium, où tu as un titre de propriété en habitant au deuxième ou plus, ça n'existait pas jusqu'à ce moment-là. Donc, on jouait avec tous ces concepts-là et on a créé un master plan pour Morne Hercule. Et ce qu'il allait devenir, on a fait des deux, trois étages, beaucoup jumelés. Tu avais des deux étages où le deuxième étage pouvait être loué à quelqu'un. Donc, toi, tu avais ta maison d'origine. Parfait. Mais maintenant, on te donnait une maison où le deuxième étage que tu loues à quelqu'un, tu as enfin un revenu. Donc, on a tout bâti le site comme ça, incluant des super beaux sites publics. On a fait des escaliers comme un immense corridor où d'un bord, tu as les escaliers normaux et de l'autre, tu as des grands escaliers où tu peux juste t'asseoir. Et l'après-midi, les jeunes, les moins jeunes peuvent aller s'asseoir et parler et tout ça. Tout un système de traitement des eaux. On a creusé des fosses septiques partout. C'est tellement dense que juste la fosse septique, c'était impossible de mettre. Donc, on a trouvé des solutions pour ça. Bref, mon histoire, ça a été la première place qui a été faite dans la reconstruction comme ça.

Il y avait un autre endroit qui avait été un petit peu similaire, qui était fait par... Comment ça s'appelait l'autre ? C'était un autre site, c'était à côté de mont…Comment ça s'appelait ? Je ne me souviens plus le nom. C'est proche de Fort National. C'est en bas de Fort National. Il y a un autre site comme ça qui nous avait inspiré. Mais c'était fait différemment parce que c'était pas... On a pris des idées de là. J'avais amené Patrick Rouzier et Kéké. On disait, voilà, c'est ça qu'on pourrait faire. C'est comme solution. En fait, la raison que je l'explique, parce que c'était l'idée de départ quand je commençais à parler, c'était que pour Patrick Rouzier, il fallait que j'y arrive avec des solutions. Je ne pouvais pas juste arriver avec une maison. C'est bon pour tout le monde. Je devais lui arriver avec des solutions pour la reconstruction de Port-au-Prince au complet.

[Valentine PAPILLON]

Oui, j'allais dire justement par rapport à ce système un peu de copropriété. J'avais vu que vous en aviez parlé, qu'on en parle dans les documents, mais je voulais un peu mieux savoir comment est-ce que vous avez réussi à le mettre en place ? Est-ce que vous pensez que c'est quelque chose que les gens ont vraiment adopté ? Je ne sais pas si vous avez des retours par rapport à ça, pour voir si justement c'est une innovation du 16/6qui pourrait être mise en place à l'avenir.

[E3]

L'innovation, c'était avec le quartier populaire juste à côté, à Morne Lazare. Monde Lazare, c'était notre deuxième site, un immense site hyper compliqué parce que c'est… bien, t'as dû le voir, t'as dû passer devant souvent. C'est le quartier de Pétion-Ville. Sur la droite, c'est toutes les maisons colorées. Il fallait refaire… En tout cas, c'était tout un site qui avait été complètement démoli. Donc on l'a refait au complet. Mais là, il y avait tellement une grande pente, il fallait faire un immense mur de rétention, et c'est là qu'on a développé et on a fait le même processus qu'à Morne Hercule, s'asseoir avec les familles, et ainsi de suite. Mais pendant qu'on était en train de faire celui-là, moi, j'ai rencontré… Ah oui, il y avait un autre collègue à moi, Théo, Théodore Achille, qui était un ingénieur. Il est connu par son père, il s'appelait Théodore Achille, puis c'était le grand ministre de… C'était le ministre le plus important de Duvalier je pense, en tout cas, c'est plus de l'histoire. Et son fils, qui est un Québécois haïtien, qui est venu, il nous a rejoints, puis c'est devenu un architecte, et lui, il nous a rejoints dans le projet. Donc, c'était moi qui avais monté le projet. Moi, je gérais le logement et tout ça, mais à un moment donné, c'était trop, donc on a embauché Théodore, Théo, puis lui, il allait gérer tous les travaux communautaires.

Donc, tout ce qui est trottoirs, sites de basketball, en tout cas, tout ce qui n'était pas logement, on le donnait à lui, puis c'est lui qui allait faire ça. Et lui, son père, c'était un des plus grands avocats d'Haïti, je pense qu'il a encore son bureau, je pense qu'il est encore là en ce moment, pendant qu'on se parle, il est vieux. Donc, c'est lui qui a fait, même s'il faisait partie de Duvalier, il a fait beaucoup de politiques assez intéressantes au niveau social à l'époque. Et sa fille, donc la sœur de Théo, était aussi avocate, et elle était spécialisée en droits de propriété. Donc, Théo m'a dit, viens rencontrer ma sœur, dans un café, on a commencé à parler, elle m'a dit, écoute, son patron est venu, et les deux ont commencé à en parler en disant, écoutez, nous, on connaît bien, bien, bien ça, parce qu'il y a deux ans, trois ans, ils avaient passé une loi, je ne sais pas si la loi avait été passée, mais je pense qu'elle avait été, je ne sais plus le processus, mais ils avaient développé un système qui faisait en sorte que tu pouvais avoir un type de propriété si tu répondais à toutes sortes de critères. Et on est allé voir Kéké, on a fait le tour, puis on a dit, mais c'est-tu possible ? Fait qu'on a fait vraiment, on a pris toute notre expérience dans les bidonvilles, avec Maison Jaune, avec le truc, à savoir toutes les différentes situations qu'on peut retrouver, comment quelqu'un peut se retrouver, il n'y a pas de papier, il y a des papiers, mais ça date de 10 ans ou ça date de 5 ans, tous les scénarios, on les a tous mis ensemble dans un gros cahier, on l'a travaillé avec plusieurs personnes, avec une femme d'ONU Habitat qui était spécialisée en droits fonciers dans les quartiers populaires, et après ça, on a travaillé avec le bureau d'avocat, et bref, on est arrivé avec un espèce de document qui nous disait, si on fait ça, ça, ça, la personne peut avoir un type de propriété légale, et on l'a fait approuver par je ne sais pas qui, ça c'est Kéké qui l'a...

[Valentine PAPILLON]

Mais quand c'est, par exemple, quand c'est des terres qui ont été, entre guillemets, on prend un exemple, qui ont été squattées, même si c'est par rapport à de nombreuses années, est-ce qu'il y avait quand même…

[E3]

Le squattage, ça c'est un autre truc qui existe déjà. Le squattage existe déjà, par exemple, je pense que, ça fait longtemps, mais je pense que si t'es là depuis 10 ans, et que t'es capable de... En fait, ça c'est la partie la plus facile, qui existe déjà. Si tu es là depuis 10 ans et que t'es capable de le démontrer, tu as payé une taxe à la ville de Port-au-Prince, je ne sais pas, il y a 10 ans, si tu as quelqu'un qui t'a payé, je ne sais pas moi, 10 000 à l'époque, et que t'as un papier de l'échange, c'est suffisant. Ce que ça prend, dépendamment de la situation, ça peut avoir deux juges ? Non, c'est deux témoins qui vont devant le

juge, et qui disent, oui, je confirme que cette personne est là depuis 10 ans, ça servait pour qu'on puisse donner un titre de propriété nouveau à tous les gens qui ont reçu une maison de UNOPS. Tous les gens qui ont reçu une maison, donc on oublie l'histoire du condominium, ils allaient avoir un titre de propriété. Donc, ça c'est un autre truc important.

En tant que Nations Unies, même quand on donne un abri d'urgence, on s'assure qu'ils ne pourront jamais se faire mettre dehors par un propriétaire qui décide d'un jour de retrouver son terrain qui ne s'en est pas occupé depuis longtemps. Mais ça, c'est une pratique normale que dans tous les autres pays, on fait toujours. On s'assure que notre bénéficiaire ne pourra jamais se faire mettre à la porte quitte à aller chercher un document à la ville. Est-ce que tu te garantis ? C'est un gros débat entre des chefs des Nations Unies et un ministre. On veut donner une protection aux gens qui sont déplacés. Pouvez-vous nous aider ? Blablabla. Ça c'est un discours qui est normal, qui fait partie de l'aide humanitaire en général.

Dans notre cas, on s'est assuré qu'on allait un peu plus loin parce qu'on avait même un juge à Pétion-Ville avec qui on avait développé une relation. On arrivait avec une dizaine de cas, il nous signait. Donc, on était en mesure de faire ça et c'est une protection. Encore une fois, ça c'était la première étape. On voulait aller un peu plus loin. Notre document d'origine qui nous servait à régler ce dossier-là pour les maisons individuelles nous a servi pour éventuellement ce qui allait devenir une histoire du condominium.

Dans Morne Hercule, on a recréé le même truc. Un super beau site qui est hyper solide. En plus, les gens même, des années après, étaient bien entretenus. Ils nettoyaient tous les jours. Même Morne Hercule, je suis allé il y a des années après. Les gens avaient mis des fleurs partout. C'était beau, c'était beau, c'était beau. C'était vraiment extraordinaire comment c'était beau. Donc l'idée c'était que si tu donnes un service à quelqu'un, il va en profiter. Mais s'il n'a jamais rien reçu ben...

Puis Fort National, là aujourd'hui je ne sais pas ce qui se passe, parce que c'est en train de couler, mais Fort National, même chose. Fort National, c'était une autre conversation au complet. Mais Fort National, c'était Morne Hercule, Morne Lazare fois 20. C'était tout le quartier au complet. On a rebâti la route principale. On a amené de l'eau dans Fort National pour la première fois en 40 ans. Il n'y avait pas d'eau, zéro. Tout était démoli. On a tout refait, la rue principale, au niveau des logements sur la rue principale, avec des lieux de commerce, une bibliothèque, des parcs. On a planté des palmiers partout, etc. Et en plus, on a fait des immenses sites collectifs, même chose, même principe.

Mais au niveau du droit foncier, le deuxième étage, l'endroit où on a fait ça le plus, c'était Morne Hercule, Morne Lazare, parce que c'était eux qui étaient prêts à faire ça. C'est-à-dire que la façon que ça fonctionnait, c'est qu'encore une fois, la famille avait 100 mètres. Il dit, 100 mètres, ce n'est juste pas possible. Personne ne va jamais te donner de l'argent pour que tu rebâtisses. Elle dit, ok. Par contre, si tu me donnes 50 mètres, je te rebâtis un super beau deux étages, mais le troisième étage, tu vas le vendre à quelqu'un. Donc, c'est un peu comme ça, la réorganisation qu'on a faite. Donc, le 50 mètres que j'ai obtenus, j'ai pu donner plus de maisons à des gens qui avaient des maisons, des terrains vraiment petits, mais j'ai fait des sites, des endroits publics, un endroit public pour mettre la tour d'eau qu'on parlait d'avant, pour mettre des bains, pour mettre des plantes.

[Valentine PAPILLON]

Et du coup, ce document sur lequel vous avez travaillé avec les avocats et que vous avez mis en place, il est donc d'application, il pourrait être appliqué dans un nouveau projet ?

[E3]

Tout ça, on a donné ça à Kéké. Puis Kéké, évidemment, était hyper content parce qu'à partir de ce moment-là, en théorie, si tu bâtis, quelqu'un de privé peut bâtir maintenant 100 étages et vendre ça au lieu de juste louer. Mais nous, à partir du moment qu'on l'a donné au gouvernement, notre travail a été fait. Après ça, c'était à eux à le pousser. Je pense que Kéké comprenait très, très bien ça. Ça lui a fait son chemin jusqu'à où, je ne sais pas, moi j'ai quitté en même temps que toi en 2016, donc je ne sais pas ce que ça fait pour tout le monde.

[Valentine PAPILLON]

C'est juste pour savoir jusqu'où vous avez été, donc ça a été légalisé et ça a été remis à l'Etat. Au niveau, je reviens un peu plus sur les maisons, les bâtiments, etc., en termes d'architecture, les gabarits, c'est quoi qui a un petit peu défini tout ça ? Est-ce que c'est en fonction du nombre de gens ? Est-ce que c'est en fonction des normes sismiques ? Parce que j'ai vu qu'il y avait certaines toitures de maisons, par exemple, qui étaient en pente, justement, donc je ne pense pas qu'on pourrait vraiment augmenter. C'est quoi qui a un petit peu dirigé cette décision-là ?

[E3]

Dans certains endroits, les maisons finies, ils avaient deux étages plus la toiture. La toiture, on l'a faite comme ça pour forcer les gens à jamais bâtir un troisième étage.

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est ça.

[E3]

Donc après, c'était impossible. En plus, on a créé un système de ventilation passive en ayant l'espèce d'ouverture en haut. Ça permettait d'avoir une fraîcheur, parce que la circulation se faisait naturellement. Le reste du design, dans ces maisons jumelées, ce qui est très différent des autres maisons, mais les maisons jumelées, on voulait deux affaires, de la lumière et de la fraîcheur. Les plafonds, on les a faits assez haut. Je ne me souviens pas exactement de la hauteur. Comme ici, chez moi, c'était du 9 pieds, donc 2,20 mètres. Il faudrait que je vérifie, je ne me souviens pas. Mais vraiment, on a essayé d'aller le plus haut possible, parce qu'on se disait, un peu comme les appartements à Paris, c'est-à-dire que tu peux avoir un petit appartement. Au Québec, on a des grosses maisons, on n'y pense pas. Mais en Europe, souvent, on a des petits logements. Vu que le plafond est très élevé, il y a beaucoup de lumière qui rentre, c'est bien. C'est vraiment un endroit qui est bien. C'est un peu le même principe. On savait que l'espace minimum, généralement, c'était 25 mètres. Mais dans notre modèle de maisons jumelées, on a fait 25 mètres plus une extension de 10 mètres, donc 35 mètres carrés au total. La petite extension, c'était la chambre à coucher. Après ça, tu avais la cuisine et la salle de bain. Ce format-là est venu pour des familles de 3,5 personnes. Dans les sites collectifs, il y avait un escalier en colimaçon qu'on installait pour aller au deuxième étage, qui avait la même chose, qui avait 25 mètres. Donc, la famille avait le choix. Soit tu gardais ça parce que tu avais trop d'enfants, ou tu le louais. Après ça, ils fermaient l'étage. C'est un peu ça.

Ensuite, au niveau des ouvertures et tout ça, c'était le grand débat avec nos ingénieurs en structure. Au début, je t'avais parlé de Degenkolb, qui nous avait donné une espèce d'outil qui nous permettait d'entrer les données. Souvent, ça revenait avec un bunker. Il n'y a pas de fenêtre parce que c'est seulement des fenêtres. L'idée, c'était une espèce de va-et-vient. Mais l'idée principale, c'était absolument d'avoir assez de ventilation. Donc, il fallait avoir une ventilation dans le bas, une ventilation dans le haut. Et au niveau de la lumière, il fallait au moins avoir deux côtés de lumière, comme deux faces. Donc, la cuisine avait deux faces. Et c'est pour ça que dans les sites collectifs, il y a toujours une

espèce de cour intérieure qui nous permet encore le même principe. Le corridor est tellement étroit. Donc, pour avoir un petit peu d'espace de vie, il y avait la cour intérieure qui était partagée avec le voisin. Dans cette cour-là, c'est là qu'on mettait la fosse septique, les deux fosses septiques pour chaque maison. On couvrait ça. Et dépendamment de la situation, des fois, en Fort National, on mettait un escalier colimaçon pour aller au balcon du deuxième. Ou dans le cas de Morne Hercule, il n'y avait pas de balcon, rien. Donc, c'est un espace privé pour les gens. Ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient. Mais ça permettait d'avoir deux côtés, de la lumière qui rentre par-là, puis la lumière qui rentre par là. Et même par grande canicule, à 40 degrés, tu rentrais dans les maisons, puis c'était hyper frais. On était très, très bien.

Ah oui, j'ai oublié une affaire importante. Ça, c'est une affaire de Kéké qui est brillante. Au tout début du 16/6, il a fait une charrette. Tu sais ce qu'est une charrette en architecture ? C'est comme un brainstorming de plein de gens. Puis tu fais pendant quelques heures, tu arrives avec un concept. Donc, pendant deux jours, on a invité les plus grands architectes d'Haïti, les urbanistes, des vieux, des gens qui ont vraiment contribué à bâtir, disons, Haïti. Des gens vraiment formidables. Il y avait Françoise, c'est elle qui a tout refait le parc Pétion-Ville. Comment il s'appelle ? En tout cas, le gros parc Pétion-Ville. Où il y a le quartier latin et tout ça.

En tout cas, c'est pas important. C'est elle qui a tout refait. Vraiment des gens hyper bons. Pendant deux jours, la question était quel est le meilleur habitat pour quelqu'un qui habite dans un quartier populaire. Donc, tu avais des gens, des philosophes, tu avais vraiment du monde. C'était formidable. C'était excitant. Et toutes sortes d'idées sont venues. Il y avait un bonhomme, je ne me souviens plus de son nom. Lui, il connaissait vraiment... C'était quasiment un érudit. Un petit génie. Vieux, vieux. Il dit plusieurs trucs, mais une chose que je me souviens, c'était qu'il fallait gérer la chaleur. Il fait trop chaud dans ces quartiers populaires. C'est du béton, mur à mur. Il fait trop chaud. Vous devez gérer ça. L'autre affaire, c'était un peu le côté de l'eau. Mais le côté chaleur. On se creusait la tête. Comment on arrive à faire ça ? On a travaillé beaucoup là-dessus. On a fait vraiment toutes sortes d'idées. Toutes sortes de trucs comme ça.

[Valentine PAPILLON]

C'est vrai que je m'étais posé la question à quel niveau les locaux ont été impliqués dans la conception des logements, que ce soit au niveau des professionnels ou que ce soient même les habitants. Est-ce qu'eux aussi avaient des retours ? Par exemple, vu que vous aviez déjà commencé à travailler, est-ce qu'il y a des adaptations que vous avez faites sur base des retours en fonction des sites ?

[E3]

Pas tellement.

La charrette, c'était au début du 16/6. Ça nous a permis de se dire qu'on avait fait un résumé de toutes les bonnes idées. On a essayé de suivre leurs idées. Ça, c'était un. Ensuite, dans les maisons jaunes, les maisons rouges, la petite maison individuelle, on a fait beaucoup de sessions comme je parlais de la planification participative. C'est là avec la corde qu'on disait. Toutes ces affaires-là, la cuisine, à quoi elle ressemble, ton poêle, tu le mets où. Dans la conception, on le faisait. À un moment donné, on est arrivé et on a dit « Ok, voici, ça c'est notre modèle. » Moi, par exemple, j'insistais en Haïti, dans tous les pays, ils mettent la petite tuile économique à terre ou au sol, mais au bout d'un an, c'est toujours brisé. C'est laid.

Je ne veux pas de petite tuile, je veux du terrazzo. Tu connais le terrazzo ?

[Valentine PAPILLON]

Non, je ne connais pas.

[E3]

C'est du béton que tu mélanges. Traditionnellement, les Italiens ont fait ça. À l'époque, tu mélangeais des coquillages, des roches et tout ça. Tu faisais ta dalle et tu allais polir ça après. Ça te faisait un super beau plancher, mais qui dure 100 ans. Je suis allé en Érythrée et j'ai vu des planchers de terrazzo que les Italiens avaient faits en 1920 qui étaient impeccables. Il fallait juste les cirer un peu. Je veux que la place pour la douche ou l'espèce de drain pour l'eau où les gens peuvent se laver, je veux que ça fasse un truc en terrazzo avec un rebord pour que l'eau ne vienne pas dans la salle de bain. Je veux que le comptoir de la cuisine au complet soit en terrazzo pour que dans 5 ans, 10 ans, 15 ans, c'est encore super beau, solide. J'avais une personne qui faisait encore du terrazzo. Dans les vieilles maisons haïtiennes à Port-au-Prince, tu trouves encore du terrazzo plancher. J'ai trouvé un gars qui faisait ça. Il me faisait des super comptoirs hyper solides. Mon idée pour tout ce détail-là c'était que je voulais que ça soit indestructible.

On a fait par exemple les balcons. On utilisait du bambou. Du bambou traité. On a trouvé du bambou traité localement parce qu'une de mes architectes était colombienne et elle disait qu'en Colombie, ils utilisent beaucoup de bambou. Vu qu'il n'y a pas beaucoup de bois en Haïti, on s'est dit que ce serait une bonne idée de développer la filière bambou. Comment on développe la filière bambou ? C'est en intégrant et en montrant aux gens à quoi peut ressembler du bambou dans des structures. Toutes les gardes de corps sur les balcons sont en bambou. C'est un peu ça. On a trouvé un gars en Haïti qui était un artiste mais qui faisait aussi du séchage de bambou. On l'a embauché lui. Lui, il nous a fait le travail de balcon.

En plus, à la fin, dans tous ces travaux-là, on a intégré des artistes qui nous ont fait des mosaïques. Je ne sais pas si tu as vu celle de Morne Hercule. C'est une super belle mosaïque. Pendant que tous ces gars-là travaillaient, j'avais un artiste qui me faisait la mosaïque de 6 mètres de hauteur. Un truc super beau. Parce qu'en se disant, c'est un peu l'identité haïtienne. C'est le côté artistique des gens. Pour déterminer un peu, on a fait des sessions groupes avec les gens. Qu'est-ce que vous aimeriez ? Bref, on est constamment en relation avec la population locale. Ça faisait partie du projet. On avait des réunions quasiment toutes les semaines avec eux.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport au matériau, vous avez fait allusion au bambou. J'avais compris que c'était du bambou qui venait de Colombie. J'avais une question sur le pourquoi. Il était sur local et il était traité, c'est ça ?

[E3]

Non, non. Notre plan était de le développer comme une ressource pour que les autres...

À un moment donné, pendant un an, il n'y avait pas de logement en Haïti qui se faisait. La reconstruction a été bloquée pendant un an parce que le gouvernement Préval avait émis une politique comme quoi que le prix maximum pour une maison ne devra pas être plus que 3500 $ l'US. Pendant un an, toutes les agences se tiraient les choux et disaient que c'était impossible, qu'on ne pouvait rien faire avec 3500 $ US. Minimum le double, sinon le triple. Personne n'arrivait à bâtir pendant un an. J'avais un de mes collègues, Paulo, qui lui avait réussi à bâtir une maison dans Delmas 35. Non, pas Delmas 33. Il faisait partie de l'ONG JPHRO, le truc de Sean Penn, l'acteur.

Je suis allé voir sa maison et je trouvais ça génial, cool. Lui a bâti la première maison. Moi, je suis allé voir Kéké et je lui ai dit « Donne-moi la permission, laisse-moi bâtir une maison et on va analyser le prix. Combien ça va coûter ? » On a bâti la première maison, je ne me souviens pas où, et on est arrivé

avec un prix. C'est là que Kéké est allé voir son patron et il a dit « Ok, oublie ça. On enlève le montant maximum. » À partir de ce moment-là, tous les ONG ont été capables de démarrer leur projet. Mais Kéké a tellement aimé Morne Hercule qu'il a forcé toutes les ONG. Il y a eu une trentaine d'ONG qui sont venues à Morne Hercule. Kéké leur a dit « Je veux ça. » Il a vraiment dit « Je veux ce modèle-là. Faites exactement ça. Arrêtez de me faire des niaiseries. Je ne veux pas commencer à faire des trucs de mauvaise qualité. Regardez ce qui se passe. C'est ça que je veux. »

L'idée du bambou, c'était d'ouvrir un peu l'esprit du gouvernement, mais aussi des autres acteurs de la construction, qui n'étaient pas obligés de faire toujours des galeries en fer ou en je ne sais pas quoi. Le bambou peut être structurel, c'était trop innovateur pour Haïti à ce moment-là. Donc on faisait au moins en termes d'autres trucs. Le problème, c'est qu'il n'y avait pas assez de producteurs de bambou en Haïti. Ça aurait pris tout un autre cinq ans de financement pour ça. Mais l'idée, c'était au moins de démontrer qu'il y a un potentiel.

[Valentine PAPILLON]

À ce moment-là, vous êtes partis sur des maisons qui sont en béton et je me demandais le choix des matériaux, si c'était lié à la disponibilité à l'époque. Est-ce qu'il y avait des problèmes de prix ou c'est vraiment que vous vouliez faire en béton parce que c'était comme ça en majorité ?

[E3]

Les maisons sont en blocs de ciment. Le bloc de ciment, c'est la façon que l'Haïtien a bâti toutes ses maisons. Donc, il ne connaît rien d'autre. Donc, le bloc de ciment, il y a beaucoup de désavantages au bloc de ciment, mais réintroduire quelque chose, c'était impossible parce que ça demanderait toute une nouvelle économie. Par contre, le choix a été fait par le gouvernement, par des spécialistes de dire qu'on ne va pas utiliser le bloc de ciment, mais on va le rendre antisismique avec ce qu'on appelle la maçonnerie chaînée, c'est-à-dire, je t'enverrai le document, mais tu vas comprendre un peu c'est quoi la maçonnerie chaînée, c'est que tout ton mur, ta maçonnerie intérieure de blocs de béton, de ciment, elle est chaînée, elle est accrochée après toutes tes colonnes qui sont fortifiées. Donc, c'était le choix du gouvernement, ils ont formé…

Ah oui, un autre élément, tous les gens qui travaillaient sur nos maisons de reconstruction, nos boss maçons, étant donné qu'ils étaient avec nous pendant un long moment, le BIT a travaillé avec le ministère de l'Éducation à développer des outils formels de maçons, de tous les travailleurs de construction. Donc, ils ont développé un curriculum standard international qu'ils ont adapté pour Haïti. Donc, à partir de 16/6, le BIT a créé tout un système que si tu veux travailler en construction, tu fais une formation formelle chez le ministère de l'Éducation et c'est la meilleure formation qu'on ne peut pas trouver... Donc, c'est standardisé, ça montre la maçonnerie chaînée, ça montre le bon mix de ciment et de l'eau, ça montre comment tu dois trouver des blocs de ciment certifiés. Donc, pas le bloc de ciment que le voisin a fait, qui n'a pas assez d'eau, qui n'a pas assez de ciment ou ainsi de suite. Il faut vraiment que ça soit par une compagnie. Donc, tout ça, ça a été bombardé dans les messages et c'est là que le OIM venait dans le portrait parce qu'eux, ils ont fait une partie de leur communication, c'était tout le côté comment bâtir mieux. Donc, c'est un système avec des bandes dessinées, avec des postes, des affiches, avec des radios communautaires, tout un gros système pour faire une grande révolution au niveau de la construction en Haïti. Et moi, tous mes boss maçons, étant donné que c'était des vieux, ça faisait longtemps, on leur donnait, étant donné qu'ils avaient déjà fait avec nous, disons, ils ont travaillé, je sais pas moi, 500 heures, ils obtenaient un diplôme. Donc, on a réussi à donner des diplômes formels à tous nos boss maçons parce qu'ils avaient déjà réussi. Ils devaient seulement faire un test devant un inspecteur du ministère de l'Éducation, ils obtenaient son truc. Donc, on essayait que

le boss maçon qui a travaillé avec nous quitte avec un document qui lui permettait absolument d'obtenir ce travail plus facilement. Parce qu'avant ça, tout le monde était maçon.

Donc, l'idée c'était que t'as le choix, tu peux aller avec une personne professionnelle ou ton voisin. Donc, il y a eu un peu tout ce travail-là qui a été mis en place. Je t'enverrai ces documents-là du MTPTC et tout ça. Et ça a été, moi je pense, une grande révolution parce que c'était vraiment mur à mur en Haïti. Tout le monde en parlait. Les ONG faisaient de la formation. Il y a des ONG qui faisaient juste de la formation avec cet outil-là qui avait été créé par UNOPS, Miyamoto et le MTPTC à l'époque. Et après ça, ça a été distribué partout, partout.

Donc, les matériaux, c'était un peu standard avec ce que les gens connaissaient. Réintroduire autre chose, comme dans la plupart des pays en voie de développement, c'est presque impossible. Mais au moins, qu'ils puissent le faire correctement. Ouais, c'est ça.

[Valentine PAPILLON]

Je dis ça parce que, par exemple, moi, je vivais plus à la campagne, dans la Grand'Anse. Et en fait, après le tremblement de terre, il y avait beaucoup de... Un peu un certain traumatisme. Les gens voulaient plus trop construire avec du béton. Enfin déjà, de ce côté-là, il y a d'autres types de choses qui sont mises en place. Mais même les toitures, on a dû construire les toitures plutôt en tôle. Ici, je vois que vous aviez quand même une partie tôle, une partie de béton. Donc, je me demandais un petit peu, est-ce que les gens avaient des réactions aussi par rapport au choix du matériau ou si c'était plus facile ?

[E3]

Non, je pense pas. J'ai pas de souvenirs de ça. Je pense que la qualité de ce qu'ils avaient, c'était tellement évident. Par contre, ce qu'on a fait, c'est que... Qu'est-ce qu'on avait fait, là ? Ah oui, regarde. Juste pour venir au Maison Jaune, la façon qu'on faisait notre crépissage, on s'assurait que la colonne ait un crépissage distinctif qui monte la largeur normale de la colonne et que le mur avait son autre crépissage, son autre texture. Et en plus, on le peinturait de couleurs différentes pour que visuellement, de loin, tu saches, tu sais qu'il y a une colonne et une poutre. La moitié des maisons qu'on voyait, elles n'avaient pas de colonne. C'était que des blocs ensemble. Et ensuite, le deuxième plus grand et le troisième plus grand. Mais aucune colonne qui tenait la maison. Donc l'idée, c'était un peu une forme d'éducation parce qu'à chaque famille, on recevait une éducation.

En fait, nos travailleurs communautaires allaient de maison à maison faire une éducation technique. Donc, ils allaient avec un ingénieur plus un modélisateur communautaire et ils s'assoyaient avec la famille et ils leur expliquaient des affaires de base que quelqu'un de, tu sais, normal peut comprendre, qui n'est pas ingénieur. Et ils montraient, tu sais, « Voyez cette maison-là qui vient d'être réparée ? Voyez la colonne, comment elle a une couleur différente ? Bon, mais ça, c'est une colonne. Elle doit être cette dimension-là. Et ainsi de suite. Si dans le futur, tu vois une maison qui n'est pas ça, là, réagissez, tu sais. Donc, on a fait beaucoup de ça et le fait qu'on était en communication constante, je pense, et les familles pouvaient… Regarde, les mobilisateurs, la raison que les gens ne pouvaient pas aller dans les communautés, c'est parce que les ingénieurs, au début, ils venaient, ils mettaient ça rouge et la maison rouge et ils s'en allaient à la prochaine maison. Mais là, les gens paniquaient. Ça faisait quoi ? Ma maison va être démolie demain ? Fait que là, moi, je suis allé voir celui qui gérait le projet. Il me disait, écoute, ça ne marche pas dans votre projet.

Donc, si tu veux, je te prête un groupe de mes travailleurs communautaires. Et avant que tes ingénieurs ou ensemble, ils pourront expliquer, poser et répondre à toutes les questions. Non, ta maison, ça va prendre six mois, il y a de l'aide du gouvernement, tu sais, il y a tout expliqué.

Parce que l'ingénieur, lui, il y allait de façon brusque. Puis, le travailleur communautaire, il y avait plus d'empathie. Et donc, cette mentalité constante de pouvoir parler à un mobilisateur communautaire faisait en sorte que l'angoisse diminuait.

Donc, si on n'y avait pas ça, ça c'est un. Et deux, on avait une équipe de trois personnes qui maniaient le téléphone. Donc, on avait des grandes banderoles partout pour un stand de plaintes ou de questions. Fait que si vous avez des plaintes, appelez ça. Fait que moi, j'avais des gens qui appelaient tous les jours. On avait des centaines d'appels. Puis là, j'avais même un container à côté de notre bureau. Il y avait tout bien installé. Puis eux, ils répondaient au téléphone. Ils prenaient en note les problèmes, les questions, tout ça. Puis des fois, c'était « Ah, telle famille n'a pas reçu sa maison. » Ok, bon, parfait. Donc, on dispatchait à ce moment-là un mobilisateur communautaire pour y aller. Des fois, c'était juste pour répondre à des questions. Des fois, c'était pour… Donc, tout ce programme-là était immensément important. Le truc de plaintes, c'était… Après ça, tous les autres… Beaucoup d'autres ont dit qu'ils ont vu ça. Ils ont commencé à intégrer ça parce que ça faisait en sorte que ça facilitait le travail. Exactement ce que tu mentionnais.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport à tout ce que vous avez dit, par exemple avec le fait de peindre les colonnes de façon différente ou qu'elles soient représentées différemment, tout ça, c'est un peu des choses qu'on a intégrées dans la façon dont les gens allaient percevoir. Parce qu'en fait, moi, ce que je me suis dit, c'est que dans ces quartiers-là, il y a beaucoup d'auto-construction. On ne fait pas toujours référence à un ingénieur ou à un boss qui a été certifié.

Et donc, est-ce que vous pensez que vraiment… Je pense qu'il y avait aussi des chantiers ouverts où les gens pouvaient assister et voir comment ça se faisait. Est-ce que vous pensez qu'à travers tous ces outils-là, on peut vraiment changer la façon dont les gens y construisent sur place au-delà du fait qu'il y ait un ingénieur ou quelqu'un qui va vraiment intervenir ?

[E3]

Malheureusement, le plan, c'était ça un peu à l'origine. Mais pour ça, il fallait que la mairie ait des équipes. La mairie de Pétion-Ville, qui est probablement la mairie la plus… qui a toutes les gens riches qui habitent, ils n'ont rien. Ils n'ont rien. Ils n'ont pas d'outils. Donc, je me suis dit que n'importe quelle mairie, n'importe quel village d'Haïti, il n'y aura pas d'ingénieur. Donc, l'idée…

Donc, en prenant ça comme départ, point de départ, on s'est dit que, ok, bon ben… Et ça, c'est collectivement, c'est de faire un grand travail de communication. Et je pense que le travail de communication dans le pays a été très, très, très bien fait. Je pense que tout le monde aujourd'hui… non, mais mettons, il y a quelques années, tout le monde savait c'était quoi de la maçonnerie chaînée. On comprend le concept. On l'a vu. Il y a eu des pamphlets. Il y a eu des centaines et des centaines et des centaines d'ingénieurs du MTPTC qui ont été embauchés et qui ont travaillé pendant longtemps et que maintenant, ils sont à leur compte. Ils travaillent un peu partout et tout ça.

Donc, il y a de l'auto-construction, mais je pense que l'auto-construction, il va embaucher… Les boss maçons qu'on embauchait, ils venaient du village où ils travaillaient. Donc, tout le monde se connaît. Tout le monde sait que, je ne sais pas moi, Georges, il est boss maçon. Je ne suis pas convaincu qu'il y ait tellement d'auto-construction. Il y en a, mais il y aura beaucoup plus maintenant de gens qui vont dire « Ok, ben, Georges, viens m'aider un peu, au moins pour monter les colonnes ou pour… ». Le problème après ça, l'autre problème, ça va être de trouver du fer qui a de l'allure, qui n'a pas été rouillé et tordu mille fois. Après ça, il y a d'autres problèmes et tout ça, mais je pense que ce que nous, on a

pu faire, je suis 100%… Après ça, il y a eu des défauts, mais la période qu'on était là, je ne pense pas qu'on aurait pu faire plus en termes d'essayer de répondre exactement à cette question-là.

Parce que c'était ça derrière notre tête. Qu'est-ce qu'on peut faire ? L'idée, c'était de montrer des sites collectifs pour dire un quartier populaire peut ressembler à ça. Ce n'est pas nécessaire que ce soit tout le monde. Et les gens ont répliqué. Ils ont vu, ils ont aimé, ils ont commencé à peinturer leur maison. Ils ont commencé à prendre des idées de ce qu'ils ont vu un peu partout puis d'intégrer. Donc, il y a eu cette influence-là. Après ça, ça prend un état pour n'importe quoi. Et là, on est dans un autre domaine. Et en ce moment, on ne sait pas.

[...]

[E3]

Il y a une fille que je trouve géniale. C'était l'urbaniste qu'on a embauché qui est une spécialiste des bidonvilles. Elle est colombienne. Elle a étudié à Berkeley. Elle a une maîtrise en architecture et en urbanisme. Elle travaille maintenant. Elle travaille pour Miyamoto. Elle est la conseillère principale de quartier populaire. Et c'est une femme qui a beaucoup d'empathie, beaucoup d'intelligence et tout ça. Donc, c'est elle qui nous a amené notre programme à un autre niveau.

Moi, j'avais toutes sortes d'idées, mais elle a réussi en faisant des débats pendant des heures et des heures d'arriver à dire qu'est-ce qu'on peut faire de mieux, qu'est-ce qu'on peut faire de mieux. Puis, elle, elle avait les connaissances parce qu'elle avait fait une étude sur les bidonvilles en Amérique latine. Donc, je vais essayer de voir. En plus, je pense qu'elle serait très ouverte. Elle serait parfaite.

[Valentine PAPILLON]

Ce serait très, très gentil si vous arrivez à me mettre en contact avec elle. Je pense que ça peut être intéressant. J'essaie de récolter plein d'avis différents pour que ce soit plus le plus riche possible, de voir qu'est-ce qu'on pourrait récolter. Voilà comment est-ce qu'on pourrait faire un beau bilan du projet.

Si je peux terminer sur une question, c'est pour vous, du coup, quels sont les enseignements qu'on pourrait tirer du projet ? Quelles sont les fiertés ou les choses que vous portez avec vous ou justement les choses que vous pensez justement qu'on aurait peut-être pu faire différemment pour améliorer la situation ?

[E3]

Bien, la leçon première, c'est un projet comme ça, il faut qu'il soit le plus holistique possible. Il faut vraiment toucher à tous les angles. La reconstruction n'est pas technique. Ce n'est pas un défi technique. Ce n'est pas ça. Ça, c'est 20% du problème. Le problème, c'est le gouvernement. Le problème, c'est les agences. Le problème, c'est les conflits entre agences. Le problème, c'est un pays en voie de développement n'a pas tous les outils, n'a pas toute la même maturité, n'est pas au même endroit.

Par exemple, j'ai essayé d'aider le séisme au Népal qu'il y a eu. On a essayé d'aider le gouvernement, mais il y a tellement de corruption que tu vois qu'il n'y a pas d'avenir. J'ai quitté après cinq mois parce que j'avais un contrat pendant deux ans. Ça ne sert à rien. C'est trop corrompu. Haïti est corrompu, mais au moins, il y a des gens comme Kéké qui étaient là et qui te donnaient de l'espoir. Mais il y a des pays comme ça où le Pakistan, c'est un pays qui est plus riche, mais très corrompu. Donc, il y a des éléments à la corruption. Un ingénieur n'est pas formé pour répondre aux problèmes de la corruption. Il est formé pour répondre au côté technique. Donc, quand tu veux t'attaquer à un problème comme

ça, il faut vraiment que tu regardes ça dans son ensemble. Le côté de la gouvernance, la mairie. Pour moi, la mairie, ça a été un gros élément de frustration parce qu'on s'attendait qu'il soit un partenaire avec nous, qu'il nous aillait nous aider en termes de permis, de donner des directives au niveau de planification. Moi, je devais constamment aller voir Kéké pour lui demander pour avoir l'autorisation. J'attendais de passer des heures et des heures dans son lobby, l'attendre, à le trouver. Donc, ce n'était pas son rôle parce que lui était tellement élevé, mais je n'avais personne d'autre sous lui. Donc, c'est ça le défi. Le défi, c'est le côté social, le côté gouvernance, le développement.

Après ça, dans la reconstruction, c'est la même affaire. C'est des trucs de base assez logiques que la plupart des gens ne font pas. Et on serait étonné, mais c'est ce que tu as dit tantôt, c'est d'écouter les populations locales. Moi, dans tous les endroits, la planification participative. J'ai fait la guerre civile au Sri Lanka en 2007-2008. On faisait des immenses camps de réfugiés. Et même dans des situations où on se conservait des bombes, on faisait de la planification participative. On avait des mobilisateurs sociaux qui allaient, qui s'assoyaient avec les familles, qui obtenaient leur feed-back pour essayer d'écouter, puis de bâtir quelque chose qui était sain.

Puis la leçon, en tout cas, plein de leçons, mais une des leçons, c'est de dire est-ce que moi, je serais capable de vivre dans ça ? Moi, j'avais des débats avec des gens, des chefs des Nations Unies, qui disaient non, non, cet abri-là, un abri d'urgence, c'est correct. Ils disaient non, c'est pas correct, je peux même pas me lever, je peux pas vivre avec une famille, avec deux enfants, c'est pas possible. Moi, je vivrais pas là-dedans, alors pourquoi forcer quelqu'un à vivre ? Donc, c'est un peu des trucs comme ça. Rien de très sophistiqué, mais des trucs de base qui est souvent oublié, parce que la façon que le développement est fait, le financement est fait, chacun a ses objectifs. C'est une bataille, en fait, d'essayer de rester simple, d'écouter la population locale, de créer quelque chose de sain pour tout le monde, et aussi de le voir dans l'avenir. Est-ce que ça va, dans cinq ans, quand je vais revenir, est-ce que ça va être bien ? Est-ce qu'il y a trop d'éléments ?

Et toutes les affaires que je mentionne, je mentionnais, ça ne faisait pas partie de mon travail. Je n'étais pas payé pour ça. Dans beaucoup de cas, j'avais pas d'argent pour ça. Donc, par exemple, tout le côté foncier, le foncier, c'était comme « Ah non, c'est pas grave, on est là pour bâtir des maisons. » Mon partenaire médecin m'a dit « Non, bâtir des maisons, pas grave, vous faites juste bâtir des maisons. » Puis, je me suis dit « Non, je peux pas faire juste ça. » Moi, j'ai besoin d'un peu de trouver des outils pour que le gouvernement d'Haïti puisse éventuellement avoir des outils pour rebâtir.

Puis là, eux, ils avaient des projets de bâtir dans les plaines, dans les… À Port-au-Prince, la cité militaire, il y avait un plan pour 2000-3000 maisons. Puis moi, je me suis dit « Ok, ok, ok, on a des outils. Tu peux faire tout un développement mixte. » C'est-à-dire des maisons pour des gens de classe moyenne, classe élevée, des commerces. Non, non, ils ont donné un contrat à une compagnie dominicaine pour faire 2000 maisons affreuses. Puis c'est un désastre. Et on le voyait, le désastre. On le voyait venir. Même le… en tout cas… mais même le… Comment ça s'appelle ? Il y a eu un bidonville qui s'est créé le jour au lendemain, au bout des plaines, quand tu montes à Corail.

[Valentine PAPILLON]

Canaan ?

[E3]

C'est ça, à Canaan. Le premier camp de Canaan, c'est moi qui l'ai fait, avec mon équipe. Et c'était pour OIM et c'était pour Sean Penn. Sean Penn voulait prendre de ces gens dans son groupe pour les amener là. Moi, j'y vais, je m'en vais là. Et à un moment donné, un an après ça, Kéké me dit « Ah, on va faire

une déclaration. Le gouvernement va déclarer ça domaine public. Tout le terrain à côté. » Puis, du jour au lendemain, je te jure, on voyait comme une horde de gens qui sont allés sur leur terrain faire leur lot. J'ai dit « Kéké, Kéké, il faut que t'arrêtes ça. On a le temps encore de faire des lots. ». Je ne sais pas si tu connais le principe de site et service. Le principe de site et service, par exemple, c'est de créer juste des lots et d'amener les services à l'endroit. Les gens vont bâtir leur maison, mais au moins ils t'emmènent au haut et tu crées un certain ordre. La rue reste large, l'endroit pour l'école est déterminé. Ils ont pas fait ça, ils ont laissé ça qu'aujourd'hui c'est un méga bidonville tout croche, mal géré, mal développé. Trois ans après, ils ont trouvé de l'argent pour réparer les dégâts qu'ils ont fait et ça n'a jamais fonctionné. On le voyait venir. Donc, je ne sais pas. La leçon, je ne sais pas, c'est quoi la leçon là-dedans. Mais tout ça pour dire que tu… je vais arrêter là.

Entretien 4 : Bénéficiaire, habitant de Nérette

[Valentine PAPILLON]

Deja premye bagay mesi deskew aksepte pale avem paskem vreman, m'vreman kontan.

[E4]

(….) jwen mwen an pa fasil.

[Valentine PAPILLON]

M we sa wi.

[E4]

Wi, wi.

[Valentine PAPILLON]

Bon an fet e se poutet travay map fe lan lekol mwen e ke yo mandem poum te eseye gade kisa ki te pase lan proje 16/6 lan. E donk objektif lan se vreman pou lekol se jis gade kisa yo te fe, hm kisa ou panse ken te ka amelyore donk ideal la se ka kapab pale avek on seri de moun ki pi byen konn sijè a, just poun te ka gen on sot de feedback on sot de…

[E4]

Heeee tankou lan sam te benefisye a, map komanse lan satisfaksyon an apre sa ma al lan problem lan.

[Valentine PAPILLON]

Mpa gen problem non.

[E4]

Se solidite a, li tre solid. (...) Se pou solidite, wi li solid. Melanj lan se te on bagay vreman konpak, byen fèt pou mwen menm se satisfaksyon sa selman. Nou pa pral rete paske gen kay ki kraze. Kounya ou gen espas kat ou senk, sis chanm ki kraze, moun yo vini yo on sèl grenn chanm kay. Pa gen satisfaksyon la menm. Selman solidite a m ta asekptel sa se vreman se … si ta gonw pwoje konsa kap refet, m ta renmen pou beton yo bay anle twati a li tro pwès li two gwo. Ou bay on beton pou pepre 15 a 16 cm. E daye yo fel avek blok 15. Kom kounya mwè bagay yo ap amelyore se beton plen, se konpak se bagay 12, 13 cm.

[Valentine PAPILLON]

Hm hm.

[E4]

E donk. Yo bow on chanm kay san fenet. Ti kote ki gonw fenet ladan yo ke yo te mete avèk on gran espas banbou, se kote ki gen evye a oubyen lan douch la selman. Se lan evye a epi lan douch la selman ki gen sa. Moun yo, yo fel pou ou de fwa, siw ta vle on res atant lan beton an fow ta kanpe la, se ou ki pou diskite avè yo pou yo kite atant lan pou ou. Dè fwa yo konn menm kitel men yo fenmenl andan beton an, se ou ki pou al rekrazel komsi yo te di fok yo fe finalite a net. Donk se ou menm apre ki pou al krazel, pou w ta chache pwent fè yo kite pou ou a, pouw ta kontinyel.

Siw gonw espas ki ka pran kat chanm kay. Li on ti jan difisil, ou paka vinn la lan mitan tè a pouw fel li. Sa se pa akseptab. Moun lan te ka al pran yon pwent ki fè ou menm wa fè res zafew ladan.

[Valentine PAPILLON]

Men sa vle di komsi kote yo mete kay la yo pat metel kote paw la te ye avan ?

[E4]

(…) Mwen menm kotem te ye a, yo te metel la, espas mwen te genyen an mwen metel la. Men lan yon pwent pou moun nan ta kontinye fè rès afew la, yo pa fèl la, yo te vle fok se lan mitan te a, sa se de bagay ki merite a korije. Ou konprann ? Si moun lan te gen kay li ki kraze, sonw bagay wap fe pou li, ki te gen kantite kay saa ki tonbe, ou bal yon grenn chanm kay sa lap fè pou li ? Nerette, kotem ye a la yo bay li ak on sèl nivo. Lem diw on sèl nivo a basement lan selman. Men Mon Laza yo mete on nivo sou li. Gen plizye Mon Laza ki fèt ak yon lot nivo.

[Valentine PAPILLON]

Men lan zon paw lan... Tankou pa rapo avèk ou menm, menm. Eske komsi ou menm kay ou an te yon kay yo te repare oubyen on kay yo te refè net a zero ?

[E4]

Refe nèt, Konstwi nèt .

[Valentine PAPILLON]

Hm hm. Donk, yo fè lot lay a kotew lan oubien yo te fe selman paw lan ?

[E4]

Wi. Mwen gen a kotem lan. Mwen gen yon konfrem, kotel te ye a, neg yo di non, tè a tro piti poul resevwa de. Nou di non, se pa vre, li pa two piti ke sa. Leum gadem we l te soti poul te pedi, mte fe yon antant avè yo. M di yo, banm dinn yon bagay, etan done nap bezwen espas poun pase lan mitan de kay yo poun ta krepi mu yo, ou met banm on mi interseksyon avek misye epi nou menm res te a na fè afè nou ladan. Epi injenye yo te vin tonbe dako avèm. Yo mandem si neg la se te frem li ye. M di non, nou pa frè men selman nou se zanmi. Misye pat menm la, nou fe on antant lan deyel. Neg yo te dim yap kontwi pam lan avan, apre ya fe pa misye a. M di misye non, non, non, pa gen bagay konsa. M pa pral aksepte pam lan fin konstwi epi apre sa ou pral di neg la tè pal lan two piti. Puiskew te di tè a tro piti li paka resevwa de. Kounya lew fin fe pam lan misye pap jwenn kote poul fè pal la. Men pase entelijan, mdi non. Ou pa bezwen kite espas lan mitan pou krepi bo pam, pou krepi bo pa misye a. Bannou on mi, fe mi an sevi nou on inteseksyon. Misye dim eske sa pap kreye problem , nou di non, poutan nou tre bien antann nou, nou te fel konsa. Epi res ki te rete a, nou anaranje, nou fè res konstriksyon pa nou. Heee preske sou menm jan nou te fel la, paske mdiw se te tre solid.

[Valentine PAPILLON]

Ann sa vle di a la fin, ou vin agrandi kay paw la kounya ?

[E4]

M agrandi pam lan.

[Valentine PAPILLON]

Eske kom gen lot bagay yo te fe andann ? M pa konnen, tankou grose espas yo, chanm yo komsi eske grose bagay sa yo te tro piti oubyen yo te adapte ?

[E4]

Pou mwen chanm lan te akseptab.

[Valentine PAPILLON]

Ok.

[E4]

Se vreman on bèl chanm kay, wi li te akseptab.

Lot sam pat renmen anko se te elektrisite a. M ka dako lè konstwiksyon yo diw si yo pase elektrisite a andan beton an lap gen fay, m pa gen pwoblem men. Ou paka wap mete elektrisite a deyo, ak kisaw fel ? Ou fel a tiyo elektrik. Gen moul plastic yo fe pou sa. Wap fel a moul plastik paske deyo a tre bel de bagay men neg yo fel ak on vye bout tiyo won, vye bout tiyo elektik pou met andan beton. Ca c'est a corrigé.

[Valentine PAPILLON]

Hm, m konprann. Men eske tankou bagay dlo bagay sa yo yo te gentan pase tout tiyo etc. paske moun yo, yo di nou men kisa yo te fe, men siw pa rankontre avèk moun komsi kite vreman resevwa kay lan ou pap janm vreman konpran kisa yo te retire ak kisa yo te fe vreman.

[E4]

Douch se manyel, lan bokit pouw benyen. Pat gen oken atant. Evye a, wi yo met evye a se vre menl yo pa alimante. A nou di se te vreman akayik. E kantite kob yo ta di nou ke kay sa koute a lepok la, ou we se se gagot. Heu, ou we sete gagot. Sa yo se bagay ki ta merite korije, si ta gen yon proje ki ta merite vinn Ayiti konsa anko.

[Valentine PAPILLON]

Men se sa paske ide a la se di tet ou ke Ayiti sonw kote bagay sa yo ka rive anko. E ke si sa ta rive fok gen on seri de intevansyon ki kapab fet. Travay map eseye fe lekol la se gade, ok men kisa yo te fe lan proje sa, eske se on bagay ou ta supoze refe ou bien gen bagay poun korije ou konprann ?

[E4]

Refè ! Ann di a 70% refè. 30% akseptab men 70% rekorije. Paske majorite moun pat satisfe. Jan yo te fel. Pou mwen menm ti satisfaksyon mgenyen an mpanse... menm ka diw 60-70 % moun se konsal te ye tou. Ou santi sonw kay kap fet ou santil solid. Yo komanse byen anfom avek baz la, byen korek men... Ti sa yo bay la li tro mizerab.

[Valentine PAPILLON]

Men tankou leum pale avek moun yo. Tankou mte gen on randevou avek kek moun ki tap bati kay yo, yo dim yo te plis eseye fel en fonksyon de sa moun yo te genyen, tankoum ta diw... Yo di “Ah gen moun ki pat gen ase te, ki fe yo paka fe on bagay ki pi gwo”. Paske yo dim ke espas yo te vreman sere donk yo pat ka bati on lot...

[E4]

Men banm diw yon bagay, tande, ok... La madame, m pa gen pwoblem a sa yo di a. Sa vle di tout moun lan Potoprens te gen on 100em tè ? Tout moun lan potoprens te gen demi 100em te ki fe tout standa la ? Tout net standa wi, sof Morne Laza, gen kek kote. Bon pral diw li telman standa, moun lan pap ka kite espas la ate pou ou poul al baw on etaj. Ou konprann ? Siw we moun lan se (….). Men sam konprann. Si yo te ka pran de chanm, yo te ka fe on 2 chanm ate. Poukisa yo oblige fe on, mete on etaj ? Se paske yo pa. Standa madame, tre standa tout net. [Selon sam wè, selon sam kompran tou. Jan komsi yo deside bow on chanm kay. Se komsi malgre te a gen dwa, ann pran examp lakou lakay ou a. Malgre li ka pran pi gro wi men yo fel lan mitan on fason komsi yo pat... menm leuw ta di pozisyonel plus sou kote oubyen ou kompran ? Pou siw ta vle fe on bagay apre. Yo just fel lan mitan epi wa degajew. Siw bezwen wal fe kat fasad, asureman ou gen mi pouw al kraze.

[Valentine PAPILLON]

Hm, mkonprann. Bon sa vin on ti jan problematik, siw metel on fason ou vin soti gaspiye te a sim byen konprann.

[E4]

Gaspiye te a ! Si yaksepte avew yal lan on pwen. Yo fel lan on pwen pou ou epi yo kite epi yo bon misye oubyen madame ou gen tout res bagay lan menw la pouw agrandi ok, men. Lew al mitan teren an ou fel. Se deranje moun yo se bay moun yo plus travay pouw fe.

[Valentine PAPILLON]

Men eske komsi, le yo tap batil lan ou te prezan sou chantye an ou te ka kom pale avek moun yo oubien ou yo pat vle vreman tande ?

[E4]

M te la . M te la, au jour le jour.

[Valentine PAPILLON]

Paske yo dim komsa fok moun yo te la. Gen moun ki te supoze bay materyo. Gen moun ki te oblije travay, mpa konnen kisa ou te fe.

[E4]

Sa bo kote pam m pat bay menm on bokit sab. Selman mte la mte konn bay neg yo konsey. Neg yo te gen dwa ret la, soley lan te cho lan ko yo, mte gen moyen machte on coca, machte on toro bayo ou konprann ? Anyen ki pat deranje mwen. Menm te tou pre a, mte toujou la avek yo chak jou, sof lem pa la. Leum pa la, mte gen moun kite rete ki te toujou avek yo.

[Valentine PAPILLON]

Men lè konsa, eske gen de bagay kamem ou te mande yo fe, ke yo te aksepte fe lan kay la ? Apre kay ou te fin kole avek mesye a.

[E4]

Zanmi an ?

[Valentine PAPILLON]

Wi, men eske gen bagay kom andan kay la yo te aksepte chanje oubyen ke ou menm ou te vreman pat dako avek sa yo te fe a ou konprann ?

[E4]

Sam te mande yo fe pou mwen, se kite res pwent beton an san yo pa fenmenl, jus pou mwen menm te ka kontinye. M pat bezwen al lan kwaze, paske beton an te vreman konpak, vreman du. Leuw pran gade ou pral peye on moun anko pou koupe pou chache atant fè yo kite pou ou a. Li te vreman, li te on ti jan deranjan. Ou konn peye neg la pou fe sa pou ou, wap gade neg la kap bese a kout mato nan ti monnen wap bali a, li te on ti jan deranjan. Eke m te mande neg yo just kite atant lan pou mwen, ou pa bezwen fini finisyon. Bon yo dim fok yo fe foto, fe video pou montre kay la fini. Grenn sa yo te fe pou mwen e te aksepte avem se res atant ki rete lan poto anle yo te vle koule on beton avel. M di yo non yo pa bezwen fe depans sa, yo te kite siman ate avek sab la yo te kitel. Leu yo te vini pou yo tounen avel di non. Sa te pou mwen'l ye, se poto a nou ta pral koule avel, mdi nou non kitel pou mwen, mkonn sam pral fe avel. Epi nou te kitel pou fe res, m te koule on senk range blok senti m te bezwen monte anle a epi m fe res anle a avk playwood mwen poum t eka gade plus espas.

[Valentine PAPILLON]

Men banm diw on bagay, eskew konnen poukisa lan zone paw la yo pat banou etage tankou sa yo te bay lan Laza yo ?

[E4]

Saaa ! Hm non mpa gen explikasyon paskem we tout fet on sel fason. Gon eksepsyon ki te genyen se kotow we anbaa (...). Menm ap poze tet mwen kesyon, eske se pa moun ki te fe yon antant avek yo tou. Men apre sa tout Nérette la ret la net. Pou mwen sete yon bagay konsa. On sel la. Men apre sa se Mon Laza, leum mennen anket mwen, m chache konen yo dim se yok fel yo pa bay anyen, se yo ki deside mete nivo a sou li .

[Valentine PAPILLON]

Donk ou pa tro kompran poukisa yo ta fe sa ?

[E4]

Saa m pa gen explikasyon sa. M pa konen, si sonw jan moun yo konn di, si sonw gresse pat, si sonw bagay men…

[Valentine PAPILLON]

M kompran wi. M jus ap eseye konprann ak sa yo explike avek kisa ki fet, poukisa yo te pran on seri disizyon en fonksyon de zone yo, ou konprann ?

[E4]

Epi ehh, lot bagay m te konsevwa, m te we neg yo gen kontwol yo pat genyen, gen kontwol ki pat genyen lan materyo ki tap bay yo. Tankou siman kap met sou chantye, blok sab. Gen lot neg ki lan konstwiksyon yo ki retire siman depi lan wout. Se apre wap tande siman pa kont, epi res siman vini anko. Gen blok, kom nou menm nou te lan menm lakou a nou te just demenage mete lan lot espas. Nou te gen komtwol

bagay nou lot neg pat ka vin bwote bagay sou chantye yo. Menm pwopriete kay yo genyen ki kon retire lan blok lan siman. M te di bo kote pam nan sam pa ladan, san sak siman yo bay san sak siman yo ap ret la poul fel. Men bos kap retire pou vann sam pat dakol kote pam. Men sa se te preske san kontwol.

[Valentine PAPILLON]

Men sa vle di yo te bow materyo kay ou a. Ou te gentan genyen yo epi se jus ou menm kite chwazi suveye yo epi lot moun yo menm chak moun veyel on fason, m pa two konprann ?

[E4]

Sa se mwen kite chwazi suveye yo. M te di ke imajinew nou met depoze yo la san ke kase. Yo depose yo vreman epi chak stock ki fini yo fe pot lot vini epi yo kontinye konstriksyon yo, juskaske yo fini. E sa pat… m pa raplem kombyen tan sa te pran non men se te lan fason sa anko se te tre rapid pat gen twop tan ki te pran.

[Valentine PAPILLON]

Ok, m ta renmen fe on ti kompran kijan pwosesus la te fet komsi depi lan komansman. Eske pa examp ou menm, lè yo te vin chwaziw lan eskew te lan kan leu sa oubyenw te gentan lan katye paw la ?

[E4]

Mwen te lan kan, yo te bay on afe de 20 mil goud pou moun kite kan kotow ye a pou retournen lan espas ou te ye a siw pral fe amenajman. Mwen menm li te banm 20 mil goud la, m te vin jwen on moun ki te vin dim men tel kote poum ale map jwen on shelter. Yo te vinn banm on shelter, mwen mete shelter a lan espas kote yo te fel pou mwen an apre se yon afè de pwosesis. M vinn al pase lan on lot pwosesis kote moun ki tap vann mwen tè a li aksepte al lan 16/6 li al siyen pou mwen. Poul di wi yo met konstwi pou mwen san pwoblem. Epi vreman vre yo vinn komanse avek konstwiksyon an pou mwen.

[Valentine PAPILLON]

Men eske anba komsi tankou pa eksanp lan katye paw la. Eske se tout moun kite lan kan yo yo fe kay yo oubyen on seri de moun paske mtap poze tet mwen kesyon, eske sa pat kreye pwoblem kom…. ?

[E4]

Gen moun ki pat pran, gen moun ki pat pran pa rapo a janl te ye a.

[Valentine PAPILLON]

Koman sa ?

[E4]

Gen moun ki pat aksepte paske lè yo di sonw chanm kay yap bay (…), yo di non yo pap aksepte.

[Valentine PAPILLON]

So yo pat aksepte paske yo te wel te tro piti oubyen ?

[E4]

Yo wel two piti, yo te twouve se two piti, fok o moin li ta plis.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok. Men pou koze kob kay la, kob yo te bay la. M tande yo te bay kob komsi pou moun te lwe kay, komsi pou te soti lan espas kan yo, men eske komsi menmsiw te pran kob sa ou te ka toujou stil bati kay lan kanmenm ?

[E4]

Ehhhh ! Poum diw mwen menm janm diw la yo te banm 20 mil goud otomatikman yo te banm 20 mil goud la, m pa kwem te fe 15 jou anle m te tout swit antame pwosesus shelter a. Li te vini tou konstwi yo te vini depozel pou ou. Yo fe ate a pou ou, ou menm ou bay kontwibisyon paw. Yo anmenaje ate a, yo vin depoze shelter a pou ou epi rapid, m te kite kan an ehhh ki lot bagay ou te di anko ?

[Valentine PAPILLON]

Non se sa wi paske anfet m pat fin two kompran. Vu ke kay yo pran on paket tan pou yo kontwi, m pat kompran kisa moun yo te fe an atandan ke kay la finn bati paske yo pat pale de shelter a.

[E4]

Avek intelijans pam. M te gen yon zanmi ki te gen on bagay a kote pam lan ki te gen... Men yo te kanpe. Se achtel tap achtel lan men on moun tou e mwen menm m te aranjem m te kouvri anle a. M te kouvri anle a m chaye bagay mwen juskaske pam lan fin konsu epim remonte vin lan pam lan. Men kob yo te bay lan sa patap ka lwe kay se jis on ti bagay yo te bay pou demenajman.

[Valentine PAPILLON]

Ou just an atandan ? Sa vle di pandan….

[E4]

Se te 20 mil goud.

[Valentine PAPILLON]

Yo di konsa ke yo te fe on seri de platfom kominote mpa konen siw te patisipe lan sak te lan zon paw la ?

[E4]

Te genyen kote m ye a men m pa renmen sim fe pati de on organizasyon poum paka bay tanm ladann. M pa renmen poum diw m pral fe yon bagay lan sans figire pa nan sans pwop, m vle a. Oganizasyon sim ap la m la, si gonw reyinyon kap fet fom ka patisipe. Le a m pat la m tap twavay wap gere. M te konn al twavay (...) pou yo. Pa rapo ak sa, m te vin di non yo met patisipe pou mwen m pat antre ladann. Men simpleman se sur mwen te benefisye kek fwa lan sa yap bay par rapo a prela. Ou konen tanzantan soley vle konn kwaze pwela pou ou nan tant lan. Pa rapo a prela m vin benfisyel leu gonw diri ki vinn bay, m benefisyel tou.

[Valentine PAPILLON]

Menm siw pat fe pati de yo, eskew panse ke kanmem mete yo mete platform sa yo, siw te bezwen on bagay lan katye yo oubyen lot vwazen yo, mpa konen. Eske yo te ka plus pale avk moun projè yo atrave platfom lan oubyen platfom lan te kom pat fin fonksyone byen ?

[E4]

Platfom lan, an nou di, lan on sans pwop Ayisien pa bezwen ou fe 100% pou li. Ayisien jus bezwen ou akseptel ou patisipe avel li menm res la lap fel. Janw wem sot diw gen kek bagay lan konstwiksyon kay

yo sete gagot la, anpil gagot lan moun kite prezidan oubyen ki te prezidant yo tou. Gen moun ki kontwi kay san bagay sa. Lan ti saw wek tap fet la. Ou pansel piti epoutan non li pa piti. Wap gade si on kan gen mil ekek moun. Pou moun sa pral fe on kantite oubyen fe on kantite bwa 2 pa 4 kantite tol sou do moun lan ou we sal ka fe ! Sa vle di sa yo tou se te on lot gagot. Ki mande rekorije vreman rekorije…

[Valentine PAPILLON]

Tet chaje ! Men jan m kompran wap di la gen ampil bagay kite supoze amelyore.

[E4]

Anpil, anpil, anpil amelyorasyon ta dwe pote. Si pa aza ta dwe gonw pwochen bagay ki pou vinn konsa an Ayiti.

[Valentine PAPILLON]

Non men se sak fe li enteresan pou mwen echanje avew poum ka pi byen kompran paske lew ap pale avek moun yo, yo plus kom diw wi yo fe tan kay, yo retire tout moun men….

E pa rapo avek katye a menm ? Eske kom ou ka dim … mkonen ou paka konte tout moun men. Eske te gen on gwo pati lan katye a ki te kanmem refete oubyen sa te kreye pwoblem ant sak te vinn resevwa ou pa ?

[E4]

Ann di. Si map konte sou dwet eske gen 50 pwoje 16/6 ? M pa kwe. M pa kwe gen 50 non !

[Valentine PAPILLON]

Wap pale lan zone Nerette lan ?

[E4]

Sou Nerette la. Lan zone Nerette la. Pa bliye gen ampil moun genyen se kay ki fisire moun yo reparel pouko yo ou konprann, genyen janm di la moun ki pat aksepte pwoje sa, men monche si map konte m pa kwe map jwen 50 non. M pa kwe gen 50 non. Tout le moun yo ale yo kite moun yo amba tant wi. Tout le pwoje a kanpe gen moun anba tant.

[Valentine PAPILLON]

Tout le.. ou vle di le yo fin bati kay, le yo ale a ?

[E4]

Lè yo fin bati kay. Lè yo fin dedomaje moun. Ou tande yo retire tout moun lan se pa vre.

[Valentine PAPILLON]

Wi paske yo, yo dim tout moun soti depi 2012.

[E4]

2012, komansman gouvenman Martelly.

[Valentine PAPILLON]

Yo di depi 2012 pat gen moun lan kan yo anko.

[E4]

Wi, men pou otan te gen moun. Pou mwen a no jou te gen moun ki te nan kan toujou. Gen moun ki lan kan de 2012 la a jodia toujou. Fenomen kan, fenomen moun deplase yo, se on vas koripsyon li ye. Se kote neg yo fe kob yo ou konprann san nou pa mete fenomen ki vin monte kounya wi. Nap pale de 12 Janvier.

[Valentine PAPILLON]

Wi, wi, se 12 janvye a selman. Se pwoblem tranbleman de tè a nap pale.

[E4]

Wi gen moun m gen imprensyon jouka jodia ki lan shelter toujou. Gen moun ki te gen kay, kay li kraze li lan shelter.

[Valentine PAPILLON]

Men apre tranbleman de te a sa vle di ou menm ou te kom vinn achte on lot tè sim te kompran pouw te vin fe pwoje a.

[E4]

Ehh. Pwoje kotem te ye se achte m te achte tè a. Mwen te lan on lot katye avwazinant, pa two lwen. Se just on janbe selman m te vinn achte tè a poum k pase la. Kotem te ye lot bo a te kwaze e nou pat deside ret lotbo anko, nou pat deside rekonstwi anko.

[Valentine PAPILLON]

Donk, e lè sa ou desidelan Nerette lan eben ?

[E4]

Se lè sa mwen vin deside abite lan Nerette lan. Vreman vinn stab Nerette.

[Valentine PAPILLON]

Tet chaje … M twouve istwa li vreman interesan lew pale avek moun ki viv li vreman.

[E4]

Lew jwen moun ki viv istwa a se vreman bel.

[Valentine PAPILLON]

Se pa menm bagay. Eh, gen on seri de moun ki di yo te fe on seri de infrakstructure, pa egazanp teren football , oubyen gen de zone yo te fe kanlizasyon dlo, twotwa oubyen wout. Jan de bagay sa yo. Kisa ki te fèt Nerette ?

[E4]

Ok. Ou di yo nou viv tou lè 3. Yo te fe on teren, yo fe on teren anlè a yo jwe basket sou li, yo jwe football sou li. Bo kotem ye la egzakteman, gen youn ki te vreman gran, si yo pat kite moun te pranl yo te konstwi, yo fe kay, yo te achte. Bon yo met di se met teren an ki te vann li men paskel te vle. Sonw teren football yo pat ka kitel fel, men anlè Nerrette pi ba Villa Therese la. Gen yon ti terin football yo fe avek beton, yo jwe football tikan sou li, yo jwe basket sou li. Pwoje dlo a, kanalizasyon an komanse fet li kanpe. Yo fe rezevwa pou te vin alimante sitenn yo sa pa janm fet. Twotwa yo, ann di 60-75 % fini gen dekote twotwa sonw sel bo ki genyen. Yo fel avek adoken.

[Valentine PAPILLON]

Tale sim byen kompran te gen on teren komsi yo te fin fe men met teren an te vinn vann li ? Epi apre sa lot moun vinn bati ?

[E4]

Non se pa sa non, teren yo fe a li egziste a no jou football ap jwet sou li, basket ap jwe sou li. Li egziste. Gen on buro ki te fet anle a tou. Komite zone lan neg yo pranl yo fe afe pa yo avel. Yo fe afe pa yo anle a bo teren an. E te on buro le yo te gen reyinyon pou stoke materyel.

[Valentine PAPILLON]

Nou tap pale de bagay espas publik avek dlo bagay sa yo si yo te mete, tankou sanitaire, tankou twalet bagay sa yo.

[E4]

Kyos yo, yo fè kyos yo se vre. Anba Nerette ou gen 4, te supoze gen 4 kyos. Men yo pa janm vin alimante yo ak dlo. Bon gen youn lan kyos yo gen on polisye ki pranl. Li kwazel li fe kay li ladann.

[Valentine PAPILLON]

Sa vle di yo te finn pare espas yo men yo pat vreman…

[E4]

Prepare, prepare epi yo fe afe pa yo. Ou konen anyen Ayiti pa janm fini. Wi, 4 kyos anlè Nerette gen youn. Sel sa anle Nerete la ki alimante. Sa li menm gonw neg ki pran li, li fe bagay pa li avel. Denyeman la nou tap fe reyinyon chache moun yo, chache rekiperel. Men amba isit, anba Nerette lan la, yo youn pa alimante. Tout se menm suite pwoje kay sa.

[Valentine PAPILLON]

Wi yo te supoze ajoute dlo apre, si tout bagay te gentan la

[E4]

Si kob depanse, ann di 16/6 sonw proje an commun accord avek leta ayisyen. Pa gen anyen ki dwe di anko. Manman tiyo yo pase, tiyo 4 pous. Anba tout bagay ou we la yo. Sa ka rive kounyaa tiyo yo kwaze oubyen si yo kite yo, yo pat mete kap ladan yo te desann ladan ta merite netoye, men si map sonje tout koneksyon yo fet avek kyos yo. Se selman anle a apre otel la ki pou te ret fe koneksyon. (...) rive anle a se sa selman. Pwoje inacheve.

[Valentine PAPILLON]

E tout koze sanitaire toilete sa yo. Eske yo te mete yo andan kay yo oubyen ?

[E4]

Wi yo mete twalet yo andan kay. Gen moun ki pat, yo pat vremen fe on sort de ti seminè kek ti bagay pou moun yo byen kompran, byen fonde chato dlo yo mete anba. Lan kay la yo fouye on trou yo depoze yon chato dlo 200 gallon, epi yo pran tankou yon lot droum ki pran 12 bokit yo mete devan yo fe fos septik yo pou bagay desann ladann. Gen moun ki pat konprann yo byen pami lekel mwen menm sonw moun kite twouvel tro piti tou, m retirel puiske m te gen on fos tou nef tou, m te retirel m fe kondwi an mal metel lan fos tou nef m te genyen an. Puiske trou chato dlo 200 gallon an se andan kay la li te ye,

m tou kite trou a m just koule on beton sou li, poum ka kontinye on resevwa sou li. Epim te retire cho dlo a m te utilisel deyo, men tout sa se paske moun yo, yo pat bay bon explikasyon. Wap gade a no jou, oken twalet pako janm plen depi lel fet la. Sa vle di se paske moun ki te fel yo gen kek explikasyon ki pat genyen. Mwen m te gen on injenyè eki te explikem, se mwen ki te vle retirel paskem te gen lot fos ki te tou nef la, m te vle kondwi tiyo a met ladann e m te retire chato do a poum te sevi avel.

Men pou twalet yo, nou k a di inacheve tou, wap gade kibo on moun ap fe twalet la, li pa mete tiyo anle, li pa mete atant pou dlo ta desann. Se selman yo depoze twalet la pou yo selman. Men yo mete on twalet yjenik ki pa konekte a anyen ki pa gen dlo ki desann lan rezevwa, ki pa gen anyen. Men se vreman sonw travay inacheve…

[Valentine PAPILLON]

Poukisa ou menm ou te chwazi pran pwoje a kom ou dim gen moun ki pat vle, ki pat dako ?

[E4]

Mwen te chwazi pranl se paske mwen di ma gen on komansman epi res la ma kontinyel. E se sam fe vre. Annou di laa janm diw la pam lan kole a pa zanmi an lan mitan a goch a dwat devan se mwen ki pete pwent beton an ki kontinye.

[Valentine PAPILLON]

Sa vle di ou menm ou plus wel kom on pwemye etap apre sa ou agrandil janw vle.

[E4]

Yeah, epi mwen menm magrandil janm vle an.

[Valentine PAPILLON]

Men eske tankou, a lepok ou tap gen posibilite pouw te kom metonw pati kob pouw te fel pi gwo oubyen li tap tro difisil pou ou lan moman eke li preferab ke lew gen kob la, lew kapab ou just agrandil ?

[E4]

Se egzakteman saw di a, lan moman m pat gen moyen. Pandan ya fel la m te gen dwa tou kontinye ave yo wi. M te gen dwa fe on atant ak bos yo, yo tap kontinyel pou mwen. Sim te fe on antant ave yo m te di yo ann kontinye, ann fe sa yo tap fel. Men m pat gen moyen leu a m te just kite yo fel epi mwen kontinye res la. Gen moun ki te pete diskisyon ave yo, lan pwent beton yo te vle finn fe finisyon an gen moun ki pat dako ave yo. Gen moun ki te fe yo kite sa. Men mwen puiskem te aksepte (...). M aksepte norm lan janl ap fet la.

[Valentine PAPILLON]

Men pa rapo avek kay yo eske gen moun ki vann kay yo oubyen pifo moun yo se yo ki te resevwa ?

[E4]

Moun yo toujou ret ladan yo, m pa kwe, m pa gen info sa. M pa kwe gen moun ki vann kay yo.

[Valentine PAPILLON]

Se toujou menm nou menm lan ?

[E4]

Se menm met kay la kabite lan kay la oubyen li pa lan zone lan l anfemenl. Pral onet avew pam lan sonw moun ki abite ladann mwen mabite anle a.

[Valentine PAPILLON]

Komsi ou lwe pati anba ?

[E4]

M lwe pati anba epim monte anle mwen menm.

[Valentine PAPILLON]

M kwe yo fe san lan Mon Laza ak Mon Hercule kom yo te gentan gen etaj yo lwe pati anle yo.

[E4]

Wi Mon Laza tou.

[Valentine PAPILLON]

Enben ok men m byen kontan tout explikasyon sa yo paskel pemet mwen we pi kle pa rapo avek kisa ki te fet sak ta dwe amelyore.

[E4]

Wi se importan, m te di zanmi an map bal ti tan an puiske lel explikem sonw zanmi ki lan menm etid ave li m dil san pwoblem. Map bal ti tan.

[Valentine PAPILLON]

M pa vle pran twop tan men sin te ka fe on ti konklizyon sou sa nou sot di yo la. Ou ta fe on ti konklizyon pou nou.

[E4]

Sa mwen te ka konlu pou ou se preske… Si nou fe on briefing de sann sot di yo. Se amelyorasyon janm te di pou yo pote lan beton an ki two gwo. Si pa aza ta gen on bagay konsa ki tap refet anko, siw fe douche la fow mete atant o mwen pou moun lan si lap benyen li pa oblije gen bokit poul benyen, evye a pa gen atant lan tou. Se jus mete evye an la, yon moun vle lave yon veso se degajew vide dlo nan basin an epi fe sa pouw fe a. Nou ta bezwen on ti seminè. Fè moun yo swiv on sot de ti seminè. Kijan pou yo kompote yo, kijan pou itilize sa plus ou mwen byen. Mwen we yo pat fe. Siw ap bay moun lan kay la pa al lan mitan kay la just lagel. Pran yon pwent, komansel pou li lan on pwent. Epi tro gagot o nivo materio.

[Valentine PAPILLON]

Gagot lan se plus moun kap travay oubyen moun ki lan zone lan ki fel ?

[E4]

Si li moun zone lan se kote ki gen dezod. Bo kote pam pat gen dezod em te fwennen boss yo tou ki paka fel. Men gen kote boss yo vann siman. Lot bagay nou pat abode, yo tyen ke se yo ki vinn ak penti yo ou pa gen chwa penti. Yo vin ak on ekip koule penti, m pa kache pa diw, se bagay tet chaje.

[Valentine PAPILLON]

Koman sa ou pat renmen koule yo ?

[E4]

Gen on bann koule vèt, ble e roz. M gen moun ki tankou mwen menm m kite yo metel apre sam kouvril ak penti pam. Gen on bo yo te komanse pentire lem gade m di mesieu kite penti a la ma achte lot penti mwen melanjel, m te vin fe afe pam avèk res bo a.

[Valentine PAPILLON]

Men komsi bagay penti sa yo te palem de sa tankou yo dim konsa ke pou yo te ka montre ke pwoje a ap mache epi yo di ke le fet ke yo pentire moun yo te vin plus kontan, yo te panse ke ok pwoje a pran. Donk se konsa yo te explikem li, ke komsi yo te vin pentire paske sa te motive tout moun paske yo te we ke pwoje ap avanse.

[E4]

Penti a annou di se kelke moun menm jan avem ki gen dwa pat dako. Men majorite moun te pentire.

[Valentine PAPILLON]

Men ou dim on bagay fok nou ta sansibilise moun yo sou on seri de pwen. M konen yo te fe kek fomasyon pou on seri de boss.

[E4]

Wi te gen sa, avan pwoje a te komanse, yo te fe seminè pou boss kap vin fe travay lan kay yo. Men se te bon. Ou we gen amlyorasyon pou moun ki boss mason kap konstwi a.

[Valentine PAPILLON]

Eske ou menm pati w fe kote ou agrandi kay la, eske ou te fe apel avek boss sa yo oubyen ou te chache lot moun ?

[E4]

Mwen te gen neg ki te suiv semine men lot kote.

[Valentine PAPILLON]

Tankou lan lot katye ?

[E4]

Non ki lan bos kotem ye a men ki swiv semine lan lot kote. Se pa moun sa yo.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok. Men kanmm yo te swiv seminè sou bagay twanbleman te etc, paske se sak te poze anpil pwoblem anvan ?

[E4]

Wi, wi. (...). M pa deranje non si pa aza on lot leu anko ou gen on lot ti pale de jan de bagay konsa.

[Valentine PAPILLON]

Non, pa gen pwoblem non. Sa tap fem plezi, menm siw ta gonw moun ou konen ki te ap aksepte reponn de, twa kesyon tou poum te ka wè avel.

[E4]

Map chache pou ou epi map fe Sem konen.

[Valentine PAPILLON]

Mesi anpil paskem wew sonw moun ki okupe anpil men ou banm tan kanmm.

[E4]

Mwen m toujou dispoze, disponib pou jan de bagay sa yo paske m gen etidyant tou. Sa pap deranjem ankenn sans. (…)

Entretien 5 : Ingénieur architecte et professeur

[Valentine PAPILLON]

Parfait. Juste pour commencer, je voulais d'abord vous demander de vous présenter un petit peu, présenter votre parcours.

[E5]

Alors, je suis, en fait, j'ai un diplôme d'ingénieur architecte de la Faculté des sciences de l'Université d'État d'Haïti. Et par la suite, j'ai fait un D.E.A., un diplôme d'études approfondies à l'Université Ex-Marseille 2, en géographie urbaine. Ce qui fait que, à mon retour en Haïti, alors, avant de partir, je travaillais au service de planification urbaine du ministère des travaux public. Donc, à mon retour, j'ai réintégré le ministère. Et là, j'ai eu la chance de travailler sur des projets d'urbanisme. Donc, il y avait une actualisation de la première étude d'urbanisme sur Port-au-Prince. Donc, j'ai intégré l'équipe. Et par la suite, j'ai continué à travailler, alternativement, en fonction des disponibilités de travail, et en urbanisme et comme architecte.

[Valentine PAPILLON]

Ok, parfait. Merci.

[E5]

Comme architecte que j'ai eu la chance de connaître Anne-Marie, parce que la firme. En fait, on s'était associés à la firme Aedifica de Montréal et on avait monté une firme conjointement avec eux, Aedifica Sud. Et Anne-Marie, à un certain moment, a travaillé pour Aedifica, son mari également. Donc, elle était rentrée en Haïti. Elle suivait des projets à Port-au-Prince. Donc, c'est à cette occasion-là que j'ai eu la chance de la rencontrer.

[Valentine PAPILLON]

OK, parfait. Merci beaucoup. Et du coup, par rapport au projet 16/6, est-ce que vous pouvez me donner un petit peu ce que vous en savez, votre lien, ou comment vous avez un petit peu suivi ou perçu le projet ?

[E5]

Bon, comme je vous disais, je n'ai pas travaillé pour... Alors, c'est un projet qui a été exécuté, en fait, en partie par l'UNOPS et par l'UCLBP, une structure publique qu'on avait mis en place au niveau de l'État haïtien. Alors, il se trouve que mon bureau a eu à travailler pour l'UNOPS. Donc, j'ai connu des gens qui avaient travaillé pour l'UNOPS, à la fois des nationaux et des étrangers. Et ensuite, l'UCLBP, on a fait aussi d'autres projets. Donc, j'ai eu la possibilité de croiser ou bien de discuter avec des ingénieurs

de ces deux structures-là. Mais aussi, comme je suis Port-au-Princien et que je suis dans la ville, j'ai vu les choses qui se faisaient. Donc, j'ai pas une idée très précise, mais j'ai une assez bonne idée de ce projet-là.

[Valentine PAPILLON]

Puis même en tant qu'architecte ou urbaniste, vous avez aussi une certaine vision de ce qui a été fait, enfin, un regard différent.

[E5]

Oui, oui, oui.

[Valentine PAPILLON]

En fait, ici, je voulais passer à travers certains points qui ont été faits au niveau du projet. Et juste, vous pouvez me donner votre avis par rapport à ça ou vraiment un avis personnel. Il n'y a pas de problème, même si vous n'avez pas forcément travaillé dessus. C'est très intéressant de pouvoir avoir d'autres visions.

Alors déjà, ce que j'essaie de comprendre, c'est de me dire, bon voilà, en 2010, il y a certaines choses qui ont été mises en place. J'ai choisi d'étudier ce projet-là. Et l'idée, c'est vraiment de voir, bon, qu'est-ce que nous, on pense qui est assez bien, qui devrait être reproduit ou qu'est-ce qui est plutôt questionnable et qu'on devrait envisager différemment à l'avenir. Donc, juste pour remettre un contexte, le 16/6 avait quatre composantes. Ils avaient une composante où ils s'occupaient de tout ce qui est le retour dans les quartiers. Donc, ils essayaient de retirer les gens qui étaient dans les camps pour les reloger dans leur quartier d'origine. Il y avait une composante qui était orientée tout ce qui était logement, donc reloger les gens, construire des maisons ou faire des réparations. Une composante tout ce qui était infrastructure, donc comment est-ce qu'on va faire des routes, des trottoirs, gérer l'eau, etc. dans les quartiers. Et la dernière composante où ils devaient faire un recensement un petit peu, une trace écrite de ce qu'ils avaient fait pour qu'on puisse avoir assez de documentation par rapport à ça. Donc voilà, je pense que ce serait plus intéressant qu'on discute de tout ce qui est logement et tout ce qui est infrastructure au niveau urbanisme.

Est-ce que vous avez déjà quelque chose que vous voulez dire par rapport à ça ?

[E5]

Non, rien de particulier. Effectivement, l'objectif principal au départ, c'était de déplacer les gens des camps. Alors, à la fois, il y avait des camps sur des espaces publics comme sur les parcs, au Champ de Mars en particulier, et ça posait des problèmes. Et aussi, il y avait des camps sur des terrains privés. Donc les terrains privés, dans certains cas, c'étaient des espaces de jeux ou même des terrains où il était prévu de faire des projets d'usines, par exemple. En fait, c'était une priorité, parce qu'au-delà de ça, il y avait aussi un problème d'images et même d'assainissement aussi. Alors, il faut que je vous dise, dans les faits, certains ménages ou certaines familles qui étaient dans les camps, ils n'étaient pas vraiment victimes. Donc, être dans un camp, c'était l'occasion de bénéficier d'une aide quelconque pour un nouveau logement ou bien de recevoir au quotidien régulièrement des fonds ou des biens, etc. Donc ça, c'était une stratégie que les gens savaient. Il y avait la nécessité de déplacer les gens pour mille raisons. La réalité, c'est qu'il y a effectivement eu des quartiers entiers qui se sont effondrés et les gens ne pouvaient pas revenir. Ou bien, si on devait reconstruire, il fallait avoir des structures adaptées à ces sites-là. Maintenant, le problème, c'est que ça a un coût énorme. Dans la réalité, ce qui a été fait,

c'est qu'on a essayé des prototypes. Puisque quand on prend le volume de logements réalisés par rapport aux besoins, c'était faire des prototypes.

Et puis, l'autre réalité, il fallait aussi, en fait, c'est propre aux ONG, aux structures internationales, documenter tout ce qui a été fait. Laisser avoir une trace écrite, c'est utile. Ça permet de comprendre et d'éviter de répéter des erreurs dans le futur.

[Valentine PAPILLON]

Il y a différentes solutions qui ont été mises en place. Il y a par exemple des ONG ou d'autres personnes qui ont choisi de faire table rase, de commencer sur des terrains vierges et ce genre de choses. Et le projet 16/6, ils ont décidé d'aller intervenir dans des quartiers qui étaient déjà préexistants à la base.

Comment est-ce que vous percevez cela ? Déjà, comment est-ce que vous qualifierez les quartiers où ils sont intervenus ?

[E5]

Bon, je pense que de ce que j'ai observé, il y a un certain parti pris qui n'est pas propre à ce projet. Parce qu'une bonne partie des interventions ont été faites dans le périmètre de la commune de Pétion-Ville. Alors, je vous rappelle que Port-au-Prince, c'est une aire métropolitaine qui s'est développée sur… En fait ça dépend mais moi, je considère que ça s'est développé sur neuf communes. Pétion-Ville, c'est la deuxième commune en importance. Pas démographiquement, mais en termes, je dirais, socio-culturels à l'échelle de l'agglomération. Port-au-Prince, en fait, la ville, la capitale, si vous voulez, c'est là qu'on trouve la ville coloniale. Pétion-Ville, c'est la deuxième ville en termes d'importance socio-culturelle. Et on peut voir qu'il y a une bonne partie des projets qui ont été réalisés dans cette commune-là.

Bon, pour des raisons, et à la fois le fait que, moi je pense, les bureaux des organisations qui intervenaient à l'époque à Port-au-Prince, c'était pour la plupart à Pétion-Ville, donc il y avait, selon moi, une certaine facilité pour aller sur le terrain. Et aussi le fait que certains responsables étaient des gens qui avaient grandi à Pétion-Ville. C'est un peu carré, c'est un peu vite dit, mais c'est la perception que j'ai.

Et parce que dans certains quartiers de Port-au-Prince, en fait, dans certains quartiers de certaines communes, par exemple Carrefour qui a été très affecté, il y a eu des interventions, mais pas... mais en fait, d'une certaine manière, en fait, pas aussi importante que sur Pétion-Ville ou sur Port-au-Prince ou Delmas. Par exemple, il y a eu plein d'interventions à Delmas, alors que dans la réalité, Delmas était moins affectée que Port-au-Prince, Pétion-Ville. Pétion-Ville un peu moins, selon moi, il y a... Donc c'est... il y a, en fait, je veux dire, c'est pas... En fait, il y a le parti pris, si vous voulez.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends. Ça, c'est dans le choix, on va dire, de la localisation où ils ont été.

[E5]

Il y avait aussi une... bon, il y avait aussi le... c'est pas qu'il y avait des terrains, mais par exemple, on a développé un camp à Corail qui est très excentré par rapport à ça.

Mais c'est parce qu'il y avait des terrains de disponible là-bas et il y avait l'obligation de déplacer un certain volume de personnes. Donc c'est un petit peu assez compliqué, en fait. Ce n'est pas aussi simple que ça paraît.

[Valentine PAPILLON]

Mais en fait, j'ai une question parce qu'il y a tout un débat sur le fait qu'ils sont intervenus dans des quartiers que certains qualifieraient plutôt d'informels ou de bidonvilles. Et du coup, je voulais savoir votre avis sur le fait d'aller retravailler dans ces quartiers-là. Est-ce que vous pensez que c'est un atout, justement, de retourner les gens dans leurs quartiers d'origine ?

[E5]

Bon. Eh en fait, moi, j'ai en tête trois ou quatre quartiers là où il y a eu des interventions. Alors pas que, par exemple, Bricard ou bien des projets financés par la Banque mondiale. En fait, c'était aussi l'occasion de structurer ces quartiers parce que les accès n'étaient pas... les accès étaient mauvais et il n'y avait pas de route ou bien c'était des petits chemins assez dangereux. Donc ça a donné l'occasion de faire des opérations. Parce que dans la réalité, ce qu'il faut avoir en tête, c'est que Port-au-Prince, c'est un bon deux tiers de la population qui vit dans ces quartiers-là. Même quand en termes de superficie, c'est pas deux tiers, mais c'est quand même la grosse majorité qui habite ces quartiers. Comme je vous dis, ça a permis d'améliorer le quotidien des gens en termes d'accès, à la fois d'accès, mais aussi pour l'eau potable et les espaces publics, etc.

[Valentine PAPILLON]

Juste, je vais vous dire quelques quartiers parce que vu que vous êtes de la zone, peut-être que ça vous dira quelque chose. Donc ils sont intervenus à Morne Hercule, Morne Lazare, Nérette, Villa Rosa, Morne Hébeau, Fort-National, Jean-Baptiste et un peu Jalousie.

[E5]

Les premiers quartiers que vous avez cités, Morne Lazare, Morne Hercule, Nérette, on est dans la périphérie de Pétion-Ville, on est dans la commune de Pétion-Ville. Alors, à la fois Morne Lazare... Morne Lazare en particulier, c'est sur des pentes. Donc ça, c'est un autre élément qui a fragilisé les constructions. Et donc les maisons sont implantées sur des pentes et les fondations ne sont pas profondes. Donc ça fragilise les constructions. Maintenant, Hébeau, c'est à Port-au-Prince et vous m'aviez dit ça encore. Bon, le Fort-National c'est aussi à Port-au-Prince et Ravine Pintade c'est aussi à Port-au-Prince. Mais il y a eu aussi des projets à Carrefour, à Ti sous, je ne me rappelle plus, mais dans Carrefour il y a eu aussi des projets.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport justement au fait qu'à Port-au-Prince, comme vous avez dit, il y a quand même beaucoup de gens qui vivent dans ce type de quartier où les accès ne sont pas faciles, etc. Comment est-ce que vous pensez qu'on pourrait mettre des choses en place pour justement faciliter l'accès à ces quartiers-là ou leur redonner accès à des services ? Est-ce qu'il y a une intervention qui est faite actuellement ou pas ? Ou qu'est-ce que vous pensez qu'il serait possible pour justement changer cet aspect-là ?

[E5]

Bon, il faudrait continuer à faire des accès, des routes. Ce n'est pas toujours évident d'avoir des routes carrossables ou bien des routes qui soient voiturables. Mais des chemins aménagés, des escaliers, il

faudrait continuer à en faire parce que depuis que ces projets-là ont été arrêtés, je n'ai pas l'impression qu'il continue à y avoir des projets dans ces quartiers-là. Il n'y en a pas.

[Valentine PAPILLON]

Pour vous, c'était quand même une bonne chose d'aller intervenir et de remettre ce genre de services sur place et il faudrait qu'il y ait un suivi derrière alors ?

[E5]

Tout à fait. Et l'autre idée, c'est d'avoir une vision. Il faut aller au-delà du quartier parce que les quartiers sont des fois enclavés. Il peut y avoir deux quartiers limitrophes et puis il n'y a pas d'accès. Donc des fois, ce n'est pas des choses très coûteuses à faire. C'est des liaisons. C'est un petit pont à jeter sur une ravine et ça facilite la communication. Par exemple, là où j'habite à Port-au-Prince, j'habite un quartier plus ou moins formel. Il n'y a pas eu de trame. Il y a une route d'accès et des embranchements, mais on est voisin à un bidonville. Pendant longtemps, les gens y accédaient par une autre rue. Mais depuis un certain temps, ils se sont rendu compte que c'était plus facile de passer par ma rue pour accéder chez eux que prendre la rue initiale. Quand ils accédaient direct, ça leur imposait de gravir quelques 200 marches d'escalier. Alors qu'en passant par ma rue, ils arrivaient quasiment au sommet. C'est pourquoi je dis qu'en voyant les problèmes de façon globale, on peut aller au-delà des limites du quartier et voir éventuellement la possibilité d'avoir un maillage, de chemin ou de route.

[Valentine PAPILLON]

C'est-à-dire que l'accessibilité, ce n'est pas que inter-quartier. C'est vraiment comment est-ce qu'on va réussir à connecter.

[E5]

Voilà ! Tout à fait. Alors, il faut que je vous dise que certains, à l'intérieur de ces quartiers aussi, pensent que quand on ouvre les accès, ça ouvre le quartier aux « étrangers » et éventuellement à des bandits ou des voleurs. Ils préfèrent avoir une route d'accès. Dans leur tête, c'est plus facile à contrôler que d'ouvrir le quartier et de faciliter l'interconnexion.

[Valentine PAPILLON]

Le problème, c'est que ça fonctionne dans les deux sens. Parce que si cette route est bloquée par des gangs, elle est bloquée.

[E5]

Il y a des avantages et des inconvénients. Enfin, je reviens au quartier que j'habite, il y a des liaisons piétons, mais il y a un seul accès voiturable. S'il y avait d'autres accès voiturables, ça nous éviterait de perdre du temps dans des embouteillages parce qu'il y a toujours un goulot d'étranglement à l'entrée. Enfin, certains jours, ou par exemple en fin de semaine. Mais les gens, ils restent convaincus pour mieux contrôler les accès, il faut avoir une entrée et une sortie. Il y a la grosse majorité qui a cette façon de voir.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que vous pensez qu'il y aurait une réticence si on venait avec un projet pour faciliter les accès ? Est-ce que vous pensez qu'il y aurait une réticence de la population ?

[E5]

Je dirais oui et non. C'est la communication, le dialogue qui devrait permettre de mettre en évidence les aspects positifs. Ce n'est pas le fait qu'une route manque qui fait qu'un bandit ou n'importe qui peut toujours… Il y a quand même des chemins piétons. Le problème, c'est que ces chemins-là ne sont pas toujours bien aménagés. Il faut descendre une ravine pour remonter. Ce n'est pas pratique. Dans la réalité, ce serait plus positif qu'il y ait un réseau mieux structuré et plus ouvert.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport au quartier où ils sont intervenus, le projet 16/6, dont c'était un quartier assez dense, ils ont créé des espaces publics. Ils ont essayé de regrouper des terrains de différents propriétaires pour essayer de regrouper des endroits où vous pouvez recréer des terrains de football, des espaces publics. Qu'est-ce que vous pensez de cette démarche-là ?

[E5]

C'est une très bonne démarche. Dans ce quartier-là, il y a à la fois une très forte densité et très peu d'espace ouvert. En consolidant des berges de ravines ou en récupérant des espaces résiduels, ils ont réussi à faire des espaces publics qui sont profitables à tout le monde. Il y a à la fois des terrains de jeu ou des espaces aménagés pour les rencontres entre jeunes, etc. C'est une très bonne démarche.

[Valentine PAPILLON]

C'est quelque chose qui, pour vous, est à favoriser, même dans le milieu. C'est vrai qu'il y a certaines personnes qui se disent que ce n'est pas à la priorité, vu qu'on essaie de densifier. C'est justement dommage de perdre cet espace, mais vous n'êtes pas de cet avis-là ?

[E5]

Non, du tout pas. J'en ai vu dans différents quartiers. Alors, ce que j'ai oublié de vous dire c'est que je suis aussi professeur à l'université. Il m'arrive d'accompagner des étudiants sur le terrain. On a fait plusieurs visites de ce type de quartier-là. J'ai constaté comment ces espaces-là étaient utilisés. Ce qu'il faut comprendre... dans ces quartiers-là, les unités de logement sont de petite taille. Disons que si une maison a un logement à trois pièces, il y a deux chambres, une salle globale. Ce qui fait que les enfants n'ont pas d'espace. Tout ce qu'il y a de disponible est mis à profit pour comme construction, soit parce qu'il faut une toilette, une cuisine. Ce qui fait qu'il n'y a presque pas d'espace dans ces maisons-là, ou des activités qui ne sont pas primordiales. Le fait qu'il y ait des aménagements à l'extérieur, ça permet aux garçons, aux jeunes, d'aller, de pouvoir y jouer ou se rencontrer. C'est globalement positif.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport au niveau architectural, quand on introduit certains projets comme ça, parfois ils ont été conçus, on va dire, pas forcément en Haïti. Est-ce qu'il y a des recommandations ou des choses que vous pensez qui doivent être prises en compte par rapport au mode de vie locaux ? Si on veut venir avec un projet, qu'est-ce que vous pensez qui doit être pris en compte pour que ce soit le plus adapté possible au mode de vie sur place ?

[E5]

Souvent, les gens se disent que ceux qui habitent ces quartiers-là sont d'origine rurale, qu'ils ont des pratiques et des façons de faire, la cuisine en particulier. Ça change rapidement. Moi, qui suis dans la ville, j'ai vu que, par exemple, c'est vrai qu'on utilisait beaucoup de charbon de bois pour faire la cuisine, mais depuis un certain temps, les cuisinières à gaz, les prix ont chuté, ce qui les rend à la portée des petites bourses. Le deuxième problème, c'était la distribution du gaz. Là encore, à travers la ville, il y a

plein de stations de remplissage de bonbonnes. Ce qui, il y a une trentaine d'années, paraissait être du confort de famille de classe moyenne ou bien de famille bourgeoise à posséder une cuisinière chez soi, ça s'est démocratisé. Moi, j'ai été chez un importateur et cet importateur-là, il reçoit chaque année 4 ou 5 containers de cuisinières. Ça va justement dans les quartiers avec ce genre de population.

[Valentine PAPILLON]

Vous pensez que des aspects comme, par exemple, la cuisine, ça évolue ? Il y a d'autres aspects qui peuvent évoluer ?

[E5]

Rien que dans ma rue, il y a deux stations de vente de gaz. Comme je vous dis, les cuisinières, elles ne sont pas de qualité, ce n'est pas du haut de gamme, mais les gens les achètent. Ça donne deux ans. Il y a aussi des modèles assez robustes qui ont été développés. Il y a le brûleur qui est acheté et on fabrique sur place un support en métal. À la fois, vous avez de quoi faire de la petite cuisson, mais aussi des brûleurs pour des cuisines ou bien des grosses chaudières. C'est cet aspect-là que je dirais qu'on a souvent utilisé comme contrainte, la cuisine.

Encore une fois, je vous dis, par exemple, dans mon quartier, il y a un certain temps, il y a 8-10 ans, il y avait régulièrement d'énormes camions qui venaient avec du charbon de bois, qui venaient de l'extérieur de Port-au-Prince. Je n'en vois plus, ils ne viennent plus. Il y a deux explications. Il y a d'abord le coût, le réchaud qui est devenu moins cher, le gaz qui est disponible, mais aussi le charbon qui est devenu très cher. Donc à coût égal, le charbon, c'est une complication. Il faut l'allumer, etc. Et puis après, si vous n'utilisez pas tout le charbon qui était, il faut l'éteindre, il faut le mouiller. Je vous assure que le gaz résout tous ces problèmes. Et puis, il y a aussi la fumée. Et ça, c'est un mauvais argument, un argument qui ne tient plus.

[Valentine PAPILLON]

Mais par rapport au mode de vie, ici, vous prenez l'exemple de la cuisine qui évolue. Mais par exemple, en termes de gabarit de maison, prenons l'exemple des gabarits. Qu'est-ce qui, pour vous, ferait sens ? Parce qu'ici, par exemple, j'ai eu l'occasion de discuter avec un habitant qui estimait que les tailles des unités qui avaient été construites étaient vraiment trop restreintes. Qu'est-ce que vous pensez de ce genre de questionnement quand on essaye de mettre en place des solutions comme ça ?

[E5]

Ça, c'est effectivement une contrainte. Mais cette contrainte-là est liée au coût de construction. Et c'est une contrainte, effectivement. On peut toujours faire baisser le coût du mètre carré. Ça demande un certain travail. Éviter d'avoir des chutes. Par exemple, utiliser des longueurs qui permettent d'économiser dans l'ensemble des matériaux. Ça, c'est un travail qui prendrait un certain temps. Il y a aussi au niveau de la finition. Il y a plein de façons de faire. Dans la réalité, ce que font les gens, c'est que les maisons ne sont pas terminées d'un coup si vous voulez. Les murs ne sont pas enduits. Ils prennent logement. Ou bien ils mettent une toiture autour. Il n'y a pas de faux plafond. C'est contraignant. Dans deux ou trois ans, ils arrivent à finir ça. Ou bien s'il y a deux sanitaires dans la maison, il n'y a qu'un seul qui est équipé.

Il y a plein de façons. Mais effectivement, au niveau des projets, c'est lié au budget qu'ils avaient au départ. Et certaines unités paraissaient très petites. Mais dans la réalité aussi, il ne faut pas se mentir, les gens vivent, moi j'ai vu des cas où les gens vivent dans des espaces assez exigus. Moi j'ai vu des situations où le soir les gens sont obligés de pousser les meubles pour dégager de la place. Il y a des

situations à la limite caricaturales, on met un matelas sous une table par exemple. Comme je vous dis en fait, une stratégie que les gens se développent c'est qu'ils font des maisons évolutives. Même s'ils ont un projet d'avoir 4 pièces, ils ne font jamais les 4 pièces d'un coup. Une pièce, deux pièces et puis la maison s'agrandit.

[Valentine PAPILLON]

Donc pour vous la solution évolutive est une bonne alternative alors ? Est-ce que ça permettrait ? Parce que la question c'est toujours de se dire est-ce qu'on va mettre plus d'argent, offrir un module plus important mais du coup peut-être qu'on servira moins de gens ? Ou est-ce qu'on fait des modules plus petits parce qu'on économise ?

[E5]

Oui, c'est une meilleure alternative, faire des unités évolutives. C'est une bonne idée sinon, autre chose, j'ai en tête un projet qui avait été réalisé après le séisme aussi. Au départ ils avaient un budget et il semblerait que le président d'alors il a dit pas question de mettre des volets en bois. Pourquoi ne pas mettre des fenêtres à lames de vitre ? Parce que si vous voulez ce genre d'ouverture on les trouve dans les quartiers riches etc. Ce qui a fait grimper le coût du projet. Donc au lieu d'avoir de réaliser je dirais 500 unités, on a pu faire que 300. Ce choix-là c'est un choix cornélien mais il faut trouver des alternatives. Au lieu d'avoir le maximum d'unités et éventuellement de diminuer sur le fini, sur plein de choses. Parce que comme je vous l'ai dit, les gens ont la capacité. Moi j'ai vu des projets qui sont assez anciens mais les gens les ont modifiés. Vous voyez ce que je veux dire ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends mais c'est vrai que j'essaie de voir quelle est la meilleure intervention. Parce que c'est vrai que parfois on est un peu étonné d'une dimension ou de choses qui ont été mises en place. Mais c'est vrai également que le bâtiment peut évoluer. Donc peut-être qu'il faut plutôt favoriser un type de bâtiment qui pourrait être évolutif. Maintenant la question que je me pose c'est qu'ici ils ont quand même essayé de faire des infrastructures qui réagiraient mieux au risque sismique. Parce qu'évidemment on était dans un contexte post-séisme et on sait qu'il faut construire de façon plus sécuritaire. Est-ce que vous pensez que les gens quand ils vont justement modifier ce bâtiment-là, est-ce qu'ils ne vont pas revenir avec des pratiques du coup moins sécuritaires par rapport à ce qui a été construit ?

[E5]

Je peux vous dire que globalement il y a des choses qui ont changé.

Par exemple, le fait d'ajouter des chaînages intermédiaires, une pratique qu'on n'avait pas dans le passé, les gens l'ont adopté. Et puis les fabricants de parpaings aussi font un modèle où l'on peut rajouter une barre à chaque rangée de blocs. Donc ce qui fait que ça fragilise moins le mur qu'avant. Il y a quand même des choses qui sont plus coûteuses comme la taille des blocs. Les gens continuent à construire avec des parpaings de 15 cm d'épaisseur, mais l'idéal ce serait d'avoir des parpaings de 20 cm qui sont plus chères. Mais comme je vous dis, par exemple la pratique du chaînage intermédiaire est plus ou moins acceptée. Et aussi les blocs, parce que pendant longtemps, avant le séisme, on faisait aussi des blocs sur le terrain même, sur le chantier. C'est des blocs vraiment à la main. De plus en plus les gens ont compris aussi que ces blocs-là étaient de mauvaise qualité. Donc ils en achètent dans des usines où les blocs sont compressés. Si on fait des tests, il n'y a pas toujours les bons résultats. Mais il y a une grosse différence entre un bloc qui est fait à la main avec la force physique et un bloc qui passe dans une machine avec une presse hydraulique.

[Valentine PAPILLON]

Oui, bien sûr. Oui, donc il y a, entre guillemets, ce sont des choses qui sont restées.

[E5]

Oui, par exemple, dans ma rue, il y avait... Je vois les gens, c'est... En fait, on en fait de moins en moins, les blocs artisanaux.

[Valentine PAPILLON]

Donc c'est des choses qui sont restées de 2010 alors qu'ils ont été transmises. Parce que par exemple, dans le projet 16/6, ils ont fait pas mal de formations pour les maçons, etc. Pour les sensibiliser à tout ce qui était construction parasismique. Est-ce que vous pensez qu'augmenter ce type de formation ou travailler sur la sensibilisation de la population, ça pourrait justement donner des soft skills, comme ce que vous dites là ?

[E5]

Ah oui, tout à fait. Un autre exemple de ce qui a changé depuis le séisme, c'est l'usage, en fait, au niveau des matériaux, le fer. Donc on prend du fer de grade supérieur quand il s'agit de faire une dalle. Ce n'est pas toujours le cas, mais de plus en plus. Et ensuite, le sable également, parce que pendant longtemps, on a utilisé le sable dit de la boule, qui a du carbonate de calcium. Et on utilisait très peu le sable de rivière, de silice. Et là, à la fois, l'État a interdit l'exploitation des carrières de la boule. Donc on utilise de plus en plus le sable de rivière, le sable de silice. Le problème, c'est que le sable de calcaire, le carbonate de calcaire, il est blanc. Donc quand les gens, s'ils mettent du ciment, ils font un béton, rapidement, on voit que le mélange devient gris. Alors qu'avec le sable de rivière, le sable est déjà gris. Quand ils mettent du ciment, ils se disent qu'il n'y a pas assez de ciment. Mais comme je vous dis, de plus en plus, on utilise le sable lavé de rivière, qui est de meilleure qualité.

[Valentine PAPILLON]

Et tout ça, vous pensez que c'est... qu'est-ce qui, pour vous, a permis justement d'avoir ce changement de comportement par rapport au type de matériaux ou par rapport aux méthodes de construction ?

[E5]

Ah, c'est les programmes de formation qu'il y a eu. Il y a eu à la fois la formation, il y a eu la diffusion de petits... de pamphlets. Le ministère, avec l'appui de la coopération suisse, ils avaient imprimé des petits pamphlets sur ce qu'on appelle des constructions en maçonnerie chainée.

[Valentine PAPILLON]

Donc, c'est tout un travail de vulgarisation. Absolument.

[E5]

Et il y a aussi d'autres ONG. Il y a eu... Bon, il y a encore une ONG qui fait...

Bon, là, c'est un dehors des villes, mais des constructions, je dirais, traditionnelles améliorées. Des projets de constructions traditionnelles améliorées. Parce qu'en milieu rural, les maisons sont faites en panneau de... En fait, une structure en bois avec un remplissage de panneaux. Et ce qui se passe, c'est que dans certains cas, ces panneaux-là n'étaient pas contreventés. Donc il y a plein de formations qui se font, comment les contreventer, et pour améliorer leur résistance aux séismes.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que vous savez un petit peu pourquoi est-ce que sur... pour Port-au-Prince, par exemple, parce que majoritairement, c'était plutôt du béton ou des blocs de ciment, est-ce que vous savez pourquoi, est-ce que les gens n'ont pas justement repris ces modes de construction qu'on retrouve plutôt à la campagne ?

[E5]

Bon, la réalité, c'est qu'à la campagne, ils utilisent, en fait, du bois. Du bon bois, en fait. Ils mettent du bois local. Et depuis un certain temps, le bois qui est importé, c'est du pin. Et qui est vraiment de mauvaise qualité. C'est des pins à croissance rapide.

Et ça se détériore rapidement et ils ne sont pas protégés, ils ne sont pas traités. Bon, c'est du bois branché. Alors qu'en milieu rural, ils utilisent des essences locales qui sont de qualité. Mais on a une déforestation aussi dans ce pays qui est telle que, bon, c'est moins facile à trouver.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends.

[E5]

Mais je vous assure, le parpaing de ciment, je trouve que c'est bon. Ça paraît, en fait, que je regarde des documents qui datent depuis une soixantaine d'années. Ça semble n'avoir pas trop évolué chez nous. Mais c'est une technologie qui est relativement bien adaptée à notre réalité. Parce qu'on est, en fait, on a planté, bien entendu on le faisait avant, des panneaux de ferro-ciment sur des, ce qu'on appelle, en fait, j'ai le mot anglais en tête, des « studs » métalliques. Des petits profilés métalliques légers. Et, bon, le problème c'est que c'est, bon, je dirais que ça manque de solidité. En fait, il y a une perception de solidité qu'on n'a pas. Alors que le parpaing, c'est solide. Mais il y a une attenté des constructions avec justement les « studs » en métal et des plaques de gypse ou de ferro-ciment. Écoutez.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Par rapport, je vais revenir un petit peu sur les gabarits, les types de maisons, etc. Je sais qu'il y a quand même un grand enjeu de densification. Est-ce que vous pensez qu'en termes de type d'habitation, il faudrait qu'on puisse, qu'on construise avec, par exemple, plus de niveaux, etc. pour un petit peu résoudre le problème et éviter de continuer l'étalement ? Surtout dans la région de la capitale et dans les quartiers en question.

[E5]

Certains projets, en fait, au 16/6, ils ont fait du trois niveaux. Alors, rez-de-chaussée, deux étages. Dans (...) aussi, ils ont fait du trois niveaux. Alors, le problème, c'est qu'au-delà du trois niveaux, c'est un petit peu exténuant d'avoir à monter les escaliers, mais il y a quand même certains avantages quand ces projets-là sont faits et sur des terrains accidentés. Ça permet, au lieu de rentrer par le bas, on rentre à mi-hauteur. Donc, ça permet d'avoir accès. On pourrait aller à quatre niveaux. En fait, si on rentre à mi-hauteur de la construction, et je pense que dans certains cas, ils n'ont pas été à quatre niveaux, ils ont fait du trois niveaux, mais ça permet effectivement d'éviter de l'étalement.

Alors, il y a une autre remarque que je peux vous faire. Alors, ce qu'il faut comprendre avec les contre-mètres, les ouvriers, c'est que ceux qui ont l'habitude de travailler avec des architectes ou des ingénieurs, ils ont en tête des standards aussi. Donc, ils ont tendance à vouloir appliquer. Parce que pendant longtemps, une pièce de 4 mètres par 4 mètres, c'était la norme. Mais c'est énorme, ça fait

16 mètres carrés. Alors qu'une chambre peut avoir 10 mètres carrés. Donc, certains ont tendance à, disons, à répliquer ces standards-là. Et ce qui n'est pas une bonne chose par rapport au budget ou cette tranche de population, si vous voulez.

[Valentine PAPILLON]

Ok.

[E5]

En fait, c'est comme les escaliers. Voilà. Les escaliers, moi, quand je regarde les standards nord-américains, quand on va dans un petit condominium aux USA, les escaliers ne sont pas généreux. A la fois en termes de largeur et hauteur de marche, chez nous, on a tendance à aller au-delà d'un mètre. Alors qu'on pourrait descendre à 90, ça ferait aussi gagner des mètres carrés et du matériau.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je ne pense pas qu'on le fait dans cette optique-là. Mais je me suis demandé si le fait de réduire les escaliers, etc., ça ne pourrait pas avoir un impact en cas d'évacuation, par exemple. Parce que dans le projet 16/6, ils ont mis en place des escaliers en colimaçon assez restreints. Et je me demandais, est-ce que ça ne pourrait pas poser problème, en cas de tremblement de terre, s'il faut évacuer, etc., ou vous pensez que ce n'est pas pertinent ?

[E5]

Moi, j'ai vu dans pas le projets 16/6, dans un autre projet (...), c'était des escaliers conventionnels avec deux volets, et ce n'était pas du colimaçon. Mais ce sont des escaliers qui évacuent en fait aux plus deux unités. Donc ça ne pose pas de problème.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok, je comprends. Est-ce que, enfin, est-ce que d'un professionnel sur place, vous avez été sollicité au moment de 2010 pour réfléchir à des projets ou pour collaborer avec certains projets ? Par exemple, ici, vous me dites que vous connaissez certaines personnes de l'UNOPS. Est-ce que vous avez été sollicité d'une façon ou d'une autre pour apporter, entre guillemets, votre savoir-faire ou votre expertise ?

[E5]

Bon, en fait, pas comme un architecte, mais plutôt comme un urbaniste. Alors, en fait, après le séisme, j'ai... Alors, dans un premier temps, bénévolement, j'ai apporté mon savoir-faire à des équipes. Et je dirais six mois après, quand les projets ont commencé, en fait, quand il y a eu du financement, j'ai travaillé sur un projet en particulier. Mais je n'ai pas été sollicité comme architecte, plutôt comme urbaniste.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Par rapport, je vais retourner un petit peu sur le projet 16/6. Je ne sais pas si vous étiez au courant, mais ils ont créé un système de copropriété. Donc, sur leurs unités, vous pourriez avoir différents propriétaires en fonction des étages. Est-ce que vous avez eu un petit peu écho de ce système-là ?

[E5]

Bon, pas sur le projet 16/6, mais je sais que, en fait, de façon générale, dans les quartiers populaires, les unités, en fait, il y a déjà de la copropriété. Parce que les gens, c'est à la fois de la copropriété du sol

ou du bâti. Et, à mon avis, pas que ça ne respecte pas. Les gens le font. Ils l'ont fait bien avant que la loi soit actualisée. Parce que je sais que la loi a été actualisée, une façon de tenir compte des problèmes qui pourraient exister. Mais les gens ils font déjà. Ils faisaient de la copropriété bien avant. En fait, la loi est assez ancienne. De ce que j'ai compris, la première loi n'était pas adaptée à notre réalité.

[Valentine PAPILLON]

Ah, ok, d'accord. Parce qu'en fait, moi, dans ce que j'ai lu ou de ce que j'ai pu comprendre, je pensais que le système de copropriété avait été un peu une innovation du projet 16/6. Mais de ce que vous me dites, c'est quelque chose qui existait, mais qui n'avait pas été formalisé, alors.

[E5]

Oui, oui, oui. En fait, il y avait déjà une loi. Et je pense qu'après le séisme, elle a été actualisée. Et comme je vous dis, bien avant ça, les gens, dans ces quartiers-là, faisaient de la copropriété. Parce qu'on pouvait acheter un bout d'un immeuble. Il faut que je vous dise que... en fait, il y a les mécanismes formels. En fait, toute la procédure formelle pour acheter un terrain, on va acheter un notaire, etc. Mais dans ces quartiers-là, il y a des gens qui n'utilisent pas ces formalités. C'est une entente entre le propriétaire et l'acheteur. Alors des fois, il faut qu'on fasse signer le papier par une autorité locale, mais c'est tout. Il n'y a pas de... la transaction ne va pas, ne suit pas le coût formel, n'est pas au service des domaines, etc.

[Valentine PAPILLON]

Mais ce n'est pas seulement dans ces quartiers-là, c'est un peu généralisable au niveau du pays, non

[E5]

Bon, c'est lié au fait que dans ces quartiers-là, se sont développés sur des terrains dont ceux qui les habitent n'ont pas les titres.

[Valentine PAPILLON]

Oui, justement, il y avait tout un aspect foncier qui a été assez important aussi, c'est d'essayer de retrouver un petit peu qui était vraiment propriétaire et reformaliser tout ça. Est-ce que vous pensez que c'est quelque chose qui est vraiment, on va dire, important de venir remettre un peu de la réglementation dans tout ça, de venir séparer les choses, ou est-ce que c'est un système qui vit tel qu'il est ?

[E5]

On devrait, on devrait mettre de l'ordre, mais comme je vous dis, c'est compliqué. C'est compliqué. Je m'excuse, je dois me déplacer.

[Valentine PAPILLON]

Non, il n'y a aucun problème. Je ne veux pas vous retenir trop longtemps, si vous pensez que vous devez partir. J'adapte un petit peu.

Oui, oui. On était sur l'aspect un peu foncier de la chose en Haïti, et s'il fallait faire plus de réglementation à ce niveau-là. En fait, je me suis demandé, déjà, premièrement, est-ce que ce serait vraiment important de le faire et de venir reformaliser, et est-ce que ça a un réel bénéfice pour les gens qui vivent sur place ou vu qu'ils vivent comme ça depuis toujours, ça n'a pas vraiment, ça ne va pas vraiment les intéresser, entre guillemets ?

[E5]

Bon, il y a des études qui ont été faites qui montrent que le fait que ça ne soit pas formel fait que les gens, ils ont un actif qu'ils ne peuvent pas, entre guillemets, formellement, échanger. Mais dans la réalité, comme je vous dis, s'ils veulent vendre, ils trouvent un acheteur malgré tout. Donc, en fait, je dirais que c'est un point de vue, je dirais, du camp formel, du camp de la formalisation. Parce que malgré tout, ils achètent, ils vendent, etc. Vous voyez ce que je veux dire ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui, bien sûr.

[E5]

Mais il faudrait qu'à un certain moment, que l'État vienne mettre de l'ordre dans tout ça. Moi, je pense que ça parait être un travail titanesque mais avec les nouvelles technologies, on pourrait y arriver en moins de temps qu'on le ferait avec des... Parce qu'il y a, il y a le bureau du Cadastre, à Port-au-Prince en particulier, mais ils utilisent des instruments traditionnels. Maintenant, avec les images et avec le GPS, avec les drones, les images drones, on peut plus facilement faire, je dirais, un travail de reconnaissance des limites et des parcelles et esquisser un premier travail. Et bon, on le ferait conjointement avec les municipalités, ce qui pourrait faire progresser. Mais ce n'est pas mon domaine et je sais qu'il y a des tentatives qui sont faites. Et bon, on a fait des opérations expérimentales sur des petits bouts de Port-au-Prince et on l'a tenté aussi en dehors de Port-au-Prince, dans des zones rurales, où apparemment, en fait, ils ont pu le faire. Le problème, c'est que bon, il y a tellement d'urgence dans ce pays-là, ceux qui doivent décider, ils se disent probablement que ce n'est pas une priorité. Mais tout est prioritaire dans la réalité.

[Valentine PAPILLON]

C'est une question que je me posais. C'était par rapport à la place, en fait, qu'il y a l'État. Parce que quand je discutais, on me disait, ah bah oui, en Turquie, il y a eu un tremblement de terre, l'État arrive, on rase tout, on recommence, etc. On n'a pas cet État-là en Haïti. Comment est-ce que vous pensez qu'on... Quel est le juste milieu, en fait ? Comment est-ce qu'on peut collaborer avec l'État pour répondre à des situations de crise comme ça ?

[E5]

Bon, vous avez pris l'exemple de la Turquie. C'est un pays relativement riche. Ils ont des moyens. Le problème d'Haïti, c'est un manque évident de moyens. Et puis bon, il y a aussi le problème, je dirais, de gouvernance. Par exemple, la ville, en fait, on est peut-être l'un des rares pays sur cette planète où il n'y a pas un ministère en charge de la ville. Vous voyez ce que je veux dire ? Donc on a un ministère en charge des travaux publics. Pendant longtemps, les travaux publics, c'était le drainage urbain ou bien les routes, les routes nationales. Donc tout ce qui est... Justement, tout ce qu'on posait comme problème, les accès dans les quartiers et même la disponibilité d'eau ou bien l'évacuation des ordures, eh bien tout ça, ça s'arrête aux limites de ces quartiers-là. Donc bon, il y a eu quand même des kiosques. On fait des kiosques dans ces quartiers-là, mais il n'y a pas de prise domiciliaire. Et donc voilà. Donc je dirais qu'il y a des problèmes de gouvernance à régler aussi. Et malheureusement, les gens, ils ne s'y mettent pas.

[Valentine PAPILLON]

Il y a toute une réflexion par rapport au fait que quand on vient mettre un projet dans, on va dire, un type d'environnement comme ça et qu'on... par exemple, ils n'ont pas forcément mis tout ce qui était

électricité ou eau. Mais est-ce que vous pensez que c'est quand même des choses qui devraient d'office être intégrées, vu qu'à l'avenir, on doit venir les mettre ? Ou vous pensez que bon, voilà, on fait étape par étape et qu'on vient d'abord avec juste tout ce qui est construction et justement on verra après pour tous ces services-là ?

[E5]

Bon, l'eau, en fait, comme je vous disais, pour l'eau, il n'y a pas de prise domiciliaire dans ces quartiers-là mais il y a des kiosques. Les gens ont pris l'habitude d'acheter l'eau soit d'un voisin. Alors il y a ceux qui ont les moyens, ils construisent un réservoir, ils achètent de l'eau, ils stockent, ils revendent. Et bon, le coût unitaire est assez haut par rapport à une prise sur le réseau urbain. Mais les gens, ils s'y sont habitués. Bon, pour le courant, c'est difficile. Bien que si on regarde le nombre de clients de la compagnie, dans la réalité, toute la ville a du courant. Parce que dès que la ligne arrive quelque part, il y a des prises clandestines dessus. Donc, c'est un problème et pas un problème à la fois. Et puis encore une fois, la technologie est venue résoudre ce problème aussi. Et je peux vous dire que depuis un certain temps, les prix, par exemple, des panneaux solaires ont chuté. Donc, tout l'équipement pour avoir un petit système solaire est à la portée des petites bourses maintenant. Et à la fois les panneaux et tout ce qu'il faut comme batterie, etc. Donc à ce niveau, je dirais qu'il y a moins de... les gens se plaignent moins de l'absence de services de la compagnie électrique parce qu'ils se débrouillent sans, si vous voulez.

Alors je reviens à un problème qu'on n'avait pas dit. Ça a à voir avec la gouvernance. Justement, tous les projets qui se sont faits après le séisme, le problème c'est qu'il n'y avait pas d'interface au niveau de l'État. Parce que comme je vous dis, au niveau de l'administration publique, il y a un ministère chargé des collectivités territoriales. Mais ça s'occupe principalement des aspects politiques. Et la structure technique qu'il y avait de ce ministère pendant longtemps, il y avait un service de génie municipal. Il n'est plus l'opérationnel. Sinon, l'autre interlocuteur, c'est le ministère de l'Intérieur public. Mais là encore, qui est intéressé aux grands projets. Parce que c'est un ministère qui coiffe à la fois les télécommunications, les ports et aéroports. Donc tous ces éléments-là, ils sont, si vous voulez, priorisés au détriment de la ville.

Donc les ONG, quand ils sont arrivés, il n'y avait pas d'interlocuteur. Vous voyez, il y a quand même, par exemple, vous avez probablement lu qu'il y a un secrétariat technique, le CIAT, pour l'aménagement du territoire. Et c'est deux personnes alors. C'est le responsable, son adjoint et un ou deux personnes. Le CIAT, par exemple, s'est impliqué sur les problèmes de cadastres, etc. parce que la dame qui était responsable, c'était une sociologue. Elle avait fait sa thèse de doctorat sur le foncier rural. Encore une fois, le principal problème, c'est un problème de gouvernance au niveau de l'État. Et il y a un élément qui manque dans la structure. Une structure qui est en charge de la ville.

[Valentine PAPILLON]

Je sais qu'à l'époque, il y a l'UCLBP qui a été mis en place. Est-ce que vous connaissiez un petit peu le rôle ou est-ce que justement ça ne venait pas un petit peu pallier, aider à ce niveau-là ?

[E5]

Oui, mais ça, en fait, c'était des personnes recrutées d'horizons divers. Il dépendait de la primature. À un certain moment, ils étaient perçus comme des protégés du Premier ministre. Donc, il y a un problème de budget qui fait qu'à un certain moment, les gens n'étant pas payés, ils s'en allaient, ils laissaient la boîte.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Je sais que ça existe toujours, mais je ne savais pas à quel point ça avait permis d'aider à ce niveau-là.

[E5]

À un certain moment, c'était pleinement opérationnel. Et malheureusement, comme je vous dis, à la fois des problèmes de financement et de remplacement de dirigeants ont fait qu'ils ont été de moins en moins opérationnels.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Très bien. Je pense qu'on a fait le tour de pas mal de choses.

Est-ce qu'il y a un point en particulier que vous auriez voulu discuter par rapport au projet ou par rapport à la façon, d'un point de vue urbaniste ou d'architecture, à la façon dont ça évolue sur place, que vous auriez voulu discuter ou que vous pensez qu'on doit prendre en considération dans les projets d'avenir ?

[E5]

Je dirais qu'en fait, j'ai vu, par exemple, vous voyez, citer le quartier de Rosa y'a eu plein de monographie sur ces quartiers-là, et le problème c'est que ces quartiers-là n'étaient pas pris en compte de façon globale, si vous voulez. Et en fait, ils sont pris comme des éléments isolés alors qu'ils sont intégrés dans un élément plus important. Là encore, je reviens à ce que je disais avant, c'est un problème de gouvernance.

Parce que parallèlement à ces études-là, l'État avait reçu le financement pour faire une étude globale de l'agglomération, et les études n'ont pas été au même rythme. Parce que la firme qui avait le mandat d'étudier Port-au-Prince avait aussi le mandat d'étudier 15 ou 16 autres villes. Donc il n'y a pas eu de coordination entre ces études particulières et la grosse étude globale.

[Valentine PAPILLON]

Mais donc en fait ici, je me rends bien compte qu'il y a un grand problème de gouvernance et un problème aussi de savoir qui gère la chose. Il faudrait une sorte de plan où quand on arrive, on saurait étape par étape comment on va avancer. Il y a des plans qui ont été mis en place, je pense, au niveau de Port-au-Prince, non ?

[E5]

Oui, oui. Bon, en fait, la gouvernance au niveau de l'administration centrale, mais au niveau des collectivités également. En fait, Port-au-Prince, si on se réfère au chiffre, c'est 3,5 millions de personnes, mais c'est une grosse agglomération. Et comme je vous disais, ça s'étend sur neuf communes. Dans le cas spécifiquement de Port-au-Prince, de la commune de Port-au-Prince, d'après les chiffres, on est autour d'un million et 100 000 personnes. Et c'est un maire qui s'occupe de ce million de personnes. Donc, moi, je pense que ça ne fait pas de sens. Et alors, les gens pensent qu'émietter le pouvoir n'est pas une bonne chose, mais subdiviser ce territoire-là, ça a aussi l'avantage de rendre l'autorité plus proche des besoins au quotidien des gens. Et c'est ce que l'État ne veut pas faire, parce que, comme je vous dis, l'État central ne veut pas donner des pouvoirs aux collectivités. Il y a déjà un certain nombre de collectivités. Et selon moi, c'est que si on subdivise le territoire, par exemple, la commune de Port-au-Prince qui a déjà un million de personnes, mais qui est subdivisée en trois sections communales, si on le subdivisait davantage, on donnerait le pouvoir à toutes les personnes. C'est à ce niveau-là que je pense qu'il y a quelque chose à trouver.

[Valentine PAPILLON]

Mais quand vous parlez du pouvoir, vous parlez aussi des moyens, parce que, par exemple, je sais qu'il y a des mairies, comme des mairies à la campagne, où il y a les CASEC, les ASEC, il y a pas mal de petits embranchements à tout ce qui est gouvernement. Mais est-ce qu'il faut en créer de nouvelles ou est-ce qu'il faut leur donner plus de moyens pour qu'ils puissent intervenir sur des sujets comme ce qu'on discute là, d'urbanisme ou d'architecture ?

[E5]

Moi, mon point de vue, c'est qu'il faut les subdiviser. Encore une fois, pour Port-au-Prince, un million de personnes subdivisées en trois sections, c'est insuffisant. Il faut les subdiviser et les moyens viendraient aussi, parce que le fait que la mairie n'ait pas un contrôle effectif, il ne peut pas taxer de façon, je dirais, rationnelle, parce qu'il y a quand même des taxes communales, comme l'impôt sur le bâti et d'autres impôts, et qui ne sont pas perçues parce que l'État n'a pas la capacité de contrôler l'ensemble de son… En fait, quand il est pas l'État, la mairie n'a pas le contrôle effectif de son territoire. Et moi, je pense que s'il y avait un découpage plus fin, le maire serait plus à même d'avoir, en fait, un meilleur contrôle de son territoire.

[Valentine PAPILLON]

Et si on fait un lien avec un projet comme le 16/6, dans ce cas-là, il pourrait plus les encadrer ou les aider ou justement les diriger ?

[E5]

Tout à fait, tout à fait. Parce qu'encore une fois, Pétion-Ville, c'est probablement 500 000 personnes. Vous voyez ce que je veux dire ? Et en plus, sur un territoire avec une topographie particulière, il y a le centre historique, le centre-ville historique, et puis il y a les quartiers périphériques avec leurs particularités. Mais le maire, il peut pas tout contrôler, il peut pas avoir la maîtrise de son territoire. Et il y a trop de monde. La même chose à Carrefour ou à Delmas ou à d'autres communes de Port-au-Prince.

[Valentine PAPILLON]

Ok, bon, merci beaucoup. Si je peux terminer...

[E5]

Il y a des modèles qui ont été utilisés ailleurs. En fait, on n'est pas les seuls à être dans cette situation, parce que la plupart des grandes villes à l'échelle mondiale sont plus que millionnaires. Donc, il y a des modèles. En fait, quand je regarde Saint-Domingue, ils avaient développé un modèle de capital, ce qu'ils appellent le district capital. Mais il me semble que ça a débordé les limites qui s'étaient données. Bon, ils n'ont pas redéfini les limites, mais tout ça, vous montrez qu'on n'est pas les seuls à être dans cette situation-là. Mais qu'il y a des modèles. Moi je suis pour qu'on regarde ce qui se passe ailleurs, à Saint-Domingue, à la Jamaïque, et d'autres pays qui ont des structures similaires, ils voient comment les solutions ont été apportées.

[Valentine PAPILLON]

Bien sûr. Donc, d'abord, faire un vrai travail de gouvernance, de re-subdivision pour qu'ils puissent avoir plus de liens entre ce qui est proposé et le contexte local. Et en même temps, regarder ailleurs.

[E5]

Oui, mais je pense, à la fois, pour être proche des gens, c'est pour pouvoir leur apporter des services et aussi avoir une bonne compréhension de leurs problèmes.

[Valentine PAPILLON]

Moi, ce que je me posais comme question, c'était dans ce contexte, on sait, en sociopolitique qui est assez compliqué en Haïti, ou même avec ses déficiences au niveau de gouvernance, etc., comment est-ce qu'on pouvait quand même venir intervenir ? Comment est-ce qu'on pouvait quand même apporter des solutions qui feraient sens, en fait ? C'est pour ça que je me demandais, est-ce que l'intervention qui est « possible » à notre échelle, ce n'est pas le fait de pouvoir justement parler avec les habitants, faire des formations, aider les gens à reconstruire de façon plus sécuritaire, parce que dans notre contexte, c'est ça qui est faisable. Je ne sais pas ce que vous pensez.

[E5]

Il y a une ONG brésilienne qui travaille en Haïti depuis, bien avant, qui avait commencé à travailler en Haïti, bien avant le séisme. Ils sont encore sur place. Apparemment, ils ont des techniques et ils sont bien intégrés dans les quartiers. Même dans les quartiers où il y a beaucoup de dangers, ils y vont, ils travaillent. Moi, j'ai été témoin, j'ai vu des gens débarquer après le séisme. C'était des jeunes diplômés d'école européenne. À mon avis, ils n'étaient pas préparés. Moi, j'ai vu des gens venir d'Irlande. Il y avait une ONG irlandaise qui travaillait sur Port-au-Prince. Ils étaient loin de notre réalité.

[Valentine PAPILLON]

C'est ça que je me dis, parce que moi, c'est vrai que j'ai grandi en Haïti où je suis d'origine haïtienne, mais j'ai suivi une formation en Europe. Je ne suis pas vraiment directement dans le contexte. Du coup, ce que je me disais, quels enseignements je suis censée prendre de ce qui s'est passé sur base de ces projets-là pour qu'à l'avenir, quand j'opère, je n'opère pas en faisant les mêmes erreurs que ce que vous dites là. Est-ce que vous avez des exemples de choses qui vous ont marquées ou de choses qui n'auraient pas dû être faites à cause de notre contexte ?

[E5]

Tout à fait, tout à fait. Il faut déjà prendre les leçons de ce qui s'est, de ce qui a été fait, à la fois les aspects positifs, les aspects négatifs. C'est pourquoi documenter tout ça est important.

[Valentine PAPILLON]

Si je puis terminer avec une question, de votre point de vue, quels sont les enseignements qu'on devrait tirer du projet 16/6 ? Parce que vous avez quand même eu une certaine vision par rapport à ça ou par rapport plus à votre expérience personnelle.

[E5]

Je ne sais pas, je n'ai pas de réponse. Je ne veux pas dire quelque chose qui ne corresponde pas à la réalité.

[Valentine PAPILLON]

Ah mais il n'y a pas de... Vous voulez dire parce que vous n'avez pas une assez bonne vue du projet en question ou parce que vous... Même si c'est un avis négatif ou un enseignement de ce qu'il ne faut pas faire, justement, c'est le bienvenu.

[E5]

Bon, bon. Qu'est-ce que je dirais ? Je ne vois pas, je ne vois pas.

[Valentine PAPILLON]

Il n'y a pas de problème. Il n'y a aucun problème. J'ai juste une question qui est peut-être par rapport, mais je sais qu'au niveau du tremblement de terre, il y avait une classification des maisons entre vert, jaune, rouge. Vous étiez au courant de cette classification ?

[E5]

Oui, oui.

[Valentine PAPILLON]

En fait, je me demandais, est-ce que vous savez si les maisons qui avaient été classées vertes, elles avaient été classées juste parce qu'elles n'ont pas été impactées au moment T, ou est-ce que c'est des maisons qui étaient un peu mieux, enfin plus sécuritaires ? En fait, je me demandais si une maison classée verte, s'il y avait un autre tremblement de terre, elle pourrait être impactée ou est-ce que c'était des maisons vraiment qui avaient plus un aspect sécurité ?

[E5]

Bon, en fait, il y a eu des inspections pour appliquer la couleur dessus. Mais dans la réalité, en fait, à l'échelle de l'agglomération, il y a des zones qui n'avaient pas été frappées de façon aussi violente que le séisme. C'est un lien avec la nature du sol. Donc, certaines maisons ne se sont pas effondrées. Ce n'est pas parce qu'elles étaient mieux construites, mais parce qu'elles ne se trouvaient pas sur la zone de faille. Par contre, il y en a plein qui sont tombées. Moi, j'ai visité des maisons et effectivement, quand on regarde certains aspects, on peut expliquer pourquoi elles se sont effondrées. Pourquoi j'ai été voir aussi des constructions où il n'y avait pas le nombre de barres de fer pour un poteau et la maison ne s'est pas effondrée.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je vois.

[E5]

Et il y a cet aspect-là. Parce que quand on regarde les zones qui ont été affectées, on voit bien, c'est comme ça suit une ligne de faille.

[Valentine PAPILLON]

Oui, donc en fait, la classification des maisons, elle n'est pas forcément... Enfin, je veux dire, ce n'est pas qu'elle est vide de sens, mais elle n'est pas...

[E5]

En fait, les gens sont rentrés, ils ont regardé s'il y avait des fissures. Et si il n'y en avait pas beaucoup, ils disaient que ça pouvait être habité. Et celles qui étaient très abîmées, on disait qu'il fallait les démolir.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je vois. Merci beaucoup.

Entretien 6 : Ingénieur civil et géologue

[Valentine PAPILLON]

Pour commencer, je vais vous demander peut-être de vous présenter, de présenter un peu votre parcours professionnel ou des éventuelles formations ou études particulières.

[E6]

D'accord, j'ai une formation d'ingénieur civil et de géologue également. J'ai fait mes études en Haïti et j'ai fait une spécialisation en géologie d'ingénieur à l'école des mines de Paris. Donc, je travaille dans le secteur minier depuis près de 40 ans. Bien avant le séisme, je me suis intéressé au risque sismique. Et après, j'ai été le coordonnateur du programme de micro-zonages sismiques et j'ai pu mettre sur pied un réseau de surveillance sismique. Donc, j'écris beaucoup sur le risque sismique en Haïti. Chaque mois, nous émettons un bulletin sismique à partir du réseau sismique que nous avons. Donc, je m'intéresse toujours, voilà un petit peu mon parcours. Je m'intéresse d'un côté aux ressources minières du pays, d'un côté aux risques naturels en général. Pas nécessairement le risque sismique, mais des risques naturels en général.

[Valentine PAPILLON]

Ok, d'accord. Ici, pour mettre le contexte dans mon travail, est-ce que vous pouvez nous faire comme une sorte de mise en contexte, en fait, pour des personnes qui ne connaissent pas le terrain, de leur dire un petit peu quelle est la situation d'Haïti, justement au niveau des risques, des aléas naturels.

[E6]

Bon, voyons d'abord la situation avant le tremblement de terre du 12 janvier. Donc, on savait très peu de choses sur les risques en général. Après mes études en France, je me suis intéressé justement aux risques naturels. Et là, en faisant une étude assez particulière, je me suis rendu compte que le pays était vulnérable. Donc, il y avait également des failles majeures. Il y a une faille qui passe justement au cœur de Port-au-Prince. Et que si cette faille venait à se rompre, compte tenu de l'état de vulnérabilité de la population, les dégâts seront catastrophiques. Et j'ai commencé bien avant 2010 à tirer la sonnette d'alarmes pour dire, attention, il vaut mieux construire, de reprendre en compte le risque sismique. Et à l'époque, il y avait un Français, c'était M. Eric Calais qui faisait des mesures de GPS en République dominicaine. Il est rentré en Haïti. Et à ce moment-là, j'étais directeur de la géologie des mines. Il m'a dit qu'il comptait faire ces mesures également du côté haïtien. Est-ce que le Bureau des mines pourrait participer à ces mesures ? Donc, j'ai mis mon équipe à sa disposition. Et depuis lors, nous faisons des mesures de GPS, mesures de géologie spatiale, sur Haïti. Maintenant, ces mesures doivent prendre au moins cinq ans, parce que les déformations, les vitesses sont très lentes. Donc, il faut cinq ans de mesures sur des marqueurs géodésiques pour pouvoir sortir des résultats.

On a commencé les mesures en 2003. Et cinq ans plus tard, en 2009, le premier rapport est sorti, qui a dit que sur la faille de la presqu'île du Sud, la grande faille qui traverse le sud d'Haïti, il y a une vitesse de déplacement de l'ordre de 7 à 8 millimètres par an. Et compte tenu du dernier séisme enregistré dans la région, ce serait l'équivalent d'un tremblement de terre de magnitude 7 sur cette faille. Et il y a une autre faille également du côté du Nord. Et cette faille, elle est beaucoup plus longue. Et les mesures ont révélé que la vitesse est beaucoup plus rapide. Et que si cette faille venait à se rompre, cela pourrait donner un séisme de magnitude 8. C'était en 2009. Et depuis lors, je me suis dit, attention, voilà un séisme de magnitude 7 qui peut arriver à n'importe quel moment dans le Sud et 8 dans le Nord.

La population est très vulnérable. Les maisons sont très mal bâties. Donc, nous devons prendre les mesures qu'il faut. Et personne ne m'a écouté. On n'y croyait pas. Malheureusement, le 12 janvier 2010 est arrivé. Nous avons eu un malheur considérable. Malheureusement, à l'époque, les gens ne

s'intéressaient pas au risque sismique. Il n'y avait pas d'appareil, pas de station sismique pour faire des mesures de surveillance sismique. L'éducation de la population n'était pas faite. On appliquait plus ou moins les codes de construction conventionnels. Mais la construction parasismique n'était pas du tout à l'honneur. Il n'y avait pas de formation en Haïti. Donc, finalement, le risque sismique était quelque chose d'inconnu en Haïti. Donc, on ne pouvait pas vraiment faire de la prévention. Le 12 janvier 2010, le séisme a eu lieu. Et entre temps, j'ai eu à faire beaucoup de conférences pour dire aux gens, voilà ce qui peut arriver. On n'y croyait pas encore. Et à partir du 12 janvier 2010, on a commencé à prendre les choses au sérieux. Voilà ce qui se passait avant le 12 janvier 2010.

Maintenant, le séisme est arrivé le 12 janvier 2010, effectivement. Maintenant, tout le monde a cru. Et avec le PNUD et M. Calais, qui était avec moi à l'époque, on a dit, bon, OK, il faut prendre la leçon. Et il a préparé une feuille de route pour pouvoir réduire la vulnérabilité de la population à partir de ce qui s'est passé. Donc, la feuille de route a été élaborée avec la collaboration du ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales qui gèrent le système national de gestion des risques et des désastres. Et des enquêtes ont été menées. Et cette feuille de route avait deux objectifs : un, sensibiliser les gens sur la menace du sismique et deuxièmement, apprendre aux gens à mieux construire, mettre sur pied des infrastructures pouvant permettre de réduire la vulnérabilité de la population. Donc, dans cette feuille de route, il y avait cinq grands axes à exécuter. Le premier axe, c'était une meilleure connaissance de l'aléa sismique en Haïti parce qu'on savait très peu de choses. On savait seulement qu'il existe deux grandes failles majeures : une faille dans le sud et une faille dans le nord. C'était tout. On connaît également la vitesse de déplacement de ces failles. Le deuxième axe devait concerner les modalités constructives, la construction. Il fallait maintenant dire aux gens, il faut mieux construire, mais pour cela, il fallait avoir un code de construction, surtout par rapport au sismique. Donc, ça, c'est le second axe. Le troisième axe, c'était bien sûr la sensibilisation de la population. Et cela devait commencer dans les écoles, apprendre aux enfants comment réagir, développer le réflexe face aux risques naturels pour pouvoir se protéger. Le quatrième axe, c'était la préparation de la réponse. Puisqu'il existait un système national de gestion des risques et des désastres, et la direction de la protection civile, c'était la meilleure technique de ce système-là. Donc, il fallait préparer la réponse pour dire qu'au cas où cela se produirait, il fallait réagir. Parce que le 12 janvier, c'est la communauté internationale qui est venue en aide aux gens. Donc, cela a pris du temps pour mobiliser cette internationale. Alors que si les communes étaient préparées, s'il y avait des plans de contingence, l'aide serait tout à fait immédiate. Donc, ce n'était pas le cas. Et enfin, il fallait mémoriser l'événement. Avoir en mémoire le risque sismique parce que c'est un phénomène qui arrive, qui n'arrive pas chaque jour, peut-être à l'échelle d'une dizaine, une vingtaine, une centaine d'années. Le temps d'avoir un nouveau séisme du même genre, les gens ont le temps d'oublier l'événement. Donc, il fallait quand même avoir en mémoire l'événement, il fallait concrétiser ce qui s'est passé le 12 janvier. Il fallait avoir une sorte de musée, ou bien encore un endroit pour dire aux enfants, voilà ce qui s'est passé le 12 janvier. Effectivement, les enfants qui ont pris naissance après le 12 janvier, aujourd'hui en 2025, 15 ans après, ces enfants-là n'ont pas vécu le 12 janvier. Donc, nous avons presque oublié ce qui s'est passé le 12 janvier. Il n'y a aucun endroit en Haïti pour vraiment rappeler ce qui s'est passé. Donc, s'il n'y a pas de mémoire de l'événement, c'est sûr que ceci va être oublié très bientôt. Voilà les grands axes à partir desquels la feuille de route a été bâtie.

[Valentine PAPILLON]

Cette feuille de route, elle a été... Je n'ai pas entendu la personne avec qui ça a été réalisée, mais est-ce que c'est quelque chose qui a été vulgarisé, est-ce qu'on y a accès ? Qui utilise en fait vraiment cette feuille de route ?

[E6]

C'est une feuille de route... En fait, les axes, les principaux axes devaient être exécutés par les différentes institutions concernées parce que c'est un thème transversal. Parce que lorsque l'on parle de connaissances de l'aléa sismique, les entités concernées étaient bien sûr l'université. Il y a aussi le bureau des mines et d'énergie qui s'occupe de la géologie et des failles. Lorsque l'on parle de construction, il s'agit bien sûr du ministère des travaux publics. Il y a aussi la mairie. C'est la mairie qui donne le permis de construire. Il y a aussi la communauté internationale avec laquelle nous avons des projets de construction. Lorsque l'on parle de sensibilisation et de formation, il y a bien sûr le ministère de l'éducation nationale. Et même pour la construction, il y a aussi le ministère de la santé publique qui construit des hôpitaux. L'éducation qui construit des écoles. Au niveau de la sensibilisation et de la formation, il y a bien sûr le ministère de l'éducation nationale et l'université également, et le ministère de l'intérieur puisque nous parlons de formation, de sensibilisation, d'exercices de simulation. Lorsque l'on parle de préparation de la réponse, c'est bien sûr encore le ministère de l'intérieur. Au niveau de chaque commune, il y a un maire à qui on adjoint un responsable de la protection civile. Donc s'il y a un plan de contingence, c'est le maire qui est responsable de la sécurité de la population. Et au niveau du département, c'est le délégué. Donc, le plan de contingence devrait être exécuté par le maire, par le délégué au niveau départemental et au niveau d'une commune, c'est le maire assisté de la protection civile. Donc plusieurs institutions sont intéressées. Malheureusement, la feuille de route a été vulgarisée. Et maintenant, qu'est-ce qui devrait coordonner ces actions ? C'était bien sûr le ministère de l'intérieur. C'était le chef d'orchestre. Il fallait mettre sur une même table toutes les institutions qui étaient concernées pour dire que voilà chacun ce que vous allez réaliser. Le chef d'orchestre fait l'évaluation, cherche les budgets, fait l'évaluation pour dire que bon, nous sommes maintenant à 10%, 20%. La vulnérabilité a été réduite pour pouvoir exécuter ce programme. Malheureusement, la feuille de route a été vulgarisée, mais le ministère de l'intérieur n'a jamais joué ce rôle de chef d'orchestre. Maintenant, il revenait à chaque institution concernée de réaliser sa part, de faire sa contribution. Donc il y a eu des réalisations ponctuelles, mais effectuées par chaque institution, mais de manière séparée, sans une coordination par le ministère de l'intérieur. Donc aujourd'hui, 15 ans après, nous avons des résultats. Mais ce sont des résultats réalisés par chaque institution. Mais, si vous demandez maintenant au ministère de l'intérieur de faire un bilan général, ce ministère n'est pas en mesure de le faire. Puisque moi, je m'intéresse à ce sujet, je suis beaucoup plus en mesure de faire ce bilan moi-même.

[Valentine PAPILLON]

Je comprends. Donc en fait, ça a été réfléchi, ça a été, on va dire, écrit, mais ce n'est pas vraiment appliqué comme ça aurait dû l'être, parce que c'est un peu des actions isolées, alors que chaque institution fait de son côté.

[E6]

C'est ça. Et pourquoi ceci n'a pas été appliqué ? Parce que lorsque l'on considère le risque sismique, un tremblement de terre majeur, ce n'est pas quelque chose qui arrive chaque année. Alors qu'en Haïti, nous avons des problèmes d'aléas naturels très sévères. Et nous avons une menace cyclonique chaque année, des menaces d'inondation, des menaces d'érosion, beaucoup de problèmes. Alors lorsqu'on dit aux autorités qu'il faut maintenant accorder une importance à la menace sismique, on me dit, quand est-ce qu'on va avoir le prochain séisme ? On n'est pas en mesure de le dire. Donc si on a très peu de fonds disponibles, si on devait vraiment faire des prévisions, ce serait pour le risque cyclonique ou pour le risque d'inondation. Donc, on n'a pas encore donné une trop grande importance au risque sismique. Il revenait à chaque institution d'apporter sa contribution à la réduction de la vulnérabilité. Bon maintenant, 15 ans après, nous avons des résultats. Donc si vous êtes intéressé aux résultats obtenus par ces différentes institutions, je peux vous brosser le tableau un petit peu.

[Valentine PAPILLON]

Oui honnêtement, je le suis. Mais je vais peut-être retourner un petit peu en arrière, parce qu'ici, ce que j'essayais de montrer aussi, c'était pourquoi c'était toujours intéressant de nos jours, de justement prendre un recul, regarder ce qui a été mis en place, etc. Mais du coup, un des arguments que j'ai avancés, c'est le fait qu'on est toujours une zone à risque, que ça n'a pas disparu, et qu'on doit de toutes les façons se préparer. Je pense que vous êtes du même avis, mais pouvez-vous un petit peu dire ?

[E6]

Oui, tout à fait, parce que nous n'avons pas attendu trop longtemps, puisque le 14 août 2021, soit 5 ans plus tard, il y a eu encore un autre séisme de magnitude 7, mais cette fois-ci dans les Nippes. Et bon, naturellement, l'environnement n'était pas le même, les dégâts n'étaient pas aussi catastrophiques, mais quand même, c'était une leçon pour dire aux gens que tout n'était pas terminé le 12 janvier, et que le risque sismique, c'est quelque chose de récurrent. Nous sommes toujours vulnérables, et puisque nous n'avons pas pris les mesures qu'il faut, nous n'avons pas tiré les leçons qu'il faut, donc les dégâts seront toujours importants. Nous devons avoir à l'esprit que Haïti est un pays à risque sismique, et nous devons tout faire pour pouvoir diminuer la vulnérabilité de la population. Si on n'agit pas concrètement sur le terrain, on sera toujours vulnérables. Il faut agir.

[Valentine PAPILLON]

En parlant de la vulnérabilité justement, pourquoi est-ce que vous dites que nous sommes vulnérables ? Parce que l'événement naturel en soi pourrait arriver autre part et ne pas avoir les mêmes conséquences. Qu'est-ce qui fait que localement, il y a autant d'impact ?

[E6]

Il y a trois points qui permettent de juger de la vulnérabilité de la population.

Tout d'abord au niveau du bâti. C'est de l'auto-construction. Les bâtiments n'ont pas été faits aux normes conventionnelles, encore moins aux normes parasismiques. Il n'y a pas d'aménagement du territoire. Il y a beaucoup de bidonvilles. Ensuite, nous vivons dans un pays où il y a 80% de pentes et 20% de plaines. Les constructions se situent surtout en montagne. Nous construisons en dur, sans normes conventionnelles. Le bâti est très vulnérable. Voilà pourquoi, quand il y a un fort séisme, les maisons s'effondrent et les gens qui se trouvent sous les maisons se retrouvent sous les décombres. On dit que nous sommes très vulnérables du point de vue de la population, du point de vue des infrastructures. Nous avons pas mal d'écoles. Les écoles ne sont pas vraiment construites pour faire ce genre de choses. Les hôpitaux n'ont pas été construits également pour recevoir les gens, à la suite d'un séisme. Pratiquement, nos infrastructures sont très vulnérables, très faibles. Le bâti, en général, est très vulnérable. Ça, c'est la première conséquence. Ce ne sont pas les zones sismiques qui tuent les gens. Ce sont les bâtiments qui tombent sur les gens. Ces bâtiments sont très mal construits, donc il y a beaucoup de dégâts. Nous sommes très vulnérables à cause de ça. Le deuxième point, c'est que les gens qui sont à l'intérieur de ces bâtiments, même si les bâtiments sont construits de manière parasismique, il faut avoir une attitude. Il faut développer un réflexe par rapport à ceci. Un exemple. Le 12 janvier, il y avait beaucoup de gens dans la rue qui n'avaient pas compris ce qu'il se passait. Au lieu de rester dans la rue, de se mettre à l'abri, ils sont entrés dans les maisons. Les maisons se sont effondrées sur ces personnes-là. C'est parce qu'il n'y avait pas d'éducation. Donc, il fallait commencer par les écoles pour dire aux enfants, voilà le comportement qu'il faut avoir, voilà le réflexe qu'il faut développer. Il ne s'agit pas de courir quand il a une secousse sismique. Il y a quand même des consignes

à adopter. Donc, si l'éducation de la population n'est pas faite, si l'éducation des enfants n'est pas faite, il n'y aura pas de réflexe. Ce sera la panique totale. Et quand il y a la panique, à ce moment-là, c'est le chaos. Nous sommes vulnérables du point de vue de l'éducation. Enfin, puisque les communautés ne peuvent pas faire face directement après un séisme, on n'est pas préparé pour apporter une réponse immédiate. Donc là encore, nous avons des problèmes. Donc, je pense que c'est à trois points là rendent Haïti est extrêmement vulnérable, au niveau du bâti, au niveau de la sensibilisation de la population et au niveau de la réponse.

[Valentine PAPILLON]

Et au niveau de tout ce qui est auto-construction, c'est quelque chose qui est assez présent en Haïti, comment est-ce qu'on pourrait faire pour justement changer un petit peu les méthodes ? Parce que moi, je pars un peu du principe que cela va toujours exister, c'est quelque chose qui existe, et je me demande quels sont les outils qu'on pourrait mettre en place justement pour réduire cette vulnérabilité à la hauteur de nos moyens, de nos possibilités.

[E6]

Bon, ceci a été fait à deux niveaux après le séisme. Tout d'abord, il y a eu l'élaboration d'un code national du bâtiment qui a été élaboré en 2012. C'est le CNBH 2012 qui a remplacé les codes en vigueur. C'est un code qui a été préparé pour la reconstruction en général, et également qui devait permettre aux gens de mieux construire, de mieux construire surtout parasismique. Mais malheureusement, ce code est là, il existe jusqu'à présent, il n'a pas été actualisé, mais il n'y a pas une loi qui permet de dire que cette loi est obligatoire. Il n'y a pas une loi pour sanctionner ce code, donc il est là. Donc à chacun maintenant de le respecter si on le veut, mais ce n'est pas imposable aux tiers. Donc il est là dans les droits, mais il n'y a pas vraiment une sanction qui va dire que si vous ne respectez pas ce code, vous allez être sanctionné, etc. Non, le code est là, et malheureusement, il n'y a pas de sanction. Ensuite, les institutions qui sont autorisées maintenant à délivrer des permis de construire, ce sont les mairies. Vous savez que les mairies ne sont pas vraiment renforcées. Les mairies n'ont pas la compétence qu'il faut parce qu'il y a une section de génie municipal, il n'y a pas suffisamment de compétences pour analyser les plans qui ont été soumis à la mairie. La mairie s'adonne à une activité purement commerciale. Il y a une taxe à payer, vous apportez votre plan, vous payez votre taxe, il n'y a aucune analyse, et vous allez construire votre maison, sans aucun contrôle. Donc dans ce cas-là, le code de construction est là, mais seuls les ingénieurs compétents, conscients, qui ont étudié dans certaines universités, ont la capacité de faire une construction parasismique, mais selon leur conscience. Ce n'est pas que la loi dit à ces gens-là de construire de telle manière. C'est une question de conscience. Donc les mairies ne sont pas vraiment renforcées, elles n'ont pas la capacité de faire respecter ce code de construction.

[Valentine PAPILLON]

Ici, dans les deux solutions que vous m'expliquiez, je pense que dans les deux, on fait référence à un ordre supérieur, donc à la présence de l'État, de la mairie, ou des codes qu'ils ont prévus. Sauf qu'en fait, on se rend compte, même dans ce que vous dites également, qu'il n'y a pas vraiment ce suivi qui est fait par l'État, par les mairies. Est-ce que vous pensez que travailler plutôt sur la sensibilisation des gens, ou la formation des gens, pourrait apporter un changement de comportement qui serait, on va dire, une solution différente de l'option où il y aurait l'État qui serait derrière ?

[E6]

Nous avons pensé également à tout ceci. Personnellement, j'ai participé à beaucoup de formations, beaucoup de sensibilisation dans les écoles, dans les organisations, à l'université. Là encore, il était question d'introduire dans le curriculum de l'école les problèmes d'aléas naturels. Il fallait demander à chaque enfant oui, il faut étudier les aléas naturels, il faut les comprendre, avoir des programmes d'évacuation dans les écoles, avoir des exercices de simulation. Et malheureusement, ceci n'est pas encore fait. Certaines écoles m'invitent à faire la sensibilisation, à faire des évacuations, mais ce n'est pas quelque chose qui a été établi de manière nationale. Certaines écoles sont préparées, sont mieux préparées que d'autres, mais cela ne se fait pas à l'échelle nationale. Il n'y a pas un programme national de réduction de la sensibilité dans les écoles. Par contre, au niveau des écoles publiques, puisque ce sont des bailleurs de fonds qui financent ces écoles, avec certaines coopérations, on exige maintenant que les écoles soient construites de manière parasismique. Il n'y a pas un programme de sensibilisation nationale au niveau des écoles.

[Valentine PAPILLON]

Mais vous pensez que ça pourrait avoir justement un assez grand impact ?

[E6]

Bien sûr, bien sûr. Lorsqu'on apprend aux enfants ce que c'est qu'un tremblement de terre, on leur dit, voilà ce qu'il faut faire. Au cas où vous sentez un tremblement de terre, voilà la réaction qu'il faut avoir. Il faudra sortir, ou se mettre... Quelles sont les consignes à respecter ? Après le tremblement de terre, il faut se réunir à quelque part. Il y a des plans d'évacuation. On met des écriteaux à l'école pour montrer l'itinéraire, etc. Donc, avec cette sensibilisation, je pense qu'on devrait arriver à réduire la vulnérabilité dans les écoles.

[Valentine PAPILLON]

Je note ce que vous dites. Je pense que vous avez entendu parler de la classification des maisons après le séisme. Est-ce que vous savez un peu plus m'expliquer comment ça a été fait, sur quelles bases et qu'est-ce que ça signifie vraiment cette classification vert-jaune-rouge qui avait été mise en place ?

[E6]

C'est une décision qui a été prise immédiatement après le 12 janvier 2010 parce que les gens se trouvaient dans la rue. Ce n'était pas commode parce que beaucoup de gens se retrouvaient dans la rue. Certaines maisons n'ont pas été affectées, d'autres plus ou moins, et d'autres ont été totalement détruites. Et tout le monde se retrouvait dans la rue. Maintenant, il fallait trouver une solution pour pouvoir porter les gens à rentrer chez eux, surtout lorsque les maisons n'ont pas été démolies. Donc, il y a eu un programme à travers lequel il y a eu une inspection, au cours de laquelle on a mis une étiquette verte, MTPTC en vert, ça veut dire que la maison n'a pas été affectée. Donc, vous pouvez entrer dans votre maison. Ensuite, on a mis une étiquette jaune pour dire que la structure a été affectée, mais pas totalement. Il faut certaines réparations avant d'entrer. Et enfin, si on met l'étiquette rouge, ça veut dire que la maison a été détruite. Il est vraiment impossible d'entrer dans cette maison, il faut reconstruire totalement. Donc, avec ces trois catégories de maisons, ceci a permis aux gens qui ont une étiquette verte de rentrer chez eux et de commencer des réparations pour les maisons avec des étiquettes jaunes et pour les rouges de dire, bon, attention, il faut reconstruire. Malheureusement, là encore, il n'y a pas eu de suivi. Les maisons avec des étiquettes jaunes et rouges ont été disons, pas reconstruites, mais ont été aménagées rapidement. Certaines écoles ont été totalement détruites. On a fait un maquillage et les gens sont rentrés à nouveau dans leur maison. Ce qui veut dire que...

[Valentine PAPILLON]

Le fait qu'une maison... Le fait qu'une maison ait été classée verte, ça voulait donc dire qu'elle n'avait pas été impactée à l'époque, mais ça ne veut pas forcément dire qu'elle était sécuritaire et qu'elle ne subirait pas de dommages si ça venait à se reproduire.

[E6]

Pas du tout, parce que l'épicentre du séisme était à une trentaine de kilomètres de Port-au-Prince. Donc, beaucoup de maisons n'ont pas été affectées à Port-au-Prince. Bon, probablement les maisons ont été construites selon des normes conventionnelles.

Elles n'ont pas été affectées, mais maintenant imaginez que l'épicentre se situe au cœur du Port-au-Prince. Peut-être que cette maison-là, qui était en verte, pourrait être beaucoup plus gravement affectée. Donc, voilà pourquoi il avait recommandé aux gens, même si votre maison était en vert, eh bien, il faut quand même reconsidérer la construction, demander à un ingénieur spécialisé en parasismique de voir la structure, est-ce qu'il y a des renforcements à faire. De toute façon, il faut revisiter la maison et renforcer s'il le faut pour qu'au prochain séisme, indépendamment de la localisation de l'épicentre, ces bâtiments puissent résister.

[Valentine PAPILLON]

Mais c'est bien de clarifier parce que parfois on a l'impression que vu que c'était vert, c'est comme si la maison, elle n'avait pas besoin d'intervention en fait.

[E6]

Non, non, c'était une décision qui devait permettre aux gens de rentrer immédiatement chez eux. Seulement ça.

[Valentine PAPILLON]

Je vais peut-être un peu plus me rapprocher du projet 16/6 en question. Alors le projet, juste pour faire une grande photo, entre guillemets, il y avait quatre composantes. Il y avait un aspect où ils ont redéplacé les gens qui étaient dans les camps pour les reloger dans des nouvelles habitations. Un aspect qui était plutôt lié à tout ce qui était logement, donc justement la réparation des maisons jaunes ou la reconstruction de maisons rouges, donc démolition, etc. Un aspect où ils sont venus remettre en place des infrastructures dans les quartiers concernés. Et un aspect de suivi où ils voulaient plus documenter le projet pour qu'on puisse justement avoir des enseignements par rapport à ça. Maintenant, ce qui m'intéresse, c'est qu'il y a plein de projets qui ont été mis en place. Ils ont choisi des stratégies différentes. Donc, par exemple, il y a des projets qui ont commencé sur table rase, etc. Et dans le projet 16/6, ils ont choisi d'aller intervenir dans des quartiers, dans certains quartiers spécifiques. Je vais peut-être vous les citer, comme ça vous les avez en tête. Mais donc tout ce qui est Morne Hercule, Morne Lazare, ils sont intervenus à Jalousie, Fort National, Nérette, donc tous ces types de quartiers. Euh.. Quel est votre avis sur le fait d'aller réinvestir ou reconstruire dans les quartiers d'origine des gens ?

[E6]

C'est un projet sur lequel je ne peux pas vous dire grand-chose. J'avais tellement de choses à faire à l'époque. J'étais le coordonnateur d'un programme de micro-zonages sismiques qui devait s'étendre sur la région métropolitaine de Port-au-Prince. La reconstruction devait commencer par là. Donc j'étais vraiment pris dans ce programme de micro-zonages, je peux vous dire davantage ce qui a été réalisé dans le cadre de cette étude. Il y avait également un plan séisme Nord pour faire des préventions dans le grand Nord. Le projet 16/6 a été exécuté par le PNUD. J'ai entendu parler du projet, mais je n'ai pas

vraiment une trop grande idée de ce qui s'est passé. Je sais qu'au Morne Lazare, Nérette, surtout les zones bidonvilles, beaucoup de constructions ont été détruites. Je sais qu'il y a eu beaucoup de réaménagements, mais je ne peux pas vous dire grand-chose sur ce sujet-là.

[Valentine PAPILLON]

Oui, mais en fait, j'essaie plus de me détacher. Ce n'est pas vraiment le projet en question qui m'intéresse, mais c'est plus la stratégie qui m'intéresse. Le fait, comme vous l'avez dit, d'aller reconstruire dans des quartiers de bidonvilles, est-ce que vous pensez que c'était une stratégie qui était à favoriser, ou vous pensez que c'était préférable à ce moment-là de, on va dire, plus vider ces mornes ou ces espaces-là et de reloger les gens dans d'autres endroits moins à risque, en fait ?

[E6]

Surtout l'UCLBP, l'Unité de la reconstruction, qui s'en chargeait. Donc, les stratégies ont été discutées avec l'UCLBP, le ministère des travaux publiques et le PNUD. Donc, je n'ai pas participé à ces choix. Donc, vraiment, je ne peux pas vraiment vous dire grand-chose là-dessus.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok, je comprends. Pas de problème.

[E6]

Madame Samira Philip vous dira tout ce qu'il faut sur ce projet-là. C'est elle qui était la responsable à exécuter avec une compagnie. Donc, elle sait tout.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je lui ai envoyé un petit message. Par rapport à tout ce qui est les cartes, parce que j'ai cherché les cartes avec les failles, ou tout ce qui est relief, ou risques, aléas, etc. Est-ce que vous savez s'il y a de la documentation qui serait disponible et que je pourrais éventuellement en recevoir ?

[E6]

Oui, bien sûr. Il y a pas mal de documentation. Je vais vous envoyer deux documents importants de mon étude. Tout d'abord, une copie de la feuille de route qui a été préparée au départ avec les grands axes, les objectifs. Et deuxièmement, il y a un article que j'ai rédigé pour GRAN, je ne sais pas si vous connaissez GRAN. Le groupe de réflexion, c'est Samuel Pierre qui est responsable de ce groupe, qui a une revue. Donc, j'ai rédigé un article pour cette revue. Un article qui fait le bilan quelques années après. Pour dire que tout ce qui a été réalisé, et avant et après.

[Valentine PAPILLON]

Ah ok, ça c'est super.

[E6]

Oui. Ensuite, il y a aussi des rapports techniques, des rapports de micro-zonages. Parce qu'à l'époque, on parlait déjà de reconstruction. Donc, il fallait reconstruire la région métropolitaine de Port-Prince. Donc, plusieurs communes ont été ciblées. Et le micro-zonage sismique a été réalisé sur 85 communes de la région métropolitaine de Port-au-Prince, et également dans le Grand Nord. Donc là, j'ai des cartes, j'ai des rapports parce qu'on s'est rendu compte qu'en dehors des maisons qui ont été très mal construites, les types de sols ont également joué un rôle de la vulnérabilité du bâtiment. Même si vous avez une maison qui est très bien construite, qui est construite aux normes parasismiques, le type de

sol peut vraiment entraîner des effets de sites lithologiques, ou encore des effets de sites topographiques. On peut aussi avoir des problèmes de liquéfaction du sol. Donc, il fallait bien connaître le sol avant de construire un bâtiment, et proposer des modalités de construction parasismique. Donc, dans ces études-là, tout est fait, tous les aléas ont été étudiés. Ce qui permettra aux bureaux d'études d'avoir une très bonne idée du sol sur lequel on va construire. Également, quelles sont les choses à appliquer pour pouvoir mieux construire, pour ne pas répéter les mêmes erreurs.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Justement, par rapport au fait de ne pas répéter les erreurs, etc., est-ce qu'il y a quand même certains comportements qu'on a remarqué qui avaient évolué depuis 2010, avec toutes ces sensibilisations, vous avez quand même beaucoup fait de la communication, fait des conférences, etc. Est-ce que pour vous, il y a quand même des choses qui ont changé dans la mentalité des gens ?

[E6]

Personnellement, je peux constater qu'il y a eu des changements. Même au niveau des écoles, on vous pose des questions qui n'étaient pas vraiment possibles à poser avant le séisme. Donc, les enfants sont mieux informés. Et au niveau des constructions, il y a eu beaucoup de formations. Beaucoup d'ingénieurs qui ont fait des études à l'extérieur et qui savent maintenant comment construire parasismique. Beaucoup de maisons ont été mieux construites maintenant. Beaucoup de gens ont consulté les études de micro-zonages à partir desquelles ils ont construit. Mais on ne peut pas dire que c'est quelque chose qui est vraiment général. Donc, on continue à construire de manière irrationnelle. Beaucoup de gens ont pris conscience qu'il faut mieux construire. Et ils ont consulté les documents existants. C'est un progrès.

[Valentine PAPILLON]

Ça, c'est déjà une bonne chose s'il y a quand même une certaine communication qui a aidé aux changements. Par rapport aux cinq stratégies que vous m'avez expliquées au début, et que vous me disiez que vous aviez peut-être plus une idée d'ensemble sur ce qui a été fait concrètement, est-ce qu'il y a quelque chose que vous n'avez pas forcément abordé avec moi et que vous pensez qu'il serait intéressant ?

[E6]

Bon, je crois que nous avons tout abordé. Même au niveau de la réponse, il y a des plans de contingence pour plusieurs départements. Et non seulement, on a abordé le problème des risques sismiques, mais nous avons étendu les études... Nous avons même été au-delà du risque sismique. Nous avons surtout abordé les aléas naturels, de manière générale parce que Haïti ~~?~~ est un pays à risque cyclonique, à risque d'inondation. Nous avons 1 500 kilomètres de côtes, donc les failles sont sous la mer, il y a un problème de tsunami. Il y a un problème de mouvement de terrain ~~?~~ avec 80% de pentes, donc il y a des risques de glissement de terrain. Nous avons des problèmes de sécheresse, nous avons des problèmes d'érosion, etc. Donc, il y a un programme qui a été établi pour faire l'inventaire des aléas naturels en Haïti ~~?~~ après le 12 janvier. Effectivement, il y a un atlas qui existe, dans lequel tous les aléas majeurs ont été étudiés, ont été identifiés. Et pour les 10 départements géographiques, il y a un tableau qui montre quels sont les aléas les plus fréquents pour chaque département. C'est un outil qui devrait être utilisé par les délégations, par les mairies pour pouvoir aborder maintenant les aléas au niveau départemental. Malheureusement, c'est une étude qui devrait aller au niveau des communes, parce que même si un aléa est présent au niveau d'un département géographique, il n'est pas forcément présent au niveau d'une commune. Toutes les communes n'ont pas la même capacité pour pouvoir

réagir. Mais déjà, au niveau du département, nous avons une très bonne idée des aléas naturels majeurs qui peuvent exister. Donc cet atlas-là existe. Et ensuite, avec le PNUD, il y a eu des projets de prévision d'aléas naturels. Par exemple, pour les départements du Sud, pour les départements des Nippes, département de la Grand'Anse, département du Nord-Ouest, il y a eu des projets multirisques. Tous les risques ont été abordés. Voilà les risques dont il faut tenir compte au niveau des communes et voilà les plans de prévention qu'il faut pour pouvoir faire face à cette situation. Malheureusement, tout cela a été réalisé. Le plus souvent, ce sont des études qui sont très techniques. Bien sûr, il y a un maillon qui manque. C'est que d'un côté, vous avez la technique qui est très bien faite, avec des experts, des gens qui connaissent bien leur métier. Et de l'autre côté, en bas, vous avez les mairies, les politiciens qui sont là pour utiliser maintenant, pour prendre des actions concrètes, pour pouvoir réduire la vulnérabilité. Parce que cette réduction de la vulnérabilité n'est pas faite par les techniciens, par la technique, c'est la politique. Ce sont les budgets qui sont votés, les plans qui sont là. S'il doit y avoir un programme de sensibilisation dans les écoles, c'est au niveau du ministère de l'Éducation qu'il y a des budgets qui sont votés. S'il faut faire des exercices de simulation, ça coûte de l'argent, il faut un budget. Maintenant, entre ce qui est technique, ce qui a été fait en amont, et ceux qui doivent concrétiser, tout cela, il y a quelque chose qui manque. Il n'y a pas eu une traduction opérationnelle des documents techniques en documents opératoires permettant aux politiciens de prendre connaissance de ce qu'il faut faire. Donc, d'un côté, vous avez la technique qui est sur un piédestal. Les rapports sont restés dans les tiroirs. Et de l'autre, vous avez les politiciens, les autorités, qui ont un mandat déterminé. Ils vous disent « Moi, j'ai quatre ans à passer, donc si j'ai un budget, je ne vais pas faire ceci. Il faut faire quelque chose maintenant. » Ce qui est, par exemple, pour les cyclones, pour les inondations. Donc, il n'y a pas vraiment un dialogue entre la technique et la politique. Donc, moi, j'essaie de combler le vide. J'essaie de traduire parce que moi aussi, je fais partie de la technique. Je comprends un peu ce qui se fait. Je suis aussi directeur général du bureau des mines, donc, je rencontre un petit peu les autorités. Donc, j'essaie d'expliquer aux gens « Voilà comment il faut faire. » J'essaie de mettre sur une table et la technique et la politique pour qu'on puisse maintenant prendre des décisions au profit de la population.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends. Donc, en fait, comme vous dites, il y a vraiment un gap entre comment est-ce qu'on passe de tous ces documents techniques-là, ces recherches qui ont été faites, et leur véritable application dans le concret, dans le changement des habitudes et des modes de construction. C'est là qu'il y a un manquement.

[E6]

Oui, oui. Parce que ce sont les autorités qui exécutent ce qui est dit dans les rapports. Par exemple, au niveau du micro-zonage sismique, il y a beaucoup de recommandations, mais ces recommandations sont restées lettres mortes. Parce que c'est la politique qui devrait intervenir. Il faut des lois. Et pour les lois, ça se fait par le Parlement. Ensuite, les projets sont exécutés par des agences, par des institutions nationales qui dépendent encore du gouvernement. Donc, il y a un gap, un vide entre la technique et la politique.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends bien. Est-ce que vous voyez d'autres moyens, on va dire, de faire parvenir cette information très technique aux populations ? Ou vous pensez vraiment que sans reconnecter le maillon avec la politique, ça sera trop difficile ?

[E6]

Il faudrait une décision politique également pour pouvoir renforcer les mairies. Renforcer les mairies, les doter de personnels qualifiés, compétents, pour pouvoir faire le relais entre la politique et les administrés. Malheureusement, ceci n'a pas été fait. Tant que les mairies sont là, elles s'occupent du carnaval, du marché, mais dès qu'on parle technique, bon, ça, il n'y a pas de rapport.

[Valentine PAPILLON]

Oui. Oui, je comprends bien.

[E6]

Moi, personnellement, j'ai essayé de faire le lien parce qu'on m'invite assez souvent pour faire des conférences. J'essaie de dire aux gens, bon, voilà ce qu'il faut comprendre. Je n'entre pas trop dans la technicité pour que les gens, tout le monde puisse comprendre. Donc, j'essaie d'expliquer aux autorités, voilà ce qu'il faut faire. Nous devons donner la main aux scientifiques pour pouvoir constituer des programmes, des programmes à la fois techniques et également administratifs. Ceci devrait être offert au profit de la population, mais il ne faut pas que la politique fasse son boulot tout seul et ignore la technique. Parce que si, par exemple, on devrait faire de la sensibilisation quelque part, il faut se baser sur les données techniques. Quelles sont les zones les plus vulnérables ? Donc, si on ne se sert pas de ceci, on va faire la sensibilisation dans une zone qui ne mérite pas de la sensibilisation. Donc, nous allons passer à côté. Donc, il y a une sorte de coordination à faire entre la technique et la politique. Malheureusement, la politique a les dents dures et c'est la politique qui décide de tout en Haïti. Donc, les aspects techniques, une fois réalisés, sont restés dans les tiroirs, malheureusement.

[Valentine PAPILLON]

Et par rapport justement à ces études que vous avez faites et ces zones que vous avez plutôt classifiées de plus à risque ou moins à risque ou plus vulnérables et moins vulnérables, est-ce que vous pensez qu'on doit quand même continuer à construire dans ces zones qui sont assez vulnérables ? Ou il faudrait justement qu'au niveau de la politique, ça bloque et qu'on n'ait pas dans des zones que vous avez identifiées ?

[E6]

La réduction de la vulnérabilité, ce n'est pas quelque chose qui se fait toujours du jour au lendemain. C'est un travail de très longue haleine. Donc, il ne faut jamais se décourager. Je pense qu'après 15 ans, nous avons obtenu des résultats. Ce n'est pas suffisant. Nous n'avons pas été suffisamment vite, mais nous avons pu obtenir certains résultats. Par exemple, la protection civile. Lorsqu'elle décide de faire des exercices de simulation quelque part, la population participe à tout ceci. Nous faisons des conférences dans les écoles. On m'écrit à longueur de journée pour faire des conférences. On me sollicite, oui. La demande, elle est là. Et à chaque fois, les enfants sont très contents. On pose des questions, on fait l'évacuation et tout le monde a bien compris. Je pense que ceci n'est pas fait au niveau national, mais il y a une bonne partie de la population qui est maintenant concernée. Je pense que la vulnérabilité a été réduite, je ne peux pas vous dire à 20%, 30%, 40%, parce qu'il n'y a pas un bilan qui a été fait.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends, bien sûr. Ok. Juste, si je reviens un petit peu, on va dire en arrière, mais en fait plutôt sur le tremblement de 2010, est-ce que vous savez plutôt au niveau technique nous faire un petit rappel

de qu'est-ce qui s'est vraiment passé au niveau des failles ou au niveau, de l'intensité de la chose ou de l'impact ? Juste une sorte de petit bilan sur ce tremblement de terre là en particulier.

[E6]

Comme je vous l'avais dit, bien avant 2010, les mesures de géologie spatiale avaient annoncé que cette faille-là, qui est longue de 250 kilomètres, qui part d'(...) jusqu'à Pointe de Tiburon, traverse toute la presqu'île du Sud, sur 250 kilomètres. Heureusement, c'est une faille qui a été fragmentée, elle n'est pas vraiment totale. Il y a plusieurs segments et on avait prévu qu'il y a un segment qui peut se rompre à n'importe quel moment de la magnitude qu'on allait avoir, peut-être de l'ordre de 7. Comparativement à la spécificité historique, parce qu'en 1701, en 1751 et en 1852, nous avons eu des tremblements de terre similaires avec de telles magnitudes. On ne connaît malheureusement pas la période de récurrence de ces séismes-là. Les études de GPS ont permis de comprendre que nous sommes dans la période de retour d'un séisme majeur sur cette faille-là. Donc, on allait avoir un séisme comme ça. Le 12 janvier 2010, effectivement, dans un premier temps, on a cru que c'était un segment de faille tout près de Léogane qui a rompu. Mais après l'étude et avec les répliques, on s'est rendu compte que c'était une faille secondaire, tout près de Léogane, qui est connectée à la faille principale. Depuis lors, nous avons appris la leçon pour dire qu'en dehors des failles majeures que nous connaissons, il existe une quantité de failles secondaires qui sont tout aussi dangereuses que les failles majeures. Donc, connaître l'aléa sismique, c'est aussi cartographier les failles secondaires. Donc, voilà pourquoi un gros travail a été fait dans la cartographie multirisque. A travers le micro-zonage, on a pu cartographier toutes les failles secondaires au niveau des départements du Sud, de la Grande-Anse, des Nippes et du Nord-Ouest. Donc, on connaît maintenant pas mal de failles secondaires, également leur potentiel sismique. Donc, tout ça a été cartographié.

[Valentine PAPILLON]

Donc, c'est-à-dire que l'information, elle est vraiment là, en fait. Vous avez fait le travail.

[E6]

Le plan technique, oui, le travail a été fait.

[Valentine PAPILLON]

Oui, parfait.

[E6]

Mais pour moi, moi, je ne suis pas satisfait. D'accord, moi, je sais tout ce qu'il faut faire. Le plan technique, c'est bien. Nous avons maintenant un réseau de surveillance sismique. Au niveau du Bureau des mines, nous émettons chaque mois un bulletin sismique pour dire que voilà, l'activité sismique pour les 10 départements, c'est quelque chose de très important, qu'on n'avait pas avant. Mais à quoi ça sert si on a de très belles études techniques, si on émet des bulletins sismiques mensuels, on connaît toutes les failles, et si la population est toujours vulnérable ? Je pense que l'objectif de tout cela, c'est de réduire la vulnérabilité de la population. C'est de dire aux gens, voilà comment il faut construire, voilà l'attitude, le comportement qu'il faut avoir, et comment insérer tout ça dans le vécu quotidien pour que la prochaine fois, au prochain séisme, même si la magnitude était de 7, on n'aurait pas de 300 000 morts, on n'aurait pas autant de bâtiments détruits. Donc, l'objectif, c'est ça. Donc, il tient bien d'avoir des études très techniques, c'est beau, mais réduire la vulnérabilité, c'est encore beaucoup plus important.

[Valentine PAPILLON]

C'est l'aspect vraiment concret.

[E6]

Et cela va prendre beaucoup de temps. Beaucoup de temps.

[Valentine PAPILLON]

Mais vous y croyez, vous vous investissez dedans, donc c'est que vous y croyez quand même.

[E6]

Oui, oui. Par exemple, avec une station locale de radio, nous avons mis sur pied une publicité. Je pense que depuis 15 ans, chaque jour on passe cette publicité en Créole à la radio Kiskeya pour dire aux gens, voilà ce qu'il faut faire avant, pendant et après. Donc, ceci a eu un impact extraordinaire.

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est ça.

[E6]

Tout le monde est maintenant informé.

[Valentine PAPILLON]

Oui, donc il y a vraiment quand même un certain pouvoir dans l'information, dans le fait de sensibiliser les gens, que ce soit les petits ou les plus grands. Mais vraiment, ce travail-là est tout aussi important pour justement, vu qu'on n'a pas l'aspect où il y a les mairies qui vont fonctionner, qui vont appliquer, mais vous travaillez quand même sur la mentalité des gens et leurs réactions, donc c'est quand même une bonne chose.

[E6]

C'est une bonne chose, mais il y a aussi un aspect qu'il ne faut pas oublier. C'est le pouvoir économique de la population. Parce que parler de réduction du risque sismique, construire en parasismique, faire l'éducation de la population, actuellement, la population a un besoin primaire, il s'agit de manger, de boire, de dormir, de trouver un toit. C'est ça, c'est ce qui est le plus important. Comment dire à des gens qui ont faim, qui n'ont pas d'argent pour envoyer leurs enfants à l'école, de construire parasismique ? Des gens qui cherchent un toit, qui construisent n'importe où dans les ravines, qui trouvent les matériaux, les tôles, du carton pour faire un bâtiment, comment dire à ces gens-là de bien construire ? Il y a une épée de Damoclès sur leur tête. Il faut vraiment diminuer le risque sismique. C'est très difficile à avaler. Lorsqu'on vit dans un pays où la pauvreté est trop importante, lorsque le pouvoir économique est très faible, les gens cherchent à manger, comment maintenant dire aux gens, attention, il faut mieux construire ? Nous avons chaque année une saison cyclonique, et dire aux gens, attention, il ne faut pas construire près des rivières, près des ravines, mais qu'est-ce qu'il faut faire ? Où est-ce qu'ils doivent aller ? Il faudrait commencer à élever le niveau économique de la population, permettre aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école, leur donner l'éducation qu'il faut, pour pouvoir comprendre tout cela. Et après, lorsqu'on aurait le primum libere, le minimum, à ce moment-là, on pourrait parler de bien vivre, avoir une bonne construction, l'attitude qu'il faut face à un séisme. Mais pour le moment, ça va passer difficilement, parce que le niveau de la population est trop faible. La pauvreté est trop flagrante.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends. C'est vrai que j'ai eu cette discussion avec le fait qu'on faisait des formations pour les boss maçons, que c'était effectivement intéressant, qu'ils acquérissaient certains outils, mais qu'en même temps, si leurs clients n'avaient pas les moyens de mettre cette quantité de ciment, de mettre cette quantité de fer, ils allaient continuer à faire avec ce qu'ils ont. C'est vrai que c'est un débat qui est là, l'aspect économique.

[E6]

Oui, malgré le fait que certains ingénieurs bien formés aient la volonté de mieux construire, de bien faire le dosage de ciment, de bien ferrailler, etc., d'appliquer les normes, les clients pour lesquels ils travaillent vous disent attention, il ne faut pas mettre trop de ciment, trop de fer. Vous dépensez trop pour la construction alors qu'en principe, ce n'est pas l'ingénieur qui fixe la quantité de fer, le dosage, ce sont les calculs. Donc on devrait pouvoir respecter les calculs. Les clients ne sont pas toujours disposés à faire tout ça. De même, si on doit faire une étude de sol avant de construire, le client n'est pas disposé à le faire parce que c'est un coût supplémentaire.

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est vrai que les études de sol en Haïti, à mon expérience personnelle, je n'ai jamais entendu quelqu'un bâtir, vérifier ce qui se passait en dessous.

[E6]

Bon, certains le font, mais ceux qui ont de l'argent, quelqu'un qui va construire une villa par exemple, il est tout à fait normal qu'avant de construire, il s'essaie de savoir sur quel type de sol je construis. Si on construit une école, une église, un hôpital, donc avant de construire, il faut bien savoir sur quel type de sol on construit. Mais demander au commun des mortels qui va construire une petite maison, de manière... Bon, on ne construit pas d'un seul coup, on le fait pièce par pièce. Demander à ces gens-là de commencer par une étude de sol, ça va être très difficile.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je me rends bien compte.

[E6]

Moi, je pense qu'en Haïti, on devrait aussi avoir une politique de logement. On ne peut pas demander à chaque habitant, à chaque Haïtien, d'avoir son propre terrain et de construire sa propre maison. C'est impossible. Nous devons avoir un programme de logements sociaux pris en charge par l'État haïtien, construire des bâtiments, des bâtiments sociaux, sur des sols bien étudiés, avec des normes parasismiques. Maintenant ces bâtiments bien construits, bien faits, pourront être mis à la disposition de la population, avec des loyers modérés. À ce moment-là, vous allez payer quelque chose. Ce n'est pas nécessaire d'acheter un terrain et de construire vous-même. Parce que vous n'allez pas construire parasismique. Vous allez trouver un bâtiment parasismique, dans un endroit bien situé. À ce moment-là, vous payez un loyer jusqu'à ce que vous arrivez à entrer en possession de la maison. Je crois qu'il faut aller aussi également dans ce sens. Éviter qu'il y ait des bidonvilles un peu partout. Que l'État haïtien prenne en charge la construction des bâtiments sociaux pour pouvoir loger la population correctement. Et cela éviterait beaucoup de choses.

[Valentine PAPILLON]

Forcément. Une question qui se pose, c'est que ces bidonvilles ou ces espaces qui ont déjà été construits sont habités. Donc, c'est très difficile de venir reloger ces gens-là ou d'intervenir sur place.

[E6]

C'est extrêmement difficile. Avant le 12 janvier, il y avait un espace qui était plus ou moins libéré. C'était à l'entrée nord de la capitale. La montagne est encore utile. On pensait maintenant déloger la capitale et la placer dans cette région-là. Ceci n'a pas été fait correctement. Les gens se sont accaparés de cette région. Maintenant, il y a un bidonville qu'on appelle Canaan. Canaan à l'entrée nord. C'est vraiment inconcevable. Maintenant, comment déloger les gens si vous prenez la région de Jalousie, par exemple, la région de Canaan, et dans certaines villes de provinces qui ont toujours des bidonvilles, comment maintenant déplacer ces gens ? Ça va coûter beaucoup, beaucoup, beaucoup. Très cher. Maintenant, il faudrait trouver un espace différent. Il faut reconstruire les logements et permettre à ces gens-là de se reloger ailleurs. Dans cette difficulté-là, demander à une population bidonvillisée de laisser la région, sans pouvoir leur offrir des alternatives, ça va être extrêmement difficile.

[Valentine PAPILLON]

Mais j'allais dire, est-ce que pour vous, la solution, c'est de les déplacer, de les reloger ailleurs, ou c'est de venir avec de nouveaux types de constructions pour justement, entre guillemets, sécuriser ce qui est déjà ?

[E6]

Après le 12 janvier, par exemple, le projet 16/6 a essayé justement cela. Il y a des bidonvilles, des maisons qui sont très mal construites. On essaie de consolider ce qui peut être consolidé, mais on n'a pas suffisamment de moyens pour couvrir toute la région. Certaines maisons vont être consolidées, des écoles vont être consolidées, mais l'ensemble de la population, la plupart des maisons construites ne seront pas vraiment renforcées, donc le problème va demeurer en entier. Je pense qu'il faut avoir beaucoup de moyens, à la fois pour déloger les gens, trouver un autre endroit pour construire, et si possible, conserver un petit peu l'allure de ces quartiers en conservant les maisons qui ont été bien construites et détruire les autres. Mais là encore, il faut avoir les moyens qu'il faut pour le faire. Parce qu'en Haïti, nous avons des budgets très faibles. Ce sont des projets qui coûtent très cher, et c'est surtout la communauté internationale qui finance ces projets. Ces projets sont là pour 4 ans, 5 ans, donc c'est l'agence qui décide, on a un budget donné. Avec ce budget, on fait ce qu'on peut. Une fois que l'argent est terminé, et l'argent passe plus souvent pour payer les experts et non pas vraiment pour construire. Donc une fois que ce budget est terminé, le problème reste pratiquement en entier. Et dès qu'on n'a plus de budget, on n'a plus de financement, ça revient encore constamment. Donc, le problème n'est jamais abordé à fond.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que le fait d'avoir prévu maintenant, on va dire, une marche à suivre, ou dans chacune des branches que vous aviez parlé, il y a certaines choses qu'il faut mettre en place, est-ce que réorienter justement cette aide internationale et pas à pas avancer dans certaines directions précises n'aiderait pas la chose ? Parce que j'ai déjà eu écho du fait que par exemple après 2010, tout le monde faisait un petit peu de son côté ce qu'il avait envie de faire. Mais si par exemple, on avait nous, au niveau de l'État haïtien, prévu un plan, prévu des étapes par lesquelles on devait passer et se dire, Ok, X, Y, Z, on va aller dans cette direction-là, est-ce que vous pensez que c'est quand même une solution pour avancer ?

[E6]

Ce serait la solution. Lorsque l'international nous donne un budget, on va faire cela. Une fois que le projet est terminé, les experts s'en vont. Il revient maintenant à l'état d'exécuter. Une fois qu'il n'y a

plus de budget, on a fait ce qu'on peut. Et s'il n'y a pas de budget, tous les acquis qui ont été faits risquent de se perdre parce qu'il n'y a pas de suivi. Donc, c'est la même chose. Et la communauté internationale a vraiment marché cinq ans après le séisme. Il y a eu des fonds qui ont été adoptés pour cela. On s'est rendu compte que les projets, une fois exécutés, il n'y a pas de suivi. Les fonds commencent à être moins importants. Il y a d'autres chats à fouetter. Maintenant, la communauté internationale n'est plus disposée à financer. Donc, il revient maintenant à l'état haïtien de financer d'une part et de faire le suivi. Non seulement, on n'a pas d'argent pour financer, mais deuxièmement, il n'y a pas de suivi.

[Valentine PAPILLON]

D'accord. Donc, du coup, par rapport à tous les aspects qu'on a pu discuter aujourd'hui, si on devait faire un peu, on va dire, une sorte de bilan ou vraiment les enseignements que vous pensez qu'on doit tirer de ce qui a été mis en place en 2010 et qu'on devrait vraiment se focaliser dessus pour l'avenir, vous feriez référence à quoi ?

[E6]

Je pense que beaucoup de choses ont été faites. Il y a eu beaucoup d'acquis. Malheureusement, la situation sécuritaire du pays... va nous rendre dans un état vulnérable encore plus intense. Pourquoi ? Parce que la région métropolitaine de Port-au-Prince a été abordée, il y a eu les études de micro-zonage, il fallait reconstruire. Maintenant, avec les problèmes de sécurité, avec les gangs, les gens ont fui leur quartier. Maintenant, toute la population se retrouve concentrée au niveau de deux communes, Pétion-Ville et Delmas. Il y a une augmentation de la densité de la population. Au niveau de ces deux communes, la population est passée presqu'à 4 à 5 millions d'habitants, une population qui était répartie sur l'ensemble du département. Donc maintenant, il y a une forte concentration de la population et les bâtiments qui étaient reconstruits au centre-ville ont été abandonnés et maintenant on utilise des maisons privées pour faire des hôpitaux ou encore des écoles, donc la vulnérabilité a maintenant augmenté, en raison justement de l'insécurité. Donc, on ne peut pas dire que tout ceci a été perdu, les données sont là, mais si demain on a un tremblement de terre similaire à celui du 12 janvier 2010 au cœur de Port-au-Prince, le bilan sera encore plus catastrophique parce que la densité de population a augmenté et maintenant on construit de n'importe quelle manière. Il y a beaucoup de déplacés, ~~donc~~ les gens vivent dans des situations vraiment intolérables. Donc, la vulnérabilité a augmenté en raison du fait de l'insécurité.

[Valentine PAPILLON]

Donc ça c'est, je veux dire, on est dans une situation en fait plus critique qu'avant, à la limite.

[E6]

L'insécurité, c'est un facteur aggravant qui au lieu d'arranger les choses, au contraire, a compliqué les choses. Et maintenant, au cas où l'insécurité, le problème serait résolu, comment maintenant retourner au centre-ville, un centre-ville qui a été totalement détruit, pour pouvoir tout reconstruire sur de nouvelles bases.

C'est un grand projet qu'il faut, il faut beaucoup d'argent et il faut maintenant avoir un plan également pour pouvoir reconstruire. Si on n'a pas de plan, on demande aux gens de réinvestir du centre-ville, ce serait encore beaucoup plus catastrophique. Donc s'il n'y a pas un plan d'aménagement, s'il n'y a pas une volonté de faire les choses autrement, d'appliquer les normes et de dire aux gens, bon voilà ce qu'on va faire, qu'il y a de suivi à faire. Si on n'a pas une autorité de l'État, si on n'a pas une bonne

gouvernance, parce que tout ceci est conditionné par une bonne gouvernance. Si on n'a pas l'autorité de l'État pour dire aux gens qu'il faut respecter les lois, qu'il faut faire les choses de telle manière, on risque de tomber encore dans le chaos.

[Valentine PAPILLON]

Quand vous dites que le centre-ville a été complètement détruit, vous faites référence à quoi ?

[E6]

Le centre-ville a été détruit le 12 janvier, maintenant les gangs ont pratiquement tout rasé. Ils ont mis le feu partout, les quartiers ont été détruits, les gens sont obligés d'abandonner. Donc si vous regardez maintenant le centre-ville, c'est une zone tout à fait déserte. Alors qu'après le 12 janvier, c'était là, mais quand même les gens y vivaient. Mais aujourd'hui c'est totalement désert, de Nazon jusqu'à Carrefour, totalement désert.

Entretien 7 : Architecte et chercheuse - Architecte

[Valentine PAPILLON]

Le projet 16-6 est un projet qui a démarré en septembre 2011. C'est une initiative du gouvernement. Ils ont travaillé en collaboration avec quatre agences des Nations Unies : OIM, UNOPS, PNUD et BIT. Ils avaient quatre composantes différentes dans le projet. Chacune des organisations devait s'occuper d'une des composantes.

[E7G]

En résumé, c'est le gouvernement qui coiffait le tout, qui faisait la coordination.

[Valentine PAPILLON]

Le gouvernement a initié le projet. Il y avait un regard et quelque chose à dire. Mais ce n'est pas vraiment lui qui a mis en œuvre.

[E7G]

Qui s'occupait de coordonner tout ça ?

[Valentine PAPILLON]

On a Clément Bélizaire, qui est quand même un acteur assez important de l'UCLBP que je rencontre cet après-midi. Et lui, je pense que ça a vraiment été le coordinateur.

[E7A]

Ils ont délégué l'ouvrage à l'UNOPS.

[E7G]

C'était l'UCLBP. Il dirigeait l'UCLBP à l'époque.

[E7A]

Après, c'était l'UNOPS. C'est ça ? Le maître d’ouvrage délégué à l'UNOPS.

[Valentine PAPILLON]

Oui, mais en fait, ça dépendait de la composante parce qu'il y avait quatre parties. J'avais fait une présentation, je ne pensais pas vous la montrer, peut-être que c'est plus simple.

Mais en fait, il y avait quatre composantes. Il y avait une composante qui s'occupait du processus de retour : gérer comment est-ce qu'on allait prendre les gens qui étaient dans les camps parce que l'objectif, c'était libérer les camps et remettre les gens dans leur quartier d'origine. Donc, ils ont fait un recensement et ils ont identifié 16 quartiers principaux d'où venaient ces personnes-là. Donc, ils comptaient faire des interventions. Donc, dans cette partie-là, c'était l'OIM qui s'occupait de tout ça. Au niveau des logements et de la réhabilitation des quartiers, donc c'est les deux autres composantes, ça, c'était l'UNOPS qui travaillait. Ils se sont donc occupés de la réparation des maisons, la reconstruction et de remettre des infrastructures dans les quartiers. Et la quatrième composante, c'était essayer de faire un genre de suivi, d'évaluation. Réaliser certains documents qui gardaient une trace de ce qui avait été fait. Et ça, c'était le PNUD. Et là où l'OIT avait participé, c'était parce qu'ils ont également fait des formations pour les boss maçons : tout ce qui est parasismique. Et donc, du coup, eux aussi sont intervenus pour former les gens qui allaient construire les maisons, qui allaient réparer les maisons, etc. Donc, voilà... Chacun d'eux avait une responsabilité. Et ils n'étaient pas forcément mêlés dans, on va dire, l'autre composante dont ils n'étaient pas responsables.

Voilà par rapport aux quartiers... Moi, je suis d'origine de la Grand'Anse. Donc, Port-au-Prince, ce n'est pas forcément ma destination. Donc, du coup, je les ai quand même remis au cas où : c'est Barbancourt, Bas-Panaméricaine, BelAir, Bois-Patate, Canapé Vert, Carrefour-Clercine, Delmas 60, Font-Delmas 31, Delmas 33, Haut-Panaméricaine, Jean-Baptiste, Maïgaté A et B, Morne-Hébaut, Morne-Hercule, Morne-Lazare, Nérette, Villarosa et Jalousie.

Parmi ces 16 quartiers-là, au final, il n'y en a déjà que 6 qui ont vraiment eu des interventions, huit qui ont eu des interventions. Parce que même s'ils sont intervenus dans 8 parmi les 16, ils n'ont pas tous eu une intervention au même degré, on va dire. Voilà. Et donc, là où, entre guillemets, c'est sûr et certain, c'est Morne Hercule, Lazare, Nérette et Jalousie.

[E7A]

Est-ce que ça, c'est tous les quartiers bidonvilles informels ?

[Valentine PAPILLON]

En majorité, je ne connais pas exactement la configuration de chacun d'entre eux. Mais en tout cas, tous ceux dans lesquels ils sont réellement intervenus, oui.

[E7A]

Parce que ça, tu devrais le confirmer, parce que c'est important.

[Valentine PAPILLON]

Même dans ceux qui ne sont pas intervenus ?

[E7A]

Ben non.

[Valentine PAPILLON]

Mais ceux qui sont intervenus, oui.

[E7G]

Je ne sais pas si ça vaut la peine de relire les 16 quartiers, mais en général, c'est ça.

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est ça. Tous ceux qui sont intervenus, en tout cas.

[E7G]

Alors, je ne sais pas si on n'est pas revenu sur la définition des bidonvilles. Est-ce que c'étaient vraiment des bidonvilles ? Est-ce qu'on peut toujours... Il faudrait peut-être définir ce que c'est un bidonville. Parce que, si c'est l'absence d'infrastructure, Port-au-Prince, c'est un bidonville.

[E7A]

Exactement.

[E7G]

Bon, il y en a si peu en termes d'infrastructure que... Donc, pour moi, ce sont des quartiers modestes, très peu gérés, pour ne pas dire pas gérés du tout mais est-ce que ce sont vraiment des bidonvilles ? Souvent, ce sont des constructions solides, en béton, avec même des toits en béton et tout ça. Donc, ce n'est pas l'époque des *shacks* avec des murs en tôle. Ça existe aussi, mais ce n'est pas tous les quartiers qui sont comme ça.

[E7A]

Ce que tu soulignes est très important. Une grande partie de ma thèse était de remettre en question les représentations qu'on a par rapport aux cités, bidonvilles en Haïti et ailleurs, dans le fond. Moi, j'ai appelé ça des quartiers « auto-urbanisés ». C'est auto, ce sont auto. Ce n'est pas nécessairement illégal ni informel parce qu'encore une fois, formel, informel, il y a tellement de nuances de gris.

Ce n'est pas nécessairement partout des Cité Soleil, où les gens marchent dans des égouts. Il y a des quartiers qui sont auto-urbanisés, qui sont aussi bien que Delmas, disons. Moi, j'étais incapable de faire la différence, comme étrangère, ou des trucs comme ça.

Donc, il va falloir effectivement que tu définisses ce que tu veux dire par ces quartiers-là. Même si on appelle ça, en Haïti, ils ont toutes sortes de noms : bidonvilles...

[E7G]

Oui, oui, dans le langage courant, les gens disent les bidonvilles comme ça. Je pense qu'à notre niveau, au niveau universitaire, il faut peut-être poser le problème.

[Valentine PAPILLON]

Ma question, en fait, c'était comment est-ce que vous qualifierez ce type de quartier ? Quels mots vous mettrez dessus ? Parce que chaque intervenant, justement, le décrit différemment. Donc ça, pour moi, c'est important de savoir. Voilà... Comment le qualifierez-vous ? Et est-ce que vous êtes favorables à ce que des interventions se fassent dans ce type de quartier ?

Pourquoi je dis ça ? Parce qu'il y a différents projets, différentes stratégies qui ont été mises en place. Donc, il y a certaines personnes qui ont décidé: « Bon, moi, je vais faire un projet. Je vais commencer sur table rase. » « Moi, je vais délocaliser tout le monde. » Ou : « Moi… » Comme dans le projet 16/6, ils ont plutôt décidé de réintervenir dans les quartiers d'origine des gens et ils ont été reconstruire dans des zones qui sont plus ou moins à risque, ça dépend. Mais ils ont fait ce choix-là. Donc voilà... La question, c'est comment vous percevez cette décision ?

[E7A]

Commence déjà à y répondre.

[E7G]

Écoute... Moi, ce n'est pas un sujet sur lequel j'ai trop réfléchi, mais ma tendance serait de dire « oui ». La table rase, définitivement « non ».

[E7A]

Une option aurait été, un peu ce qu'on entend souvent : « Il faut raser. » Ça aurait pu aussi être une option de dire : « Ces quartiers se sont effondrés, on doit relocaliser les gens, on rase. »

[E7G]

Oui, mais ça dépend des quartiers. D'après moi, ça dépend des conditions. Et tout à l'heure, on parlait... Tu as mentionné Cité Soleil, par exemple. Je crois que, justement, le contexte physique compte énormément, il compte pour beaucoup. Cité Soleil, en fait, c'est une plantation, c'est carrément dans un marais. Donc, les conditions de Cité Soleil sont pratiquement dictées par le lieu, le fameux « *genius loci* ».

Un autre projet sera dicté par la topographie. Tu as des quartiers qui sont dans des pentes assez importantes, ce qui fait que, par exemple, ce sont des quartiers qui sont complètement piétonniers. Les voitures n'y accèdent pas. Il se pose le problème de l'incendie. Encore une fois, quel quartier de Port-au-Prince peut encore bénéficier du service d'incendie ? Très peu.

[E7A]

Tout est relatif, en fait.

[E7G]

Tout est relatif, tout dépend du lieu, du contexte parce que finalement, et c'est peut-être pour ça que... Bon, peut-être que je parle un peu trop.

[E7A]

Non, parle, parle ! On aime quand les gens parlent.

[Valentine PAPILLON]

Moi, mon rôle, c'est de poser le moins de questions possibles et de vous écouter.

[E7G]

Parce que, moi, si tu veux, au niveau de ma pratique, c'est ce qui m'a un peu éloigné du collectif. Parce que le collectif, dès que tu y touches, tu dois toucher à la politique.

[E7A]

Ah, ça, c'est un point super intéressant !

[E7G]

Ecoute, l'urbanisme, c'est la politique. Donc, si tu veux intervenir d'une manière ou d'une autre à ce niveau-là, tu dois absolument toucher la politique.

Je n'ai pas besoin de vous faire un dessin pour vous dire que moi, la politique, je n'y touche pas. J'ai vécu trop de choses amères pour m'approcher un tant soit peu de ce milieu. Donc, ce qui fait que quand tu prends, par exemple, des projets de ce genre... Bon, hop... on change d'échelle. Là, maintenant, on va être un peu plus dans le *design* urbain. Je ne sais pas si c'est ce qu'on dit en français. *Design* urbain et presque architecture aussi. Je commence à être un peu plus à l'aise parce qu'… il faut quand même la politique. N'était-ce l'UCLBP, tu n'aurais pas pu faire ce genre d'intervention. Il faut absolument qu'il y ait un organisme qui coiffe et un organisme qui n'est peut-être autre que public.

[E7A]

Oui, c'est ça. Il faut que l'État soit impliqué d'une façon ou d'une autre.

[E7G]

D'une façon ou d'une autre.

[E7A]

Même s'il ne finance pas nécessairement.

[E7G]

Exact. Donc, c'est bien que ce soit l'État qui l'ait initié. En fait, c'était sous Préval puisque c'était suite au tremblement de terre. C'est juste après. Donc, c'était déjà ça que l'État ait pris l'initiative et, avec l'UCLBP, a joué un rôle de coordonnateur. C'est absolument important.

[E7A]

Absolument. Ce qui est intéressant aussi, puis peut-être que ta recherche ne va peut-être pas trouver ça ni rien mais, si on revient à l'idée que ce sont des quartiers auto-construits. Donc, les terres probablement n'appartiennent pas officiellement aux propriétaires. Ils ont pris les terres.

[E7G]

Oui, ça aussi c'est un point super important : la teneur de la terre.

[E7A]

Exactement. Ils ont pris la terre à qui ? À l'État ? Ils ont pris les terres à... Il y a toutes sortes de modalités. Des fois, ce sont des terres d'anciens présidents en exil, d'anciens morts ou des terres de gens privés. On sait qu'ils volent des terres. Donc, une fois que l'État intervient dans ces quartiers-là, c'est comme qu'ils légalisent d'une certaine façon.

[E7G]

Souvent, c'étaient des terres *non aedificandi* aussi.

[E7A]

Non, c'est ça.

[E7G]

Donc, on va dire en créole « *tè leta se tè pam tou* ». Donc, ils se sont accaparés de ces terres puisque réputées faisant partie du domaine public.

Donc, il y a eu l'expérience de Soto. Est-ce que tu es au courant de ça ? Hernando de Soto. Tu connais ?

[E7A]

Oui, très connu !

[E7G]

Ça aussi, je ne sais pas si ça a été... Je suppose que ses études ont dû orienter, influencer d'une façon ou d'une autre dans toutes ces réflexions-là. Mais c'est un mec qui venait avec une idée assez formidable puisque de toutes les façons, justement, il serait impensable de faire table rase. Il n'y a jamais eu de politique de logement, ni quoi que ce soit. Donc, de légaliser d'une façon ou d'une autre, pas d'une façon ou d'une autre, mais il proposait vraiment de... voilà, et d'en tirer le meilleur parti. Donc, ça aussi, je pense que c'est un aspect assez important.

[E7A]

Hernando de Soto, il est très critiqué maintenant, mais il a fait un bestseller à l'époque. C'était « Rang du capitole ». Sa philosophie, c'est que si tout est informel, tout n'est pas comme le capital que les gens, les investissements, leur habitat, etc., que s'il n'est pas dans l'économie formelle, c'est du capital mort. On ne peut pas s'en servir comme équité pour aller chercher un prêt. Donc, de légaliser, etc., c'est une façon de sortir le capital mort, de l'amener dans l'économie formelle.

[E7G]

D'ailleurs, il y a des gens qui ont aussi mentionné l'autre côté de la médaille qu'on ne voit pas, ce sont les spéculateurs. Tu as des spéculateurs dans ces quartiers, des gens extrêmement riches mais qui n'existent pas dans le système. Ils ne payent pas de taxes, ils n'existent pas. Pourtant, ils sont propriétaires. Parce que souvent, les gens ne sont pas... Ils sont très souvent locataires dans ces quartiers bidonvilles, ou autrement. Ce sont des locataires. Donc, tu as des grands propriétaires, en réalité dans ces quartiers-là qui possèdent plusieurs maisons, et qui font beaucoup d'argent. Donc, c'est un aspect important.

[E7A]

Oui, c'est ça. Ça aurait été le fun que ta recherche soit capable de tout décortiquer mais ça, c'est une thèse. C'est une thèse de comprendre ça.

[E7G]

De toute façon, on parle comme ça mais après ça, tu vas le faire le tri. C'est pourquoi je l'ai dit tout à l'heure. Est-ce que peut-être que je parle trop ?

[Valentine PAPILLON]

Dans le cadre du 16/6, il y a quand même eu une certaine démarche pour redonner des titres de propriété aux gens. Donc, d'abord, ils m'ont précisé qu'en termes des maisons réparées, ils ne faisaient pas forcément attention, on va dire. Mais pour les maisons qu'ils ont reconstruites, ils ont quand même vérifié que ce soient des gens qui avaient un titre de propriété, soit ils ont travaillé sur la mise en place d'une certaine loi pour leur permettre de régulariser, on va dire, là où en tout cas ils construisaient.

[E7A]

Ce qui aurait été intéressant de savoir, ça aussi, il va y avoir des limites, mais quand on parle justement de régularisation des titres, ce qui a été, en théorie, ce qui a été démontré parfois dans les quartiers très pauvres, par exemple, c'est que ce n'est pas nécessairement bénéfique parce que les gens justement très pauvres vont avoir tendance à vendre. Ils vont vendre parce que...

[E7G]

Et puis les autres ? Qu'est-ce qui... Ça crée de la jalousie.

[E7A]

Oui, de la jalousie. Puis ça se gentrifie, ça devient des quartiers qui sont plus cossus, moins pauvres, alors que des quartiers pauvres, il y a un besoin. On se demande pourquoi, justement, il y a des endroits où les gens vont vivre dans la misère, dans les égouts, mais parce qu'hélas, il y a ce besoin. Ça répond à un besoin, soit transitoire, ou le fait que les gens sont plus proches de la ville pour avoir un emploi, ou carrément... Je t'avais parlé du prix Nobel, je ne t'ai pas envoyé le livre... mais en tout cas, la logique des pauvres, les pauvres n'ont pas tous la même logique que tout le monde, c'est-à-dire que tu leur donnes, par exemple, des moustiquaires. Pour eux, c'est plus important de marier leur fille, qu'ils s'en servent comme voile, que de se protéger contre la malaria. Donc, ils ont des logiques où ils vont investir de l'argent dans l'éducation de leurs enfants plutôt que dans leur logement, ils font des choix.

[Valentine PAPILLON]

C'est une question qui se pose parce que moi, je m'étais demandé c'était quoi les bénéfices pour les habitants, justement. Pourquoi est-ce qu'on fait ça, et à quel moment ? Comment est-ce qu'on les convaincrait que c'est une bonne chose ? Quels bénéfices ils vont tirer au final de ça ?

[E7G]

Tu ne sais pas. C'est une question...

[E7A]

C'est complexe, mais...

[Valentine PAPILLON]

C'est un système qui est là.

[E7G]

C'est une question philosophique. Je n'oserais pas répondre... En effet, c'est... Le point de vue, comme tu dis, là, c'est...

[E7A]

Est-ce qu'un Haïtien, justement, (...), est-ce qu'il est content d'avoir un type de propriété ? Moi, j'avais l'impression, oui. En parlant avec les gens à Canaan, de ce que j'avais compris, c'est que s'ils étaient propriétaires, ils n'avaient plus jamais rien à payer de leur vie, parce qu'on ne paye pas les taxes foncières, donc c'est un très grand avantage de devenir propriétaire.

[E7G]

Ce qui n'est pas vrai parce que de toute façon, il faut payer des taxes, justement. C'est justement ça. Justement, tu as des gens qui veulent rester dans l'informel, parce que justement, ils ne veulent pas payer de taxes. Ou bien, ils auraient préféré ne pas payer de taxes. Mais ce que je veux dire, c'est que

dans un État fonctionnel, tu rentres dans la formalité, tu paies les taxes, etc. Mais je trouve que sa question est assez épineuse, parce que tu pourrais même envisager que, en fait, le bénéfice c'est peut-être pour celui qui regarde. Le bénéfice, c'est peut-être pour la société formelle de dire : « Bon, il n'y a plus de pauvres chez moi. » Ça me donne du... Comment dit-on ça ? Je suis plus à l'aise avec moi-même, en tant que société, de dire, voilà comment je traite ma population.

Tu sais, par exemple, c'est un truc qui a beaucoup été critiqué chez nos voisins à Saint-Domingue. Ils ont beaucoup fait ça, d'après ce que j'ai compris, j'en ai même vu, des espèces de façades dans les quartiers. Tu as des espèces de façades urbaines et qui en réalité cachent ce qui se passe en arrière.

[E7A]

Un peu ce qu'ils ont fait à Jalousie en payant tous les...

[E7G]

C'est peut-être bien pour le confort moral de la société. Est-ce que c'est un bénéfice pour... Je n'oserais pas répondre, je ne sais pas.

De mon point de vue, oui. Moi, je veux une maison confortable, je veux une toilette qui fonctionne, etc. Mais est-ce que c'est vrai pour eux ?

[Valentine PAPILLON]

Peut-être que, d'une part c'est nécessaire si on veut revenir avec l'accès aux différents services, si on veut que l'eau puisse arriver, que l'électricité puisse arriver, c'est certainement plus facile de pouvoir...

[E7G]

Voilà... Automatiquement, on va à la politique. Parce que là, automatiquement, tu dois dépasser l'échelle du quartier, tu dois parler de la ville et du territoire et de la gestion de ce territoire. Absolument. Comment peux-tu envisager un quartier ou des... qui n'ont pas accès à l'eau, l'électricité, etc. Pour l'instant, tout le monde se débrouille, et ceci à tous les niveaux. Ceux qui ont de l'argent, ils achètent delco, inverter, batterie pour fabriquer leur propre électricité. Ils achètent des camions d'eau qu'ils accumulent dans des réservoirs d'eau. Voilà. Donc en fait, tout est privé. Il n'y a aucune infrastructure publique. Le peu qui existait dans ce Port-au-Prince d'il y a 50 ans, je ne sais pas, plus même, n'est plus fonctionnel.

[E7A]

Dans la dictature, finalement.

[E7G]

Mais même avant

[E7A]

Même avant.

[E7G]

Même avant. Si, on peut dire, le Port-au-Prince intra-muros, le noyau principal avait quand même des infrastructures. Il y avait des égouts, il y avait un système d'eau potable, il y avait l'électricité, il y avait tout. Et puis au fur et à mesure, ça a dérapé. Il y a eu l'expansion incontrôlée de la ville avec le développement de quartiers sans aucune infrastructure. Ce qui fait que maintenant, le grand Port-au-

Prince n'a pas d'infrastructure. Le peu qui existait est détérioré. Il n'a pas été entretenu, ni quoi que ce soit.

[Valentine PAPILLON]

En fait, moi ça me fait me poser une question... C'est de me dire... Je comprends que dès qu'on touche entre guillemets au collectif, on va toucher à la politique, mais est-ce qu'on pourrait même dissocier, enfin c'est indissociable en soi... Ce que je veux dire, c'est : « Qu'est-ce que vous pensez que faire des projets de reconstruction à l'échelle individuelle aura vraiment l'impact que ça devrait avoir comparé à l'échelle collective, et justement remettre en place des infrastructures, etc. ? » Une reconstruction de maisons, par exemple.

[E7G]

Ah, maison par maison

[Valentine PAPILLON]

Oui. Quand vous dites que vous préférez ne pas toucher au collectif, à quoi faites-vous...?

[E7G]

Ce n'est pas un choix intellectuel, c'est un choix de survie. Selon ma formation, ça ne peut être que par la politique mais ce n'est pas mon domaine.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends.

[E7G]

Mais, si je reviens à comment tu as posé la question... Haïti fonctionne, comme tu l'as dit tout à l'heure, de façon complètement privée; chacun fait ce qu'il a à faire, se débrouille d'une façon ou d'une autre. Si tu mets un système économique en place, et que les gens ont accès à l'argent, à de l'argent, ils vont faire ce qu'il faut. Ce sera peut-être dans un chaos extraordinaire, mais encore une fois, est-ce que ce n'est pas nous qui appelons ça un chaos ? Est-ce que ce n'est pas une vision du monde ? Et c'est pourquoi je dirais que je n'ose pas répondre à la question que tu as posée tout à l'heure.

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui, je comprends.

[E7A]

C'est intéressant.

[E7G]

Nous ne pouvons pas nous empêcher d'avoir une vision, allons dire, carrément occidentale. Nous avons une vision occidentale. Nous sommes formés par l'Occident, on est formatés pour ça.

Je ne sais pas si toi, tu as vécu des choses, même plus que moi en Haïti. C'est-à-dire, si les gens avaient les moyens, ils se seraient organisés d'une façon ou d'une autre. À Canaan, ils ont tracé des routes, ils ont fait des trucs. Donc, ils ont même prétendu avoir touché à l'aspect collectif. Ils n'ont pas construit que leurs maisons.

[E7A]

C'est une preuve que c'est collectif aussi, surtout.

[E7G]

Donc, c'est pourquoi, encore une fois, pour moi, on revient toujours à la politique. Parce que je crois qu'en fait, comme dans tout, l'économie, c'est le nerf de la guerre. Donc, rien ne se fait sans argent. Donc, s'il y avait vraiment de l'argent, non seulement les gens feraient ce qu'il faut, mais là encore, la politique viendrait pour gérer cet argent. Parce que tu n'aurais pas pu ne pas le faire non plus. Donc, je ne saurais être en faveur d'une reconstruction par les individus. Non, dans ma tête, ce n'est pas envisageable. Mais la réalité, c'est que c'est ça. La réalité, c'est ce qui se fait au jour le jour, tous les jours, 2010-20..., ça fait 15 ans.

On parle de pendant cette tranche-là, 15 ans, c'est ce qui se fait. Et je vais te dire qu'avant 2010, c'était pareil. Là, on n'a pas de tremblement de terre, mais c'est pareil. Donc, c'est ce qui se fait depuis des lustres, des décennies, on va dire. On va dire au moins depuis la dictature. C'est l'anarchie sauf que les résultats, l'impact physique de cette anarchie n'étaient pas encore visibles. Ça met du temps à se définir, à devenir intolérable. Et ça nous emmène à ce qui se passe aussi aujourd'hui.

[Valentine PAPILLON]

Tout est lié.

[E7A]

Quand on parle, par exemple, de solutions individuelles... Disons Canaan qui est une solution collective au final parce qu'il y a une agrégation dans le fond. C'est une solution individuelle, d'une certaine façon. Un État donné, entre guillemets, laisser-aller, en sachant ou en ne sachant pas, on ne sait pas encore. Mais une terre, ça ouvre la porte à aller individuellement prendre votre terre et auto-construire votre affaire.

Mais au final, la nature a finalement horreur du vide. Les gens ont fini par créer du collectif. Parce que tu ne peux pas vivre de façon individuelle, sans ton voisin, sans penser à urbaniser d'une certaine façon, parce que tu as besoin de drainage, tu as besoin d'un minimum de collectif pour vivre comme il faut. Donc, dans le fond, individuel est peut-être une utopie, parce que naturellement, ça va se transformer en quelque chose de collectif. Ça va se transformer en quelque chose de collectif.

[E7G]

Ça va créer un État parallèle.

[E7A]

Ça va créer un État parallèle, exactement.

[E7G]

Donc, on revient encore à la politique. Tu ne peux pas aborder ce sujet sans aborder la politique.

[E7A]

C'est ça. Moi, ce que j'ai constaté aussi, ce que j'ai écrit dans mes conclusions de thèse aussi, c'est que, quand on parle, on utilise des mots comme anarchie, chaos, parce qu'on voit ça selon nos lunettes d'occidentale, il n'y a pas de gouvernement, il n'y a pas… Mais il y a une forme d'ordre qui se met en place, en-dessous, de façon obscure, qu'on n'est pas capable de comprendre nécessairement, parce que ce n'est pas nos codes. Puis c'est sale, ce n'est pas beau. Le gars qui vole des terres avec un gun,

ce n'est pas beau, mais c'est une forme d'ordre. Il va prendre la terre, il va développer, etc. C'est des pirates, etc. C'est mal, ce n'est pas bon. Ici, les gens iront en prison. Mais c'est une forme d'ordre. Quand tu rentres dans ces quartiers, il faut que tu comprennes ça et que c'est comme ça que ça marche.

[E7G]

Le désordre est un ordre non compris.

[E7A]

Voilà, c'est ça. Donc, on est rendu vraiment dans les grandes philosophies.

[Valentine PAPILLON]

Non, non, mais c'est intéressant, je trouve. C'est juste que ça me pose d'autres questions, on va dire, évidemment.

[E7A]

Tout ça, tu vas pouvoir peut-être aussi l'écrire comme question. Quand on intervient *top-down* un peu, parce que c'est un peu ça, dans des quartiers, entre guillemets, informels, auto-construits, qui ont leur propre ordre, qui ont leur propre code, qui ont leur propre gouvernement, qui ont leur propre promoteur, il faut faire attention.

Pour moi, ça a été un peu un exploit. Tu arrives dans des quartiers comme ça, c'est qui le boss, là ? Socialement, ça va-t-il être acceptable ? Ou tu vas créer finalement plus de désordre, comme un peu ce qu'ils ont fait parfois à Canaan. La Croix-Rouge est arrivée avec son argent, on va faire ça. Moi, ce que je me faisais dire, c'est que finalement les gens de la Croix-Rouge, ils voulaient les tuer, carrément.

Ça me galère, là, c'est sûr parce qu'ils ne répondaient pas aux besoins. Ils n'avaient pas compris ce que la population voulait. Ils leur faisaient des parcs, des places publiques, mais ils n'en avaient rien à cirer, des places publiques. C'est pas ça qu'ils voulaient, eux. Des hôpitaux, des écoles, des églises, des cimetières, par exemple. Mais tu peux arriver dans des quartiers comme ça, tu penses que tu as une bonne solution, qui est peut-être inspirée de codes nord-américains, etc., parce que c'est peut-être la référence, mais une fois que tu arrives là, tu secoues finalement les façons de faire. Ça, ça serait intéressant de demander.

[Valentine PAPILLON]

En fait, la question que je suis en train de me poser maintenant, c'est que : c'est quoi au final les considérations qu'on doit faire quand on intervient dans ce type de quartier par rapport à un autre quartier de Port-au-Prince ? C'est quoi la différence au final dans ma stratégie de reconstruction ? Qu'est-ce que je devrais prendre en compte-là, que je n'ai pas pris en compte dans un quartier qu'on qualifierait de formel, par exemple ? C'est quoi fondamentalement la différence dans ma stratégie d'intervention ? Parce qu'au final, ce que je comprends de votre échange, c'est que c'est quelque chose d'intégré. Il y a un aspect économique qui doit être présent, il y a un aspect d'infrastructure, de collectivité et d'individualité. C'est un tout, en fait, la reconstruction.

[E7A]

Moi, j'aimerais répondre à ça peut-être après aussi, parce que, encore une fois, c'est par rapport à mon expérience de Canaan. C'est qu'il faut des mécanismes de consultation réels, de bonne foi. Pas comme j'ai vu des comités de gestion et on fait des comités ... Est-ce que ça a été de bonne foi, ou c'était une

mascarade ? Parce que, comme à Canaan, si on parle des espaces publics, ils ont fait aussi des communautés de gens qui vont se prononcer sur l'architecture. Mais, dans le fond, c'était une mascarade, on savait que les décisions allaient être prises de façon *top-down*. C'était juste pour pas faire semblant mais pour dire qu'on a consulté la population.

[E7G]

Pour faire bien.

[E7A]

Oui, c'est ça, selon les bonnes pratiques du ONU-Habitat, etc. Mais, dans le fond, on n'a pas compris les besoins des quartiers. Au final, il y a des gens qui se sont fait tuer, parce que, justement, je donne des exemples, ils donnaient à des leaders communautaires des budgets pour organiser une place publique. On donne 10 000 $, mais le gars d'à côté, il était jaloux que tel leader recevait 10 000 $. Il tue. Non, mais c'est ça, c'est arrivé. Les gens se sont fait tuer. Donc, si tu ne comprends pas ça, tu n'as pas... Tu imposes des mécanismes factices d'une certaine façon, qui sont un peu un lustre, et tu n'as pas compris comment, socialement et politiquement, ça fonctionne dans les quartiers ; tu peux vraiment te tromper.

[E7G]

Tu sais que, au risque de friser les théories complotistes, au niveau de Port-au-Prince, moi, je me pose des questions. Ce qui se passe là, actuellement, est-ce que ce n'est pas de l'urbanisme qu'on est en train de faire, à coup de pistolet, enfin, de kalashnikov ? Est-ce qu'on n'est pas en train de faire table rase ? Est-ce que c'est... Tu as des gens qui pensent que ça fait partie d'un plan ?

[E7A]

Oui, ben oui. On ne sait jamais. Écoute, il y a tellement de choses.

[E7G]

Parce que Port-au-Prince, maintenant, et si tu prends, justement, le Port-au-Prince formel qui existait, là, maintenant, c'est fini. Il n'y a plus rien. Enfin, entre guillemets.

[E7A]

Oui, de toutes les institutions.

[E7G]

Il y a quand même quelques nouveaux bâtiments qui ont été construits, qui ne sont pas encore tout à fait... Non, ils sont certainement vides. Il y en a qui n'ont même pas été habités.

L'hôpital général, par exemple, qui a été vandalisé, revandalisé, avant d'être inauguré, avant d'être... Bref, ce qui se passe là, actuellement, à Port-au-Prince, en réalité, c'est Canaan à coups de pistolet, même s'il n'est pas à la puissance 20. Vraiment, je ne sais pas, moi...

[E7A]

Oui, ok.

[E7G]

Tout le monde fuit. Les gens fuient leur quartier, et même aux abords de Port-au-Prince. Qu'est-ce qui va se passer avec tout ça

Il y a moins d'un an, l'État avait sorti un décret, un communiqué, soit rappelant la déclaration d'utilité publique de Préval. Tu te rappelles, justement, après le tremblement de terre, tu as eu cette déclaration d'utilité publique, c'est sur ça qu'on a créé la fameuse cité administrative, tout ça. Entre-temps, j'ai l'impression qu'il y a eu peut-être des visées plus larges, et il y a moins d'un an ou il y a un an, ils ont sorti un communiqué redéclarant d'utilité publique, et peut-être dans les zones élargies de la capitale et tout ça. Donc... Est-ce qu'il n'y a pas quelque chose qui est en train de se jouer là, tu sais ?

[E7A]

Oui, c'est...

[E7G]

Alors, mais là maintenant c'est moi qui ai une question pour toi, parce que l'objectif du travail, en fait, c'est quoi ? Est-ce que c'est de faire une analyse, de poser des questions, ou bien est-ce que tu veux arriver à proposer quelque chose ? Est-ce que c'est au niveau de l'approche que tu veux proposer quelque chose ? Et tu veux le faire au niveau urbain, tu veux le faire au niveau quartier, ou est-ce que tu peux répondre à cette question ?

[Valentine PAPILLON]

Oui alors, moi, je suis partie, entre guillemets, d'une vision un peu globale. En fait, je me suis dit : « Je vais me dessiner un portrait de ce qui se passe, je vais me dessiner un portrait du projet, un portrait de la situation, pour essayer de comprendre. » C'est vrai qu'au tout départ, je me suis dit : « Ah, il va falloir que je trouve un plan d'architecture qui est super, et que s'il y a un problème de séisme, on va le faire. » Et en fait, je pars de ça, je dresse un portrait, et je me rends compte qu'il y a des thématiques, entre guillemets, qui émergent.

Et là, je pense qu'il y a trois thématiques principales. Donc, c'est la gouvernance; je pense que je dois comprendre un peu qu'est-ce qui se passe, comment les acteurs s'organisent, parce que ça a un rôle dans la reconstruction. Donc, c'est quelque chose que j'ai envie d'aborder, donc comprendre qui a fait quoi, quels sont les enjeux au niveau local. Donc ça, c'est un premier point.

Au niveau des stratégies qui ont été mises en place, donc le choix des interventions, ici, on a discuté du fait qu'il fallait que ce soit intégré. Pour moi, c'est des choses qui, justement, vont être utiles, parce que je vais pouvoir me dire : « Ah oui, c'est vrai, il faut prendre ça, ça, ça en considération. Donc, pour faire un projet de reconstruction, je pense, ou d'après mes entretiens, il faut que ce soit intégré pour que ça ait plus de chances de réussir. »

Et puis, il y a une troisième échelle, encore une autre échelle, qui est l'échelle vraiment purement de la construction, c'est-à-dire comment les habitants ont perçu les maisons qu'ils ont reçues, comment les modes de vie locaux sont censés être intégrés dans la conception, parce qu'il y a beaucoup d'organismes étrangers qui arrivent en Haïti qui proposent des choses. Et voilà, il faut avoir aussi un regard là-dessus en se disant : « Qu'est-ce qui fonctionne et qu'est-ce qui fonctionne moins ? » Ça, je pense que vous pourrez avoir une bonne idée là-dessus.

Donc, oui, c'est dresser un portrait et ici, ces trois-là, entre guillemets, se dessinent. Et je me rends compte que je ne peux pas parler de la maison sans parler de la gouvernance ; je ne peux pas parler du projet sans parler d'une approche plus globale. Donc, j'essaie de tirer un petit peu, sur base de ce que vous dites, ma propre opinion. Enfin, sur base des différents échanges qu'il y aura. Et en fait, il y a

beaucoup de controverses, j'ai envie de dire. Un tel pense que ce n'est pas une bonne idée de faire là, un tel pense que non. Et en fait, je pense que sur base de ça, je dois dire : « Ben voilà, moi j'ai écouté ces idées-là. Je n'avais même pas pensé à cette théorie-là ou celle-là. Et j'en pense ça. »

[E7A]

Oui, c'est ça. Tu vas au final dans une recherche un peu exploratoire. C'est une hypothèse où tu as une volonté, un objectif. Mais au final, tout dépend de l'information ou des données que tu reçois. Puis après, c'est ça, on va se faire un topo de tout ça. Puis il va y avoir des contradictions. Il y a des contradictions, mais les contradictions sont aussi éclairantes que...

[E7G]

Tout à fait, tout à fait. Et je pensais justement à cette personne qui disait qu'au final, il faut savoir poser les bonnes questions et non pas trouver les bonnes solutions. Donc peut-être qu'on n'arrivera jamais à, ou tu n'arriveras jamais à proposer une solution en soi. Mais poser les bonnes questions, c'est peut-être déjà une bonne partie de la solution parce que proposer des solutions, ça peut être un peu prétentieux à ce niveau-là, je dirais.

[E7A]

Puis, ce n'est pas le rôle des chercheurs généralement de proposer des solutions. Justement, c'est de poser des questions, de soulever des problématiques.

[E7G]

Des problématiques, c'est ça.

[E7A]

Les solutions, c'est le gouvernement, c'est les professionnels, c'est les praticiens, dans la forme-là, qui vont prendre ça et se dire : « Finalement, on se rend compte que donner des titres, ça ne sert à rien. Tout le monde est parti. Tout le monde est parti, puis ils ont revendu, puis bon. » Donc, c'est des leçons à tirer, je pense.

[Valentine PAPILLON]

C'est vrai que plus j'avance, plus je pense que mes propos doivent être nuancés. Ici, je vais vous prendre un exemple. J'ai discuté avec un ingénieur structure qui a travaillé dans le projet. J'ai discuté avec un habitant. Donc, l'habitant, lui, m'a dit : « Moi, je ne suis pas du tout content. La maison que j'ai reçue, il n'y avait pas de fenêtre. J'en avais que deux, pas dans ma chambre. » Et donc, il m'expliquait comment est-ce qu'il... Il m'expliquait son insatisfaction par rapport à l'espace qui lui avait été donné.

[E7G]

Je t'interromps. Comment tu as pu faire cet interview ?

[Valentine PAPILLON]

Je cherche des contacts en Haïti. Je demande...

[E7G]

Mail ?

[Valentine PAPILLON]

Non, non, non, par téléphone.

[E7G]

Ah oui, d'accord.

[Valentine PAPILLON]

Haïti, téléphone.

[E7G]

Ok.

[Valentine PAPILLON]

Donc, j'ai trouvé... En fait, j'ai une connaissance qui habite dans un des quartiers, justement.

[E7G]

Ok.

[Valentine PAPILLON]

Donc, quelqu'un m'a dit qu'il habitait là. Donc, je l'ai appelé.

[E7G]

Ok, ok.

[Valentine PAPILLON]

Il a été toqué chez monsieur, et monsieur a répondu à mes questions.

[E7G]

Ah oui, d'accord. Très intéressant !

[Valentine PAPILLON]

Il m'a donné beaucoup de perspectives.

[E7G]

D'accord.

[Valentine PAPILLON]

Donc, de son point de vue, mon dieu, il n'y a pas de lumière.

[E7G]

Quel quartier est-ce que tu as retenu ?

[Valentine PAPILLON]

Nérette.

Alors que de l'autre côté...

[E7A]

Mais est-ce qu'on sait pourquoi il n'y a pas de fenêtre ?

[Valentine PAPILLON]

Justement. L'ingénieur structure, quand j'ai discuté avec lui, il me disait qu'ils avaient utilisé un logiciel qui proposait des modules d'habitation. Et pour que ce soit le plus, on va dire, parasismique possible, il n'y avait presque pas d'ouverture dans les modèles qui étaient proposés par le logiciel. Donc, il y a plein de... Ok, est-ce que je ferme tout parce que c'est parasismique ou est-ce que... ?

[E7G]

Tu vois, c'est super intéressant ce que tu dis là. Oui.

[Valentine PAPILLON]

Ben voilà... C'est un exemple.

[E7G]

Tu vois... On peut tellement facilement tomber dans l'erreur.

[E7A]

Oui.

[E7G]

Moi, je me faisais une idée. Tu te rappelles ? On a discuté. Maintenant qu'on en parle, je me rappelle qu'une fois, on a eu une conversation sur peut-être justement ce quartier. Je crois que c'était Morne Lazare ou quelque chose comme ça. Et c'est peut-être un des projets qui est un peu visible. Oui... parce que tu le vois à bout de bord, en passant par la route de Bourdon. Et vu de loin, de l'extérieur, on a l'impression que c'est bien. Moi, j'ai l'impression que c'est bien.

Ensuite, l'autre chose, c'est qu'on peut facilement penser que finalement, même ces organismes commencent à relativiser leur approche, à avoir une approche plus holistique. Mais c'est peut-être pas tout à fait vrai. Et peut-être que les gens pensent encore comme ça, qu'ils viennent avec leurs grosses bottes et puis amener des solutions et prennent les gens pour des sardines et les mettent en boîte comme ça.

[E7A]

Selon moi, l'architecture est vraiment loin d'être parfaite.

[Valentine PAPILLON]

Moi, je pense que ça dépend des types. En tout cas, jusqu'à présent, ça dépend des types d'intervention. C'est aussi une question.

[E7G]

Alors, c'est une question de loterie. Comme je te dis, je peux me tromper, mais j'ai l'impression que Morne Lazare, c'est bien.

[E7A]

Oui, quand tu regardes de l'extérieur.

[E7G]

De l'extérieur, avec l'expérience qu'on a, on peut voir qu'il y a une certaine qualité et que cette qualité-là, tu peux l'extrapoler sur la distribution intérieure, la ventilation, les ouvertures et tout ça. On peut oser, on peut oser. Voilà !

[E7A]

Oui, architecturalement, ça se tient. Puis le vocabulaire, ça fait haïtien quand même. Mais écoute-moi... Depuis qu'on en parle, j'ai l'impression qu'il n'y a pas eu d'architecte.

[E7G]

Où ça ?

[E7A]

Dans le projet, c'est des ingénieurs.

[E7G]

Même sur Lazare ?

[Valentine PAPILLON]

J'ai encore du mal à trouver l'architecte.

[E7G]

C'est vrai ?

[Valentine PAPILLON]

J'ai encore du mal à trouver l'architecte parce qu'en fait...

[E7G]

Ce n'était pas l'UNOPS ? Oui, mais...

[Valentine PAPILLON]

Mais en fait, c'est des modules qui ont été proposés par Miyamoto. Mais du coup, c'est des modules qui ont été produits par Miyamoto et je n'ai pas encore réussi à rentrer en contact avec eux justement. Jusqu'à présent, je ne trouve pas encore de...

[E7A]

Parce que l'UNOPS, ils n'ont pas des architectes en interne.

[E7G]

Non, mais ils engageaient, non ?

[E7A]

Oui, mais elle n'a pas trouvé d'architecte.

[E7G]

Non ?

[Valentine PAPILLON]

Pas encore. Je ne dis pas qu'il n'y en avait pas. Mais je n'ai pas encore réussi à... Je pense que je vais relancer tout à l'heure.

[E7A]

Oui, il faut demander. Parce que là, il y a une zone d'ombre. Il y a une zone d'ombre.

[E7G]

Mais ce qui fait que, en fait, ça nous amène à la question de l'approche. Mais l'approche, quand tu vas intervenir, même au niveau, allons dire, architecte, mettons qu'on travaille en pratique privée, et puis on se fait engager pour étudier un petit projet là. Mais il faut déjà que l'organisme qui coiffe l'intervention doit avoir une approche philosophique par rapport au lieu, à la société, aux populations destinataires. Ce n'est pas évident.

[E7A]

Non, ce n'est pas évident. Ce n'est pas évident. L'UNOPS, les Nations Unies, il y a l'humanitaire, etc. C'est sûrement une belle approche. Mais non, ils ont un client. Ils n'ont pas nécessairement une philosophie à toute épreuve. Parce qu'ils sont eux-mêmes clients d'autres.

[E7G]

Et puis, à un moment donné, ils imposent leur dictat.

[E7A]

Il y a un budget, il y a des échéanciers.

[Valentine PAPILLON]

Je vous montre une autre image. Je vous montre une autre image parce que c'est aussi le 16/6. C'est pour comprendre qu'il y a différentes façons...

[E7G]

Ça, c'est un individu qui a fait ça.

[Valentine PAPILLON]

Oui, mais il y a aussi une intervention. Donc ça, c'était une maison qui avait été construite à l'époque.

[E7G]

Ça, ça doit être justement l'un des propriétaires dont je parlais tout à l'heure. Ça, c'est un entrepreneur local qui doit se faire des gros sous et qui en a peut-être plusieurs comme ça.

[Valentine PAPILLON]

Oui, avec différents niveaux.

[E7A]

Une pièce par-dessus l'autre.

[E7G]

Exactement, et chaque fois, en faisant la pyramide inversée.

[Valentine PAPILLON]

Et ici, une intervention du 16/6 a été de rechanger l'habitation pour la rendre plus sécuritaire. Donc il y a différentes...

[E7G]

C'est la même qui a été démolie pour refaire ça ?

[Valentine PAPILLON]

Ce que je disais, c'est que c'est aussi dans le cadre du 16/6. Donc il y a les maisons qui ont été construites... Il y a des changements.

[E7G]

Est-ce que je peux revoir ?

[E7A]

Il manque un étage. En tout cas...

[E7G]

Encore, les autres ?

[E7A]

Oui.

[E7G]

Donc qu'est-ce qu'ils ont fait ? La structure, c'est tout ? Ils ont rendu ça solide ? Avec le logiciel ?

[Valentine PAPILLON]

Oui. Après, le logiciel proposait des modules, mais comme ils ont discuté, chaque ingénieur devait, au cas par cas, un petit peu...

[E7G]

Bonifier.

[Valentine PAPILLON]

S'adapter au contexte. Donc ça aussi, ça peut être... Je peux avoir un retour d'un habitant, par exemple. Voilà. Il y a différents retours.

[E7G]

Et ça, c'est un logement ?

[Valentine PAPILLON]

Oui.

[E7G]

Mon Dieu.

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est cette maison-là.

[E7G]

C'est une tombe.

[Valentine PAPILLON]

Qui a été transformée.

[E7A]

Mais moi, j'avais aussi appris que, comme il y a certaines personnes qui ont peur des fenêtres, ils pensent qu'il y a des esprits qui vont rentrer. Donc ils ferment, ils n'ont pas de fenêtres. Dans certains quartiers, c'est des gens qui sont...

[E7G]

C'est un truc qui se répète un peu, je trouve, superficiellement. Et moi, ça me fait penser à autre chose. C'est qu'à un moment donné, dans l'histoire de l'architecture, il y a eu un tournant. Il y a quelque chose qui fait que, à un moment donné, ça a basculé. Il y avait des typologies. Il y avait des habitudes, des façons de faire. À un moment donné, ces façons de faire ont disparu.

Je pense que ça doit être dans les années 50, 60 peut-être, je ne sais pas. Et ce qui fait que tu as des éléments d'architecture qui, par exemple, ont disparu. La fenêtre, traditionnellement, typiquement, et ce, quel que soit le niveau social et économique, était constituée de quoi ? Elle était constituée de volets intérieurs en persienne et de volets extérieurs, de volets complètement fermés. Le grand bourgeois avait sa fenêtre comme ça et le plus modeste des paysans avait sa fenêtre comme ça. Celle-ci était peut-être plus grande, mieux faite, etc. Mais c'est comme ça qu'on faisait les portes et les fenêtres, les ouvertures. Ce qui fait que si le paysan qui pensait aux esprits, qui venaient la nuit, il fermait ses volets. C'est tout.

[E7A]

Pas besoin d'avoir un mur permanent.

[E7G]

Alors, est-ce que ce n'est pas peut-être tout simplement ça ? Est-ce que ce n'est pas peut-être plutôt ça ? Parce qu'on a remplacé sa fenêtre.

Le bourgeois, lui, l'a remplacée par des baies vitrées, comme ça. Mais celui qui ne peut pas payer ces baies vitrées là, qui sont importées, etc. Donc, ils ont fait des clostras, des trucs de ce genre. Et ce que tu dis là, en effet, ça va jusqu'à boucher les trous des clostras avec soit des vieux vêtements ou des trucs pour les mauvais esprits, pour les mauvais airs, qu'ils disent.

Mais en réalité, c'est peut-être parce que tout simplement, on a perdu la façon de faire, de se protéger.

[E7G]

Parce qu'on ne va pas rentrer dans une discussion de savoir s'il y a des mauvais airs ou des mauvais esprits. Par contre, ça prendrait en effet une réflexion sur la façon de faire des portes et des fenêtres.

[E7A]

Oui, parce qu'il y a des gens qui croient qu'il y a des mauvais airs.

[Valentine PAPILLON]

Oui, ça existe, mais moi je connais plus la campagne, donc je peux parler de ça. Mais il y a quand même des ouvertures dans les habitations que je retrouve moins dans les habitations en béton, qui sont construites dans les habitations, on va dire, les portes sont en bois, les fenêtres en bois. "*Tout abitan ap femen pote kay yo rive yon lè*", mais elles existent quand même.

[E7G]

Mais de moins en moins. De moins en moins. Écoute, moi, il fut un temps où j'ai voyagé dans tout le pays, j'ai tout vu etc. la maison typique paysE7G haïtienne existe de moins en moins, pour ne pas dire qu'elle a disparu, elle a vécu. Elles sont maintenant toutes couvertes avec un toit plat en béton, avec des fenêtres, il y en a encore qui survivent, des volets, mais beaucoup de claustra. Et tu vois, ça y est, c'est perdu ça. Et chez les bourgeois c'est pareil, c'est pareil.

[Valentine PAPILLON]

J'ai une question plus du coup en termes de conception, en termes d'architecture, etc.

Si vous deviez intervenir dans ce type de projet, est-ce qu'il y a certaines habitudes, des modes de vie ? Est-ce qu'il y a certaines choses que vous pensez que c'est un "must", qui devraient être intégrées dans la conception des nouvelles habitations, que ce soit à la campagne, en ville, et surtout peut-être dans ce type de quartier-là ? Parce que là, ici, je vous ai montré 2-3 photos de votre point de vue d'architecte. Qu'est-ce que pour vous devrait être pris en compte dans la conception ?

[E7G]

J'ai fait un petit projet, j'ai réalisé une petite maison pour un habitant, un paysan, qui est en fait le voisin d'un copain, qui habitait au haut de Pétion-Ville, à la Montagne Noire. Donc c'était vraiment limite dans la campagne, et ce gars-là avait perdu sa maison lors du tremblement de terre. Donc son voisin, mon copain, pour des raisons X ou Y, a voulu l'aider à reconstruire. J'ai fait un plan pour ce gars.

Je pourrais te montrer des photos qui illustreraient mieux que mes propos, mais ça revient en fait à une approche philosophique. C'est justement de, au moins, prendre le temps de faire une réflexion en profondeur sur la connaissance d'un milieu, d'un milieu physique, naturel, contexte, topographique, climatique, et surtout aussi socio-économique. La sociologie, comment est-ce que l'habitant, le paysan, comment est-ce qu'il vit ? C'est quoi son environnement ? Alors c'est pourquoi je n'aime pas carrément aller dans une photo, parce que c'est ma réflexion, peut-être que je me suis gouré mais au moins de prendre le temps de réfléchir en profondeur là-dessus, et à partir de là, proposer des solutions au niveau architecture.

Mais tu prends par exemple, comment est-ce que le paysan, il vit dehors, on vit dans un "lakou". Tu as une petite maison ici, tu as une maison là, tu as une autre là. Ce sont des pavillons dont peut-être chacune a une fonction. Donc c'est comme un micro-village. La cuisine est là, la chambre ou je ne sais pas quoi est là, le dépôt ou le garde-manger est là, et ce sont des petits pavillons, mais qui sont en fait autour d'une cour, d'une cour centrale. Ce n'est pas la cour espagnole entre quatre façades structurées, mais c'est une forme d'appropriation de l'espace, qui induit automatiquement à une espèce de bonté du climat, c'est-à-dire... Même au Japon ça existe, même en hiver tu passes d'une pièce à l'autre en traversant la cour, mais en Haïti tu le fais d'une manière tout à fait naturelle, puisque même la pluie, il y a très peu de pluie, c'est tellement facile.

Donc tout ça pour moi ce sont les éléments qui amènent à des réflexions, et qui te permettent même aussi de prétendre aborder le sujet économique, parce que tu as des moyens extrêmement limités pour construire quoi que ce soit, donc tu dis, une maison, est-ce que dans ces conditions-là, est-ce que ça te prend quatre murs par exemple pour réaliser tel type d'activité ? Peut-être que non, peut-être qu'on n'a pas besoin de murs, et qu'on a besoin d'un toit par exemple, et ainsi de suite, c'est un peu dans ce mode de réflexion que j'ai fait cette petite maison.

[Valentine PAPILLON]

J'ai deux choses qui me viennent à l'esprit, je vais vous le dire un peu en vrac comme ça.

J'entends bien ce que vous dites, et je pense que c'est, on va dire, la suite logique des choses. C'est à chaque fois qu'on veut construire, c'est de faire une étude, de comprendre ce qui se passe, faire une sorte de diagnostic du terrain avant de proposer quoi que ce soit. Ce que je me dis, c'est que dans des situations post-séisme, il y a quand même des critères qu'on peut se dire assez dommages, mais ils existent, c'est tout ce qui est financier, l'urgence, le fait que les bailleurs vont partir. Il y a une certaine pression dans la conception à ce moment-là, et ce que je me dis, c'est, pour anticiper ça, pour anticiper des fautes qui seraient graves, c'est quoi les recommandations que je pourrais donner. Je me disant que, ah, l'ingénieur un tel, je ne suis pas sûre qu'il a été faire cette étude-là au cas par cas, je ne pense pas qu'il ait pris en compte ce que x ou y avait besoin, mais qu'est-ce que je peux lui dire, ou qu'est-ce que je pourrais déjà envoyer comme message pour que ce soit pris en compte, même s'ils n'ont pas le temps, même s'ils ne vont pas parler, qu'ils ne vont pas vraiment prendre le temps, en fait, de parler aux gens. Moi, ce que j'aimerais, c'est qu'ils lisent mon document et qu'ils se disent, ah oui, peut-être que je devrais penser à ça, et je n'ai pas beaucoup de temps.

[E7A]

On sait que, par exemple, ils vont construire en hauteur. Contrairement au quartier plus formel, c'est-à-dire, ils vont construire une pièce à la fois. Soit en agrandissant par le côté, ou en agrandissant, donc il faut que, disons que tu as un budget de, je ne sais pas, il faut penser à un phasage éventuel. Tu as un budget de temps, c'est peut-être une pièce ou deux pièces kay que tu mets côte à côte, mais tu sais que la structure est capable d'en prendre trois autres étages. Après, le gars, il peut aller, dans un an, deux ans, quand il a l'argent, construire.

C'est pour ça que la typologie un peu étrange d'un toit en pente, c'est beau, puis on comprend qu'il y a une certaine ventilation, mais on comprend en même temps que ce n'est plus possible, à moins d'arracher le toit puis de recommencer. Est-ce que la maison est capable de supporter ça ?

Le fait aussi, comme par exemple, une erreur qu'ils ont faite dans Morne Lazare, ou peut-être que c'est Morne Hercule, et ils me l'ont dit... Deux erreurs, dont une importante, au lieu de mettre un escalier extérieur, ils ont mis d'escalier intérieur, comme si c'était un appartement de deux étages, mais la plupart des gens vont s'occuper d'un étage puis louer l'étage. Donc ils ont sorti les escaliers à l'extérieur.

[E7G]

Attends, un escalier qui reliait deux espaces privatifs ?

[E7A]

Oui.

[E7G]

Pour la même personne ?

[E7A]

Pour la même personne, oui. Alors que les gens, ce qu'ils ont prévu de faire, c'est louer l'étage.

[E7G]

Ils ont voulu louer l'étage donc ils ont sorti l'escalier.

[E7A]

Ils ont sorti l'escalier. Donc ça, ça aurait dû être pensé d'une certaine façon, c'est-à-dire... Dire ok, tu pourrais utiliser les deux étages...

[E7G]

Oui, mais là encore, et encore l'approche intégrée. Est-ce que ce n'est pas le programme qui l'exigeait. Quand je dis l'exigeait... C'est le programme qui, au départ, devrait prévoir la possibilité ou l'option de louer de manière indépendante. Dans des projets comme ça, en amont, tu as, je ne sais pas, l'UNOPS ou le machin-truc, qui a un programme et qui va peut-être déterminer tel ou tel choix.

[E7A]

Oui, l'UNOPS, ils ne sont pas parfaits. L'UNOPS, c'est qu'on l'a vu, là, à Gonaïves, leur programme n'avait aucun sens. Parce que c'est des, aussi, ce n'est pas des locaux, ce ne sont pas des architectes locaux qui font ces programmes-là. Tu sais, c'est ça, donc, quand tu montes un programme de reconstruction...

[E7G]

C'est toujours Lazare, ça, non ?

[E7A]

Ça, c'est Fort National.

[E7G]

Ah, Fort National. Oui, d'accord. C'est bien, oui.

[E7A]

Oui, ça a l'air bien, ça. Mais encore là, ils ne peuvent pas agrandir le toit là.

[Valentine PAPILLON]

Pourquoi vous dites que c'est bien, en regardant ces images, ou moins bien en regardant d'autres ?

[E7G]

Oui, bon, il y a... Bon, évidemment, la qualité d'exécution doit compter pour ce réflexe-là qu'on a. La présence de l'infrastructure, les rues pavées, les trottoirs, il y a une espèce d'ordre, tu vois qu'il y a un ordre.

[E7A]

Oui, volumétriquement, c'est intéressant.

[E7G]

Le travail sur les couleurs prouve qu'il y a au moins une réflexion, de dire qu'on utilise beaucoup les couleurs en Haïti. Voilà, il y a apparemment un minimum de réflexion sur la nécessité d'adaptation. Maintenant, à l'intérieur, on ne sait pas comment ça fonctionne. On a parlé de fenêtres, est-ce que ça correspond aux espaces de vie ? On ne peut pas aller plus loin que ça. Mais vu de l'extérieur comme ça, on voit qu'il y a l'intervention de professionnels sur les projets.

[Valentine PAPILLON]

Et sur l'habitation qui a été réparée, par exemple ?

[E7A]

Oui, ça a été un peu garroché.

[E7G]

Moi, là, je ne vois pas de différence entre le premier et le deuxième. Je ne vois pas de différence. Il y a peut-être un peu plus de barres de fer à l'intérieur du béton, mais c'est tout.

[Valentine PAPILLON]

Certainement, oui, certainement.

[E7G]

C'est la même...

[Valentine PAPILLON]

Parce que l'approche qui a été prise, c'est qu'au niveau des modules qui ont été construits, justement, vous voyez la différence au niveau des images. Au niveau des réparations, ils ont essayé de rester au plus identique de ce qui existait avant. Donc, je pense que c'est peut-être une explication sur la raison des interventions.

[E7G]

Bon, je ne sais pas. C'est impardonnable, ça. À la limite, je préfère ça, pour faire une blague.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends. Il y a une autre réflexion. Tout à l'heure, quand je vous avais posé la question de ce qu'on devrait éventuellement prendre en compte, j'ai soulevé le côté urgent, donc il fallait déjà, entre guillemets, réfléchir à certaines choses. Mais il y avait le côté aussi de densification qui me porte question, parce que c'est quand même des quartiers assez denses ou alors on n'a pas autant de place qu'à la campagne pour faire, on va dire, prendre de l'espace et tout. Est-ce que vous pensez qu'en termes de gabarit, il faudrait qu'on augmente nos gabarits ? Comment est-ce que vous pensez qu'on doit agir ?

[E7G]

Oui, je pense que c'est une bonne chose. Moi, c'est quelque chose que j'observe depuis des années. Même à l'intérieur de Port-au-Prince intramuros, tu as des quartiers importants, tu as des quartiers qui, traditionnellement, sont moins riches, mais qui font partie de ce Port-au-Prince infrastructuré et tout ça, mais qui ont des maisons d'un seul niveau.

On parle de problèmes de logements et tout ça, et puis on va aller chercher des terres, mais à l'intérieur même du Port-au-Prince, tu devrais pouvoir au moins multiplier par deux ou trois la capacité de logement à l'intérieur. Tu prends ces quartiers, et je pense à des quartiers précis, comme près du cimetière, en montant vers l'est, tu as des quartiers comme ça qui pourraient être améliorés comme ça. En fait, je n'ai pas répondu à la question, mais pour moi, c'est une évidence. La structure, numéro un. Il faut que ce soit une structure correctement pensée, qu'elle soit dans un matériau ou un autre. La question structurelle est primordiale. Tu as parlé de la question de possibilité d'agrandissement, ou même de sous-location. La multiplicité d'usages qu'on peut faire. Et puis j'ai parlé justement de l'étude des modes de vie. Parce que si tu me pousses à réfléchir sur ce qu'on a vu là, qu'est-ce qu'on a vu là, en fait, on voit aussi des modules qui doivent faire quoi ? Quatre et demi, cinq sur deux niveaux. Ils sont côte à côte, dont l'un sur un trottoir. Je ne sais pas ce qu'il y a en arrière, peut-être une petite cour d'un ou deux mètres. Donc à l'intérieur, comment ça fonctionne, j'ai peut-être des doutes. Parce qu'encore une fois, les gens à Haïti vivent à l'extérieur. On vit sous des galeries, il n'y a aucune galerie là. Aucune de ces maisons, on ne voit pas de galerie. La galerie, c'est comme une véranda. Terrasse couverte, où on peut se tenir à l'extérieur, mais à l'ombre, où on peut jouir de la brise, etc. Je ne vois rien de ce genre-là. Même dans les belles petites maisons.

Il y en a une ou deux qui ont un balcon à l'étage. Ce n'est pas la même chose, un balcon c'est... d'ailleurs, le balcon, si tu veux, à ce niveau-là, n'est pas pratiqué. On veut une galerie pour recevoir les gens, on ne va pas recevoir les gens sur un balcon, en passant dans une chambre à coucher éventuellement. C'est déjà un peu ce genre de réflexion que je propose, d'avoir vraiment une connaissance approfondie des manières de vivre. Parce que tu fais ça, tu prends les gens, tu les plies comme des sardines, et tu les mets là-dedans, même si ça fait joli avec des belles couleurs et un minimum d'infrastructure qui fait propre.

[E7A]

Tout ça, ça passe par le fait d'engager des... Si tu n'as pas les consultants internes, il faut que tu engages des architectes locaux. C'est ça, c'est élémentaire. Puis ça, c'est une erreur, une grosse erreur, tu pourras juste la répéter, dans la reconstruction, qu'ils ont bypassé les architectes locaux dans la plupart des projets. C'est un exemple.

Regarde la tanque à eau. Le réservoir d'eau. Ça prend toute une pièce.

[Valentine PAPILLON]

C'est un exemple de module.

[E7G]

C'est quoi, ça ?

[Valentine PAPILLON]

On dirait un comptoir.

[E7G]

Donc ça, c'est les modules qu'ils avaient sortis, comme tu disais tout à l'heure, qu'ils avaient...

[Valentine PAPILLON]

Ça, c'est une proposition de module pour être reconstruit. Ça, c'est 21 m2. Il y a l'autre option, 49 m2. Je vais juste remonter plus haut pour vous montrer qu'il y avait un aspect évolutif qui avait bien été

pris en compte. Et là, c'était en termes de... C'est la façon dont on pouvait faire évoluer le module à l'avenir.

[E7G]

Donc là, il y a des architectes qui ont travaillé sur ça. Il y a une réflexion, là.

[Valentine PAPILLON]

Oui, il y a une réflexion, c'est sûr. Mais ma question, c'est plus... Par exemple, on discutait de l'évolution. Ça, ça a été une proposition en termes d'évolution. On discutait de comment ça s'était agencé à l'intérieur.

[E7G]

Oui, alors c'est ça qu'on ne voit pas bien. Est-ce qu'il y a des plans ? On ne voit pas de plans.

[Valentine PAPILLON]

Sinon, ce n'est plus une vue 3D. Il n'y a pas de...

[E7G]

On n'aime plus faire les plans. Les plans, ça parle, pourtant.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je suis d'accord. Mais non, ce n'est pas des plans.

[E7G]

Parce qu'en effet, qu'est-ce qu'on voit, là ? On voit deux lits, une table. Je ne sais pas. Un réservoir. Un réservoir dans la maison, c'est...

[E7A]

Je ne comprends pas ça. Oui, c'est dans la maison. C'est très bizarre.

[E7G]

C'est bizarre, non ?

[E7A]

Oui, parce que quand tu y vas sur place, c'est bizarre. Ça prend beaucoup de place. Ils auraient pu mettre ça sur les toits, ou sur des trucs, là.

[E7G]

Parce qu'en Haïti, souvent, on fait un réservoir sous terrain. D'autant plus que... Ça peut même être très économique, parce qu'en réalité, tu peux... Tu améliores tout simplement un peu les fondations, et puis tu les utilises comme... En fait, tu fais une dalle de plus.

[Valentine PAPILLON]

Je pense que vous avez déjà eu une belle vision de la chose. Il y a peut-être juste un aspect que j'aimerais bien encore aborder. On a discuté du fait qu'il y avait l'État qui devait jouer un rôle, etc. Mais moi, la question que je me suis posé, c'est que comment est-ce que je fais ? Quels outils je peux donner à la population, à la personne lambda, pour qu'il améliore justement son auto-construction, sachant

que je n'aurais pas forcément l'État qui va venir. Qui va dire voilà, moi, j'ai fait de belles règles d'urbanisme, mais qu'il n'y a pas vraiment des personnes derrière qui vont s'assurer qu'elles ont été appliquées. Donc moi, je réfléchissais à cet aspect-là.

Et ici, dans le projet, ils ont fait par exemple de la formation, pas mal de sensibilisation. Je ne sais pas si je vous ai montré des photos. Je vais vous montrer une photo qui est assez intéressante également. C'est qu'ils ont choisi de peindre de couleurs différentes les encadrements parce qu'ils se sont rendus compte qu'il y avait beaucoup de problèmes au niveau du chaînage ou au niveau structurel. Et donc, c'est des façons de sensibiliser les gens pour les aider à construire mieux, entre guillemets. Donc voilà.

[E7G]

Ça aussi c'est une typologie. Ça existe. Il y a beaucoup de maisons auto-construites qui ont ce motif qui est pratiquement de décor. Maintenant est-ce que ça lance un message par rapport au chaînage ? Ça existe. Les gens font ça comme motif décoratif.

[Valentine PAPILLON]

Mais c'est parce qu'en fait, il m'expliquait que dans les maisons qui avaient été réparées, on a quand même remarqué certaines erreurs systématiques. Donc par exemple, il n'y avait pas justement ça et donc le fait de les peindre, ça les mettait en évidence et ça sensibilisait les gens par rapport à ça. Est-ce que vous pensez à d'autres choses qui pourraient être intégrées ? En fait, pour donner des outils aux gens qui font de l'auto-construction au-delà du fait que...

[E7G]

En fait, est-ce qu'il y a une boîte à outils ? Est-ce qu'il n'y a pas de... Il y a quelqu'un qui a publié un truc comme ça, je crois. Une boîte à outils ?

[E7A]

Oui.

[E7G]

Il y a des trucs comme ça.

[E7A]

Le problème, que moi j'ai vu, que même s'ils ont reçu la formation, etc., c'est toujours une question de budget. Ils vont quand même acheter des matériaux recyclés. S'ils n'ont pas de budget, ils n'ont pas les moyens. Même s'ils savent que... J'ai vu des barres de fer. Les barres de fer sont lisses. Ça ne sert à rien. Mais elles n'ont pas tant qu'à faire. Donc, il faut que ça s'accompagne. Tu as bien beau donner des formations et te dire voici comment on fait. Ils savent. Ils vont choisir une barre de fer.

[E7G]

Absolument. Si la barre de fer est disponible, ils vont la prendre.

[E7A]

Même moi, je la prendrai. Ou des blocs de béton sont tous effruités. Ça coûte moins cher. C'est le réflexe. Il faudrait...

[E7G]

Il faut aussi dire que souvent, les normes et les règles sont... souvent sont exagérées. Je me rappelle, par exemple, dans les hôpitaux et partout, tu prends, par exemple... Parce qu'après le tremblement de terre, ils ont sorti aussi... Je ne me rappelle plus combien de temps après, ils ont sorti un espèce de règlement de construction en Haïti. Mais encore une fois, ce qui me dérange dans tout ça, c'est cette mauvaise habitude de tout simplement de recopier ce que les autres font sans se poser de questions.

[E7A]

Si c'est applicable, non.

[E7G]

Si c'est applicable, si ça correspond à une réalité.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que les personnes qui construisent, le boss maçon, est-ce qu'il a l'accès à ce document ? Est-ce qu'il lit ce document ? Si on fait des documents pour en faire...

[E7G]

Probablement pas, non. Tout ce qui passe par les institutions, oui, mais dans le commun des mortels, non.

[E7A]

Parce que ce qu'il faut pour que ça soit... Comme ici, comme n'importe où, comme quand tu élèves un enfant, il faut des punitions, il faut des amendes, il faut un permis de construire...

[E7G]

Tu vois, j'ai un autre exemple. Je prends l'exemple des rampes. En Haïti, ils appliquent, dans ces règlements, je crois qu'ils exigent 0.5% ou 5%, je me rappelle plus. Écoute, pour faire une rampe en Haïti, enfin partout ailleurs, à 5%, ça te prend des kilomètres. Ça te prend des kilomètres pour développer une rampe, ça n'a pas de sens. Tu parles d'un contexte où la rampe n'existe pas, aucune exigence de rampe. Et puis maintenant tu verses dans l'extrême contraire, dans l'extrême opposé, tu veux faire des rampes de kilomètres de long, et c'est quoi le prétexte ? Sous prétexte, parce que je crois que c'est comme ça qu'ils ont fait ces règles ici en Amérique du Nord, que la personne puisse déplacer sa chaise roulante par lui-même. Écoute, c'est magnifique, c'est très beau, mais en réalité c'est une affaire de riches.

En Haïti, premièrement, sur 10 handicapés, tu vas en avoir un qui a une chaise roulante, et sur 10 chaises roulantes, tu vas avoir 9 qui ont un accompagnateur qui lui pousse sa chaise. Donc entre l'escalier où la personne n'a aucun moyen d'accès et la rampe de 2 kilomètres, je pense qu'il y a des intermédiaires, raisonnables, faisables, adaptés, etc. On copie tout simplement les règlements qui sont faits ailleurs.

[E7A]

C'est ça. Il faudrait qu'il y ait une certaine marge de manœuvre, comme à Gonaïves. Gonaïves, c'est un hôpital qu'on a fait ensemble. Le gouvernement canadien qui finançait l'hôpital nous obligeait d'utiliser le code canadien, mais non applicable.

Par exemple, un hôpital, obligatoirement, il y a des gicleurs, mais il n'y avait pas d'eau. Il n'y avait pas d'eau dans le désert où on était. C'est impossible de mettre des gicleurs. Mais là, le bailleur de fond, il

nous dit qu'il faut mettre des gicleurs. Oui, mais c'est parce que c'est un dialogue de sourd. Il n'y a pas d'eau. On est obligé de développer. Là, il faut que tu développes des stratégies. Tu mets plus de portes, tu mets plus d'une brigade. Il faut être intelligent dans l'application des codes. Même là, Morne Lazare, tu parlais tantôt des véhicules d'urgence.

C'est complètement pas code au niveau de l'urbanisme. C'est complètement illégal. Tu n'as pas d'un pompier qui fait le tour avec son gros camion. Physiquement, urbanistiquement, les quartiers ne sont pas codes. Ils ne sont pas légaux. Qu'est-ce que tu fais ?

Il faut organiser. C'est peut-être pour ça qu'ils ont des gros réservoirs dans leur maison. Peut-être pour le feu. Pas la terre en bas avec une pompe. Peut-être que ça a été adapté.

[Valentine PAPILLON]

Il faut adopter des stratégies en regard de ce qui existe. Par exemple, l'accessibilité PMR. Je comprends bien que la rampe, ça peut poser problème même dans un projet d'architecture classique. Déjà, c'est un casse-tête chinois.

Mais il y a quand même une réflexion qui doit être apportée pour savoir comment est-ce qu'on fait pour améliorer les conditions d'accessibilité, surtout dans des endroits qui sont à risque. Comment on fait pour évacuer les gens ? Il y a quand même une réflexion qui doit être portée sur tout ça. C'est un beau... C'est un casse-tête.

[E7G]

C'est vaste.

[Valentine PAPILLON]

Il y a beaucoup à faire.

[E7G]

Ça m'a amusé. J'ai dû faire la photo une fois. Il n'y a pas longtemps, j'étais allé à une clinique. Et puis là il y avait justement, il y avait une rampe. Écoute, la rampe partait d'ici et montait là. Comme ça. Je ne sais pas. Peut-être carrément 30 degrés ou 40. Et puis c'est là, ça fonctionne, c'est là. Alors, encore une fois, ça c'est vraiment un autre extrême. Mais, mon dieu.

[E7A]

Oui, c'est mieux que rien.

[Valentine PAPILLON]

Oui, il y a des systèmes avec des paliers intermédiaires aussi qui peuvent aider. Parce que je me dis que c'est quand même des zones, on parle de Morne Lazare, "Morne" déjà le mot explique où on se trouve. Du coup, peut-être qu'il y a aussi des moyens de faire des paliers intermédiaires pour aider à l'accessibilité de certaines personnes. Mais c'est sûr qu'il faut plus s'adapter.

[E7G]

Il faut surtout, en effet, il faut arrêter de singer. Oui. S'ils ont eu la prétention de faire un code ou des règlements de construction en Haïti, mais arrêtez de copier. D'abord, il faudrait corriger celui qui est là.

[E7A]

Oui, ils ont pris quand même un peu l'Américain.

[Valentine PAPILLON]

J'ai envie de dire, au point où on en est, est-ce qu'il y a un retour là-dessus ? Par exemple, quand on parle du savoir-faire, des fenêtres qui sont perdues, est-ce qu'il y a un retour ? Est-ce qu'on ne doit pas faire un peu avec toutes ces choses-là qui sont venues bousculer notre mode de construction, de vie, etc. ? Parce qu'au final, on a été influencé. C'est comme le fait qu'il y a des quartiers informels, ils existent. Est-ce qu'il ne faudrait pas revoir les choses ? Mais d'une certaine façon, on sera influencé par ce qui est déjà entré en vigueur. Vous comprenez ce que je veux dire ?

[E7G]

Oui, mais très peu. Parce qu'on a commencé la conversation en disant que tout le monde dit que la reconstruction, c'est un échec. Et c'en est un même s'il y a des poches d'interventions qui ont peut-être leur valeur et tout ça, mais au final, cette influence, elle est minime. C'est que des projets réalisés par ou avec une grosse participation d'organismes internationaux, comme on dit en créole, « *depi blan ale tout bagay fini* ». C'est aussi simple que ça. C'est le retour à la normale.

[E7A]

Moi, je pense que l'erreur, la plus grosse erreur, c'est justement parce que c'est les blancs qui se sont appropriés le processus. Exact. Et c'est ça le problème. C'est que « *building back better* », ça aurait dû d'être vraiment très local. Et même si ce n'est pas parfait, comme ça aurait été un pas de plus...

[E7G]

Mais on ne veut pas que ce soit parfait, sinon on n'apprend rien.

[E7A]

Non, c'est ça.

[E7G]

Il faut faire pour faire des erreurs et les corriger. Oui.

[E7A]

En tout cas, même si on pensait que le gouvernement allait prendre de l'argent et « *whatever* », ça a été la même chose. C'est les importés qui ont pris l'argent et qui l'ont mis dans leurs propres poches.

[E7G]

Les plus corrompus ne sont pas toujours ceux qu'on pense.

[E7A]

Le résultat a été, d'une certaine façon, le même. C'est-à-dire que l'argent n'a pas été investi localement, qui a été dans les poches de corrompus du gouvernement ou...

[E7G]

On retourne à quoi ? À la politique.

[E7A]

Oui.

[Valentine PAPILLON]

Moi, j'ai demandé des recommandations sans la politique hahaha, mais on finit toujours par revenir...

[E7G]

Non, mais au niveau universitaire, il faut dire les choses. Ça n'engage à rien, on reste générique mais c'est ça. Encore une fois, si on parle d'approche intégrée, d'approche globale, où tout est... C'est le seul moyen d'avoir des projets viables, des solutions viables, tu ne peux pas ne pas le considérer à grande échelle.

[E7A]

Moi, je ne suis pas nécessairement non plus contre la corruption. On a eu des grosses discussions très enflammées par rapport à ça. Pour moi, ça fait partie d'un ordre aussi. Est-ce que c'est pire ou mieux que des pays qui ont donné de l'argent et qui ont obligé que cet argent retourne à leur propre pays ? Est-ce que c'est mieux ça ? Qui on est pour juger ?

Ok, que le gars il se graisse un peu la patte parce qu'il a réussi à passer un contrat de gré à gré. C'est la fin du monde, ça ? Non, ce n'est pas la fin du monde. Ça se passe de toute façon partout, ici aussi. Est-ce qu'on n'aurait pas été *better off* avec toutes les imperfections de ce qu'on appelle corruption ? Les contrats qui sont donnés à des dominicains, bref. En tout cas, tout ça. Est-ce qu'au final, on n'aurait pas eu plus d'argent dans le local ? Même si ce n'était pas des contrats publics, ou je ne sais pas, selon les règles de l'art, etc. Au moins, ça aurait été à des locaux. Ça aurait été dans le pays. Peut-être que oui, le ministre se serait mis un petit peu d'argent dans sa poche. Sais-tu mal, ça ? Non, mais sais-tu si mal, ça ?

[E7G]

Je pense à autre chose. Souvent, ces grands pays développés qui viennent donner la leçon aux petits pays. En fait, est-ce qu'ils ne sont pas déjà les premiers corrupteurs ? La corruption qu'ils disent ne pas exister dans leur pays, c'est vrai que c'est bien masqué. Quand elle existe, elle est bien masquée. Et si ça se trouve, on peut même punir et sévir. Il y a un système qui fonctionne, quand même. Il faut le reconnaître. Mais est-ce qu'en fait, ils ne viennent pas pratiquer la corruption ailleurs ? Ailleurs que dans leur cour. C'est comme quand on fait la guerre. On veut toujours faire la guerre chez les autres. On ne fait pas la guerre chez nous. On ne veut pas que ça se passe chez nous mais on va la faire là-bas. Avec quelles armes ? Les armes que nous fabriquons.

[Valentine PAPILLON]

Il y a une question d'échelle, je trouve, qui rentre en jeu quand on rentre dans ce type de discussion-là. Moi, par exemple, j'ai vu beaucoup d'ONG opérer, etc. Pas dans le domaine de la reconstruction, je sors un peu du sujet. Mais en fait, je trouve qu'il y a différentes échelles parce que parfois, quand je vois des gens arriver dans mon village, distribuer de la nourriture qui est importée de x ou y. Pendant ce temps, le riz du planteur local pourri, je me dis, mais mon Dieu ! On sacrifie. En fait, il y a une démarche qui va couper tout, qui va poser beaucoup de problèmes sur place.

Et pour moi, il y a différentes échelles. Parce qu'en fait, la personne lambda qui arrive avec son sac de riz et qui donne. Quand je les rencontre, t'as l'impression qu'ils sont hyper contents, qu'ils ont fait un voyage, qu'ils sont là pour aider les gens. Je me demande, est-ce qu'ils ont toutes ces réflexions derrière ou est-ce que c'est des cerveaux, on va dire, à une autre échelle qui savent justement ce qu'ils font ?

[E7G]

Moi, je pense que oui.

[Valentine PAPILLON]

Du coup, parfois, c'est un petit peu controversé comment j'aborde cette personne-là. Parce qu'en fait, je pense qu'à son échelle, à elle, elle ne voit pas toutes les conséquences de son action.

[E7G]

Ils utilisent des gens qui sont tout à fait de bonne foi.

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est ça.

[E7G]

C'est très facile. Oui.

[Valentine PAPILLON]

C'est la même chose en reconstruction.

[E7G]

Ce n'est certainement pas, comment dirais-je, ce n'est certainement pas un impact non prévu. C'est certainement, à l'échelle dont tu parles, c'est pensé, c'est bien pensé pour. C'est bien pensé pour anéantir le riz local. C'est pensé pour ça. Ce n'est pas une conséquence non prévue.

[Valentine PAPILLON]

Parce que le riz aurait pu être acheté justement aux locaux.

[E7G]

C'est fait pour tuer la production locale, pour rendre dépendant, etc. Donc finalement, il faut vraiment regarder les choses avec d'autres œillères, d'autres loupes.

[Valentine PAPILLON]

J'ai peut-être une question, mais je vais revenir un peu en architecture, matériaux, etc. Mais ça, c'est vraiment un peu à titre personnel que je vous demande ça. On a discuté aussi du fait qu'il y avait beaucoup de béton, de structures en béton, etc. alors que les matériaux, quand on se retire ou qu'on voit avant, ce n'était pas forcément ce type de matériaux-là. Est-ce que vous expliquez pourquoi les gens, ils veulent maintenant construire en béton ou pourquoi est-ce qu'on ne reviendrait pas avec des solutions ou avec des techniques d'antan ? Est-ce que vous pensez que ça fonctionnerait ?

[E7A]

Le bois ?

[E7G]

Il n'y en a pas, tout simplement. Il n'y en a pas. Le béton a été introduit dans les années 50-60, je veux dire en masse. Et a eu le succès qu'on connaît, puisque justement, même la petite maison paysE7G, maintenant, elle est en béton. Il y a tellement de facteurs qui expliquent cette métamorphose non accompagnée, parce que ce n'était pas une fatalité que ça se passe comme ça. Ça aurait pu mieux se

passer. Mais, encore une fois, il n'y a pas eu d'accompagnement. Personne n'a pensé à réfléchir aux impacts d'un matériau sur les façons de faire, les façons de voir, les façons de vivre, etc.

Je prends un exemple. Haïti... Alors on ne pensait pas à l'époque au tremblement de terre, mais les cyclones, c'est chaque année qu'il y a des cyclones. Et les toits des maisons s'envolaient chaque année. Il n'y a pas d'assurance. Oui, il y a quelques assurances pour les riches, mais 80% pour ne pas dire 90% de la population des maisons n'ont pas d'assurance. Donc le béton, c'est une assurance. Quand tu fais un toit en béton, tu es garanti qu'il ne va pas s'envoler. C'est ça. Garanti. Par contre, le tremblement de terre, on n'y avait pas pensé. Donc ça seulement, c'est un facteur de succès extraordinaire. Ensuite, disponibilité. Dans le béton, tu as quand même de gros intrants qui sont locaux. Le sable, tu le trouves sur place. L'eau, évidemment. Les cailloux, pour faire le gravier. Oui, c'est vrai qu'on importe le fer, mais attention, il y a quand même, depuis des années, une usine. Ils importent le fer en gros, mais ils le traitent en Haïti, sur place. Donc en fait, tu peux dire que le fer, il est disponible. Et je parle de barres d'acier, pas de structure métallique, justement. Il n'y en a pas, il n'y en avait pas. Le bois, n’en parlons pas, le pays a été déboisé. Donc, aucune prétention de... Même moi, j'ai connu... Tu peux trouver encore quelques éléments de bois local, mais non traités, etc. Donc, le béton, en tant qu'alternative, reste un réflexe à peu près sûr.

[E7A]

C'est plus économique que l'acier.

[Valentine PAPILLON]

Le ciment n'est pas donné, mais je ne sais pas ce que ça donne en proportion.

[E7G]

Mais il y aurait encore pas mal de réflexions à faire sur le sujet, c'est certain. Il y a tellement de choses.

Tu avais, dans les années... Attends, je vais te le dire. Dans les années 80, 85 peut-être, tu as eu l'apparition d'une usine de matériaux d'argile. Ils ont survécu, je ne me rappelle plus combien d’années. Puis, jusqu'à quand je ne me rappelle pas, mais ils ont dû fermer. Donc, ils faisaient pas mal de trucs, des briques, des briquettes, des trucs. On pouvait penser à faire des choses. Moi, j'ai fait des dalles, par exemple, avec un corps creux qu'ils faisaient, et j'ai fait des planchers et des toits avec ces corps creux, avec des poutrelles métalliques. Alors, un autre élément qui existe, qu'on fait sur place, les poutrelles... Sterling, c'est ça ? Les poutrelles ajourées, là. Les cornières, c'est des trucs qui sont très courants, des fers ronds. Même ceux qui ne sont pas craignés, ça peut servir à ça. Donc, tu fais des poutrelles comme ça.

J'ai fait des planchers et des toits avec des poutrelles comme ça, ces corps creux et des petites chapes de béton. C'est des résultats assez intéressants parce que du point de vue thermique, ça fonctionne mieux, c'est léger, et ça ne coûte pas cher. Alors, ça ne coûtait pas cher, j'avais accès à ce corps creux qui n'existe plus.

Donc, tu vois, on retourne à l'économie. Cette usine qui commençait à modifier le paysage de la construction, elle a dû fermer ses portes. Et elle puisait sa matière première dans le pays. La terre est la terre d'Haïti.

[Valentine PAPILLON]

C'est intéressant, c'est la même réflexion que j'ai eue par rapport au projet. Parce qu'ils ont intégré des bambous dans les balcons qu'ils ont fait, etc. Du coup, j'ai un peu discuté pourquoi le bambou, etc.

Mais en fait, ils ont dit qu'ils voulaient essayer de relancer un petit peu ça sur place, que c'était traité sur place, etc. Mais justement, la durabilité, la pérennité...

[E7A]

Ils ont changé. Les bambous, les gens, pour la question de la sécurité, ils trouvaient que ce n'était pas assez sécuritaire, ils ont dit qu'il fallait changer ça.

[Valentine PAPILLON]

Je vais peut-être conclure en vous demandant une petite conclusion de votre part sur les enseignements qu'on peut tirer de nos discussions d'aujourd'hui ou du projet, de ce que vous en savez. Si vous voulez partager un peu avec moi.

[E7A]

Moi, je suis nulle à conclure. Je n'ai pas d'esprit de synthèse haha. Je vais laisser conclure.

[Valentine PAPILLON]

J'ai besoin de la conclusion haha.

[E7G]

Moi, je conclurai en retournant à ce qu'on a mentionné tantôt sur la nécessité de poser les bonnes questions. Ne pas venir avec des réponses, parce que même venant des locaux, on ne peut pas prétendre d'avoir les réponses toutes faites, de faire des boîtes à outils. Je ne sais pas. Je suis contre les boîtes à outils. Mais de poser des questions et d'avoir l'humilité dont tu parlais. L'humilité de venir écouter avant de venir apporter la bonne parole. On n'est pas des pasteurs. Donc, pour moi, il s'agit d'avoir, quel que soit le domaine d'intervention. D'avoir une attitude philosophique qui correspond à...

[E7A]

Oui. Là, ça me permet de conclure, de capitaliser sur cette conclusion pour conclure autre chose, pour poursuivre un peu cette discussion.

C'est de comprendre. Puis là, on parlait de 16 quartiers, etc. Je ne pense pas qu'il y a des solutions "*one size fits all*" dans chaque quartier. Je pense que chaque quartier a son ordre, son désordre d'ordre, son génie du lieu. C'est ça. Donc, poser des questions et vraiment comprendre où on intervient pour proposer des solutions qui sont vraiment à l'écoute des besoins et qui ne vont pas créer plus de désordre ou de mécontentement, qui vont avoir une acceptabilité sociale et que ça va être approprié par les populations et non désertées, disons. Puis je pense que chaque quartier doit être, même s'ils sont tous auto-construits ou informels, doivent avoir leur âme, leur particularité. C'est ça.

[E7G]

Donc, en fait, dans un monde idéal, si au niveau... moi, je suis un architecte praticien. C'est ce que je fais. Non, avant de dire dans un monde idéal. Je dis toujours que pour faire une œuvre qui a un minimum de prétention d'atteindre un niveau d'architecture, il faut avant tout un bon client. Si tu as le mauvais client, tu ne peux pas réussir une bonne œuvre. Donc, tout ça pour dire que dans un monde idéal, tu veux un UNOPS qui ait à sa tête une personne qui pense comme ça. Tu veux un ingénieur civil qui trouve non pas des logiciels comme ça, mais qui passent en dehors de la boîte. Tu veux, etc., etc. Tu veux pouvoir avoir... parce qu'encore une fois, on parle de projets qui s'adressent au collectif. Ça ne peut pas venir d'une seule personne. C'est des groupes. Des groupes d'intervenants, des groupes d'institutions, etc. Dans un monde idéal, il faudrait pouvoir réunir des équipes... Je n'y crois plus moi.

C'est très difficile. Il faudrait pouvoir mettre autour d'une table des gens qui partagent cette philosophie. Même celui qui va donner les sous. Je vais te dire, généralement, celui qui donne les sous, il n'a pas ce genre de comportement. Pour ne pas dire que c'est l'intéressé comme ceux qui font le riz. Ils ont d'autres objectifs. Donc, c'est ça qu'il faudrait. Mais on rêve en couleurs.

[E7A]

Moi, je pense, encore plus stratégiquement, qu'en Haïti, il faut former les architectes, les ingénieurs, les professionnels qui vont intervenir dans des quartiers comme ça. Au lieu de nier les quartiers, il faut former les jeunes à intervenir. Je me souviens, quand on les amenait à Canaan. Ils disaient : “Non, non, ce n'est pas ça qu'on peut faire”. Ils veulent faire des architectures de signatures. Ils veulent faire des beaux hôtels. Quand tu les amènes dans les quartiers informels...

[E7G]

Tu parles des étudiants d'ici ?

[E7A]

Non, des étudiants locaux. Il faut qu'ils soient sensibilisés. Au lieu de se dire que c'est des quartiers qu'on va démolir parce que leurs parents leur disent que c'est des quartiers qu'il faut démolir.

[E7G]

C'est ça. C'est à l'université qu'il faut commencer. À l'université. Si on dit à l'université, à l'école.

[Valentine PAPILLON]

Il faut réfléchir aux enjeux, à comment intervenir.

[E7G]

C'est l'éducation en général.

[E7A]

C'est relativement nouveau, ça date des années 50. Ce n'est pas un phénomène qui dure depuis des millions d'années dans lesquelles on intervient. Le réflexe en Haïti, c'est qu'on rase tout. C'est encore comme ça la mentalité. On ne peut pas les voir. Si on veut qu'on intervienne localement et qu'on ait des bonnes solutions qui sont à l'échelle des quartiers, il faut arriver à l'évidence que ces quartiers vont rester. On ne pourra pas les raser. Où tu mets tout ce monde-là ?

[E7G]

Ceci dit, il y en a peut-être qu'il faudrait raser. Des endroits qui sont inhabitables. On n'est pas des Hollandais. On ne sait pas faire de digue.

Est-ce que Cité Soleil sera jamais viable ? En attendant, ça reste. Je ne sais pas, ça fait longtemps que je n’ai pas été là mais. Peut-être en partie, peut-être pas en totalité, mais il y a des endroits qui sont irrécupérables. Ils devraient même participer d'une approche environnementale. On peut même imaginer des systèmes de drainage au niveau de la ville. L'aménagement du littoral.

Mais comme tu le dis, il faut le prendre projet par projet aussi. On ne peut pas venir avec des formules toutes faites. Non, quand on aura fait une multitude de projets, on pourrait attirer des conclusions et faire des statistiques. Mais on ne peut pas vouloir commencer par les statistiques.

[E7A]

Exact. Oui. Tu ne peux pas commencer par des masterplans ou des affaires hors budget. C'est pour ça que je pense que l'approche de microchirurgie, c'est plus à l'échelle.

[E7G]

Et qui fait appel à la sensibilité. Il faut pouvoir avoir cette sensibilité à une autre échelle.

[E7A]

Oui. Exact. Et être capable de mobiliser des petites communautés. Si c'est hors d'échelle ou hors de portée, c'est là où tu vas imposer plus facilement parce que tu as tant de budget, tant de temps. Tu n'as pas le temps de comprendre. Les ONG n'ont pas le temps.

[E7G]

Mais il faut qu'ils aient le temps. S'il y en a qui ont le temps, c'est eux.

[E7A]

Oui, mais le bailleur de fonds, c'est ça. Le bailleur de fonds, ils ont de la redevabilité ou de l'*accountability* aux donneurs. Il faut mettre ça dans le rapport annuel combien d'écoles on a fait ...

[E7G]

S'ils ne peuvent pas mettre ça en question... C'est tout ça qu'il faut changer. Il faut changer cette mentalité. Tu vois architecte, même si tu as la sensibilité. Tu vas faire un projet. Tu veux une participation, mais personnellement, tu ne peux pas être capable d'organiser des réunions, de causer à la population. Ça te prend une équipe. Ça te prend des sociologues. Des sociologues qui partagent cette philosophie. Des gens qui font des enquêtes. Moi, je ne vais pas m'amuser à faire ce genre de choses. Je ne sais pas le faire. Je ne suis pas un communicateur ni quoi que ce soit. Ça prend une équipe pluridisciplinaire.

[E7A]

Tout à fait.

[E7G]

Mais si c'est chacun qui tire dans son sens pour faire des rapports.

[Valentine PAPILLON]

Voilà, on a du pain sur la planche. Il y a de quoi faire. Déjà, merci beaucoup pour votre temps, pour toute cette réflexion, cette discussion.

[E7G]

Merci de nous donner l'occasion de faire ce genre de discussion.

[E7A]

Depuis ma thèse, je n'ai plus l'occasion d'un d'aller en Haïti et de réfléchir. Je trouve que c'est enrichissant.

[E7G]

C'est tout à fait enrichissant.

[E7A]

C'est là qu'on sort de la boîte. On n'est pas en train de répéter ce qu'on fait ici. On pense.

[Valentine PAPILLON]

La phrase qui était super importante, c'est de se poser les bonnes questions que vous avez dites au début. Le fait de se les poser et d'en discuter, ça éveille sur certains aspects de la chose. Merci à vous.

Entretien 8 : Ingénieur et ancien directeur de l'UCLBP

[Valentine PAPILLON]

Pour commencer, est-ce que vous pouvez en quelques mots vous présenter, présenter votre parcours professionnel et éventuellement académique ?

[E8]

Moi, je suis ingénieur civil avec un MBA. Et en termes de parcours, j'ai fait beaucoup de... J'ai fait la première partie de ma carrière dans le marketing et la vente. Et j'ai eu une expérience particulière où j'ai travaillé pour une organisation caritative en Haïti. Après avoir fait Coca-Cola et les compagnies pétrolières, etc., le commerce à grand débit, j'ai fait une expérience avec une organisation caritative qui s'appelle Food for the Poor. J'ai appris vraiment comment apporter des solutions aux familles au bas de l'échelle, au bas de l'échelle économique, et vraiment venir avec des solutions relativement intéressantes et qui pourraient être utiles dans d'autres cas. Et c'est ainsi que le tremblement de terre a frappé. Il a frappé en 2010, j'étais encore à Food for the Poor et je les ai laissés en 2011. Et c'est à ce moment-là qu'il y avait une nouvelle équipe qui allait prendre les rênes du pays. Et il se trouve que dans leur campagne présidentielle à travers le pays, ils ont vu plusieurs villages que j'ai construits, où j'ai vraiment amené des services minimums, des services de base, améliorer vraiment la qualité de vie de la paysannerie, etc. Et il y avait un problème... Après, on était à la veille des deux ans du tremblement de terre et il y avait encore un million et demi de personnes, je ne sais plus combien de familles, mais ça fait un million et demi de personnes dans les camps déplacés dans les rues. Et ils n'arrivaient pas à faire bouger les camps de déplacés, les personnes déplacées à l'interne. Donc ils ont pensé que je pouvais les aider. C'était un problème vraiment qui était prioritaire, parce qu'on était, comme je le dis, à la veille des deux ans du tremblement de terre et les camps déplacés ne baissaient pas ni en quantité ni en taille. Donc il fallait venir avec des solutions. Ils ont pensé que... Ils sont venus à moi, on a beaucoup parlé, etc. Finalement, ils m'ont demandé de participer à quelques réunions avec les Nations Unies pour leur donner quelques idées, etc. Une fois arrivé là, je me suis retrouvé en plein dans un projet de fermeture des camps.

L'idée qu'on a développée à cette époque-là, c'était de fermer des camps qui étaient des camps soit très visibles ou qui étaient sur des propriétés plutôt stratégiques. Donc, on a identifié six camps qui répondaient à cette norme-là. Il y avait un camp dans la cour de la primature de la République, il y avait Place St-Pierre à Pétionville, Place Boyer. Il y avait un camp à l'aéroport, il y avait un camp, il y avait canapé vert, etc. Mais vraiment, il y avait des zones clés, ok, et qui vraiment entravaient le trafic et entravaient toute chose. Et maintenant, quand on a commencé à analyser les dossiers, donc on s'était dit qu'on va fermer ces six camps et si ça fonctionne bien, on va prendre le modèle de ces six pour faire un modèle d'intervention pour fermer tous les camps. Et dans les registres des personnes déplacées, on a remarqué, donc on a choisi ces six camps-là, et on a remarqué que les personnes qui venaient de

ces camps-là, qui venaient de ces camps-là, venaient de 16 quartiers. Maintenant, avec tout ce qui s'est passé, il faut savoir comment fonctionne la mentalité, la psychologie des populations dans une zone. Avec toutes ces ONG-là qui étaient établies sur le terrain, c'était comme une vaste opération humanitaire, de charité, et ça empêchait aux gens de réfléchir pour trouver des solutions eux-mêmes. Bon, c'étaient quand même des personnes dépossédées, mais quand il y a autant de charité qui se passe, c'est un problème. Et ça a tendance à attirer d'autres personnes qui ne sont même pas concernées. Les gens vont s'installer dans les camps pour trouver des avantages. Donc on s'était dit, bon, ok, voilà, on va fermer les camps, mais étant donné que les personnes qui vivaient dans ces camps-là originaient de 16 quartiers, mettons l'emphase sur les quartiers pour essayer de détourner l'attention des déplacés sur tout ce qui se passait. Et vraiment, il y avait une crise de coordination au niveau gouvernemental. Au niveau gouvernemental en Haïti, il y avait une crise de coordination, il n'y avait pas une institution locale qui était responsable. Ou du moins, il y avait des institutions qui étaient responsables, mais qui n'avaient pas les moyens de faire face à leurs responsabilités. C'est ainsi qu'ils m'ont nommé directeur national du programme de relogement des déplacés. Et on a mis l'aspect, parce que qu'est-ce qu'il fallait ? Il fallait prendre ces personnes, les retourner dans leur quartier d'origine...

Le modèle d'intervention est le suivant : Prendre les quartiers, prendre les personnes des camps, les reloger dans leurs quartiers d'origine et de travailler avec les populations des quartiers. Non seulement les populations qui retournent dans leurs quartiers, mais la grande majorité des familles dans les quartiers étaient restées. Soit leur maison n'était pas détruite, soit ils ont fait un petit quelque chose dans le quartier. Et de faire des infrastructures communautaires pour rendre la vie meilleure, non seulement pour les habitants du quartier qui étaient restés, mais pour ceux qui allaient revenir. Donc c'est la raison pour laquelle, au lieu de l'appeler 6 camps, 16 quartiers, on a appelé le projet 16/6, 16 quartiers et 6 camps. Donc bien entendu, on pourra parler de ça plus tard, comment est-ce qu'on arrive pour déterminer quels sont les investissements qu'on va faire dans les quartiers. Donc, il y a toute une procédure de mettre en place des plateformes communautaires, travailler, faire des réunions. On énumère de manière exhaustive les projets qui les intéressent et on procède par priorité avec des budgets bien alloués. À chaque quartier, bien entendu, il n'y avait pas de budget pour tout faire, donc il fallait prioriser avec les budgets alloués. Parce que les budgets étaient fonction de la quantité de plus de personnes qu'on retournait dans les quartiers. Donc, c'est de voir justement avec les plateformes communautaires dans les quartiers, de voir avec les plateformes quelles étaient leurs priorités et de les exécuter. C'est un modèle très simple et qui a fonctionné merveilleusement bien, merveilleusement bien.

[Valentine PAPILLON]

Je pense que vous avez déjà dit pas mal de choses, donc je pense que progressivement on va rentrer dans chacun des aspects du projet. Mais ici, je me pose des questions d'abord à l'origine, qui a eu les idées, quels sont les acteurs clés qui ont été impliqués dans le projet et je me pose la question aussi de comment est-ce que cette coordination a été possible parce que je me suis bien rendue compte qu'il y avait quand même beaucoup de structures différentes.

[E8]

Premièrement, il y a les autorités étatiques, les gouvernements locaux, les municipalités, d'une part, les mairies, et d'autre part, il y avait plusieurs organisations sous le leadership des Nations Unies, et que ce soient des agences des Nations Unies sous les différents… le PNUD, et tout ce qui est intervention, c'est UNOPS. Et dans ce cas-ci en particulier, c'était l'OIM pour les problèmes migratoires.

Il n'y avait vraiment pas... Il y a le ministère de la planification et de la coopération externe mais il n'y avait pas vraiment une coordination bien ciblée, bien identifiée avec autorité. Avec l'autorité de dire non, oui, et de valider les propositions justement de ces organisations internationales, parce qu'ils travaillaient eux-mêmes sans des responsables au niveau locaux parmi eux. Et c'est justement ce qu'ils ont changé, ils sont venus vers moi et automatiquement je suis arrivé... Donc avec le budget de travail, on a monté une équipe. Premièrement, je devais coordonner. Les Nations Unies ont fait le choix de quatre agences pour mettre en œuvre le projet. C'était le PNUD, qui était l'agence lead, il y avait UNOPS, il y avait le Bureau international du travail, BIT, et OIM. UNOPS c'est pour tout ce qui est construction, tout ce qui est intervention. BIT c'est justement pour venir, pour les travaux de renforcement de capacité des populations affectées. OIM c'était justement pour les questions migratoires, parce qu'ils avaient enregistré toutes les familles, et toutes les personnes qui vivaient dans les camps. Donc ils maîtrisaient, c'est eux qui avaient cette data base là. Et maintenant, moi en tant qu'agent final, le projet avait quatre composantes, et justement il y avait un directeur de composante pour chaque agence, et moi je coordonnais ces quatre directeurs. Et parallèlement, sur le côté haïtien, on travaillait avec les mairies. Maintenant ces six camps, étaient répartis sur trois municipalités. Il y avait Tabarre, il y avait la deuxième circonscription de Port-au-Prince, et il y avait Pétion-Ville. Claire Lydie exemple à Pétion-Ville, Jean-Yves Jason pour Port-au-Prince, et Jean Bernard Chassagne pour la zone de Tabarre. En fait c'était un seul camp, c'était un camp qui était à l'aéroport Maïs-gaté. Ok, donc maintenant, une fois démarré, j'ai commencé des consultations immédiates, mais il y avait aussi le ministère de l'Intérieur qui est responsable de la sécurité intérieure du pays.

Donc le premier exercice, c'était de comprendre, qu'est-ce qui était fait déjà, et pourquoi est-ce que ça n'avait pas marché. Et donc je crois que d'une manière très intelligente et très sage, on n'est pas venu, on n'a pas effacé le tableau. On n'a pas fait l'erreur d'effacer le tableau. On a bien pris le soin et le temps de comprendre les méthodes logiques qu'ils essayaient d'employer, et pourquoi ils ne réussissaient pas. On est rentré dedans, on a corrigé uniquement ce qui ne fonctionnait pas.

[Valentine PAPILLON]

Ok, donc du coup c'est ces quatre branches des Nations Unies qui travaillaient, et puis après qui vous ont fait intervenir comme acteurs locaux.

[E8]

Ils avaient le « Shelter Cluster », qui était coordonné, si je ne me trompe pas par OIM. Il y avait le « Shelter Cluster ». Bon et puis ils entraient dans les quartiers, et ils faisaient les abris temporaires, c'est tout. La problématique des camps de déplacés, et les camps se trouvaient tous sur des propriétés ou des infrastructures qui étaient vitales, soit des écoles, des hôpitaux, des places publiques, des infrastructures communautaires qui étaient vitales à la vie de la population. L'hôpital, les terrains de sport, le centre sportif, partout où il y avait de l'espace, il y avait des camps. Ok, donc maintenant, tout ce qu'ils ont tenté de faire... Alors les municipalités se sentaient responsables, et ils essayaient de faire partir les gens. Donc, ils donnaient aux gens des subsides pour partir.

Donc premièrement, ils n'arrivaient pas à mobiliser toutes les familles sur les camps, et quand ils arrivaient à faire partir au maximum 10% de la population d'un camp, il y avait d'autres qui venaient les remplacer. Donc il n'y avait pas cette coordination entre justement les organisations internationales et les autorités locales, les autorités locales ne reconnaissaient pas l'autorité des organisations internationales, et vice-versa. Donc c'était beaucoup de confusion, et ils n'arrivaient pas à coordonner. Donc, quand on est venu nous-mêmes. Justement, on a résolu ce problème. Et il y avait un problème de droits humains aussi, qui était greffé aux solutions qui étaient proposées à l'époque par les municipalités. Les institutions de droits de l'homme voulaient qu'on accompagne les personnes dans

un retour volontaire dans leur quartier. Parce qu'ils jugeaient que la façon dont ça a été mis en œuvre par les mairies, c'était une opération de force. Donc, par exemple, on a des places publiques, parce que les gens vivent beaucoup dans la rue en Haïti, donc c'est important d'avoir des places publiques, ça fait partie de la vie du quotidien des résidents de la commune. Donc, il fallait vraiment venir avec une solution où les gens rentraient dans un départ volontaire, pour laisser leur camp et pour retourner dans leur quartier. Maintenant il y a eu une organisation, j'ai oublié le nom, parce que malheureusement je n'ai pas mon ancien ordinateur avec moi, qui avait fait une étude. Les familles vivant dans les camps s'étaient dit parce que la majorité, la quasi-totalité des familles qui vivaient dans les camps vivaient dans le loyer. Ce n'étaient pas des familles propriétaires. Les familles propriétaires, elles enlevaient les débris et s'ils voulaient faire une tente, ils le faisaient chez eux. Donc la réalité c'est que les familles qui vivaient dans les camps, c'étaient des familles qui étaient dans le loyer. Donc ils demandaient un support au loyer pour la première année. Les familles s'étaient dit qu'il y avait beaucoup de problèmes avec l'évacuation. Et nous, on est venu avec la thèse suivante. Les mairies disent qu'on doit libérer les infrastructures communautaires, on doit libérer les espaces. Et ça créait beaucoup de conflits avec les organisations des droits de l'homme. Quand on est venu, on nous a dit que les Haïtiens ne doivent pas vivre dans de pareilles conditions. C'était ça le clou de notre speech. Oui, tout ce que vous dites est vrai, mais les Haïtiens ne peuvent pas vivre dans de pareilles conditions. Ils vivent dans des tentes, il y a la pluie, il y a des enfants, il y a des maladies, il y a des violations des droits de l'homme, il y a des enfants molestés, il y a des jeunes filles violées, etc. Donc on était fatigué. On ne peut pas tolérer que les Haïtiens vivent dans de pareilles conditions. Et on s'est mis d'accord avec ce bon monde-là, que ce soient les mairies. On a joué le rôle de pivot central. On s'est mis d'accord sur un modèle, on va accompagner les familles vers un retour volontaire dans les quartiers.

Il y avait trois statuts pour les déplacer. Il y avait soit des familles qui avaient une maison... Alors, on avait étiqueté toutes les maisons à Port-au-Prince avec les trois couleurs du sémaphore de trafic, le rouge, le jaune et le vert. Le vert, ça veut dire que la maison est correcte, qu'on peut rentrer dedans. Toutes les maisons étaient évacuées par les travaux publics. Le jaune, c'est une maison qui peut être habitée mais qui mérite des réparations. Et le rouge, c'est une maison qui nécessite soit des réparations importantes à la limite du même coût que la reconstruction ou c'est une maison qui mérite d'être abattue. Donc maintenant, on a fait un deuxième enregistrement de tous les camps. Et maintenant, pour essayer de comprendre l'origine des familles. Est-ce que vous étiez propriétaire d'une maison qui est aujourd'hui rouge, jaune, etc. On avait des solutions sur mesure, dépendamment du statut de la famille. Il y avait peut-être 98 à 99% des gens soient propriétaires d'une maison rouge, maison jaune ou famille vivant dans le loyer. Je peux vous dire que 99% des familles vivaient dans le loyer... avant le tremblement de terre. Pour les maisons jaunes, il y avait des programmes de ce qu'on appelle les “retrofit”. Pour mettre la maison aux normes. Pour les maisons rouges, on pouvait construire une petite unité de logement. Pas plus de 26 mètres carrés pour que la famille puisse reloger et reconstruire sa maison dans le temps. Et pour les personnes qui vivaient dans le loyer, une subvention au loyer qui valait à l'époque à peu près 500 dollars américains pour une année. Et l'année d'après, les familles étaient censées pouvoir repayer ça et reprendre leurs activités pendant une année. Et s'occuper de leur loyer eux-mêmes. S'occuper du loyer elles-mêmes. Donc c'était ça. Donc reconstruction d'une unité pour les familles propriétaires d'une maison rouge, réparation des maisons jaunes, subvention au loyer. Donc maintenant, quand on est dans un cas, il y a quel que soit le cas de figure d'une famille vivant dans un cas, on avait une solution pour cette famille-là.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport à la solution de location, pourquoi vous avez choisi de mettre en place ce type de solution ? Parce que c'est vrai que moi, quand je me suis intéressée au projet, je me posais des questions sur la durabilité de cette solution-là, vu qu'ils étaient subventionnés.

[E8]

Ecoute, ce n'était pas un projet de charité. C'est un pays qui a été victime d'un tremblement de terre, mais les gens doivent se relever un jour. Là, on est deux ans après. Et les gens qui habitent dans les camps, ils ont leur livelihood, etc. Donc ils ont peut-être besoin d'un coup de pouce là pour retourner dans... Et ils vivaient originalement dans le loyer. Avant le tremblement, ils vivaient dans le loyer. Donc on leur retourne dans une solution qui était similaire à la solution qu'ils avaient par le passé. Et écoutez, ce qu'on a fait, on a fait une enquête très approfondie pour essayer de comprendre qu'est-ce que ça coûterait de reloger des familles dans des solutions de loyer qui étaient similaires à ce qu'elles avaient par le passé. La réalité c'est que les familles qui étaient moins vulnérables avaient déjà le temps de reloger, de trouver une solution. Parce que nous, on est à la veille des deux ans du tremblement. Donc les familles qui avaient plus ou moins de moyens, ils ont laissé les camps, ils sont restés dans les camps un mois, deux mois, trois mois, et ils sont partis. Mais les familles qui sont restées tout ce temps, c'était vraiment la couche la plus vulnérable de la société. Donc en réalité, ce sont des personnes qui vivent dans le loyer, mais dans un loyer vraiment minimal. En termes d'espace, en termes de commodité, etc.

[Valentine PAPILLON]

Dans cette situation post-séisme, il y a quand même eu beaucoup de bâtiments ou de maisons qui se sont écroulées, etc. Mais comment est-ce qu'ils faisaient pour retrouver des logements ?

[E8]

Il y a eu beaucoup de maisons écroulées, mais la majorité, non. La majorité, c'est le drame... La catastrophe était tellement énorme. La crise a fait tellement peur que les gens ne sont même pas du point que la grande majorité des maisons, à Port-au-Prince, ne sont pas tombées. C'est parce que ceux qui sont tombés ont tellement fait des dégâts. On a eu, je crois, près de 150 000 morts, si je ne me trompe pas.

[Valentine PAPILLON]

On a eu beaucoup de morts.

[E8]

C'était vraiment, vraiment quelque chose. Plus que ça, c'est plus que 150 000 morts.

[Valentine PAPILLON]

Oui, plus de 200 000 environ.

[E8]

Après tout ce temps-là, beaucoup de gens ont reconstruit. Ils n'ont pas reconstruit dans les normes, malheureusement. Il y avait dans la composante qui était pilotée par le BIT, justement, il y avait la formation des maçons du quartier, la construction parasismique, etc. C'est la raison pour laquelle nous avons opté pour le relogement de ces familles dans les conditions qui étaient disponibles. Et on a pu trouver un montant générique, comme je vous disais, de 500 $ pour l'année. Donc, c'est connu. Donc, les bailleurs qui étaient là-dessus allaient mettre des subventions, allaient mettre des montants pour payer des subventions au loyer du 500 $. Donc, ça, c'est quelque chose qui peut créer de la spéculation.

La spéculation, c'est-à-dire que maintenant, ça risque de faire une espèce de surenchère. On risque d'arriver sur le terrain et ne pas pouvoir reloger les personnes à partir de ce montant-là. Et c'est là que vraiment, c'est un des endroits où vraiment la contribution des professionnels locaux haïtiens a été exemplaire. On est venu avec un concept qui s'appelle « Keep the Change ». Donc, on met, et comment ça se passe, c'est que la famille va chercher une maison dans son quartier ou dans le quartier qui est le plus proche du quartier où elle se trouve. La famille, ils nous font visiter, les mobilisateurs sociaux du projet vont visiter la solution. Si elle répond aux normes, et maintenant, c'est nous qui payons le loyer. Il y a un contrat établi, signé entre le propriétaire de l'espace qu'on va louer et le bénéficiaire, et c'est nous qui payons directement. Maintenant, pour justement contrecarrer la spéculation, on est venu avec un concept qui s'appelle « Keep the Change ». Donc, on donne à la famille la possibilité de négocier son loyer. Donc, quel que soit le montant qu'ils trouvent en dessous de 500$, on leur donne la différence. Il y a un budget de 500$ par famille, ça veut dire que s'ils sortent, s'ils en sortent avec un loyer à 350$, on leur donne la différence de 150$. Donc, cette capacité seulement nous a permis de garder... Il y a eu vraiment plus de 90% des familles à payer moins que le montant générique de subventions qui était prévu. Et en plus de ça, on leur donne un autre montant pour qu'ils puissent prendre leurs affaires et aller les transporter, payer pour aller transporter leurs affaires d'où ils vont habiter.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport, il y avait les trois solutions que vous avez énumérées. Du coup, lorsqu'on choisissait, par exemple, la solution de loyer, on ne faisait plus partie des gens qui allaient bénéficier de la solution de réparation ou de reconstruction.

[E8]

Non. Maintenant, je vous ai dit que le projet était concentré et 70% des budgets étaient dépensés dans les quartiers. Donc, maintenant, on va dans les quartiers et on identifie les familles qui sont là, qui habitent dans des structures endommagées, on les répare ou des structures détruites, ils montent une petite tente sur leurs propriétés et on leur reconstruit les unités de logements. On en a fait même des complexes de logements, avec des logements génériques. Par exemple, Morne Lazare, c'est vraiment bien fait. Il y a vraiment des petits logements éparpillés.

[Valentine PAPILLON]

J'aimerais bien qu'on se concentre plus sur tout ce qui est logement, reconstruction et infrastructure, vu que je suis plus, on va dire, dans le domaine de l'ingénierie et de l'architecture. Mais juste pour un peu clôturer par rapport à cette première composante-là, il est cité que... enfin, le projet s'appelle 16/6, et on disait qu'à la base, on visait 6 camps. Mais j'ai vu dans les documents qu'on avait plutôt réussi à en libérer 50 environ, c'est ce qui est expliqué. Comment vous expliquez, en fait, l'expansion, le fait qu'ils aient commencé à faire ça ?

[E8]

Comme je t'ai dit au début, je t'ai dit au début. 16/6 c'était un projet pilote, c'est un projet pilote, et comme pilote, on s'était dit, si le pilote marche, on va utiliser cette méthode-là pour fermer tous les camps. On va utiliser ce modèle-là pour en faire un modèle d'intervention. Et c'est exactement ce qui a été fait.

[Valentine PAPILLON]

Ok, d'accord. Donc, ils ont réutilisé les mêmes propositions.

[E8]

C'est ça. Donc, on a fait tous les camps à partir de ce modèle-là. Ok. Donc, c'était 16 quartiers -6 camps. C'était une première phase de financement. Il y a d'autres financements qui sont venus au fur et à mesure. Et on a avancé, on a avancé, on a avancé.

Et c'est ainsi que j'ai fait ...En fait, mais finalement, il y avait 1 500 ... Il y avait 1 700 000, je crois bien, près de 500 camps. C'est dans les documents. Je vais t'envoyer les documents là pendant que tu parles.

[Valentine PAPILLON]

OK. Et pendant la période de transition entre la construction des nouvelles maisons, les habitants, ils restaient du coup dans les camps, en attendant que les maisons soient terminées, par exemple ?

[E8]

Quand on fait un camp, on ne travaille pas sur... On travaille sur plusieurs camps à la fois mais il y a des équipes dédiées à chacun. Donc, quand on fait un camp, on les déplace. Donc, maintenant, comme je te dis, plus de 90 % des familles vivant dans les camps, vivaient dans le loyer. Donc, on a vraiment très peu de cas. Donc, on les mettait en transition quelque part et ça fonctionnait sans trop de problèmes.

[Valentine PAPILLON]

Il n'y avait pas beaucoup de personnes qui allaient être dans cette phase-là entre les deux.

[E8]

Oui, c'est ça.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport aux stratégies d'intervention dans le projet 16/6, vous avez choisi de réinvestir dans les quartiers d'origine des gens. Vous n'avez pas choisi de, par exemple, recommencer à zéro sur un terrain vierge, etc. Pourquoi vous avez choisi ce type de stratégie ? Est-ce que vous, enfin, comment vous avez choisi ?

[E8]

Il y a un problème foncier en Haïti. Premièrement, il y a un problème foncier où il n'y a vraiment pas beaucoup de... où il n'y avait pas vraiment beaucoup d'opportunités. Premièrement, l'État n'avait pas de ... Le problème, c'est que, quand on parle de familles défavorisées, on aurait pu faire de la copropriété, des villages, des communautés à partir de zéro. Mais, pour les personnes vulnérables dans cet état-là, c'est très difficile de les enlever de la zone où ils ont leur livelihood et de les emmener quelque part d'autre. C'est vraiment, vraiment, vraiment difficile à réaliser. Donc, c'est la raison pour laquelle il fallait les retourner dans leur quartier d'origine et venir avec des montants pour investir dans le quartier et les garder dans leur quartier. C'est ça.

Comme je te dis, on a monté des plateformes communautaires. La plateforme communautaire, c'est pratiquement un comité de quartiers où les membres sont nommés par les résidents. Donc, c'étaient des comités de quartiers nommés par les habitants du quartier. Donc, ils travaillaient, on les a structurés, on leur a appris comment se mettre ensemble pour travailler, etc. Ils ont énuméré toutes les infrastructures communautaires qu'ils auraient souhaitées qui soient réalisées dans leur quartier. On les a budgétisées. Et à partir des budgets disponibles par quartier, on leur a donné le choix. Donc, ils ont pu choisir parmi la liste de... je ne sais pas 12 interventions et avec les moyens disponibles. Ils ont pu choisir 2, 3, 4, dépendamment du coût de ces interventions, de leur importance. Et c'est ça. On

a réalisé ces travaux. On a fait des travaux de micro-zonage, et beaucoup de travaux de mitigation du risque. On a fait du logement. Et là, je cherche une présentation qui montre les solutions de logement que nous avons proposées.

[Valentine PAPILLON]

Ce sont les plateformes communautaires auxquelles vous faites référence, est-ce que vous vous rappelez un petit peu c'était quoi les priorités des habitants ou c'était quoi les grosses différences entre les quartiers ? Qu'est-ce qu'ils demandaient à l'époque ?

[E8]

La mobilité dans les quartiers. Que ce soient des routes ou des accès, piétons, etc. Des fois, il y avait de l'eau. Des fois, il y avait des infrastructures communautaires. Des centres communautaires ou terrains de sports. Et... Quelles autres interventions ? Des interventions de mitigation du risque possible, des murs de soutènement... Surtout dans la zone de Pétion-Ville qui est très pentue. On avait beaucoup de cas de glissements de terrain. Donc, il fallait mitiger ces risques-là. Il fallait mitiger ces risques-là. Également, on voit comment... Est-ce qu'on peut enlever ces risques dans le quartier ? Donc, ça variait. Il y avait des espaces communautaires. Il y avait une mitigation du risque. Par exemple, dans les quartiers où il y a des ravines, il y a de l'érosion, etc. Faire des murs, un gabion pour protéger. Parce que tu sais, les ravines en Haïti ont un régime torrentiel. C'est quand il pleut qu'il y a de l'eau dans les ravines. Ça fait beaucoup de dégâts. Ça fait beaucoup, beaucoup de dégâts quand ça passe. Donc, c'est ça.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que pour vous, ces plateformes communautaires avaient vraiment un rôle clé dans...

[E8]

Ah oui, mais... Qui sommes-nous pour déterminer de quoi un quartier a besoin ? Qui sommes-nous ?

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que c'est aussi quelque chose qui a permis aux populations locales de plus s'approprier et de soutenir le projet ?

[E8]

Ça leur a permis de s'approprier d'eux-mêmes aussi. Parce que ces quartiers n'avaient pas la coutume du travail ensemble dans le passé. Donc, ça leur a permis de s'approprier d'eux-mêmes et vraiment, les résultats étaient corrects.

[Valentine PAPILLON]

Vous parlez des habitants d'un même quartier. Ça a permis de les mettre ensemble pour travailler sur ce qu'ils voulaient mettre en place.

[E8]

C’est exact. Ce sont des structures qui sont restées... qui sont restées fonctionnelles jusqu'à aujourd'hui.

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est ça que je me demandais. Est-ce qu'aujourd'hui, elles existent encore, les plateformes ?

[E8]

Oui, elles existent encore. Quand il y a d'autres organisations, surtout les politiques qui viennent dans les quartiers. Surtout avec les politiques qui viennent et disent qu'ils veulent faire ça. Donc, ils ont les moyens de les recevoir. Maintenant, ils disent ok. Voilà, on avait fait une planification urbaine. On avait fait la liste des projets qu'on voulait réaliser parmi la liste les projets qui ont été réalisés. Donc, on aurait aimé continuer. Et puisqu'ils continuent à travailler, ils ont identifié d'autres interventions qui méritent d'être faites.

Il y a une présentation qui est pas mal qui va résumer un petit peu. Ok. Tu sais comment faire ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, normalement, c'est bon.

[E8]

Ça, c'est vraiment une petite présentation rapide. Donc, ça, c'était la présentation que j'avais fait, je crois... aux Nations Unies à New York. Ok, et je prends l'exemple d'un cas : la place St-Pierre, où vivaient 755 familles. Et voilà l'état dans lequel les gens vivent...

Donc ça, c'est une vue aérienne de la place. Et ça, c'est la place après sa libération. Ok, les gens reprennent la vie. En Haïti, il y a ça sur les places publiques, on apprend aux enfants à monter à bicyclette et ils ont une bicyclette, etc., etc. Ok. C'est une place au Champ de Mars, Catherine Flon. Ok, maintenant, voilà ce que je voulais t'expliquer. La première année, on avait, ça c'est un camp, population à peu près 100 familles. Donc, avec les shelters, T-shelters, ce qu'on appelle temporary shelters, il y a des familles qui les laissent. Donc la population du camp baisse à 85%, à peu près. Ok, on fait des subsides aux loyers et... Il y a quelques familles qui laissent et les camps se remplissent encore. Maintenant, avec l'approche du 16/6, avec d'autres solutions, que ce soit les réparations de maisons, les abris temporaires et les loyers, maintenant on arrive à fermer tous les camps, complètement.

[Valentine PAPILLON]

Mais l'aspect abri temporaire, du coup, c'était géré par d'autres organisations, c'était pas...

[E8]

D'autres organisations.

Ok, donc voilà les... des Nations Unies dont je te parlais. OIM, UNOPS, UNDP, et ILO qui est le Bureau international du travail. Ok, il y avait le camp prioritaire. Qu'est-ce qui faisait d'un camp, un camp prioritaire ? La sécurité, il y avait le choléra, les risques de désastre du camp. Donc tu vois, on essaie de vraiment, de mettre une taille sur toutes choses. Ok, rental subsidy, maintenant, voilà les solutions. Rental subsidy, temporary shelter, permanent new housing, et puis camp formalisation, ça veut dire qu'il y a des camps où on essayait d'en faire des villages. Ok, donc je vais continuer à chercher d'autres représentations, laisse-moi fermer ça. Je crois que sur mon email, j'ai commencé à trouver...

[Valentine PAPILLON]

Par rapport au projet, il y avait les quatre composantes qu'on avait un petit peu légèrement abordées tout à l'heure. Qu'est-ce qu'il en est, la composante 4 ? Parce que j'avais vu qu'il devait faire une sorte de tracé de ce qui avait été fait, essayer de documenter, est-ce que ça a pu aboutir ?

[E8]

Oui, on a eu de documenter tout ce qui a été fait dans le cadre du projet 16/6.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que c'est de la documentation qui est disponible au grand public ? Est-ce qu'il y a des enseignements qui ont pu être tirés de ce qui a été fait à l'époque ?

[E8]

Absolument, mais il faut que je les trouve pour les partager avec toi. Il faut que je les trouve parce que, comme je te dis, j'ai eu un crash sur mon ancien ordinateur qui était là comme une espèce de hard drive. C'est ça, donc... Mais j'ai partagé beaucoup de choses avec des personnes par email, donc j'essaie justement de retrouver ces emails-là pour récupérer les documents qui avaient été partagés. Il y a beaucoup de choses qui ont été faites. On a même sorti un manuel, un guide de construction qui s'appelle APRAS, “Appran rebati Ayiti Solid” parce que, comme tu sais, les maisons d'Haïti sont des petites maisons, rez de chaussée +1.

Vraiment, je dois partager ça avec toi. Donc, prends notes des choses que je dois te donner. Tu m'as demandé tout à l'heure un rapport de... Ce n'est pas un rapport d'étape. Tu m'avais demandé un rapport final du projet 16/6.

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui. Je ne sais pas si vous avez des rapports d'évaluation qui prenaient des leçons ou des enseignements, ce genre de documents.

[E8]

Je vais devoir prendre un petit temps pour les chercher. Je vais les trouver.

[Valentine PAPILLON]

Ensuite, j'avais vu souvent dans la documentation, on fait beaucoup référence à Morne Lazare ou Morne Hercule...

[E8]

C'est là qu'on a vraiment développé les modèles de logements permanents qui étaient exceptionnels. Et pour faire ça, pour y arriver, pour y arriver, on avait fait une charrette pendant trois jours avec à peu près 30 architectes haïtiens pour faire des réflexions sur comment construire une maison fonctionnelle pour une famille défavorisée dans un quartier à risque. Dans un quartier où les risques et les catastrophes naturelles sont élevés. Les deux exemples qui ont été les meilleurs exemples ont été Morne Lazare et... Justement Nérette et Morne Lazare.

[Valentine PAPILLON]

Justement, je me posais des questions. Est-ce que vous avez intervenu à la même échelle dans l'ensemble de ces quartiers-là ou est-ce que ces quartiers-ci...

[E8]

Ces quartiers-là n'avaient pas la même taille. Il n'y avait pas la même quantité de déplacés. Ces quartiers-là ne recevaient pas le même niveau d'investissement. Mais ça c'est en termes...

[Valentine PAPILLON]

En fait, vu que vous avez fait à la fois tout ce qui était infrastructure et à la fois tout ce qui était logement, je me posais la question sur les logements parce que souvent je voyais les maisons, j'ai vu les maisons type que vous avez fait à Morne Lazare. Et du coup, je me demandais est-ce que les mêmes types de logements étaient reproduits dans les différents quartiers ou ça dépendait vraiment de tels endroits. Là, il y avait besoin...

[E8]

On en a fait à Nérette d'abord, qui était un quartier qui n'est pas tellement visible. On en a fait à Fort National et qui est un bidonville énorme, un bidonville énorme à Port-au-Prince. On en a fait un peu partout. On en a fait un peu partout et vraiment ce sont des solutions de logement qui ont été applaudies et qui ont été non seulement applaudies par la population, mais qui ont été bien accueillies par les bénéficiaires. Jusqu'à présent, je passe devant tous les jours et les maisons sont bien tenues, sont tenues propres, en ordre et la peinture et les espaces en commun sont propres. Vraiment, vraiment, ce sont des travaux intéressants... Est-ce que tu as vu des photos de ces maisons ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, j'ai vu des photos de certaines maisons. J'en ai vu. Ma responsable de stage avait visité aussi deux sites. Donc, elle avait fait certaines images de l'époque. Mais en fait, c'est parce que dans certaines photos, les modèles ne sont pas forcément les mêmes. Du coup, je me demandais pourquoi est-ce qu'il y avait eu des différenciations ?

[E8]

Il y a les logements collectifs, il y a les unités de logement.

[Valentine PAPILLON]

C'est intéressant pour un peu comprendre quelles sont les différences, pourquoi il y avait certaines différences ?

[E8]

J'ai trouvé un document intéressant aussi. Je dois sauvegarder et t'envoyer ça plus tard. On avait fait des visites, on avait visité la Colombie, on avait visité plusieurs pays qui faisaient ce genre de développement. C'est de là que nous nous sommes inspirés et vraiment, on a pu réussir. Une présentation powerpoint vraiment là, je montre toutes les différentes solutions... Non seulement en plan, mais je l'ai mise en photo également.

[Valentine PAPILLON]

Ça serait super intéressant. Est-ce que vous... Ici, vous m'avez parlé de la charrette qui a été réalisée, mais est-ce qu'il y a un architecte particulier qui a dessiné ou qui a travaillé sur...

[E8]

On a fait des charrettes pour faire des thèmes de réflexion, mais ce sont des architectes juniors. Ils ont dessiné ça et on a fait des commentaires, on a corrigé. Écoute, on n'est pas en train de construire des... Ce ne sont pas des palais.

[Valentine PAPILLON]

Oui, donc vous avez fait ça de manière collective, une réflexion d'ensemble.

[E8]

Absolument. Voilà un exemple. Voilà un exemple qui était en construction.

[Valentine PAPILLON]

Ah non, pas de souci, pas de problème. Moi, je travaille sur le projet, donc je suis là.

[E8]

Ok, laisse-moi essayer de projeter quelque chose. Je vais te donner un exemple.

[Valentine PAPILLON]

Je vous pose quelques questions en attendant, comme ça, vous savez me dire. J'ai vu qu'il y avait eu, au final, pas les 16 quartiers qui avaient été touchés par les infrastructures ou par les changements.

[E8]

Il y a eu quoi ?

[Valentine PAPILLON]

En fait, j'ai trouvé un document qui disait que ce n'est pas l'ensemble des 16 quartiers qui avaient pu, au final, bénéficier des interventions du projet.

[E8]

Non, les 16 quartiers qui ont bénéficié. Ça, c'est peut-être un rapport d'étape. Il y a beaucoup plus que 16 quartiers qui ont bénéficié.

[Valentine PAPILLON]

Ok. En fait, ce serait bien que je puisse trouver des documents qui disent, au final... Enfin, je ne sais pas si ça existe, en fait, des documents qui disent, au final, voilà où on en était, etc. Parce qu'ici, ça dit que tous les quartiers n'ont pas bénéficié, au final, dû aux contraintes budgétaires.

[E8]

Moi, je peux te dire que les 16 quartiers ont reçu, mais tous n'ont pas reçu des interventions de même taille, de même ordre. Par exemple, laisse-moi aller sur Zoom. Est-ce que tu es là ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, je suis là.

[E8]

Par exemple, on avait… Voici le modèle qu'on a développé pour un quartier, qui est le quartier de Morne Hercule. Ok. Et je vais te montrer ce qu'on a pu réaliser. Bon. Et voilà.

[Valentine PAPILLON]

Oui, donc c'est la 3D, et puis après, l'aspect…

[E8]

Ce quartier-là s'appelle Nérette. Ok ? Je vais essayer de…

J'ai une présentation PowerPoint que j'avais faite, qui explique tout ça, mais je n'arrive pas à trouver. Vraiment, il va falloir que… je perde du temps pour trouver ça.

[Valentine PAPILLON]

Ce n'est pas une perte de temps, ça va servir à la recherche haha.

[E8]

Non, non, non. Il va falloir que je perde du temps pour chercher parce que je n'ai pas… Je n'ai pas… Mais tu n'as pas reçu un email de moi là, qui dit le lien vidéo pour le projet 16/6.

[Valentine PAPILLON]

Attendez, je regarde ça tout de suite. Oui, c'est bon, ça, j'ai reçu. J'ai reçu un email avec des liens.

[E8]

C'est ça, donc continue avec tes questions et puis, bon, on va… On va avancer comme ça.

[Valentine PAPILLON]

En fait, ici, vous avez parlé du fait que c'est un quartier de bidonvilles et je me posais la question, déjà, pourquoi est-ce qu'on le qualifie comme ça et comment vous avez fait pour vraiment intervenir et travailler les questions d'accessibilité, de services, parce que c'est des quartiers qui peuvent facilement être isolés. Et voilà, je me demandais un petit peu comment vous avez procédé.

[E8]

Les quartiers ne sont pas plus isolés que ça. Ces quartiers sont parmi nous. Tu vois, c'est… Quelle est la dernière fois que tu es venue à Port-au-Prince ?

[Valentine PAPILLON]

2022.

[E8]

En 2022 ? Mais tu vois des bidonvilles partout, non ? Voilà, donc ce n'est pas des quartiers… Les gens qui travaillent chez nous, qui habitent dans ces quartiers-là, ce ne sont pas des quartiers qui sont si isolés que ça, hein. Et où est-ce que tu as séjourné ?

[Valentine PAPILLON]

Bon, ça dépend un petit peu, plus sur Delmas. Mais je ne connais pas beaucoup, beaucoup, Port-au-Prince parce que je suis plus de passage quand je suis sur place, mais j'ai déjà été à plusieurs endroits dans la capitale en fonction des moments.

[E8]

Oui, parce que tout ça, ça fait un tout, hein. C'est pas comme le pays développé où il y a vraiment une claire démarcation entre les quartiers formels et les quartiers informels. Les quartiers formels et les informels, ils s'entremêlent entre eux. Des fois, pour les chemins découpés, pour dévier les blocus, le trafic, on passe dans un quartier informel, où on avait fait la route etc., on passe en plein milieu. Donc, c'est comme ça.

[Valentine PAPILLON]

Donc, pour vous, ça fait partie d'un tout, parce que certaines personnes feraient plus la différence, en fait, et diraient qu'il ne faudrait pas forcément y aller. Pour vous, c'est un tout.

[E8]

Port-au-Prince, c'est une ville qui est bien urbanisée, mais pour une population qui ne dépasse pas les 200, 300 000 personnes. Là, à Port-au-Prince, facilement, on a 4 millions de personnes à Port-au-Prince. Et quand on a 4 millions de personnes à Port-au-Prince, dans une ville de Port-au-Prince réduite à 30 % de sa capacité, avec tous les quartiers qui sont fermés, avec le désordre, et la violence des gangs, etc., Les gens ont laissé chez eux, il y a des marchandes partout dans les rues. C'est vraiment, vraiment compliqué.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport aux décisions que vous avez prises en termes d'innovation ou en termes de différenciation, qu'est-ce qui, pour vous, a été vraiment un atout dans votre démarche, dans ce qui a été réalisé au niveau de ce projet-là ?

[E8]

Bon, justement parce que toutes les infrastructures qui ont été réalisées dans les quartiers ne sont pas venues de... Les habitants du quartier s'en sont bien appropriés parce que ce n'est pas venu de nous, c'est venu d'eux. On a fait des plateformes communautaires, et ils ont fait leur propre planification urbaine. On leur a mis face à la réalité budgétaire.

Par exemple, nous, on n'est pas de la politique, on ne vient pas dans un quartier pour dire oui, on va faire ceci pour vous, et tout ça. Non, et on ne peut pas faire ça. Donc, on leur a donné le choix, ils ont choisi, on a budgétisé tout pour eux, ils ont fait le choix.

On les a laissés avec le choix de, s'il y a d'autres projets qui s'en viennent, qu'ils aient déjà quelque chose de prêt à présenter à d'autres programmes et à supporter, au lieu d'aller refaire un exercice à 100 %.

Et il y a aussi ce fameux projet, je ne sais pas si tu as vu, le fameux projet de peinture de Jalousie. Jalousie, c'est comme une espèce de favela. Tu as vu ça ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui, j'ai vu.

[E8]

Ça, ça fait partie du projet 16/6 aussi, parce que c'est le premier quartier où on a logé des familles. Maintenant, Il n'y a pas une seule maison détruite à Jalousie pendant le tremblement parce que la qualité du sol est excellente. Donc, ça, c'est un cas particulier, parce que cette affaire de peinture de Jalousie, c'est quelque chose dont on parle depuis 1989. Donc, quand on les a rapprochés, ils ont dit qu'ils ont de l'eau. D'ailleurs, l'eau, c'est une mafia organisée qui est dans le quartier. Il ne faut pas toucher. Ils ont dit qu'ils ont this, ils ont that. Ils aimeraient, ils voulaient, un kilomètre de route, qu'on a fait. Ils voulaient crépir et peindre les maisons. Ils voulaient aussi faire des corridors bétonnés. On a fait tout ça. Bien entendu, tout le monde voit la peinture, mais quand il faut rentrer dedans, dans le quartier, pour voir les autres, un kilomètre de route asphaltée à Jalousie, c'est quelque chose.

[Valentine PAPILLON]

Donc, en fait, les communautés, elles ont des organisations, on va dire, un peu différentes et elles vous ont, sur base de leur manque...

[E8]

Jalousie était bien organisée. Jalousie était très, très bien organisée. Ils avaient des capacités supérieures aux autres. Donc, ça a été facile avec eux, c'est allé vite.

[Valentine PAPILLON]

Parce qu'ils avaient déjà, entre guillemets, identifié leur...

[E8]

Ils avaient leur organisation de base, déjà depuis avant tremblement. Parce qu'il y a beaucoup de travaux de mitigation du risque qui ont été faits à l'intérieur. Qu'on ne voit pas quand on regarde le morne. On ne voit pas. Donc, ils avaient déjà leur organisation, ils savaient faire leur présentation en PowerPoint. Ils avaient beaucoup de capacités. Donc, avec eux, c'est allé vite.

[Valentine PAPILLON]

Ok, je comprends.

[E8]

Mais pour les autres quartiers, on a été obligés, d'apprendre aux gens à se réunir, à choisir un leader de manière démocratique. On a pratiquement fait des élections dans tous les quartiers.

[Valentine PAPILLON]

En fait, il y a vraiment plein, plein, plein d'aspects à prendre en compte dans...

[E8]

Écoute, la partie ingénierie sociale était beaucoup plus complexe que la partie génie civil.

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est ça.

[E8]

Pour ce qui est génie civil, on sait faire ça. Par exemple, il y a un pont qui a été fait à Nérette. Il y a eu beaucoup de travaux, des parcelles. Par exemple, le quartier de Nérette et le quartier de Morne Lazare sont contigus, mais séparés par une ravine. Une petite parcelle métallique, ça fait toute une différence. Là, on a fait tout ça.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Par rapport au système de copropriété qui a été mis en place, comment est-ce que ça s'articule ? Est-ce que c'est quelque chose qui marche ?

[[E8]

Justement. C'est sur le projet de Morne Lazare qu'on a fait ça. Parce que, c'est quoi ? Chaque famille possède un petit lopin. Donc, maintenant, quand il fallait justement faire un modèle comme ce que je t'ai montré tout à l'heure, les logements regroupés, les logements collectifs. Donc, c'est faire passer les familles de la logique de j'ai un petit lopin de 100 mètres carrés, à consolider tous ces lopins-là pour pouvoir travailler en hauteur et maintenant, la famille possède un pourcentage de l'ensemble. Ça a été vraiment un apprentissage compliqué, mais ça a fonctionné. Même Beyoncé est allée visiter. J'ai visité avec Beyoncé. Elle était venue. C'était vraiment une grande réussite. Donc, ça a été vraiment un challenge. Donc, on a été obligé de se faire accompagner par des juristes, donc, beaucoup travaillé avec

la mairie de Pétion-Ville à cette époque-là, c'est une dame, Yvanca Jolicoeur. C'est un projet qui a failli nous échapper. Parce que, justement, les gens...

Par exemple, l'unité de base, l'empreinte au sol est de 30 mètres carrés. Il y a des personnes qui ont 10 mètres carrés. Donc, maintenant, on fait deux fois 30 mètres carrés. 30 mètres carrés, l'empreinte de base. Donc, une personne qui a deux unités pour faire une seule unité, à peu près 50 mètres carrés. La personne qui a 10 mètres carrés, il n'y a pas d'espace, on les met à l'étage. Etant donné que le terrain est en pente, leur entrée est en haut de l'autre côté. Ils ne comprennent pas ça. « Oui, mais ma propriété était là. Maintenant, tu me dis que je suis là ». Ok. On a pu résoudre ça maintenant, vivre en copropriété, il y a des personnes qui vivent en bas, des personnes qui vivent à l'étage. Les gens qui vivent en bas, c'est l'endroit où ils vivent. « Moun sa se lougawou yo ye ». Ça a été vraiment un challenge mais ça a bien fonctionné.

[Valentine PAPILLON]

Mais au-delà de l'aspect juridique de la chose, comment vous avez fait pour que justement les gens comprennent ? Est-ce que c'est quelque chose que vous pensez qui peut être reproduit ?

[E8]

Beaucoup de formations. Beaucoup de formations. Justement, on a commencé par les plateformes et on a pris les plateformes, on les a amenées, on a fait des réunions communautaires avec toute la communauté. Il y a eu des questions, des questions. Ça n'en finissait pas. Mais finalement, maintenant, il y a des personnes qui n'ont pas participé qui ont regretté.

[Valentine PAPILLON]

Oui, au final.

[E8]

Oui, c'est très bien réussi. Je peux trouver aussi tous les règlements de copropriété. Les référentiels de la loi. La loi, laisse-moi voir si je peux trouver ça.

[Valentine PAPILLON]

Mais est-ce que pour vous, ce système entre guillemets de copropriété, même s'il n'était pas encore régularisé ou formalisé, il existait déjà en quelque sorte dans la façon dont les gens utilisaient l'espace, de la façon dont il y avait plusieurs étages ?

[E8]

Non. Quand c'était comme ça, c'était un propriétaire qui avait... Non, c'était des grands propriétaires qui avaient des maisons d'instruction et qui louaient aux autres. Ce n'était pas quelque chose qui entraînait la propriété des bénéficiaires.

[Valentine PAPILLON]

Oui, donc du coup, il pouvait y avoir différentes familles qui habitaient dans une maison à étage, mais c'était plus de la location, ce n'était pas vraiment de la... Ok, ok, je comprends.

[E8]

Je crois avoir trouvé tous les règlements. Nous avons mis à jour... Là, on a eu le support du gouvernement parce que, écoute, si on n'arrive pas à la copropriété, ça va être difficile. Ça va être difficile de reloger les Haïtiens.

[Valentine PAPILLON]

Mais même en termes de gabarits, les maisons que vous avez construites... elles n'avaient quand même pas énormément d'étages non plus, etc. Je me demandais comment est-ce que vous aviez déterminé ça, parce qu'on est dans un contexte où il y a un souci de logement et de densification.

[E8]

Non, mais on va... On est sur des terrains en pente, donc on essaie de travailler aussi avec. Comme je t'ai expliqué comment est-ce qu'on a fait. L'entrée qui est en bas est sur une face, l'entrée en haut sur une autre face parce qu'il y a une terrasse, on est en escalier. On essaie de travailler avec la topographie. On essaie de travailler le plus possible avec la topographie pour y arriver. J'ai trouvé seulement un draft...

[Valentine PAPILLON]

Je vous donne du travail, je suis désolée.

[E8]

Tu vas voir la photo de haut, la photo drone. Tu vois ? Trois niveaux. Tu vois tout ce qui est orange et jaune. La première photo qu'il y a en haut à gauche, c'est les trois niveaux. La façade que tu vois devant toi qui est au regard de la route, c'est en bas. C'est là et... L'accès aux appartements c'est que tu vois, ils ont deux unités collées et bien l'accès aux appartements est de l'autre côté. Il y a une autre plateforme, tu vois. C'est comme des split levels.

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui. Oui, c'est intéressant comme approche.

[E8]

C'est magnifique. Ça fonctionne bien, tu vois. Et la photo en bas à gauche, ça c'est les espaces en commun. Et... Mais vraiment, les gens s'y adaptent parfaitement bien.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce qu'à tout hasard, vous êtes toujours en contact avec certains bénéficiaires qui pourraient éventuellement m'expliquer un petit peu comment ils ont perçu la chose ? Donner un avis ?

[E8]

Moi j'étais au niveau stratégique, j'étais...

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est ça. D'accord.

[E8]

Il y a des gens qui m'ont demandé ça et je les ai envoyés. Ils sont allés tout seuls et ça s'est bien passé. On n'est même pas intervenus parce que vraiment, quand c'est bien fait, il n'y a aucune animosité, il n'y a aucune tension. Les bénéficiaires sont heureux.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Par rapport à tout ce qui est sensibilisation de la population, formation, etc. Est-ce que vous pensez que l'aspect formation aurait pu ou aurait dû être poussé plus loin ? Vu qu'il y a beaucoup d'autoconstruction, etc. Est-ce que vous pensez que ce serait intéressant de pousser cette approche-là pour justement sensibiliser plus les gens et s'assurer qu'ils construisent, quand ils construiront par eux-mêmes, de façon plus sécuritaire ? Quels sont les outils qu'on pourrait leur donner ?

[E8]

Pour les normes de construction, il y a une culture de construction en Haïti. Les gens se réfèrent au boss maçon du quartier. C'est ce boss maçon du quartier qui va construire pour eux. D'où est-ce qu'il a pris sa formation, ce boss maçon ? Il a pris sa formation d'un boss senior, il n'a pas été à l'école. Maintenant, ce que je remarque, c'est que toutes ces maisons-là que tu vois là étaient construites dans certains quartiers, ont été construites avec la méthode de maçonnerie chainée et ont fait l'objet d'une formation. Ça a été construit par des maçons en formation. Ce n'est pas ceux qui étaient déjà qualifiés, mais avec lesquels nous avons fait une formation de construction en maçonnerie chainée. C'est une transmission d'homme à homme. Et maintenant quand je suis passé dans le quartier, je vois les constructions en cours et je vois qu'ils utilisent des méthodes.

[Valentine PAPILLON]

Oui, donc il y a un softskill.

[[E8]

C'est ça.

J'ai trouvé quelque chose sur la copropriété que je dois t'envoyer. Ça, c'est le draft. Je ne sais pas si c'est le final.

[Valentine PAPILLON]

Si vous avez aussi peut-être des notes qui ont été prises lors de la charrette, ça serait intéressant parce que ça m'intéresse le niveau de conception.

[E8]

Non, non, ça je ne vais pas trouver. Mais vraiment, il y en avait plein. C'est les meilleurs architectes haïtiens qui arrivent à participer à cet exercice-là.

[Valentine PAPILLON]

J'ai reçu les e-mails. Je vais pouvoir regarder tout ça. Parfait. Je vais peut-être continuer avec deux ou trois questions avant de clôturer. Par rapport à l'État et le gouvernement dans tout ça, je me demandais un petit peu comment ça avait été. Qu'est-ce que c'était vraiment le rôle de l'État ? Comment est-ce qu'il a été présent dans le projet ? Est-ce que c'était sous votre casquette ?

[E8]

Moi, j'étais représentant de l'État et il y a une institution qui en a découlé qui s'appelle... Voilà le problème, dans le panorama institutionnel de l'État, il n'y avait pas une institution pour gérer la reconstruction post-séisme. Donc, on a créé une unité qui s'appelle l'UCLBP, l'unité de construction de logements et de bâtiments publics qui avait trois missions principales : Reconstruire les bâtiments publics. Il y avait 44 bâtiments publics et administratifs qui étaient tombés pendant le tremblement de

terre. Il fallait aussi réfléchir sur le cadre du logement. Réfléchir sur le logement. Il y avait une crise déjà du logement de la capitale avant le tremblement qui s'est accentuée encore après le tremblement. Et il y avait aussi à s'occuper du relogement des déplacés. C'est ce qu'il y avait. Après toutes ces démarches-là, le projet 16/6 a duré deux ou trois ans. Et après, c'est devenu une institution qui s'appelle l'UCLBP.

[Valentine PAPILLON]

Souvent, quand on a des discussions sur tout ce qui est reconstruction en Haïti, on soulève souvent le fait que l'État n'était pas là, ou qu'il y a eu un manque de présence ou d'initiative.

[E8]

Il y a eu un manque de présence, c'est sûr. Il y avait un manque de présence. Ça, c'est clair.

[Valentine PAPILLON]

Mais du coup, pas à l'échelle de ce projet-là, ou quand même à l'échelle de ce projet-là ?

[E8]

Non, pas à l'échelle de ce projet-là, non. On était couvert là. On était couvert. Mais à l'échelle nationale, tu vois, il y a un manque de prise à charge. Personne ne s'en occupe. Surtout quand il n'y a pas de l'argent.

[Valentine PAPILLON]

Du coup, d'après vous, qui avez vraiment vécu le projet, travaillé dedans, coordonné un peu tout ça, pour vous, c'est quoi les enseignements qu'on doit tirer de ce projet ? C'est quoi que, à refaire, vous auriez peut-être fait différemment, ou vous auriez amélioré ? Parce que, peu importe ce qu'on fait, on a...

[E8]

La première chose, c'est qu'on aurait arrêté la première phase d'intervention. Tout l'argent a été, tous les dons ont été consommés par les abris temporaires sur des solutions, et il y a eu une réponse humanitaire trop forte. La réponse aurait dû être une réponse de développement, et malheureusement, les gens qui travaillent dans l'humanitaire, ils ne comprennent pas le développement. En réalité, la ligne entre l'humanitaire et le développement est très fine.

Il suffit de souffrir un tout petit peu, pendant quelques jours. Au lieu d'acheter des bouteilles d'eau, on peut installer un traitement d'eau dans un quartier. Des trucs comme ça. (...) ça s'en va, mais il faut faire des investissements et non des dons. Le problème, c'est que le gouvernement n'était pas à la hauteur de la crise. Les gens qui étaient au gouvernement à cette époque-là, n'étaient pas forcément prêts pour... Autant qualifiés, qu'ils puissent être, ils n'étaient pas forcément qualifiés pour ce genre de désastre.

[Valentine PAPILLON]

Pour vous, l'aspect infrastructures, investissement dans ce type de services est-il tout aussi important que l'aspect reconstruction des habitations ?

[E8]

Bien sûr. La première chose que les habitants vont utiliser, ce sont les services dans les quartiers. Ce n'est pas plus important que le logement. Mais c'est aussi important... Il y a une certaine chronologie.

Il y a un chemin critique à trouver pour arriver à faire plusieurs choses en même temps et arriver à un idéal. C'est ça.

[Valentine PAPILLON]

Et par rapport au projet même, est-ce que vous avez eu des échos ? Ou est-ce que, vraiment plus spécifiquement au 16/6.

[E8]

C'est un projet qui a eu beaucoup de succès. Le simple fait d'avoir pu reloger les familles qui vivaient... Dans le mental des Haïtiens, c'était énorme. Parce qu'on imagine qu'on est arrivé presque à la veille des deux ans. Tout le monde pensait qu'on allait rester indéfiniment avec des camps sur les places publiques, dans certaines écoles, etc. On a tout blanchi. Comme s'il n'existait jamais. En réalité, quand le problème est là, ça fait des échos. Mais quand il est résolu, on n'en entend pas parler. Et c'est peut-être quelque chose qui est un peu culturel aussi. On ne salue pas le succès, on ne salue pas les réalisations, on salue seulement le négatif.

[Valentine PAPILLON]

C'est un peu l'idée ici aussi de la recherche, c'est de se dire, ok, si on se dit d'une façon générale qu'il y a eu un manque d'intervention, mais c'est quoi les interventions qui sont bonnes ? C'est quoi les interventions à reproduire ? Qu'est-ce qu'on tire de tout ça ?

[E8]

Par exemple, toutes les approches qu'on a eues sur le logement, parce que je dois trouver cette présentation pour toi. Par exemple, on a trouvé une petite unité de 22 mètres carrés que les familles peuvent étendre en hauteur et en largeur. Et il y avait des exemples où ces unités étaient construites. Une personne avait fait l'extension horizontale, une autre avait fait l'extension verticale, une autre personne avait fait les deux. J'ai pris des photos des deux.

[Valentine PAPILLON]

C'est parfait ça.

[E8]

Oui, c'est bien, c'est bien. L'idée, c'est de faire de façon à ce que le travail fonctionne puisqu'on n'a pas des moyens indéfinis. Donc, on doit venir avec des solutions, pas temporaires, non, mais des solutions à mi-parcours de la pérennité.

[Valentine PAPILLON]

Oui, qui pourraient évoluer à l'avenir.

[E8]

C'est ça, quelque chose qui va évoluer et qui va devenir un modèle pérenne.

[Valentine PAPILLON]

Oui, tout à fait. Est-ce qu'il y a un point en particulier, quelque chose par rapport au projet que vous auriez voulu partager avec moi aujourd'hui, qu'on n'a pas forcément encore eu l'occasion de discuter ?

[E8]

Bon, l'ingénierie sociale dans un projet du genre, c'est la composante la plus compliquée. La mobilisation sociale parce qu'il faut rentrer dans les communautés. Il faut défaire l'ordre établi pour mettre de l'ordre. Comme tu as vu le projet du Morne Lazare, la photo, mais là, c'était un bidonville terrible qui était là. Et tout ce bidonville est tombé dans la rue. Ça, c'est la route de Bourdon que tu vois en bas, pour arriver à Pétion-Ville. Donc, je t'ai expliqué les challenges qu'on a eus quand il fallait prendre... Toutes ces familles ont des petits lopins de terre, et prendre tout ça et en faire un ensemble organisé, comme tu vois là, avec des espaces privatifs, des espaces en commun. Et c'était ça le challenge. Donc, quand il fallait faire le champ de Mars, encore une fois, la logique et la façon de faire du projet, c'est qu'on déménage, on relocalise les familles vivant dans le camp, et on va dans les quartiers où ils vont se relocaliser, et on fait des investissements dans le quartier.

Donc, quand on a fait le projet du Champ de Mars, la majorité des familles sont allées dans une zone qui s'appelle le Fort National. Mais quand on est arrivé là rapidement, j'ai su que si on investissait dans ce quartier-là, on allait faire un échec. Donc j'avais demandé absolument à notre bailleur, qui était le Canada, qu'ils avaient tellement aimé le projet que tu as vu là de Morne Lazare et la quantité d'argent qu'ils voulaient mettre, ils estimaient qu'ils allaient faire un miracle à Fort National. Je leur ai expliqué qu'on n'allait pas faire de miracle. Je leur ai proposé d'investir, de continuer à investir sur Morne Lazare, mais ils m'ont dit non qu'on allait pas faire ça. Il faut que les fonds alloués pour le développement soient dans les quartiers où les familles de ce camp vont se relocaliser. Les familles du Champ de Mars sont allées se relocaliser en majorité à Fort National, donc on doit faire là, mais je savais que ça allait… Et on a fait peut-être quatre fois ce que tu as vu là, et à Morne Lazare, on l'a fait quatre fois plus à Fort National, et ça a été un échec.

[Valentine PAPILLON]

Pourquoi vous dites que c'est un échec à Fort National ?

[E8]

C'est un quartier qui était trop politisé, il y avait trop de mouvements de... A cette époque-là, c'était l'antithèse de ce qu'on voit là maintenant. C'étaient des gangs qui n'étaient pas encore aussi forts, et tu vois, ce sont des quartiers que les politiques utilisent beaucoup pour faire des mobilisations, faire des manifestations, qui ont une culture de « banm map baw ». Donc si tu ne me donnes pas quelque chose, je ne fais pas quelque chose donc.. Ce n'étaient pas des gens qui se voyaient comme des citoyens d'un pays, des citoyens d'une ville. Ce sont des gens qui se voyaient comme des gens qui sont là jusqu'à ce qu'ils meurent. Ils ne croyaient en aucun avenir, ils ne croyaient qu'en ce qu'ils peuvent toucher aujourd'hui. Et quand ils voient toutes ces constructions-là en train d'être réalisées, et ils estiment les montants qui sont investis dans ces constructions-là... Ils voulaient qu'on leur donne l'argent et qu'ils restent dans leur misère. Et ça fait des conflits interminables.

[Valentine PAPILLON]

C'est vrai que je me suis posé la question sur comment mettre des priorités sur certains quartiers, mais vu que vous êtes parti des camps à la base...

[E8]

C'est ça. C'est ce qui a été l'erreur. Parce que oui, on devrait prioriser les investissements d'infrastructures dans les quartiers de retour des familles quand c'est possible.

[Valentine PAPILLON]

Et par rapport au fait que vous avez choisi de travailler avec beaucoup d'organisations qui font partie des Nations Unies...

[E8]

Ce qu'il y a, l'autorité que moi j'avais... C'est que c'est nous qui dictions. Quand on est venu avec ce modèle-là, pour libérer les camps, tout le monde était obligé de faire ça. Et c'est nous qui faisions le dispatching. Donc il y avait plein d'organisations que ça soit World Vision, Build Change... tous étaient dedans. On les a sortis des shelters et il y avait une affectation géographique. Tel ou tel camp c'était telle ou telle organisation. Donc on a fait une distribution, une redistribution des responsabilités et ça a bien fonctionné. Et tout le monde utilisait la même méthode, les mêmes matériels de communication.

[Valentine PAPILLON]

Donc c'est venu tard, mais c'est quand même venu à un moment donné.

[E8]

Tu enlèves le logo de OIM, tu mets le logo de Croix-rouge. Tu enlèves Croix-rouge, tu mets... On utilisait la même méthode, les mêmes discours. Tout était standardisé. C'était comme un MacDonald. Un Big Mac, c'est un Big Mac. C'est à ça qu'on avait réduit ce modèle d'intervention. C'est quelque chose qui était vraiment bien maîtrisé par tout le monde qui le faisait et ça a fonctionné bien. Et il y a eu toujours des agents de la mairie parmi leurs équipes et ça donnait aussi la force de coercition locale aussi.

[Valentine PAPILLON]

Oui, parce qu'en fait, parfois on a écho du fait que les organisations internationales arrivent, elles appliquent leurs méthodes, etc. Mais du coup, votre rôle, ça a vraiment été de canaliser...

[E8]

On avait rassemblé tout le monde, tous les "shelter cluster" sous ma responsabilité, et ça a fonctionné très bien. Au début, il y avait des réticences, mais quand c'était décidé.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok. Je vais terminer avec une dernière question. C'est plus en termes de compréhension pour moi. Je sais qu'il y avait le CIRH et les fonds de reconstruction d'Haïti. Et je me demandais un petit peu comment ça s'était articulé. Est-ce qu'eux ont donné le feu vert ?

[E8]

C'était HIRC, Haïti International Reconstruction Fund. C'était une entité qui était là pour collecter les promesses des bailleurs. Et bon, ça, nous on est arrivés, c'est la première phase de 16/6, on cherchait je crois 50 millions de dollars, on n'en a trouvé que 20. On n'en a trouvé que 20, et après, pour faire d'autres camps. On est allés vers le Canada, il y a eu des donneurs qui sont venus directement, et qui ont travaillé directement avec nous-mêmes à travers le PNUD. Et l'argent a été acheminé vers les quatre institutions du PNUD, UNOPS, BIT et OIM.

[Valentine PAPILLON]

Mais du coup, c'est le CIRH...

[E8]

En fait, le CIRH… La dernière réunion qu'ils ont eue, c'est quand ils ont affecté les 20 millions au projet 16/6. Après ça, ça a été dissout. Après, il y a eu le fond de Reconstruction d'Haïti, le FRH.

[Valentine PAPILLON]

Attends, je n'ai pas entendu là...

[E8]

CIRH est devenu le FRH.

[Valentine PAPILLON]

Ah ok, donc c'est la même structure qui a changé.

[E8]

Le CIRH, c'est la structure de plaidoyer vers les bailleurs potentiels. Une fois que tout le monde a donné ce qu'ils avaient à donner ou n'ont pas donné, ça a été le FRH, et après ça, ils ont dispatché les fonds. Encore, il y a les mêmes organisations internationales et puis bon, ils ont dissous.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok, je comprends. Ok, parfait. Merci beaucoup, déjà.

[E8]

On va devoir avoir une deuxième séance. Là, je vais essayer de trouver les documents, la documentation, et je pense que ce sera une séance beaucoup plus centrée, et donc on pourra faire beaucoup mieux. On se dit que c'est une première rencontre et on en aura d'autres.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok. Merci beaucoup pour votre aide, votre temps. C'est très gentil.

Entretien 9 : Architecte, urbaniste et professeure

[Valentine PAPILLON]

Pour commencer, je vais peut-être juste vous demander de vous présenter, présenter un peu votre parcours professionnel ou académique.

[E9]

Ok, moi je suis E9, architecte avec une maîtrise en urbanisme et je suis professeure d'Histoire de l'Architecture à l'Université d'État d'Haïti à la Faculté des Sciences et aussi professeure en urbanisme. Je suis également rattachée à un programme de maîtrise en urbanisme résilient qui est de l'Université d'État de la Faculté des Sciences en collaboration avec l'Université de Mons et l'Université de Liège, justement. Donc c'est le programme Urbaterre, si tu cherches sur l'internet, tu pourras voir et donc je fais partie et des professeurs qui encadrent, moi pas particulièrement, j'encadre tout ce qui est l'activité de terrain et des projets et donc c'est ça mon parcours au niveau universitaire. Donc, j'ai aussi collaboré avec l'Université de Montréal, avec Gonzalo et avec Anne-Marie Petter, sur le travail de recherche d'Anne-Marie et sur différentes recherches qu'ils ont faites sur Canaan à un moment donné.

Et également, je suis praticienne à l'architecture. J'ai un bureau privé qui bat de l'aile ces jours-ci avec toute la situation du pays, le contexte dans lequel on vit. Et un bureau d'architecture qui fait principalement des études en projet d'architecture de tout type, résidentielle, je vais en marché public. Et donc, j'ai beaucoup plus d'activités à répondre à des marchés publics qui sont des contrats plus intéressants et plus divers. Et également, ces jours-ci depuis que le contexte en Haïti est devenu très difficile, je collabore avec une ONG qui est Viva Rio. Viva Rio Haïti, c'est une ONG brésilienne. Donc, ça rejoignait ma façon de voir et les lignes sur lesquelles j'ai beaucoup travaillé au niveau de l'Université d'État, parce que je travaille pour Viva Rio sur des quartiers difficiles. Donc, je travaille sur les quartiers dits aujourd'hui... occupés par les gangs, qui sont sous la coupe des gangs. Et nous faisons des petits projets, on met en œuvre des petits projets d'infrastructure. Et donc, moi, je suis coordinatrice de programmes et également, je gère un projet dans les Nippes. Donc ça c'est plus ou moins mon parcours.

[Valentine PAPILLON]

Ok, super. Vous savez, c'est super intéressant. Peut-être qu'à un moment donné, vous pourriez me faire un petit feedback sur comment vous mettez en place tout ça dans les quartiers : qu'est-ce qui est plus facile, qu'est-ce qui est difficile dans la mise en œuvre, etc. Parce que je pense que ça peut m'aider en comparaison avec ce que moi j'essaie de comprendre par rapport au projet 16/6. Vous m'aviez dit au début que vous n'aviez pas participé mais est-ce que vous avez une vue sur le projet ? Est-ce qu'il y a certaines choses que vous savez quand même par rapport à la façon dont il s'implante sur Port-au-Prince ?

[E9]

Bon, le projet 16/6, c'est un projet post-séisme et dans le cadre de la reconstruction, des activités qui se sont faites au niveau de la reconstruction pratiquement à niveau résidentiel, logement. Fourniture de logements et amélioration des conditions de vie des habitants d'un quartier. Alors 16/6, si je ne me trompe pas, c'est 16 quartiers et 6 camps de réfugiés. Donc, il faut savoir que tout de suite après le séisme, tous les quartiers, les micro-quartiers résidentiels se sont vus occuper dans tout leur espace public par des déplacés à la recherche d'espaces sûrs. Ça pouvait être des rues, des petites places, des parcs. Et quand je dis rue, la rue, donc on bloquait la rue, c'était une partie de la rue qui était occupée par des tentes. Donc le projet s'est fait dans un quartier principalement, enfin, la partie que je connais plus de ce projet, c'est ce qui s'est fait à Morne Hercule, à Nérette. Les quartiers de Morne Hercule, Nérette et Morne Lazare. Au fait, géographiquement, ce sont des quartiers qui sont un à côté de l'autre, ils sont limitrophes, l'un avec l'autre, et même là, parfois, les limites ne sont pas bien connues par les habitants eux-mêmes. Donc, le projet s'est réalisé là, et c'est principalement ce que je sais de ce projet. Il vaut mieux que tu poses davantage de questions, et j'approfondirais au niveau des questions.

[Valentine PAPILLON]

Oui, pas de problème. Donc, en fait, le projet était divisé en quatre composantes à l'époque. Il y avait une composante qui s'occupait plus du retour des gens qui étaient justement dans les camps, etc., donc les accompagner pour libérer ou vider les camps, ça dépend comment on le voit. Il y avait une composante qui était plus centrée sur la construction de logements, donc ils avaient les maisons jaunes qu'ils réparaient et les maisons rouges qu'ils reconstruisaient. La troisième composante, c'était plus en termes d'infrastructures, parce qu'ils voulaient réhabiliter les quartiers pour un peu améliorer les conditions sur place pour que les gens aillent vers le projet. Et la dernière composante, c'était plus recueil d'informations, des données pour qu'on puisse justement avoir certains documents qui retraçaient ce qui s'était passé.

Donc, ça, c'est un cadre global, et moi, j'aimerais bien à travers, peut-être pas tous, mais en tout cas, certaines composantes, j'aimerais bien discuter avec vous, donc voilà ce qui a été fait, qu'est-ce que vous en pensez. Donc n'hésitez pas à me donner votre avis, à extrapoler par rapport à d'autres expériences que vous avez eues. Donc, par rapport à la première composante, donc l'idée, c'était vraiment de prendre les gens qui étaient dans les camps; ils ont fait un recensement pour savoir de quels quartiers ils étaient originaires. Donc à la base, il y en avait 16. Je vais vous les lire, comme ça, vous les situerez un petit peu, peut-être. Donc, il y avait Barbancourt, Bas Panaméricaine, Bélaire, Bois-Patate, Canapé Vert, Carrefour Clercine, Delmas 60, Delmas 31, 33, Haut Panaméricaine, Jean-Baptiste, Maïgaté A et B, Morne Herbaut, Morne Hercule, Morne Lazare, Nérette, Villarosa, et un peu d'interventions sur Jalousie et Fort National. Donc, comme ça vous situez un petit peu. C'est vrai que Morne Hercule et Morne Lazare, etc. sont les plus connus parce qu'il y a de la reconstruction, enfin il y a les nouvelles maisons qui ont été construites, mais il y a eu certaines interventions également dans les autres quartiers.

Du coup, ma première question, ce serait par rapport justement aux stratégies qu'ils ont choisi de faire. Qu'est-ce que vous pensez de cette idée de reprendre les gens et de les reloger dans ces quartiers-là qui sont parfois difficiles, comme vous pouvez le dire ? Je ne sais pas comment vous qualifieriez ce type de quartier ; il y en a qui disent qu'ils sont informels, qu'ils sont précaires ou autre. J'aimerais bien avoir votre avis sur comment est-ce que vous les qualifiez, qu'est-ce que vous pensez de ce choix d'intervention.

[E9]

Bon, je vais répondre d'abord sur un fait. Des quartiers précaires, oui, ce sont des quartiers précaires, mais je pose la question à savoir que pratiquement la majorité des quartiers en Haïti sont précaires, qu'ils soient occupés par des personnes à plus forts moyens économiques ou à moins forts moyens économiques. Pourquoi je dis ça ? C'est que vous pouvez prendre un quartier en haut de Thomassin, ou haut de Turgeau, ou haut de Pacot, etc. Là où il y a une population aisée qui construit sur de grandes surfaces, le quartier peut être considéré précaire en termes de service. Ça veut dire qu'il faudrait bien situer le mot précaire, parce que cette précarité au niveau des services, elle est quelque part partout sur Port-au-Prince : précarité au niveau des services énergétiques, au niveau des services en eau, des services en ramassage d'ordures, etc. Donc cette précarité, il faut cibler avant de dire tout simplement un quartier précaire. Un quartier informel, je préfère un peu plus, parce qu'effectivement, il y a une certaine forme d'informalité au niveau de l'occupation. Pas de tracé, pas de bâti, et parfois un bâti sans architecte, sans respect des normes de construction, etc. Donc je dirais beaucoup plus quartier informel qu'uniquement quartier précaire, ou situer le mot précaire.

Maintenant, par rapport au concept de reprendre les gens et de les replacer dans les quartiers, je pense que, comme tu as dit, il s'agissait de plusieurs quartiers. Effectivement, j'ai visité Villarosa, j'ai visité Fort National... Il y a eu différents quartiers dans lesquels on a eu ce genre d'approche, parce que les déplacés étaient partout. Je pense que c'était la meilleure formule si, moyennant que les personnes qui étaient déplacées et qui occupaient les espaces publics, venaient de ce même quartier. J'insiste là-dessus ! C'est que, par exemple, le quartier de Canaan, il a été créé justement comme quartier post-séisme, proposition de reconstruction, mais avec des gens qui occupaient, qui n'habitaient pas la zone. C'étaient des personnes qui occupaient les terrains de golf, du pub américain, des gens qui occupaient les terrains de Accra, des déplacés sur d'autres sites, qui ont été pris et qui ont été amenés à Canaan, moyennant qu'ils étaient d'accord.

Donc, ce sont des personnes de toute part que l'on regroupe sur un même lieu, et personnes qui n'ont pas forcément de connaissance. Il n'y a pas de liens sociaux entre les gens, et on recrée un vaste

quartier avec des personnes qui ne se connaissent pas du tout, et qui n'ont aucun lien. Et donc le tissu, il est complètement déchiré, et donc le tissu social, et donc il faut retisser des liens, réapprendre à vivre avec des personnes que l'on ne connaissait pas, donc ce n'est pas toujours évident. Donc, je pense que, quand on a cette réponse, il faut bien cibler la population, et essayer de voir si la population qui est recasée, je prends le cas de Morne Hercule, ou de Nérette, et ce sont des personnes de cette zone, ceux qui étaient le Bas Canapé vert, Villa Rosa, etc., et est-ce qu'ils sont de la zone, et ainsi de suite. Donc c'est ça mon point par rapport à cette question.

[Valentine PAPILLON]

Donc vous pensez que si on prenait des gens qui ne sont pas forcément originaires de la zone, ça créerait une forme de déséquilibre alors ?

[E9]

S'ils sont en plus grand nombre, ça peut créer un déséquilibre. Il ne faut pas oublier la genèse même de la population... Quand les négriers ramenaient les Africains en Haïti, c'étaient différentes tribus et donc il n'y a pas une cohésion entre les tribus. Au contraire, il y a de la méfiance, de l'incompréhension parfois par rapport à la façon de parler, aux langues, etc. Ça, c'est pour remonter dans le passé mais là c'est pareil. C'est comme si je prends un exemple : je te prends toi qui vas étudier en Belgique. Imagine que je te mets dans un village, imagine que je mets dans ce même village 60 % de personnes déplacées versus 40 % qui sont dans la zone et 60 % qui ne se connaissent pas du tout mais qui arrivent. Et donc quelque part, le déséquilibre il est logique, il est normal puisqu'on doit apprendre à se connaître, on doit apprendre à tisser des liens et à se respecter. Culturellement, on fonctionne de manière différente. Donc ça crée un déséquilibre et ce déséquilibre, il se voit à niveau local, à niveau de quartier mais il peut se voir à niveau régional, il peut se voir à niveau d'un pays.

[Valentine PAPILLON]

Ok, là je comprends bien.

[E9]

C'est par rapport au pourcentage, c'est par rapport au pourcentage de personnes déplacées dans un quartier, c'est ça que je vois. Si le pourcentage il est plus élevé que la population résidente, ça crée automatiquement un déséquilibre.

[Valentine PAPILLON]

Ok, oui je comprends bien. Et par rapport au fait de ramener les populations du coup qui étaient effectivement d'origine de ces quartiers-là, qu'est-ce que vous pensez de cet aspect-là ?

[E9]

Ça me paraît tout à fait correct et moyennant, ça me paraît tout à fait correct surtout que moi, j'ai visité particulièrement les quartiers de Morne Lazare et de Nérette, là où je pense qu'il y a eu un résultat en termes d'amélioration des conditions de qualité de vie. Je pense et je crois que c'est quelque part une forme de réussite, oui.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport à vous, votre parcours, le fait que vous ayez travaillé dans ce type de projet, quels sont les enjeux, en fait, quand on va réinvestir dans les quartiers, quand on va remettre certaines infrastructures ? En fait, ici, vous avez commencé par mettre en avant le fait que beaucoup de

quartiers de Port-au-Prince, au final, manquent d'accès à ces services et que ceci, c'est plus une question de formalisation, on va dire. Quels sont les enjeux, en fait, quand on va intervenir dans ce type de quartier ? Qu'est-ce qui, en tant qu'ingénieur ou en tant qu'urbaniste, nous challenge par rapport à un autre quartier de la capitale qui aurait déjà l'aspect structuré ou de formalité ?

[E9]

Pour moi, un des enjeux majeurs, c'est, par exemple, de pouvoir doter le quartier justement de services et, à partir de ces services, octroyer, d'augmenter sensiblement la qualité de vie des habitants du quartier et qu'ils le ressentent eux-mêmes. Je pense que c'est, pour moi, un des enjeux majeurs. Je vais essayer d'expliquer ma façon de voir. Souvent, dans certains quartiers, l'accessibilité est difficile. Une chose aussi banale, l'accessibilité est difficile quand on parle de quartiers, par exemple, Villa Rosa, des quartiers où la morphologie est accidentée et quand on est vraiment... Enfin, tu es originaire d'Haïti, là, on est vraiment sur le haut de collines qui n'a pas de route en soi d'accès. La mobilité est difficile, l'accès est difficile. Déjà, pouvoir doter le quartier d'accès, d'accès si non voiturable, mais d'accès piétons correct, c'est un plus. Maintenant, une fois qu'on arrive à créer les accès, on peut créer un minimum ou organiser les services. Je l'ai vu justement à Morne Hercule, dans ces quartiers, et Morne Hercule, Morne Lazare et Nérette.

Alors, j'insiste beaucoup sur ces trois micro-quartiers parce que je n’ai pas participé au projet, mais avec un groupe d'étudiants à un moment donné, nous avons fait des parcours au sein de ces quartiers. C'était un projet simplement de découvrir un quartier à partir de ces parcours qui ont été créés à un moment donné. Donc, j'ai réalisé à quel point on peut sortir du Morne Hercule et arriver à Delmas sans mettre les pieds dans l'eau. Donc, je marche à sec, je sillonne à travers rue, à travers maison, à travers corridor, mais toujours avec une certaine connotation correcte, c'est correct. Ça veut dire, si je le fais, les exemples, chez nous, c'est mal vu et tu es d'origine haïtienne, tu dois comprendre que chez nous, si je parle de corridor, c'est mal vu. Mais moi, je ferai allusion aux traboules de Lyon, à certains des « corridors » à Alger ou bien en Espagne ; il y en a des ruelles qui sont extrêmement étroites et que si j'étais haïtienne et que ce serait en Haïti, je les appellerais corridors. Mais ailleurs, ça a une autre connotation et ça a même une connotation touristique. Donc c'est tagué, c'est ciblé dans une carte touristique, des lieux à visiter. Donc ça a une sécurité, ça a un minimum de services, d'éclairage, de lieux de pause.

Et j'insiste... Moi, j'ai eu une expérience très particulière, je fais un « coq à l'âne ». En 2018, il y a eu un « pays lock ». Le premier « pays lock » qu'on a eu en 2018, suite au match de Brésil et la défaite du Brésil, un match de Brésil et l'augmentation de gazoline, on a eu un « pays lock » extraordinaire. Tout a été bloqué au niveau des rues, en fait des voies voiturables. Comme tout le monde, j'ai été bloquée quelque part. Et j'ai été bloquée à l'hôtel Montana. Je me rappelle, il y avait plein de gens. Tout le monde, il y avait des anecdotes : « Tu dors ici ? Tu prends une chambre ? », Je me rappelle, j'ai dit à un groupe : « Moi, je vais rentrer chez moi. » Alors il faut que je dise, j'habite Delmas. Et donc, j'ai dit ; « Je rentre chez moi », et les gens me disaient : « Tu es folle, comment est-ce que tu vas rentrer, tout est bloqué ». J'ai dit : « Moi, j'attends un petit peu la tombée de la nuit, et puis je vais appeler des contacts », puisque je travaille beaucoup avec des quartiers, entre guillemets, comme tu as dit « précaires », des quartiers de non-droit ou des quartiers informels, « Je vais appeler des contacts, des facilitateurs, des têtes de pont que je connais, et ils vont venir me chercher, je vais aller à pied ». Les gens me regardaient avec des yeux. Ce jour-là, j'ai dormi chez moi. Je n'ai jamais été dans la rue. Je suis sortie de Montana, à Morne Lazare; je suis arrivée à Delmas sans jamais prendre la rue, à travers des ruelles, corridors, escaliers… Et c'est là que j'ai réalisé l'importance que ceci pouvait avoir à niveau sécuritaire, de les connaître, de les cartographier, de les rendre agréables. C'est là que j'ai réalisé qu'il y avait déjà certains qui étaient agréables. Je passais, c'est vrai, dans un corridor de 1,10 mètre de largeur, parce

que je regardais, je mesurais, je suis architecte. A certains moments, il y avait une surlargeur, mais là où il y avait une surlargeur, il y avait un négoce qui était installé, il y avait un artisan qui était installé. Ça aurait pu être une vente de maillots, ça peut être aménagé, ça existe. C'est simplement que nous, on le voit avec le côté, les yeux péjoratifs haïtiens, mais... J'étais en Colombie, j'ai vu des quartiers entièrement occupés par les cartels de drogue et, pourtant, qui étaient réaménagés. Les corridors étaient réaménagés ; il y avait toute sorte de vente et c'était touristique. C'est devenu touristique aujourd'hui. Donc, quelque part, c'est doter d'un minimum de services. Pour moi, c'est ça les enjeux : doter d'un minimum de services et un enjeu majeur, sensibiliser la population que ceci est correct et ça peut être bien vu. Il faut pas le voir avec les yeux péjoratifs locaux. Il faut le voir avec les yeux agrandis et essayer de montrer, que je sois à Alger, que je sois en France, à Lyon ou dans d'autres pays, ceci existe aussi. Ceci existe, mais c'est la sécurité qui est donnée, c'est éclairé. Une fois que les services sont là, je vais dire : « Ça ne va pas puer ». Et même là, je prends en Belgique, puisque tu as fait des études en Belgique. Moi, j'ai déambulé dans certaines rues à Mons, dans lesquelles l'odeur de pisse, ça existe, parce qu'il y a plein de cafés qui vendent la bière, mais il n'y a pas suffisamment de toilettes, et tous les bons hommes, ils sortent et ils pissent à l'extérieur ; et pourtant je suis en Belgique. Donc, c'est simplement sensibiliser. Pour moi, ça, ce sont les enjeux : ce sont les accès, les services et la sensibilisation qui vont avec. Donnez la fierté à la population. Vous avez quelque chose d'extraordinaire.

[Valentine PAPILLON]

Mais ça commencerait peut-être par même justement à l'appellation qu'on donne à ces quartiers-là. Parce qu'en général, en Haïti, on va directement dire « Ah, c'est un bidonville, parce que les rues ne sont pas... »

[E9]

C'est pour ça que je dis « j'aime pas » quand on me dit « précaire ». Oui, ils sont précaires, mais j'aime donner la comparaison qu'un quartier précaire... Mais écoute, moi, j'habite Delmas et la DINEPA ne me donne pas de l'eau. Donc, je suis précaire en termes d'eau. Excuse-moi, je sais passer une semaine ou deux semaines sans électricité même si je suis connectée au réseau de ville. Donc, il y a une certaine précarité. Le camion d'ordures ne passe pas devant chez moi. J'ai un ramassage d'ordures qui est privé. Donc il y a une forme de précarité. Oui, c'est un quartier qui est correct, parce que j'ai une rue qui fait 5 mètres de large, et toutes les maisons sont du même standing, mais à l'arrière de chez moi, c'est déjà "le bidonville", comme on l'appelle. Donc, c'est quoi ? Il faut savoir gérer, il faut savoir mettre un peu de fierté là où elle n'existe pas, c'est ça pour moi.

[Valentine PAPILLON]

Par contre, on est bien d'accord que tout ce qui est accès à l'eau, accès à l'électricité comme vous dites, toutes ces choses-là sont cruciales. Donc la différence peut-être c'est que là où dans votre maison... Ok, la DINEPA ne fournit pas mais l'accès est déjà là. Si le service fonctionnait en temps normal, vous pourriez y avoir accès. Là où il faut quand même, enfin, s'assurer que même si on garde, on va dire ces « corridors », ces modes de vie qui deviennent des modes d'habiter, il faut ajouter cet aspect-là.

[E9]

C'est pour ça que je dis : « Il faut des services. » « Il faut les services », je n'ai pas limité. J'ai parlé d'accès effectivement, mais il faut les services. Il faut tout type de services. Moi, j'ai eu l'expérience de voir à Morne Lazare, à Morne Hercule, le ramassage d'ordures avec ces motos trois roues, les espèces de motos trois roues qui ont un bac à l'arrière. Et, c'est organisé par, c'est une création de micro-

entreprise de ramassage d'ordures par la population elle-même qui va la mettre dans un lieu de desserte provisoire, là où la mairie passe et ramasse. Donc, le fait qu'on ait créé l'accès, il y a plein de couloirs, il y a plein qui sont de 1,10 minimum jusqu'à 1,50 parfois. Donc, ces petites motos-là, elles passent et elles ramassent les ordures et elles vont les acheminer sur Bourdon. Donc, c'est correct. C'est une forme de doter des services dans des zones « plus difficiles d'accès ».

[Valentine PAPILLON]

Ok. Je vais continuer à vous présenter plusieurs choses qui ont été intégrées et voir ce que vous en pensez. Il y a un problème de densification sur Port-au-Prince. On cherche un peu à voir comment est-ce qu'on fait pour gérer tout ce beau monde pour une ville qui n'avait pas forcément prévu autant de personnes.

Dans le projet 16/6, ils ont décidé d'intégrer des espaces publics, même dans des endroits où il y avait beaucoup plus de maisons où il fallait densifier. Ils ont créé de l'espace. Qu'est-ce que vous pensez du fait de venir créer des espaces publics et pas forcément densifier partout au niveau des quartiers ?

[E9]

Je pense que c'est très bien. Parce que justement, dans ce désir de densification, on oublie que l'espace public, l'espace de jeu, l'espace qui a un objectif de cohésion sociale, de lieu de rencontre est fondamental. C'est un espace de vie, tout comme le « lieu d'habiter », et particulièrement important quand on sait que l'espace lieu d'habiter est extrêmement exigu et n'offre pas suffisamment d'espace de réunions familiales. Ça veut dire que l'espace de réunion de la famille est minuscule. Donc ça permet quand il y a des espaces publics, des petits espaces publics, dans chaque micro-quartier, une multitude d'espaces publics, ça crée des espaces de vie, des espaces, des lieux de rencontre des populations avoisinantes.

Je sais que dans ce projet 16/6, on a créé beaucoup d'espaces de jeux, que ce soient des mini-terrains de basket non formels. Ça veut dire qu'ils ne respectent pas les normes, mais c’est un lieu où il y a un seul panier et un espace où les jeunes de la zone peuvent jouer, peuvent se récréer. C'est fondamental, je pense que c'est bien.

[Valentine PAPILLON]

J'ai une question pour vous.

Il y a certaines personnes qui pensent qu'en Haïti, on a des modes de vie différents, c'est-à-dire que la rencontre, elle se fait à l'église, elle se fait dans les marchés, on vit un peu dans la rue. Moi, je suis originaire de la campagne, je sais que notre terrain de foot, c'est la rue principale. Est-ce que, pour vous, le fait d'introduire des parcs ou des espaces comme ça, c'est quelque chose d'importé et qui est un peu contradictoire par rapport à nos modes de vie, ou vous pensez que c'est quand même quelque chose qui est nécessaire ?

[E9]

Ça, c'est intéressant comme point, mais je vais peut-être monter à très loin. Les premiers plans de ville que nous ont légués les Français, effectivement, il y avait la rue, mais il y avait toujours la place. Toutes les villes, elles ont toujours eu une petite place, ou une grande place, dépendant de la ville en soi. Maintenant, elles n'ont peut-être pas eu une multitude de places. C'est la place, c'est le lieu de rencontre. Là où il y a un minimum de vert, un kiosque, et là où on peut avoir de la musique, en général, c'est toujours voué à ça, ou avoir des activités politiques au niveau de ce kiosque, mais ça nous a été

légué par les Français et ça existe depuis avant 1804. Donc, les villes qui ont été faites après par les Haïtiens ont toujours suivi ce même schéma. Il y a toujours les rues, et il y a au moins une place.

Maintenant, les petits villages, c'est vrai, les petits bourgs n'ont peut-être pas de grandes places et, ont, les rues et l'habitat sur rue. Donc, la population, elle a toujours dit ça, que la rue c'est *plas piblik pèp la*. C'est pour le peuple effectivement, c'est son lieu de rencontre. Et dans les quartiers les plus démunis en général, démunis de tout, c'est dans la rue que les gens ont la continuité de leur habitat, de leur logement directement. Ça veut dire l'habitat d'une manière générale, il inclut la rue, et le logement, il s'intègre à la rue. Donc, c'est pour ça que dans notre mode de vie, enfin, et même à l'étranger, aux États-Unis, à Little Haïti par exemple, je sais que l'Haïtien vit beaucoup dans la rue. Il sort, il va dans la rue, ils se mettent par petits groupes dans la rue, ils parlent fort, etc. parce que ça fait partie de nos modes de vie. Cependant, la place peut être intégrée. A Canaan, qui est un lieu quand même qui a été créé spontanément par les habitants eux-mêmes, et tous les gens qui sont arrivés, ils ont laissé des espaces pour des places publiques. Placées par eux. Donc, ça veut dire qu'il y a un embryon dans l'esprit que l'on peut avoir à la place publique. Le besoin, la demande de logement est tellement forte dans certains quartiers que l'on se rassemble un sur l'autre, on densifie, on densifie, on densifie et on oublie l'espace public. Et on sacrifie l'espace public « place » pour avoir des logements. Ce serait la réponse, mais je ne pense pas que ce soit une importation négative. Si, j'accepte que c'est une importation puisque quelque part les premières places nous ont été léguées par la France.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Très intéressant. Du coup, dans cet aspect de densification, qu'est-ce que vous voyez comme solution, qu'est-ce qu'on pourrait faire ? Parce que, par exemple, le projet 16/6, ils ont fait des maisons à étage, mais qui vont de 2 ou 3 niveaux dépendamment des espaces. Qu'est-ce que vous pensez qu'on devrait faire pour répondre à cette question sur Port-au-Prince ?

[E9]

Je pense que le projet 16/6, ils ont construit des logements à 2 niveaux, R+1, R+2, je pense que j'en ai vu. Mais je pense qu'il faut penser à des réponses, là, on a des R+3, des R+4. Il faut construire davantage en hauteur. Certes, ceci a un coût, parce qu'il faut respecter automatiquement tout ce qui est normes sismiques, et ça s'acquiert avec un coût supplémentaire. Mais je pense que la demande d'un logement est forte, le déficit de logement actuellement, il est très fort et il faut arriver à combler ceci. Moi, je crois qu'il faut qu'on arrête cette peur de construire en hauteur. Il y a toujours la réponse « l'Haïtien ne sait pas vivre en hauteur », « l'Haïtien a besoin de sa cuisine à charbon. » Quand l'Haïtien se déplace et qu'il migre, que ce soit en Europe, aux États-Unis ou au Canada, je vois qu'il s'adapte très bien quand il loge au 4^{e} niveau et qu'il a une cuisinière à gaz, et qu'il arrive à apprendre à la cuisiner. Ceci n'empêche pas que, s'ils ont un petit balcon, ils fassent leur barbecue sur le charbon en pensant à leur vie, leur mode de vie en Haïti. Mais je pense qu'il faut donner des réponses sur plus d'étages. La République dominicaine le fait, et ils sont aussi sismiques que nous.

[Valentine PAPILLON]

Je me suis posé la question, est-ce que c'est parce qu'on aurait par exemple des problèmes d'électricité, où on ne peut pas, nous, avoir des ascenseurs et des immeubles... Je me suis demandé, est-ce que c'était pour ça ?

[E9]

Ça aussi c'est une limitante. Mais par normes, on peut arriver jusqu'à 4 étages sans ascenseur, ça veut dire le R+3. Ce serait facilement fait dans tous les quartiers et automatiquement on a une réponse plus grande par rapport à l'occupation au sol.

[Valentine PAPILLON]

Suite à la classification qui a été faite à l'époque où il y avait les maisons vertes, jaunes, rouges, en fonction de si elles devaient être réparées ou complètement démolies, etc., le projet 16/6, on a appelé ça un peu la microchirurgie. Ils ont été réparer par ci par là des petites maisons. Qu'est-ce que vous pensez de cette approche-là ?

[E9]

Je ne vais pas dire qu'elle est mauvaise, mais je ne vais pas dire non plus qu'elle est bonne.

Je prends, comme exemple, un exemple tout à fait personnel. J'ai mon bureau à Pétion-Ville, sur une rue vraiment passante, et mon immeuble avait été tagué, enfin je l'appelle immeuble même je suis à R+1, c'est tout, et il a été tagué rouge. Il a été tagué rouge parce que je suis limitrophe à la Unibank, qui est R+4, et la Unibank était taguée jaune. Donc elle avait beaucoup de risques et beaucoup de fissures, mais s'il y avait un séisme tout de suite après, elle s'écroulerait et automatiquement, elle s'écroulerait sur notre édifice. Donc, automatiquement, moi j'avais déjà des fissures, donc il fallait que je déloge. Comme je suis architecte, on a des équipes d'ingénieurs. Nous, on a réparé, on a fait valoir nos points de vue, notre point de vue, et on a réparé. Le ministère des MTPTC, je me rappelle, est venu; ils ont visité, ils ont supervisé et ça a passé. Donc, c'est pour montrer que c'est très aléatoire. J'avais les capacités de contacter les MTPTC, de le savoir pour faire valoir mes droits, etc. et la Unibank, de son côté, a été réparée de fond en comble, donc automatiquement, le risque était mineur. Mais sur des quartiers très denses, et je pense que c'est une approche, une réponse qui est valable, parce que si on se met à démolir tout, ce n'est pas très évident. Ce n'est pas très évident. Donc, je pense que c'est pour ça que je dis oui et non, c'est valable.

[Valentine PAPILLON]

Oui, vous parlez de la classification qui a été faite ?

[E9]

La classification, exactement. Elle peut être valable selon la zone et l'urgence aussi.

[Valentine PAPILLON]

Je vais aller un petit peu plus sur le point de vue architecturale parce qu'au niveau de la conception des maisons qui ont été faites ou de la réparation des maisons, je me suis demandé en tant qu'architecte sur place, qu'est-ce que vous pensez qu'il devrait être pris en compte ? Parce que souvent, dans des programmes d'intervention comme ça, on n'a pas forcément le temps de faire des études prolongées ou la volonté simplement. Qu'est-ce que vous pensez qu'il devrait être pris en compte dans la conception des habitations sur place ? Parce que j'essaie un peu d'établir des grandes lignes directrices de ce qu'il faut prendre en compte et ça m'intéresserait d'avoir votre avis là-dessus.

[E9]

Pour moi, prendre en compte tout ce qui est réponse climatique. Particulièrement dans les logements, réponse climatique. Surtout quand on sait qu'on a énormément de problèmes énergétiques. Donc, il faut que les logements soient bien ventilés. Bien ventilés, bien éclairés. Accès à la lumière naturelle. Alors ça me fait penser à Le Corbusier et à toutes les prémices qu'il mettait : accès à la lumière, au soleil

et accès à la ventilation qui sont des points clés par rapport à tout ce qui est santé à l'intérieur du logement. Parce que sinon, il y a tellement de densification, qu'il y a tellement de promiscuité qu'on finit par tomber dans des logements malsains. Donc, pour moi, la réponse climatique doit être prise en compte.

Également l’'aspect culturel est très important par rapport au prolongement intérieur et extérieur. Je pense qu'il est très important que tous les logements aient accès un temps soit peu à minimum d'espace extérieur. Même si c'est en hauteur, un balcon, une coursive qui permet de prendre de l'air et d'avoir un petit peu cet aspect de rue. Et espace public rue, je ne sais pas moi, l'aspect culturel. Je dirais aussi dans l'aspect culturel, tout ce qui est couleur. C'est peut-être très superficiel mais la couleur chez nous est parfois importante. Elle est aussi bien en milieu rural que parfois en milieu urbain dans certains quartiers. C'est vrai que plus on va vers des quartiers huppés et moins de couleurs il y a. Mais ceci n'empêche pas l'autre, et la couleur.

Ce sont pour moi des points : c'est l'aspect climatique, l'aspect culturel devraient pour moi être toujours pris en compte.

[Valentine PAPILLON]

En termes de gabarits, est-ce que vous aurez certaines recommandations ? Parce que souvent, en Haïti, plusieurs familles qui peuvent vivre, pas mal de personnes qui peuvent vivre dans l'espace. Comment est-ce que vous pensez qu'on devrait faire, dans le cas de la reconstruction, parce qu'il y a toujours l'enjeu entre faire grand et donner à moins de personnes, faire plus petit ou donner à plus de personnes ? Qu'est-ce que vous pensez de cet aspect-là, surtout en termes de reconstruction post-catastrophe. Je ne parle pas de l'aspect où l'individu construit par lui-même sa maison.

[E9]

Bon, c'est vrai qu'au niveau culturel, on vit en termes de famille élargie, comme on dit chez nous. On a toujours un tonton, une grand-mère, un neveu à domicile, mais... Moi, je ne prioriserai pas ceci, parce qu'en termes de reconstruction, en termes d'urgence, et ça fait lourd de construire de grands espaces. Pour moi, vraiment, le plus petit et vraiment le plus petit espace en termes de reconstruction, on devrait penser à du 30 à 36 mètres carrés.

Je sais qu'il y en a qui pensent à 24 mètres carrés. Et 24 mètres carrés, c'est aussi faisable mais, quand on vit en famille élargie, c'est parfois très lourd. Mais je dis, moi, 36 mètres carrés minimum ; l'idéal aurait été des 60, 70 mètres carrés mais c'est déjà très lourd. C'est déjà très lourd, et ce n'est pas pour moi en termes d'immeuble de reconstruction qui est faite par l'État. Je n'irai jamais dans des gabarits de ce type.

[Valentine PAPILLON]

Il y a l'aspect évolutif aussi qui a été pris en compte dans le projet, donc donner un module de base où les gens pourraient par la suite venir l'agrandir. Ça c'est peut-être une façon aussi de... Qu'est-ce que vous pensez de donner cette possibilité-là ?

[E9]

L'aspect évolutif est tout à fait correct et je crois que dans le projet 16/6, ça a été pris en compte. Aujourd'hui, toutes ces constructions qui ont été faites particulièrement sur Morne Hercule et Nérette, elles ont déjà été agrandies. Elles ont toutes un espace supplémentaire. Ça veut dire, les terrasses ont été fermées. Ce que je trouve malheureux, parce que la prolongation intérieure extérieure est perdue

automatiquement. Mais elles ont été... Il y a eu des accommodations au niveau des propriétaires, des occupants. Je pense que c'est effectivement une bonne approche, l'approche évolutive.

[Valentine PAPILLON]

Je me posais des questions par rapport au fait que, vu qu'on est dans un contexte où il y a beaucoup de risques sismiques, etc., et l'objectif de la reconstruction et de la réparation, c'était justement de rendre les maisons sécuritaires. Vu qu'il y a pas mal d'autoconstruction, je me demandais est-ce qu'au niveau de cet espace évolutif-là, il n'y allait pas y avoir une mauvaise construction qui allait venir se rajouter à cette partie-là. Comment est-ce que vous pensez qu'on devait accompagner les gens pour que dans l'autoconstruction, ils continuent à construire de façon sécuritaire ?

[E9]

Ce point est tout à fait valable. Je pense que le risque est négatif, il est là justement dans cette méthode qu'ils vont employer, au niveau de la construction. Maintenant, un accompagnement aurait pu être au niveau de la mairie, si le fonctionnement est correct, que la mairie puisse dans sa cellule d'urbanisme fournir l'accompagnement dans tous les quartiers. Mais je sais, tel qu'on fonctionne chez nous jusqu'à présent, non. Ce n'est pas faisable.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que vous avez entendu parler du système de copropriété qui a été mis en place ?

[E9]

Oui, le système de copropriété, les lois ont été votées et existent. Mais, il y a des points qui restent encore à définir. Je sais que les lois, elles existent déjà mais il y a des difficultés en termes de mise en place légale. La mise en place, elle se fait de manière informelle et dans l'informel, la copropriété, elle existe.

[Valentine PAPILLON]

C'est-à-dire ? Je ne comprends pas trop.

[E9]

Par exemple, la copropriété dans l'informel. Il y a énormément de réponses dans les quartiers extrêmement denses. Il y a des réponses sur plusieurs niveaux.

Parfois la réponse est unifamiliale. En termes de c'est une même famille mais c'est différents investissements. Par exemple une famille, elle se met ensemble et elle construit sur quatre niveaux mais chaque niveau appartient à une personne au sein de la même famille. Ce sont les frères qui se partagent, mais même au niveau des frères, parfois, il y a des mésententes. Un aurait pu vouloir vendre. C'est pour ça que je parle d'informalité. Ils se mettent ensemble, ils savent que *nivo saa se pou mwen*, l'autre niveau, c'est pour l'autre. *Anlè a se pam. Anlè a gen aksè sou wout sa, anba gen aksè sou wout ki pase anba.*

Comme la morphologie le permet au niveau du terroir, ils construisent sur des pentes. Donc, on peut accéder par le bas et on peut accéder par le haut. Donc, celui d'en bas, il accède à son appartement par en bas, et ensuite il y a un escalier qui mène vers le haut. À l'intermédiaire, et celui qui est sur le haut, il accède par le haut. Il y a un escalier qui mène à celui qui est tout de suite en-dessous de lui. Donc, ils construisent sur quatre niveaux. Certes, tout ça... Parfois les papiers, même de base, ils n'existent pas. Mais l'investissement n'est pas fait par une personne. Il est fait par plusieurs personnes.

C'est de la copropriété mais dans l'informel entièrement. Dans le formel et les lois existent, mais il y a des détails à mettre au point.

[Valentine PAPILLON]

Dans la documentation, on dit souvent que c'est une innovation du projet 16/6 de mettre en place le système de copropriété. Ils ont travaillé sur la loi justement pour faire valoir ceci. Mais d'après ce que je comprends ici, donc ce serait quelque chose qui existerait déjà dans l'informalité.

[E9]

Ça existe dans la formalité. Je ne me rappelle pas maintenant la loi, les lois. Mais je peux faire une petite recherche, j'ai des notes et elles existent, et au niveau du code légal, ça existe. Ça existe, la loi sur la copropriété. Peut-être que le projet 16/6, il y a peut-être travaillé de concert, je ne sais pas, je n'ai aucune idée, ou peut-être qu'il y a travaillé au niveau des quartiers « précaires ».

Parce que comme je le dis, au niveau de ces quartiers, ça existe. Alors par exemple, au niveau du projet 16/6, une question aurait pu être pour moi : la reconstruction, elle s'est faite, mais est-ce qu'elle s'est faite sur des bases légales ? Est-ce que, comme ils ont détruit, ils ont fini de démolir des constructions qui étaient taguées rouges, ils ont récupéré les espaces, ils ont fait un recensement, et des gens qui habitaient sur cet espace, très bien, mais est-ce que ces gens avaient réellement des papiers ? Est-ce qu'ils ont formalisé ceci ? Parce qu'on sait très bien comment est l'occupation du sol foncier en Haïti. Dans ces quartiers, c'est ça la partie, la partie la plus lourde. C'est l'aspect foncier. Et il n'y a pas de papiers. Donc est-ce qu'ils ont reconstruit et formalisé eux-mêmes jusqu'à une certaine forme ou est-ce que ceci a été fait de manière aléatoire ? Ils ont fait le recensement, ils ont fait les listes des occupants sans papiers, occupants propriétaires avec papiers. Parce qu'il y a ceux qui sont en loyer en location, ceux qui sont soi-disant des propriétaires qui n'ont pas de papiers, ceux qui sont propriétaires qui ont des papiers. Comment est-ce qu'ils ont formalisé tout ceci ?

[Valentine PAPILLON]

Alors, j'ai eu l'occasion de discuter avec plusieurs membres ou personnes qui ont agi dans le projet. En termes donc au niveau du classement des maisons, il y avait les maisons jaunes qui nécessitaient des réparations, les maisons rouges qui ont démolies et reconstruites entièrement. Ils m'ont dit qu'en termes des maisons qu'ils ont réparé, ils ont été moins, on va dire, stricts ou rigoureux sur la vérification des titres de propriété. Ils ont juste réparé les maisons de la personne. Mais concernant les maisons qu'ils ont reconstruites entièrement, là à ce moment-là, ils s'assuraient qu'ils avaient un titre de propriété ou ils ont travaillé de concert avec un cabinet pour s'assurer que les maisons reconstruites appartenaient vraiment aux personnes. Donc, ça c'est un peu, c'est la réponse que j'ai pu avoir jusqu'à présent. C'est vrai que c'est, c'est un grand enjeu l'aspect foncier. On en a un peu discuté aussi.

[E9]

Est-ce que tu as eu contact déjà avec des gens de l'UCLBP ? Jacques Bien-Aimé. Parce qu'il y a eu beaucoup de gens qui ont quitté, qui sont partis dans *Biden*. Mais il y a, je vais te retrouver le nom. Mais Jacques Bien-Aimé ou celui qui joue à la guitare et qui est actuellement …

[Valentine PAPILLON]

Clément Bélizaire ?

[E9]

Clément Bélizaire, exactement, Kéké. Jacques Bien-Aimé est l'actuel directeur mais il y avait d'autres personnes qui ont travaillé en tant que technicien dans le projet. Tu as eu déjà accès à ces gens ?

[Valentine PAPILLON]

Je cherche d'autres personnes justement qui ont d'autres statuts, qui ont été à d'autres échelles. Donc, si vous avez d'autres contacts, ça m'intéresserait. J'ai réunion avec deux personnes de l'UCLBP aussi début de semaine prochaine.

(...)

Donc, on en a parlé rapidement, mais juste, j'aimerais bien revenir dessus parce que je ne suis pas sûre. En termes d'autoconstruction, etc., est-ce que vous pensez à certaines choses qu'on pourrait mettre en place pour aider les gens à construire de façon plus sécuritaire ? Parce qu'on sait très bien qu'ils ne font pas tout s'appellent un ingénieur ou un architecte sur place. Est-ce que vous avez quelques recommandations qui vous viennent à l'esprit de ce qu'on pourrait mettre en place pour aider à ça, pallier à ça ?

[E9]

Je sais que le Ministère des Travaux publics avait mis en place le guide de maçonnerie chaînée, des petites constructions à maçonnerie chaînée qui a été remanié dernièrement. Je pense, qui a été mis à jour et qui devrait peut-être être davantage diffusé au niveau de ces quartiers. Parce qu'ils restent, pour moi ça reste, c'est intéressant comme document, mais ce sont des documents qui restent pour ceux qui connaissent, ceux qui sont censés avoir un minimum de connaissances au niveau du bâti. Et au fait, ils devraient aller davantage vers ceux qui n'ont pas de connaissance du bâti de manière à les sensibiliser.

Donc ça devrait, on devrait avoir presque des campagnes de sensibilisation porte à porte au niveau des quartiers. Enfin moi, ça me vient en tête comme ça, parce que sur un projet de Viva RIO, nous faisons beaucoup de sensibilisation porte à porte pour diffuser un petit peu ce que nous sommes en train de faire sur un site. Donc ce serait une manière de diffuser et de faire passer des brochures avec très peu d'écrits, beaucoup de dessins. Au niveau de chaque maison, passer déposer des brochures, comme font un petit peu les mormons avec les trucs religieux. Ils passent déposer des brochures, passer déposer des brochures au niveau de toutes les maisons et dans ces quartiers, quartiers fraîchement construits, là où on voit qu'il y a un certain dynamisme au niveau du bâti. Faire une campagne de sensibilisation en divulguant des brochures de manière à ce que la personne, les habitants soient sensibilisés. Parce qu'ils ne construisent pas eux-mêmes avec leurs mains, mais ils emploient un boss, un ouvrier. Et l'ouvrier n'est pas forcément le *foreman* ou le chef d'équipe. Il est simplement parfois un simple ouvrier. Donc, ça permettrait au simple ouvrier de pouvoir suivre les dessins, de voir des trucs. Je pense que ça aurait pu être des systèmes ou de la diffusion à haute intensité, des mégaphones, je ne sais pas moi-même. Mais il faut que ce soit fait dans les quartiers directement. Et puis, au niveau des mairies, sensibiliser les mairies qu'elles ont une tâche, qu'elles ont un rôle à jouer.

[Valentine PAPILLON]

Je vais juste rapidement vous montrer une image. Est-ce que vous voyez mon écran ?

Donc ici, c'était une maison qui a été classée jaune, qu'ils ont retravaillée au niveau du projet. Et puis après, ils ont terminé avec un bâtiment comme ceci. Tout à l'heure, vous avez parlé de l'aspect climatique, de l'aspect de lumière, etc.

Ici, ce qu'on m'a expliqué, c'est qu'ils essaient de rester le plus à l'identique de ce qui existait auparavant. On voit que les ouvertures sont assez limitées, etc. Est-ce que vous pensez qu'on aurait tout de même dû apporter une touche supplémentaire, ou qu'on devrait justement respecter un peu ce qui était fait ?

[E9]

Quand j'ai parlé de l'aspect culturel, j'ai oublié de lui dire quelque chose. Dans ces quartiers, chez nous, peut-être que tu le sais, il y a quelque chose qu'on appelle le « mauvais air ». C'est le côté mystique. Donc, beaucoup de compatriotes n'aiment pas les grandes ouvertures et au contraire, ferment les ouvertures. Et ça veut dire, même s'ils ont des claustras, ils mettent des trucs en intérieur de manière à ce que la nuit, le « mauvais air » ne passe pas. Donc, qu'il n'y ait pas d'entrée d'aucune poudre, ni d'aucun truc maléfique. Donc, ça, c'est important aussi à mettre un contexte.

Moi, je pense qu'il faut continuer à sensibiliser. Ce n'est pas parce que culturellement, on n'aime pas les ouvertures, que ce soit correct. Et au point de vue sanitaire, il faut un minimum d'aération, surtout quand on vit en promiscuité. Je parle, chez toi ou peut-être chez moi, on va vivre, on sera deux dans une chambre, on sera trois dans une chambre, on aura chacun notre vie. Là, on parle de personnes qui vont vivre à quatre, cinq, six même dans une chambre. Il faut sensibiliser sur ce qui est santé. Et donc, c'est oui, j'ai fait à l'identique, mais il faut apporter une touche qui permette d'améliorer les conditions de vie.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Super, merci.

Je pense que je vais clôturer comme ça. Pour une petite conclusion, quels sont les enseignements pour vous qu'on doit tirer de tout ça, du projet, de ce qui a été mis en place, après les séismes ? Enfin voilà, un petit point de conclusion...

[E9]

Avant peut-être de toucher cette conclusion, je dirais que je ne sais pas si c'est partout. Mais par exemple à Morne Hercule, Morne Lazare et Nérette, avec le projet 16/6, ils ont aussi construit des salles multifonctionnelles. Ils ont construit des salles communautaires, pas très grandes, mais des lieux de rencontre pour les jeunes. Un petit peu ce que j'ai vu, par exemple, en Allemagne, d'un certain petit village, la salle des jeunes. Une salle qui est ouverte aux jeunes.

Maintenant, en termes d'enseignement, il y a... Pour moi, après ce genre de projet, et peut-être après ta prise de contact avec moi, je réfléchissais parce qu'on était en train d'ouvrir une année avec la FAC. Je me suis dit : « Tiens, ça serait un bon projet, une bonne recherche pour les étudiants. » Pour moi, il faut toujours enquêter le devenir de ces projets. Qu'est-ce qu'ils deviennent aujourd'hui ? Et le devenir, ils ne s'arrêtent pas à 2025, ou ils ne s'étaient pas arrêtés à 2020, ils progressent. Ils devraient être mis à jour chaque 5 ans au moins et avec une remise en question de ce qui peut être fait pour la valorisation ou la continuation de la valorisation du projet ou de l'investissement qui a été fait à un moment donné. Je le vois avec les projets que je mène au niveau du Viva Rio et le projet, il est réalisé. Mais chez nous, on n'a pas la culture de notre soutien. Et donc, il faut constamment retourner sur le projet et questionner les habitants et voir quelle est leur appropriation et quel est leur sentiment par rapport à ceux qu'ils sont en train de vivre ce jour-là par rapport à ce qui a été fait le jour intérieur.

Surtout questionner... Est-ce qu'il s'agit de la même population ? Parce que chez nous, il y a constamment un déplacement. Donc, est-ce que la population qui a été la population ciblée

initialement est dix ans après, nous sommes presque quinze ans après, est-ce que c'est la même population ? Ou est-ce qu'il y a eu complètement changement ? Et donc, quel est le ressenti de cette nouvelle population ? Cette nouvelle population, elle n'a pas le même sentiment que la population qui a bénéficié initialement. Et donc, elle n'a peut-être pas le même sentiment d'appropriation. Donc pour moi, c'est le continuum dans cette enquête : du devenir un projet qui a été un investissement majeur, parce Haïti est pauvre et ce sont des dons, un investissement majeur, à un moment donné, pour continuer à valoriser le projet. C'est peut-être ça pour moi, l'enseignement majeur, que je réalise que les projets se font, mais il n'y a pas ça. Et pour que le projet perdure, il faut ça.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je pense que ça fait partie en fait d'une des choses que je voulais réaliser, qui est peut-être une des limites certainement avec le fait que je ne puisse pas être sur place. C'est justement cet aspect-là. Je n'ai pas abordé cette tranche-là avec vous, mais c'était le suivi post-projet en fait.

Je m'interrogeais sur la durabilité de ce qui avait été mis en place. J'ai discuté par exemple du choix des matériaux ou même de comment les gens s'étaient approprié. Je sais qu'il y a des modifications qui ont été faites par les habitants. C'est pour ça que je vous posais des questions en termes de « Ah, quand on conçoit, qu'est-ce qu'on doit prendre en compte dans les modes de vie ? ». Il y a des gens qui ont déplacé les escaliers, qui les ont mis dehors, qui ont loué l'étage. Donc, les gens se sont approprié l'espace. Et ça, pour moi, c'était quelque chose de très intéressant d'essayer de comprendre qu'est-ce qui a évolué pour, justement, le prendre en compte à l'avenir, parce qu'on reste une zone à risque, ça reste quelque chose qui peut arriver de nouveau. Et du coup, mon objectif, c'était vraiment comprendre : voilà ce qui a été mis en place, voilà comment il a été reçu par les populations. Donc c'est sûr que c'est quelque chose de très intéressant.

Malheureusement, on va dire, je ne peux pas être sur place, donc je suis très limitée en termes d'accès aux habitants même. Mais c'est quelque chose qui serait super intéressant, si jamais vous avez l'occasion de le faire avec d'autres étudiants.

[E9]

Avec des étudiants, oui. Moi je suis à la recherche... Le problème, c'est le problème de la sécurité maintenant mais je vais voir si je trouve cette année des étudiants qui habitent dans la zone et qui peuvent se charger de ça. Si je les trouve, je vous mettrai en communication.

[Valentine PAPILLON]

Ah, ce serait génial.

[E9]

D'accord, même si tu as déjà remis ton projet, mais peut-être ça peut être intéressant, même pour après.

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui, bien sûr. D'accord. Oui, ici je sais que... Voilà, je dois rendre pour ceci, mais ce que j'ai expliqué à Gonzalo et à Anne-Marie, c'est que moi je souhaite quand même me former pour pouvoir retourner en Haïti. C'est des questions que je vais devoir me poser dans tous les cas. Donc, même si ça dépasse les limites de temps, c'est la bienvenue pour moi, parce que je pense que c'est enrichissant de s'intéresser à tout ça.

[E9]

D'accord. De toute façon, je vais faire des recherches sur les photos que j'ai, parce que j'ai pas mal de photos. Je vais voir si j'ai les photos assez récentes de ce que sont devenus certains de ces logements. Donc pour voir si ça peut aider.

[Valentine PAPILLON]

Super. Oui.

Entretien 10 : Acteur de projet, UNOPS

[E10]

C'est une boite de génie de conseil et par hasard, on postulait pour un projet aux Nations Unies et j'ai rencontré certaines personnes du bureau de l'UNOPS. En fin de compte que voilà quelques mois plus tard, un an plus tard, j'ai eu l'opportunité de me joindre à l'équipe du projet 16/6. Les mêmes personnes qui m'avaient au départ approché pour travailler sur ce projet était de l'autre côté de la barrière. C'était finalement l'équipe du gouvernement haïtien, il y avait Patrick Rouzier qui était le représentant du gouvernement et au niveau de l'UCLBP qui est l'unité de construction de logements et des bâtiments publics. Il y avait Clément Bélizaire. Il est mieux connu comme étant Kéké est un ingénieur de formation et qui a fait plein de choses dans le pays et c'était le quelqu'un que… Moi je t'encourage à contacter. Il est très occupé, mais s'il y a quelqu'un qui peut te donner, si tu veux, la meilleure lecture de ce projet, c'est Clément Bélizaire. Si tu n'as pas son contact, moi-même je lui écris. Est-ce que tu as parlé à Kéké ?

[Valentine PAPILLON]

Oui.

[E10]

Tu lui as parlé ?

[Valentine PAPILLON]

Je lui ai parlé. Effectivement, on est en contact.

[E10]

Ok, super. Tu pourras même lui dire, si tu es en contact avec lui que moi-même je lui demande, je vais même lui envoyer un message, de te donner tout l'appui possible et imaginable. C'est un académicien. C'est un homme extraordinaire. Voilà. Je veux juste laisser l'académicien en lui. Mais c'est un type extraordinaire qui adore étudier, partager, informer. Vraiment, si tu as quelqu'un avec qui tu dois en parler, c'est Kéké. Et si tu lui parles, chapeau. Il va être capable de mieux te renseigner que moi. Tu vois et c'est lui que tu devrais citer s'il est d'accord. C'est lui que tu devrais citer. Il a toute la visibilité. Voilà.

[Valentine PAPILLON]

J'ai eu un entretien avec lui, on en a normalement un second. Enfin il m'a assez aidé, m'a donné des documents, etc. Donc c'est vrai que c'est super intéressant, mais c'est parce que je dois avoir différents acteurs, différents profils pour avoir une vision plus complète de la chose. Mais oui, effectivement, j'ai déjà des contacts avec lui.

Euh. J'ai l'impression que souvent quand je parle du projet, tout le monde fait référence à Kéké Bélizaire. Est-ce que tu penses que c'est un acteur, qui était vraiment crucial dans le déroulement ou dans la réussite du projet ?

[E10]

Crucial. Crucial à tous les niveaux, à tous les niveaux. Parce que tu sais, bon, tu es d'origine haïtienne. Dans la culture haïtienne, on a beaucoup de complexes chez nous. Tout type de complexes, complexes sociaux, complexes de langue, complexes de religion, complexes de couleurs, et je pense qu'on avait besoin de quelqu'un qui était capable justement d'avoir cette touche haïtienne. Personne de mieux que Kéké Bélizaire, c'est la personne avec qui tu rentres dans les quartiers et qui connait toujours quelqu'un. C'est un humain, c'est un humaniste qui a n'a pas de complexe, n'a pas de… Tu as l'impression que c'est quelqu'un qui n'a pas une once de méchanceté en lui. Donc il rentre dans les quartiers les plus pauvres, les gens l'accueillent. Ceux qui le connaissent, ceux qui ne le ne connaissent pas, il a une approche de grand frère.

Kéké n'est pas plus âgé que moi de beaucoup, mais moi je vois Kéké comme un grand frère, quasiment comme un papa. Il ne faudra pas le lui dire parce qu'il ne va pas être content. Mais Kéké doit avoir 3 ou 4 ans de plus que moi et c'est un monsieur de la vie. Parce que c'est un musicien, parce que c'est quelqu'un qui... Il a fait partie d'un des groupes les plus importants de ce pays depuis les 30 dernières années. C'est quelqu'un qui a un réseau de contacts, donc il connaît tout le monde, dans toutes les strates de la société haïtienne, c'est une bonne chose. Le fait d'être musicien, ça joue en sa faveur parce qu'il n'est pas perçu comme une menace. Et troisièmement, le fait d'avoir étudié aux États-Unis, le fait d'avoir voyagé et de travailler avec des institutions internationales. Kéké a su imposer la volonté du gouvernement haïtien. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet. Donc il sait comment parler aux gens comme je l'ai dit, autant du côté haïtien que du côté international. Finalement, il a été l'élément canalisateur pour que les différents partis, les différents groupes se mettent ensemble pour réaliser la mise en œuvre de ce projet. Tu vois ?

Donc... dans cette idée-là, il faut comprendre que moi quand je rentre en 2010, je vais travailler pour l'UNOPS qui est une des agences impliquées. On était fait de 4 agences du système des Nations Unies. Il y avait le PNUD, il y avait le Bureau international du travail... Donc le PNUD. Il y avait le bureau international du travail, le BIT. L'Organisation mondiale de la migration, OIM. Et l'UNOPS. Tu vois ? avec des fonctions différentes.

Donc le PNUD finalement, c'est tout ce qui est montage de projet, coordination, structure. Une vision qui fait plus d'ensemble selon moi. L'UNOPS qui est le côté plus technique, mise en œuvre de passation de marché, comme moi je nous appelais à l'époque les "MacGyver" du terrain. Donc on était vraiment l'Agence qui rentrait là où personne ne voulait aller et on devait … Il fallait qu'on fasse notre travail quoi. Donc nous, on avait autant de restrictions que certaines agences, mais on prenait peut-être plus de risques et plus de liberté, en entrant dans des quartiers qui se voulaient être chauds. Mais l'avantage c'est que on ne travaillait pas tout seul. Donc, on avait quand même l'Organisation internationale de la migration qui avait déjà fait son travail, l'OIM qui était de faire le recrutement, le sondage, le profil des utilisateurs. Un montage de base de données si tu veux. Ils développaient avec nous, les méthodologies par rapport au retour dans les quartiers d'origine, tu vois. Donc il y avait ce côté-là et le Bureau international du travail, le BIT, qui aussi permettait de travailler avec nos types qui étaient complémentaires à la fermeture des camps et le retour dans les quartiers. Le BIT permettait de donner une formation aux gens qui devaient retourner dans leur quartier et leur donner une raison. Si tu veux d'avoir encore de l'espoir.

Donc moi je trouvais intéressant lorsque j'ai commencé le projet 16/6. Il y avait une équipe, comme je dis, de personnes très jeunes. Pour moi c'était très jeune, peut-être pas de ton âge mais beaucoup de gens dans la mi trentaine, début trentaine, mi quarantaine et qui avaient ce désir réel de faire changer des choses. Donc, on ne se contentait pas de simplement venir et imposer, mais on avait tout un travail de réflexion, de discussion, de formation. Pour qu'il y ait la mise en place non seulement de produits, de résultats et de solutions, mais qui il ait une vision si tu veux plus à long terme dans ce qui pouvait être fait, comment les choses devraient être gérées et donc je pense que c'est un projet qui avait tout pour réussir. Sauf peut-être. J'ai un peu de difficulté à dire une volonté de l'international, une capacité de l'International à continuer à appuyer le projet, une incapacité au niveau du gouvernement haïtien peut-être de financer des projets.

Tu sais, le problème, c'est que... moi je dis tout le temps enlève la politique, enlève tout ce qui est derrière en arrière-scène, le volet constructif du projet 16/6, le résultat du projet 16/6 à court terme est atteignable. C'est la pérennité de ces efforts-là qui est toujours un problème parce qu'il y a des changements de politique, y a des changements de leadership. L'instabilité dans le pays aujourd'hui, parce qu'elle est la situation sur l'échelle internationale étant ce qu'elle est si tu veux le... La fatigue des bailleurs aussi le fait que là où au départ on est parti avec un projet qui peut... devait, oui venir avec des solutions, mais servir de modèle. On a monté des modèles réplicables dans un premier temps. On a vu la réplique de ce qui avait été fait pendant 1 an, 2 ans, 3 ans. Je voulais dire qu'aujourd'hui encore, près de 10 ans après, il y a certaines choses qui ont été mises en place qui sont encore là. Mais c'est le physique, c'est le palpable, c'est le visible, c'est des trucs que tu que tu peux toucher, mais où sont les fonds ? Les fonds ne sont parvenus. Où est la capacité justement de la population haïtienne de continuer dans cet effort ? Tu vois ce qui a manqué un petit peu dans le projet. Mais la beauté, ce que je dirais, c'est qu'effectivement il y a eu, c'est un projet multifacette où tout était pensé. Ce n'était pas simplement fermer des camps. C'était Fermer des camps et comment fermer les camps ? Comment accompagner les gens qui étaient dans les camps ? Comprendre d'où ils viennent. Rentrer dans le détail de la vie quotidienne des gens.

Je sais, j'ai donné des exemples et ça, je peux donner des exemples qui me sont restés. Où tu rentres dans un camp, les gens te disent qu'ils viennent de tel quartier, mais quand tu parles aux gens, moi ça m'avait choqué la majorité des gens. Finalement, ils venaient, de ce qu'on appelle des bidonvilles, tu sais. C'est quoi un bidonville ? Très souvent en Haïti, c'est la ravine et aux abords de la ravine, c'est là où les gens se sont installés. C'est là où il y a eu le plus de dégâts dans la capitale. Et quand tu parles aux gens, tu réalises que même au niveau du bidonville, il y a des strates. Les plus pauvres sont près de la ravine et plus tu montes vers la rue, c'est différentes capacités financières, c'est différents niveaux d'éducation, c'est pas les mêmes couches sociales. Là on n'est même pas 60 mètres de dénivellation, tu vois, mais celui qui est près de la rue, il regarde celui du bas avec ses préjugés. Tu sais. Donc je pense que ce qui est intéressant, c'est de voir que le projet 16/6 non seulement cherchait à résoudre des problèmes, mais par exemple dans mon cas m'a permis de comprendre un petit peu la complexité du tissu social haïtien. Parce que comme je te dis, tu avais des artistes. Il y a des quartiers où on est rentré à Jalousie, par exemple. Moi j'ai été dans des quartiers ce qu'on appelait des bidonvilles où 90% de mes amis Haïtiens n'auraient jamais été parce qu'ils ne voyaient que l'aspect négatif alors que les bidonvilles sont à la limite de chez eux, ils ne sont jamais entrés dans un bidonville. Et quand tu rentres dans un endroit comme Jalousie que tu connais probablement, c'est un bidonville qui est aux abords de Pétion-Ville. Quand tu rentres. Bon, c'était le grand bidonville. Aujourd'hui, c'est même le plus grand bidonville de Port-au-Prince. Mais quand tu rentrais à Jalousie tu tombais sur des artistes, des gens qui étaient connus, tu tombais sur des ingénieurs, des professeurs, des agents de sécurité, tu avais tout. Tu avais tout le monde avec une structure qui fonctionnait, donc c'était un organisme vivant, tu vois ? Bidonville, ce qui est intéressent comme je t'ai dit c'est la représentation de la société qu'on est (...)

[Valentine PAPILLON]

J’ai une question. Pourquoi est-ce que tu qualifies ces quartiers-là de bidonville dans ta réflexion et pourquoi aussi vous avez choisi de vous intéresser à ces quartiers ?

[E10]

Alors, le projet 16/6 vient à l'origine d’un besoin identifié par les acteurs locaux, la population locale. Où après le tremblement de terre, il y a eu 16 camps qui se sont créés dans la région métropolitaine de Port-au-Prince des camps de déplacés. Et lorsque par exemple, l'Organisation mondiale de la migration, l'Organisation internationale migration, OIM, fait son sondage pour voir un petit peu... Parce que ce qu’il faut comprendre, c’est que lorsque tu es dans un camp, avec de bonnes choses, mais avec de très mauvaises choses, absence de service, pas d'eau, condition de salubrité infernale, violence, violence contre les femmes. Ecoute, un camp, c'est compliqué. Donc il y avait 6 camps qui étaient très visibles, il était très gênant, qui étaient remplis de personnes qui venaient de 16 quartiers. Ces 16 quartiers ont été identifiés par les gens, les gens identifiaient : “Moi, je viens par exemple de Morne Hercule, moi je viens de Morne Lazare, moi je viens de tous les autres”. Tu vois ? Fort National etc. Donc c'était les déplacés. C'est ça que lorsqu'on regarde la majorité des gens qui étaient dans ces camps-là. C'étaient des gens qui venaient de ces quartiers défavorisés qui sont identifiés comme étant des bidonvilles en Haïti, tu vois ?

Et donc parce que je, si je peux simplifier un petit peu la chose pour toi ...La rue en fait... Je vais même te le dessiner rapidement pour que tu comprennes de quoi je te parle... Au fait, je ne sais pas si tu arrives à le voir ? mais tu vois dans la majorité des quartiers ce que tu as, tu as une rue ici, une rue là et un creux. Et dans le creux, c'est là où est la ravine. D'accord ?

[Valentine PAPILLON]

Tu sais décaler un tout petit peu vers la droite ? Oui voilà ! Ok, parfait.

[E10]

Donc ce qui arrive je te le fais, très simple hein. Ce qu’il faut comprendre c’est que tu as de la lumière, et plus tu descends, plus tu es près de la ravine. Mais en général, étant donné qu'on ne récupérait pas les déchets ici, les gens ont tendance à descendre et jeter les déchets dans la ravine, tu vois. Donc le long de ces ravines, ce qui arrive c'est que tu as une population. Je vais essayer de le faire comme ça pour que tu comprennes. Tu vois, tu as une population qui vient construire des bâtiments. Donc tu as 1, 2, 3, 4, 5 bâtiments, 5 niveaux de bâtiment et finalement il y a des petits corridors qui finissent par créer ce bidonville.

Parce que le problème, c'est que tous ces terrains que tu as là. Tous les terrains où tu as l'espèce de flèche là ? Ces terrains n’appartiennent pas aux gens, ils viennent s'installer, ils s'installent de façon illégale. Le problème c'est que quand ils viennent s'installer, étant donné qu'il n’y a pas... de service offert, il y n’a pas d'égout, y n’y a pas de... Il n'y a pas par exemple de système d'égouts, ce qui arrive, c'est que sous ces maisons, on fait des espèces de poches qui sont des latrines. Le problème, c'est que c'est construit sur des terres qui ne sont pas des terres stables et en plus d'une construction qui n'est pas de qualité.

Donc, une construction normalement et... Je dois le faire comme ça, et tu vas comprendre parce que c'est très simple. Lorsque tu construis un bâtiment normalement, tu vois, tu as la partie en haut du sol et la partie en dessous du sol et tu as des fondations. Là, tu n'as pas de fondations, tu peux construire des fondations mais le problème, c'est que si tu dois construire une fondation dans ça. Il faut

comprendre, c'est qu'il faut que ton système de fondation entre chacun des bâtiments. Un système de fondation comme ici qui soit construit. Mais tu n'as pas ça dans les bidonvilles parce que les terrains ne leur appartiennent pas et c'est construit avec les moyens du bord. Une fois que c'est construit avec les moyens du bord, en plus de ça, on fait un trou. Donc si je prends ça avec un vide à l'intérieur. Disons que ça, c'est là une maison que je construis avec déjà un vide en dessous qui est... Comment on appelle ça... J'ai dit le mot tout à l'heure, c'est la latrine. Si tu as une latrine là sur un terrain qui n'est pas stable sans fondation. Quand ça secoue, qu'est-ce que tu penses qui va arriver ? Ça se casse la gueule, ça s'effondre. Ah Ben voilà, c'est aussi simple que ça et c'est ce qui est arrivé. C'est que la majorité des gens qui se sont retrouvés dans les camps venaient de ces endroits-là. Donc, quand on commence à travailler, avec Morne Lazare, Morne Hercule, Nérette ou Bois patate, tous ces quartiers, l'élément commun, c'est la ravine. Ils sont tous en train d'habiter le long des ravines. Donc le projet 16/ 6, lorsqu'il commence, cherche à identifier ces gens, les ramener dans leur quartier d'origine et la majorité d'entre eux reviennent dans les mêmes quartiers d'où ils venaient.

Mais comprends qu'ils ne sont pas propriétaires des terrains. Et dans le même bidonville, c'est le problème encore aujourd'hui, les bidonvilles... Si je montre des photos de bidonvilles encore à Port-au-Prince. Tu as celui qui est sur un terrain de 100 m² qui ne lui appartient pas, mais il a construit sur 100 m² et plus bas t'as une autre personne, une autre famille qui a le même nombre d'enfants, le même nombre de personnes, mais qui au lieu d'être sur du 100 m² est sur du 10 m².

Quand tu lui dis "mais comment tu peux vivre sur du 10m carré" ? Il dit : "mais c'est chez moi". "Oui, mais est-ce que tu as les titres de propriété ? Non, tu n'as pas les titres de propriété. Ok, mais alors comment tu peux dire que c'est chez toi ?" "Ah, mais de toute façon, je suis là de passage". C'est ce qui moi m'avait choqué, c'est qu'ils étaient tous là de passage. C'était une transition qu'ils faisaient. Tu vois, c'étaient très souvent des gens qui sortaient de l'extérieur de la capitale, qui venaient dans la capitale, qui cherchaient de l'emploi. C'est pour ça que tous les bidonvilles se sont construits finalement autour des pôles d'emploi. Que ce soient les maisons, les quartiers riches etc.… les hôtels, les usines etc.… mais surtout des terrains qui n'étaient pas... Si tu veux, dont les propriétaires ne réclamaient pas, donc ils ont construit. Ils ont mal construit, il y a eu le tremblement de terre. C'est là où il y a eu le plus d'incidents.

Mais maintenant quand tu viens, quand tu interviens pour les ramener, tu dois les ramener en leur donnant des conditions de vie meilleure. Mais quand tu penses au nombre de personnes qui devaient revenir, on ne pouvait pas tout refaire. Ils n'avaient pas le droit de terrain, ils n'avaient pas la capacité de construire, ils n'avaient pas appris l'habitude, ils ne savaient pas comment construire. Donc il fallait éduquer les gens, il fallait que les gens apprennent à comprendre ce qu'était qu'un bon bloc. C'était quoi de faire ce qu'on appelle le chaînage ? Parce que dans la construction…est-ce que je connais un peu la construction ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui. Je suis en master ingénieur...

[E10]

Ok, tu es en master ingénieur. Par exemple, le chaînage, ils ne comprenaient pas ce que c'était le chainage, donc de leur expliquer de ne pas être près de la ravine. Donc être plus près de la route. Il y avait un volet urbanisme, il y avait un volet architecture, il y avait un volet génie civil, tu vois, c'était très complexe.

[Valentine PAPILLON]

Et pour vous, ça ne constituait pas un risque de replacer les gens dans, justement, des espaces qui sont à risques, qui sont en bord de ravine etc. ?

[E10]

Alors, justement. Alors, ce qui a été fait dans la démarche, c'est qu'on a fait des études de risque pour que... On a fait intervenir une compagnie internationale et on a fait des études de sol pour que justement soient identifiés les endroits où nous pouvions ramener les gens. C'est pour ça qu'on n'a pas pu reloger tout le monde. Il n'y avait pas les moyens, il n'y avait pas le temps, on n'avait pas les titres de propriété, je dirais plus de la moitié des endroits d'où venaient les gens n'étaient même pas utilisables. Tu vois ? Pour mille et une raison. Donc, il y a tout un exercice qui a été fait pour identifier les endroits où finalement, nous pouvions rassembler des gens qui habitaient là, qui devaient en plus nous faire la preuve, sans titre de propriété, qu'ils venaient de ces endroits et que les terrains sur lesquels ils disaient qu'ils étaient, même sans titre de propriété, ils avaient une preuve qu'ils habitaient là.

Il fallait trouver des gens qui, comme je te dis, celui qui avait l'habitude d'être sur du 100 m² versus celui qui avait du 25 m² lui faire comprendre que, au lieu d'être sur du 100 et du 25, vous allez vous mettre ensemble. Ça va faire du 125. On va vous faire des lots de 75 m². Au lieu de construire sur un niveau, on construire sur 2 niveaux. Ils ont l'habitude de construire sur du 2 niveaux et ils construisent sur 2, 3, 4 niveaux, mais avec aucune structure de bâtiments, aucune fondation, tu vois ?

Donc nous on vient, et il y a un aspect pédagogique dans la démarche du projet 16/6 qui est d'identifier sur les 100 terrains sur lesquels on va travailler. 100 terrains, on est capable de retrouver 30 familles qui habitent ensemble ? Parce que l'idée ce n'est pas de trouver les familles éparpillées, c'est trouver un lot ensemble, où les gens sont capables de se mettre ensemble pour réfléchir.

Donc, on fait des études de risque qui nous ont permis d'avoir un mapping des zones. On a identifié des zones qui étaient rouges, vertes et oranges. On a indiqué aux familles même qui revenaient, celles qui voulaient revenir dans les zones rouges en leur disant, ce sont des zones rouges, vous ne pouvez pas revenir, mais quand quelqu'un n'a pas un endroit où aller. Qu'est-ce que tu fais ? C'est là où dans le cas du projet 16/6, il y a aussi eu un effort parallèlement, et ça Kéké peut beaucoup mieux l'expliquer. Nous, UNOPS, on est dans la mise en œuvre du projet. Nous, on intervient dans les zones vertes, on a pu identifier un groupe de personnes en fait à se mettre ensemble et à travailler ensemble.

Donc, ça nous a permis aussi de faire appel à des bureaux d'études internationales qui ont développé pour nous un système de structures. Par exemple, si tu vas à Morne Hercule ou à Morne Lazare ou même à Fort national, tu vas voir qu'il y a une typologie de maisons qui ont été développés pour le projet 16/6 avec un système de structures, de fondations interconnectées qui permettent justement que, en cas d'un prochain tremblement de terre, tout doit travailler ensemble, tu vois ? Ça coûte beaucoup d'argent.

Qui est capable de se payer ça ? Comment est-ce que le projet 16/6 est capable aussi de prendre des terrains et venir travailler sur la loi de la… non seulement de la propriété pour que les gens maintenant deviennent propriétaires dans un délai de combien de temps ? Et comment travailler sur la loi de la copropriété ? Vivre ensemble les uns par-dessus les autres avec, si tu veux des règlements de copropriétés, que ce soit la gestion de l'eau, la gestion des déchets, la gestion de l'électricité, etc.

Donc nous, on s'est attardé sur la construction des bâtiments. Par exemple, à Morne Hercule même à Morne Lazare, si tu étais en Haïti, tu as peut-être probablement vu. Les bâtiments ont été construits pour ou par le projet 16/6, ça a été fait exprès que ce soient des bâtiments avec de la couleur pour que

les gens puissent les voir, que ça serve de référence. Ce sont des bâtiments où la structure même du bâtiment était peinte en blanc, alors que le plein, ce qu'on remplissait, était mis de couleur pour que les gens puissent comprendre le principe de la structure. Et ensuite il y a des guides de construction qui ont été mis à la disposition des gens.

On a pris des gens qui habitaient dans les quartiers où tu ne peux pas donner des bâtiments. Tu donnes une partie. Mais ils doivent travailler et contribuer pour une autre partie. Donc y a des fois, ce sont des apports en matériel et ça devait être du matériel de qualité. Comment est-ce qu'on teste le matériel de qualité ? On a formé des gens avec le Bureau international du travail du BIT qui sont devenus finalement des maçons, des maçons certifiés, des électriciens, des électriciens certifiés, des plombiers, des plombiers certifiés. L'idée, c'était de prendre ces gens au sein même de la communauté où on les ramenait. En fonction de leurs capacités, il y en a qui avaient effectivement un savoir-faire, mais sans un certificat, sans un diplôme, sans une preuve. Tu vois ? et on leur donnait la formation avec le BIT, la mise en œuvre se faisait avec UNOPS dans un encadrement et donc ça leur servait comme de stage. Donc, c'est pour ça que je te dis que le projet 16/6, c'était beaucoup plus complexe que juste le volet technique.

Nous… bon moi, je me suis attardé sur le volet technique, donc la mise en œuvre. Cela voulait dire aussi recruter des gens et être capable d'expliquer dans un quartier défavorisé que lui c'est un maçon certifié. Il a une formation. Oui, mais moi je veux devenir maçon. Oui, mais dans les limites du budget, dans les limites du temps. On ne peut pas faire de toi un maçon, on travaille avec les maçons qui travaillent déjà, qui habitent déjà dans le quartier. On leur donne un renforcement de capacité alors que toi si tu veux, tu ne peux pas t'improviser maçon. Donc tu vois ? Il y avait tout a un aspect humain, un aspect social dans le projet 16/6 et ça, c'est l'aspect que souvent les gens ne voient pas, ils voient juste les bâtiments.

Mais les bâtiments... L'idée, c'était qu'en construisant ces bâtiments, tu voyais la structure. On a mis sur pied, par exemple, des comités dans chaque quartier. D'accord, les comités ont permis dans un premier temps de faire les choix, parce que l'idée ce n'était pas non plus d'imposer aux gens des solutions. Pour faire des choix, être conscient de faire une analyse des besoins. Et ensuite, une fois que cela a été fait, il fallait que dans les quartiers, il y ait un système de vote parce qu'il fallait adresser la question de l'eau, il fallait adresser la question de l'assainissement, il fallait adresser la question des accès, il fallait adresser la question des logements, il fallait adresser la question de mise en place d'un comité de quartier. Tu vois ?

Le comité de quartier, lorsque les gens ne savent pas comment faire, il fallait avoir un comité pour l'électricité. Il fallait un comité pour la gestion de l'eau. Nous, on construisait des routes et en faisant les routes, on s'assurait que l'eau arrivait dans les quartiers. Et lorsque l'eau arrive dans les quartiers, et que tu es en train de construire et que tu travailles par exemple avec 100 familles. On doit identifier ces 100 familles. Tu comprends ? Avec qui on travaille ? Je te donne l'exemple. On a 100 familles. Mais quand tu commences à travailler sur la mise en œuvre, tu passes de 100 à 130 familles. Il y a 30 familles qui apparaissent de nulle part et vient de lui dire non, nous on est, on est du quartier aussi. Et là, tu vas retravailler sur le social pour leur réexpliquer. Oui mais, la solution technique qu'on a pour 100 n'est pas bonne pour 130, elle n'est pas bonne pour 150 tu vois ? Donc, il y a ce côté policier aussi que nous UNOPS on n'est pas là pour ça. Nous, c'est la technique, mais on doit travailler sur ça.

Donc, c'est pour ça que je disais que quelqu'un comme Kéké a permis de travailler avec des…. ce qu'on appelle des plateformes communautaires. Les plateformes communautaires ont identifié les besoins, ont travaillé sur les options. Parce que dans certains quartiers, on avait dit, écoutez, on ne peut pas mettre de l'électricité. Alors, on avait toujours de l'eau, de l'électricité, des logements, l'accessibilité

et la gestion des déchets. C'étaient les 5 thématiques. Il y a une thématique qui revenait toujours, c'était le logement. On travaillait sur le logement dans chacun des quartiers, il fallait que les gens aient un exemple. Donc dans certains quartiers, on a fait 30, 40 maisons, dans d'autres on en a fait une dizaine. Y en a, on a fait une trentaine comme je disais le nombre de logements qui étaient construits était en fonction du nombre de terrains disponibles. Est-ce qu'on est sur des zones vertes ou oranges ou rouges. Dans les zones rouges, on ne pouvait pas intervenir, dans les zones oranges, ça coûtait beaucoup plus d'argent dans les zones vertes, on pouvait reconstruire. Tu vois ? Donc c'étaient plusieurs facteurs dont il fallait tenir compte.

[Valentine PAPILLON]

J'ai quelques questions qui me viennent par rapport à tout ce que tu dis. Du coup je vais revenir un petit peu en arrière. Déjà, t'as parlé du fait qu'il y avait la priorité des habitants, etc., et qu'ils devaient voter. Est-ce que tu te rappelles plus ou moins bon… C'était quoi leur priorité ou est-ce qu'il y avait des différences majeures entre les différents quartiers, ce genre de choses ?

[E10]

Il y avait des différences majeures.

Je donne un exemple lorsqu'on était dans la zone du Canapé Vert. Ok, au canapé vert, l'accès était très facile. Parce que l'accès existait déjà, mais ils étaient sur un terrain généralement plus plat. Donc, la réhabilitation des accès n'était pas une priorité pour eux. Pour eux, la priorité, c'était vu qu'ils avaient beaucoup plus d'enfants, de jeunes enfants. C'est d'avoir des lampadaires pour que les enfants puissent se retrouver la nuit. Et être dans des espaces sécuritaires. Ils voulaient avoir des espaces communautaires, donc …des parcs. En faisant la gestion des déchets. Ils ont dit ok, on a trop de déchets au Canapé Vert. On va faire du curage de ravine. On va nettoyer les décharges. Écoute au Canapé Vert, je me rappelle, on nettoyait une décharge qui depuis 30 ans servait à jeter des poubelles. On a nettoyé, on a créé des emplois. On a pris tout ce qui était précaution au niveau des masques de boîtes, et cetera, pour que les gens puissent sortir le déchet. On a fait venir la mairie de Port-au-Prince qui nous a donné un appui au niveau des camions. Mais en nettoyant justement ces décharges, on a découvert un ancien terrain de basket qui avait été abandonné et les gens ne s'en souvenaient même pas. Et donc là, au lieu de reconstruire une place qui avait été prévue dans un endroit du quartier. Ils ont dit, ok, est-ce qu'on peut prendre ces ponts et les remettre ici ? Et on a réhabilité un terrain de basket qui était simplement abandonné depuis des années. Et puis c'est là où tu rentres dans l'histoire des quartiers. Pourquoi est-ce que ce terrain avait été abandonné ? Tu vois ?

Moi, je me rappelle encore une fois comme je te dis les anecdotes... A un moment donné, il y a un des quartiers, on a fini de refaire justement les accès. On a mis des bancs, on a créé un espace de jeux et moi j'arrive avec ma voiture, je stationne. Je descends pour prendre des photos et puis un monsieur âgé qui est assis sur son banc qui me dit : "Jeune homme, déplacez-vous s'il vous plaît, parce que vous m'empêcher de prendre mon soleil." Je dis pardon ? Un petit vieux et j'ai encore sa photo. Il me dit oui, oui parce qu'il dit que depuis qu'on a fait le projet dans le quartier, maintenant j'ai un banc, je peux venir m'asseoir et regarder les gens passer tranquillement sur mon banc, donc déplacez-vous. Écoute, c'est la meilleure preuve d'appropriation. Le vieux, il m'a sorti de son espace. Tu vois ? Donc, c'est ce type d'expérience, quand tu les vis. Tu vois l'impact réel que ça a sur les communautés. Tu vois ? Et c'est ça je te dis, y a un aspect humain.

Pour répondre à ta question. Oui, dépendamment du quartier, dépendamment de la topographie, dépendamment de la communauté, d'une communauté à l'autre, les besoins n'étaient pas les mêmes. Et comme il y a des quartiers, on nous a demandé plus de lumière. Dans d'autres quartiers, on nous a

demandé la gestion des déchets. Tu vois, dans d'autres, on nous a demandé l'accessibilité à l'eau. Dans certains cas, ils ont demandé de l'eau, et on ne pouvait pas leur apporter l'eau parce qu'il était trop loin des réseaux de la DINEPA.

Donc, tu vois, on a toujours, on a été très transparent avec eux. On a fait des scénarios et dans chacun des quartiers où on est intervenu. Il y avait 3 ou 4 scénarios qui avaient été offerts et ils ont dû voter quel scénario ils voulaient. Dans certains cas, c'était comme je dis, l'eau, l'électricité et les maisons. Dans d'autres cas, il n'y avait pas un problème vraiment de maison. C'étaient plus les espaces communautaires et la gestion des déchets. Donc chaque quartier a choisi un scénario.

[Valentine PAPILLON]

Les scénarios, ils avaient été créés par votre équipe ? Un peu sur base de discussion avec les communautés ?

[E10]

Alors, on est parti des besoins définis par les communautés. On a travaillé aussi avec UN-Habitat et UN-Habitat nous avait aidé justement à faire des diagnostics urbains. Donc, dans l'exercice de diagnostic urbain, ça nous a permis de montrer aux gens. Tu serais étonné jusqu'à quel point on a été. Beaucoup de ces personnes-là, c'est la première fois qu'ils voyaient une carte, donc mettre une carte sur la table qui leur explique où ils sont dans l'espace. Une fois qu'ils comprennent où ils sont dans l'espace. "Ah c'est ma maison", "Ah c'est tel quartier". Là de voir pour la première fois sur un plan avoir une image de leur quartier. Ben là, les plateformes communautaires qui étaient des représentants des communautés qui avaient été élus par les communautés, sont venus faire l'identification des besoins. Donc là, ils ont identifié. Une fois qu'ils ont identifié, on a développé des scénarios. Des scénarios en fonction du budget que nous avions parce que le budget n'était pas, tous les quartiers n'avaient le même budget. Parce qu'en fait, le problème c'est que lorsque le projet est défini, on avait un budget en main. Tu vois ? pour faire certaines choses mais la répartition n'était pas encore définie.

Le quartier A n'avait pas la même population que le quartier B. Le quartier A n'avait pas la même superficie que le quartier B. Le quartier A avait plus d'avantage en eau parce qu'il était près d'un réseau de la DINEPA. Alors que le quartier B n'avait pas de réseau de la DINEPA, tu vois ? Donc, en fonction de toute cette collecte d'informations. Par rapport à tous ces choix qui avaient été faits par les communautés, on leur a dit vos choix, c'est comme une liste de priorités. On va partir de cette liste de priorité et ils nous ont dit ok, la priorité numéro un, c'est ça. Donc, dans les scénarios, la priorité numéro 1 sera toujours là dans le scénario 1, 2, 3, 4. Il y aura la priorité 1. Ensuite, on donne un scénario où tu as l'élément 3, 4, 5. Le scénario 2, tu vois, il y avait toujours un facteur qui revenait tout le temps et c'était basé sur non seulement les besoins, les priorités, mais aussi la disponibilité budgétaire et la capacité technique que nous avions d'intervenir ou pas. Parce qu'il y a des quartiers où on nous demandait d'intervenir. Mais quand je dis c'était une zone rouge. On ne va pas construire dans une zone rouge, on ne peut pas construire un bâtiment. Le système des Nations Unies ne permettra jamais de le faire. L'État, l'unité de construction et de logement du bâtiment public ne l'acceptera jamais. Donc, il y avait quand même cette conscience, parce qu'il ne faut pas se leurrer. Bon tu es d'origine haïtienne. Tu connais peut-être Haïti.

[Valentine PAPILLON]

Je connais assez bien.

[E10]

Pendant très longtemps, moi qui ai grandi à l'extérieur, c'est comme si les professionnels Haïtiens n'existaient pas. Tu as des ingénieurs, tu as des médecins, des gens capables, très bien formés, tu sais. Ils représentent un faible pourcentage de la population et donc on ne voit que la majorité et on s'imagine que l'on peut entrer en Haïti et faire n'importe quoi. Non ce n'est pas vrai. Moi qui l'ai vécu, tu ne peux pas rentrer en Haïti et faire n'importe quoi. Et même les gens qui n'ont pas la capacité, les connaissances, ils ne te laisseront pas venir dans leur quartier qui est justement comme je le dis les quartiers passagers.

Moi, ce qui m'a fait rire, ce que je disais tout à l'heure, mon anecdote. C'est que j'entre dans des quartiers et puis les gens me disaient : "Non, non. Oui, c'est mon quartier mais moi je suis là de passage". Ah ouais ? Puis je lui dis, mais "*depi kilè ou la* ?" et puis il se tourne, il dit à sa femme : "*Depi ki ane nou la* ?" puis la femme qui lui dit : *"Ki laj ti tonton sa ?* Ah misye gen 10 an. *Ok ! Ah sa fè 10 an nou la sou tè a"*. T'es de passage ça fait 10 ans ! Tes enfants sont nés là, tu sais ! Donc, c'est comme je dis, le volet psychologique là-dedans qui était terrible. Une prise de conscience autant chez les habitants du quartier que chez nous, tu sais.

[Valentine PAPILLON]

Mais quand ils disaient qu'ils étaient de passage, qu'est-ce que t'as compris. Pourquoi est-ce qu'ils disaient ça ?

[E10]

Oui, oui parce que beaucoup de gens qui sont dans la région métropolitaine, sont en général, des gens qui viennent de Hinche, qui viennent de Port-de-Paix, etc... Qui en général... Beaucoup d'entre eux viennent dans la région métropolitaine parce qu'ils sont venus chercher un acte de naissance aux archives nationales. Où sont les archives nationales ? À Port-Au-Prince. Il est venu parce que tu vois les besoins en service étaient tellement centralisés que beaucoup de personnes venaient sur Port-au-Prince à la recherche de ces services, à la recherche d'emploi et finalement ils sont restés dans la capitale. C'est beaucoup ! La majorité des gens dans les bidonvilles, dans les quartiers défavorisés ne viennent pas de Port-au-Prince.

Je vais te donner un autre exemple, moi un truc que j'ai vécu encore une fois à Pétion-Ville. Je ne comprenais pas. Les gens ne marchaient pas sur les trottoirs. Il y avait des trottoirs à Pétion-Ville mais les gens ne marchaient pas sur les trottoirs. Et moi, ça m'énervait parce que moi j'arrivais comme un bon diaspora avec ma mentalité de blanc et je klaxonnais. Et puis ma maman me dit, mais le gars-là, il n'a pas l'habitude de voir un trottoir. Tu lui dis de monter sur le trottoir, pour lui, ça n'existe pas, ce ne sont pas des citadins. Beaucoup de gens qui habitent dans les quartiers ne sont pas des citadins, mais ce sont des gens qui viennent de l'extérieur.

[Valentine PAPILLON]

Justement, j'ai eu un échange à travers les entretiens que je réalise, qui disait que c'était peut-être un reproche au projet 16/6, c'est qu'on venait réinvestir dans ces quartiers et un peu ancrer les gens dans ces quartiers au lieu de justement favoriser le fait qu'ils retournent dans leur province d'origine, etc. T'en penses quoi de ça ?

[E10]

Mais tu vois le problème. D'un point de vue théorique, je suis 100% d'accord avec toi. Mais dans la pratique, c'est comme les immigrants, restons dans la thématique des Haïtiens. Est-ce qu'aujourd'hui les États-Unis accueillent les Haïtiens ? Non. Est-ce qu'il y a une politique américaine pro-migratoire ?

Non. Pourtant, appelle dix Haïtiens et dis-leur de prendre le risque de prendre l'avion ou le bateau pour traverser aux États-Unis. Sur les 10 encore aujourd'hui, il y en a 8 qui vont vouloir. J'aurais beau leur dire « *n'y va pas* », ils vont me dire à défaut de rien avoir, je préfère aller là.

Tu vois pour bien répondre à ta question. Je me rappelle qu'on avait fait des rotations chaque deux semaines. On recrutait plus de 500 personnes dans chaque quartier pour travailler avec nous, d'accord. On était là pour des mois. Donc, lorsqu'on avait 2000 personnes qui habitaient dans le quartier, personnes d'âge adulte pouvant travailler. C'était un système de tirage au sort. Qui travaille aujourd'hui dans 2 semaines, celui qui n'a pas trouvé d'emploi va travailler et on le fait sur 2 mois donc 500, 500, 500, 500. On avait 2000. Je me rappelle le premier recrutement, les gens se battaient devant nos bureaux, machettes et tout. Moi, comme bon diaspora que suis, je sors, et je dis mais calmez-vous, calmez-vous ! Et puis Kéké me dit non ne leur parle pas français, tu dois parler en créole. Je dis mais Kéké, je ne parle pas créole moi ! Mais je leur dis mais je ne comprends pas et puis je vois une dame qui me dit mais... "*Mesye jodian wap bay job, wap dim tann lan 2 semen wap banm job. Lan 2 semen mpa menm konn si map la, m pa menm konnen si ou menm wap la. Donk map goumen pou job jodia.*"

Donc, c'est facile de dire de prendre les gens, de les amener à l'extérieur. À l'extérieur, qu'est-ce qu'ils ont ? Est-ce qu'ils ont de l'emploi ? Est-ce qu'ils ont des services ? Est-ce qu'ils ont le temps ? parce que le temps aussi est un facteur. Les gens n'ont pas le temps d'attendre. Je suis en train de dire aux gars, je te jure. Il y a des endroits où les gens sont retournés avant même que le projet de 16/6 arrive. Il y a des gens qui sont retournés dans leur quartier. Ils ont eux-mêmes commencé à reconstruire. Reconstruire de la mauvaise façon et nous on arrive, on leur dit : *"Chef saw ap fè an la li pa bon". Misye dim dirèk "M dako men kote poum ale ? Nap fenmen kan mwen mpa gen kote lot poum ale, bon sam pral fè a pitit mwen yo* ?". Maintenant tu es là, tu dis, bon attends, il me dit mais attends quoi ? Mais toi tu rentres chez toi le soir, tu prends ta voiture, tu vas manger. Moi, mes enfants doivent être logés. Quel choix tu as ? T'as pas le choix.

C'est pour ça que... je comprends la critique. Mais je pense que et c'est pour ça que je suis d'avis que l'idée du projet 16/6 n'était pas de trouver des solutions, mais d'apprendre aux gens à comment bien se faire, à comment construire convenablement, à comment penser de façon communautaire.

C'est très simple. La différence entre un pays sous-développé et un pays développé, comme moi je dis tous les jours. C'est la façon de vivre en communauté dans un pays sous-développé. Chaque personne veut avoir sa parcelle de terrain en 200-300 m². T'habitais probablement dans une maison en Haïti. Tu avais ton jardin, n'est-ce pas ? Moi pareil, j'étais sur du 10000 m². Pourtant, ici, je suis sur du 150 m². J'ai une maison, j'ai ma piscine, j'ai 3 chambres à coucher. Est-ce que je vis bien ? Je vis extrêmement bien et c'est un pays qui est en voie de développement qui n'a rien à voir avec Haïti. De même, nous personnes éduquées, quand je dis à mon père : "Papa vient habiter dans un immeuble à Pétion-Ville parce que c'est plus sécuritaire pour toi". Et mon père me dit : "Ah, alors tu veux que mon voisin, sache ce que je fais". Je dis "de quoi tu parles ?" Il dit : "Non". Il me dit non, *mwen bagay* que je vais habiter au-dessus de quelqu'un qui voit mes entrées et sorties. Mon père est un homme cultivé. Mon père est un homme qui a fait beaucoup pour ce pays. Pour moi, c'est une référence. Mais t'imagines ce que c'est culturellement pour lui, la difficulté qu'il a, à cohabiter.

Donc maintenant, moi les gens qui critiquent le projet 16/6 qui dit oui, on aurait dû profiter pour amener les gens à l'extérieur. Ben, tu sais quoi ? On y a pensé à ça. Il y a eu d'autres projets qui ont été mis sur pied pour ça parce qu'il fallait faire les choses parallèlement. Mais quand tu prends quelqu'un, tu l'emmènes à Montrouis parce qu'il y a des terrains à Montrouis. Il faut les amener sur des terrains qui appartiennent à l'État. Mais une fois que je les amène à Montrouis, il faut mettre un hôpital à Montrouis, il faut mettre une église à Montrouis, il faut mettre un supermarché à Montrouis, il faut

leur apporter de l'eau à Montrouis. Pourtant, on est le long de la mer, oui mais il y a de l'eau mais c'est de l'eau saline, de l'eau saline n'est pas… tu comprends ? C'est très complexe, la critique est facile.

Mais pour moi, c'est là-dessus que je te dis... Pour moi, le projet 16/6 avait comme objectif de servir de référence. Apprendre aux gens, comment vivre, comment mettre sur pied la loi de copropriété aujourd'hui elle est… Elle n'existait pas, est-ce qu'elle est mise en application. Non. Mais ce n'est pas seulement l'État. Ce n'est pas seulement la loi. Ce sont les professionnels, ce sont les notaires du pays qui doivent être capables de signer et de rédiger pour toi un règlement de copropriété. Ils n'en sont pas capables. Un, ils n'en sont pas capables, deux, ils n'en n'ont pas l'habitude et trois, les gens ne leur demandent pas. Les gens veulent continuer à vivre dans leur maison individuelle. Ils ne sont pas encore capables de vivre les uns avec les autres, les uns par-dessus les autres. Là-dessus, je pense que le projet 16/6 a réussi à le faire parce qu'il y a encore des plateformes communautaires qui fonctionnent. Il y a encore des comités de gestion dans les quartiers qui fonctionnent. Moi, je dirais que moi, par exemple, je suis retourné à Nérette, je suis retourné à Morne Hercule. Il y a encore des bâtiments qui ont été construits en communauté sont encore là. Ils ont encore des comités qui gèrent l'eau, qui gèrent l'électricité, qui t'empêchent de piquer pour te connecter au réseau d'eau, on te dit non parce que c'est une source d'infection. La plateforme communautaire va travailler avec toi et encore aujourd'hui ça existe. Y a des routes qu'on a construites et les routes sont encore là.

On nous avait critiqué parce qu'on voulait faire des routes en béton, mais on dirait l'asphalte, est-ce que c'est bon pour l'environnement ? Non. Est-ce que le béton est bon pour l'environnement ? Non. Donc, non et non. Le problème est-ce qu'on produit de l'asphalte en Haïti ? Non, on doit l'amener de l'étranger. Le béton est là. Ok. Qu'est-ce qui est plus durable, le béton ou l'asphalte ? Le béton. Sachant en plus qu'on est un pays où y a tout le temps des manifestations. Lorsqu'on brûle, lorsqu'on allume un feu sur l'asphalte, on fait un trou, sur le béton, tu ne peux pas faire de trou. Tu fais un feu, il s'éteint mais tu ne mets pas le feu, tu comprends ? Donc il y a tout ça à prendre en considération.

Tu travailles avec le ministère des travaux publics. Il y a des gens qui disent : "Ah oui mais ce n'est pas bon pour l'environnement". On est d'accord mais un mal pour un mal ? Lequel mal tu choisis ? Tu vois, c'est ça que je dis la, la critique est facile, vraiment, la critique est facile, mais quand c'est sur le terrain, tu te rends compte que c'est très complexe. J'aurais voulu les amener à l'extérieur de Port-au-Prince, mais où ? Sur quelle terre ? Avec quel service ? Avec quel moyen de transport ? Parce que la personne travaille à Port-au-Prince ? J'ai un exemple de Montrouis mais ça peut être n'importe où. Est-ce que tu as un système de transport qui permet à la dame d'être à son travail à 7h00 du matin ? Moi, les dames qui travaillaient chez moi et elles habitaient à 15 minutes de chez moi, à pied. Alors j'allais leur dire quoi ? Je vous emmène au centre-ville. Je ne peux pas. Ouais, la critique je suis d'accord, mais bon, moi je dirais que moi-même je n'ai pas la réponse.

[Valentine PAPILLON]

Je pense que l'objectif ce n'est pas forcément de critiquer, c'est plutôt bon d'évaluer. Ok voilà, moi j'ai choisi telles stratégies... Est-ce qu'au final c'est bien, est-ce que j'aurais pu faire différemment ? Ouais, j'aurais peut-être dû penser à ça ou en fait j'ai pensé comme vous avez dit. J'ai pensé mais c'était mal-mal et j'ai choisi un des deux. Donc, enfin l'idée c'est surtout de discuter des différents aspects. Chacun au final a, on va dire ses préférences quoi. Enfin c'est comme ça que je le perçois. Au final, ce que je me rends compte dans cette étude, c'est que ce n'est pas tout noir ou tout blanc en fait. Tout et très très nuancé et assez complexe je vais dire.

[E10]

Au fait c’est très complexe et je te dirais même c'est qu’il y a tellement de facteurs et il y a tellement d'acteurs, euh que ça rend encore plus compliqué.

[Valentine PAPILLON]

Moi au départ quand je voulais travailler sur la reconstruction, je pensais que le problème il était enfin le manquement. En tout cas le problème était technique par rapport au fait que... Ben les gens éventuellement ne savaient pas exactement comment faire, ils n'avaient pas forcément les matériaux etc... Mais au final, j'ai l'impression qu'il y a beaucoup plus de facettes, on va dire qui rentre en compte parce que... en tant qu'urbaniste, architecte ou ingénieur, on n'est pas forcément préparé à ce que vous expliquez là.

[E10]

Non, je veux dire la vérité. Je ne pense pas qu'on soit préparé. C’est pour ça que pour moi Kéké était la bonne personne parce que c'était le chef d'orchestre. C'était celui qui rassemblait tout le monde parce que j'ai donné un exemple... Ensuite, il y a un organisme en Haïti qui s'appelle le CIAT, tu as probablement entendu parler du CIAT.

[Valentine PAPILLON]

Bien sûr.

[E10]

Ecoute le CIAT pour moi, ils font un travail extraordinaire, ils sont très capables. Mais je pense que sur la durée, ce sont des gens qui ont pris position et qui sont donc restés sur leur position. Aujourd'hui, ils ont une idée de comment les choses doivent être faites. C'est des gens qui ont été confrontées avant le tremblement de terre à une aide internationale qui n'a peut-être pas été à l'écoute. Ils ont été peut-être déçus de comment le gouvernement a traité la question du projet 16/6 par exemple, après le tremblement de terre de 2010. Mais il y a un facteur temps, il y a un facteur urgence. Je ne peux pas m'asseoir 4 mois quand...

Tu sais quand tu as un projet. D’où vient l’argent ? L’argent vient de l’aide internationale. L’aide international te donne un délai parce que eux aussi, et c'est ça le problème avec l'aide internationale. Il y a des livrables, ils ne vont pas te donner de l'argent pendant 20 ans, mais c'est un plan sur 20 ans, c'est pas un plan sur 3 ans ce qu'on est en train de faire. Une planification sur 20 ans, mais 20 ans pour que les 20 prochaines années soient aussi planifiées. Tu es face à des politiciens qui ont des mandats de 4 ou 5 ans. Et toi, tu leur parles de 20 ans et lui, il te dit, non, non, moi je veux que je vais être là pour l'inauguration des maisons avant la fin de mon mandat. Qu’est ce qui est important. La bien faire ou bien la fin du mandat, tu comprends. Et donc ça je dis, c'est extrêmement (...).

Je pense que t'as conclusion est juste. C’est très complexe. Le côté technique je te jure c'est le plus facile. Valentine, le côté technique est simple. Je dis à tout le monde dis-moi de te construire un immeuble, j'en ai construit des centres achat, j'ai construit des immeubles appartements à New York, je fais des universités... Ah, c'est de la science. Et tout ce que tu penses qui est faisable, en Haïti c’est infaisable. Donc je dis les gens se battent parce qu'ils sont dans le besoin d'urgent.

[Valentine PAPILLON]

Moi ce que ce que j'aurais voulu faire à travers ce travail, c'est... Certainement pas apporter une solution, on va dire directe, mais en tout cas éclairer le lecteur sur, par exemple, s'il devrait intervenir à l'avenir en Haïti... Qu’il a certaines choses qui devraient être prendre en compte. Parce que quand

on arrive, on va dire sans tout ce qu'on a discuté, là bah vous êtes peut-être tombé de haut que si vous aviez eu un témoignage comme ceci. Vous seriez peut-être mieux préparé pour votre intervention.

[E10]

Moi je suis du même avis que toi. Après 13 ans au pays, disons 10 ans. Après 10 ans, 10 bonnes années, en Haïti. Je crois que le plus gros problème qu'on a, c'est qu'on n'est pas capable de se projeter dans l'avenir. S'il y a quelque chose que moi, j'aimerais que les gens retiennent, justement de ce projet 16/6. C'est qu'il faut une vision à long terme.

Écoute, j'ai eu la chance de vivre en République Dominicaine en 86. Je suis retourné en République dominicaine en 2010. Ma famille habite en République Dominicaine aujourd'hui. La République Dominicaine entre 86 et maintenant c'était de la planification. Ça a été une vision à long terme. On a dit, voilà l'objectif. Pour ce qui… est-ce qu'ils ont encore des problèmes ? Ils ont plein~~s~~ de problèmes, mais il y a des gains. En Haïti, tu as l'impression qu'il n'y a pas de gains. Parce que comme je disais, on planifie sur un mandat. Le mandat du ministre, le mandat du président et puis le prochain qui arrive. Puis on brûle, on démolit et puis ok, mais les leçons apprises ? Je pense qu'une civilisation est bâtie sur ça dans les liens. Tu vois, c'est comme... tu vas probablement entendre parler. Tout le monde parle de *"generational wealth". What is generational wealth ? It's this capacity that you have to give to your kids what you gain and for them to build on it. We are not building on it…*

Moi, ce que j'ai vu ma famille vivre en 86. J'ai revécu en 2010. T'imagines le délire. J'ai revécu l'exil en gros, j'ai revécu l'exil parce que moi, quand j'ai voulu partir en 2017, ma femme ne voulait pas partir. Elle m'avait dit : "On ne quittera pas Haïti, Haïti nous forcera à quitter". J'ai dit, mais tu es malade, et quoi ? Ils ont tué le président Moïse et le lendemain, moi je suis parti avec ma famille. Je n'allais pas laisser mes filles en Haïti dans quoi ? Et qu'est-ce que je peux promettre à mes enfants pour les 10 prochaines années en Haïti ? Tu vois. Et ça, je te dis, je pense que... Si c'est une chose que j'ai apprise, c'est qu'il faudrait qu'en Haïti, on agisse. Qu'on soit plus, il faut qu'on anticipe et non qu'on soit réactif. On est trop réactif, il y a un problème. Et après le problème, on essaie de résoudre. Et puis une fois qu'on a mis le pansement, on passe à autre chose. Mais il y a tellement de problèmes. Alors que si on planifiait, si on avait une vision d'ensemble. Quand je dis sur 20 ans, sur 30 ans. On dit ok, il y a, il y a 6 thèmes à adresser. Les 5 prochaines années, on se concentre sur ça, peu importe le parti politique. Peu importe le leader mais les 5 prochaines années, c'est sur ça qu'on travaille.

Si on regarde des pays comme l'Inde aujourd'hui. Qu'est-ce qu'ils ont fait, ils ont investi sur une jeunesse d'ingénieur. La majorité des ingénieurs informatiques aujourd'hui viennent d'où ? De l'Inde. Ils ont fait 10 ans là-dessus. Je regarde la Chine. La Chine s'est concentrée sur la production. Ils se sont enrichis sur la production. Donc, tout ce que personne ne voulait construire, produire ailleurs. Mais ils ont produit. Les sous-traitants c'était la Chine. Aujourd'hui, c'est la puissance. C'est une planification pour, c'est une vision sur le long terme. Donc moi je pense que c'est ce qu'il me faudrait, tu vois ? Voilà, c'est ce que je pense.

[Valentine PAPILLON]

Je vais te poser une question qui va peut-être paraître pas folle mais il n'y aura peut-être pas de réponse. Mais du point de vue technique, est-ce qu'il y a des choses que tu penses des outils que t'aurais pu avoir qui t'auraient mieux préparé pour répondre aux enjeux auxquels t'as fait face sur le 16/6 ?

[E10]

Oui. Alors Haïti, c'est un pays où il y a tellement d'études, il y a tout type d'études qui existent sur ce pays. Mais ces études sont où ? Dans des tiroirs. Où est la base de données ? Où est cette base d'information ? Ce n'est pas pour rien qu'on te dit que la connaissance, c'est le pouvoir. Où est cette base de données ? Pourquoi est-ce que les études qui avaient été faites avant le tremblement de terre par des experts qui avaient dit qu'il y aurait un tremblement de terre et éventuellement que ça allait arriver. Mais elles étaient où ces études, pourquoi on n'a pas réfléchi en partant de ces études ? Dans tout, dans tout en Haïti, il y a une étude, des plans, des projets, tout.

Je donne l'exemple d'une route qu'on faisait justement sur la route Charlemagne Peralte. On savait que l'eau de la DINEPA passait sous la route Charlemagne Peralte. Main road. On a le bataillon des Brésiliens qui sont avec leurs équipements. Je vais à la DINEPA personnellement. Je demande des plans de l'existant. *Nowhere to be found*. Regarde, je vais te montrer ça. Tu vois et pour ça je dis les bases de données, là c'est terrible. Donc. Je te mets ça comme ça, tu vas comprendre. Donc, nous, on doit refaire la route. Et donc moi, je dois faire une excavation de toutes cette route-là. Et je demande des plans de l'existant. Ils ne sont pas capables de me dire. On me dit, l'expert de la DINEPA qui a travaillé sur le réseau de distribution de la ligne de la DINEPA à Morne Hercule. Je lui ai dit de venir, je lui donne un spray et je lui dis de me marquer exactement là où est la tuyauterie principale. Il me dit là. Donc je dis au bataillon brésilien, on commence l'excavation de ce côté. Guess what ? La première pelletée, la première pelletée. Valentine. Ça pète de l'eau. On perd tout le réseau d'eau de la DINEPA. J'avais 2000 familles prêtes à nous et nous trancher la gorge. On ne sait pas ce qu'on fait, vous êtes des incompétents, etc. Le gars qui a tracé pour nous a disparu. Deux ans après cette aventure, perte d'argent, perte d'autres choses. Je vais à la DINEPA et puis il y a un ingénieur qui me dit : "*Oh dirèk, sa se moun Charlemagne Peralte lan wi*".

Donc, on est en 2025. Toute l'information doit être numérisée. Donc par exemple, c'est un projet sur lequel moi j'avais voulu travailler pour Haïti, mais bon. C'est dans une ancienne vie. C'est la mise en place de ce qu'on appelle un Dashboard pour numériser toutes ces informations. Une fois que c'est numérisé surtout avec l'intelligence artificielle, tu as une base de données d'information. Ouais, et donc je peux faire de la projection. Je peux dire dans quelle durée, qu'elle est la durée d'utilisation d'une route. J'ai les plans qui sont là et je peux faire de la planification pour que justement le prochain projet qui vienne sache où sont les réseaux d'eau. Mais que ce soit accessible, que ce ne soit pas dans le tiroir de Kéké Bélizaire à l'UCLBP. Kéké Belizaire aujourd'hui n'est plus à l'UCLBP. Qu'est-ce qui en est de l'UCLBP ? Tu vois ? Si tu fais, une base de données, un dashboard, ça te permet justement de prendre des décisions et de faire de la planification. Voilà, voilà. Tu m'as ramené loin en arrière, merci.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je sais mais franchement je trouve ça intéressant. Ben toi même si t'as pas grandi en Haïti, qui est d'origine haïtienne, qui est retourné sur place pour travailler, etc... Je trouve que c'est intéressant aussi de voir comment t'as perçu la chose.

[E10]

C'est vraiment tout un... tout un défi.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je vais peut-être revenir sur une dernière chose. Après je vais arrêter de t'embêter. Dis-moi juste en termes de timing quand tu penses vouloir conclure entre guillemets.

Euh. Tout à l'heure, on a parlé des typologies qui avaient été mises en place dans les quartiers, etc. mais en fait, je me suis rendu compte à travers les images ou même les témoignages qu'il y avait des

typologies différentes parfois dans les quartiers. Ou avec par exemple, certains étaient beaucoup plus renfermés avec moins d'ouvertures, etc. Est-ce que tu sais pourquoi vous vous êtes fait des typologies qui ne sont pas les mêmes pour les habitations ?

[E10]

Oui, parce que même dans le développement des typologies, il y a eu la participation des communautés. L'idée ce n'était pas de venir leur imposer une typologie, c'était d'être capable de les adapter à leur goût, aux besoins et à la réalité. Je te donne un exemple. Lorsqu'on a commencé à travailler, à Nérette, à Morne Lazare.. C'est quand la dernière fois que tu étais en Haïti ?

[Valentine PAPILLON]

2022.

[E10]

2022. Ok, tu vois, lorsque tu dépasses, l'hôtel… tu sors de Pétion-Ville.

[Valentine PAPILLON]

Ça va être compliqué pour moi, je n'étais pas forcément sur Port-au-Prince.

[E10]

Ah, tu n'étais pas sur Port-au-Prince. Alors, peu importe.

Il y a un des projets les plus visibles qu'on a fait. En fait, le plus visible, c'était au niveau de Fort National. A Fort National, je te jure, ce qui a été construit, c'est incroyable. Vraiment là, incroyable. Mais on propose l'utilisation du bambou la Guadua. Pourquoi la Guadua ? Plein de raisons : disponible, durable, pas cher... Et pour parler avec le gouvernement colombien qui voulait aider le gouvernement haïtien, et qui met à notre disposition ce type de matériel de construction. Donc, on nous envoie en Colombie. On voit des immeubles, des universités. On nous amène voir des laboratoires d'études, de pression de capacités portant de la Guadua etc. Et on propose d'utiliser la guadua pour remplacer les barreaux de fer dans les fenêtres. Ok. Pour mille et une raison : coût du fer, esthétique, etc. Mais l'idée, c'est de prendre le bambou et de le mettre comme le barreau de fer et d'y mettre du béton. On fait coller du ciment et ça donne de la rigidité pour que les gens ne cassent pas. Alors, dans un quartier, les gens accueillent le bambou. Dans d'autres quartiers, on te dit *"Ah non, sa se bagay vodou"*. Dans d'autres quartiers, on te dit "*Sa se bagay moun pov*". Tu ne peux pas avoir un modèle. Je dois adapter aux besoins de chacun de ces quartiers, de chacun de ces choix et comme je le dis, il ne faut pas oublier que beaucoup des choix au niveau des espaces qui ont été créés, venaient d'une grille luxuriante qui a été développée pour chacun des quartiers. On a fait des études de sol, donc les fondations n'étaient pas nécessairement les mêmes. Tu vois d'un quartier à l'autre. Dans certains quartiers, on avait des semelles filantes, dans d'autres on n'avait pas de semelles filantes, tu vois ? Et donc, on a été obligé d'adapter en fonction de ça, le côté technique et aussi le travail de réflexion qui a été fait avec des gens dans les quartiers. Ils n'étaient pas tous d'accord avec une typologie. Non, les gens voulaient avoir leur identité. Et je vais te dire, en faisant les premiers logements, on a appris certaines choses sur la mise en œuvre, sur l'exécution, sur… y avait des choses qui devaient être améliorées, donc ça a été aussi amélioré. Il y a des choses qu'on faisait qu'on a plus fait. Tu vois ? Il y a des choses qu'on n'avait pas fait qu'on a pu faire.

Dans certains quartiers par exemple, y avait des fosses septiques communes qui aujourd'hui fonctionne encore. Les gens ont eu une fosse septique commune sous une petite place au centre des...

si tu veux, des petites maisons, y a une petite place à l'intérieur et ils sont capables de le nettoyer, et ils le font. Bon ça ce n'est pas tout le monde qui est capable de le faire. Ce sont des quartiers où les gens sont un petit peu plus éduqués, avec un peu plus de moyens, où il y a un espace disponible pour qu'on puisse mettre la fosse septique. Donc les typologies ont été obligées de s'adapter. Ce n'était pas un modèle réplicable.

[Valentine PAPILLON]

Mais en fait, c'était surtout aussi en termes de qualité architecturale. Quand on regarde Morne Lazare. Bah parfois on a l'impression que vous avez plus investi là-dedans que dans d'autres endroits. Donc, je me demandais pourquoi ?

[E10]

N'oublie pas, n'oublie pas. Je ne sais pas si tu peux partager ton écran ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui. Je cherche juste l'image, comme ça je pourrais avoir une base pour discuter.

[E10]

Alors, est-ce que tu as des images de Morne Lazare, Morne Hercule et Fort National ?

[Valentine PAPILLON]

Oui.

[E10]

Ok, on va regarder les trois.

[Valentine PAPILLON]

Attendez... Vous étiez un peu dans tout ce qui était logement ou plus infrastructure juste pour….

[E10]

Les deux, les deux. Moi, je suis responsable de tout ce qui était infrastructure. Donc, tout ce qui était service. Au fait, on était deux chargés de projet. Il y avait Claude-André Nadon et moi.

Alors ça, tu vois ça, c'est Morne Lazare. Voilà, tu vois là. L'image que tu avais juste avant l'image du bâtiment qui était avant. Alors imagines toi ? Ça c'est à Morne Hercule. Pendant qu'on est en train de construire le mec à côté, il nous voit est en train de construire paf, il rajoute le 3e étage. Tu vois l'endroit où y a les espèces de bâche au vent là. Ça, il l'a rajouté. Alors, imagine-toi que nous, on est en train de construire en contrebas et ben, on doit retourner parler à ce mec et lui dire non tu ne peux pas le faire ça. Le mec, il dit mais de quel droit tu viens pour me dire je ne peux pas faire ça ? Tu vois l'aspect social ?

[Valentine PAPILLON]

Oui.

[E10]

C'est terrible. Alors, maintenant va à Morne Lazare.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport à cette image-là. Euh du coup ici, j'avais les images pour montrer l'évolution et au final, vous aviez transformé le projet en ceci.

[E10]

Voilà, effectivement. Là, on a été vers lui, on a travaillé avec lui. On a donné quelque chose pour intégrer sa construction à ça et tu vois, on a réussi à trouver, mais ça. C'est quand je dois faire ça avec 3.000.000 de personnes et que j'ai plus statistiques, mais je pense que c'est plus de 1.000.000 de logements dont on a besoin sur Port-au-Prince aujourd'hui.

[Valentine PAPILLON]

Ça va être chaud. Je n'ai pas exactement les chiffres non plus, je vais vérifier ça.

[E10]

Il faut vérifier.

[Valentine PAPILLON]

Oui, voilà la question que je me posais, c'est par exemple ici. Entre ici et ici, on voit quand même qu'il y a une grande différence et du coup je me demandais bon voilà pourquoi ? Et est-ce que ça ne génère pas aussi d'autres tensions ?

[E10]

Ah non mais ce n'est pas la même chose. Le bâtiment que tu as vu avant ne fait pas partie du projet. Ce n'est pas quelque chose qui était dans notre projet, rien à voir. Le type était en train de construire. Après le tremblement de terre, il est retourné, il s'est mis à reconstruire son bâtiment. Tu vois, ça ce ne faisait pas partie de notre projet. Mais pendant qu'il le faisait, nous on était en contrebas, tu vois. Alors est-ce que tu vois le mur de pierres qui est en bas là ?

[Valentine PAPILLON]

Oui.

[E10]

Ok, alors ce mur de pierres retourne dans l'autre image. Tu vois ce mur de pierres, c'est le mur où tu vois l'acier d'armature ? Tu vois, il y a l'ouvrier, tu vois mais on est obligé de prendre son bâtiment, le réintégrer. Mais quand tu n'as pas prévu dans tes calculs l'intégration de ce bâtiment-là. Et tu vois, c'est quelque chose qui est venu se rajouter. On n'a pas (fait) ça pour qu'il puisse enlever le 3e étage. On a été obligé de trouver une façon d'intégrer son bâtiment que lui avait construit. Mais on ne pouvait pas simplement prendre son bâtiment. Fallait qu'on vienne renforcer son bâtiment, fallait qu'on lui explique que le porte-à-faux qu'il faisait à l'étage n'était plus possible. Voilà, donc je ne sais pas si tu vois, mais entre les 2 étages il y a un petit porte-à-faux là, il a aucun sens. Aucun sens.

[Valentine PAPILLON]

Non.

[E10]

Mais retourne à l'image avant. Regarde. T'imagines ? Ça, c'est ce qu'il a fait le gars et pour lui, c'était normal. Donc, on a été obligé de travailler, renforcer, construire, reconstruire pour renforcer le mur du bas et c'est pour ça qu'il y a un petit porte-à-faux. Mais la personne qui ne sait pas, ils vont dire mon

Dieu, ils ont construit n'importe comment. Et ils vont penser que ça fait partie de notre projet. Ça ne faisait pas partie de notre projet ça. Ça, c'était en dehors de notre projet.

[Valentine PAPILLON]

Mais c'est vrai que je me suis demandé pourquoi il y avait encore le porte à faux ici. Donc vous n'avez pas refait les murs au fait ?

[E10]

Non, on a renforcé sa structure en bas pour que ça ne vienne pas se casser la gueule, pour pas venir mettre en menace le projet qu'on est en train de construire en contre bas. Parce que là où tu vois le casque, tu vois en bas le petit casque jaune ?

[Valentine PAPILLON]

C'est un monsieur.

[E10]

Voilà maintenant passe à l'autre image. Non, l'autre.

[Valentine PAPILLON]

Il y en a trois.

[E10]

Ouais, tu vois, c'est comme si je te disais que la maison dont tu parlais... Alors ça c'est Morne Lazare. Mais ce que je viens de te montrer, on l'a aussi vécu à Morne Lazare. Alors tu vois les bâtiments bleus là ? Le bâtiment bleu en haut, là. Alors imagine-toi que le gars était au-dessus de ça. Tu vois donc l'endroit, tu avais le chapeau jaune, c'est finalement le bas de ce complexe bleu. Donc tu vois, on est obligé de composer avec quelque chose qui existe. Tu vois, ce n'est pas arrivé de nulle part. Mais c'est là que je te dis par exemple, ce projet, soit celui-là, il fonctionne encore et les plateformes communautaires ont fonctionné et ils gèrent leurs déchets. Tu peux y aller aujourd'hui, c'est propre.

Moi, j'y étais. La dernière fois que j'ai été, c'était en 2021 et c'était encore propre. Les comités de gestion fonctionnaient et les gens payaient ensemble pour faire vider leur fosse septique, etc.

Voilà, tu vois du bambou. Donc de là, ça c'était le premier et après ça, quand tu es arrivé maintenant, à Fort National qui… et l'autre image. Tu vois, c'est ça Fort national. C'est une autre topographie et d'autres... une autre clientèle. Donc, ce n'était pas le modèle qu'on avait là, on n'a pas copier-coller, on l'a adapté. Mais ça Fort National, ça fonctionnait superbement. Tu vois donc, ça a évolué. Regarde là, il y a une route. Là où ce qui est montré, il y a une route. A Morne Lazare, il n'y a pas de voiture qui rentre là. Tu vois l'endroit, tu vois le mec, qui est en rouge là, à gauche. Voilà. Alors c'est là, il y a, une rue. Mais à l'intérieur du projet, il n'y a pas de rue. Alors que Fort national, il y a des routes, donc tu es obligé de travailler dans un tissu urbain. Donc là, la typologie a évolué, les principes sont là, ce sont des modules et en fonction des besoins pour négocier, on leur dit, vous allez habiter en bas, vous pourrez louer en haut. Donc, tu vois l'immeuble jaune, là où est le type en rouge, tu peux rentrer en haut. Et en bas, tu peux y rentrer en bas, donc là tu as 3 niveaux.

[Valentine PAPILLON]

Pourquoi est-ce qu'il y a une différence entre la tôle ici et du béton sur le reste ?

[E10]

Alors, c'est parce qu'il y avait là, le besoin de récupérer l'eau de pluie. Donc avec la tôle, le système permettait de récupérer l'eau de pluie.

[Valentine PAPILLON]

Ok, d'accord et vous avez voulu le faire partout ?

[E10]

Euh écoute, ça vraiment je me rappelle plus pourquoi. Il y a des endroits où on n'avait pas, il y avait une question. Il y a une question aussi de sécurité parce que l'un donnait sur la rue. Alors les gens disaient que non, ils ne voulaient pas qu'on soit capable de passer à travers la tôle. On leur a expliqué que ce n'était pas le cas.

Du côté gauche. Alors du côté tu vois là, n'oublie pas que la tôle est au-dessus de l'espace extérieur terrasse, ce ne sont pas des espaces habités. Alors que de l'autre côté droit, c'est surtout ça. Du côté rue, c'étaient des espaces habités et de ce côté-là qui étaient beaucoup plus hauts. La tôle était par-dessus des balcons tu vois. Donc ce n'était pas la même fonction.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok et ça c'est pour une gestion en termes de chaleur et tout ça ou plus pour définir les fonctions ?

[E10]

Non non, c'est vraiment une question chaleur. Chaleur et aussi sécurité parce que malheureusement bon. Ecoute t'as vécu en Haïti. Même chez moi à Pétion-Ville, j'ai eu des impacts de balles sous la tôle de ma terrasse hein.

[Valentine PAPILLON]

C'est compliqué. Ok, et du coup par rapport au système de copropriété qui avait été mise en place, euh, ça faisait partie un petit peu des initiatives de projet, surtout le côté formalités ?

[E10]

Bien sûr. C'était Kéké à 100%. On l'a appuyé, on l'a assisté, mais on n'a pas. Moi personnellement, je n'ai pas été impliqué à 100% là-dessus.

[Valentine PAPILLON]

Ça va, c'est super. C'est intéressant de pouvoir discuter avec toi des images. C'est vrai qu'on se demande... Ah mais pourquoi il n'y a pas plus d'ouverture ici, etc. Mais vous avez reconstruit un peu à l'identique de ce qui avait été fait avant.

[E10]

Parce que lui, il avait construit comme je dis. Lui, il avait construit, on lui disait, mais non, mais ton truc en porte-à-faux ça va se casser la gueule sur nous ça. Et le problème, c'est que tu vois encore une fois, il y a un aspect économique à la chose. Ça, je te dis, c'est complexe comme tout parce que le mec il avait deux niveaux. Son bâtiment ne s'était pas effondré pendant le tremblement de terre. Comme il a su que le projet 16/6 venait automatiquement, il a contacté un parent aux Etats-Unis qui lui a envoyé de l'argent. Il lui a dit, je vais mettre un espace un 3è niveau sur le 3è niveau, on va pouvoir louer. Je vais te rembourser ton argent. T'imagines ? C'est pécunier et c'est normal, je comprends. Mais la réalité, est-ce que ce bâtiment est capable de prendre le 3è étage ? Pourquoi pas un 4è étage ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, oui.

Je me suis demandé par rapport aux niveaux que vous aviez fait, ce que vous aviez fait des limites. Enfin, vu qu'il y a un problème de densification, qu'on veut densifier. Le choix des toitures en pente, c'est lié à ça ou pas du tout ? Je me suis demandé.

[E10]

Ben le choix des toitures comme je te dis, c'était plus par rapport à la capacité de d'exécution, les coûts, les besoins réels. Tu sais ? A savoir que tu es dans un pays où il fait chaud. Un pays où les gens n'ont pas l'habitude de nécessairement vivre avec... On aurait peut-être pu mettre, je ne sais pas moi, un toit en paille. Tu mets un toit en paille, il va te dire moi je suis un citadin. J'ai vécu toute ma vie sous un toit en paille, aujourd'hui je suis en ville, je ne veux pas un toit en paille.

Mais il y avait des limites de hauteur parce que comme je te dis l'étude de… On avait fait des études d'impact environnemental, mais une étude d'impact de risque. Je ne sais pas quoi... qui nous avait indiqué justement la capacité portante du terrain. Il y avait une hauteur qu'on ne pouvait pas. Il y avait une densité qu'on ne pouvait pas augmenter etc. Donc, tout ça avait été calculé. Ce n'est pas venu comme ça. On veut faire du un étage, deux étages, trois étages, non. On aurait peut-être voulu, même monter à 3 étages. Dans certains cas, on a du 3 dans d'autres cas, on a du 2 et c'est un tenant compte de tous ces éléments-là, oui.

[Valentine PAPILLON]

Ok, ok.

Est-ce qu'il y a un architecte qui te vient en tête ? Qui avait vraiment été principal sur le projet ou pour la réalisation des modules, la conception ?

[E10]

Oui, elle s'appelle Adriana. Elle n'est plus à l'UNOPS. Elle s'appelle Adriana Navarro-Sertich.

[Valentine PAPILLON]

Ok, du coup, elle c'est plus une référence par rapport à la conception même des modules, c'est ça ?

[E10]

Oui.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Super. Est-ce au hasard qu'il y a un point que tu aurais souhaité aborder avec moi, qu'on n'a pas eu l'occasion de discuter ?

[E10]

Non. En fait, je t'ai dit que, au contraire, ça fait plaisir. Je trouve que c'est tout un défi que t'as décidé de relever. Je me rends disponible.

Entretien 11 : E11, ingénieur architecte

[E11]

Je suis ingénieur architecte diplômée de la faculté des sciences en Haïti. C'est un diplôme que j'ai eu au niveau bachelor. Et je disais également que j'avais rencontré Anne-Marie Petter quand elle était venue avec un groupe d'étudiants parce qu'il y avait également une maîtrise qui était faite à l'Université Quisqueya en collaboration avec l'Université de Montréal et elle travaillait avec Gonzalo sur ça.

[Valentine PAPILLON]

Ok, parfait. Je suis contente que vous ayez accepté l'entretien.

Donc, voilà... Moi je vais passer un petit peu à travers plusieurs questions que j'ai par rapport à ce qui a été mis en place. Mais l'idée, c'est plus que vous, vous puissiez exprimer vos idées, vos ressentis, vos retours d'expérience, etc. Le moins de questions je pose au final, le mieux c'est; comme ça, j'ai plus l'occasion de vous écouter vous et ce que vous avez vécu par rapport à tout ça. Je pense que vous avez déjà un petit peu décrit votre parcours académique mais au niveau professionnel, est-ce que vous sauriez vous présenter un petit peu ?

[E11]

Bon, il n'y a pas de problème. Comme j'ai été diplômée de la faculté des sciences, j'ai travaillé après mon diplôme surtout dans le secteur privé et donc la construction de maisons en Haïti, principalement, bien que j'avais fait ma thèse sur des quartiers informels. Donc, après le tremblement de terre, j'ai voulu aller travailler au niveau d'une ONG parce que parallèlement j'avais fait autre chose, pas seulement au niveau de la construction. Par exemple, j'avais ouvert un magasin que j'ai perdu lors du tremblement de terre, et je me suis dit : "Ah, je vais donc aller chercher du travail". Et j'ai trouvé du travail au niveau d'une ONG. C'était mon premier travail au niveau d'une organisation non gouvernementale. C'est une ONG irlandaise qui venait de venir en Haïti et qui allait travailler au niveau du relèvement et de la reconstruction. Donc, j'ai eu à occuper différentes fonctions. Dans une des fonctions que j'ai occupées, on a eu à collaborer avec ONU-Habitat qui avait donné le mandat à différentes ONG, pour faire de la planification communautaire et en même temps, il y avait le concept de quartier 16/6 qui avait été créé.

[Valentine PAPILLON]

En fait c'était 6 camps qui étaient localisés à différents endroits de la capitale. Du coup, l'objectif c'était de les reloger vers les 16 quartiers d'origine. Donc, il y avait Mais gâté un et deux, Canapé Vert, Primature, place Saint-Pierre, place Boyer et Silvio Castor; c'étaient les camps prioritaires.

Donc voilà. Est-ce que vous savez un petit peu m'expliquer votre lien avec le projet 16/6 ou… qu'est-ce que vous avez mis en place avec votre organisation ?

[E11]

Ok. En fait, c'était travailler, vider ces camps et préparer des logements, on peut dire. Préparer le retour dans les 16 quartiers. Donc la première étape, parallèlement au recensement qui se faisait dans les différents camps pour voir comment faciliter le retour des personnes, il y avait aussi des organisations qui faisaient ce qu'on a appelé la planification communautaire. Donc, la plupart des organisations avaient reçu un financement de ONU-Habitat. L'organisation avec laquelle je travaillais était concentrée surtout au niveau du Canapé Vert. Donc on travaillait dans différents quartiers du Canapé Vert et également à Haut Turgeau. Donc, on a fait la planification communautaire dans ces

quartiers, et il y avait différentes organisations qui faisaient le même exercice de planification communautaire dans les autres quartiers.

D'une manière générale, le projet était piloté par une entité gouvernementale qu'on appelait UCLBP. Donc, c'est un petit peu L'UCLBP qui chapeautait et qui donnait les directives à faire. Chaque quartier au niveau de la planification communautaire identifiait un certain nombre de projets d'infrastructure qui seraient importants de pouvoir mettre sur pied pour pouvoir faciliter le retour des personnes qui vivaient dans les camps. Il y avait également différents financements pour construire des logements ou pour améliorer des logements.

[Valentine PAPILLON]

Donc, du coup c'est plutôt ONU-Habitat qui vous a donné le financement mais l'UCLBP qui donnait un peu les directives alors ? C'est bien ça ?

[E11]

C'est bien ça. L'UCLBP n'était pas directement bailleur. Donc, l'UCLBP était l'entité gouvernementale qui avait été mise sur pied pour pouvoir faire le projet. Donc c'est eux qui ont, on peut dire, monter le projet avec l'expertise de ONU-Habitat. ONU-Habitat, c'est une agence des Nations unies qui avait reçu un financement et qui a réparti son financement après appel d'offres avec différentes ONG ou autres organisations. UCLBP aussi avait reçu des financements. Ils ont des financements d'ONU-Habitat, de l'USAID, de différentes organisations afin de pouvoir mettre sur pied. Maintenant, l'UCLB non seulement donnait les directives, mais elle avait aussi un certain nombre de projets qu'elle implémentait particulièrement avec l'organisme des Nations Unies qui s'occupait surtout des camps. C'était l'office de migration interne OMI, AOM en anglais qui on peut dire qui avait le maximum de financements et il travaillait également en collaboration avec l'UCLBP.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Est-ce que pour vous, ça a été quelque chose d'assez complexe le fait qu'il y ait beaucoup d'organisations différentes qui travaillent sur la planification ou ça a été plutôt fluide ? Enfin, je me demande un petit peu comment est-ce que cette organisation a été possible.

[E11]

Quand il y a un problème de cette envergure, il y a toujours beaucoup d'organisations qui sont impliquées. Dépendamment des moments ou des organisations d'une façon générale, c'était fluide. Cependant, il arrive que tout le monde ne comprenait pas les directives de la même manière. Il y a d'autres personnes qui avaient envie de mettre leur grain de sel ou qui voulaient interpréter différemment. Donc des fois, ça allait très bien, mais d'autres fois ça donnait disons du retard. Parce que ce qui s'est passé aussi c'est que pour que ça soit fait bien, il fallait que tout le monde marche au même rythme. Parce que, par exemple, si on est en train de fermer le camp au Canapé Vert et que les personnes doivent retourner dans le quartier. Si c'est prêt au Canapé Vert, ils y vont mais, comme il y avait toujours une aide qui était donnée dans les camps, donc, il y avait des personnes qui sortaient d'un camp pour aller dans un autre. Donc, on ferme celui-là. Il y a 100 personnes, 100 familles et 200 familles qui vont ailleurs, mais il y a un certain nombre qui vont dans d'autres camps, parce qu'il y a un avantage qu'on arrive à tirer par rapport au camp. Donc, ça pouvait créer quelques dérives disons.

Maintenant, ce qui s'est passé, c'est que tous les quartiers n'ont pas eu le même montant alloué. Ils n'avaient pas tous les mêmes besoins que ça soit en infrastructure ou pas. Bon, moi, je trouve qu'il y a un quartier qui a beaucoup bénéficié pas uniquement pour la zone informelle puisque les personnes

qui habitaient dans les camps venaient surtout des quartiers informels; ça a été le quartier de Morne Hercule. Parce qu'il y avait Morne Hercule, Nérette à Pétion-Ville parce qu'il y a beaucoup d'infrastructures importantes qu'on a fait à ce moment-là à travers ces financements. Je prends par exemple une route qui sort de Delmas qui passe à l'intérieur et qui ressort par Pétion-Ville au niveau de Morne Hercule. Donc, il y a eu de gros investissements qui ont bénéficié de manière générale à toute la population, mais qui n'a pas été directement apporté au niveau des camps.

Pour moi, il y a eu aussi des exemples qui ont été, je peux dire, des exemples très marquants qui sont importants, comme l'effort de faire une planification avec un certain nombre de familles. De façon à réajuster la manière dont les personnes avaient eux-mêmes établis leurs parcelles de maison, construire des unités pour eux, mais tout en ménageant... Parce que à ce moment-là, ils ont fait à étages de manière à ce qu'il y ait des espaces libres, qu'il puisse avoir des toilettes, qu'il puisse avoir des espaces communs pour les familles. Donc, il y a vraiment un aménagement de quartier et qui s'est fait d'une manière durable.

Parce que par exemple, je prends un quartier dans lequel je n'avais pas travaillé du tout, Morne Lazare, mais après j'ai travaillé avec la Croix-Rouge américaine. J'ai eu l'opportunité d'aller visiter le quartier quelques années après, et j'ai vu que toute l'infrastructure qui avait été faite était restée bien.

[Valentine PAPILLON]

Quand vous dites "bien", c'est-à-dire que les gens en ont pris soin, ils ont conservé l'espace tel quel ?

[E11]

Ils ont conservé l'espace tel quel, l'effort qui avait été fait de faire une planification avec eux d'abord pour voir... "Ok, nous devons faire ça de telle façon parce que voici comment nous allons gérer l'espace qui serait notre espace commun". Donc, tout ce travail-là qui a été fait a profité parce que les personnes ont gardé ça.

[Valentine PAPILLON]

Et par rapport à votre rôle même, est-ce que c'était plutôt un rôle où vous travaillez avec vos équipes en amont ? Ou est-ce que c'était plutôt la gestion des idées des habitants ou de leur priorité ? Enfin, comment est-ce que ça se définissait ?

[E11]

Moi, j'étais responsable du projet. Donc, il y a eu d'abord, avant l'implémentation, une première partie qui était des consultations communautaires et des planifications. Donc, on avait comme un canevas : nous allons former les comités de quartiers, nous allons faire ça... Il y avait tout un canevas qui avait été préparé avec des directives de ONU-Habitat et de l'UCLBP et que nous devions exécuter.

Donc, moi, j'avais les équipes qui allaient sur le terrain. J'allais également sur le terrain discuter avec les communautés. Donc, il fallait d'abord comprendre la manière dont elles fonctionnaient, le processus, savoir ce qu'il y avait comme ressources, on peut dire, à l'intérieur du quartier. Voir ce qui était le plus important. Par exemple, nous on a beaucoup travaillé dans certains quartiers du Canapé Vert, Turgeau. La plupart de ces zones-là, on peut améliorer la route d'accès principale, mais tout l'intérieur, ça ne peut être que des voies piétonnes parce qu'il n'y a pas moyen d'entièrement tout écraser pour reconstruire alors qu'il y a d'autres endroits où c'est possible de faire un peu plus de voies. Comme je dis au niveau de Morne Lazare, on a pris des financements pour faire des voies principales qui n'étaient pas uniquement des voies piétonnes.

[Valentine PAPILLON]

Vous avez fait allusion au fait que c'étaient des quartiers un peu informels etc. Est-ce que vous êtes favorable au fait de choisir d'intervenir dans ces quartiers-là, d'aller reconstruire dans ces quartiers-là ou vous pensiez qu'au contraire, on aurait dû prendre les financements et investir dans justement le déplacement des gens ou ce genre de choses ?
[E11]

Au départ la première réaction avant que je n'aie à visiter les quartiers, j'aurais pu dire : "On ne peut pas investir là, on devrait aller faire ailleurs". Il y a eu plusieurs projets où on a fait des constructions ailleurs justement avec l'argent de la construction. Il y a Zoranje, il y a plusieurs qui ont été faits sur la route qui mène à Malpasse. Beaucoup de ces endroits-là sont restés pratiquement inhabités.

Je prends que ça soit Morne Lazare, Morne Hercule, Turgeau, Canapé vert etc., ce sont des poches informelles qui se sont construites au fur et à mesure et développées par elles-mêmes, sans aucune aide du gouvernement. Maintenant, il y a une des choses qu'assez souvent moi je dis, tout le monde n'aura forcément la même opinion que moi, mais à part le centre-ville de Port-au-Prince... ou je prends au niveau de la Grand'Anse, le centre-ville de Jérémie jusqu'à peut-être Bordes, ça a été des quartiers non planifiés. Après tout, ce sont des bidonvilles, ce sont des quartiers informels, même si les propriétés sont très grandes et les maisons sont très grandes, parce qu'il n'y a pas eu d'infrastructures comme dans tous les pays où on amène l'infrastructure et après on construit. Donc si on prend que ça soit dans le quartier où il y a des personnes défavorisées qui habitent ou là où il y a des personnes qui ont davantage de moyens financiers, c'est la même réalité ; il n'y a eu aucune planification et les personnes se sont installées. Quand on regarde pour eux, le plus facile, c'était ça. L'accès au travail est très facile, l'accès aux écoles est très facile. Donc maintenant, il n'y a pas d'autres espaces dans la ville. Est-ce qu'il ne vaut pas mieux améliorer ça que d'aller dire : "Ok, on prend l'argent pour construire ailleurs ?"

Maintenant, il ne faut pas oublier que tout de suite après le tremblement de terre, il y eu Canaan qui a été construit. Qu'est-ce qui s'est passé ? Beaucoup de personnes qui ont perdu leur logement, vu que c'était difficile pour eux de trouver un autre logement, et vu qu'il y avait eu un décret du président Préval, je crois, déclarant ça d'utilité publique, les personnes se sont dit : "Ah, on peut avoir un terrain gratuitement, donc allons-y." Donc, beaucoup de personnes au départ sont partis à Canaan vu qu'ils pouvaient avoir un terrain gratuitement. Ils se sont installés et puis, au fur et à mesure, eux-mêmes, ils ont décidé de comment ils allaient construire. Ce n'est que peut-être cinq ans après qu'ils aient commencé à construire que le gouvernement s'est intéressé à la zone et qu'il a eu un projet pour mettre un peu plus d'infrastructures.

Donc, moi je dis que le problème est complexe, il n'y a pas une solution ou une autre. Mais ce que je réalise, c'est que d'une façon générale, il y a beaucoup de personnes au niveau de Turgeau, au niveau du Canapé Vert, au niveau de ces quartiers informels, qui ont perdu la maison qu'ils habitaient. La maison qu'ils habitaient était le plus souvent une pièce ou deux pièces qu'ils louaient à quelqu'un. Le peu d'efforts de reconstruction qui a été fait, ça leur a permis de pouvoir continuer à rester, de pouvoir avoir leurs enfants qui vont dans une école qui est relativement près et continuer à vivre et à fonctionner.

Maintenant avec la situation actuelle qui se passe en Haïti, les données peuvent avoir changé, mais je pense que ça a été le meilleur choix d'avoir investi dans ces quartiers pour leur permettre d'avoir un peu plus d'infrastructures.

[Valentine PAPILLON]

Au niveau de la planification, vous aviez parlé du fait qu'il y a d'abord eu les échanges avec les communautés. Puis après du coup, c'est passé à l'étape où vous avez vraiment cartographié ou fait un travail un peu plus expert entre guillemets ?

[E11]

Oui, c'est ça. Après les consultations communautaires, l'identification des besoins ou de ce qu'il fallait faire, il y a eu une cartographie et une priorisation de projets et des études de projet. Donc ceux qui avaient été priorisés dans beaucoup de ces quartiers-là, c'était… en dehors de l'habit même, c'étaient des allées piétonnes, l'accès à l'eau et les espaces de socialisation. Ça pouvait être des terrains de sport, des espaces où des personnes pouvaient jouer. Ensuite dans certains quartiers, on a peut-être construit certains marchés ou amélioré au niveau de cet aspect-là, mais c'était principalement en dehors de l'habitat... Des drainages, des murs de soutènements.

[Valentine PAPILLON]

Je me pose des questions... Dans votre planification, ça a été quoi les enjeux ? Comment est- qu'on va dire... ? Un ingénieur architecte réfléchit pour se dire : “Bon voilà, j'ai un quartier informel. Comment est-ce qu'on fait pour réfléchir et donner accès à l'eau à toutes ces maisons ?” Quels étaient les enjeux ? Comment on le fait concrètement en fait ?

[E11]

Au niveau de l’accès à l’eau, il n'y a pas moyen de donner l'accès à l'eau à toutes ces maisons. Donc, on planifie à avoir des points d’eau et les personnes doivent aller chercher de l’eau. Par contre, au niveau de toutes les maisons, il y a moyen de récolter l'eau de pluie, donc l'eau de pluie qui ne va pas servir pour la boisson mais qui va servir pour la lessive, pour nettoyage.

[Valentine PAPILLON]

Quand vous dites qu’il n’y a pas moyen, il n'y avait pas moyen à cause des financements qui étaient disponibles ou parce qu'il faudrait recréer de l'espace ? Comment est-ce qu'on pourrait faire ?

[E11]

Disons que, pour l'accès à l'eau, il y a deux aspects. Un, faire passer des tuyaux, ça va coûter énormément parce qu'il faut écraser tout ce qui est là et refaire. Maintenant, il ne faut pas oublier que les maisons sont très proches l'une de l'autre. Donc, la quantité de connexion maintenant qu'il va falloir faire. Donc, déjà faire cet aspect-là est très compliqué, compliqué et difficile. Un des plus gros problèmes n'était pas forcément l'accès à l'eau, mais c'était plutôt l'eau usée. Beaucoup de maisons n'avaient pas de latrine ou de toilettes. Maintenant, quoi faire des matières fécales ? Ça c'était un grave problème, surtout qu’il y a eu le choléra tout de suite après.

[Valentine PAPILLON]

Comment est-ce qu'on répond à ces enjeux-là lorsqu'on doit faire la planification ?

[E11]

Au niveau de la latrinisation ou construire des toilettes, il y a eu beaucoup de soucis et beaucoup de problèmes parce que directement la DINEPA, qui est l'organisme de l'Etat responsable de ça, n'a pas voulu qu'on construise des toilettes parce qu'ils disaient que pour eux une toilette est une partie intégrante d'une maison, une organisation ne peut pas venir pour construire uniquement des toilettes.

Donc pendant longtemps, personne ne savait quoi faire par rapport à ça. Aucune ONG non plus ne voulait, ni ne pouvait intervenir par rapport à cette donnée-là.

Au niveau par contre des écoles, il y a eu beaucoup de constructions de toilettes, de points d'eau. Mais au niveau directement des maisons, d'une manière générale, il n'y avait pas moyen de faire une toilette.

[Valentine PAPILLON]

Ok, donc ça reste un problème à résoudre.

[E11]

Ça reste un problème à résoudre.

Il y a eu plusieurs fois le choléra, donc les personnes ont été sensibilisées sur le besoin d'avoir une toilette et d'avoir un point d'eau, des mesures d'hygiène. Maintenant les personnes étaient motivées à construire eux-mêmes. Donc beaucoup d'organisations, ce qu'ils ont fait d'une manière générale, mais en dehors de 16/6, c'est on sensibilise les personnes s'ils commencent à faire quelque chose et on leur donne des moyens pour qu'ils continuent.

Maintenant dans un certain nombre de quartiers de Port-au-Prince, il y avait une organisation SOIL qui développait le concept de toilettes sèches. Donc, il y a des quartiers pour lesquels ça peut se faire parce que l'accès était facile. Par exemple, les quartiers en montagne, ce n'est pas possible. Pourquoi ce n'est pas possible ? C'est parce que ça va être difficile de passer de personne en personne pour collecter. Donc il aurait fallu que la personne elle-même puisse faire le composte à partir de chez elle, mais sans que ce soit une organisation qui passe faire la collecte pour pouvoir faire le composte.

[Valentine PAPILLON]

Ok, je comprends. Toujours par rapport à la planification, tout à l'heure vous avez fait référence au quartier où à l'intérieur, ce serait que piétonnier. Du coup, pas d'accès avec la route et je me demandais... Parce qu'on est quand même dans un contexte risque sismique, s'il faut évacuer. S'il y a un incendie qu'il faudrait que les pompiers puissent accéder à ce genre de choses, du coup, ce n'est pas vraiment possible. Enfin, comment est-ce que vous voyez la chose ?

[E11]

Bon, il faut se dire que, de toutes les façons, même s'il y a des pompiers, il n'y a pas moyen qu'ils viennent dans la situation que c'est.

[Valentine PAPILLON]

Vous parlez d'aujourd'hui avec la situation sécuritaire ou vous parlez dans un monde idéal ?

[E11]

Bon, d'une manière générale. Allons réfléchir... Même en Europe, il y a certains quartiers où des voitures ne peuvent pas passer parce ce que les routes sont trop petites et, ou bien, il y a des quartiers pour lesquels on met que l'accès piétonnier parce qu'on veut fermer pour des questions d'environnement ou n'importe quoi, mais il y a des routes où les voitures ne peuvent pas passer. Pourquoi les voitures ne peuvent pas passer ? Parce qu'elles ont été construites à un moment où il n'y avait pas de voiture. Donc, allons dire que c'est ça le problème.

[Valentine PAPILLON]

C’est vrai que, comme vous dites, dans des constructions qui ont été construites à l'époque etc., ça arrive souvent. Mais, je prends à titre d'exemple nous, quand on nous demande de concevoir des espaces, on nous demande toujours de réfléchir à ça. Justement là, vu qu'on est dans de la reconstruction, est-ce qu'il y aurait moyen de recréer l'espace pour des accès ou vous pensez que, justement, il ne faut pas toucher à ce qui est et faire un peu avec au final ?

[E11]

Voilà, disons qu'il y a certains accès qui ont été améliorés de manière à ce qu'une voiture puisse arriver, mais la voiture arrive à un certain point et le reste se fait à pied. Donc on peut dire que c'était un petit peu ça au niveau de la planification. De voir sur une carte... Voici ce qu’il y a, voici le bâti qui existe, à partir du bâti qui existe voici ce que nous allons faire, voici comment nous allons le transformer, il faut prévoir un accès, maintenant…

Ça a été de la reconstruction mais il ne faut pas oublier que ça n'a pas été de la reconstruction sur un terrain entièrement vide. Donc, il y a des structures qu’on ne pouvait pas enlever entièrement, donc il a fallu faire plus ou moins avec. Il y avait un terrain où les enfants se réunissaient pour jouer au football. Donc, on a amélioré le terrain de manière à ce que ça puisse se faire. Le terrain était plutôt bas, donc tous les accès étaient du haut vers le bas. Donc améliorer pour que, même quand il pleut, l'eau ne stagne pas là, travailler au niveau du drainage etc. C'était à cinq minutes de marche d'une route voiturable ou 10 minutes de marche d’une route voiturable. Donc, ce n'était pas nécessaire d'avoir obligatoirement un accès voiture sur le terrain.

[Valentine PAPILLON]

Ok. En fait, c'est intéressant de parler avec vous, vu que vous avez vraiment réfléchi à la planification, parce que ça permet de voir les possibilités et les limites. Mais du coup, pour vous, sur base de ce qui était déjà construit et que vous ne pouviez pas toucher, ça a été quoi les plus grands apports ? C'est quoi les points sur lesquels vous pensez que vous aviez le plus de marge de manœuvre pour apporter des transformations ?

[E11]

Tout dépendait. Je peux dire un petit peu de la réceptivité, de l'accueil de la communauté. C'est ça qui est un enjeu extraordinaire quant au travail au niveau de planification communautaire avec des communautés dans un contexte où quand même l'Etat est absent, parce que si ça a pu se créer comme ça, c'est que l'Etat était absent. Mais ce qui m'a vraiment frappé, c'est que les personnes d'une manière générale étaient très réceptives, et quelle que soit l'amélioration qu'ils avaient, automatiquement eux-mêmes, ils ajoutaient. Par exemple, on faisait un banc ou un drainage, on retournait une semaine après, les personnes avaient peint.

[Valentine PAPILLON]

Donc, vous sentiez qu’il y avait un accompagnement ?

[E11]

Oui, qu’il y avait un accompagnement.

Maintenant, est-ce parce qu’il y avait toujours quelque chose qui se faisait dans le quartier et que ça permettait…? Il y avait toujours de l'argent qui était dépensé parce que la population du quartier était payée pour pouvoir faire le travail. Quand on est passé à la phase d'implémentation, la grande majorité des travailleurs étaient des travailleurs du quartier.

Maintenant, chaque groupe a implémenté d'une façon générale. Par exemple, l'UCLBP a beaucoup utilisé l'UNOPS. L'UNOPS est l'entité des Nations unies qui travaille au niveau des infrastructures. Donc, au premier niveau de main-d'œuvre, ils ont utilisé les habitants du quartier, mais ils sont aussi venus avec beaucoup de personnes du dehors. D'une manière générale, pendant qu'il y avait des travaux d'infrastructure qui se faisaient, il y avait davantage d'argent qui circulait au niveau de la communauté. Donc ils pouvaient eux-mêmes s'attacher davantage à embellir leur zone, leur maison.

[Valentine PAPILLON]

Vous voulez dire qu'ils avaient plus de moyens pour investir, en fait, tout simplement dans l'espace ?

[E11]

Exact, voilà.

[Valentine PAPILLON]

D'après vous, qu'est-ce qui a facilité ou qui a permis aux communautés de s'approprier le projet ou de vous accueillir ? Enfin, vous avez dit que c'est quand même important la façon dont vous êtes reçu... Qu'est-ce qui a aidé dans ce cas-là ?

[E11]

Bon... Un, c'est de prendre leurs opinions. Maintenant, ils peuvent avoir une opinion qui n'est pas normale. À ce moment-là, il y a une manière de pouvoir discuter avec eux, dialoguer avec eux pour leur faire voir ce qui serait mieux pour eux de faire. Donc, ils se sont sentis un petit peu… revalorisés. Leurs idées passaient et c'était une bonne chose.

Maintenant, un des aspects qui a été intéressant et important, c'est que parallèlement à ces projets-là, il y a eu toute une formation qui s'est faite au niveau des professionnels de la construction pour comprendre l'enjeu du dosage du béton par exemple, utiliser le fer, des détails de ce genre que, même si les ingénieurs, je peux dire, avaient appris à l'école, mais à partir du moment où ils arrivaient sur le terrain, des fois ils oubliaient de mettre un certain nombre de choses en pratique pour pouvoir construire un meilleur marché.

D'une manière générale, que ça soit le projet 16/6 ou la plupart des projets qui ont eu lieu après le tremblement de terre, il y a eu toute une part de formation. Je crois que cet aspect-là a été quelque chose qui pouvait rester. Non seulement de formation mais également de codification. Par exemple, l'UCLBP avait fait sortir en collaboration avec d'autres personnes évidemment, et des manuels, pas des manuels de construction, mais des codes pour faire la maçonnerie chaînée par exemple.

[Valentine PAPILLON]

Dans les quartiers, on fait souvent référence aux boss maçons qui sont des quartiers et qui construisent. Est-ce que vous pensez que ces gens-là, ils ont vraiment eu accès à ces codes ou ils ont vraiment utilisé ces codes au final ou c'est plus la formation et les rencontres qui a été intéressante pour eux ?

[E11]

Il y a eu des formations. Maintenant, quand le manuel est sorti, il y a eu des versions simplifiées et en créole avec beaucoup de dessin qui ont été mis sur le marché, vulgarisés, distribués et il y a eu les formations. Par exemple, il y a différents calendriers qui ont été faits parce que les Haïtiens aiment les

calendriers, ils aiment mettre chez eux, avec des photos où ce sont des dessins de comment faire la maçonnerie chainée et comment faire le ferraillage etc.

[Valentine PAPILLON]

Donc, vous pensez que ça a un réel impact sur la manière dont les gens vont construire après ?

[E11]

Oui, je pense que ça a eu un impact. Cependant, s'il n'y a pas un suivi qui se fait, les personnes vont oublier qu'il y a eu le tremblement de terre. Puis la personne va se dire "Ah, je dois mettre 4 sacs de ciment mais je n'ai pas d'argent. Avec trois et demi, ça pourra aller"

[Valentine PAPILLON]

Retomber dans…

[E11]

Oui, c'est très possible. Dans un pays comme le Canada, les Etats-Unis, la Belgique et tout, on fait des inspections quand il y a des constructions. En Haïti, la mairie peut faire une inspection mais l'inspection que la mairie fait, c'est pour pouvoir toucher une taxe, mais ce n'est pas pour pouvoir s'assurer que l'inspection se fait comme il faut.

[Valentine PAPILLON]

Tout à l'heure, vous avez dit que, quand les gens proposaient quelque chose parfois, ce n'était pas normal. Qu'est-ce que vous entendez par là ?

[E11]

Bon, quand je dis que ce n'est pas normal, ça veut dire… Disons que si l'équipe estimait qu'ici il fallait mettre une allée plus large et choisir de mettre l'allée là au lieu de mettre un autre endroit, la communauté pourrait dire "Non, non, non, on préfère mettre ça là". Donc, à ce moment-là, il ne faut pas leur dire : "Ce n'est pas bon." Il faut essayer de leur montrer l'avantage de le mettre ailleurs de façon à ce qu'eux-mêmes, ils puissent prendre la décision. Maintenant leur donner l'opportunité qu'eux, ils disent voici pourquoi j'aurais aimé que ça aille là parce que, peut-être, qu'ils peuvent avoir raison également. Donc, c'est cette facilitation de dialogue qui est importante.

[Valentine PAPILLON]

Au fait, c'est un jeu entre l'opinion experte et l'opinion des gens qui utilisent vraiment l'espace.

[E11]

Exactement, c'est ça.

Maintenant, le deuxième défi quand on travaille avec les communautés, on ne peut pas parler à cent mille personnes à la fois. Donc, il faut parler à un groupe mais il faut s'assurer que ce groupe-là est capable non seulement de retransmettre les informations au reste de la communauté, mais qu'aussi ce groupe est représentatif de la communauté. C'étaient également des personnes qui avaient une certaine autorité, qui étaient capables de dire aux personnes "Ok, voilà nous allons faire ça comme ça, à cause de ça" et qu'ils puissent être écoutés parce que leur opinion a de la valeur.

[Valentine PAPILLON]

Dans ce que vous dites par rapport au fait qu'on ne peut pas écouter tout le monde, c'est un peu la même chose dans le fait qu'on ne puisse pas faire toutes les demandes, tous les besoins sur place.

Est-ce que vous pensez que ça valait plus la peine d'investir dans les infrastructures, dans ce que vous dites au niveau social, au niveau des routes, au niveau des accès ou pensez-vous qu'il faudrait mettre plus d'investissements dans tout ce qui est logement ? Ou pensez-vous que c'est égal enfin ? Quel est votre avis sur le choix des infrastructures à mettre en place ?

[E11]

L'idéal aurait été de pouvoir faire les deux.

Cependant, on voit qu'on a eu affaire à une population qui a fait, disons pour la plupart d'entre eux, ils avaient investi et ils avaient fait. Donc, c'était mieux de donner la priorité à tout ce qui allait être bien commun, parce que c'est ce que qui n'était pas construit. D'une manière générale, dans tous les pays au monde, le gouvernement investi sur l'infrastructure, les routes, les écoles, l'accès à l'eau, l'accès à l'électricité. Il y a un développement qui va être fait pour faire du logement, qu'est-ce qu'on fait ? Il y a les routes, il y a ça, il y a l'eau et puis les personnes viennent et investissent.

Maintenant, l'état des logements d'une façon générale en Haïti est ce qu'il est pour deux raisons. Un, il n'y a pas de crédit au logement, il n'y a pas suffisamment de crédit au logement et deux, on peut habiter une maison sans qu'elle ne soit achevée. Donc, ça fait que les personnes font un petit peu n'importe quoi, et puis au fur et à mesure en se disant qu'on va améliorer au fur et à mesure. C'est construit graduellement, que la personne qui ait des moyens ou que la personne n'ait pas moyen. La quantité de personnes qui attendent que leur maison soit entièrement terminée pour y prendre logement en Haïti est très minime.

[Valentine PAPILLON]

Toujours quand on parle de tout ce qui était infrastructure ou maison etc., des espaces publics ont été intégrés au niveau du projet 16/6. Est-ce que dans votre planification, c'est vous qui avez proposé la disposition de ces espaces-là ? Comment est-ce que vous avez fait pour les intégrer justement dans des endroits assez denses comme ça ?

[E11]

D'une façon générale, dans la plupart des quartiers, il y avait toujours un espace public vide qui servait ou comme terrain de football ou comme endroit pour jouer. Pratiquement tous les quartiers avaient un espace. Maintenant, il y a eu une discussion avec la communauté pour savoir... "Ok, il y a plusieurs espaces, maintenant qu'est-ce qu'on va faire ? On va faire ça là ou bien on va faire ça là ?"

Par exemple, la place du Canapé Vert... La place existait déjà, donc qu'est-ce qu'on met comme infrastructure ? On va mettre de préférence un terrain de basket, on va mettre le terrain de foot parce qu'au niveau du Canapé Vert, ils ont un espace on peut dire concert qui pourrait servir de même des pièces de théâtre, etc. Donc, il y a une discussion par rapport à l'usage qui était fait de l'espace d'une manière générale; l'infrastructure a été montée par rapport à ça.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que dans la manière dont vous avez réfléchi les espaces dans la planification, vous avez, entre guillemets, anticipé des choses comme l'augmentation démographique ou le fait qu'il y aurait plus de densification ou ce sont des choses où vous n'auriez pas pu avoir d'influence dessus dans les quartiers d'intervention ?

[E11]

Ok, allons dire que beaucoup des planifications de ce qu'il fallait faire tenaient compte plus de l'espace qu'il y avait de disponible ou du fait qu'elles allaient pouvoir desservir telle quantité de personnes ou pas telle quantité de personnes.

[Valentine PAPILLON]

Donc, vous étiez plus sûr “Qu'est-ce qu'il y a et qu'est-ce qu'il me reste d'espace libre que je vais pouvoir utiliser” plutôt que “comment est-ce que je vais remodeler entre guillemets pour mettre d'autres nouvelles choses” ?

[E11]

Par exemple, il y avait un terrain utilisé comme terrain de football. Donc il fallait utiliser le terrain qui était libre, voir quelle l'utilisation d'une manière générale que la population donnait à cet espace-là. Et puis, à partir de là, voir ; “Ok, qu'est-ce qu'on peut ajouter et voir, qu'est-ce que la population souhaite ?” Mais beaucoup d'entre eux, d’une manière générale, voulaient un terrain de football.

Par exemple, la place du Canapé Vert était très différente parce que tout près, il y avait beaucoup de terrains de football. Par contre, c’est un espace où les jeunes du quartier se réunissent beaucoup pour écouter la musique. Donc, ça a été plutôt utilisé par rapport à ça.

Maintenant, il y avait certaines directives. Il fallait essayer d'avoir dans tous les quartiers un espace qui puisse servir et de salle de formation, de salle de rencontre pour les quartiers, qui pourrait être une salle polyvalente, des salles de réunion, etc. Donc il y a des quartiers pour lesquels il y avait un terrain et il y avait moyen de faire cette construction-là et il y en avait d’autres où il n’y avait peut-être pas les moyens.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que dans ces éléments-là, il y avait par exemple des refuges qui avaient été réfléchis pour, par exemple, se mettre à l'abri en cas de séisme ou ce genre de choses ? Des espaces où les gens devaient se rediriger pour se protéger ?

[E11]

Bon, disons que parallèlement à ça, il y avait tout un travail qui était fait au niveau de la gestion des risques. Dans le sens où on formait les personnes à se préparer s'il y avait un cyclone, à prendre un certain nombre d’étapes et tout.

Maintenant, d'une manière générale, les terrains de football pouvaient servir de point de rencontre et y avait également un certain nombre de financements pour faire ce qu'on appelle des… quand il y aurait une annonce de cyclone où des personnes puissent se réfugier, mais pas directement à 100 % liés au projet 16/6. Mais il a eu un certain nombre de points par rapport à ça. Mais faut pas oublier aussi tout ça… Il y a une certaine fluidité qu’il n'y a pas parce qu’il y avait beaucoup de choses à mettre sur pied. S’il y a des points qui devraient servir l'accueil, c'est quelque chose qui doit être fait à travers la direction de la Protection civile. Donc, faire la construction, c'est toujours un peu plus compliqué.

Ensuite même si, en théorie on parle d'avoir des espaces qui peuvent servir d’espaces d'accueil, dans aucun pays au monde, il y a des salles qui ne sont que des espaces d'accueil. En général, ce sont des écoles. S’il doit avoir une évacuation par rapport à un cyclone, s'il y a un problème par rapport à des incendies, etc., on ouvre des refuges mais ce sont les écoles. Et les gens savent qu'ils ont une semaine ou deux et après ça, ils s'en vont.

Après le tremblement de terre en 2021 dans la Grand'Anse ou après *Matthew*, les personnes qui sont allées dans des *shelter* ou dans des refuges, ça n'a pas été facile pour qu'ils s'en aillent. Donc, il y a cet aspect-là.

[Valentine PAPILLON]

Donc l'idée, ce n'est pas de créer des espaces où les gens vont rester après, mais c'est plutôt du coup d'utiliser des espaces temporairement qui ont d'autres fonctions.

[E11]

Donc, au niveau des quartiers, il y a eu certaines choses : par exemple, certains des immeubles dont je parlais qui pouvaient servir de salle de réunion etc. mais ce ne sont pas des choses qui auraient la capacité d'accueillir toute la population. Je crois que c'est ça, c'est un problème. Donc, ce serait au niveau de toutes les écoles que, d'une façon en général, s'il y avait quelque chose, que la population peut aller se réfugier.

[Valentine PAPILLON]

Attendez... Vous dites que c'est un problème le fait qui n'ait pas les espaces ?

[E11]

Non, non. Beaucoup de ces quartiers-là sont tellement denses qu'un seul local ne pourrait pas accueillir toute la population.

[Valentine PAPILLON]

Ok, je comprends. Donc, il faudrait que toutes les écoles entre guillemets soient en capacité d'accueillir un certain nombre de personnes.

[E11]

C'est ça.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Est-ce qu'au niveau de la planification, vous avez prévu des espaces verts tout simplement ?

[E11]

Oh oui, beaucoup. Il y avait des espaces verts.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que c'est des espaces que vous pensez qui sont restés dans le temps ? Enfin, je ne sais pas si vous avez pu revisiter les projets ou pas mais ou est-ce que vous pensez qu'au final les gens ont quand même fini par construire dans ces espaces-là ?

[E11]

Bon, les quartiers auxquels j'étais vraiment très habituée étaient des quartiers où les gens portaient attention à l'espace vert d'une manière générale. Donc oui, c'est resté.

[Valentine PAPILLON]

Vous étiez sur quel quartier principalement ?

[E11]

Au niveau du Canapé Vert, Turgeau mais toute la zone du Canapé Vert. J'ai visité les espaces de Morne Hercule, Morne Lazare, etc. à travers d'autres projets ou des visites.

[Valentine PAPILLON]

Du coup, si je reprends un petit peu tout ce qu'on a dit ici quand vous voulez mettre en place la planification, etc., surtout dans les quartiers informels, pour vous, c'étaient quoi les principaux enjeux ou les principales difficultés dans la mise en œuvre ? Les choses que vous pensez qu'on devrait savoir, qu'on va y faire face quand on va intervenir ?

[E11]

Quand on veut intervenir, d'abord, c'est identifier les bons interlocuteurs. Donc pour cela, il faut faire plusieurs visites, parler à différentes personnes et avoir des bons interlocuteurs. S'assurer qu'on choisit des hommes et des femmes. S'assurer également qu'on choisit des personnes qui ont différents parcours. Par exemple, on ne va pas prendre que des personnes qui travaillent au niveau de l'éducation. Donc pour moi, ce sont les points qui sont importants.

Toujours, du moins c'est ce qu'on faisait, on avertissait toujours quand on venait. Ils ne savaient pas forcément à quelle heure, ils ne savaient pas qui, mais ils savaient qu'on venait et quand on avait pris l'habitude par exemple de passer chaque jour dans le quartier. C'est important parce qu'il y a les organisations qui vont, ils vont dans le lieu de rencontre, ils parlent aux personnes et ils s'en vont. C'est important de pouvoir rentrer dans le quartier et de voir par soi-même, comme ça on a une idée vraiment de ce qui marche.

Après ça, il faut faire une cartographie. Une cartographie des ressources qui existent, une cartographie des écoles, cartographie des églises ainsi de suite et également des services.

Alors, comment procédait-on après ? On procédait surtout au niveau de groupes de discussion et on pouvait faire un au niveau des services. Quels sont les services qui existent dans le quartier, quels sont les problèmes des services, etc. ? Un autre sur quelles sont les ressources du quartier ?

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que tous ces documents-là, ils existent toujours ? Est-ce qu'ils sont accessibles ? Est-ce qu'il y a une base de données qui reprend un peu tout ce travail que vous avez fait à l'époque ?

[E11]

Bon, tous les documents de planification~~s~~ communautaire~~s~~ que nous avons faits, il y a des copies qui ont été données dans les mairies et chaque quartier a reçu des exemplaires.

[Valentine PAPILLON]

Vous avez quand même conservé des exemplaires aussi ?

[E11]

Oui.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que je pourrais éventuellement avoir accès à ces documents ou ils sont confidentiels ?

[E11]

Moi personnellement, vu que je ne travaille plus pour l'ONG, je n'ai pas accès. Je suis en train de réfléchir si Anne-Marie ne les avait pas à un certain moment.

[Valentine PAPILLON]

Je ne pense pas parce qu'elle me les aurait donnés sinon. Je ne pense pas, je peux lui redemander.

[E11]

Je peux essayer de voir si électroniquement, je n'ai pas un certain~~s~~ de nombre de choses que j'avais gardées.

[Valentine PAPILLON]

Oui, ce serait sympa que je puisse avoir une idée, même si c'est un seul quartier. Ce serait intéressant de voir.

Par rapport, finalement, pour vous, les limites du projet... ou qu'est-ce qu'on aurait pu améliorer au final de votre point de vue si ça devait être refait ?

[E11]

Ok. Je pense que, d'une façon générale, la plupart des personnes qui ont travaillé, que ce soient les spécialistes ou les non-spécialistes, ils ont appris sur le tas. Il y a eu beaucoup d'urbanistes mais beaucoup d'entre eux étaient très novices. Il y a eu une méthodologie qui a été développée par ONU-Habitat, mais au fur et à mesure que les choses avançaient, il a fallu faire des adaptations par rapport au contexte haïtien. Donc, je pense que si ça devrait se refaire, peut-être que ça se serait passé mieux. Donc, tout ce tâtonnement-là a fait qu'il y a eu quand même une perte de temps.

[Valentine PAPILLON]

Mais ce tâtonnement-là, on aurait pu l'éviter comment ? Parce que si ça se refait, je ne suis pas sûre qu'il y aurait exactement les mêmes personnes, vous voyez ?

[E11]

Ok, un des gros problèmes, par rapport surtout à l'échelle du désastre qu'il y a eu en Haïti, c'est qu'il y a eu un afflux d'organisations. Toutes n'ont pas les mêmes standards. Il y a, par exemple, une organisation qui avait engagé des personnes qui étaient en deuxième année d'architecture, qui avaient plus ou moins pris une année sabbatique ou un semestre sabbatique, qui était rentré en Haïti, et c'était eux qui étaient gestionnaires du projet.

Donc ensuite, les autres problèmes... Je peux dire d'une manière générale et qu'il y avait beaucoup beaucoup d'étrangers qui venaient, mais beaucoup avaient un contrat de trois mois, de six mois. Avant même de comprendre le contexte haïtien, ils partaient. Beaucoup ne parlaient même pas le français.

[Valentine PAPILLON]

Donc, vous pensez qu'il y a eu un manquement dans l'implication des acteurs ou des experts qui sont locaux alors ?

[E11]

Il n’y a pas eu suffisamment d’implication des experts locaux. Ce n'est peut-être que très tard quelques années après qu’il y a eu de plus en plus d’interactions.

Ce n'est qu'après qu'ils sont venus; je comprends parce que beaucoup d'experts étaient surtout des experts qui travaillaient au niveau du secteur privé. Donc, c'est quand il y a eu plus ou moins des appels d'offres qu’ils sont venus. Donc, il n'y avait pas beaucoup de personnes techniques locales. Bon, j’étais ingénieur architecte de formation, je n’étais pas urbaniste mais je pense que j’étais.... Pendant les cinq premières années, y avait que des étrangers.

[Valentine PAPILLON]

Souvent ce qu’on dit... c’est que, justement, il n'y a pas d’expertise locale et c’est pour ça qu’on fait venir des experts étrangers. Vous pensez qu’il aurait quand même moyen d'avoir suffisamment de personnes pour occuper ces postes-là ?

[E11]

Pour moi, il y aurait pu avoir davantage de personnes, par exemple Karine. Elle est professeure à l'université. Elle est urbaniste. Elle a aussi sa pratique privée. Maintenant, elle travaille beaucoup et elle s'est impliquée beaucoup dans différents programmes de reconstruction. On a eu à échanger beaucoup quand il y a eu le projet de Canaan ainsi de suite. Mais les premières années, elle n'était pas, ou du moins, je ne l'avais pas rencontrée là.

Moi, je peux dire la même chose par rapport à pas mal d’autres personnes. C'est après qu'ils se sont davantage impliqués, vu qu'ils étaient dans le secteur privé. Mais par contre, même si ce n'était pas pour venir directement travailler, mais quand il y avait des réunions où on parlait d'un certain nombre de sujets, leur opinion aussi aurait pu compter.

[Valentine PAPILLON]

Vous pensez qu'ils ne se sont pas investis parce qu’ils n'ont pas eu l'impression d'avoir été sollicités ou parce qu'ils sont juste restés dans ce qu'ils faisaient en privé ? Enfin, j'essaie de comprendre... Pourquoi est-ce que, dès le départ, ils n'étaient pas là ?

[E11]

Je pense que quand on ne connaît pas le mécanisme, la manière dont l’aide internationale ou comment les choses fonctionnent après un désastre, on a l'impression qu'il y a l'État et l'international, alors que, normalement, ça aurait dû être une collaboration des trois partis : L’Etat, l'international et le secteur privé.

Je pense que c’est après 2010 qu’il y a commencé à avoir de plus en plus une implication du secteur privé par rapport à la gestion du risque, par rapport à certaines politiques. Quand maintenant, il y a eu davantage de collaboration par rapport aux universités, à ce moment-là, il y a eu beaucoup plus de professeurs d'université qui se sont intéressés, pas forcément au niveau de l'implémentation, mais au moins de discussion et de donner leur opinion.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends. C'était intéressant parce que ce sont des gens qui justement connaissent le contexte, qui savent à quoi ils ont affaire entre guillemets. Enfin, moi j'avais posé aussi la question par rapport au type de maison qui avait été construite : qu'est-ce que les architectes, urbanistes, ingénieurs locaux pensent qu'il faut absolument implémenter ? Parce que parfois, quand il y a ces

interventions d'urgence, on ne fait pas forcément attention à toutes ces nuances. Je pense que leur savoir est intéressant pour venir justement compléter un peu la conception.

[E11]

Il y avait eu quelque chose qu'on appelle "zoranje" où il devait avoir des constructions de maisons. Je ne pense pas qu'il y a eu deux ou trois projets d'architectes haïtiens. C'était que des gens à travers le monde.

Par contre, il y a eu *Food for the poor,* qui est une association caritative qui est née aux États-Unis mais qui a une gestion locale très importante. Avant qu'il y ait le tremblement de terre, ils avaient commencé à développer au niveau de l'arrière-pays des modèles de maison; ils construisaient. Donc, ils ont de plus en plus fait des propositions et des choix de modèles de maison.

Par contre, j'avais oublié de mentionner au niveau du 16/6, mais c'était quand même deux ans après le tremblement de terre, l'UCLBP avait fait appel aux architectes haïtiens pour proposer un modèle. Donc, à ce moment-là, on peut dire que la collaboration avec la connaissance locale s'est faite au niveau des modèles de maisons qui ont été proposés pour le 16/6. Mais toute la partie de méthodologie, la planification communautaire a été faite par des étrangers. En fait, toute la méthodologie, toute cette partie-là a été faite au niveau des étrangers, le concept a été fait et présenté à l'UCLBP.

[Valentine PAPILLON]

Le concept a été fait par des organisations étrangères qu'ils ont présenté à l'UCLBP tel quel, c'est ça ?

[E11]

Mais ça n'a pas été une présentation faite à partir du vécu haïtien quoi. Donc pour moi, ça a créé un petit peu des tâtonnements. Maintenant, quand on devrait passer aux constructions de maisons, il y a une implication de la connaissance haïtienne, des ingénieurs architectes haïtiens, etc. Il y a des échanges par rapport à ça.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que vous avez fait partie de ces échanges-là ou pas forcément ?

[E11]

Je n'ai pas fait partie des échanges au niveau de la conception mais j'ai eu, par exemple, à rencontrer des groupes au moment où on faisait la construction et à participer par rapport à ça. Plutôt d'une manière… et vu que l'ONG pour laquelle je travaillais ne faisait pas de constructions de maisons, dans le sens où on réaménageait le quartier, je n'ai pas fait partie de ces groupes de travail.

[Valentine PAPILLON]

Parce que vous étiez plus sur la planification, pas sur la maison en tant que telle ?

[E11]

Exactement, mais quand j'ai eu à rencontrer, en parallèle, plusieurs fois... j'ai eu à échanger avec eux par rapport à ça.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que vous avez un peu des souvenirs ou des choses qui vous avaient dans la conception des logements à l'époque ou pas spécialement ?

[E11]

En fait, ce qui était relativement bien, c'est qu'ils avaient essayé de tenir compte d'avoir une maison qui comporte tous les éléments parce que, d'une façon générale, les personnes avaient tendance d'avoir uniquement une pièce. Puis au fur et à mesure, elles ajoutaient… On cuisinait entièrement à l'extérieur et puis ça s'arrêtait là avec une galerie. Donc, ils avaient la conception d'avoir une partie qui serait privée qui serait les chambres, une autre partie qui serait un peu plus commune, et puis un espace cuisine et un espace toilette. Donc, c'était relativement bien conçu, en tenant compte également d'une certaine ventilation, etc.

[Valentine PAPILLON]

Ok, super.

Je pense que je vais bientôt clôturer. Je vais peut-être revenir sur une chose que vous m'avez expliquée, j'aimerais bien reclarifier pour être sûre. Donc, du coup, vous travailliez pour une ONG qui faisait de la planification sur différents quartiers. Mais est-ce que, parmi ces quartiers-là, c'étaient certains des quartiers 16/6, ou c'étaient aussi des quartiers adjacents au 16/6 ?

[E11]

On avait le Canapé Vert qui faisait partie du 16/6 et on avait Haut Turgeau et Debussy qui étaient adjacents.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Je vais vous citer un petit peu les quartiers que j'ai juste ici et comme ça, vous pouvez me dire si jamais il y en a un qui vous vient à l'esprit. Donc je vois : il y a Barbancourt, Haut Panaméricaine, Bel Air, Bois-Patate, Canapé Vert, Carrefour Clercine, Delmas 60, Delmas 31 et 33, Jean-Baptiste, Bas Panaméricaine, Maïs Gaté A et B, Morne Herbaut, Morne Hercule, Morne Lazare, Nérette, Villarosa et Jalousie.

[E11]

Ok. Villarosa, ça fait partie du Canapé Vert. Nous n'avons pas travaillé au niveau de la planification là, on a eu à faire d'autres travaux là. On a travaillé à Morne Hebo, Barbancourt, Jean Baptiste ça fait partie de la place du Canapé Vert. On a travaillé là et puis je pense qu'il y avait autre chose. Mais Gâté, c'est l'aéroport, Bel Air, c'est une autre partie.

Bois-Patate, Canapé Vert, Jean Baptiste, Morne Herbaut font partie du Canapé Vert et ce sont les quartiers où nous avons travaillé. Villarosa fait partie du Canapé Vert mais ce n'est pas nous qui avons fait la planification communautaire; je crois que c'est Cordaid.

[Valentine PAPILLON]

Ok. J'ai juste encore une question de compréhension. Vous m'avez parlé de l'implémentation. Vous étiez responsable de l'implémentation mais ce n'étaient pas les équipes d'UNOPS qui construisaient ?

[E11]

Non, non. Nous avons fait la planification communautaire. UNOPS avec l'UCLPB ont fait la construction.

[Valentine PAPILLON]

Parfait, merci beaucoup ! Ça fait déjà beaucoup d'informations, c'est très intéressant. Est-ce qu'il y a un point que vous auriez souhaité aborder avec moi et qu'on n'a pas eu la chance de discuter ?

[E11]

Non, je pense que ça va. Je vais essayer de voir si je trouve des documents. Bon, j'ai certainement des documents, mais pas avec moi, là où je suis.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends. Ce n'est pas grave, ça fait partie du jeu.

Du coup, peut-être en conclusion, est-ce que vous voulez dire quelques mots ? Une recommandation ? Qu'est-ce que vous auriez dit à moi, futur ingénieur architecte, qui veut venir travailler en Haïti ?

[E11]

Ah donc, tu souhaites retourner en Haïti ?

[Valentine PAPILLON]

Oui, si c'est possible. Mon objectif était de me former pour pouvoir travailler sur place.

[E11]

Bon, j'espère et j'ai espoir qu'à partir d'un moment, certaines choses vont changer dans le pays et que la sécurité reviendra, que le gouvernement prendra ses mesures, etc. Il y a un grand besoin de professionnels en Haïti. Un des plus gros problèmes, je pense, c'est l'ego des personnes qui peut être un obstacle. Beaucoup de personnes, après s'être formées, quand ils restent dans un pays plus développé, ils arrivent à... comment je peux dire... Ne pas se sentir trop supérieur aux autres. Quand ils retournent dans un pays comme Haïti, une grande majorité des personnes pensent qu'ils sont automatiquement au-dessus de la population, et en fait, ils ne travaillent pas suffisamment pour le bien commun ou pour permettre à d'autres personnes de profiter. Donc, pour moi, c'est une grave erreur que beaucoup de professionnels universitaires font et que je souhaite que tu ne fasses pas.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends. Oui, c'est arrivé en pensant "avoir le savoir" et savoir mieux que les autres.

[E11]

Oui, c'est ça, mais c'est sûr et certain qu'il y aura toujours un grand besoin.

[Valentine PAPILLON]

Ok, je comprends. En tout cas, merci beaucoup d'avoir pris le temps de répondre à mes questions, d'échanger avec moi et de m'expliquer tout ça.

Entretien 12 : Architecte

[Valentine PAPILLON]

Pour commencer, je vais peut-être vous demander juste de faire un petit point sur votre parcours professionnel, éventuellement académique pour vous présenter.

[E12]

Ok, moi j'ai surtout une carrière pratique donc je suis en pratique privée. On s'est rencontré Gonzalo et moi, parce que je me suis intéressé à ce qui se passait dans les pays en développement. Donc, j'ai un peu été un des premiers qui a fait partie d'Architecture de l'Urgence Québec. Donc, j'ai monté les premières cellules d'intervention pour Architecture d'Urgence Québec qui est aujourd'hui devenue Architecture Sans Frontière. Nos premières interventions ont été en Haïti justement, avant le tremblement de terre. Puis, on a fait un projet pour le maire de Port-au-Prince. Lui ce qu'il voulait, c'est de développer une politique d'habitation sociale à Port-au-Prince pour essayer de contrecarrer les bidonvilles (qui était une opération mafieuse en fait). La plupart du temps, les gens haut placés récupèrent des terrains qui appartiennent à l'État, et puis créent un bidonville. Donc, c'était vraiment une opération spéculative. Le maire de l'époque lui, voulait développer dans sa ville, justement une politique d'habitations sociales. Il s'est basé beaucoup sur le modèle des coopératives qu'on a aussi au Québec.

C'est là qu'on a commencé. On a travaillé bénévolement avec des architectes de mon bureau, et puis on a travaillé sur la cité Simbi. C'est un petit peu au sud de Port-au-Prince là. On a travaillé sur l'ancien site de l'hôtel Simbi qui est en train de devenir justement un bidonville. Il y avait déjà des gens qui y habitaient et qu'on a voulu développer un projet pour 1500 personnes. C'était un assez gros projet. Et est arrivé le tremblement de terre. On pensait qu'on aurait pu mettre ça en place et que ça devienne un projet pilote d'habitations. Mais finalement Jean-Yves Jason a un peu disparu des radars à ce moment-là. Je ne sais pas ce qui s'est passé...

(...) j'ai commencé à m'intéresser aux pays en développement, mais comme je t'ai dit, j'ai plus une carrière praticienne. Gonzalo quand il a su que je travaillais sur des projets comme ça à Haïti, il a commencé à m'inviter à l'école. Puis là, j'ai fait partie de la chaire, je fais toujours partie de la chaire, et j'ai travaillé avec lui sur différents projets, projet de recherche, de l'enseignement. On me donnait des échanges de cours pour enseigner le développement, pas nécessairement dans les pays en développement, mais toute l'approche un peu de l'éthique en architecture, comment on fait des projets.

Donc j'ai une formation comme architecte, baccalauréat, et puis beaucoup d'expérience à l'international, au Québec. J'étais aussi en Libye. Mais j'ai passé 10 bonnes années en Haïti à travailler sur différents projets, hôpitaux, écoles... Donc, je connais très bien Haïti.

[Valentine PAPILLON]

Une petite parenthèse, j'ai fait la formation architecte d'urgence avec l'équipe qui est en France. Je ne sais pas si vous savez, ils font des petites formations de temps en temps, et j'ai assisté cette année.

[E12]

En fait, c'est Patrick Coulombel en France, c'est ça ? C'est lui qui nous avait approché ici-là. Puis moi, j'aimais beaucoup son approche par rapport au pays en développement. Finalement, c'est là que ça se passe en termes d'architecture. S'il y a des choses à réaliser, c'est vraiment dans les pays en développement, ce n'est pas dans les pays super développés comme les nôtres. Mon dernier projet, c'était l'hôpital Universitaire d'Etat à Port-au-Prince, le gros projet de 100 Millions financer en partie par la France et les Américains mais, c'était la promesse présidentielle de Sarkozy. Puis à cause des problématiques de guerre civile et tout ça, il a fallu que je quitte.

[Valentine PAPILLON]

Ok, je comprends. C'est intéressant parce que ça me permet de mieux me situer, de voir vers quoi vous avez été et ce que vous préférez etc.

Moi je travaille sur le projet 16/6. Je ne sais pas si vous aviez eu l'occasion de voir un petit peu ce que je vous ai envoyé.

[E12]

Je connaissais le projet 16/6.

[Valentine PAPILLON]

Ok, super.

[E12]

J'étais un peu critique par rapport à ce projet là aussi.

[Valentine PAPILLON]

Ce serait très intéressant de savoir ce que vous en pensez. Qu'est-ce que ça a suscité chez vous ? Et vu que vous venez me dire que vous avez travaillé sur un modèle qui aurait pu être fait dans un type de quartier comme ça, ce serait intéressant de voir aussi. Qu'est-ce que vous aviez proposé ou sur quoi vous vous étiez orienté pour voir un petit peu comparer au 16/6.

[E12]

Il y a deux projets d'habitation sur lesquels j'ai travaillé. Mais moi, j'étais surtout impliqué sur des projets de reconstruction dans le concret là. Mais j'ai quand même travaillé sur deux projets d'habitation qui étaient la cité Simbi puis l'autre, c'était Haïti et ses ravines. Dans les deux cas, c'était de créer des quartiers autonomes ou des cités autonomes. C'est-à-dire que les Haïtiens ou les familles qui habitaient sur le site où on faisait le projet, pouvaient avoir leur propre agriculture urbaine... En fait, ils étaient autosuffisants, et en plus d'être autosuffisants, il pouvait faire commerce. Donc, par exemple dans la cité Simbi, il y avait un gros jardin où on pouvait faire l'agriculture urbaine et puis une bande le long de la route principale, la route nationale où il y avait des commerces. Un peu un genre de petit marché qui regroupait des artisans Haïtiens pour justement desservir la population. Ce qui est drôle, c'est que pas longtemps après, pas loin du projet de la cité Simbi, ils ont fait exactement ce genre de petit marché là. Mais moi, l'idée que j'essayais d'amener dans les projets, c'est de rendre les Haïtiens autosuffisants.

[Valentine PAPILLON]

Les deux dont vous parlez ont été réalisés ?

[E12]

Non, non. Le premier, cité Simbi, c'était le projet pour le maire. Le maire devait partir avec le projet, puis aller à la banque internationale de développement pour aller chercher les fonds. Mais est arrivé le tremblement de terre, et puis il n'a pas pu poursuivre. Il n'a pas pu poursuivre parce que Haïti, le gros problème c'est que tout le monde se chicane. Ça veut dire que le maire de Port-au-Prince, il avait une belle idée sauf qu'au niveau des ministères, on lui bloquait la réalisation des projets. Donc, il y a un peu ces guerres intestines-là qui fait qu'il n'y a jamais de projet qui peut lever correctement. Donc ça politiquement, c'est un problème Haïti. Les Haïtiens ils ne sont pas capables de faire consensus entre eux.

L'autre projet c'est Haïti et ses ravines. Haïti, c'est un gros problème avec les ravines. Quand il pleut tous les déchets qui partent d'en haut de la montagne là descendent à travers les ravines. Ça se ramasse vraiment dans la partie basse de Port-au-Prince, ça bloque la route nationale. Donc moi l'idée,

c'était de dire les ravines, on s'organise pour que ça devienne comme des cascades. Donc, quand il y a des gros coups d'eau, on ralentit l'eau. En créant des ondes de bassin parce qu'actuellement les ravines à Haïti, quand il pleut, c'est vraiment une coulée. Fait que ça s'en va direct en bas. Donc, c'est une énorme pollution, ça bloque la ville en bas. Donc moi l'idée, c'était justement... J'avais proposé le projet à... je me rappelle plus le nom de l'organisme qui était en charge de mettre en route des projets comme le 16/6, comme des projets touristiques, comme toutes sortes d'autres projets. Je suis allé les voir pour leur présenter le projet. L'idée, c'était de créer des bassins à différentes hauteurs, et autour des bassins, on crée des bambouseraies. Donc on créait une bambouseraie, et ça créait une économie locale. Pourquoi une bambouseraie parce que Haïti, il y a quelques bambouseraies, et l'idée c'était en plus avec les bambous de construire de l'habitation. C'est pour ça que les projets que j'essayais de monter étaient différents du projet 16/16. Parce que le projet 16/16, on n'innovait pas vraiment. On construisait des habitations point à la ligne. Selon le plus possible ~~des~~ de normes Américaines, au lieu d'essayer de travailler avec des moyens qui sont beaucoup plus adaptés à la culture haïtienne. Tu sais, reconstruire de l'habitation en bloc de béton, je trouve que ce n'est pas vraiment très culturel.

Donc l'idée, c'était de créer, toujours à travers les projets, créer des petites zones économiques où les Haïtiens pouvaient à la fois se loger, mais se prendre en main. Donc, de se trouver un petit travail, puis d'être autonome, d'être autosuffisant, parce que c'est ça actuellement le gros problème d'Haïti. Haïti n'est plus autosuffisant, Haïti dépend beaucoup de l'aide internationale. Tu sais, le 16/16 pour pouvoir réaliser ces projets-là, on avait besoin, le gouvernement avait besoin de l'aide internationale. Tandis que si on avait créé des petites bambouseraies, ce n'est pas coûteux de faire ça là. Juste un réaménagement des ravines pour faire des bassins de rétention d'eau, ça permet de faire pousser des bambous. Le bambou permet de créer une économie. Cette économie-là permet aussi de construire de l'habitation. Donc, c'est comme une chaîne.

[Valentine PAPILLON]

Oui, par rapport justement à la création de ces bambouseraies. Est-ce que vous avez pu discuter avec des populations locales qui allaient justement pouvoir accueillir ce type de projet là ? Parce que ce n'est pas quelque chose que j'ai l'habitude d'entendre là-bas.

[E12]

Je pourrais te faire une petite présentation. J'avais fait une présentation justement pour les gens d'Haïti là. Je l'ai appelé Haïti et ses ravines.

Donc Haïti, la déforestation continue, un réel désastre écologique. Les pluies abondantes entraînent le lessivage des terres, la dégradation et l'appauvrissement des sols et provoquent d'invraisemblables entassements d'ordures au pied des villes. L'idée, c'était de travailler les ravines en bassin comme ça. Donc, au lieu que l'eau s'écoule complètement, ben il y a toujours des retenues d'eau. Donc ça c'est un exemple, je m'étais inspiré d'un projet qu'on avait fait ici à l'île des sœurs à Montréal. Donc ça permet aussi de faire la gestion des eaux de pluie parce que c'est un des gros problèmes ~~de~~ d'Haïti. Quand il pleut, ça pollue l'eau. Donc le profil d'Haïti, c'est ce profil-là. Tu vois la crête du Morne Saint Laurent, c'est 3280 pieds, donc c'est assez haut.

[Valentine PAPILLON]

Vous avez présenté à l'UCLBP ? C'est l'UCLBP qui était responsable du 16/6.

[E12]

Oui exact, c'est à eux que j'ai présenté ça.

Donc l'idée des ravines... On crée des zones, des bassins comme ça jusqu'en bas et justement dans ces zones-là. C'est une intégration à même les ravines de bassin de rétention qui permettront de ralentir l'écoulement des eaux, de contrôler le sillage des eaux et de réguler l'entassement des ordures, mais le grand mérite de ce projet, c'est la potentialité de reboisement et la mise en place d'un mouvement de permaculture autour de chaque bassin qui serait autogéré et entretenu par la communauté. Donc l'idée de permaculture derrière ça, c'est développer des cultures, c'est développer des milieux de vie autosuffisants, respectueux des êtres vivants et de l'environnement. Donc, c'était aussi cet esprit-là, un peu de développement soutenable. Bon là, je n'irai pas dans les détails de toute l'approche de permaculture.

Tu vois à Haïti complètement en haut, il y a une réserve écologique qui s'appelle Wynne Farm. C'est Victor Wynne dans les années 50, face au déboisement progressif, il a vu le bambou comme le sauveur d'Haïti. Son domaine qu'il a créé à Kenscoff dans les hauteurs, moi j'étais aller le visiter, je l'ai rencontré. Donc, le domaine qu'il a créé à Kenscoff, c'est pour la connaissance et la culture du bambou. Donc, c'est culturel le bambou à l'Haïti, mais c'est très peu valorisé et très peu encouragé.

Il y a une belle bambouseraie à Marmelade. Pour une école que j'ai faite, je me suis approvisionné là, dans cette bambouseraie-là. Cette bambouseraie-là sert plutôt pour faire des meubles. Moi, je me suis servi du bambou qu'ils produisent pour faire un projet. Une partie, une portion des travaux que j'ai faite pour l'école.

Donc, il y a certaines plantations de bambous qui sont protégées un peu partout sur le territoire d'Haïti. Mais le bambou est une plante vraiment remarquable, et Haïti a le potentiel de produire certains des meilleurs bambous de construction dans le monde. Encore là, on perd la chance, on perd cette opportunité-là.

La réserve écologique Wynne et la grande école d'architecture à Londres sont associées. Ils travaillent présentement à promouvoir et encourager la plantation de bambou comme réponse à la déforestation, mais aussi comme matériel de construction. Tu vois, ils ont des projets de construction.

[Valentine PAPILLON]

Le bambou a été utilisé dans le projet 16/6, surtout pour faire tout ce qui était les balcons des galeries, des gens etc. Mais c'est vrai qu'ils avaient souligné le fait que justement, c'était peut-être difficile de se réapprovisionner etc. Parce qu'il n'y avait pas cette culture sur place.

[E12]

Il y avait la fameuse bambouseraie à Marmelade. Mais c'est parce que à un moment donné, il y a peu de gens... Tu vois les balcons de bambou qui ont été faits là sur certains balcons, ça a été fait par un architecte avec qui j'ai travaillé moi pour comment travailler le bambou. Il m'a appris comment travailler le bambou pour mon projet d'école. Donc, ça prend une forme de volonté. L'idée c'était justement de développer autour des bassins de rétention, récupérer l'eau pour faire pousser le bambou.

[Valentine PAPILLON]

C'était quoi les retours de l'UCLBP par rapport à cette idée ?

[E12]

Ça n'a pas été très positif, parce qu'encore-là, ces gens-là de l'UCLBP, ils focussaient beaucoup sur l'arrivée de fonds étrangers et non pas essayer de développer une forme d'autonomie. Donc, il n'y

avait pas des gens justement qui prenaient en considération cette façon-là de se prendre en main comme Haïtiens, mais de toujours rester dépendant des fonds étrangers. En fait, c'est ça ma grande critique, moi, de ma période Haïti.

A un moment donné, j'étais mandaté comme expert international pour travailler sur 133 projets financés par le Canada. On a monté un programme de formation auprès des architectes et des ingénieurs haïtiens. Il y avait 21 architectes et ingénieurs, on les a formés en gestion de projet pour que justement ça soit eux qui reconstruisent le pays et non pas ceux qui arrivent de l'étranger. Puis, ils disent “Non, non, nous on sait faire.”

Puis moi j'ai demandé, j'avais demandé au gouvernement canadien 200 000 $ pour les coacher, pour continuer à faire en sorte que le bureau de projet fonctionne, puis, ils n'ont jamais accepté la poursuite du projet. Donc moi, j'aurais aimé avec ces 21 architectes et ingénieurs là mettre un projet comme ça en place avec l’UCLBP, la même chose pour la cité Simbi.

Donc, c'était de rendre autonome, loger les gens, loger les Haïtiens, mais les rendre autonomes économiquement aussi. Tu vois le genre de projet que ça donne, ça pouvait donner des projets comme ça. Faire sortir le pays du désastre écologique causé par la déforestation et la population de sa pauvreté. Voilà, un projet pour les ravines d'Haïti, imaginer des milieux de vie autosuffisants, respectueux des êtres vivants et de l'environnement, tout en s'inspirant du fonctionnement, des écosystèmes et de savoir-faire.

[Valentine PAPILLON]

Mais au niveau de la construction en bambou, etc., vous pensez qu'il y a sur place l'expertise ou la technique pour faire ce genre de construction ?

[E12]

C’est à mettre en place, il faut juste former. Si les gens, ils ont appris à poser des blocs de béton avec du mortier... qui culturellement n'est pas Haïtien. Je veux dire, ils ont appris ça… tu comprends. Donc, tout ça se met en place. Donc, dans la formation que je te disais des 21 architectes et ingénieurs, ça s’enseigne et déjà, il y a des architectes haïtiens qui savent construire avec du bambou. C'est un Haïtien qui me l'a appris. Donc tu vois, ce genre de projet, je te dirais le 16/6. Mais pourquoi ça n'a pas été des expériences comme ça, pourquoi le projet de Simbi n’a pas été une expérience justement autosuffisante pour permettre aux haïtiens de se prendre en main. Mais parce que les Haïtiens, les politiciens haïtiens sont trop dépendants de l'aide internationale.

[Valentine PAPILLON]

Ben ce que je ne comprends pas, c'est quand bien même ils recevraient une aide internationale donc le financement, on pourrait tout de même mettre en place des innovations, non ?

[E12]

Oui, mais ça prend une volonté politique. Tous ces projets quand je suis allé voir l’UCLBP. Ça prenait juste la volonté de la direction de l’UCLBP, c'est tout. Mais pourquoi ils ne veulent pas ? Parce que pour eux, c'est plus difficile d’obtenir du financement. Jean-Yves Jason, le maire là, on avait un projet pour lui, il voulait se financer avec la banque internationale de développement. Mais il a été empêché dans son projet par le premier ministre, tu comprends. C'est très difficile quand je te disais au début de notre discussion, c'est très difficile en Haïti ~~de~~ de faire en sorte que les gens travaillent ensemble. C'est la grande problématique. Donc, si on veut travailler à la reconstruction d'Haïti, il va falloir au départ

régler ça. Trouver un homme fort qui fait en sorte que oui on se prend en main, puis on fait ce genre de projet là.

Le Maroc l'a fait quand il y a eu le gros tremblement de terre, il y a quelques années, trois ou quatre ans. Celui qui est à la tête du pays, il a empêché toutes les ONG qui voulaient aider à la reconstruction. Il les a empêchés de rentrer au pays. Il dit, on est capable de s'occuper de reconstruire notre pays. Si vous voulez nous aider, donnez-nous les sous, on va s'organiser avec le reste. C'est ce que Haïti n'a pas fait.

D'ailleurs, le projet de l'hôpital universitaire, au lieu de s'inspirer des techniques de construction haïtienne, ils se sont inspirés des constructions nord-américaines et actuellement, l'hôpital est en surchauffe l'été. Il n'est pas climatisé. Donc, on a construit un bâtiment qui est mal adapté au climat, imagine, on a dépensé 100 millions pour construire un hôpital.

[Valentine PAPILLON]

Vous parlez de l'hôpital pour lequel vous avez travaillé ? En tant qu'architecte ou personne qui intervenait dans ce cas-là, vous aviez pu le signaler ou essayer ?

[E12]

On l'a signalé, mais les décisions avaient déjà été prises par la France surtout là, par les Haïtiens, et puis par l'entrepreneur.

[Valentine PAPILLON]

Ah par exemple, il vous a imposé d'utiliser tel type de matériaux et vous sur base de ça, vous avez conçu l'hôpital ?

[E12]

Non. Moi, j'étais là pour superviser la réalisation du projet et non pas pour le concevoir. Au départ, le projet était conçu en bloc de béton avec une masse thermique pour être capable de supporter les effets de la chaleur. Sauf que l'entrepreneur a changé la façon de faire pour sauver des coûts avec l'acceptabilité des gens en place. On a construit des systèmes de murs peu coûteux mais qui ne résistent pas à la chaleur haïtienne. Donc c'est ça qui est difficile à un moment donné. Moi, j'ai voulu revenir en arrière quand j'étais arrivé sur le projet. Le projet était déjà commencé. Donc, il y avait énormément de difficultés. Je suis arrivé pour un peu mettre de l'ordre mais on ne pouvait pas revenir en arrière. Mais là, on s'est rendu compte qu'il y avait des décisions qui étaient prises qui faisaient en sorte que le projet devenait presque invivable. Il faisait plus chaud à l'intérieur de l'hôpital que dehors. Je leur ai dit : Qu'est-ce que vous faites avec ça là ? Qui est responsable de ça ? Et finalement avec la guerre civile qui a commencé. Bref, le projet a comme un peu tombé à l'eau là, tu sais. Le fait est que si les Haïtiens ne se prennent pas eux-mêmes en main, ils vont se faire spoiler par tous les gens qui vont venir de l'extérieur. C'est très simple, c'est facile à comprendre, c'est parce qu'il y a du gros argent à faire.

[Valentine PAPILLON]

Tout à l'heure, vous avez fait référence au fait que vous connaissez l'architecte. Est-ce que c'est l'architecte qui travaillait sur la mise en place des bambous dans le projet 16/6 ou c'est un architecte qui a travaillé sur les bambous de façon générale ?

[E12]

Il a travaillé, il a fait les galeries, des balcons d'un projet 16/6. Celui qui est proche de... c'est quoi la ville en bas de Kenskoff ?

[Valentine PAPILLON]

Vous faites référence à Pétion-Ville ?

[E12]

Pétion-Ville. Il y a un beau projet d'habitation, près de Pétion-Ville, de 16/6 qui était un peu en falaise. C'est un projet qui a coûté énormément cher là.

[Valentine PAPILLON]

C'est Morne Lazare ?

[E12]

Oui. L'architecte justement qui a fait les balcons en bambou sur ce projet, celui avec qui j'ai travaillé sur l'école.

[Valentine PAPILLON]

Okay, et vous savez si c'est un architecte haïtien, c'est quelqu'un qui est toujours sur place ou pas du tout ?

[E12]

Je ne sais pas s'il est encore sur place, mais il doit être parti parce qu'il n'y a pas grand-chose à faire là.

[Valentine PAPILLON]

Non, ce serait intéressant de savoir ce qu'il a voulu mettre en place à l'époque, ou si vous le savez, ça me convient aussi très bien.

[E12]

Tu vois à l'UCLBP, celui que j'avais rencontré... J'essaie en même temps de trouver justement le nom de l'architecte.

[Valentine PAPILLON]

Ce serait super intéressant.

[E12]

Je ne l'ai pas dans mes contacts, mais je pourrais te le trouver. Je pourrais te l'envoyer. Je sais que je l'ai, je vais te l'envoyer par courriel.

[Valentine PAPILLON]

Super, merci. J'aimerais bien revenir un petit peu sur ce que vous aviez dit au début quand vous aviez décidé de travailler avec le maire pour essayer de trouver des solutions à ce qui se mettait en place et à l'aspect bidonville etc.

C'est quand même quelque chose que je discute assez souvent par rapport au projet 16/6 parce qu'ils ont choisi d'intervenir dans certains quartiers, que certaines personnes disent voilà que ce sont des bidonvilles etc. Est-ce que vous vous utilisez cette appellation bidonville pour ces quartiers-là ? Quelles

sont les modifications que vous aviez voulu faire justement dans le projet avec le maire ? Êtes-vous favorable au fait que le 16/6 ait travaillé dans ce type d'environnement enfin toute cette réflexion-là elle serait intéressante ?

[E12]

Le projet qu'on parlait près de Pétion-Ville, lui n'était pas dans un bidonville. C'était un secteur où y avait eu lors du tremblement de terre un affaissement des falaises. Donc, ils ont voulu reconstruire la route puis les infrastructures. Donc, ils en ont profité pour faire un projet d'habitation. Les autres projets d'habitation... mais les 16 projets, je ne les connais pas tellement tous là. Et donc là-dessus, je ne pourrais pas vraiment t'aider là, tu sais.

[Valentine PAPILLON]

Ce n'est pas forcément connaître les projets, c'est qu'est-ce que vous pensez du fait de réintervenir, de réinvestir dans ce genre de quartier ? Est-ce que vous pensez que justement il aurait plutôt fallu, vu que ce sont souvent des ravines, les libérer ou est-ce que vous pensez que le fait de ré-endurcir et faire des constructions plus sécuritaires, c'est aussi une bonne alternative. Enfin c'est plutôt cet aspect-là que j'ai envie d'avoir vraiment.

[E12]

Moi, comme je t'ai expliqué. Le prétexte de reconstruire l'habitation, c'est à mon sens un prétexte où on reloge les gens, on reconstruit l'environnement, puis on rend les gens autonomes. C'est ça l'idée de la reconstruction. Ce n'est pas juste de dire, ah on va reconstruire de l'habitation point bar. L'idée c'est de faire en sorte qu'on reconstruit le pays, mais on reconstruit des communautés. C'est ça qui est important quand on va dans des pays qui ont besoin d'aide, c'est de les aider à se reconstruire, mais pas juste reconstruire physiquement, c'est se reconstruire aussi en tant que communauté.

Parce que c'est la communauté qui va faire que les gens vont guérir leurs plaies, ils vont se soigner du séisme, ils vont se soigner des drames qu'ils ont vécu, ils vont se soigner des difficultés psychologiques, ils vont se soigner des problèmes économiques qu'ils vivent. Tu comprends ? Moi, c'est ce que je vois de la reconstruction, mais je suis une des rares personnes qui voit la reconstruction de cette manière-là. C'est pour ça que dans les projets, moi je prends toujours l'idée de... Oui, on fait de l'habitation mais on reconstruit des relations, on reconstruit des liens, on reconstruit une communauté.

La cité Simbi, on voit c'est ça le lieu, c'était un ancien hôtel. On voit la piscine de l'hôtel. C'était un des hauts lieux dans les années 70-80. Les grandes vedettes d'Hollywood allaient là, ça faisait partie des plus importants hôtels au monde. Haïti, dans les années fin 70, début 80 c'était l'endroit à aller. Donc ça, c'est ce qui restait. Donc tu vois, la localisation, c'était ici un beau terrain près de la route Nationale au bord de l'eau. C'est à Martissant. Donc tu vois, l'idée, c'est de créer le « *lakou* » avec tout l'espace pour faire de l'agriculture urbaine, puis t'as la partie en avant qui est le marché.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que quand vous avez conçu tout ça, vous avez fait des enquêtes par rapport à la population ou travaillé avec des architectes locaux ou est-ce qu'il y a eu une conception d'ensemble ?

[E12]

On a travaillé sur ce projet-là avec justement Gonzalo. On a créé ici à Montréal, une équipe qui était sensible à la question haïtienne. Mais la deuxième étape, c'était oui de faire ça. On a travaillé avec un architecte important en Haïti, que tu dois sûrement connaître Gaylor Esper. On a travaillé ce projet là

avec Gaylor qui faisait partie de l'équipe. Donc l'idée, c'était que de récréer un *lakou*. Après ça, c'était de travailler avec l'eau, récupérer les eaux de pluie. Ensuite, c'était de permettre la permaculture, l'autosuffisance dans l'agriculture. C'était la place du marché, les ateliers. Bon les habitations, c'est très modulaire.

[Valentine PAPILLON]

Justement au niveau des habitations, c'est quoi par exemple les choses que, enfin que vous avez pris en compte ou qu'est-ce que vous avez jugé important dans les modules ?

[E12]

Ben en fait les Haïtiens, ils vivent à l'extérieur. Ce n'est pas compliqué, ils vivent à l'extérieur. Donc c'est ça le grand principe de l'implication en Haïti. La cuisine est à l'extérieur, les éléments... Nous, on travaillait avec deux petits modules de 10 pieds x 20 pieds, donc 3 m par 6 m. C'étaient seulement des lieux pour dormir, puis un genre de petit salon. La cuisine est à l'extérieur sur les balcons puis y avait des petits « lakou » complètement à l'extérieur. La partie en bleu que tu vois là ça ce sont les latrines, les latrines. On récupérait les eaux de pluie par un genre de parapluie sur le toit qui protégeait aussi du soleil, et puis on se servait de l'eau pour justement les latrines.

[Valentine PAPILLON]

Pourquoi vous avez choisi de les mettre à l'extérieur, je ne sais pas si vous vous rappelez des raisons pour lesquelles vous avez fait ces choix-là ?

[E12]

C'étaient des choix qui étaient basés sur la façon dont les Haïtiens vivent. Donc, les Haïtiens savent encore vivre de façon communautaire. Pourquoi ? Parce que la plupart des pays en développement, ce sont des pays qui font en sorte que les gens s'entraident. Donc c'est pour ça que dans ce projet-là, on a cherché à mettre tout ce qu'on pouvait mettre en commun, on le mettait en commun. La notion de commun est très importante.

[Valentine PAPILLON]

En fait, c'est parce que dans les modules du projet 16/6, ils ont choisi de faire telle ou telle chose donc j'essaie de voir par rapport à ce que vous proposez. Voilà, qu'est-ce qui était aussi supplémenté dans l'autre module ou pas et comprendre pourquoi vous avez fait les choix. Ça m'aide un petit peu à mieux comprendre enfin la façon dont vous avez conçu les choses.

[E12]

L'idée, c'était aussi de créer chaque bloc. Ici, ça c'est un bloc, ça c'est un bloc, puis on les voit ici. L'idée, c'est aussi à l'intérieur de chacun des petits blocs, je ne me souviens plus on regroupait combien d'unités par bloc, mais c'étaient des mini « *lakou* ». Donc pour que les gens qui vivent ensemble, qu'ils soient capables de s'entraider.

Au milieu de chacun là, il y avait des petits« *lakou* ». Le grand « *lakou* » ici, il y avait la fameuse laverie, parce qu'en Haïti, les gens lavent leur linge ensemble. Donc l'idée, c'était de créer dans le grand « *lakou »* à cet endroit-là avec la piscine qu'on récupérait pour que les gens... On reproduit leur culture, on leur impose une culture, une autre culture.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport à ce que vous avez pu mettre en place en Haïti, est-ce qu'il y a des défis auxquels vous avez dû faire face surtout lors de la mise en place des projets ? Des leçons qu'il faudrait tirer de tout ça ?

[E12]

Deux leçons, je te dirais. La première, c'est au niveau politique. Il faut que Haïti, que les politiciens travaillent ensemble et non pas séparément parce que faut pas se le cacher, les gens qui font de la politique en Haïti, c'est pour s'enrichir parce que c'est la seule façon qu'ils sont capables de recevoir de l'argent de l'international. Ça faut arrêter d'éviter de dire ça, c'est une réalité. La deuxième chose, c'est culturel. Donc ça veut dire qu'il faut faire des projets qui sont en relation avec la culture haïtienne.

Je dirais qu'une troisième, ça serait de développer des projets qui permettent l'autosuffisance et non pas la dépendance, parce qu'actuellement l'aide internationale favorise la dépendance et non pas l'autosuffisance.

Donc c'est trois aspects que je te dirais, on règle ces trois aspects là, on peut faire des projets comme ça avec eux. Ils sont capables, moi j'en ai formé 21. J'ai 21 haïtiens qui étaient devenus mes amis.

[Valentine PAPILLON]

J'ai une question parce qu'une chose que j'entends aussi dans tout ce que vous dites, c'est qu'il faut une approche un peu globale. Ce n'est pas seulement le fait de construire une maison. C'est qu'il faut penser à l'environnement, il faut penser comment ça s'intègre, il faut penser à l'écoulement de l'eau, il faut penser à comment les communautés vont se redévelopper etc.

Vous aviez commencé par me dire que vous aviez été assez critique par rapport au 16/6. Maintenant, dans les échanges que j'ai eus avec eux, ils m'ont quand même expliqué que voilà, ils ont reconstruit des maisons, mais ils ont fait des routes à côté, ils ont essayé de remettre certaines infrastructures, des espaces sportifs ou qu'ils ont fait des activités pour relancer un petit peu l'économie, qu'ils ont fait de la formation de personnes pour aider dans la reconstruction. De votre point de vue, qu'est-ce qui manque en fait par rapport à tout ça qu'ils ont implémenté ? Pour que d'après vous, l'approche ait été plus complète ?

[E12]

En fait, moi ma grande critique. Oui, il y a quand même eu des projets qui ont été bien faits, qui ont un souci de l'économie, tout ça. Sauf que moi, ce que je déplore, c'est qu'on n'a pas cherché à mettre en place une politique d'autodétermination, c'est dans ce sens-là. C'est que tous les projets c'étaient des projets individuels. Il aurait fallu qu'au niveau de l'état qu'on dise, comme au Maroc, qu'on dise non ce n'est pas des projets comme ça un peu partout financés par telle ONG par telle autre ONG. Ça serait plutôt de dire alors nous on va, politiquement, on va déterminer une ligne de conduite, une ligne de développement axée sur l'autodétermination des Haïtiens, puis là on va construire des projets. C'est sûr qu'à travers des projets... Par exemple, le projet près de Pétion-Ville, le projet d'habitation... Oui, on reconstruit la route. Oui, on reconstruit la falaise. Oui, ils ont donné du logement à certaines personnes, mais est-ce qu'ils ont créé à même cette petite communauté-là, une façon pour que ces haïtiens là, dans cet endroit-là, se prennent en main deviennent autosuffisants ? Je veux dire la route, elle ne servira pas nécessairement aux gens qui habitent dans ce quartier-là. La route, c'est la route qui mène à Pétion-Ville c'est une route nationale. Ça sert à tout le monde. Oui, il en faut des infrastructures comme ça. Oui, il en faut un pont. Oui, il en faut pour circuler. Mais est-ce qu'on veut faire des projets pour faire en sorte que les Haïtiens deviennent autosuffisants, autonomes, indépendants ?

L'idée c'est d'avoir une vision globale. Ce n'est pas juste de dire, ah on construit de l'habitation. Non. Il faut avoir une perception globale, le pays est à reconstruire. Comme je t'expliquais, il ne faut pas juste reconstruire physiquement. Les communautés sont à reconstruire, pour leur permettre de se développer, et c'est ça moi ma grande critique.

[Valentine PAPILLON]

J'ai une autre question par rapport au principe que vous m'avez expliqué avec les bassins tout à l'heure pour les ravines etc. Il y a beaucoup de quartiers qui sont construits justement sur ces ravines, mais du coup il faudrait en partie détruire certaines habitations ou reloger ces personnes-là pour faire la place justement pour mettre ces infrastructures. Sauf que dans les différents échanges, il y a des gens qui pensent que ce n'est pas une bonne idée de déplacer les gens ou de les reloger ailleurs. Etc. Comment est-ce que vous... ?

[E12]

C'est de la même manière qu'on a réussi à sortir les gens, les fameux campements. Tu sais, quand il y a eu le tremblement de terre, les gens sont partis dans les parcs pour créer des campements. Donc pour les sortir des campements, il y a eu toute une approche de développer là tu sais... Les gens ont été rémunérés pour ça, ils ont été... Ça faisait partie du programme 16/6 d'ailleurs.

Donc c'est la même approche. S'il y a une ravine, on doit déplacer des gens. Mais il faut faire comprendre aux gens, leur expliquer le projet, et puis leur dire non, on fait juste déplacer pour te ramener dans le secteur, ramener dans le projet mais aussi te donner un job, te permettre d'être autosuffisant. Tout ça se développe et on a juste à s'inspirer du programme 16/6, ils l'ont réussi ça a été un succès. Ça a été vraiment un succès là, les campements comment ils ont réussi à démanteler les campements pour ramener les gens chez eux, sans créer de guerre civile. Ça a été réussi, ça a pris du temps aussi, ça a pris 2,3 ans. Donc, il y a une approche pour faire ça et ça aussi se fait en parallèle. Pour tout projet, ces choses-là doivent se faire de cette manière-là. Tu sais, respecter les gens et puis leur dire non, on vient ici pour t'aider, on ne te laissera pas tomber.

Donc c'est dès le départ. C'est ça qu'il faut faire comprendre aux gens, on ne vous laisse pas tomber, on a un projet pour vous pour vous créer une communauté, pour que vous deviez autosuffisants. C'est qu'en bout de ligne, vous allez être capable d'avoir de l'argent pour envoyer vos enfants à l'école.

[Valentine PAPILLON]

Oui, donc dans votre vision, ce n'est pas déloger tout le monde des ravines et mettre ces infrastructures-là. C'est un petit peu on va dire un entremêlement entre habitation et espace de bassin qui crée des revenus ?

[E12]

Tout à fait. Tout à fait, parce que les gens qui sont autour de la ravine là, c'est avec eux qu'on va créer la communauté. Donc si on les déloge, on les envoie ailleurs, ça ne marche pas la communauté. Non, il faut travailler avec eux. On les déloge temporairement mais, sauf qu'ils travaillent à rebâtir leur communauté. Donc les gens-là où on déplace leur maison, ils sont encore là parce qu'on a besoin d'eux pour reconstruire le secteur, reconstruire la communauté. On les fait juste ~~les~~ déplacer pour qu'on puisse... C'est comme quand tu peintures ta cuisine chez toi. Tu sais, tu vas manger au restaurant pour une semaine et puis tu reviens quand c'est fini, mais t'as pas délogé de chez toi. Donc c'est la même approche, mais quand ils ont déplacé les camps, c'est cette approche-là qu'ils ont pris. Mais ils leur ont donné de l'argent en bout de ligne au lieu de leur donner un moyen de se prendre en main et puis de

devenir autonome, suffisant, financièrement et autre. C'est ça qu'ils ont oublié. Ils leur ont donné un chèque pour qu'ils puissent sortir. Mais l'approche est la même, sauf que dans ce que je propose c'est plus. Tu leur donnes plus parce que tu leur donnes de l'autonomie et de l'autosuffisance.

[Valentine PAPILLON]

Tout à l'heure vous avez parlé du fait que vous avez formé 21 professionnels etc. Est-ce que pour vous c'est vraiment quelque chose qu'il faudrait également développer dans les projets, intégrer un aspect de former les gens sur place...

[E12]

On était les seuls à le faire. Personne d'autre le fait en tout cas moi, je n'ai pas eu connaissance que d'autres avaient fait cette formation là pour que…C'est les Haïtiens qui sont capables de reconstruire leur pays. Pourquoi aller chercher des gens comme moi à l'extérieur qui coûtent cher, et puis que l'argent finalement pour payer mon salaire ne va pas aux Haïtiens. C'est plutôt aller chercher des gens comme de l'extérieur qui sont capables de les aider à se prendre en main, et une fois qu'ils sont capables de se prendre en main, tu t'en vas.

Moi c'est pour ça que j'avais demandé 200 000, j'avais dit : « Donnez-moi 200 000 pour deux coachs pour les aider à vraiment mettre en place le bureau, puis qu'ils soient vraiment là autonomes après ça ciao, bye, bye… » Donc au lieu de mettre 100 millions pour développer des projets, tu formes les gens, tu leur donnes l'argent pour qu'ils puissent construire leurs projets, mais au moins, ils se construisent.

Nous, on avait 100 millions pour construire 133 projets. Tu sais-tu combien on en a construit ? trois. 100 Millions, 3 projets puis il était prévu d'en faire 133. C'est terrible. Moi, c'est ça qui me révolte, où est allé l'argent ?

[Valentine PAPILLON]

Ben oui, si c'est que 3 projets sur 133 y a un gap énorme.

[E12]

Il y a un gap énorme, le gap énorme, c'est la corruption. Le gap énorme, c'est la mauvaise construction. Le gap énorme, c'est la mauvaise préparation des projets. Le gap énorme, ce sont des projets construits dans des zones où tu ne devais pas construire, puis ça a coûté 10 fois le prix.

Tu sais construire une base maritime dans un terrain qui se liquéfie aux Cayes. Il y avait un des projets, c'est une base maritime aux Cayes. Ils ont construit trois petits bâtiments dans un terrain qui se liquéfie. J'ai dit « Ecoutez là, vous n'avez pas compris », mais il a fallu pour les trois petits bâtiments mettre des pieux.

[Valentine PAPILLON]

Mais y a des études de sol, y a un….

[E12]

Ça n'a pas été fait. C'est ça qui est terrible, les projets sont mal faits parce qu'on ne s'en occupe pas. C'est la première chose que tu commences à te poser comme question dans un pays où tu sais que les sols se liquéfient à cause du tremblement de terre. Il est où l'ingénieur qui a... qui sont les gens qui ont autorisé de construire cette base maritime là, à cet endroit ? qui est la personne ? Moi j'aurais aimé la voir.

Moi, j'arrivais dans des réunions là par exemple aux Cayes. On partait de Port-au-Prince, j'arrivais à la réunion, on était 16 personnes autour de la table. 16 personnes pour un projet d'à peu près 1 million et demi, 16 personnes. Moi j'avais dit à un moment donné, l'ambassadrice du Canada était là, justement pour voir comment on dépensait les fonds. Puis là, je la regarde, je dis, juste l'ambassade est venue avec deux personnes de l'ambassade, fait trois personnes. Moi j'ai dit à l'ambassadrice « tu sais combien elle coûte cette réunion-là ? » Elle dit « non ». Je dis « oui, j'ai fait un petit calcul rapide là. Cette réunion coute 35 000$ ».

Pourquoi ? C'est deux jours tu pars de Port-au-Prince aller aux Cayes ça prend une journée. Donc tu pars de Port-au-Prince tu arrives aux Cayes, tu couches à l'hôtel. Le lendemain, tu viens à ta réunion le lendemain, le surlendemain, tu repars. C'est trois jours à 1000$ par jour,1500 $ par jour parce que là, il faut que tu calcules ton salaire, le salaire des gens, l'hôtel, la nourriture, transport, le chauffeur. « 35000$? » elle m'a regardé comme ça : « dis, tu es sérieux ? ». J'ai expliqué la même chose que je viens de faire. J'ai dit : « Regarde, leur salaire, leur transport, le chauffeur, l'hôtel, la bouffe, facile à compter ». Donc c'est ça que je trouve déplorable dans les projets, ils gaspillaient de l'argent là. Puis à la table sur les 16 personnes, il y avait deux personnes qui parlaient, deux. En fait 3, y avait l'entrepreneur, les responsables du projet puis moi qui posais des questions. Et après ça, on est allé voir le quai. Ils ont fait un quai, mais le quai était tellement mal construit, mal surveillé que le quai était en train de s'enfouir dans l'eau.

[Valentine PAPILLON]

Moi, ce que je ne comprends pas, c'est qu'il y a quand même beaucoup de personnes qui ont des compétences techniques, il y a des gens externes par exemple comme vous, qui avez les compétences pourquoi est-ce qu'on...

[E12]

Parce qu'en plus des compétences, ça prend de l'éthique et dans l'aide internationale, c'est ce qui manque. Donc la réalité du terrain est là. Je suis toujours un peu surpris. Il y a beaucoup de gens qui font des études et tout ça qui font des... Sauf que la réalité du terrain, elle est tout autre.

Moi j'y étais pendant 10 ans, j'ai vu les choses de très proche là. Donc, il y a des choses qu'il faut comprendre avant de dire, on fait des projets. Politiquement les politiciens là, outre le maire Jason qui voulait lui faire quelque chose là, mais tu vois il n'a pas pu le faire longtemps parce qu'il s'est fait lyncher. Il faut que dès le départ qu'en Haïti, il faut que les politiciens arrêtent de penser à leur propre poche personnelle, puis travaillent, il faut essayer de mettre des politiques pour faire en sorte que oui, Haïti peut se prendre en main….

En fait, il y a certaines ONG qui ont essayé de travailler à développer cette culture-là, de faire en sorte que la politique soit moins corrompue, mais faudrait parler à ces gens-là pour voir c'est quoi les résultats.

[Valentine PAPILLON]

Mais vous pensez que c'est une corruption qui est locale ou elle fait aussi partie de... Enfin comme vous avez dit là le manque d'éthique ou le manque de volonté de l'international aussi ?

[E12]

Oui, oui mais c'est un manque de volonté de l'aide internationale aussi. C'est du gros business là. Je vais être très honnête avec toi là, tu sais pour l'aide internationale là, c'est un gros business des pays du Nord. Une gros, gros business. Il y a de l'argent à faire. La France fait énormément de l'argent avec

son aide internationale. Juste à voir ce qui se passe en Afrique. Donc, c'est ça qu'il faut regarder parce que les projets, de beaux projets, de bons projets, on peut en faire. Je t'en ai montré deux-là. Je pourrais t'en montrer plein d'autres qu'on a fait avec des étudiants avec Gonzalo. Il y a des gens qui sont capables de faire ces beaux projets là, mais ces projets-là, il faut qu'on soit capable de les mener jusqu'au bout.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends bien. Est-ce qu'il y a quelque chose que vous voudriez dire pour terminer ?

[E12]

Moi, je suis content en fait de pouvoir te le partager. Je trouve qu'on ne parle pas assez de cette manière-là. On ne dit pas les vraies choses, on pense c'est toujours très, très superficiel. Moi j'essaie dans ces entretiens-là, c'est toujours on va prendre de la hauteur. On va prendre de la hauteur parce que des projets, on est capable de les faire correctement, mais il faut prendre de la hauteur, il faut que les intérêts des gens, des politiciens soient autres que le fric.

[Valentine PAPILLON]

C'est fou comment au final, j'essaie de faire un travail, on va dire d'architecture ou d'ingénierie. Mais dans chacun des entretiens, je me rends compte que c'est tellement lié à beaucoup plus que ça. La technique, c'est une pièce en fait dans le projet et qu'il faut composer avec beaucoup plus.

[E12]

L'architecture, c'est le reflet de nos sociétés. Donc si on a une société depuis les années 80 qui est le néolibéralisme, c'est normal qu'on fasse une architecture comme ça. Mais qu'on change d'idéologie là, puis qu'on pense à… le respect des êtres humains, le respect des êtres vivants. Je veux dire, on va faire une architecture qui va être tout autre, on va faire des projets comme je t'ai montré, on ne peut pas faire des projets comme je t'ai montré aujourd'hui parce qu'on est dans l'imaginaire du néolibéralisme. Je veux dire, il ne faut pas chercher plus loin. Tu sais Jean-Luc Mélenchon, c'est ce qu'il dit. Tu ne peux pas développer une politique sans une idéologie claire. Donc l'idéologie claire va vraiment se traduire dans des politiques très claires. On le voit, la droite, l'extrême droite et tout ça, on le voit, donc ce sont des idéologies qui percolent même en architecture. Donc, faut arrêter de prendre l'architecture juste comme l'objet tu sais non. C'est relié à des idéologies que les sociétés véhiculent, je pourrais conclure juste avec ça.

[Valentine PAPILLON]

Mais c'est une belle conclusion.

Entretien 13 : Membres de l'UCLBP

[Valentine PAPILLON]

Pour commencer peut-être, est-ce que vous savez vous présenter, présenter un peu votre parcours professionnel ou académique ?

[E13J]

E13A, tu commences ?

[E13A]

Pas de problème. Moi je suis E13A. Actuellement, je travaille comme mobilisateur social senior pour l'UCLBP et je suis coordonnateur de la cellule environnementale et sociale. À cette époque où j'ai travaillé dans le cadre du projet 16/6, j'ai travaillé comme coordonnateur des plateformes communales et la mobilisation sociale. Normalement je suis travailleur social, c'est quelque chose que je fais depuis mon jeune âge et aujourd'hui à mon âge, je continue à le faire parce que c'est pour moi une passion. À chaque fois que je me suis trouvé dans une situation où je peux utiliser mon savoir, mon savoir-faire et mes connaissances surtout pour aider les gens. Donc ça, c'est pour moi un grand plaisir.

Comme tu sais, après le séisme du 12 janvier 2010, Haïti se trouvait dans une situation difficile où le gouvernement d'alors devait trouver une issue. Surtout comme tu le sais bien, c'était une situation très difficile. Le gouvernement d'alors devait trouver des appuis internationaux afin de pouvoir remettre en question surtout deux volets. Premièrement, c'était surtout la relocalisation des gens, des familles qui étaient déplacées dans les camps et la reconstruction de Port-au-Prince. Ça c'est quelque chose normalement que je devais laisser à Joëlle surtout de parler parce qu'à cette époque, c'est Joëlle qui était le premier responsable, qui avait tous les contacts par rapport à ça. Je pense que moi je devais intervenir surtout dans l'aspect des mises en œuvre, la construction, les infrastructures, etc. Surtout tout ce qu'on voit par rapport à la réhabilitation des quartiers. Donc je laisse à Joëlle d'intervenir surtout sur l'aspect retour et comme ça moi je pourrais m'enchaîner sur l'aspect des reconstructions.

[E13J]

Ok, merci E13A. Effectivement comme l'a dit E13A, avant de commencer directement sur le sujet, je me présente. Joëlle Deloné, actuellement directrice du relogement et de la réhabilitation de quartiers à l'UCLBP. À l'époque du projet 16/6, j'étais engagée comme officier de projet strictement pour les activités de relocalisation pour l'UCLBP en général, donc avec tous les partenaires qui intervenaient dans la relocalisation, mais aussi spécifiquement sur le projet 16/6.

En fait, la genèse du projet 16/6 vient justement, comme l'a expliqué E13A tout à l'heure, du fait qu'il y avait une nécessité de fermer ces camps de déplacés, de faciliter un retour à une vie normale à ces familles qui habitaient ces camps. Une enquête sur les 16 quartiers que le projet a choisi de considérer nous a montré que ces familles étaient logées dans 6 camps en particulier. Donc il s'agissait de reloger ces personnes et de leur permettre aussi de retourner dans leurs quartiers d'origine. Donc initialement, les personnes qui occupaient ces 6 camps principaux, la place du Canapé Vert, la place Saint-Pierre par exemple, la Primature, provenaient des 16 quartiers qu'avait ciblés le projet 16/6. C'est pour ça qu'on a le nom du projet 16/6.

Maintenant, pour la relocalisation, étant donné qu'on n'avait pas d'expérience au préalable sur le sujet, il a fallu réfléchir à une méthode et je dois donner le crédit à la mairesse de Pétion-Ville de l'époque. C'est elle qui était venue avec l'idée de donner une subvention à ces familles, une subvention pour leur relogement, avec un montant correspondant au montant d'un loyer d'une pièce. Pas d'une maison luxueuse, mais d'une pièce où ces familles pouvaient habiter pendant un an. Et à l'époque, cette enquête nous a montré que le montant qu'il fallait en moyenne pour la région métropolitaine pour se trouver une pièce pour habiter, c'était 500 dollars américains.

Ces 500 dollars équivalaient à 20 000 gourdes à l'époque avec le taux du dollar. Donc à partir de ce montant-là, on a approché les familles qui habitaient dans ces camps, on leur a proposé ce montant de se trouver eux-mêmes une maison qu'on allait visiter pour nous assurer que ces maisons répondaient à tous les critères, qu'il n'y avait pas de problème de sécurité dans le bâtiment lui-même, qu'il était assez solide, qu'il n'allait pas causer de danger pour les occupants, qu'il y avait de l'eau potable à proximité, qu'il y avait une toilette disponible, qu'il y avait des services sociaux plus ou moins à proximité dans le quartier. On avait listé tout un tas de critères qu'il fallait que la maison respecte avant

que la maison choisie par la famille puisse être acceptée par le programme et on payait directement au propriétaire le montant correspondant au loyer. Et la famille pouvait donc tranquillement laisser le camp où elle habitait pour aller se reloger dans cette maison pendant un an.

En fait, il y avait eu beaucoup de questions justement à l'époque sur cette formalité de payer un loyer pour un an. Les gens disaient « et après ? ». Mais en fait, le gouvernement ne voulait pas garder les gens dans un assistanat. On les aidait en sachant que ces familles avaient déjà un mois de subsistance avant le tremblement de terre. On aidait ces familles à se reloger pendant un an. Cette année-là devait leur servir de sursis aussi pour pouvoir se reprendre et réintégrer la vie normale. C'est pour ça aussi que beaucoup de partenaires avaient accompagné.

Les autres partenaires avaient des subventions au loyer, des activités de revenus qui permettaient aux familles de se prendre en charge pendant la durée de l'année et de recommencer à pouvoir fonctionner par elles-mêmes. De sorte qu'à la fin de l'année qui avait été payée pour le loyer, la famille pouvait elle-même continuer à payer la maison si elle souhaitait le faire. Ça, c'était une partie du programme qui consistait à reloger les familles avec l'objectif principal de fermer les camps.

Mais en parallèle, on avait d'autres programmes comme les activités que M. E13A va vous expliquer tout à l'heure, où ces familles, après cette année, pouvaient retourner dans leur quartier d'origine, dans le quartier où ils habitaient auparavant, avec des maisons réhabilitées, des maisons reconstruites, etc. Mais moi, c'était surtout les activités de relocalisation pour lesquelles j'ai été engagée.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport à ce que vous dites, là, j'ai déjà plusieurs questions parce qu'au fil des échanges, des entretiens, il y a certaines choses qui ressortent. Moi, je suis en ingénierie architecturale, donc je vais plus me concentrer sur l'aspect reconstruction, infrastructure, etc. Mais vu que ça fait partie du projet, il y a quand même un aspect sur cette composante qui sera décrit un peu dans mon travail.

Le après, vous avez tout de suite répondu à ça parce que c'est vrai que beaucoup de gens, justement, soulèvent le fait que, vu que c'est qu'un an, est-ce que ces fonds-là auraient plutôt dû être investis, on va dire, dans des infrastructures ou dans la création des maisons, etc. pour une question de durabilité ?

[E13J]

Non, mais alors, je reviens là-dessus parce qu'on avait eu beaucoup d'insistance sur cette question-là. Sauf que la priorité aussi, sur le coup, c'était de pouvoir fermer ces camps parce que je ne sais pas si vous étiez en Haïti en 2010, mais en 2010, la région métropolitaine offrait un tableau vraiment terrible avec ces camps sur les places publiques, des camps sur les terrains privés, et ces gens étaient menacés d'éviction par les propriétaires de ces terrains. Donc, il fallait absolument trouver une solution immédiate pour permettre de reloger, je ne vais pas dire très confortablement, mais de manière plus confortable quand même que la situation que les gens connaissaient dans les camps, de pouvoir trouver une solution intermédiaire, disons, pour ces familles.

Donc, la relocalisation était une solution intermédiaire et c'est pour ça aussi qu'on s'assurait qu'il y avait des partenaires qui accompagnaient ces mêmes familles avec des activités de formation, des activités génératrices de revenus qui pouvaient leur permettre de recommencer à se prendre en charge. Parce que sinon, de toute façon, même si on décidait de payer pour deux ans, on allait nous dire quand même, après deux ans, qu'est-ce qu'on fait ? Donc, il ne s'agissait pas de garder les gens dans l'assistanat, donc c'était un soutien pour leur permettre de rebondir, c'était ça.

[Valentine PAPILLON]

Toujours par rapport à ça, il y a aussi l'aspect où on m'a expliqué qu'avec les fonds qui avaient été donnés dans le projet, ça aurait pu générer la construction d'autres quartiers informels dans la capitale. Est-ce que vous pensez qu'il y a vraiment eu un rapport entre ces deux choses-là ?

[E13J]

E13A va vous expliquer tout à l'heure combien de travaux ont été exécutés dans ces quartiers informels, dans les quartiers ciblés par le 16/6. Les travaux qui ont été exécutés, ont été exécutés à hauteur du montant qui avait été mis à notre disposition. Donc, on a eu des travaux sur Morne Lazare, des maisons qui jusqu'à présent existent. On a eu des travaux sur Morne Hercule, on a eu des infrastructures routières qui ont été réalisées, on a eu d'autres infrastructures, des kiosques d'eau potable, ce genre de choses.

Donc, c'était vraiment ciblé par rapport à des camps qu'on voulait fermer. Ce n'était pas quelque chose qui ciblait en général tous les travaux exécutés sur la région métropolitaine, mais spécifiquement les six camps et les quartiers d'origine de ces familles qui vivaient dans ces camps.

[Valentine PAPILLON]

Ce que je voulais dire, c'est que quand on en discute dans les entretiens, on m'a fait voir que, par exemple, on donnait cet argent pour reloger les gens, mais vu qu'il y avait eu beaucoup de destructions, la question était, est-ce qu'il y avait un parc immobilier disponible et est-ce que cet argent-là n'a pas été utilisé pour la reconstruction d'autres quartiers informels ou augmentés ?

[E13J]

Je comprends ce que vous voulez dire, mais comme je vous dis, on a eu la précaution... Oui, tu veux réagir ?

[E13A]

Je vais expliquer tout ça.

Normalement, l'aspect reconstruction dans les quartiers d'origine 16/6 n'était pas seulement construire des maisons. Mais il y avait aussi une étude qui a été faite par les MTPTC. Là, on voit qu'il y avait des maisons qui étaient étiquetées jaunes et d'autres en rouge. Les maisons rouges devraient être complètement détruites et les maisons jaunes, on pouvait les réparer. C'est pourquoi dans le cadre du projet, on avait un fonds alloué aux rubriques réparation des maisons. Il y avait une quantité de maisons qui étaient réparées. Maintenant, pour les maisons en rouge, on devrait tout détruire. Par rapport à ça, on n'avait pas réellement assez d'argent pour reconstruire tous les quartiers, mais on avait cette idée-là de venir avec cette idée de copropriété.

Par exemple, à Morne Lazare, il y avait un espace où toutes les maisons étaient détruites. Et là, on devrait rencontrer les gens, les propriétaires, et on les met ensemble afin de pouvoir construire des blocs de maisons.

[E13J]

Excuse-moi E13A, de te couper. Avant de te laisser poursuivre plus en détail pour ces activités-là, je vais ajouter un élément spécifiquement par rapport à la question que Valentine a posée. En fait, le souci, d'après ce que j'ai compris, c'était de savoir si l'argent qu'on donnait aux familles n'était pas plutôt utilisé pour aller construire des maisons dans les quartiers informels, sur les flancs de ravines, etc.

Je voulais dire qu'on avait toute une équipe des mairies, déjà des agents de la protection civile, qui s'assurait de mener des visites de supervision avant qu'on accorde le montant. D'ailleurs, le montant n'était pas accordé directement à la famille. Elle ne recevait pas l'argent en cash. La famille choisissait une maison, nous donnait l'adresse, on allait visiter la maison pour s'assurer qu'elle répondait à certains critères. Et à ce moment-là, si la maison était acceptée, c'est au nom du propriétaire de la maison qu'on avait un contrat de bail qui était signé avec le propriétaire, et c'est le propriétaire même qui recouvrait l'argent. Maintenant, si le montant du loyer qui a été négocié était inférieur aux 20 000 gourdes qu'on accordait, la différence, bien sûr, était accordée à la famille bénéficiaire. Si aussi le montant du loyer était supérieur, la famille aussi savait que c'était elle qui devait ajouter le montant qui manquait.

Donc, on s'assurait que pour chaque famille individuellement, et ces registres-là sont gardés par l'OIM qui à l'époque était le partenaire qui s'occupait de ce genre de choses pour le gouvernement. Toutes les familles, toutes les maisons ont été visitées et il y a eu une validation. Il y a un document signé par l'agent qui faisait la visite pour dire que oui, voici le point GPS, la localisation exacte de la maison qui a été choisie et voici les critères. C'était comme un questionnaire qu'il fallait remplir pour dire que la maison répond à tous les critères, etc. Et c'est à ce moment-là seulement que le propriétaire de la maison recevait le montant du loyer.

Je sais qu'on a eu certaines personnes qui ont essayé de négocier avec le propriétaire pour récupérer de l'argent par la suite. Mais je ne pense pas non plus qu'on puisse prendre ça comme une généralité. Puisqu'en fait, on avait eu environ 1,5 million de personnes dans les camps et la majorité des camps étaient fermés par la méthode de la subvention au loyer. Donc, je me demande dans quel état on serait actuellement si toutes ces personnes étaient vraiment allées construire dans les zones informelles.

[Valentine PAPILLON]

Je vous pose les questions, c'est plus pour comprendre un peu votre point de vue ou la façon dont vous avez implémenté les choses. Vous avez fait référence à l'OIM. Comment est-ce que ça s'articulait la gestion entre l'UCLBP et l'OIM par rapport à votre propre rôle ? Vous deviez superviser ce qu'ils faisaient ?

[E13J]

L'OIM était l'organisme en charge de non seulement la collecte de données sur les camps pour savoir le nombre de personnes qui y vivaient et ils faisaient des enquêtes régulières pour avoir des données à jour, etc. Ça c'était une responsabilité qui leur avait été donnée par le gouvernement à l'époque. Donc officiellement, c'est l'OIM qui met la base de données des personnes déplacées.

Aussi l'OIM intervenait directement pour la relocalisation de certains camps, parmi lesquels les camps fermés par le projet 16/6. Mais tous les camps fermés après 2010 n'ont pas été fermés par l'OIM uniquement. On a eu plusieurs partenaires qui sont entrés dans la même rubrique, qui ont participé à la fermeture des camps, mais toujours par la même méthode de la relocalisation.

[Valentine PAPILLON]

Et donc du coup votre rôle c'était de s'assurer que toutes les organisations fassent le même...

[E13J]

...respectent la procédure, que c'est le même montant qui était accordé pour ne pas créer de problème. Parce que dans certains cas, on avait des partenaires qui avaient des subventions plus élevées que

d'autres et qui essayaient d'offrir aussi plus d'argent aux familles pour la relocalisation. Et ça, ça pouvait générer des problèmes sur le terrain.

Donc c'est nous qui nous assurions que tout soit fait selon un standard, que tout le monde garde la même ligne. La coordination était faite par l'UCLBP, qui s'assurait aussi d'impliquer toutes les mairies concernées. On avait des formations régulières avec les agents des mairies qui devaient intervenir, particulièrement les agents de la protection civile. On leur apprenait cette méthode et on s'assurait que sur le terrain, ils effectuaient leur travail comme il le faut.

[E13A]

Par rapport aux partenaires, on faisait des réunions d'informations, il y avait des clusters. Tous les partenaires venaient partager toutes les informations, afin que tout le monde soit sur la même longueur d'ondes.

[E13J]

Oui, au travers de rencontres régulières qui se faisaient avec tous les partenaires qui intervenaient sur le sujet.

[Valentine PAPILLON]

Le projet, on dit souvent que c'est 16/6, mais dans les rapports que j'ai pu lire, on a parlé du fait qu'il y a plus de 50 camps qui ont pu être fermés au final. Comment est-ce que ça a été possible, cette expansion ?

[E13J]

Probablement par rapport au montant qui avait été prévu pour la relocalisation. Comme je le dis, il y avait une première estimation des familles qui vivaient dans ces camps. Mais il faut savoir aussi que beaucoup de familles se sont relogées par elles-mêmes. Soient elles se sont rendues en province, soit elles ont trouvé d'autres solutions de familles d'accueil, etc. Donc les chiffres fluctuaient au fur et à mesure que le temps passait aussi. Ça peut arriver qu'on estime la population d'un camp à un certain nombre de personnes. Et arrivé sur place, on a moins ou plus. Donc ça peut expliquer qu'on ait pu fermer plus de camps que les 6 prévus initialement.

[Valentine PAPILLON]

Aussi j'avais une question, mais ça va transitionner plutôt vers l'aspect construction. Je me demandais ce qu'il se passait dans la période où on allait reconstruire les maisons. Dans la période entre le moment où elles vont recevoir la maison et où elles étaient toujours dans les camps, est-ce qu'elles restaient sur les camps jusqu'à la fin des constructions ou est-ce qu'elles aussi bénéficiaient d'une subvention ?

[E13A]

Non, par rapport à ça, les gens ou les propriétaires qui devaient normalement choisir par rapport à la construction des blocs de maisons, certaines familles étaient dans les camps, mais étaient venues chaque jour dans les réunions, etc. Ou bien certaines familles étaient logées chez un proche, etc. Mais on n'avait pas donné une location par rapport à ça.

[Valentine PAPILLON]

Ok, donc ils devaient un peu se débrouiller par eux-mêmes jusqu'à la fin de la construction.

[E13A]

Exactement.

Bon, si je peux enchainer, dans le cadre des constructions des maisons ou bien la réhabilitation des quartiers, une première chose a été réalisée, il y avait le plan de prévention des risques. Le plan de prévention des risques, c'est des partenaires qui intervenaient à ce niveau-là pour faire des études. Des études normalement pour réaliser à quel niveau on peut intervenir dans ce quartier. Même dans l'espace où on avait construit les maisons, les blocs de maisons, des études ont été faites. Normalement les résultats ont été donnés pour voir à quel niveau on peut intervenir. Certainement, il y a des zones où on ne pouvait pas intervenir si on n'arrivait pas vraiment à faire une sorte de mitigation par rapport aux risques potentiels dans cette communauté-là.

Une fois avoir les résultats des études, maintenant on passe à autre chose. Par rapport aux blocs de maisons, ça n'était pas facile parce que c'est pour la première fois qu'on allait discuter aux gens cette question de copropriété. Disant à la personne que tu vas perdre cette portion de terre, tu n’as pas cette construction en bas, maintenant tu peux avoir ta maison en hauteur.

C'était très difficile. Ils faillaient beaucoup de réunions, beaucoup de partages, beaucoup de formations afin de convaincre les gens à accepter cette méthode. Il faut dire qu'il y a un décret qui était promulgué, je crois que c'était en 2012 mais je n'ai pas ça en main, sur cette question de copropriété. Je crois qu'en Haïti il y avait normalement un document qui était sorti qui expliquait normalement cette question de copropriété. On peut toujours chercher, on peut trouver, mais je n'ai pas ce document maintenant.

Une fois arrivé à expliquer aux gens comment ça va se faire, il y avait beaucoup de réticences. Beaucoup de réticences. Parce que la personne dit, celui qui habite en bas, normalement le toit de la maison est à lui. Maintenant, on y est arrivé quand même dans le premier bloc qu'on a construit à Morne Lazare, c'était 25 blocs de maisons pour les 25 familles.

Il n'y avait pas d'espace de loisirs, il n'y avait pas de route mais une fois la construction terminée, il y avait un espace réel. La personne vit dans une maison totalement rénovée, totalement neuve. Et puis, il y avait espace de loisirs, on peut jouer, on peut faire des fêtes en commun. Pour ça, c'était vraiment intéressant et je pense cette approche, on l'a répliquée à Morne Lazare. On a répliqué cette approche à Morne Lazare où on a construit 29 blocs de maisons.

L'État devrait continuer à répliquer cette approche à peu près partout. Malheureusement, je ne sais pas si on arrive à le faire, mais c'était vraiment intéressant.

Maintenant, une fois que les gens arrivent, on a distribué les clés, la personne a les clés, on a formé ce qu'on appelle un comité de propriétaires. Le comité est formé pourquoi ? C'est justement pour pouvoir bien gérer les maisons. Il y a un comité qui surveille à ce qu'on ne jette pas les déchets par terre. Le comité est là pour contrôler, pour gérer les maisons, à ce que les maisons soient bien entretenues, tout ça. Et s'il y avait quelque chose, il peut toujours y avoir des gens qui pourraient faire autre chose, qui pourraient avoir d'autres idées.

Par exemple, on ne pouvait pas louer les maisons. On ne pouvait pas les louer ni les vendre. Certaines personnes pouvaient normalement vendre ou bien à l'intention de faire une location de leur maison. Non, ils ne pouvaient pas. Il y avait un accord qui était signé au préalable que la personne ne pouvait pas vendre ni louer la maison.

[Valentine PAPILLON]

Pourquoi vous avez décidé ça ?

[E13A]

Normalement, on a intégré cet article dans le document. C'est parce qu'à tout moment, la personne peut avoir cette maison, louer la maison et continuer à vivre dans la même situation qu'elle vivait auparavant. Et nous, ce n'est pas seulement venir donner une belle maison à la personne, mais c'est surtout contribuer au changement de vie de la personne.

Maintenant, autre chose, c'est la participation et l'implication des gens de la communauté ou bien des propriétaires. Il y avait normalement un programme de chantier-école. Ce programme de chantier-école a été initié par BIT, Bureau International du Travail. BIT était l'un des partenaires ou bien des agences des Nations Unies dans le cadre du Projet 16/6. Maintenant, avec le chantier-école, on a pu arriver à former les propriétaires. Il y avait aussi un niveau de formation pour les boss. Parce qu'après l'accident du 12 juillet, la technique de construction était changée par rapport auparavant. Maintenant, on a donné des formations aux boss pour normalement avoir une bonne pratique de construction parasismique et anticyclonique. Maintenant, on a fait également, à travers ce chantier-école, une formation pour les propriétaires. C'est-à-dire qu'on leur explique comment ça doit se faire.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce que vous pensez que ces chantiers-école a vraiment eu un impact sur les modes de construction ? Est-ce que vous savez si les gens ont continué à mettre en place ça ou ils ne l'ont plus fait après le projet ?

[E13A]

Oui, je peux dire qu'après le 12 janvier, il y avait tellement de formations. Les MTPTC, l'UCLBP aussi, jusqu'à présent, continuent à former des boss. C'est-à-dire non seulement, on forme des boss pour avoir des techniques de construction mais aussi les formations qu'on donne aux propriétaires, c'est justement pour que les propriétaires soient en mesure d'avoir des informations par rapport aux nouvelles constructions. Surtout aux exigences mêmes après le séisme du 12 janvier. La personne peut elle-même, en tant que propriétaire, avoir une idée de comment sa maison doit être construite après le séisme du 12 janvier.

[Valentine PAPILLON]

Par rapport au bloc de maisons que vous avez cité, est-ce qu'il y a eu des interventions dans les 16 quartiers ou est-ce que les maisons étaient construites seulement dans certains quartiers ?

[E13A]

Il faut dire que le budget, dans le cadre du projet 16/6, c'était de 78 millions. Mais dans le cadre du fonds FRH, on avait seulement 30 millions. C'est-à-dire qu'on n'avait pas eu assez de budget pour intervenir dans tous les quartiers. C'est pourquoi on avait dit qu'on devait intervenir sur 16 quartiers, parce que ces 16 quartiers-là devraient recevoir les gens qui étaient déplacés dans les 6 camps prioritaires. Mais on n'avait pas assez de moyens, vu qu'on avait seulement 30 millions. C'est pourquoi on intervient, dans le cadre du projet 16/6, sur neuf quartiers. Et dans le cadre de reconstruction, on a eu la chance de construire deux blocs de maisons. Les premiers blocs conçus à Morne Hercule, il y avait 25 familles et à Morne Lazare, 29 familles.

[Valentine PAPILLON]

Donc c'est ces deux blocs de copropriétés qui ont pu être construits ?

[E13A]

Oui, dans le cadre de reconstruction, c'est deux blocs étaient conçus dans les quartiers.

Si on continue dans le cadre des implications et participations de la population. Pour arriver à tout ça, on a créé dans chaque zone d'intervention une plateforme communautaire. Cette plateforme communautaire, qui réunit les différentes couches de la population, devrait servir d'interface ou bien d'interlocuteur, des partenaires, des autorités dans le quartier. Cette plateforme communautaire devait s'impliquer directement dans toutes les activités qu'on avait à faire dans le quartier. Maintenant, il y a, toute une série de suivis qui ont été faits dans le cadre des renforcements des capacités de ces gens-là. Quel que soit le projet qu'on arrive à faire, il faut mettre d'abord la plateforme communautaire en avant. Il faut mettre en avant la plateforme. C'est-à-dire qu'on s'assoit, on discute tout ce qu'on fait dans la communauté.

Même dans le cadre des autres activités qu'on avait réalisées, pas seulement la construction des maisons, mais dans ces neuf quartiers-là, on avait surtout la réhabilitation des routes, on a fait la réhabilitation des corridors, des impasses, des ruelles, etc. On avait eu la chance de mettre en place des projets d'électricité, de construction des kiosques d'eau.

[Valentine PAPILLON]

J'ai une question par rapport à ce que vous dites. La création des plateformes communautaires, pour vous, ça a vraiment joué un rôle central pour que les gens puissent s'approprier les projets ? Pour vous, c'était quoi l'avantage, entre guillemets, de ces plateformes ?

[E13A]

Normalement, l'idée de créer les plateformes, c'est justement pour pouvoir bien informer la population. Parce que les membres des plateformes, une fois avec eux, on discute, ils doivent retourner voir les gens de la population pour informer ce qu'on va faire. Qu'est-ce qu'on va faire ? Justement, tout le monde, normalement, est en mesure d'avoir toutes les informations de tout ce qu'on fait. On n'est pas venu imposer nous-mêmes. On discute.

A travers la plateforme communautaire, ils ont choisi ce qui est priorité en termes d'exécution dans la communauté. Et c'est pourquoi, le fait qu'on n'avait pas assez d'argent, on est venu avec une sorte de lot de projets. Cette question de lot de projets, par exemple, on peut venir dans le quartier, on dit qu'on n'a pas assez d'argent pour faire toutes les choses. Maintenant, on discute sur la priorité. Et ça a été passé par vote. La population est venue, on explique, et ils ont voté eux-mêmes ce qui est priorité pour eux. Par exemple, on peut dire si c'est l'électricité qui est priorité, si c'est la reconstruction des corridors, ou bien si c'est l'eau, etc. Il y avait aussi la gestion des déchets. Ça, c'est quelque chose qui était pris en compte.

Parce que pour certains quartiers ont choisi la gestion des déchets, ou bien les projets. Si on n'avait pas eu ça, on peut intervenir. Il y avait quatre priorités, on n'avait pas eu la chance d'avoir tout cet argent. On dit qu'on va choisir deux parmi les quatre. On va choisir trois parmi les quatre. C'est comme ça que la communauté, elle-même, a choisi les priorités.

Maintenant, la plateforme communautaire, on leur donne des formations pour pouvoir bien partager toutes les informations. On fait des formations en gestion des conflits, de leadership, gestion des projets, etc. C'est justement pour avoir une structure autonome dans le quartier qui peut normalement représenter à tout moment ce quartier-là. On donne des formations, on a enregistré au niveau des affaires sociales, et puis on a ouvert des comptes en banque pour eux. Ils sont devenus des partenaires autonomes dans le quartier. Jusqu'à présent, d'autres institutions comme le PNUD utilisent les plateformes communautaires pour faire des projets dans la communauté. C'est un vrai interlocuteur.

[Valentine PAPILLON]

J'allais vous poser la question. Est-ce qu'elles existent, les plateformes ? Est-ce qu'elles sont toujours actives ?

[E13A]

Certainement. Jusqu'à présent, elles sont toujours actives. Elles font des projets. Non seulement, on donne des formations, mais aussi pour chaque plateforme, il y a un complexe communautaire qui a été construit dans la communauté, qui sert de bureau pour la plateforme communautaire. C'est une structure vraiment autonome dans le quartier qui sert d'interlocuteur d'interface, soit au niveau du gouvernement, des autorités locales, ou bien des ONG qui doivent intervenir dans le quartier.

[Valentine PAPILLON]

J'ai l'impression que vous avez beaucoup échangé avec les gens sur place, etc. Comment est-ce qu'ils ont accueilli le projet ? C'est quoi leur retour sur ce qui a été réalisé ? Je me pose aussi la question sur le fait qu'il y a des blocs de maisons qui ont été construits, mais comparé au volume du quartier, est-ce que ça a créé des tensions ? Est-ce que les gens ont compris pourquoi ça se faisait comme ça ? Est-ce que vous avez des infos là-dessus ?

[E13A]

Certainement. Par exemple, qu'est-ce qu'on a fait ? Là où on n'arrive pas à construire des maisons, on fait la réparation. On fait la réparation des maisons jaunes. Une fois qu'on n'a pas vraiment l'opportunité, on discute avec les gens, on les explique. On a parlé, moi, et c'est suffisant. Et voilà, qu'est-ce qu'on fait ? On partage les informations avec eux. C'est vrai qu'il peut y avoir des tensions, des blocs, etc., mais on les donne toutes les informations. On est clair avec eux, on discute, on parle. Assez d'argent, voici ce qu'on peut faire.

[E13J]

Ce que je voudrais ajouter, c'est que, comme E13A l'a dit tout à l'heure, c'était bien aussi le rôle des plateformes, puisque c'est un processus vraiment participatif où la population est informée de tout ce qui se fait dès le début. Ils connaissent aussi les critères de sélection des bénéficiaires des travaux qui seront exécutés. Donc, selon les critères, la personne elle-même peut voir si elle satisfait aux critères ou pas, et donner la priorité aux plus vulnérables.

[Valentine PAPILLON]

Donc, le rôle des plateformes est essentiel.

[E13A]

Comme je l'ai dit tout à l'heure, on n'arrivait pas à intervenir dans tous les quartiers, mais les quartiers où on est intervenu, par exemple, il y avait Bois-Patate, Morne Hebo, Morne Hercule, Morne Lazare, Villa Rosa, Nérette, Jean-Baptiste, Jalousie. Dans tous les quartiers où qu'on a intervenu, il y avait une plateforme communautaire qui a leur bureau et qui travaille jusqu'à présent dans leur communauté. Il y avait des lois qui régissent cette plateforme-là. Tous les deux ans, on change de comité, on fait l'élection.

Dans un premier temps, c'était l'UCLBP qui était en charge, mais après les projets, on a rencontré les maires pour les expliquer. Maintenant, puisque la plateforme communautaire, c'est quelque chose qui est pérenne sur le long terme, donc la mairie doit accompagner les plateformes communautaires. Normalement, c'est ce qui n'est pas fait réellement. C'est ce qui n'est pas fait réellement.

Il y a certaines fois des plateformes qui sont venues se plaindre pour expliquer que la mairie n'a pas fait ... etc. Ça dépend. Parce que les plateformes communautaires sont une structure communautaire apolitique, tandis que la mairie fait de la politique. Tandis que selon les lois, la plateforme communautaire ne doit pas interférer dans les choses politiques dans le quartier.

[Valentine PAPILLON]

Je pose un petit peu la question à vous deux. Pour vous, ça a été quoi les éléments qui ont permis au projet 16/6 d'aboutir, qui ont été vraiment des réels atouts à l'époque ?

Qu'est-ce qui, pour vous, a été vraiment un atout dans le projet ? Par exemple, il y a des projets qui n'ont pas réussi à aboutir comme ils le voulaient, etc. Pour vous, c'est quoi, comment a été pensé dans ce projet-ci, que ce soit au niveau de la relocalisation, au niveau des habitations, au niveau de l'implication des communautés, qui font que le projet a pu aboutir ?

[E13A]

La première chose que je peux dire, dans le cas du projet 16/6, moi-même, je peux constater une chose certaine, qu'il y avait normalement une sorte de synergie qui était développée, soit au niveau des agences des Nations Unies, au niveau des autorités centrales, locales ou communautaires. C'est parce qu'il y avait une sorte de transparence. On explique à tout le monde, dans le cadre du projet, qu'est-ce qui va se passer. Il faut être clair sur tout ce qu'on a à faire, on implique les gens, ils ont toutes les informations, et c'est comme ça qu'on arrive à réaliser le projet. On arrive à réaliser le projet parce que tout le monde joue sa partition. Tout le monde joue leur rôle exact, leur rôle essentiel.

[E13J]

Oui, sur la même lancée, je peux dire effectivement comme on l'a déjà dit, l'un des principaux points forts de ce projet, c'était justement qu'il y avait cette bonne collaboration entre toutes les parties prenantes, que ce soit au niveau des autorités étatiques, que ce soit au niveau des membres influents de la communauté, des mairies, des autorités locales. À tous les niveaux, à tous les échelons, il y a eu une bonne participation et chacun connaissait exactement son rôle et chaque acteur s'assurait d'exécuter sa partition. Donc c'était ça, une très bonne collaboration, une bonne coordination.

[E13A]

Il faut dire qu'arrivé à réhabiliter le quartier, ça a changé la vie, parce qu'après le tremblement de terre, il faut dire que c'est comme si on n'avait pas d'espoir. Mais une fois que les gens voient que l'évolution des activités dans leur quartier, maintenant ça leur donne une sorte de motivation. Maintenant, on vient avec les différentes formations et une fois la réhabilitation du quartier, maintenant on est venu avec cette question d'activité génératrice de revenus, afin que les familles puissent avoir aussi leur capacité de continuer à se battre, à avoir de l'argent tout seul, parce qu'ils étaient tous décapitalisés. Maintenant, on donne des formations aux groupes de femmes, sur la gestion de l'entreprise, sur la comptabilité, comment gérer un petit business. On leur donne accès au pouvoir de créer leur entreprise, on leur donne la possibilité d'avoir des crédits. Donc ça fonctionne dans les quartiers, et ça c'est jusqu'à présent.

[E13J]

Pour donner une idée plus ou moins de ce que ça devait donner en termes de coordination. Rien que pour les activités de relocalisation par exemple, on devait impliquer les autorités locales, comme je dis, la mairie, mais aussi spécifiquement le niveau communal de la protection civile. On avait les membres des comités de ces sites qui devaient aussi être impliqués, on avait le tribunal de paix, parce qu'il nous

fallait un juge de paix quand il fallait fermer le site une fois que toutes les familles étaient relocalisées, on avait la PNH qui nous accompagnait pour sécuriser les équipes qui travaillaient sur le terrain.

Donc, il fallait vraiment cette bonne coordination avec l'UCLBP, l'OIM, il fallait une bonne coordination vraiment pour arriver à mener ce genre d'opération du début à la fin, que ce soit à l'étape de l'enregistrement des familles pour arriver jusqu'à la fermeture concrète de l'espace.

[Valentine PAPILLON]

Mais le fait qu'il y ait une interaction avec autant d'acteurs, est-ce qu'à un certain moment ça n'a pas ralenti aussi le projet ? Est-ce que ça n'a pas causé des problèmes justement d'établir cette communication ou il y avait des bases qui ont permis que ça se réalise ?

[E13J]

Dès le départ, nous nous assurions de rencontrer tout le monde. Donc on avait des rencontres régulières, que ce soit dans le cadre du cluster, que ce soit dans d'autres situations, mais on s'assurait de rencontrer au préalable.

Par exemple, une fois que le site d'intervention était choisi, donc on savait tout de suite quelle mairie était concernée selon la localisation du site, on rencontrait la mairie pour informer au préalable et on s'assurait de faire des contacts avec tous les acteurs qui devaient être concernés. Comme toutes les activités n'étaient pas menées en un seul moment, donc au moment de l'enregistrement, c'était la mairie et la protection civile, la police aussi certaines fois, et puis après le juge de paix, etc. Donc au fur et à mesure, tout ça prenait place.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce qu'il y a des projets ou des interventions un peu de référence qui ont été réalisées à l'heure ailleurs où vous vous êtes un peu inspirée de la méthodologie ou c'est quelque chose qui a été mis en place avec les acteurs sur place, sur le moment ?

[E13J]

Comme je l'ai dit au début, c'était au départ une idée de la mairesse d'alors de Pétion-Ville, qui avait fait des collectes à son niveau, au niveau de la commune de Pétion-Ville, pour essayer de libérer la place Saint-Pierre. Puis, elle a réussi à faire une collecte d'argent qui lui a permis d'offrir une enveloppe de 20 000 gourdes à chaque famille et automatiquement elle a pu déplacer ses familles. Donc, on s'est inspiré de ça et on a agrémenté tout ça d'une méthodologie, d'une façon de faire pour faciliter les autres. Mais au départ, c'était ça.

[Valentine PAPILLON]

Ok.

Là je vais vous poser une autre question un peu plutôt d'ensemble au niveau de la stratégie. Parce que souvent dans la documentation, quand j'échange avec les gens, il y a beaucoup de réflexions sur le fait qu'au niveau du séisme, l'État n'était pas assez présent ou il y a eu un manque à ce niveau-là dans l'application des mairies, etc.

Qu'est-ce que vous pensez de tout ça ? Quel partenariat a été possible ? Je pense que l'UCLBP représente l'État dans ce cas-ci. Qu'est-ce que vous pensez de cet aspect-là ?

[E13J]

Ce que je n'ai pas dit au début, c'est qu'avant d'intégrer le l'UCLBP en 2013, en 2010 lors du tremblement de terre, je travaillais pour la mairie de Port-au-Prince. Ce qui fait que je sais exactement comment les mairies ont été fragilisées par ce tremblement de terre, en particulier les mairies de la région métropolitaine. Donc, ça a été vraiment un coup dur rien que pour trouver un espace de travail.

On a dû mettre à pied beaucoup d'employés parce qu'il n'y avait plus les moyens, vu qu'on sait que les mairies vivent des taxes collectées des citoyens. Donc, sur Port-au-Prince en particulier, où on avait beaucoup de quartiers détruits totalement, c'était difficile sur le coup d'aller demander aux gens de payer des taxes à la mairie. Donc, il fallait trouver un moyen pour fonctionner avec un petit noyau qu'on avait gardé pour maintenir la mairie en vie et grâce aux subventions de certains partenaires qui nous avaient prêté un local pour fonctionner.

Donc, ce n'était pas évident du tout, mais au travers des comités communaux de protection civile, on a pu garder une bonne coordination en maintenant une présence dans les rencontres de coordination avec les différents partenaires humanitaires qui étaient arrivés sur le terrain tout de suite après.

Donc, effectivement, ça a été difficile, mais alors une fois que j'ai été allée à l'UCLBP, j'ai maintenu le contact avec ces mairies parce que plus ou moins je connaissais la situation des mairies. Donc, c'est pour ça qu'on a eu beaucoup de séances de formation avec les agents et les équipes de protection civile, puisque les équipes de protection civile communaux sont à la charge de la mairie de la ville. Donc, c'est le maire qui est le coordonnateur du comité communal de protection civile. Donc, à travers les comités de protection civile, on garde des coordinations et puisque c'était eux directement qui agissaient sur le terrain, donc ça a été plus facile. Mais sinon, ça n'a pas été une situation facile non plus pour les mairies.

Ce n'est pas que de la mauvaise foi, certaines fois, c'est aussi des manques de moyens. Et jusqu'à présent, il y a ces manques de moyens pour le fonctionnement de la mairie au niveau local, du pouvoir local, c'est toujours comme ça.

[E13A]

C'est un peu ça, c'est la même situation. Depuis lors, on avait toujours discuté cette question d'appui ou renforcement des structures communautaires, etc. Mais c'est une question de moyens. La mairie n'a pas réellement assez de moyens pour pouvoir atteindre tous les objectifs.

[E13J]

Et quand on dit moyens, on ne parle pas uniquement de moyens financiers, on parle de moyens techniques, de techniciens disponibles. Il n'y a pas forcément les compétences qu'il faut, il n'y a pas forcément les matériels qu'il faut, mais certaines fois, les partenaires qui décident d'appuyer les autorités locales ne le font qu'à travers de petits séminaires de formation. C'est tout un combat pour essayer de renforcer la structure locale.

[Valentine PAPILLON]

C'est important de le souligner parce que c'est vrai que de façon générale, on dit que l'état n'est pas là, qu'ils ne sont pas « présents pour agir », mais il faut se poser la question du « pourquoi » aussi.

Je vais retourner un petit peu par rapport aux maisons. Je ne sais pas si tu auras des informations par rapport à ça, mais je me demandais si tu sais s'il y a eu des modifications des habitants. Parce que je sais, par exemple, qu'il y en a qui ont rajouté des fers forgés. J'ai eu des retours de personnes qui ont fait des visites sur place et je me demandais un petit peu à ce niveau-là, est-ce qu'il y a des éléments qui te viennent en tête de modifications dans les maisons ?

[E13A]

Ah oui, ça peut arriver. Mais il y a des comités qui sont sur place, qui gèrent tout ça. Dans le temps, moi, je fais toujours des visites sur le site pour rencontrer les comités, pour savoir exactement s'il y a des difficultés, qu'est-ce qu'ils ont trouvé comme problème, etc.

Par exemple, je me rappelle à Morne Lazare, il y a quelqu'un qui devait modifier la maison pour créer une boutique. Lorsqu'on m'a appris, j'ai été sur place parce que le comité a dit non, mais la personne a voulu faire quand même. Donc je devais me déplacer pour aller donner un peu d'appui au membre du comité, puisqu'on a signé à travers l'accord qu'on ne devait pas modifier, faire aucune modification des maisons.

[Valentine PAPILLON]

En fait, ce qui m'intéresse surtout quand je vous pose cette question-là, c'est que quand on conçoit des maisons ou des habitations, surtout dans le cadre de certains projets, parfois, on n'a pas forcément le temps de faire une étude plus spécifique de qu'est-ce que les gens ont besoin ou des modes de vie, etc.

Et j'aurais voulu savoir, est-ce qu'il y a des modifications, entre guillemets, essentielles d'un point de vue architecture ou d'ingénierie qu'il faudrait mettre en place dans des nouvelles maisons ? Typiquement, les fenêtres étaient trop petites, il faudrait faire des plus grandes fenêtres ou ce genre de choses.

C'est très technique, très architecture, mais c'est aussi important pour que la maison soit le plus possible adaptée. Si vous me dites qu'il y avait des trop petits balcons ou justement, non, les gens ne voulaient pas de balcon parce qu'ils ne les utilisent pas, tous ces petits détails-là permettent de, quand on conçoit le module, qu'il soit plus adapté à la maison.

[E13A]

Il faut dire que chez nous, les gens souhaitent toujours adaptés par rapport à leurs vouloirs. Ce qu'ils ont en tête, par exemple, oui, ça peut arriver de procéder à des modifications, etc. Mais il y a le comité qui est là, il y a le contrat qui a été signé. Oui, ça peut toujours arriver que quelqu'un veut faire certaines modifications, mais c'est pourquoi le comité est là. Si cela arrivait, c'est comme s'il y avait une sorte de complexité entre les gens et le comité de gestion des sites. Mais ça, franchement, ce n'est pas quelque chose qui est facile. Je ne sais pas maintenant ce qu'il s'est passé parce qu'il y a quelques années, je ne me suis pas rendu sur les sites, mais certaines fois. Ça peut faire deux ou trois ans, j'ai été sur les derniers sites.

Maintenant, tout allait bien, j'ai rencontré le comité qui m'a dit que tout allait bien. Tout simplement, les comités se plaignent qu'on devrait faire des suivis au niveau de la DGI afin que les propriétaires puissent avoir leur papier, c'est-à-dire leur titre de propriété. Ce qui n'a pas été fait jusqu'à présent. Ce suivi n'a pas été fait. Au niveau de la DGI, lors de la construction, on a rencontré la section domaine de la DGI pour discuter, pour prendre les informations, les exigences de la DGI, tout ça. Mais une fois la maison est construite, les gens sont là, il n'y a pas vraiment de suivi qui a été fait pour donner aux gens leur titre de propriété. Et c'est là un problème. Les gens n'ont pas de papiers. S'ils veulent normalement faire un prêt ou bien montrer qu'il a sa maison, ils ne peuvent pas.

[Valentine PAPILLON]

Donc la démarche administrative a été faite, mais ils n'ont pas reçu leur papier au final ?

[E13A]

Non, même la démarche n'a pas été aboutie. Il n'y avait pas de suivi qui a été fait vraiment. Le projet est terminé. Normalement, je ne sais pas, on devrait faire des suivis au niveau de la DGI. Comment ça s'appelle encore ?

[E13J]

La direction du domaine de la DGI.

[E13A]

La direction du domaine de la DGI et puis PPLS, je crois ?

[E13J]

Pour quelle partie exactement ?

[E13A]

PPLS, parce qu'on devait rencontrer quelqu'un là-bas qui devait faire ce qu'il faut. Puisque les gens devraient quand même payer quelque chose à la DGI. Mais malheureusement, le suivi n'a pas été fait. Jusqu'à présent, je ne crois pas que ça a été fait. Je ne crois pas. Les gens ont une nouvelle maison, sans papiers.

[Valentine PAPILLON]

Oui, je comprends.

[E13J]

Pendant la durée du projet, les différents partenaires étatiques ont montré une collaboration. Mais après, pour le suivi, c'était difficile.

[E13A]

Tout le monde s'en va.

[Valentine PAPILLON]

Du coup, à ce moment-là, est-ce que c'est l'UCLBP qui devient responsable du suivi ? Parce que les partenaires internationaux, je pense qu'ils sont partis.

[E13A]

Je ne sais pas. Maintenant, il y a un nouveau directeur qui est venu ici, il pose toujours des questions là-dessus. Je ne sais pas. Ça devrait être un protocole qui est signé, disons, telle institution qui fait le suivi après le projet. Mais ça n'a pas été fait.

[E13J]

Je pense qu'étant donné que le projet a été exécuté, c'est vrai que c'était le PNUD la principale agence d'exécution, mais c'était pour l'UCLBP.

[E13A]

Non, c'était l'UNOPS.

[E13J]

C'était l'UNOPS ?

[E13A]

UNOPS.

[E13J]

De toute façon, un projet de cette envergure-là doit être récupéré par le gouvernement.

[E13A]

Ça a été fait, oui.

[E13J]

Dans ce cas, c'est à l'UCLBP de faire le suivi avec la DGI à ce niveau. Mais pour avoir fait d'autres expériences sur d'autres sites qu'on voulait formaliser soit à Cité soleil, soit à Tabarre, soit à Canaan. La DGI, c'est très difficile d'avoir une bonne collaboration avec la direction générale des impôts. Vous connaissez le problème de cadastre en Haïti. Dès qu'il s'agit de terres en Haïti, c'est compliqué. C'est vraiment compliqué.

[E13A]

On dit souvent que « Kesyon tè se kesyon lamo ».

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est vrai.

[E13A]

Pour aborder cette question, il faut être prêt pour mourir.

[E13J]

Le problème, c'est qu'on peut trouver deux personnes avec des documents enregistrés à la DGI pour un même terrain.

[Valentine PAPILLON]

Oui, donc l'aspect foncier est assez complexe.

Je me suis posé la question, quand j'ai vu que vous cherchiez un peu à formaliser, à avoir des titres de propriétés, etc. Je me suis demandé, est-ce que les gens, eux, en avaient vraiment envie, vu qu'ils ont l'habitude de vivre sans tous ces aspects-là ? Quels bénéfices ils allaient vraiment avoir eux-mêmes de cette régularisation qu'on essaie de mettre en place ?

[E13J]

Je dirais que c'est une sécurité sur la durée. Parce que la famille qui vit là pour l'instant, après quelques années, les petits-enfants voudront avoir un document légal. Ils ne sauront pas forcément comment ça s'était déroulé à l'époque, etc. Ils doivent être enregistrés quelque part. Puis aussi, il faut qu'on apprenne aux citoyens haïtiens ses devoirs envers l'État. Il faut qu'ils puissent payer aussi à la DGI. Il ne s'agit pas seulement de recevoir de l'État, mais il faut aussi accomplir ses devoirs envers l'État.

[E13A]

Exactement. C'est-à-dire, quelqu'un est là, on vient, on lui donne une maison toute neuve et puis ça s'arrête là. Mais non, il va devoir payer l'État. Il faut un suivi pour ça. Il devrait y avoir un suivi, tout un suivi pour ça. Puis, on ne peut pas tourner, marcher avec la maison dans la poche. Les papiers, normalement les titres, c'est quelque chose d'important pour la famille, pour les propriétaires.

[Valentine PAPILLON]

C'est sûr, mais c'est vrai que vu que beaucoup de gens qui habitent sur place n'ont déjà pas les titres de propriété, je me demandais qu'est-ce qui pourrait les motiver, parce que leur dire qu'ils vont devoir payer des taxes, je ne pense pas que ce soit une motivation pour eux.

[E13J]

Non, ça ne serait pas de leur dire qu'ils vont devoir payer des taxes, mais que ça leur garantit une sécurité. Parce qu'à chaque fois que vous payez, vous avez un reçu de la DGI aussi, qui garantit que vous êtes bien l'occupant officiel de cette parcelle de terrain. À l'autre bout, c'est la garantie que vous avez.

Il y en a aussi sur d'autres espaces qui savent tellement bien que ça peut les aider, qu'ils s'arrangent, même si c'est en contrebande de payer à la mairie une taxe quelconque, de façon à avoir un reçu d'une autorité quelconque. Parce qu'ils savent que ça pourrait les aider à se défendre en cas de litige. Ils connaissent l'importance de ce genre de papiers.

[E13A]

Ça c'est important aussi dans le cadre de la sécurité foncière. C'est une garantie, c'est une garantie en fait, pour son passeur.

[Valentine PAPILLON]

Ok, je vais encore un petit peu continuer.

Donc, par rapport à l'évolution du projet, vous aviez un peu fait le point sur le fait que les habitations sont toujours là, sont toujours en forme, etc. Je me demandais, je me posais un peu la question, mais je pense que vous avez répondu. Je ne sais pas si vous voulez ajouter quelque chose par rapport à ça. Même en termes d'infrastructures et tout ça, ce qui a été mis en place, les places, j'ai vu qu'il y avait des terrains de jeux, ce genre de choses, ils sont toujours utilisés, actifs, etc. Ou vous ne savez pas vraiment ?

[E13A]

Normalement, on a construit des terrains de jeux à Villa Rosa. Ça, c'était super et ça fonctionne. Jusqu'à aujourd'hui, jusqu'à présent, ça fonctionne. C'est quelque chose de très important. Je vois que même les écoles de football sont venues entraîner les enfants, etc. C'est vraiment, c'est une activité génératrice de revenus aussi pour la zone, pour le quartier.

Il y a un comité qui gère. Le FC est venu là pour faire l'entraînement, le FC donne un peu d'argent, tout ça, contribuez alors. Ils sont là pour faire le nettoyage. C'est quelque chose de très important. Dans certains quartiers, on a construit aussi des terrains de volleyball. C'est justement pour créer un peu de loisirs pour les gens. Donc, ça a été super. Super bien.

Même quand on n'avait pas vraiment la possibilité de tout faire. Mais je me rappelle plusieurs, dans quelques quartiers, on a construit des terrains de football. Des terrains de football pour les jeunes du quartier.

[Valentine PAPILLON]

Est-ce qu'il y avait des enquêtes qui avaient été faites auprès des habitants, après les constructions, pour savoir leur niveau de satisfaction ou un peu leur retour sur le projet ?

[E13A]

Ça a été fait. Il y avait non seulement des enquêtes, mais aussi des visites. Je me rappelle après le projet, même quand je n'étais plus sur le projet. J'étais déjà dans un autre poste. On m'appelle toujours pour des visites sur le site, de poser des questions aux gens. Les gens étaient très satisfaits. Très satisfaits. Comme je t'ai dit tout à l'heure, après le séisme, les gens étaient sans espoir. Maintenant, avec le projet, on est venu là, donner la confiance à la population. Donc, ça a été fait.

Il faut dire aussi, le projet 16/6, cette méthodologie a été répliquée un peu partout, même au niveau international. Il y a d'autres partenaires, des étudiants comme toi, des étudiants d'autres pays, des universitaires, qui étaient venus justement pour apprendre cette méthodologie, dans le cas où il y aurait des problèmes chez eux, des problèmes du même type. Pour voir comment... Ils étaient venus là pour... Parce que c'est pour la première fois qu'on dit qu'il y a un projet qui réunit toutes ces agences, tous ces partenaires, et qui apporte des résultats.

[Valentine PAPILLON]

Vous vous souvenez de l'université ou pas ?

[E13A]

Oui, je me rappelle qu'il y avait une université en Allemagne, en Angleterre, il y en avait au Canada. Oui, il y avait une Université UQAM au Canada. Il y avait une Université Laval, des étudiants étaient venus justement pour prendre des informations sur ce projet.

[Valentine PAPILLON]

Ok. Ça va, j'irai voir si jamais ils ont publié quelque chose par rapport à ça.

Par rapport au système de copropriété et les espaces communs, les espaces communs étaient-ils réservés qu'aux gens qui vivaient dans les maisons ou étaient-ils accessibles pour les autres personnes ?

[E13A]

C'était accessible à tout le monde. L'espace public était réservé à tout le monde. Je me rappelle qu'on m'a invité à une fête. Oui, les gens de la propriété étaient tellement satisfaits, ils ont organisé une petite fête dans l'espace, il y a des fleurs.

[E13J]

E13A, tu as mal compris la question. Par exemple, pour la copropriété, l'espace qui était construit, est-ce que c'était strictement réservé pour les familles qui vivaient déjà là auparavant ou bien est-ce que beaucoup de personnes qui sont venues d'autres quartiers pouvaient être aussi logées là ?

[E13A]

Non, non, c'est exactement pour les personnes, les familles qui sont là. Les parcelles, normalement, quelqu'un avait une petite parcelle, on a tout au monde offert à une seule, une seule parcelle.

[E13J]

Donc c'était une mise en commun de plusieurs parcelles et les gens pouvaient bénéficier de la maison avec la construction en hauteur.

[E13A]

Exactement. Quelqu'un pouvait dans le temps avoir sa petite maison en bas. Maintenant, après la construction, elle a sa propriété en hauteur.

[Valentine PAPILLON]

Je pense que je vais terminer bientôt, mais vous poser une question que j'aimerais bien que peut-être chacun réponde à sa façon. C'est par rapport aux limites ou aux pistes d'amélioration. Qu'est-ce que, d'après vous, de votre point de vue, on pourrait améliorer, on pourrait apporter si on devait réitérer le projet ou quelles limites il y a eu par rapport à ce qui a été réalisé ? C'est quoi les enseignements du projet 16/6 ?

[E13J]

Moi, je dirais tout de suite que ce serait par rapport au suivi, après la durée du projet, parce que je trouve que le projet, franchement, a été une réussite pendant sa durée d'exécution. Vu que, comme j'ai dit auparavant, tous les acteurs, toutes les parties prenantes ont eu une bonne collaboration entre eux. Mais par la suite, ça a été plus difficile de garder le contact, de garder un suivi sur ce qui devait être fait pour assurer la pérennisation. Pour moi, c'est la chose principale.

[E13A]

Pour moi, autre chose. Il y avait des projets qui n'étaient pas réellement terminés. Ça c'est quelque chose, si je devais reprendre ce projet aujourd'hui, on devrait normalement travailler dessus.

Par exemple, il y a les kiosques d'eau qu'on a construit dans le cadre du projet. On a construit, on a fait des suivis au niveau de la DINEPA et pourtant je peux te dire, jusqu'à présent l'eau n'était jamais arrivée dans les kiosques. Ça ce n'est pas une bonne chose pour le projet. Je me rappelle, dans un quartier, on a refait les caniveaux mais on n'avait pas eu l'argent pour le bétonnage de la route et jusqu'ici les caniveaux sont là et pourtant on n'arrive pas à construire la route.

[Valentine PAPILLON]

Oui, donc c'est tout l'aspect vraiment finition et terminer ce qui a été entamés.

[E13A]

Comme E13J a dit, l'aspect primordial c'est le suivi. Manque d'accompagnement. C'est toujours le suivi, pas de suivi.

[Valentine PAPILLON]

Vous parlez du suivi, ici par exemple pour ce qu'on a discuté par rapport au type de propriété, ou plutôt du suivi dans le fait de continuer à répliquer le projet ?

[E13A]

Pardon ?

[Valentine PAPILLON]

Quand vous parlez de suivi. Vous parlez du fait qu'il y a certaines choses qui n'ont pas été terminées, comme par exemple les titres de propriété, s'assurer que jusqu'à la fin les gens les ont ou plutôt le suivi dans le sens où il y a quelque chose qui a été en place et on aurait pu continuer à faire des modules, continuer à faire des maisons, continuer à mettre en place des infrastructures. Dans quel sens vous dites suivi ?

[E13A]

Suivi c'est par rapport au projet, c'est-à-dire quelque chose qui devait être fait comme on a dit tout à l'heure, ce qui devrait être fait pour savoir exactement qu'est-ce qui a été bon etc. Donc en plus, par rapport aux responsabilités et le partage des responsabilités.

Par exemple, si la mairie devait accompagner les personnes du quartier, les plateformes communautaires, etc., et qu'elles ne le font pas. Donc ça c'est ce niveau-là.

[E13J]

Je voulais ajouter avec la situation actuelle qu'on connaît en Haïti. Une fois qu'on aurait une certaine stabilité du point de vue sécuritaire, je pense que on pourrait beaucoup tabler sur les expériences de 16/6 pour essayer de réhabiliter les quartiers qui sont actuellement dévastés avec les conflits que nous connaissons.

[Valentine PAPILLON]

Oui, c'est ça un minimum de sécurité pour pouvoir continuer à investir.

Je sais que ça avait été aussi un des questionnements. Mais c'est un peu une des bases du projet, c'est le fait de réinvestir dans ces quartiers-là, justement dans les quartiers d'origine des gens. Pour vous, ça a quand même été une bonne idée de faire ça ou vous pensez qu'on aurait dû justement réinvestir ailleurs ou les redéplacer ailleurs ?

[E13J]

A moins qu'on aurait de nouveaux plans de développement pour les régions concernées. Je pense que réhabiliter les quartiers avant de faire revenir les gens qui habitaient, c'est une bonne chose. Parce que les gens ont déjà développé des habitudes de vie. Dans la plupart de ces quartiers que les gens ont abandonnés. Ce sont des gens qui habitaient depuis plus de 30 ans dans certains cas. Donc la question c'est que dans la majorité des quartiers en Haïti, l'État intervient toujours après le développement de la zone. C'est la population elle-même qui décide de s'installer à un endroit sans planification urbaine, etc. Donc il y a toujours de gros travaux à faire.

Donc avant de pouvoir faciliter le retour de ces personnes, ce serait vraiment de refaire le schéma de ces zones-là, d'avoir des voies d'accès plus larges, d'avoir tous les services, assainissement etc., installé avant de pouvoir... peut-être pas tout le monde, ça va dépendre de la façon dont on décidera de reconstruire. Si c'est des bâtiments en hauteur qui peuvent prendre le même nombre de personnes, très bien. Mais sinon ce n'est pas une mauvaise idée de permettre aux gens de revenir. Parce que comme je l'ai dit, même s'il y a beaucoup de familles à Port-au-Prince actuellement qui viennent des provinces. Mais il y en a qui sont là depuis plus de 30 ans, qui n'ont jamais connu d'autres endroits et c'est toute une culture, c'est toute une habitude de vie.

Par exemple moi je suis de Carrefour feuille, j'habite à Pétion-Ville depuis 2010 après le tremblement terre mais dans ma tête je suis toujours le carrefour feuille. Quand je parle de carrefour feuille c'est chez moi, tu comprends. Donc les gens de Carrefour feuille se retrouvent entre eux, ils ont une même

habitude de vie. Ils ont des références particulières pour leur zone donc ce n'est pas une mauvaise chose.

[E13A]

Il faut dire, surtout par rapport aux résultats dans le cadre du projet 16/6 dans les quartiers. On a réalisé beaucoup, beaucoup de choses.

Par exemple, on a pu relocaliser plus de 11000 familles. On a donné des formations à plus de 2000 personnes, hommes et femmes. Dans le cadre surtout, des activités génératrices de revenus. Plus de 500 entreprises ont été créés. On a donné plus de 5000 emplois, on a créé plus de 5000 emplois. 9 plateformes communautaires ont été créées. Plus de 500 entreprises ont trouvé accès au crédit. Environ 1500 maisons ont été réparés, 4 centres de plateformes communautaires ont été construits et un complexe communautaire logeait 4 plateformes plus un bureau pour le CASEC. On a vraiment réalisé des choses énormes dans le cadre du projet quoi, même quand on n'avait pas suffisamment du fond.

Y compris les blocs de maisons. Le premier bloc on avait 25 familles et le deuxième 29 familles. 29 nouveaux propriétaires.

[Valentine PAPILLON]

J'ai une autre question, mais c'est plutôt actuel, est-ce que l'UCLBP continue à fonctionner ou à travailler sur des projets similaires actuellement ?

[E13J]

Je ne dirais pas des projets similaires mais on a eu de nouvelles initiatives. Là maintenant pas directement dans la région métropolitaine mais surtout dans les régions de la péninsule sud après le tremblement de terre de 2021 ou on a coordonné, on a exécuté directement des projets de reconstruction ou de réhabilitation de maisons, mais en faisant la promotion des techniques de construction locale améliorée. Vous savez les maisons de style Gingerbread avec panneau en roche et puis structure, en bois, etc, que les paysans construisent en milieu rural, on les appelle les “TCLA”.

Donc on fait une promotion large pour ce genre de technique parce qu'on s'est rendu compte qu'après le tremblement de terre, ces structures ont mieux résister que les structures en béton que certaines personnes avaient préféré avoir.

Donc on fait la promotion de ces techniques au travers du projet de reconstruction de maisons individuelles mais pas du type de construction regroupée du genre village, mais maisons individuelles sur le site même où le bénéficiaire habitait déjà. On fait aussi des formations pour les ouvriers locaux, sur la méthode chantier école où ces ouvriers pratiques directement en construisant une maison et on leur apprenant à mieux exécuter ce genre de construction.

Donc ça se fait dans la Grand’Anse, dans le Sud, dans les Nippes et prochainement on va intervenir sur la région des palmes.

[Valentine PAPILLON]

Donc vous continuez à être actif et à travailler parce que l'UCLBP avait pas été conçu plus ou moins en même temps que le projet 16/6.

[E13J]

Oui, l’UCLBP a été mis sur pied dans des circonstances bien particulières pour aider à la reconstruction après le tremblement de terre. Mais malheureusement, heureusement. Malheureusement c’est

toujours dans des contextes difficiles avec des contextes post-catastrophes. Mais ce que je trouve dommage, c'est que, comme je l'ai dit tout à l'heure, dans la plupart des cas, l'État intervient toujours en dernier. Jusqu'à présent, on n'a pas encore vraiment eu l'occasion de planifier quoi que ce soit. On vient toujours en réponse à une catastrophe et ça justifie jusqu'à présent l'existence de l'UCLBP. Parce qu'après le tremblement de terre de 2010, on a eu le cyclone Matthew en 2016 comme l'une des plus grande catastrophe qu'on a connue. Ensuite, on a eu le tremblement de terre de 2021. Maintenant, on a cette situation de déplacement qui ne s'arrête pas, donc tu vois. C'est pour ça que je dis heureusement, malheureusement.

[E13A]

Mais il faut dire que l'UCLBP en soit, n'a pas seulement la responsabilité par rapport aux urgences. Il y a le secteur de logements, il y a bâtiment public et réhabilitation des quartiers que Joëlle dirige actuellement.

Entretien 14 : Membre de plateforme communautaire et boss maçon

[E14]

Men sak pase. Pwojè 16/6 lan, se te yon pwojè… m kwè se te 6 katye, 16 blòk ki te touche nan tranbleman de tè an. So objektif nan sete pémét moun ki te delabre yo, kay yo te kraze ou konprann, objektif lan se te rekonstwi pou yo, men rekonstwi pou yo a, se pa nenpòt kel fason. Se rekonstwi pou yo e fè de batiman konfotab e avèk bon konfo ki pou reponn a tout deziderata par egzanp de système parasismik. Système parasismik pou pèmèt si gen yon tranbleman de tè ki pase ankò, pou moun sa yo pa viktim paske majorite moun ki viktim yo kisa ki touye yo, se gren blòk ki nan kay yo ki tonbe sou yo, ki kraze, ki al frape sou yo ki touye yo paske kay yo, yo pat fèt vremen avèk yon standa. Se bagay ki fèt klopiklopan. Ok ? Men, objektif lan se sal te ye, se pèmèt moun yon viv pi konfotab. Epi moun ki te sou plas yo, pèmèt yon antre lakay yo. Pa kont, konpani ki… li te gen anpil konpani ladannl, chak kap regle on bagay. Paske menm wout Morne Hercule, Bas Delmas poum rive Kafou Jan Bosko, tout wout sa yo, se nou menm ki fè yo. M kwè menm siw ta al nan biwo sa yo, yo tap montrew bagay liv sesi sela, wap wè foto nou lan liv wap wè nou menm pa egzanp lè nap fè wout, nap travay wap wè tout foto nou nan tout bagay sa yo.

Men pwoblèm ki vinn pase andan pwojè a, egzekitan yo, moun konpani kap egzekite pwojè a, li efektivman lap egzekite pwojè a, men nan sans yap egzekite pwojè an, li pat satisfezan pou zòn yo, pou benefisyè yo. Paske si w vin fè yon bagay pou mwen, ou vinn fè yon bagay lakay mwen oubyen nan katyem, se mwen ki pou di w koman pou w fèl, se pa vre ? Se mwen ki pou di w komanm vlel. Pa gen pwoblèm, ou vini ou te jwenn moun sa te gen yon kay, kay la kwaze li ka te gen de chanm bagay. Ou vini, ou di, ok laa nou ka fè yon chanm a kouche pou ou e nap fè yon lòt chanm pou timoun. Ok, pa gen pwoblèm, ou fè li konsa epi ou fè lòt ti bagay. Men moun lan vini, li di w konsa la, lap fè yon chanm a kouche, yon salon ak tout sal a manje. Mwen di l non, fo w ta fè yon chanm. Ou mèt fè salon an sal a manje, fè yon sèl men fo w fè yon chanm la pou timoun yo. Yo di m non, sa pap ka fèt. Se ou kap fè l, ou fè l jan w vle. M pat renmen jan de konpòtman sa yo, paske si w ap travay pou mwen, mwen mgen lechwa, se mwen ki pou di w kisa m vle, ou pa enpoze m anyen. Lan sans sa gen de bagay enpoze yo te oblije enpoze yo.

Gen yon bagay ankò se lan nivo… mwen menm pesonelman kap pale ave w la, mwen te satisfè paske mwen pat gen kay kwaze, mwen pat anba tant, mwen pat ale, tout moun ta pwale, mwen pat ale mwen menm. Men pa kont, mwen te patisipe lan pwojè a paske mwen te fè pati de platfòm kominotè. Platfòm kominotè lan se des notables nan zòn lan, de moun lan zòn lan ke yo fè kredi, ke yo fè konfyans, epi yo fòme yon platfom, yon organizasyon lan tout zòn lan e ki pou reprezante zòn lan nan pwojè a. Mwen

menm mwen te travay lan pwojè antan ke yon nèg ki pat vle rete endiferan, e ki te gen yon transfè de konesans tou sou mwen, paske m son nèg ki fè maçonnerie. Men maçonnerie m fè a, mwen te genyen l nan tèt mwen, menm pat ka egzekite l. Se pandan pwojè sa vin sou pye, m vin devlope konesans mason an. Lè enjenyè yo vini, yo wè mwen menm lan chantye map travay, yo mande kote enjenyè chantye a, yo te panse se mwen ki enjenyè a. Yo mande kote enjenyè chantye a, lè enjenyè a parèt, yo mande kote bòs responsab chantye a, yo di men li, yo mande kote lòt bos ki avè yo, yo di men yo, kote manèv kap travay la, yo di wi misye se yon manèv. Blan an gade m, li di, “se misye ki manèv la”, li di m, ou pata renmen ale lan “travaux publics” pou pran fòmasyon ?” Mwen di wi, yo mete m lan yon lis, yo voye m lan travaux publics al pran fòmasyon. M fin pwan fòmasyon, lè m fini, kounya la lè m retounen, yo banm yon chantye pou m egzekite. Ki vle di, mwen genyen sètifika diplòm ke yo te ba nou. Aprè sa mwen patisipe lan yon JP kote nou tap fè adoken. Tout wout ou wè ki fèt yo, se nou ki pwodwi adoken pou wout yo. Mwen menm m konn fè adoken. Se mwen ki pwodwi adoken a pati de JP ki te monte yon système, li te monte yon konpani ki te pote materyel pou nou pwodwi adoken.

[Valentine PAPILLON]

Banm di w, kisa ki JP an?

[E14]

JP se youn nan konpani ki te fè... paske se yon blòk li ye. Se pliziè antrepriz, pliziè konpani chak ap fè yon bagay diferan. Li te fè yon feso epi kounya la ki vin fòme yon konpani, yon antrepriz ki rele 16/6 la. So andan 16/6 la wap jwenn gen pliziè konpani. Gen JP e gen.. m pa raple m…. Sel si bagay mwen yo te la, mwen ta pral fouye paske m genyen diplòm sétifika antrepriz sa yo, ou konprann ?

[Valentine PAPILLON]

Lè w tal fè fòmasyon an ? Te gen anpil moun ki tal swiv fòmasyon an ?

[E14]

Fòmasyon lan “Travaux Publics”. Wi évidemment, te gen anpil lòt moun ki vin lan fòmasyon ki soti, nan chak zòn, nan chak katye yo, gen moun kal pwan fòmasyon.

[Valentine PAPILLON]

Men nan fòmasyon sa yo, se kisa yo te aprann ou kòm m ka di anplis de sa w te konn abitye fè deja ?

[E14]

Mwen menm, mwen te gen yon transfè konesans sou mwen, mwen potko metel a l'oeuvre. Vle di, lè yo wè map travay, yo wè m gen yon transfè konesans vre. Mwen gen kapasite, men m pako ka devlope l. Yo voye m al pran fòmasyon. Pa egzanp, masoneri chène a, sistèm parasismik lan sal ye ? Se ou bòs mason, pandan ou bòs mason an, ou tou chapantye, ou tou feraye. Pa lè fè menm wap monte blòk, wap fè yon kay, wap monte yon mi blòk, fòk ou yon ap pase fè ladann, fòk ou tou ap kofre, ou konprann, epi ou koule poto, ou koule sinti w paske tout blòk wap mete yo, fòk yo gen fè ki pase ladann. Se sak rele masoneri chene, sistèm parasismik lan. Ki vle di kay lan blòk yo pa sipoze pa mare avèk fè. Ki vle di ke se fòmasyon sa yo nou tal pran. Paske gen bòs mason tradisyonel ki pat konnen lè yap monte on blòk kijan pou l mete fè ladann ou konprann ? Se tout bagay sa yo nou tal aprann, koman pou mare poto, koman pou mare fè, koman pou w aprann fè anchenman lè w ap monte yon mi blòk, tout bagay sa yo, se yo menm nou sanse tal pran fòmasyon sou yo, nou tal aprann. Lè w ap brase yon motye, fòk ou konnen yon bokit, yon bouwèt sab pa egzanp, konbyen siman ou mete ladann, ki kantite dlo ou mete ladann, sa depan saw pral fè a. Lè se yon motye ki karakteristik komanl dwè ye, lè se yon beton

komanl dwè ye. Chak bagay sa yo se lan fòmasyon nou arive konnen sa pou nou fè. Menm lè wap fè adoken an, fò w konnen a ki sab, koman sab adoken an dwè ye. Lè wap krepi, lè w ap andwi, fò w konnen ki tip de sab, ki materyel ou bezwen, kijan de materyel ou bezwen. Se stil de fòmasyon sa yo, stil de bagay sa yo, yo aprann ou lè w ale lan fòmasyon travo piblik, ou konprann ?

[Valentine PAPILLON]

Wi m konprann. Eske tankou, fason yo te vinn aprann nou bagay sa yo. Eske aprè sa, ou te vin itilize yo lan lòt pwojè ? Komsi eske ou te vinn bati lòt stil de kay avèk menm sans sa ?

[E14]

Wi, mwen menm aprè sa, mwen gen lakay mwen, se mwen ki fè l. Kay lan se mwen ki fèl. Ou konprann ? Yon lòt piti travay avèm, chak lè m fin travay les après midi, m di bon banm pase de ranje blòk, m pral travay. Bwa m la, tout bagay mwen, fè m la, map fè kofraj, map monte blòk tout bagay.

[Valentine PAPILLON]

Aprè kay paw lan, ou pa vreman kontinye travay lan domèn sa ?

[E14]

Non, mwen pa kontinye travay nan domèn nan, mwen pa kontinye travay ladann. So, aprè sa, li te vinn favorab pou mwen pou m te jwenn yon travay kote ke m pat gen tan pou m te egzekite jan de bagay sa yo ou konprann ? poum te al lan mason, poum te kenbe l pou m te travay sou li.

[Valentine PAPILLON]

Wi m konprann, bon ou jwenn yon opòtinite lan lòt branch.

[E14]

Mwen an dot tèm, mwen se yon moun ki lan on vye peyi ki pa bezwen moun kem ye mwen menm. M lan on vye peyi paske si m te lan yon peyi nomal serye, m tap fè plis bagay ou konprann ?

[Valentine PAPILLON]

Men a lepòk poukisa ou te chwazi antre lan fòmasyon an fè l kanmem menm si se pa lan sa ou te ap travay ?

[E14]

Pwoblèm lan peyi d'Ayiti, gen on dikton ki di w sa wi : "Quand on n'a pas ce que l'on aime, il faut bien aimer ce que l'on a". Ki vle di, moman ke l tap fèt lan, mwen pat okipe, mwen pat okipe epim, m pat gen yon boulo tou, m pat gen yon jòb ki te okipe m. M te di, bon, m pral fè yon pase tan la avèk nèg yo, ou konprann ? Epi, se sak te motive m. Lè mwen menm pase tan pam lan. Men mwen gen on kote m te vle ale, mgen yon bagay ke m te bezwen aprann. Lè nèg la vini, pa egzanp, lè nèg la vini lap poze yon mi blòk la bagay, m te toujou ap di bagay, mwen menm m te toujou ap korije yo, map di bagay etc… men sè apati de la, pandan ke m ap egzekite l enjenyè a vini li wè kapasite a. Li di kèt si misye te gen fòmasyon, lap fè on gwo mason, lap fè on gwo foreman, yon bòs mason. Se lan optik la, li te voye m al fè fòmasyon an pou m te kapab… men mwen pa travay sou li efktivman m pa travay sou li.

[Valentine PAPILLON]

E pa rapo avèk platfòm ou te pale a, kijan sa te ye ? paske ou te d im ke moun yo pat ka deside vreman kisa yo te vle lan kay yo. Men mwen menm m te panse nan platfòm yo jisteman se te kote pou ke moun yo di kisa yo te bezwen, donk se sa.

[E14]

Platfòm nan te la pou l fè liyèzon ant konpani an e popilasyon. Pa kont, platfòm nan tou, menm moun ki te fòme platfòm nan, pandan yo finn fòme platfòm nan, yo kraze l ankò. Banm di w koman yo kraze l ankò. Lè pa egzanp, ou gen yon platfòm ki anndan pwojè a, ou vini, ou di platfòm nan, li la pou l gen zye sou tout sa kap fèt yo. Ok, pa gen pwoblèm. Se nou menm tou, ki pou siye, ki pou aksepte pwojè a, pou pwojè a efektif, pa gen pwoblèm. Kounya ou di ke manm platfòm lan pa gen dwa travay lan pwojè a.

Manm platfòm nan, pa gen dwa travay nan pwojè a. Pandan ou di li pa gen dwa travay lan pwojè a, lap la wi, lap swiv tout sak ap fèt, men l paka travay pou l touche lan pwojè a. Ou menm ou pa di manm platfòm lan kisa ki vini pou li ke li dwa … chak mwa, men bagay… ki vle di platfòm lan se yon bagay volontè ki la, ki gen zye pou l gade bagay. Se konsa yo te fè l. Men nou menm, nou te di ke nou paka la, nou gen yon pwojè epi nou pa gen okenn defans, okenn rantre. Si nou pa gen antre kelkeswa moun lan lap travay selon kapasite l lan yon pwojè. Ou paka di l li pap travay, li pap ni gen yon apwentman, bagay. Nou te di ke epi kounya la se rezon ki fè mwen menm mwen di w mal travay kòm yon manèv lan yon chantye pou m kapab gen on rantre.

[Valentine PAPILLON]

Men sa vle di, ou te oblije kite platfòm lan pou w te ka travay au fait ?

[E14]

Non, non. Non, non, nou te chita, nou diskite avè yo, kounya yo vinn din ok, ok men koman sa ap fèt, men koman sa ap fèt.

[Valentine PAPILLON]

Ok, donk yo te vin aksepte fè chanjman ?

[E14]

Yo te vin aksepte, yo te vin aksepte, bagay patati patata.

Pa egzanp, mwen sonje, genyen wout Morne Hercule, pa Delmas 64, ou soti sou wout Delmas. Wout sa, son ti wout kwense, yon machinn moute, yon machinn desan li ye. Men gon koten te rive, nou kanpe, nou di non sa pap ka fèt konsa non. Si se konsa lap fèt, preferel pa fèt ditou. Kounya la nou blokel. Nou bloke platfòm, nou kanpe, nou blokel. Nou di, fòk wout la ouvè. Paske konpani an kap egzekite pwojè a, li vin egzekite yon bagay, li vin fè yon bagay, kèlkè swa jan l fè l, depil fè l li menm, yo fè pousantaj pa yo a. Il sifi ke yo fè l, nenpòt jan yo fè l depi yo finn fè l e yo fè kob pa yo a, zafè k gade popilasyon an, yo pa bezwen konnen. Kounya nou bloke l, te gen yon majistra a lepòk ki te rele Claire Lydie Parent. Kounia nou rele majistra a, nou di majistra gen yon mi, wout la ap fèt li trè restren, ou konprann, gen yon mi la ki merite kwaze. Fòk li ta vini kwaze l pou nou, paske pwoprietè mèt tè a di wi, nou mèt kwaze mi an pou nou ouvè wout la. Konpani an pa vle, konpani an di non, li pap kwaze l li menm. Nou di ou pap kwaze l ? Wout la ap kanpe jiskaske nou menm nou fè pwosesis pou nou kwaze l. Paske se pou sa nou la, se pou sa platfòm lan la. Nou rele majistra, majistra efektivman, li vini. Li voye 2,3 moun make “à démolir” sou mi an. Lè yo vinn make “à démolir”, m konnen par le fait menm lap voye, pa egzanp lap voye yon loader, bagay materyel pou vinn kwaze mi an. Majistra pa janm kwaze mi

an, li wete lap tann, saw konnen lap tann ? Lap tann ke yo voye on chèk ba li. Tan kel pa jwen yon chèk, li pap vinn kwaze l. Enben w konnen ? Wout la fèt jan l te ye a wi, restrein, restrein. Koub la, 2 machin paka pase landann non, ou konprann ? Ki vle di, son bagay se lan ayisyen an li ye menm. Ayisyen an fè yon bagay, li pa fè l pou demen poul itil sosyete, popilasyon men li fon w bagay pou enterè pèsonèl li, pou l fè de gouden, epi aprè sa li pa bezwen konnen men sa kap fèt.

[Valentine PAPILLON]

Gen de pafwa, kompani an yo kon pè, kom m ta di w kwaze mi an pou popilasyon an pa fache oubyen. Men ou panse ou menm ke moun yo te dakò pou yo te fè yon seri de chanjman ?

[E14]

Non men nou menm platfòm lan ki repwezante zòn lan, se pousa nou te la. Ki vle di lè gen yon kote bagay yo paka ale, se nou menm ki pou jwenn solisyon yo. Nou menm nou te la m di w nou bloke wout la poul pa fèt konsa paske mi an pwopwietè mi an di nou wi nou mèt kwaze l. Konpani an di non li menm, li pap vinn kwaze l. Si pou l kwaze l, se majistra ki pou vinn kwaze l, nou rele majistra a. Majistra voye vinn make “à démolir” ladann, kounya lè l finn make l, li wete, lap tann yon kòb. Tout tan yo pa bal on kòb li pap vinn kwaze l. Pou jiskaske nèg yo wè ke majistra pap vin kwaze l, yo di yap fè l konsa. Wi, se konsa nou te vle fè l, nap fè l konsa. Pa gen pwoblèm e konsa nou te vle fè l. Men si nou te vle agrandi l, nou tap kwaze paske nou gen fe vè a deja, nou gen fe vè a.

Te gen on lòt kontrent ankò wi, pa egzanp lan kesyon dlo lan popilasyon an. Yo te vini ak yon pwojè kyòs. Yap fè yon 10 kyòs andann katye yo. Kounya la nou menm an tan ke platfòm nou te di yo se pat kyòs lan ki te enpòtan pou nou menm, se antre lan system DINEPA epi kounya la, antre manman tiyo yo andan katye yo. Antre manman tiyo andann katye yo, kounya la wap fasilite, chak moun ap gen pwòp tiyo ki antre lakay ou epi dlo a ap distwibiye. Yo kanpe, yo opoze paske lan sa nou pwopoze yo la, yo pap fè kòb pou yo fè a. Kounya la yo pa vle, tout sann fè nou bloke l nou non se tiyo se dlo ki pou antre andan an avèk kyòs, fè fontèn pou moun al goumen, sa li pa lojik

[Valentine PAPILLON]

Men koman, kijan nou te vle, nou te vle pou tiyo yo rive lan chak kay oubyen nou te vle on seri de…

[E14]

Of course, ou antre manman tiyo a andan katye a, epi kounya lè w fin antre manman tiyo a, epi chak kay yo gen tiyo ki antre lakay yo ki alimante yo, pou tout moun gen pwòp tiyo l, pwòp dlo lakay li. Kounya lap konnen chak mwa li pwal peye DINEPA epi l fini. Men yo menm si se konsa l fèt, yo pap fè kòb, yo pap jere kòb pou yo jere a, se kyòs yo ki pou fèt. Kounya la yo chita yo fè yon pakèt kyòs antre, yon pakèt manman tiyo al lan kyòs yo. Epi fini yo finn fèl, depi lè yo fin fèl la, bagay sa pa janm gen yon galon dlo ki koule ladann. Pou jiskaske nan menm popilasyon an, de moun yo plase kyòs la bò lakay yo oubyen sou teritwa yo bagay, yo koupe tiyo yo, yo pran tiyo yo. Aktyelman lan kyòs sa yo, m kwè son patikilye ki pwan l. Kounya la li met dlo ladann li menm, li mete kamyon dlo, li mete dlo ladann, kounya la lap fè biznis li. Ki vle di popilasyon an pa konnen anyen, sa pa sevi popilasyon an anyen.

Sèl sam panse mwè ki te yon ti jan… paske mwen te genyen lan zòn kote m ye a, mwen te genyen yon biwo kominotè. Lè yo te pale, nou di yo, fòk yo ta fè biwo a pou nou. Efektivman yo fè biwo a 2 etaj, epi yo fè yon sal de konferans, epi aprè sa yo te mete biwo, materyel andan pou nou, ou konprann. Aprè sa yo te mete yon afè, sak rele limyè ak pano solè yo. Yo te mete lan kelke pwen, ki te komanse byen bèl, byen pwòp. Men aprè sa, le fèt ke pa gen jesyon, platfòm vinn kadik. Li vin kwaze, yo pat kenben yon systèm pou yo te kenbe platfòm lan.

[Valentine PAPILLON]

Sa vle di platfòm lan vinn pa fonksyone jodia ?

[E14]

Platfòm lan vinn pa fonksyone. Si platfòm lan fonksyone, se si ta gen yon enterè, ta gen yon bagay ki tap fèt. Mwen menm pesonelman antan ke youn ki te fè pati platfòm lan, si ta genyen yon audit yon kont randi, yo tap mande pou moun kite lan platfòm, bagay yon kont randi de sak te pase. Mwen menm map opoze.

[…]

[Valentine PAPILLON]

Men pandan tout pwosesis lan la, pa janm gen jan w ap di an, yon audit yon ankèt ki fèt, ki vinn pozen kesyon kijan sa te ye etc.. ?

[E14]

Anyen ditou, anyen ditou. Peyi Dayiti son peyi konsa li ye. Pa janm gen kontinite, pa janm gen okenn bagay. Sa vle di nèg lan pandan ou wè gen yon opotinite, yon bagay epil bezwen jere yon monen, li bezwen fè yon koutay, epiw wè l antre li foure tèt li lan sa, epi yo vini a yon pwojè ,yo vin rabache l, yo fè ti kòb pa yo, de fwa menm fini l pa fini.

[…]

Pi kounya la, bagay ki te vini a yon pwojè pou soutni katye yo epi bagay, epi yo ba yo on kòb pou fè biznis bagay, ou konprann ? Men etan done m pat ladann paske nèg yo te… nèg yo te ekskli m ladanl.

[Valentine PAPILLON]

Men banm poze w yon kesyon. Platfòm lan ta sanse yon fason pou oganizasyon kapab kominike avèk ou konnen popilasyon an etc…

[E14]

Of course, ya, of course.

[Valentine PAPILLON]

Men kisa ki fè, daprè ou, ki fè platfòm lan vin gaye konsa paske sa ta sipoze yon bon metòd. Men kisak daprè ou, ki fè li vinn konsa?

[E14]

Se yon bon metòd li ta sipoze ye. Men moun ki te fòme platfòm yo, yo pat fòmel pou sa vreman, se te yon kòb yo te bezwen jere, se nèg yo ki te bezwen fè koutay yo, ou konprann ? Yo te bezwen jere yon kob, jere yon bagay, epi kounya yo finn fè kòb yo a, yo fini aprè tout sa tout bagay kadik. Paske si yo te kreye l, yo te mete strikti ladanl, menm lè yo menm yo te bagay li tap toujou la, li tap stil toujou la, ou konprann ?

[Valentine PAPILLON]

Banm poze w yon kesyon. Nenpòt moun lan katye a pat ka deside chwazi patisipe lan platfòm lan ?

[E14]

Non. Koman yo te chwazi yo. Se pa egzanp, lan chak katye yo, katye yo ou konnen, yo gen plizyè zòn, plizyè blòk ladann, chak ti blòk, chak ti andwa voye yon moun kòm reprezantan. Pami lekel moun sa yo pral fè yon eleksyon. Yon eleksyon ap fèt epi kounya la , youn ap pase lan chak zòn yo ou konprann ? lan chak zòn yo. E lè fini tou, gen yon kesyon enfliyans. Moun popilasyon an fè plis konfyans, plis kredi. Ou konprann ? fè plis kredi. Epi lè fini tou, moun sa yo tou, se de moun fòk yo fè pati de yon oganizasyon. Fòk yo te soti lan yon oganizasyon kelkonk ou konprann ? Se konsa pou yo te monte platfòm lan. Men yo telman bezwen monte platfòm lan pou yo te kapab komanse pwojè a pou yo te fè lajan yo. Strikti sa yo pat respekte, ou konprann ? Yo pat respekte. Se paske gen moun tou, yo pat vle antre lan lojik lan, bagay sa yo. Se chèche, ou ale lan zòn sa ou di moun lan ann ale, m pral mete w lan yon platfòm, m pral fè w reprezante zòn lan, lan yon platfòm. Se te konsa yo te fè l, ou konprann ? Li te yon bouyi vide. Se youn lan rezon ki fè tou jan nou di an, platfòm lan li kadik, li kraze. Men, depi w wè kounya la menm moun sa yo kap jwenn yon kote pou yo jere yon kòb, wap wè yo nek vini, yo di w platfòm lan egziste. Epi wap fè 2, 3 nèg reyini, epi yo komanse brase kòb yo ou konprann ? Se konsa, son peyi konsa l ye.

[Valentine PAPILLON]

Ok, donk son platfom ki la chak lè gon pwojè ki parèt an fèt ?

[E14]

Ya, ya.

[Valentine PAPILLON]

Ok, hmm.

Eske lan m ka di ti peryod kote li te plis ou mwen ap fonksyone an... Paske mwen menm, mwen rankontre avèk moun ki te kòm m ka di nan oganizasyon, ki te planifye pwojè a etc., donk mwen gen avi pa yo men se sak fè m te bezwen pale avè w paske ou son moun ki te andann menm, donk ou ka bay on lot aperçu. Men sa yo te di se ke, tankou lè platfòm yo rankontre, yo te kite popilasyon an di ki priorite, kisa yo bezwen lan zòn pa yo an plis. Eske pati sa te fonksyone vreman ?

[E14]

Ki pa respekte, ki pa respekte vreman. Ki pa respekte vreman paske siw vini lan zòn lan, ou diw pral fè kyòs pou nou. Nou diw non se pa kyòs lan ki enpòtan pou nou ou konprann ? Se fasilite nou pou nou gen dlo a ki antre lan zòn lan pou tout moun jwen dlo. Ou menm ou di non se kyòs wap fè. Ki vle di la kounya la, se pa popilasyon an la ki deside, se ou ki fè afè w jan w vle. E Kiyòs yo fè yo, pa janm gen, yo nèk fin fè yo, genyen ki pa menm fini menm, pa janm gen dlo ki koule lan youn on jou, pou jiskaske vagabon rekoupe tiyo yo, pran yo yale ave yo. Ou konprann ?

[Valentine PAPILLON]

Donk sa vle di yo fè nou pale de pwiyorite yo, men yo pa tande yo vreman, yo pa aji sou yo.

[E14]

Non yo pa tande yo vreman, yo pa aji sou yo.

[Valentine PAPILLON]

Jan ou explikem bagay lan vinn kraze an. A ki moman li vinn dejenere menm ?

[E14]

Tout swit. Tande platfòm lan se pousa l te fèt. Mwen menm eksperyans kem viv lan platfòm nan. Pandan platfòm lan, yo fè anpil seminè pou nou. E sou jesyon dantrepriz, jesyon biznis, koman pouw monte yon biznis. Nou swiv anpil seminè, anpil bagay. Nou pran seminè sou sekouris. Nou pran anpil anpil fòmasyon ou konprann. Se sa kite favorab, mwen m ka di yon moun ke nou retni, platfòm lan te sanse itil nou an kelke sans. Konesans sa yo nou pran kap sevi nou demen. Paske gen de bagay se gwo lajan pou w ta peye, ou konprann ? Gen de seminè, gen de bagay se gwo kòb pou w ta peye pouw jwenn yo. Men nou te jwenn yo a la pote nou, kelke swa lè a. Nou konn fè yon kenzen de jou, nap swiv seminè, bagay, sa yo te trè trè trè enpòtan. Men aprè sa, pa gen anyen ankò. depi w wè platfòm lan, depi w wè pwojè a nèk kanpe, yo di bon pwojè a fini, yo leve lank, platfòm lan li pa itil anyen ankò paske pa gen anyen ki janm di pou platfòm.

[Valentine PAPILLON]

Hmm. M konprann saw di an.

[E14]

Tout moun rete la, yo rete epi platfòm kraze. M diw se lè yo te jere on bagay, m tande yo mande kote manb platfòm. Manb platfòm, twaka moun platfòm yo gentan, sak al lan Biden, sak te gen tan vwayaje, sak bagay. Ti rès ki te la, ou ta reyini yo, si gon bagay kap fèt wa reyini yo, mesye menm sak pase, men sak pase. Non 2, 3 nèg vini, yo fè afè yo pou ko yo epi w tande yo di w platfòm. Pa gen afè platfòm, li kadik lontan

[Valentine PAPILLON]

M konprann. Banm diw, talè u a lèw te komanse pale a ou tap eksplike m koze kay yo. E ke moun yo pat two satisfè oubyen de fason yo te chwazi fe andann yo etc. ou menm lan epok la ou te bati plizyè kay lan katye a?

[E14]

Wi, m te fè plizyè. M pa diw moun yo pa satisfè non. Moun yo, yo satisfè alo gen kote moun yo se pat volonte pa yo kite aji. Ou konprann ? Se pa paske yo pat renmen sak fèt la non, men de fwa, gen moun lan ki lè l vini lan espas pal la, li pat vle pou kay li te kole ak kay yon lòt vwazinaj. Pa egzanp, la si kay sa yo te tou pre, yo te ansanm, yo kraze, sa konpani an vini li fè, li vini, li di bon ok nou menm nap antann nou nap kraze espas lan nèt, fè on sèl espas epi nap fè yon apatman ladann. Apatman sa, apatman sa chak moun ap gen de chanm a kouche, yon salon, yon salle à manger. E se konsa yo te fè yo, c'est un endroit ki trè trè sofistike. Pou batiman yo se bagay ki byen fèt ki byen konfeksyone. Ou konprann ?

[Valentine PAPILLON]

M pa finn konprann saw di an paske tankou la ou di m ke yo satisfè men se pa konsa yo te vle l. Tankou m pa fin byen konprann sa w ap di an, janw eksplike m lan.

[E14]

Banm diw. Pa egzanp, ou genyen yon lakou. Lakou a, son lakou ki genyen 2 frè, yon kouzen, yon kouzinn oubyen yon matant ki ret ladann. Oubyen tou, ou ka genyen yon lakou la on zòn la gen 2 kay ki kole ansanm, 2 kay sa yo te gen yon ti koulwa ki separe yo. Kounya lè konpani an vini, li kraze tout kay yo, yon sèl kou, epi l di konsa nap fè yon apatman laa. Lan tè a se yon apatman nap fè. Sa vle di apatman sa kap fèt la, li vinn pou tou de moun sa yo oubyen twa moun sa yo, li vin pou tou lè twa. Ki vle di, yo di bon nap fè yon apatman la : "ou menm ou te gen konbyen chanm ou te gen konbyen pyès" sa di m te gen yon pyès oubyen m te gen 2 pyès. Yo di bon, ok pa gen pwoblèm nap fè yon apatman la, apatman

an nap divizel an 3, epi chak moun ap gen 2 chanm a kouche, chak famille ap gen 2 chanm a kouche. Gen moun lan tou ki pata vle dakò ke kay li kole a lòt kay ki te sou kote l la.

[Valentine PAPILLON]

Sa vle di moun lan te pito lakou an ?

[E14]

Wi, li te pito pou yo fon ti kay pou li epi pou yo tal fè lòt pa, lòt ti kay vwazinaj la. Men moun yo menm di non yap fè yon apatman, epi apatman an lap pou nou 3 moun, epi chak moun ap gen 2 chanm a kouche, salon epi salle a manje. Li gen dwa fèt en 2 etaj oubyen 3 etaj. Epi se lan sans sa m diw gen moun ki pat satisfè paske yo te bezwen pou yo fè afè yo poukont yo. Men siw ap swiv, siw ap gade sa yo fè a, li trè, trè, trè konfontab ki vle di son système etranje kote ke apatman an son apatman. Li gen plizyè moun kap viv lan espas la, ou konprann, orizon divè. Yo gen dwa frè, yo pa sè, yo pa bagay men yo pataje on yon apatman ansanm. Chak moun gen apatman pa yo.

[Valentine PAPILLON]

Yon fwa yo fin fèl eske aprè sa moun yo vin plis konprann li oubyen ou panse yo tap stil prefere l diferan ?

[E14]

Wi, wi. Yo vinn konprann li paske kounya la, yo vinn viv lan yon anvironman senseman map di w sa e mwen m gen moun kap vin lan espas yo la, yo diw wi yo santi yap viv trè byen, yo santi yo byen yo viv trè byen. Ou konprann ? Paske non selman yo an konfyans paske kay lan li gon standa ki bokou plis respekte, e ki mete yo an konfyans. Answit tou gen kote yo fè yo epi kounya la, yo antre, yo tou fè tout bagay antre, kouran pou moun yo. O mwen ba yo on lot standa yon bagay yo pat konn abitye viv. Ou konprann ?

[Valentine PAPILLON]

Yo mete dlo lan kay sa yo ?

[E14]

Non yo pa mete dlo ladann yo. Kounya la yo mete kyòs yo. Nou te fè kyòs. Lè n te di non se dlo pou yo met lan kay la, non yo fè kyòs. Kyòs yo yo pa janm alimante yo, poukisa, vagabon kraze yo ankò, pran tout sak te ladan yo. Gen de moun ki antre ki pran l fè bagay prive yo ladann.

[Valentine PAPILLON]

Non, m pat konnen si kay apartman yo te fèl diferaman oubyen si se toujou menm pwoblèm nan.

[E14]

Hm, hm.

[Valentine PAPILLON]

Ok, donk ou te konstwi kay apatman sa yo tou ?

[E14]

Mwen te travay ladan yo. Mwen te travay.

[Valentine PAPILLON]

Mwen te gen plizyè kesyon m tap poze tèt mwen, ou konnen mwen se lan jeni sivil mwen ye, donk m te vle konnen kijan moun yo te satisfè de kay yo. Si yo tap refe kay sa yo, eske yo te vle yo pi gwo, oubyen eske gen yon seri de chanjman moun yo vinn al fè ke konpani an pat vle fè a lepòk, jan de bagay sa yo, m pa konn si w….

[E14]

Chanjman mwè ki pou ta fèt lan kay sa yo, se ke gen yon seri de kote, yon seri de twati, yon seri de bagay yo te fè yo an bwa oubyen yo fè, yon seri de desen yo fè avèk bagay kokoye. Ou konnen depi bagay la fèt an bwa li pap dirab. Yon tan lap rive, li abime, fòk li chanje. Fòk li chanje. Gen de kote, gen de balistrad yo te konn fè yo, men yo te fè yo, men se an bwa yo te fè yo.

[Valentine PAPILLON]

Ann, wap pale de pati yo te fè ak banbou yo ?

[E14]

A banbou, genyen se a bwa 2x4. Bagay sa yo, m wè ki ta merite pou chanje. Paske pandan map di w sa tou, gen moun lè yo fini ki modifye pa yo a wi.

[Valentine PAPILLON]

Men se sa m ap diw, se sa m tap eseye reflechi, kisa yo modifye vreman, paske petet yo modifye an fonksyon de sa yo bezwen.

[E14]

Gen moun ki retire bagay kokoye yo epi kounya la, ki fè afè pa yo. Paske lòt jou m tap pase, m te wè yon moun ki tap retire bagay kokoye yo. Answit yo gen tiyo, li tap pase tiyo pou bay dlo. Li retire tout bagay kokoye yo epil chanje yo.

[Valentine PAPILLON]

Hm, hm. Eskè w te bati kay nèf men ki pat lan apatman, tankou ki te apa ?

[E14]

Wi, m te travay lan on chantye, se mwen ki te responsab chantye a menm.

[Valentine PAPILLON]

Kay sa yo ki pat fè pati de apatman, eske moun yo te kapab di kisa yo te bezwen oubyen ki te fè kèk chanjman oubyen eske se fason konpani an te dil la nou te plis bati yo ?

[E14]

Wi, yo te gen le chwa pou yo te eksprime yo, men konpani a, sal vinn fè a, lè l parèt lan espas la li detemine yon bagay, li di men sa l pral fè la, men sa l pral fè la. Vle di ou menm ou te ka di men saw vle, yo diw non men sa yap fè la yo menm, men sa yap fè.

[Valentine PAPILLON]

Donk a chak fwa yo bay posibilite pou moun nan pale, pou moun nan di sal vle, men o final yo pa respekte sa.

[E14]

Yo pa respektel, yo pa egzekite. Se pa yo a ki egzekite

[Valentine PAPILLON]

Ou konnen avèk fason kay yo te bati avan ki te koz anpil pwoblèm lan tranbleman de tè an. M panse ide fòmasyon yo se te ede moun konn kijan pou yo konstwi pibyen, pou kay yo ka pi solid lan etc… Eske ou panse gen anpil moun ki te swiv fòmasyon sa yo ki fè ke kounya lè yap bati lan zòn non ou panse ke kay yo, yo vreman entegre sa yo te aprann non oubyen ou panse yo stil….

[E14]

Lèsem diw yon bagay, lèsem diw yon bagay. An Ayiti men koman moun yo konstwi. Mwen menm mwen ka son fòman, m ka son injenyè, m parèt la m bay moun lan yon devi m dil men sal ap bezwen, men sal ap bezwen, men sal ap bezwen. Epi lèm vinn la, moun lan di : “M pap bezwen tout bagay sa, m pap bezwen tout fè sa yo. Pase fè lan blòk, m pap bezwen tout bagay sa yo, ou mèt monte blok la”. Yo vin diw sa, ou oblije travay au gout du maître. Ki vle di, moun yo stil kontinye ap fè kay yo menm jan li te ye lontan an, ou konprann ? Ki vle di sa ou menm ou aprann lan, li la, ou ka metel en oeuvre men fòk moun wap travay pou li a, pwopryetè wap travay pou li a li menm, fòk li reponn. Gen moun menm ki diw : “Ou vin pran kòb mwen ak pil fè sa yo, pil bagay, pil bwa, pil siman sa yo ap gaspiye”. Mwen menm map travay lakay mwen mdi bòs la men koman pouw fè l, men sa pou fè. Men koman map fè l, ou konprann ? Mwen menm mte gen yon travay map fè lakay mwen m la wi, m bay bòs la ide, m bay bòs la ide. M dil men koman poul fèl, men koman poul fè l. Epi m kanpe la ansanm avè yo, epi m fè yo travay, yo di “Oh apa w te konnen” M di wi, mwen menm m fè mason, m pap travay sou li, menm fè mason, m fè yo travay. Ou konprann ?

[Valentine PAPILLON]

M konprann, donk sa vle di moun nan o final, menm si li aprann bagay yo, li fè avèk mwayen ke mèt kay lan deside bal lan.

Bon antouka, mwen menm objektif travay mwen an se gade ok, men kijan pwojè a te pase epi gade kisa ki byen, kisa moun ta sipoze amelyore. Ou konnen, bagay tranbleman de tè son bagay ki ka rive ankò donk, map eseye gade eske moun yo satisfè, kisa yo ta sipoze refe diferaman, si yo tap refe on sot de pwojè konsa. E sak fè m te bezwen avi w sou sak te pase an etc…

Eske gen kèk bagay ou vle di kom leson, ou fè yon ti konklizyon sou pwojè a, sou resantiw, sou satisfaksyon moun yo lan zòn lan.

[E14]

Mwen menm efektivman, malgre te gen anpil, te gen anpil... e ou konnen lan tout sa kap fèt, wap jwenn moun ki satisfè, wap jwenn moun tou ki pa satisfè. Mwen menm mwen te satisfè, nan sans mwen te satisfè, se lan sans ke lan kesyon fòmasyon, mwen te jwenn anpil fòmasyon sou yon pakèt domèn. Paske peyi d’Ayiti son peyi konsa l ye. Lè ou gon sèl bagay lan menw, ou paka viv sou li, men siw gen plizyè, ou gen konesans lan plizyè bagay, o mwen wa reziste. Se yon peyi konsa, pito w gen plis lan men w ke w pa genyen ditou. Mwen menm mwen te trè satisfè paske pou anpil fòmasyon ke nou pran, ke nou resevwa, so jiskisi, o jou le jou mwen menm yo ap edem paske mwen ka rive, lan nenpòt domèn lan mwen rive la, si pou m fonksyone map fonksyone. Sa mwen m te satisfè lan sans sa. E answit, lè wap pase lan katye yo, wap wè diferans ki gen ant kay konpani an te fè yo avèk lòt sa ki te la deja yo, gen yon gran diferans.

[Valentine PAPILLON]

Wap pale de kay apatman yo, oubyen de tout kay yo nèt ?

[E14]

Tout kay yo, kelkeswa, depiw parèt kote kay 16/6 te fè yo, wap wè yo diferan. Yo diferan de lot batiman, de lot kay yo. Toujou wè sa, depiw pase kote yo, wap di ah, sa te 16/6 ki te fè kay sa yo wi.

[Valentine PAPILLON]

Poukisa ou di sa ? Jan kay la kanpe a oubyen ?

[E14]

Wi, jan l kanpe a, jan l fèt la. Jan l kanpe, jan l fèt, se pa menm standa.

[Valentine PAPILLON]

Pa gen moun lan zòn lan ki kom eseye refè menm kay yo ? Yo pa eseye fè menm stil lan

[E14]

Mwen diw sa wi. Moun yo pa etenize yo pou yo fè yon travay vreman yon anchenman jan yo fèt la. M pral diw sa, menm si wap monte mi an lan konpani, wap monte mi an depi gen yon defòmasyon ladann, injenyè a vini fè kraze mi an nèt wi. Wi li diw kraze mi an nèt. M di men injenyè, sa pral kouvri, li pran randwi, li pral kwepi, li dil pa bezwen konnen bagay konsa, kwazel, metel ate. Menm siw ta mete… yon boss ki te mete yon bout blòk andan yon mi lan mitan yon mi, li mete bout blòk la, injenyè a fe kwaze tout mi an nèt wi pou retire bout blòk la wi. Of course, fè retire l nèt, kwaze mi an nèt poutèt bout blòk la. Mwen menm se leson sa yo m te tire, m te aprann, jiskisi si 7 ta mare 14. Si se lan mason pou m viv, wi map kapab.

[Valentine PAPILLON]

Ou konnen, kantite kay ki te fèt lan pa foseman ka kouvri tout katye a janw sot di l lan, eske sa pat kweye pwoblèm lan katye a menm ?

[E14]

Gen moun ki te wè yap fè kay yo, ki te bezwen pou yo ta fè kay pou yo tou. Men pat wè ditou, paske depi oparavan, moun yo te konnen tout kote yo tap vinn operasyonel, tout kote yo tap vin ranje yo, paske lè sa fin fèt, tranbleman de tè a finn pase, aprè sa gen resansman ki fèt. Pa egzanp mwen menm mwen te lakay mwen, e lè moun yo ap fè resansman yo pase yo mande m, mesye eske lakay ou a fisire oubyen kwaze bagay ? M di non, kay mwen an pa fisire, li pa kwaze, ou konprann ? Gen moun lan ou konprann ? menm lè l te di kay li pa fisire, li pa kwaze, lè l wè diferans lan, li wè yap fè kay ki sou kote l la, li mande pou yo fè pal la tou, yo di l non li pap lan pwojè a. Li pap lan pwojè a.

[Valentine PAPILLON]

Moun yo aksepte sa kanmem, paske yo te esplike yo poukisa.

[E14]

Ya, ya. Epi lè fini tou, gon lot bagay ankò. Ou te gen dwa lan on kay la, ou pa pwopryete kay la, kay la kwaze pandan ou ladann lan. Konpani a vini li refe kay la nomalman, li refe kay la pou ou men e pa pou ou li ye vrè e pou mèt li li ye, paske e lokate ou ye, men ou gen on nonm de tan konpani an mande pou

fè lan kay la paske ou te anfeme kay la kwaze men se pou ou privilèj ke yo voye w fè kay la. Men ou gwo nonm de tan pou w fè lan kay la.

[Valentine PAPILLON]

Yon sot de sekirite pou mèt kay la pa pwan l lan men w.

[E14]

Ya, ya. De fwa gen mèt kay yo ki pa menm la menm, kay la kwaze moun lan pedi tout afè l, li pat menm la non, epi kounya la kon konpani an vini li fin fè kay la, li amenaje kay la, li fè kay la pou moun lan, epiw wè l parèt. Li metel deyò, epi w wè afème l ak yon lòt moun. Lè fini tou, yo pap operasyonel lan espas. Pa egzanp, si te a kote kay la kwaze a li pa yon tè ki gen papye oubyen ki legal, yo pap operasyonel ladann ou konprann ?

[Valentine PAPILLON]

Yo verifye kyès ki gen vreman papye pou yo ka konstwi ?

[E14]

Ya.

[Valentine PAPILLON]

M konprann sa w di an. Bagay papye sa m tap eseye reflechi, eske yo te bay moun yo papye apatman yo papye kay sa yo ?

[E14]

Non, se pa yo kay bay moun yo papye sa yo, non. Se moun yo, yo menm ki pwale lameri, se moun yo ki pwale lameri. Egalman pwojè a son pwojè ki… daye m kwè yo tou peye lameri, yo gon kòb, yo tou peye lameri pou otorizasyon. Paske de kew ap konstwi, fòk meri an ba ou sak rele, droit d'alignement, autorisation de construire. Qui veut dire, de concert ak meri an, se yon pwojè leta, yo gon kòb yon envestisman, yon kòb yo envesti yo bay pou otorizasyon, ou konprann ? Pou yo operasyonel lan zòn yo. Qui veut dire, kay sa yo aprè sa, se pwopryetè kay yo, mèt yo ki pwale lan lameri, mwen rete lan tèl espas, tèl kote, m gen 3 chanm a kouche, m gen twalèt, m gen salon, sal a manje, m vin pou m peye, yo soti on fichye pou ou, epi kounya la pou w peye. Men se pa konpani an ki bay papye.

[Valentine PAPILLON]

Wi, m konprann saw di an. Sa vle di. Moun lan fòk li gon swivi li fè tou poul al lanmeri an al pran papyel etc.

[E14]

Ya, ya. Konsa tou genyen ki pa janm fè sa, ki pa janm gen papye.

[Valentine PAPILLON]

Sa son lot pwoblèm ankò.

[E14]

Paske, m pwal di w yon bagay. Meri a answa, gon pakèt kay, meri a pap ba yo otorizasyon, li pap ba yo papye. Pa ekzanp, yon kay ki bati bo yon ravinn, meri a pap ba yo papye, men moun yo kom lan yon peyi tout bagay yo fèt a lanvè. Gen moun yo ki fè papye yo san meri a menm konn kote kay la ye.

[Valentine PAPILLON]

M konprann saw vle di a. Men banm di w yon bagay, m ka gen avi pam men m bezwen se ou ki pou di l vreman. Paske daprè ou, aprè bagay tranbleman tè sa, epi m panse gen anpil sansibilizasyon ki vinn fèt ki pou esplike moun yo fòk yo pa bati tèl kote, fòk yo pa bati tèl jan etc. Eske ou wè moun yo yon tijan chanje fason yo te konn fè aprè tranbleman tè a oubyen ou panse yo kontinye menm jan ?

[E14]

Kibò ? Kibò sa madanm ? Se leta, se leta ki pou ta kontinye, se otorite de leta ki pa genyen.

[…]

Sa se pwoblèm leta a. Se leta ki ta dwè di, la paka konstwi, oubyen la men ki tip de batiman, men ki tip de kay ki ka fèt la. E lè nap fè kay la tou men koman poun fè yo. Si w paka fè l konsa, li pap fèt, paske lè desas yo ap fèt, ou konprann, bagay yo ap fèt, se leta kap peye konsekans lan. Enben moun yo konstwi jan yo vle, lè yo vle.

[Valentine PAPILLON]

M konprann, moun yo konstwi avèk mwayen yo tou.

ANNEXE 7 - Vers un guide réflexif : Compilation des enseignements

Cette section regroupe l'ensemble des réflexions issues des résultats. Il s'agit d'une synthèse des analyses effectuées, et le lecteur est invité à se référer à la partie relative aux résultats pour obtenir davantage de contexte ou d'informations.

Les représentations sociales et les termes utilisés pour désigner les quartiers ciblés influencent directement les modalités d'intervention, la reconnaissance ou au contraire la stigmatisation des quartiers et des habitants. Une attention particulière doit être portée à ces désignations au risque de renforcer des inégalités déjà installées. La complexité du contexte et la vulnérabilité des territoires exigent une compréhension fine et des réponses adaptées.

Les choix entre relocalisation et reconstruction in situ soulèvent des tensions fondamentales entre logiques techniques, exigences sociales et réalités de terrain. D'après les intervenants, ils doivent tenir compte de la faisabilité opérationnelle, du maintien du tissu social et de la proximité aux ressources, mais aussi des contraintes physiques, des équilibres sociaux existants et des besoins en investissement entre autres. Toute décision dans ce domaine exige une lecture fine du contexte local, une réponse aux différents enjeux et une réelle concertation avec les habitants.

L'intervention en tissu dense soulève des défis majeurs, notamment les limites quant aux possibilités de réaménagement et la mise en place de réseaux. Ces questions doivent être prises en compte dès le début de la conception pour garantir des conditions de vie saines et une réhabilitation durable.

Les contraintes logistiques et institutionnelles rencontrées dans les quartiers ciblés montrent que la reconstruction in situ en tissu dense, exige des modalités d'intervention souples et adaptées. Celles-ci soulignent l'importance de repenser les cadres opérationnels dans les contextes informels.

Les contraintes économiques, sans surprise, limitent fortement les possibilités d'intervention. Cela interroge sur les dispositions à mettre en place pour assurer la continuité des efforts de reconstruction et leur prise en main des locaux.

Les défis fonciers constituent un enjeu majeur pour la reconstruction. Les situations sont complexes et soulignent des tensions entre occupation irrégulière et attachement des occupants aux lieux. Ces questions doivent faire l'objet d'un suivi car sans sécurisation légale, les interventions restent fragiles.

La qualité du lien avec les communautés apparaît comme un levier central de réussite. L'expérience du projet 16/6 montre l'importance qu'elle soit fondée sur la transparence, la représentativité et l'implication directe des habitants dans le projet. La mise en œuvre du projet est largement facilitée si les populations sont informées, réellement écoutées et intégrées. Tout cela favorise l'appropriation du projet et contribue à sa durabilité.

Ces éléments montrent que la mise en œuvre du projet s'est appuyée sur une stratégie construite sur les expériences passées et la concertation avec les communautés. La planification participative a constitué un levier structurant de l'intervention. L'expérience du projet 16/6 souligne l'importance d'une concertation en amont, non seulement pour légitimer l'action, mais aussi pour mieux ancrer la reconstruction dans les réalités sociales et spatiales.

La diversité intra-quartiers impose une adaptation fine des interventions selon des facteurs qui leur sont propres. Cela souligne également l'importance de la transparence, de l'explication continue des choix opérés et une capacité à adapter les réponses selon les réalités du quartier, sans pour autant créer de sentiment d'injustice.

La création d'accès et l'amélioration des services dans les quartiers ont un impact majeur sur la connectivité, le désenclavement et l'accès aux ressources essentielles. Si les espaces étroits, souvent marginalisés, posent des défis techniques et sécuritaires, ils présentent néanmoins un potentiel important, notamment de valorisation à l'échelle locale mais aussi touristique. Leur amélioration, à travers des aménagements adaptés et leur reconnaissance, peut en faire des véritables leviers de transformation urbaine.

Cette section met en évidence les outils nécessaires à la mise en œuvre du projet. D'une part, cela montre un investissement de la part des équipes de projet et souligne un manquement réel car ces outils ou certains d'entre eux devraient être accessibles pour faciliter les interventions. Cela invite à identifier où se trouvent ces outils et à assurer leur réutilisation dans des interventions futures.

Au vu de la qualité des constructions sur place, il s'avère que des interventions techniques simples et bien ciblées peuvent considérablement améliorer la résistance sismique des habitations. L'expérience du projet 16/6 montre que certaines actions peuvent être posées sans forcément opérer une reconstruction complète. De plus, les outils développés dans le cadre du projet pourraient être réutilisés, en tenant compte de leurs limites et en les réadaptant au vu des expériences passées.

L'approche évolutive apparaît comme une réponse pertinente pour répondre aux contraintes budgétaires. En anticipant des possibilités d'extension à partir d'une base solide, elle permet une adaptation progressive du logement. Elle doit être envisagée dès la conception du module afin d'intégrer un maximum d'éléments facilitant les transformations selon les ressources et les besoins des occupants.

L'adaptation des solutions proposées au contexte local apparaît comme étant indispensable. La prise en compte des pratiques locales permet une meilleure appropriation des logements par les habitants mais nécessite une réflexion et un équilibre délicat entre le respect de certains usages et des points techniques qui permettent l'amélioration des conditions de vie. La question est de savoir jusqu'où suivre certaines pratiques locales et à quel moment les bousculer. Cela requiert une bonne connaissance du terrain, des compétences techniques et du discernement.

Cette catégorie souligne l'importance d'impliquer les professionnels locaux dans l'élaboration des projets, au-delà d'actions ponctuelles, pour bénéficier de leur expertise du milieu, favoriser une meilleure appropriation des solutions proposées et valoriser les savoirs existants.

L'expérience du projet 16/6 montre que l'introduction de nouvelles solutions constructives doit intégrer des enjeux liés aux pratiques et préférences locales, aux capacités des filières de production, au coût, à la durabilité, à l'acceptabilité sociale et aux questions environnementales. Les innovations, pour être viables, nécessitent un accompagnement structuré incluant formation, sensibilisation et collaboration.

Le recours à la copropriété dans le projet 16/6 a permis de relever les défis fonciers tout en proposant un habitat de qualité. Si cette initiative a fait face à des résistances culturelles et des lenteurs juridiques, elle a aussi ouvert la voie à des formes d'habitat collectif formalisées. Elle ouvre de nouvelles perspectives sur comment mettre en place ces modes d'habitat dans le contexte local et de pallier aux manques de la législation existante.

Bien que certaines simplifications techniques aient été justifiées par défis de maintenance, d'équité ou de budget, certains manquements ont laissé les bénéficiaires dans une situation d'inconfort, voire d'insalubrité. Ces limites soulignent l'importance d'intégrer, dès la conception, un niveau minimal d'équipements notamment sur des questions primordiales telles que l'eau et l'assainissement afin de répondre aux besoins élémentaires des occupants.

L'implantation d'espaces publics dans un tissu urbain dense pose certains défis. Pourtant, ces aménagements peuvent jouer un rôle fondamental pour pallier au manque d'espaces privés et favoriser la cohésion communautaire.

Le besoin en infrastructures est criant notamment dans les zones à risques. Au-delà des interventions techniques classiques, certaines propositions visent une approche plus intégrée alliant la mitigation des risques et le développement de l'économie locale.

L'appropriation du projet par les communautés passe aussi par la valorisation de certaines dimensions culturelles telles que l'utilisation de la couleur, l'intégration d'œuvres artistiques ou la valorisation de symboles identitaires qui renforcent un sentiment d'appartenance et de fierté.

Les actions de communication et de sensibilisation peuvent influencer les comportements ainsi que les pratiques constructives. Il convient d'adopter des stratégies variées afin de promouvoir une éducation douce de la population. Cependant, cette approche comprend également des limites et doit s'inscrire dans un processus global de transformation.

Les formations représentent un volet très apprécié et ont un impact réel. Elles constituent un point stratégique à maintenir et à renforcer de manière à continuellement améliorer les pratiques constructives.

Les actions de sensibilisation et de formation, bien qu'ayant un potentiel réel de changement, font face à des enjeux économiques majeurs dans le contexte étudié. En effet, les conditions économiques de la population ont un impact direct sur la qualité de construction (réduction de quantité et de qualité des matériaux). Des contraintes économiques limites également la continuité des actions limitant l'impact à long terme.

La grande diversité d'acteurs montre que la réalisation du projet 16/6 a largement reposé sur la capacité à articuler des compétences issues d'acteurs multiples, parfois absents des sources officielles, mais déterminants dans la mise en œuvre. Cela pose la question de la coordination nécessaire à l'exécution d'un projet de reconstruction et de la traçabilité de ces contributions.

La transparence et la clarté dans la définition des rôles apparaît comme un facteur déterminant pour la reconstruction.

Ce constat met en évidence le lien étroit entre la mise en place d'un projet de reconstruction et les dynamiques de pouvoir en place. Le rattachement du projet 16/6 à l'UCLBP, illustre comment les choix institutionnels ne sont pas uniquement liés à des considérations techniques, mais s'inscrivent aussi dans des stratégies politiques, avec des effets potentiels sur la gouvernance et la pérennité du projet.

Les entretiens mettent en évidence que les choix opérés sont façonnés autant par les besoins opérationnels que par des considérations politiques et économiques. Cette lecture invite à considérer la reconstruction non seulement comme un processus technique et social, mais aussi comme un espace où se négocient et se masquent les influences, le financement et le contrôle institutionnel.

Les entretiens mettent en évidence les capacités institutionnelles affaiblies, à la fois par un manque de préparation initiale, par les effets du séisme et par certaines politiques d'intervention post-catastrophe. Les projets de reconstruction se heurtent alors à des logiques de pouvoir, des ressources limitées et une faible capacité d'accompagnement des structures locales. Le renforcement de ce cadre institutionnel, par des structures plus solides et davantage ancrées dans les besoins des populations, apparaît comme une condition essentielle pour garantir une meilleure mise en œuvre et un suivi efficace des projets.

Les dynamiques internes aux quartiers, qu'elles soient perçues comme positives, neutres ou problématiques, structurent le terrain d'intervention et doivent être prises en compte au risque de compromettre l'implantation, l'accès, la sécurité, ou encore l'efficacité du projet.

L'expérience du projet 16/6 souligne que parallèlement aux compétences techniques et institutionnelles, certains rôles sont décisifs dans la réussite du projet. Qu'il s'agisse de figures charismatiques capables de coordonner les acteurs, ou d'équipes de terrain créant un lien avec les habitants, ces contributions sont indispensables à la mise en place du projet.

Les entretiens montrent que la reconstruction est entravée par une articulation insuffisante entre la technique et la politique. L'absence d'un cadre institutionnel solide, capable de coordonner et d'anticiper, conduit à des interventions fragmentées et sans continuité, ce qui limite les possibilités de transformation durable.

La présence ou l'absence de certains rôles clés a un impact direct sur la trajectoire de la reconstruction. Les équipes doivent être pluridisciplinaires afin de comprendre et d'aborder correctement tous les aspects de la reconstruction.

Dans un contexte post-catastrophe marqué par des contraintes fortes et des attentes multiples, les choix opérés soulèvent une réflexion sur le type de solutions à privilégier. La tension perçue entre une reconnaissance individuelle et une déception sur le collectif souligne l'importance d'identifier les formes d'intervention capables d'avoir un impact durable sur les communautés. Une attention particulière doit être portée à la consultation communautaire afin de garantir une participation réelle des habitants, en évitant qu'elle se limite à une démarche symbolique. La mise en place d'un véritable espace de concertation entre les intervenants et les habitants apparaît ainsi comme un enjeu central pour la réussite des projets.

Dans un contexte post-catastrophe marqué par des contraintes fortes et des attentes multiples, les choix opérés soulèvent une réflexion sur le type de solutions à privilégier. Se pose ainsi la question de l'équilibre entre une réponse partielle à l'ensemble des besoins et la concertation des efforts sur quelques priorités pleinement réalisables. La nécessité d'assurer la continuité des actions dans le temps apparaît également comme un enjeu majeur pour garantir l'efficacité des interventions.

L'implication des professionnels techniques locaux (architectes, ingénieurs, urbanistes, etc.) apparaît comme un levier essentiel, tant pour favoriser l'intégration contextuelle des projets, renforcer leur efficacité opérationnelle, que pour assurer des retombées économiques au sein même des communautés. Pourtant ces acteurs sont souvent marginalisés, que ce soit en raison de dynamiques internationales privilégiant des expertises extérieures ou d'un manque d'engagement initial dû à leur distance avec le processus décisionnel. Cette faible participation peut aussi résulter à la fois de limites réelles en termes de compétences et de logiques structurelles, voire sous-jacentes, qui conditionnent leur place dans les projets. Il devient ainsi nécessaire de concevoir des dispositifs de reconstruction intégrant ces professionnels dès les premières étapes, afin de renforcer la pertinence et la durabilité des interventions.

Au-delà de la réalisation matérielle et des chiffres, certaines initiatives percutantes ou outils innovants ont permis au projet 16/6 d'aboutir à des résultats. Les entretiens montrent que les ressources immatérielles sont tout aussi importantes dans la conception du projet. La réussite ne tient pas uniquement à la quantité d'infrastructures livrées, mais aux outils de réalisation pouvant guider des processus futurs. Il est ainsi essentiel de valoriser et de capitaliser sur les apprentissages concrets issus du projet 16/6.

Un projet de reconstruction doit adopter une approche véritablement holistique, capable de répondre à un ensemble de besoins interdépendants. La réflexion ne peut se limiter à la résolution de problèmes techniques, elle doit s'inscrire dans une compréhension fine du territoire, de ses institutions et des dynamiques sociales. Cela implique une articulation étroite entre les acteurs de la reconstruction, les instances politiques et les populations sinistrées. Sans cela, les actions risquent de rester fragmentées et de perdre leur portée. Les enseignements du projet 16/6 mettent ainsi en évidence la nécessité de renforcer l'articulation entre ces trois parties prenantes, tout en intégrant une réforme structurelle des dispositifs existants. Plus largement, une approche éthique et philosophique centrée sur la population apparaît comme un fondement indispensable pour garantir la pertinence et la durabilité des projets.

Les intervenants soulignent l'importance d'avoir une vision à long terme pour donner du sens, de la profondeur et de la durabilité aux efforts de reconstruction. Les intervenants invitent à dépasser les logiques de projet ponctuel pour inscrire les actions dans une perspective de continuité. Le développement local des capacités apparaît ainsi comme un enjeu majeur pour assurer la pérennisation des efforts de reconstruction et éviter les schémas cycliques habituels, trop souvent dictés par les agendas des bailleurs et par des interventions provisoires.